TUFTS COLLEGE LIBRARY

Purchased

Bound October 1919

77143

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXIXe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

JUNIATA COLLEGE LIBRARY

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXIXe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME QUARANTE-NEUVIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1919

77143

LE JUSTICIER

Je me suis trouvé assister, l'année dernière, en témoin plus qu'en acteur, à un drame de conscience qui, sur le moment, m'émut beaucoup. J'eus aussitôt l'idée de le raconter. Un scrupule me vint. Cet intérêt poignant ne dérivait-il pas du souvenir attaché pour moi au nom des deux frères, héros de cette aventure? Une aventure? Le mot est bien fort pour qualifier un incident d'ordre familial, de ceux qui se rencontrent par centaines dans les destinées les plus unies. Après réflexion, il m'a semblé que ma première impression était la bonne, et que ce terre à terre des événements ajoutait, au contraire, à la signification de cette histoire. Elle pose un grave problème qui apparaîtra peut-être comme plus saisissant encore dans ces données toutes communes. Quelle est la mesure de notre responsabilité? Jusqu'où s'étendent ses limites? Devons-nous compte à la suprême Justice, non seulement de nos actes médités et voulus, mais des conséquences que nous n'avons ni voulues, ni soupçonnées, — non seulement de nos omissions, mais des effets de ces omissions? « Qui connaît ses égarements? Mon Dieu, pardonnez-moi ceux que j'ignore... » dit le Psalmiste. Et Pascal, dans le *Mystère de Jésus :* « Si tu connaissais tes péchés, tu perdrais cœur. — Je le perdrai donc, Seigneur, car je crois leur malice sur votre assurance. — Non, car moi, par qui tu l'apprends, t'en peux guérir. A mesure que tu les expieras, tu les connaîtras, et il te sera dit : Voir les péchés qui te sont remis. Fais donc pénitence pour tes péchés cachés,

et pour la malice occulte de ceux que tu connais. » Mais pourquoi anticiper sur des conclusions qui se dégageront de ce récit tout naturellement, si j'arrive à reproduire dans son humanité simple l'humble détail de cette tragédie bourgeoise? Je vais l'essayer.

I

J'étais donc, par une matinée du printemps de l'année dernière, occupé chez moi à travailler, quand on vint m'avertir qu'un M. Blaise Marnat, ingénieur, de passage à Paris, téléphonait pour savoir si je pourrais le recevoir cet après-midi, et à quelle heure.

— Il est à l'appareil? demandai-je.

— Non, mais le portier de son hôtel.

— Dites que j'attendrai M. Blaise Marnat après le déjeuner, répondis-je, déconcerté par cette visite, au point qu'il me fut impossible de reprendre la tâche commencée. Trop d'images surgissaient dans ma mémoire, évoquées par ce coup de téléphone, très étrangement impersonnel. Un lien si particulier et si intime nous unissait, l'ingénieur et moi, dans le passé! Il est vrai que le calendrier éphéméride, posé sur ma table, portait la date du 7 avril 1917, et j'avais parlé à Blaise Marnat, pour la dernière fois, au cimetière du Montparnasse, lors de l'enterrement de son père, en novembre 1881. « 1881-1917. *Grande mortalis ævi spatium* » aurait dit ce père, M. Jules Marnat, que j'avais eu comme « colleur, » à une époque plus lointaine encore. C'était avant la guerre de 1870, dans l'institution libre d'où je suivais les classes du lycée Louis-le-Grand, et j'avais Blaise lui-même pour contemporain et pour rival au Concours. Oui. Que d'images!... Marnat, — rien qu'à me répéter ces deux syllabes, je revoyais la sombre cour de la pension, à six heures du matin en hiver. Une silhouette passait, entre les arbres grêles et nus, celle du « colleur » venant « chauffer » les candidats au prix d'honneur. Je revoyais ces candidats, une demi-douzaine de rhétoriciens, dont nous étions, Blaise et moi, et dans cette chaire, ce « colleur », le père de Blaise, assis devant un Tite-Live ou un Tacite, un Virgile ou un Horace. Il priait l'un de nous de traduire un passage à livre ouvert. L'unique

lampe pendait au plafond, éclairant le vaste front, prématurément chauve, du maître, son masque creusé, l'arête fière de son nez aquilin, sa longue barbe noire sur laquelle il passait, à de certains moments, sa blanche main nerveuse : et quand ses paupières se relevaient, elles découvraient des yeux bruns d'une ardeur douloureuse.

« Tout de même, après quarante ans, pensais-je, en me rappelant ainsi, dans l'éclair d'une demi-hallucination, ces lointaines heures d'une jeunesse ardemment studieuse, m'annoncer son retour en France et sa visite par un téléphonage de concierge! Quel original que ce Blaise!... C'est trop naturel. Il était déjà si fermé, si replié! Le vieux Marnat l'avait élevé à l'école du *Pœte, non dolet* de la courageuse Arria, celle de l'enfant spartiate qui se laisse dévorer par son renard sans crier. Ce dressage stoïcien aura tourné en dureté, avec cette existence passée tout entière sur des chantiers, à construire des chemins de fer en Asie, en Afrique, en Amérique, parmi des brutes noires et jaunes. Il ne m'a pas oublié, puisqu'il veut me revoir. Il emploie un procédé qui n'est ni cérémonieux, ni tendre. Ne lui en voulons pas. J'aurai tant de plaisir à causer avec lui de son père! »

Pour que l'on comprenne bien quelle corde remuait en moi cette rencontre toute prochaine, et si complètement inattendue, avec mon camarade de classe, il faut que je dessine avec plus de précision la figure morale de cet humble répétiteur de collège. Elle expliquera la place occupée par lui dans ma mémoire d'écolier. Quand on aime passionnément la pensée, on garde, à travers l'existence, une gratitude d'une qualité unique aux maîtres qui vous ont, les premiers, initié au travail sacré de l'intelligence. C'est la mystique de l'enseignement, sa profonde et noble poésie que cette paternité spirituelle, indéfectible comme l'autre, et qui veut qu'à la distance d'un demi-siècle nous retrouvions, vivante en nous, l'empreinte spirituelle de certains professeurs. Ainsi en était-il de M. Jules Marnat et de moi. Pour s'emparer d'une jeune âme, à l'époque où je suivais ses leçons, ce maître possédait un double prestige : celui de l'homme et celui du lettré. Il est bien oublié aujourd'hui, sauf par quelques fidèles. Sous l'Empire, il possédait, dans le petit monde scolaire, cette renommée clandestine, qui fut celle

des grands opposants de l'Université après le coup d'État : un Frédéric Morin, un Eugène Despois. Entré le premier à l'École Normale, reçu le premier à l'agrégation, il avait, à vingt-six ans, démissionné de la rhétorique d'un grand lycée de Paris, pour ne pas prêter serment à l'Empire. Depuis lors, il vivait de cours libres et de répétitions. Qu'il préférât ce gagne-pain si modeste aux fructueuses besognes du journalisme, c'était la preuve d'une intransigeance absolue dans ses convictions. Il avait redouté les compromis forcés d'une presse surveillée de près par le pouvoir. Ces républicains de frappe romaine n'étaient pas rares dans cette période. Rationalistes à tempérament religieux, ils reportaient, à leur insu, les traits de l'idéal chrétien sur le mythe révolutionnaire. Leur ascétisme et leur dévouement les revêtaient, pour nos imaginations de dix-sept ans, d'une autorité de martyrs et d'apôtres. Discuter un jugement de M. Jules Marnat tenait pour nous du blasphème. Croirait-on que je suis demeuré longtemps un peu honteux de mon goût très vif pour Prosper Mérimée et Sainte-Beuve, simplement parce que cet inflexible protestataire les avait stigmatisés devant moi : « Ah! oui ! Monsieur le sénateur Mérimée! Monsieur le sénateur Sainte-Beuve !... » Comme dans les notes des *Châtiments*, il avait ajouté : « Trente mille francs par an. » C'était le déclic d'un couperet de guillotine que des mots pareils tombant de là bouche du vieux jacobin.

Il n'était pas qu'un jacobin. Cette influence exercée sur quelques-uns de ses élèves et sur moi en particulier, il la devait à la ferveur dont il brûlait pour la littérature antique. Cette flamme en faisait un artiste en expression, réellement extraordinaire. Les écrivains latins surtout lui inspiraient un culte passionné. Chacune de nos pauvres répétitions, destinées très utilitairement à nous transformer en bêtes à concours, devenait, pour ce dévot, l'occasion d'une véritable liturgie. J'ai raconté qu'il nous donnait à traduire un texte à livre ouvert. Indifférent d'abord jusqu'à la froideur, le latiniste en lui s'échauffait. A notre traduction ânonnante, la sienne soudain se substituait. Il parlait, et le mâle langage de Tite-Live et de Tacite se transcrivait en une prose française, égale au modèle par le raccourci et le serré. Presque plus d'auxiliaires, de verbes « avoir « et « être, » presque plus de conjonctions. Il la voulait, cette prose, nettoyée de ce qu'il appelait énergique-

ment « la pouillerie des mots inutiles », articulée par des verbes actifs jouant directement sur leur régime, rythmée comme des vers, et toute en vocables voisins de leur origine. J'ai dans l'oreille sa voix un peu sourde attaquant certains morceaux, la mort d'Agrippine, par exemple, dans les *Annales :* « La nuit s'illuminait d'astres pour convaincre le parricide... » Et les poètes, Lucrèce, Horace, Virgile, comme il les sentait! Comme il les rendait! De quel accent il déclamait, avant de la traduire, l'adjuration de Didon abandonnée au soleil :

Sol, qui terrarum flammis opera omnia lustras!

Ces textes sublimes des Anciens, passant par cette bouche éloquente, perdaient tout air de citations. Ils ne faisaient qu'un avec ce magnifique lettré, qui nous invitait à communier, non plus à travers les livres, mais à travers son âme, dans ces beaux génies, sa religion, et, je m'en rendais dès lors vaguement compte, sa consolation. Anomalie paradoxale, un seul parmi nous demeurait réfractaire, du moins en apparence, à ce contagieux fanatisme, et c'était Blaise. Ce fils du répétiteur avait été pris, comme boursier, dans notre pension, ainsi que son frère plus jeune, Amédée, par une charité trop justifiée envers un maître peu fortuné, dont la valeur reconnue servait de vivante réclame. Blaise, pourtant, ressemblait à son père, mais en plus vigoureux, en plus étoffé. Les Marnat sont originaires de Laschamp, un hameau juché au pied du volcan éteint de ce nom, à une lieue du Puy de Dôme. Le professeur était allé chercher là sa femme, fille comme lui d'un petit propriétaire rural, mi-paysan, mi-bourgeois. Le premier-né de ce mariage avait hérité de la montagnarde une robustesse de carrure qui contrastait avec la chétiveté de son cadet. La physiologie appauvrie de celui-ci dénonçait, chez la mère, l'étiolement de la transplantation, l'air raréfié d'une étroite demeure parisienne, la nourriture médiocre, l'usure du souci quotidien. Blaise avait déjà conscience de l'épreuve qu'inflige à une ménagère la précarité des ressources, l'étroitesse du budget, cette *res angusta domi*, pour parler comme un des poètes chers à son père. Ce sentiment, tout à la fois, paralysait chez lui l'enthousiasme pour les lettres classiques et l'incitait à un labeur acharné. Aucun de nous ne l'égalait dans la composition latine, vers ou discours, et il ne cachait pas son intention de se tourner,

son baccalauréat passé, vers les Sciences et l'École Centrale!

— C'est assez d'un professeur dans une famille, me disait-il, un jour qu'il me confiait ses projets d'avenir. Maman a trop peiné. Papa aussi. Je veux un métier qui me permette de leur assurer plus tard un peu de bien-être. J'ai pris mon parti. Je serai ingénieur à l'étranger, et ils vieilliront riches.

Son application, en attendant, à ses besognes de rhétoricien, si peu adaptées à sa future profession, provenait d'un scrupule de probité. Il estimait que ses succès au Concours général, — il y avait été couronné plusieurs fois, — payaient sa dette de boursier. Et puis un généreux donateur avait légué un titre de rente de mille francs, destinés à récompenser l'élève de notre pension qui obtiendrait à ce Concours le prix d'honneur de rhétorique. La fondation datait de cinq ans. Aucun de nos prédécesseurs n'ayant enlevé le prix, les arrérages de la rente s'étaient accumulés. La perspective de ces cinq mille francs à gagner, — de quoi soulager un peu ses parents, — aiguillonnait le zèle du brave garçon. Je ne l'ai pas vu, durant cette année, vécue avec lui côte à côte, musarder une minute, une seconde. S'il ne partageait pas les chauds transports de son père pour les choses de la littérature, il en avait la rigidité d'honneur intime, ce besoin, pour s'estimer soi-même, — c'était une autre maxime du professeur, — de « faire toujours tout ce que l'on peut de ce que l'on doit. » Quelle illustration émouvante de cette règle morale que nos conférences du matin! Notre répétiteur ne les eût pas données devant le grand public choisi du Collège de France, plus complètes, plus soignées, plus vibrantes que devant nous, pauvre demi-douzaine de bambins ramassés autour de cette petite chaire, dans cette petite salle à peine éclairée.

Ce prix d'honneur, Blaise l'avait manqué. Rien de plus significatif dans la jeunesse, que notre instinctive réaction en face des premiers succès ou des premiers insuccès. Quand les résultats du concours furent proclamés, j'attendais à la porte de la Sorbonne, avec les deux frères Marnat. Blaise accueillit la nouvelle de son échec par un : « Je savais bien que j'avais raté mon discours, » dont l'impassibilité me rappela l'esclave antique et sa réponse au maître qui le bâtonnait : « Je vous avais bien dit que vous me casseriez la jambe. » C'était la mise en pratique de l'adage : « Douleur, tu n'es pas un mal, » fière devise de la

secte dont relevait le vieil universitaire, hypnotisé, à travers les grands prosateurs de Rome, par les Caton et les Brutus, les Cremutius Cordus et les Thraséas. Ces leçons de muette endurance n'étaient pas arrivées au jeune Amédée, le second fils de M. Jules Marnat. Ce frêle et nerveux enfant avait éclaté en sanglots, lui, en apprenant la déconfiture de son aîné. J'avais admiré la tenue de Blaise n'accusant pas le coup, comme on dit, moi qui connaissais la profondeur de sa déception. Je fus attristé, en revanche, par la rude façon dont il rabroua la sensibilité, un peu étalée, mais si touchante, de son frère :

— As-tu fini, avait-il dit brusquement, de nous donner la comédie?

Ce n'était pas la première fois que j'observais avec quelle sévérité il jugeait et traitait son cadet. A dire vrai, celui-ci faisait piètre figure dans notre collège. Très éveillé, mais plus paresseux encore, on avait dû renoncer pour lui aux cours du lycée, où la pension n'envoyait que ses sujets de choix. Amédée Marnat était donc un « intérieur. » Nous désignions ainsi les camarades moins brillants qui poursuivaient leurs études à l'intérieur de la maison, dans des classes décapitées de leur élite. C'était un déchet, dont Amédée était trop souvent le déchet. Les hauts et les bas de ses places, — aujourd'hui dans les dix premiers, la semaine suivante dans les dix derniers, — dénonçaient le vrai principe de son infériorité scolaire. La volonté lui faisait défaut, non l'intelligence. Chez cet adolescent de seize ans, mince et petit pour son âge, aux traits fins, aux manières câlines, très soigné de sa personne, vingt indices révélaient une précoce et dangereuse curiosité de la vie parisienne d'alors. Les opérettes en vogue aux *Bouffes* et aux *Variétés*, les courses et les pronostics sur les futurs gagnants, les romans à la mode et les scandales retentissants du jour, faisaient la matière habituelle de ses conversations, à lui et à un petit groupe d'« intérieurs, » appartenant à des familles riches, et qui se baptisaient eux-mêmes les « gommeux. » Quand Blaise l'apercevait qui se promenait dans la cour, un peu longuement, avec un camarade de cette coterie, le plus souvent il l'appelait, et l'on voyait les deux frères arpenter le préau, l'un impérieux et grondeur, l'autre taciturne et sournois. Visiblement, Amédée redoutait Blaise. Visiblement aussi, ce dernier manquait de doigté dans le maniement d'un carac-

tère faible, incertain, facile aux tentations du luxe et de la vanité, mais capable pourtant d'élans, et passionnément sensitif. Ses larmes devant l'échec de son frère me l'avaient prouvé une fois de plus, et l'altération de son visage sous le coup de caveçon. Blaise était trop entier, trop absolu, pour qu'il fût aisé, même dans la familiarité de la vie de collège, de lui faire une observation. Pourtant, je m'y hasardai, au cours d'une conversation intime que nous eûmes au Luxembourg, avant de partir pour les vacances, et à propos de cette scène de la Sorbonne.

— Tu ne connais pas Amédée, avait-il répondu à ma timide remarque. C'est un menteur, un jouisseur et un fainéant. Papa est trop occupé pour le suivre. D'ailleurs, s'il le voyait tel qu'il est, cela lui ferait trop de peine. Il préfère fermer les yeux. C'est un rêveur, tu le sais, un poète. Maman est toute faiblesse pour ce garçon. Elle l'a eu étant malade. Il a été très délicat dans son enfance. Elle lui garde un coin plus tendre dans son cœur, beaucoup trop tendre. C'est à moi de remplir vis-à-vis d'Amédée le rôle du *paterfamilias* qui surveille et qui redresse. Crois-moi, quand je le cingle, j'ai mes raisons. »

Cet entretien avait lieu au mois de juillet 1870. Retourné en province dès les premiers jours de la guerre franco-allemande, je ne devais plus jamais rentrer à la pension. D'ailleurs, l'avènement de la République marqua pour M. Jules Marnat la fin de son épuisant métier de « colleur. » Il fut nommé aussitôt, très justement, inspecteur d'Académie à Paris. Je revins, après le siège, achever, comme externe, ma philosophie. Blaise, lui, de son côté, commençait de réaliser patiemment son dessein d'une carrière industrielle. Il préparait de front ses deux baccalauréats, comme externe aussi, mais dans un autre lycée. En 1873, il entrait à l'École Centrale, et tout de suite il s'expatriait. Il allait, en Espagne, diriger les travaux d'un percement de tunnel pour le compte d'une compagnie de chemin de fer. A peine nous étions-nous croisés, durant cette période, entraînés l'un et l'autre, lui apprenti-ingénieur, moi apprenti-écrivain, dans des orbites trop différentes. J'avais rencontré son frère un peu davantage, chaque fois dans des circonstances à me démontrer la perspicacité et l'inefficacité du *paterfamilias*, comme Blaise s'appelait, à la romaine. Un jour, j'avais reconnu cet inquiétant Amédée, très joli homme maintenant, à la ter-

rasse d'un café du Quartier Latin, dans la compagnie d'une drôlesse trop piaffante pour ne pas venir de l'autre côté de l'eau. Quelques mois plus tard, il m'était apparu aux Champs-Élysées, un dimanche de courses, montant vers l'Arc de triomphe dans une victoria de louage, trop bien mis pour sa position, — je le savais employé dans une compagnie d'assurances, — et fumant un gros cigare avec une superbe désinvolture. Un soir de l'année suivante et à une première représentation, nous nous étions heurtés dans un couloir de théâtre. Sa face échauffée, ses propos loquaces révélaient un dîner arrosé copieusement. Il m'avait aussitôt, sur ma demande, donné des nouvelles des siens, avec la cordialité d'une demi-ivresse :

— Le patron ? m'avait-il dit en me parlant de son père. Il se défend... C'est maman qui ne va pas. Je ne les vois plus comme je voudrais. Ils habitent Versailles, et moi, avec mes occupations !... Je suis à la Bourse, maintenant. Si tu as besoin de quelques tuyaux pour des placements...

— Et Blaise? avais-je interrogé.

— Ah ! Blaise !... Il est en Grèce maintenant, où il dessèche je ne sais quel lac. Nous ne nous écrivons pas. Entre nous, je suis un peu brouillé avec lui... Il ne comprend rien à Paris... Mais on sonne pour le second acte.

Le ton de sa voix pour me parler de l'ingénieur, et, là-dessus, cette hâte à rompre l'entretien, le démontraient trop : le malentendu entre les deux frères n'avait fait que s'envenimer. Pour quel motif? Ces diverses rencontres à longs intervalles autorisaient un triste soupçon. L'employé d'assurances, devenu un courtier plus ou moins marron dans la basse coulisse, n'allait-il pas être, n'était-il pas déjà l'aventurier équivoque, le forban maquillé en viveur que les mauvais milieux, le goût du plaisir, le jeu et les filles, entraînent vite du désordre au vice et de l'expédient à l'escroquerie? C'était cela sans doute qu'il appelait « comprendre Paris, » à l'indignation de Blaise, demeuré, lui, le travailleur probe et pauvre, qui veut que l'argent ne soit ni mal gagné ni mal dépensé.

De cette dégradation d'Amédée Marnat, j'avais eu un autre signe, bien longtemps après ces quelques mots échangés au théâtre. Il m'avait écrit pour m'emprunter de l'argent. Dans cette lettre, il avait eu l'audace de me parler d'une coûteuse maladie de son père. Et le hasard avait voulu que j'aperçusse,

le jour même, sur les quais, M. Jules Marnat en train de fouiller dans les casiers aux vieux bouquins. La souplesse de ses mouvements, son teint, sa corpulence, tout démentait la fable imaginée par le tapeur. — Que les mânes du professeur puriste pardonnent ce terme d'argot à son ancien élève! — Je n'osai pas l'aborder, tant je me sentais le cœur serré à constater la vilenie de son plus jeune fils. Je ne répondis pas à l'impudente missive, et d'autres années avaient passé sans que j'entendisse parler, ni d'Amédée, ni de Blaise, ni de leur père, jusqu'à un matin du mois de novembre 1881, où j'avais lu dans un journal l'annonce du décès de M. Jules Marnat, inspecteur honoraire de l'Académie de Paris. Il était mort des suites d'une grave opération, dans la maison de santé des Frères de Saint-Jean de Dieu, rue Oudinot, tout près du logis où j'habitais alors.

Ma première action avait été de courir à cette clinique pour obtenir des renseignements sur cette fin d'un maître avec qui je n'avais jamais eu de relations personnelles, et je lui gardais un culte, non moins fervent que silencieux. Les jeunes gens ont de ces pudeurs à manifester leurs sentiments envers les vieillards, qu'ils privent ainsi d'un réconfort, quelquefois bien nécessaire dans les détresses du soir de la vie, — enfantine timidité par excès de sensibilité nerveuse que l'on se reproche ensuite comme une ingratitude. Ce fut mon impression, à écouter le Frère-portier, qui me raconta les derniers moments de M. Jules Marnat, son arrivée à l'hôpital, en proie aux terribles douleurs d'une maladie du foie à son dernier période, et son admirable courage.

— Devant un tel moral, avait ajouté le Religieux, le chirurgien a dit : Il peut s'en tirer... Et il a tenté ce que conseillait M. le professeur Louvet, la recherche et l'extraction d'un calcul. Les autres médecins croyaient à un cancer. M. Louvet non. Il y voyait juste. On a trouvé le calcul. On a pu croire d'abord que M. Marnat était sauvé. Il a succombé à une embolie.

— Et quand a lieu l'enterrement? avais-je interrogé.

— Demain matin, à neuf heures. Le convoi partira d'ici pour Montparnasse.

— Et Mme Marnat?

— Mais M. Marnat était veuf. On a même dit que le chagrin de cette perte avait bien aggravé sa maladie.

— Et ses fils?

— C'est le cadet qui l'a fait apporter ici. L'aîné est ingénieur en Russie. Il est arrivé cette nuit, juste à temps pour conduire le deuil. Il est en haut, dans la chambre.

J'avais eu scrupule de demander Blaise, que je devinais accablé de chagrin. Il me répugnait de parler du mort avec Amédée, après sa lettre de quémandeur. Je m'étais dit que je les verrais tous deux derrière le cercueil de leur père. Ils se tenaient, en effet, debout l'un à côté de l'autre, le lendemain, au premier rang de l'assistance réunie, pour rendre les derniers devoirs à M. Jules Marnat, dans la petite chapelle des Frères de Saint-Jean de Dieu, encore trop grande, vu le nombre des personnes venues là : quelques collègues de l'universitaire, quelques dames, amies sans doute de Mme Marnat, et trois anciens élèves de la pension, en me comptant. Grâce aux confidences de l'un d'eux, resté en rapport avec Amédée, je pus recueillir quelques détails plus précis sur la tragédie latente de la famille Marnat. Il me parlait à mi-voix, tandis que nous suivions à pied le corbillard, la messe finie, par le boulevard des Invalides d'abord, puis l'avenue du Maine. Le brouillard d'automne, jaunâtre et dense, me rappelait l'apparition par des matins glacés, sous les arbres de notre cour, du laborieux donneur de leçons qui reposait maintenant, pour toujours, entre ces planches recouvertes de drap noir.

— Oui. Le portier de l'hôpital t'a dit vrai. C'est la mort de Mme Marnat qui l'a tué. Le peuple n'a pas si tort dans ses expressions : se faire du mauvais sang, de la bile. Et la pauvre femme elle-même, elle s'est rongée de chagrin à cause des bêtises d'Amédée! Elle les a prises au tragique... C'est entendu. Il s'est amusé et ça lui a coûté un peu cher. Mais comme je disais à la mère : « Il faut bien que jeunesse se passe. Il est si intelligent, et c'est un si bon garçon. Il se reprendra. Il paiera ses dettes. — Vous me faites du bien, » me répondait-elle, et puis, une fois seule, elle retombait dans son angoisse, à cause de Blaise qui, lui, ne veut plus connaître son frère. Tu as remarqué? Ils ne se sont pas parlé à la chapelle. Ils ne se parlent pas maintenant. Tu verras. Ils se quitteront sans se dire un mot... Quel type impossible d'ailleurs que ce Blaise! Tu sais comment il est devenu manchot?... Mais oui, insista-t-il, sur mon geste d'étonnement. Il est manchot. Regarde.

Je me penchai un peu. Je vis que Blaise tenait son chapeau de sa main gauche, et que la main droite lui manquait.

— Que lui est-il arrivé?... demandai-je.

— Qu'il s'est mutilé lui-même, pour avoir frappé un ouvrier sur un chantier, quelque part, en Grèce, dans un moment de colère. Il y avait un brasier tout près. Il s'est puni en s'y brûlant la main si profondément, qu'il a fallu l'amputer. Ce n'est pas ordinaire, avoue, un Mucius Scævola en l'an de grâce 1881! Avoue aussi que ça n'est pas gai d'avoir pour frère aîné un pareil personnage.

Je ne répondis pas. L'hallucination rétrospective me montrait de nouveau M. Jules Marnat dans sa petite chaire, et je l'entendais nous traduire le mâle discours de Mucius dans Tite-Live : « *Romanus sum, inquit, civis. C. Mucium vocant.* Je suis, dit-il, citoyen Romain. On m'appelle Caius Mucius » et la phrase célèbre : « *Et facere et pati fortia Romanum est.* — Agir et souffrir bravement, voilà Rome. » Que je reconnaissais bien le père dans le fils, et chez tous deux cette énergie d'un autre temps et d'une autre race! C'était de quoi s'étonner que la dernière demeure de ce compatriote moral des Quirites fût une sépulture chrétienne et dans ce cimetière parisien où le convoi entrait maintenant. Quelques instants encore, et nous étions devant le trou béant, à côté duquel gisait la pierre tombale déplacée pour la circonstance. Toute neuve, elle portait le nom de Mme Marnat. Quelques autres instants, et le cercueil de mon ancien maître descendait dans le caveau. Le prêtre prononçait les dernières prières que le vieux libre-penseur n'avait pas refusées, fidèle, j'imagine, comme son ami Fustel de Coulanges, à cet esprit de la Cité Antique, qui exige que nous mourions dans les rites des ancêtres. L'aspersion était donnée, et nous défilions devant les deux frères, seuls représentants de la famille. Je les retrouvais dans une attitude identique à celle de la journée du prix d'honneur manqué : l'aîné, le visage sec, les yeux durs, la bouche serrée, raide et tendu dans sa peine; le cadet, montrant, étalant la sienne, les joues baignées de larmes, et il étouffait avec son mouchoir un sanglot convulsif.

— Je voudrais causer un peu avec Blaise, dis-je au camarade qui cherchait à m'entraîner, la funèbre cérémonie achevée. Je vais l'attendre.

— Dis-lui donc d'être un peu plus indulgent pour son frère. Des deux, tu as vu celui qui a du cœur.

— J'ai vu surtout celui qui a des nerfs, pensai-je à part moi, tandis que mon ex-condisciple rejoignait les assistants en train de se retirer. Je me tenais donc à quelques pas de la tombe, que les deux frères regardaient sans se parler. De quel incident je fus alors le témoin, combien rapide et combien tragique! A une minute et tout d'un coup, Amédée se retourna vers Blaise, et, toujours sanglotant, voulut le prendre dans ses bras. Celui-ci le repoussa d'un geste terrible, si violent que l'autre en chancela et faillit tomber. J'allais m'élancer pour les séparer, mais déjà Blaise passait devant moi, sans me voir, marchant vers la porte du cimetière, d'un pas rapide. Une telle expression de désespoir contractait son visage que je ne l'abordai pas, épouvanté de cet éclat de sévérité fraternelle. Qu'avait bien pu faire Amédée pour que son aîné ne lui pardonnât pas, même devant le tombeau de leur père? Si coupable que fût ce garçon, comment ne pas le plaindre? D'instinct, je m'approchai de lui qui demeurait immobile, accoté à un cyprès, les yeux fixes. Je lui touchai l'épaule. Il me regarda, me reconnut. Dans un râle, il me répéta simplement par trois fois : « Tu l'as vu!... Tu l'as vu!... Tu l'as vu! » Et il s'éloigna lui-même dans la direction opposée à celle qu'avait prise son frère.

II

Je me suis attardé longuement à ces souvenirs, ou, plutôt, ils se sont attardés en moi. Le lecteur qui aura bien voulu me suivre à travers ces évocations rétrospectives, et en excuser la minutie, ne s'étonnera plus de l'intérêt anxieux avec lequel j'attendais la visite si brusquement annoncée de Blaise Marnat. A trente-six ans de distance, cette scène du cimetière me restait présente, comme le plus sinistre épisode auquel j'eusse jamais assisté. Je le répète : je n'avais pas revu Blaise depuis lors, ni Amédée. N'ayant pas revu davantage le camarade de collège rencontré à l'enterrement de notre « colleur, » j'ignorais tout des deux frères, quittés dans cette attitude d'irréconciliables ennemis et devant le cercueil de leur

père! Pourquoi Blaise venait-il me voir? D'après le téléphonage du concierge, il était de passage à Paris. Il vivait donc toujours à l'étranger? Peut-être cherchait-il quelques renseignements sur son frère, et pensait-il que je les lui donnerais?... Mais à quoi bon me perdre dans les hypothèses, quand j'allais savoir? A mon indication que je le recevrais après le déjeuner, aucun nouveau coup de téléphone n'avait répondu. J'en conclus que mon visiteur arriverait chez moi très tôt. Je ne me trompais pas : dès une heure et demie, on me remettait la carte de l'ingénieur, et il entrait lui-même dans mon cabinet.

A soixante-cinq ans, Blaise n'offrait d'autre signe de vieillesse que le blanchissement de ses cheveux, devenus très rares. Cette calvitie accentuait encore sa ressemblance saisissante avec son père, quoique, à la différence du professeur qui portait toute sa barbe, il montrât un masque entièrement rasé, à l'américaine. Mais c'était bien la même arête aiguë du nez aquilin, la même construction osseuse et volontaire du visage tout en méplats, les mêmes yeux surtout d'une si intense ardeur. Autre différence : l'athlétisme d'une physiologie entraînée par un exercice continuel au grand air, tandis que notre pauvre répétiteur ne marchait que pour aller, d'une leçon à une autre, s'intoxiquer dans des atmosphères confinées. Les larges épaules de Blaise, sa ferme démarche, son teint basané donnaient l'impression d'un vigoureux animal humain, encore plein de sève. Physiquement et moralement, une force émanait de lui, celle de l'être d'action, du Chef, dressé par nature et par métier à lutter, à décider, à commander. Il avait, son existence durant, développé en lui ce sens de l'énergie que j'avais vu s'éveiller jadis dans l'adolescent. Il me serra la main en me tutoyant, comme si nous nous étions séparés la veille, avec une simplicité qui me permit de lui demander aussitôt, le voyant vêtu de noir, un large crêpe à son chapeau : « Tu es en grand deuil? » Et croyant tenir là l'explication de sa visite, j'ajoutai : « C'est de ton frère? »

— Non, répondit-il, de mon fils, ou plutôt de mes deux fils. J'arrive de l'Argentine, où je viens de passer dix ans. J'y construis des chemins de fer, des canaux, des ports. J'ai mes bureaux à Buenos-Ayres où je retournerai pour vieillir et mourir. Bien seul, par exemple. Mais comme jadis mon père, j'ai pris pour devise le mot d'ordre de Septime Sévère mou-

rant à ses légions : *Laboremus*. Avant de m'installer en Argentine, j'habitais le Chili, où je me suis marié. J'ai perdu ma femme, il y a sept ans. J'avais deux fils. Au mois d'août 1914, ils avaient, l'un dix-neuf ans, l'autre dix-huit. Ils sont venus en France, aussitôt la guerre déclarée, s'engager. L'un a été tué en juillet 1916, près d'Estrées, dans la bataille de Picardie. On n'a pas retrouvé son corps. L'autre a été blessé le 15 décembre, au bois des Caurières. J'ai quitté Buenos-Ayres sur la dépêche qui m'annonçait cette nouvelle. Ça n'a pas été tout à fait comme avec mon père. J'ai trouvé mon fils encore vivant. Il était à l'hôpital du Panthéon. Il y est mort, voici huit jours. C'est à son propos que j'ai voulu te voir. J'ai un service à te demander.

Ce tragique récit était débité d'une voix où ne passait aucune plainte, qu'aucun soupir n'attendrissait. « Ne dis jamais de rien de ce monde : j'ai perdu cela, mais : je l'ai rendu. Ton fils est-il mort? Il a été rendu. » De la part de tout autre, la mise en pratique de cette maxime du sévère Épictète m'eût révolté comme une monstruosité morale. Je discernais trop dans Blaise Marnat le sceau persistant de la pensée de son père; et puis l'extrême gravité de son accent, le feu sombre de ses prunelles, l'amertume du pli de sa bouche, quelques autres petits signes encore me révélaient, sous l'impassibilité de la tenue, le saignement secret de la blessure : ainsi le battement des paupières dont cet homme, très maître de lui, n'arrivait pas à dompter la nervosité. Quel gémissement eût dépassé en pathétique cette espèce de spasme autour des yeux, dans cette face immobile et volontairement figée? Un silence tomba entre nous. Comment dire ma pitié à un ancien ami qui, par toute son attitude, me défendait de le plaindre? Mais déjà il continuait :

— J'ai l'intention d'élever un monument funéraire à celui de mes fils dont j'ai le corps. Je trouverai le moyen de lui associer son frère, dans l'inscription que j'y ferai graver. Ces garçons ont été un exemple. J'estime que je leur dois un témoignage durable, et qui *serve*, lui aussi. Je ne m'exagère pas l'importance de l'impression que produisent, sur les visiteurs d'un cimetière, un groupe sur un tombeau et une épitaphe. Pourtant, ces groupes sont regardés. Ces épitaphes sont lues. Ces simples mots : *Engagés volontaires, morts pour la France à dix-neuf ans et à dix-huit*, sont une leçon de civisme. A les multiplier, on

ne risque rien. D'ailleurs, il n'y a pas d'autre survie... Je n'ai plus guère de relations à Paris. J'ai pensé que tu me donnerais un conseil sur le choix de l'artiste à qui commander ce groupe. Je ne regarderai pas au prix, bien entendu. Je veux une œuvre assez belle pour qu'elle oblige le passant à s'y arrêter.

— Je suis à ton entière disposition, lui répondis-je. Combien de temps restes-tu à Paris?

— Le temps qu'il faudra pour l'exécution et l'installation du monument. Le corps de mon fils est dans un caveau provisoire, à Montparnasse. Je ne m'en irai qu'après lui avoir donné sa demeure définitive. Je ne crois pas avoir beaucoup de préjugés : j'ai celui des sépultures. Je le tiens de mon père, qui le tenait des Anciens. Tu te souviens de son émotion quand il nous commentait le passage de Virgile sur Palinure?

— Si je m'en souviens et du beau vers :

Nudus, et ignotâ, Palinure, jacebis arenâ.

Mais tu parles d'un caveau provisoire? Je croyais que vous aviez à Montparnasse un tombeau de famille.

— En effet, mais Amédée y est et je ne veux pas que mon fils, que ce héros, soit avec Amédée. Je ne supporte pas cette idée.

— Amédée est mort? m'écriais-je. Mais quand? Mais comment?

— Quand? Il y a cinq ans. Comment? Je n'en sais rien.

— Qu'a-t-il donc fait, lui demandai-je, pour que tu ne lui pardonnes pas, même après la mort, pour que tu l'aies repoussé quand il s'est jeté dans tes bras devant la fosse de votre père? J'étais là. Je vous ai vus...

— Tu m'as trouvé dur? fit Blaise, et, comme j'hésitais : Dis-moi la vérité, insista-t-il, d'un ton où je devinai un trouble. Dans notre lointaine jeunesse, à cette époque d'effervescence mentale, où bouillonne et s'épanche en nous cette première lave de pensée qui, plus tard, refroidie et solide, sera la base de notre caractère, combien de fois avions-nous, lui et moi, discuté sur le principe de la morale! Et toujours Blaise en revenait à l'idée de Justice. Quand je lui disais : « Mais où prendre la règle de la Justice? — Dans la conscience, » répondait-il, invariablement. Il était dès lors, comme son père, libre-penseur déclaré. Je l'ai noté déjà : le vieil humaniste

gardait, lui, dans son incrédulité, un respect latin pour les rites nationaux, pour les Dieux de l'Empire, comme on disait dans sa chère antiquité. Dès ces années de premier éveil intellectuel, Blaise, au contraire, éprouvait, pour toute religion, révélée ou naturelle, une hostilité qui ne paraissait pas avoir diminué. Sa phrase sur le monument de son fils le prouvait. Il ne croyait pas plus en une autre vie, ni par suite en Dieu, à soixante-cinq ans qu'à dix-huit. L'appel à la conscience suffisait au maintien de cette rigidité puritaine dont il portait l'évidence dans ses moindres gestes. Suffisait? Il l'eût assuré à qui lui eût posé la question. Mais comme tous ceux qui prétendent s'appuyer sur cette seule conscience, les résolutions graves et irréparables le laissaient, malgré lui et à son insu, dans un malaise. Elle est bien dangereuse, la maxime de Kant : « Agis toujours de telle manière que ton action puisse servir de règle universelle. » N'est-ce pas inviter chacun de nous à s'instituer le juge suprême de toute vérité? Elle enveloppe pourtant cette observation psychologique très exacte : l'accord avec la conscience des autres est une condition de la paix pour notre propre conscience. De là ces besoins de se raconter, de se confesser, de se contrôler, qui poussent les justiciers, les plus convaincus de leur bon droit, à des apologies anxieuses même dans leurs affirmations.

— Eh bien oui! répondis-je à sa question, je t'ai trouvé dur.

— Je ne l'ai pas été assez, répliqua-t-il. Ah! si, dès le commencement, je l'avais dénoncé à ce père dont il a déshonoré le nom! Il allait et venait dans la chambre, et il se parlait à lui-même, autant qu'à moi : Je n'ai pas oublié notre conversation au Luxembourg après cette petite scène devant la Sorbonne, où déjà tu avais blâmé ma rudesse. Je ne t'ai pas alors dit pourquoi je jugeais mon frère si sévèrement. Écoute. Quinze jours auparavant, il y avait eu un vol chez nous. Ma mère, par distraction, avait oublié d'enlever la clef du secrétaire où elle enfermait son argent. Elle fait ses comptes. Il lui manquait cent francs. Elle soupçonne la domestique. Elle avait gardé la brusque franchise des gens de la campagne. Elle dit ce soupçon à cette fille, qui s'indigne et s'en va. On considéra chez nous que ce départ, c'était l'aveu. Mon père déclara qu'il ne porterait pas plainte. « Mais si l'on vient aux renseigne-

ments ajouta-t-il, je dis la vérité. On n'y vint pas. Je n'attachai, pour ma part, aucune importance à cet incident. Et voici que j'entends un jour, en récréation, deux des « gommeux » causer dans un coin et nommer Amédée. Ils ne me voyaient pas. Ils parlaient des courses et du dernier gagnant. « Marnat l'avait pris à cinq, oui, à cinq, répétait l'un : avec cent francs, il a eu vingt-cinq louis. » J'avais bien observé que mon frère s'arrêtait souvent, ces derniers jours, au guichet de la mère Bondon. Tu te souviens : la vieille femme qui nous vendait des friandises? J'avais remarqué aussi une badine dont il m'avait raconté qu'elle venait d'un camarade et qui s'ornait d'un pommeau doré. « C'est du cuivre, » avait-il eu soin de me dire. Une idée me traverse la tête, si pénible que je dus la vérifier. Je prends la canne. Je la porte chez un marchand. Le pommeau était en or. Je me rappelle l'attitude d'Amédée, lors du renvoi de la bonne. L'évidence s'impose à moi, foudroyante : les cent francs, il les avait volés. Je rentre à la maison. Je l'y trouve. A seize ans, on n'est pas encore le criminel endurci à qui l'absence de remords permet de tenir tête aux plus accablantes preuves. Pressé par mes questions, il nie d'abord, puis il se trouble. Il se met à pleurer. Il avoue. Ma mère rentrait à ce moment-là. Ce fut une fatalité. Ç'aurait été mon père, je lui disais tout. Il eût agi, lui. Peut-être un châtiment immédiat eût-il corrigé ce malheureux. Ma mère, mise au courant, n'eut que des larmes de pitié pour les protestations de repentir qu'Amédée n'épargna point. Elle me supplia de garder le silence vis-à-vis de mon père, en de tels termes, avec de telles larmes, elle aussi, que je lui obéis!... T'expliques-tu maintenant, pourquoi, dès cette époque, j'avais une bien triste opinion de la moralité de cet enfant?

— C'était grave en effet, répondis-je, mais si jeune... l'entraînement... la fréquentation au collège de condisciples trop riches... la fausse honte... Tu conviens toi-même qu'il aurait pu ne pas avouer...

— Ces raisons, je me les suis données, reprit Blaise. Elles valaient pour excuser une faute, et encore!... Pense donc. Il n'avait pas seulement volé. Une innocente avait été accusée devant lui. Elle avait perdu son gagne-pain. Il s'était tû... Mais il ne s'agissait pas d'une faute, d'un accident. Il s'agissait d'un caractère. Je m'en rendis compte tout de suite. Amédée avait volé ces cent francs, parce qu'il était incapable de résister

à un désir. Ce manque du cran d'arrêt intérieur, chaque petit détail de sa vie me le révélait maintenant. Chaque jour, c'était une affaire pour qu'il se levât le matin. Son père, sa mère, moi, à six heures, nous étions au travail. Lui traînassait au lit, jusqu'à la dernière minute. A table, servait-on un plat un peu meilleur? Il en reprenait jusqu'à ce qu'il n'en restât plus. Une bouteille de vin vieux? Il la finissait. Et cela, automatiquement, machinalement. Et c'étaient des demandes continuelles à maman de confitures, de sucreries, de gâteaux. La pauvre femme les lui donnait en cachette de mon père et de moi. Elle se privait et nous privait pour lui. Ces riens se remarquent dans les très petits ménages, comme le nôtre. Et jamais l'idée du dur travail par lequel mon père subvenait aux dépenses ne refrénait cette gourmandise. Où ne le mènerait pas cette faiblesse de volonté, arrivé à l'âge de la grande tentation, celle de la femme? Cette inquiétude constante à son endroit m'a empoisonné ma préparation, puis mon séjour à l'École Centrale, d'autant plus qu'une explication violente, survenue entre nous lors de mon entrée à cette école, m'avait éclairé d'un jour plus sinistre encore les profondeurs de cette dangereuse nature. Des camarades nous avaient invités tous deux, pour fêter mon succès, à un dîner de jeunes gens. Au dessert, on avait apporté des londrès. Comme nous nous levions, le repas fini, je vois mon frère prendre à pleine main les cigares qui restaient dans la soucoupe posée devant lui. La soirée se prolonge. Revenant ensemble à la maison, vers minuit, je lui fais honte d'une pareille indélicatesse. D'habitude, à mes remontrances, il répliquait d'abord vivement, puis il se dérobait, il fouinait. Ce soir-là, échauffé par le vin de Champagne et les petits verres, il commença par gouailler : « Tu « aurais mieux aimé que je laisse là ces cigares, et que les « garçons les fument? » Je le vois encore mordiller le bout de ses doigts, pour me répondre cette impertinence. Quel autre signe de son impuissance à se dominer, ces ongles rongés jusqu'au sang, à plus de vingt ans! « Et puis, continua-t-il d'une voix qui s'exaspérait de phrase en phrase, j'en ai assez. Oui, « j'en ai assez de ta morale. Je n'y crois pas, entends-tu? « La vie, c'est la foire d'empoigne, et le reste, un tas de bla- « gues. Voilà trop longtemps que tu me la fais à l'homme supé- « rieur! » Et sombre, haineux : « Moi, j'ai raté mon bachot.

« C'est convenu. Je ne suis qu'un pauvre petit bougre d'employé « dans une compagnie d'assurances. C'est convenu. Mais je « ferai fortune avant toi, tu m'entends? Et pour ça, je tâche « d'abord de n'être pas un jobard comme toi, pour qui l'existence « n'est que le collège et le Concours général prolongé. Quelle « niaiserie! Si je n'ai pas ton intelligence, j'ai la mienne et « qui la vaut. Je connais déjà le monde mieux que toi. On « verra, dans quelques années, qui, de toi ou de moi, aura eu « raison. Est-ce que je m'occupe de tes faits et gestes? Ne « t'occupe pas des miens. J'apprends les affaires et la vie en « m'amusant, c'est ma méthode, et c'est la bonne pour réussir. « Je réussirai. Oui. Je réussirai. Ah! Ça me soulage de t'avoir, « une fois, rivé ton clou! »

— Que lui as-tu répondu? demandai-je, comme Blaise se taisait.

— Rien. Il était ivre, et il y a, dans les éclats de l'ivresse, une mise à nu des arrière-fonds de l'âme qui ne permet plus la discussion. J'avais devant moi une vanité furieuse, un appétit brutal de jouir, les bassesses d'un précoce et déjà inguérissable cynisme. Je t'épargne les réflexions qui suivirent pour moi cette affreuse scène. Quelles excuses trouver à cette dépravation! Comme toi, tout à l'heure, je pensai aux camarades trop riches! Ils ne m'avaient pas gâté, moi. Aux tentations de Paris? J'y vivais. A la faiblesse de notre mère? C'était un motif de lui épargner tout chagrin. Et pourtant, condamner à jamais dans son cœur d'aîné un frère plus jeune, porter contre lui un arrêt sans appel, c'est si dur! Je me dis : « Attendons et espérons, » non sans un scrupule de conscience que je garde encore : ne devais-je pas avertir notre père? Mais je le voyais tant s'attrister déjà des affaires publiques! Les enthousiasmes de sa foi révolutionnaire lui avaient fait attendre du régime inauguré par le 4 septembre des résultats qui eussent tenu du miracle. Avec cela, il vieillissait. La santé de maman continuait de n'être pas bonne. Introduire un nouvel élément de douleur entre eux? J'hésitai. J'aurais dû, semble-t-il, savoir gré à mon frère de ce qu'il montrait un souci pareil de ménager la sensibilité de nos parents, au moins par ses manières. Impossible d'être plus déférent, plus complaisant, plus gentil que n'était, à la maison, ce coureur de filles et de tripots. Depuis notre dispute, il se cachait de moi avec une telle habileté que

je ne savais rien de ses déportements. Je les pressentais, je les devinais, et la perfection de sa tenue, dans l'intimité de la famille, augmentait encore mes appréhensions. Cette hypocrisie achevait de me faire horreur.

— On est double, interrompis-je. Pourquoi ne pas admettre que ton frère avait des passions, qu'il leur cédait et qu'il aimait aussi son père et sa mère ?

— Tu vas en juger. Je te passe plusieurs années. Tu auras su peut-être que j'ai commencé mon apprentissage d'ingénieur en Espagne. J'acceptai ensuite de gros travaux dans le Péloponèse. Je venais d'y besogner quinze mois, et je me trouvais à Paris pour des commandes importantes. J'étais descendu au même hôtel qu'aujourd'hui, afin d'éviter un surcroît de fatigue à ma mère. J'étais sur la fin de mon séjour et occupé à préparer mes malles, quand on me remet une carte de visite, sur laquelle je lis avec stupeur : *Marguerite Percy, des Variétés.* Je vois entrer une femme encore jeune, très élégante, très jolie, mais teinte, fardée, maquillée, les yeux passés au khol, les cheveux au henné, bref le type classique de la comédienne à la ville : « Monsieur, me dit-elle, je sais par votre frère « que vous êtes un très honnête homme. Il faut que je vous « éclaire sur lui. Je l'ai beaucoup aimé. Il vient de me quitter « dans des conditions tellement abominables que je me suis « juré de me venger. Monsieur, lisez ceci et ceci... » Tout en parlant, elle tire de son mouchoir deux papiers, qu'elle me tend. C'était une lettre et une dépêche pneumatique. Dans la lettre, Amédée confessait à sa maîtresse que, chargé par son père de payer une prime d'assurance sur la vie, de quinze cents francs, il les avait joués et perdus. Il la suppliait de le sauver, en des phrases dont l'exaltation avait dû toucher cette femme. Il avait cherché à se procurer de l'argent partout. Il avait échoué. Elle était sa dernière espérance. Sinon!... Et une allusion à un suicide possible terminait cette lamentable épître. En effet, les économies de mon pauvre père étaient appliquées, je ne l'ignorais pas, à une assurance sur deux têtes qui devait, à une certaine date, leur garantir, à ma mère et à lui, une rente viagère. Le non-paiement de la prime annulait le contrat. Amédée n'avait pas eu honte d'initier cette créature à ces détails intimes de notre vie de famille. La dépêche pneumatique avait été griffonnée

dans la fièvre de la délivrance, au guichet d'un bureau de poste, la prime une fois payée avec l'argent que l'actrice avait donné à son amant!

— Donné? insinuai-je, c'est prêté que tu veux dire. Il comptait bien rendre cette somme...

— Je l'ai cru, moi aussi, continua Blaise, et que cette dette n'ayant pas été réglée, cette femme venait réclamer. Mais non. Ce n'était pas un prêt. Écoute d'ailleurs. Mon premier mouvement fut de répondre : « Mademoiselle, ces quinze cents « francs vont vous être remboursés, et je vous achète ces deux « lettres quinze cents autres francs. — Alors, vous croyez, « me dit-elle dans un mauvais rire, que je suis venue ici pour « un chantage? Non, je vous répète que je suis venue pour me « venger. Ces papiers, je vous les ai apportés pour que vous les « gardiez. Je sais ce que ce sera pour Amédée d'apprendre que « vous les avez, vous, entre les mains... Et quant à la dette, il « n'y en a pas. Il ne m'a pas emprunté cet argent. Il me l'a « demandé. Ça n'a été ni le premier, ni le dernier que je lui « aie donné... Voici d'autres lettres, que vous lirez et qui vous « édifieront. » Elle avait sorti d'autres papiers de son manchon et les avait jetés sur la table, devant moi. « Il verra, conclut-elle, si sa traînée d'aujourd'hui sera aussi bête. » Et elle était déjà sortie de la chambre, me laissant dans l'état que tu devines. Ce que tu ne peux pas deviner, c'est l'impudence d'Amédée, quand, ces documents en mains, — hélas! non, ils ne permettaient pas le doute! — je lui mis le nez dans son ordure... Il est là, devant moi, après tant de jours, la tête haute, la bouche défiante, l'œil fermé à demi et narquois, la voix sèche et rogue : « Si tu étais plus au courant des mœurs parisiennes, « osa-t-il me répondre, tu saurais qu'entre amant et maîtresse, « on ne tient pas ses comptes, comme vous autres ingénieurs, « par doit et avoir. J'ai fait assez de cadeaux à Marguerite, je « lui ai payé assez de dîners et de soupers pour que nous « soyons quittes, si elle m'a, de temps à autre, dans les jours « de dèche, avancé quelques billets de cent francs. — Mais « ton père! Malheureux! Tu n'as pas craint de verser au « compte de ton père, à son insu, l'argent d'une femme entre-« tenue! — Tu aurais mieux aimé que son assurance fût « annulée et toutes ces primes perdues, puisqu'il a eu l'impru-« dence de signer un contrat de ce type-là? » Et, avec une

ironie qui mettait le comble à sa scélératesse : — « Va donc « me dénoncer à lui. Ce sera le pendant de la rosserie de Mar- « guerite. Il me maudira. C'est couru. Tu m'as toujours détesté. « Je l'ai toujours vu. Assouvis ta haine... » A mesure qu'il me parlait, la colère montait en moi, terrible. C'est mon vice, un vice que j'avais cru dompté...

Il avançait son bras droit, et, d'une voix où frémissait une honte :

— J'ai mis ma main dans un brasier, pour me punir d'avoir frappé un ouvrier. Depuis lors, quand la fureur me gagnait, je regardais ce moignon. Il me rappelait mon délire, et je me reprenais. Cette fois-ci, et devant l'arrogance insultante du misérable, la colère fut la plus forte. Je le saisis par le collet, de mon unique main, si rudement que je le jetai par terre en lui disant : « A genoux. Tu vas demander pardon à « genoux. » Et cela se passait dans la chambre qu'Amédée occupait chez mon père, et ce père pouvait entrer, et ma mère! Dans sa chute, il poussa un cri, et il appela : « Maman! Maman! » Je m'arrêtai, réveillé en sursaut de ma frénésie. Des pas approchaient, ceux de la servante. « Madame n'est pas à la maison, » dit cette fille en ouvrant la porte. Elle ajouta : « Mais qu'y a-t- « il? » Elle venait de nous voir, Amédée étendu sur le tapis, moi appuyé contre la cheminée, défaillant et redevenu maître de moi. « Laissez-nous, » lui répondis-je, et elle obéit. « Je ne « parlerai pas à notre père, dis-je à mon frère quand nous fûmes « seuls : ni à notre mère. Je pars demain. Je reviendrai prendre « congé d'eux ce soir. Vous ne serez pas là, vous m'enten- « dez. A partir d'aujourd'hui, vous êtes mort pour moi. Je ne « vous connais plus. Mais ne soyez pas là ce soir, vous m'avez « compris. » Il avait compris, et il n'était pas là quand je dis adieu à mes parents. A cause de lui, je ne les ai pas revus. J'ai eu trop peur d'une nouvelle crise de colère, si je me retrouvais en face de ce drôle... Et maintenant, penses-tu encore que j'ai été trop dur en ne voulant plus jamais connaître un frère pareil? Dans la mesure où je le pouvais, j'ai réparé sa turpitude envers mon père. J'ai versé le même jour quinze cents francs à une œuvre de bienfaisance, au nom de Mlle Percy, à qui j'ai envoyé le reçu. Elle ne me l'a pas retourné. J'ai donc le droit de considérer que le remboursement est accepté, et la dette payée. Mais que mon fils repose dans le même caveau que

celui qui fut l'opprobre du nom, ça, jamais, jamais! Si je m'étais trouvé à Paris, quand Amédée est mort, il ne serait pas avec mon père et ma mère. J'aurais trouvé le moyen. Mais ne parlons plus de lui... Rien que de te raconter ces heures cruelles me les a trop fait revivre... Tu veux bien me rendre le service que je t'ai demandé, celui de me chercher l'artiste le plus qualifié, pour le monument que je rêve. Je t'en remercie d'avance. A bientôt, n'est-ce pas?

III

Je me mis en campagne, dès cet après-midi, afin de satisfaire le désir du justicier familial dont le récit m'avait serré le cœur. Quelle épreuve, celle d'un frère aîné, plein d'honneur, et qui voit sombrer dans l'ignominie un cadet dont il se rappelle l'enfance innocente, la grâce naïve, le premier éveil d'âme! Quelle tragédie, cette irréparable catastrophe de la moralité, chez un jeune homme que des tentations puériles, un peu d'argent gagné aux courses pour s'acheter des friandises, une badine élégante aperçue à la devanture d'un marchand de cannes, le prestige d'un camarade plus fortuné, les « mondanités » d'un journal du boulevard, ont aiguillé sur une route qui l'a mené aux abîmes! Et le père? Et la mère? Était-il vraisemblable que le vieux M. Jules Marnat n'eût jamais rien soupçonné des désordres de son second fils? Et pour ce juste, quelle agonie! Quelle autre tristesse pour ce noble Blaise, si son père, trompé jusqu'au bout, l'avait jugé, comme moi autrefois, trop dur envers son frère, s'il avait, constatant l'antagonisme entre les deux frères, donné raison au coupable! Aussi, souhaitais-je passionnément procurer à mon ancien camarade, après tant de chagrin, cette petite consolation, la réussite de son pieux dessein, un digne et durable hommage à ses deux héroïques enfants. Je sentais si bien qu'il leur avait une gratitude plus émue d'avoir lavé de leur sang l'opprobre du nom, comme il disait! J'eus la chance d'aboutir, dès ma première visite chez mon vieil ami le célèbre statuaire Yves Clouet, que je trouvai en train de modeler dans son atelier de l'avenue de Ségur :

— Je n'ai aucun gros travail en train, me dit-il, tu vois. Je m'amusais à cette babiole, une Tanagra de Paris, en toi-

lette d'aujourd'hui. Puisque tu as l'air d'y tenir, envoie-moi ton monsieur aussitôt. Je serai content de m'attaquer de nouveau à une grosse machine, au lieu de fignoler des brimborions pour le commerce. »

Le lendemain, et de bonne heure, j'étais à l'hôtel de Blaise Marnat. Il me reçut dans le salon de l'appartement qu'il occupait au premier étage. Tout millionnaire qu'il fût devenu, le fils du répétiteur pauvre restait le grand travailleur de la discipline paternelle :

...Labor omnia vincit
Improbus, et duris urgens in rebus egestas.

Des liasses de dossiers attestaient qu'en dépit de ses souffrances morales, l'ingénieur continuait de suivre de loin ses entreprises. Il avait déjà transformé ce banal salon d'hôtel en une officine d'affaires. Il était assis à son bureau, sur lequel posaient plusieurs photographies dans leurs cadres. Il me les montra aussitôt. Il avait là, sous ses yeux, son père, sa mère, sa femme, et ses deux fils qui lui ressemblaient comme il ressemblait lui-même à son père. Il avait donné ces enfants à la France avec une force d'âme vraiment Romaine, et sa voix ne tremblait pas pour me les nommer des noms qu'il leur avait choisis par culte de ses parents : Jules et Paul. — Mme Marnat s'appelait Pauline. — Et quand je lui eus transmis la réponse d'Yves Clouet :

— Merci, fit-il. Puis du même geste qu'il eût eu pour prendre l'adresse d'un magasin quelconque : Tu dis avenue de Ségur. C'est derrière les Invalides, je crois. Le numéro? — Et le tout inscrit sur un *bloc-note :* Puisque tu m'as si amicalement rendu ce service, je vais t'en demander un autre. Il s'agit encore de mon frère. Même mort, il me poursuit. Sais-tu ce que j'ai trouvé ici, en rentrant de chez toi, hier au soir? Une lettre de sa femme.

— Tu ne m'avais pas dit qu'il s'était marié.

— Et avec qui! reprit-il. Une chanteuse de café-concert!... Oui. Il y a de par le monde, aujourd'hui, une madame Marnat, et elle s'exhibe dans un beuglant. Par bonheur, le nom lui a paru trop bourgeois, trop terne. Elle a pris celui de Suzy d'Or pour figurer sur les affiches. Suzy d'Or! Telle est la bru

qu'Amédée a donnée à ce héros de la conscience que tu as connu et vénéré, et qui était mon père. Il ne m'a pas annoncé son mariage, comme bien tu penses. Je l'ai appris par un cousin, un neveu de maman, que nous avons à Laschamps, un excellent homme, mais sans caractère, chez lequel il a eu l'audace d'amener un beau jour cette femme, avec leur enfant. Car il en a eu un enfant, un garçon. Qu'est-ce que ça doit être?... Cette créature a su que j'étais à Paris et où j'étais descendu. Comment? Par qui? Toujours est-il qu'elle m'a écrit, je te répète. Elle vient ici, ce matin, pour une communication importante, me dit-elle. Bref, un recommencement de l'histoire de Marguerite Percy, avec cette aggravation que, cette fois, le chantage n'est pas douteux. Tu me diras : pourquoi la reçois-tu? Voici. Quand mon père est tombé malade, j'étais absent. A sa mort, je n'ai plus retrouvé chez lui aucun papier. Or, il prenait beaucoup de notes sur ses lectures. Il écrivait beaucoup pour lui-même. De tout cela, pas une trace. Dans sa bibliothèque, les livres qu'il lisait le plus souvent, son Tacite, son Horace, son Virgile manquaient. J'ai toujours cru qu'Amédée avait pris ces papiers et ces volumes, par méchanceté à mon endroit. Qu'y faire? Je n'ai jamais eu la preuve de ce vol. Mon père a pu détruire ses papiers, pour ne pas laisser après lui la trace de ses chagrins, s'il est mort sachant la vérité sur Amédée. Il a pu, se sentant très malade, donner à quelques amis, à titre de souvenirs, ses volumes préférés. Dans ce cas, la visite de cette femme ne m'apprendra rien. Dans l'autre cas, et si mon frère s'est attribué ces reliques, elle doit penser à me les vendre. Enfin, je vais la recevoir, et le service que je te demande, c'est d'assister à notre entretien.

— Soit, répondis-je. Même si cette entrevue t'est trop pénible, veux-tu que je la reçoive, en ton lieu et place? Et s'il y a lieu de négocier cette affaire...

— Non, interrompit-il, j'aurais l'air de me dérober. D'autre part, j'ai de nouveau peur de moi-même. Oui, j'ai peur, si elle me parle d'un certain ton, d'être saisi d'une de ces colères où je ne me connais plus. Et alors... Il regarda de nouveau son bras droit. Tandis que si tu es là...

— J'y serai, affirmai-je.

— En attendant, reprit-il, je vais te montrer quelques projets pour le monument de mes fils. Tu me diras celui ou

ceux qui, d'après toi, méritent d'être soumis à M. Yves Clouet. En ma qualité d'ingénieur, je dessine un peu...

Il avisa un dossier, sur la chemise duquel il avait tracé de sa ferme écriture ces deux mots latins : *In Memoriam*, et il commença de me développer un certain nombre de croquis. Sur tous figurait son père. Tantôt c'était le dessin d'un bas-relief où le vieux professeur, en toge, serrait les mains des deux jeunes soldats, en uniforme. Tantôt les deux soldats étaient représentés, morts et couchés, au pied d'une stèle surmontée du buste du grand-père. On les voyait aussi s'embarquant, et de l'Océan sortait une forme humaine qui du doigt leur montrait la direction de la France. Une série d'épitaphes accompagnaient ces images, qui, toutes, se rapportaient à cette même idée, la pensée du grand-père revivant dans l'héroïsme des petits-fils : *Quod egisset egerunt... Ut illum æmularentur... Illis annuisset unanimis* (1)... La latinité sans élégance de ces formules attestait que Blaise avait surtout gardé, de l'enseignement paternel, la tradition morale. Je n'eus guère le loisir de discuter avec lui ces plans et ces inscriptions. Presque aussitôt un appel du téléphone intérieur résonna.

— Faites monter, dit-il dans le récepteur, et se tournant vers moi : C'est elle, c'est Mme Amédée Marnat!...

Il avait comme mordu ces derniers mots, en les prononçant, avec un rictus de sa bouche, qui révélait, sous le masque impassible, le frisson irrité. Allait-il avoir l'énergie de se dominer, dans un entretien qui devait, pour être digne, rester glacé? Tout dépendait des premières paroles échangées avec cette Mlle Suzy d'Or. — Où avait-elle déniché ce nom de théâtre? — J'appréhendais qu'elle n'arrivât, comme autrefois Marguerite Percy, l'insolence et la menace à la bouche. Mais non. La personne que nous vîmes entrer, après quelques minutes d'une attente silencieuse, et d'autant plus angoissée, ne rappelait en rien la courtisane effrontée et fardée que Blaise m'avait décrite. Elle était de taille moyenne, avec des yeux bleus, d'une douceur triste et terne, dans un visage fané. La peau avait été fatiguée, usée, décolorée par le plâtrage quotidien de la scène. L'actrice n'en gardait à la ville qu'une couche de rouge sur les lèvres qui saignaient sur la pâleur grise du teint.

(1) Ce qu'il eût fait, ils l'ont fait... Pour rivaliser avec lui... Il les eût approuvés de toute son âme...

La minceur de son corps lui donnait, à quarante ans passés, une allure toute jeune, presque fragile. On devinait le surmenage physique et moral d'un travail trop dur pour un organisme déjà souffreteux, d'un métier plutôt subi qu'accepté par une femme grandie dans un autre milieu et qui en conservait l'empreinte. Sa mise modeste en témoignait, et un je ne sais quoi de volontairement effacé, de comme il faut. Mais n'était-ce pas une toilette de combat, méditée en vue de désarmer l'hostilité de Blaise? Comment le savoir? Pourquoi parut-elle plutôt soulagée quand celui-ci, m'ayant nommé à elle, ajouta :

— J'ai tenu, madame, à ce que mon ami, qui fut un des plus chers élèves de mon père, assistât à l'entretien que vous m'avez demandé?...

— Je n'y vois aucun inconvénient, répondit-elle, au contraire. Mon mari m'a souvent parlé de monsieur... — Elle m'avait regardé, avec une imploration dans les yeux. Laquelle? Et, se retournant du côté de Blaise, elle dit d'une voix réfléchie et grave : — Ma visite, ici, a deux buts. Le premier, monsieur, est de vous remettre des papiers et des livres qui ont appartenu à M. Jules Marnat. Mon mari, en se les attribuant, a obéi à un sentiment passionné, que je n'ai pas à juger. En mon âme et conscience, j'estime qu'étant le chef de la famille, ces papiers et ces livres vous appartiennent de droit. Ils sont en bas, dans une valise que j'ai déposée au bureau de l'hôtel, pour vous.

La simplicité de ces paroles, et le ton pour les prononcer, contrastaient d'une façon trop extraordinaire, non plus seulement avec la profession de la chanteuse, mais avec l'aventure de son mariage. Ou bien elle jouait la comédie à la ville mieux qu'à la scène, ou bien elle n'était pas simplement, comme le croyait le mépris de Blaise, la fille galante qui s'est fait épouser. Qu'en pensait-il lui-même? Impossible de le déchiffrer sur son masque, toujours immobile et grave.

— En effet, madame, répondit-il, ces papiers et ces livres m'appartiennent.

Pas un mot de plus. Nulle marque d'étonnement ni de gratitude. Nulle demande d'une explication plus précise. Mais sèchement :

— Passons au second but de votre visite, ajouta-t-il.

— Le second but de ma visite, répliqua-t-elle, c'est de

vous parler de mon fils, qui est aussi le fils de votre frère. Mais ce que j'ai à vous en dire exige que je vous parle d'abord de moi. Je le ferai, avec une franchise qui me sera pénible. Du moins vous ne pourrez pas douter de ma véracité. D'ailleurs, il vous sera aisé de tout contrôler... Mon père, qui s'appelait Barberon, était employé dans une banque, au *Grand Comptoir*. Ma mère était une demoiselle Souty. Son père était officier. Elle avait été élevée à la Légion d'honneur. Elle avait un joli talent de pianiste et donnait des leçons pour aider au bien-être de la maison. Elle touchait par là au monde des arts. Excusez ces détails, monsieur. Encore une fois, ils sont nécessaires pour que vous compreniez comment je suis devenue ce que je suis, sortie de cette famille de petite bourgeoisie, et aussi que j'aie pu en garder certaines façons de sentir qui m'ont dicté ma conduite envers mon fils... J'avais une belle voix. Ma mère, qui m'idolâtrait, se mit, là-dessus, à nourrir le rêve, pour moi, d'une carrière de grande cantatrice. Elle me fit entrer au Conservatoire. Je vous ai dit, monsieur, que je serais absolument franche. J'ai besoin que vous me croyiez, vous, et aussi monsieur. — Elle me supplia de nouveau du regard. De quelle aide pouvais-je donc lui être? Et elle continuait : — A dix-huit ans, j'étais gaie, étourdie, légère. Je n'avais guère d'ambition... Malgré ma belle voix, je n'étais pas une vraie artiste. J'étais sentimentale et faible... Je commis la folie de m'éprendre d'un de mes camarades. Je travaillai mal. Je manquai mon prix. Mon camarade manqua le sien. On lui offrit un engagement dans un *music-hall*. Il m'y fit entrer, au désespoir de mes parents. Je les quittai, pour vivre avec lui. Ce fut un de ces ensorcellements, une de ces suggestions dont on ne s'explique pas le vertige, quand une fois il est passé. Mlle Suzanne Barberon n'était pas la grande cantatrice des songes de sa mère. Elle était, et pour toujours, Mlle Suzy d'Or.

Visiblement, la fille du commis du *Grand Comptoir*, la petite-fille de l'officier, avait pris beaucoup sur elle pour aller jusqu'au bout de cette confession. Mais elle voulait être crue, et l'humiliation de certains aveux n'est-elle pas une garantie de sincérité? Pour moi, la vraie preuve de cette sincérité fut dans son changement de ton, lorsqu'elle aborda la partie de son existence dont elle estimait n'avoir plus à rougir. Elle continuait donc :

— C'est au café-concert, et plus tard, trop tard, que je rencontrai Amédée. J'étais très malheureuse à cette époque, e indignement exploitée par mon premier amant. L'affection que me montra votre frère, monsieur, me donna la force de me libérer. J'ose dire qu'en dépit de l'irrégularité de ma situation, je méritais d'être aimée comme il m'aima, et, moi aussi, je l'ai vraiment aimé. Amédée, monsieur, a pu avoir bien des défauts. J'ai pu cruellement en souffrir dans la suite, quand je l'ai vu se détruire comme il a fait, par le jeu et la boisson. Mais il avait du cœur, beaucoup de cœur. Quand, après deux ans de vie commune, je devins enceinte, il m'épousa. Je vous disais tout à lh'eure que je l'avais connu trop tard. J'arrivais à ce mariage après avoir vécu avec un autre homme. Lui-même, il épousait sa maîtresse, une chanteuse de café-concert, après avoir fait de l'assurance, du courtage en Bourse, du secrétariat de théâtre. Il était, pour l'heure, placier en vins, au service d'une maison de Bordeaux, avec un projet, qu'il a réalisé depuis, d'entrer dans les annonces. Lui et moi, nous étions deux bourgeois déclassés. Nous le sentions tous les deux, bien amèrement. Que de fois Amédée m'a décrit, avec des larmes dans les yeux, l'intérieur de vos parents! Moi-même, en sortant de scène ou en y rentrant, que de fois je me suis rappelé, le cœur serré, nos soirées de famille et leur honnêteté! Devant le berceau de notre fils, cette impression de notre destinée manquée s'exaspéra encore, jusqu'à nous donner presque un remords d'avoir infligé la vie à cet innocent, sur qui pèserait notre déchéance. Jugez, dans cette détresse, quelle impression de douceur me produisit l'arrivée de ma mère chez moi, quelques jours après mes couches. Je ne l'avais plus revue depuis ma faute et mon engagement au café-concert. Je lui avais écrit mon mariage. Elle ne m'avait pas répondu. C'est donc sans espoir que je lui avais annoncé de même la naissance de mon enfant. Elle venait, poussée par un irrésistible besoin de voir son petit-fils, et aussi par la pitié. Pitié pour moi dont elle savait trop bien, me connaissant, que ma vie actuelle ne me rendait pas heureuse. Pitié pour cet enfant qui naissait dans des conditions si obscures, si inquiétantes. Comment l'élèverais-je, avec mon métier? Dans quel milieu? Elle s'était renseignée sur Amédée, et ce qu'elle avait appris achevait de l'angoisser. Cette anxiété, sur l'avenir et moral et social du pauvre petit être, devint le constant objet de

nos conversations durant les visites que ma mère continua de nous faire, à l'insu de mon père, à moi et à mon mari. Car l'excellente femme avait consenti à connaître Amédée. Nous avions mis l'enfant en nourrice dans les environs de Paris. Maman trouvait le moyen d'aller le voir plus souvent que moi-même, si bien qu'un jour, — le petit avait deux ans et nous hésitions à le prendre chez nous, — elle me dit : « J'ai parlé à « ton père. Il est d'accord avec moi. Vous ne pouvez pas élever « Jules, toi avec ta profession, ton mari avec son caractère. « Donnez-le-nous. Et nous le lui avons donné... »

Elle prit un temps, comme ramassant ses forces, avant de prononcer des paroles d'une tragique importance pour elle. Puis, frémissante :

— Monsieur, cet enfant a aujourd'hui seize ans. Ma mère a tenu sa parole, elle l'a élevé admirablement, avec mon père d'abord, puis, quand elle a été veuve, seule. Elle a eu de la peine. Il y avait en lui du bon et du mauvais. C'est le bon qui l'a emporté. Jules, monsieur, est un enfant dont votre père eût été fier. Intelligence, délicatesse, sensibilité, manières, il a tout. Il finit ses études au lycée Carnot. Il n'a jamais cessé d'être le premier de sa classe. Maman l'a mis là, parce qu'elle habite tout près, rue Dulong, aux Batignolles. Quatre fois par jour, pendant des années, c'est elle qui l'a conduit au lycée et qui est allée l'y chercher. Elle ne le ferait plus maintenant, même si Jules était encore le petit garçon d'autrefois. Elle est bien vieille, bien malade. Elle a eu deux attaques, l'automne dernier, coup sur coup. Elle est à la merci d'une troisième et à moitié paralysée. Elle n'a plus que peu de temps à vivre. Le docteur ne nous l'a pas caché. Elle se rend compte elle-même de son état, et elle se tourmente de l'avenir de Jules. Alors, elle en est venue à penser à vous, comme à la seule personne qui puisse achever son œuvre. C'est elle qui m'a demandé à plusieurs reprises de vous écrire. Elle m'a dit : « Ce « que j'ai fait pour mon petit-fils, M. Blaise Marnat refusera-t-il « de le faire, pour le petit-fils de son père et qui porte son nom ? » J'ai appris, monsieur, votre présence à Paris par le cousin de Laschamp avec qui je suis en correspondance, à cause de Jules toujours, et pour lui garder un contact avec sa famille. Je l'ai dite à ma mère, qui m'a dit : « Va le voir. » C'est pour cela que je suis ici, monsieur, pour vous supplier de recevoir

cet enfant sous votre protection. Occupez-vous de lui, monsieur. Prenez-le. Il n'a plus de père. Il n'a plus de grand-père. Sa grand'mère est mourante. Moi, sa mère, je ne peux pas le mêler à ma vie. Je vous ai dit que je serais absolument franche avec vous. Depuis la mort d'Amédée, je l'ai refaite, ma vie. J'ai un ami, qui m'est profondément attaché et que je ne peux pas plus quitter, que je ne peux quitter le *music-hall*. Mon métier, c'est mon gagne-pain. Mon ami, c'est mon intérieur. Vous me direz : « Pourquoi, aimant votre fils, n'êtes-vous pas allée « vivre avec votre mère? » Pourquoi? Parce qu'à la mort d'Amédée, j'aimais déjà l'autre. Si vous saviez ce qu'elle a été cette mort d'Amédée, et les mois d'avant! Il a fini alcoolique, avec d'affreux passages d'excitation et des visions, prenant une fenêtre pour une porte, un tabouret pour un chien, un fauteuil pour une personne. C'étaient des stupeurs alternant avec des crises nerveuses, et, dans les dernières heures, des convulsions... Ce fut horrible, horrible!... Ah! monsieur, il ne faut pas que Jules tourne comme son père! Il peut devenir quelqu'un de si distingué, de si bien, avoir une si belle vie, si utile, pourvu qu'il ne se gâte pas! Et à Paris, seul, quand il saura mon métier surtout, — car il ne le sait pas, — et l'histoire de son père et le reste, qu'il rencontre une mauvaise femme, et il est perdu. Et puis, vers quelle carrière le diriger? Vers quelle école? Moi, monsieur, je ne sais pas, je ne peux pas. Mais vous!... Vous causeriez avec lui, seulement un quart d'heure, vous sauriez que je ne vous mens pas, et c'est vous qui me demanderiez de vous le donner. Ce serait une telle pitié que cet enfant si droit, si vrai, si charmant, gâchât son existence, et à Paris, je vous répète, il la gâchera. Monsieur, consentez à le voir. Il a été élevé dans un tel respect de son oncle! Il viendra à vous, en toute confiance. Laissez-moi vous l'amener.

— Vous avez fini? dit Blaise Marnat, comme la suppliante se taisait. Il répéta : « Vous avez fini? » Au son étouffé de sa voix où passait un râle, à l'éclat de ses yeux qui dardaient un jet de flamme, à la contraction terrible des muscles de ses joues et de son front, à son poing crispé qui allait frapper, je compris pourquoi il m'avait adjuré de l'assister au cours de cette conversation. La frénésie de la colère l'envahissait. Il lutta quelques secondes, puis, se levant dans un sursaut, il montra

la porte, et, ne se possédant plus, il cria : « Sortez, mais sortez donc : »

Celle à qui s'adressait cette furieuse injonction s'était levée aussi. La chanteuse de café-concert et qui, de son propre aveu, s'était si tristement dégradée, m'apparut soudain comme revêtue d'une dignité singulière. Je compris qu'elle avait été vraie, intimement, complètement vraie, dans son étrange démarche. Cette vérité faisait qu'à cette minute, par une contradiction saisissante, cette déchue, en face de son beau-frère, pourtant si probe, si rectiligne, représentait la Famille. Cette scène avait quelque chose de trop douloureux, et je ne pus m'empêcher d'intervenir.

— Calme-toi, mon ami, fis-je à Blaise, en lui mettant la main sur l'épaule. Madame n'a rien dit qui justifie cette indignation... Et vous, madame, n'insistez pas. Vous savez combien M. Marnat vient d'être éprouvé. Vous avez touché, sans vous en rendre compte, à une place très malade dans un cœur très blessé. Retirez-vous.

Elle se tenait toujours debout, immobile, et, sans me répondre, parlant, comme elle regardait, devant elle, elle proféra simplement ces mots :

— Il n'a pas encore compris !

— Laisse-moi ! dit Blaise en m'écartant. — Il prit son bras droit de sa main gauche et regardant son poignet mutilé : « C'est passé ! » fit-il, après un moment. Puis, se retournant vers la veuve de son indigne frère, la voix toujours dure, mais calme maintenant : — Si, madame, j'ai parfaitement compris. Vous vous êtes dit : Voilà un vieil homme qui a perdu ses fils et qui doit finir de vivre tout seul. Je vais lui amener mon fils à moi. Il se laissera toucher le cœur. Il me le prendra, et, s'il ne le prend pas, il est riche, j'en tirerai toujours quelque chose. Madame, je ne veux rien discuter, rien vérifier de ce que vous m'avez raconté. Cela m'est égal. Ce que je retiens, c'est que vous avez un fils et qu'il est l'enfant de mon frère, de l'homme qui m'a fait le plus souffrir dans ma vie. Cela suffit pour que je ne veuille jamais voir ce garçon. Vous m'avez entendu : jamais, jamais. Il est parfaitement inutile que vous essayiez de me faire revenir sur cette décision. Allez-vous-en, madame. Vous avez pu constater vous-même dans quel état d'irritation m'ont jeté les souvenirs que vous avez évoqués.

Votre excuse est que vous ne savez pas ce que mon frère a été pour moi.

— Et vous, lui répondit-elle, en le dévisageant fixement, êtes-vous sûr de savoir ce que vous avez été pour lui? Et passant la porte, sans cesser de tenir son interlocuteur sous son triste et passionné regard : Mais vous le saurez. Vous le saurez.

IV

— *Ce que j'ai été pour lui!* me dit Blaise, quand la porte se fut refermée sur la silhouette, d'abord si humble, et, soudain, si âprement agressive de la visiteuse. C'est logique. Ce coquin devait parler de moi dans ces termes! Nous apprendrons quelque jour que c'est moi qui l'ai mené au café, aux courses et chez les filles.... Quelle boue, mon ami! Quelle boue !... *Ce que j'ai été pour lui !...* Tu l'as entendue, et : *Vous le saurez...* Ce n'est donc pas fini... Qu'est-ce que je saurai? Il réfléchit un instant, puis, avec une amertume dégoûtée : Il y avait une menace là dedans.

— Quelle menace? demandai-je, étonné d'un trouble si contraire à sa discipline habituelle. Qu'est-ce qu'elle peut bien faire?

— Un second essai de chantage, puisque le premier n'a pas réussi, ou de vengeance.

— Je ne le pense pas, fis-je à mon tour. Je l'ai bien étudiée pendant qu'elle te parlait. Ce n'est pas une mauvaise femme. C'est une bourgeoise dévoyée, trop faible pour se reprendre et qui a reporté sur son enfant toute sa conception d'une vie honnête et décente.

— Allons donc! interrompit-il vivement. C'est une drôlesse et qui a, ou qui croit avoir une arme contre moi... Laquelle? Et, comme se parlant à lui-même : Des lettres de mon père peut-être et qui me prouveraient que ce misérable Amédée était arrivé à l'abuser sur nos rapports? La dernière goutte du calice. J'ai bien bu le reste... Et ils ont appelé cet enfant Jules! continua-t-il en s'adressant à moi de nouveau. Jules, le prénom de mon père!... Est-il seulement l'enfant d'Amédée?... Et cette histoire de ce garçon élevé par une ver-

tueuse grand'mère, à l'abri des turpitudes de ses parents, quel conte à dormir debout! Le calcul est trop clair, clair jusqu'à en être imbécile. C'est le projet de captation le plus caractérisé... Et cette créature a failli m'ôter mon calme!... Oui. Sans ta présence, je l'empoignais comme autrefois Amédée, et je la jetais dans l'escalier. Il a dû lui parler de mes colères. Qui sait si elle ne comptait pas là-dessus, pour un procès et une forte indemnité, au cas où je m'emporterais jusqu'à la frapper? Son amant et elle ont dû piocher le Code pénal, et y dénicher l'article 309 sur les coups et blessures... Tu étais là. Merci. Il me serra fortement la main. — Mais qu'y a-t-il de vrai dans cette autre histoire, celle des papiers et des livres de papa? Ils existent. Sans quoi, elle n'en aurait pas eu l'idée d'en parler. Elle les aura apportés pour m'amadouer, puis remportés. Nous allons savoir. — Il avisait le porte-voix, et se mettait en communication avec le bureau de l'hôtel. — Il paraît, dit-il en reposant l'instrument, qu'il y a pour moi une valise en bas. Qu'on la monte.

Quelques minutes plus tard, le chasseur déposait dans la chambre une pauvre mallette de cuir, bien usée, sur laquelle restaient collés de nombreux débris d'étiquettes avec des noms de gares :

— La valise des tournées de Mlle Suzy d'Or, ricana Blaise. Quel réceptacle pour les reliques d'un Jules Marnat!...

La clef de la mallette pendait à la poignée, par un cordonnet que le fils révolté commença de défaire, avec un tremblement de ses doigts, tant l'indignait la seule pensée d'une pareille profanation. Il venait d'ouvrir la serrure et de jeter ce cri : « Ce sont bien les papiers, » quand un nouveau coup frappé à la porte l'interrompit. Le chasseur revenait avec une lettre. Blaise la prit et la regarda longtemps, avant de l'ouvrir :

— Une grande enveloppe, fit-il. Sans autre adresse que mon nom... Et portée à la main... C'est de cette femme, j'en suis sûr... Il y a toute une épaisseur de papiers là dedans. Qu'est-ce que je t'avais dit? Ce sont des lettres de mon père qu'elle me fait tenir... J'ai bien envie de jeter le paquet au feu comme il est... Mais non. Comme aimait à dire ce pauvre père :

Durum, sed levius fit patientiâ...

De son unique main, et en se servant de son petit doigt, comme d'un coupe-papier, très adroitement, il ouvrait l'enveloppe. Elle contenait trois autres enveloppes, plus petites, tout ouvertes, celles-là, avec des timbres et des cachets de la poste. Blaise lut à haute voix les adresses :

— *Mademoiselle Suzy d'Or, au Casino, Néris...* — *Mademoiselle Suzy d'Or, au Concert Rose, Marseille...* — *Mademoiselle Suzy d'Or, à la Scala, Nantes...* C'est l'écriture de mon frère... Cette fois, il n'y a plus à hésiter.

Il marchait vers la cheminée, où une flamme claire dansait gaiement. Je l'arrêtai :

— Tu n'as pas le droit de détruire ces lettres sans les lire, lui dis-je. Tu viens d'évoquer ton père. Que fais-tu de son adage favori : *Audiatur altera pars?* Pour être juste, il faut écouter les deux parties. Si cette femme t'envoie ces lettres de ton frère, c'est que cette correspondance plaide pour lui. Et alors...

Il hésita une seconde, et haussant les épaules :

— Les mensonges d'un mort restent des mensonges. Il est vrai que je ne peux pas le mépriser davantage.

— *Audiatur altera pars*, répétai-je.

— Eh bien ! me dit-il en me tendant les enveloppes, lis toi-même ces lettres, pendant que j'achève de vérifier le contenu de la mallette. Tiens. Et il me tendait un petit volume relié, tout mince dans son antique reliure brune aux fers délicats : — Reconnais-tu l'*Horace* que papa portait si souvent dans sa poche ? Et l'ouvrant : *Parisiis, apud Simonem Colinæum, 1543*... Amédée savait bien de quelle joie il me privait en gardant ces volumes et ces notes. Ah ! la vilaine âme !... Mais lis ses lettres, et si, par improbable, elles contiennent quoi que ce soit d'intéressant, tu me le diras.

Elles étaient toutes froissées, toutes jaunies, ces enveloppes. La chanteuse en tournée avait dû les recevoir et les porter dans son corsage, entre deux « numéros, » dans la coulisse des bouis-bouis de province où l'avaient conduite les rêves d'ambition théâtrale, nourris par sa déraisonnable mère. Les cachets de la poste dataient ces trois missives, l'une de 1902, une autre de 1908, la troisième de 1912. Je commençai de les lire dans cet ordre. L'écriture en était saccadée, inégale, aiguë,

sans un plein, comme tracée avec une pointe d'aiguille, dans le soubresaut névropathique des doigts et de la pensée. Tandis que je m'appliquais à la déchiffrer, Blaise Marnat rangeait pieusement sur la table le contenu de la mallette, et feuilletait, lui aussi, les notes de son père. Une atmosphère de solennité remplissait pour moi ce vulgaire salon d'hôtel, à cette minute. C'était comme si les fantômes de ceux qui avaient noirci ces pages nous regardaient les lire. Mais voici, copiées telles quelles, les lettres que j'avais, moi, sous les yeux.

Paris, 25 août 1902.

« Ma gentille petite Suze,

« J'ai été bien content d'apprendre ton succès à Royat, dans ces chansons populaires que tu dis si bien. Quand donc t'entendrai-je chanter de nouveau :

Tous les jours je m'y promène
Tir' ton joli bas de laine,
Tout le long d'la verte Seine.
Tir' ton, tir' ton joli bas
Tir' ton joli bas de laine
Car on le verra...

« Et encore :

Pan pan, Margot, au lavoir
Pan pan, à coups de battoir
Va laver son cœur
Tout noir de douleur.

« En transcrivant ces jolis couplets, je les fredonne et je viens te voir, parmi les bravos et les bouquets. J'espère que tu n'es pas trop fatiguée de cette vie d'hôtel, d'express et de veilles, et que tu me rapporteras dans trois semaines une gentille petite Suze, avec des joues pas trop creusées, pas trop pâlies, enfin une Suze pas trop « infanterie anglaise. » Tu te rappelles? « La « meilleure du monde, disait l'Empereur, mais il y en a trop peu. »

« Tu me dis que tu as profité de ton séjour à Royat, pour monter en voiture à Laschamp, rendre visite au cousin Édouard, le brave et cher homme en qui revit le cœur de

maman. Je vais lui écrire pour le remercier de l'amitié qu'il montre à notre ménage. Ce montagnard en sabots a moins de préjugés bêtes que les grands bourgeois intellectuels, du type de monsieur mon frère l'ingénieur. Et, à propos de ce dernier, laisse-moi te dire que je ne suivrai ni le conseil du cousin Édouard, ni le tien. Je serais à l'agonie que je ne demanderais rien, rien, rien, rien, à mon frère. C'est te dire aussi que je n'ai pas la moindre envie de lui rendre ces papiers et ces livres de papa, dans lesquels tu vois un moyen de renouer nos relations. D'abord ces papiers sont à moi, autant et plus qu'à lui. C'est moi qui vivais avec papa, tandis que lui, Blaise, courait le monde, et faisait fortune. C'est moi qui ai soigné papa dans sa dernière maladie. Il est donc légitime que je me sois attribué ces bouquins et ces cahiers, qui n'ont de valeur que celle du souvenir, mais ils ne seraient pas à moi que je les détruirais, plutôt que de les lui donner. Je le hais trop.

« Tu m'as reproché souvent ce sentiment. Tu ne te rends pas assez compte, — je te l'ai pourtant dit tant de fois! — que tout le ratage de ma vie, Blaise en est cause. Ça a commencé tout petits. Il est né robuste, moi chétif. A six ans, à sept, à huit, il avait déjà ce goût de redresser, de morigéner, qui n'était encore qu'une forme inconsciente de son orgueil, avant d'en devenir l'hypocrisie. Allions-nous en promenade? Il exigeait que je marche autant que lui. Si j'étais fatigué, il me faisait honte. Nous jouions? C'était de même. Il ne me passait aucune défaillance, aucune maladresse. Lui tenais-je tête? La colère le prenait. Il me rossait. Tout de suite il a réussi dans ses classes. Moi, j'ai toujours eu de la peine à fixer mon attention. M'appliquer me donnait mal à la tête. Je n'avais pas beaucoup de mémoire. Là encore, Blaise me brusquait, me brutalisait. « On peut tout ce qu'on veut, » me répondait-il, quand je me plaignais de la difficulté que j'éprouvais à retenir une leçon, à finir vite un devoir... Joins à cela l'humiliation, si dure pour un enfant nerveux et trop sensible : pas une personne qui ne me dît, depuis le professeur jusqu'au pion, en passant par mon père : « Prenez modèle sur votre frère. » Maman était la seule qui devinât le malaise que m'infligeait ce continuel éloge de mon aîné à mes dépens. Oh! Je ne me fais pas meilleur que je suis. J'ai une qualité qui manque à Blaise, je suis franc avec moi-même. Je ne camoufle pas mes vices en vertus. Je ne

maquille pas mes mauvais sentiments. Quand je les ai, je me les avoue et je les dis. C'est moins abject. Je suis devenu envieux de mon frère, vilainement, bassement, méchamment. A qui la faute?

« Il y avait dans la cour de la pension deux arbres, — je les vois encore, — tout rapprochés, et plantés près du mur du fond. Celui qui se trouvait contre ce mur, s'étiolait, maigrissait. L'autre lui mangeait son air et son soleil. Il grandissait et grossissait du dépérissement de son voisin. Par une fantaisie de gamin, dont je comprends aujourd'hui qu'elle était une divination, j'appelais, dans ma pensée, cet arbre dévorateur Blaise, et Amédée, le plus petit. Et c'était vrai que, moralement, presque physiquement, mon frère me prenait mon air et mon soleil. Qu'il eût été moins raide, moins sévère, qu'il m'eût montré un peu de gentillesse indulgente, j'en suis sûr, ce mauvais germe de jalousie aurait avorté. Car je l'admirais, tout en le jalousant, et, par une réaction irrésistible de mon être le plus intime, ces qualités qui m'émerveillaient en lui, je m'appliquais à les détruire en moi, au lieu de les acquérir. Durant toutes ces années de notre commune enfance et de notre jeunesse, j'ai senti, j'ai pensé, j'ai vécu contre lui. Énonçait-il une idée? Je prenais aussitôt le point de vue opposé, — à part moi, car, extérieurement, je n'osais pas. Il m'intimidait. Il me paralysait. Plusieurs fois, tout gosse, il m'avait battu, je viens de te le dire, dans un de ces accès de colère, qui sont, avec l'orgueil, une de ses tares à lui. Le souvenir de ces coups me mettait, en sa présence, dans un état d'instinctif tremblement, celui du chien fouetté qui se recroqueville, se ramasse sur lui-même, se couche. Ah! C'est Blaise qui aurait eu honte de me voir devant lui dans cette attitude de crainte, s'il avait eu un peu de cœur. Il s'en irritait, au contraire. Il me traitait de fouinard, de Tartufe, comme il me traitait de petite fille, quand il me surprenait me câlinant, me caressant à maman. Il aurait dû comprendre que ces deux mouvements, ma rétraction vis-à-vis de lui et mon épanouissement près de ma mère, procédaient d'un même besoin, celui d'échapper à son despotisme, à ce joug de sévérité implacable qu'il appesantissait sur moi, au collège et à la maison... Mais à quoi bon renouveler ce supplice de tant d'années en te le racontant, pour la centième fois peut-être? Le croirais-tu? J'ai rêvé, cette nuit, que j'avais douze ans, et que

j'étais encore sous la coupe de mon tyran, cela parce que, dans ta lettre, tu me transmettais le conseil du cousin de Leschamps. Ce cauchemar a été si pénible qu'il m'en reste comme une obsession. Regarde-moi, ma délicieuse Suze, avec tes yeux couleur de pervenche frileuse que j'aime tant, et pardonne-moi d'avoir fait comme dans ta chanson :

Que l'on mette mon cœur
Dans une serviette blanche,
Qu'on le porte à ma mie
Qui demeure au pays
En disant : « C'est le cœur
De votre serviteur. »

« Et puis, dans ce pauvre cœur que te porte cette lettre, il y a autre chose que cette rancune inexpiable contre mon mauvais génie. Il y a la joie de t'avoir rencontrée et que tu m'aimes. Il y a ma reconnaissance pour ta chère mère, qui a vraiment l'âme de la mienne. Je peux te donner d'elle, par bonheur, d'excellentes nouvelles. Je l'ai vue hier, chez la nourrice du petit, qui prospère, lui, magnifiquement. Cette nourrice dit qu'il me ressemble. Puisse-t-il, si nous devons lui donner un frère, ne pas trouver dans ce frère un cadet qui ressemble, lui, à mon aîné, et qui lui gâte sa vie, comme Blaise a gâté la mienne!... J'y reviens. Tes yeux, tes chers yeux, ma Suze! Laisse-moi les baiser longuement et que mon ange blond exorcise mes diables noirs.

« Ton petit mari.

« A. M. »

Paris, 1er novembre 1906.

« Qu'il me tarde que cette tournée soit finie, ma bonne amie, et comme tu me manques ce soir! Tu es partie juste au moment où nous vivions de nouveau cœur à cœur, après le long malentendu de cet été qui a suivi ma folie, cette absurde culotte au tripot, que je n'aurais jamais prise, si je n'avais pas bu un peu trop cette nuit-là, et je n'aurais pas bu si je n'avais pas été si triste de ne plus rien trouver, depuis ma pleurésie de cet hiver, pas une affaire, pas un courtage, pas une annonce. Alors j'avais espéré qu'un coup de baccarat me permettrait d'apporter de l'argent, moi aussi, à la popotte. Enfin,

tu as fini par comprendre, tu m'as pardonné, et je peux de nouveau causer avec toi, cœur à cœur. J'en ai tant besoin, je te répète, ce soir!

« Un mot te dira tout : aujourd'hui, 1er novembre, j'ai voulu, comme chaque année, aller au cimetière, quoiqu'il fît un brouillard humide et que j'eusse bien mal à mon côté. « J'aurai de la fièvre et de la toux, » m'étais-je dit. « Et puis après? » Je ne soupçonnais pas quelle affreuse émotion m'attendait, sous les tristes cyprès de ce triste cimetière. *J'ai revu Blaise.* Tu as bien lu, *J'ai revu Blaise!* Il faut croire que cet accablant travail, dont il se vantait dans ses lettres à nos parents, lui laisse quand même quelques loisirs. Le voyage est long entre Paris et Valparaiso, où il a ses affaires. Et il n'y a pas que l'aller. Il y a le retour. Le métier d'ingénieur, je m'en doute depuis longtemps, c'est le labeur des autres, des ouvriers et des contremaîtres. Bref, il est à Paris. Comme j'approchais de notre caveau, je le reconnus. Il se tenait debout, près de la tombe, avec une femme, — sa femme évidemment, — et deux enfants, — ses enfants. Mon premier mouvement fut de continuer ma marche, et d'aller, moi aussi, droit à la tombe. Car enfin, c'est mon droit. Je suis leur fils, aussi bien que lui, à ceux qui dorment là. Et voici qu'une sensation, plus forte que ma volonté, me fit ralentir mon pas, puis m'arrêter. La timidité paralysante, subie à l'approche de cet homme, si souvent jadis, me terrassait derechef. Je me retrouvais dominé, immobilisé, par cet ascendant, fait des coups dont il m'a roué, enfant, des reproches dont il m'a tant accablé plus tard, fait de sa personnalité surtout, de ce je ne sais quoi de supérieur qui lui a toujours donné barre sur moi. Je le voyais de dos seulement, et ses larges épaules prises dans un pardessus qui étoffait encore sa forte carrure. Quel contraste avec mon grelottement de demi-malade déjà voûté, tout frissonnant dans cette pelure râpée de l'autre année, que je n'ai pas renouvelée parce que je t'ai promis d'être sage et de ne pas augmenter l'ardoise du tailleur ! Tout, dans son allure, disait la réussite, l'affirmation de soi, la richesse, depuis sa façon de se piéter dans ses bottines bien astiquées à double semelle jusqu'à la coupe de ses vêtements. Je m'y connais en belles frusques. Ce goût m'a coûté assez cher, quand je n'étais pas le pauvre diable, usé avant l'âge, qui ne se soucie plus d'avoir des genoux à son pantalon et des

talons éculés à ses chaussures... Sa femme de même et ses enfants, — deux garçons, — avaient cet aspect confortable et cossu des familles comblées. Elle était mince et grande, avec un manchon et une jaquette d'astrakan; les petits, chaudement vêtus de paletots fourrés, montraient des mollets nus d'une solide musculature. Pauvres gosses! Je devine à quel entraînement de gymnastique leur tyran de père doit les avoir soumis... Combien de temps suis-je resté ainsi, à regarder ce groupe, à me repaître les yeux du triomphe de Blaise? Car c'était cela pour moi, sa station sur le tombeau de famille, dont il m'expulsait par sa seule présence, puisque je n'osais pas lui imposer la mienne. A un moment, il donna le signal du départ. Tous les quatre se retournèrent. En proie à la même défaillance intérieure, je me dissimulai entre deux chapelles funéraires, pour les voir qui passaient. Quelle certitude et quelle robustesse dans sa démarche, à lui! Aucune trace d'usure ni de vieillissement sur son visage plus plein, plus coloré qu'autrefois. Et sa femme, qu'elle était belle, très brune avec la chaude pâleur ambrée des Espagnoles d'Amérique! Quelle tendresse dans sa manière de s'appuyer au bras de son mari et de lui parler! Elle le voyait, elle le croyait ému, — on ne l'est pas vraiment quand on n'est rien qu'orgueil, — et elle le consolait. Peut-être lui parlait-elle de moi? Il ne l'a pas conduite au cimetière et à notre tombe sans l'entretenir de la famille. Il m'aura nommé, pour lui dire que j'ai été un des chagrins de sa vie! Et c'est lui qui, dans ce même cimetière, par cet implacable geste, et devant cette tombe, m'a jeté, définitivement et pour toujours, dans l'abîme!

« Je t'ai raconté souvent, mon amie, avec quelle bonne foi, au lit de mort de mon père, j'avais juré à cet homme si vrai, si bon, de changer ma vie, de me réformer. Oui, j'avais pris cette résolution du fond de mon cœur, avec le meilleur de moi. Changer ma vie? Comment? En m'arrachant de Paris et de ses tentations, en suppliant Blaise qu'il m'emmenât, qu'il m'employât dans ses bureaux, comme secrétaire, dactylographe, comptable, comme ouvrier sur ses chantiers, comme manœuvre, s'il voulait, pour m'éprouver. Je m'étais dit d'abord : « Je lui parlerai dès son arrivée. » Je n'avais pas osé. Toujours ma terreur de lui. Ensuite j'avais pensé : « sur la « tombe. » Un frère écoute son frère devant la fosse où l'on vient

de descendre le cercueil de leur père. Lui, non ! Ah ! ce regard de bourreau, ce féroce refus du pardon !... C'est alors que j'ai désespéré. Tu sais la suite et quelle loque humaine tu as ramassée, ma pauvre chérie, quand tu m'as aimé... Dieu ! Si pourtant, cet après-midi, dans cette allée de cimetière, j'avais eu l'énergie de courir après lui, de lui crier devant sa femme et ses enfants : « Regarde-moi. Je suis bien bas, bien déchu. « Ma vie est bien manquée et par ma faute, mais par ta faute « aussi. Tu pouvais me sauver, et tu ne l'as pas fait. Toi, l'hon- « nête homme que tu crois être, tu n'es qu'un coupable, comme « moi, pire que moi. Tu avais tout reçu du sort, moi si peu, « et tu ne m'as pas aidé, tu n'as pas eu pitié !... » Qu'aurait-il répondu ? Aurait-il vu clair enfin dans l'horrible égoïsme de sa soi-disant justice ? Et je ne suis pas sorti de ma cachette. Je ne me suis pas vengé. Je ne l'ai pas frappé, je le pouvais, dans le respect, dans l'admiration que lui portent, j'en suis sûr, sa femme et ses enfants. Il sait tellement en imposer ! Je vaux mieux que lui, car je ne souhaite même pas qu'il soit puni dans cette femme et ces enfants, gentils petits êtres que je regardais trottiner parmi les pierres tombales. Un d'eux s'appelle certainement Jules comme notre garçon, à qui nous n'aurons rien à laisser quand nous partirons, au lieu que ceux-là !... Ils sont cependant du même sang. Ah ! quel poids je porte sur mon cœur, ce soir, ma Suzy, tout le poids de ma destinée ! Ne vaudrait-il pas mieux que je fusse avec mon père et ma mère, dans ce caveau où ils ne souffrent plus ? Tu es assez jeune, toi, pour connaître un renouveau après moi, des beaux jours encore, un peu d'espérance, une âme légère ! Ah ! Suzanne, Suzanne, reste-moi jusqu'à ce que la fin arrive. Elle ne tardera pas.

2 novembre.

« Je relis cette lettre et je me demande si je dois te l'envoyer. Oui. Elle te fera de la peine, et je t'en demande pardon, mais elle plaidera pour moi, si je retombe un jour sous l'affreux esclavage. Tu te la rappelleras, et tu comprendras mieux quelles tristesses j'ai à oublier, et tu m'estimeras de n'être pas entré au café en sortant du cimetière, m'assommer d'alcool et tout noyer. J'ai résisté, en pensant à ma Suzanne que j'embrasse de cœur.

« A. M. »

Paris, 8 août 1912.

« Suzanne,

« Le docteur Chaffin sort de chez moi. Il ne m'a pas caché qu'il venait sur ta demande. Il paraît que le tremblement de mon écriture, dans mes dernières lettres, t'aurait inquiétée. Décidément, ma petite, tu me prends pour une poire. Sache donc que je lis très bien dans ton jeu. Chaffin y a mis de la vaseline, comme ils disent. Ça n'a pas l'air méchant, ce qu'il me propose : me retirer dans une maison de santé où l'on me traiterait par une nouvelle méthode, avec du sérum de cheval alcoolisé, — laisse-moi me gondoler, — qui contiendrait une antiéthyline dont l'injection amène le dégoût de l'eau-de-vie. J'ai bien écouté le boniment du morticole, tu vois. Je le resservirais au besoin, s'il fallait essayer sur quelqu'un le même truc. Car c'en est un et pas difficile à débiner. Tu en as assez de moi. Je te gêne, et tu veux me faire enfermer. Mais dis-le donc. Blaise au moins avait ce courage de la franchise. Il me persécutait ouvertement. C'était plus propre.

« Eh bien! Non, et non, et non, je ne me laisserai pas enfermer. Je ne suis pas fou et vous ne m'aurez pas, toi et ton docteur. Il peut se l'entonner dans le cornet, si ça lui chante, son sérum de cheval pochard. Ah! Ils en ont de bonnes, les médecins! Me donner le dégoût de l'alcool? Mais je n'ai que cela de bon et de beau dans ma vie. Quand je la tiens devant moi, ma verte, et que je la regarde, je lui ris comme à mon unique amie. Elle est couleur d'espérance, et elle ne m'a jamais menti, elle, jamais embêté de morale. Quelques gorgées et c'est le paradis. Blaise, le veinard, l'épateur, n'est pas plus heureux, avec sa galette dont il n'a jamais l'idée d'envoyer la plus petite miette à son panné de frère. Mais ce que le panné s'en fiche et s'en contre-fiche, dans son caboulot de Montmartre, quand, bien au chaud, l'hiver, près du poêle, — bien au frais, l'été, sur la terrasse, il est en train de s'assommer d'oubli!

« Non, ma fille, tu ne m'interneras pas. Et si tu t'obstines à ce beau projet, prends garde! Je suis le père de l'enfant Nous sommes mariés et il y a un Code qui me donne des droits sur lui. M'interner? Le nommé Blaise aussi avait pensé à ça. Il m'avait menacé de Mettray, un jour, et c'est celui où j'ai fait ma plus forte bombe de jeune homme. C'est ma nature à moi.

Avec de la douceur, tout ce qu'on veut. Autrement, rien. Rappelle-toi : quand tu étais gentille avec moi, je ne prétends pas que je ne buvais plus, mais je me modérais, je me tenais. Tu t'es mise au régime de me faire des scènes à la Blaise. Tu vois le résultat.

« Rien de plus à te dire.

« AMÉDÉE. »

Quelles lettres à lire auprès de ce frère aîné, par qui le cadet avait autant souffert que l'aîné avait lui-même souffert par son cadet! Jamais je n'ai senti mieux qu'à cette minute combien nous sommes des énigmes les uns pour les autres. Nos paroles, nos gestes, nos actes ne sont qu'une traduction incomplète, par à peu près, de notre être intérieur, et qui trompe nos proches plus encore que les indifférents. Que de fois les parents se font de la sorte, père et mère sur leurs enfants, frères sur leurs frères, une première idée qu'ils ne vérifient plus, une image qu'ils ne retouchent pas! De là ces malentendus familiaux, les plus indestructibles de tous, qui vont s'exaspérant, s'envenimant, avec les années, à travers des heurts, douloureux toujours, souvent tragiques. Ainsi celui qui avait dressé l'un contre l'autre les deux fils du professeur. Tout de suite, Blaise avait bien discerné, chez Amédée, le vice radical, cette faiblesse de volonté qui devait faire, de cet émotif, le jouet de toutes ses impressions. Il n'avait pas vu que cette aboulie dérivait de cette émotivité même, et quelle âme blessable il avait auprès de lui. Cette méconnaissance avait eu ce résultat : désirant avec passion être bienfaisant à son frère plus jeune, il lui avait été mortellement nuisible. Très tôt, il s'était proposé de l'élever, de l'éduquer, et il avait conduit cette éducation d'après son propre caractère à lui, sans tenir compte du caractère d'Amédée. Il aurait fallu ménager cet être trop nerveux, l'apprivoiser. Il l'avait effarouché en le rudoyant, humilié en le brimant. Lui-même passionnément sensible, mais appliqué à se tenir en main, à se freiner, il n'avait pas montré à son frère qu'il l'aimait, — et combien, la rancune si vivante en lui après tant d'années, l'attestait trop. Les deux frères avaient ignoré le cœur l'un de l'autre. Je tenais dans ma main ces douloureuses

feuilles dénonciatrices, qui racontaient cette réciproque inintelligence, et je regardais Blaise absorbé sur les papiers de son père. Le témoignage que ces lettres d'Amédée pouvaient apporter sur cette destinée lamentable, il ne s'en souciait pas. Pour lui, leur signataire était condamné sans appel. C'était un procès fini, dont il n'admettait pas la revision comme possible. Avait-il raison? Cette correspondance d'Amédée montrait, à de certains passages, un individu bien dégradé, bien avili. Que d'autres décelaient la grâce d'esprit, la gentillesse de nature que je me rappelais chez le collégien de quinze ans! Et partout y courait le soupir de souffrance de l'homme qui aurait pu vivre mieux, et qui le sait, qui le sent. Ce mariage, en apparence bien vulgaire, avec la chanteuse de café-concert, n'était-il pas, lui aussi, une preuve qu'une délicatesse survivait chez Amédée, comme chez la pauvre Suzy d'Or? C'était le roman, pathétique dans ses dessous profonds, de deux bohémiens, attirés l'un vers l'autre par une commune nostalgie de la bourgeoisie quittée. Leur conduite vis-à-vis de leur fils disait l'intensité de ce sentiment, qui avait poussé la veuve à sa hardie démarche. Non. Elle n'avait pas joué la comédie tout à l'heure. Elle n'était pas venue essayer la vilaine et cupide pression de la parente pauvre sur le parent riche Elle était venue poursuivre le projet, conçu par son mari et par elle au berceau du nouveau-né : assurer la rentrée de leur enfant dans leur milieu d'origine. Pareillement, sa brusque révolte, au terme de l'entretien, avait été sincère. Ayant tant vu saigner la plaie ouverte dans le cœur d'Amédée par le souvenir de son frère, l'inflexibilité de celui-ci lui paraissait trop injuste. Avait-elle tort? « Non, » répondaient ces lettres qui n'étaient pas seulement une défense du mort. Elles dressaient un réquisitoire. Elles accusaient : qui? Mais le juge lui-même, cet aîné qui se croyait si sûr d'avoir légitimement exécuté son frère. Le terrible reproche : « Tu pouvais me sauver et tu ne l'as pas fait! » qu'Amédée n'avait pas osé proférer dans le cimetière, ces lettres le criaient, par toutes leurs phrases : « Oui, tu aurais pu « m'aider, tu ne m'as pas aidé ; me plaindre, tu ne m'as pas « plaint. Ton zèle à me corriger, c'était du despotisme ; tes sévé- « rités, de l'orgueil. Ma faiblesse irritait ta force. Elle aurait dû « l'attendrir. Je ne suis pas seul responsable de mes vices. Tu « l'es aussi. » Pour un puritain qui avait toujours eu, comme

Blaise, la religion, le fanatisme de l'équité, quelle révélation! Et dans quelles circonstances lui arrivait-elle? Quand, ayant tout perdu, femme et enfants, son seul point d'appui était la certitude d'avoir toute sa vie, comme nous enseignait son père, fait tout ce qu'il pouvait de ce qu'il devait. Quel coup à recevoir! Allais-je le lui porter? En me tendant ces lettres du mort, ne m'avait-il pas donné un rôle d'arbitre? « Si « elles contiennent quoi que ce soit d'intéressant, tu me le « diras... » Qu'allais-je lui dire? La tentation me vint d'épargner cette nouvelle blessure à ce cœur, si secrètement ulcéré dans son stoïcisme. A quoi bon, maintenant qu'il était trop tard pour réparer l'ancienne erreur? Le feu continuait de brûler à petit bruit dans la cheminée. Je regardais bouger la flamme dans laquelle j'avais empêché Blaise de jeter les lettres... Si je les y jetais moi-même, en donnant pour motif qu'elles ne contenaient que des divagations d'ivrogne, dont je voulais lui épargner la lecture et le dégoût?... Je fis un pas vers le foyer et je m'arrêtai. Un autre bruit, celui des papiers feuilletés par Blaise, venait de me rappeler trop vivement le souvenir de mon vieux maître. Je le revoyais assis dans la petite chaire, avec son masque émouvant de grand intellectuel attelé à une besogne de tâcheron. Pourquoi? Pour nourrir sa famille. Cette famille, qu'en restait-il? Blaise et ce petit-fils, baptisé du nom de Jules à cause de cet admirable grand père. J'avais encore dans les oreilles l'imploration de la mère en faveur de cet enfant. Dans une impulsion, cette fois irrésistible, je marchai de la cheminée vers la table où Blaise était assis. Je lui tendis les trois lettres, et d'un accent dont il demeura étonné :

— Lis, mais lis... insistai-je.

— Comme tu me dis cela! fit-il. Qu'y a-t-il donc dans ces lettres?...

— Lis, répétai-je, en posant les enveloppes, où grimaçait l'écriture de l'alcoolique, à côté des papiers sur lesquels se voyait la forte et lucide écriture du professeur. Blaise les écarta d'un geste, comme pour épargner à ces reliques vénérables la souillure de ce contact. Il ouvrit pourtant la première enveloppe et commença de lire la lettre de 1902, puis la seconde, puis la dernière. J'étudiais son sévère visage, et j'étais partagé entre deux sentiments contradictoires. J'appréhendais que d'apprendre la part qu'il avait eue à son insu dans la déchéance

de son cadet ne lui infligeât une insupportable douleur, et j'appréhendais aussi que son ressentiment ne le figeât dans cette implacable hostilité où je l'avais vu devant la veuve d'Amédée. Je l'en aurais mésestimé, au lieu que je me complaisais, depuis ces quarante-huit heures, à retrouver en lui un digne fils de Jules Marnat, un homme, susceptible de se tromper, certes, — ses rapports avec Amédée le prouvaient, — mais toujours de bonne foi, toujours anxieusement attentif à raccorder son action et sa pensée. Pour les caractères de ce type, dont toute la vie morale pose sur une conception personnelle du devoir, l'orgueil représente le grand péril. Blaise allait-il avoir le courage de se dire et de me dire : « Je me suis trompé, » en constatant quel principe de chagrin dépravant il avait été pour son frère? Il avait achevé la lecture des lettres sans prononcer une parole. Je vis qu'il les reprenait l'une après l'autre, lentement, posément. L'image me revint de ce brasier où il avait, pour se châtier, mis et tenu sa main. Dès l'instant qu'il ne rejetait pas ces lettres, c'est qu'il admettait leur vérité, d'ailleurs bien peu discutable. Cette vérité devait le supplicier, et il acceptait ce supplice. Il pratiquait de nouveau la discipline romaine, héritier de son père, mais cette fois à travers les fibres les plus saignantes de son propre cœur. Sa seconde lecture finie, il appuya son coude sur la table, son front sur ses doigts, et il demeura dans cette attitude de méditation un quart d'heure peut-être, qui me parut interminable. Je me tenais moi-même contre la cheminée, immobile. Sentir la présence d'un témoin rend plus pénibles encore des luttes comme celle qui se livrait en lui. Enfin, il se redressa. Son visage trahissait une angoisse qui en altérait les traits, d'ordinaire si calmes. Il dit simplement : — C'est bien vrai qu'il est quelquefois plus difficile de connaître son devoir que de le faire. — Puis, avisant son chapeau et son pardessus : — Tu viens? me dit-il, et je le suivis hors de la chambre, dans l'escalier de l'hôtel, sans recevoir ni demander un mot d'explication. Sitôt dans la rue, il héla le premier taxi qui passait. Il m'y fit monter, en donnant au chauffeur comme adresse :

— Rue Dulong, aux Batignolles, au coin de la rue des Dames.

— Tu vas chez Mme Barberon? interrogeai-je. Mme Amédée Marnat, je me le rappelais, avait mentionné incidemment que

sa mère habitait cette rue, dans le voisinage du lycée Carnot, où elle accompagnait son petit-fils.

— Oui, dit Blaise « voir l'enfant. »

— Et ensuite?

— Ensuite?... Je ne sais pas... Mais il faut que je voie cet enfant.

La lutte intérieure continuait. J'en devinai la violence à l'accent dont il avait, lui, l'homme des décisions nettes, gémi plutôt que dit ce : « Je ne sais pas. » La voiture s'était arrêtée rue Dulong, avant que je n'eusse trouvé la parole qu'il fallait prononcer au malheureux pour le soutenir. La conversation ne reprit entre nous qu'au seuil de la maison où habitait la grand'-mère de Jules. Blaise avait dû se renseigner chez plusieurs concierges, avant de savoir le numéro exact. Il fallait prendre un parti : Mme Barberon était chez elle.

— Réponds-moi, me dit-il soudain, avec une supplication impérieuse, quand nous fûmes sur le palier, et lui, la main sur le timbre de la porte : Tu es un fidèle de la mémoire de mon père. C'est en son nom que je t'adjure de me dire tout ton sentiment : en ton âme et conscience, crois-tu ces lettres d'Amédée sincères?

— Je crois qu'elles sont sincères.

— Et vraies? insista-t-il. Et, comme je paraissais hésiter. Oui. Il y a des comédiens sincères. Le menteur finit par croire à son mensonge, le simulateur à son imposture. Et Amédée était un tel imposteur !

— Je crois que ces lettres sont vraies, répondis-je.

— C'est cependant possible, dit-il. Puis, grave et se dominant : — C'était une phrase de mon père encore : *On ne connaît jamais toutes ses fautes...* Mais... Visiblement, la lutte recommençait : — Si ce garçon n'est pas le fils d'Amédée? Oui. Ces lettres peuvent être vraies et cette femme, elle, avoir fait endosser à un amant sans volonté, pour qu'il l'épouse, l'enfant d'un autre amant... Ah! pourquoi ne m'as-tu pas laissé brûler ces lettres ?

— Tu ne me le pardonnerais pas, lui dis-je, et la preuve, c'est que tu es là, c'est que tu vas sonner à cette porte, quand tu n'aurais qu'à t'en aller et à supposer qu'elles ont été brûlées...

— Tu as raison, interrompit-il, je dois savoir.

Il avait pressé sur le timbre. Nous entendîmes un pas s'approcher, comme de quelqu'un qui marche doucement dans un appartement de malade. Mme Amédée Marnat ne nous avait-elle pas dit que sa mère était bien souffrante? La porte s'ouvrit, et nous fûmes reçus par un très jeune homme auquel nous n'eûmes pas besoin, Blaise et moi, de demander son nom, pour le reconnaître. Nous avions devant nous Amédée à seize ans : même silhouette frêle et nerveuse, mêmes traits fins du visage d'une joliesse presque féminine, mêmes prunelles d'un gris brouillé, — celles qu'avait également sa grand'mère Marnat, — même soin de sa tenue. Il était simplement, mais élégamment habillé. L'intimidation de sa physionomie en présence de deux étrangers accentuait encore cette ressemblance, rendue plus saisissante pour nous par la lecture que nous venions de faire des douloureuses lettres de son père. Comment ne pas se rappeler ce père, dans ses naïves années de collège, tout pareil à cet adolescent, ayant, lui aussi, devant lui, toutes les possibilités, toutes les promesses à son horizon, et s'élançant vers la vie, pour finir tel qu'il se décrivait dans ce sinistre dernier billet de 1908, décrépit avant l'âge, hébété, tremblotant, ivre d'absinthe au coin d'un poêle dans un cabaret borgne de Montmartre? Entre le Jules Marnat qui nous recevait et ce malheureux Amédée dont il était le sosie, il y avait pourtant une différence. A seize ans, Amédée n'avait déjà plus un regard d'innocence. Il avait lu trop de mauvais livres, entendu trop de mauvais propos, frôlé trop de mauvaises compagnies. La noble pureté d'une jeunesse, intacte et absolument préservée, rayonnait au contraire dans les yeux clairs de Jules. Ils se fixaient sur Blaise, depuis notre entrée dans l'antichambre, avec un étonnement de plus en plus ému. De son grand-père Marnat, il n'avait vu que des photographies. Sans doute les avait-il trop souvent et trop longuement contemplées pour ne pas *reconnaître*, lui aussi, cet inconnu, d'une telle similitude de masque avec son aïeul. D'ailleurs, on avait dû lui raconter la mutilation de Blaise. Tous deux demeurèrent quelques instants à se dévisager de la sorte, jusqu'à ce qu'enfin le neveu balbutiât d'une voix hésitante où survivait le timbre de la voix paternelle :

— Mon oncle?...

— Oui, dit Blaise, ton oncle. Et, prenant Jules dans ses bras, de cette généreuse et tendre étreinte qu'il avait refusée à

l'autre, devant le caveau familial, il le serrait contre son cœur et il répétait dans un sanglot, ces mots qui ne s'adressaient pas seulement au jeune homme : — Mon pauvre enfant! Mon pauvre enfant!...

V

Voici un an, je le disais en commençant ce récit, que ce drame de famille s'est déroulé devant moi. J'ai dit aussi quel problème moral il m'a paru poser. Je ne reviendrai pas sur des réflexions qui se résument toutes dans la phrase de mon noble professeur, citée par son fils, sur le palier de la rue Dulong, avant de sonner : « On ne connaît pas toutes ses fautes. » Mais tout drame comporte un dénouement, et je voudrais, sans commentaire, rapporter comment celui-ci s'est dénoué dans les faits. On a deviné que Blaise a pris avec lui son neveu, comme la mère le lui avait demandé, à sa grande indignation. Cinq semaines après cette visite aux Batignolles, où il arrivait, si rebelle encore au pardon envers son misérable frère, il emmenait le jeune homme à Buenos-Ayres. Il est donc là-bas, pratiquant, à soixante-six ans comme à dix-huit, la maxime empruntée aussi au vieux Marnat, ce *Laboremus* de l'Empereur Romain auquel une légende ironiste veut que cet Empereur ait ajouté tout bas : « *Ceterum nil expedit.* — D'ailleurs, ça ne sert à rien. » Ce blasphème contre la sainte loi du travail, Blaise le proférerait moins que jamais, aujourd'hui qu'il a un peu retrouvé la paix du cœur en se faisant un fils d'adoption. Il se forme un successeur capable de le continuer dans les entreprises commencées, et il forme à la France d'après la guerre un bon citoyen qui servira le pays à l'étranger comme il a fait, comme auraient fait ses deux fils. « Que je vive cinq années encore, m'a-t-il dit en me quittant et après m'avoir expliqué cet autre motif de sa résolution, je l'aurai mis dans une belle et bonne voie. » Il les vivra, tant il est robuste, et beaucoup d'autres, pour donner à cet enfant et à tous ceux qui l'approchent le spectacle consolateur d'un vrai Juste, auquel n'est pas arrivée encore la grande lumière. Ne lui arrivera-t-elle pas à présent qu'il a compris que l'on peut manquer à cette Justice dont il a le culte en manquant à la Charité? Et quelle preuve

plus forte pouvait-il donner que cette vertu chrétienne est enfin entrée dans son cœur? Avant de partir, il a pris soin que le corps du fils, tué héroïquement à l'ennemi, fût déposé enfin dans le caveau familial, à côté de la dépouille de son frère.

— Je n'ai pas voulu, m'a-t-il dit pour me convier à cette émouvante cérémonie, puisque je prends Jules, qu'il soit jamais tenté de mal juger son père.

C'est sans doute pour que le jeune homme ne fût jamais tenté non plus de mal juger sa mère qu'il l'a emmené loin de Paris, aussitôt après la mort de Mme Barberon survenue bien vite, comme l'avait annoncé sa fille. Une joie, trop vive pour une malade, l'a hâtée peut-être, celle de voir son plus cher rêve si complètement réalisé et son petit-fils sauvé. Mais la pauvre Suzy d'Or redoute trop, elle aussi, la mésestime de ce fils. Quand Blaise Marnat reviendra en France, inaugurer le monument funéraire auquel travaille amoureusement Yves Clouet, il n'aura pas à craindre que Jules entre jamais dans un *music-hall* pour y voir sa mère sur la scène. Suzy d'Or a définitivement quitté le café-concert. Elle a hérité de Mme Barberon une très petite fortune. Elle va épouser cet « ami » dont elle nous parlait avec cette espèce d'amoralité résignée. C'est un simple employé de ministère qui n'est plus jeune, puisqu'il n'a pas été mobilisé. Ce fonctionnaire régulier doit la reposer du terrible compagnon que fut Amédée. Elle s'est installée dans un modeste logement de la banlieue de Paris, où elle se prépare à vieillir médiocrement, presque heureusement, — et si bourgeoisement! Mais n'ai-je pas dit encore que cette histoire n'est qu'une humble tragédie bourgeoise?

PAUL BOURGET.

UN COIN DE FRANCE PENDANT LA GUERRE

LE PLESSIS-DE-ROYE

I

Il est des lieux de France que le flux et le reflux de la guerre ont tour à tour recouverts et découverts, les travaillant, les sculptant, les ciselant comme les statues de nos futurs sanctuaires nationaux. Le Plessis-de-Roye devant Lassigny est un de ces lieux d'élection. Occupé par l'ennemi, repris, reperdu, reconquis, il a été le théâtre de combats fameux les 30 mars, 9 juin et presque tout ce brûlant mois d'août 1918. Ses habitants dispersés, revenus une première fois, ont dû reprendre le chemin de l'exil, puis se sont rapprochés en apprenant sa libération et guettent l'heure du retour. Le pays tout entier a vécu leur deuil, a partagé leurs espoirs, célébré leur délivrance et les aidera à rebâtir.

Ainsi la guerre se condense-t-elle sur un coin de notre sol, comme le bruit de la mer dans un coquillage, ou dans les agrès celui du vent. Écoutons parler les pierres et les arbres du Plessis-de-Roye...

I. — LE CHATEAU DU PLESSIS-DE-ROYE

C'est une des nombreuses demeures seigneuriales qui décorent l'Ile-de-France : notre Ile-de-France la bien nommée (1), terre à peine distincte des autres provinces assemblées

(1) « L'Ile-de-France, c'est donc avant tout l'île centrale ; la géologie et l'hypsométrie nous la présentent bien comme une île. Elle n'est pas enveloppée d'une mer : un cours d'eau unique n'en souligne pas non plus le biseau circulaire ; mais à bien considérer les rivières qui la longent ou qui la traversent, on reconnaît, dans leurs contradictions mêmes, le véritable caractère de l'Ile... » (Jean Brunhes, *Revue hebdomadaire* du 13 juillet 1918.)

pour composer la patrie, mais qui semble contenir tous leurs caractères en les modérant. Les eaux de l'Oise la baignent avec la grâce que met la Loire à border les jardins de Touraine. Elle a ses vergers comme la Normandie, ses plaines ondulées comme la Picardie, et, comme le Berry, ses douces collines boisées. Elle a sa *petite Suisse*, pareille, en ravins tourmentés et en chaînes pittoresques, à une miniature du Jura ou des Alpes. Comme les Ardennes, comme la Lorraine, elle est riche en forêts de toutes essences. Unique est même la parure de ses forêts royales, forêt de Chantilly, forêt d'Halatte, forêts de Compiègne, de l'Aigue, de Villers-Cotterets, aménagées dans leurs avenues, leurs layons, leurs clairières, pour les cortèges sans cesse brisés des chasses à courre, réserve secrète de rêve et de poésie, devenue, en avant de la capitale, le rempart mystérieux au seuil duquel l'ennemi fut contraint à s'arrêter. De tous ceux qui prirent part, dans ce tragique printemps de 1918, à la bataille de France, qui donc oubliera jamais ces coteaux sinueux, ces grasses prairies, ces eaux transparentes, ces nobles villes sur les collines, ces masses d'arbres chaque jour s'épaississant avec la poussée des feuilles, cette grâce infinie, cette harmonie tendre, ce charme civilisé, pénétrant jusqu'aux retraites sauvages, dont les plus rudes se sentaient enveloppés et comme affinés, excités aussi à mieux défendre un tel domaine? Ceux mêmes qui ne savaient pas à quel point ces lieux exquis étaient chargés d'histoire, se préparaient, sans davantage le savoir peut-être, tant la grandeur dans cette guerre s'est confondue avec la simplicité, à les illustrer encore.

A l'appel d'un Gérard de Nerval, les petites filles d'autrefois s'évoquent à l'orée des bois, dansant l'une de ces rondes dont notre enfance a gardé la mémoire chantante. Mais quel nouveau Gérard de Nerval naîtra de nos journées d'angoisse pour ajouter au charme de ce pays délicat le frémissement guerrier qui le parcourut et lui imposa un nouveau rythme, comme le vent d'orage courbe les blés mûrissants?

Le Plessis-de-Roye est un château des XVIe et XVIIe siècles, qui forme une masse plus grandiose qu'élégante avec son grand corps de logis aux innombrables fenêtres à croisillons, ses tours et ses toits hauts portés par de colossales charpentes, tout à fait le château que Gérard de Nerval, dans ses *Odelettes*, imagine sur un air Louis XIII :

Il est un air pour qui je donnerais
Tout Rossini, tout Mozart et tout Webre,
Un air très vieux, la guissant et funèbre,
Qui pour moi seul a des charmes secrets.

Or, chaque fois que je viens à l'entendre,
De deux cents ans mon âme rajeunit :
C'est sous Louis XIII... et je crois voir s'étendre
Un coteau vert que le couchant jaunit,

Puis un château de brique à coins de pierre,
Aux vitraux teints de rougeâtres couleurs,
Ceint de grands parcs avec une rivière
Baignant ses pieds qui coule entre des fleurs,

Puis une dame à sa haute fenêtre,
Blonde aux yeux noirs en ses habits anciens,
Que dans une autre existence peut-être
J'ai déjà vue, — et dont je me souviens.

Rien ne manque à l'évocation, ni la couleur rougeâtre des pierres, ni le parc, ni l'eau courante, ni le coteau, et pas même la dame blonde... Rien ne manquait plutôt avant septembre 1914. Mais la guerre a passé par là. Cependant l'origine du Plessis-de-Roye remonte bien au delà du XVIe siècle. Les seigneurs de Roye en avaient jeté les fondations dès le XIIe, et l'on pouvait voir encore, dans sa chapelle, un vitrail aux nuances éteintes donné par l'un d'eux au retour d'une croisade. Ce premier château fort fut détruit au temps de la Jacquerie. Le château Renaissance lui succéda : une aile plus sévère, mais d'une grande pureté d'architecture, lui fut ajoutée sous Louis XIII. Éléonore de Roye ayant épousé l'aïeul du grand Condé, les Condé adoptèrent le Plessis dont l'écusson de France orna les murs. Est-ce cette destinée quasi royale qui le fit choisir par Victor Hugo pour le décor de son drame *les Jumeaux?* Ce drame romantique, laissé inachevé, écrit vers 1830, après le succès d'*Hernani* et de *Ruy Blas* et avant la chute des *Burgraves*, met en scène le cardinal Mazarin, la reine Anne d'Autriche, Louis XIV adolescent et le Masque de fer, qui serait le frère du jeune roi. Par surcroît, on y voit passer des saltimbanques et des dames voilées, des justiciers et des lieutenants de police, dans cette confusion de bric-à-brac qui tenait alors lieu d'histoire; mais l'*Homme rouge* n'y

est point maltraité comme le fut son prédécesseur Richelieu dans *Marion Delorme*, et même il y prononce un interminable monologue, calqué sur celui de Charles-Quint dans *Hernani*, où Paris, dans les plans de Mazarin, est très intelligemment reculé des frontières :

La France doit aller du Rhin aux Pyrénées.
Paris, qu'on peut atteindre en deux ou trois journées,
Est presque à la frontière. Il doit être au milieu.
J'y parviendrai sans bruit, sans guerre.
(Il lève la tête vers le portrait du cardinal de Richelieu.)
O Richelieu!
Nous aurons accompli chacun une œuvre immense :
Il a construit le Roi, moi je bâtis la France...

Après quoi, il se promet de décréter la paix universelle.

Or, ces mémorables paroles se prononcent dans un salon « magnifique et délabré » du château du Plessis que Victor Hugo appelle le Plessis-les-Rois et dont le nom, souvent tronqué, a été transformé en celui de Plessier sur les cartes d'état-major et dans les communiqués. Le poète, qui en prend à son aise avec la géographie, le situe à une lieue au Nord de Pierrefonds dont il est en réalité distant de 25 ou 30 kilomètres, et le relie au château de Compiègne par un souterrain. Un colonel, qui avait lu *les Jumeaux* et qui eut longtemps son poste de commandement au Plessis, fit vainement rechercher ce souterrain fameux par lequel, dans le drame, la Reine mère, le cardinal et le Roi lui-même s'en viennent de la résidence royale, et cette crédulité qui se traduisit en fouilles n'est pas un des moindres témoignages d'admiration dont se puisse glorifier la mémoire de Victor Hugo. Voici comment est décrit le Plessis par le comte de Bussy :

... Il est, près de Compiègne,
Un vieux château bâti pour tromper quelque duègne
Ou quelque affreux jaloux au profit d'un amant,
Tant le bon architecte y mit artistement,
Pour faire circuler les intrigues secrètes,
De corridors cachés et de portes secrètes!

Et le duc de Chaulnes de compléter le tableau :

Mon cher, je le connais! C'est le Plessis-les-Rois.
Un manoir ruiné, fort caché dans les bois,

Qui, dit-on, communique au château de Compiègne
Par un long souterrain creusé sous l'autre règne,
Puis comblé, puis refait enfin par Mazarin.
La Reine et lui, seuls, ont les clés du souterrain...
C'est là que se fit, grâce aux dispenses de Rome,
Le mariage obscur qui la lie à cet homme...

Le souterrain aurait eu près de vingt kilomètres de longueur. Le Plessis-de-Roye aurait donc abrité les amours de la Reine et du cardinal. C'est là que les conspirateurs, après avoir délivré le Masque de fer enfermé à Pierrefonds, conduisent le mystérieux adolescent; car ce vieux château est *plein de repaires profonds :*

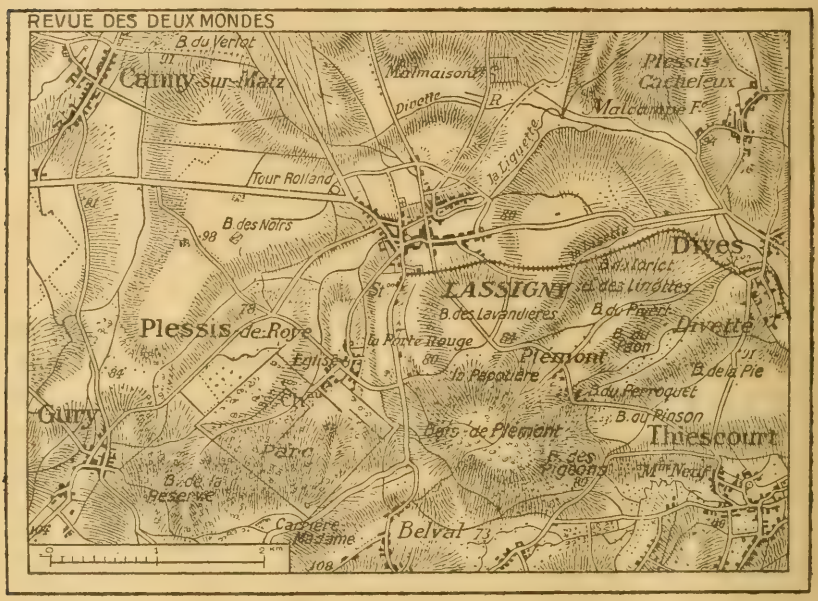
... Maison construite loin des villes,
Faite pour se cacher dans les guerres civiles...

au Sud du chemin de Montdidier à Roye.

Tout n'est point faux dans la description de Victor Hugo, et pas même le souterrain, lequel, selon la tradition, existait parfaitement, non pour déboucher à Compiègne, mais, plus modestement, pour relier le château à la tour Roland, qui se dresse au Nord-Ouest de Lassigny. Trop bien comblé, il fut impossible d'en découvrir l'entrée; sans quoi, au cours de la guerre, nos troupes auraient peut-être pu surprendre l'ennemi dans cette tour Roland. Ce qui a pu faire croire au poète-historien que le château du Plessis-de-Roye était un *manoir ruiné* sous Mazarin, c'est que le Roi le fit saisir et vendre au temps de la Fronde, pour punir le prince de Condé de son insurrection. Un marchand de biens l'acheta, mais pour le revendre aussitôt aux Héricourt, vieille famille de Picardie. Le domaine changeait de maître, sans rien perdre de sa splendeur. C'était une demeure somptueuse, entourée de douves que traversaient des ponts, avec une poterne d'entrée et un pavillon des gardes; elle couvrait un vaste espace de son corps de logis flanqué de tours et tourelles aux toits en pente, aux flèches aiguës, et d'une aile au fronton arrondi. Dans le parc entièrement clos de murs et qui monte, par une inclinaison d'abord lente, puis assez forte, au Sud-Ouest, dans la direction du bois de la Réserve, étaient aménagés des pelouses, des bois, des allées. C'était cela, hier encore, avant la guerre.

Car les siècles n'y avaient point touché, sauf pour consolider

les murs, étayer et rejointoyer les toits, et perfectionner les cultures. Tout un village, peu à peu, s'était construit dans le voisinage : fermiers, tenanciers, ouvriers agricoles et petits propriétaires voisins vivant à l'ombre de la seigneurie transformée dont le maître n'était plus que le maire bienfaisant et choisi d'un commun accord. Tel était ce domaine situé à l'ex-



LE PLESSIS-DE-ROYE.

trémité de l'Ile-de-France, aux confins de la province picarde, entre Clermont à l'Ouest et Noyon à l'Est, face à Lassigny qu'une bonne route relie à Compiègne en arrière. A sa gauche se dressent, de chaque côté de la petite vallée du Matz, les bois et les hauteurs de Ricquebourg et d'Orvillers-Sorel ; à sa droite, il s'appuie au massif charmant, enchevêtrement de collines, de vallons et de bois, qu'on appelle la Petite Suisse et qui s'étend jusqu'à l'Oise dont le cours, après Noyon, pique droit au Sud sur Ribécourt et Compiègne. Ce massif est un rempart naturel dressé sur la route de Compiègne et de Paris. De là son importance stratégique. Le bois de Thiescourt est son cœur. Quelques hauteurs lui servent de bastions : l'Écouvillon en arrière, le Plémont à l'Ouest qui borde précisément le parc du Plessis.

Enfin, un petit affluent de l'Oise, la Divette, où viennent se jeter un à un tous les ruisseaux qui descendent de ces Alpes lilliputiennes, la Dive, la Perche, la Lisette, achève de le fortifier au Nord jusqu'à Lassigny, et le sépare de ces hauteurs de Porquericourt qui défendent Noyon à l'Ouest et qui, « terminant sur la rive droite de l'Oise les plateaux tertiaires de l'Ile-de-France (1), » sont appelés par les paysans de Santerre-en-Picardie « les montagnes. »

L'ancienne résidence des Condé, entre la Petite Suisse et les vallons du Matz, se cache donc parmi les mille accidents d'un terrain extraordinairement varié et pittoresque à qui la fertilité du sol et la grâce des eaux et des arbres n'ont pas permis la sauvagerie. Elle se cache en vérité, car elle est bâtie dans un fond, non sur la hauteur que recherchaient volontiers les constructeurs de châteaux. Son parc même se redresse au Sud, tant la plaine est réduite dans ce paysage. Elle se prête merveilleusement à la chasse et à la guerre. Certes non, tout n'est point faux dans la description de Victor Hugo, et voilà bien *la maison construite loin des villes, faite pour se cacher dans les guerres civiles*, faite aussi pour se défendre et pour servir de poste de commandement dans la grande guerre. On chercherait presque une chartreuse sur son emplacement, tant la solitude y semble profonde et attrayante. Et l'on devait être un peu surpris d'y découvrir ce trop bel édifice que les architectes de la Renaissance et du temps de Louis XIII avaient travaillé comme une pièce d'orfèvrerie.

L'intérieur n'était point composé de ces *salons délabrés* où se réunissent, pour tenir des propos historiques, la Reine, le cardinal et le Roi débutant de Victor Hugo. Les corridors n'y sont point cachés, ni les portes secrètes. Un escalier monumental remplit l'une des tours. Rose de Héricourt, devenue marquise de Grollier, s'était plu à orner le château de tapisseries, de tableaux, de tentures, de meubles à faire envie à un musée. La bibliothèque reçut une part des livres collectionnés par le fameux bibliophile Jean Grollier (dont le cercle Grollier, à New-York, a rassemblé depuis lors la plupart des ouvrages). Une autre marquise de Grollier, née Choiseul, s'y fit peindre par Hubert Robert. Mme Élisabeth y séjourna peu avant la Révo-

(1) Jean Brunhes.

lution et y laissa comme souvenir des barbes de dentelles. Un autre Grollier, collectionneur, y réunit d'admirables porcelaines qu'il légua à la manufacture de Sèvres.

En juillet 1914, le château, son parc et ses terres avec son faire-valoir, réservé à l'élevage des chevaux de Corlay et des vaches bleues de Belgique, appartient au vicomte et à la vicomtesse du Pontavice, née Grollier. Les toits viennent d'être réparés. Les moissons mûrissent et n'ont jamais été plus belles. Les cultivateurs du village les considèrent avec fierté. La prospérité habite avec eux leurs gentilles maisons riantes. Et les pelouses sont toutes bourdonnantes de jeux d'enfants.

II. — LE CHATEAU-FRONTIÈRE

Le 1er août 1914, au Plessis comme dans toute la France agricole où la préoccupation des moissons prime tous les événements politiques, le tocsin sonna le dur réveil de tous les rêves de paix. Et, comme dans toute la France, ce fut l'acceptation immédiate, non pas joyeuse certes, mais sérieuse et mâle, résignée et profonde. Notre pays, qui n'avait pas voulu la guerre, entra dans la guerre avec un calme qui aurait laissé prévoir à tout autre qu'à un ennemi atteint d'aberration morale son endurance et son esprit de sacrifice. Presque tous les hommes du Plessis, château et village, partirent, leur maire en tête, ancien officier qui était encore capitaine au 45e régiment d'infanterie territoriale à Mézières. Ce qui restait, quelques vieux, des enfants, les femmes, dont Mme du Pontavice qui semblait avoir hérité la charge communale de son mari, se précipita dans les champs pour achever de les dévêtir.

Le travail pressait : on n'entendait aucune rumeur, seulement le crissement des faux contre les tiges des épis et le heurt monotone de la pierre contre le fer de l'outil qu'affûte avec patience le moissonneur. Les premiers jours, la prise de Mulhouse avait été saluée comme un prélude de victoire. Puis, on ne savait plus rien. Des Anglais passèrent, qui descendaient vers l'Oise. Leur direction parut singulière, mais les officiers parlaient de « concentration stratégique. » Ils buvaient si joyeusement le cidre ou le champagne qu'on leur offrait ! certainement non, de si gais compagnons ne battaient pas en retraite. Aussi, le 24 août, l'arrivée des Allemands, — une patrouille

d'abord, puis une compagnie, — fut-elle une incroyable surprise. « C'est encore des Anglais, » assura le premier qui les vit. Il fallut déchanter : quand le château fut vidé de son champagne, et de son cidre le village, la colonne se remit en marche « nach Paris. » Elle n'avait pas eu le temps de détruire. Mais elle laissait au cœur de ces braves gens une horreur sans nom. Ils n'étaient pas préparés à comprendre. Ils ignoraient Charleroi et l'invasion par le Nord.

La Marne les remit d'aplomb. Ils comprirent mieux quand ils aperçurent les cavaliers du général de Lastours qui remontaient vers Noyon. Les Allemands avaient dû se replier plus à l'Est, car on n'en avait point revu au Plessis. Où donc avaient-ils passé ? Hélas! ils n'étaient pas loin. On les revit à Noyon et, le 16 septembre, on les signalait à Lassigny. Qu'allait devenir le Plessis-de-Roye ? Aucun obus n'y était encore tombé, mais, si les Allemands étaient à Lassigny, n'y viendraient-ils pas mettre un poste avancé ? Qui tiendrait le Plémont et la Petite Suisse ? Resterait-on au cœur de la bataille ? Le 17, un régiment français, le 105e, s'égailla subitement dans le parc, occupa le château et le village. Le 18, il attaqua Lassigny. Pendant deux ans et demi, jusqu'en mars 1917, le Plessis fut la barrière dressée devant l'envahisseur, la ligne passant à la lisière Nord du village, à la Porte Rouge sur la route de Compiègne, et s'incurvant pour contourner le Plémont tombé aux mains de l'ennemi. Car la position fut tenue et gardée, malgré qu'elle fût dominée et écrasée par les vues et les feux du Plémont. Le château de plaisance s'était mué en château fort : les habits de gala avaient été échangés contre une armure de sentinelle.

Après la Marne avait commencé ce grand mouvement d'enveloppement par l'aile qui devait se poursuivre jusqu'à Nieuport et qu'on a appelé *la Course à la mer*. La 2e armée (Castelnau), appelée de Lorraine, avait débarqué en hâte dans la région de Compiègne et de Clermont pour marcher immédiatement sur Lassigny, et remonter vers Roye et Chaulnes, donnant à sa droite la main à l'armée Maunoury (VIe) qui atteignait l'Oise et se heurtait aux falaises de l'Aisne. De sévères combats se livrent devant et dans Lassigny, les 21 et 22 septembre. Le 22, Lassigny et ses hauteurs au Nord sont enlevés après une lutte opiniâtre, au cours de laquelle l'ennemi déploie une grande partie des unités appartenant à

son 9e corps de réserve. Mais Lassigny ne peut être gardé les jours suivants. Nous restons aux abords, devant le village du Plessis-de-Roye. La bataille s'étend au Nord, dans la direction de Roye, puis de Péronne, de Bapaume et d'Arras. On se bat furieusement devant Arras, et les deux armées qui veulent se dépasser remontent sur la Lys, sur l'Yser, dans les Flandres. La mer est atteinte, et la ligne se stabilisera en novembre, après le formidable choc des Flandres, de la mer à la frontière suisse. Il ne restera plus aux deux armées qu'à se heurter front contre front.

C'est la 4e brigade marocaine (7e tirailleurs et 1er régiment colonial) qui était rentrée dans Lassigny et qui, insuffisamment appuyée, ou faute de forces plus nécessaires ailleurs, avait dû abandonner sa conquête. Qu'étaient devenus les habitants du Plessis? Leurs maisons étaient incendiées, leurs récoltes dispersées, leur belle église s'effritait, et le château encaissait presque chaque jour sa ration de projectiles. Quelques-uns entassèrent des hardes et des provisions sur des charrettes ou des chariots, et, de nuit, s'en allèrent à l'aventure, le plus près possible afin d'être à portée du retour. Ressons-sur-Matz, Marquéglise, Élincourt-Sainte-Marguerite en abritèrent. Mais la plupart voulurent demeurer sur place; le vieux Louis Lefèvre, en sa qualité d'ancien maire, donnait l'exemple, avec Hénot, plus âgé que lui, et Alépée, le secrétaire de mairie. On s'était réfugié dans les caves où l'on avait transporté meubles et matelas. Le Français tient à la dernière pierre de sa maison comme à la dernière pièce de son vêtement : il ne peut se résigner à lui dire adieu et il déploie autant d'astuce et de courage pour rester chez lui, qu'une troupe en armes pour défendre une citadelle.

Cependant la situation devenait intolérable : un second triage se fit, mais cette fois peu à peu, un jour l'un, un jour l'autre, cette femme-ci à cause de ses vieux, celle-là pour ses enfants. Le 15 novembre (1914), il y avait encore un petit noyau d'habitants. Quand le colonel du 101e régiment d'infanterie donna l'ordre d'évacuation, Hénot, Lefèvre et Alépée se firent tirer l'oreille. Tout ce monde se réfugia dans les villages voisins, et travailla pour autrui tout en guettant ses terres. Seule, Mme du Pontavice, en raison des qualités de son mari, officier et maire, obtenait un précaire droit de

résidence, révocable au gré des commandants d'armes. Le 101e était un régiment parisien, plein de gaîté, fort industrieux, qui ne fit que passer pour laisser la place, pendant cinq mois, à cette même brigade marocaine déjà venue au mois de septembre. Incorporée dans le 13e corps (général Alby), elle avait comme brigadier le colonel Savy. A tour de rôle, les deux régiments (7e tirailleurs et 1er colonial) occupaient le château. Mme du Pontavice, accueillie ou recueillie chez elle, faisait presque partie de l'état-major. Cependant il fallait sauver le mobilier, ou du moins ses pièces essentielles, celles qui offraient un réel intérêt historique ou méritaient une place au Louvre. Le 53e régiment d'artillerie faisait partie de la division, et l'on sait que MM. les artilleurs, amateurs de confortable, ont équipages et voitures et ne regardent pas aux bagages. Le 70e régiment d'infanterie territoriale creusait les tranchées dans le voisinage : il y a toujours des ouvriers d'art et des déménageurs parmi les territoriaux. Et voilà tous nos corps de métier en mouvement : les coloniaux sur les échelles, les territoriaux à l'emballage, les canonniers à la mise en route. Tapisseries de Beauvais, toiles d'Hubert Robert, panneaux d'Aubusson, commodes de Jacob, bibliothèques Louis XIII, chaises à porteurs du temps du grand Roi, sont pieusement portés par ces rudes mains accoutumées à de moins délicates besognes. On décloue, on décadre, on recouvre, on serre, on emballe, et dans les allées défoncées du parc, la nuit, tandis que les obus éclatent à l'entour, s'enfonçant ici dans la vase des douves et là écornant un pan de mur, les trains d'artillerie s'ébranlent. Cortège étrange, fantastique, incroyable, oscillant au gré des cahots, se cognant aux arbres, évitant les mares et les trous, cherchant l'issue propice dont l'obscurité ne permet pas de retrouver l'emplacement soigneusement repéré de jour. Mme du Pontavice, en chapeau mou et robe courte, comme une guerrière de la Fronde, dirige l'opération.

— Par ici, mes amis, encore un petit effort.

Et tous ces gars, pour ces choses d'autrefois qu'ils transportent et dont ils devinent confusément la beauté survivante, ont des attentions de religieuses maniant des reliques. Une fois sur la route, fouette cocher! Le mobilier est sauf, ou à peu près, car les gaillards qui sont de l'autre côté des lignes envoient des marmites à de fâcheuses distances. Au petit jour, on

débarque à Compiègne et l'on dépose le précieux fardeau chez le baron de Barante, petit fils de l'historien, à la Tilloye. Ainsi les trésors du Plessis ont-ils échappé à la destruction.

Le principal est donc sauvé. Ce qui reste reçoit un autre usage. Dame! nos deux régiments redoutent l'ennui plus que la mort. Sur un plancher qui s'effondre, un marsouin, qui, dans le civil, est pianiste à l'Olympia, s'aventure avec trois camarades qu'il a convertis à son art, et les voilà tirant, poussant, portant un Pleyel grand format, indispensable à la vie des camps. Un tirailleur rassemble des jouets d'enfants, tire le cordon d'un polichinelle, éclate de rire et montre des dents qui éclairent sa face noire. Les caves ont livré des cachettes ignorées de la propriétaire elle-même, qui distribue la découverte à ses inventeurs. Mais voici des raquettes et des balles de tennis. On installe le jeu dans la cour d'honneur, on envoie des invitations aux camarades. Les violons ne manquent pas à la fête : le sourd orchestre boche donne ses concerts quotidiens. Et quant à la galerie, pour juger des coups, n'y a-t-il pas les observatoires du Plémont? Les Allemands ont des vues : qu'ils s'en servent! Qu'ont-ils dû croire, de leur montagne, en apercevant ce va-et-vient, ces figures de quadrille, ces inconcevables ébats d'une jeunesse narguant le danger?

Par miracle, il n'y eut pas d'accident. Toutes ces folies sont notées dans une revue qui fut jouée le soir de Noël (1914) par le 2e groupe du 53e d'artillerie. Le pianiste de l'Olympia servit d'accompagnateur. Les scènes de déménagement furent enlevées avec brio. Tant que le plus grand amateur de spectacles que notre temps ait connu, M. Auguste Rondel, académicien de Marseille, n'aura pas casé le manuscrit de cette revue du Plessis dans sa fameuse bibliothèque dramatique léguée d'avance à la Comédie-Française, les revenants de la guerre au courant du théâtre contemporain médiront de sa collection.

Toutes les relèves aux tranchées se faisaient de nuit avant qu'un savant système de boyaux fût aménagé dans le parc. Mais à creuser les boyaux, tirailleurs et marsouins renâclaient fort. Ils préféraient narguer la mitraille. Si l'on jouait en plein jour au tennis, en plein jour aussi l'on s'en allait fleurir les tombes au cimetière militaire installé sous les arbres par les soins du docteur Ferrand et du docteur du Verdier. Un poste de secours avait été organisé dans les douves, presque sur le front, ou

plutôt sous le front : les blessés, immédiatement soignés et même opérés, évitaient la gangrène gazeuse dont les ravages étaient alors cruels. L'aumônier divisionnaire, l'abbé Léonard, sanctifiait successivement tous les coins habitables par le moyen de son autel portatif : il disait la messe dans les fossés, il la disait dans les caves, il la disait dans la cour, il la disait sur l'escalier. Un matin, le marsouin qui la servait ayant été distrait par la chute un peu trop proche d'un obus, s'entendit rappeler à l'ordre d'une façon toute militaire. La chronique rapporte que l'officiant se permit un juron, mais peut-être a-t-elle confondu avec un *vobiscum* accentué. Les Pâques de 1915 remplirent l'escalier monumental, tandis que tonnaient les orgues des canons lourds.

Cependant la 2e armée est retirée du front, mise en réserve. Le général de Castelnau est appelé au commandement d'un groupe d'armées : le général Pétain l'a remplacé. La IIe armée sera l'armée de Verdun. Le général Dubois, qui commande la 6e, occupe le secteur devant Lassigny et Noyon. Il supprime le précaire permis de séjour. Mme du Pontavice quitte ses pierres en pleurant, et, comme les paysans de son village, elle fait halte aux plus proches maisons habitables. Elle y retrouve Hénot, et Louis Lepère qui groupe ses anciens administrés, et Alépée, le secrétaire de mairie. De temps à autre, en contrebande ou dûment autorisée, elle retournera humer l'air du Plessis et compter sur les murailles les nouvelles blessures. Mais depuis son départ les registres sont mal tenus. On ne sait plus ni qui vient, ni qui s'en va. Les régiments se succèdent sans s'inscrire, et le Pleyel grand format, retour des tranchées, endolori et fêlé, semble un vieux clavecin qui soupire les airs d'autrefois, l'air Louis XIII, et ne les peut achever. D'illustres présences sont signalées. Le général Fayolle, — qui commandera l'armée de la Somme, — est venu, et le général Micheler, et le général Buat, et d'autres encore. Il n'y a pas d'album pour recueillir les signatures.

Les mois, les années passent. Les habitants du Plessis-de-Roye, château et village, n'ont pas consenti à s'en aller tout à fait. Ils sont toujours là, dans le voisinage, attendant. Parfois il leur faut changer de local, pour excès de bombardement, camper plus en arrière. Faut-il qu'ils aient l'espérance chevillée au cœur pour accepter cette attente prolongée et

inconfortable! Voici que 1916 s'achève : année douloureuse, année sanglante, mais année déjà glorieuse, l'an de Verdun et de la Somme. Lors de la canonnade de la Somme, nos gens de l'Oise avaient espéré que la bataille s'étendrait jusqu'à Lassigny et Ribécourt. Mais l'orage passait plus au Nord : ils se résignèrent à la patience. Ce serait pour l'année suivante.

III. — EN TERRITOIRE LIBÉRÉ

Comme ces fruits que l'on cueille, verts encore, en automne et qui mûrissent pendant l'hiver, la bataille de la Somme acheva de donner ses résultats au mois de mars 1917.

Mars 1917 : mois des grandes espérances printanières. Sur les vastes chantiers construits à l'arrière du front de bataille, la future offensive s'élaborait. — Ce sera devant nous, songeaient les habitants de l'Oise. Et mystérieusement, sans qu'on sût par quel pressentiment averti, Estrées-Saint-Denis ou même Ressons, ou Marquéglise, voyait revenir, se glissant, se faufilant, s'insinuant, l'un ou l'autre réfugié de Lassigny, de Noyon, de Babeuf qui déjà convoitait de regagner ses terres et sa maison, là-bas, en face, de l'autre côté des lignes, sitôt qu'on y pourrait parvenir, derrière nos soldats. Puis, un beau jour, le 18 mars, le pays, allégé, apprenait que l'ennemi se retirait du saillant de Noyon, que Noyon était libéré, et Lassigny à l'Ouest, et Babeuf et Chauny à l'Est, et Guiscard et Ham plus au Nord. Les Allemands se repliaient sur leur fameuse barrière Siegfried, au Sud de Saint-Quentin et devant la Fère. Ils avaient bien essayé de garder Tergnier et Coucy, mais nos soldats, les talonnant, les avaient bousculés. Ces bonnes nouvelles avaient rempli de joie la France. Elles n'avaient pas surpris les paysans de la région qui, patients, guettaient le moment de rentrer chez eux. Mais dans quel état retrouveraient-ils leurs champs et leur demeure?

J'appartenais alors à la 1re armée et j'eus la bonne fortune de parcourir, les 19, 20 et 21 mars (1917), peu de temps après le départ des arrière-gardes allemandes, ces régions qui venaient de nous être rendues et qui portaient encore les stigmates de l'occupation. Elles étaient toutes haletantes du poids qu'elles avaient si longtemps porté, et n'osaient respirer encore, comme si elles continuaient de se sentir oppressées. Sur mon

carnet je copie ces notes où se mêlent la joie de retrouver un morceau du sol français et des compatriotes délivrés, et l'horreur devant les dévastations et les destructions systématiques d'un ennemi acharné jusqu'à scier les arbres :

19-20-21 mars 1917.

Le 17 mars, à dix heures du soir, les Allemands abandonnaient Noyon; le 18 mars, dans la matinée, nos premiers cavaliers, — du 7e régiment de spahis, — faisaient leur entrée dans la cité reconquise, ayant franchi les routes coupées, les inondations tendues, et capturé les derniers traînards de l'arrière-garde. Noyon est une vieille ville de chez nous. Sur la place principale qu'orne un bel hôtel de ville Renaissance, une fontaine rappelle son passé : là Chilpéric fut inhumé, Charlemagne sacré, Hugues Capet élevé au pouvoir royal. Quand les gamins signalèrent les cavaliers, — dont les uniformes khaki firent un instant hésiter sur la nationalité des conquérants, — Noyon, sortant de leurs cachettes les drapeaux tricolores, pavoisa.

— Nous vous attendions, me dit ce matin (19) une vieille femme, comme j'arrive de Lassigny détruit. C'est le 30 août 1914 que le dernier soldat français nous quitta. Depuis ce jour-là nous vous attendions. Cela fait deux ans et demi. C'est long. Bien des fois il nous semblait que le canon se rapprochait, et nous pensions, — car il ne fallait rien dire : « Ce sera pour bientôt. Les nôtres sont là, pas bien loin. Pourquoi ne tirent-ils pas sur Noyon? Qu'ils tirent donc sur nous, — nous descendrons dans les caves, — mais qu'ils viennent! » Deux ans et demi, c'est long, quand il faut surveiller toutes ses paroles et tous ses gestes...

Noyon, cependant, a été relativement épargnée, sauf le quartier de la gare et les casernes de cavalerie qui ont été brûlés, et les maisons en bordure de la Verse qu'*ils* ont fait exploser. Noyon a l'apparence d'une ville vivante. Si l'on y regarde de plus près, on découvre mieux les ruines : intérieurs pillés, boiseries brisées, portes enfoncées, meubles estropiés. Du moins la cathédrale et l'hôtel de ville, intacts, rappellent la vie d'autrefois.

Chauny a été plus maltraitée. De Noyon à Chauny, il y a 16 kilomètres. La route suit, sans le border, le cours de l'Oise.

Au sortir de Noyon, les terres sont ensemencées : voici le vert tendre du blé qui lève, et voici des arbres indemnes qui bientôt fleuriront. Déjà l'on est tenté de se réjouir : à partir de Babeuf, déjà endommagé, l'impression change. Toutes les maisons restées sont détruites, et bientôt des villages entiers gisent à terre éventrés. Tous les arbres fruitiers dans les vergers, tous ceux qui sont en bordure de la route, sont entaillés aux trois quarts. On n'a pas eu le temps de les abattre, mais leur sève est tarie et ils sont comme des morts debout. Les champs sont maintenant incultes. Le désert commence.

Chauny était une ville bien plus importante que Noyon : dix mille habitants au lieu de six mille, et de vastes ateliers occupant un peuple d'ouvriers. C'était la ville neuve dans le voisinage de la vieille cité, la ville industrielle enrichie par les manufactures, spécialement par la succursale des glaces de Saint-Gobain, à côté de l'ancienne ville bourgeoise et pittoresque. Chauny n'avait pas de beaux monuments à montrer aux visiteurs, comme la fameuse fontaine, l'hôtel de ville et la cathédrale de Noyon, mais elle était fière de ses deux églises, de sa mairie, de son théâtre, de ses banques, de ses rues bien construites, de ses maisons visant à l'élégance. Chauny *était*, car Chauny n'est plus.

Seul, le faubourg de Noyon a été respecté. Là les Allemands avaient rassemblé, entassé les habitants pendant les quinze ou vingt jours qu'ils employèrent à la destruction de tout le reste de la ville. Voici les dernières maisons vivantes : le reste n'est plus que ruines. La grande rue qui est la route de la Fère est bordée de murs écroulés. Les rues latérales sont comme des allées de cimetière. Çà et là une enseigne est restée : souvent, c'est une enseigne allemande désignant un restaurant pour les officiers, un établissement de change. Les Allemands s'étaient installés là à demeure : ils ont laissé des traces de cette installation qui se croyait définitive. Mais ce qui frappe dans cette visite, c'est une sorte d'ordonnance dans la destruction, une discipline dans la dévastation. Chauny n'est pas la ville bombardée comme Verdun ou Reims, la ville où l'on s'est battu comme Dixmude, Ypres ou Arras, Chauny est la ville assassinée.

Le meurtre méthodique a duré près de trois semaines. Les bourreaux avaient donc parqué les habitants dans le quartier

Ouest, avec interdiction de sortir. Ils en avaient diminué le nombre par des razzias à la façon des peuplades barbares, emmenant en captivité les hommes valides et les jeunes femmes, séparant la fille de la mère, le mari de la femme et des enfants. Ils vidèrent alors tous les autres quartiers condamnés du mobilier qu'ils empilèrent sur des fourragères. Ayant ainsi volé tout ce qui pouvait leur servir, ils commencèrent leur entreprise de mort. Les habitants épargnés, à peine nourris, ont vécu, avant l'arrivée des troupes françaises, dans une épouvante sans nom. Chaque nuit ils entendaient les détonations qui faisaient exploser leurs maisons, ils voyaient les flammes jaillir. Qu'allaient-ils devenir eux-mêmes? Ils avaient froid, bientôt ils auraient faim. Un tel régime a laissé des traces sur les figures : de là cet air de terreur qu'on voit, en arrivant, aux habitants de Chauny.

C'est le dimanche soir (18 mars), nous disent les habitants, que les Allemands abandonnèrent Chauny pillée et incendiée. Quelques heures plus tard, les premiers cavaliers français apparaissaient.

De Chauny je remonte dans la direction de Saint-Quentin. Le spectacle de cette continuité de dévastation finit par porter l'horreur et la haine au paroxysme. Aucune maison n'a été épargnée, et les attentats contre les arbres se multiplient. Ici était une grande usine : avec ses turbines écrasées, son armature de fers tordus, on dirait un vaisseau naufragé, ou quelque gigantesque zeppelin effondré, cinq ou six fois plus grand que celui qui fut abattu à Compiègne. Là, s'épanouissaient de vastes bâtiments de ferme; il n'en reste que les murs déchiquetés; les toits ont coulé sur le sol qu'ils arrosent de leurs tuiles. Et voici, sur d'immenses espaces, tous les arbres sciés à un mètre du sol et tombés en ligne sur leurs souches, comme des sections frappées en ordre par les mitrailleuses.

Des vers de notre Ronsard chantent dans la mémoire :

> Écoute, bûcheron, arreste un peu le bras :
> Ce ne sont pas des bois que tu jettes à bas;
> Ne vois-tu pas le sang, lequel dégoutte à force,
> Des nymphes qui vivaient dessous la dure escorce?

Et d'autres vers encore d'un poète plus récent et plus modeste, mais, comme Ronsard, fils de forestiers, André

Theuriet, élevé dans les bois de l'Argonne, qui doit à ses origines et à ses impressions d'enfance d'avoir, lui aussi, dignement célébré les arbres :

> Au plus profond des bois la Patrie a son cœur;
> Un peuple sans forêts est un peuple qui meurt.

Mais voici que, sur ce champ de bataille des arbres égorgés, s'élève une petite butte, non loin d'un hameau, nommé Fallouël, dont les maisons gisent pareillement à terre. Sur cette butte qui fut boisée, un pavillon a été construit avec les baliveaux environnants. Maintenant, cette maison forestière s'aperçoit de très loin. Elle domine la plaine saccagée. Il n'y a plus qu'elle dans tout le paysage de mort. Une rampe d'accès en branches entrelacées y conduit. Une galerie en fait le tour, et ses entrelacs dessinent un nom : *Prinz Eitel.*

Là, le prince Eitel-Friedrich, fils de l'Empereur, commandant la IIe division de la garde, venait oublier son commandement et rêver. C'était la rustique maison de repos de ce jeune Siegfried. Au fronton, au-dessus de la porte, on peut lire cette inscription : *Hubertus-Haus,* que couronne une lyre à sept cordes portant entre ses deux branches deux glaives entrecroisés. L'unique pièce est tendue de toile bleue bordée de filets d'or. La vue des quatre fenêtres était reposante : des bois jadis verdissants, de douces plaines coupées de canaux et de rivières, des villages paisibles, et, d'un côté, au bout de l'horizon, Saint-Quentin et la masse de sa cathédrale; de l'autre, la Fère à peine visible au-dessus des bois de Frières. La vue, aujourd'hui, ce sont des forêts en larmes, des villages détruits, la Fère inondée, et la cathédrale de Saint-Quentin menacée de mort.

Derrière la maison, des bancs et des tables, un fauteuil sculpté, sans doute réservé au prince, devant une énorme souche qui devait servir de table. De quelles agapes, de quelles beuveries, de quelles saoûleries ces lieux furent-ils témoins?

Sur la blessure de l'un des arbres gisant, on peut lire cette inscription : *Du sollst die Bäume verderben* (tu dois détruire les arbres). Ce peuple des forêts germaines, qui affecte dans sa poésie et sa musique de diviniser la nature, a voulu nous frapper dans l'avenir de notre sol : *Un peuple sans forêts est un peuple qui meurt.* Au-dessus de nos bois dévastés, il a laissé en s'en allant cette insultante *folie* du prinz Eitel, édifiée avec nos arbres...

IV. — LES NOUVELLES SEMAILLES

Dans les grands événements, l'histoire privée et l'histoire nationale se confondent : l'une est la réduction de l'autre. Sur un coin de sol, dans une famille, la guerre se reflète comme dans une glace : le cadre est étroit, mais elle y tient toute. Le lecteur se doute bien que Mme du Pontavice, dès la grande nouvelle répandue de la retraite allemande, a fait le siège de l'administration militaire pour rentrer au Plessis-de-Roye, entraînant avec elle Hénot rajeuni, et Louis Lefèvre plus gaillard encore, et Alépée, le secrétaire de mairie, et, peu à peu, la petite population qui se pourrait loger dans les démolitions et les décombres. Tout ce monde a voulu revoir le village, et les terres, et l'église, et le château qui appartient à leurs yeux et à leurs habitudes autant qu'au maître du logis. Il y eut quasi-uniformité dans la tristesse de ce pèlerinage : pour chacun le désastre était pareil. Tous étaient soutenus par la pensée que du moins l'ennemi n'avait pas franchi leur seuil. Le château Renaissance perdait sa beauté ancienne par mille dévastations, extérieures ou intérieures, comme un corps perd son sang par mille blessures. Des maisons du village les unes étaient réduites aux quatre murs, les autres n'étaient plus qu'un amas de débris. Des tranchées traversaient ces restes, des boyaux coupaient le malheureux parc changé en marécage. La première impression était désespérante, pareille à une visite au cimetière où l'on va pleurer un parent qu'on n'a point revu. Mais n'ayant distingué tout d'abord que les ruines, les *revenants*, après quelques instants douloureux, ne virent plus que le parti à en tirer. Les pierres et la terre restaient : on referait des habitations et des champs. Et comme il n'y avait pas de temps à perdre, incontinent on se mit à la besogne.

Mme du Pontavice fut la première à rebâtir : un baraquement sur la terrasse, en face de la demeure béante des Condé, un nid sur l'arbre foudroyé. Elle donna aussi l'exemple du travail agricole. Ce morceau de terre française, après avoir servi de barrière à la France, servirait encore à la nourrir. Comment se procurerait-on la main-d'œuvre et les bêtes de trait? Une division, au repos à Riquebourg, les fournit. Les hommes y trouvèrent leur compte, et les chevaux leur entretien. La direc-

tion des Étapes, la D. E., complaisante, prêta spirituellement quelques prisonniers boches, qui réparèrent avec zèle le mal occasionné par les projectiles de leurs frères. Les vaches qui, en 1914, avaient échappé aux obus et qu'on avait transportées en Bretagne, furent ramenées et se remirent à paître paisiblement aux lieux mêmes où l'on s'était battu. En face de l'église démantelée, se dressa bientôt le baraquement de la mairie-école, car la commune entendait recommencer sa vie collective. Puis ce fut, à côté, le baraquement des Garin, les premiers réinstallés. Les Carpentier, les Dubois, d'autres encore s'établirent tant bien que mal dans leurs maisons à demi détruites dont ils refirent les charpentes, les murs, à peu près tout l'intérieur. La généreuse Mme Stern reconstruisit les immeubles des Lepère, des Hénot, des Lobert. Ainsi tout rentrait dans l'ordre.

Tout rentrait si bien dans l'ordre que le Conseil municipal tenait ses séances quasi régulièrement. Le capitaine du Pontavice, promu commandant et attaché à un état-major, quand son service le lui permettait et qu'il pouvait s'échapper, accourait le présider. Tout rentrait si bien dans l'ordre que les réceptions recommençaient; mais la baraque avait remplacé le château. Celui-ci ne recevait plus que Dieu lui-même, sur l'escalier monumental, seule pièce échappée au naufrage, où les aumôniers de passage venaient célébrer la messe. Un jour, ce fut le Père Joyeux, aumônier de la division Guyot de Salins, qui devait s'illustrer plus tard ici même : le général y assistait, et cet admirable commandant de Clermont-Tonnerre, du 4e zouaves, en qui nous devinions un futur Albert de Mun et qui devait mourir dans le voisinage, à la lisière d'Orvillers. Un dimanche de février 1918, la messe fut dite par le doyen de Lassigny, revenu de captivité, et revêtu, par-dessus ses habits sacerdotaux, de cette majesté et de cette noblesse que donnent la misère, la souffrance et la prison à ceux qui les ont subies en les dominant.

— Tout ça n'est rien, me confiait en septembre 1914 un soldat blessé à la bataille de la Marne, proche Montmirail; tout ça n'est rien, si c'est fini pour les semailles.

Tout ça, que son geste élargissait, signifiait : la guerre. Il la considérait comme un phénomène sans importance, si elle n'interrompait pas le cours des travaux agricoles. A cette préoccupation, il était aisé de reconnaître sous la capote un

paysan. De quel ton il avait prononcé ce mot : les semailles ! On voyait la terre s'entr'ouvrir pour recevoir les germes, se refermer sur eux dans le recueillement des saisons, puis se couvrir de la parure vert tendre des moissons futures.

Au Plessis-de-Roye comme à Lassigny, comme à Noyon, comme à Guiscard ou Ham, comme à Chauny ou Jussy, comme dans toutes les régions libérées, les champs, malgré les difficultés sans nombre, sont défrichés, nettoyés, labourés et ensemencés. A l'état-major de la 3e armée (général Humbert) qui tient le secteur, une section agricole a été créée qui fonctionne à merveille, qui fournit des machines, des moyens de transport, de la main-d'œuvre. Je me souviens d'avoir accompagné son chef dans une inspection. Il exultait comme un propriétaire qui fait visiter son domaine. Pareil aux légionnaires romains, le général Humbert, entre deux batailles, colonisait, mais c'était la vieille terre française qu'il rappelait à la vie. Au Plessis même, une coopérative était fondée sous la direction du capitaine de Warrin. Le maire de Lyon, patrie des Grollier, envoyait une aide à la commune, et le ministre préposé à la reconstitution du sol reconquis, M. Lebrun, s'intéressait personnellement à la reconstruction du village.

Au commencement de 1918, un Breton au service de Mme du Pontavice s'en alla en Cornouaille chercher vingt vaches laitières qu'il devait ramener. Une douceur inusitée de l'air caressait les arbres sans feuilles et le sol déjà reverdissant. C'était l'appel du printemps. Le blé qui, timidement, pointait à la surface du sol, serait si beau, sur cette terre arrosée du sang de France et délivrée du voisinage ennemi ! On était à la veille du 21 mars.

V. — LA BATAILLE DE FRANCE

Ce matin-là, ce matin du jeudi 21 mars, premier jour du printemps, sous un ciel pur et un soleil déjà chaud, on avait, à Compiègne même, l'impression que la terre était sous les pieds frémissante et l'on entendait le roulement continu de l'orage lointain. La fameuse offensive allemande se déclenchait entre l'Oise et la Scarpe, sur le front tenu par les Anglais. Certes, on l'attendait. Nul doute que l'ennemi voulût profiter de la débâcle russe avant la compensation américaine ; nul

doute qu'il eût accumulé les puissances matérielles et concentré les effectifs. Qu'elle s'exécutât au temps, sinon au lieu prévu, c'était presque un soulagement. Cependant, on sentait l'angoisse de la grande partie engagée et l'on était comme suspendu aux nouvelles.

Les événements, en si peu de jours, se précipitaient. La lourde masse des trente-sept divisions von Hutier, rapprochées et mises en place par de savantes marches de nuit qui en avaient dissimulé, même aux avions, la concentration, avait dès le premier jour bousculé les dix divisions de la 5e armée britannique. Le 22, le canal Crozat avait été franchi. Les Anglais en retraite, appuyant vers le Nord-Ouest, perdaient, malgré leur force de résistance, Ham et Guiscard, devaient céder sur la Somme, découvraient Lassigny, Roye et Montdidier. Cependant, nos troupes, en hâte, étaient jetées dans la bataille. Dès le 21 au soir, le corps Pellé était alerté. Le 23, l'armée Humbert entrait en ligne. Le corps de cavalerie Robillot assurait la liaison à notre gauche avec l'armée anglaise. Il fallait tout ensemble couvrir Paris et Amiens. Or, Noyon tombait le 25 au soir. Mais l'opiniâtreté du corps Pellé devant Noyon, dans Noyon, derrière Noyon, au mont Renaud et à Porquericourt, avait ralenti, puis suspendu la marche ennemie. Le corps Robillot tendait sa ligne à la rompre pour ne pas perdre à l'Ouest le contact avec les Anglais. Humbert, écartelé, avec une énergie de fer, résistait de toutes parts, tandis que l'armée Debeney, amenée de Lorraine comme en septembre 1914 l'armée Castelnau, débarquait derrière Montdidier. L'ancienne course à la mer recommençait, devenue la course vers Amiens, et le général Fayolle, retrouvant l'emplacement de ses anciennes victoires, était chargé par le général en chef de grouper nos forces entre l'Oise et la Somme.

Qu'étaient devenus, dans la bagarre, les habitants des régions récupérées l'année précédente? Leur décision fut unanime. Ils ne purent supporter la pensée de subir à nouveau le joug allemand. Avertis souvent bien tard, ayant espéré jusqu'au dernier moment que l'invasion serait contenue, ils firent en hâte un paquet de leurs humbles trésors familiers, et, comme Énée emportait ses dieux lares, avec ces quelques souvenirs roulés dans un châle ou un mouchoir, ils abandonnèrent

leur maison et leurs biens. Noyon fut ainsi vidée en quelques heures, Noyon qui s'était reprise à la vie commerçante, qui rapidement avait prospéré, qui regorgeait de nouveaux approvisionnements. Personne ne regarda en arrière. Personne n'eut une hésitation. Mieux valait partir sans le sou, au hasard des chemins, s'exposer à la misère et même aux rebuffades insouciantes qui, parfois, accueillent ces exilés, plutôt que de connaître le retour des Boches. L'ennemi occupa des villes et des villages déserts : la réprobation qui frappe les races maudites et malfaisantes l'accueillait à chaque porte qu'il forçait.

Qu'étaient devenus les habitants du Plessis-de-Roye devant Lassigny, puisque l'histoire d'un coin de l'Ile-de-France nous doit renseigner sur l'histoire de France? On m'en avait donné des nouvelles à Clermont :

— Ils ne voulaient pas s'en aller. Il a fallu les contraindre.

Plus tard, un peu plus tard, leur *mairesse*, Mme du Pontavice, m'a fourni plus de détails. Le 21, l'oreille aux aguets, ils écoutaient la canonnade. L'un ou l'autre s'en fut aux champs; mais, dès le 22, personne ne put travailler. L'angoisse, une angoisse connue, leur tenaillait le cœur, les prenait aux entrailles, car le bruit du canon paraissait se rapprocher. Le 23, aucun doute n'était plus possible, et, le 24, c'était la fusillade qu'on entendait au delà de Noyon, venant des bois de la Cave et de Genlis. Les cavaliers du général Brécard, les fantassins du général Gamelin y contenaient la formidable ruée ennemie. Des enfants coururent jusqu'à la route de Noyon à Compiègne : ils racontèrent qu'elle était noire de convois; les gens de Guiscard passaient, les gens de Noyon commençaient à défiler. Mais d'autres petits émissaires avaient gagné la route d'Estrées-Saint-Denis à Roye et rapportaient des nouvelles plus réconfortantes. Ils avaient vu des camions automobiles qui arrivaient et déposaient nos troupes : soldats de la 22e, de la 62e division *montant* vers Nesle et vers Chaulnes. Mais des Anglais descendaient, en bon ordre, comme à la parade. C'était à n'y rien comprendre. Les habitants qui fuyaient disaient : « Nous ne voulons pas *les* revoir. Nous *les* avons vus trop longtemps. » Les soldats qui arrivaient disaient : « Soyez sans crainte; *ils* vont prendre quelque chose. » Pourtant ces départs de Guiscard et de Noyon, et cette canonnade voisine,

et cette fusillade? Le 25, quelques charrettes s'apprêtèrent, où l'on entassa du linge et des vêtements. On pourrait atteler au dernier moment les bœufs ou les chevaux. Mais, le 26, on apprit, de quel mystérieux messager? que Noyon était perdue, que les Boches, le 25 au soir, ou dans la nuit, étaient rentrés dans Noyon. L'ordre fut donné de l'évacuation.

Elle se fit le 26, vers midi, après qu'on eut pris quelque nourriture : où mangerait-on le soir? car dans les pires traverses il faut manger. Elle se fit lentement, comme si l'on attendait un mystérieux contre-ordre. Elle se fit tristement, comme si l'on se fût attaché aux neuves baraques de bois autant et plus qu'aux pierres des maisons détruites. Un coup d'œil aux ruines de l'église, un autre au château qui, malgré ses trous béants dans les toitures et les murailles, malgré ses pans arrachés par où les charpentes ont coulé, résiste encore, tel un vaisseau désemparé battu des vagues, un coup d'œil au parc dont les arbres commencent à bourgeonner, un long regard douloureux aux terres cultivées, à la jeune verdure du blé qui lève, et il faut partir. On attelle les chevaux ou les bœufs, on pousse les troupeaux qu'il ne faut pas laisser aux Boches, et en route pour la seconde fois! Les gens du Plessis n'ont jamais été esclaves. Ils sont déjà revenus : ils reviendront.

Ils suivent la route encaissée qui traverse le massif de la Petite Suisse pour gagner l'Oise et Compiègne. Le premier village qui s'offre, c'est Élincourt-Sainte-Marguerite; le second, c'est Marest-sur-Matz. S'arrêteront-ils à Élincourt? Dépasseront-ils Marest? Quelques-uns veulent cantonner tout de suite, mais les vieux ont hoché la tête. Ils connaissent la marche des fléaux : avant de se rendre maître de l'eau ou du feu, il convient de leur faire une part. Le Boche est pire que le feu ou l'eau : il faut aller un peu plus loin, à l'abri du fleuve et des forêts. Les bêtes sont en bon état, les jours sont longs, la nuit hésite à venir : il importe d'en profiter. Mais on reviendra.

Le village en marche voudrait bien rester groupé. On se connaît, on s'estime, on a vécu ensemble les jours d'épreuve. On vit mieux d'une vie collective que si chacun prenait la vie à son compte. Cependant il faut se séparer, si l'on veut trouver un abri. Il n'y aurait pas de place dans une seule commune pour tout ce monde, pour toutes ces voitures et tous ces bestiaux. Les Carpentier s'arrêteront ici, les Dubois iront jusque-là.

Adieu Hénot, adieu Lobert, adieu Lepère! On se reverra au retour. Et la nuit tombe sur ces exilés qui ont tout perdu, fors la confiance.

Cette confiance s'est même exaltée à mesure qu'ils s'éloignaient de chez eux. Si Lassigny était vide de troupes, et le Plessis, et le Plémont qui se dresse pourtant comme une forteresse, voici des camions qui viennent tout bourrés de capotes et de casques bleus. Il en arrive, il en déferle, à Ressons, à Maretz, à Vandélicourt. Sur les capotes on peut lire ces numéros : 97, 159, 319. Et voici des chasseurs à pied : 54e, 56e, 60e, 61e bataillons. La 77e division va prendre position devant Lassigny, la 53e devant Porquéricourt. Nos paysans considèrent nos soldats avec surprise, avec affection. Leurs visages rugueux et tristes se détendent. Si l'on rentrait chez soi, avec eux? D'autant plus qu'il est resté des poulets, et même un ou deux cochons, sauf votre respect, et des ustensiles de ménage. Il n'est pas mauvais d'être là quand débarquent ces compagnons. Mais la raison est la plus forte : chacun son métier, à ceux-ci de faucher les Boches; après, il sera temps de moissonner.

Cependant le Plessis-de-Roye va connaître la gloire et devenir immortel.

VI. — LA DIVISION BARBOT

La 77e division, après un long séjour en Alsace, avait été mise au repos dans la région d'Épernay. Le 25 mars, à quatre heures du matin, elle recevait l'ordre d'alerte. A partir de dix heures, elle s'embarquait et roulait dans 700 camions automobiles, hommes, équipements, matériel, mitrailleuses et cuisines roulantes, vers la bataille de France entre Oise et Somme. Le trajet dura vingt heures. La nuit fut très froide : pas de soupe chaude, rien que le petit repas emporté au départ. Fantassins et chasseurs ne dormirent guère : où allait-on? que se passait-il? Les nouvelles qui arrivaient par mille voies mystérieuses n'étaient point bonnes. Bah! on en avait déjà vu bien d'autres, devant Arras et devant Verdun que les Boches n'avaient jamais pu prendre. Le 26, les camions s'arrêtaient dans la région de Lassigny. Dès le débarquement, les régiments et bataillons remis en ordre étaient dirigés vers les hauteurs de l'Écouvillon et du Plémont, distantes d'une dizaine de kilomètres,

bastions de ce massif de la Petite Suisse qui couvre le chemin de Compiègne et de Paris après que l'Oise a fait son coude au sud de Noyon. A la tombée de la nuit, après avoir tiré à bras les voiturettes de mitrailleuses, tout le monde était en place. Ici ou là, quelque poulet ou lapin oublié dans une ferme abandonnée, en attendant de servir à l'amélioration de l'ordinaire, servait déjà aux plaisanteries des escouades.

Qu'était-ce que cette 77e division? Chacune de nos divisions a sa biographie personnelle, son visage. Celle-ci, longtemps, s'incarna dans un nom, dans un chef, Barbot. Et longtemps après que le général Barbot eut été tué en Artois, on l'appelait encore : la division Barbot; comme on appelait la 70e, la division Fayolle. Barbot était de ces hommes qui passent modestes dans la vie ordinaire et que la guerre découvre d'un coup, à la façon de ces statues voilées qu'un jour de fête on inaugure. Né en 1855 à Toulouse, il commandait le 159e régiment, à Briançon, dans les Alpes, au moment de la mobilisation et pensait y finir sa carrière. Il aimait la montagne et ses alpins qu'il avait bien dressés. Dès les premiers événements d'Alsace où il avait amené son régiment, il connut cette satisfaction que, le soir du premier combat où sa compagnie reçut le baptême du feu, le capitaine Boutle, du 13e bataillon de chasseurs à pied, notait sur son carnet de route : « En quelques moments je me suis senti récompensé des vingt années de maussade instruction de recrues que j'avais faites. » Vingt ans de préparation payés par quelques minutes de sécurité pour le salut du pays : telle fut la première et la plus grande récompense de ce corps d'officiers qui avant la guerre avait obscurément travaillé à former des hommes. Dès le mois d'août, Barbot commande la brigade (159e et 97e). Au début de septembre, il commande la division qu'il réorganise dans les Vosges. Le 1er octobre, elle est transportée en Artois. Là, se formait, confiée au général de Maud'huy, une armée nouvelle (la 10e) dont les éléments, rassemblés de tous les points du front, débarquaient à toutes gares au Nord et au Sud d'Arras, s'ignorant les uns les autres et prenant le contact entre eux, en même temps qu'avec l'ennemi. Une clairvoyante direction coordonnait leurs mouvements. C'était la course à la mer. Il s'agissait d'empêcher la manœuvre d'enveloppement adverse et de gagner les Allemands de vitesse afin de tourner leur droite. La poursuite de la Marne

s'était arrêtée aux falaises défendues de l'Aisne. Après les avoir vainement heurtées de front, la bataille courait de l'Aisne à l'Oise, de Lassigny à Roye, de Roye à Péronne, de Péronne à Bapaume, de Bapaume à Arras, avant de remonter encore plus au Nord, vers Ypres et vers les Flandres, et d'atteindre le rivage à Nieuport. Journées tragiques où le moindre retard pouvait compromettre le sort de l'armée et du pays, où les unités se jetaient au combat en descendant des trains, où les hommes ne connaissaient de repos ni jour ni nuit et ne savaient plus quand ils seraient relevés.

Ainsi l'armée Maud'huy était-elle chargée de tenir Arras et de prolonger la ligne plus au Nord : l'armée anglaise, amenée de la région de l'Aisne, la devait à son tour prolonger. Un même esprit animait chefs et troupes : un Maud'huy, qui dans les camps apparaît comme un magicien, jetant aux soldats, aux hommes, à ses hommes, ses enchantements et sortilèges qu'il tire tous de son cœur; un d'Urbal, commandant le 33e corps, grand seigneur majestueux et serein dans les pires épreuves; un Fayolle à la tête de la 70e division, portant sa droiture, son jugement et sa foi dans ses yeux clairs; un Barbot qui soutient la 77e division, comme un tuteur l'arbre chargé de fruits...

La division Barbot fut chargée de couvrir les avancées d'Arras. Pendant deux mois, elle se battit à peu près tous les jours et toutes les nuits, disputant chaque pouce de terrain et finalement barrant la route à l'ennemi que ses efforts et ses pertes avaient épuisé. Elle se composait de la 88e brigade (colonel Durand de Gévigney) : 97e régiment (commandant Corteys) et 159e (lieutenant-colonel Mordacq), et d'un groupe de bataillons de chasseurs (54e, 57e, 60e et 61e B. C. P.) commandé par le lieutenant-colonel Bordeaux. Mais dès les premiers jours d'octobre, le colonel de Gévigney, qui résistait à la maladie et à la fatigue avec une admirable énergie, dut être évacué, et fut remplacé par le colonel Mordacq, remplacé lui-même à la tête du 159e par le lieutenant-colonel Minart. Celui-ci fut tué le 22 octobre au faubourg Saint-Laurent d'Arras : le lieutenant-colonel Desvoyes prit son poste. Octobre et novembre (1914) furent pour ces unités des mois de terribles épreuves. Aux bataillons de chasseurs, quatre chefs de corps furent tués à quelques jours d'intervalle, deux au 54e (les commandants Fournier et Sammarcelli), deux au 57e (les commandants

Besson et Verdier). Le 97e perdit son chef, le commandant Corteys. Ces régiments et bataillons étaient formés de contingents savoyards et dauphinois, soldats endurants, solides, patients, obstinés, dévoués à qui les sait conduire sans les brusquer ni leur raconter des boniments. Tous portaient le béret qui leur rappelait leurs origines et les montagnes natales.

Barbot était toujours au combat, et toujours au point délicat, et toujours de bonne humeur. Il réconfortait officiers et hommes de troupe et rétablissait les situations compromises. On peut dire qu'il portait sa division. Les chefs avaient confiance, se sentant dirigés et commandés dans un esprit de bienveillance, de soutien, d'amitié, et non de critique, de dénigrement ou de délaissement. Et cette confiance gagnait la troupe. C'est d'un grand art, en même temps que d'un grand cœur, de mettre de l'amour dans son commandement. Pas un de ceux qui ont servi sous Barbot ne prononce son nom sans s'émouvoir. J'ai vu son souvenir, après trois ans, tirer des larmes des yeux les moins enclins à en verser.

— Barbot! dit volontiers à son entourage le général Fayolle qui fut à cette époque-là son voisin, un des plus beaux caractères que j'aie connus, un des hommes qui honorent le plus l'humanité.

Et le général Mordacq :

— Barbot : le Bayard de la grande guerre. Quand les vents étaient favorables, on le voyait peu. Mais, dans la tempête, il était toujours là.

Son ancien chef d'état-major, le capitaine, aujourd'hui commandant Allegret, quand il parle de lui, relève son jeune visage aux cheveux blancs et s'arrête, les yeux perdus, ne pouvant achever, comme s'il ne pouvait traduire une impression trop profonde. Car son état-major était sa famille. L'officier qui l'accompagnait le plus souvent dans ses éternelles randonnées, le capitaine de Féligonde, comme le hasard, pendant la bataille de France, nous avait réunis à la même table, nous entretint de Barbot tout un soir, et ce fut parmi les convives une ferveur d'attention comparable à celle que provoque un concert religieux. Nul ne se crut permis d'approuver ou d'ajouter une réflexion. Mais quand Féligonde se taisait, quelqu'un, après un instant, réclamait à la façon des enfants dans la chanson de Béranger :

— Parlez-nous de lui.

J'ai retenu quelques-uns de ces récits. Puissent les survivants de la division y retrouver leurs propres souvenirs et y joindre l'accent!

C'est un soir d'octobre (1914). La division se bat depuis plusieurs jours. Elle a maintenu à peu près intact son front vers Hénin-sur-Cojeul, Guémappe, Waucourt, la chapelle et le moulin de Feuchy, mais elle n'a plus une troupe en réserve : un simple cordon de tirailleurs qui n'est même pas continu garde le signal de Beaurains. Il y a là un trou de trois kilomètres : si l'ennemi en profite, il foncera sur Arras sans coup férir! Le capitaine de Féligonde, inquiet, fait part de son angoisse à son chef : « C'est vrai, dit Barbot, il y a un trou : eh bien, allons-y, nous le boucherons. » Et les voilà partis. Sur le terrain, ils s'étendent côte à côte pour passer la nuit. Mais les mitrailleuses continuellement crépitent : est-ce une attaque? « Féligonde, vous dormez? demande Barbot. — Non, mon général. — Vous entendez? — Oui, mon général. — Allez voir... »

« Chaque fois, raconte Féligonde, je suis parti, au clair de lune. La fusillade était vive là bas, vers Hénin-sur-Cojeul, chez les chasseurs du colonel Bordeaux, mais, devant nous, il n'y avait rien. Chaque fois, je suis revenu avec la même réponse : « Rien de nouveau, mon général. » Et nous essayons de dormir. Enfin, le jour vient : « Allons voir là-bas vers la chapelle de Feuchy, » nous dit le général. Nous longeons la ligne de tirailleurs; les hommes ne paraissaient pas trop fatigués, malgré la nuit mouvementée. Dans les betteraves et les pommes de terre, ils ont creusé de petites tranchées dont ils recouvrent de verdure le parapet pour les dissimuler à l'ennemi. Après la chapelle de Feuchy, le général a pris par le chemin de Waucourt. Tout est calme dans ce matin d'octobre. Peu à peu, nous nous sommes éloignés des nôtres. Tout à coup, à cent mètres de nous à peine, une patrouille ennemie de quatre hommes nous apparaît dans le brouillard. Nous ne sommes que trois : le général, Allegret et moi, n'ayant pour armes que nos revolvers. Toujours calme, le général s'arrête. La patrouille fait de même. On se regarde : la patrouille hésite, puis fait demi-tour et s'en va. Le général est ravi de cette bonne histoire, cependant qu'Allegret essaie, mais en vain, de l'amener à une com-

préhension plus prudente de son rôle. Nous ne le guérirons jamais de sa témérité.

« Au retour, nous rencontrons un alpin du 97e traînant la patte.

— Où vas-tu comme ça, mon petit gars? lui demande le général.

« Le gars hésite, puis, voyant son interlocuteur vêtu d'une capote de troupe, coiffé d'un béret d'alpin sans galons ni étoiles, le prend pour un vieux père.

— Et toi, le sais-tu, où tu vas?

« Le général éclate de rire : « Il ne croit pas dire si vrai, » nous souffle-t-il... »

Il ne portait aucun insigne, mais peu à peu tous ses hommes connaissaient son béret, sa capote et sa figure. La vie ne l'avait point gâté. Avant la guerre, il n'avait pas été apprécié à sa valeur et, demeuré simple et modeste d'allure et de sentiment, il était encore tout surpris de sa rapide élévation. Cependant, les combats devant Arras continuaient si durs, avec si peu de monde, que le général, au moulin de Blanzy, se décide à envoyer Féligonde au poste de commandement du général d'Urbal, à Haut-Avesnes : « Dites-lui où nous en sommes. Ce n'est pas brillant. Toutefois, n'exagérez rien, je tiendrai... Toutefois, si le général d'Urbal pouvait m'envoyer quelques renforts, je saurais leur trouver un emploi... là-bas, vers la Maison Blanche... Dites aussi que je ne puis compter pour le moment sur le 97e, trop éprouvé par l'affaire de Waucourt, et qui a besoin de se refaire. Mordacq me dit que le 159e, quoique fatigué, peut encore tenir. Quant à Bordeaux, je n'ai pas encore de ses nouvelles ce matin : il ne tardera pas à me rejoindre, mais il faut que les éléments du 10e corps l'aient relevé à Hénin-sur-Cojeul... Partez vite ! »

Tandis que le capitaine de Féligonde exécute sa mission à Haut-Avesnes, le général va visiter le 159e. Le colonel Mordacq qui commande la brigade le reçoit : « Mon pauvre Mordacq, il va nous falloir évacuer Arras. — Évacuer Arras? vous n'y songez pas! Vous connaissez bien nos alpins, mon général : vous les avez commandés, ils tiendront. — Les ordres vont venir. C'est un grand courage que de savoir prendre ses responsabilités. Il vous faudra bien obéir. — Vous ne me donnerez pas cet ordre. Je vous défie de me le donner... »

Barbot s'éloigne sur ce dialogue. La confiance de son subordonné l'a gagné. Mais il revient sur ses pas quand il a fait cinq cents mètres : « Voici l'ordre : il faut que je vous le donne... » Car il est le chef et doit décider.

Cependant, à Haut-Avesnes, Féligonde a trouvé le général d'Urbal dans la salle à manger d'une ferme. Le général de Maud'huy, qui commande l'armée, est là. Eux aussi savent prendre leurs responsabilités. Il n'y a pas de renforts, la situation paraît intenable, il ne faut pas qu'elle s'aggrave, l'ordre de retrait des forces qui sont devant Arras est dicté : la division Barbot s'organisera dans la région de Duisans. C'est l'évacuation d'Arras.

Féligonde est revenu. Il cherche le général. « Le général est encore une fois parti, lui dit Allegret. Il a voulu voir le 159e. Cet ordre exige une exécution immédiate. Tant pis, asseyons-nous sous cet arbre et rédigeons les ordres de repli... » Les ordres sont prêts quand Barbot rentre. Allegret lui montre l'ordre du général d'Urbal et les ordres d'exécution rédigés en conséquence. Le général en prend connaissance d'un coup d'œil. Il paraît nerveux. Il les lit, il les relit et tout à coup : « Évacuer Arras? non, non. Mordacq a raison. Nos alpins tiendront. Moi vivant, on ne reculera pas. Tenez!... » Et il déchire tous les ordres : « Allez dire aux troupes que tout va bien, très bien. Dites-leur qu'Arras est confié à leur honneur, que ces chiens n'y entreront pas. Mordacq sera content. Ou plutôt attendez : j'irai moi-même... » Et le voilà reparti. Arras sera sauvé. Arras est sauvé...

A cet incomparable chef, une belle mort était due. Sa division devait prendre part à l'offensive d'Artois le 9 mai 1915. Après avoir tout préparé, tout mis en œuvre, tout prévu, pensé comme toujours à l'état moral des troupes comme à leur situation matérielle, réglé tout ce qui pouvait l'être, il avait assisté à la marche rapide, foudroyante de ses bataillons, à l'éblouissant succès qui le payait en une fois de toutes les misères supportées, de la boue, du sang, de l'endurance inouïe des huit mois écoulés. Le lendemain, la réaction de l'artillerie ennemie fut violente, le bombardement des 105 à peu près ininterrompu des abords de Souchez au Cabaret Rouge, de Carency au bois de Berthonval. Souchez, le Cabaret Rouge, Carency, le bois de Berthonval, noms de douleur, et plus encore de gloire. Entre le

cimetière de Souchez et le chemin de Neuville-Saint-Vaast, le 97e régiment souffrait, sans abris, sans tranchées, soumis aux rafales des canons et des mitrailleuses d'un ennemi qui, du haut de la cote 119 nouvellement reconquise, épiait tous ses mouvements. Les pertes étaient élevées, les ravitaillements difficiles...

Sur le carnet de route du capitaine de Féligonde, je copie ces notes consacrées à la dernière journée du général Barbot :

Lundi 11 mai 1915.

...Nous sommes depuis hier soir dans un bout de tranchée, — c'est le poste de commandement du général, — profonde d'un mètre à peine : nous nous accroupissons chaque fois que les rafales recommencent et le général grinche, n'aimant pas courber la tête lorsque l'ennemi canonne. Mais il le faut... car le petit chemin de terre qui passe devant notre fossé est souvent balayé par les obus... et devient intenable. Qu'importe, tout est à la joie du triomphe, et la journée d'hier marquera dans l'histoire de la division..., de la division Barbot ! Plus de 1500 prisonniers au tableau, des gros canons, un colonel !

Autour de nous, dans des tranchées semblables à la nôtre, le 60e bataillon de chasseurs est en réserve. Les hommes eux aussi sont joyeux... on devine dans leurs yeux leur désir d'aller à la bataille, à la victoire !

Il est midi, nous avons déjeuné, repas frugal, comme toujours, le général n'aime pas qu'on festoie, même aux jours de succès, et cependant il ne cache pas sa joie : « Belle journée, bonne journée ! » dit-il à tout instant, puis, montrant l'ennemi du doigt : « Ah ! les chiens ! »

Cependant le bombardement redouble sur le Cabaret Rouge.

— Je vais aller voir Combarieu (1), dit le général.

En vain, nous le dissuadons de partir, car les Allemands depuis un instant nous accablent de leurs rafales en guise de dessert.

— Attendez quelques minutes que la rafale soit passée, lui objecte Allegret (2).

Mais, faisant signe au planton Favier de le suivre, le général a déjà sauté de la tranchée sur le chemin et part en courant pour traverser rapidement la zone de bombardement.

— Toujours le même, dit l'un de nous, jamais à sa place !

Un cri poussé dans la tranchée voisine nous fait lever la tête... Le général est couché sur le dos à 200 mètres de nous, un obus vient

(1) Colonel de Combarieu, commandant le 97e.
(2) Allegret, chef d'état-major de la 77e D. I.

de tomber là, à ses côtés... Il est blessé... On se précipite, vite un brancard. En quelques secondes, nous sommes près de lui... Très pâle... il souffre horriblement.

— Touché, dit-il en nous voyant.

L'infirmier se penche sur lui et l'ausculte. Hélas! l'examen est vite terminé : le bras droit est fracassé, un éclat de 105 a labouré le ventre, et de la capote déchirée et sanglante s'échappe l'intestin...

Maintenant le cortège revient : pas un mot, pas un cri de souffrance. Le général ferme les yeux... Nous voici devant sa petite tranchée, son poste de commandement de tout à l'heure. Chacun en est sorti et salue. Le général, dominant sa souffrance, essaie de se soulever sur le côté gauche... en vain il essaie de saluer de la main droite... impossible de remuer ce pauvre bras brisé. Cependant il se raidit.

— Au revoir, messieurs, bonne chance!

Sa voix est encore forte. Mais épuisé, il retombe, et l'instant est poignant... Derrière nous, les chasseurs ont été les témoins navrés de cette catastrophe; alors, sans ordre, instinctivement, tous se lèvent et présentent les armes à leur chef vénéré. Une fois encore, le général essaie de se relever, mais sa tête retombe sur le brancard. De la main gauche il fait signe à ses chasseurs, à tous ses « gas » qu'il aime tant. « Au revoir, mes amis, au revoir... »

Le triste cortège se dirige maintenant vers le bois de Berthonval, puis aux 31 abris d'où une auto emportera notre général à l'ambulance de Villers-Châtel. En chemin l'aumônier arrive :

— Puis-je vous accompagner, mon général?

— Restez près de moi, ne me quittez pas.

Le trajet jusqu'à l'ambulance a, paraît-il, été pénible. Trois fois le général a perdu connaissance. Enfin, avec mille précautions, on le porte dans la salle d'opérations. Le chirurgien d'un geste d'impuissance fait comprendre à tous ceux qui sont là que son intervention est inutile... et tout le monde se retire, sauf l'aumônier.

L'entretien est très court... l'abbé Lefebvre revient très ému.

— Un saint! nous dit-il simplement.

Il me raconte cette entrevue :

— Monsieur l'aumônier, c'est fini... avant de mourir, je veux vous dire que je n'ai jamais voulu offenser Dieu ni les hommes... Si je leur ai causé de la peine, je leur en demande humblement pardon...

Mais voici le lieutenant-colonel Moreigne, sous-chef d'état-major du général Pétain, qui entre :

— Mon général, le général d'Urbal m'a chargé de vous remettre la croix de commandeur...

— Merci, colonel...

Les forces diminuent rapidement. Le commandant Dodun, qui est

là avec son régiment (4e chasseurs d'Afrique), apprenant la triste nouvelle, accourt... il prend la main du général, sans un mot... Du reste, chacun comprend que la fin approche... Dans le silence, la voix du général s'est élevée, la voix mâle du chef...

— Belle, belle, glorieuse journée! Victoire!

Et c'est tout...

Le général Barbot est mort.

Sa tombe, au cimetière de Villers-Châtel en Artois, est, selon son vœu, entourée des tombes de ses hommes.

Le général d'Urbal, qui avait envoyé au mourant la cravate de commandeur, choisit en le citant à l'ordre de l'armée les mots illustrés par Bayard : *Soldat sans peur et sans reproche : après avoir pris une part glorieuse à tous les combats livrés devant Arras depuis sept mois, a trouvé le 10 mai une mort héroïque à la tête de ses troupes victorieuses.*

Tout le 33e corps, comprenant alors les 70e et 77e divisions et la division marocaine, fut cité à l'ordre des armées (ordre général n° 38, du 10 mai 1915).

Depuis lors, la 77e division a connu d'autres champs de bataille, vécu d'autres douleurs, et cueilli d'autres lauriers : Verdun, la Somme, l'Aisne. Mais c'est en Artois qu'elle s'est formée à la sublime patience, à la surhumaine énergie, c'est en Artois qu'un chef l'a dressée à son image. Elle est pour toujours la division Barbot. Celui qui la commande, quand elle accourt d'Épernay, en ces jours tragiques du printemps de 1918, n'en sera pas jaloux. Le général Peschart d'Ambly, ancien chef d'état-major de la Ire armée, a aidé le général Anthoine à conduire les opérations françaises des Flandres en 1917, en liaison avec les armées anglaises. Esprit distingué et méthodique, intelligence de grande envergure, il apporte dans son commandement cet art de la direction aisée qui subordonne chaque détail au plan d'ensemble. Sa froideur apparente est réflexion, ses exigences sont raison. Il sait prévoir, organiser, décider, mais il sait aussi que pour l'exécution de ses ordres il peut compter sur les soldats de Barbot. Eux et lui vont se tailler une part glorieuse dans la bataille de France.

HENRY BORDEAUX.

(A suivre.)

L'OPINION ALLEMANDE

PENDANT LA GUERRE

IV [1]

LA SUPRÊME DÉSILLUSION. — LE DÉSESPOIR

L'OFFENSIVE FRANÇAISE

Le 15 juillet 1918, l'offensive allemande échoua sur le front de Champagne. L'opinion eut le pressentiment de la catastrophe. Elle ne conçut pas du premier coup le naufrage où allait sombrer l'Allemagne, mais la nouvelle des premiers revers l'épouvanta, et, dès lors, les doutes qui depuis longtemps l'obsédaient, se changèrent en une angoisse, toujours plus douloureuse, toujours plus étouffante à mesure que se multipliaient les signes du désastre.

Les administrateurs de l'esprit public recourent tout de suite à ce système de mensonges, d'atténuations et de réticences, grâce auquel on a jadis caché les défaites de la Marne et de l'Yser, pallié celles de Verdun et de la Somme. Pendant la seconde quinzaine de juillet, les communiqués officiels et les notes non moins officielles de l'agence Wolff renouvellent la « manœuvre morale » que le Grand Quartier a si souvent pratiquée dans les jours difficiles. Le communiqué du 16 juillet constate qu'à l'Est de Reims, l'ennemi a pu se dérober à l'attaque, mais il annonce le glorieux passage de la Marne, la capture de 13 000 prisonniers, d'innombrables exploits d'aviateurs : c'est un bulletin de victoire. Le lendemain, le ton est

(1) Voir la *Revue* des 1er et 15 novembre et 1er décembre.

encore le même. Seulement, comme, après les précédentes offensives, on avait évalué triomphalement le nombre des kilomètres conquis, et que, cette fois, chacun peut, sur une carte, vérifier la médiocrité du résultat, les journaux sont chargés de développer les raisons d'une avance aussi lente. « Ainsi que tout le monde peut le voir, les chiffres qui expriment le gain de terrain réalisé par nous dès le premier jour de l'attaque et qui montrent l'importance de notre percée, sont plus faibles qu'au cours de nos dernières offensives. Il serait erroné de vouloir en tirer dès maintenant des conclusions positives, mais il ne faut pas oublier que le terrain d'attaque était extrêmement difficile et que, cette fois-ci, la conquête des premières positions ennemies a été particulièrement hérissée de difficultés, car, d'une part la Marne, d'autre part des positions montagneuses ralentissaient forcément l'élan des troupes d'attaque. Il est certain également qu'en franchissant la Marne d'un mouvement rapide et heureux, nos troupes ont obtenu un succès stratégique de la plus haute importance. » (*Frankfurter Zeitung*, 17 juillet.) D'autres journaux, rééditant une vieille formule qui déjà leur a souvent servi, affirment que, si le Haut Commandement ne pousse pas l'offensive plus vigoureusement, c'est pour épargner le sang des soldats.

Deux jours plus tard, contre-offensive de l'armée française. L'État-major déclare qu'elle était « attendue depuis longtemps, » que, grâce à leurs tanks, les Français ont pu pénétrer dans les premières positions allemandes, mais que leur tentative de percée a été déjouée. Quand l'armée allemande est forcée de repasser la Marne, Wolff se surpasse. « La traversée de la large rivière que les Allemands viennent d'effectuer *pour la deuxième fois*, sans que l'ennemi se soit aperçu de rien, constitue un nouveau et magnifique fait d'armes. *Les buts que la poussée allemande se proposait sur la rive Sud de la Marne ont été pleinement atteints*... La grave menace que notre avance faisait peser sur l'ennemi, a *enfin* déclenché la contre-attaque française attendue depuis si longtemps ! » Et le même jour : « On sait que jamais le commandement allemand ne s'est proposé de buts géographiques ; détruire l'ennemi est son seul objectif; *l'initiative qu'a prise le général Foch n'a donc fait que hâter ce résultat*. » Et, durant tous les jours qui suivent, Wolff ne cesse d'annoncer d'éclatantes victoires.

Cette fois, la « manœuvre morale » de l'État-major n'est pas plus heureuse que la manœuvre stratégique ; ces fantasmagories ne trompent plus personne, même en Allemagne ; l'imposture est par trop grossière. Les pessimistes qui, au mois de mars, condamnèrent tout projet d'offensive, vont répétant l'éternel : « Nous l'avions bien dit ! » La presse tâche de les faire taire en soutenant que, si l'offensive est ralentie, elle n'est pas arrêtée, que les pertes de l'ennemi sont énormes, qu'il faut avoir confiance en Hindenburg et que, d'ailleurs, la propagande de l'Entente a démesurément grossi des succès sans lendemain. La France, ajoute-t-on, en maintenant ses troupes dans Reims, les sacrifie bien inutilement. « Les méthodes du commandement français sont cruelles, inhumaines, dépourvues de toute intelligence, indignes des principes d'humanité et de civilisation dont l'Entente se glorifie d'être le champion. » Mais les pessimistes se moquent de savoir si les méthodes de l'Entente sont ou non conformes à l'humanité, ils constatent simplement que les Français sont toujours dans Reims. D'ailleurs, la censure qui, au milieu du désarroi général, ne reçoit plus que des « directives » incertaines, laisse quelques journaux souligner « la gravité » de la situation. « Il importe, écrit le critique militaire des *Münchner Neueste Nachrichten* (21 juillet), que le pays se rende compte de la vérité : la France est encore très forte ; l'Amérique dispose en France de plus d'un demi-million d'hommes ; la guerre sous-marine ne suffit pas à l'empêcher de transporter de façon incessante son matériel et ses troupes sur le continent ; enfin l'armée anglaise est en bon état et prête à rentrer dans l'arène avec des effectifs renouvelés. Plus notre peuple se mettra en face de ces réalités, plus il rendra hommage aux prodigieux exploits de nos troupes, mieux il sera en mesure de se garder de tout jugement superficiel et d'examiner avec une calme assurance la véritable situation. Jamais il n'a été funeste à un peuple fort de regarder la réalité en face Peut-être se passera-t-il des semaines avant que l'initiative des opérations dont Foch s'est emparé puisse lui être arrachée. Toute hâte serait un danger et une faute de dilettante qui ne sera certainement pas commise. Toute nervosité à l'intérieur est sans objet. » Or, le peuple allemand n'a pas attendu ces conseils pour « regarder la réalité en face, » et c'est justement là ce qui cause sa nervosité.

On lui a répété que les réserves de Foch avaient depuis longtemps disparu, si elles avaient jamais existé : il les voit affluer sur les champs de bataille. On lui a raconté qu'avant l'offensive de mars, grâce aux troupes ramenées de Russie, les Puissances centrales possédaient désormais la supériorité numérique; depuis, au cours de l'offensive, il a lu les bulletins officiels relatant les pertes extraordinaires des armées de l'Entente et les pertes insignifiantes des armées allemandes; il en a conclu que, maintenant plus que jamais, les forces de l'Allemagne doivent surpasser celles de l'ennemi. Or, voici qu'à chaque nouveau repli, on lui explique, pour justifier la retraite, que les Allemands se sont trouvés en face d' « une quantité stupéfiante de divisions! » On lui jurait, il y a quatre mois, que la victoire était certaine, que la paix serait conclue en automne, et, le 31 juillet, il peut lire dans un de ses journaux : « Nous ne pouvons plus espérer que la campagne d'été, — au cours de laquelle nous porterons certainement de nouveaux coups très durs à la puissance militaire ennemie, — puisse finir la guerre. *Nous devrons combattre encore l'hiver et l'été prochains.* » Le 3 août, c'est Ludendorff lui-même qui déclare froidement : « Notre offensive du 15 juillet n'a pas réussi au point de vue stratégique... » Pour relever les courages, le prince Henri de Prusse affirme, il est vrai, que l'attaché militaire turc lui a dit : « Je considère cette bataille de la Marne comme une victoire allemande. » Malheureusement, dans toute l'Allemagne, il ne reste plus que ce Turc pour partager l'optimisme de l'agence Wolff.

L'offensive franco-britannique du 12 août accroît encore l'inquiétude. Les militaires s'en prennent au brouillard, les pangermanistes à Kühlmann, qui a découragé les soldats par ses propos défaitistes, les socialistes aux pangermanistes, qui, au mois de mars, ont exigé la continuation de la guerre sur le front occidental. La foule, de plus en plus désemparée, accueille les rumeurs les plus sinistres.

Les journaux la morigènent.

Aux jours critiques de la guerre qui ne sont épargnés à aucun des belligérants, et que malheureusement, malgré la puissance incomparable, l'esprit de sacrifice et le génie du Haut Commandement, l'Allemagne doit aussi connaître, des bruits pessimistes tendent à se répandre. Ils prennent une telle ampleur qu'ils constituent un véri-

table danger pour la patrie... A l'heure où nous vivons, répandre de tels bruits, c'est proprement seconder l'ennemi, car nous avons aujourd'hui besoin de tout notre courage et de toute notre confiance... (*Morgen Post*, 11 août.) — A Essen, comme à Cologne et à Dusseldorf et partout, il se trouve des mécontents qui se plaignent de tout, qui ne font ressortir que le côté défavorable et fâcheux des choses, qui ne s'intéressent qu'aux détails, qui ne voient pas l'ensemble, qui méconnaissent la grandeur et la beauté de ce qu'a réalisé le peuple allemand avec son empereur, ses chefs et son armée... Et l'on se dit... *Voici que nous venons de subir un nouvel échec, l'ennemi a pénétré dans nos positions, tant et tant de soldats ont été faits prisonniers; nous avons perdu la partie!* Et ces mêmes gens et d'autres disent : *Nous n'avons rien à manger, nous n'avons plus de vêtements ni de chaussures, nous allons mourir de faim et périr misérablement!* Tout homme raisonnable doit s'élever contre de tels propos. (*Kœlnische Volkszeitung*, 15 août.) — Des bruits circulent. *Savez-vous que Hindenburg a été assassiné? Avez-vous appris que le Kronprinz a été victime d'un attentat?* Une femme dit : *Nos soldats sur le front en ont assez. Nous voulons nos maris, nos enfants.* Quelqu'un ajoute : *Que ceux qui nous gouvernent soient anglais ou français ou allemands, peu importe! Pourvu que le peuple soit au pouvoir, que nous ayons nos revenus, notre vie paisible!* Nous sommes au cœur de l'été. C'est le moment de l'année où les nerfs sont épuisés et où les suicides sont les plus fréquents. Dans cette période de transition entre l'ancienne et la nouvelle récolte, la nourriture se fait rare dans les grandes villes. Nous ressentons vivement nos pertes en hommes et en argent. Des conseillers inconsidérés ont annoncé, comme pour la guerre sous-marine, un développement rapide, régulier et toujours plus fort de notre offensive à l'Ouest. Au lieu de donner au peuple une conviction fondée sur le raisonnement, on a éveillé en lui une foi aveugle en une marche ininterrompue des événements, alors qu'il faut compter avec des hauts et des bas... (*Stuttgarter Neues Tagblatt*, 16 août.)

Toutes ces admonestations sont accompagnées d'un rappel des victoires passées et d'un éloge de Hindenburg et Ludendorff : décidément, la confiance du peuple en ses chefs militaires commence à chanceler. Puis ce sont tous les thèmes que la presse ressasse depuis deux ans à chaque nouvelle défaillance de l'opinion; mais aujourd'hui remontrances et exhortations prennent un accent plus pressant, plus impérieux. Les dirigeants sentent que leurs dupes sont à bout de crédulité et de patience. Ils doivent même inventer de nouveaux arguments, et en trouvent de bien singuliers. Eux qui ne parlaient jamais

de la France qu'avec haine ou commisération, ils la proposent en exemple à leurs compatriotes : tantôt ils regrettent de ne pas posséder chez eux un homme de la trempe de Clemenceau, un homme qui « fasse la guerre » et « dresse au premier plan la volonté nationale pure et simple ; » tantôt ils souhaitent à l'Allemagne ce courage, cette ténacité dont la France a donné de si belles preuves. Ce qui ne les empêche pas, le lendemain, — toujours pour rassurer leurs lecteurs, — de soutenir que cette même France, lasse et épuisée, ne songe qu'à jeter Clemenceau par terre et à conclure une bonne « paix de conciliation. » Au public de se reconnaître au milieu de ces incohérences ! Tout le monde perd la tête, la nation et ses dirigeants.

Les échecs incessants subis sur le front occidental ne sont pas la seule cause de trouble. Ceux qui, au début de 1918, redoutaient les grands desseins de Ludendorff, pensaient que, si l'Allemagne échouait dans l'Ouest, elle pourrait, du moins, se dédommager en Russie ; mais, de ce côté-là aussi, les espoirs s'évanouissent. L'Allemagne n'a pu obtenir aucune réparation pour le meurtre de son ambassadeur, Mirbach. Les Tchéco-Slovaques poursuivent leur avance. Des troupes anglaises et françaises ont débarqué sur la côte mourmane. La diplomatie allemande hésite, tâtonne, négocie avec les Cadets, sans cesser de soutenir les Bolcheviks, se rend suspecte à tous les partis. En Ukraine, des bandes armées s'opposent aux réquisitions, le général Eichhorn est assassiné, les employés des chemins de fer se mettent en grève. En Finlande, la comédie de l'élection d'un roi n'est prise au sérieux par personne. En Pologne, les germanophobes l'emportent. Enfin la pitoyable mésaventure de Helfferich qui, après huit jours d'ambassade, s'enfuit précipitamment de Moscou à Berlin, marque la ruine de toutes les ambitions allemandes en Russie.

A tant de motifs d'alarme, il faut joindre les divisions et les embarras qui réduisent l'Autriche-Hongrie à l'impuissance et annoncent son écroulement prochain.

La paix souhaitée, la paix qu'on avait cru tenir quand les armées allemandes se ruaient sur Paris, s'éloigne chaque jour davantage. *Nous devrons combattre encore l'hiver et l'été prochains :* cette parole, tous les Allemands se la répètent avec désespoir. Et alors se présente à leur esprit l'idée d'une paix de défaite, d'une paix coûte que coûte.

LE SENTIMENT DE LA DÉFAITE

Il a suffi d'un mois pour ruiner toutes les espérances de l'Allemagne, rompre le « front intérieur. » Vers le milieu d'août, le découragement a envahi toutes les classes de la société. Chaque jour de fausses nouvelles circulent dans la foule, plus nombreuses et plus désastreuses. Soupçonnant enfin qu'il a été berné par son gouvernement, le peuple refuse d'ajouter foi aux informations officielles, mais sa crédulité est inépuisable, il accueille maintenant les rumeurs les plus folles, les plus menaçantes : Hindenburg s'est suicidé ; sur le front, des régiments ont passé à l'ennemi, d'autres se sont mutinés ; les Anglais ont attaqué Heligoland ; les itinéraires des sous-marins ont été dévoilés par des officiers, et les traîtres ont été fusillés... Un autre jour, l'alarme vient des milieux financiers : les anciens emprunts de guerre auraient baissé de moitié. Hindenburg lui-même est forcé d'intervenir et de mettre solennellement la nation en garde contre « la propagande ennemie. » Rien n'y fait : les fausses nouvelles continuent d'empoisonner les imaginations, d'énerver les courages.

Les voiles sont déchirés. Cette France que l'on disait « saignée à blanc, » reconquiert pied à pied son territoire perdu. Cette Italie qu'on prétendait exténuée, a reconstitué ses armées. La guerre sous-marine est de jour en jour moins efficace, moins dangereuse pour l'ennemi. La Russie, d'où devaient affluer les céréales, n'a fourni à l'Allemagne que des ressources dérisoires. L'Amérique qui, au dire des « experts militaires, » ne devait faire passer en Europe qu'un petit nombre de régiments inaptes à la grande guerre, déverse de magnifiques armées sur le continent. Les experts militaires continuent, il est vrai, de soutenir que si « les États-Unis ont fait peut-être un effort dont plus d'un, même en Amérique, ne les croyait pas capables, » ils ne pourront pas « engager le plein de leur force militaire avant 1919 ou peut-être 1920. » Mais l'Allemagne ne croit plus en ses « experts militaires. » D'ailleurs, avant 1920, la partie sera jouée et perdue : chacun en est désormais convaincu.

Les « dirigeants » rappellent à la nation qu'elle a, depuis quatre ans, traversé des crises aussi terribles et qu'elle a toujours surmonté le péril grâce à la bravoure des soldats, à la

solidité de l'organisation, au génie de Hindenburg et de Ludendorff. — Mais alors la foi était intacte. L'Allemagne ne doutait pas d'elle-même. Aux jours sombres de 1917, elle avait vu lui échapper le triomphe que ses chefs lui avaient promis en 1914; elle avait désespéré d'être victorieuse, mais elle restait certaine de ne pas être vaincue. Aujourd'hui il se trouve encore des gens pour écrire : « Un peuple tel que le peuple allemand ne peut pas être vraiment battu; » mais chacun a sous les yeux la réalité de la défaite. Le Grand État-major s'efforce de donner le change à l'opinion. Ses scribes raillent les « stratèges de brasserie » qui apprécient les avantages de l'ennemi d'après les gains de terrain, comme si Hindenburg et Ludendorff attachaient la moindre importance à ces considérations géographiques! Ils supplient leurs lecteurs de n'accorder aucune créance aux communiqués de l'adversaire, ils se demandent même s'il ne serait pas préférable de cesser la publication de ces bulletins mensongers qui égarent l'opinion et alimentent le pessimisme. A chaque nouveau progrès des troupes franco-britanniques, ils affirment que celles-ci ont misérablement échoué, puisqu'elles se proposaient de « percer » le front allemand et n'y ont pas réussi, et ils jurent que, cette fois, l'armée allemande va s'arrêter et tenir sur ses positions. Quelques jours plus tard, les franco-britanniques continuant d'avancer et les Allemands de reculer, ils rééditent imperturbablement la même explication. Pour mieux illustrer ces « victoires défensives, » ils ajoutent que les Alliés ont mis un mois à reprendre le terrain que l'offensive allemande avait naguère conquis en huit jours. Enfin ils publient d'interminables dissertations rétrospectives pour démontrer que la grande attaque du mois de mars avait été opportune, indispensable... Peine perdue. Des dogmes qui, depuis le début de la guerre, ont soutenu, consolé, réconforté l'Allemagne, celui qui semblait le plus solide, l'invincibilité de l'armée allemande, s'est effondré. Tout s'effondre avec lui. L'Allemagne n'est plus agitée que d'une passion, celle de la paix, mais d'une paix à laquelle personne n'avait encore osé songer, d'une paix à laquelle on sacrifiera, s'il le faut, l'honneur du pays et la personne de l'Empereur.

C'est alors qu'apparaissent les premiers symptômes d'une agitation antidynastique. Certains Allemands pensent qu'on pourrait conjurer le péril de l'invasion en se débarrassant du

gouvernement impérial, ils espèrent que la « démocratisation » complète serait un bon moyen de faciliter la paix et de rendre l'Entente plus traitable. Afin de calmer les politiciens démocrates et intimider les conservateurs intransigeants, Hertling s'engage à démissionner, si la Chambre des Seigneurs ne vote pas la réforme électorale, « il y va, dit-il, de la défense et du salut de la couronne aussi bien que de la dynastie. » L'Empereur lui-même adresse à ses « chers amis » les ouvriers d'Essen une harangue extraordinaire où, à travers des effusions sentimentales et des rabâchages de vieux prédicant, perce une mortelle inquiétude.

A travers les objurgations de la *Kœlnische Zeitung*, il est facile de discerner quel est alors l'état moral de l'Allemagne.

Nous n'avons pas le choix aujourd'hui : il faut tenir jusqu'à ce que nos ennemis soient persuadés que, malgré tous les sacrifices, ils ne nous abattront pas. Alors, mais alors seulement, ils seront prêts à entrer en pourparlers. Toute autre attitude de notre part aboutirait à une soumission complète en face d'un ennemi impitoyable qui nous ferait sentir tout le poids du *Væ victis;* celui qui sait ce que cela voudrait dire, en frissonne à l'avance.

Il faut continuer la lutte, non pour accroître notre puissance ou notre gloire, mais tout simplement pour vivre, pour le pain de nos enfants! Nos ennemis n'en veulent pas à une dynastie, à un système politique; une république allemande verrait se dresser contre elle les mêmes adversaires impitoyables que l'Empire allemand actuel. C'est à notre peuple en tant que peuple, à notre force, à notre nombre, à notre travail, à notre bien-être, à chacun de nous qu'ils en veulent. C'est pour éloigner de nous ces calamités que nous combattons, que nous souffrons tous, au front comme à l'arrière. Rien n'y fait! Il faut voir les choses comme elles sont. Il faut que tous nous reconnaissions que la patrie allemande et chacun de nous avec elle, se trouvent absolument dans la situation d'un navire au milieu de la tempête furieuse et mugissante.

Il n'y a point pour nous d'autre salut, de quelque côté que nous regardions; il faut tendre toutes nos énergies; il faut que toute pensée s'efface devant celle-ci : maintenir la force de résistance du navire et alléger la tâche du pilote. Personne ne peut quitter l'embarcation; nous ne pouvons qu'atteindre le port ou périr avec elle. Les plaintes et les gémissements ne peuvent que hâter le naufrage; la mutinerie amène la catastrophe avec une certitude mathématique. Toutes les discussions sur la construction du navire, sur ce qu'il faudrait améliorer, sur les machines, sur quelques pièces trop vieilles

sont absurdes, tant que le navire lutte contre l'ouragan. Et il est plus fou encore de se quereller pour savoir comment il a été surpris par la tempête... Nous n'avons plus besoin que d'une chose : que chacun travaille inlassablement à la place qui lui a été assignée... Surtout ne faisons rien tant que les vagues n'auront pas cessé d'assaillir le navire... (*Kœlnische Zeitung*, 10 septembre.)

Ces sages conseils viennent trop tard. L'heure n'est plus à l'héroïsme. Déjà, dans l'espoir d'apaiser les dieux, une partie de l'équipage parle de jeter le pilote par-dessus bord... Et la tempête redouble de violence. Les armées ont été ramenées sur les lignes d'où elles étaient parties, six mois auparavant, pour leur « grande offensive, » et chacun s'attend à voir les troupes de Foch poursuivre leurs assauts. Personne ne prend au sérieux la proposition de paix de l'Autriche-Hongrie, et, du reste, l'accueil qu'elle a reçu des chefs de l'Entente, et en particulier de M. Clemenceau, ne laisse place à aucun espoir. A Berlin, la succession de Hertling est virtuellement ouverte. Les socialistes se préparent à s'emparer du pouvoir, affirmant que seul un gouvernement populaire pourra proclamer la levée en masse ou faire la paix, au choix. Quant aux pangermanistes, ils sont à la recherche d'un « homme fort ; » ils continuent de célébrer les vertus du militarisme prussien, comme si leurs armées étaient toujours aux portes de Paris. C'est *le 13 septembre 1918*, qu'on peut lire dans un des principaux journaux de Berlin : « Le caractère spécifique allemand est l'union de l'esprit grec et de la force romaine... Le militarisme allemand n'est pas la force brutale contre laquelle s'insurgent nos ennemis. Le peuple des poètes et des penseurs est sans doute armé de pied en cap, mais sous le fer de la cuirasse bat un cœur chaud plein d'enthousiasme pour les plus nobles biens de l'humanité... Le militarisme allemand... c'est l'incarnation de l'impératif catégorique de Kant, c'est la sagesse paulinienne devenue vie... Le militarisme allemand est une puissance civilisatrice au même titre que l'idéalisme de Platon, le christianisme, l'humanisme et la Renaissance. Avant tout c'est une grande et merveilleuse œuvre d'art... Dans cette guerre, nous ne faisons qu'accomplir la mission qui, dès le commencement, a été donnée à notre peuple. Tout ce qui se passait auparavant dans les pays allemands, n'était que la préparation de cette guerre Les générations futures s'en rendront compte... »

Au milieu de la confusion des esprits et de la mêlée des partis éclate, comme un coup de tonnerre, la nouvelle de l'armistice bulgare. C'est le signal de la panique et de la débâcle.

LA DÉFECTION DE LA BULGARIE

Depuis quelques jours déjà, on a reçu de fâcheuses informations de Macédoine : l'armée de Salonique a attaqué avec des forces considérables, les lignes bulgares ont fléchi. Les journaux affirment qu'il ne s'agit pas là d'une opération « de grande envergure » et, que, si l'Entente vise à couper la route de Constantinople, son projet est irréalisable. D'ailleurs, le public s'intéresse médiocrement à ces affaires lointaines et, tout entier aux événements du front occidental, il se console en lisant les récits du dernier raid aérien sur Paris. Cependant on apprend à la fois que les Turcs ont subi une terrible défaite en Palestine, et que les Bulgares ont été bousculés. Enfin, le 26, parvient la nouvelle que les Bulgares ont demandé un armistice.

A Berlin, l'émotion est profonde, et il y a une panique à la Bourse. La presse de province en apporte bientôt la preuve, le trouble se répand dans tout l'empire; chacun entrevoit les conséquences inévitables de cette catastrophe : l'Allemagne, désormais séparée de Constantinople et de l'Orient, sera réduite à ses seules forces, car fatalement la Turquie et l'Autriche vont suivre l'exemple de la Bulgarie. Quelle banqueroute politique! quel effet moral dans le monde entier! C'est l'isolement et l'écrasement. Le gouvernement cherche à cacher la vérité : Malinof, annonce-t-il, a agi sans le consentement du tsar de Bulgarie; la situation est déjà rétablie; les secours militaires affluent vers le Sud; le peuple désavoue Malinof, puis, qu'importe l'alliance bulgare? Pendant la première année de la guerre, l'Allemagne s'est passée de la Bulgarie, elle s'en passera bien pendant la dernière. Mais au bout de deux jours, l'optimisme officiel s'évanouit. Le public est exaspéré de tant de mensonges inutiles, et les journaux ne se gênent plus pour traduire sa déception : il faut que le vieil Hertling disparaisse; on exige des hommes nouveaux. Un instant, on se raccroche à l'espoir que l'Entente voudra imposer à la Bulgarie des conditions trop

rigoureuses et que celle-ci reprendra la guerre. Qu'on envoie tout de suite une armée pour la secourir. Mais où prendre des troupes? Le gouvernement terrifié voudrait gagner du temps en cachant la signature de l'armistice; il fait annoncer que des soldats allemands sont à Sofia, que la Turquie expédie des divisions, que Ferdinand proteste de sa fidélité...

Le peuple allemand se sent perdu. Les Anglais viennent de reprendre l'offensive et de dépasser les défenses de la ligne Siegfried. Chacun comprend alors que Ludendorff a trouvé son maître. Les fameux « experts militaires » déclaraient depuis deux mois que le généralissime français montrait une « pauvreté d'imagination stupéfiante » et faisait consister toute la stratégie en un « martelage brutal, » tandis que Hindenburg et Ludendorff avaient fait de la guerre un « art subtil. » Ces calembredaines sont maintenant démodées; la presse commence à parler avec inquiétude de la « stratégie démoniaque » de Foch. Alors, au sentiment de la défaite s'ajoute la terreur de l'invasion. Le 28 septembre paraît dans le *Vorwærts* un étrange article où sont évoquées les images les plus sinistres. Ce sont là sans doute arguments politiques destinés à obtenir l'entrée des socialistes dans le ministère; mais, en même temps, ils expriment l'épouvante qui commence à hanter les imaginations et décidera la nation entière à accepter toutes les capitulations.

Il faut aujourd'hui nous représenter courageusement la situation suivante comme pouvant devenir possible et réelle.

La Bulgarie abandonne la Quadruplice et conclut la paix avec l'Entente. L'Autriche-Hongrie et la Turquie se joignent à elle dans cette démarche. Cela veut dire que, vers le Sud-Ouest, nous ne pouvons étendre le bras plus loin que Bodenbach, que nous perdons toute influence sur les parties de la Pologne et de l'Ukraine occupées par l'Autriche. Nous voilà, nous, peuple allemand, seuls en face des Français, des Anglais, des Italiens, des Américains et des autres peuples, leurs auxiliaires; nous nous battons arc-boutés au mur, avec, devant les yeux, la vision de notre ruine.

Il faut continuer de développer cette image. Le courage abandonne les soldats, le front occidental s'effondre, l'ennemi envahit notre pays. Des villes allemandes disparaissent dans les flammes. Des multitudes de réfugiés affluent vers l'Est; ces foules se mêlent à l'armée qui, elle, reflue en désordre; elles pénètrent dans nos cités, remplissent les maisons, débordent, campent à la belle étoile,

imposent aux autorités des tâches insolubles, répandent partout le désespoir et l'abattement.

Les transports de ravitaillement qui, depuis quatre ans, n'étaient plus qu'un mince filet coulant à peine, s'arrêtent complètement. Dans les rues, on voit des hommes tourner subitement sur eux-mêmes et s'abattre tués par la faim. Il n'y a plus de charbon, par conséquent plus de lumière et plus de tramways... L'industrie congédie ses ouvriers... Ceux qui fabriquent des munitions se trouvent dans le dénûment le plus complet...

Des centaines de milliers de personnes meurent et une sorte de folie s'empare des survivants. Qui sait combien de temps on a encore à vivre? On va donc se venger contre ceux qui sont cause de toutes ces misères... Au lieu de la guerre là-bas hors de chez nous, c'est la guerre civile: ce sont des tranchées dans les rues, des mitrailleuses dans les maisons, des cadavres sur le pavé... On meurt, on meurt de toutes les morts : par la faim, par les balles, par les épidémies...

Pendant ce temps, le gouvernement parlemente avec l'ennemi. Comme il sait que, derrière lui, il n'a plus dans le peuple la force de résistance nécessaire, il accorde à l'ennemi tout ce qu'il demande : des territoires, l'or de la Banque d'Empire, et émet des chèques pour plusieurs milliards, signe tous les engagements qu'on lui extorque, car il lui faut la paix à tout prix. Mais cette paix ne sera pas une paix qui nourrit! Ce sera l'enfer sur terre, ce sera quelque chose de pire que la guerre. (*Vorwærts*, 25 septembre.)

Pour conjurer de pareilles calamités, le *Vorwærts* veut que le front occidental tienne encore « quelques semaines » et que la paix soit négociée par un gouvernement démocratique.

Ce gouvernement démocratique, ce sera celui du prince Max de Bade. Mais, bien que Scheidemann en fasse partie, il n'attendra pas quelques semaines pour proposer la paix. Son premier soin sera de demander un armistice. Le peuple tout entier n'a plus qu'une pensée : la paix, n'importe laquelle, à n'importe quel prix ; la plus rapide sera la meilleure ; tout plutôt que l'invasion ; car il sent peser sur lui la menace des représailles. Dès cet instant, il a moralement capitulé.

L'EFFONDREMENT

A cette nation consternée et assoiffée de paix, un gouvernement énergique serait peut-être parvenu à rendre un peu de courage. Lorsqu'en 1917, Hindenburg et Ludendorff s'étaient

emparés du pouvoir après la chute de Bethmann-Hollweg, ils étaient arrivés à ressaisir l'opinion qui, alors déjà, était profondément abattue. Au commencement d'octobre 1918, la crise était, sans doute, plus grave, la défaite avait compromis la popularité des deux dictateurs; cependant les organisations pangermanistes étaient encore puissantes, le nom de Hindenburg n'avait pas perdu tout prestige; qui sait si, en exploitant la crédulité et l'obéissance du peuple, on ne l'eût pas décidé à faire meilleure contenance et à risquer les chances d'une suprême résistance? Au lieu d'adresser ce dernier appel au patriotisme de la nation, Ludendorff tenta d'assurer le salut de l'armée et de l'Empire par une machination politique qui acheva la démoralisation de l'Allemagne.

Ludendorff était omnipotent. La section politique du Grand Quartier général formait un gouvernement occulte au service duquel travaillaient la police de la Section des renseignements et la propagande de l'Office de presse. Il est difficile d'apprécier l'action proprement militaire de Ludendorff, car aucun indice sérieux ne permet encore de percer le secret de sa collaboration avec Hindenburg; mais on sait les tendances et les résultats de sa politique. Il a été le maître des négociations de Brest-Litowsk. C'est lui qui a imposé l'offensive du printemps de 1918. Il a voulu « ordonner le monde par la violence, » prétendre à un rôle « héroï-politique; » son humeur et ses rêves étaient d'un Napoléon. D'ailleurs, pour connaître l'homme et sa mégalomanie, il suffit de lire un rapport officiel et secret qu'il a rédigé en mars 1913, sur le renforcement de l'armée allemande, rapport qui, tombé aux mains du gouvernement français, fut publié dans le *Livre jaune*.

Comment ce soldat brutal, ce pangermaniste forcené mit-il un jour tout son espoir dans une combinaison aventureuse, dans un pauvre stratagème de politicien? Ses amis ont conté qu'exténué par le labeur formidable de quatre années de campagne, il avait subi une grave dépression nerveuse à la suite de la défection de la Bulgarie. Ce qui dès maintenant est hors de doute, c'est que la « démocratisation » de l'Allemagne et la demande d'armistice furent décidées au Grand Quartier.

En manigançant cette double comédie, Ludendorff espérait donner une apparence de satisfaction aux socialistes, sauver la dynastie et la caste militaire, jeter le désordre chez l'ennemi

par la perspective d'une paix prochaine, permettre aux armées allemandes de se retirer sur la Meuse et de s'y reconstituer tranquillement pour de nouvelles opérations. C'était là méconnaître à la fois et l'état moral de l'Allemagne et celui des peuples de l'Entente. Ces derniers ne virent dans la prétendue démocratisation de l'Allemagne qu'un simulacre pour mystifier le président Wilson et dans la demande d'armistice qu'un signe de détresse. Les Allemands, eux, prirent au grand sérieux la démarche de leur gouvernement. Pour hâter cette paix qu'on demandait en leur nom, ils se montrèrent prêts à tout immoler, même la dynastie, même la caste militaire. Et ce fut ainsi que Ludendorff précipita l'effondrement de l'Allemagne.

Après la démission de Hertling, les partis se querellent pour savoir si le prochain gouvernement sera un ministère « de concentration » ou de « majorité. » Mais le Grand Quartier a son plan : les socialistes veulent des portefeuilles, on leur en donnera, et pour chancelier on prendra un fantoche, le prince Max de Bade. Il est sans doute plaisant de voir cet héritier d'une maison régnante, ce général de cavalerie, devenir l'initiateur de la démocratie. Mais les socialistes, satisfaits d'être ministres, feignent de ne pas s'apercevoir de l'ironie du contraste. Quant au public, on lui assure que ce ministère est là pour faire la paix : il ne tient pas à en savoir davantage.

Le 7 octobre, Max de Bade demande officiellement un armistice et la paix, en acceptant toutes les conditions posées par le président Wilson. On ne s'attendait ni à une démarche si soudaine, ni à une adhésion si complète. Les socialistes éprouvent donc le besoin de se disculper : ils font remarquer que le chancelier n'a pas formellement abandonné la Posnanie et l'Alsace-Lorraine. Les pangermanistes, d'abord un peu interloqués, s'emportent contre le gouvernement. Ils ignorent, du reste, que la demande d'armistice est partie du Grand Quartier. La ligue des agrariens, le parti des conservateurs-libres, la société de la patrie allemande font entendre des protestations véhémentes. Mais le peuple a trop de sujets d'anxiété pour prêter l'oreille à ces cris d'indignation ; les Turcs sont écrasés en Palestine, les Slaves d'Autriche sont en pleine insurrection ; l'attitude de la Pologne devient de plus en plus menaçante ; les lignes allemandes ont été enfoncées entre Cambrai et Saint-Quentin. « La situation sur le front occidental a subi soudain

de tels changements que, dans le peuple, l'inquiétude grandit chaque jour ; la crainte est générale que notre front ne se désagrège et ne s'effondre, et qu'alors les envahisseurs ne se déversent dans toute l'Allemagne de l'Ouest. » (*Mannheimer General Anzeiger*, 7 octobre.) Chaque jour, le communiqué annonce un repli nouveau. « Le pays qui, la flamme dans les yeux, suit la marche retentissante des événements, désirerait enfin entendre le mot si ardemment attendu : Halte! Jusqu'ici et pas plus loin! Maintenant nous avons atteint la limite de nos principales positions de combat; c'est ici que nous livrerons la bataille décisive. Ce moment nous paraît proche; il est déjà peut-être arrivé. » (*Berliner Tageblatt*, 8 octobre.) — Faux espoir : le lendemain Cambrai est abandonné.

Les 8 et 9 octobre, le bruit se répand à Berlin que le président Wilson s'apprête à répondre par une fin de non-recevoir. C'est un immense désespoir. Les optimistes comptent, malgré tout, sur la modération du Président, et Maximilien Harden rappelle que « jadis Pausanias refusa de laisser sacrifier le cadavre de Mardonius en représailles du traitement infligé à Léonidas : un tel outrage lui semblait une marque de faiblesse. » Mais le souvenir de Pausanias ne suffit pas à rassurer les Allemands, et l'émotion grandit.

Enfin Wilson a répondu. Grande allégresse. Il veut de nouvelles explications : on les lui donnera. Pour la Posnanie et l'Alsace-Lorraine, comme il ne peut s'agir de toucher à « l'intégrité de l'Empire, » on s'arrangera. Dans la joie de voir la conversation continuer, tout le monde s'incline avec déférence devant la haute sagesse de celui que, depuis trois ans, journalistes et caricaturistes ont couvert d'opprobre.

La seconde note de l'Allemagne traduit bien cet état d'esprit. Elle est faite pour entretenir le peuple dans l'illusion que Wilson n'est plus un belligérant, mais un arbitre bienveillant. Un petit tableau tracé par le correspondant berlinois d'un journal badois paraît donner une idée juste du sentiment populaire : « En ce qui concerne l'accueil fait à la note allemande par la population berlinoise, on peut dire qu'une partie de celle-ci l'a acceptée généralement avec une certaine satisfaction, parce qu'elle fait entrevoir la fin de la guerre. La majorité du peuple ne voit que ce côté, sans se rendre compte, pour le moment, des conséquences de la paix. La partie modérée et

réfléchie de la population est pénétrée de l'idée que toutes les démarches faites l'ont été d'accord avec le haut commandement, et par conséquent se résigne au fait accompli... L'attitude calme de la population montre qu'on sait apprécier la gravité de la situation. *Mais ce qui s'exprimait surtout, et particulièrement chez les femmes, c'était la joie d'une fin prochaine de la guerre.* » (*Neue Badische Landeszeitung*, 14 octobre.) Les pangermanistes ne désarment pas. Des groupes manifestent devant la statue de Hindenburg. A Dantzig, lecture est donnée de la note allemande à une séance du Comité de la Défense Nationale, et l'auditoire s'écrie : « Nous sommes trahis! Jamais l'Aigle blanc ne flottera sur Dantzig! Nous ferons plutôt sauter nous-mêmes nos maisons. A bas le gouvernement! A bas le Reichstag! » Mais les mauvaises nouvelles continuent d'affluer : l'Autriche se disloque, on raconte que le moral de l'armée est atteint; les troupes se retirent entre l'Oise et l'Aisne. Et c'est avec une fiévreuse inquiétude que la foule attend la réplique de Wilson, espérant qu'elle sera conciliante : l'Allemagne a déjà fait tant de concessions!

La désillusion est terrible. La réponse du président Wilson hautaine, inflexible, et où il est exigé que l'armistice consacre la *supériorité militaire* de l'Entente, les reproches de barbarie à l'adresse des armées allemandes, le rappel du discours du 4 juillet qui réclamait la disparition du pouvoir impérial, autant de coups assenés à l'orgueil germanique. Le doute n'est plus possible : ce que veut Wilson, c'est faire capituler l'Allemagne; et il est facile de prévoir quelle paix l'Entente imposera à son ennemie. « Si nous cédons de nouveau, les prochaines démarches de l'Entente, à en juger par ce que nous apprennent les discours de ses hommes d'État, seront probablement le désarmement de notre armée et de notre flotte, même avant les pourparlers de paix, la reddition de nos places fortes de l'Ouest, Strasbourg, Metz, Mayence, Coblence et Cologne pendant les pourparlers, l'occupation de nos principales villes jusqu'au paiement d'une indemnité de trente milliards, la cession de l'Alsace-Lorraine, de la marche de l'Est et du Slesvig-Holstein, la neutralisation de la Province rhénane ou son incorporation à la Belgique et peut-être encore cent autres choses inventées par les caprices sadiques de l'Entente... » (*Dusseldorfer Nachrichten*, 16 octobre.) A partir de ce moment, les Allemands

savent à quoi s'en tenir sur les intentions de l'adversaire. Quelques-uns gémissent : quelle affreuse injustice! ce sont Lloyd George et Clemenceau qui ont poussé Wilson à une pareille violence! est-ce que l'Allemagne n'est pas suffisamment démocratisée? D'autres, — de moins en moins nombreux, — prêchent la résistance, réclament un « chef, » serait-il un démocrate, « ressemblerait-il à Gambetta, au besoin à M. Clemenceau; » ils sont d'autant plus ardents à protester que le Grand Quartier vient de faire une volte-face, et qu'après avoir organisé la « manœuvre de paix, » il combat maintenant le gouvernement et voudrait couper court au colloque qu'il a lui-même engagé avec le président Wilson. Cependant les réunions publiques en faveur d'une paix immédiate se multiplient dans les grandes villes; à Berlin les socialistes indépendants manifestent dans les rues, et la multitude acclame l'ambassadeur des Soviets. Scheidemann et les politiciens de son clan sentent que le pouvoir va leur échapper, s'ils cessent de causer avec le président Wilson; ils ne peuvent plus se dérober à la nécessité de conclure la paix. Puis les convulsions de l'Autriche et l'abandon d'une partie de la Flandre par les troupes allemandes augmentent encore l'angoisse de la foule. Enfin, il court des bruits alarmants sur les dispositions du Danemark et de la Hollande.

Ils prêchent dans le désert, tous les vieux sermonnaires dont, depuis trois ans, la fonction était de relever le moral de la nation.

Ne nous laissons pas abattre, s'écrie un rédacteur de la *Kœlnische Zeitung*. Ne pleurons pas. Si l'ennemi veut notre perte, mourons d'un cœur vaillant et le front haut. Nous avons beaucoup à faire pour rétablir le moral du peuple et réparer les fautes commises... Il faut sans cesse répéter qu'il s'agit de l'Allemagne tout entière, et que la pusillanimité de l'individu compromet le sort de ses concitoyens. En présence de l'ennemi qui nous talonne, il n'y a pas de désertion possible... Devons-nous permettre que les cris d'effroi de quelques-uns provoquent des paniques?... La misère matérielle que nous avons supportée pendant ces longues années de guerre, est peu de chose comparée à la *misère morale* où nous nous trouvons maintenant. (*Kœlnische Zeitung*, 18 octobre.)

Cette « misère morale » se révèle dans la troisième note de l'Allemagne. Le document a été composé de bric et de broc.

Theodor Wolf, le rédacteur en chef du *Berliner Tageblatt* le compare à une malle qu'on n'a cessé de rouvrir et de refermer, jusqu'au dernier instant, pour y glisser quelque objet oublié. La note élude sournoisement les demandes positives du président Wilson, mais l'accent est humble, obséquieux, presque le ton de l'excuse. Dans ses journaux, le gouvernement cherche à reprendre certaines concessions : l'Allemagne ne peut pourtant pas évacuer sans des garanties ! l'évacuation doit être progressive, etc... Mais ces atténuations tardives et maladroites ne satisfont guère l'opinion publique, qui devient chaque jour plus menaçante. « Dans les rues, dans les ateliers, dans les bureaux et les comptoirs, dans nos foyers, on se demande partout : « Comment ce revirement de la guerre a-t-il pu nous surprendre si subitement ? » On cherche les causes. Mais, comme les Français en 1871, on va plus loin et déjà beaucoup s'écrient : « C'est un tel qui est coupable ! » Et l'on continue, toujours comme les Français en 1871 : « Nous avons été trompés ! On nous a menti pendant toute cette guerre... » (*Dusseldorfer Nachrichten*, 22 octobre.) Deux jours après, la *Frankfurter Zeitung* fait savoir à l'Empereur qu'on eût été heureux de le voir « tirer lui-même les conséquences personnelles qu'impliquent certains événements. »

Sur ces entrefaites, le président Wilson aunonce qu'il va transmettre aux autres belligérants la proposition d'armistice. La nouvelle est accueillie avec joie : l'heure des négociations semble approcher. En attendant, on juge opportun de faire aux ennemis du militarisme allemand le sacrifice d'une victime illustre. Le gouvernement se débarrasse de Ludendorff, auteur de la désastreuse demande d'armistice. Le peuple, qui a déjà perdu le souvenir des services rendus autrefois par le collaborateur de Hindenburg, est persuadé que l'Entente sera sensible à ce nouveau témoignage de « démocratisation, » et qu'un obstacle à la paix vient de disparaître. Dans tous ces subterfuges par lesquels l'Allemagne terrifiée s'ingénie à conjurer l'inévitable, la sottise le dispute à la lâcheté. Ludendorff écarté, l'on annonce au monde que dorénavant « les autorités militaires sont subordonnées aux autorités civiles. » D'ailleurs, il n'est pas question de toucher à Hindenburg, le chef de Ludendorff, et cette anomalie ne surprend personne, même parmi les plus antimilitaristes.

Les événements se précipitent. Andrassy demande la paix au président Wilson. Des négociations s'engagent entre l'Entente et la Turquie. La Roumanie envahit la Dobroudja. Les troupes de l'Entente arrivent au Danube. Déjà l'on peut entrevoir le jour où, traversant l'Autriche, elles menaceront la Bavière, la Saxe et la Silésie. Chaque jour apporte la nouvelle d'un désastre. Il y a toujours quelques pangermanistes pour compter sur un sursaut de l'opinion publique et vouloir, par la guerre à outrance, sauver au moins le prestige de l'Empire. Ils le disent, ils le crient; mais, quand on sait de quelles arrière-pensées, de quelles fourberies sont capables des politiciens allemands, on se dit que c'est peut-être la certitude de ne pas être suivis qui les décide à ces gesticulations inutiles : ils n'ignorent pas que leurs compatriotes sont déterminés à tout subir, mais ils pensent qu'eux-mêmes pourront un jour tirer profit de cette glorieuse et vaine intransigeance. Les socialistes indépendants réclament la paix à tout prix, la déchéance de la dynastie et la proclamation de la république. La bourgeoisie vit dans la terreur du bolchevisme. Les socialistes qui ne veulent pas lâcher leurs portefeuilles, font chorus avec les indépendants. Un de leurs principaux journaux tient ce langage : « L'invitation à lutter jusqu'à la mort ne produira aucune impression sur les masses. Un individu peut sacrifier sa vie, les peuples ne veulent pas mourir... Il faut que la guerre finisse. Le peuple allemand a fait tout ce qui était en son pouvoir pour sauver son existence et son honneur. Il n'est pas un adversaire qui osera l'humilier jusqu'à en faire un peuple d'ilotes. Avec courage et confiance dans l'énergie et les capacités du peuple, l'Allemagne va se préparer à une nouvelle vie et à une nouvelle prospérité. » (*Chemnitzer Volkstimme*, 28 octobre.) Quant au gouvernement, il donne à tous le même mot d'ordre : se résigner à la capitulation qui est inéluctable. « Il ne nous reste plus rien à faire que de serrer les dents et d'appuyer le gouvernement. » (*Schwäbischer Merkur*, 29 octobre.) Dans un journal du duché de Bade, le critique militaire ayant affirmé que l'Allemagne « ne se courberait jamais sous une paix imposée par la violence, » la Rédaction fait observer à ce trop bouillant écrivain : « Ceux qui n'assument pas la responsabilité du pouvoir n'ont ni le droit de pousser à la résistance, ni celui de nous exhorter à céder. » (*Neue Badische Landeszeitung*, 1er novembre.)

Tandis que l'armée bat en retraite devant les Anglais, devant les Français, devant les Américains, et que l'Allemagne perd successivement tous les gages qui jadis devaient lui garantir une « paix de conciliation » fructueuse, tandis que l'Autriche s'écroule et capitule, que la Turquie signe un armistice, l'opinion est moins préoccupée de toutes ces catastrophes, d'ailleurs prévues, que du terrible désordre de la situation intérieure. Durant la première semaine de novembre, la terreur du bolchevisme et le désir de se débarrasser de l'Empereur obsèdent toute l'Allemagne.

Il y eut alors des troubles à Berlin, à Munich, à Stuttgart, à Kiel. Quels en furent le caractère et la gravité? Il est encore difficile de le savoir d'une façon précise à l'heure où nous écrivons ces lignes. Il semble que seules les mutineries de la flotte furent des tentatives révolutionnaires analogues aux exploits des maximalistes russes. Les autres émeutes paraissent avoir été aisément réprimées par les forces de police. Ioffe, l'ambassadeur des Soviets, fut invité à quitter Berlin et ses agents furent incarcérés. A lire la presse allemande, on a l'impression que la bourgeoisie trembla et que la puissance des ministres socialistes en fut accrue. Mais défions-nous des récits des journaux. Destinés à passer la frontière, ils avaient, sans doute, pour objet d'effrayer les gouvernements de l'Entente et de les décider à conclure la paix le plus rapidement possible, afin que l'ordre se rétablît en Allemagne et que la contagion du bolchevisme ne s'étendît pas à toute l'Europe.

Quant à la question de l'abdication de l'Empereur, elle était ouvertement discutée depuis plusieurs semaines, et il était manifeste qu'une partie de l'opinion publique était prête à accepter la déchéance du souverain, et même de la dynastie, pour parachever la « démocratisation » réclamée par le président Wilson. On avait d'abord espéré que l'Empereur se sacrifierait de gaîté de cœur et comprendrait la leçon que lui avait donnée Ludendorff en se laissant « démissionner. » On lui rappelait que « Codrus s'était fait tuer parce qu'un oracle avait promis la victoire au pays dont le souverain disparaîtrait. » (*Berliner Tageblatt*, 27 octobre.) Et le 31 octobre, le *Vorwærts* écrivait : « Que fera l'Empereur? Quand le fera-t-il ? » Mais l'Empereur semblait peu disposé à écouter l'invitation des socialistes. Ceux-ci menacèrent alors de se retirer du ministère, si Guil-

laume II restait sur le trône. Comment et dans quelles conditions le monarque renonça-t-il à la couronne? A-t-il même prononcé une abdication formelle? Il règne un grand mystère sur les péripéties de cette tragédie. Et, après tout, la tragédie ne fut peut-être qu'une comédie : l'avenir nous renseignera.

Si les détails de la retraite de l'Empereur nous sont mal connus, nous sommes édifiés sur l'attitude de son peuple. Nous n'ignorons rien des motifs qui déterminèrent l'Allemagne à congédier son souverain. Elle était, elle est encore le pays le plus monarchiste de l'Europe. Dans une réunion tenue à Carlsruhe, le socialiste Marum s'exprimait ainsi : « Certes, nous autres socialistes, nous sommes républicains et à ce titre nous n'avons pas lieu de prendre la défense des Hohenzollern. Mais ne nous faisons pas d'illusions : dans sa majorité, le peuple allemand est encore monarchiste. Ce qui nous importe, c'est d'obtenir une constitution fondée sur le droit. *Que ce soit avec ou sans monarque*, la question est secondaire... » (*Frankfurter Zeitung*, 3 novembre.) Ainsi, même parmi les socialistes, point d'hostilité déclarée contre les Hohenzollern; quant au reste du peuple, il demeure attaché à la dynastie. Le renvoi de l'Empereur n'a donc été qu'un expédient pour hâter et faciliter la conclusion de la paix. Les adversaires de l'abdication se sont contentés de faire humblement observer qu'après tout, Wilson n'avait jamais exigé la déchéance des Hohenzollern. Les lignes suivantes du grand journal catholique de Cologne, la *Kœlnische Volkszeitung*, méritent d'être citées : « Les changements constitutionnels auxquels nous procédons, *certes non sur les désirs de Wilson, mais tout de même conformément à ses désirs*, ont une importance capitale pour Wilson, et influent d'une façon décisive sur son examen des possibilités de paix. C'est ce qui ressort avec toute la netteté désirable de la dernière phrase de sa troisième note. Dans cette dernière phrase, il n'est en aucune manière question de l'abdication de l'Empereur. Même en lisant entre les lignes, on ne voit pas que Wilson exige un tel geste. Il distingue nettement entre deux possibilités : ou bien une paix d'entente avec une Allemagne transformée dans un sens démocratique, ou bien une capitulation si les « maîtres militaires » restent au pouvoir. Si Wilson avait exigé l'abdication, il l'aurait dit nettement, car il proclame souvent qu'il parle un langage franc et sincère. » (*Kœlnische Volkszeitung*, 3 novembre.)

Conclusion : puisque Wilson paraît se contenter de la disgrâce de Ludendorff, nous pouvons nous épargner la honte de lui sacrifier notre Empereur. Le peuple allemand jugea hasardeux le commentaire de la *Kœlnische Volkszeitung* et crut plus sûr de pousser jusqu'au bout la « démocratisation. »

Guillaume II finit par s'exécuter. Se trouva-t-il des Allemands pour rougir de la lâcheté de leur peuple et de leur souverain ? On le saura plus tard. Des violences et des insurrections déchaînées çà et là par la défaite et par la faim, une troupe de politiciens qui court au-devant de toutes les hontes plutôt que de se laisser évincer du pouvoir, un peuple accablé, silencieux, morne, dont la misère augmente encore la passivité fataliste, voilà, à cette heure suprême, tout ce que nous pouvons distinguer en Allemagne.

Wilson ayant transmis le mémorandum aux Alliés et invité le gouvernement allemand à s'adresser au maréchal Foch, quelques journaux feignirent de considérer cette dernière note comme une victoire des États-Unis sur l'Entente. Puis, les parlementaires gagnèrent les lignes françaises; ils allaient, dit-on, non pas capituler, mais discuter. Ce dernier mensonge était bien superflu : Erzberger, tout le monde en était convaincu, partait pour tout signer : il signa tout... Et, dès le lendemain, selon sa vieille méthode, l'Allemagne commença de jouer une nouvelle comédie pour apitoyer ceux qu'elle n'avait pu écraser... Mais, comme on ignore à peu près tout des événements qui, depuis lors, se sont passés en Allemagne, il est, à plus forte raison, impossible de connaître les réactions de l'opinion.

Cet effondrement moral s'est accompli avec une soudaineté qui a étonné l'univers. Nous tous, Français, nous n'avions jamais désespéré de la victoire ; nous savions que le droit finirait par l'emporter et que la miraculeuse sottise de l'Allemagne nous sauverait de sa puissance militaire ; nous avions confiance que la volonté opiniâtre de la France, le courage de ses soldats, le souple génie de ses généraux viendraient à bout de la machine de guerre montée par l'État-major allemand, la plus parfaite et la plus redoutable que le monde ait jamais vue. Nous étions sûrs que le dénouement du drame satisferait notre conscience

et notre intérêt, mais personne n'avait jamais cru que le dernier acte serait aussi bref, que l'Allemagne serait aussi prompte à s'abandonner : son agonie aura duré moins de quatre mois.

D'où vint cette brusque défaillance d'un peuple qui jusqu'au dernier jour montra sur les champs de bataille une ténacité inlassable, une bravoure intrépide? Comment tant de vaillance militaire peut-elle se réunir à tant de lâcheté politique? C'est un des mystères de l'âme germanique, un bon sujet de méditation pour les psychologues; mais cette déchéance vertigineuse a ses causes morales et physiologiques.

Il faut d'abord se représenter l'immense déception de ce peuple orgueilleux, le jour qu'il sentit la partie perdue. Il faut se souvenir de quelles convoitises il était enflammé, quand la guerre éclata. En 1913, ce même Ludendorff qui devait présider aux triomphes et aux désastres de l'Allemagne, écrivait : « Si l'ennemi nous attaque *ou si nous voulons le dompter*, nous ferons comme nos frères d'il y a cent ans; l'aigle provoqué prendra son vol, serrera l'ennemi dans ses serres acérées et le rendra inoffensif. Nous nous souviendrons alors que les provinces de l'ancien Empire allemand : comté de Bourgogne et une belle part de la Lorraine sont encore aux mains des Francs, que des milliers de frères allemands des provinces baltiques gémissent sous le joug slave. C'est une question nationale de rendre à l'Allemagne ce qu'elle a autrefois possédé. » Et le rêve du Grand État-major fut celui de la nation tout entière. Il faut se rappeler les enthousiasmes populaires de 1914, l'extravagant manifeste des intellectuels, les requêtes des grandes associations industrielles et agricoles, le délire annexionniste qui grandissait à chaque victoire, les desseins d'hégémonie universelle, les projets d'un empire asiatique, le plan du *Mitteleuropa*, etc... Sans doute, aux heures difficiles, l'humeur de ces conquérants devenait un peu plus accommodante, mais, le péril écarté, toutes les ambitions se déchaînaient avec une violence nouvelle : on le vit bien, quand, après Caporetto et la révolution maximaliste, la Germanie se crut maîtresse du monde. Au sortir d'une pareille ivresse, elle resta abasourdie, inerte : tous les ressorts de sa volonté étaient brisés, toutes ses énergies anéanties.

A l'amertume de la désillusion, il convient d'ajouter les terribles effets du blocus. Ils furent à peu près nuls pendant

dix-huit mois, et les médecins allemands affirmèrent alors, non sans raison, que cette cure de sous-alimentation profitait à la santé générale. Mais la guerre dura, et chaque jour le peuple souffrit davantage de ne plus manger à sa faim. (L'armée fut, jusqu'au bout, beaucoup mieux nourrie que la population civile, ce qui explique, pour une part, l'endurance des soldats, alors qu'à l'arrière, les corps s'anémiaient et les volontés se détendaient.) Il souffrit de la disette, il souffrit des abus et des injustices provoqués par la spéculation ou l'accaparement, il souffrit des vexations que lui infligeait la complexité des règlements. Atteint dans son bien-être, dans ses habitudes, dans sa santé, il en vint lentement à une sorte de neurasthénie, passa par des alternatives d'irritabilité et d'atonie. Or, jamais la situation économique n'avait été plus grave qu'à l'heure où survinrent les premières défaites de l'armée allemande sur le front occidental, jamais la dépression nerveuse n'avait été plus profonde.

On ne trouvait sur les marchés ni fruits, ni légumes. Les pommes de terre manquaient. La graisse devenait toujours plus rare. Il fallait instituer des semaines sans viande. Le charbon faisait défaut. La pénurie de fourrages était extrême. La Hollande suspendait ses exportations. L'Ukraine n'expédiait pas les céréales promises. Le commerce clandestin rendait illusoire la fixation des prix-limite. Les fraudes les plus scandaleuses exaspéraient le populaire et provoquaient de véritables émeutes. Le délégué des syndicats ouvriers, s'adressant au chancelier, lui tenait ce langage : « A la suite des privations, les forces des ouvriers décroissent d'une façon inquiétante. Ils ne sont plus en état d'exécuter des travaux qui autrefois étaient un jeu pour eux... Il est grand temps d'intervenir, car l'irritation est immense dans le prolétariat... Le gouvernement doit pendre immédiatement les accapareurs, saisir toutes les denrées alimentaires et les rendre accessibles au peuple, supprimer les semaines sans viande et donner plus de pommes de terre... Pour faire contrepoids à la sous-alimentation, il est nécessaire de réduire la durée du travail... » (*Frankfurter Zeitung*, 13 septembre (1). Aussi les statistiques des causes de maladies

(1) Grâce à la nouvelle récolte, la situation alimentaire s'est améliorée dès le commencement d'octobre. A l'heure présente, le rationnement est moins rigoureux, la population mieux nourrie. Jusqu'au printemps, l'Allemagne disposera de provisions largement suffisantes.

devenaient elles chaque jour plus alarmantes. Des maladies nouvelles causées par l'insuffisance ou la mauvaise qualité des aliments, surtout par le manque de graisse, faisaient leur apparition. Les cas de tuberculose se multipliaient. Une terrible épidémie de grippe ravageait les grandes villes. Dans les écoles, on constatait que la croissance des enfants était ralentie.

Le manque de certaines matières augmentait encore les difficultés de la vie et les servitudes de chacun. Depuis longtemps il n'y avait plus de cuir pour fabriquer les chaussures. L'État maintenant réglementait l'emploi des étoffes, fixait le nombre et la dimension des poches pour chaque vêtement, prétendait se faire remettre les habits superflus et ordonnait l'inventaire de toutes les garde-robes. Il réquisitionnait le linge des hôtels et, à la dernière foire de Leipzig, les visiteurs étaient prévenus qu'ils devaient apporter leurs draps et leurs serviettes.

La disette, la gêne, les ressentiments, les souffrances et les ennuis développaient tous les instincts malfaisants de ce peuple brutal et pillard. On volait les chiens pour les abattre; on volait les cartables des écoliers dans la rue, les tableaux dans les musées, les rideaux et les lits dans les hôtels, les courroies de fenêtres dans les wagons. Des bandits en pleine campagne arrêtaient et pillaient des trains de marchandises. Le chiffre des indemnités versées par les Compagnies d'assurance contre le vol, du 1er janvier au 15 avril 1918, excédait de 370 pour 100 celui de toute l'année 1915. Les enfants, privés de la surveillance paternelle, formaient de véritables associations de malfaiteurs. Tous les jours la presse publiait le récit de meurtres, d'incendies, d'empoisonnements commis par des mineurs.

Un vent de folie soufflait alors sur l'Allemagne. La foule se chuchotait de fausses nouvelles, et les plus extravagantes étaient les mieux accueillies. Des paniques soudaines se produisaient dans les rues. Partout s'ouvraient des tripots et des cabarets clandestins. Somnambules, devineresses, magiciens et guérisseurs faisaient fortune. Des escrocs spéculaient sur la crédulité publique en se donnant pour d'illustres personnages. La débauche, naguère dissimulée avec tant d'hypocrisie, s'étalait au grand jour. Enfin, comme à l'approche des grandes catastrophes, tout le monde avait soif de plaisir. Au moment où l'Allemagne se sentait sous la menace de l'invasion, les tenan-

ciers de bals publics réclamaient à grands cris la réouverture de leurs salles, fermées depuis le commencement de la guerre.

Ce fut sur cette nation affamée, affaiblie, démoralisée, incapable de maîtriser ses nerfs que fondit la défaite. Hors d'état d'en soutenir le choc, elle s'écroula.

Un écrivain admirablement informé des choses allemandes, a intitulé un de ses ouvrages : *Pas d'illusion sur l'Allemagne.* Retenons ce conseil. Pas d'illusion sur l'Allemagne, même quand elle signe la plus honteuse des capitulations qu'un peuple ait jamais subies. En retraçant le tableau de l'opinion pendant ces quatre années de guerre, nous avons montré que si, selon les vicissitudes de la bataille, elle a pu varier sur l'opportunité de la paix, jamais cette opinion n'a désavoué ses premiers enthousiasmes, renié ses premières convoitises. « Jamais les partisans d'une « paix de conciliation » n'ont renoncé au rêve d' « une plus grande Allemagne. » En 1917, ils feignirent de modérer leurs appétits; mais ils redevinrent annexionnistes en mars 1918, quand ils crurent l'Entente écrasée. Ils le redeviendraient encore, s'ils se trouvaient en état de se jeter sur leurs voisins. Ne restât-il au monde qu'un seul Allemand, il serait pangermaniste. C'est afin de se préparer à la prochaine guerre que l'Allemagne recourt au stratagème de la « démocratisation, » pousse son Empereur hors de l'Empire et accepte, les yeux fermés, les conditions les plus avilissantes. La paix qu'on lui imposera ne sera jamais ni trop dure, ni trop lourde. Toutes les rigueurs sont justes, tous les scrupules absurdes devant tant de mauvaise foi unie à tant de lâcheté.

André Hallays.

M. LLOYD GEORGE

I

La France vient d'observer avec une attention passionnée la campagne électorale par laquelle la Grande-Bretagne a inauguré la reprise de la vie pacifique.

Le premier ministre M. Lloyd George avait voulu que cette consultation nationale fût aussi prompte que possible, dédaignant de se remettre à une tâche nouvelle sans mandat nouveau. Mais sa personnalité a toujours soulevé des passions, et la guerre les avait enfiévrées. Ses adversaires, d'abord décontenancés par la rapidité de sa décision, ont eu le temps de se ressaisir, et la lutte a été ardente. Malgré les informations fragmentaires de notre presse, nous en avons suivi les vicissitudes comme s'il s'était agi de nos propres affaires : ce n'était pas indiscrétion à l'égard de la politique intérieure de nos amis, mais affectueux intérêt. Les deux peuples sont désormais si unis que ce qui arrive à l'un, l'autre croit que c'est à lui-même. La France, dans son cœur, avait aussi voté.

Lloyd George, en effet, n'est pas seulement célèbre chez nous, il est populaire.

Au dernier conseil de Versailles, il est venu discuter les conditions de l'armistice. Seul de tous les grands chefs présents, il avait eu à discuter aussi, en 1914, des conditions de la guerre. Il en résume l'esprit et, de la première à la dernière heure, la durée. C'est pourquoi les foules ont acclamé au passage son chapeau mou, sa rude moustache et son salut de camarade. Ceux qui l'ont approché davantage ont admiré sa vivacité si peu britannique, son geste lumineux qui dispense

d'entendre sa langue, et ses yeux étranges, tantôt pleins de malice et tantôt pleins de visions. D'instinct, on avait pressenti en lui un ami de notre nation, presque un frère de notre race. Tous se rendent compte maintenant de ce que nous lui devons, — mais combien peu le connaissent encore! Combien peu se font une idée juste de son action, de sa personnalité morale!

Ceux qui, en effet, raconteront l'histoire de la Grande-Bretagne en guerre par les exploits de ses flottes, la gloire de ses armées, par leurs effectifs et leurs canons, ceux qui décriront ses usines, ses arsenaux, ses ports et qui tenteront l'étonnant tableau de sa puissance improvisée, négligeront toutefois ce qu'elle aura offert de plus prodigieux et de plus beau, l'effort moral qui a rendu possible et fécond ce gigantesque effort matériel. De même, il y a sans doute en M. Lloyd George un homme d'État hors de pair. Quels qu'aient été, pourtant, son sens des réalités, sa finesse même et son habileté, ses aptitudes à la fois d'improvisation et d'organisation, ses dons de gouvernement, ne voir en lui qu'un homme politique serait méconnaître le secret de sa force et de son influence, se tromper à la fois sur le ministre et sur la nation qu'il a conduite vers la France pour la libération de l'humanité!

A l'heure éblouissante où la flotte du Royaume-Uni voit se rouvrir toutes les mers du monde et les eaux infestées redevenir navigables, où l'armée britannique, aux côtés de la nôtre, et sous le même chef, recueille la gloire si pure de délivrer une terre qui n'est pas la sienne, quand les plus hauts représentants des nations victorieuses semblent, dans les acclamations, porter de l'un à l'autre rivage de la Manche la sublime accolade des peuples fraternels, rappelons-nous un instant, pour mieux jouir de notre ivresse, la rapide angoisse des derniers jours de juillet 1914, alors que, incertains de l'avenir, nous nous demandions tout bas : « Que va faire la Grande-Bretagne? » Nul traité, nulle convention qui l'engageât à quoi que ce fût d'autre que de couvrir nos ports de la Manche. Jamais elle ne s'était crue en meilleurs termes avec l'Allemagne, qui n'avait cessé de la flatter pour gagner le temps d'achever une flotte. Son peuple entier, ses ouvriers aux gros salaires, ses industriels, ses armateurs, ses financiers, son personnel politique, son Gouvernement étaient unanimes, malgré quelques prophètes inécoutés, à considérer la guerre comme une chose si horrible et si vaine

qu'on ne pouvait seulement en supporter l'idée. M. Lloyd George lui-même, malgré le sévère avertissement du discours prononcé à l'occasion d'Agadir, n'avait cessé, comme ministre des Finances, de combattre tous les crédits destinés à une préparation quelconque de la guerre : il préférait les réformes sociales. Ne s'était-il pas écrié, au moment de la campagne contre les Boers : « Chaque obus à la lyddite qui éclate sur les collines africaines emporte en Angleterre une retraite pour la vieillesse? » Le même esprit l'animait encore, à la veille de l'attentat.

Que s'est-il donc passé chez ce peuple? Que s'est-il donc passé chez cet homme? Est-ce ce peuple, accomplissant une transformation morale dont l'histoire n'offre pas d'exemple, qui, à l'heure du besoin, a suscité cet homme comme la plante produit la fleur, ou bien cet homme qui a façonné l'âme de ce peuple comme un poète enflamme une foule?

Une légende du pays de M. Lloyd George rapporte que dans une vallée luxuriante, à l'abri de hauts pics, vivait insouciamment un peuple trop heureux. Ce qui se passait de l'autre côté des sommets et par delà l'horizon de la mer, ils ne s'en doutaient point. Un jour, quelques hommes plus hardis, faisant l'ascension de ces sommets, entraînèrent les autres à leur suite. Alors se découvrirent à tous les regards étonnés les perspectives du monde, les menaces de la guerre, la loi du sacrifice. Ainsi en était-il de la riche et distraite Angleterre : elle vivait dans la vallée; aujourd'hui la voilà sur les cimes qu'illuminent les reflets sanglants de la victoire. Qui l'a conduite là-haut?

II

Le premier fait que nous ayons à saisir, nous, Français, à l'égard de M. Lloyd George, c'est le caractère absolument exceptionnel de sa carrière et de son rôle dans l'histoire politique de la Grande-Bretagne.

Durant son séjour à Londres comme ambassadeur, le prince Lichnowsky, qui ne fut pas un mauvais observateur puisqu'il a condamné l'Allemagne, avait noté l'uniformité du haut personnel politique de la Grande-Bretagne. Il y a des différences de parti, certes; il n'y a pas de différences de mœurs. Un grand seigneur comme Sir Edward Grey, un avocat d'affaires qui a réussi comme Sir Asquith, mènent la même existence,

dans le même monde, selon les mêmes usages, avec la même dépense. Les adversaires politiques fréquentent les mêmes maisons, les mêmes cercles, les mêmes hôtels. Habitudes semblables, semblables relations et même tour d'esprit : ce sont de riches gentlemen.

Rien de pareil chez un Lloyd George.

Celui-là, vous le rencontrerez peut-être au café-concert, qu'il adore, ou au sermon qu'il préfère à tout, mais jamais dans un salon ni à quelque thé que ce soit. On l'a vu, à certaines heures tragiques de sa destinée, affronter la colère des foules, mais on peut le voir encore tout frémissant de timidité lorsque à Londres ou à Paris l'assaillent les acclamations populaires. Il n'aime ni le luxe ni les semblants de la gloire. La vie publique, pour lui, c'est le travail, et le repos du travail, c'est la vie de famille, une pipe à la bouche, un roman d'histoire ou un livre de piété à la main, sa femme et ses enfants autour de lui. Sa fortune n'a changé ni ses goûts ni ses habitudes. Né du peuple, il vit fidèle au peuple : c'est ce que ses ennemis lui ont toujours reproché. Au plus fort de sa lutte contre les Lords, quand on souhaitait de le jeter aux lévriers, on ne lui pardonnait pas d' « être né dans une chaumière, » d'être demeuré « l'homme des chaumières. » « Ignorant démagogue » et « aveugle fauteur de la guerre des classes » étaient des expressions que l'on accolait à son nom à la manière homérique. Successivement ou à la fois, on l'a traité de « voleur, » — ce qui le laissait indifférent, — « d'avoué, » — ce qui le flattait, — de « Gallois » enfin, — ce qui l'exaltait. La guerre n'a pas complètement barré ce flot injurieux. La *Nation*, dans un numéro du 19 juin 1915, lui accorde, comme moyen de réussite, « une intelligence brillante, mais irréfléchie. » Un autre journal, du même jour, le *New Statesman*, ne voit en lui qu'« une pure adresse politique » produisant « un record de battage énormément énergique et courageux; » d'autres l'ont trouvé « froid et dur. » D'autres enfin ont incriminé l'incomparable usage qu'il a su faire de la presse et de la publicité nationale pour soutenir son action politique aux heures critiques de la Patrie. Enfin, la guerre finie, les violentes campagnes ont aussitôt recommencé contre lui, parce que la gloire n'a jamais servi à désarmer personne, au contraire : c'est alors que l'on a découvert dans « l'ignorant démagogue » un « réactionnaire. »

Ainsi, politiquement et socialement, il semble que Lloyd George ait réalisé toutes les contrariétés. Alors que les usages l'écartaient du pouvoir, il s'est élevé au premier rang; pacifiste, il a jeté son pays dans la guerre à outrance; révolutionnaire, il gouverne le pays le plus traditionaliste de la terre; défenseur des prérogatives syndicales, il a fait de l'autorité l'usage le plus énergique; libéral, il a composé son cabinet d'Unionistes. Victorieux enfin et redevenu, dès la signature de l'armistice, réformateur social, il est soutenu par ses anciens adversaires et combattu par ses premiers amis.

Ce n'est donc pas l'œuvre du premier ministre britannique que nous voulons résumer ici; tentons plutôt de suivre l'histoire intérieure d'une âme qui, à travers tant de péripéties personnelles ou nationales, mêlée au plus grand drame du monde, n'a jamais consulté, en ses crises rapides, que son austère conscience! Peut être, du même coup, jetterons-nous quelques lueurs sur l'âme même de ce grand peuple fraternel, presque inconnu de nous, inconnu de lui-même, si proche de notre cœur et pourtant si mystérieux, l'Angleterre nouvelle!

III

Un jour de l'année 1866 (1), un modeste cordonnier, du nom de Richard Lloyd, habitant un petit cottage dans le village gallois de Llanystumdwy, recevait une lettre lui annonçant le veuvage de sa sœur, mariée à un instituteur pauvre, et la détresse dans laquelle elle restait avec ses enfants.

Ce cordonnier, oncle de Lloyd George, prit à sa charge les malheureux; il prit surtout à son compte l'éducation et l'avenir de son neveu. « Mon oncle, a rapporté M. Lloyd George, ne se maria jamais; il se donna la tâche d'élever les enfants de sa sœur comme un devoir sacré et suprême. A ce devoir, il consacra son temps, son énergie et tout son argent. »

Le temps et l'énergie furent un don magnifique. Pour instruire son neveu, le cordonnier se mit lui-même à l'étude, apprit le latin, essaya du français, et s'employa si bien que l'enfant devait bientôt combler tous les rêves ingénus dont il était

(1) Outre la belle étude d'Auguste Filon : *Lloyd George et la Démocratie puritaine*, parue ici même en janvier 1910, j'ai lu avec profit la biographie rédigée par M. Frank Dilnot.

porteur. Mais pour ce qui est de l'argent, il y eut toujours plus de difficultés. « Nous ne mangions guère de viande fraîche, avoue M. Lloyd George, et je me rappelle que notre plus grand luxe était la moitié d'un œuf par enfant, le dimanche matin. »

Par bonheur, le décor gallois n'est pas laid : la montagne, la mer, les brumes et les fumées du rêve, les yeux de l'enfant resteront pleins de ce spectacle, la mémoire imprégnée de cette poésie. N'empêche que, dans une maison qui n'est pas la sienne, le futur premier ministre a connu la faim, pire que la faim même, la pauvreté. Sur une sensibilité frémissante, dans une imagination ardente, on devine les traces que laisseront de pareilles impressions. Non seulement jamais M. Lloyd George, qui les évoque avec tant de souriante désinvolture, ne les oubliera, mais sans cesse elles seront présentes à son esprit pour diriger son action et inspirer sa politique. Ce n'est pas à des principes abstraits ni à des théories doctrinaires qu'il obéira. Quand il se lancera dans les réformes les plus hardies et verra se dresser devant lui toutes les résistances, ses discours de combat jailliront comme des cris de souffrance personnelle. « Qu'est-ce que la pauvreté? jettera-t-il aux adversaires de ses audacieuses taxations. L'avez-vous subie vous-même? Sinon, vous devriez remercier Dieu de vous en avoir épargné les souffrances et les tentations. Avez-vous jamais vu les autres l'endurer? Alors, priez Dieu de vous pardonner, si vous n'avez pas fait de votre mieux pour la soulager. Le jour viendra où le pays frémira d'avoir toléré cet état de choses, alors qu'il nageait dans la richesse. » Parvenu au sommet de la puissance et de la gloire, à l'heure et à l'âge où tant de séductions corrompent ou amollissent les meilleurs, quel sera le titre dont il se montrera le plus fier, parce qu'il le sentira toujours le plus juste? Celui de « petit frère des Pauvres. »

Mais il y a autre chose à quoi, nous, Français, devons, pour notre propre édification, prêter, dans la formation spirituelle d'un Lloyd George, une particulière attention.

L'oncle cordonnier, en effet, est un type de villageois dont nous avons grand'peine à nous faire une image en France : peut-être un philosophe, et presque certainement un théologien. Car, Richard Lloyd, tout en cousant le cuir, méditait la Bible. Il avait une ardente vie spirituelle, une foi qu'il mêlait à tous les actes de son existence et de son métier. Il était le

chef de la petite confession, naturellement non-conformiste, du village, puisque la vive originalité des Gallois ne se traduit pas seulement par leurs mœurs et leurs paysages, mais par un sentiment d'indépendance qu'ils portent jusque dans leur pratique religieuse. Au-dessus du village, à mi-colline, le petit Lloyd apercevait le château fort, la muraille féodale, demeure du haut baron, seigneur et propriétaire du pays. Mais, à côté, au-dessous, presque invisible au pied de la montagne, il y avait aussi une petite maison en briques rouges, avec une pancarte portant une inscription discrète : « Baptiste. » C'était la chapelle, la maison des pauvres, la maison de Lloyd George et de son oncle. Là, on apprenait à ne pas souffrir, à ne pas se plaindre : on apprenait aussi toute l'histoire de l'âme galloise. Car, jamais dans l'histoire du Pays de Galles, la chapelle ne s'était inclinée devant le château. Sanctuaire de la foi, elle l'est aussi de la liberté. Quand on en sort, on en garde l'inspiration et on en commente la leçon. On se réunit dans la forge du forgeron, autour du brasier en veilleuse. On achève la journée du dimanche à lire les textes sacrés, à parler de ce qu'on a lu. Le premier parlement de Lloyd George fut cette forge de village, ses premiers sujets : la vie éternelle, la damnation, Satan, le ciel et le salut. L'âme de l'oncle animait le neveu. L'atmosphère était brûlante; un pieux enthousiasme inspirait ces simples; leurs entretiens monotones tenaient de l'oraison et tout ce dont ils parlaient, tout ce souffle de l'au-delà qui les saisissait; ils le sentaient et l'aimaient : c'était pour ces hommes et cet enfant une réalité passionnée. Qu'importaient les privations des autres jours, quand il y avait le dimanche?... La chapelle faisait oublier la maison.

Qu'on imagine donc la ferveur d'un mysticisme qui, venu des profondeurs de l'âme galloise, ne cessera d'illuminer l'âme de celui qui en aura le plus fidèlement ressenti et exprimé toutes les aspirations. Lloyd George, son examen d'avoué une fois passé, peut devenir homme de loi, il ne suivra que l'esprit : sa clientèle, ce sont encore des villageois, des humbles, des pauvres, des pêcheurs d'étang. Il ne fait pas un métier (l'argent est toujours rare, hélas!), il exerce un sacerdoce. Il y met tant de fougue et de sincérité qu'à vingt-cinq ans, il fait scandale en défendant la justice et devient célèbre en perdant sa cause. L'aventure est bien étrange.

Un carrier gallois vient de mourir. Il avait manifesté le désir de reposer aux côtés d'une fille qu'il avait perdue de son vivant. Déjà la fosse était creusée, lorsque le Recteur apprend que le défunt appartient à une secte non-conformiste : il interdit l'inhumation du carrier et fait combler la fosse. C'est alors que la famille s'adresse à Lloyd George qui donne le conseil de faire rouvrir la fosse et de procéder aux obsèques. Mais, lorsque le cortège funéraire arrive au champ de repos, la porte est fermée. Toujours sur l'avis de Lloyd George, on pratique une brèche, on entre dans ce cimetière de vive force et la dernière volonté du carrier se trouve enfin accomplie. De là procès du Recteur, plaidoirie de Lloyd George et condamnation de ses clients. Mais quel triomphal échec!... Tout ce qui couve de révolte dans le Non-Conformisme, le jeune avoué en est devenu l'expression hardie et enflammée. Il apparaît comme un redresseur de torts sacré, le défenseur de Dieu devant les hommes, de la justice devant les lois, et qui brave le pouvoir, ne recule devant aucun sacrifice pour défendre ses convictions. Ce sont ces larges forces confuses, éparses dans la conscience populaire, qui ne cesseront plus d'emporter, comme un prophète, le jeune orateur et de le faire acclamer par les foules. S'il est élu député de Carnavon à la surprise de tous, c'est qu'il apporte beaucoup moins un programme qu'une personnalité. Toute sa carrière ressemblera à cette élection. Elle en gardera le caractère improvisé et fiévreux. On y sentira le succès, non pas d'un parti, mais d'un homme, et parfois la volonté d'un peuple. Elle tiendra moins de l'action politique que de la propagande mystique, de la contagion esthétique ou religieuse. Rien d'une doctrine qui s'impose, car la doctrine changera, mais une individualité qui rayonne, car l'homme ne changera pas.

Tel est sans doute le caractère le plus profond et le plus inconnu de M. Lloyd George, celui qui, à la fois, le rattache au lointain mysticisme de sa race et le relie aux grandes aspirations modernes. Il exprimera les unes dans le langage de l'autre, vivifiant de sa foi séculaire les théories nouvelles. D'Allemagne, en effet, nous était venu un socialisme matérialiste, la revendication du besoin, la révolte de la convoitise. M. Lloyd George, certes, pourra passer pour socialiste. De sa bouche tomberont des paroles redoutables, comme celles où il évoque avec tant de passion et de colère les montagnes de

son pays : « Les propriétaires reçoivent 8 millions de livres par an en guise de droits régaliens. Pourquoi ? Ils n'ont pas déposé le charbon dans la terre. Ce n'est pas eux qui ont planté ces grandes roches granitiques dans le Pays de Galles. Qui a posé les fondements des montagnes ? Est-ce le propriétaire ? » Bien plus, Lloyd George pourra hasarder, dans l'ordre économique, les projets les plus hardis, les plus contestables. Mais qui ne sent l'accent religieux de ces révoltes, l'inspiration fraternelle de ces réformes ? Ce que cet habitué des prêches villageois poursuivra dans la politique, c'est une justice conforme aux desseins de Dieu corrompus par les hommes. Il revendique beaucoup moins les biens de la terre qu'une convenance spirituelle, non par doctrine, mais par tendresse de cœur. C'est pourquoi il ne transigera jamais sur les principes de sa conduite et ne reculera jamais devant ses convictions : d'avance, il leur a fait le sacrifice de lui-même et il est prêt à engager à fond, toutes les fois qu'il faudra choisir, sa destinée. Dès 1902, par une anticipation singulière, il déclarait à un ami : « *Jusqu'au bout* est une politique sûre. Une transaction est toujours une mauvaise affaire. Aux élections, ce ne sont pas les hommes extrêmes qui sont battus, mais ceux qui ne collent pas à leurs canons. » Il n'y a que la foi qui parle ainsi, et la plus haute, celle qui renverse tous les obstacles.

IV

On comprend que, dans de telles dispositions d'esprit, le jeune député, lorsqu'il fit son entrée à la Chambre des Communes, ait éprouvé d'abord une surprise assez désagréable. Par tous pays, les milieux parlementaires se montrent généralement indulgents aux débutants et sympathiques à ceux qui n'apportent encore que des espérances : le principal est de ne gêner personne. Mais, habitué à la simplicité de ses auditoires gallois ou au tumulte des meetings populaires, Lloyd George s'étonna, — sans doute s'intimida, — de cette assemblée bourgeoise et compassée. Il commença par un accès de nostalgie et de découragement. Peut-être allait-il pour jamais renoncer à la politique et trahir son destin sans l'intervention de son génie tutélaire. Une lettre de son oncle lui rappela de quels espoirs, aujourd'hui réalisés, il était le dépositaire : allait-il,

par un coup de tête, infliger une telle peine à son bienfaiteur? Peut-être Lloyd George songea-t-il aussi à son petit pays, aux services qu'il pourrait lui rendre, aux réformes religieuses et politiques pour lesquelles il était à même désormais de combattre. C'est par amour de sa famille et de son village qu'il résolut, en cette première crise, de rester à Londres. Il se consacrait à la politique contre son propre gré, non par ambition, mais par devoir. C'étaient ses souvenirs qui le poussaient en avant, de la petite chapelle à la tribune.

Le voilà donc aux Communes, déjà remarqué par sa singularité, tranchant sur ses collègues et ses amis par son allure, sa vivacité, ses audaces, le tour de son esprit et de son éloquence. Il pique davantage la curiosité qu'il ne provoque l'admiration. Il semble une anomalie plutôt qu'une force. Il garde des violences de timide. Il apparaît comme une espérance énigmatique et surtout comme une menace équivoque. Mais voici son heure, l'heure de sa conscience intransigeante et de sa volonté puritaine, où tout le pays va pouvoir le juger.

Nous sommes en 1899. Chamberlain règne. Sans doute, nos amis Anglais, qui n'aiment pas moins la vérité que la liberté, nous pardonneront-ils d'évoquer en passant cette rapide époque de leur histoire où le premier ministre d'aujourd'hui s'est trouvé presque seul contre tout l'Empire...? Sous l'impulsion souveraine de Chamberlain, la Grande-Bretagne vient de déclarer la guerre aux deux petites Républiques Sud-Africaines. Lloyd George voyage au Canada. Dès qu'il apprend l'événement, il interrompt son voyage, rentre dans son pays qu'il trouve brûlant d'enthousiasme. Il est jeune : il a à consolider une situation encore incertaine dans une carrière qui s'ouvre magnifique. Qu'importe? Ce mouvement unanime qui entraîne momentanément sa patrie, il le réprouve. A peine débarqué, il se lance à cœur perdu dans une croisade contre la guerre. Il va au peuple, mais le peuple, même de la part de ceux qu'il aime, n'accepte d'entendre que ce qu'il désire. En vain se consume la flamme du missionnaire de la paix. Les foules, qui l'avaient acclamé, ne le reconnaissent plus. Elles l'accueillent par des huées, des injures, des menaces de lynchage. Dans son propre pays, Lloyd George se trouve en péril, et ce péril l'exalte. Sa parole prend l'accent sublime de ceux qui ont tout sacrifié à leur croyance et qui sont isolés. A Carmarthen, où il prononça

le premier discours de cette campagne dans le Pays de Galles, il s'écrie : « Si je ne saisis la première et toutes les occasions de protester contre ce que je considère comme une infamie, je me jugerai un traître devant Dieu et devant les hommes. Et je proteste donc ici ce soir, dussé-je quitter Carmarthen demain sans un ami. »

Il va jusqu'à Birmingham, fief électoral de Chamberlain. Malgré les prières de ses amis, il se rend à un meeting d'où il n'échappe que par miracle. A plusieurs reprises, il a vu sa femme aussi exposée que lui-même à la colère populaire. Dans cette lutte pour la paix, on peut dire qu'il avait fait le sacrifice de sa vie.

Tel fut, en 1900, l'homme qui, au sortir du Conseil interallié où s'est fixé le destin de l'Europe et du monde, est venu proclamer, à la Chambre des Communes, l'implacable volonté des Alliés de réduire et de châtier l'Allemagne, celui qui, depuis, a décrété que la paix, comme la justice, devait être sévère. Entre le Lloyd George de 1900 et le Lloyd George de 1914 et de 1918, on n'a pas manqué de chercher une contradiction, parce que nous avons l'habitude de juger les faits et non les êtres eux-mêmes. Mais à l'heure où l'histoire précipitée du monde réservait aux hommes chargés de le diriger tant de péripéties, le fil conducteur de cette changeante et pathétique destinée, nous le savons, c'est la conscience, la seule conscience personnelle. A ces deux époques de sa vie, Lloyd George n'a consulté que lui-même : jadis, la guerre contre les petites Républiques ne lui a pas paru juste; aujourd'hui, la guerre contre l'Allemagne lui a paru sainte. Nulle contrariété, mais continuité profonde de l'idéal, — source unique, non seulement d'énergie et d'abnégation, mais d'influence et de succès.

Lloyd George, en effet, ne devait pas tarder à recueillir les fruits de son courage et de sa décision. Alors qu'on pouvait le croire perdu dans l'opinion publique, il est bien vite devenu le seul point fixe où elle dût se ressaisir. Le parti libéral, durant toute la crise, avait flotté, mais une génération avait grandi en Angleterre, qui réclamait, avec la paix, une impulsion nouvelle. Les élections de 1905 confirmèrent à la fois cette victoire libérale et un profond malaise politique. Les lois dépendaient encore du roi, de la Chambre des Communes, née du suffrage, et de la Chambre des Lords, héréditaire. La majorité

de l'une n'était plus celle de l'autre ; elles travaillaient en sens inverse et les Lords ne cessaient de contrecarrer les députés : situation qui devait aboutir à un conflit, conflit qui exigeait un homme neuf. M. Lloyd George peut devenir ministre, d'abord au Commerce, où il révèle ses incomparables facultés d'assimilation et d'improvisation, puis dans le cabinet de M. Asquith, en 1908, chancelier de l'Échiquier. Désormais, c'est lui qui tient les cordons de la bourse de l'Empire et peut en disposer à son gré. Ses anciens rêves, il va les réaliser. Ses budgets, il va les dresser, entre deux voyages au village natal, en songeant à l'œuf qu'on partageait le dimanche.

V

Date mémorable dans l'histoire sociale de notre alliée, que le jour où, à la Chambre des Communes, sur le coup de trois heures, dans le brouhaha des commencements de séance, le chancelier de l'Échiquier Lloyd George, un énorme portefeuille sous le bras, gagna d'un pas vif et nerveux sa place au banc des ministres, entre M. Asquith et M. Churchill! Aujourd'hui encore, M. Lloyd George ne peut entendre sans un battement de cœur le Président prononcer son nom et lui donner la parole. Qu'on imagine, ce jour-là, le singulier mélange d'audace intellectuelle et de timidité physique qui lui serra la poitrine pendant les quelques minutes où on le vit, une jambe croisée sur l'autre, attendre son tour. Il était pâle, les yeux ardents. Par instants, il jetait un regard rapide sur l'assemblée. Tout son être exprimait la tension intérieure. Quand enfin retentit l'appel : « Monsieur le chancelier de l'Échiquier, » il gagna lestement la tribune. Il avait l'air tout petit, l'air d'une insignifiante silhouette perdue dans le tumulte d'une salle qui se remplit. N'eût été la hâte avec laquelle chacun regagnait sa place, la présence dans les galeries des auditeurs les plus marquants, des ambassadeurs étrangers, des membres de la Chambre des Lords, des grandes dames titrées, qui eût pu se douter que ce modeste personnage, en dépliant sa serviette, ouvrait une bataille qui ne durerait pas moins d'un an?

Pour exposer son budget, M. Lloyd George commença d'une voix basse, sur le ton de la conversation. Ses principes directeurs étaient simples. Il posait d'abord les besoins de la nation, parmi

lesquels il faisait figurer les projets qui lui tenaient à cœur, l'assurance des travailleurs contre le chômage et les pensions de retraite pour la vieillesse. Ses nécessités établies, restait à trouver les ressources équivalentes. Son programme était vaste, allant de l'agriculture, qu'il voulait restaurer, aux chemins de fer, qu'il proposait de réorganiser. Mais il était surtout convaincu que l'État, pour se procurer de l'argent, doit le chercher où il est. De là les nouvelles taxations qui devaient provoquer tant de résistance. Il frappait les successions et les revenus non gagnés. Il les frappait lourdement et s'en excusait. Il s'en excusait avec humour et passion, rassemblant dans un sourire toutes les énergies de son âme et résumant dans une image tout son idéal. « Jamais, disait-il, un chancelier de l'Échiquier n'eût osé demander de pareilles taxations en temps de paix. Mais ceci est un budget de guerre. Nous faisons la guerre à la pauvreté et à l'humaine dégradation qui la suit. Nous voulons défendre le peuple de ce pays contre la misère, comme jadis on l'a défendu contre les loups qui infestaient nos forêts. » Fort de sa conviction et de l'appui du peuple entier qu'il sentait derrière lui, M. Lloyd George laissa à la Chambre des Communes la plus large liberté de discussion. Cette discussion dura huit mois et provoqua cinq cent cinquante votes par division. Mais la partie n'était pas gagnée : restait à emporter le vote de la Chambre haute. Les Lords, à cette occasion, tentèrent d'en finir avec l'homme des chaumières : ils rejetèrent le budget. C'était la lutte engagée à fond : M. Lloyd George s'y employa tout entier, selon son tempérament et sa méthode, sans ménagements et sans hésitation. En vain, après un appel au pays en janvier 1910, les Lords se décidèrent-ils à céder. Il était trop tard. Sous l'impulsion du ministre victorieux, la Chambre des Communes votait une série de résolutions qui brisait la puissance des Lords.

A ceux qui avaient cru l'injurier en le traitant de Gallois, M. Lloyd George pouvait répondre, en une péroraison véhémente : « J'ai du sang celtique dans les veines. Il y a plus de sang celtique dans les veines de l'Anglais de partout qu'on n'est disposé à l'admettre et si vous tiriez toutes les gouttes de sang celtique de ses veines, l'Anglais serait assez anémique. Le Celte a l'amour irrésistible de la liberté. Il peut être foulé aux pieds et il l'a été. Il peut être opprimé et Dieu sait s'il l'a été. Mais vous

ne pourrez jamais éteindre sa passion pour la liberté. Piétinez-le dans la boue, et les enfants de ses enfants se lèveront avec des mots d'ordre de liberté aux lèvres. Je viens à vous comme le descendant d'une race qui a combattu César... »

VI

On voit l'ensemble des forces personnelles et sociales qui ont concouru à édifier la fortune et à composer le caractère du premier ministre. On voit aussi le peu de place qu'y tiennent les préoccupations théoriques et la spéculation. M. Lloyd George ne se définit pas moins nettement par ce qu'il n'est pas que par ce qu'il est.

A Downing-Street, au milieu de la vieille bibliothèque dont usa Gladstone, un reporter de ses amis lui demanda un jour quels étaient, parmi tant de livres, ceux qu'il préférait. Le chancelier de l'Échiquier dans sa réponse ne cita ni un poète, ni un philosophe, ni un savant. Sa prédilection allait aux romans historiques, principalement à Alexandre Dumas.

M. Lloyd George, sans doute, est trop occupé pour avoir le loisir de beaucoup lire et l'on conçoit que, si d'aventure il s'y risque, il fasse choix d'un auteur reposant. Au vrai, il n'a jamais beaucoup lu. Il ne doit presque rien à la formation universitaire, ni aux livres. Ce qu'il sait, il l'a acquis en le faisant : par où il est bien Anglais. Il a appris l'économie politique au ministère du Commerce, les finances au ministère des Finances. On le sent plus travailleur que studieux, plus observateur qu'informé.

Il aime encore moins écrire, même des lettres, car la correspondance lui a toujours paru « le pire moyen de faire les affaires ; » point d'articles, point d'ouvrages. Mais il a le sens de la presse et prend grand soin de la publication de ses discours. D'ordinaire, quand il doit prononcer une harangue, il réunit les journalistes et leur en donne d'avance la substance, puis il revoit lui-même les épreuves. A vrai dire, ce qu'il craint de voir gâter dans les feuilles, c'est le mouvement, le rythme, l'image, beaucoup plus que la doctrine, de ses discours. A-t-il même une doctrine? Il ne semble pas que M. Lloyd George ait jamais cherché à tirer de l'histoire ou de la philosophie aucun

principe d'ensemble. Il est exactement, à cet égard, le contraire du président Wilson, venu de l'Université à la politique, de la théorie à la pratique, des livres à l'action. Né dans l'action, formé par l'action, M. Lloyd George n'en sort que pour se reposer. Voyez-le à ses heures de fatigue, de dépression. Il s'enfuit dans le joli cottage qu'il s'est fait aménager au milieu de son pays natal et là, pendant deux jours, s'assied en face des montagnes ou de la mer, sans bouger, et probablement sans penser à grand'chose. Puis, dès qu'il s'est ressaisi, à la tâche! Si, alors, vous le voyez réfléchir et s'agiter, c'est qu'il cherche une décision urgente : la décision prise, il ne revient jamais en arrière. Nous avons observé avec quelle promptitude et quelle précision son intelligence s'adapte aux circonstances et se prête aux besognes les plus diverses : il est un causeur brillant, primesautier, plein de saillies et d'images; il est aussi un auditeur attentif, doué d'une mémoire supérieure, qui interroge, comprend, se renseigne. Sa carrière gouvernementale, à tous les degrés du pouvoir qu'il a franchis, a été un perpétuel apprentissage suivi d'une immédiate maîtrise : aptitude tout empirique. Si M. Lloyd George n'est pas, à proprement parler, un esprit créateur, d'où vient donc son rayonnement?

M. Maurice Barrès, rendant compte d'un déjeuner qu'il avait fait avec lui, semble avoir été surtout frappé par le caractère rêveur de son hôte. Il s'étonne d'abord de cette petite taille, de cette figure impressionnante, passant rapidement d'une sorte de repos songeur à l'animation. Puis il croit le comprendre et découvrir enfin le secret de ce petit homme « dans l'immense rêverie qui remplit toujours le cœur des gens du Pays de Galles, d'Irlande et de Bretagne, dans cette musique à laquelle il se livre et qui lui dicte des discours consolateurs pour le plus grand nombre. » Oui, M. Lloyd George est un rêveur. Oui, il a fait entendre aux humbles, aux pauvres, à tous ceux qui peinent, la vieille chanson qui berce les espérances éternelles. Mais ne vous bornez pas à regarder ces yeux visionnaires ; observez ce geste rapide qui, par moments, semble tenir du déclic, cette soudaineté d'idées et de décision, cet allant, ce perpétuel frémissement qui a fait surnommer M. Lloyd George « l'hyène » (c'est la mode aujourd'hui pour les chefs victorieux de l'Entente, que ces noms de fauves), et vous sentirez que si le rêve est ici présent, c'est comme le ciel au-

dessus de la terre. Ceux de ses ennemis qui ne voulaient voir en lui qu'un impulsif, se trompaient par excès de malice et intention méchante; ils avaient vu juste toutefois, en signalant, comme un trait fondamental, chez lui, ce passage immédiat de l'image au mouvement, de la pensée au fait. La musique de ses phrases accompagne le drame que joue sa destinée. Son poème, il l'écrit avec des lois, dans des décrets et des arrêtés, par des résultats tangibles et des propositions qui apportent aux hommes, non pas de l'illusion, mais du bien-être et du soulagement. Aux ouvriers, aux mineurs, aux Trade-Unionistes, aux foules devenues si dociles à sa voix, s'il était venu dire : « Un temps viendra où vous serez plus heureux!... » ils auraient pu applaudir son couplet, mais n'auraient pas suivi sa volonté. Il leur disait : « Hier, voici ce que j'ai fait pour vous. Voilà ce que je veux faire demain. » Il parlait avec l'accent des prophètes, mais rendait compte de son mandat. Rien de chimérique en lui ni d'abstrait. Le souffle mystérieux qui emporte le poète, on l'appelle inspiration : la vie active comporte, elle aussi, une inspiration. Ceux qu'elle soulève au-dessus d'eux-mêmes, ce sont les plus grands, les chefs, les guides, non plus ceux qui bercent l'humanité, mais ceux qui la réveillent, ceux qui vivent ses rêves et les réalisent pour elle. D'un mot, d'une cadence, d'un geste, d'une image, M. Lloyd George ouvre les horizons et il sait que les regards des hommes s'y complaisent : voilà pourquoi il a mis à son service la presse, la parole, tous les procédés de la propagande, a érigé en moyen de gouvernement les campagnes personnelles et la publicité. Mais il sait aussi les chemins qui mènent vers ces horizons et, quand il lève le bras des annonciateurs, il est déjà en marche et n'a plus qu'à crier : « Suivez-moi!... » Voilà pourquoi, au Commerce, aux Finances, aux Munitions, à la tête du Gouvernement, ce musicien du peuple a travaillé comme un commerçant, comme un financier, comme un industriel et commandé comme un chef d'État : « Ce n'est pas dans la vie ce qui vous arrive qui importe, mais la manière dont vous faites front. »

Qu'on se rappelle dans quelles conditions, au mois de mars 1916, M. Lloyd George est devenu Premier Ministre : n'est-ce pas le drame intérieur le plus puissant et le plus large qui se soit jamais débattu, peut-être, dans une conscience humaine?

Depuis plusieurs mois, Lord Northcliffe, aujourd'hui colla-

borateur et déjà ami personnel de M. Lloyd George, menait dans le *Times* et dans ses autres journaux, une campagne violente contre M. Asquith et sa conduite de la guerre. M. Lloyd George lui-même, dans la préface d'un livre, avait publié un appel retentissant à l'énergie et à l'esprit de sacrifice de la nation. Il est à penser que, dans ces heures critiques où il sentait en suspens la destinée de sa patrie, il n'était point, pour ses collègues du Cabinet, un collaborateur agréable! A ce moment, chaque membre du Cabinet britannique restait, à la tête de son Département, un chef presque indépendant. L'unité politique qu'en temps de paix assurait au Premier Ministre sa qualité de chef de parti, n'existait plus ou presque plus. Chacun travaillait de son mieux, mais presque isolément : de là tant de lenteurs et de flottements, dont s'irritait M. Lloyd George! L'Italie venait d'être écrasée, le péril était extrême. En vain, autour de lui, ses ennemis commençaient à dénoncer ses intrigues, à l'accuser d'une ambition démesurée : rien ne pouvait le distraire de l'obsession du devoir, et le jour qui décida sans doute du sort de la Grande-Bretagne, fut celui où le Ministre des Munitions remit au Premier Ministre l'ultimatum dans lequel il exigeait que la conduite de la guerre fût confiée à un Comité de trois ou quatre membres armé de pleins pouvoirs, et duquel, lui, le Premier Ministre, serait exclu, au moins effectivement, — proposition qui équivalait au renversement immédiat de M. Asquith.

Or, depuis bientôt dix années, M. Lloyd George avait vécu dans une parfaite intimité d'homme et de ministre avec M. Asquith. Il lui devait son élévation, peut-être une partie de son prestige. Il lui était attaché par la reconnaissance et la fidélité. Mais ces sentiments personnels, capables de le déchirer dans son cœur, devaient-ils troubler son jugement et son patriotisme? M. Lloyd George était convaincu que la guerre était la plus grande que l'Angleterre eût jamais faite, que de cette guerre dépendait le salut de l'Angleterre, et que l'Angleterre ne s'en doutait pas, que son chef ne s'en doutait pas non plus, et que l'heure allait passer. Il ne s'agissait pas d'étroites convenances, mais de l'intérêt national, de l'intérêt de l'humanité. M. Lloyd George balança une heure, exactement, puis prit parti contre lui-même, pour la Patrie, pour l'Humanité. C'était beaucoup moins une crise politique qu'il avait provoquée dans le Cabinet

qu'une crise morale dans sa vie. Il s'était porté au pouvoir suprême par arrachement!

VII

Il serait prématuré de raconter au long l'œuvre de guerre de M. Lloyd George; il serait oiseux de la résumer. J'en voudrais seulement marquer les directives principales, telles qu'elles découlent du caractère de l'homme, et dans la mesure où elles réalisent l'action même de sa personnalité. On y admirera à la fois, à chaque heure critique, la justesse du coup d'œil qui lui fit distinguer le plus urgent et l'énergie jaillissante qui, à chacun des postes qu'il a occupés dans l'exercice du pouvoir, lui permit d'exécuter aussitôt ce qu'il avait jugé nécessaire.

En 1914, M. Lloyd George était chancelier de l'Échiquier, c'est-à-dire responsable du système financier à la fois le plus puissant et le plus menacé du monde. Je l'ai entendu parler des finances anglaises de ce temps-là avec un pathétique saisissant, car il possède le don d'animer jusqu'aux chiffres et de rendre vivant, sensible, déchirant, le drame de la banqueroute. Il a traduit en images le péril du papier, rendu émouvants « les fondements du crédit britannique. » On sent que la lettre de change échauffe son imagination et son cœur. Avec quelle émotion poétique il se représente, par exemple, le commerce du coton! Avec quelle admiration et quelle anxiété il le suit et nous le fait suivre dans le monde, ce coton symbolique! En premier lieu, il passe des plantations au Mississipi, puis descend jusqu'à la Nouvelle-Orléans; de là, il s'en va vers la Grande-Bretagne ou quelque autre nation, l'Allemagne elle-même. Chacun de ces mouvements a pour représentation un papier signé à Londres ou à Liverpool; une seule signature répond pratiquement de l'ensemble de ces transactions. Par le moyen de ces négociations sur le papier, la Grande-Bretagne absorbe la moitié des affaires mondiales. Tous les mouvements de ses bateaux, qui transportent les trois quarts des marchandises sur les mers, sont également figurés par de petites feuilles revêtues de paraphes! Rien de plus beau ni de plus simple, qu'un tel système, en temps de paix. Mais, au jour de la déclaration d'une guerre qui affectait tant de nations, que pouvait-il se passer? Toute cette légère et délicate construction

de papier se trouvait démolie. « C'était tout comme si on avait lancé un violent coup de pied dans une fourmilière. » Épouvante et consternation sur tous les marchés du monde, dans toutes les bourses! Dès lors, la tâche immédiate à laquelle devait se consacrer le chancelier de l'Échiquier, ce n'était pas de sauver les banques et les capitalistes, comme on a quelquefois tenté de le dire, mais le crédit même de la Grande-Bretagne, et avec celui-là, celui de tous les belligérants : heures si lointaines déjà qu'elles semblent presque d'une autre époque, d'une autre guerre! Ne les oublions pas, en vérité! Le temps faisait défaut, les échanges étaient enrayés, les affaires paralysées. L'Angleterre se trouvait aussi complètement isolée que si ses rivages eussent été bloqués par une flotte étrangère, parce que ses navires, sur la surface du globe, restaient au port. Péril immense : le moratorium, les facilités accordées aux banques, l'escompte des traites, l'hypothèque hardiment prise sur le crédit de l'Empire, la restauration de la Bourse, autant de mesures qui, en évitant une catastrophe nationale, rendaient possibles, avec la reprise de la confiance, l'immense travail et l'organisation industrielle qui allaient décider de la guerre.

Cette tâche accomplie, M. Lloyd George, des Finances, passe aux Munitions, car la grande industrie anglaise n'était pas mieux appropriée à la guerre que son système fiduciaire.

Sans doute, la Grande-Bretagne n'eut pas à déplorer comme nous, dès les premiers jours de la guerre, l'occupation, non seulement de son territoire, mais de la partie de son territoire la plus riche en matières premières et en outillage. Elle n'eut pas à supporter non plus, pour la main-d'œuvre, le brusque et terrible à-coup de la mobilisation. Mais, d'autre part, elle ne pouvait escompter au même titre un enthousiasme immédiat et une volonté unanime de résistance à l'agresseur. Plus favorisée matériellement, elle l'était moins moralement. Surtout, l'organisation industrielle de la guerre devait s'y heurter à des difficultés particulières, d'ordre proprement britannique.

Dans un discours prononcé à Manchester le 3 juin 1915, M. Lloyd George, au cours d'une tournée faite dans le Lancashire pour en organiser les ressources industrielles, adressait aux ateliers un véhément appel. Toute l'importance de l'usine s'était révélée, mais les travailleurs se doutaient-ils de cette importance? Plus éloignés de la guerre que les nôtres, les

ouvriers britanniques possédaient aussi une plus longue tradition syndicale qui les rendait très jaloux de leurs prérogatives professionnelles. Il était interdit aux patrons d'employer des ouvriers non qualifiés, par conséquent de faire appel à aucune main-d'œuvre nouvelle, en particulier à la main-d'œuvre féminine. De plus, cet esprit corporatif, extrêmement accusé et qui marquait en temps de paix l'un des traits les plus saillants de la classe ouvrière britannique, perpétuait l'illusion qu'accroître la production de chacun risquait de compromettre le salaire de tous. C'était dans l'atelier, devenu un instrument principal de la guerre, qu'il fallait insuffler l'esprit de guerre, qui est d'abord l'esprit de sacrifice.. Dans cette entreprise nationale, M. Lloyd George usa de deux moyens.

Politiquement, il a imposé à son pays un régime militaire devant lequel on avait toujours reculé, parce qu'il n'était pas nécessaire, peut-être, mais surtout parce qu'il offensait ce sentiment de la liberté personnelle qui est le fond des mœurs et de l'esprit public en Grande-Bretagne. Après les campagnes de Lord Kitchener et de Lord Derby, après la magnifique réponse qu'avaient faite à l'appel de la Patrie plus de trois millions de volontaires, il pouvait sembler inutile, en effet, d'en venir au service obligatoire et l'on n'a pas toujours très bien compris en France le motif principal qui a déterminé le Gouvernement anglais à prendre cette mesure. Ce fut beaucoup moins pour se procurer des soldats au front que des ouvriers à l'arrière. Par le régime des engagements volontaires, beaucoup de travailleurs avaient quitté la mine et l'usine pour courir à la bataille : le Gouvernement ne pouvait violer les termes de leur engagement et les renvoyer à leur tâche. Un seul moyen s'offrait de régulariser à la fois, selon les besoins de la nation, le service de l'avant et celui de l'arrière : la réquisition générale des hommes. L'atelier n'en devait pas moins profiter que les armées.

Mais où le rôle de M. Lloyd George apparut le plus grand, c'est dans son action personnelle; on ne gouverne les ouvriers britanniques qu'en les persuadant; on ne conduit un grand peuple au sacrifice qu'en lui montrant un idéal. C'est alors que se déploya toute la force spirituelle de M. Lloyd George, que s'imposa son prestige d'homme du peuple, que jaillit la source mystique de sa parole. Toutes les mesures qui résument l'immense effort militaire de la Grande-Bretagne n'eussent pas été

possibles sans cette innombrable prédication de la « grande Croisade. »

L'histoire politique de M. Lloyd George, certes, ce sont ses actes; mais ces actes, il n'eût pu les accomplir sans sa parole et sa propagande. Il se trouvait naturellement adapté à l'éloquence populaire. On sait que les délassements qu'il préfère sont le café-concert et le sermon. C'est en habitué du café-concert et du sermon qu'il s'exprime devant le peuple. Il plaisante et endoctrine, fait rire et méditer, amuse et touche. De l'humour et des mots, de vives répliques, et puis des images, de belles images familières, qui viennent de la Bible parfois, et surtout de l'existence quotidienne de ceux qui l'écoutent, de leur métier. Pas de mots abstraits, pas de périodes oratoires, mais le ton même de la conversation, avec de rapides élans. Voyez-le et écoutez-le devant les mineurs de son pays natal qu'il vient exhorter à produire davantage. S'il leur parlait du Droit, de la Civilisation, de la Liberté du monde, ces hommes noirs et las ne l'écouteraient pas. L'idéal humain, la guerre, le sacrifice et la mort, il faut que ces choses deviennent vivantes dans la mine, en prennent l'aspect et la couleur :

« Le sang qui bat dans les veines de ce pays, s'écrie le missionnaire, est fait de charbon distillé. En temps de paix et en temps de guerre, le roi Charbon est le souverain seigneur de l'industrie. En temps de guerre, il est pour nous la vie, et la mort pour nos ennemis. Il fait les matériaux et les machines qui le transportent. Il remplit les armes de guerre. Tirer, c'est charbon. Carabines, c'est charbon. Mitrailleuses, c'est charbon. Canons, c'est charbon. Les obus sont faits de charbon, les obus sont remplis de charbon. Les explosifs même à l'intérieur, charbon; et puis le charbon les porte tout droit au champ de bataille pour aider nos hommes. Le charbon est le plus terrible des ennemis et le plus puissant des amis. Dans cette guerre, il y a eu déjà 350000 morts de soldats britanniques causées par le charbon allemand, par le mineur de Westphalie travaillant en coopération avec l'ingénieur prussien, sans restriction, sans réserves, sans règlement, mettant leurs forces à la disposition de la patrie. C'est le charbon qui a causé ces morts. Oui, et quand vous verrez les mers libres, et l'océan sur lequel le drapeau britannique flottera impunément de royaume en royaume et de rivage en rivage, quand vous saurez que le

drapeau allemand a disparu de la surface des mers, qui l'aura fait? Le mineur britannique aidant le soldat britannique. »

Et, élargissant l'image, dépassant le corps de métier qu'il a devant lui pour s'adresser du même coup à tous les travailleurs du pays et leur rendre visible le grand but commun :

« Il nous faut, poursuivait-il de sa voix rythmique, payer le prix de la victoire si nous voulons la gagner. La victoire a son prix. Nous n'avons qu'une question à nous poser, dans tous les grades et toutes les professions : Faisons-nous assez pour assurer la victoire?... Les tranchées ne sont pas toutes en Flandre. Chaque puits est une tranchée dans ce pays, un labyrinthe de tranchées. Chaque atelier est un rempart, chaque arsenal qui peut produire des munitions de guerre est une forteresse. Pioches, pelles, tours, marteaux, ce sont aussi bien les armes de cette grande guerre de la liberté européenne qu'une baïonnette, une carabine et une mitrailleuse, et l'homme qui ne les manie pas de toutes ses forces manque autant à son devoir que le soldat qui s'enfuit du combat sur le front. »

Pour apprécier la nécessité et l'influence de pareilles harangues, il faut que les Français ne les jugent point en songeant à eux-mêmes. Il faut qu'ils fassent un effort de sympathie et de fraternelle clairvoyance pour se représenter l'état d'esprit absolument général d'où la Grande-Bretagne est partie. La terre de France a été de tout temps envahie et de tout temps libérée. Toutes les grandes invasions sont venues se briser chez nous, puis ont été refoulées. Toutes les horreurs de l'occupation, nous en avons le sentiment héréditaire, et c'est l'instinct profond de notre race entière, telle que l'a formée l'histoire, qui se soulève à l'heure du péril et nous jette aux frontières. Comment en eût-il été de même en Grande-Bretagne, où la dernière maison brûlée du Comté d'Essex l'a été par les Danois, au IXe siècle?... L'Angleterre vivait à l'abri de sa flotte, ayant peu à peu relâché cette belle « ceinture d'argent, » comme disait Shakespeare, qui lui servait de cuirasse, la mer. Là nul instinct à réveiller, nulle image et nul souvenir à faire revivre dans l'âme populaire; rien qu'une froide abstraction qu'il fallait animer, un idéal dont il fallait faire une réalité agissante, le Droit humain, l'honneur national. Ce peuple, le plus empirique des peuples civilisés, qui ne se décide qu'après l'épreuve et qui n'entend, si l'on peut dire, que ce qu'il voit, il a fallu le

conduire au sacrifice par la seule persuasion. M. Lloyd George a dû, littéralement, prêcher la guerre sainte! Apostolat qui n'a pas toujours été sans risque, sans tristesse surtout et sans angoisse : « Cela me serre le cœur, laisse-t-il échapper un jour, d'avoir sans cesse à appeler l'attention de tous sur la gravité de la situation. Je ne fais que cela depuis des mois et mes amis eux-mêmes m'en veulent... »

Éveiller jusque dans les profondeurs du peuple la conscience britannique, créer de toutes pièces une armée de sept millions d'hommes, organiser la production industrielle la plus considérable de l'Entente, ce n'était là pourtant qu'un détail et que des besognes passagères. Le problème essentiel restait la conduite même de la guerre, dont M. Lloyd George, devenu premier ministre, prenait à lui seul la responsabilité.

L'un des reproches que l'on avait coutume d'adresser aux Anglais, était de rester toujours Anglais, de ne se placer qu'avec peine à un point de vue simplement européen, ou même mondial. M. Lloyd George arrivait au pouvoir précisément parce qu'il avait élargi ce point de vue insulaire et pour faire triompher, dans la conduite de la guerre, la solidarité internationale : il apportait, dans les Conseils de l'Entente, la perspective et le sens des proportions. « M. Lloyd George, me disait un jour un ministre français qui fut un de ses premiers collaborateurs, est l'Anglais avec lequel il est le plus aisé de s'entendre. Il est tout proche de nous. Il a presque notre tour d'esprit et une extrême vivacité. Avec lui, les entretiens avancent et l'on peut conclure sur d'autres bases que celles d'où l'on était parti. » Surtout, par tempérament autant que par expérience, M. Lloyd George s'est efforcé de rendre les rencontres entre chefs alliés aussi fréquentes et aussi approfondies que possible. Nul n'a fait davantage pour abréger la procédure des échanges de vues entre Gouvernements et substituer aux notes qui n'aboutissent jamais les conversations directes. C'est pourquoi il s'est déclaré, dès la première heure, partisan de cette unité de commandement, si longtemps combattue, qui a décidé de la victoire, et qui n'a triomphé que par sa patience et son habileté. Déjà, il avait été capable d'imposer à son pays, par la conscription, le sacrifice de la liberté individuelle : il fut capable de lui en infliger un plus dur encore, en exigeant d'un grand peuple, possesseur d'une immense armée toute neuve, dont il pouvait

être si fier et si jaloux, qu'il rangeât cette armée sous les ordres d'un général étranger. Les foules anglaises accueillent aujourd'hui comme un des leurs le maréchal Foch ; la spontanéité de leur enthousiasme et de leur reconnaissance envers le vainqueur de la guerre égale la ferveur et l'élan de notre propre joie : admirable spectacle de concorde et de gloire, dont le premier honneur doit revenir à celui qui, au milieu même des épreuves, a su vouloir et préparer de telles heures!

VIII

Après quoi, si l'on songe que, depuis plus de quatre ans, M. Lloyd George fait la guerre et, depuis plus de deux ans, la dirige, qu'aucune décision intéressant son pays et l'Entente n'a été prise sans lui, on demeure confondu, non seulement du rôle qu'il a joué, mais de l'énergie qu'il a dû dépenser tout à la fois en intensité et en durée. Au cours d'un tel effort, il a été soutenu principalement par une discipline rigoureuse, car il n'y a rien de plus méthodique, au fond, que sa perpétuelle improvisation. M. Lloyd George se lève tous les jours à la même heure, déjeune en recevant des intimes. Déjà, il a jeté un coup d'œil sur les documents essentiels, qui, la nuit, sont rangés à côté de son lit, de manière que, s'il s'éveille un instant, il les trouve sous sa main. A dix heures, commence le travail avec les secrétaires : il écoute surtout. Au lunch, quelques invités d'affaires, puis, l'après-midi, vie publique, conseils, conférences, séances aux Communes, interpellations. Comme tous les grands actifs, Lloyd George a reçu de la nature le don du sommeil : il sait se reposer. La Chambre des Communes étant toute proche de Downing-Street, il lui arrive de se trouver au lit un quart d'heure après la fin d'une séance orageuse, et déjà endormi. Outre le café-concert et le sermon, il pratique le golf, seule concession qu'il ait faite aux habitudes aristocratiques, parce que sans le golf, lui qui se considère comme un paresseux, il n'aurait jamais eu le courage de faire une marche hygiénique. En jouant, d'ailleurs, il suit bien plus son idée que sa balle.

Dans cette belle vie harmonieuse, tous les devoirs humains ont leur place, gardent leur rang. Cet homme public est un homme de famille. Marié à vingt-six ans, il a trouvé dans le

ménage le bonheur et la force. Downing-Street, aujourd'hui, est un foyer bourgeois. On y traite des affaires du monde dans l'intimité domestique. L'oncle Richard y fait des séjours émerveillés. Il est arrivé au ministre de recevoir plus d'un visiteur en tenant sur ses genoux une de ses filles, toute blonde, aux yeux bleus, plus celtique que lui-même. Il paraît qu'on les voit, deux ou trois fois la semaine, se rendre au parc Saint-James, en se donnant la main, pour regarder les canards. Le père n'est pas moins fier de ces yeux bleus et de ces cheveux blonds que le ministre de sa renommée. Peut-être le deuil cruel, dont la mélancolie ne s'est jamais effacée dans ses yeux, l'a-t-elle rendu plus sensible encore à ces joies graves de sa vie personnelle. Ses deux fils portent le kaki.

IX

C'est au retour d'une mission chez nos amis que j'ai rédigé ces notes où j'aurais voulu traduire un peu de cette impression, frissonnante et chaude, que laisse le premier ministre britannique.

Voici qu'au lendemain de l'armistice, dans la fièvre même des fêtes et des pavoisements, il vient de secouer son pays tout entier d'un nouveau frémissement. La campagne électorale s'est déroulée sous les drapeaux, au milieu des acclamations, et le cinéma des candidats a remplacé les films du front. Toujours franc, toujours pressé, M. Lloyd George n'a pas voulu attendre une semaine de plus pour mettre sa patrie devant les responsabilités et les risques des peuples vainqueurs.

Les élections anglaises avaient un sens très clair, et c'est en vain que les adversaires de M. Lloyd George tenteront de donner à cette première consultation nationale des Alliés une signification politique. La Grande-Bretagne, interrogée par son chef, avait simplement à décider ceci : est-ce avec la même conscience, ou avec une conscience différente, que les citoyens d'une grande nation doivent travailler dans la paix et combattre dans la guerre? Est-ce que cet esprit de sacrifice et d'union, cet ensemble de toutes les vertus et ce concert de toutes les énergies qui ont assuré la victoire ne doivent marquer qu'une heure fugitive et frénétique de la vie nationale, ou bien ce fier et haut régime doit-il rester le régime ordinaire d'un peuple digne de sa vic-

toire et qui veut la justifier, après l'avoir gagnée? Il semble que M. Lloyd George n'ait pas eu d'autre programme, pour l'heure présente, que d'éveiller dans sa patrie ce sentiment du devoir pacifique comme il avait éveillé le sentiment du devoir guerrier. Il est venu dire à la Grande-Bretagne et de telle manière que tous les autres peuples ont entendu sa voix et compris ses harangues : « Je t'ai conduite, comme les habitants de la petite vallée galloise, sur les sommets... Tous les peuples sont aujourd'hui sur les sommets... Allons-nous en redescendre? La vertu civique ne suppose pas moins d'abnégation que le courage militaire... La paix n'apporte point la détente ni le repos, mais exige au contraire le patient effort du sacrifice quotidien. Que le citoyen reste digne du soldat! Prenons garde de mourir de gloire! »

Cet appel d'un grand chef à son peuple retentira d'autant plus profondément dans les cœurs français que ce rapide portrait serait bien inexact s'il y manquait, parmi les traits principaux, l'amour de M. Lloyd George pour la France.

Certes, cette affection s'est manifestée avec magnificence et fidélité : dans toutes nos mémoires chante quelque chose des louanges émouvantes que M. Lloyd George, toutes les fois qu'il en a pu provoquer l'occasion, aux Communes, dans des meetings ou des banquets, a adressées à nos soldats, notamment le jour où, dans les ruines mêmes de Verdun, il a proclamé que la France, conformément à sa destinée historique, venait encore de sauver le monde. Au cours des années difficiles et lentes, quand il tentait d'exalter l'énergie de son pays, il l'exhortait d'abord à regarder de l'autre côté de la Manche, proposant également comme modèle à ses compatriotes nos combattants et nos travailleurs. Quand il parlait aux grévistes des mines, il tendait le bras vers les ports où des vaisseaux français attendaient leur cargaison. Récemment encore, aux mineurs de chez lui, pour accroître leur production, il criait en un mouvement magnifique : « La France, depuis quatre ans, endure le plus cruel des supplices; depuis quatre ans, les griffes de la bête sont enfoncées dans sa chair saignante. Elle a tout supporté avec une incomparable patience... Que lui faut-il pour se libérer et vaincre?... Du charbon... Mineurs gallois, donnez à la France du charbon...! »

Mais si j'ai voulu terminer sur ce trait, c'est parce que,

dans une époque pathétique comme celle que nous traversons, les nations, au cœur surmené par l'angoisse et la joie, sont devenues romanesques. Les forces qui vont décider de leur avenir mutuel sont principalement sentimentales, ainsi qu'à toutes les grandes heures de l'histoire. Il n'y aura plus d'alliances sans amour. Il faut que les peuples amis touchent profondément leurs points de ressemblance et de sympathie, de parenté spirituelle. Or, toutes les qualités britanniques, la fermeté dans les conseils, l'esprit d'obéissance à l'enseignement des choses, la persévérance dans la mauvaise fortune et la modération dans la bonne, le culte de la vertu et le sentiment puritain de la justice, M. Lloyd George les possède. Mais ces qualités nationales, il les a en quelque sorte transposées dans un ton plus véhément et dans un mouvement plus rapide ; il y a ajouté le frémissement, l'élan, je ne sais quoi de fiévreux et de frénétique que nous reconnaissons bien et qui a presque l'air d'être venu de chez nous. Du tocsin d'alarme aux sonneries de la victoire, pendant toute la durée de la lutte et dès le lendemain du triomphe, il a fait entendre à sa patrie étonnée un langage qui nous était familier. Le Pays de Galles et notre Bretagne offrent des analogies par leur configuration et leurs paysages, par leur race et presque par leur dialecte. Si donc, comme la liaison des armes dans la guerre, le problème essentiel de la paix reste, entre les nations de l'Entente, la liaison des âmes, cette liaison de l'âme française et de l'âme britannique, première condition du monde à venir, qui pouvait mieux la réaliser que ce vibrant petit Celte aux yeux bleus et au regard mystique ?...

GASTON RAGEOT.

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES
D'APRÈS GUERRE

IV[1]

LA MAIN-D'ŒUVRE

Les difficultés que l'on doit prévoir pour la main-d'œuvre dans l'après-guerre, nous apparaissent sous deux formes contradictoires, suivant que nous envisageons la première phase, très brève, de la démobilisation, où il pourra se produire, en des points localisés, surabondance d'hommes pour des situations restreintes et crise de chômage, ou la période consécutive, dans laquelle, au contraire, pendant longtemps, on manquera de travailleurs. C'est la seconde période qui va nous occuper presque uniquement; mais nous commencerons par dire quelques mots de la première, au sujet de laquelle on a manifesté des inquiétudes dans la plupart des pays belligérants, alors surtout que la guerre ne s'était pas encore éternisée en accumulant les deuils et les disparitions humaines.

LA PÉRIODE DE DÉMOBILISATION

Le problème de la démobilisation ne demande, pour être résolu, qu'un peu d'ordre chez ceux qui commanderont et de discipline chez ceux qui devront continuer à obéir. Mais cet

(1) Voyez la *Revue* des 1er juillet, 1er août et 15 septembre.

ordre et cette discipline seront alors indispensables pour ne pas jeter brusquement sur le pavé, sans organisation préalable, des millions d'hommes dans un pays désolé, longtemps paralysé par la guerre. Si les hostilités se fussent terminées au bout de quelques semaines, chacun aurait simplement repris sa place en des cadres conservés et l'on n'aurait remarqué que les vides. Après des années, il n'en sera plus de même. Un tassement, une assimilation se seront produits; des habitudes auront été prises, des droits auront été acquis. Matériellement et moralement, c'est dans un monde nouveau qu'il s'agira de trouver une occupation et un gagne-pain pour tous : un monde, où commenceront par manquer les éléments indispensables à la remise en marche de la grande machine pacifique, arrêtée, ralentie ou détournée vers d'autres emplois pendant des années, appareils, matières premières, forces motrices, capitaux. Il faudra occuper les combattants, employer aussi leurs remplaçants provisoires. Dans les industries de paix qui ont fonctionné à marche réduite en gardant leur ancien caractère, ce sera relativement facile. Mais celles dont les usines ont été fermées ou même détruites, ne pourront reprendre l'ancienne activité que peu à peu, dans un ordre imposé par leur nature même. Et les industries de guerre, qui interrompront leur production d'obus ou d'explosifs, ne sauraient se transformer immédiatement en industries de paix, là même où cette transformation est possible et a été le mieux prévue et étudiée. Assurément, ce n'est pas le travail qui manquera au total; mais on ne peut pas employer un filateur ou un métallurgiste à construire les murs d'une maison, à poser des charpentes ou à couvrir des toits; ce n'est pas parce qu'un homme a appris à tourner des fusées qu'il est devenu capable de labourer un champ. On doit enfin prévoir des emplois pour les mutilés de la guerre qui montreront des exigences en partie justifiées et parer à un afflux regrettable, mais certain, des campagnes vers les villes.

Ce retour des mobilisés à la vie civile a été particulièrement étudié en Allemagne et en Grande-Bretagne; dans l'un et dans l'autre pays, les conclusions adoptées ont été analogues.

L'Allemagne a, on le sait, la prétention d'avoir entièrement résolu la question sociale par les lois de prévoyance, le développement autorisé et régularisé des syndicats et les facilités données à l'instruction technique. Les socialistes allemands

demandent que l'on organise pendant la démobilisation de grands travaux d'intérêt général, des ateliers nationaux et qu'il y ait une caisse de chômage pour secourir ceux qui ne trouveraient pas aussitôt du travail. Des offices de placement ont été déjà institués, ainsi que des systèmes de prêts aux démobilisés, à intérêts réduits et remboursement éloigné. On annonce l'intention de congédier le plus grand nombre des femmes occupées en ce moment dans l'industrie et le commerce. Enfin, on discute, entre ouvriers et patrons, pour savoir si une loi imposera aux patrons la reprise de leurs anciens ouvriers ou employés, avec le même poste et le même salaire pour une période d'au moins six mois. Dans ces conditions, avec les vides immenses causés par cinq ans de carnage, on pense éviter des difficultés, qui deviendront graves pour nos ennemis, nous avons déjà eu l'occasion de le dire, si, contrairement à leurs espoirs, ils ne peuvent s'assurer un libre ravitaillement en matières premières.

C'est également le problème des matières premières qui, en Grande-Bretagne, paraît devoir dominer au début celui de la main-d'œuvre. Tout y dépendra de la promptitude avec laquelle on pourra reconstituer la flotte marchande indispensable pour les transports. Malgré la guerre sous-marine, les conditions à cet égard seront certainement plus favorables qu'en Allemagne, puisque, pour ces matières premières comme pour un complément de navires, l'Angleterre puisera chez des alliés bienveillants, au lieu d'avoir à implorer des ennemis. Les industries de paix ont pu y être ralenties; mais elles fonctionnent et les commandes abonderont. Quant aux constructions de navires, nous avons dit quel élan avait été donné, dont les effets vont aller en s'accélérant. Il faudra néanmoins activer encore ces constructions, et beaucoup d'hommes démobilisés trouveront une place dans leurs chantiers. Les diverses branches d'industrie active occuperont le reste. On se propose d'instituer un tour logique de démobilisation en renvoyant d'abord les hommes dont le placement sera assuré, ou dont la profession paraîtra spécialement utile. Pour les autres, on a réorganisé 382 Offices de placement rattachés au ministère du Travail et composés, par moitiés, de patrons et d'ouvriers.

En France, les difficultés générales, qui se présenteront comme partout ailleurs, subiront une aggravation sur deux

points par le fait de notre situation particulière. D'abord, la situation de toute notre principale région industrielle sera telle que, pendant de longs mois, on ne pourra y reprendre le travail ancien, aussi bien dans les tissages et les filatures que dans les mines ou les usines métallurgiques : surtout avec une flotte commerciale atrophiée, rendant tous les arrivages de matières premières et de machines difficiles. La partie de la France restée intacte ne suffira pas à occuper, dans leur profession ancienne, les démobilisés en excès. Si fâcheuse que soit la solution, on voudra peut-être recourir au régime des allocations et multiplier les primes de chômage pour ne pas faire de jaloux. Comme palliatif, le ministère du Travail, qui, depuis longtemps, encourage les municipalités à organiser des bureaux de placement, a créé des Offices départementaux de placement, dont 56 se sont réunis en congrès à la fin de 1917 pour examiner les mesures à prendre pendant la démobilisation. Nous ne saurions avoir qu'une confiance médiocre dans ce genre de remèdes. Toutefois, on manquait déjà tellement de travailleurs avant la guerre et nos pertes ont été telles que cette crise de chômage, si elle se produit faute d'un plan d'ensemble, sera en tout cas très courte et limitée à un petit nombre d'industries. Sans instituer d'ateliers nationaux, on pourrait la restreindre en commençant quelques-uns des travaux indispensables que nous avons déjà eu l'occasion de signaler.

LA FUTURE DISETTE DE MAIN-D'ŒUVRE

La question grave et qui doit préoccuper d'avance dans tous les pays en guerre n'est donc pas cette possibilité d'un chômage restreint et momentané ; elle se pose à l'inverse, sous la forme d'une disette prévue, qui va nécessairement raréfier la main-d'œuvre dès que le monde reprendra une vie normale. La cause en est, malheureusement, trop évidente. On commençait déjà à se disputer les ouvriers avant la guerre. Que sera-ce quand il faudra se réorganiser avec les survivants, après une saignée qui aura fait disparaître au moins le dixième, peut-être le septième des hommes valides : la proportion pouvant être encore plus forte suivant les professions et les pays. Sans doute, la population française à alimenter et à fournir aura, elle aussi, subi une diminution, mais non à beaucoup près

correspondante, puisqu'elle comprend : d'abord les femmes et les enfants, puis tous les hommes trop âgés pour s'être battus. Il faudra de plus, dans bien des cas, produire au moins partiellement le travail utile négligé pendant quatre ou cinq ans, reconstituer des stocks consommés jusqu'à la dernière miette. Cette difficulté de main-d'œuvre n'arrêtera peut-être pas les grosses industries, qui peuvent, à coups de millions, appeler les travailleurs du monde entier et qui exercent, sur les ouvriers nationaux, l'attraction des gros salaires et de la vie urbaine. On peut la prévoir particulièrement aiguë pour l'agriculture, qui était déjà délaissée et qui, en dépit des efforts à tenter pour repeupler nos campagnes, le sera de plus en plus. Le mouvement d'émigration si regrettable, par lequel la population est entraînée vers les villes, a gagné en intensité pendant la guerre, comme il est aisé de s'en rendre compte en constatant le nombre croissant d'habitants dans les agglomérations. Si lamentables que puissent être les conséquences de cet exode, il est plus aisé de le déplorer que de réagir efficacement. Bien rares sont les ruraux lassés par la misère des villes qui retournent à la vie paisible, mais monotone, des champs. Quant aux efforts faits avec tant de raison pour pousser à la repopulation, outre que les effets doivent en être à échéance lointaine, on peut craindre qu'ils soient tout au moins contre-balancés par le massacre de toute une génération décimée dans ses éléments les plus robustes. Il va donc se poser là un problème très aigu, dont nous allons commencer par préciser et particulariser les données. Nous verrons ensuite les moyens que l'on peut adopter pour lutter contre le mal : meilleur emploi de la main-d'œuvre nationale masculine par le travail scientifique, par le machinisme ou simplement par une atténuation des luttes sociales, utilisation partielle des femmes et, dans la mesure où ce sera néanmoins indispensable, appel aux étrangers.

Pour cette difficulté comme pour les autres, c'est naturellement le cas de la France qui nous intéresse. Nous allons donner quelques chiffres concernant notre pays ; nous y joindrons ceux relatifs à l'Allemagne pour montrer qu'atteinte du même mal, elle sera, là encore, notre concurrente.

En France, la disette de main-d'œuvre, qui se manifestait déjà avant la guerre, mais qui va subir une aggravation fatale, affecte surtout deux groupes de travaux, dont les besoins ne

sont pas identiques, dont les salaires sont différents et pour lesquels il faudra adopter des solutions indépendantes, en évitant les compétitions : d'un côté, l'agriculture ; de l'autre, les grosses industries comme les mines ou la métallurgie et les travaux publics. Pour les ouvriers spécialisés, on peut espérer que la gêne sera moins sensible, d'autant plus qu'une tendance logique, sur laquelle nous allons insister, devra nous porter à diriger nos ouvriers français, de formation intellectuelle plus développée, vers des tâches plus raffinées et plus délicates, en abandonnant le gros œuvre aux étrangers, souvent exotiques, dont nous adopterons le concours. L'agriculture comporte un emploi saisonnier qui peut s'accorder assez aisément avec les besoins de nos voisins méridionaux. Les mines nécessitent une main-d'œuvre permanente, ou tout au moins constamment renouvelée, avec des aptitudes physiques que l'on ne rencontre pas dans toutes les populations étrangères, auxquelles nous pourrons recourir.

Notre population agricole décroissait d'année en année avant la guerre. Entre 1901 et 1906, le nombre des agriculteurs avait diminué de 2 080 000 à 1 970 000 et celui des femmes occupées aux champs de 802 000 à 688 000. C'est ainsi qu'on avait été amené à importer de plus en plus de la main-d'œuvre étrangère. Vers 1914, il venait, chaque été, pour nos cultures, 50 à 60 000 étrangers saisonniers : 30 à 40 000 Belges dans le Nord et le Bassin de Paris ; dans l'Est, quelques milliers de « Suisses, » qui étaient souvent des Allemands ; sur la frontière pyrénéenne, des Espagnols ; dans la vallée du Rhône, des Italiens ; un peu partout, 5 à 6 000 Polonais. La guerre ayant enlevé aux champs la plus grande partie des ouvriers mâles, on a commencé par leur substituer les femmes, les jeunes gens et les vieillards, qui se sont remis au travail. On a ainsi vécu tant bien que mal pendant les premières années. Puis, en 1917 et 1918, on a repris à l'armée environ 300 000 hommes provenant surtout des vieilles classes 1888 à 1891 et on leur a adjoint 70 000 auxiliaires constitués, soit par des prisonniers de guerre (au nombre de 50 000), soit par des travailleurs coloniaux. Depuis le 15 mars 1915, l'Office national de la main-d'œuvre agricole s'est, en outre, adressé aux agriculteurs espagnols, dont 107 000 ont passé notre frontière du 1er janvier 1916 au 1er avril 1918, beaucoup venant faire la moisson pour

retourner ensuite chez eux (1), et aux Kabyles, avec lesquels on a tenté un essai localisé en Eure-et-Loir. On peut admettre que l'appel des jeunes classes successives a été contre-balancé par l'accès des enfants vers l'adolescence. Enfin, des efforts ont été tentés pour développer le machinisme : efforts rendus très insuffisants par les circonstances, mais sur le développement desquels on peut compter davantage dans l'avenir.

Au lendemain de la paix, il manquera, dans nos fermes, outre les hommes tués ou mutilés, ceux que la vie en commun du régiment et le passage dans les villes auront dégoûtés de la solitude campagnarde, ceux que des salaires plus élevés attireront vers l'industrie; puis une grande partie de nos anciens auxiliaires étrangers, et surtout des Belges, qui auront assez de travail chez eux, ou que des années de misère auront anémiés. Cette lacune se fera surtout sentir dans les propriétés de moyenne étendue, qui sont si nombreuses en France : les grandes exploitations pouvant davantage utiliser les machines et les petites étant sauvées par le travail familial. Elle se manifestera d'une façon particulièrement vive dans le Sud-Ouest, qui était déjà déserté, et, d'une façon générale, on peut s'attendre à ce qu'elle contribue, pour sa part, à prolonger et à accentuer la cherté de la vie.

En regard de l'agriculture, les mines sont assurément l'industrie qui dépend le plus de la main-d'œuvre, parce que, surtout avec l'allure géologique de nos couches houillères françaises, on ne peut y recourir que très partiellement au machinisme ; mais les solutions seront là facilitées par l'ampleur des capitaux que nécessite de plus en plus toute exploitation minière. La situation de nos mines était la suivante avant la guerre : dans les dernières années, le personnel y avait augmenté d'un quart pour la houille et doublé pour les métaux, par l'extension donnée à nos mines de fer. Cette augmentation du personnel n'était malheureusement pas due tout entière à un accroissement correspondant de la production ; elle tenait, en partie, à ce que le rendement du mineur français suit aujourd'hui une courbe descendante, contrairement à ce qui se passe dans toutes les autres industries.

(1) Le total de l'immigration espagnole a été, dans cette période, de 220 000, dont 128 000, comprenant 69 000 ouvriers agricoles étaient encore en France au mois d'avril 1918.

Si nous prenons d'abord les mines de houille, elles occupaient, en chiffres ronds, 200 000 ouvriers, sur lesquels il y avait 15 000 étrangers, dont 7 000 Belges, 2 à 5 000 Polonais, venus en général de Westphalie, 2 ou 3 000 Kabyles (fort médiocres ouvriers de fond), quelques Italiens, Espagnols ou Grecs dans le Midi. Il nous manquait déjà plus de 20 000 hommes. Il en manquera au moins le double ; mais la lenteur de la reprise, retardée par les dévastations, facilitera l'opération. Si les ruines atteignent les proportions que l'on peut craindre, beaucoup de mineurs du Nord ou du Pas-de-Calais seront momentanément disponibles ; et, sans doute, ils ne se montreront pas plus satisfaits d'aller travailler dans des mines de régions nouvelles que n'ont pu l'être, en d'autres occasions, nos mineurs méridionaux transplantés aux pays septentrionaux de la brume, de la bière et du travail en couches minces ; mais ce sera néanmoins un moyen de passer la période difficile. Pour l'avenir, on doit admettre que les mineurs au charbon continueront à se recruter sur place de père en fils dans une population qui est particulièrement prolifique, qui a pu apprécier les avantages du métier et qui s'y tient. On peut, comme on l'a déjà fait, y joindre des mineurs polonais déjà formés dans les mines de Westphalie ; mais il faut très peu compter sur un appel à d'autres professions que celle de mineur.

Pour les mines de fer, l'extension rapide de nos exploitations lorraines a amené, dans ces dernières années, un besoin local de main-d'œuvre, analogue à celui que nous pouvons nous attendre à voir se généraliser. Il avait fallu plus que doubler en peu de temps cette catégorie de population ouvrière. On en était venu à bout avec plus de facilité qu'on ne l'aurait cru d'abord, en constituant une véritable colonie étrangère et surtout italienne. La région de Briey comptait, dès 1911, 49 235 étrangers, dont 26 820 Italiens, 9 302 Belges, 8 699 Allemands (Lorraine annexée comprise), 3 019 Luxembourgeois. Cette année-là, le Comité des forges et des mines de fer de Meurthe-et-Moselle créa un organe spécial de recrutement, avec l'aide duquel on atteignit, en 1912, 58 870 étrangers, dont 35 452 Italiens.

Enfin, il est une grosse industrie rattachée aux mines de fer, pour laquelle nous devons prévoir un développement intense après la guerre et qui bâtit d'avance des projets gigan-

tesques, destinés à constituer la plus fructueuse rénovation de notre France, c'est la métallurgie. Dans ce cas, la guerre a provoqué une telle activité qu'on aura plutôt, malgré toutes les extensions projetées, à diminuer ou du moins à détourner la main-d'œuvre qu'à l'accroître. Pour le développement actuel, on s'est tiré d'affaire en récupérant des mobilisés, en leur adjoignant des femmes, des étrangers et des prisonniers. Je donne, à titre d'exemple, la répartition actuelle de la main-d'œuvre à Saint-Chamond. Sur 18 500 ouvriers, on y emploie 8 900 mobilisés, 5 300 femmes, 2 900 civils, 577 Kabyles, 437 étrangers divers (surtout Espagnols et Italiens), 300 prisonniers. Des combinaisons du même genre, aux prisonniers près, pourront servir après la guerre, et les industriels qui ont déjà réussi à organiser l'industrie lorraine sont généralement optimistes sur la possibilité de résoudre des questions semblables à coups d'argent.

Cependant les conditions ne seront plus les mêmes qu'autrefois et le recrutement d'une main-d'œuvre étrangère, qui s'imposera à nous comme une des solutions nécessaires, ne sera pas simplifié par la situation où se trouveront la plupart des pays européens. Tous les belligérants auront subi des pertes analogues aux nôtres. Les neutres, si peu nombreux maintenant, devront subvenir à leurs propres besoins accrus par le ralentissement des travaux pendant la guerre, en même temps qu'ils seront sollicités par tous leurs voisins. Parmi ces belligérants destinés à nous disputer la main-d'œuvre, je me borne à mentionner le cas de l'Allemagne.

Les besoins de main-d'œuvre étrangère étaient devenus très considérables en Allemagne avant la guerre et la hausse des salaires en facilitait le recrutement. En 1911, l'Allemagne comptait, sur son sol, 1 260 000 étrangers, auxquels venaient s'ajouter chaque été environ un million d'ouvriers agricoles (un tiers de femmes et deux tiers d'hommes). Dans la seule année 1913, l'Allemagne a importé 850 000 Russes, pour la plupart Polonais et 350 000 Autrichiens-Hongrois. Les besoins vont être largement accrus par les pertes subies et il faut s'attendre à voir, dans ce cas comme pour le ravitaillement en matières premières, l'Allemagne tenter, sous une forme quelconque, la colonisation de la Russie et de l'Asie Mineure.

Il est, je crois, inutile d'insister davantage sur un fait aussi

évident que le manque de main-d'œuvre à prévoir en France après la guerre et nous pouvons aborder une partie plus pratique de notre travail en cherchant les moyens d'y remédier. Ces moyens se divisent aussitôt en trois catégories : meilleure organisation de la main-d'œuvre masculine ; emploi des femmes ; recrutement des étrangers. C'est dans l'ordre où je viens de les énumérer qu'on doit logiquement les aborder. Telle n'est pas toutefois, il faut commencer par le dire, la manière dont on s'y prend généralement quand on envisage des cas particuliers et non, comme nous le faisons ici, la situation générale. Un patron qui manque de personnel ne songe pas en premier lieu à adopter une méthode de travail plus scientifique. Il commence par chercher à se procurer les ouvriers qui lui manquent : soit en puisant chez un concurrent, soit en faisant appel à une profession voisine ; soit en engageant des femmes ou des étrangers. L'intérêt du pays demande que l'on procède dans l'ordre inverse, afin d'accroître la somme de travail fructueux produite par les nationaux. L'intérêt final des ouvriers et celui des patrons concordent en définitive avec l'avantage de la nation tout entière, malgré certains inconvénients immédiats, qui ont pu attirer l'attention. On trouverait un bénéfice général à le faire comprendre.

MEILLEURE UTILISATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE MASCULINE. — TAYLORISME

Pour tirer un parti complet des hommes, le premier point est de les diriger vers la profession où ils rendront le plus de services et où ils devront, dès lors, trouver, par une conséquence logique sinon toujours réalisée, le plus de bénéfices. Il faut ensuite les rendre aptes à cette profession par l'éducation et l'apprentissage, leur donner les moyens scientifiques et techniques de produire un maximum de besogne utile dans un minimum de temps, leur enseigner les méthodes par lesquelles on y parvient, leur fournir les machines nécessaires et leur montrer à en tirer parti. Il est enfin non moins indispensable de les amener à comprendre que leur intérêt personnel, conforme à celui de leur corporation, est de s'associer à tous les efforts qui améliorent le rendement. Parmi les désirs que nous venons d'exprimer, quelques-uns, le dernier surtout, dépendent, dans une certaine mesure, des pouvoirs publics et

confinent aux côtés sociaux de la question ouvrière : je me bornerai à les indiquer. Sans vouloir aborder le terrain politique, on peut cependant mentionner que, si les hommes doivent nous manquer et seront difficiles à remplacer, il sera probablement plus ardu encore d'obtenir que les individus restants fournissent tous leur part contributive dans la tâche commune, et renoncent à perdre une partie de leurs forces en révoltes stériles. D'autres côtés de la question d'un caractère plus industriel, nous arrêteront davantage : tels sont les procédés qui tendent à soulager la fatigue humaine par une meilleure répartition des efforts, par la suppression des mouvements sans objet, par la substitution d'énergies animales ou mécaniques aux forces humaines; en résumé, par l'application prudente et coordonnée des principes scientifiques.

Deux mots seulement sur la répartition générale des ouvriers entre les professions. Tout homme ayant le devoir absolu de travailler selon ses forces, l'idéal serait de placer chaque individu, suivant la formule anglaise, à sa « vraie place, » là où il peut fournir la meilleure qualité et la plus grande somme de labeur. Actuellement, il se perd une quantité considérable de force humaine inutilisée, ou mal utilisée, faute de direction, comme ces torrents de montagne qui dissipent la plus grande partie de leur houille blanche. Pour éviter ces erreurs d'emploi, on a pu envisager un plan de mobilisation civile, où chacun aurait son poste assigné, ainsi que les marins dans un équipage. Ce n'est pas cette solution trop germanique que nous proposerons; en dehors de toute autre considération, nous n'avons pas une confiance suffisante dans l'administration, qui serait ainsi chargée de nous répartir. Toutefois, je ferais assez de crédit à l'État pour admettre que, par les renseignements dont il dispose, il peut se mettre en mesure de tracer une sorte de programme idéal, dont il poursuivra l'exécution en fournissant les moyens d'action, en créant l'enseignement, en faisant connaître et accentuant au besoin les avantages attachés aux situations les moins séduisantes ou les moins favorisées par la mode. Cela consiste à diriger doucement le torrent dans le sens de sa pente naturelle, qui est celle du bénéfice le plus élevé, en ouvrant le chemin qui y conduit.

Il est clair notamment que l'intérêt général demande le développement de notre agriculture et que l'intérêt individuel

bien compris des travailleurs serait de rester dans les champs, au lieu d'aller chercher à la ville un simulacre de salaires plus forts et des plaisirs factices, largement compensés par un accroissement des charges, par une vie moins saine, comprimée et sordide. Une prédication dans ce sens pourrait être demandée aux instituteurs, qui ont plutôt d'habitude une influence inverse (1). Mais, plus que par des sermons trop idéalistes, on retiendra les cultivateurs aux champs par des avantages matériels analogues à ceux qui leur font aimer la ville ou l'industrie : par une amélioration de leurs habitations, souvent si misérables; peut-être aussi, mais avec prudence, par la création de moyens de transport, automobiles ou tramways, rendant la ville plus voisine et ses distractions plus accessibles aux jours de repos ou d'oisiveté forcée. Il serait utile également qu'on ne fût pas toujours disposé en haut lieu à sacrifier les ruraux isolés et sans cohésion pour essayer de satisfaire les ouvriers des villes groupés en syndicats agissants et bruyants.

De même, l'ensemble de la nation serait intéressé à voir diminuer le nombre des fonctionnaires urbains, en augmentant leur travail et leurs émoluments.

Plus généralement, on peut subdiviser la main-d'œuvre en trois catégories principales : main-d'œuvre supérieure, dans laquelle nous englobons l'état-major dirigeant, les ingénieurs, chimistes, contremaîtres, etc.; main-d'œuvre exercée et spécialisée; enfin, main-d'œuvre commune. La somme totale des Français étant insuffisante pour les trois, il y a lieu de faire monter le plus possible le personnel dont nous disposons vers un degré supérieur de l'échelle, où les qualités nationales seront utilisées sous une forme plus fructueuse, en le remplaçant à la base par de la main-d'œuvre étrangère, exotique, ou, autant qu'on le pourra, par des machines. Cela revient à développer l'apprentissage et l'instruction technique, à multiplier les écoles pratiques destinées à nous fournir tout ce personnel de mécaniciens, d'électriciens, de chimistes, ou simplement de professionnels intelligents, exercés et adroits que nous avons bénéfice à recruter sur notre sol ou que nous ne pouvons demander ailleurs.

(1) Voyez dans la *Revue* des 1er juillet 1912 et 15 janvier 1914 *La Vocation paysanne et l'Ecole*. — *La Culture morale à l'École du village*, par M. le docteur Emmanuel Labat.

En somme, le problème que nous voulons résoudre en France est un peu du même ordre que celui qui se pose dans une usine défavorablement située pour la production par grandes masses; ayant peu de charbon et peu d'hommes, on y substitue à la quantité la qualité et le fini. C'est de cette façon que nous pouvons penser à remplir le programme qui s'impose à nous, d'incorporer un maximum de main-d'œuvre, d'initiative et de travail français, dans les matières premières que nous tirerons de notre sol, ou que nous ferons venir du dehors. Par exemple, une machine terminée représente deux ou trois fois plus de main-d'œuvre incorporée qu'un acier brut; et le bénéfice total que laisse cette élaboration au pays fabricant croît dans une proportion beaucoup plus grande. La prétention d'ajouter beaucoup de travail à la matière première pourrait sembler paradoxale dans un pays où nous ne cessons de répéter qu'on manquera de main-d'œuvre, si nous n'insistions pas sur la distinction précédente. Il s'agit d'organiser quelque chose d'analogue à ce qui existe dans les colonies anglaises, où le Blanc joue un rôle de dirigeant, de surveillant, tandis que l'indigène accomplit la besogne grossière, et où l'abatage au pic est suppléé par des perforatrices mues à l'air comprimé ou à l'électricité. Suivant la nature des industries, cette répartition des ouvriers sera plus ou moins facile. Ainsi les mines nécessitent parfois une organisation par équipes, désavantageuse en elle-même, dont on retrouvera peu l'équivalent dans un chemin de fer; de même, nos houillères se prêtent mal à un abatage mécanique, tandis que la manutention par des machines a sa place marquée dans toutes les usines.

Je ne traiterai pas la question de l'enseignement technique, qui nous entraînerait trop loin; mais il est bon d'indiquer comment se pose celle de l'apprentissage. Depuis 1868, ce dernier problème a été l'objet d'études et de vœux innombrables, sans qu'il en soit résulté aucun effet sérieux. On a à peu près organisé l'instruction primaire des enfants, du moins dans la loi; on n'a rien fait pour leur éducation manuelle. Tout au contraire, la loi sur le travail des enfants a eu pour résultat pratique de supprimer ce qui pouvait être organisé précédemment pour leur enseigner leur métier. Une des difficultés est que l'enseignement primaire cesse à douze ans et que, de l'avis

général, le véritable apprentissage ne peut commencer sur le chantier ou dans l'atelier qu'à quatorze ans, avec des enfants déjà débrouillés et classés suivant leurs qualités. Alors, de douze à quatorze ans, pour gagner quelque chose à leur famille, les enfants se font grooms, porteurs de journaux et autres occupations analogues, ou bien ils se préparent à devenir employés, ou encore ils restent oisifs et tournent au vice. La solution préconisée serait d'instituer, pour la période de douze à quatorze ans, des ateliers-écoles, où l'on rechercherait les aptitudes de l'enfant, tout en lui donnant le goût de l'effort manuel. Le système exige des sacrifices à partager équitablement entre les divers intéressés : parents, patrons, chambres de commerce, État. Voilà un cas, entre beaucoup d'autres, où il y aurait avantage à ce que les intérêts corporatifs fussent mieux représentés par des syndicats autorisés et responsables, qui cesseraient d'être des instruments de combat pour chercher ensemble la solution la plus favorable à la communauté.

C'est encore un apprentissage, appliqué à des hommes faits, que constitue la méthode de travail généralement désignée sous le nom de Taylorisme. Le Taylorisme est à l'ordre du jour dans tous les milieux industriels. On l'a souvent décrit et commenté. On en a tant parlé au hasard que ce nom finit par produire une sorte d'agacement chez beaucoup de ceux qui dirigent des ouvriers. Néanmoins, je vais exposer le système avec quelques détails, ne fût-ce que pour dissiper des idées fausses assez répandues à ce sujet, en montrant qu'il s'agit, avant tout, de faire pénétrer, dans les applications de l'industrie, l'esprit de méthode scientifique et de donner à l'ouvrier une instruction professionnelle qui complète son ingéniosité, son adresse, ou son empirisme traditionnel.

Les adversaires du Taylorisme (il y en a de très divers) l'ont souvent représenté comme la réduction de l'homme à l'état de machine. Ce n'est pas ainsi qu'on doit l'envisager, mais comme une codification éclairée des moyens propres à utiliser les mécanismes et outils d'un atelier et à réduire la fatigue musculaire, en donnant la direction la plus favorable aux efforts, en supprimant les manœuvres vaines, en intercalant aux moments opportuns des repos d'une longueur déterminée. Une machine qui donne son plein rendement est celle dont le travail est continu et s'exécute sans vaine dépense de

force en grippements, en bruits, en échappements de vapeur, en fumées. L'homme peut s'efforcer de l'imiter sur le second point, mais non sur le premier. Il ne saurait travailler avec continuité, mais il doit régler ses alternatives d'activité et de délassement suivant un rythme approprié, pour réduire sa fatigue. Il n'est pas non plus assimilable à un organe brutal comme une bielle, un engrenage ou un piston. Là où cette brutalité mécanique suffit, on n'a qu'à le remplacer effectivement par un jeu de bielles et d'engrenages. Sa valeur propre, dont on doit tirer parti, consiste en ce qu'il peut substituer à la rigidité du mécanisme la force d'initiative intelligente et souple qui appartient à lui seul et qui caractérise tout particulièrement l'ouvrier français. C'est dans ces conditions seulement que l'ouvrier peut tendre, par un effort de sa raison, à éliminer, lui aussi, les mouvements sans objet. Le chef qui le dirige n'a pas, comme on l'a cru parfois, à lui imposer, arbitrairement et sans discussion, une formule de travail étroite.

L'application du système présente, en effet, deux parties aussi importantes l'une que l'autre : la première, où l'on reconnaît par la méthode analytique la meilleure façon d'attaquer et de mener à bien sa tâche : la seconde où l'on convainc les ouvriers d'adopter cette façon. L'industriel met ainsi au service de l'ouvrier un outillage expérimental exigeant des recherches longues et coûteuses, dont il lui donne les résultats tout obtenus avec démonstration à l'appui, comme un professeur de chimie répète une réaction devant ses élèves sans avoir besoin de leur faire partager le labeur de plusieurs années, parfois de plusieurs générations, qui a amené à découvrir le phénomène reproduit en un instant.

L'inventeur de la méthode que nous allons analyser, Frederic Winslow Taylor, était, non un théoricien, mais un industriel et un inventeur pratique. Avant de développer ses idées sur « l'organisation scientifique du travail dans les usines, » il avait commencé par découvrir les aciers à coupe rapide qui ont révolutionné la construction mécanique en doublant ou triplant le rendement des machines-outils. Son but était d'augmenter le produit du travail, de mieux utiliser le mécanisme humain et, finalement, d'accroître les bénéfices et les salaires. Il y est arrivé, par un effort de longues années, en combinant un système de chronométrages et de mesures des-

tiné à permettre une meilleure organisation, avec une adaptation psychologique et une sélection individuelle amenant à profiter de cette organisation. Il a donné ainsi, non des recettes susceptibles d'être appliquées aveuglément dans chaque usine, mais une méthode d'investigation dont chacun peut s'inspirer pour en tirer parti judicieusement dans les cas où elle convient.

Cette méthode n'est pas applicable sans quelque peine. Toute étude scientifique, qui s'attaque à la complexité de la nature, doit d'abord s'efforcer d'en isoler les phénomènes pour les étudier séparément. Ce qui fait à la fois la difficulté et l'intérêt d'une recherche semblable à celle de Taylor, c'est que la production de chaque ouvrier, objet de son examen, dépend de très nombreuses variables indépendantes, exerçant chacune leur influence. Or, ces influences distinctes, dont les effets se confondent, l'ouvrier n'a pas la possibilité de les apprécier isolément. Livré à lui-même dans la complication d'un atelier moderne, il est incapable de modifier, pour cela, toute une organisation dont il dépend. Il a donc besoin qu'on lui vienne en aide à cet égard par un véritable laboratoire de recherches. Le Taylorisme consiste à organiser ces recherches, souvent coûteuses, puis, ce qui est non moins important, à en faire accepter progressivement les conclusions par le personnel.

Dans l'organisation du travail, on admet souvent comme un axiome que l'ouvrier connaît son ouvrage et doit être laissé libre de le conduire à sa guise. C'est évidemment faux pour une usine moderne, où chaque individu se trouve entouré d'engins nouveaux, dont il n'a jamais eu l'occasion d'apprendre les principes les plus élémentaires. Mais Taylor remarque, en outre, avec raison, que les opérations les plus élémentaires, livrées au seul empirisme, ont pu être répétées pendant des générations successives sans aucun progrès et que toutes sont à reprendre méthodiquement. Il a choisi, comme exemples, deux cas très simples et qui sont devenus classiques, celui du chargeur qui porte des gueuses de fonte dans un wagon (simple travail de force) et celui du maçon construisant un mur de briques (travail demandant un effort modéré) pour montrer que, dans les deux cas, on peut, avec une peine moindre, doubler ou tripler le rendement. A plus forte raison quand la tâche à accomplir demande surtout de l'adresse. Pour les gueuses de fonte, il suffit d'établir un rythme convenable d'efforts et de repos alter-

natifs en donnant à chaque mouvement l'allure la mieux appropriée. Pour le mur de briques, il est, en outre, nécessaire de combiner un échafaudage mobile qui mette constamment les briques à la portée du maçon sans le forcer à se baisser et de régler la fluidité du mortier pour qu'il n'ait pas à frapper sur sa brique avec la truelle après l'avoir posée. On remarquera à ce propos que le plus difficile n'est pas de voir un tel remède, mais de réussir à l'appliquer dans les conditions pratiques d'un atelier encombré ou confus.

Quand on veut déterminer ainsi l'allure d'une opération quelconque, on choisit des hommes entraînés d'origine différente; on les laisse opérer à leur guise, en étudiant au compteur à secondes les durées de leurs mouvements élémentaires; on adopte, pour chacun de ceux-ci, le plus court; on élimine les mouvements inutiles et on effectue une synthèse que l'on peut au besoin cinématographier pour servir ensuite d'enseignement. Ou bien l'on se contente d'établir un guide minutieux, une feuille d'instructions détaillées, comme on l'a fait en temps de guerre avec des résultats particulièrement satisfaisants, quand il s'est agi de dresser vite des femmes à une besogne dont elles n'avaient pas la moindre idée.

Non moins que la façon d'agir, le moment où l'on doit se reposer est indispensable à connaître. Ce qui fatigue, c'est le surmenage. Le jeu d'un muscle ne peut se prolonger plus d'un certain temps et doit être suivi d'un repos, dont on détermine la durée convenable par une série d'essais chronométrés, ou on en fait varier la proportion. Après quoi, il faut savoir obtenir de l'ouvrier ce rythme méthodique, auquel il commence toujours par se montrer récalcitrant, et retenir le travailleur trop ardent qui, laissé seul, arriverait à l'essoufflement. Enfin, toute machine, si perfectionnée soit-elle, exige une utilisation rationnelle et, plus cette machine est savante ou fait partie d'un ensemble compliqué, plus son emploi doit être préalablement réglé par une étude approfondie.

Dans tous les cas, l'ouvrier peut généralement être amené à produire plus en peinant moins, simplement par la suppression des mouvements inutiles qui sont souvent, en fait, les plus fatigants. Ainsi, quand on tient au bout des bras, sans bouger, une gueuse de 45 kilogrammes, on ne produit aucun travail appréciable au dynamomètre et l'on se lasse presque

autant que si on se déplaçait fructueusement. Quand on est obligé de se baisser pour prendre chaque brique, on ajoute une peine stérile à celle que comporte la pose normale de cette brique sur sa rangée. De même, pour un pelleteur, il existe une certaine charge d'environ 10 kilogrammes par jet de pelle qui correspond à un rendement maximum. Les gestes successifs de ce pelleteur doivent avoir de plus chacun leur durée propre, pour enfoncer la pelle, la retirer bien chargée, et la lancer enfin à une distance horizontale convenable.

N'importe quelle opération, même très raffinée, donne lieu, quand on l'analyse, à une observation semblable. Mais le tout n'est pas de tracer ainsi un programme théorique de travail. L'adaptation prudente de celui-ci n'est pas moins importante à combiner. Si l'on se borne à chronométrer des durées de mouvement et si on prétend imposer dans une usine quelconque, du jour au lendemain, les résultats du système, on marche à un échec fatal. Une fois le rythme fixé avec soin, on doit avoir la patience de l'assimiler à la psychologie ouvrière.

Tout d'abord, chaque tâche ne convient pas à tous les types d'ouvriers. C'est le cas de mettre le « vrai homme à sa vraie place. » Par exemple, pour bien charger des gueuses de fonte, il faut ne penser à rien, avoir la mentalité d'un bœuf qui laboure ou d'une machine. C'est à de tels hommes seulement qu'on appliquera ici la méthode, et encore faute d'avoir pu employer de préférence le bœuf ou la machine eux-mêmes. On prend quelques individus de ce genre, particulièrement avides de gain; on leur offre de doubler leur salaire sans se donner de peine et on excite leur amour-propre, en leur disant : « Pendant une journée, faites exactement tout ce qu'on vous dira pour marcher, vous asseoir, vous reposer, etc., et vous verrez le résultat! » L'ouvrier obéit, est fier du succès qu'il a obtenu et, peu à peu, son exemple entraîne les autres. Dans la sélection qui se produit de cette manière, tous ne réussissent pas également. Il importe, pour le bon effet, que les meilleurs reçoivent un accroissement de bénéfice notable et immédiat et que les plus mauvais ne pâtissent pas, mais soient seulement dirigés vers un autre travail, auquel ils sont plus propres.

On voit aussitôt un premier inconvénient du Taylorisme. Outre les recherches préalables qu'il force à recommencer dans chaque industrie, il impose à l'ingénieur dirigeant une pratique

approfondie et complète du travail, avec une connaissance intime et personnelle de tous ceux qu'il emploie. L'expérience montre vite aux patrons que les bénéfices l'emportent souvent de beaucoup sur les frais. Mais les objections faites par les ouvriers sont plus difficiles à lever, parce qu'elles se rattachent à tout un ensemble de raisonnements faux, qui font partie d'une mentalité très enracinée. De tout temps, le tâcheron a commencé par être hostile au progrès qui diminuait son effort ou augmentait son rendement, parce qu'il y a vu seulement le résultat local et immédiat de jeter sur le pavé un certain nombre de travailleurs. L'idéal serait pourtant d'utiliser assez les forces naturelles par l'intermédiaire de machines pour que le labeur journalier occupât seulement un certain nombre d'heures et fût suivi d'heures librement consacrées à la distraction, au travail personnel ou au repos. Ce serait, si l'on veut, la journée de huit heures, demandée par les confédérations ouvrières. Mais, contrairement à la logique, on a opposé à toutes les inventions nouvelles, qu'il s'agît du métier Jacquard, de la machine à vapeur ou du chemin de fer, la même objection de nuire à des intérêts locaux, et les ouvriers qui résistent au Taylorisme ne raisonnent pas, en somme, autrement que ne le faisaient les municipalités d'Orléans ou de Tours, quand elles ont écarté avec horreur le fléau des voies ferrées. On peut remarquer qu'en dépit des résistances, toutes ces inventions ont fini par se répandre et que ceux qui n'ont pas su les adopter à temps en ont plus tard longuement souffert.

L'artisan intelligent et capable a, en outre, une tendance toute naturelle à ne pas vouloir changer son mode de travail. On doit alors, non le forcer, mais le convaincre. L'usage d'une machine moderne, si savante qu'on la suppose, comporte une application de l'intelligence humaine, tout comme quand il s'agissait des engins les plus primitifs. Il faut montrer, en y mettant le temps nécessaire, à celui qui la manie, que cet usage est amélioré par le procédé nouveau. L'ouvrier de jadis travaillait seul à une tâche complexe avec des engins rudimentaires; l'ouvrier moderne occupe une place spécialisée dans une vaste organisation collective où les engins les plus subtils viennent à son aide. Ce n'est nullement une raison pour qu'il cesse de penser, de combiner, de perfectionner; tout au contraire. Parce qu'il se sert d'une machine, il n'a pas à devenir

machine. Parce qu'il fait partie d'un groupement, il n'est pas nécessairement incorporé à une équipe. Mais il doit demander à l'ingénieur un enseignement professionnel que lui fournissait autrefois l'expérience traditionnelle de son maître. C'est ainsi qu'en augmentant sa production, il accroîtra son salaire, tout en réduisant d'une façon plus générale le prix de la vie dans le pays. D'ailleurs, le Taylorisme n'est pas, même avec ces précautions, applicable à beaucoup près dans tous les cas et, pour améliorer le rendement, on est souvent conduit à garder, sous une forme perfectionnée, le vieux système des primes au travail.

On le voit, le système que nous venons d'étudier est simplement, ainsi que nous l'avions annoncé, l'application à la main-d'œuvre des méthodes analytiques qui doivent régler toute l'industrie moderne. Pour réaliser le but visé de remédier à la disette de main-d'œuvre, son emploi doit aller de pair avec une amélioration des outils ou des mécanismes. Dans le cas si élémentaire d'un pelletage, pour que la charge de la pelle atteigne les 10 kilogrammes qui donnent le meilleur rendement, on est amené à combiner sa forme différemment suivant qu'il s'agit d'une substance lourde ou légère; sans quoi, en gardant la même pelle, l'homme travaillerait tantôt à 2, tantôt à 15 kilogrammes. Quand on envisage un travail plus compliqué comme la taille des métaux, on constate qu'il intervient au moins une douzaine de variables indépendantes, telles que : qualité du métal à couper; composition chimique de l'acier formant l'outil; épaisseur du copeau enlevé par l'outil; profil du tranchant de l'outil, profondeur et durée de la coupe. Taylor, qui s'est tout particulièrement occupé de cette question, a mis un quart de siècle pour obtenir une solution satisfaisante; mais il est arrivé ainsi à combiner peu à peu des appareils d'un rendement exceptionnel. Le développement du travail spécialisé en séries rend des essais semblables particulièrement fructueux, puisqu'on peut ensuite appliquer à toute une série de machines les vitesses types, les formes d'organes une fois pour toutes déterminées. Toutefois, là encore, la pratique est plus compliquée que la théorie. Avec les douze variables dont je viens de parler, il faut, chaque fois que l'on se trouve amené à en changer une dans l'atelier, modifier en conséquence diverses variables correspondantes, sur lesquelles on peut agir. Cela semblerait exiger des calculs impraticables pour d'autres que

des savants. On a quelquefois pu combiner des règles à calcul spéciales qui, par une opération facile et destinée à devenir presque instinctive, donnent la solution immédiate du problème.

Je ne reviens pas sur l'utilité générale de développer le machinisme et d'économiser toutes les forces disponibles. Plus, au moyen du machinisme, on accroît la consommation de force par ouvrier, plus augmentent proportionnellement les bénéfices du patron et les salaires du personnel. Aux États-Unis, où l'on consomme en moyenne 156 pour 100 et, dans bien des cas, 200 pour 100 de force par homme contre 100 en Grande-Bretagne, les ouvriers gagnent, en même temps, beaucoup plus. C'est, en outre, le moyen unique de produire quand on n'a pas de bras. Particulièrement en agriculture, la France a le droit de compter beaucoup sur la motoculture et sur le développement des transmissions de force électriques, quoiqu'il y ait des difficultés de réalisation à prévoir avec la grande division, d'autre part si avantageuse, de la propriété française. La mécanique agricole trouvera une application tout naturellement indiquée dans les régions dévastées du front. Un projet de loi récent s'est efforcé d'encourager le labourage mécanique des terres, au moyen de primes à des sociétés qui prennent l'entreprise des labourages, avec stipulation que leur appareil labourera annuellement, pendant trois ans, au moins cent hectares de terre à ensemencer en blé.

Tous les efforts dans ce sens sont louables ; mais il ne faut pas se faire trop d'illusions sur leur résultat rapide. En premier lieu, pour que l'électricité devînt d'un usage courant dans nos fermes, il faudrait une singulière vulgarisation de connaissances techniques qui, actuellement, n'ont souvent aucun représentant même dans un chef-lieu de canton. Les appareils ne suffisent pas, si nul n'est à portée immédiate pour les réparer au besoin. Pour ce qui concerne notre sujet spécial de la main-d'œuvre, on voit bien qu'on pourra supprimer quelques animaux, des charretiers et des bouviers ; mais on aura besoin de mécaniciens agricoles, qui se poseront en grands seigneurs. Je n'insiste pas et je me borne à ajouter, sur le machinisme, deux remarques générales, qui ont pour but de réagir contre une certaine parcimonie industrielle propre à l'esprit français.

Un individu, nous venons de le rappeler, doit se reposer pour fournir un bon travail. Avec une machine, l'opposé est

plus souvent vrai. Il ne faut pas fatiguer un mécanisme inutilement : mais, dans les limites du travail utile, on a avantage à en tirer un effort aussi continu que possible : ce qui revient encore une fois à travailler par grandes masses et en séries. On use ainsi plus vite son engin ; mais on immobilise moins longtemps le capital qu'il représente et la place qu'il occupe dans l'usine ; puis, quand la machine est lasse, on emploie le bénéfice qu'on en a tiré à acheter bien vite un appareil nouveau, ayant pu recevoir un perfectionnement dans l'intervalle.

Dans le même ordre d'idées, c'est une mauvaise économie que de garder un engin usé, un outil médiocre, pour l'emploi desquels l'ouvrier doit déployer son ingéniosité en perdant un temps précieux. L'industrie moderne vit de perpétuels sacrifices et doit procéder par amortissements extrêmement prompts.

MAIN-D'ŒUVRE FÉMININE

L'emploi de la main-d'œuvre féminine ne nous arrêtera qu'un instant. On sait combien il s'est généralisé et quels services il a rendus pendant la guerre. Il offre des inconvénients connus d'hygiène sociale et morale ; poussé à l'exagération, il contribuerait à la dépopulation et rendrait la crise encore plus grave dans l'avenir. Néanmoins, à titre provisoire et limité, on sera certainement amené à le conserver après la guerre dans des proportions ignorées auparavant.

On peut craindre, il est vrai, qu'il ne se présente quelques difficultés au début quand le démobilisé, voulant reprendre son emploi et considérant volontiers qu'il y a là pour lui un droit absolu, trouvera sa place prise par une femme. Mais cette petite crise, si elle se produit, sera sans doute limitée à la courte période de confusion première, où l'on doit prévoir un peu de chômage. Le manque de main-d'œuvre facilitera ensuite la solution de ce problème, comme de tous les autres semblables.

D'ailleurs, beaucoup de ces femmes ajouteront leur salaire à celui d'un mari, qui ne s'en plaindra pas. D'autres, au contraire, se trouveront, amenées à rentrer dans leur ménage reconstitué pour y soigner leurs enfants. Si les salaires devaient baisser, cela pourrait être inquiétant par suite des habitudes trop larges qu'a contribué à développer le régime de guerre ; mais on peut prévoir pendant longtemps encore de

hauts salaires, qui aideront à traverser la phase critique.

En moyenne, la main-d'œuvre féminine a donné de la satisfaction, surtout au début. Les femmes apportent souvent plus d'ardeur au travail et d'âpreté au gain que les hommes. Elles s'adaptent aisément aux tâches qui exigent du soin, de l'attention, de la patience, de l'ingéniosité : par exemple, en temps de guerre, les ateliers de pyrotechnie, les fusées, le chargement des obus, les vérifications à la presse hydraulique, l'examen des billes de roulement, etc. Leur amour-propre est facilement mis en jeu et, comme il faut en général les dresser à un travail qu'elles ignorent totalement, on a, avec elles, une occasion excellente d'appliquer le Taylorisme en leur traçant un programme minutieux de ce qu'elles auront à faire. Enfin, ce qui est plus imprévu, elles se sont révélées beaucoup plus susceptibles de vigueur musculaire qu'on ne l'aurait cru. On les a vues, bien qu'en théorie elles ne doivent pas porter plus de vingt kilogrammes, soulever des poids très supérieurs à ce chiffre, tels que des rouleaux de papier dans les papeteries, des bagages dans les gares, manœuvrer des obus de 155, etc. Les métallurgistes ont même pu les employer pour des trains de laminoirs à cornières, en réduisant leur effort musculaire par des chemins roulants bien appropriés.

Une observation générale tend, en effet, à faciliter le remplacement de la main-d'œuvre vigoureuse par des individus plus débiles, tels que des femmes : c'est le progrès du machinisme; et l'éducation préalable, qui manque d'ordinaire aux femmes, devient, d'autre part, moins nécessaire pour beaucoup d'opérations par suite de la spécialisation, et du travail en série. Un travail très divisé, comme celui qu'on rencontre aujourd'hui dans de nombreux ateliers, permet une formation rapide, puisque chaque ouvrier a seulement à connaître un petit nombre de manœuvres. L'organisation scientifique suivant les préceptes de Taylor amène à déterminer avec une grande rigueur un rythme favorable au travail et à le définir par une instruction détaillée que l'ouvrier peut se borner à suivre. C'est ainsi que les tourneurs dirigeaient autrefois leur outil perpendiculairement à l'axe de l'obus. Pour réaliser la précision nécessaire au centième de millimètre, il fallait dix ans de pratique. On s'est rendu compte scientifiquement qu'il valait mieux diriger l'outil parallèlement à l'axe et cette simple

modification a permis de former des ouvrières expertes en dix jours. L'emploi de tous les engins mécaniques tend, en même temps, à réduire de plus en plus la part de la fatigue musculaire.

La main-d'œuvre féminine continuera donc à rendre de grands services, en dehors même des cas où la place des femmes est depuis longtemps tout indiquée, comme le travail de bureau, l'enseignement, le commerce, la couture, le soin des malades, la ferme, etc... Les femmes ont cependant, pour le travail corporatif, un défaut sérieux, dont on a pu observer des effets récents : c'est que, lorsque leur passion est soulevée, elles deviennent inaccessibles à tout raisonnement. La propagande défaitiste, qui s'est surtout adressée à elles pour fomenter des grèves parce qu'elles n'étaient pas exposées comme les hommes à se faire renvoyer au front, a obtenu, dans bien des cas, des succès fâcheux.

MAIN-D'ŒUVRE COLONIALE ET ÉTRANGÈRE

En améliorant par l'organisation méthodique et par le mécanisme le rendement de notre main-d'œuvre nationale, en employant le travail complémentaire des femmes, on peut retarder et réduire l'appel aux étrangers; on ne peut le supprimer. Il va falloir nous procurer des Espagnols, des Italiens, des Polonais, des Kabyles, des Marocains, des Chinois, pour remplacer les bras français qui nous manqueront. C'est tout le problème de l'immigration qui se pose à ce propos. D'un côté, nous avons à savoir dans quelle mesure, sous quelles formes et avec quelles restrictions nous désirons introduire des étrangers sur notre sol; d'autre part, nous aurons à nous demander où et comment, ces étrangers, nous aurons le moyen de les recruter.

Que cette immigration nous soit nécessaire, nous l'avons assez montré dans les pages précédentes. Contrairement à certaines revendications ouvrières, les immigrants ne viendront pas enlever du travail à nos concitoyens, mais, au contraire, leur permettre de développer leurs industries et, par conséquent, leur fournir l'occasion de gagner leur vie plus fructueusement. Éviter le chômage des usines est le premier moyen pour empêcher le chômage des ouvriers. L'arrivée d'étrangers

nombreux offre, d'ailleurs, des inconvénients indéniables, dont notre législation devra tenir compte, mais sur lesquels nous sommes obligés de passer. Si l'étranger se borne à un court séjour dans notre pays, il y draine des bénéfices qui traversent aussitôt la frontière. S'il s'y fixe, il risque, ou d'altérer notre tempérament national, ou de perpétuer des groupes distincts, comme cela se produit, même aux États-Unis, pour les Irlandais. Les connaissances techniques que nous lui fournissons représentent toujours la possibilité d'une concurrence étrangère future. Enfin, l'étranger est susceptible de faire pis et de se livrer à l'espionnage. Quand bien même on exagérerait les soupçons dans ce sens, ces soupçons suffisent à eux seuls pour entretenir une atmosphère fâcheuse d'animosité. Cette dernière observation vise surtout la population demi-libérale, qui pullulait en France avant la guerre dans les hôtels, restaurants, maisons d'affaires ou de banques, librairies, magasins, fabrications parisiennes, etc., avec des facilités spéciales pour entendre, retenir, noter et transmettre. Nous n'avons aucun besoin de tels individus, qu'ils se couvrent ou non d'un masque neutre. C'est une raison de plus pour localiser autant que possible le rôle des étrangers dans les tâches inférieures et manuelles, où leur présence offre des inconvénients bien moindres, et pour diriger les Français vers les professions plus raffinées, où ils formeront un état-major. Dans ces limites, peut-être le brassage extraordinaire de peuples, qui a été l'une des conséquences de la guerre, rendra-t-il la solution plus facile en amortissant des préjugés dus pour une grande part à l'ignorance.

Par le fait même que la France n'accroît plus sa population nationale, elle est, depuis longtemps déjà, un pays d'immigration. Sans parler des ouvriers saisonniers qui viennent et s'en vont, la France comptait, en 1911, 1 132 000 étrangers (286 pour 10 000 Français). La proportion était restée la même en apparence depuis 1881, non qu'il ne fût venu aucun étranger dans l'intervalle, mais parce que ces arrivées avaient été compensées par les naturalisations qui diminuaient sur les statistiques le nombre apparent des étrangers. La répartition était la suivante : 377 000 Italiens, 310 000 Belges, 88 000 Allemands, 81 000 Espagnols, 69 000 Suisses, 36 000 Anglais, 26 000 Russes, 17 000 Américains. Sur ce nombre, on comptait 617 000 étrangers actifs. De plus, il venait environ 50 000 hommes chaque

été. L'exemple de l'Allemagne prouve du reste qu'une immigration beaucoup plus forte peut aller de pair avec un accroissement considérable de population et être motivée par une grande prospérité industrielle. En 1912, l'Allemagne, qui avait déjà sur son sol 1 260 000 étrangers, a dû importer, pour l'été, de Russie et d'Autriche, 1 200 000 hommes.

L'immigration peut être individuelle ou collective, saisonnière, temporaire ou durable, agricole ou industrielle. Chacune de ces subdivisions comporte des observations distinctes.

Tout d'abord, on ne saurait envisager de même l'étranger qui s'établit sur notre sol, de sa propre initiative, en utilisant ses propres ressources, à ses risques et périls, et la troupe de Chinois qui nous est amenée à la suite d'un contrat passé avec une société ou un agent de recrutement. Au premier type sont, dans une certaine mesure, assimilables les ouvriers qui se recrutent de proche en proche par entraînement réciproque : les premiers arrivés écrivant à leurs parents ou amis qu'ils sont satisfaits de leur sort et qu'il reste des places à prendre, comme cela s'est beaucoup produit pour les Italiens de Briey.

De même, l'immigration saisonnière joue un grand rôle pour les travaux des champs ou des forêts et certains terrassements. Des Espagnols et des Italiens passent la frontière pendant la belle saison, profitant souvent de ce que la moisson est plus précoce dans leur pays pour venir ensuite offrir leurs bras à la nôtre. C'est également ce qui se produisait, sur une échelle énorme, pour les Russes et les Polonais allant travailler aux champs en Allemagne. Un tel déplacement momentané rend des services aux deux pays, puisqu'il a pour résultat un échange de force inutilisée contre de l'argent et il ne nécessite que la surveillance habituelle à la frontière. Les conditions sont autres quand l'immigration prend un caractère plus durable, comme cela se produit nécessairement, si elle a un but industriel, ou une origine lointaine. C'est un des points que l'on doit envisager tout particulièrement pour choisir entre les divers pays d'émigration, l'intérêt de notre industrie étant de stabiliser une main-d'œuvre bien choisie.

En principe, beaucoup d'étrangers, et surtout d'exotiques, vont seulement au dehors pour gagner une certaine somme fixée dans leur esprit et rentrent chez eux dès qu'ils l'ont atteinte. Plus les besoins sont restreints, comme cela arrive

chez les Orientaux, chez les Arabes, chez les nègres, plus le passage sur un chantier est court et plus le défilé des ouvriers est rapide. On s'en rend compte aisément par la seule comparaison du nombre des embauchages dans une année avec le total des ouvriers employés à la fois. Le rapport des deux chiffres permet de calculer le temps moyen du séjour : temps qui se chiffre souvent par un petit nombre de semaines. En Afrique du Sud, où ce mal sévit avec une intensité particulière, on a parfois employé, pour y remédier, un moyen qu'on ne saurait moralement recommander, consistant à favoriser les dépenses pour retarder le moment où le noir aura atteint le chiffre d'économies désiré.

Enfin, il est nécessaire de ne pas confondre la main-d'œuvre agricole et la main-d'œuvre industrielle : toutes deux comportant des pays de recrutement, des modes de travail et des salaires très différents.

En ce qui concerne le mode de recrutement, nous n'avons guère qu'une observation générale à faire. Le meilleur système, quand on peut l'employer, est celui que nous venons d'indiquer à propos de Briey : l'encouragement réciproque ; mais il ne serait guère applicable ni en Afrique ni en Chine. On est alors amené à constituer des offices du travail, ainsi qu'il en existe un depuis 1915 pour la recherche de notre main-d'œuvre agricole, comme il en fonctionne un depuis vingt-cinq ans pour la main-d'œuvre noire au Transvaal, comme les Allemands en avaient un pour se procurer des ouvriers galiciens, etc. Quand les circonstances le comportent, un tel office doit être de préférence une œuvre collective des divers industriels intéressés, qui ont des besoins analogues dans la même région, et non une œuvre indépendante poursuivant un bénéfice immédiat, ni, bien entendu, une institution d'État manquant d'initiative, de souplesse et d'informations. L'amenée des exotiques comporte des avances (frais de voyage et primes), des risques et des responsabilités ; il y a avantage à ce que le tout soit mis en commun et à ce qu'en dehors de tout contrat individuel, les employeurs acquièrent ainsi une assurance contre le débauchage toujours à craindre. Cet office doit, à son tour, entrer en relations avec des groupements indigènes, tels qu'il en existe, par exemple, en Chine : groupements qui sont seuls qualifiés pour aller chercher des Chinois dans leur village,

débattre les conditions avec eux, leur offrir des garanties vis-à-vis d'un industriel inconnu qui habite au delà des mers, assurer leur rapatriement futur et garantir cet industriel à son tour contre l'impossibilité de retrouver un malhonnête ouvrier disposé à déserter après avoir touché sa prime.

La recherche d'une nombreuse main-d'œuvre étrangère provoque, en même temps, des conversations diplomatiques, qui vont devenir de plus en plus délicates avec la concurrence prévue pour la main-d'œuvre. Dès à présent, on constate, notamment, chez nos voisins d'Italie et d'Espagne, des dispositions à paralyser l'émigration, surtout si elle est susceptible de devenir durable. Nous avons cependant un bon argument à invoquer pour triompher de ces répugnances, c'est le milliard annuel que les émigrants d'Italie envoient de l'étranger dans leur pays. D'autre part, lors même que les pays étrangers acceptent le principe de l'émigration, ils montrent une préoccupation très légitime de protéger leurs nationaux, de les garantir contre le risque de chômage, de leur assurer des soins en cas d'accident ou de maladie et, parfois, de faciliter leur rapatriement. A cet égard, ils se trouvent tout à fait d'accord avec les syndicats ouvriers de France qui, de leur côté, pour protéger la main-d'œuvre française, exigent que l'ouvrier étranger reçoive, sous toutes les formes, un salaire au moins équivalent au leur. L'employeur a du reste lui-même, indépendamment de l'humanité, tout avantage à bien traiter les étrangers pour assurer le succès des embauchages futurs.

Malgré cette observation, nous ne saurions oublier, dans les négociations de ce genre, que, s'il y a service réciproque comme dans tout échange commercial, néanmoins les étrangers venant travailler en France ne sauraient être considérés comme ayant besoin de nous plus que nous n'avons besoin d'eux et, quand même les traités nous le permettraient, il serait absurde de leur imposer, ainsi qu'on l'a parfois suggéré, des mesures restrictives, comme l'obligation d'un service militaire, ou le payement d'une taxe (interdite d'ailleurs en général par des lois de réciprocité).

Ces premiers points étant résolus, l'État français doit encore intervenir dans l'immigration pour surveiller et réglementer l'introduction et le séjour des étrangers en France. Tous les pays, où l'immigration est un peu forte, prennent des pré-

cautions de ce genre, parfois très sévères. Il suffit de rappeler la loi de 1907 aux États-Unis, qui écarte toute une série d'indésirables, parmi lesquels les tuberculeux ; la loi australienne qui exige même une dictée correcte de cinquante mots dans une langue européenne ; l'Aliens Act de 1906 en Grande-Bretagne, etc. En France, la prévision de l'après-guerre a amené des projets de loi qui proposent d'imposer : d'abord une surveillance sévère à l'entrée pour écarter tous les éléments de trouble ou de contagion ; puis un stage d'observation et de surveillance durant deux années, pendant lequel l'expulsion d'un indésirable pourrait être immédiate. En même temps, on y a inséré, pour répondre aux préoccupations ouvrières, l'obligation pour les patrons de ne pas traiter les étrangers, à condition de valeur égale, sur un pied inférieur à celui des Français. Cette assimilation, très rationnelle dans son objet, ne saurait être une égalité, mais une équivalence, et elle ne laisse pas de présenter quelques difficultés d'application ; surtout quand, ainsi qu'il arrive pour nombre de travailleurs exotiques, l'étranger ne donne guère que la moitié ou les deux tiers du travail utile fourni par un Français. Elle est cependant acceptable si les litiges qui en résulteront sont soumis, non à une administration, mais à un tribunal.

Actuellement, le décret du 21 avril 1917 impose une série de règles, parfois insuffisantes (notamment quand il s'agit de l'hygiène), dont beaucoup seront à conserver dans l'après-guerre : carte d'identité et de circulation ; défense de se déplacer sans autorisation spéciale ; renvoi au pays d'origine de ceux qui refusent un nouvel emploi proposé, ou qui changent trop souvent d'établissement, etc.

Mais il ne suffit pas de légiférer sur l'introduction de la main-d'œuvre étrangère ; cette main-d'œuvre, il faut d'abord se la procurer. Quels sont les pays auxquels nous pourrons nous adresser pour en obtenir ce concours ? Ce sont ceux où il existe déjà un courant d'émigration tenant à l'excès de population ou à la misère. En Europe, on peut penser à l'Italie, à l'Espagne, à la Belgique, à la Pologne, à l'Irlande : en Afrique, à la Tunisie, à la Kabylie, au Maroc, à Madagascar ou au Soudan ; en Asie, à l'Indochine et à la Chine. Parcourons rapidement ces pays dans l'ordre où nous venons de les énumérer.

L'Italie est, depuis longtemps, une grande ressource pour

nous et l'on doit seulement craindre que cette ressource ne soit amenée à tarir. L'Italie fournit une émigration, qui apparaît considérable sur les tableaux statistiques, mais qui, en grande partie, est déjà et tend à devenir de plus en plus temporaire. Certains Italiens se déplacent avec une telle facilité qu'ils font deux fois en une année la traversée de l'Argentine et figurent ainsi deux fois dans le compte. On sait quel développement agricole et industriel a pris la péninsule depuis un quart de siècle et combien elle s'est enrichie. Dans ces conditions, l'Italien émigre surtout momentanément pour amasser un pécule qu'il renvoie dans son village. Depuis 1901, le chiffre annuel des émigrants italiens a varié de 500 000 à 873 000 : ce maximum ayant été atteint, en 1913, après des fluctuations diverses (534 000 seulement en 1911). L'émigration permanente ne forme guère que 40 pour 100 de ce total. En principe, les Italiens du Sud se dirigent de préférence vers les pays agricoles de l'Amérique; les Italiens du Nord (Piémont, Lombardie, Vénétie, Émilie et Toscane) vont, au moins pour les deux tiers, en Europe ou dans l'Afrique du Nord. Si l'on examine, par exemple, les chiffres de 1913, on trouve 90 000 hommes en Suisse; 83 000 en France; 82 000 en Autriche-Hongrie ; puis, en quittant l'Europe, 409 000 dans l'Amérique du Nord et 144 000 dans l'Amérique du Sud (Brésil, Argentine).

Dans la mesure où nous pourrons les obtenir, les ouvriers italiens sont parmi ceux que nous pouvons le plus désirer. On rencontre parmi eux beaucoup de ruraux travailleurs et sobres, qui offrent, avec les Français, des analogies de race, de climat, d'habitudes et, dans une certaine mesure, de langage, qui nous sont aisément assimilables et dont l'assimilation ne saurait nous inquiéter. J'ai déjà rappelé les services qu'ils nous ont rendus à Briey. Il serait donc à souhaiter que des accords diplomatiques, appuyés sur une propagande morale, vinssent détourner de notre côté une partie des émigrations qui se faisaient vers les États centraux et qui étaient entraînées dans ce sens par une puissante organisation allemande. C'est un des chapitres de l'émancipation prévue et désirée, par laquelle l'Italie s'efforcera sans doute d'échapper à la mainmise allemande qui pesait sur elle de toutes parts. Sauf ce détournement possible de courant, on doit s'attendre à voir le courant

lui-même diminuer dans son ensemble. Le gouvernement italien s'efforce tout naturellement de se réserver la majeure partie de sa main-d'œuvre nationale et il a pris, contre l'émigration, le 2 mai 1915, un décret sévère. Cependant il semble disposé à tolérer une émigration momentanée, qui l'enrichit, à la condition toutefois d'exercer, soit par son commissariat de l'Émigration, soit par ses inspecteurs des ports, une protection efficace sur les Italiens à l'étranger. A cet égard, il aurait toutes satisfactions en France, puisque l'ouvrier étranger doit, de par nos projets de loi mêmes, être traité chez nous sur le même pied que l'ouvrier français et payé un salaire équivalent.

Si l'Italie nous fait défaut, l'Espagne peut nous fournir des ouvriers d'un mérite analogue. C'est, malgré la faible densité de la population, un pays d'émigration importante, qui, chaque année, envoie au dehors 100 à 150 000 individus, dont un quart de femmes, auxquels il faut ajouter de 60 à 80 000 Portugais. Actuellement, il reste à peine 4 pour 100 de ces émigrants en Europe; mais un mouvement saisonnier tend à se développer dans le sens de la France et pourrait être facilement accentué par un accord entre les deux gouvernements. Depuis la guerre, on a établi, dans la zone frontière, des postes d'immigration qui, nous l'avons dit, ont vu en deux ans passer environ 200 000 hommes. Ce sont de bons ouvriers robustes et sobres, au moins pour moitié des agriculteurs, qui, surtout dans notre Midi, se prêtent aisément à nos mœurs françaises. Ils peuvent également fournir des mineurs experts. Sans doute l'Espagne, qui s'est beaucoup enrichie par sa neutralité pendant la guerre, va s'occuper de mettre mieux en valeur son propre sol et cherchera à retenir ses travailleurs. Mais il se passera quelque temps avant que l'amélioration des finances publiques se traduise par un accroissement de bien-être dans la population. Ainsi que j'ai déjà eu l'occasion de l'exposer (1), les deux pays vont avoir un égal intérêt à pratiquer des échanges de main-d'œuvre, qui suppléeraient, des deux côtés, à des lacunes différentes : la France fournissant à l'Espagne les contre-maîtres et ouvriers spécialisés et recevant, en échange, de la main-d'œuvre inférieure.

Je laisse de côté la Belgique, qui nous fournissait autrefois

(1) Voyez la *Revue* du 1er août 1917.

beaucoup d'hommes, mais que ses malheurs récents vont forcer à se concentrer sur elle-même et sur un effort intense de résurrection. La Pologne, aussi bien dans sa partie russe que dans la zone autrichienne, était un pays de forte émigration, où nous commencions un peu à puiser, mais où nous avions été tellement devancés par les Allemands, voisins immédiats, que nous obtenions seulement des éléments inférieurs. On considère qu'il en part chaque année pour les États-Unis environ 150 000 Polonais qui s'y établissent et y constituent une population actuelle d'un million d'âmes. Une partie de cette émigration pourrait être attirée en France.

La main-d'œuvre exotique, à laquelle nous passons, peut être empruntée à l'Afrique où à l'Asie. En Afrique, les principaux types de peuples auxquels nous avons déjà eu recours sont les Africains du Nord (Tunisiens, Kabyles et Marocains), les Malgaches et les nègres.

La main-d'œuvre Nord-Africaine est celle à laquelle nous pensons le plus naturellement, puisqu'elle est française. Nous l'avons utilisée depuis la guerre et l'on a parfois édifié sur elle de grandes espérances pour l'après-guerre; mais, à l'examen, ces espoirs paraissent fort exagérés : d'abord parce que les hommes utilisables sont en nombre restreint; ensuite, parce que le développement de nos possessions africaines en exige un nombre croissant.

Cette remarque s'applique particulièrement à la Tunisie. Mais la Tunisie est faiblement peuplée. Le chiffre officiel de 2 millions d'indigènes doit, paraît-il, être réduit à 1 700 000. En outre, le pays est en plein développement agricole et minier et se voit lui-même, dès à présent, contraint d'importer en grand nombre des Italiens, des Kabyles ou des Marocains, que les grandes entreprises ont déjà peine à se procurer : surtout depuis que le gouvernement italien a interdit, en 1917, la sortie des Tripolitains.

On peut puiser davantage, quoique encore en faible proportion, chez les Kabyles et les Marocains. Les uns et les autres sont vigoureux, travailleurs et avides d'argent : ce qui permet de les attirer progressivement par l'exemple de leurs camarades rentrant au logis avec des économies. Au contraire, les autres Arabes algériens, qui s'étaient enrôlés en petit nombre pour venir travailler dans nos établissements militaires, se

sont fait fâcheusement remarquer pour leur insubordination. La grande question, pour les Kabyles comme pour la plupart des exotiques, est de les encadrer. Les Marocains valent mieux à cet égard et peuvent, en outre, fournir des moissonneurs ou des terrassiers. Déjà avant la guerre, nous avions en France environ 15 000 Kabyles et l'on en a fait venir un assez grand nombre depuis trois ans. La ressource est limitée ; on estime au plus à 30 ou 40 000 le nombre des Kabyles qui pourraient émigrer sans inconvénient pour les travaux africains. Quant aux Marocains, ils émigrent depuis longtemps en Algérie, où il vient chaque année 5 ou 6 000 Riffains à l'époque de la moisson. Malgré le développement si rapide du Maroc, la population est assez nombreuse pour pouvoir fournir quelque temps un appoint sérieux, surtout si l'on fait un peu de propagande dans le Maroc méridional.

Les Malgaches sont intelligents, mais sans vigueur. Les noirs fournissent de bons soldats, mais peu de travailleurs.

Restent enfin les Asiatiques, Indochinois et Chinois. Les Indochinois (Cambodgiens, Cochinchinois, Annamites ou Tonkinois) sont doux, adroits, mais petits, peu robustes et apathiques. Ils émigrent en outre difficilement. Les Chinois sont une ressource beaucoup plus sérieuse et peut-être celle de toutes qui peut le mieux nous venir en aide au besoin. Quand la main-d'œuvre chinoise est mal recrutée, elle est détestable, et, dans tous les cas, elle coûte fort cher.

En résumé, nous arrivons à cette conclusion que, malgré tous les progrès de l'organisation et du mécanisme, la France manquera de main-d'œuvre après la guerre et sera d'abord forcée de continuer à occuper des femmes, beaucoup plus qu'on ne l'admettait auparavant, puis d'attirer des étrangers en grand nombre. Parmi ces étrangers, ceux que l'on considère comme préférables sont, en Europe, les Italiens, les Espagnols et, en second lieu, les Polonais. L'Afrique du Nord pourra nous fournir d'assez nombreux Marocains, quelques Kabyles et peu de Tunisiens. A l'Asie, nous demanderons des Chinois, dans la mesure seulement où les autres sources seront insuffisantes.

LOUIS DE LAUNAY.

LES JOYEUSES ENTRÉES

EN BELGIQUE

I. — LA FORÊT DÉSENCHANTÉE

29 septembre. — La forêt d'Houthulst prise hier, débordée, emportée en trois heures par les Belges! Qui l'eût cru il y a huit jours? Qui l'eût cru depuis quatre ans que nous demeurions là impuissants devant elle, quatre ans qu'elle s'emplissait, se bondait tous les jours de troupes et de canons, comme une monstrueuse citadelle vivante?

Forêt d'Houthulst! Éternelle alliance des Germains et des bois! C'est de là que sortirent les grandes fureurs contre Ypres, que se prépara traîtreusement le guet-apens des gaz. J'ai voulu revoir cette vieille connaissance, regarder la bête abattue, sa fourrure étalée à terre.

Il pleut. La *drache* des Flandres fond sur ce paysage de désolation, sur ces infinis marécages. Des kilomètres de convois, d'enchevêtrement inextricable, ces lieues de train et de matériel qui suivent les offensives, et puis le vide, l'espace béant, la solitude déshabitée de l'ancien champ de bataille où règne seule la grisaille de la bourrasque d'automne.

Impression étrange d'être là tout à coup absolument seul sur cette terre prodigieuse de néant, d'abandon, sur cette immense terre à personne. C'est le territoire interdit où, il y a deux jours, nul n'eût osé s'aventurer sous peine de la vie. C'est là que les offensives passées venaient sombrer, mourir dans les hideuses fondrières, dans la glu du champ d'entonnoirs. Main-

tenant, plus une âme sur ce monde désert. La bataille est déjà plus loin, là-bas, derrière cette ligne de collines, au delà de la crête pâle où se joue une débile lueur détrempée. On entend à peine par là quelques brefs jappements de canon. On a la sensation d'un subit recul de la guerre, d'une chose calmée, acquise, définitive, devenue en un jour de la très vieille histoire.

La forêt est également vide, tranquille. Est-ce là ce terrible morceau si longtemps imprenable? On s'imaginerait quelque chose de sauvage, de profond, de barbare, et l'on trouve au contraire une forêt très claire, aux avenues bien tracées, faite pour la chasse et le cheval. Ce n'est pas non plus le carnage, le massacre de forêt, le déboisement féroce que donne en spectacle Verdun. C'est on ne sait quoi de moins dramatique et de plus saisissant, un squelette, un fantôme de bois, une apparence de taillis, mais sans vie, sans feuilles, sans un oiseau, sans aucun de ces frémissements qui composent la vie du monde végétal : tout est mort, brûlé, tué par le chlore et le soufre. Quoi de plus triste que ce faux hiver, ce glacial aspect de spectre empoisonné?

Et à chaque pas dans cet étrange bois aérien et fossile, les traces de la minutieuse organisation allemande. La fourmi germanique était ici à son affaire : à chaque carrefour, des écriteaux, des cartes; voici les rails en bois (amortissant le bruit) des Decauville de campagne; voici les petites caves des abris à munitions, les batteries innombrables, quelques-unes avec leurs pièces toutes chargées; les huttes des servants, dont la paille conserve encore l'empreinte des dormeurs, tous les indices d'une longue occupation perfectionnée à loisir et d'un déménagement à la hâte.

Mais dans un coin à l'écart, voici un petit groupe d'Allemands que leurs camarades n'ont pas pensé à réveiller : c'est un cimetière arrangé dans un goût sentimental et militaire, avec des alignements de tombes, des roses, des croix de pierre, des dalles soigneusement gravées : des Karl, des Otto, — pauvres diables, dupes et victimes, embarqués dans une mauvaise affaire! On serait tenté de les plaindre. Mais mon compagnon, un Wallon, les dévisage avec sarcasme :

— Tout ce qu'*ils* garderont de Belgique! dit-il.

II. — BRUGES-LA-MORTE

Bruges, 21 octobre. — Les événements se précipitent. J'ai eu à peine le temps de voler à Reims et à Laon, nous entrons le même jour dans Lille et dans Ostende : on ne suffit plus à courir sur les talons de la victoire. En trois semaines, la campagne des Flandres a déjà dégagé toute la côte, franchi la Lys, délivré Bruges. Je ne veux pas manquer Bruges.

Très vite nous y arrivons, presque en ligne droite. Comme c'était près ! Comme c'est charmant de rouler sur ces routes amies, comme on sort vite de la guerre ! Villages souriants, campagnes fraîches et profondes, des cris de joie, de jeunes vivats sur tous les seuils, des drapeaux à toutes les fenêtres : il n'est pas jusqu'à la nature, à ce paysage de grand parc, sorte de Chantilly ou de Windsor flamand, qui ne pavoise, lui aussi, tout rose en ce magnifique automne, et qui n'arbore à tous ses arbres l'or et la pourpre du drapeau.

Tout cela est intact, à peine effleuré par la guerre, heureusement ! Avons-nous tremblé pour ce divin joyau de Bruges ! Mais non, nous sommes quittes pour la peur. On ne s'est point battu par ici. La guerre s'est faite légère sur ce coin délicieux du monde. L'invasion, en se retirant, aura laissé toutes choses en place, jusqu'aux bêtes qu'on voit paître dans les prairies. Rien ne paraît rider ces campagnes placides ; ces quatre saisons ont passé sur la charmante Bruges, sans troubler son visage plus que les feuilles des peupliers qui se sont effeuillées sur la face endormie de sa Minne-water.

Voici Bruges : voici ses petits quais adorables, les décors ravissants que composent ses eaux noires où se peint la brique des maisons, où se reflète de place en place l'or d'un bouquet de saules ; voici le triangle exquis que font au-dessus des toits aigus les tours de Saint-Sauveur, de Notre-Dame et des Halles ; voici cette combinaison, cette réussite parfaite d'éléments si divers pour produire un secret accord, une de ces harmonies qui enchantent comme une musique. Voici Bruges avec sa fierté, sa rudesse médiévales, son quinzième siècle flamboyant, sa Renaissance somptueuse. Toutes ces beautés sont sauvées. Elles ont traversé la guerre comme un rêve. La princesse captive s'éveille de sa léthargie.

Ce qui étonne, par exemple, c'est de voir cette Bruges des poètes, cette ville des béguinages, noire de monde, transformée en quelque Arles ou en quelque Antibes : les gens ne s'habituent pas à la pensée de leur liberté. Pouvoir aller, venir, à leur aise, sans méfiance, quelle ivresse! Les cinquante mille Brugeois sont dans la rue du matin au soir, à peine s'ils rentrent se coucher. Ces gens du Nord, quand ils s'y mettent! Les voilà tous dehors, des rubans, des cocardes aux chapeaux, aux corsages, attendant les soldats qui passent, Belges, Français, Américains, les entourant, les caressant, et c'est plus extraordinaire encore que cette profusion d'étendards, cette gaîté tricolore qui se balance et flotte à tous les étages des étroites rues.

On se demande d'où cela sort, où on avait bien pu cacher ces oriflammes, comment tout ce patriotisme séditieux a pu échapper aux Allemands. Les Allemands! Il n'y a pas deux jours que le dernier est parti, et déjà les vitrines, les cafés, les boutiques arborent des souhaits de bienvenue à l'armée, aux Alliés : comme on ne peut pas tout le temps crier, ni crier tous les cris à la fois, on en charge des affiches qui acclament le Roi, la Reine, la Belgique, la France, les héros de l'Yser. Ces papiers se répandent, fleurissent avec une rapidité incroyable. Ils servent à rebaptiser les rues. L'une d'elles a reçu le nom du comte Wisart, le vieux bourgmestre octogénaire, qui a dit au major allemand qui l'arrêtait :

— Fusillez-moi, mais poliment!

Et c'est, dans ce décor vieillot de Bruges-la-Morte, toute une effervescence, un mouvement de ville en vacances, une sorte de « quatorze juillet » interminable sur lequel, de quart d'heure en quart d'heure, dégringole du haut de la tour des Halles la volée de notes du carillon.

III. — LA PRÉCAUTION INUTILE

Dans cette Bruges où j'aimai tant à flâner autrefois, où chaque détour me représente des images de ma jeunesse, je ne retrouve presque plus aucune des œuvres d'art qui avaient coutume de m'y attirer en ce temps-là. On a caché, par crainte de la guerre, les merveilles célèbres des églises et des musées : les van Eyck, les Dirck Bouts, les Gérard David de l'Académie,

les Pourbus de la cathédrale, les Memlinc de l'hôpital Saint-Jean, la châsse de Sainte Ursule, attendent on ne sait dans quelle ombre protectrice la fin de la tourmente. J'ai vainement tenté de revoir à Saint-Jacques, en mémoire de Barrès, la tombe de Ferry de Gros, le bourgeois aux deux femmes. Il reste seulement le chef-d'œuvre qu'on ne pouvait camoufler ni retirer de son cadre, l'incomparable chef-d'œuvre que composent avec la saison mourante les monuments du passé au bord des eaux mélancoliques, cet écrin de beautés que forment les perspectives du Dyver, et puis, dans une chapelle latérale de Notre-Dame, deux tombes, qui ne renferment même pas de cendres, mais seulement des souvenirs, les cénotaphes de cuivre du dernier des ducs de Bourgogne et de sa fille.

La tombe du Téméraire, la tombe de l'homme d'airain qui fit trembler un siècle! Encore un grand rêve évanoui, — une ombre, tout ce qui reste des tragédies de l'histoire. Quel sujet de songes, aujourd'hui, que la destinée de ces hommes de désir et de violence, celle du farouche être de proie, du grand rapace étendu là sur son lit de parade, au milieu des blasons, des titres de son orgueil héraldique! Ce qui gît là, c'est déjà la chimère d'une « Europe du milieu, » rejoignant les deux mers, la Flandre à la Provence, par le Rhône et la Meuse. Et ce sont les *exemples*, les horreurs de l'été de 1466, Dinant, Liége brûlées, rasées, exécutées férocement, au nom de Dieu!... O Belgique, comme ton histoire se recommence! Et pendant ce temps-là, dans la Bruges du Téméraire, le tendre, le suave Memlinc peignait ses peintures divines.

Et les Allemands, que reste-t-il de leur passage? Pauvres Boches! On ne parle que de leurs destructions, quelle injustice! Ils ont saboté le port, mais *ils l'avaient achevé*. Ils se croyaient si bien chez eux ici... et pour toujours! Ah! ils ont travaillé. J'ai vu leurs monstrueux canons, leurs bétonnages formidables et ces cyclopéens travaux d'Ostende, de Knocke, de Reversyde; j'ai vu cette côte cuirassée, blindée, les dunes changées en pâtés de tours et de bastions, la forteresse, le triple étage, le terrible râtelier de feux qui défendait Zeebrugge, le repaire à pirates, le chenil aux requins; j'ai vu la pièce de Lugenboem, la scélérate grosse pièce qui bombardait Dunkerque, dans ses casemates géantes, dans son ostentation d'ogresse et dans la machinerie de son installation-réclame. Je

l'ai vu, ce matériel immensément énorme, — et si bête! — subitement désarmé, inoffensif, risible, épouvantail devenu soudain une curiosité, un jouet, vaine armure de terreur qui défiait le monde et n'est plus désormais que la précaution inutile...

IV. — LA FAUVETTE

25 octobre. — Ce matin, la foule a son air des dimanches, l'air de *farniente* affairé qui fait comprendre qu'il y aura bientôt une occupation importante; dès neuf heures du matin, toute la ville est sur pied et commence à se masser sur la place, à garnir les balcons, les fenêtres. Bruges attend l'entrée solennelle de LL. MM. dans leur bonne ville.

Elles y sont déjà accourues l'autre jour, à l'improviste, sur les pas du dernier Allemand, au risque de sauter sur une mine (on dit d'ailleurs que le pays est plein de Boches, de ménages clandestins, de liaisons qui les favorisent; le public a déjà fait un mauvais parti à plusieurs malheureuses qu'on soupçonnait peut-être à tort et à travers). Mais cette visite en coup de vent, entre chien et loup, ne compte pas. Le Roi doit à son peuple un spectacle de triomphe.

Sur cette place du Beffroi, au pied de la magnifique tour qui porte aussi haut dans le ciel l'orgueil de la commune que font à Florence ou à Sienne les tours des Seigneuries, se tient respectueusement l'attente populaire. Foule sombre, comme sont malheureusement toutes les foules modernes; à peine çà et là quelques touches vives, l'écarlate d'une robe d'enfant (l'enfant, dernière fraîcheur de notre monde incolore). Les commérages vont leur train en leur flamand que je n'entends pas, la rumeur se perd dans cette étendue majestueuse. Une seule voix compte ici, seule à la mesure du décor, accoutumée depuis des siècles à parler pour la commune entière : c'est celle du bourdon, la souveraine voix des libertés municipales, la grande voix de bronze qui est l'âme de fête ou de deuil de la cité. Cette voix se taisait depuis quatre ans. Elle se précipite aujourd'hui, roule d'en haut ses masses graves, ses vastes tourbillons qui se répercutent en remous aux angles des maisons, forment dans l'immense place une sorte de bouillonnement sonore, auquel s'ajoutent toujours de nouveaux éléments par la répétition du même branle, jusqu'à un

délire de rythme qui s'empare des cœurs : et voici que sur cette profonde matière harmonieuse les cinquante cloches du carillon brodent leurs vocalises, leurs arabesques, leur charmante dentelle musicale. La vieille tour s'égosille en motifs, qui vous font la surprise d'être des bribes de *Brabançonnes*, de *Marseillaises*. Il prend sa revanche, le beffroi, de ses années de silence! Quel est le virtuose qui se démène là-haut parmi son clavier de cloches? On m'a conté l'histoire de ce maître-sonneur de Malines, qui donnait des concerts à des amateurs d'Angleterre et qui tous les ans s'absentait pendant la foire, dédaigneux du vulgaire, voulant pour ses cloches le recueillement attentif de la ville et ne souffrant sur elle d'autre musique que la sienne. Est-ce un artiste aussi jaloux de son bruit qui consent aujourd'hui à la joie générale et lâche sur les toits de Bruges ses vols de mélodies?

Brusquement, précédé d'un surprenant vide de silence, derrière un peloton de gendarmes noirs de la Maison, à l'autre extrémité de la place qui semble tout à coup un grand plan incliné, débouche d'une rue le groupe royal : net, petit, précieux dans le vaste décor, immédiatement reconnaissable, suspendu là-bas une seconde comme le Saint Sacrement à l'instant de l'élévation; et aussitôt, un cri échappé de toutes les bouches, couvrant même un moment la grande voix du bourdon, le cri comprimé depuis quatre ans, le cri d'un peuple : Vive le Roi!

La Reine comme toujours est délicieuse à cheval. Elle porte cette amazone tourterelle, ce simple bonnet de soie blanche qui sied à son mince visage d'une jeunesse extraordinaire; c'est un petit éblouissement que cette blancheur qui passe. Une clarté soudaine emplit tous les regards. On dirait, au milieu des uniformes qui l'entourent, un de ces rayons délicats qui se jouent entre les feuilles et tracent dans les bois la forme d'une femme.

On ne distingue pas ses traits, mais l'on sent son sourire. A quoi pense-t-elle? Que pense ce peuple qui lui fait fête? Saura-t-il jamais ce qu'il lui doit, à cette petite princesse héroïquement touchante, qui fut longtemps parmi ses troupes, au bord d'une mer soucieuse, sous la menace constante du canon et des bombes, la gardienne du foyer et la figure, plus ressemblante d'être si frêle et toute menue, la figure stoïque et idéale de la patrie? Pour le soldat, elle était comme un

talisman. Sa grâce faisait le charme de Nieuport. Elle se montrait, intrépide et toujours souriante, jusqu'à une portée de grenade, aux postes mêmes des guetteurs. Nos Provençaux, la voyant si légère et presque immatérielle, laissant à peine une trace de ses pas sur le sable, l'avaient surnommée la Fauvette.

Je me rappelle ma surprise, la première fois que je l'aperçus. C'était là cette Reine qui aurait un nom dans l'histoire, cette Reine toute vivante entrée dans la légende, sœur en poésie des princesses fameuses par l'infortune ou la beauté ! Elle visitait un hôpital d'enfants : et rien qu'à la voir se pencher sur chaque petit lit, jouer avec l'enfant, l'embrasser, lui parler de cette voix qu'on entend à peine, singulièrement sourde et grave, et qui n'est qu'un souffle, on avait l'impression d'une tendresse si rare qu'elle devenait presque un pouvoir de guérir. La salle en fut illuminée. Un de ces pauvres mioches, gagné par cette liesse, dans sa chemise de cotonnade rose, fit sur son lit un saut de carpe.

Je la revis cette année, le dimanche de Pâques, dans cette chapelle de La Panne dont elle s'était plu à faire un reliquaire des églises du champ de bataille. La chapelle, — c'était au début de l'offensive de mars, — était toute désolée, veuve de ses œuvres d'art, moins altérée pourtant que le visage de la Reine : visage inoubliable, ce jour-là, d'angoisse contenue, avec ses pauvres traits et ses doux yeux à faire pitié, sa mine qui trahissait le tourment de tant de mauvaises nuits.

A quoi songe-t-elle aujourd'hui ? Peut-être, au milieu de ce triomphe, si elle vient à penser à ces années d'exil, à ce temps d'avenir douteux où il semblait que tout lui manquait sur la terre, se dit-elle que ce fut là pourtant le beau temps de sa vie ; peut-être regarde-t-elle sans amertume ces jours de tempête et de hasard, de gloire et d'aventure et ne dit-elle pas adieu sans regret à cette vie de campagne, parmi la guerre et les périls, qui a fait d'elle l'héroïne que la patrie accueille avec des transports d'amour.

V. — LE CARDINAL MERCIER

Anvers, 19 novembre. — Les conventions de l'armistice s'exécutent, la marche de nos armées suit la retraite allemande ; nous entrons aujourd'hui dans Anvers.

L'arrivée du cortège, le passage des autos dans les rues enthousiastes, sous une pluie de fleurs (les tardifs, les chevelus chrysanthèmes de l'automne), les discours à l'Hôtel de Ville, dans la salle décorée des peintures de Leys, le défilé des troupes, tous ces tableaux ne diffèrent que par quelques traits de ce qu'on a vu ailleurs; ce sont les mêmes scènes dans un autre décor. Décor illustre d'ailleurs et d'une magnificence célèbre, le même où Dürer, à une entrée du jeune Charles-Quint, a vu des chars païens chargés de jeunes filles demi-nues. Nos fêtes sont bien pauvres comparées à celles de ce temps-là; l'imagination plastique ne gagne pas au progrès de la démocratie.

A la fin de la journée, visite à Notre-Dame. Visite inopinée qui, je crois, n'était pas au programme. Le cardinal est là. Le grand archevêque de Malines a voulu saluer les souverains dans la première ville délivrée de son diocèse. Rien de plus simple, de plus bref et de plus beau.

Comme fond de tableau, les profondeurs, les vastes nefs de la cathédrale envahie par les ombres, le rayonnement diffus du chœur dans le lointain, la foule pressée le long des piliers et dans les bas côtés: une double file de clergé, de dignitaires en camail, en surplis, d'acolytes portant des cierges ou des croix. Au premier plan, trois personnages : un grand jeune homme blond, la tête découverte, en petite tenue de général, une jeune femme toute frêle et gracile à sa droite, dont on ne distingue de ma place que la blancheur d'une toque de cygne, tous les deux vus de dos, en silhouette douce, dans la pénombre, — et en face d'eux, en pleine lumière, une mitre, une chape d'or, une crosse, la spirituelle douceur d'un visage de prélat, le geste bienveillant d'un gant de pourpre qui bénit.

Que dit-il? Peu importent les paroles : paroles charmantes, on peut le croire, de la plus délicate onction sacerdotale, où respire toute la grâce émue d'un Fénelon. Un compliment au roi vainqueur, une allusion discrète à la Reine, dont l'Église célèbre en ce jour la fête patronymique, la fête de cette princesse dont le bon Dieu, dans le besoin, changeait les pains en roses. C'est tout, mais que faut-il de plus? Quoi de plus complet et de plus définitif? Cette scène, en un pareil lieu et un tel moment : ce petit groupe de trois personnes, le Roi, la Reine, le pontife d'or qui les accueille, cette simplicité militaire, ces pompes ecclésiastiques, cet héritage des siècles, ces costumes

des consuls et du Sénat romains, ces ornements contemporains d'un saint Ambroise (et l'homme qui les porte est de la race de ces grands hommes), toutes les majestés résumées, comme dans une esquisse de Rubens, dans ce tableau de quelques traits, sur deux mètres carrés de parvis : où trouver un pareil abrégé du monde, un tel raccourci de poésies, une plus noble vision sur la terre et une plus pathétique rencontre des choses idéales?

Comme c'est simple! Comme une pareille image est claire et chargée de sens! Qui ne la comprend dans cette foule? Mais la visite finit, les souverains se retirent. Le cortège s'éloigne processionnellement, le cardinal-primat en tête, dans le même ordre qu'il est venu. Alors, si vous voulez savoir ce que c'est qu'un cri, il faudrait pouvoir décrire ce qui se passe : dans les stalles du chapitre, où sont les personnages d'Église, les tendres gestes d'adieux, les mouchoirs qui s'agitent, comme un mouvement muet du regard et des lèvres; on sent une passion d'amour, une émotion qui s'accroît et s'enfle de rang en rang, on voit pour ainsi dire naître un besoin d'expression sur les visages de la foule; le cri s'y forme, avant d'exister, comme une chose déjà sensible; et puis c'est un éclat de tonnerre, un immense : Vive le Roi! un fracas qui roule et renaît et retombe des voûtes. Et jamais depuis l'origine la vieille cathédrale n'a peut-être tressailli de quelque chose de plus pieux.

VI. — LE ROI ET LE BOURGMESTRE

Bruxelles, 22 novembre. — Bruxelles se réveille ce matin par un temps de triomphe, un temps de roi : un joli soleil, pas un nuage, un froid sec qui depuis hier soir a nettoyé les rues et mis toute la ville en tenue de gala. Dès huit heures du matin, foule immense dans la rue Royale et, sur tout le parcours du cortège, rubans, cocardes aux corsages, profusion de drapeaux. Beaucoup de gens ont fait teindre leurs draps. Le drap coûte cent francs.

L'endroit où se passe la revue est magnifique. Le vaste terre-plein qui s'étend entre les deux palais, le palais des souverains et celui de la Nation, séparés par les arbres du parc, offre un des paysages urbains les mieux ordonnés du monde : nos anciennes Tuileries devaient ressembler à cela. Le Palais de la Nation (la Chambre) servait aux Allemands, qui y avaient

installé leur service des chemins de fer; ils y laissent, comme partout, leur crasse; on n'a pu enlever encore que le plus gros. Le prince Ruprecht n'a quitté Bruxelles que lundi; c'est dommage qu'on ne l'ait pas retenu pour aujourd'hui. Les Boches, s'il en est resté ici *incognito*, pourront éclairer leur pays sur les sentiments de la Belgique, après quatre ans d'occupation.

Matinée d'ovations, de joie, de vivats sans fin; il se mêle aux acclamations qui saluent les vainqueurs un soupir de soulagement, un cri de délivrance. Ajoutez la surprise, la curiosité devant ces uniformes bleus, khaki, inconnus : ces gens, depuis quatre ans, ne voyaient que du gris, ignoraient tout de l'univers; ces Américains, ces Anglais, ces Français que voilà, c'est de l'air du large qui rentre, ce sont les portes de la prison qui s'ouvrent toutes grandes. Enfin, la division belge qui défile, c'est la division de Bruxelles : pas de nouvelles depuis quatre ans! Chacun reconnaît les siens, ce sont des cris de la foule, des appels de mères, de parents : « Henri! Léon! » Ce radieux retour est un grand et tendre revoir, fait de mille fêtes de famille. Les deux Belgiques si longtemps séparées, chacune de son côté de la cruelle ligne, se rejoignent et s'embrassent follement.

Le morceau capital de la journée n'est pourtant pas un spectacle du dehors. Figurez-vous ici un changement de décor, que la scène tourne comme dans un drame de Shakspeare et représente, après la rue, l'hémicycle du Parlement. C'est ce qui arrive pour le spectateur placé aux fenêtres du Palais de la Nation, et qui, après avoir contemplé la revue du côté jardin, n'a qu'à se retourner du côté cour pour assister à la séance de la Chambre.

Séance historique, épilogue d'une période qui se ferme, clôture d'un cycle d'orages, et en même temps ouverture, prélude de nouvelles destinées. Tout ici est double, regardant d'une part le passé, — quel passé! — de l'autre embrassant l'avenir. Parmi les acteurs de cette scène, combien se rappellent l'autre séance, la dernière qui se tint en ce lieu, le 4 août 1914, celle où le Roi volontairement, gravement, au nom de tout son peuple, accepta les risques du combat et entra dans la guerre, avec ce sublime acte de foi dans les patries qui « ne peuvent pas mourir! » Il faudrait avoir ces deux scènes présentes à la mémoire ou sous les yeux, se complétant l'une

l'autre, pour comprendre tout le sens de chacune d'elles : diptyque incomparable dont l'unité est faite par la personne du Roi.

Il entre par la gauche, seul, gravit d'un pas jeune et rapide la tribune; longue, interminable ovation. Il attend, abrège l'émotion, commence son discours d'une voix forte qui surprend ceux qui ne l'ont entendue que dans la causerie, où il parle presque à voix basse. Début d'un mouvement héroïque, juvénile : « Je rentre à la tête de mes armées, à travers nos campagnes et nos provinces délivrées. »

Il lit debout, posément, avec force, sans effet oratoire; harangue sobre, sans nul ornement, d'un bel ordre, où chaque mot porte. Il s'adresse aux représentants de la nation; il vient « rendre compte. » D'abord, en quelques lignes, un résumé des faits : la retraite, la défense pied à pied du territoire; puis, l'arrêt obstiné sur les lignes de l'Yser; la longue stagnation de quatre ans, et enfin, quand les circonstances sont redevenues favorables, l'assaut, la victoire, la conquête de la crête des Flandres. Cet abrégé ne dit pas tout : il ne dit pas le rôle moral de la Belgique, rôle essentiel, prépondérant, qui a mis en jeu tout d'abord l'Angleterre, c'est-à-dire les flottes, le blocus, la guerre sous-marine, et par contre-coup l'Amérique, si bien que la faute capitale à laquelle l'Allemagne succombe, c'est ce crime initial (où elle voyait son salut) de l'invasion de la Belgique.

Le Roi ne dit pas non plus son rôle personnel, peut-être le plus beau chapitre de son histoire, cette longue période de quatre ans, inerte en apparence, passée dans le silence à refaire l'armée, sous le feu, dans la fange des tranchées de l'Yser. Qui sait, sans la présence et l'énergie du Roi, sans sa volonté de durer, sans sa ténacité à demeurer parmi ses troupes, ce qu'il serait advenu de ces lambeaux exténués qu'il ramenait vers Dixmude en 1914? Ces débris misérables auraient achevé de se dissoudre dans les boues de l'hiver. A ce moment, le Roi fut le point d'appui de son armée. Il la soutint comme on supporte un nageur qui se décourage. Il l'accrut, l'exerça, lui rendit confiance; ses quarante mille fusils devinrent plus de cent mille; il quadrupla l'artillerie, et finit à force de soins par faire de son armée en ruine cette troupe de premier ordre qui fit ses preuves avec éclat le 28 septembre, bouscula l'ennemi en bataille rangée.

Voilà l'œuvre par excellence, la gloire du roi-soldat. Tandis qu'il parle et qu'on l'acclame, je ferme les yeux, je revois en esprit les images de cet autre temps, si proche et déjà si lointain, — une surtout, cette photographie qui le représente tête nue, en capote d'uniforme, assis, le casque à la main, las, boueux, au retour de quelque visite des tranchées. Il ne porte pas sur ce portrait le lorgnon qui voile ordinairement son regard et donne à son visage réfléchi un air d'étudiant. Les yeux pensifs interrogent avec une expression de fatigue infinie, les mains se posent sur les genoux. Les cheveux défaits, collés à la moiteur des tempes, le vaste front de lumière, ce regard anxieux dans l'ombre, quelle image de la douleur morale, de la résignation! Quel émouvant *Ecce homo!* Roi sans panache, roi de cette guerre si longtemps morne, austère, quels durent être plus d'une fois ses doutes, son ennui! Nul faste dans son attitude, rien pour l'applaudissement et pour la galerie : rien que la tâche à accomplir, le rude métier de roi, le souci quotidien qui le faisait, en son haut rang, comme un frère aîné des pauvres gens qui peinaient avec lui. De là cette bonhomie qui le rendait, dans le service, familier, abordable, camarade avec le plus humble; peut-être qu'il trouvait dans l'égalité militaire un bienfaisant relâche de la politique et de l'étiquette. Il s'y sentait tenu à moins de surveillance. Il lui arrivait de s'égayer, parlant de ses glorieuses misères avec une philosophie de poilu : « Nous sommes acculés à l'héroïsme, » disait-il avec son lent sourire. Et je me rappelle cent anecdotes de sa simplicité, celle du petit lieutenant de chez nous qui étourdiment lui demandait passage dans sa voiture, le prenant pour quelque officier supérieur. « Il m'appelait mon commandant, contait le Roi en s'amusant du quiproquo. Je le laissai aller, il était si gentil! Il me parlait tout le temps de ma femme. Il avait la bonté de m'en dire du bien... »

Le voici qui revient dans sa capitale en vainqueur. On le trouve mûri, grandi. Il a pris à la guerre plus d'assurance, d'autorité. Il sort raffermi de l'épreuve. Il apporte aux représentants de la nation, non des ordres, mais les résultats de son expérience, le fruit de ces quatre ans de méditations. Il trace un programme d'avenir et, tout de suite, de travail : réparations à la Belgique ; plus de neutralité ; union sacrée des partis, discipline dans la paix comme elle a régné dans l'armée ; puis les

réformes indispensables, suffrage universel, collaboration des classes, commissions d'ouvriers et de patrons pour l'étude des problèmes sociaux, industriels... Il est très « à gauche, » ce discours, il oriente nettement la politique vers les masses, dans le sens d'une démocratie généreuse. C'est un acte de gouvernement, presque une charte d'alliance avec le monde du travail.

Tous les articles, hormis un seul (celui qui concerne les langues et les droits du flamand), sont écoutés debout, applaudis frénétiquement par toute l'assemblée. Un étranger doit observer la discrétion en ces matières. Mais comment se défendre d'admirer? On admire d'abord la conscience, l'accent de l'honnête homme. D'autres ont bien tenté de se grimer en démocrates. L'homme qui parle est le même qui, à cette place, il y a quatre ans, n'a pas hésité à tout perdre. J'admire surtout quelque chose qui vient de plus loin que la personne, le jeu d'une loi naturelle, comme une ombre portée ou un écho d'histoire. On entend dans le vivant la voix des « morts qui parlent. » Ah! la race n'est pas un vain mot! Cette intelligence, ce respect de l'âme populaire, nous connaissons cela. Et derrière la figure de l'homme, j'entrevois la lignée de ces bons ouvriers français dont il descend : c'est un Orléans, c'est un « bleu, » ce jeune Roi, comme son aïeul qui fut général à Jemmapes, qui s'en alla (avant le prince Albert) étudier le monde moderne en Amérique et qui fut en 1830 le roi de La Fayette.

Le soir appartient à la foule. Après le manifeste du Parlement, le Roi doit descendre, vers cinq heures, en visite à l'Hôtel de Ville. Troisième acte de la journée, qui n'a pas l'importance politique du second, mais qui l'emporte de beaucoup pour le pittoresque et la couleur. Tout le monde connaît cette place de Bruxelles, ce monument unique ou plutôt cet ensemble de monuments qui n'a pas son pareil au monde. Non qu'il n'y ait pas ailleurs des places plus régulières ou architecturalement plus belles : mais ni la place Saint-Pierre à Rome, ni celle de Saint-Marc à Venise, ni celle de la Concorde, avec leurs colonnades, leurs palais, leurs portiques, n'offrent cette plénitude de sens, cette valeur et cet ordre propres de la création collective. Ces hôtels des métiers, des gildes, des marchands, avec leurs enseignes de corps et leurs luxes rivaux, tous groupés au pied de l'exquise flèche de la maison de ville, qui leur donne l'expression commune, la flamme, le jet, l'élan, c'est tout le

génie de la Belgique et le tableau de son histoire. Qui a vu ce tableau et l'aurait bien compris, pourrait négliger tout le reste : il saurait sur le caractère et la vie du pays les deux ou trois choses essentielles.

Rien de plus beau que ces décors profonds et séculaires, quand il leur arrive de resservir, lorsqu'ils cessent d'être des bibelots de musée, pour retrouver leur vie, leur opportunité. La place, décorée d'une manière charmante, avec des girandoles de feuillage, des mâts, des oriflammes, est remplie exactement jusqu'aux bords comme par un liquide : deux heures avant l'arrivée du Roi, on ne saurait où glisser un spectateur de plus. Il y en a aux fenêtres, aux balcons, aux corniches; il y en a dans les cheneaux, jusque sur les toits. A Paris, les plus grands publics laissent autour des cortèges un vide cérémonieux, comme une marge qui ajoute au prix de l'estampe. Ici, l'impression est autre : tableau et décor se confondent, on ne peut plus séparer le cadre de la foule. Tout semble tissé, choses et gens, présent, passé, dans la trame de la même tapisserie, sur le même canevas d'histoire. La foule est si compacte que les épaules se touchent, une épingle ne tomberait pas à terre. On dirait que le pavé, subitement exhaussé, a été remplacé par un dallage noir et blanc, fait de chapeaux et de visages. Peu à peu, le crépuscule descend sur cette grande masse confuse. On ne voit plus qu'une sorte de décor irréel, inversé, découpé par l'intérieur, par les vides des galeries et des fenêtres ajourées d'une lueur orange, avec des restes de dorures, çà et là, dans les noirs, aux saillants d'un chapiteau ou d'un pilastre, — fantaisie imprévue de lanterne japonaise dans ces façades Renaissance, — et, puis, en bas, une grande nappe de nuance indécise mais singulièrement lumineuse, la phosphorescence de milliers et de milliers de visages, cette espèce de clarté vivante faite des reflets de cette matière, de cette pellicule étrangement rayonnante qu'est l'épiderme humain, et surtout de ce qu'on ne voit pas dans ces visages, mais qui est tout, les regards et les âmes.

Le reste, la réception, les discours, n'aurait partout ailleurs qu'une signification officielle : mais ici, dans ce pays des franchises communales, quand le Roi vient chez son bourgmestre, il n'y vient, semble-t-il, que comme le premier citoyen de Bruxelles. On crie presque autant : Vive Max! que : Vive le Roi ! La commune est ici antérieure au royaume. En l'absence

du Roi, et prisonnier lui-même, comme il a gouverné sa ville, ce fin bourgmestre, comme il a tenu tête aux Boches ! Quelle popularité pour lui dans ce Bruxelles goguenard et amateur de *zwanze!* Aussi, c'est bien ici, dans ce forum de la Belgique, — plutôt que ce matin au long des avenues, plus même qu'à la Chambre devant les délégués du peuple, — que se fait la reconnaissance du Roi et de sa capitale. C'est ici seulement que la fusion s'achève. Moment splendide, en vérité, quand le Roi et le bourgmestre paraissant au balcon, sous le rayon des projecteurs, les fanfares d'argent des trompettes s'envolant des galeries, la place tout entière, qu'encadrent les façades d'or des vieux hôtels, les maisons de la Louve, du Cygne, du Renard, tout le passé glorieux des métiers et des gildes, mugit un chœur, un unisson de soixante mille voix, et exhale comme un grandiose *Te Deum* national, une gigantesque *Brabançonne*.

De cette minute étonnante, il en reste quelque chose jusqu'au milieu de la nuit. L'apothéose se prolonge comme un crépuscule d'été, avant de consentir à mourir, s'attarde à tout ce qui peut garder ou réfléchir de la lumière. Ce sont, tout le long de la colline, des cortèges qui se forment, des rondes, des monômes. Toute la nuit on danse aux chansons sur la place. Un besoin de gaieté, de tendresse est dans l'air. Chacun a trouvé sa chacune. On promène des drapeaux. Partout des *Marseillaises*. Des farandoles se nouent, se dénouent, entraînent Jasses, Sammies, Tommies, Poilus, avec des jeunesses des Marolles, dans une sarabande charmante. Soir de kermesse populaire, mais rien de canaille, pas un pochard. Danse heureuse, danse innocente, ronde d'éphémères presque touchante au milieu de ces scènes d'histoire. C'est le bonheur d'un peuple qui a retrouvé la vie.

VII. — SOUVENIRS DES MAUVAIS JOURS

Cette gaieté dure quelques jours avant de s'éteindre. Il y a si longtemps qu'on en était privé ! On respire. On ne sait faire autre chose que de jouir de ce bon air qui rentre. Faisons comme tout le monde, flânons, cueillons quelques croquis et, puisque tout le monde cause, causons. Qu'est-ce qu'on a fait à Bruxelles, qu'est-on devenu depuis quatre ans qu'on ne s'est vu ?

Pour le dehors, rien n'a changé. Des réverbères, des trams, les théâtres, les cafés ouverts jusqu'à minuit, voilà qui diffère du couvre-feu de nos villes du front. La vie est chère sans doute, mais pas plus qu'à Paris. Le renchérissement a été un phénomène universel. Vous dînerez fort bien à Bruxelles pour 15 fr., sans vin, en payant cinquante sous une tasse de moka. Ce qui a disparu, ce sont les chevaux : il reste quelques fiacres endormis devant la Monnaie, attelés de rosses étiques et antédiluviennes. Rien n'a plus ébahi Bruxelles que la cavalerie alliée. Les voitures de charge sont tirées, comme en Toscane, par des bœufs. Plus un taxi ni une goutte d'essence.

Si l'on écoute les gens du peuple dans les trams, les dames dans les salons où vous êtes reçu, vous voyez que la grande affaire a été, depuis quatre ans, de se procurer par fraude un supplément de pommes de terre. C'est cela dont les petites gens se souviendront le plus longtemps. Ce fut aussi de sauver les objets de cuivre, les bronzes, le linge, les provisions. Ce jeu de cache-cache a été la grande occupation. On vivait dans la terreur des inspecteurs, des réquisitions, des amendes. En fait, on ne voit plus aux portes ces poignées de laiton, ces sonnettes, ces adresses sur des plaques de cuivre, dont l'astiquage était l'orgueil des maîtresses de maison. On bourrait les matelas de crin, on enterrait la laine sous les lattes du plancher. Cette question des cachettes a été le drame domestique dans toutes ces familles où l'ordre intérieur est une religion, où l'on croyait toujours entrer dans un tableau de Gerard Dou.

La véritable souffrance a été morale, et plus grave : quatre ans sans nouvelles, ignorance absolue du monde extérieur. Les gens ne savent rien de la guerre. Défense de sortir de chez soi. Bruxelles depuis quatre ans n'est pas monté en chemin de fer. Ces arrêts de rigueur à la longue étaient intolérables.

Il a dû pourtant se passer autre chose de plus sérieux. Le hasard m'a conduit au collège Saint-Michel. Je voulais présenter mes devoirs au R. P. Delehaye, l'illustre supérieur des Bollandistes; j'avais appris qu'il avait tâté des cachots allemands. Je tombais juste : j'étais au centre de l'héroïsme en Belgique.

Je ne conterai pas cette histoire. Il a déjà paru dans différents journaux des récits sommaires de quelques épisodes célèbres; je ne puis entreprendre ici de les compléter. Je rap-

porte seulement quelques impressions rapides. J'ai longuement écouté, dans leur hospitalière et admirable bibliothèque, les savants héritiers de l'œuvre de Papebroeck. Les critiques impeccables, les irréprochables éditeurs des *Acta sanctorum* et des *Analecta bollandiana* sont des historiens, des témoins dignes de foi, s'il en est. Ce qu'ils m'ont conté, là-haut, dans leur paisible « librairie, » c'est tout un roman qui passe de bien loin en intérêt les ingénieuses combinaisons du roman-cinéma, un roman dont Balzac eût fait quelque nouvel *Envers de l'histoire contemporaine* ou quelque *Ténébreuse affaire;* et le plus prodigieux de l'aventure, c'était de découvrir le rôle inattendu que jouaient dans cette tragi-comédie les hagiographes austères que j'avais pour interlocuteurs.

Il est clair que chacun a fait son devoir en Belgique et que le patriotisme n'y a pas été plus qu'ailleurs le monopole d'une confession ou d'un parti. L'Église a été toutefois, pendant l'occupation, la force irréductible contre laquelle s'est usée en vain la force allemande. On a eu un nouvel exemple de la vanité des entreprises de l'État contre un pouvoir spirituel. On sait déjà quel fut en ce sens le rôle du cardinal Mercier. Un mot de lui libéra les âmes. Toutes les chaires devinrent des tribunes. Les Boches n'avaient pas tort de se plaindre du clergé; leur sottise fut de lui reprocher des crimes sans vraisemblance, la colère les égara. Mais le clergé belge revendique l'honneur d'avoir été, sous le joug allemand, l'âme de l'indépendance. Pendant toute l'occupation, les églises furent l'asile inviolable du drapeau; la patrie écrasée se resserra autour des autels. C'est là seulement que les fidèles purent chanter les hymnes nationaux; c'est de là que prit son vol le beau chant *Vers l'avenir*. L'Église une fois de plus fut le refuge des libertés. A quel prix! Aucun corps en Belgique n'a la gloire de compter plus de mois de détention, plus de condamnations, de déportations, de vexations de toute sorte. Quel prêtre a échappé aux geôles allemandes? La prison de Bruxelles, on ne l'appelait plus que le « séminaire de Saint-Gilles. »

Ce magnifique sujet, je ne puis que l'effleurer. Quelqu'un fera un jour cette histoire des prisons, des bagnes, des chiourmes, cette longue et pathétique histoire du Purgatoire de la Belgique. Il y joindra l'histoire plus extraordinaire encore des organisations secrètes, des intrigues, des complots, sans cesse traqués,

dépistés et toujours renaissants, par lesquels la Belgique s'efforçait de tromper ses tyrans, de faire passer au dehors des nouvelles et des recrues, de traverser le réseau de plus en plus serré des sentinelles, des patrouilles et des fils électriques. Telle de ces agences a réussi à faire passer 800 000 lettres. Tel « passeur » a franchi soixante fois la frontière, a « passé » en Hollande plus de deux cents jeunes gens. J'ai connu ce fameux Henri, le virtuose du genre, type de braconnier, farouche tête de « Gueux, » sublime de dévouement et de pénétration rustiques : un vrai héros de chouannerie. Une chouannerie, en effet, c'est bien ce qu'évoquent tout d'abord ces étranges sociétés, aux ramifications multiples et imprévues ; quel monde singulier, romanesque, laisse entrevoir le dossier d'un seul procès d' « espionnage ! » Tous les rangs confondus, toutes les classes sociales, des curés, des hommes d'affaires, un ouvrier peintre en carrosserie, des religieuses patriotes, une fille galante nommée Hermine, chargée d' « éclairer » le Boche, d'escamoter les fiches et de surprendre les secrets ; plus loin une grande dame, portant le nom d'une famille princière : tout cela résolu et bravant froidement le peloton d'exécution, travaillant de concert, chacun dans son emploi, dans la haine du Boche et la passion d'une même idée.

Un des chapitres les plus curieux serait celui de la presse clandestine. Qui n'a entendu parler de *la Libre Belgique?* Ce merveilleux petit journal tient certainement le record de la célébrité parmi les feuilles que personne n'a lues (hors Bruxelles). Aucun journal de guerre, aucune gazette de tranchées, ni *le Diable au cor*, ni *la Chéchia*, ni *le Petit cheval de frise*, n'a eu moins de lecteurs et une renommée plus mondiale.

Ce journal-fantôme est un des chefs-d'œuvre de la mystification. Il fut pendant quatre ans le cauchemar des Bissing et des Falkenhausen. Il mit pendant quatre ans la police allemande sur les dents. Trois fois celle-ci crut mettre la main sur le pot-au-rose, elle avait tout coffré, rédacteurs, imprimeurs, directeurs, elle tenait tous les fils de l'affaire, tout le monde sous les verrous. Alors, en pleine séance d'un procès si sensationnel, un huissier remettait un pli cacheté au président du tribunal : c'était le numéro suivant de *la Libre Belgique*.

Toute la ville s'égayait de cette *zwanze* de grand style. Pendant quatre ans, ce fut le sujet de risée de Bruxelles. Les

Allemands furieux s'achevaient par le ridicule. On riait quand l'insaisissable gazette se trouvait glissée religieusement par des mains inconnues dans la poche de la redingote du terrible gouverneur. C'était le fou rire, au grand procès de Charleroi, où Berlin exigeait cinq têtes, quand le procureur impérial pour confondre l'odieux pamphlet, donnait lecture à haute voix des articles les plus insolents de l'infernale gazette : témoins, prévenus éclataient alors, devant cette candeur de bouffonnerie, d'un rire homérique, d'un rire qui outrait, interloquait les juges. *La Libre*, comme on l'appelait, fut la comédie de ces lourdes années. Elle fit mieux. L'introuvable journal, pendant 152 numéros, renouvela ce tour de force de paraître à la barbe de toutes les lois de l'Empire. Chaque fois, c'était un soufflet à l'orgueil allemand, un démenti à la puissance étalée du tyran, aux vérités officielles, aux exécrables placards bleus qui proclamaient les victoires allemandes, aux sanglants placards rouges qui annonçaient des exécutions. Pendant cinquante mois, son rire, son ironie redoutable, obstinée cinglèrent l'imposture, stimulèrent les courages, empêchèrent de désespérer. *La Libre* réussit à imprimer (honneur d'une carrière d'écrivain !) le magnifique récit de Henry Bordeaux, son épopée du *Fort de Vaux*. *La Libre* répéta pendant ces cinquante mois d'oppression allemande l'exemple qu'avait donné sous l'Empire de Napoléon l'indomptable jésuite Stevens qui, dans sa « caverne » de Fleurus, défia douze années le tout-puissant César : ce journal fut vraiment la conscience de la Belgique.

La Libre est devenue légendaire. Chaque passant croit posséder quelque *tuyau*, vous dévoilera le mystère de la fameuse « cave automobile, » vous donnera la clef des pseudonymes, vous dira qui était *Belga*, qui était *Fidelis* (1). En réalité, la plupart ne savent rien de précis. Cette organisation clandestine à double et triple fond fut si secrète, qu'une ou deux personnes seulement en pourraient dire le fin mot. Jusqu'au dernier jour, les rédacteurs eux-mêmes s'ignoraient entre eux, ignoraient tout de la direction. L'œuvre fut le triomphe de la discipline anonyme. Les Pères Bollandistes, qui en furent le plus puissant moteur, disposaient peut-être seuls en Belgique

(1) Les remarquables articles de *Belga* sont du R. P. Peeters, S.-J., ceux de *Fidelis* sont le plus souvent de l'avocat Van den Kerhoven. M. Édouard Ned, si je suis bien informé, a écrit quelquefois sous ces deux signatures.

d'une organisation capable d'assurer le succès : des tenants et aboutissants dans toute la société, la religion, les femmes, les éléments d'une immense et muette conspiration, tous les élèves de leurs collèges, qui étaient les propagateurs, et les colporteurs tout trouvés de la gazette prohibée. Cette merveille de mécanique serait inexplicable sans le génie de la Compagnie. Rien ne se fait sans une organisation : celle des Pères battit l'organisation allemande.

Tout cela, faut-il le dire? dans une atmosphère de menaces et de perquisitions, de soupçons, d'enquêtes, de « terreur, » qui rappelle invinciblement ce que nous savons de l'époque révolutionnaire. A Paris aussi, en ce temps-là, les théâtres jouaient, la vie allait son train. Les bonnes femmes se plaignaient du prix des choses au marché, et la guillotine fonctionnait sur la place de la Nation. Il y avait mille indifférents pour qui la vie n'était que la vie ordinaire, et quelques braves pour qui elle était dangereuse. C'est ce qui s'est passé à Bruxelles : rien ne donne mieux l'idée des dessous dramatiques, de la couleur exacte de notre Révolution. Quels types d'aventuriers, dignes d'un Cadoudal et de ses acolytes! Quelles ressources de calcul, d'audace, d'imagination chez l'entrepreneur, le gérant de *la Libre*, ce Figaro de l'indépendance, le charmant Eugène van Doren! Son évasion, sa fuite par les toits, son existence de deux ans au fond d'une mansarde à Bruxelles, tandis que les Fouchés allemands étaient à ses trousses en Hollande, feraient le sujet du film le plus divertissant. Et enfin, à côté du vaudeville et de la gaminerie, il y a le drame, les flaques de sang : il y a les fusillades, les croix sans nom du champ de tir, les martyrs de la liberté, — les Philippe Baucq, les Miss Cavell, si grands devant la mort qu'on a vu leurs bourreaux sangloter et tomber à genoux devant eux.

Voilà ce qu'il faudra écrire à l'honneur du clergé et du peuple de Belgique. Peuple incompréhensible! s'écriait von Bissing, ingouvernable, écrit Michelet : « mauvaises têtes, » disent-ils eux-mêmes, « incorrigibles, » et ils s'en vantent. Les Allemands s'étaient flattés d'en venir à bout. Ils promettaient à la Belgique un roi de leur façon : quel honneur pour ces petits Belges d'avoir pour maître un prince impérial! « Monsieur, repartait l'un d'eux là-dessus, je lui souhaite bien du plaisir. Personne n'a jamais rien su faire de nous. De plus forts que

vous s'y sont usés. Charles-Quint en son temps y a perdu son latin. Vous y perdrez votre allemand! »

Ah! le brave petit peuple! Comme il fait du bien à retrouver! Quel plaisir d'écouter cet accent passionné, cette saine colère, cette haine d'honnêtes gens! Ils s'étaient peut-être un peu endormis, nos amis belges (on avait tout fait pour cela) dans le bien-être de leur neutralité; ils avaient la vie trop facile. Les voilà retrempés, joyeux et intraitables, si pareils à ceux d'autrefois, à leurs pères les vieux *communiers*, les éternels rebelles, toujours bouillants de liberté. Ils se sont réveillés tels qu'ils étaient jadis, au XIIe siècle et au XVIe. Cela s'est fait en dix jours, dans cette Saint-Barthélemy allemande, du 24 août au 3 septembre 1914, où s'accumulent tous les crimes, où le Boche crut « avoir » le monde par la terreur. Calcul de Boches! Le monde ne l'oubliera pas. Et quand le monde l'oublierait, la mémoire en subsisterait avec la rancune en Belgique, dans le fond des campagnes, dans les chaumières des Ardennes, chez ces charbonniers des forêts où vivent les légendes.

Et maintenant, voilà fini ce mauvais rêve. Bruxelles *les* a vus partir d'un œil narquois : on a vu *leur* exode piteux, la retraite ridicule de l'invincible armée : le désordre des équipages, la débandade, la cohue, les canons et les cages à poules, les voitures de literie, les bestiaux, les calèches remplies d'ustensiles et remorquées par des cordes, le pêle-mêle de tout, l'incohérence et la débâcle du fleuve fangeux charriant mille détritus comme un égout. Ce qui était venu armée s'en retournait troupeau. Quel contraste avec leur orgueil d'autrefois, lorsque Bruxelles consternée voyait passer pendant des semaines leur flot intarissable, avec cet ordre, ce silence terrible, ce pas de conquérants, ces boucliers de canons portant les mots : *Wilhelm, Kaiser Europas!*

Et maintenant, la bousculade d'une horde, un passage de romanichels : en fuite, l'Empereur de l'Europe, le théâtral, faux Lohengrin, dont se courrouçait le libre Escaut, et voici à sa place, chevauchant calme et fier à la tête de l'armée du peuple, entre sa femme et son fils, le roi juste, le vrai chevalier.

LOUIS GILLET.

LES OTAGES CIVILS

DANS

LES CAMPS DE REPRÉSAILLES

Par une coïncidence qui n'est pas due au seul hasard, les Allemands ont perpétré leurs crimes les plus abominables aux anniversaires des fêtes familiales : à Pâques 1916, c'est l'enlèvement des jeunes filles; au jour de l'an 1918, c'est la déportation des « otages » masculins vers les camps de représailles de la Russie.

Au cours du mois de décembre 1917, le bruit commença à circuler en pays occupé que les Allemands allaient prendre des otages afin de se faire rendre 72 fonctionnaires Alsaciens-Lorrains retenus en France et qui y subissaient des traitements qualifiés de rigoureux.

Comme nous l'avons fait pour les « otages féminins de Lille (1), » c'est d'après le « journal » d'un de ces malheureux que nous allons retracer la douloureuse odyssée.

***

« Le 1er janvier 1918, écrit M. G..., on me remet l'avis d'avoir à me trouver à trois heures, rue de Pas, chez le capitaine Himmel... » Aucune raison n'est donnée pour motiver cet ordre si semblable à tant d'autres, reçus antérieurement, que M. G... ne s'inquiète nullement; aussi sa stupéfaction est-elle grande, arrivé rue de Pas, dans la cour couverte d'une épaisse couche de neige, de reconnaître une trentaine de ses concitoyens, tous des notables.

(1) Voir la *Revue* du 1er décembre 1918.

Le capitaine Himmel, devant qui les Lillois sont introduits, fournit quelques explications d'un ton rogue :

« Le gouvernement français n'ayant pas encore accordé au gouvernement allemand les satisfactions que ce dernier réclame dans la question du traitement des Alsaciens-Lorrains, par représailles le gouvernement allemand a décidé que des otages seraient pris dans la population des régions occupées pour être envoyés entre Kovno et Wilna. Vous êtes désignés et vous devez faire vos préparatifs de départ. Vous pouvez emporter 50 kilos de bagages et surtout des vêtements chauds. »

Puis les assistants sont appelés à défiler pour subir une vérification d'identité et exposer les observations qu'ils peuvent avoir à faire. Odieuse comédie! Sur les trente-trois Lillois qui ont été convoqués, huit réclament une visite médicale. Ils la passent sur l'heure, dans un immeuble proche, sans que le médecin allemand, le Dr Krüg, qui les examine, leur fasse connaître sa décision. « Nous rentrons chez nous fort angoissés, appréhendant ce qui adviendra des nôtres, femme et enfants, si nous devons les quitter pour longtemps, à une époque aussi critique. »

Trois jours passent. Le 4, nouvel avis : « Ordre de se rendre à la gare le surlendemain. Ceux qui ne répondront pas à la convocation, seront recherchés et punis. » Vingt Lillois ont été définitivement choisis. Parmi eux, on cite avec indignation, un savant célèbre, le professeur Buisine, directeur de l'Institut de chimie... Agé de soixante-deux ans, souffrant depuis des années de deux graves maladies, intermittences cardiaques et rétrécissement de l'œsophage, se nourrissant exclusivement de lait, M. Buisine ne vivait qu'à force de soins. Les deux tiers de l'année, il habitait Cannes et ne venait à Lille que quelques mois, pour y faire ses cours.

Quand Mme Buisine apprend que son mari est désigné, son désespoir est immense :

— Si on me l'enlève, gémit-elle, c'est sa mort!

M. Buisine passe la visite devant le Dr Krüg, qui l'examine et conclut :

— Votre maladie n'est pas contagieuse pour l'armée allemande. Vous pouvez parfaitement partir.

M. Buisine montre une parfaite vaillance et donne un bel exemple de courage à la française.

Le 6 janvier, les otages se rendent à la gare. Leur famille, leurs amis les accompagnent. Il est sept heures du matin. Une fierté les soutient à l'idée qu'ils vont être appelés à souffrir pour la cause commune : « Après une dernière étreinte, nous pénétrons seuls dans l'intérieur. La consigne est formelle. » Les quais sont déserts. Quelques civils sortent d'une salle d'attente et s'approchent. Ce sont les otages de Saint-Amand arrivés la veille et qui ont passé la nuit dans l'ambulance de la gare.

Le capitaine Himmel paraît, grand escogriffe perché sur de hautes pattes d'échassier. Il passe en ricanant, fait faire l'appel, s'assure que personne ne manque sous le hall. Le vent souffle glacial; le thermomètre indique sept degrés de froid : « Nous nous asseyons sur nos bagages, attendant que notre groupe se complète des otages amenés des communes voisines. » L'arbitraire a présidé au choix de ceux-ci. Les Kommandanturs locales semblent, dans la plupart des cas, avoir profité de l'occasion pour assouvir des rancunes particulières : tantôt, c'est le maire qui a été enlevé, tantôt c'est le curé; là, c'est un grand industriel, ailleurs un cultivateur; parfois, mais rarement, un ouvrier. Aucune considération pour l'âge et la débilité des victimes. Si quelques-uns des otages sont jeunes, la plupart sont des septuagénaires. Il y a des cas de barbarie particulièrement odieux. Dans un village des environs d'Avesnes, l'otage choisi est gravement malade ; il meurt avant le départ : les Allemands désignent la veuve comme devant partir, « en remplacement! » Le maire, le curé se précipitent à la Kommandantur. Ils implorent; ils supplient. Tout est inutile. Mme X... est enlevée. Internée à Holzminden, elle y languit quelques mois et finit par s'éteindre, épuisée autant par le chagrin que par les privations.

Roubaix et Tourcoing fournissent, avec Lille, les plus gros contingents : « Nous sommes maintenant plusieurs centaines; mais le temps s'écoule. L'horloge marque dix heures et demie. Un train s'avance, composé de voitures allemandes de troisième et de quatrième classe. » Si peu engageantes soient-elles, — des vitres manquent et leur saleté est repoussante, — les otages les considèrent avec un sentiment de soulagement : « On nous avait dit que, malgré le froid excessif, nous voyagerions dans des wagons à bestiaux. »

***

A onze heures et demie, le train démarre. A Douai, il prend vingt-cinq otages, presque tous des magistrats : deux présidents de chambre, un avocat général, cinq conseillers à la cour... Avec une sympathie compatissante, on se montre le président Bosquet, qui n'a pas trouvé grâce, malgré son grand âge et ses infirmités.

La campagne s'étend vide et désolée sous la neige. Aux abords de Valenciennes, les établissements métallurgiques, naguère animés d'une vie intense, apparaissent ruinés, dévastés. De nouveaux otages montent. Le train s'enfonce dans la nuit qui, déjà, est venue. Étroitement serrés les uns contre les autres, les voyageurs demeurent dans l'obscurité. Les appareils d'éclairage sont en mauvais état : « Manchons, alles capout, » expliquent les soldats qui font la garde.

A plusieurs reprises, le convoi stoppe dans les ténèbres : à Hirson, pour prendre les otages de l'Aisne ; à Mohon, pour laisser monter ceux qui ont été pris à Mézières-Charleville : « A chaque arrêt, on ajoute de nouveaux wagons et, au matin, quand le train arrive à Montmédy pour un dernier chargement, notre convoi a une belle longueur : nous sommes six cents otages. »

C'est par la frontière lorraine que les captifs entrent en Allemagne. La neige tombe à gros flocons. Le train, qui se traîne avec une extrême lenteur, — vingt kilomètres à l'heure, — n'atteint le Rhin qu'au milieu du jour. Puis il pénètre dans les hautes forêts de la Thuringe couverte de sapins. A l'intérieur des voitures, il gèle littéralement. Par les ais disjoints, des glaçons se forment, qui pendent en stalactites. A Güben, où l'on arrive vers minuit, les soldats doivent casser la glace à la hache pour dégager les portières.

Depuis quatre-vingt-seize heures, sans repos, sans trêve, les malheureux roulent. Durant la quatrième nuit, ils franchissent l'Oder. Au matin, quand le soleil émerge, énorme fleur de pourpre sur la blancheur des neiges, ils sont à Posen : « Notre passage y a été annoncé. Des dames défilent devant nous, nous dévisagent ironiques, avec un sourire satisfait. »

La fatigue des prisonniers est extrême. Tous ont les pieds gonflés et endoloris. Plusieurs sont malades. Parmi les otages

se trouvent quatre médecins. A chaque arrêt, on les appelle pour donner leurs soins à ceux qui défaillent. Dépourvus de tout médicament, ils se désolent de leur impuissance !

La cinquième nuit passe interminable, dans une souffrance qui va croissant. Au petit matin, dans la grisaille du jour, on s'aperçoit que le commandant Baudelot, un vieillard de soixante-deux ans, reste immobile en son coin. Tassé sur lui-même, il a l'apparence d'un dormeur accablé sous le poids du sommeil. On lui parle, on le secoue : il est mort, pendant la nuit, frappé d'une congestion !

Le douloureux voyage se poursuit. Voilà six jours que les prisonniers ont quitté la France. Ceux-ci se sentent arrivés à l'extrême limite de leur résistance. Avec un morne accablement, ils contemplent le pays lithuanien où ils viennent d'entrer, où ils vont être condamnés à vivre : sur l'immensité des champs, des sapins et des bouleaux dressent leurs colonnes couvertes de glace; quelques rares habitations dorment sous leur chape de neige. Dans cette solitude, parfois se lève un vol d'oiseaux carnassiers : gros corbeaux à ventre blanc qui, d'une aile lourde, tournoient aux portières des wagons.

Le train atteint la petite gare de Zosle. Il est huit heures du soir. Une discussion s'engage entre l'officier conducteur du convoi et le gouverneur du camp de représailles situé à sept kilomètres de la station et qu'il faut gagner à pied. « Finalement, la chose est reconnue impossible dans la nuit. On nous avait fait descendre : on nous fait remonter en wagon. Cahincaha, nous sommes ramenés à quatre kilomètres en arrière et garés sur une voie. Le lendemain, on nous ramène à Zosle. » Dans quel état ! La plupart peuvent à peine se soutenir : brisés de fatigue et d'émotion, ils tremblent de tous leurs membres.

Ordre leur est donné de se mettre en route. Le long de la voie ferrée, la neige atteint quatre et cinq mètres d'épaisseur, et voici que, pour augmenter encore leur supplice, une tempête se lève, une de ces terribles « bouranes » fréquentes en ces régions désolées. Le vent fouaille les infortunés, la neige les aveugle : ils ploient sous le faix de leurs bagages...

Dans la tourmente, au loin, un bruit de sonnailles. Des traîneaux apparaissent, conduits par des moujiks engoncés dans leur épaisse touloupe. Alors, en dépit des sentinelles qui, brutalement, veulent les en empêcher, les prisonniers jettent

sur les traîneaux leurs bagages les plus lourds et les vieillards s'affalent par-dessus. Point de chemin. Les captifs suivent les traîneaux à la piste. Par moments, les chevaux tombent, disparaissent dans des ravines; les traîneaux versent, des cris déchirent le silence. Puis l'agonie de la marche douloureuse reprend : la colonne lamentable se déroule, mince ruban sinueux sur le suaire qui recouvre la plaine, traverse une forêt de sapins, s'engage sur la route de Kovno à Wilna. Maintenant, à perte de vue, ce sont les steppes glacés de la Lithuanie. Sous la conduite des soldats, la colonne descend vers des bâtiments de briques dont la silhouette massive se détache entre les arbres : c'est Milejghany, le lieu de déportation.

Le désespoir envahit les plus courageux, les plus résignés. « Entouré de fils barbelés, un bâtiment n'offrant d'autres ouvertures que de rares meurtrières. » On y pousse les otages. Ils se trouvent dans une sorte de grange, garnie, le long de ses parois, de claies superposées sur trois étages. Formées de branchages de bouleaux et destinées à servir de couchettes, ces claies sont couvertes d'une toile crasseuse, emplie de copeaux tout humides encore de la neige où on les a ramassés. Sur un plancher dressé dans la partie centrale, une centaine de paillasses semblables ont été jetées. Une épaisse couche de glace recouvre le plancher; ailleurs, la terre nue et gelée. Une odeur fétide empeste l'atmosphère. L'air et la lumière ne pénètrent qu'en minces filets par les étroites ouvertures. Pas de feu, pas même l'aumône d'une gorgée d'eau. « Nous sommes harassés par notre voyage, par notre marche exténuante dans la neige ; nos vêtements sont mouillés... Les paillasses sont prises immédiatement par les premiers qui entrent, et comme il n'y en a pas assez pour tous, les autres sont réduits à s'allonger sur le sol gelé, en appuyant leur tête sur leurs bagages. »

Les six cents otages n'ont pu trouver place dans la grange. Cent cinquante sont contraints d'aller s'abriter dans les bâtiments voisins et de coucher sur du fumier de mouton, dans la pestilence d'une étable. La nuit vient ; on n'apporte aucune nourriture. Ceux qui ont encore quelques provisions les partagent avec leurs compagnons de misère; puis ils tombent épuisés dans un lourd sommeil.

Récriminer? Protester? « Nous sommes à deux mille kilomètres de la France, perdus dans les steppes, et nos gardiens

ont le soin de garnir, sous nos yeux, le magasin de leurs fusils. Ainsi nous font-ils comprendre leur résolution de tirer sur celui qui tenterait de franchir la clôture des fils barbelés. »

*
* *

Les « otages » sont placés sous la garde d'une vingtaine de soldats de landsturm commandés par un sous-officier. Celui-ci, un Poméranien hargneux, pointilleux, vrai chien de quartier, rumine sans cesse de nouvelles humiliations, de nouvelles souffrances à infliger aux captifs : « N'entendant pas un mot de français, il proférait ses commandements et ses injures en des cris rauques que nous traduisaient ceux de nos camarades qui connaissaient l'allemand. » Dès le lendemain, pour faire acte d'autorité vis-à-vis des otages, il leur ordonne de se charger de tous leurs bagages, de leur paillasse ; il les fait sortir des bâtiments et les laisse, à la neige et au vent, plusieurs heures, par un froid de dix degrés.

« Tandis que nous sommes ainsi à nous morfondre, un traîneau arrive. Un gros officier, un commandant, pensons-nous, sort d'un amas de fourrures et descend. Il nous examine narquois et, sur notre groupe, braque un appareil photographique. Quelques-uns d'entre nous s'approchent pour protester et déclarer qu'il est abominable d'oser nous camper comme on le fait. Le gros officier réplique :

— Vous vous étonnez de n'être pas mieux traités; mais vous n'êtes pas seulement des prisonniers, vous êtes des otages de représailles retenus pour trois causes : primo, pour le mauvais traitement infligé par la France aux Alsaciens-Lorrains; secundo, pour le manque de parole du gouvernement français dans l'échange des officiers mutilés; tertio, pour le traitement indigne que subissent les officiers allemands prisonniers en France... Quand M. Poincaré le voudra, conclut-il en ricanant, vous serez remis en liberté. Écrivez cela à votre gouvernement.

« Il reprend quelques instantanés, remonte en traîneau, disparaît sur la route de Wilna... »

Rien n'est modifié dans l'installation des captifs. Leurs claies sont si étroites qu'ils ne peuvent s'y retourner; elles se touchent de si près que, « littéralement, nous sommes bouche à bouche. » Pour atteindre à celles des étages supérieurs, il

faut se livrer à une périlleuse escalade suivie de dangereux rétablissements. « Il n'y a ni sièges, ni tables ; nous sommes assis sur nos bagages, nous mangeons sur nos malles... » Pas de feu, au début, et le thermomètre descend à vingt degrés! Le froid est si âpre que, la nuit, les prisonniers sentent leurs vêtements raidis sur eux par le gel, car ils couchent tout habillés.

— Ah ! s'écrie un jour l'un d'eux, qu'on me fusille et qu'au moins, ce soit fini!...

L'eau fait complètement défaut. On n'en trouve qu'au loin dans des fossés ou des puits où la température excessive l'a convertie en glace. Pour mieux martyriser ces hommes habitués à des soins minutieux de toilette et d'hygiène, on leur impose le supplice de la plus répugnante malpropreté. La vermine grouille dans la grange et l'étable. Pour se nettoyer, ils n'ont que la neige. En fait de matériel, ils ne disposent que d'une unique cuvette émaillée. Force leur est de se servir de celle-ci comme vase de nuit!!! Le matin, ils la frottent de neige avant de l'aller tendre au distributeur de « jus. »

L'alimentation est non seulement détestable, mais insuffisante. Le matin, infusion noire et distribution de pain avec douze grammes de marmelade ou autant de pâté; à midi, soupe de céréales ou de légumes secs. Une infusion de feuilles, dites de thé, constitue le souper. Une affiche apposée à la porte de la grange établit que la ration quotidienne de pain doit être de quatre cents grammes et celle de viande de cent grammes par semaine; mais les prisonniers sont constamment frustrés par leurs gardiens qui s'attribuent une part de leurs rations. Privés de tout colis de France, ils deviennent bientôt d'une maigreur effroyable: « Nous vivions exclusivement de soupe aux grains (orge, avoine, gruau), ou à la farine et à la semoule. Cette dernière, que nous appelions la « colle, » était particulièrement appréciée. En raison de sa consistance, elle donnait l'illusion d'être plus nourrissante. Nous étions si affamés que j'en ai vu ramasser des croûtes de pain qu'avaient jetées, après avoir tenté de les grignoter, les plus vieux d'entre nous... Les Allemands défendaient qu'on nous vendît le moindre aliment. Pour nous avoir apporté quelques œufs et des pommes de terre, un soldat fut condamné à deux ans de forteresse. » Aussi, les maladies vont se multipliant. Dès le surlendemain de l'arrivée, on signale de grands malades. M. Duisine est du

nombre. Sa gorge s'est enflammée : il souffre atrocement. Pendant un mois et demi, on le laisse croupir, sans aucun secours, dans l'infecte grange; puis on l'emporte sur un traîneau vers Wilna, où il meurt. A son tour, le président Bosquet ne tarde pas à décliner; après une longue agonie, une crise d'urémie l'emporte. Ce fatal dénouement était inévitable. Ces morts sont autant d'assassinats à la charge des Allemands. Et la liste n'est pas close. M. Neuillès, adjoint au maire de Maubeuge, a été enlevé lui aussi. Agé de soixante-douze ans, il avait contracté une mauvaise bronchite au cours du voyage. « Ses concitoyens, écrit M. G..., nous racontent pour quel motif il fut désigné comme otage. Il avait dû, en sa qualité d'architecte, s'occuper de l'aménagement, en musée, du bazar « Au Pauvre Diable, » où furent transportés les pastels de La Tour. Un jour, dans la rue, il est hélé par un officier de la Kommandantur :

— Les clés du musée?

— Je ne les ai pas sur moi. Elles sont à la mairie.

— Allez me les chercher de suite.

— Vous avez des soldats, vous pouvez les faire prendre, répond M. Neuillès; mon service m'appelle ailleurs.

— Vous ne voulez pas aller me les chercher? s'exclame l'officier furieux. Eh bien! vous me payerez ça...

Quelques jours plus tard, M. Neuillès recevait l'ordre de partir. Pris au dépourvu, il se mit en route avec une petite valise contenant à peine le nécessaire pour un court déplacement. Mal défendu contre le froid, il en fut victime et mourut sur le fumier de l'étable où il s'était affalé à son arrivée. »

La nuit, il n'était pas rare d'entendre un des otages gémir, râler... Au matin, on le trouvait mort. Les médecins français se multipliaient auprès des malades, mais ils ne pouvaient que les encourager par leur présence. *Aucun médicament ne fut jamais distribué :* « Bien des fois, dit M. G..., j'ai entendu un des docteurs s'exclamer :

— Ah! si seulement j'avais de l'huile camphrée, de la caféine, je sauverais un tel... Si on ne fait rien, il n'y sera plus dans quelques jours. »

Durant les premières semaines, vingt-cinq otages meurent à Milejghany. Avant que le corps ne fût mis en bière, les soldats le déposaient dans un réduit. Les rats, — de gros rats gris,

— fourmillaient dans le camp. Quelle n'est pas l'horreur des prisonniers quand ils veulent procéder à l'ensevelissement du premier de leurs morts, de découvrir que la face en a été complètement rongée! « Dans la suite, dit M. G..., pour éviter qu'un pareil fait ne vînt à se reproduire, nous avons eu le soin de suspendre nos morts. Nous les placions dans un hamac. »

Les Français n'avaient pas droit au cimetière du village. Tout ce qu'on leur concéda, ce fut une place, au bord de la route. On y creusait leur fosse à une faible profondeur, et il est bien à craindre que leurs parents n'aient même pas la consolation d'y retrouver leurs restes.

*
* *

La plupart des décès sont dus à des affections des bronches et des poumons. Acharné contre ses captifs, le feldwebel multipliait les revues : il en faisait jusqu'à une tous les deux jours. « Pour les passer, on nous faisait sortir chargés de tous nos bagages, paillasse, couverture et matériel. » Tandis que les soldats allemands enfilaient par-dessus leurs souliers d'immenses bottes fourrées qui leur montaient jusqu'aux cuisses, les otages, chaussés seulement de leurs bottines de ville, demeuraient immobiles à attendre, une demi-journée entière, les pieds dans la neige. « Ce qui éternisait ces revues, c'était la difficulté qu'éprouvaient les soldats à compter le matériel. Tantôt, ils trouvaient des cuillers en trop; ils recommençaient; cette fois, il y en avait en moins... Même comédie pour les écuelles, pour les paillasses, pour les couvertures.

Les otages étaient contraints d'exécuter eux-mêmes toutes les corvées du camp. Plusieurs fois par jour, il leur fallait relever la neige, la brouetter. Les vieillards n'étaient pas exemptés. Le feldwebel n'admettait d'exception que pour ceux que, dans son omnipotence, il consentait à reconnaître gravement malades. Les otages devaient, dans la forêt, aller abattre les arbres. Les troncs couverts d'une épaisse couche de glace rendaient plus rude ce labeur; les arbres abattus, restait à les débiter, à les transporter au camp. Les otages allumaient eux-mêmes leur feu : le bois vert et tout humide de neige brûlait mal. La grange s'emplissait d'une fumée âcre qui faisait pleurer et irritait la gorge; les otages balayaient, nettoyaient le sol de la grange; à l'aide d'une pelle, ils râclaient l'épaisse couche de

boue qui se formait dès que, le poêle étant allumé, la terre se mettait à dégeler.

Comme punition, à la moindre infraction au règlement, le feldwebel infligeait des corvées supplémentaires. Il les choisissait parmi les plus abjectes : nettoyage des latrines, vidange de la fosse : « Il fallait faire cette vidange à la pelle, en emplir une brouette, puis transporter le tout, à quelque cent mètres, dans un ruisseau où, un peu plus haut, on puisait l'eau nécessaire à notre cuisine. » Des heures entières se passent à ce travail immonde, et quand les otages l'ont enfin terminé, ils gardent longtemps sur eux, dans leurs vêtements, une odeur infecte qui leur donne des nausées.

Ainsi qu'on le leur répète à toute occasion, *ils sont là pour souffrir!* « N'oubliez pas que vous êtes dans un camp de représailles, leur déclare le capitaine qui les a spécialement sous sa garde. *Le pays est abominable. Nombre de nos soldats y sont morts de froid, de privations, de maladies. C'est pour cela que le gouvernement allemand vous y a envoyés. J'ai des ordres spéciaux pour vous y rendre la situation dure. Mon supérieur m'a recommandé de vous appliquer un traitement de rigueur* (1).

« Une fois cependant, la première, constate M. G..., le capitaine éprouva un sentiment de gêne en voyant l'ignominie du traitement que nous subissions. Il était venu de Wilna pour nous visiter; avant de s'en aller, il promit de faire ses efforts pour adoucir nos maux, dans la mesure du possible. »

Mais ce n'étaient que vaines paroles : « Il ne se soucia plus jamais de nous et nous abandonna complètement à notre bourreau, le feldwebel. »

***

Avec un stoïcisme admirable, les otages supportent le martyre qui leur est infligé. Ils tendent leur énergie, ils bandent leur volonté pour ne pas donner à leurs ennemis la joie de voir des Français perdre courage, s'humilier, demander grâce. Dans la grange où, dès trois heures et demie, l'obscurité régnait, les non-valides se couchaient. Les autres se réunissaient pour causer. Une fois, l'un des captifs eut l'idée de réciter des vers. Il choisit une pièce patriotique. Sa voix monta dans le silence;

(1) « Je suis sûr et je certifie, déclare M. G..., que ce sont les paroles textuelles de l'officier. J'étais derrière lui et j'écrivais au fur et à mesure ce qu'il disait. »

les cœurs des auditeurs vibraient à l'unisson : au cours de leur vie déjà longue, aucun ne se rappelait avoir éprouvé si intense émotion. Dans cette grange perdue au milieu des steppes, c'était comme si l'image de la Patrie se dressait devant eux, déchirée, saignante, mais immortelle.

L'exemple de M. X... fut un encouragement. Quelques-uns entonnèrent des chants, vieux chants du pays qui avaient bercé leur enfance. Des conférences scientifiques ou littéraires s'organisèrent. Parfois, des rires fusaient. Les Allemands en demeuraient stupéfaits :

— Ces Français, disaient-ils, qu'est-ce donc qu'il faut leur faire pour en venir à bout?...

***

Une visite de « neutres » ayant été annoncée, les Allemands appréhendèrent l'indignation que soulèverait, contre eux l'abomination du traitement infligé aux otages. Brusquement, ceux-ci apprennent qu'ils vont quitter Milej ghany : « Parmi nous se trouvait un Douaisien, M. Gallois, prix de Rome pour la musique. Quand il sut que notre départ allait avoir lieu, il composa un hymne qu'il intitula : « Salut aux martyrs. » Sous sa conduite, nous l'avons chanté le long de la route où étaient enterrés nos morts. » On était au mois de mars. Déjà haut sur l'horizon, le soleil faisait briller le tronc satiné des bouleaux. L'air était tiède.

Devant chaque tombe les captifs s'arrêtèrent longuement. Les prêtres, nombreux parmi eux, psalmodièrent le *De Profundis*. Puis, les prisonniers s'éloignèrent chargés de leurs bagages. Le bruit des chants, par lesquels ils avaient dit adieu aux camarades, aux amis tombés et au lieu où ils avaient tant souffert, alla en s'éteignant. La grand'route parcourue, jadis, par d'autres Français, les soldats de Napoléon, retomba à son lourd silence :

« Dans des wagons à bestiaux, on nous conduisit dans notre nouveau camp, à Roon, près de Wilna. Des baraquements étaient installés dans une forêt de pins. Il y en avait quatre. Pour les distinguer, nous les baptisâmes entre nous, du nom de nos grands chefs : Joffre, Foch, Pétain et Castelnau. L'avenue qui les séparait fut celle de la Victoire ! » Dans ce site salubre, au sortir de l'enfer de Milejghany, c'est un soulage-

ment, une détente : « Au moins, ici, s'écrie M. G..., nous avons de l'air, nous avons de la lumière ! Pour le reste, nous sommes encore fort mal. Notre couchage ne se compose toujours que de toiles remplies de frisure de bois et dans lesquelles la vermine grouille si abondante que beaucoup d'entre nous préfèrent se débarrasser de leur paillasse et s'étendre à même sur le bois de leur grabat... Nous avons de l'eau, enfin ! Elle est loin du camp, il faut aller la chercher nous-mêmes, mais elle est abondante, elle n'est pas fétide comme celle de Milejghany. »

Cependant, l'air pur et vif de Roon devient bientôt, lui-même, pour les captifs, une cause nouvelle de souffrance. En effet, leur appétit s'aiguise ; or, non plus qu'à Milejghany, il ne leur est donné de l'apaiser. L'insuffisance de la nourriture reste la même : « Jamais, nous n'avons été autant torturés par nos estomacs que nous le fûmes alors, durant les premières semaines... Nous avons payé jusqu'à cent quarante mark un pain noir que nous avions pu réussir à nous procurer et qui ne fournit que quelques bouchées à chacun... Les Allemands continuaient à nous priver de tout colis de France... Ce ne fut que plus tard que cette interdiction fut rapportée. Le 15 avril, les premiers envois de France nous parviennent : nous étions sauvés ! »

A peine les otages étaient-ils arrivés à Roon, qu'une délégation d'Espagnols les y vint visiter. « Tout de suite, nous résolûmes de leur faire entendre une protestation. Au moment où ils se trouvaient sur la terrasse, entre les baraquements, quelques-uns d'entre nous s'approchèrent, demandant l'autorisation de parler aux neutres. Nous fîmes remarquer qu'il ne fallait pas juger de la situation qui nous était faite, à Roon, avec celle que nous avions endurée à Milejghany. « Un témoignage est plus éloquent qu'aucune parole, dit l'un de nous, c'est le nombre des morts que nous avons laissés, là-bas... »

Cette protestation eut le don de courroucer grandement les Allemands. L'un d'eux, un colonel, se tourna et, prenant brusquement à partie, M. G..., un des protestataires :

— Vous avez tort de réclamer. *Vous êtes des vaincus.* Dans quelques jours (on était au 23 mars), nos soldats seront à Paris et à Calais.

M. G... eut un sursaut de tout son être :

— A Paris, jamais !

Un éclair passa dans les yeux du colonel qui, dédaigneux, haussa les épaules.

Jusqu'au mois de juillet, la vie des captifs se traîne lente et monotone, occupée seulement par les corvées du camp. Depuis leur départ, six mois auparavant, ils n'ont pu recevoir une seule lettre de leurs familles restées en pays envahi; ils n'ont pu donner de leurs nouvelles...

Lorsque enfin sonne l'heure de la délivrance, un détail marque curieusement l'hypocrisie allemande : les otages rendus à la France sont dirigés vers la Suisse en wagons à bestiaux; mais, à la station voisine de la frontière, on les fait descendre, on les installe dans de confortables voitures de première classe.

« Ceux d'entre nous qui avaient désiré rentrer en pays occupé, furent d'abord envoyés au camp de Holzminden. Notre surprise fut grande d'y trouver les otages féminins enlevées huit jours après nous. Quelques-uns de mes compagnons reconnurent leur femme, d'autres leur sœur, d'autres encore leur belle-sœur ou une cousine. »

Rencontre émouvante! Elle a lieu à travers les fils barbelés qui séparent, dans le camp, la partie réservée aux femmes, de celle attribuée aux hommes.

« Les sentinelles sont furieuses. Jamais je n'oublierai leur rage d'assister à la joie de ces malheureux, sans nouvelles les uns des autres depuis des mois et qui, brusquement, se retrouvaient. » Avec leur fusil, leur baïonnette, les soldats voulaient écarter les captifs des clôtures. Il fallut longtemps parlementer avec les officiers pour obtenir que les maris fussent réunis à leur femme et les frères à leur sœur; encore l'autorisation fut-elle strictement limitée à ces deux degrés de parenté.

Après un séjour à Holzminden, les otages masculins reprennent leur route vers la France. Leur sort se confond maintenant avec celui des otages féminins que nous avons précédemment raconté. Les mêmes épreuves attendent les uns et les autres, à Montmédy, dans les casemates de la forteresse; les mêmes émotions poignantes, quand ils retrouvent leur foyer et leur famille... Mais déjà l'offensive victorieuse des Alliés était commencée : c'était l'aube de la délivrance.

HENRIETTE CELARIÉ.

REVUE LITTÉRAIRE

COMMENT L'ALSACE S'EST DONNÉE A LA FRANCE AU XVIIe SIÈCLE (1)

Le 1er septembre 1872, le grand Fustel de Coulanges étudiait, ici même, *les Origines de l'Allemagne et de l'empire germanique*, dont Jules Zeller venait de publier le premier volume; et ce lui était l'occasion d'examiner « la manière d'écrire l'histoire en France et en Allemagne depuis cinquante ans. » Il notait chez nous une étrange manie de glorifier l'Allemagne. Cet engouement, disait-il, date de 1815 : nos libéraux, en haine de l'Empire, célébraient l'ennemie acharnée de l'Empereur, l'Allemagne. Les historiens allemands ne leur rendaient pas du tout la politesse : ils glorifiaient, eux aussi, l'Allemagne; et ils insultaient la France.

Or, l'Allemagne avait déjà cette renommée de science parfaite, qui est l'une de ses coquetteries ou plutôt l'une de ses manigances les plus adroites. L'activité allemande, et même l'activité des érudits, est tout entière au service de la cupidité allemande. Les érudits allemands sont les auxiliaires du pangermanisme. Fustel de Coulanges l'a très bien vu : « L'Allemand, dit-il, est en toutes choses un homme pratique; il veut que son érudition serve à quelque chose, qu'elle ait un but, qu'elle porte coup. Tout au moins faut-il qu'elle marche de concert avec les ambitions nationales, avec les convoitises ou les haines du peuple allemand. Si le peuple allemand convoite l'Alsace et la Lorraine, il faut que la science allemande, vingt ans d'avance, mette la main sur ces deux provinces. Avant

(1) *Les Anciennes Républiques alsaciennes*, par M. Louis Batiffol; (Flammarion éditeur).

qu'on ne s'empare de la Hollande, l'histoire démontre déjà que les Hollandais sont des Allemands. Elle prouvera aussi bien que la Lombardie, comme son nom l'indique, est une terre allemande et que Rome est la capitale naturelle de l'Empire germanique. » Pour réussir mieux dans leur imposture, les érudits allemands se sont camouflés : leur mine rude et refrognée les a fait croire indifférents, impassibles et impartiaux; là-dessous, ils mentaient facilement.

Fustel de Coulanges louait Jules Zeller d'avoir dit la vérité. L'histoire de la race allemande depuis les origines jusqu'à l'an 800 de notre ère, un mot la résume, l'invasion, la perpétuelle invasion, toujours malfaisante, qui n'a pour résultat que des ruines et qui n'apporte au monde que désordre et sauvagerie. Ce jugement n'est pas nouveau. Ce jugement, conforme aux documents historiques, c'est l'ancienne opinion des peuples civilisés sur l'Allemagne. Jules Zeller n'a eu, pour le retrouver, qu'à délivrer son esprit de l'erreur patiemment organisée par les historiens allemands et adoptée avec une fâcheuse complaisance par tant d'historiens français. Et Jules Zeller avait écrit son premier tome dix ans avant la guerre franco-allemande. Il ajouta seulement une préface qui, selon Fustel de Coulanges, dépare un livre d'histoire : « Elle sent l'ennemi, et nous ne voudrions pas qu'un historien fût un ennemi. Elle est faite pour la guerre, et nous ne croyons pas en France que l'histoire doive être une œuvre de guerre. » Quelle est donc l'idée française de l'histoire? Fustel de Coulanges l'a définie en ces termes : « Nous voudrions la voir planer dans cette région sereine où il n'y a ni passions, ni rancunes, ni désirs de vengeance. Nous lui demandons ce charme d'impartialité parfaite qui est la chasteté de l'histoire. Nous continuons à professer, en dépit des Allemands, que l'érudition n'a pas de patrie. Nous aimerions qu'on ne pût pas la soupçonner de partager nos tristes ressentiments et qu'elle ne se pliât pas plus à servir nos légitimes regrets qu'à servir les ambitions des autres. L'histoire que nous aimons, c'est cette vraie science française d'autrefois, cette érudition si calme, si simple, si haute, de nos bénédictins, de notre Académie des inscriptions, des Beaufort, des Fréret, de tant d'autres, illustres ou anonymes, qui enseignèrent à l'Europe ce que c'est que la science historique, et qui semèrent, pour ainsi dire, toute l'érudition d'aujourd'hui. L'histoire en ce temps-là ne connaissait ni les haines de parti, ni les haines de race ; elle ne cherchait que le vrai, ne louait que le beau, ne haïssait que la guerre et la convoitise. Elle ne servait aucune cause : elle n'avait pas de patrie ; n'enseignant pas

l'invasion, elle n'enseignait pas non plus la revanche... » Ces lignes, je le redis, sont du 1er septembre 1872, écrites par un fervent patriote au lendemain de la défaite, avant même que fût achevée cette fausse libération du territoire qui ne libérait pas l'Alsace et la Lorraine Fustel de Coulanges ne se ravise pas, il ajoute seulement cette remarque de pathétique opportunité : « Mais nous vivons aujourd'hui dans une époque de guerre. Il est presque impossible que la science conserve sa sérénité d'autrefois. Tout est lutte autour de nous et contre nous; il est inévitable que l'érudition elle-même s'arme du bouclier et de l'épée. Voilà cinquante ans que la France est attaquée et harcelée par la troupe des érudits. Peut-on la blâmer de songer un peu à parer les coups? Il est bien légitime que nos historiens répondent enfin à ces incessantes agressions, confondent les mensonges, arrêtent les ambitions et défendent, s'il en est temps encore, contre le flot d'une invasion d'un nouveau genre les frontières de notre conscience nationale et les abords de notre patriotisme. » Quel admirable langage, où la douleur est sensible et maîtrisée, non supprimée, par la pensée à la fois indulgente et souveraine! La pensée et la douleur vont ensemble, appuyées l'une à l'autre, l'une et l'autre soumises à une même vérité.

Si les historiens allemands sont obligés de mentir, pour conquérir à une feintise du droit les provinces et les pays sur lesquels la race de proie a jeté son dévolu, Dieu merci, les nôtres n'ont pas ce travail à faire : ils ne le feraient pas. Mais voici le témoignage extrêmement simple et beau des volontés et des sentiments qui animent l'érudition frauçaise, un petit volume de M. Louis Batiffol, *les Anciennes Républiques alsaciennes*. Ce petit volume a paru il y a peu de mois, avant la victoire; et l'auteur a dû l'écrire pendant les jours de la pire angoisse. Vous n'y trouverez pas un mot qui le date de ces jours-là. Vous n'y trouverez que le souci continuel de la vérité. L'auteur n'avance rien qu'il ne prouve. Et il ne dissimule rien, non pas même ce que les malveillants interpréteraient à l'encontre de sa thèse. Il a une thèse. Il l'affiche, sur la couverture de son livre : « L'Alsace, demeurée Celte à travers les âges, n'a subi jadis l'ancien Empire germanique qu'en sauvegardant son indépendance dans des républiques autonomes et s'est retournée vers la France, au XVIIe siècle, pour se mettre sous son protectorat, lorsque l'Empire voulut détruire ses libertés. » Voilà ce que l'auteur entend démontrer, ce qu'il démontre par les faits, et les faits par les documents. Aucune éloquence empruntée : mais bien l'éloquence de cette vérité qui

nous est précieuse. Aucune supercherie, c'est trop évident; et aucune adresse, non plus : une parfaite loyauté. Puis, dans le récit, dans la discussion, la joie d'observer que la France avait raison.

Eh ! diront les érudits allemands, c'est bien malin ! la vérité vous était favorable. S'ils le disent, c'est tout ce qu'on leur demande.

L'Alsace est devenue française au XVIIe siècle. Or, la France ne songeait pas à conquérir l'Alsace ; mais l'Alsace est allée volontairement à la France, qui même a d'abord fait quelques difficultés pour la recevoir. La maison d'Autriche, en ce temps-là, prétendait s'emparer de toutes les Allemagnes, afin de constituer une Puissance à laquelle le reste de l'univers n'eût qu'à céder. Le roi de France, pour entraver cette ambition redoutable, aidait les princes allemands à garder leur indépendance ; il était ainsi le protecteur des libertés germaniques. Ses troupes avaient parfois l'occasion de traverser l'Alsace, quand il leur fallait secourir un allié, de l'autre côté du Rhin. Lesdites troupes n'étaient pas mal disciplinées et, en somme, se conduisaient assez bien durant le passage : un chroniqueur de Haguenau écrit : « Ces gens ont laissé ici une bonne mémoire. » En 1633, les Suédois et les Impériaux se battaient en Alsace et dévastaient le pays terriblement. Louis XIII envoya le maréchal de la Force avec une armée seconder à Philippsbourg l'électeur de Trèves. Cette armée passa par le comté alsacien de Hanau, entre Phalsbourg et Haguenau. Le comte de Hanau pria les Français de le protéger contre les Suédois et les Impériaux : ils occuperaient ses trois bourgs de Neuweiller, Ingweiler et Buchsweiler ; et le comte de Hanau rendrait hommage au roi de France. Les juristes de la couronne examinèrent la question. Comme les trois bourgs dépendaient de l'évêché de Metz, qui était sous la souveraineté du Roi, le Roi consentit. Le colonel de la Bloquerie eut l'ordre du maréchal d'envoyer quatre mille hommes. Et les Suédois se fâchaient, lorsque les populations de Hanau firent nettement voir que le protectorat de la France était à leur gré.

Bientôt, le comte de Salm, qui administrait l'évêché de Strasbourg, tenta une démarche analogue à celle du comte de Hanau. Il s'adressa au maréchal de la Force et conclut avec lui un traité aux termes duquel Haguenau, Saverne et les dépendances de ces deux villes étaient placées sous la protection de la France. Mais voilà, dira-t-on, l'initiative d'un comte de Salm inquiet de ce que font devant Saverne les Suédois sous le commandement du rhingrave Othon-Louis? Sans doute ! Seulement, le maréchal de la Force eut à cœur

de savoir ce que les populations pensaient d'une telle initiative. Il envoya le colonel de la Bloquerie s'informer. Haguenau reçut La Bloquerie à merveille : et la ville de Haguenau, — non point, pour elle, un comte de Salm, — la ville de Haguenau signa une convention qui vaut d'être examinée. Afin d'« assurer quelque repos à la ville après les nombreuses tribulations qu'elle avait dû endurer, de lui épargner de nouvelles misères, de lui conserver en particulier sa foi catholique et ses franchises, de la préserver enfin de ces cruelles alternatives qui la faisaient sans cesse changer de maître et la menaçaient d'une ruine totale, » les habitants de Haguenau se plaçaient et plaçaient leurs biens sous la protection du roi de France; les bourgeois promettaient au Roi « de lui jurer le serment et l'hommage convenables. » Le fils du maréchal de la Force, étant venu, « recognoissoit une joie merveilleuse dans le peuple d'avoir désormais pour protecteur le Roi. » Le Magistrat de Haguenau écrivit à Louis XIII que cette convention tutélaire était « un bienfait de la divine providence ; » il ajoutait : « Dociles à notre devoir, nous venons donc saluer très humblement Votre Majesté et lui recommander instamment notre cité et ses habitants. » Cette lettre est du 7 février 1634.

Sept mois plus tard, le 5 septembre, les Suédois étaient battus par les Impériaux à Nordlingen. Il leur fallait abandonner le pays. A Colmar, on eut peur. Les Impériaux, délivrés des Suédois, allaient passer le Rhin : déjà ils se concentraient à Rastadt ; et qui les menait? le très féroce Jean de Werth. Le conseil de la ville, assemblé rapidement, fut d'avis qu'on négociât sans perdre de temps avec la France, selon l'exemple de Hanau et de Haguenau : voire, ce ne serait pas, cette fois, une ville et ses dépendances qui réclameraient le protectorat français, mais bien l'Alsace tout entière. Il y avait alors à Strasbourg un personnage un peu bizarre, M. Melchior de l'Isle, gentilhomme allemand, de religion protestante, ancien ambassadeur du landgrave de Hesse-Cassel à Ratisbonne et qui, s'étant lié avec le Père Joseph, passa au service de la France : Louis XIII l'avait nommé en 1631 son résident à Strasbourg. C'est lui que vinrent trouver les gens de Colmar et leur syndic M. Mogg. Aussitôt Melchior de l'Isle est enchanté : il va donner l'Alsace au roi de France. Il était si sûr de son fait qu'il n'eut pas soin de consulter le cardinal de Richelieu. Le 9 octobre, il signe avec le syndic de Colmar et avec le résident du roi de Suède un traité concernant toutes les villes d'Alsace, garantissant leurs franchises et privilèges et les confiant à la protection du roi Très

Chrétien. Melchior de l'Isle notifia le traité au margrave Guillaume de Bade, qui était le plus proche représentant de l'Empereur, et l'avertit de n'avoir plus à molester les villes d'Alsace, sous peine de rencontrer la France.

Si les historiens allemands ont peu d'estime pour un gentilhomme allemand qui travaille au service du roi de France, c'est leur affaire. Alors, ils accuseront Melchior de l'Isle d'avoir livré l'Alsace. Mais ce n'est pas vrai. L'initiative ne vint pas de ce Melchior : elle vint de l'Alsace. Elle vint de Colmar? Elle vint de Colmar, oui, après être venue de Hanau et de Haguenau. Puis les autres villes d'Alsace, Münster, Turkheim, Schlestadt, Kaysersberg, Riquewihr, sans avoir peut-être été consultées par Colmar, trouvèrent l'idée de Colmar excellente, le déclarèrent très hautement : toute l'Alsace allait d'un pareil élan vers la France. Il ne faut pas s'en étonner. Si même on ne veut pas tenir compte d'une sympathie ancienne qui apparentait l'Alsace et la France, au moins consentira-t-on que l'expérience faite par Hanau et Haguenau avait été favorable : ces deux villes ne se repentaient pas et plutôt vantaient leur bonheur. Au surplus, les conditions qui leur avaient été accordées et que Melchior de l'Isle accordait aussi au reste de l'Alsace étaient bonnes. Le roi de France, qui donnait sa protection, n'établirait ni impôts ni péages; il ne modifierait pas les coutumes et les constitutions, les modes électoraux, les systèmes judiciaires ; il laisserait les confessions religieuses dans leur état de liberté; il enverrait des garnisons, qu'il payerait et entretiendrait ; il nommerait un gouverneur, dont les pouvoirs seraient ostensiblement limités par le fait qu'il n'aurait que la moitié des clefs des portes. Enfin, les villes d'Alsace garderaient leur indépendance et gagneraient leur sécurité. A défaut d'une affinité de race, — mais l'affinité de race y était, — il y aurait eu, pour tenter l'Alsace vers la France, le libéralisme français. Ce n'est pas une intrigue fomentée par Melchior de l'Isle, gentilhomme allemand, qui a livré l'Alsace à la France.

Aucune intrigue; et à tel point que, pour n'avoir seulement pas consulté le roi de France ou le ministre, Melchior de l'Isle faillit échouer dans sa diplomatie audacieuse. Il était d'accord avec le syndic de Colmar, lorsque le 12 octobre il écrivit au cardinal. Au ton de sa lettre, on voit qu'il s'attendait qu'on le complimentât. Il apportait une conquête, et qui n'avait coûté ni argent ni soldats, une belle province, parure nouvelle pour la couronne de France. Il n'eut pas de compliments. Richelieu, tout au contraire, se fâcha : Melchior de

l'Isle avait agi sans ordres, s'était mêlé de ce qui ne le regardait pas; de quel droit, sous quel prétexte prenait-il la qualité d'ambassadeur? De telles négociations n'étaient aucunement « de sa profession; » d'ailleurs, « les conditions de ce traité sont si désavantageuses et ridicules qu'il n'est pas possible de croire qu'elles eussent été acceptées par ceux mêmes qui n'auraient pas d'affection pour la France. » Infortuné Melchior! Si les érudits allemands l'accusent maintenant d'avoir trahi les intérêts de l'Allemagne, Richelieu l'accusait à peu près d'avoir trahi les intérêts de la France. Bref, la France n'a tellement pas organisé une machination qui la rendît maîtresse de l'Alsace que l'Alsace vient spontanément à elle, et elle la refuse.

Pourquoi Richelieu refuse-t-il cette Alsace? Le moment approche, et Richelieu n'en doute pas, où la France devra entrer dans la grande guerre : la convention que Melchior de l'Isle lui propose l'obligerait à maintenir en Alsace des garnisons qui seraient bien utiles ailleurs, et l'obligerait à de grosses dépenses utiles ailleurs. Et quel profit? La couronne de France n'avait jamais revendiqué nuls droits sur les villes d'Alsace. Et, les villes d'Alsace, était-ce la nécessité qui les lui donnait ou leur amitié pour le roi de France? Richelieu, de prime abord, n'en savait rien.

L'Alsace fut consternée de la réponse que Melchior de l'Isle eut à lui communiquer. Les Impériaux approchaient et, possiblement, n'ignoraient pas les sentiments de l'Alsace à leur égard. Jean de Werth se préparait à marcher sur Colmar. La ville résolut d'envoyer à Paris le syndic Mogg. En attendant, le maréchal de la Force, sur la prière du syndic, décida de sauver Colmar, où le régiment de Normandie, commandé par M. de Manicamp, fit son entrée le 25 avril 1635.

Mogg, à Paris, ne fut pas accueilli avec empressement comme un homme qui va nous mettre une province dans la main. Le 23 mai, Louis XIII lui donna de bonnes paroles. Le 25 mai, Richelieu lui raconta que Melchior de l'Isle était un étourneau, que des questions si importantes ne se tranchaient pas vite et que le conseil examinerait avec bienveillance le désir de l'Alsace. Le lendemain, Servien, secrétaire d'État, disait à Mogg : « Vos affaires vont bien. » Ou assez bien; mais lentement. Ce ne fut qu'au mois de juillet que Mogg apprit que Richelieu se prêtait à l'idée d'une convention : le traité de Rueil, établi le 1er août, contresigné le 3, ne changeait pas grand'chose à l'arrangement conclu, l'automne précédent, par Melchior de l'Isle. Manicamp, nommé gouverneur de la Haute-Alsace, reçut les remerciements de la population.

Il y a un mémoire de Richelieu, sur la question d'Alsace. Richelieu y examine l'intérêt de la France : occuper l'Alsace était posséder un glacis par lequel on empêcherait l'ennemi d'envahir le royaume ; en outre, il serait « honteux et préjudiciable au service du Roi » de répondre mal à des gens qui imploraient la protection de la France. L'honneur compte !... Mais les syndicalistes boches, l'année dernière, quand on entrevoyait déjà l'éventualité de nous rendre l'Alsace, crièrent comme des industriels dépossédés : ils manqueraient de potasse ; voilà tout l'argument de ces doctrinaires.

En 1637, Melchior de l'Isle s'étant querellé avec les bourgeois de Colmar, Louis XIII le blâme, lui ordonne d'éviter tous incidents capables de lui « aliéner » les Alsaciens : « Mon intention est que vous agissiez et parliez avec toute douceur et témoignage de bonne volonté en tout ce qui regarde le bien et le soulagement des villes alsaciennes. » Au mois de juin 1640, un commandant français qui entre dans Haguenau dit aux habitants : « Je ne serai pas seulement le gouverneur de la ville, je veux aussi être votre père. » Et, le 29 août 1643, Mazarin écrit aux Alsaciens : « L'inclination que vous avez eue de tout temps pour la France oblige tous les bons Français d'en avoir du ressentiment. » Cela veut dire, d'en garder le sensible souvenir.

Est-il vrai que l'Alsace ait toujours eu pour la France l'inclination que dit Mazarin ? Le livre de M. Batiffol répond à cette question par des faits.

Sous les Mérovingiens et les Carolingiens, l'Alsace, rattachée au pays franc, subit les tribulations de ce pays. En 843, au traité de Verdun, l'Alsace est rattachée à la Lotharingie. Ce n'est pas la Germanie : c'est une zone intermédiaire entre la Germanie et la France, la région située entre le Rhin, la Meuse et l'Escaut. Lothaire II fut roi de Lotharingie lorsque son père se retira au couvent. Mais bientôt Louis le Germanique se jette sur l'Alsace, la conquiert, se déclare *rex in Alsatia*. Voilà comment, en 855, l'Alsace fut incorporée à l'Allemagne, et non de son plein gré, non pour avoir appelé les Germains comme, sous Louis XIII, elle réclame les Français : elle a été conquise, et contre la foi des traités, malgré elle. « Or, dit M. Batiffol, ni la France ni l'Alsace n'allaient accepter ce qui venait de se passer ; par un instinct obscur, les deux pays comprenaient la gravité de l'acte qui s'accomplissait. Elles allaient lutter pendant un siècle et demi ; et la France allait attaquer la Germanie six fois pour empêcher que la rive gauche alsacienne ne restât germanique. » Trois fois, la

France put rentrer en possession de l'Alsace : trois fois en fait, une fois par traité. Chaque fois, les Germains réussirent à recouvrer leur conquête; et ce leur fut trois fois l'occasion d'envahir la France : ils pénétrèrent en Champagne, poussèrent jusqu'à Orléans. « Étrange spectacle, qui montre avec quelle ténacité la France ne se résolvait pas à abandonner une terre qu'elle considérait comme lui ayant été injustement ravie!... » Mais l'Alsace, que veut-elle? En 869, à la mort de Lothaire, Charles le Chauve entre en Lorraine, est couronné roi du pays lorrain : « les grands d'Alsace, témoignant de leur sentiment antipathique à l'égard de leur annexion à la Germanie, se prononcent pour lui. » Ensuite, les rois de France perdent la Lotharingie et l'Alsace. Charles le Simple reprend la Lotharingie et l'Alsace. Il traite avec Henri l'Oiseleur. « Les deux princes se rencontrèrent dans un bateau sur le Rhin, accompagnés chacun de comtes et d'évêques, se promirent de maintenir la paix entre eux sur la base des territoires qu'ils occupaient. Or, les grands de Lotharingie accompagnaient Charles : à ce moment, novembre 921, l'Alsace était à la France. » Mais, en dépit du traité, Henri l'Oiseleur envahit l'Alsace et la prend. Alors? « Les grands de Lotharingie, ne voulant pas accepter sa domination, font appel à la France, où un ancêtre d'Hugues Capet, Raoul, a remplacé Charles le Simple sur le trône. Et la chronique de Flodoard raconte comment Raoul, l'année 923, reçut leur soumission, prit Saverne; comment Henri l'Oiseleur, venant à sa rencontre et choqué de ce que les gens d'Alsace se fussent prononcés pour son adversaire, ravagea le pays entre le Rhin et la Moselle, emmenant même la jeunesse en esclavage; comment Raoul lui fit repasser le Rhin et demeura deux ans maître du pays. » Voilà ce qu'on peut lire dans la chronique de Flodoard, où maintes choses ne semblent pas vieilles de neuf siècles, n'est-ce pas?... Seulement, des invasions des Normands obligèrent Raoul à négliger sa conquête ou sa reprise de l'Alsace; Henri l'Oiseleur en profita et, de nouveau, s'établit sur la rive gauche du Rhin. A la mort de Henri l'Oiseleur, son fils Othon Ier monta sur le trône. « Les grands de Lotharingie et d'Alsace, qui continuent à ne pas vouloir de l'hégémonie germanique, offrent au roi de France Louis d'Outremer, un Carolingien, de venir reprendre leur pays. Louis d'Outremer accepte. Évêques et comtes de Lotharingie lui prêtent hommage, parmi eux les seigneurs d'Alsace, Éberard comte d'Alsace et Ruthard évêque de Strasbourg, qui vont être l'âme de la résistance contre la Germanie... » Othon Ier survient, avec son armée : il pille, brûle et massacre; c'est toujours la même histoire.

Au bout du compte, l'Alsace reste à la Germanie : elle est conquise, elle est soumise, elle a protesté, elle a montré que ses sympathies étaient du côté de la France.

Déchirée entre la Germanie et la France, entre la Germanie qu'elle n'aimait pas et la France qu'elle aimait, l'Alsace comprit la nécessité qui s'imposait à elle d'organiser elle-même sa vie et, de son mieux, sa tranquillité. Les seigneurs féodaux venus d'Allemagne la mirent à de nouvelles épreuves. Au XIIIe siècle enfin, le peuple d'Alsace, rude et bien résolu, constitua ses républiques. Les républiques éliminent peu à peu les représentants de l'Empereur. Si l'Empereur est besogneux, comme il arrive, on lui rachète la charge de son magistrat. En 1407, par exemple, un Ruprecht de Bavière, qui manquait d'argent, cède pour mille florins à la ville de Colmar la magistrature y exercée par un de ses agents. Quelques années plus tard, Obernai paya mille trois cents florins à l'empereur Sigismond le même office. Ces véritables républiques, M. Batiffol les compare aux cités antiques : il y montre la même jalousie farouche de leur indépendance ; il y montre aussi la querelle de l'aristocratie et du peuple, querelle longue et opiniâtre qui aboutit à l'éviction des seigneurs. Lesdits seigneurs avaient, le plus souvent, des torts que ne leur pardonnaient pas les bourgeois et le populaire : et surtout ils avaient besoin, très souvent, d'appuyer leur autorité chancelante sur l'autorité impériale. En somme, la lutte contre les seigneurs, dans les villes d'Alsace, eut le double caractère de ces deux revendications : liberté de classe et liberté du pays. Les républiques alsaciennes, à la fin du moyen âge et au cours de la Renaissance, ont maintenu l'autonomie alsacienne, contre qui ? mais contre ce qui la menaçait : contre l'Empire et contre la Germanie. Tant que l'Alsace fut reliée à la Germanie, elle a tout fait pour se dégager, pour aller à la France ; et, comme elle n'y parvenait pas, elle a tout fait pour se préserver au moins de la Germanie. On le voit, Mazarin ne mentait pas lorsqu'il écrivait aux Alsaciens, le 29 août 1643 : « L'inclination que vous avez eue de tout temps pour la France... »

Le traité de Rueil, qui avait confié l'Alsace à la protection de la France, n'était valable que pour le temps de la guerre et jusqu'à la conclusion de la paix générale. Les traités de Westphalie ne résolurent pas nettement la question d'Alsace ; et Louis XIV a conquis l'Alsace, on n'en doute pas. Le 28 novembre 1681, le baron de Monclar avec trente-cinq mille hommes se présenta devant Strasbourg. Louvois était à une lieue de là. Et la ville était priée d'accueil-

lir la garnison française ou de risquer les inconvénients de la guerre. La ville étudia les éventualités puis elle envoya ses députés à Louvois. « Il leur dit que l'Empire et l'Empereur voulaient occuper la place; le Roi prévenait le fait; d'ailleurs, on ne toucherait pas à leurs privilèges; il les invitait à dresser eux-mêmes les termes de leur capitulation, dont tous les articles étaient d'avance acceptés, pourvu qu'ils reconnussent au Roi la souveraineté que lui avaient concédée les traités de Münster et de Nimègue. » Les députés rapportèrent à la ville cette réponse. Les échevins se réunirent : la capitulation fut rédigée : Strasbourg admettait le roi de France « pour son souverain seigneur et protecteur; » Louis XIV confirmait les privilèges de la ville, ses droits, statuts et constitutions ; il lui accordait la liberté de conscience et dispensait les bourgeois de payer aucune contribution. La souveraineté de la France fut acceptée à Strasbourg si volontiers que les Boches n'en sont point encore revenus. Pour essayer d'en revenir, ils supposent que la France avait acheté le Magistrat : c'est ce qu'ils auraient fait, probablement, ou ce qu'ils auraient tenté. Le syndic, un nommé Frantz, était vieux. Il donna sa démission; et Güntzer le remplaça. Les Boches imaginent que Güntzer avait reçu quelque monnaie. M. Batiffol leur demande s'ils croient sérieusement qu'à lui tout seul ce Güntzer eût entraîné vers la France le Magistrat et le peuple de Strasbourg. Il leur demande aussi de produire une preuve, un indice au moins, de la corruption de Güntzer. Il ajoute : « La tradition s'est établie à Strasbourg au XVIIIe siècle que la ville s'était rendue librement à la France. On le dit et on le répéta; l'on s'en fit gloire. En 1789, dans sa déclaration du 10 octobre à l'Assemblée nationale, la ville l'affirmait avec une certaine solennité : elle s'était « réunie librement à la France. » Déjà en 1681 Louis XIV le déclarait lui-même en priant ses envoyés auprès des cours étrangères d'annoncer que tout ce qui s'était fait à Strasbourg s'y était fait de concert avec les habitants et que l'attaque dont on avait menacée la ville *n'était qu'un prétexte désiré par les habitants pour se mettre à couvert des reproches mal fondés de leurs voisins.* » Voilà ce que les historiens allemands appellent une « conquête brutale, » si la conquête n'est pas allemande.

Louis XIV fit frapper une médaille avec cette devise : *Clausa Germanis Gallia ;* et Strasbourg, une médaille avec cette devise : *Adserta urbis tranquillitas.* La ville avait sa tranquillité assurée; la France était fermée aux Germains : tout le monde se déclarait content, de ce côté-ci du Rhin. Louvois écrivait à Güntzer, le 11 décembre 1681 :

« Sa Majesté veut que la liberté de conscience soit entière dans Strasbourg. » Le Roi établit dans Strasbourg un collège de jésuites et un couvent de Visitandines ; il rendit au culte catholique et à l'évêque Égon de Furstenberg la cathédrale : mais le culte luthérien fut célébré dans les autres églises. Le Roi, comme il l'avait promis, ne modifia pas les institutions de la ville : tout ce qu'il fit ne fut que d'installer auprès du Magistrat un préteur royal : et, pour préteur royal, il choisit un Strasbourgeois, le jurisconsulte et philologue Ulrich Obrecht. Le Roi eut grand soin de ménager la province, de lui procurer la paix, la sécurité, le calme, de ne point l'offenser, de la rendre prospère et heureuse. Toute son administration fut, en vérité, une merveille d'intelligence et de tact : les historiens allemands ne le disent pas. A force de ne pas le dire, ils l'oublient; de sorte qu'ils ne comprennent pas comment l'Alsace aima la France et non l'Allemagne. Faute de comprendre, ils accusent l'ingratitude alsacienne et s'indignent contre l'infâme trahison de Strasbourg. Ils ne sont pas de très bonne foi ; mais, en outre, ils sont bêtes : ce n'est pas leur excuse.

En 1787, un Allemand du nom de Heinrich Storch, visitant l'Alsace, était surpris et indigné de la trouver si française. Il l'accusait de « gallomanie; » et il écrivait : « J'avoue qu'à cent pas de la frontière allemande je n'aurais jamais cru possible autant de folie. » Un peu plus tard, à l'Assemblée nationale, les députés de Strasbourg se déclarent « vieux patriotes; » ils appellent la France « la patrie » et l'Alsace « une des filles les plus jeunes de la France. » En 1848, à Strasbourg, on célébra le deuxième centenaire des traités de Westphalie; et le maire prononça les paroles que voici : « Nous n'avons plus besoin de faire une profession solennelle et publique de notre inviolable dévouement à la France : la France ne doute pas de nous. Mais, si l'Allemagne se berce encore d'illusions chimériques, si elle croit trouver dans la persistance de la langue allemande au sein de nos campagnes et de nos cités un signe de sympathie irrésistible et d'attraction vers elle, qu'elle se détrompe ! L'Alsace est aussi française que la Bretagne, la Flandre et le pays des Basques : elle veut le rester. » Et dire que naguère l'Allemagne osa proposer une « consultation » de l'Alsace ! et dire que, chez nous, une poignée d'hurluberlus ou pis encore ne refusaient pas ce doute et cette offense à la fidélité alsacienne ! Toute l'histoire de l'Alsace est un perpétuel plébiscite en faveur de la France.

ANDRÉ BEAUNIER.

RÉCEPTIONS ACADÉMIQUES

LE MARÉCHAL JOFFRE

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Le 19 décembre, l'Académie, en recevant le vainqueur de la Marne, a célébré la victoire définitive de la France. Deux chefs d'État, des ambassadeurs, des ministres, la foule des hommes célèbres et des gens connus, formaient l'assemblée devant laquelle un grand soldat et un grand poète ont rendu témoignage, le soldat par des mots simples et éternels, le poète avec une magnificence éloquente. Réunion vraiment solennelle, où les voix parlaient pour l'histoire, et où la postérité écoutait à la porte.

On n'avait pas vu de longtemps cette affluence. Bien avant midi, de longs serpents de spectateurs agglomérés font la queue devant les portes. Dans la cour même de l'Institut, les invités privilégiés qui ont des billets gris pour le centre, forment une redoutable colonne par quatre, tassée, profonde et noire, en formation d'assaut contre les battants fermés, avec des sergents de ville en serre-file. Les cataractes du ciel déversent un tir de contre-préparation sur cette place d'armes. Personne ne bouge. Les parapluies ruisselants laissent couler l'eau comme par des gouttières. A midi, la porte s'entr'ouvre. Les assaillants entrent par petits paquets. On s'écrase un peu. On crie : « Ouvrez la porte ! » Enfin on pénètre dans les sapes des couloirs et l'on arrive dans l'amphithéâtre. Il est rempli d'une rumeur bourdonnante. Les tribunes regorgent. On s'y querellera presque. A l'Académie ! Les banquettes, les tabourets d'atelier qu'on ajoute, suffisent à peine. Presque toutes les femmes sont en toilette sombre, mais beaucoup d'hommes portent l'uniforme bleu pâle. Dans le discours prophétique où il avait annoncé l'entrée du général

vainqueur sous la coupole, Renan s'était écrié : « Oh ! la belle séance que celle où on le recevra ! Comme les places y seront recherchées ! » Tout à l'heure, quand M. Richepin lira ce passage, l'assemblée rira de le trouver si juste. Longtemps après que les discours ont commencé, on entend encore dans un couloir lointain des protestations, des réclamations, une voix de femme...

A une heure, au roulement des tambours, M. Richepin prend place au bureau, entre M. Denys Cochin et M. Doumic. Les membres des cinq académies entrent et prennent place. Tout à coup, dans le cadre noir de la petite porte, on voit un uniforme, une stature puissante, un visage clair, des cheveux couleur de vermeil dédoré. Toute la salle applaudit, debout, le maréchal Joffre. Ses portraits ne donnent guère une idée de lui. Ils durcissent ses traits. Cet homme du Midi a le teint frais d'un Flamand. Le front bien modelé s'achève par des sourcils épais et blonds. Les joues pleines se raccordent à la moustache. Les yeux et la bouche ne paraissent que comme des taches d'ombre sans contour, mais dans cette ombre on devine le regard et on lit le sourire. Vieil usage de soldat : il répond aux acclamations par le salut militaire. Une seconde salve d'applaudissements : c'est le président Wilson. Il prend place au premier rang des académiciens auprès de M. Poincaré. Au milieu de tous ces uniformes chamarrés, ces deux hommes en jaquette représentent deux des plus grandes nations du monde. A droite de M. Wilson, M. Bergson, et plus loin M. Boutroux.

Le maréchal a pris au milieu de ses confrères la place traditionnelle, près du petit pupitre où tient juste un verre d'eau. Son manuscrit a le format d'un petit in-octavo. Il commence à lire, d'une voix un peu grasse, avec un accent arrondi : « Le 21 février 1889, Jules Claretie prenait séance au milieu de vous... » Il rappelle que Renan se demandait alors si les hommes de la Révolution avaient fait quelque chose et préparé l'avenir. Et sa voix s'émeut, s'assourdit et se scande pour répondre : « Ils avaient fondé cette grande et belle nation, protectrice du droit, amoureuse de la liberté, qui, à l'été de l'année 1914, opposait les poitrines de ses fils aux coups déloyaux des champions de la barbarie. »

Il fait ensuite, tout en s'en défendant, un portrait de Claretie, et ce portrait est excellent. Ce sont des fragments des carnets, mais choisis de façon à peindre l'homme, « Aimer le vrai et le simple, être droit et adroit, clair et net, faire de son mieux et laisser dire. » Le maréchal a détaché ces deux dernières maximes. Pour la première fois, il a fait un geste, de l'avant-bras droit, non pas un geste d'acteur,

mais un mouvement, comme si de la main il chassait rondement les importuns et les calomniateurs. Mais s'agissait-il encore du mort? C'était la dernière ligne du portrait de Claretie; c'était aussi la première ligne de l'examen de conscience de Joffre.

Cet examen a été le discours même. Dans un style où les mots ont tout leur son et leur poids, le maréchal a fait la suprême leçon sur la guerre, la leçon qu'il pouvait seul faire, lui l'auteur de la péripétie. Et il a montré ce bon sens, cette clarté, cet esprit d'équilibre et de justesse, qui resteront ses traits mêmes. Il a, pour le passé et pour l'avenir, affirmé une fois de plus que la guerre ne s'improvise pas; il a rappelé quels avantages une longue préparation donnait à l'Allemagne, quels deuils la création d'une armée encore inexercée avait coûtés à l'Angleterre. Il a fait un éloge magnifique de ces grands États-majors d'armée français, à qui l'on doit une telle part de la victoire. Dites par ce chef, ces paroles ne sont pas vaines. Avant la guerre, il y avait une tendance à croire, en France et Allemagne, que la guerre serait ce qu'on appelle une guerre de soldats, comme a été la guerre de 1859 en Italie. Plus tard, on a cru qu'elle était une guerre de matériel. Et certes la valeur incomparable du soldat français, la puissance et la nouveauté du matériel créé pendant ces quatre années, ont été des éléments essentiels de la victoire. Des soldats, le maréchal a tracé un portrait familier, tendre, délicieux. Il les a montrés dans la boue et la neige et les marais perfides, bons, accueillants, affectueux et gais, supportant les privations avec bonne humeur, faisant avec simplicité le sacrifice de leur vie, ignorants de la peur, honnêtes dans le devoir, aimant la vérité, respectant la justice, francs, naïvement braves et confiants dans la France. Mais enfin la guerre, si on veut la définir dans un seul mot, a été une guerre d'états-majors. Ils ont eu à résoudre des problèmes d'une difficulté inconnue. Sans eux, les plus belles vertus militaires des troupes eussent été paralysées. Ce n'est pas un éloge que prononce le maréchal, c'est une doctrine qu'il affirme. Et ce n'est pas seulement la compétence technique des états-majors qu'il loue, c'est leur valeur morale. A qui doit aller votre reconnaissance? a-t-il demandé. « A ces chefs résolus et calmes qui toujours, dans les moments les plus tragiques, gardèrent intacte leur foi dans la victoire de nos armes, illustrant victorieusement la règle la plus vraie de tout l'art militaire, qui veut qu'un général soit battu alors seulement qu'il se croit battu... » Le maréchal prononce ces paroles d'une voix forte, et en l'entendant, nous évoquons tous ces journées tragiques où, dans l'angoisse universelle, il n'a jamais douté. Il pour-

suit : « Au cours des premières semaines de la guerre, jamais nous n'aurions pu faire ce que nous avons fait si les grands états-majors d'armée n'étaient demeurés comme des rocs dans la tempête, répandant autour d'eux la clarté et le sang-froid. Ils entouraient leurs chefs, sur qui pesaient les responsabilités les plus lourdes, d'une atmosphère de confiance saine et jeune qui les soutenait, les aidait. Ils gardaient dans le labeur le plus épuisant, au cours d'une épreuve morale terrible, une lucidité de jugement, une facilité d'adaptation, une habileté d'exécution d'où devait sortir la victoire. »

Constance, fermeté de l'esprit, foi : voilà les vertus au service de l'habileté technique. Plus on étudie l'histoire militaire, mieux on apprend qu'une armée est battue non point parce que son adversaire est plus fort ou commandé avec plus de génie, mais parce qu'elle porte en elle-même les raisons du désastre. La défaite et la victoire sont pour ainsi dire des événements d'ordre intérieur, que le choc détermine, mais qu'il ne cause pas. Voilà la suprême leçon qui est dans le discours du maréchal. Et c'est en exprimant sa plus profonde pensée qu'il a trouvé le plus beau langage. Il a montré comment l'infortunée armée russe avait subi des défaites imméritées parce que la nation troublée ne la soutenait plus de sa foi et de sa volonté ; et il a montré dans une phrase vraiment magnifique les raisons profondes de la victoire française. « Je sentis naître dans l'armée qui venait se ranger sous mes ordres, cette résolution, ce renoncement, cette confiance qui proclament la justice de la cause et rendent les armées invincibles. Ce peuple amoureux de liberté acceptait avec fermeté la dure servitude de la guerre, parce qu'il avait conscience d'avoir sincèrement voulu la paix et qu'un sûr instinct lui dévoilait la grandeur de la tâche qu'il devait accomplir : faire la guerre, non seulement pour que la France demeure grande et belle, mais aussi pour que les peuples vivent libres, pour que l'honnêteté et la loyauté des faibles soient défendues contre la méchanceté et la félonie des forts. »

Ainsi dans un langage précis comme celui d'un rapport, avec cette simplicité des gens qui savent exactement ce qu'ils disent, le maréchal traçait la philosophie de cette guerre. C'est le style même dont l'histoire grave ses monuments, et les maximes qu'elle y écrira. Cependant le public ne cessait d'applaudir, et par moments la salle tout entière, debout, saluait de longues clameurs les vivants et les morts.

M. Richepin a répondu avec une éloquence chaleureuse. Sa voix timbrée menait ses phrases harmonieuses, les développait, les

enflait, les suspendait soudain, et les lançait enfin à travers l'espace où elles s'évanouissaient dans un fracas doré. Après avoir nié qu'il fût besoin au maréchal Joffre de titres littéraires, il a montré ces titres : les instructions, les proclamations, qui vivront autant que la langue française. Il a lu le simple et touchant salut à l'Alsace ; il a dit, comme un poème, l'ordre du jour que toute la France sait par cœur, l'ordre du jour du 6 septembre 1914 : « Au moment où s'engage une bataille d'où dépend le salut du pays... » A quoi pensait le maréchal en entendant de nouveau ces phrases immortelles? Quelles scènes revoyait-il de ce drame, le plus émouvant que l'histoire du monde ait connu? Tout à coup, les fermes méplats de sa figure se sont pour ainsi dire détendus, son teint s'est coloré, et le vainqueur de la Marne s'est mis à pleurer. Après quoi, il a tiré son mouchoir de son dolman, en toute simplicité, et il s'est essuyé les yeux.

Alors d'une voix plus rapide et plus brève, M. Richepin a lu l'ordre du jour du 12 septembre, celui qui sonne la victoire. Et il a montré comment la victoire de la Marne elle-même était une œuvre d'art bien française, et qu'elle resterait dans les chefs-d'œuvre de l'esprit national, comme les *Méditations* de Descartes et les *Pensées* de Pascal. Il a marqué en quelques traits heureux le caractère de cette bataille où deux mondes se sont affrontés, comme jadis aux Champs catalauniques. Enfin il a évoqué le poète heureux qui en fera quelque jour une chanson populaire, une *Marseillaise* de l'humanité délivrée.

Miracle de la Marne! Bataille qui n'est déjà plus une bataille! Symbole de cette lutte où le droit a vaincu la force! Quand on suit aujourd'hui la route de Sézanne à Fère-Champenoise, on revoit ces lieux sacrés, les marais de Saint-Gond étendant leurs nappes de roseaux, le Mont Aout sur l'horizon, et le pays aux bois de pins, qui ondule, marqué de tombes tricolores. Ces tombes et ces bois sont une terre sainte et nul ne la parcourt sans une émotion religieuse. Loin que le souvenir s'atténue, il se fortifie, et l'événement grandit dans les perspectives du passé, comme une cathédrale dont on s'éloigne. D'année en année, la victoire de septembre 1914 semble plus décisive. La victoire de 1918 ne fait que l'achever. Nous les confondions pendant les heures de cette séance. Tous les héros, tous les triomphes étaient salués à la fois ; les morts ressuscités participaient à cette gloire ; la France, par ses écrivains, acclamait ses soldats.

HENRY BIDOU.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'armistice conclu le 11 novembre devait expirer ces jours-ci. Il a été prolongé d'un mois. Le maréchal Foch a retrouvé devant lui, à Trèves, les mêmes hommes, les mêmes arguments, les mêmes protestations, les mêmes jérémiades, qu'il avait déjà rencontrés et entendus « dans la forêt de Compiègne, » comme dit M. Erzberger. Ce n'est pas ce qui l'intéressait, et ce n'est pas ce qui nous intéresse. Il est beaucoup plus important pour nous de connaître la manière dont l'armistice a été jusqu'à présent exécuté. Autant que des informations, peut-être un peu trop rares, permettent d'en juger, il y a eu, selon les cas ou les articles, des nuances assez sensibles. Tout a très bien marché pour l'évacuation et l'occupation des territoires. A peu près bien pour la remise des navires ou des sous-marins; il a manqué, sous prétexte de réparations ou de retards, quelques unités; mais l'amiral Wemyss s'est montré inflexible : elles vont être livrées à bref délai ou remplacées par des unités équivalentes. De même pour la livraison de l'artillerie, des appareils d'aviation, et en général du matériel de guerre : tout se serait à peu près bien passé.

C'est surtout pour le matériel de transport que les Allemands se sont fait et se font encore tirer l'oreille, s'il est permis de dire qu'on la leur ait tirée. Il a été convenu que « la remise des voies ferrées et du matériel roulant se fera sur la base des propositions allemandes et de telle manière que les 5 000 locomotives, les 150 000 wagons et les 5 000 fourgons automobiles attendus aient été livrés le 18 janvier 1919. » Le texte même n'ajoute qu'une condition à l'accord du 11 novembre : « Le haut commandement des Alliés se réserve le droit, à partir de maintenant, s'il le juge bon, pour s'assurer de nouvelles garanties, d'occuper la zone neutre sur

la rive droite du Rhin, au Nord de la tête de pont de Cologne et jusqu'à la frontière hollandaise. » Ouvrons un atlas : de Cologne au-dessus d'Emmerich, où le Rhin entre en Hollande, cette zone, qui cesserait d'être neutre pour être occupée, comprend, entre autres points saillants, Düsseldorf, Duisburg et Wesel, sur la rive droite ; par son bord opposé au fleuve, elle touche presque Elberfeld, Barmen et Essen. Sans nul doute, « le haut commandement des Alliés » a-t-il eu une pensée ou une arrière-pensée en introduisant cette clause supplémentaire, puisqu'il l'a écrite et que c'est la seule qu'il ait écrite. Sur la démobilisation elle-même de l'armée allemande, la convention du 13 décembre est muette comme l'était celle du 11 novembre : et parce que le gouvernement a refusé de répondre à l'invitation qui a été adressée à la Chambre des députés de faire connaître les raisons de ce silence, ce n'est pas une raison de croire qu'il n'ait pas eu ses raisons. De pareilles lacunes ne sauraient s'expliquer par un oubli : on n'oublie pas l'essentiel, et l'intention est certaine, si elle n'est point évidente. Mais, en réalité, l'essentiel n'est-il pas que, d'une façon ou d'une autre, de toute façon, l'Allemagne ait été mise hors d'état de reprendre les hostilités? Dès que le fait existe et tant qu'il subsiste, les « pourquoi » et les « comment » sont secondaires.

Telle quelle, et ainsi complétée, on pense que la convention d'armistice ira jusqu'à la signature des préliminaires de paix, sans stipulation nouvelle, sans codicille, sans avenant. On estime donc qu'elle suffit pleinement pour faire face à toute éventualité. Le mieux est de s'en rapporter là-dessus à ceux qui voient et qui savent. Il n'est même pas besoin de les avertir que, juridiquement, il n'y a plus d'Empire allemand depuis qu'il n'y a plus d'Empereur allemand, que l'organe est mort aussitôt que la fonction n'a plus été remplie, et certainement ils y prennent garde dans tous les documents qu'ils signent. Par exemple, il ne viendrait à l'idée de personne, parmi les « techniciens » qui seraient chargés de traiter et de régler un point touchant une question litigieuse, — celle, si l'on veut, de l'exploitation de quelque mine fiscale, — de demander ou d'accepter l'engagement de l'Empire allemand, alors que la mine est la propriété de la couronne de Prusse ou de l'État prussien. Tout le monde a toujours le soin le plus scrupuleux de ne pas enfermer, à la racine des négociations, des germes de désaveu, de « défaites » et de chicanes. Tout le monde a toujours présent à l'esprit que le droit public allemand est un droit compliqué, comme il l'est nécessaire-

ment en tout État fédératif, par la juxtaposition d'un État général à des États particuliers, ou la superposition de l'un aux autres. Le principe à retenir, la règle à appliquer, c'est que, peut-être depuis le 9 novembre, sûrement depuis le 28, depuis la double et officielle abdication d'Amerongen, en droit il n'y a plus d'Empire allemand.

Qu'y a-t-il en fait? A défaut d'un gouvernement « de droit, » quel est, en Allemagne, à cette heure le gouvernement de fait? La situation continue d'être fort obscure; néanmoins, il semble que, la semaine passée, elle se soit éclaircie un peu. Dans ses grandes lignes, et sauf les flottements et les chevauchements de pouvoirs indéterminés qui se disputent, on peut se la représenter comme, étant alors, approximativement celle-ci. Un Directoire de six membres, figurant le gouvernement proprement dit, pris dans le parti sozialdemokrate, et composé par moitié de majoritaires et de minoritaires, trois d'une tendance et trois de la tendance opposée. A côté du Directoire, ou au-dessus, ou en face, le Comité exécutif des conseils des ouvriers et des soldats de Berlin, plus nombreux, composé, lui, de deux douzaines de délégués au moins, et de gens qui bourdonnent alentour; antigouvernement à la fois et archigouvernement, qui contrôle le gouvernement; car, dans le parti socialiste, il n'y a pas à se poser la question : *Quis custodiet custodes?* et les gardiens sont constamment et étroitement gardés. En face encore, et nettement *contre*, farouchement, férocement *contre*, deux groupes irréconciliables : le *Spartacus* de Karl Liebknecht, l'*Internationale* de Mme Rosa Luxemburg. En gros, deux centres de rassemblement, avec des fils, des communications, des ramifications allant du premier au second et du second au troisième; en gros aussi, l'ordre incarné dans le Directoire, et l'anarchie s'infiltrant par les derniers groupes; le Comité exécutif en balance entre l'anarchie et l'ordre. Mais il va de soi que Directoire, Comité exécutif, et groupes, se réclament également de la révolution, se vantent personnellement d'être à soi seul toute la révolution, s'accusent réciproquement de l'usurper, de l'accaparer, de la perdre ou de la compromettre. La différence est que, pour le Directoire, la révolution est finie, et que, pour le groupe Spartacus, elle serait à peine commencée.

Comme la marine et l'armée ont été, sur des initiatives qu'il serait curieux et édifiant de préciser, à l'origine du mouvement, et comme le pivot de tout le mécanisme est dans les « conseils d'ouvriers et de soldats, » gouvernement et opposition, ordre et anarchie, Directoire

et *Spartacus*, chaque autorité ou soi-disant telle, chaque parti, chaque groupe a sa troupe. Le Directoire dispose des régiments que le fidèle Hindenburg, le seul homme de l'ancien régime dont le prestige n'ait pas fondu dans le désastre, lui renvoie du front en assez bon arroi, paraît-il, et à qui l'on s'évertue à inculquer, en les couvrant de fleurs, naturelles et de rhétorique, qu'ils sont formés de « héros invaincus. » (Nous aurons souvent à dire « paraît-il, » les renseignements sur l'état dans lequel reviennent ces régiments eux-mêmes étant divers et contradictoires ; probablement cet état dépend-il beaucoup des circonstances de milieu.) Sous la bannière de Liebknecht, plus rouge que le rouge, se rangent principalement ces matelots de trottoir qu'on vit tout de suite à terre, et cette espèce de soldats qui, au premier signal, ou même avant le signal, se démobilisent d'un geste spontané ; soit qu'échappés du front oriental, ils y aient été contaminés par la peste russe, soit qu'occupés ou embusqués à l'intérieur, leur esprit militaire se soit dissous, comme Hindenburg en personne le leur reproche, dans les déliquescences de l'intérieur. En somme, tout ce qui est encore organisé serait du côté du Directoire, et tout ce qui désorganise, de l'autre côté.

De là, de la coexistence et de la rencontre de ces deux armées, les chocs qui se sont preduits et qui se produisent quotidiennement dans les rues de Berlin et de plusieurs grandes villes. A Berlin, le conflit, un certain jour, a tourné au combat, et le combat à la bataille, puis au siège réglé. Que s'est-il passé? Est-ce *Spartacus* qui a attaqué? Est-ce le Directoire qui a voulu prévenir une attaque et la faire avorter en la devançant ? Est-ce quelque régiment, animé d'intentions patriotiques, et pénétré des instructions du grand quartier général de Wilhelmshöhe, qui s'est servi de ses armes sans qu'on le lui ait commandé; qui, persuadé peut-être que l'Entente n'entrerait en conversation qu'avec un gouvernement assis et stable, s'est institué « faiseur d'ordre » pour qu il se constituât « des faiseurs de paix; » ou qui simplement a été tenté de mettre au pas ces « civils » agités en envahissants? Quoi qu'il en soit, le Directoire l'aurait emporté. Les troupes de Liebknecht, après une vigoureuse défense, auraient été d'abord rejetées dans les faubourgs de la capitale, et viendraient d'être chassées de Neukœlln, où elles avaient établi leur citadelle.

Mais, parallèlement à cette bataille de rues, il se livrait un combat de couloirs, politique, presque parlementaire. Les partis se tâtaient, se mesuraient, essayaient leurs forces sur tous les terrains. Des élections préparatoires au Congrès national des conseils d'ouvriers et de

soldats, — donnons à cette réunion un nom commode qui n'est peut-être pas tout à fait le sien, — avaient assuré, à Berlin même, la majorité au gouvernement, — et à la fraction la plus modérée du gouvernement. Majorité faible, il est vrai, mais une majorité dans Berlin même, c'était la majorité, sûre et décisive, dans le reste de l'Allemagne, qui, de l'hégémonie berlinoise, redoutait surtout les exagérations, les excès et les écarts. Restait qu'on ne savait pas exactement sous quelle forme, avec quels visages, en quelles dispositions intérieures, le gouvernement, à son tour, se présenterait devant le Congrès. Le Directoire comptait-il toujours ses six membres, ou, comme le bruit en avait couru, n'en avait-il plus que trois : les majoritaires ? Les « indépendants » avaient-ils, par un acte tranchant, repris leur indépendance ? Les Six ont comparu, unis visiblement en faisceau, dans l'assemblée qui les attendait, et le gouvernement a eu l'élégance de faire exposer sa conduite par l'un de ses membres qui appartient à la minorité. Certes, de gros dissentiments n'ont pas tardé à se révéler ; des voix de discorde, ou de haine, se sont élevées, et dans le Comité exécutif et dans le Directoire lui-même ; des clameurs de guerre civile ont monté des groupes restés à la porte. Mais, au total, le gouvernement, et la fraction la plus modérée du gouvernement, ont eu la majorité dans le Congrès comme il l'avait eue aux élections préparatoires ; deux tentatives, visant à faire admettre Liebknecht et Rosa Luxemburg ont été successivement repoussées.

Qu'après cela, la violence n'ait pas désarmé, qu'elle médite une revanche, qu'à de prétendus coups d'État, elle s'apprête ou songe à riposter par des coups de main, que les mœurs brutales des révolutions se déchaînent par-dessus les mœurs grossières des réunions publiques : il demeure que l'Allemagne, à travers les manifestations de ses Conseils d'ouvriers et de soldats, paraît, — la prudence veut qu'on écrive toujours « paraît, » — s'orienter vers le gouvernement dont Ebert est la personnalité représentative. Qu'est, au juste, ce gouvernement ? On serait embarrassé d'en décider et Ebert, qui devrait le savoir, est embarrassé de le dire. Dans le même discours, à trois lignes de distance, il emploie les termes divers de « République populaire » ou de « République sociale » ou de « République socialiste allemande, » tout en continuant d'user avec prédilection de ce mot qui sonne plus loin, de plus haut, et laisse entendre autre chose par surcroît : « le gouvernement d'Empire. » Il paraît encore qu'à la suite de cette démonstration militaire qui s'était achevée en sa faveur, le

titre de « Président de la République allemande » a été offert à Ebert et qu'il l'a décliné ; il a du moins ajourné son acceptation, ne voulant pas le tenir d'une sorte de *pronunciamiento*, et préférant une procédure plus correcte, revêtue, comme il convient, d'une apparence de légalité. Ebert, par conséquent, n'est pas « Président de la République, » s'il y a enfin une République populaire, ou sociale, ou socialiste allemande, et si l'on est sorti de la formule élastique, à tout faire, à tout permettre, à tout supporter et à tout couvrir : « l'État allemand. » Mais ce qu'il est encore bien moins, c'est ce qu'il aime le mieux se dire : « chancelier de l'Empire allemand. » Pour le motif péremptoire ci-devant allégué, qu'il n'y a plus d'empire allemand, il n'y a point, il ne peut y avoir de chancelier d'empire. Quand le prince Max de Bade a fait mine de lui en transmettre l'office, il ne lui a transmis qu'un titre vain et vide, un leurre.

Seulement, ne nous y trompons pas : si Ebert s'attache à ce titre, s'il s'y accroche, s'il se l'accroche, ce n'est pas vanité mesquine d'artisan, de petit bourgeois parvenu. Son dessein, faisons-lui l'honneur de le penser, est vraisemblablement plus large et plus profond. Il entend par là affirmer la continuité de « l'État allemand, » marquer que la vie de la nation ne s'est pas interrompue, qu'il n'y a ni mort ni syncope. En résumé, sa position se consolide sans se définir : tant que tout lien n'est pas brisé entre le grand État-major, l'ancien gouvernement impérial et le nouveau « gouvernement d'Empire, » et, d'autre part, tant que les minoritaires font le pont entre ce nouveau gouvernement et la révolution, elle reste confuse, équivoque, ambiguë. Par sa victoire sur l'émeute, qui n'est ni incontestée ni peut-être garantie d'un retour offensif, par son succès dans les scrutins du Congrès des conseils des ouvriers et soldats, Ebert n'est pas tiré de toutes ses difficultés. Il manœuvre, il jette du lest à gauche et se sépare du docteur Solf ; pour la droite, il coupe sa queue et entre en lutte ouverte avec Liebknecht. Il se dirige plus rapidement qu'on ne le croyait, malgré tous les obstacles et toutes les résistances, vers la convocation d'une Assemblée nationale, d'où pourra légitimement sortir une République allemande dont il pourrait devenir légalement le Président.

Il laisse dire ceux qui, obstinés dans la vieille doctrine, ne rêvent que de perpétuer, comme transition obligatoire d'une société à l'autre, « la « dictature du prolétariat, » et fait dire que les élections pour cette Constituante, qui ne devaient avoir lieu qu'en février, et que les enragés voudraient renvoyer ou à plus tard, ou à jamais, pourraient

être avancées et se faire dès le 19 janvier. Évidemment, dans le Congrès des conseils d'ouvriers et de soldats, dans le Comité exécutif, dans le Directoire même, les choses ne vont pas toutes seules : au dehors s'amassent des visages grimaçants et menaçants. Dans la mesure où ces mouvements des comités de Berlin ne sont pas réglés comme des figures de quadrille, on peut y discerner la lutte d'une espèce de bolchevisme à la prussienne contre le bolchevisme à la russe. Nous serions portés à admettre qu'au début il y eut consentement ou connaissance, et connivence, sinon complicité, entre le commandement qui sentait son autorité s'évanouir et voulait sauver de la discipline ce qui pouvait en être sauvé, et les premiers conseils d'ouvriers et de soldats, fortement encadrés d'officiers et de sous-officiers. C'était s'efforcer de substituer à la hiérarchie défaillante un *ersatz*, une manière, un minimum d'ordre militaire indirect ; tordre la tige de l'armature pour la conserver. On le raconte tout bas de Ludendorff et du front occidental ; on le dit tout haut de Falkenhayn et du front d'Orient. L'erreur a été d'espérer qu'on pourrait faire au bolchevisme sa part ; mais tout de même, jusqu'à un certain point, contre le virus du bolchevisme à la russe, le bolchevisme à la prussienne a été un vaccin. L'instinct le plus puissant de la race allemande, qui est d'obéir, réagit.

Derrière tous les particularismes, et dessous, — particularismes de région, projets de république bavaroise, de république rhénane et westphalienne, ou particularismes de partis, programmes des majoritaires et des indépendants, — gît et perce un unique souci : le maintien de l'unité. L'unité allemande est le trait commun, la ligne fondamentale des plans, soit du gouvernement d'empire, soit de la future république populaire, sociale ou socialiste, dans le Sud comme dans le Nord, de Kurt Eisner comme d'Ebert, et de Liebknecht demain comme de Kurt Eisner aujourd'hui. Le maintien de l'unité prime tout : à cet égard, *Deutschland, Deutschland über alles !* Maintenir l'unité, quel que soit le régime, tel est en dernière analyse le rôle réservé à l'armée ; c'est pourquoi l'on sait et l'on témoigne à Hindenburg tant de gré de l'avoir elle-même maintenue ; et pourquoi l'on reçoit sous des arcs de triomphe ces soldats que l'on grise de l'illusion qu'ils n'ont pas été battus. Il est bon que nous le sachions ; que, le sachant, nous ne l'oubliions pas ; et que, ne l'oubliant pas, nous montions, de Cologne, de Coblence et de Mayence, tout le temps qu'il le faudra, une garde vigilante au Rhin.

Tandis que la nouvelle Allemagne se cherche, la nouvelle Europe

se crée. Nous sommes venus victorieusement à bout de la guerre ; il s'agit à présent de nous tirer, heureusement, des suites et des effets de la guerre. S'être tenu, d'ailleurs, en dehors de la guerre même, ce n'est pas s'être tenu en dehors de la crise. L'Espagne, qui est restée, ces quatre années durant, obstinément neutre, en fait l'expérience ; et, au contraire, on pourrait sans paradoxe dire d'elle qu'elle souffre de sa neutralité, et que la participation à la guerre lui aurait été un bienfait, ou, si le mot scandalise, un dérivatif à son mal. Qu'on les appelle comme on voudra, le régionalisme catalan et le régionalisme basque sont des manifestations de ce mal, l'absence d'unité réelle, qui lui est congénital, depuis que le royaume espagnol est sorti de dix royaumes arabes : or, à ce mal, il n'y a qu'un remède, et il est dans la force unifiante de la guerre, par laquelle, jadis, l'unité française s'est faite, et par laquelle s'est faite et se couronne sous nos yeux la moderne unité italienne. L'unité nationale une fois faite put survivre à une guerre malheureuse ou même désastreuse, à des amputations de provinces, et nous l'avons prouvé ; elle peut même se resserrer et comme se condenser par elles ; mais elle ne se fonde pas par abstention ; et l'Espagne elle-même ne s'en est jamais autant approchée que lorsqu'elle s'est dressée d'un même élan dans la guerre napoléonienne. Objectera-t-on que le Portugal n'est pas demeuré neutre, et qu'il n'en est pas moins troublé jusqu'au crime, puisque le président Sidonio Paës vient d'être assassiné ? Mais ce ne sont querelles que de sectes et de partis : ce n'est pas hésitation ni déni de nationalité. A la rigueur, le pis que l'argument tendrait à démontrer serait qu'il y a une maladie politique ibérique comme il y a une maladie politique slave ; mais on ne démontrerait pas que cette maladie aurait été, en Espagne, atténuée par la neutralité, et, en Portugal, aggravée par la guerre. A tous les points de vue, nous saluons et nous accompagnons de nos vœux la démarche dont le président du Conseil espagnol, M. le comte de Romanones, s'acquitte en ce moment à Paris auprès de nous et de nos alliés. Trop de services rendus dans la neutralité même nous empêchent de regarder à quelle heure elle est faite ; nous y voyons un signe d'amitié, peut-être la promesse de quelque chose de plus ; et nous nous en félicitons tout ensemble pour nous-mêmes, pour l'Espagne et pour le monde, dont l'équilibre, dans la sécurité de la paix, ne peut plus reposer que sur la pleine et entière alliance de toutes les puissances occidentales.

On ne saurait trop se louer que ce signe soit fait en la présence

et comme sous les auspices du Président Wilson. Jusqu'ici les États-Unis, conformément à une tradition vénérable, n'ont eu, dans la guerre, que des « associés » et n'ont été les « alliés » de personne. Mais le monde n'était pas hier ce qu'il est aujourd'hui, et moins encore ce qu'il sera demain. Jamais non plus le Président de la grande République américaine n'avait quitté les territoires de l'Union pour venir en Europe travailler à la paix et à l'organisation du monde. Aucune fraction du globe, après cette guerre universelle, n'est plus et ne sera plus exclusivement à aucune portion de l'humanité. Que le Président des États-Unis siège à une conférence où seront discutées surtout des questions pour la plupart ou plus spécialement européennes, et que son esprit la préside, c'est la marque que désormais toute doctrine de Monroë est trop étroite, et que l'on entrevoit l'aube du temps, prédit il y a de longs siècles, ou à aucun homme rien d'humain ne sera étranger. C'est parce qu'il en a eu la vision, et qu'il en a hâté l'avènement par sa foi, que le Président Wilson a conquis un prestige incomparable, qu'une seule épithète peut réussir à qualifier, en en rendant le caractère quasi religieux, et dont il est permis de dire qu'il a on ne sait quoi de mystique, d'auguste et de pontifical. Mais il faut de la mesure dans le respect, dans le culte même, et l'hyperbole de l'éloge deviendrait une sorte d'injure. On peut être certain qu'il déplairait fort au sage et au démocrate qu'est le Président de la République américaine de voir que quelques-uns de nos socialistes, sincèrement ou dans l'intérêt de leurs desseins, veulent faire du « wilsonisme » un véritable « islamisme, » et de les entendre proclamer, pour ne pas être trop infidèles à leurs principes, qu'il n'y a point de Dieu, mais que Wilson est son prophète. Ses quatorze propositions sont des propositions, mais ne sont pas quatorze versets du Coran. Le Président, si d'autres l'oubliaient, serait le premier à le leur rappeler. Il a son idéal, mais il sait qu'il y a les réalités. En France et en Belgique, il va toucher de la main les plus douloureuses, et les plus impérieuses. Il va se rendre compte de combien il s'en faut que le Rhin soit aussi large que l'Océan, et en conclure que la société des nations vaudra ce que vaudra la base territoriale sur laquelle elle sera construite. Nous le prenons volontiers pour juge. Nous nous en remettons à son front solide, à ses yeux clairs, à sa bouche loyale.

Que de fois n'a-t-on pas répété que cette guerre qui finit serait non seulement la plus grande des guerres, mais la plus grande des révolutions ! Nulle part son énormité n'aura été plus sensible que

dans la Grande-Bretagne. Pour elle, l'Angleterre s'est transformée ; par elle, l'Angleterre va se renouveler. Le gouvernement britannique n'hésite pas à vouloir qu'elle porte toutes ses conséquences, et, comme préface aux rénovations et innovations, il a procédé à une réforme électorale si vaste que jamais nulle part on n'en avait opéré une pareille. Vingt et un millions d'électeurs et d'électrices, — hommes et femmes, — ont été appelés aux urnes ; et, malgré le flot, malgré la nouveauté, la consultation s'est faite dans un calme absolu. La politique de guerre et de paix de M. Lloyd George en sort ratifiée et consacrée. L'Angleterre, comme toute nation, a ses plaies et ses épines : mais, dans la paix aussi bien que dans la guerre, elle se lance, avec une magnifique hardiesse, sur les routes de l'avenir. Elle démobilise aussi méthodiquement qu'elle avait mobilisé ; elle se réindustrialise aussi énergiquement qu'elle s'était militarisée. Cette faculté, cette rapidité d'adaptation, sera un des émerveillements de l'histoire, et si le mot « miracle » peut avoir sa place, c'est ici. La paix y trouve son meilleur gage. Quand on observe qu'au cours de ces quatre années de guerre, deux puissances colossales sont nées, la puissance militaire de la Grande-Bretagne avec ses dominions qui se sont affirmés de sa chair et de son sang, la puissance militaire et navale des États-Unis, il y aurait de quoi faire là-dessus bien des réflexions, si l'on n'avait vu dans le même temps s'accroître prodigieusement dans les deux hémisphères le sentiment du droit, de la justice et de la liberté. Mais, grâce à cet accroissement, on peut regarder sans crainte s'épanouir ces puissances qui ne veulent être que, sur elles-mêmes, des forces de renouvellement. Leur exemple est une leçon. C'est à ceux, hommes d'État ou peuples, qui ne l'en dégageraient pas, qui retourneraient et s'enfonceraient aux misères et aux sottises d'avant 1914, qu'il faudrait dire qu'ils ont su vaincre, mais qu'ils sont incapables de profiter de la victoire.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

UN MENSONGE ALLEMAND

L' « UTILISATION MILITAIRE »

DE LA

CATHÉDRALE DE REIMS

Mgr Landrieux, évêque de Dijon, était en 1914 curé de la cathédrale de Reims, qu'il n'a pas quittée, aux instants les plus tragiques, jusqu'en 1916. Témoin, heure par heure, de tout ce qui s'est passé dans son église, il nous envoie ces pages qui réduisent à néant tous les arguments par lesquels l'Allemagne a prétendu justifier le « Crime de Reims. » Il n'est personne à qui puisse échapper l'importance de ce témoignage, qui constitue un document d'une valeur unique.

L'ALLEMAGNE a vécu, depuis un demi-siècle, d'un double orgueil, l'ambition militaire et le pédantisme intellectuel, l'un engendrant l'autre ; l'estime, l'admiration de soi-même poussées au degré le plus aigu, jusqu'à se croire et se dire la nation hors de pair, le peuple-type dont la place est marquée à la tête de l'humanité et qui se fait soldat pour réaliser son rêve : le militarisme au service de la Pensée allemande ! Devenir, être « la plus grande Allemagne, » s'étendre toujours plus loin, monter toujours plus haut, par la force des armes, par le rayonnement de sa culture : *Deutschland über Alles!* l'Allemagne avant tout, au-dessus de tout, pour dominer partout et régir le monde !

Et voilà que ces deux orgueils s'effondrent, tout à coup, dans la même catastrophe : l'orgueil militaire est brisé en des combats tels que l'humanité n'en avait point vu encore ; l'orgueil intellectuel a sombré misérablement en des orgies de cruauté, de vilenie, de malfaisance qui s'en vont rejoindre, dans les temps les plus ingrats de l'histoire, les pires excès des hordes barbares.

On n'oubliera jamais les dévastations sans excuse de Malines et de Louvain, d'Ypres, d'Arras, de Senlis et de Soissons, de la Somme. Jamais on n'oubliera le bombardement et l'incendie de la cathédrale de Reims.

C'est « le Crime allemand, » le forfait qui se détache en relief sur tous leurs forfaits ; non pas le pire, peut-être, — ils en ont tant commis et de tels ! — mais le plus impardonnable parce qu'il est à la fois sacrilège et stupide et qu'il révèle, par son inutilité, le fond le plus noir de la malfaisance allemande.

Que cette idée ait germé dans l'esprit du maître responsable ou qu'on la lui ait suggérée ; qu'elle ait pu être formulée tout haut et discutée dans des conseils ; qu'elle ait pu cheminer ainsi, à travers des cerveaux allemands, jusqu'à la main, qui ne raisonne plus, des artilleurs prussiens, jusqu'à la gueule des canons de Berru, sans que des protestations indignées lui barrent la route ; qu'elle ait été réalisée froidement, méthodiquement, avec persistance ; qu'elle n'ait pas ensuite révolté l'opinion de l'autre côté du Rhin ; que pas une voix, sur les cimes du savoir germanique, n'ait osé crier sa réprobation, pour l'honneur au moins d'une élite, c'est plus qu'il n'en faut pour attester la faillite de cette culture et mettre ce peuple au ban de la civilisation.

Les Allemands ont fait du mensonge une arme de guerre, un élément de la défense nationale. Ils pourraient redire avec les potentats païens que fustige Isaïe, au chapitre des Malédictions :

Nous avons compté, spéculé sur le mensonge, *Posuimus mendacium spem nostram !* (1).

Ils ont menti comme jamais on n'avait menti encore. Ils ont menti partout, à propos de tout, avec un aplomb, une désinvolture qui en imposaient au monde entier. Ils s'en font gloire.

(1) *Is.* XXVIII, 15.

On dit que nous mentons. Oui, nous mentons. Nous mentirons encore, et, quand les temps seront meilleurs, nous ne mentirons plus ! (1).

Où et quand n'ont-ils pas menti ?

Ils ont menti à leurs populations, à leurs propres soldats. Ils ont égaré l'opinion dans les pays neutres. Ils ont trompé le Pape. Ils auraient trompé Dieu, s'ils l'avaient pu, en accouplant leur *Gott mit uns!* à leurs iniquités.

A Louvain, à Malines, ailleurs encore, vingt fois, quand l'envie leur a pris de saccager une ville, ils ont dit que des civils avaient tiré sur eux! A Reims, ils ont prétendu qu'on avait fait de la Cathédrale une forteresse : des troupes dedans, des canons dessus, des mitrailleuses, postes militaires, parc à munitions, signaux lumineux, que sais-je encore?

I

Ce mensonge de Reims serait particulièrement cynique et vil, si la destruction de la Cathédrale avait été résolue d'avance.

Y a-t-il eu préméditation?

Si les preuves péremptoires nous manquent pour l'établir, nous avons du moins, pour le penser, des présomptions.

A quel moment, dans quelles circonstances l'ont-ils condamnée? Quel mobile les y a poussés? Ceux-là seuls qui ont décidé ce forfait pourraient nous l'apprendre. Ils ne s'en sont point vantés encore. Le prétexte, ils l'ont dit; mais la raison?

A qui fera-t-on croire pourtant, qu'un obscur commandant de batterie, ou même un officier supérieur, ait pu prendre l'initiative d'un acte pareil, sans être publiquement brisé et désavoué le lendemain, si son geste avait contredit la pensée du Maître? Plutôt que d'endosser devant le monde, devant l'Histoire, cette responsabilité, le gouvernement allemand n'aurait pas hésité à sacrifier un homme.

Or, ni la diplomatie, ni la presse, qui ont fait tapage avec le mensonge, n'ont jamais parlé de blâme et de désaveu.

L'idée a-t-elle germé tout à coup dans le cerveau allemand?

On a cité un texte de J. Görres, en 1814, qui réclamait la

(1) Cité par le *Strassburger Post*.

destruction « de cette basilique de Reims où fut sacré Klodovig. » Ils en contestent l'authenticité (1).

On a rappelé cette phrase de Henri Heine, prévision, si l'on veut, plutôt que menace, dans son livre sur l'*Allemagne*, en 1834 :

« La civilisation chrétienne disparaîtra d'Allemagne et la férocité des anciens Germains débordera de nouveau... Alors, — et ce jour, hélas! viendra, — les vieilles divinités guerrières se lèveront de leurs tombeaux fabuleux; elles essuieront de leurs yeux la poussière des siècles. *Thor* se dressera avec son marteau gigantesque et *détruira les cathédrales gothiques.* »

Ils ont prétendu que cette citation ne porte pas parce qu'il s'agissait de leurs cathédrales et non des nôtres.

Qu'ils n'aient pas incendié la cathédrale de Reims en 1814, faut-il leur en savoir gré? N'est-ce pas plutôt que les Russes et les Anglais les en ont empêchés? N'ont-ils pas bombardé, en 1870, la cathédrale de Strasbourg, comme Frédéric II, en 1757, avait bombardé celle de Prague?

N'ont-ils pas décerné au triste héros de Strasbourg, Werder, ce même titre de *membre d'honneur* (2) de l'Université, dont Kœnigsmark, en son temps, avait déjà été gratifié après avoir détruit le Parthénon?

Mais, sans aller exhumer, dans la poussière des bibliothèques, ces provocations lointaines, nous avons des échos plus récents de la pensée allemande.

A la date du 5 septembre 1914, un journal de Berlin, le *Berliner Tageblatt*, revenait sur la même idée :

Le groupe occidental de nos armées de France a déjà dépassé la seconde ligne des forts d'arrêt, sauf Reims *dont la splendeur royale*, qui remonte au temps des lis blancs, *ne manquera pas de crouler en poussière bientôt*, sous les coups de nos obusiers de 420 (3).

Il est vrai qu'à la même époque, la *Gazette de Francfort* donnait une autre note :

(1) Cf. Réponse allemande aux attaques françaises, par le professeur A.-J. Rosenberg, p. 107.

(2) *La Gazette de Francfort*, du 6 juin 1915, déclare que cette distinction n'a pas été motivée par ce fait, mais que ce fut un témoignage de reconnaissance, pour avoir préservé l'Allemagne de l'invasion.

Il reste vrai que le crime de Strasbourg n'a pas été un obstacle.

(3) Cf. *Berliner Tageblatt*, du 5 septembre 1914, n° 208

Respectons les cathédrales françaises, celle de Reims notamment qui est une des plus belles basiliques du monde. Depuis le moyen âge, elle est particulièrement chère aux Allemands, puisque le maître de Bamberg s'inspira des statues de ses portiques pour dessiner plusieurs de ses figures.

Les cathédrales de Laon, Rouen, Amiens et Beauvais sont aussi des chefs-d'œuvre de l'art gothique. Toutes ces villes sont, à cette heure, occupées par les Allemands. Nous regarderons avec vénération ces églises grandioses et nous les respecterons, comme nos pères le firent en 1871 (1).

Faut-il voir là deux écoles, un double courant de l'opinion, ou bien deux états successifs, le second mouvement d'un adversaire qui se ravise : « Nous occupons; nous sommes vainqueurs; elles sont à nous, ces cathédrales : gardons-les. »

Mais, après leur défaite de la Marne, la déception venue, tout espoir perdu de se maintenir en Champagne, quand la proie leur échappe, furieux, ils la broyent : « Ni nous, ni personne! »

A ce moment-là, au lendemain de la bataille, huit ou dix jours avant l'événement, les soldats prussiens en parlaient entre eux sur le Parvis; on a vu, aux mains de plusieurs, des cartes postales représentant déjà la catastrophe : la Cathédrale en feu. Et un des grands chefs devant qui les officiers s'inclinaient très bas, y fit une allusion transparente, d'un ton qui semblait plutôt déplorer et compatir. Comme il reconduisait, jusqu'à la porte de l'hôtel, une infirmière de la Croix-Rouge (2), qui lui demandait de l'aide pour son ambulance, il lui dit, en montrant de la main la Cathédrale : « *Elle est belle, n'est-ce pas... nous ne la garderons pas...* »

Le vendredi 11, rue du Cloître, le bras tendu vers la Cathédrale, un capitaine fit tout haut, en allemand, cette réflexion à ses hommes : « *Les Français en sont fiers! Nous la détruirons!* »

Un autre officier, qui logeait à l'ombre même de Notre-Dame, dit, en guise d'adieu à son hôte, sur le pas de la porte, avec un geste aussi de commisération : « *Superbe Cathédrale!... Pauvre Cathédrale!* »

Deux sous-officiers ont dit, dans un café de la rue Saint-

(1) Cf. *Gazette de Francfort*, du 8 septembre. Cité par *Le Temps* du 21 septembre.

(2) Mme Comte.

Jacques : « *Si nous sommes obligés de reculer et d'évacuer Reims, nous détruirons la Cathédrale!* (1) »

Sans doute ce ne sont là que propos recueillis en passant, dans la rue, et il ne faut pas leur donner une importance que peut-être ils n'ont point : mais il n'y a pas de fumée sans feu. Comment expliquer ces sons de cloche, ces menaces formulées dans la presse, ces réflexions, ces demi-mots, s'il n'y avait pas eu quelque chose dans l'air?

Le prince Auguste Wilhelm n'a-t-il pas fait à la municipalité cette réflexion : « *Détruire votre Cathédrale, ce serait un crime que je ne veux pas commettre et j'y fais mettre mes blessés pour la préserver?* »

La préserver, de quoi?

Il la croyait donc menacée : par qui?

On a tenté d'expliquer tous ces excès, toutes ces dévastations inutiles par un réveil brutal, sous la culture germanique, des passions ancestrales. C'est peut-être chercher bien loin.

Tous les Allemands ne sont pas redevenus, tout à coup, des barbares ; mais tous marchent, de gré ou de force, pour l'exécution automatique d'un plan de campagne raisonné, méthodique, conçu dans les hautes sphères du commandement et dont leurs écrivains militaires ont toujours parlé très librement : guerre d'extermination, de ravages et de massacres, où la terreur a son rôle, où l'épouvante déblaie des régions entières, à l'approche des armées! Et, comme ils se complaisent au paradoxe, ils disent que d'être féroce, c'est encore une façon d'être humain, parce que cela dure moins longtemps, et, que, tout compte fait, il n'y a pas tant de victimes. Que la guerre fatalement entraîne des excès, c'est indéniable, aucune armée ne peut se garer de cette tare. Où est le peuple qui ne compte pas, de ce chef, des pages sombres dans son histoire? Nous avons les nôtres que nous n'oublions pas.

Mais, chez eux, ces crimes ne sont plus des accidents, c'est un procédé. Cette conception sauvage de la guerre n'est pas le fait de quelques exaltés, c'est la mentalité des milieux militaires, politiques et intellectuels : elle est la conséquence de l'Impérialisme germanique, ce rêve fou de domination univer-

(1) Le propos a été tenu devant plusieurs personnes. M. Dramas, de l'*Eclaireur de l'Est*, l'a entendu de ses propres oreilles.

selle qui hante tous les cerveaux allemands ; elle est raisonnée, réfléchie ; elle se présente sous le couvert, et mieux vaudrait dire encore, sous le pavillon d'une doctrine qui l'engendre et qui a la prétention de la justifier.

De cela ils ne se laveront pas.

Ils se disent, ils se croient la Race Supérieure et ils en concluent qu'ils ont droit à la suprématie, et tous les moyens leur sont bons, même les pires, pour l'imposer à qui la leur conteste.

Voilà le principe.

Tous leurs écrivains militaires, Reimer, Bernhardi, Frymann, von der Goltz, Clausewitz, von Hartmann et vingt autres, préconisent sans vergogne ces doctrines sauvages.

On pensait tout de même qu'en face de Notre-Dame de Reims, au moment de pointer leurs canons sur cette merveille de grâce et de puissance, dont chaque ciselure était une prière et chaque détail une œuvre d'art, la main des artilleurs prussiens tremblerait; que les chefs sentiraient au fond d'eux-mêmes un sursaut de l'être humain ; qu'ils hésiteraient, qu'ils n'oseraient pas. L'âme farouche d'un sauvage tel qu'Attila eût été impressionnée.

Lorsque de Moltke, des hauteurs qui avoisinent Paris, vit, un beau matin, sous les rayons du soleil levant, s'éveiller la grande ville, il contempla, pensif, l'immense cité, des tours de Notre-Dame à l'Arc de triomphe, et on l'entendit murmurer : *On ne peut pas détruire cela!*

De Moltke, sur la colline de Berru, en face de la Cathédrale de Reims, en aurait dit autant : il n'aurait pas osé (1) !

Josias von Heeringen, en 1914, a osé !

Après Louvain, l'atroce récidive de Reims ! Et ils savaient ce qu'ils faisaient. Car « il n'y a pas que des brutes dans cette armée de Germains; le peuple tout entier y passe avec ses savants, ses artistes, ses compilateurs, ses analystes, ses annotateurs minutieux, dont la patience, la précision, la méthode, font de l'Allemagne le pays de l'érudition par excellence. Ils savaient et ils ont pu quand même (2). »

(1) Le maréchal de Moltke, en 1870, passa huit jours à Reims et les vieux Rémois se rappellent ses fréquentes visites à la Cathédrale. Il ne se lassait pas de l'admirer. Ils l'ont vu plus d'une fois assis dans l'arrière-chœur, silencieux, les jambes croisées, en contemplation devant la Grande Rose du Portail, oubliant « dans ce « spectacle de beauté, les secs calculs et les sanglantes visions. »

(2) Ed. Haraucourt, *le Sacrilège.*

Les barbares d'autrefois avaient du moins une excuse, leur ignorance. Les Turcs, en 1453, n'ont pas détruit Sainte-Sophie. Et, si le Parthénon n'est plus qu'une ruine, depuis 1687, ce fut l'œuvre déjà d'un reître allemand, à la solde de Venise, Wilhelm Otto von Kœnigsmark, qui l'a bombardé.

Encore une fois, ils ne désavouent rien :

Nos troupes et nous-mêmes, écrit le général von Ditfurth, dans le *Tag*, de Berlin, nous ne devons d'explications à personne; nous n'avons rien à justifier, rien à excuser. Tout ce que feront nos soldats pour faire du mal à l'ennemi, tout cela sera bien fait et tout est justifié d'avance. Nous n'avons pas du tout à nous occuper de l'opinion des autres pays, même neutres. *Et si tous les monuments, tous les chefs-d'œuvre d'architecture* qui sont placés entre nos canons et ceux de l'ennemi, *allaient au diable*, cela nous serait parfaitement égal. *Le plus modeste tertre qui s'élève au-dessus du corps d'un de nos guerriers est plus vénérable que toutes les cathédrales, tous les trésors d'art du monde* (1). On nous traite de barbares, qu'importe ! Nous en rions.

Que l'on nous épargne enfin et définitivement ce bavardage oiseux; que l'on ne nous parle plus de la *Cathédrale de Reims* ni des églises, des monuments qui partageront son sort. Nous ne voulons plus rien entendre. Que de Reims nous vienne la nouvelle d'une deuxième et victorieuse entrée de nos troupes ! Tout le reste nous est égal (2) !

Un autre qui n'a pas ce tempérament de fauve, de bête de proie, mais qui fait preuve d'une singulière inconscience, écrit au général Humbel :

J'étais bien loin de penser, et mes compatriotes avec moi, que la destruction de la Cathédrale de Reims serait, de la part des Français, l'objet d'une réprobation aussi unanime.

Luthérien, en réalité libre penseur, je me suis réjoui, dans ma haine du catholicisme, de la ruine des églises de France, par suite de la loi de séparation et de la persécution religieuse.

Qu'avons-nous fait, en abattant à coups de canon la cathédrale de Reims, sinon travailler dans le même sens ? Et voilà que les Français nous accusent de vandalisme !...

(1) Au lendemain de la destruction du *Lusitania*, qui fit 1145 victimes, un journal de Berlin, la *Post*, écrivait : « Nos adversaires vont enfin comprendre que la vie d'un seul soldat allemand est plus chère à nos yeux que le *Lusitania* avec tous ses passagers et la cathédrale de Reims. »

(2) Cf. le *Tag* de Berlin, cité par l'*Écho de Paris*, 28 octobre.

Je sais bien que le monument, outre son caractère religieux avait sa valeur historique et artistique, mais il me semble que ce sont là des considérations de second plan (1).

Un autre encore, qui ne cherche pas de faux-fuyant, déclare que :

Quand on a la force de créer, on a le droit de détruire. Nous la rebâtirons plus belle, leur cathédrale, sur des plans nouveaux, des plans allemands (2).

Qu'il ne faille pas donner à ces impudences plus de poids qu'elles n'en ont, c'est évident; leur outrance même nous défendrait plutôt d'y chercher l'expression moyenne de l'opinion allemande (3). Elles sont curieuses à noter tout de même, comme cette poésie, où l'ironie renforce encore l'impudence; elle a été publiée par un journal de Berlin qui n'est pas des moindres (4) :

Les cloches ne sonnent plus,
Dans le dôme aux deux tours,
Finie la bénédiction,!...
Nous avons fermé, ô Reims,
Avec du plomb, ta maison d'idolâtrie!

Da schlossen mit Blei wir
Dein Gœtzenhaus, Rheims!

Un document qui pèse davantage, où se reflète sans conteste l'Ame allemande, c'est l'*Appel aux nations civilisées*, le manifeste des 93, adressé par les plus éminentes personnalités des Lettres, des Sciences et des Arts, aux journaux du monde

(1) Cf. *Libre Parole*, du 26 septembre 1914.

(2) Friedrich Gundolf, *Tat und Wort in Krieg* (*Frankfurter Zeitung* 11 octobre 1914).

(3) On ne peut se résoudre à croire qu'à Berlin, ainsi que l'affirme le correspondant du *Daily Mail*, « la nouvelle de la destruction de la cathédrale de Reims a été accueillie par le public avec un grand enthousiasme. » (Cf. *Le Temps* du 25 septembre).

(4) Rudolf Herzog. Cf. Supplément artistique du *Lokal Anzeiger*, janvier 1915. — La « Réplique des catholiques d'Outre-Rhin aux attaques françaises » par le professeur Rosenberg, s'étonne que nous ayons pu chercher un écho de l'opinion allemande dans cette poésie, « *œuvre d'un fanatique exalté honni de tout chrétien convaincu,* » (p. 109).

Il semble pourtant que si ce factum avait dû heurter à ce point la susceptibilité de ses lecteurs, ce journal plutôt modéré se serait bien gardé de le publier, dans un supplément de luxe, pour le jour de l'an.

entier; c'est encore la protestation des *vingt-deux Universités* (1), celles des *Professeurs des Écoles supérieures* et des *Chrétiens protestants d'Allemagne aux chrétiens protestants de l'étranger*, où l'élite intellectuelle de la nation se solidarise avec le parti militaire.

Ils s'insurgent avec indignation contre les calomnies dont la Grande Allemagne est victime. Mais ils affirment que « l'armée allemande et le peuple allemand ne font qu'un ; » que « leur militarisme est inséparable de leur civilisation ; » qu'il n'y a pas « d'opposition entre l'esprit de la science allemande et ce qu'on nomme le militarisme prussien ; » que « l'esprit qui règne dans l'armée allemande est le même qui règne dans le peuple allemand. »

Ils ne désavouent donc rien. Ils expliquent ; et leurs explications ne sont que de piètres raisons. Elles viennent après coup. Elles varient sans cesse. Elles se contredisent.

II

Donc le 20 septembre, M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères, protestait, auprès des gouvernements des États neutres, en ces termes :

Sans pouvoir invoquer l'apparence d'une nécessité militaire, et pour le seul plaisir de détruire, les troupes allemandes ont soumis la Cathédrale de Reims à un bombardement systématique et furieux !... Le gouvernement de la République a le devoir de dénoncer à l'indignation universelle cet acte révoltant de vandalisme qui, en livrant aux flammes un sanctuaire de notre Histoire, dérobe à l'humanité une parcelle incomparable de son patrimoine artistique.

Les Allemands ont beau dire, leurs allégations intéressées et embarrassées ne prévaudront pas contre les faits : ni le samedi 19 septembre, ni les jours précédents, *rien ne justifiait le bombardement et l'incendie de la Cathédrale*. On n'y avait jamais installé de mitrailleuses contre les avions, ni, à plus forte raison, des canons, comme a voulu le faire croire un communiqué fantastique de l'*Agence Wolff*. Il n'y eut jamais

(1) Cette protestation est signée par les recteurs des Universités de Tubingue, Berlin, Bonn, Breslau, Erlangen, Francfort, Fribourg, Giessen, Gœtingue, Greifswald, Halle, Heidelberg, Iéna, Kiel, Kœnigsberg, Leipzig, Marbourg, Munich, Münster, Rostock, Strasbourg et Würzbourg.

dans son voisinage, encore moins à l'intérieur, de stationnement d'hommes ou de matériel de guerre. Elle ne servait pas de poste militaire d'observation.

Nous sommes en mesure, semaine par semaine, d'entrer dans les détails. Au mois d'août, *alors que les Allemands étaient encore en Belgique*, on fit quelques essais de télégraphie sans fil : l'installation fut tout de suite transportée ailleurs. Au lendemain de l'accident dont fut victime le dirigeable *Dupuy de Lome*, au mois d'août toujours, le Parc d'aérostation tenta d'installer sur la tour Nord un projecteur, pour éviter une seconde méprise. L'appareil beaucoup trop faible ne fonctionna, — et péniblement, — qu'une nuit ou deux. On dut y renoncer. Il n'y eut d'ailleurs, même à ce moment-là, ni fusils, ni mitrailleuses, ni armes quelconques sur les tours. Les veilleurs ne disposaient que de simples pétards d'artificiers pour annoncer la rentrée de nos dirigeables ou pour donner l'alarme. Et on attacha si peu d'importance à cette expérience sans lendemain qu'on n'essaya même pas d'en effacer les traces. La façon même dont fut bâtie cette estrade, qui offusqua les Allemands, est une preuve qu'on ne songea jamais à en faire un poste d'observation.

On masque le mieux qu'on peut un poste d'observation ; le guetteur se dissimule dans son abri, comme un chasseur à l'affût. Or, là, rien n'était masqué, ni l'estrade ni les hommes. L'estrade dépassait la tour, et, sur l'estrade, les hommes émergeaient de tout le buste. C'est dire que, si l'on avait voulu utiliser, en septembre, pour faire de l'observation, cet échafaudage construit au mois d'août pour un tout autre but, il aurait fallu, de toute nécessité, en modifier la disposition. Les fils qui aboutissaient là et dont on a pu voir longtemps les débris n'étaient pas des fils de téléphone, mais les fils du projecteur pour la lumière.

Il semble bien qu'au lendemain de la réoccupation de la ville par les troupes françaises, on ait songé à faire de l'observation du haut des tours, le 14 et le 15 septembre : en fait, dans la crainte précisément de compromettre le monument, on y renonça ; et il est rigoureusement vrai qu'à partir du *mardi 15 septembre*, au soir, rien, absolument rien ne pouvait fournir l'ombre même d'un prétexte au tir des batteries allemandes (1).

(1) Le rapport officiel publié. en 1915, par le ministère de la Guerre, à Berlin, sur le bombardement de la Cathédrale, « se trompe » lorsqu'il prétend que l'abbé

Or, la Cathédrale n'a été sérieusement bombardée qu'à partir du 18 : car on peut dire que les trois obus qu'elle a reçus, le jeudi 17, ne constituent pas un bombardement intentionnel et systématique.

Néanmoins, ils vont s'accrocher désespérément à ce mensonge : un poste d'observation! Non pas cet embryon du 14 et du 15, dont ils ne parlent même pas ; encore moins ces tentatives avortées du mois d'août auxquelles ils ne font aucune allusion, mais un poste en activité qui les menace, qui les gêne *hic et nunc*, le 18 et le 19, à l'heure même où ils tirent dessus et contre lequel, malgré eux, ils sont contraints de se défendre.

Le 20 septembre, c'est l'*Agence officielle de la Presse*, de Berlin, qui annonce l'événement de la veille :

... Nous tirâmes quelques coups isolés sur la Cathédrale pour faire comprendre aux Français que nous la réduirions en cendres, *s'ils persistaient à nous bombarder de cette position. Comme l'ennemi continuait, la grosse artillerie reçut l'ordre de détruire la Cathédrale.* Après quelques coups, l'édifice fut incendié.

Le 21, du Grand Quartier général allemand, on affirme qu'il y avait sur les tours un poste d'observation, couvert frauduleusement *par le drapeau blanc* (1).

Nous avons été obligés de supprimer ce poste au moyen de shrapnells lancés par l'artillerie de campagne. *L'artillerie lourde n'est pas entrée en action*, et le feu de nos canons fut arrêté, lorsque ce poste eut été détruit (2).

Ils ont en effet fortement écorné la tour Nord, le 19. Leurs

Thinot a avoué, dans l'*Illustration* (n° du 10 octobre 1914), qu'il y avait un projecteur en activité, sur la Tour, *dans la nuit du 13 septembre.*

M. Thinot n'a rien dit de pareil. Il fait allusion, sans qu'on puisse s'y méprendre, à cet essai du mois d'août « qui n'eut aucune suite, et, *en tout cas*, dit-il, *bien avant l'entrée en contact avec l'ennemi.* » Le Rapporteur allemand a tout simplement introduit, dans le texte de M. Thinot, cette date du 13 septembre, qui n'y figure pas. Le professeur Rosenberg, dans sa *Réplique*, sans plus se gêner, en a fait autant.

Pendant l'occupation, en septembre, lorsqu'on se battait devant Reims, les Allemands n'hésitèrent pas à mettre un poste d'observation sur la Cathédrale.

(1) La *Gazette de l'Allemagne du Nord*, du 28 septembre, reprend l'affirmation pour son compte : « Il est prouvé officiellement, et les Français n'ont pas essayé de dire le contraire, que la Cathédrale de Reims servait, *abritée par le pavillon blanc*, de poste d'observation. »

(2) Berlin (officiel). Cf. *Le Temps*, du 16 septembre 1914.

coups ont porté juste ; mais il n'y avait, derrière ces blocs de pierre, rien, ni personne..., si ce n'est le drapeau de la Croix-Rouge, qu'ils prennent décidément pour une cible.

Quant au drapeau blanc, il était enlevé depuis le dimanche 13, au matin (1).

Et, si la grosse artillerie, « qui avait reçu l'ordre de détruire la Cathédrale, » n'a pas donné, d'où peuvent donc bien venir ces énormes éclats d'obus de marine, ces gros obus de rupture, de 210, que nous avons ramassés sur place ?

Le 22, l'agence Wolff rejette toute la faute sur les Français « qui avaient posté leurs canons aux « abords de la Cathédrale et commencé le feu (2). »

Le 26, ému, gêné plutôt par le cri de stupeur et de colère qui monta, de tous les points du globe, vers l'Allemagne, comme une malédiction, le chancelier de l'Empire tentait d'atténuer l'impression par une note de son ambassadeur au gouvernement espagnol :

A cause de la bonne observation qui se faisait du haut de la cathédrale, notre infanterie eut de telles pertes que le bombardement devint inévitable. Comme le bombardement de ce point d'observation par l'artillerie légère ne produisit pas l'effet désiré, l'État-major allemand se vit obligé, à son grand regret, de tirer *un coup de mortier* après lequel le feu fut arrêté !

Le communiqué allemand du 14 octobre est agressif. Il prépare l'opinion, par le mensonge toujours, aux bombardements successifs de la seconde quinzaine d'octobre :

Les Français ont installé *deux batteries d'artillerie lourde* tout près de la cathédrale de Reims. On a constaté en outre que, sur une des tours de cet édifice, on faisait des *signaux lumineux*. Il est bien entendu que nos troupes devront prendre les mesures nécessaires pour assurer leur défense, sans se préoccuper de la cathédrale... *Les Français seront donc responsables, aujourd'hui comme avant, d'un nouveau bombardement de la cathédrale.*

C'est le mensonge à jet continu.

Les Rémois pourraient dire qu'ils ne savent ce qui se passe

(1) Il avait été descendu par M. l'abbé Dage et M. Guédet.

(2) Communiqué de la guerre. Note à l'ambassade d'Espagne. (Information du *Handelstagges.*)

au sommet des tours, surtout la nuit ; mais il est de notoriété publique, et toute la population en témoignerait, que jamais batterie d'artillerie quelconque ne fut installée dans les entours de la Cathédrale.

III

Le 30 octobre, le ministre de Prusse, à Rome, reçut l'ordre d'aller porter le mensonge au Pape.

L'État-major français ayant *de nouveau* placé une batterie devant la cathédrale de Reims (1) et installé, sur une des deux tours, un poste d'observation, le ministre de Prusse près le Saint-Siège *a été chargé par M. de Bethmann-Hollweg* de présenter une protestation formelle au Saint-Siège contre une telle façon d'abuser des bâtiments consacrés au culte (2).

L'imposture montait officiellement au Vatican.

Le cardinal-archevêque de Reims estima qu'une réplique s'imposait, d'autant plus que le chancelier impérial avait donné à cette note diplomatique une conclusion comminatoire :

Tout dommage *qui pourrait à l'avenir être apporté à la cathédrale de Reims* retombera sur les Français, car il serait d'une hypocrisie indigne d'en attribuer la responsabilité aux Allemands.

Son Éminence adressa un Mémoire rectificatif au Saint-Père, avec documents à l'appui, et me chargea de faire passer dans la presse, par la même voie de l'*Agence Havas*, un démenti à cet invraisemblable communiqué allemand.

Il parut dans les journaux du 6 novembre :

(1) Pour mentir utilement, encore faudrait-il rester dans la vraisemblance.

Le portail de la cathédrale regarde l'Ouest. Or, les positions allemandes s'étendant de Brimont à Nogent-l'Abbesse, c'est-à-dire du Nord au Sud-Est, il serait matériellement impossible à une batterie, installée sur l'étroite place du parvis, de les atteindre.

Un communiqué du Grand Quartier général allemand, en date du 21 avril 1915, a renouvelé ce mensonge. « Nous avons reconnu à une petite distance de la cathédrale (*unweit der Kathedrale von Reims*), une batterie ennemie et nous l'avons prise sous notre feu. »

(2) *Agence Havas*, 31 octobre. — Il n'est pas inopportun de rappeler ici que, pendant la bataille qui se poursuivait devant Reims, les 11 et 12 septembre, les Allemands, qui occupaient la ville, ne se sont pas fait scrupule « d'abuser des bâtiments consacrés au culte, » et qu'ils ont fait placer un poste d'observation sur la tour Nord de la cathédrale.

Toute la presse a reproduit ce passage au moins d'une dépêche Havas, du 31 octobre : *L'État-major français ayant, de nouveau, placé une batterie devant la cathédrale, etc.*

L'auteur de cette note a été trompé par ses informateurs, et l'erreur est trop grosse de conséquences pour n'être pas relevée; étant donné surtout qu'on laisse entendre que la cathédrale déjà dévastée pourrait en pâtir encore.

Témoin heure par heure de ce qui se passe dans mon église, je suis en mesure de rétablir les faits en connaissance de cause et j'ai le devoir de le faire.

La note affirme que, *de nouveau*, c'est-à-dire depuis l'incendie du 19 septembre, on a placé une batterie devant la cathédrale et installé, sur une des tours, un poste d'observation : au nom de S. Ém. le cardinal-archevêque de Reims et au mien, j'atteste qu'il n'a pas été établi de batterie sur le parvis, ni de poste d'observation sur les tours; et qu'il n'y a jamais eu ni cantonnement, ni stationnement quelconque de troupes, à aucun moment, à proximité de la cathédrale.

Mce LANDRIEUX,
Vic. gén., archiprêtre de Notre-Dame.

L'*Agence Wolff* a maintenu le mensonge *mordicus*, et, par ordre :

L'*Agence Wolff* est *chargée de déclarer officiellement que*, contrairement au démenti de M. Landrieux, archiprêtre, parlant en son nom et au nom du cardinal, la présence d'artillerie près de la cathédrale, et de poste d'observation sur les tours a été constatée à plusieurs reprises et *que les faits subsistent, en dépit de toutes les dénégations* (1).

Quant aux *Neueste Nachrichten*, de Munich, elles vont plus loin, elles sont plus... pratiques encore. Elles informent leurs lecteurs, le 10 novembre, que « d'après une dépêche de Berlin, M. Landrieux, vicaire général de Reims, *a avoué* que, sur les tours de la cathédrale, un poste d'observation a été placé par l'autorité militaire et que le chancelier de l'Empire a immédiatement avisé le Pape de ces aveux (2). »

(1) Berlin (officiel). Cf. *Tribune de Genève* (17 novembre 1914). Cette même note est reproduite par une partie de la presse italienne qui la fait sienne. (*La Stampa*, du 18 novembre.)

(2) Cité par l'*Écho de Paris*, du 15 novembre.

Ces menaces d'un nouveau bombardement n'ont pas été vaines : la Cathédrale a reçu, dans les semaines qui suivirent, dix-sept obus repérés, dont quelques-uns ont fait des ravages considérables, celui entre autres qui a descellé la haute galerie du chevet, sur une longueur de 8 mètres, avec une brèche de 4 mètres, celui qui a crevé une voûte, etc.

Et cela continue. Les communiqués alternent avec les bombes.

Il semblerait, tant ils s'essoufflent autour de ce poste d'observation, que tout le nœud de l'affaire soit là et que, si l'armée française n'en avait pas fait une citadelle, jamais l'idée ne leur serait venue de détruire la cathédrale de Reims.

C'est nous qui les y avons forcés!

Mais alors, pourquoi ont-ils bombardé et détruit la cathédrale de Soissons? Car enfin, à Soissons, il n'y eut rien de ce qu'ils reprochent à Reims (1), et ils n'ont même pas essayé de le faire croire, si ce n'est sur le tard. Ils n'ont cherché ni excuse ni prétexte.

Et le 12 octobre, était-ce aussi pour supprimer un poste d'observation, qu'ils ont tenté de mettre à mal Notre-Dame de Paris?

Sur la fin de novembre, les journaux d'Outre-Rhin ont publié une note explicative, *avec un plan*, pour établir qu'en définitive, c'est nous autres Français qui sommes responsables : 1° parce que la position malencontreuse de deux batteries mettait la Cathédrale dans la ligne de tir du fort de Nogent et que ce n'est pas la faute des artilleurs, « si quelques-uns de leurs obus se sont égarés. C'eût été bien pis, si leur tir n'était pas merveilleusement précis; » 2° parce que « les aéroplanes ont découvert, non seulement le poste d'observation, mais, de plus, *un parc à munitions sur le parvis.* »

Ils ne l'avaient pas aperçu, encore, ce parc à munitions, aussi fantomatique que les gros canons devant le portail!

Chez nous donc, ils disent que c'est notre faute. Chez eux, n'avaient-ils pas essayé de faire croire que c'était notre ouvrage?

La Gazette de Lausanne, du 30 septembre, rapporte qu'un de ses correspondants passant à Berlin, le 23 septembre, « a vu,

(1) J'en ai reçu l'assurance la plus formelle, par écrit, le 4 mars 1915, de Mgr Péchenard, évêque de Soissons, et le 2 octobre 1916 de M. Laudais, archiprêtre de la cathédrale.

placardées sur les murs, d'immenses affiches représentant les ruines de la Cathédrale, avec cette inscription : « *Voilà comment les Français détruisent leurs monuments!* »

On est désarmé devant cette ténacité d'Allemands dans le mensonge (1).

Le conservateur de la bibliothèque royale de Bavière, le docteur Pfeiffer, s'enfonce plus lourdement encore dans l'impudence : « Cet admirable monument de Reims, dit-il, a été négligé, endommagé d'une manière incroyable par l'incurie absolue et l'inintelligence des autorités françaises et de l'État... Ceux qui ont vu la Cathédrale de Reims le savent : on cachait les trous des murs sous des Gobelins; et, à propos des statues de l'extérieur, Vœges écrivait, il n'y a pas longtemps, ces paroles qui devraient faire rougir nos accusateurs : *Quelle pitié de laisser périr ainsi par l'humidité et le vent ces témoins précieux de l'Histoire et de l'Art français!*

« Il ne faut pas être prophète pour prévoir que la réparation des dégâts causés par le bombardement sera l'occasion d'un renouvellement complet de la Cathédrale, qui lui permettra de paraître dans sa splendeur première et effacera les traces de l'incurie de ses gardiens français (2). »

L'*Internationale Monatschrift* (n° de décembre 1914) nous apporte une perle qu'il faut recueillir, au risque d'allonger ce fastidieux étalage de duplicité et d'audace.

Dans un article sensationnel, sur « la protection des monuments de l'art, en temps de guerre, » dont on a inondé les pays neutres, il nous fait part de la sollicitude du Kaiser et de son gouvernement pour nos églises et nos cathédrales, qu'il faut protéger contre l'inconcevable négligence de notre gouvernement, à l'endroit de nos merveilleux trésors d'art et de nos vieilles églises, témoin le livre de M. Maurice Barrès : *La grande pitié des Églises de France!*

(1) Le 12 juillet 1916, deux ans presque après l'événement, un journal allemand écrit avec sérénité : « *Les Français mettent sur le compte de la barbarie allemande les dégradations de la Cathédrale de Reims!* » Cf. *Deutsche Tages Zeitung*.

(2) *La Suisse*, 15 novembre 1914. — Un autre, le docteur Karl Frey, conseiller d'État et professeur à l'Université de Berlin, affirme, dans la *Gazette de la Croix*, que « la destruction même complète de la cathédrale de Reims n'aurait pas grande importance, parce que les cathédrales se reconstruisent. Et, comme nous connaissons leur structure dans les moindres détails, nous sommes sûrs d'une reconstitution réussie. » (Cité par la *Grande Revue*, mars 1915, p. 77.)

L'auteur, le conseiller P. Clemen, président de la section des monuments historiques des provinces rhénanes, commissaire de l'administration civile, est chargé d'inspecter les monuments artistiques des territoires envahis, en Belgique et en France.

La Cathédrale de Reims n'est pas dans la zone d'occupation, mais il avait mission tout de même d'émettre un jugement et de donner son avis, et il a confié au *Lokal Anzeiger*, de Berlin, les conclusions de son rapport que j'ai sous les yeux. « L'armée de von Heerigen, dit-il, a bien été forcée de se défendre, puisqu'on avait installé des batteries lourdes devant la Cathédrale avec un drapeau blanc sur les tours, — le fait, dit-il, a été établi sans conteste.

« Sur notre front de bataille, il y avait peut-être, dans les tranchées, un jeune Gœthe, un jeune Beethoven. Est-ce que, franchement, le monde et la civilisation n'auraient pas perdu davantage encore à la mort de ce jeune Gœthe, qu'à la destruction d'une cathédrale (1)? »

Après avoir laissé entendre qu'on en a assez en Allemagne « des hurlements des Français et des jérémiades des Neutres, à propos de cette Cathédrale, » M. Clemen déclare qu'en somme cet accident de cathédrale, dont on fait tant de bruit, se réduit à peu de chose.

J'ai pu, dit-il, avec une suffisance déconcertante, examiner le monument par une claire matinée de décembre à l'aide du télémètre, à *une distance de 5 km 500* (2).

Qu'on vienne donc encore nous vanter la rigoureuse précision des méthodes scientifiques allemandes! Une expertise à 5 kilomètres (3) !

(1) Le docteur Clemen est relativement modéré. Le député Erzberger va plus loin quand il déclare « qu'anéantir Londres serait plus humain que de laisser un seul Allemand perdre son sang sur le champ de bataille. » (Cité par M. Prum dans sa lettre aux catholiques allemands.)

Et pourtant, ils ne sont pas des barbares : « C'est l'esprit allemand, reprend M. Clemen, qui fait la guerre et non le militarisme allemand. Nos intellectuels, nos savants et nos poètes, nos architectes et nos statuaires, nos historiens et nos critiques d'art sont, eux aussi, à l'armée. Devant Reims, les troupes allemandes sont commandées par un général qui s'est fait un nom par ses études sur l'histoire de l'art. »

(2) Cf. *Lokal Anzeiger*, du 7 janvier 1915.

(3) M. C. Enlart, directeur du musée de sculpture comparée du Trocadéro, membre de la Commission des monuments historiques, a qualifié ce *factum* comme il le mérite. « Monument de mensonge et d'impudence dont seul un esprit

Il faut noter que si, des positions allemandes, au Nord et au Nord-Est de Reims, on peut apercevoir le chevet de la Cathédrale, le transept et une partie des bas côtés, il est matériellement impossible, où qu'on se place, depuis Brimont jusqu'à Nogent, de découvrir, même de biais, la façade qui regarde l'Ouest.

Il a donc vu la Cathédrale par derrière et il ose parler du portail !

Il sait et il proclame que « la Cathédrale n'a été touchée que par deux projectiles, l'un de 15 centimètres, l'autre de 21 (1). »

Or, il y avait justement, sur les voûtes, à cette date, un obus de 150 non éclaté : ce serait l'autre par conséquent, à lui tout seul, qui aurait causé tous les dégâts.

Il est très catégorique enfin sur la question du poste d'observation.

Ils n'en démordront pas.

Mais on a lieu de s'étonner tout de même qu'après les déclarations formelles du cardinal-archevêque de Reims, le chapitre de Cologne reprenne à son compte cet obstiné mensonge.

Dans une note de la *Gazette de Cologne*, communiquée à la presse des pays neutres, en déclarant, comme c'était son droit, que la Cathédrale de Cologne n'a jamais servi de poste d'observation, il ajoute :

Le dôme de Cologue, *à la différence de celui de Reims*, n'a rien à voir avec les opérations militaires. Il ne sert qu'au service divin. Peut-être veut-on seulement, par ces accusations sans fondement, excuser l'*utilisation effective de la Cathédrale de Reims à des fins militaires* (2).

allemand peut ne pas comprendre l'imbécillité odieuse et grotesque. Un homme, jusqu'ici estimé pour ses bons travaux, le docteur Paul Clemen, a été ridiculisé par l'empereur d'Allemagne du titre d'Inspecteur des monuments des pays occupés, et il s'est avili jusqu'à accepter de signer un rapport de complaisance sur la Cathédrale de Reims, qu'il avoue n'avoir vue qu'à la lorgnette, à 5 kilomètres de distance. Cela lui a suffi pour affirmer officiellement que les portails n'ont pas souffert.

Cf. *La cathédrale de Reims. L'Art et les Artistes*, n° spécial, p. 10.

(1) Au mois de décembre, à la date de cette fameuse expertise, la Cathédrale avait reçu, non pas deux obus, mais, pour le moins, soixante-trois.

(2) Cf. *Kœlnische Volkszeitung*, cité par le journal suisse *Der Bünd*, du 22 février 1915.

Il se peut que cette assertion ne soit pas plus fondée pour Cologne, qu'elle ne l'est pour Reims, mais il est, pour le moins, fâcheux, que le *Nieuwe Courant*, de

C'est décidément une obsession, une hantise. Dans leurs interrogatoires, leurs blessés reproduisent la mensongère légende. En juin 1919, un *albatros* allemand fut abattu par les nôtres, dans la montagne de Reims. Le lieutenant observateur Kurt Tzollhorn, blessé, affirma à M. B..., prêtre brancardier au 38e corps, qui lui reprochait leur acharnement à bombarder sans raison la Cathédrale qu'il savait à quoi s'en tenir, qu'il avait « *vu de ses yeux*, lui, en survolant Reims, non seulement le poste sur les tours, mais les batteries encadrant la Cathédrale ! » Et rien ne put l'en faire démordre. Mais celui-là est Allemand. En mai 1918, l'agence Wolff exhiba un témoignage qui paraissait moins suspect et « ne pouvait être récusé, » disait-elle : « Un officier français, Édouard-Albert de Bondelli, avouait que, jusqu'en avril 1917, il avait dirigé le poste d'observation sur la Cathédrale. » Or, après enquête, le *Journal de Genève* retrouva en effet les traces de cet officier, Édouard-Albert de Bondelli, mais il était mort en 1910, à l'âge de quarante-neuf ans, laissant deux fils dont l'un, à l'armée, n'avait pas encore été sur le front en avril 1917 et dont l'autre n'est pas en âge de servir.

L'enquête du colonel Feyler, dont le même journal a donné le procès-verbal, le 3 août 1918, a un autre poids. Le communiqué allemand du 11 mars affirmait qu'*un poste d'optique a plusieurs fois* fonctionné sur la Cathédrale. Le lendemain, deux parlementaires, MM. Abel Ferry et Renaudel, étaient venus à Reims pour se rendre compte *de visu :* ils constatèrent l'inanité de l'accusation. Le cardinal, de concert avec l'autorité militaire, avait encore opposé une dénégation formelle, expliquant, très

Rotterdam, ait pu répondre à ce hautain plaidoyer *pro domo*, en exhumant un article oublié de la *Rheinische Westphalische Zeitung*, du 4 août 1914 (n° 923) où il est dit, au sujet des mesures militaires prises pour la défense de Cologne, que « des mitrailleuses sont placées sur les tourelles des ponts et également *dans les tours de la cathédrale*, » et qu'un grand journal anglais ait pu recevoir et publier cette affirmation très catégorique d'un de ses reporters : « Des mitrailleuses sont en position sur les toits de plusieurs maisons et aussi sur les tours de la Cathédrale. Malgré les démentis officiels, j'en suis certain ; un de mes compatriotes qui habite Cologne, les a vus tirer, à deux reprises, sur des avions ennemis. »

Dans un récit très documenté d'une visite à Strasbourg, en 1916, le publiciste américain Th. Curtin, correspondant du *Times*, a fait des constatations analogues : « La fière Cathédrale, à la somptueuse façade, avec sa flèche de dentelle, avait un pavillon de la Croix-Rouge qui flottait au-dessus de la nef ; et la télégraphie sans fil était installée au clocher. Sur la tour inachevée qui domine la région jusqu'aux Vosges, des sentinelles lentement allaient et venaient. » Cf. *Le Times*, 22 novembre 1916.

loyalement, que l'architecte avait dû faire quelques travaux de préservation à mi-hauteur du transept Nord, assez visibles pour que les Allemands n'aient pu s'y méprendre. Un radio allemand du 19 mars avait répliqué « que le cardinal ne passe pas la nuit sur les tours et qu'on a pu supprimer le poste pendant sa visite et le rétablir après. » C'est alors que le colonel Feyler, qui se trouvait en France, a voulu en avoir le cœur net. Arrivé à Reims à l'improviste, le 20, sans prévenir personne, il a demandé, sur place, à faire immédiatement cette inspection. Le gardien civil qui l'accompagna avait ordre de le conduire partout. Or, il a déclaré n'avoir pu découvrir, malgré ses investigations d'inquisiteur militaire averti, *rien qui, de près ou de loin, ressemblât à un poste d'observation, ni la moindre trace de quoi que ce soit, pas même un débris de carte ou de registre, rien qui pût déceler qu'aucune installation de ce genre ait jamais existé.* Il ajoutait que *l'aspect d'abandon et de délaissement de la tour du Nord* l'a particulièrement frappé.

Mais les Allemands, même après cette constatation d'un neutre, persisteront dans leurs allégations inexactes, cent fois contredites, cent fois réfutées : la cathédrale de Reims est utilisée par l'armée ! Il est vrai que s'ils lâchaient cette accusation à laquelle ils se cramponnent, il n'auraient plus rien à dire ; ils ne feraient plus figure de soldats et se retrouveraient tout uniment en posture de bandits, en face de Notre-Dame.

Et pourtant, ils ne peuvent tromper personne.

Pour le 17, le 18, le 19 septembre, ils ont des témoins qu'ils ne récuseront pas, leurs propres blessés qui encombraient les abords de la tour, — même des deux tours, — et qui en obstruaient l'escalier. Ils déclareraient, j'en suis sûr, que pas un militaire n'a essayé d'y monter, et que d'ailleurs il n'y avait ni soldats ni officiers français à la Cathédrale ce jour-là, si ce n'est les quelques hommes du poste, qui se tenaient à l'extérieur.

Et tout le monde sait bien que jamais, depuis l'incendie, pas un seul jour, la Cathédrale ne fut rouverte au public ; que les Rémois n'y ont pas remis les pieds ; qu'elle est fermée depuis ce temps-là ; que les étrangers n'y entrent qu'en passant, et toujours accompagnés ; que l'accès des tours est rigoureusement interdit par l'autorité militaire, à n'importe qui, même et surtout aux officiers ; que les portes des escaliers sont closes ; et que, plutôt que d'autoriser quelques ouvriers à

monter sur les combles, où des travaux urgents de préservation auraient dû être faits, l'État s'est résigné à voir le désastre s'aggraver par la pluie, le vent, le gel, en laissant les voûtes à nu pendant quatre hivers, précisément pour ne pas fournir à la mauvaise foi des Allemands, l'ombre même d'un prétexte et les obliger à mentir encore, et à mentir sans cesse, en disant ce qu'ils s'obstinent à dire.

IV

Il est un document officiel, le fameux « *Rapport du Ministère de la Guerre* (1) » publié à Berlin en 1915, que son origine et son caractère ne permettent pas de négliger.

L'erreur y foisonne.

Il reprend à son compte toutes ces histoires : parc d'artillerie (p. 6), batteries lourdes en pleine ville (p. 15); en arrière, à droite de la Cathédrale (p. 8) ; sur la Place qui l'avoisine (p. 7); dans ses entours immédiats (p. 6, 9, 16) ; rassemblement d'infanterie sur le Parvis (p. 14) ; projecteur sur les tours, *le 13 septembre* (p. 5), et encore *après l'incendie* (p. 19) ; signaux avec des pavillons, le 19 (p. 14, 15, 18) (2) ; enfin et toujours un poste d'observation militaire, *le 18 et le 19*, sur la tour Nord (p. 6, 7, 12, 14, 18).

Ces mensonges ne s'additionnent pas ; ils s'étouffent et se neutralisent : il y en a trop. Et ce n'est pas cette réédition des communiqués de 1914 que je songe à relever ici ; mais certaines affirmations, certaines réflexions en face desquelles, à la lecture, l'esprit effaré sursaute.

Je n'en retiendrai que trois.

I. Ils déclarent donc « *qu'il était expressément défendu de bombarder la Cathédrale* (p. 8), — *que le 19 septembre, un seul coup de mortier fut tiré sur l'édifice, à 12 h. 20* (7, 14, 18) (3), — que *c'est*

(1) Kriegsministerium. *Die Beschiessung der Kathedrale von Reims*, Berlin 1915.

(2) Ni le samedi 19, ni la veille, il n'y eut sur la tour aucune agitation de pavillons. Le jeudi matin, nous avions dû y arborer les drapeaux de la Croix-Rouge, opération qui implique nécessairement des mouvements qu'ils ont pu observer. Mais ces mouvements n'étaient pas des signaux. Ils n'en avaient pas l'air. Un enfant n'aurait pu s'y méprendre. D'ailleurs, à cette date du 17, ils n'en parlent pas.

(3) La Cathédrale, qui avait été atteinte treize fois la veille et trois fois l'avant-veille, a reçu pour le moins, le samedi 19, 25 obus.

l'unique fois où elle ait été directement visée (p. 8), — *que le 22 ou le 23, des batteries ayant été repérées par avions, tout près de la Cathédrale, on tira un coup sans viser le monument*, et que, par conséquent, *s'il a été atteint, c'est involontairement, parce que l'objectif était dans son voisinage immédiat* (p. 8, 16), — *que jamais, dans la suite, ils n'ont tiré sur la Cathédrale, mais uniquement sur les positions ennemies* (1) (p. 8).

La réponse à ces dires audacieux est inscrite par leurs canons, sur notre plan du bombardement de la Cathédrale ; elle est incrustée, burinée par l'acier des obus, dans la pierre du monument ; et, en photographiant ces plaies une à une, nous avons compté les coups (2).

Leurs dénégations ne prévaudront pas contre ces documents.

II. *Le feu*, disent-ils encore, *dut être mis aux échafaudages par les maisons du voisinage qui brûlaient* (p. 8, 9, 14)... *Toute la responsabilité des dommages retombe sur les Français... Ce n'est pas le bombardement, mais les échafaudages qui ont mis le feu à la cathédrale. Pendant des heures, on les a laissés brûler, sans rien faire pour éteindre l'incendie!... On avait même eu l'inconcevable négligence de ne pas mettre à l'abri le merveilleux trésor de la cathédrale* (p. 9).

Voilà ce qu'ils ont trouvé... après un an de réflexion ! L'incendie de la Cathédrale ne serait qu'un accident ! Ils n'y sont pour rien. Le feu aurait pris, on ne sait comment, par des maisons voisines qui brûlaient (3). Est-ce leur faute, à eux, si

(1) Ils ont dit exactement la même chose pour la cathédrale de Soissons : méprise, erreur de tir!... Or, on a trouvé, sur le carnet d'un commandant de batterie, la *Ringkanonenbatterie*, au Nord de Soissons, des notes significatives : *31 janvier 1915.* — « La batterie a tiré 19 obus fusants et percutants sur la cathédrale de Soissons. Le clocher et la nef ont été plusieurs fois touchés. » — *2 février 1915.* — « La batterie *Stenger*, de 9 h. 30 à 10 h. 30, a tiré sur la cathédrale, et, en particulier, sur le clocher, 29 shrapnells, dont 16 au but. » — *25 février 1915.* — « Obus existants, 199 ; consommation, 21 (cathédrale). » *Havas*, cf. *la Croix*, 15 avril 1917.

(2) On trouvera ces photographies dans l'ouvrage illustré, la *Cathédrale de Reims*, que nous publierons prochainement à la librairie Laurens.

(3) Sauf le poste des pompiers, rue Trudaine, qui est au delà de la place du Parvis, aucune maison ne brûlait à cette heure-là dans le voisinage de la cathédrale. L'archevêché, le couvent de l'Adoration, la maison Prieur n'ont brûlé que plus tard, après la cathédrale et incendiés par elle.

Ce n'est pas l'échafaudage qui a mis le feu à la charpente (Cf. p. 47). Le témoin Prullage (p. 27) laisse entendre que les étincelles du poste de pompiers ont mis le feu à la paille et que l'incendie s'est propagé des nefs à l'exte-

les Rémois ne l'ont pas éteint? Ces Rémois négligents qui ne s'étaient même pas donné la peine de mettre à l'abri leur merveilleux trésor!...

C'est l'incendiaire qui accuse les pompiers.

Thèse piteuse que démentent les faits et que l'Histoire n'admettra pas.

III. Ils ont osé écrire ceci : *Ce fut un plan diabolique de lâcheté et de bassesse que de mettre les blessés allemands dans la cathédrale, afin de pouvoir abriter un poste d'observation sous le pavillon de la Croix-Rouge, jusque-là pieusement respecté par toutes les nations* (p. 10).

L'âme allemande se révèle tout entière, effrontée, dans cette phrase stupéfiante, dont peut-être ils n'ont pas senti l'indécence. Car, outre qu'ils ne peuvent pas ignorer, que cette idée de rassembler *leurs* blessés dans la Cathédrale vient d'eux, que la paille y a été apportée pour cela, sur leur injonction formelle, par réquisition, et que, s'ils n'y ont pas installé eux-mêmes leurs blessés, c'est que la déroute du 12 septembre ne leur en a pas laissé le temps, c'est un défi à la conscience publique, ou une aberration du sens moral que de se compter, après ce qu'ils ont fait, au nombre des nations « qui pieusement respectent le Pavillon de la Croix-Rouge. »

J'affirme une fois de plus que jamais, à aucun moment, *la Cathédrale-Ambulance* n'a servi de couverture à un poste d'observation.

Cette accusation est plus qu'un mensonge : c'est un outrage, une infamie!

Cet entassement de mensonges, ces plaidoyers cauteleux finissent par alourdir cette discussion ; mais il nous faut la suivre jusqu'au bout et dire un mot encore d'un autre ouvrage volumineux de près de 500 pages, écrit avec plus de passion que de critique : *La Culture allemande, le Catholicisme et la guerre* (1), qui a été répandu à profusion dans les pays neutres.

Le chapitre IX, sous ce titre, *La Guerre, l'Art et les Sanc-*

rieur; il est absolument certain que l'échafaudage était en flammes avant la paille.

(1) *La Culture allemande, le Catholicisme et la guerre.* Réponse à l'ouvrage français « *La guerre allemande et le Catholicisme,* » publié, en collaboration, par Georg Pfeilschifter, 30 novembre 1915.

tuaires, discute la question des villes saccagées, particulièrement Reims et Louvain.

L'auteur, un théologien, le docteur J. Sauer, y reprend toute l'affaire de la Cathédrale. C'est une réédition du fameux *Rapport ministériel*. Il en reproduit toutes les faussetés, il en adopte toutes les conclusions, mais il y mêle des commentaires et des raisonnements dont je veux souligner les plus osés.

Il se perd d'abord en considérations sans fin, il accumule des textes pour établir que les édifices religieux, en temps de guerre, n'ont droit à la protection, selon le paragraphe 27 du Règlement de la Haye, « qu'à la condition de n'être point employés à des buts militaires; » et il nous accuse « d'avoir escompté froidement leur sentimentalité romantique à l'égard des Arts » en abritant dans nos églises, et, dans le cas présent, à la Cathédrale, postes d'observation, projecteurs et mitrailleuses.

Ils espéraient sans doute, dit-il, que nous chargerions nos canons avec des boulets en laine et nos fusils avec des balles en coton (p. 185).

Ces longues dissertations sont inutiles. Personne ne discute le principe. Nous ne contestons pas le principe, mais le fait. Et, quoi qu'ils en disent, en dépit de leurs dénégations, ils ont bombardé et incendié la Cathédrale, alors « qu'elle n'était pas employée à des buts militaires. »

Tout est là. Il n'y a pas d'autre question.

L'histoire du bombardement s'écrit ainsi : « Déjà, lors du bombardement général de la ville, le 18 septembre, le projectile *égaré* d'un obusier de 15 centimètres avait atteint la toiture de la Cathédrale et causé des dégâts à quelques frontons » (p. 217).

Dans la matinée du 19, les alentours immédiats de la basilique, *où de grands rassemblements de troupes avaient été constatés*, furent bombardés par notre artillerie. Le tir par shrapnells contre le poste d'observation de la tour Nord n'ayant pas donné de résultats suffisants, un mortier y lança, à midi, un projectile qui atteignit la tour de droite. *C'est le seul cas où la Cathédrale elle-même a été prise pour objectif* » (p. 218).

Dans l'après-midi, l'échafaudage commença à brûler, par l'in-

cendie des maisons voisines, *suppose* notre commandement en chef; par l'éclatement direct d'un obus incendiaire, prétend la narration française. En admettant cette dernière hypothèse, le projectile en question *était destiné à un autre but*, puisqu'il est constaté que, ce jour-là, aucun coup, autre que le coup de mortier, ne fut tiré contre la Cathédrale.

Enfin, « après le premier bombardement (celui du 19), le 22 ou le 23 septembre (p. 218), un obus destiné à une batterie établie en arrière de la Cathédrale, atteignit, *non intentionnellement*, la toiture brûlée de celle-ci, *sans qu'il y eût faute de pointages*. Le ministère de la Guerre conteste avec énergie, tout autre bombardement direct et volontaire de la Cathédrale. Si d'autres projectiles atteignirent encore l'édifice, *ce fut un pur effet du hasard.* » (p. 220.)

Et c'est tout. Il n'est plus question du bombardement.

Donc, tout compte fait, pour ceux qui lisent ce gros livre de 490 pages, publié fin novembre 1915, et destiné à rectifier l'histoire chez les Neutres, la Cathédrale a reçu tout au plus quatre obus; le 18 septembre, un obus égaré; le 19, le vrai, l'officiel, l'unique qui lui fut envoyé délibérément avec affectation spéciale; un troisième peut-être, dans la soirée, très hypothétique, qui visait en tout cas un autre but; et enfin, le 22 ou le 23, un quatrième qui se serait encore trompé de chemin.

Que si, depuis, d'autres avaient pris la même voie, « le ministère de la Guerre en donne sa parole, c'est pur effet du hasard. »

Or, le vendredi 18, — après les trois de la veille, — ce n'est pas un, mais treize qui ont frappé la Cathédrale; le lendemain, alors que *les alentours immédiats étaient absolument déserts, sans le moindre rassemblement de troupes*, nous en notons vingt-cinq au moins; et le 24 il y en eut trois. Quant à ceux qui suivirent, « par un pur effet du hasard, » ils sont exactement, à la fin de novembre 1915, au nombre de 48.

Et pourtant, ils nous l'ont assez répété, « le tir de leurs batteries est merveilleusement précis. »

Il faut qu'ils sentent bien vivement le besoin de plaider les circonstances atténuantes, pour descendre à d'aussi misérables excuses!

Le professeur Sauer adopte la thèse de l'incendie par les maisons voisines, avec une sage réserve, toutefois : « l'échafau-

dage commença à brûler, enflammé par l'incendie des maisons voisines, *suppose* notre commandement en chef. »

Mais, s'il n'apporte aucun élément nouveau dans la discussion des faits, il établit du moins, avec une sereine ingénuité, avec un aplomb sans pareil, les responsabilités.

Je cite, sans commentaires.

Après avoir parlé des « irréparables dommages » causés par le feu, il déclare que *la faute doit être exclusivement imputée à l'incroyable négligence des autorités responsables de la ville de Reims.*

Il aurait été pourtant bien facile, du 12 au 18 septembre, de protéger, au moyen de sacs de sable, les portails et la façade... Aucune mesure n'avait été prise en vue d'un incendie, pas même les mesures les plus primitives. Quand l'incendie éclata, aucune pompe ne fut mise en action. Le poste de pompiers voisin avait été détruit par un obus, intentionnellement, bien entendu au dire de la version française... Quant aux autres postes de pompiers, ils ne se sont pas donné, paraît-il, beaucoup de mal; ou bien dans cette ville de 120 000 habitants, n'y avait-il que ce seul poste? En tout cas, une pareille insouciance est absolument inexcusable... (p. 219.)

Ils ne sentent donc pas que leur étonnement se retourne contre eux et que la faute qu'ils nous reprochent est de ne les avoir pas pris pour ce qu'ils sont, d'avoir cru qu'à défaut de la Foi, l'Art et l'Histoire suffiraient à protéger Notre-Dame de Reims et de n'avoir pas su parer le coup.

V

Enfin, il faut enregistrer une note récente (5 juin 1918) du Grand Quartier général allemand au cardinal Gaspari, dénonçant au Saint-Siège, *sous la signature de von Hindenburg*, des faits d'utilisation de la Cathédrale pour des fins de guerre, de juin 1917 à mars 1918.

Tantôt c'est un poste d'observation, tantôt ce sont des signaux lumineux; d'autres fois des ombres qui vont et viennent, *delle ombre che si muovevano sulla torre posta a sud* (1); mais, le plus souvent, c'est une installation de T. S. F.

(1) Je ne possède que la traduction italienne du document.

Ceci est nouveau : ils n'avaient pas formulé encore cette accusation.

Ils ont donc constaté, sur la tour Sud (1), — jusqu'alors c'est à la tour Nord qu'ils s'en prenaient, — « des tiges, *delle stanghe* qui faisaient songer à des antennes, *che facevano sospettare un antenna*, » ou bien, « un grand appareil qui pouvait être un instrument pour la T. S. F., *forse attrezi per radiotelegrafia.* » En novembre, ils ont repéré « des antennes sur la tour Sud, *la presenza*, « *dell'antenna della torre*, » puis encore en décembre ; le 7, le 11, et le 17, ils ont vu... « le fil de fer (*filo di ferro* (2), qui rattachait d'une tour à l'autre, deux tiges qui avaient l'apparence d'antennes, *all' apparenza antenne* ; » le 9, le 13, et le 18, leurs observateurs ont surpris de la radiographie, dans l'air, « *fu scoperta la radiografia*, qui, à leur sens, *che a loro giudizio*, ne pouvait venir que de la Cathédrale ; *non poteva che venire da una torre della Cathedrale.* »

Les témoins « *son pronti a giurare la loro deposizione.* » Mais que peuvent-ils jurer, sinon qu'*à leur sens*, cela ne pouvait venir que de la Cathédrale ?

Et il y en a ainsi deux grandes pages, avec les dates, avec les heures.

Vraiment, s'ils n'avaient pas tant menti, si l'on ne savait que chez eux, en ces matières, la moralité des actes se réfère, comme tout le reste, au *Deutschland über Alles*, que tout ce qui sert l'Allemagne est bien et que cela seul est immoral qui serait de nature à lui nuire, on serait troublé par de telles précisions et on leur accorderait au moins une certaine bonne foi.

Mais, qu'il y ait ou non, au fond de leur conscience, de la bonne foi, il est avéré que sur les tours de Notre-Dame, il n'y avait rien, que la réalité ne répond point à leurs dires et que tout ce qu'ils affirment est objectivement faux.

Le 8 septembre 1918, le général commandant la Ve armée, à qui le cardinal avait communiqué une note analogue du Grand Quartier allemand, datée du 9 juillet, où l'accusation

(1) Depuis avril 1917, je l'ai constaté de mes propres yeux, et le colonel Feyler en a fait la remarque dans le procès-verbal de son enquête, le 3 avril 1918, l'escalier supérieur, dans l'une et l'autre tour, est démoli de telle façon, dans de telles proportions, qu'on peut dire que le sommet est inaccessible.

(2) Les services de T. S. F. militaire emploient un fil d'antenne de 1 millimètre et demi et il est invraisemblable qu'une lunette puisse le percevoir à 6 ou 7 kilomètres. La photographie aérienne ne le décèle même pas à 500 mètres.

était de nouveau formulée, fondée sur cette hypothèse, que certains tirs de nos batteries n'avaient pu être réglés que de la Cathédrale, répondait :

Votre Éminence sait comme moi qu'aucun poste d'observation, soit permanent, soit temporaire, n'existe sur la cathédrale de Reims.

L'emploi de l'aviation et des ballons pour le réglage et l'observation du tir de l'artillerie, rend bien inutile l'organisation d'un observatoire sur la Cathédrale, pas plus d'ailleurs que sur l'église Saint-Remi qui a subi le même sort, et la preuve de certitude invoquée par la note allemande n'a aucune valeur au point de vue militaire. C'est tout simplement une raison donnée pour essayer de justifier un acte injustifiable.

BERTHELOT.

Au lendemain de la catastrophe, leurs arguties et « leurs mensonges » pouvaient impressionner l'opinion, surtout à l'étranger : aujourd'hui, ils ne trouvent plus d'oreilles pour les entendre.

Ce que vaut leur parole et le cas qu'ils en font, le discours du Chancelier, le 4 août, au Reichstag, nous le révèle en deux mots : « *Nécessité n'a pas de loi.* » — « *On se tire d'affaire comme on peut.* »

Tant qu'ils ont escompté la victoire, ils n'ont guère songé à excuser leurs méfaits : « *La gloire lavera tout,* » disaient-ils. Depuis que le vent a tourné et que l'horizon s'assombrit, ils se voient dans *la nécessité* d'alléger à tout prix leur responsabilité et ils se tirent d'affaire, « comme ils peuvent. » Ils contestent, ils nient, ils expliquent, ils accusent : tout leur est bon pour donner le change.

Mais ils ont trop menti, « leurs mensonges » ne portent plus.

L'heure vient, si elle n'a déjà sonné, où l'on se refusera à toute discussion avec eux : ils sont à jamais disqualifiés !

MAURICE LANDRIEUX,
Évêque de Dijon.

D'ISCHIA AU PIZZO

LES DERNIERS JOURS DE MURAT

19 mai - 13 octobre 1815 (1)

I

Vaincu par les Autrichiens, trahi par ses ministres et par ses soldats, placé devant la nécessité de se livrer soit aux Autrichiens qui l'ont vaincu, soit aux Anglais qu'il accuse de l'avoir trompé, Murat va tenter de se dérober par la fuite, en laissant ses généraux traiter avec les Autrichiens pour l'armée et la population, et Caroline, régente, se tirer d'affaire le mieux possible. De la sorte, il n'abdiquera pas, et il réservera l'avenir. Pense-t-il déjà à un *retour* de l'île d'Elbe? C'est possible.

(1) *Papiers inédits de Mercy, Franceschetti et Galvani. Résidu des procès contre Franceschetti, Gregori et le gouvernement royal* (Collection particulière). — Archives nationales. — Archives des Affaires étrangères. — *Vie de Joachim Murat.* Relation des événements politiques et militaires qui l'ont précipité du trône de Naples, par M···, Paris, 1815, in-8. — *Le roi Murat, ses derniers jours*, par Jean de la Rocca, Paris, S. d., in-8. — *Storia di Corsica*, Scritta da F. O. Renucci, Bastia, 1834, in-8. — *Mémoire sur les événements qui ont précédé la mort de Joachim Murat*, par Galvani, Paris, 1843, in-8. — *Mémoire sur les événements qui ont précédé la mort de Joachim Ier, roi de Naples*, par le général Franceschetti, Paris, 1826, in-8. — *Supplément aux Mémoires historiques sur la mort de Murat*, par le général Franceschetti, Paris, 1829, in-8. — *Interesting facts relating to the fall and death of Joachim Murat, King of Naples*, by Francis Macirone, Londres, 1817, in-8 de 167 p. Traduction française, Gand, 1817, in-8 de 151 p. — *Memoirs of the life and adventures of colonel Macirone.* Londres, 1838, 2 vol. in-8. — *Sur la catastrophe de l'ex-roi de Naples, Joachim Murat.* Extrait des mémoires

Le 19 mai, à neuf heures du soir, Murat, accompagné seulement de trois courtisans, de son neveu Bonafous, de son secrétaire Auguste de Coussy, et de quelques domestiques, s'échappe du Palais royal. Après de romanesques aventures, il gagne Ischia, où il parvient à s'embarquer le 21, avec trois personnes seulement, sur un chébec frété par le général Manhès, le pacificateur, — d'autres disent le bourreau, — des Abruzzes. Ce chébec qui bat pavillon anglais, chargé à couler, touche à Cannes le 25, après trois jours de traversée. Après quelques hésitations, le sous-préfet de Grasse lève la quarantaine; Murat débarque, et, tout aussitôt, il expédie deux courriers, l'un à Fouché, l'autre à l'Empereur, qu'a déjà prévenu une dépêche télégraphique du maréchal Brune, commandant l'armée du Midi; Brune est un très ancien ami de Murat pour lequel il va s'employer avec une affectueuse complaisance.

La situation telle qu'elle se présente, paraît sans issue : à Naples, Caroline a dû capituler devant la division du commodore Campbell, livrer la flotte et les arsenaux en échange d'une vague promesse de négociations, de garanties pour sa personne et ses propriétés; menacée d'une de ces insurrections populaires dont Naples est coutumière, elle s'est réfugiée à bord du navire anglais *Tremendous*. De là, elle a écrit à l'Empereur, pour lui annoncer son désastre et lui demander un asile. Mais la convention qu'elle a signée avec Campbell n'est point ratifiée par le commandant de la flotte britannique en Méditerranée, Lord Exmouth : il livre la Reine à M. le comte de Neipperg, lequel la réclame au nom de l'Autriche, victorieuse à Tolentino. Sur ce navire devenu prison, Caroline est conduite à Trieste avec les princes, ses enfants, qu'on a retirés de Gaète;

du général Colletta, Paris, 1823, in-8. — *I calunniatori, ossia confutazione de'libelli pubblicati dall' ex-general Colletta, et del sedicente general Franceschetti*, del Cav. Ignazio Carabelli. Italia, 1826, in-8. — *Histoire de la guerre du Fiumorbo pendant les années 1815 et 1816*, par Marchi fils ainé, Ajaccio, 1855, in-8. — *Joachim Murat, seine Letzen Kämpfe und seine Ende*, von Frihr von Helfert, Vienne, 1878, in-8. — A. Lumbroso, *Muratiana*, Roma, 1898, in-8; — *l'Agonia di un regno*, Roma, 1904, in-12; — *Ai tempi di Napoleone*, Gênes, 1913, in-12. — *Gioacchino Murat in Italia*, da Francesco Guardione, Palerme, 1899, in-18. — *Murat al Pizzo*, testimonanzie inedite. Monteleone di Calabria, 1894, in-18.—*Documenti su lo sbarco, la cattura e la morte di Re Gioacchino Murat al Pizzo*, Palerme, 1895, in-8. — *Ecole française de Rome. Mélanges d'archéologie et d'histoire*, 18e année, fasc. III, IV, V, Rome, 1898, in-8. — *Les derniers mois de Murat. Le guet-apens du Pizzo*, par le marquis de Sassenay, Paris, 1896, in-12.— *Archivio storico Italiano*, sér. III, t. XXIV, 1876, in-8.

elle n'est point déclarée prisonnière, mais on lui signifie que son intérêt ne lui permet point, pour le moment, de quitter Trieste. Pourtant, elle espère que Napoléon l'accueillera, en quoi elle ne se trompe pas.

Mais de Murat Napoléon ne veut point. Il l'a défendu, — mais aussi se défendait-il lui-même, — lorsque, le 2 mai, Lord Castlereagh a apporté à la Chambre des Communes une série de pièces, — faussées et interpolées, — remises par M. de Blacas au Gouvernement anglais, en vue de prouver le double jeu de Murat en 1814. Il a dévoilé la machination, il a, pour la prouver, ouvert son cabinet, fait communiquer aux Anglais qui s'y présenteraient les minutes authentiques des lettres qu'il a adressées à sa sœur et à son beau-frère. Cela n'a point convaincu, certes, Lord Castlereagh, ni ses collègues : le fait était acquis, Murat condamné et détrôné : l'Angleterre ne revenait point là-dessus. Quant à prendre en charge cette campagne dont on avait pu, du jour où elle avait été ouverte, prédire les vicissitudes et la terminaison, l'Empereur ne s'en souciait aucunement. C'était malgré lui et contre lui que Murat l'avait précipitée, malgré lui et contre lui qu'il l'avait menée. Napoléon n'a aucune raison de se solidariser avec Murat parce qu'à présent il est vaincu ; néanmoins, il ne juge point utile de critiquer des opérations militaires qui témoignent d'une étrange maladresse ; il ne révèle point les démarches faites au Congrès de Vienne, les lettres écrites à Louis XVIII et à Talleyrand, les dépêches des agents napolitains à Paris, même pas la proclamation lancée à Rimini et les injures contre la France : il passe, mais il coupe.

Dès qu'il sait que Murat est débarqué à Cannes, il lui expédie un M. de Baudus, ancien employé des Relations extérieures, qui, de 1809 à 1813, a été sous-gouverneur des princes de Naples. Baudus lui dira : « Que Sa Majesté désire qu'il choisisse une campagne agréable entre Grenoble et Sisteron pour y habiter jusqu'à l'arrivée de la Reine et jusqu'à ce que les nouvelles de Naples soient éclaircies. » Ensuite un réquisitoire, mais point déclamatoire, des phrases brèves précisant tous les points : « M. Baudus lui témoignera, en termes honnêtes et réservés, les regrets que l'Empereur éprouve de ce que le Roi a attaqué sans aucun concert, sans traité, sans aucune mesure prise pour instruire les fidèles sujets d'Italie de ce qu'ils

devaient faire, ni les diriger dans l'intérêt commun. Le Roi a décidé l'année dernière du sort de la France en paralysant l'Armée d'Italie, puisqu'il en est résulté une différence de 60000 hommes à notre désavantage. M. Baudus doit lui faire sentir : « qu'il a perdu la France en 1814 ; en 1815, il l'a compromise et s'est perdu lui-même. »

Dans l'agitation où est Murat, il voudrait une solution immédiate, et il est obligé d'attendre Baudus qui n'arrivera que le 9. Aussi, pour gagner du temps, a-t-il expédié à Paris son secrétaire, Auguste de Coussy : mais, à quelques lieues d'Avignon, Coussy a été arrêté et entièrement dévalisé par cinq ou six bandits habillés en paysans et armés de fusils. C'est ici un de ces accidents qui vont à présent traverser à tout instant cet homme, jusque-là presque toujours heureux. Comment va-t-il prendre l'interdiction de venir à Paris? Comment admettra-t-il la sentence prononcée par l'Empereur, lui qui vient de prendre l'attitude de l'allié fidèle qui s'est sacrifié pour la France, et auquel la France a toutes sortes d'obligations. « J'ai perdu pour la France la plus belle existence, a-t-il écrit à Mme Récamier qui, parce qu'elle a assisté, collaboré peut-être, à sa défection de 1814, est devenue sa confidente et qui lui paraît qualifiée pour lui faire connaître l'opinion de la France et de l'armée à son égard. J'ai combattu pour l'Empereur : c'est pour sa cause que ma femme et mes enfants sont en captivité ; la patrie est en danger, j'offre mes services : on en ajourne l'acceptation. Je ne sais si je suis libre ou prisonnier. Je dois être enveloppé dans la ruine de l'Empereur, s'il succombe, et l'on m'ôte les moyens de le servir et de servir ma propre cause. » Et il accuse directement l'Empereur. Il dit : « Quand, en arrivant, je lui témoigne des sentiments généreux et je lui offre de combattre pour la France, je suis envoyé dans les Alpes. Pas un mot de consolation n'est adressé à celui qui n'eut jamais d'autre tort envers lui que d'avoir compté sur des sentiments généreux, sentiments qu'il n'eut jamais pour moi. » Et il conclut : « Il faut savoir tout supporter et mon courage est supérieur à tous les malheurs. Tout est perdu fors l'honneur : j'ai perdu le trône, mais j'ai conservé toute ma gloire; je fus abandonné par mes soldats qui furent victorieux dans tous les combats, mais je ne fus jamais vaincu... »

A cette confidente inattendue, il a demandé l'opinion de

l'armée sur son compte. Il n'aura pas longtemps à attendre pour la connaître. Convaincu que sa famille va débarquer à Toulon, et déterminé à ne pas se rendre entre Sisteron et Grenoble, comme l'a commandé l'Empereur, il a loué aux environs de Toulon une maison de campagne appelée Plaisance, qui appartient au vice-amiral Allemand. Pour gagner cette campagne, il contourne Toulon, où nombre d'officiers français « le traitent mal. » Entre des officiers au service de Naples, récemment rentrés, et des officiers du 9e de ligne, les querelles sont quotidiennes; des duels sont proposés et arrêtés; le lieutenant de police doit inviter le colonel du 9e à prendre des mesures, et, si le Roi paraissait en ville, on ne répondrait de rien.

Murat ne se rend pas compte de cette impopularité. S'il n'ose rompre avec Napoléon, il a lié partie avec Fouché et avec Lucien. Fouché l'a fait soutenir, dès les premières nouvelles, par les deux journaux qui reçoivent directement son inspiration : *l'Indépendant* et *l'Aristarque* ont rejeté tous ses désastres sur « l'inconcevable lâcheté de ses troupes » et l'ont applaudi d'avoir « abandonné un peuple sans courage et sans énergie. » Ces insertions impliquent une correspondance dès lors établie entre Murat et Fouché qui, le 11, fait annoncer comme nouvelle positive que « le roi Joachim est dans une terre à quelque distance de Lyon; » le 17, par le capitaine Gruchet, employé au cabinet du Roi, qu'il lui expédie en courrier, il l'invite à venir attendre les ordres de l'Empereur *aux environs de Lyon.* Murat accepte avec empressement : le 18, à la fin d'une lettre des plus acerbes contre l'Empereur, qu'il adresse à Mme Récamier, il écrit : « Donnez-moi des conseils; j'attendrai votre réponse, celle du duc d'Otrante et de Lucien, avant de prendre une détermination... J'attendrai votre réponse sur la route de Marseille à Lyon. »

Son impatience est telle que, dès le lendemain, 19, il adresse à l'Empereur une lettre où il dévoile un état d'irritation qu'il est incapable de dominer. Après s'être étendu sur la violation par les Anglais de la capitulation de Naples, il dit : « Je n'ai plus rien à demander à Votre Majesté. Elle peut sans ménagements prononcer sur mon sort : ses volontés seront exécutées : heureux de m'être perdu pour elle, aucune plainte ne sortira de ma bouche, mais vous pouvez vous dispenser de

me faire parvenir à l'avenir ce qu'on veut bien appeler des consolations par des personnes que l'on nomme mes amis. Que vos ministres me fassent connaître positivement le lieu de mon exil ; je m'y rendrai sans murmurer. Je vais attendre vos ordres aux environs de Lyon. »

Voilà donc Baudus exécuté avec la mission dont, par délicatesse, l'Empereur l'a chargé pour enlever à ses injonctions quelque chose de leur caractère impératif. Murat accule Napoléon à lui faire passer des ordres par ses ministres, et par quel ministre? Fouché, qui est dans son jeu, qui y fut toujours, qui a lié partie avec lui au moins depuis 1808, qui, pour lui, en 1814, a formellement trahi Napoléon! Fouché a-t-il eu l'idée d'un triumvirat au cas où quelque accident écarterait du jeu l'Empereur? Murat pour le militaire, Lucien pour les Chambres, lui-même pour la diplomatie et le reste? Cela semble bien possible, et c'est pour cela que Fouché eût cherché à rapprocher Murat de Paris, afin d'avoir sous la main un homme d'exécution. Tandis que Baudus annonçait à Murat que l'intention de l'Empereur était qu'il prît une maison entre Sisteron et Grenoble, Fouché lui écrivait qu'il était libre de « s'établir dans le Dauphiné, le Lyonnais, ou ailleurs. » Alors, Murat a écarté Baudu, « dont rien, a-t-il écrit, ne justifiait la mission près de lui » est se conformant aux instructions de Fouché, il va s'acheminer le surlendemain vers Lyon; et puis, il compte sur Fouché pour obtenir une résidence à trente lieues de Paris.

Il parle à Fouché de la rupture de la Convention de Naples, du transfert de sa famille en Autriche ; « ce nouveau malheur, dit-il, serait seul capable de m'accabler, mais la perte de mon royaume, mais la captivité de ma famille ne sont rien, auprès de la douleur que m'a fait éprouver l'accueil que j'ai reçu de l'Empereur en rentrant en France. Il est inouï, et il ne sera certainement pas facile de faire comprendre aux Français et à leurs ennemis, que Napoléon ait pu priver de l'honneur de combattre pour la France en danger un prince qui vient de perdre pour elle son trône et sa famille. »

Ainsi passe-t-il sous silence l'occupation de Rome, le siège du fort Saint-Ange, l'agression contre l'armée française, sa participation effective à la coalition, toute sa conduite depuis la fin de 1812. Il tient d'ailleurs avant tout à sa réputation militaire. S'il est tombé, ce n'est pas que la nation ne lui soit pas restée

constamment fidèle, que les généraux ou les simples officiers aient manqué à leurs serments : « les soldats seuls, dit-il, m'abandonnèrent. » A la vérité, tous les soldats. Pour le satisfaire, il faudrait que Fouché remplît les journaux de ses dénégations, de ses apologies, de ses proclamations, des bulletins autrichiens, des conventions conclues par la Reine. « Comment l'Empereur, qui en a reçu une copie bien exacte, n'a-t-il pas jugé à propos de la faire publier? »

« J'entends dire, ajoute-t-il, que l'opinion de la France m'est contraire, et que les Français ne me pardonnent pas d'avoir cessé un seul instant d'être leur allié ; je ne répondrai rien à cela, mais je me bornerai à les renvoyer au discours de Lord Castlereagh, qui ne m'a que trop justifié. Je répondrai à ceux qui m'accusent d'avoir commencé les hostilités trop tôt, qu'elles le furent sur la demande formelle de l'Empereur et que, depuis trois mois, il n'a cessé de me rassurer sur ses sentiments en accréditant des ministres près de moi, en m'écrivant qu'il comptait sur moi, et qu'il ne m'abandonnerait jamais. »

En vérité, quel besoin a Murat de conter ces histoires à Fouché, qui sait mieux qu'homme au monde la foi qu'il y faut prendre? Pour tenter une justification impossible, Murat en arrive à se couvrir du discours de Lord Castlereagh et des documents falsifiés qui ont été produits par lui. Nul mieux que lui, si ce n'est Fouché, ne sait qu'ils sont faux : alors, par quelle étrange audace essaie-t-il de s'abriter derrière eux? Et c'est par cette phrase comminatoire qu'il termine son apologie au sujet de son entrée en guerre : « Si on m'y force, il ne me sera que trop facile de me justifier à cet égard d'une manière victorieuse. »

Ainsi prend-il l'offensive contre l'Empereur, et semble-t-il assez assuré du concours de Fouché pour lui envoyer cet étonnant plaidoyer. L'on se demande à quel tribunal il le destine : ce n'est point à Fouché avec lequel on ne saurait plus douter qu'il a, l'année précédente, combiné sa défection; ainsi est-on ramené à la conviction que quelque combinaison a été imaginée qui reproduit avec un élément nouveau, — Lucien, — les intrigues anciennes.

Murat ne devrait pourtant pas douter que l'Empereur n'ait été renseigné point par point sur sa campagne. Fouché avait à Toulon un de ses lieutenants les plus remarquables, Joliclerc,

que l'Empereur appréciait tout particulièrement, et qui, dès que furent débarqués, de trois bâtiments venant de Naples, environ quatre-vingts passagers, la plupart gens de marque, attachés à la Cour, en avait tiré des renseignements très précis et n'avait point manqué d'en faire part à qui de droit. Mais peu importait à Murat. Il suivait d'abord ses idées, quitte à ce qu'elles se trouvassent en contradiction avec les faits. On voyait ensuite à les faire *cadrer*.

Le 20, il expédie ces deux dépêches par Gruchet et, convaincu désormais qu'il ne peut plus espérer l'arrivée de Caroline et de ses enfants, ce qui le retenait sur la côte, il se dispose à gagner Lyon, selon qu'il l'a écrit à Fouché. Il annonce à Mme Récamier sa prochaine arrivée, par une lettre où il lui témoigne « sa reconnaissance pour l'aimable et constant intérêt qu'elle lui a témoigné, et lui demande la conservation de son amitié au milieu des malheurs immérités qui l'accablent. »

Le 23, il envoie à Lyon, avec M. de Coussy, chargé de lui louer une campagne, une partie de sa suite et son valet de chambre, Armand, l'un des plus affidés. N'ayant encore, semble-t-il, aucune nouvelle du désastre de Belgique, il part le 25, à huit heures du soir, pour Lyon. Le 26, à six heures du matin, un peu au delà d'Aubagne, il rencontre le général Verdier à la tête de la garnison de Marseille. Devant la populace insurgée à la nouvelle de Waterloo, devant les massacres auxquels elle se livre, et la menace d'une descente anglaise, Verdier a évacué la ville sans combattre, et il se dirige sur Toulon pour rallier l'armée que commande le maréchal Brune. Verdier est des plus anciens camarades de Murat, près duquel il a combattu en Italie, en Égypte, en Syrie; sous ses ordres en Italie, en l'an X, il l'a retrouvé en Prusse, en Pologne, en Espagne, en Russie, et, fidèle lieutenant d'Eugène, il a combattu avec vigueur le roi de Naples en 1814 : il connaît donc mieux qu'homme au monde ses défauts et ses qualités. Les soldats acclament Murat, les officiers se pressent autour de lui, le supplient de se mettre à leur tête, de marcher sur Marseille, de châtier les massacreurs qu'a enivrés la faiblesse de Verdier. Il refuse, et, durant que la troupe prend la route de Toulon, il regagne Plaisance.

Alors ce sont d'interminables journées d'hésitations, de contradictions, de lettres écrites qu'il faut aussitôt rattraper; de

négociations oiseuses avec Brune qui ne sait, lui aussi, à quoi se résoudre, mais qui n'ignore rien des dangers qui le menacent, car le 12 mai, il a télégraphié (1) au ministre de la Guerre : « L'esprit des habitants du Midi est affreux. » Brune a projeté de percer avec ses troupes et de se joindre à l'Armée de la Loire, auquel cas le Roi l'eût accompagné, mais cela est trop simple, et on y renonce ; Murat, de son côté, se compromet en tentatives maladroites près du général de Perreymond qui s'est emparé du commandement de Marseille au nom de Louis XVIII. Il se disperse en des entretiens avec des réfugiés napolitains qui, pour se faire bien venir et tirer quelque argent, certifient que Naples et les Calabres n'attendent que sa présence pour se soulever contre les Bourbons. Amorcent-ils déjà une conspiration ? Sur les conseils plus éclairés du général Rossetti et du duc de Rocca Romana, il se détermine à la fin, le 5 juillet, à expédier à Paris un employé de son Cabinet qui rejoindra M. de Coussy et qui remettra les pouvoirs nécessaires pour prier le duc d'Otrante d'entrer en négociations avec le prince de Metternich, en vue d'obtenir de l'empereur d'Autriche un asile dans ses États.

Avec Fouché, Coussy a déjà fortement avancé une affaire qui ne saurait manquer de tenir grandement au cœur de Murat, et qui, au défaut du trône de France, ou même d'une place de triumvir, lui assurerait au moins une fortune. Murat a chargé Coussy de réclamer les biens qu'il avait acquis en France à titre onéreux et que, par le traité de Bayonne, du 18 juillet 1808 (article séparé n° 4), il avait dû céder à l'Empereur, en échange de 500000 francs de revenu annuel à prendre sur le million de rentes en fonds de terre que l'Empereur s'était réservé dans le royaume de Naples par le statut du 30 mars 1806. Ces propriétés consistaient dans le Palais de Paris (l'Élysée), la maison de campagne de Neuilly, les écuries dites d'Artois, et la terre de la Mothe-Saint-Héraye, avec le mobilier et meubles meublant ces palais et maisons, les tableaux, statues, et tous les objets soit d'art, soit de décoration qu'ils renfermaient : pour le présent, une fortune considérable, immense pour l'avenir. Que la restitution en fût agréable à Murat, l'on

(1) On acheminait les dépêches de Toulon et Marseille sur Lyon, d'où elles étaient télégraphiées par le télégraphe Chappe, ce qui peut expliquer le retard de la nouvelle de Waterloo.

n'en pouvait douter et elle pouvait lui sembler équitable. L'Empereur avait cédé au grand-duc de Berg ses droits sur la couronne des Deux-Siciles, mais la condition expresse de cette cession avait été « une ligue offensive et défensive sur terre, comme sur mer, entre l'empereur des Français et le roi des Deux-Siciles, » et, quoi que pût dire Murat, la rupture de l'alliance ne pouvait guère se discuter. Quant à garantir au Roi les biens « qui lui avaient été cédés pour en jouir à titre de propriété particulière, » il n'en avait point été question dans le traité, et ce fut une habileté de Coussy et de Fouché d'alléguer le contraire. Peut-être pensaient-ils que la garantie était implicite. En tout cas, ce fut sur un tel considérant que la Commission de gouvernement (duc d'Otrante, président, Carnot, Grenier, Quinette, Caulaincourt membres) se fonda pour prendre un arrêté, « restituant au prince Joachim ses biens de France, estimés à dix millions pour tenir lieu des biens situés dans le royaume de Naples pour lesquels il était impossible de fournir la garantie stipulée. » Quant aux biens qui auraient été aliénés, le prince Joachim en recevrait la valeur. Cet arrêté était en date du 5 juillet : expédition en fut transmise à Coussy par Montalivet, intendant général de la Couronne, le 7, le jour même où Fouché fit fermer la Chambre des représentants, la veille de l'entrée à Paris de Louis XVIII, la veille de la seconde Restauration.

C'était l'acte testamentaire du Gouvernement provisoire, mais serait-il exécuté? Sans perdre une heure, Coussy envoie par Gruchet cette pièce à Murat. Il joint une lettre « où il parle de l'espoir qu'il a que l'empereur de Russie ne refusera pas de parler pour le maintien de la restitution de ces biens, fondé sur l'équité. » Il demande au Roi sa procuration pour suivre ses affaires d'intérêt et agir conformément à ses intentions, et il ajoute : « On dit qu'il va être assemblé un congrès où Louis XVIII lui-même serait mis en question. Ce serait le moment de parler pour Votre Majesté. Vous trouverez des amis fidèles, et quelques-uns de vos ennemis même, n'ayant plus rien à craindre, seront plus humains. » Il termine en disant : « qu'ayant appris, avant le départ de Napoléon pour se rendre au lieu de son embarquement, qu'il avait des sommes d'argent considérables, son intention était de lui envoyer

Gruchet pour lui faire connaître le dénuement du Roi et obtenir quelque chose de lui (1). »

Parallèlement à Coussy, un autre agent de Murat est entré en action : Francesco Macirone. C'est un personnage des plus suspects, mi-Romain, mi-Anglais, qui sans avoir jamais servi, a été par Murat nommé colonel en 1814. Le Roi l'a employé à des missions secrètes, en Sicile, en Angleterre et à Paris, où il est arrivé au commencement de mai. Il s'est aussitôt concerté avec Fouché qu'il connaît et qui l'a gardé en réserve pour des besognes où il aurait besoin d'agents frais et inédits. Coussy, qui, parti pour Lyon au-devant de Murat, y a appris la nouvelle de Waterloo, est revenu en hâte sur Paris et s'y est concerté avec Macirone. Le 28, Macirone, chargé des instructions de Fouché et muni d'une lettre d'introduction fournie par un agent anglais, peut-être bénévole, un nommé F. Marshall, s'est présenté à Wellington, et, après l'avoir entretenu de la mission dont Fouché l'a chargé au sujet du changement de régime, a parlé de passeports pour Murat et d'un asile à lui donner en Angleterre. Wellington a posé comme première condition l'abdication du Roi, et il a exprimé le désir que Murat écrivît lui-même. Macirone a rendu compte à de Coussy qui en a référé au Roi.

Le 13, Murat a répondu à Coussy, en lui envoyant sa procuration, que le titre qu'il a pris — prince Joachim Murat — est celui qu'il désire porter; qu'il souhaite par-dessus tout qu'il lui soit permis de rester en France comme simple particulier en donnant toutes les garanties. Quant aux pourparlers avec Wellington, il renonce à aller en Angleterre, s'il doit commencer par signer son abdication, ce qu'il ne pourrait faire d'ailleurs sans avoir vu sa femme et ses enfants : « Je dois avouer, ajoute-t-il, que j'avais une autre opinion du caractère de ce général. Je le croyais aussi généreux qu'illustre, et j'aurais été loin de penser qu'il aurait exigé un si grand sacrifice pour de simples passeports que lui demandait un guerrier malheureux. »

« Maintenant, ajoute-t-il, que tous les souverains sont à

(1) Lorsqu'on connaît la fortune qu'emportait l'Empereur, on peut être surpris de cette prétention : mais en tout cas, la demande eût pu ne point paraître nouvelle à l'Empereur, auquel le duc de Vicence avait écrit le 18 juin : « J'ai déjà eu l'honneur d'entretenir Votre Majesté de la détresse du roi de Naples, il paraît qu'elle est très réelle. Je prie Votre Majesté de me faire connaître si elle a quelque ordre à me donner à cet égard. » Waterloo a suspendu la réponse.

Paris, il vous sera facile de faire, ou de faire faire des démarches pour savoir quel serait celui qui serait le plus disposé à me donner un asile. Je ne voudrais jamais, s'il est possible, aller en Autriche. Cette résolution m'est sans doute bien pénible, puisqu'elle pourrait me séparer pour longtemps de la Reine et de mes enfants, et il faut avoir de bien justes motifs de me plaindre de ce gouvernement pour pouvoir même concevoir ce projet. »

Passant ensuite à ses biens, il ne voit pas pourquoi le Gouvernement provisoire aurait fait quelque difficulté à les lui restituer. Il a les contrats d'achat et nul ne saurait produire des contrats de vente. Il compte assez sur la justice de Louis XVIII, au cas que celui-ci remonte sur le trône, pour obtenir de lui l'équivalent des propriétés que la Couronne conserverait. « Je dois présumer, ajoute-t-il, qu'à l'époque où le Congrès se réunira de nouveau, la Reine agira de son côté pour nous faire obtenir une existence convenable, car je n'y ai pas moins de droits que n'en eut et n'en a l'empereur Napoléon, le roi Charles et la reine d'Étrurie (car, comme ces princes, j'ai été reconnu par tous les princes d'Europe). Faites agir de votre côté pour chercher à nous rendre favorables les ministres de princes les plus influents. »

Ainsi, autant qu'il est permis de juger de ses projets, qui paraissent se contredire d'heure en heure, Murat a renoncé à solliciter l'Autriche; il désire aller en Angleterre, mais sans se soumettre à la condition préalable de l'abdication; il se croit en sûreté à Toulon, il n'a aucune idée de s'éloigner; il ne réalise pas que, à chaque minute qu'il perd, il compromet ses chances de vivre. Convaincu de la générosité de Louis XVIII, assuré qu'il est resté roi tant qu'il n'aura pas abdiqué, il se plaît à des gestes souverains et il envoie au maréchal Brune la décoration de son ordre : « Mon cher Brune, lui écrit-il, je t'adresse la petite croix de mon ordre que tu as paru désirer. Dans l'état où m'a réduit la fortune, je n'aurais pas osé te l'offrir. Je m'en veux de ne pas avoir pensé que mon grand ordre t'eût été agréable. Je te l'eusse envoyé quand j'étais encore sur le trône. » Ainsi, avec ces hochets qui ne sont plus que des objets de curiosité, ces deux soldats, également partis du peuple et également démagogues à leurs débuts, jouent au bord de leur tombe!

Cependant, spontanément, semble-t-il, peut-être d'accord avec Coussy, Macirone, le 12 juillet, a écrit, au nom du Roi, à Lord Castlereagh, pour demander un asile en Angleterre. Le même jour, Murat a adressé son aide de camp, le général Rossetti, à Lord Exmouth, dont la flotte est entrée dans le port de Marseille. Il a donné pour instruction à Rossetti : « Demander que le Roi soit reçu à bord d'un bâtiment anglais et conduit en Angleterre ; assurance formelle qu'il jouira d'une pleine liberté et de la faculté d'habiter une ville des trois royaumes (Londres excepté). Le Roi s'engagera à y vivre en simple particulier, et avec un très petit nombre de ses amis. » Lord Exmouth, que Rossetti peut atteindre le 13 au matin, consent bien à recevoir le Roi à bord d'un des navires de son escadre, mais sans aucune garantie : il demandera les ordres de son gouvernement lorsque le Roi sera à son bord. Rossetti répond que, sans l'assurance d'une liberté pleine et entière, le Roi ne se livrera pas aux Anglais ; que d'ailleurs il a lieu de croire que l'empereur d'Autriche accordera des conditions plus avantageuses : connaissant les répugnances de Murat, il espère ainsi monter l'enchère.

Aussi bien, est-il en droit de le faire ; le 14, arrive à Plaisance le valet de chambre Armand, expédié par Coussy, et porteur des dépêches de Fouché. Fouché, muni de l'autorisation donnée le 5 par Murat de négocier avec Metternich, annonce que l'empereur d'Autriche consent à offrir un asile dans ses États au Roi, pourvu qu'il abdique et qu'il consente à accepter un titre modeste ; Fouché ajoute qu'il attend l'autorisation de signer cette convention avec M. de Metternich.

Mais Murat s'obstine à ne point abdiquer, à ne point se rendre en Autriche ; il veut l'Angleterre dans les conditions qu'il a posées, et, cela, malgré Lord Exmouth et malgré Wellington. Aussi, ce même jour écrit-il à Brune : « Je te serais obligé si tu voulais m'envoyer l'ordre au contre-amiral Duperré de me donner des moyens de transport pour moi et mes officiers sur un bâtiment de l'État, ainsi que tu me l'as promis : cet amiral m'a déclaré qu'il n'attendait que cet ordre pour l'exécuter. »

Où irait-il, sinon en Angleterre ? Au surplus, loin d'accepter, le 15, comme on l'a prétendu, les offres de l'Autriche, c'est pour Wellington qu'il rédige une lettre dont il attend un

effet infaillible. Il écrit : « Un prince malheureux, un capitaine qui n'est pas sans renommée, s'adresse avec confiance à un capitaine aussi généreux qu'illustre, pour obtenir un asile en Angleterre. Mylord, j'ai perdu le trône de Naples pour avoir voulu être fidèle à mon système de vouloir rester inviolablement attaché au système de la Grande-Bretagne. Telle fut en effet ma déclaration à Lord Castlereagh, à l'époque du dernier événement de l'île d'Elbe ; telle fut celle que je fis à Lord Bentinck à l'ouverture de cette dernière campagne, lorsqu'il me fit dénoncer l'armistice avant l'expiration des trois mois qui devaient suivre cette dénonciation. Je lui fis écrire que, ne voulant, ni ne pouvant vouloir me mettre en guerre avec l'Angleterre, j'allais rentrer dans mes États, et demander une suspension d'armes au général autrichien. Cette résolution me perdit, car, en restant sur le Pô, j'eusse infailliblement forcé ce général à l'accepter, et je serais encore en possession de mes États. » Il se plaint que sa femme et ses enfants aient été menés prisonniers en Autriche, et il demande à se placer sous la sauvegarde de l'honneur britannique et de la gloire de son premier général : « Mylord, dit-il, je ne saurais rendre un plus grand hommage au peuple anglais, je ne saurais payer un plus grand tribut d'estime et d'admiration aux qualités éminentes qui vous distinguent et qui viennent de vous placer au rang des plus grands capitaines. Ne dédaignez pas mon hommage, mylord, c'est celui d'un militaire d'honneur qui, tout en vous admirant, et sans être jaloux de votre gloire, désira longtemps de vous combattre, dans l'espoir d'enrichir son expérience de vos talents militaires. »

Cette lettre, dont Murat attendait le suffrage de Wellington, ne fut point envoyée par Coussy à son destinataire, parce que, lorsqu'elle parvint à Paris, Macirone « avait reçu de Sir Charles Stuart une note officielle l'informant qu'il était chargé par Lord Castlereagh de lui dire que le Prince régent ne jugeait pas à propos, pour le moment et par rapport aux circonstances du jour, d'accéder à la demande du Roi (1). » Macirone remit à

(1) Macirone assure que, sur la nouvelle de la Restauration, Murat aurait écrit aux premiers magistrats du département, pour les assurer qu'il serait le dernier à troubler la tranquillité publique, qu'il ne demandait que la faveur de rester en sûreté où il était, jusqu'à ce qu'on connût la décision des Alliés sur son sort. Il aurait joint une lettre pour Louis XVIII dans laquelle il invoquait la générosité et la magnanimité d'un ennemi victorieux.

Coussy une lettre par laquelle il rendait compte au Roi de ses démarches, et réclamait de l'argent. Le même jour, Coussy expédia Gruchet avec cette lettre et une autre qu'il écrivait au Roi relativement à ses propriétés.

*
* *

Dans l'intervalle, la face des choses avait entièrement changé, et, loin de continuer à être protégé par les agents du gouvernement, Murat allait être traqué par eux. A Paris, Decazes, préfet de police, avait ouvert les hostilités contre Fouché, ministre de la police et, en apparence, chef du gouvernement. Vitrolles, encore à Paris, appuyait Decazes en attendant qu'il revînt à Toulouse administrer la principauté de Mgr le Duc d'Angoulême. Appelé par le Comité royaliste de Marseille, promu lieutenant-général et investi par le Duc d'Angoulême du commandement de la division militaire, le marquis de Rivière remplaçait Brune, et l'on ne pouvait que craindre ses préjugés et son entourage. Enfin, un nommé Martelli, fils peut-être d'un Martelli qui avait accompagné Bacciochi à Lucques, était envoyé à Toulon pour remplacer Joliclerc en qualité de lieutenant provisoire de police. Martelli « s'occupait tout le long de la route de ses fonctions, ce qui le mit dans le cas, écrit-il, de faire arrêter divers personnages, entre autres le sieur Gruchet, aide de camp du général Belliard. » Il saisit les dépêches dont Gruchet était porteur : « Elles étaient renfermées dans un tuyau de fer-blanc, et dans un étui adroitement caché dans un saucisson de Bologne. » Arrêté à Cuges, Gruchet est transféré à Marseille, près de M. Caire, lieutenant provisoire de police, et ses dépêches sont transmises à Decazes, lequel n'a garde d'en référer à Fouché. Comme elles sont signées de Macirone et de Coussy, Decazes fait appréhender les signataires ; on perquisitionne à leurs domiciles et l'on enlève leurs papiers. Quant à Gruchet, conduit à Marseille, il y est étroitement gardé jusqu'au mois d'octobre, où « il eut sa liberté par ordre supérieur avec injonction de se rendre à Besançon, » son lieu de naissance.

En même temps, le neveu de Murat, Bonafous et sa nièce, la duchesse de Coregliano, qui se rendent à Cahors, sont, par le zèle du même Martelli, arrêtés dans les lignes pendant les marches et contre-marches des troupes françaises et anglaises.

Ils sont dans une voiture de Murat que l'on croit remplie d'argent. Ils demandent d'eux-mêmes à être fouillés. On ne leur trouve que peu d'argent, quelques diamants, et des reconnaissances de bijoux. On va les relâcher, lorsque l'examen des papiers saisis sur Gruchet fait soupçonner une relation entre leur voyage et les projets de Murat. La duchesse est mise en liberté, mais on expédie Bonafous sur Marseille, où il est gardé à vue jusqu'au 6 septembre.

Ainsi Murat est coupé de Paris, coupé de tous ceux qui s'intéressent à lui, surtout de Fouché, qui ignore entièrement ce qu'a machiné Decazes. Brune, de plus en plus indécis, va céder aux injonctions du marquis de Rivière, arborer le drapeau blanc, proclamer Louis XVIII, et quitter la place sur l'assurance « qu'il n'aura rien à craindre, s'il consent à abandonner le commandement de l'Armée du Var, et à sortir de Toulon. » Il se dispose donc à rentrer à Paris : on sait comment, malgré les assurances de M. le marquis de Rivière, il fut massacré le 2 août à Avignon. De combien s'en fallut-il que les bandes marseillaises, enivrées de leurs tueries, enhardies par l'impunité, rivalisassent avec les bandes comtadines et donnassent le meurtre du maréchal Murat pour pendant au meurtre du maréchal Brune? Elles approchaient de Toulon et se disposaient à y renouveler les atrocités des derniers jours de juin. Le Roi ne pouvait plus sans témérité rester à Plaisance ; il dut d'abord rentrer en ville, puis chercher un asile ignoré dans une bastide à une lieue et demie de Toulon, sur la route d'Antibes.

Pour détourner les chiens, Joliclerc a annoncé le 29 juillet au ministre de la Police et a fait répandre que Murat a quitté le pays le 20. « Il avait fait préparer un bâtiment de commerce pour s'embarquer, écrit Joliclerc. Il paraît cependant qu'il a pris le chemin des montagnes avec deux personnes seulement. On veut même qu'il ne soit pas très loin de Toulon, attendant une réponse de Lord Wellington, à qui il avait fait demander un passeport pour se retirer en Angleterre. Sa maison se disperse entièrement. Chacun de ses officiers retourne dans son pays natal. Le duc della Rocca-Romana m'a fait demander des passeports pour Lyon où il en sollicitera de nouveaux de Votre Excellence pour gagner Paris. »

Il y a, dans les trois séries de faits allégués par Joliclerc,

trop de vérités pour qu'il ne puise pas à bonne source : la demande de passeports se rattache au projet qu'ont formé certains fidèles de Murat de l'entraîner à Roanne par les montagnes, pour y attendre le sauf-conduit qu'a offert M. de Metternich. Mais c'est là le parti que Murat paraît à présent le moins disposé à prendre. Peut-être n'a-t-il consenti à se joindre à Rocca-Romana, San Giuliano et Rossetti, qui ont tous pris des passeports pour Lyon, qu'en vue « de se diriger vers Paris avec ses anciens officiers, en se confondant avec leurs gens pour être plus à portée de suivre les démarches près de Lord Wellington. » Cela prouve la sûreté des informations de Joliclerc qui n'est pas moins bien renseigné quant au bâtiment de commerce.

Murat, en effet, sur la nouvelle qu'un bâtiment marchand allait faire voile de Marseille pour le Havre, n'a point hésité, le 5 août, à abandonner le projet d'un voyage par les montagnes et à chercher les moyens de s'embarquer. Est-ce lui pourtant qui nolise le bateau, ou ne doit-il paraître qu'en simple passager? La première hypothèse est de beaucoup la plus vraisemblable. Au Havre, il compte attendre les passeports que lui apportera le marquis de San Giuliano, parti en poste pour Paris et Londres. Ce n'est point de Metternich, c'est de Wellington que San Giuliano devra, une fois de plus, réclamer la protection : Murat offre, si on lui accorde un asile en Angleterre, d'envoyer au gouverneur de la place de Gaëte, qui tient encore, l'ordre de capituler.

Les dispositions avaient été prises pour que le Roi s'embarquât le 10 août au matin sur une barque de pêcheur que son neveu, Joseph Bonafoux, mènerait en rade au navire affrété. Mais, par excès de prudence, son nom n'a pas été prononcé; le capitaine, auquel on n'a pas voulu se confier, ignore à qui il a affaire, et l'on a combiné pour l'embarquement en rade des mesures si compliquées qu'un empêchement devenait probable. Le 9, vers huit heures du matin, le lieutenant-général comte de Lardenoy de Bolandre, que le marquis de Rivière a nommé commandant d'armes à Toulon, « ayant reçu l'avis qu'on venait de voir entrer le roi Joachim dans une maison près de la mairie, envoya sur-le-champ de la troupe, avec un officier supérieur et un commissaire de police pour cerner le local et le fouiller avec le plus grand soin. » On ordonne la fermeture des portes

de la ville, on fait des perquisitions sévères dans la maison qu'habite le capitaine de frégate Bonafous-Murat, et, si ces mesures ne procurent point à M. le comte de Lardenoy l'arrestation du Roi, elles empêchent Bonafous de prendre la barque, d'aller chercher son oncle au rendez-vous, et de le conduire en rade. Après avoir attendu plusieurs heures, le navire, sur lequel Rocca-Romana et Rossetti étaient montés comme simples passagers, au même titre que le général Verdier, et divers officiers de son état-major, fait voile pour le Havre. Il emporte les bagages et l'argent du Roi. Il n'y eut là ni trahison, ni défection : simplement des contretemps fâcheux, mais explicables. Seulement, Murat eût pu remarquer, lui, l'homme jadis constamment heureux, que, depuis son arrivée en France, rien ne lui réussissait.

Cependant le marquis de Rivière, qui, en l'an XII, avait dû la vie à l'intervention de la princesse Caroline, et qui, à présent, tenait en ses mains l'existence de Murat, ne semblait point avoir formé contre lui de mauvais desseins, tout au contraire. Il n'avait été pour rien dans le mouvement insurrectionnel qui s'était produit, le 25 juin, à Marseille, dont, le 10 juillet seulement, il était venu assumer l'administration nominale et où il s'était montré impuissant non seulement à retenir, mais même à modérer les esprits. Les officiers qu'il avait nommés, les troupes qu'il avait rassemblées, les paysans qu'il avait insurgés, échappaient à ses directions pour suivre les pratiques d'une populace qui ne pouvait être contenue que par des méthodes d'efficace sévérité. Il se trouvait sans moyens, sans forces et sans énergie morale, en présence de crimes dont on ne saurait le rendre responsable. On l'a accusé d'avoir « promis 48000 francs de récompense à celui qui livrerait l'ex-roi, mort ou vif, » de lui avoir tendu un piège en essayant de faire son complice de Joliclerc, et d'avoir destitué celui-ci sur son refus : tout cela est faux, et c'est à bon droit que, dans les mémoires publiés sous son nom, on a allégué le contraire.

Le 14 août, Joliclerc a écrit au duc d'Otrante : « L'autorité militaire a continué à rechercher ici avec beaucoup d'activité le roi Murat, on a fouillé plusieurs maisons dans la ville et dans la campagne. Des gens zélés, dans plusieurs communes rurales, ont aussi fait des démarches et des courses à cette occasion, de sorte que, si ce personnage était trouvé par de

pareils rassemblements, je ne sais pas trop ce qui en arriverait. »

Joliclerc est venu trouver le marquis de Rivière; il l'a entretenu de la position de Murat et il a reçu de lui une commission dont il lui rend compte à lui-même dans des termes qui ne sauraient laisser aucun doute sur ses intentions : « Conformément aux ordres de Votre Excellence, écrit-il, j'ai dit à M. Murat (Bonafous), capitaine de frégate, neveu du roi Joachim, que si ce prince était encore dans les environs, l'*autorité supérieure* lui offrait un sauf-conduit et une escorte, pour qu'il pût gagner à son gré ou un vaisseau de guerre anglais, ou l'armée autrichienne, à son choix; qu'il aurait à cet égard des *garanties écrites* s'il le désirait; que, dans le premier cas, on lui procurerait un bâtiment convenable, etc. Le neveu m'a déclaré qu'il croyait son oncle parti par mer depuis le 22 juillet; que, cependant, il irait aux informations et me ferait une réponse positive sous peu de jours; ce qui me confirme dans l'idée que j'avais, que, si ce personnage ne s'est pas embarqué, il doit être retiré quelque part dans nos montagnes. Ne jugeriez-vous pas convenable, monseigneur, de m'envoyer de suite, ou à M. le comte de Lardenoy, le sauf-conduit en question, pour qu'à l'instant même où l'on me rendra réponse, nous puissions mettre à exécution ce qui aura été convenu? Je suis persuadé que ce prince, s'il est ici, préférera de se rendre aux Anglais, s'attendant bien cependant qu'ils le conduiront à Trieste, auprès de sa famille, comme feraient les Autrichiens, mais il voyagera d'une façon moins désagréable par mer qu'il ne le ferait sous forte escorte par terre. Il faudrait avoir un ordre pour que la marine fournît un bâtiment. Vous aurez la bonté, monseigneur, de me donner vos instructions, que j'exécuterai ponctuellement. J'accompagnerai même le personnage jusqu'à son arrivée au premier vaisseau anglais, et je retiendrai alors le sauf-conduit pour vous le rapporter. En un mot, je ferai tout ce qui dépendra de moi pour remplir vos intentions (1). »

Ainsi, de ce rapport où Joliclerc résume les instructions qu'il a reçues, résulte la certitude que M. de Rivière était disposé à

(1) Il convient d'insister sur ce point : la plupart des narrateurs (particulièrement Colletta et Macirone) ont adopté et propagé une version de la conduite de M. de Rivière entièrement démentie par ces documents.

offrir, de son chef, et sans demander l'autorisation du gouvernement royal, un sauf-conduit au roi de Naples, et à lui procurer les moyens de gagner l'escadre anglaise. A la vérité, le sauf-conduit devait lui être rendu après que Joliclerc en aurait fait usage : mais quelle preuve meilleure que Rivière agissait spontanément, de concert avec Joliclerc et, par Joliclerc, avec Fouché, pour le salut de Murat? Seulement, il fallait trouver moyen de communiquer avec Murat, et ce fut vainement que Joliclerc multiplia les démarches. « Le roi Joachim, qui paraît réellement caché dans nos environs, écrit-il le 16 août à Fouché, ne m'a fait encore aucune réponse positive aux propositions qui lui ont été portées de la part de M. le marquis de Rivière. Ce prince hésite et se fera arrêter ! On a été plusieurs fois déjà sur ses traces. »

Le journée passe : c'est la dernière. Le 17, Joliclerc est destitué ; le marquis de Rivière, nommé pair de France, est rappelé à Paris. Du même coup, et peut-être cette coïncidence n'est-elle pas fortuite, les deux derniers soutiens de Murat sont réduits à l'impuissance. Son sort se trouve désormais remis à des subalternes incapables d'une vue généreuse et d'une pensée un peu haute. Fouché, espérant que le Roi a quitté Toulon, et qu'il a gagné un asile dans un des départements de l'Est, multiplie ses communications aux préfets, pour qu'ils « emploient des moyens sûrs et discrets pour découvrir si ce prince fugitif a réellement choisi tel ou tel lieu pour sa retraite... », et, ajoute-t-il de sa main : « Si l'ex-roi de Naples est dans votre département, vous lui donnerez un passeport pour l'Autriche. » Pas plus Fouché que Joliclerc n'arrive à savoir où est le Roi.

Depuis le 10, où, ne voyant pas arriver son neveu, il a vainement tenté de rejoindre le navire qui devait l'attendre en rade, Murat erre par la montagne, abandonné par son valet de chambre, Leblanc, parti pour Toulon, sous un prétexte, avec l'or qui lui a été confié. Après quelques nuits passées dans la maison de M. Marrain, avocat, auquel, sans le connaître, il a demandé l'hospitalité et qui, pour la lui avoir accordée, fut mis plus tard sous la surveillance de la police, il s'est hasardé jusqu'à Plaisance, d'où il a pu faire prévenir son neveu Bonafoux-Murat, qui, étroitement surveillé lui-même, a apporté quelque argent et des vivres. Il passe les nuits à Plaisance, chez la jardinière; il erre le jour dans la montagne, échappant

par des coups de chance aux bandes qui le traquent (1).

Fourbu, exténué, tel un cerf aux abois, le malheureux n'a plus d'espoir que dans un improbable retour de la fortune, — il vient. De braves gens se rencontrent qui, mis au courant par Bonafous-Murat de la situation du Roi, s'offrent pour le mener en Corse, ou tout au moins le conduire en mer sur le passage du bateau-poste. Ce sont deux jeunes officiers de marine, Donnadieu et Anglade (2), et un ancien employé à la suite des armées d'Espagne, Blancard. Bonafous-Murat, pour détourner les espions, doit faire un tour dans la montagne, et, s'il peut, rejoindra à la plage.

*
* *

En Corse, Murat est assuré de trouver une sorte de sécurité, grâce au grand nombre d'officiers qui ont servi dans son arme. Aussi bien la terre lui est fermée, et toute tentative, pour gagner l'Angleterre en traversant le midi de la France, tiendrait du suicide. La Corse, d'ailleurs, est à peine soumise aux Bourbons; la lutte « reste ouverte entre les éléments qui, — en changeant de nom selon les circonstances, — s'affrontent depuis vingt ans. » « La Corse, écrit le général Simon dans un rapport qu'il adresse le 4 septembre 1815 au ministre de la police de Louis XVIII, est divisée en deux partis bien prononcés, et dans les différentes révolutions qui ont donné la supériorité à l'un ou à l'autre de ces partis, les voies de fait et le pillage ont toujours été commis par celui qui se qualifie de parti *royaliste*, mais qui n'est réellement qu'un parti anarchiste ou anglais. Heureusement il est le moins nombreux; l'autre parti, qui est beaucoup plus fort, est composé de gens plus sages et de bons citoyens attachés à la France, mais que la crainte tient dans le silence, dans un moment où la qualification de *Napoléonistes*, qu'on leur donne indistinctement, semble être un titre de proscription, mais tous se réuniront franchement autour du gouverneur envoyé par le Roi avec des forces

(1) Il est remarquable que la version donnée par Macirone en 1817, *Interesting Facts*, etc.) est reproduite littéralement par Colletta. (*Extrait des Mémoires*, etc., Paris, 1823) et de nouveau par Macirone (*Memoirs*, t. II. p. 273). Elle est romanesque, mais n'est guère invraisemblab e que dans ses détails. Toutefois, n'ayant pas trouvé de pièces qui la confirment ou l'infirment, nous nous en tenons à ce qui ne saurait être discuté.

(2) Appelé partout Langlade, il signe Anglade.

suffisantes pour leur donner la protection dont ils ont besoin. »

Un continental seul pouvait démêler les faits avec cette lucidité. A ces deux partis, en lutte depuis 1792, les événements avaient apporté des recrues d'ordres divers; ici, revenants du service anglais, ou du service espagnol; réfugiés de Sardaigne, colorant leur absence de prétextes politiques; là, officiers à demi-solde de l'armée française, officiers congédiés de l'armée napolitaine et de l'armée italienne. C'étaient des éléments tout disposés à l'agitation et prêts pour la guerre civile.

Que Murat eût simplement l'idée d'échapper momentanément à ses persécuteurs, d'attendre que les Puissances alliées eussent décidé de son sort, ou qu'il voulût prendre en Corse un point d'appui pour une résistance armée, un point de départ pour une expédition sur ses anciens États, tout le conviait au départ. Mais il était loin des rêves qu'il avait formés, de la frégate que Brune et Duperré devaient lui fournir, même du trois-mâts qu'il avait nolisé et qui, en rade de Toulon, ne l'avait pas attendu. Les courtisans de sa mauvaise fortune ne disposaient que d'une méchante barque non pontée, tout récemment construite à la Seyne, qu'avait procurée un Corse, le capitaine de frégate Oletta, ami de Blancard.

Le 23, le péril devenant de plus en plus pressant, sans attendre Bonafous, qui n'avait pu rejoindre, Donnadieu, Anglade et Blancard s'aventurèrent avec le Roi sur ce petit bateau. Ils étaient convenus avec Bonelli, le patron du bateau de correspondance, qu'il les recueillerait en mer, à une heure et à un lieu donnés. Par suite d'une question de passeports, le bateau-poste ne fit voile que très tard. Ignorant la cause de ce retard, Murat et ses compagnons quittèrent par prudence l'entrée de la rade; ils essayèrent, dit-on, de se faire recueillir par un bâtiment chargé de vin, à destination de Toulon, dont ils parvinrent à approcher le 24, et auquel ils proposèrent de les mener à Bastia. « Mais le patron, ne se souciant point de se laisser aborder par quatre hommes armés, et de mauvaise mine, » faillit, en réponse, passer sur leur barque et la couler. Vers sept heures du matin (1), « le vent étant plus que bon frais, » ils étaient en perdition à treize lieues environ de l'île d'Hyères, lorsqu'ils aperçurent le bateau de correspondance. Ils s'appro-

(1) Oletta. (Lettre à Franceschini, *Supplément*), dit : cinq heures.

chèrent, criant à toute voix : « Sauvez-nous la vie ! Sauvez-nous la vie ! » Le capitaine, Michel Bonelli, « dans la persuasion que ces hommes, auraient infailliblement péri s'ils étaient restés sur le petit bateau pendant la nuit, attendu la force du vent qui augmentait de plus en plus, se décida à les prendre à son bord. » Ils n'avaient en fait de provisions qu'un petit sac de galettes, un petit baril de vin, et un peu d'eau, sans aucune sorte d'effets ou de hardes. « Bonelli leur ayant demandé le motif de leur rencontre en mer dans cet état de détresse, ils lui répondirent qu'ils étaient officiers de marine qui, pour se soustraire aux persécutions dont ils étaient menacés et crainte d'être assassinés, résolurent de prendre le petit bateau en question et s'enfuir pour sauver leur vie. »

C'était la scène convenue. Sur le bateau de correspondance étaient embarqués le capitaine de frégate Oletta, et le commissaire des guerres Galvani (1), qui étaient dans le secret et avaient part à la mise en scène. Mais il avait fallu sauver les apparences et ménager aux autres passagers les moyens de ne pas être compromis : ce pourquoi le Roi parut sous le nom de Campomele. Ni l'ex-sénateur comte de Casabianca, ni Rossi, le neveu de Bacciochi, ni Boerio, le neveu du duc de Padoue, ne reconnurent le *Roi Franconi* en cet homme à la longue barbe, aux gros souliers, au pantalon de drap bleu, au carrick puce à collets superposés, coiffé d'un bonnet de soie noire ; car le vent avait emporté son chapeau. Des trois individus qui l'accompagnaient, aucun ne pouvait se faire remarquer. D'ailleurs, pour plus de sûreté, ou plus de discrétion, certains des passagers s'enfermèrent dans la cabine et n'en sortirent qu'à l'arrivée au port.

Après une vaine tentative pour débarquer à Macinagio, le Roi arriva sans encombre à Bastia où le 25, à la pointe du jour, la Santé laissa les quatre passagers prendre terre, malgré qu'ils ne fussent point portés sur le rôle de départ. Ils se dispersèrent alors (2), et Galvani, resté seul avec le Roi, le

(1) Galvani affirme avoir été mis dans le secret : d'autres semblent disposés à croire qu'il se présenta au Roi seulement après le débarquement, Oletta se donne tout le mérite d'avoir combiné tous les détails avec l'argent du Roi.

(2) Blancard, Anglade et Donnadieu, arrêtés à Bastia le 25, remis en liberté quelques jours après, sous la caution du commandant Oletta, rejoignirent le Roi au Vescovato, refusèrent alors de le suivre dans son expédition, mais réclamèrent de lui un secours qui les mit quelque temps à l'abri des persécutions des Bourbons. « Murat signa à chacun d'eux, sous forme de décret, une délégation sur

conduisit à une première auberge dont les tenanciers dormaient si profondément qu'ils n'ouvrirent point ; puis à une autre, où on leur servit une tasse de café au lait. En allant d'une auberge à l'autre, ils rencontrèrent le commandant Biguglia, chef de bataillon au service de Naples, qui, ayant reconnu le Roi, aborda Galvani, lui rappela qu'on était au jour de la Saint-Louis, que la ville était en fête, et que la garnison était sur pied pour la revue. Il fallait déguerpir au plus tôt et s'en aller dans quelque village de l'intérieur, où le Roi ne risquerait ni d'être arrêté par les autorités, ni, ce qui était pis, d'être massacré par la populace, qui, à Bastia, était fort hostile aux Français !

L'année précédente, en effet, « sous prétexte de hâter l'instant où Louis XVIII devait être reconnu, il s'était formé en ville un comité secret pour organiser l'insurrection qui éclata le 11 avril ; insurrection dont le résultat fut le pillage des magasins de l'État, l'assassinat de plusieurs individus et la remise des places aux Anglais. » Cette année même, lorsqu'on avait connu, en Corse, le renouvellement de la guerre européenne, les partisans des Anglais avaient relevé la tête ; le duc de Padoue, gouverneur de la Corse, avait voulu mettre en défense les places de l'Ile, et organiser, à cet effet, cinq bataillons de chasseurs. Devant l'opposition qu'il avait rencontrée, les menées qu'il avait surprises, il avait ordonné quelques arrestations. Un nommé Rinaldi s'était mis en défense : assisté de ses deux fils, il avait tué trois gendarmes et en avait blessé plusieurs. Il avait été condamné à mort par une commission militaire, et passé par les armes. Cela avait arrêté l'insurrection préparée. Mais on avait à venger les Rinaldi.

Jusqu'à la mi-juillet, tout était resté à peu près tranquille : mais le 22 avait débarqué en Balagne un nommé Galloni, ci-devant attaché, avec le grade de commandant, à l'État-Major du général Bruslart. Ce François-Antoine Galloni, émigré en Toscane l'année 1791, avait fait les campagnes de 1796 à l'armée de Condé, puis était allé servir les Bourbons de Naples, sous le comte de Damas. En 1814, le chevalier de Bruslart, nommé commandant en Corse, l'avait appelé dans son État-Major, avec le grade de chef de bataillon. C'était lui qui avait

les biens de la Couronne de Naples, de la somme de 20000 francs, à laquelle la Reine fit honneur autant que ses moyens le lui permirent. »

organisé l'expédition contre la veuve du général Cervoni, laquelle, la première, en avril 1815, avait arboré le drapeau tricolore sur sa maison. Repoussé une première fois avec sa troupe de deux cents hommes, il était revenu à la charge avec quatre cents hommes de renfort. Mme Cervoni, n'ayant plus de munitions à distribuer à ses défenseurs, avait dû abandonner sa maison qui, après avoir été pillée de fond en comble, avait été incendiée. Sur l'annonce du retour de l'Empereur, Galloni avait gagné le continent, d'où il revenait « en suite des ordres de M. le général de Bruslart. » « Sa première expédition, dit le général Simon, fut l'assassinat de M. Stéphanini, frère du sous-préfet de Bastia, commandant de la place de Saint-Florent, et le pillage des magasins de la place, laquelle n'avait pas de garnison : 30 000 cartouches, douze à quinze barils de poudre, environ soixante quintaux métriques de farine et quelques milliers de rations de biscuits furent enlevés en moins de deux jours... Un homme fut assassiné dans la commune de Polasco; le courrier fut tué sur la route de Corte à Bastia; le maire de Cazussala, deux autres particuliers, plusieurs gendarmes furent massacrés, et les magasins de l'île Rousse furent mis au pillage. » Le préfet Giubega entra en Balagne avec une forte colonne pour rétablir l'ordre, mais, sur la nouvelle que Louis XVIII était remonté sur le trône, il se retira à Corte, et de là à Ajaccio. Le 29, le général Simon fit arborer le drapeau blanc, et proclama de nouveau le roi de France. Le soir du même jour, sa maison fut assaillie; on voulut exiger qu'il livrât la citadelle et le donjon; les gendarmes qui venaient à son secours furent désarmés et durent rentrer à leur caserne; les menaces les plus odieuses lui furent adressées, et ce fut à grand'peine qu'avec sa famille il put gagner le brick le *Faune*.

Galloni avait mené toute cette affaire; ce fut lui qui, « trouvant la Corse livrée à l'anarchie par le manque de chefs, pensa qu'il était urgent d'en désigner (1), et son choix tomba sur le colonel d'artillerie Verrier, comme le plus élevé et le plus ancien en grade (2). » Il ne manqua point de s'imposer au

(1) Mémoire inédit de Galloni.

(2) Verrier que Macirone devait, à son langage, prendre pour un vieil émigré, était né en 1773. Élève d'artillerie en 1793, lieutenant en l'an II, capitaine en l'an VII, chef de bataillon en l'an XIII, major en 1811, colonel en 1812 il avait fait toute sa carrière au service de la Révolution; il était alors directeur de l'artillerie de l'Ile.

colonel pour son chef d'État-Major, afin de rester sous son nom le maître de la Corse.

D'un tel individu tout était à craindre, et l'on ne pouvait douter que le conseil de Biguglia ne fût excellent. Mais où aller? Ce fut encore Biguglia, assure Galvani, qui désigna le Vescovato, où M. André Colonna-Ceccaldi, « l'un des chefs de l'Insurrection de 1799, » avait un établissement d'une certaine importance. Il était maire de sa commune et, ce qui devait le recommander à Murat, beau-père du général Franceschetti, jadis à son service.

Le Roi se rendit donc à pied hors la ville, au lieu dit de Torretta, pour attendre, avec Galvani, les chevaux que devait amener Biguglia. C'étaient de malheureuses rosses qui ne purent faire d'une traite les vingt-six kilomètres qui séparent le Vescovato de Bastia. Le Roi n'arriva qu'à midi, en pleine chaleur d'août, chez M. Colonna-Ceccaldi. Il monta au second étage où il trouva le général Franceschetti qui l'accueillit avec émotion, mais qui fit aussitôt écrire, par son beau-père, au colonel Verrier, une lettre où il rendait compte comme « fidèle sujet de Sa Majesté Louis XVIII, » de l'arrivée de l'ex-roi de Naples qui lui avait demandé asile. « Il dort cette nuit dans ma maison, disait-il, j'ignore à quoi il pourra ensuite se décider. »

Il y avait là une invite à laquelle les autorités civiles et militaires de Bastia ne pouvaient manquer de répondre, car depuis le matin elles étaient fort anxieuses. Aussitôt après l'arrivée du bateau-poste, et le débarquement des passagers inconnus, « le bruit s'était répandu en ville, écrit le maire de Bastia, que, parmi ces quatre individus, il y avait M. Murat, ex-roi de Naples. Le commissaire de police, la garde nationale et moi, nous fîmes tous nos efforts pour parvenir à le découvrir. L'on a acquis la certitude qu'après s'être rafraîchi, il était parti pour la commune du Vescovato, loin de Bastia trois myriamètres environ. » Le maire avait alors mandé les trois autres individus; il les avait fait arrêter et les avait consignés au commandant d'armes, qui devait les tenir à la disposition du gouvernement. Le maire rapportait ensuite la copie de la lettre que le colonel Verrier, commandant la 23e division militaire, avait reçue de M. Ceccaldi; il ignorait les mesures que prendrait M. Verrier, « mais, ajoutait-il, l'on - des motifs très

fondés pour croire que l'ex-roi de Naples est venu dans cette île non seulement pour s'y réfugier, mais pour tâcher de la rendre indépendante. Sa présence dans l'intérieur de la Corse, avec de l'argent et une grande quantité d'officiers et soldats à la demi-solde qui l'ont servi, et des Français arrivés récemment de Toulon, pourrait allumer la guerre civile dans ce pays où l'on ne doit pas se dissimuler que le parti bonapartiste paraît très disposé à jouer son reste. »

Si telles étaient les impressions du maire, que devaient être celles de Galloni? A l'en croire, ce fut lui qui fit arrêter Anglade, Donnadieu et Blancard : « mais le colonel Verrier les fit mettre en liberté deux jours après et ils se rendirent sur-le-champ au Vescovato près de Murat. »

Galloni cependant avait proposé au colonel Verrier de prendre deux cents hommes et de marcher sur le Vescovato, pour y arrêter Murat, mais Verrier refusa. « Il prétendit que l'ex-roi de Naples n'était pas désigné par le Roi comme devant être arrêté, et il ne voulait point permettre son arrestation, mais, ajoute Galloni, l'intérêt de ma patrie me détermina à m'assurer de Murat, puisque le colonel s'y refusait. Le manque de munitions, que je ne pouvais obtenir que par l'ordre de cet officier, m'empêcha seul d'effectuer mon projet. »

Le colonel voulait en effet éviter tout ce qui eût compromis la tranquillité de la Corse, « tranquillité, écrivait-il à Colonna-Ceccaldi, que je cherche à maintenir par tous les moyens qui sont en mon pouvoir, comme le premier élément du bonheur des habitants de ce pays. Peu après la nouvelle de l'arrivée du général auquel vous avez donné l'hospitalité, ajoutait-il, je savais déjà qu'il était retiré chez vous, mais, comme tous les hommes ne sont pas raisonnables, cet événement a fait faire sur-le-champ des conjectures d'où sont résultés des rassemblements que nous avons eu de la peine à dissiper. Vous voyez, monsieur, que les habitants de la ville de Bastia ainsi que ceux des campagnes, amis de l'ordre et de la tranquillité, verraient avec peine que quelqu'un vînt troubler leur félicité. C'est donc en leur nom et au mien particulièrement que je vous prie de représenter à votre hôte combien son séjour en Corse peut nuire à votre pays autant qu'à sa personne. » Il engageait donc Colonna-Ceccaldi presque avec supplications, « à presser le général de hâter son départ pour un autre pays. »

Il présentait à la vérité une seconde proposition : « Si pourtant, disait-il, cet étranger croit devoir faire valoir sa justification auprès de S. M. Louis XVIII, qu'il se rende à Bastia, où il pourra attendre le résultat et tranquillisera par là notre ville et nos campagnes. Il sera logé dans la citadelle autant commodément que les localités le permettront. » Cette invitation n'avait rien de particulièrement tentant, d'autant que le colonel annonçait en terminant l'envoi d'un officier de gendarmerie chargé de vérifier les « passeports du voyageur et de lui servir de sauvegarde jusqu'au point de son embarquement. »

Cet officier de gendarmerie, le lieutenant Serra, se présenta le 26 à la pointe du jour, accompagné de trente gendarmes. Mais cette escorte était dès lors insuffisante pour une arrestation de vive force. Les habitants du Vescovato, et ceux des villages voisins, n'eussent point laissé enlever l'hôte de Franceschetti. « Le lieutenant Serra sollicita et obtint l'honneur d'être présenté au Roi. » « Le Roi le reçut avec affabilité et l'assura que loin d'être dans l'intention de porter le trouble et la discorde dans l'île, il se ferait un devoir de respecter toujours le gouvernement de S. M. Louis XVIII. »

Le même jour, à six heures du soir, M. Filippi, autre gendre de M. Ceccaldi, apporta au colonel Verrier « les assurances des intentions du roi Murat, qui étaient, écrit Galloni au marquis de Rivière, non seulement de ne troubler la tranquillité publique ni le repos d'aucune famille particulière de la Corse, que plutôt il se brûlerait la cervelle, mais que, s'étant soustrait aux persécutions des partisans de Toulon, il était venu en Corse pour attendre la réponse du ministre de la police à qui il s'était adressé pour avoir le passeport pour l'Allemagne ou pour les États-Unis, qu'il attendait également la réponse de sa femme à laquelle il avait écrit pour solliciter la permission auprès de la cour de Vienne pour rester dans ses États. » Le colonel ordonna à M. Filippi « de dire à M. Ceccaldi et au roi Murat qu'il n'aurait fait aucun mouvement contre eux, pourvu qu'il n'eût aucun rapport qui ne lui donne lieu à se plaindre de leur conduite, qu'il allait en rendre compte au ministre et attendre ses ordres, et qu'en attendant il pouvait rester tranquille au Vescovato, et qu'il allait donner ordre à l'officier de gendarmerie de se retirer avec son détachement. »

Le lieutenant Serra évacua en effet le Vescovato avec ses gendarmes. Désormais le Roi tint sa cour dans la maison de Ceccaldi où affluèrent bientôt tous ceux qui avaient servi dans son armée : les lieutenants-généraux Gentile et Ottavi, le colonel Natali, le commandant Galeazzini, quantité d'officiers subalternes, de sous-officiers et de soldats. Cela fit un point de rassemblement où l'on venait des divers villages de l'au delà des monts. Il faut penser que, à son dire à lui-même, Joachim Napoléon avait eu dans son armée plus de deux mille officiers corses. Or c'était là une de ces occasions de déplacement chères aux insulaires qui trouvent à parler, à discourir et à se griser d'illusions, de mots et de discours.

Murat ne manqua point de leur distribuer des grades et des décorations, mais, comme ils ne faisaient que passer, le nombre de ceux qui formaient au Vescovato un noyau de garde royale n'était pas bien considérable. Selon une note du nommé Ferrari, cuisinier chargé de toutes les dépenses, la table où dînait le Roi coûtait de trente à quarante francs par jour, et il y avait peu de monde. A l'autre table, et à l'auberge où quelques personnes étaient nourries, la dépense n'allait pas au-dessus de cinquante à soixante francs par jour. C'est tout ce qu'on pouvait faire, ajoute Ferrari avec une expression de regret, dans un village comme le Vescovato. Si bon marché que fussent les vivres, et si frugale que fût la pitance, cent francs n'eussent pas suffi pour une armée.

Le colonel Verrier ne pouvait ignorer pourtant que le colonel Natali, promu maréchal de camp, avait été chargé par le Roi de l'organisation de compagnies composées autant que possible d'anciens soldats; que Franceschetti avait mandé à des courtiers de Bastia de noliser des navires et de les diriger sur « le littoral du Vescovato; » que le Roi avait appelé en Corse un ancien officier de la marine napolitaine, le baron Barbara, qui se trouvait pour le moment à l'île d'Elbe, et qui était réputé pour sa pratique des côtes de Calabre. Tous ces préparatifs et bien d'autres pouvaient à bon droit sembler suspects, et le colonel Verrier se trouvait en droit d'écrire à M. Colonna-Ceccaldi une lettre où il rappelait les promesses que celui-ci lui avait faites le 26 août : que la présence du général Murat ne troublerait en rien la tranquillité de la Corse. Pourtant, ajoutait-il, le général a levé un petit corps de troupe de 200 hommes

environ, il paye cette troupe, il accorde des grades et des décorations, tout cela est en contradiction avec ses protestations et cause des troubles. Verrier réclamait donc des éclaircissements très nets : « Ah! monsieur Ceccaldi, disait-il, je crains bien que, par obligeance, vous ne soyez compromis d'une manière à vous causer des regrets. Croyez-moi, et je vous parle le langage de la franchise, engagez, sollicitez, pressez même le général Murat à quitter votre demeure et d'aller attendre ses passeports dans un autre pays que la Corse, parce que je n'entrevois rien de satisfaisant dans l'avenir ni pour lui, ni pour vous, en prolongeant plus longtemps son séjour dans ce pays. »

Le jour même, Colonna-Ceccaldi répondit au colonel par une justification en règle et les plus solennelles protestations de fidélité à Louis XVIII : « Je ne connais ici, ni n'ai jamais connu dans ma commune, disait-il, aucun rassemblement de troupes, et le souverain que je loge chez moi est bien loin de mériter les soupçons que l'on jette sur lui. A la vérité, il est arrivé en cette commune, et il en arrive, et il en part tous les jours, plusieurs officiers, ainsi que des sous-officiers et soldats, pour témoigner à leur ancien souverain, qui les avait nourris et décorés, l'hommage de leur reconnaissance. Il n'est pas à ma connaissance que le Roi ait délivré à qui que ce fût des décorations, mais il pourrait se faire qu'il ait délivré, en sa qualité de roi de Naples, titre qu'il n'a pas abdiqué, étant moins encore dans l'intention de le faire, des certificats témoignant qu'il les leur avait accordés dans le temps. » Il terminait ce plaidoyer par l'assurance de son dévouement et « de sa soumission de garant personnel. » « Quant au départ, disait-il, je le crois fixé, mais je croirais mentir si je vous en précisais l'époque. »

Il n'ajoutait point que cette alerte ne devait avoir pour effet que d'activer les préparatifs. Sans doute, les agents de Murat avaient fait diligence, mais le fret des barques avait paru très élevé. On n'avait pu en acheter que deux, et, au moment même où elles furent équipées et prêtes à partir, le colonel Verrier mit l'embargo sur elles. Comme écrivait, le 10 septembre, Colonna-Ceccaldi : « Vous intimez à mon hôte l'ordre de partir, et vous lui en enlevez les moyens ; vous voulez qu'il quitte la Corse, et vous l'en empêchez. »

A la vérité, deux jours plus tard, Murat reçut une offre qui eût pu lui rendre les moyens qu'il se trouvait avoir perdus.

Soit à la suite d'une démarche faite par les royalistes, partisans des Anglais, près du commandant à Gênes, Lord Bentinck; soit sur le propre mouvement de ce vieil ennemi, un brick avait été expédié à Bastia, avec un officier, pour demander au Roi quelles étaient ses intentions et lui offrir un navire qui le transporterait en Angleterre ou en Autriche. Le Roi répondit qu'il était venu réclamer l'hospitalité d'un peuple pour qui l'infortune a des droits sacrés, que son intention était de vivre en Corse comme un simple particulier, d'y attendre les passeports qu'il avait demandés, et de quitter le pays aussitôt qu'il les aurait reçus. L'officier anglais prit alors congé et le brick retourna à Gênes; mais, bientôt après, arriva de Livourne devant Bastia une frégate anglaise, commandant Bastard, suivie de deux chaloupes canonnières siciliennes. Désormais, la mer était fermée, au moins sur la côte orientale. Les projets que Murat aurait pu former sur son ancien royaume devenaient difficilement réalisables, et le séjour au Vescovato médiocrement sûr. Les Anglo-Siciliens pouvaient, par un coup de main, enlever le Roi : Galloni surtout était à craindre, car il tenait un compte médiocre des ordres du colonel dont il s'était déclaré le chef d'État-major.

Le 28 août, Galloni, que Verrier désirait surtout éloigner de Bastia, se fit donner par lui l'ordre de pacifier la Balagne; c'est une région de la Corse, comprenant cinq pièves, dont la capitale paraît avoir été Algajola avec 177 habitants. Calvi et l'île Rousse, sur les confins de la Balagne, n'en font point partie. « A mon arrivée dans cette province, écrit Galloni dans un Mémoire qu'il adresse au ministre, je vis avec douleur que Murat y avait organisé le plus grand trouble. J'espérai, par une proclamation, de calmer les esprits, mais les menées des agitateurs rendirent cette mesure infructueuse. Je me portai alors à Calvi pour mettre cette place en sûreté, mais la populace et les gendarmes qui composaient la garnison de Calvi, soulevés par le général Simon et le colonel de gendarmerie Charlot, m'empêchèrent de m'introduire dans la place (1). Cet acte de

(1) « Je trouvai dans cette ville (Calvi), écrit le général Simon (*Rev. Rétr. XII*, 440), le commandant, le maire et une foule d'habitants de l'Ile Rousse qui s'y étaient réfugiés pour échapper aux assassins que Galloni avait armés dans ce canton. Les magasins de l'Ile Rousse avaient totalement été pillés au nom du Roi, et on se servait de ce nom respectable pour autoriser tous les excès. »

rébellion de Calvi, capitale de la province, augmenta la fermentation de la Balagne. Je jugeai alors convenable pour le service du Roi d'inviter M. Fabbiani, que j'avais déjà nommé commandant supérieur de la Balagne lors de mon débarquement en Corse, de réunir MM. les maires et de prendre avec eux les mesures de sûreté qu'exigeraient les circonstances, et ils déterminèrent que huit cents hommes seraient mis en activité; ils arrêtèrent encore qu'une somme de six mille francs environ serait fournie par les plus imposés pour subvenir à la solde de ces deux cents hommes (?).

« Cette opération faite, j'en rendis compte au colonel Verrier qui désapprouva ma conduite et me somma de rentrer à Bastia, mais cet ordre me paraissant contraire au service du Roi, j'observai au colonel qu'abandonner la province en ce moment, c'était la livrer une seconde fois aux ennemis du Roi. De nouveaux ordres de la part du colonel me rappelèrent à Bastia, mais, convaincu qu'il n'y avait pas un instant à perdre pour garantir cette province d'une insurrection totale, je rassemblai autant de monde qu'il me fut possible; je marchai contre Murat. Celui-ci me fit faire alors des propositions par le capitaine Moreti, du canton de Campoloro, en m'assurant qu'il ne voulait rien entreprendre contre la Corse et qu'il avait seulement le dessein de ramasser du monde pour reconquérir son royaume où il était attendu. » La conversation s'engagea donc ainsi, mais on n'a ici que le témoignage de Galloni. Il répondit, assure-t-il, que si même sa bonne volonté était de rendre service au roi Joachim, il ne pouvait rien sur l'esprit du colonel Verrier, avec lequel il était en discorde ouverte et connue. Il annonça donc qu'il marcherait le lendemain à la tête de six cents hommes, pour faire prisonnier le roi de Naples. Sur les observations que lui fit Moreti, il consentit à attendre quatre jours avant de se mettre en mouvement. « Si, dans cet intervalle, le roi Joachim s'était éloigné de cette commune, il promettait solennellement de ne point le poursuivre, ni l'inquiéter. »

Le conseil municipal du Vescovato se réunit aussitôt, et, sur le bruit que des mouvements étaient combinés et qu'une marche était ordonnée pour s'emparer du village, « vota une adresse où, en réservant les droits de l'hospitalité, il affirmait et jurait fidélité et soumission à S. M. Louis XVIII. Il réclamait pour son hôte, bien éloigné de nourrir dans son sein les senti-

ments qu'on lui supposait, un bateau capable de contenir sa personne et sa faible suite, et la garantie qu'il pourrait vivre tranquillement sous la garantie et protection du gouvernement et jusqu'à ce qu'il ait été définitivement statué sur son sort par le ministre de S. M. Louis XVIII, d'accord avec les puissances alliées, à la décision desquelles il promettra même par écrit de se conformer. En conséquence, le conseil municipal demandait que le colonel suspendît la réunion que faisait M. Galloni à l'effet d'envahir le pays. Cette mesure, disait-il, est indispensable pour éviter tout inconvénient et empêcher la guerre civile. »

Les députés du Vescovato, le capitaine Simon Buttafuoco et M. Pierre Limarola, remirent l'adresse en mains propres au colonel Verrier, qui leur promit d'agir immédiatement. Il publia en effet un ordre du jour, où il désavouait publiquement et sévèrement Galloni, envoyé par ses ordres le 28 août en Balagne dans l'objet d'y dissoudre les compagnies franches commandées par MM. Fabbiani et Pietri. « Cet officier supérieur, disait-il, au lieu de dissiper les compagnies en faisant rentrer dans leurs foyers les hommes qui les commandaient, s'est de son chef, et contre mes ordres, arrogé le droit d'en créer de nouvelles, pour la solde desquelles il a dû frapper, arbitrairement et contrairement aux lois, une contribution sur les habitants de cette province. M. le chef de bataillon Galloni, ayant en outre méconnu mon autorité en refusant d'obtempérer aux ordres réitérés que je lui ai donnés de se rendre sur-le-champ à Bastia, où son service l'appelait, s'est rendu indigne de continuer les fonctions dont il était chargé. » En conséquence, le colonel le destituait et le remplaçait par un capitaine Tenaille Vaulabelle, adjoint à l'état-major.

Ayant ainsi réglé — ou cru régler — la question Galloni, Verrier passait à la question Murat et en décidait par une proclamation en date du même jour. Après une sorte d'historique du séjour du Roi au Vescovato, il énumérait les mesures que Murat avait prises pour recruter et organiser des compagnies ; il annonçait que des correspondances coupables étaient établies avec Bastia, et que l'on menaçait ouvertement de marcher sur cette ville pour s'en emparer : il déclarait le maire du Vescovato rebelle à la loi et à son souverain. « Tous ceux qui auront une communication quelconque avec la commune du Vescovato,

qui recevront la solde de M. Murat, qui seconderont directement ou indirectement ses manœuvres, seront arrêtés et punis comme traîtres et rebelles. » Une sorte de levée en masse était ordonnée ; des mesures militaires étaient décrétées pour garantir Bastia de toute surprise : les habitants et les soldats étaient invités à « punir le perturbateur qui, violant les lois de l'hospitalité, voulait troubler la tranquillité des habitants et les exposer aux horreurs de la guerre civile. »

Les menaces du colonel Verrier étaient peut-être vaines, mais l'on était assuré que l'ultimatum de Galloni serait suivi d'effet. La mer était fermée par les Anglo-Siciliens : si Murat ne voulait point demander asile à la frégate anglaise, — et l'exemple de Napoléon n'était point pour l'encourager, — il fallait au plus tôt qu'il déguerpît du Vescovato. Ce qu'il fit le 17 septembre, en laissant, à l'adresse du colonel Verrier, une longue lettre de justification et d'apologie qu'il fit signer par un secrétaire hypothétique, Serra Longa, et qu'il fit imprimer quelques jours plus tard, — dès qu'il eut réquisitionné une imprimerie

FRÉDÉRIC MASSON.

(A suivre.)

LE

RETOUR EN LORRAINE

3 décembre 1918.

Un temps triste et doux, un brouillard opaque, qui noie sous l'oppression de ses vapeurs inertes, stagnantes, les immenses plaines pelées de la Woëvre, qui aveugle continuellement de sa buée ruisselante les vitres de l'automobile. Depuis Verdun, nous courons ainsi sous cet air lourd, à travers ces épaisseurs de brumes, où émerge, de temps en temps, un bouquet d'arbres au bord d'une mare, une lande jaunâtre avec ses hérissements de chardons desséchés, ses broussailles incendiées, un pan de mur qui porte une inscription allemande en grosses lettres noires. Sur de grandes étendues, la route est emprisonnée entre des haies de branchages, ou des treillis métalliques tapissés de feuilles et d'herbes sèches, qui la camouflent de chaque côté ; elle est ravinée par les charrois, défoncée çà et là par des trous d'obus, coupée à tout instant par les rails à faible écartement des chemins stratégiques, ou par les voies ferrées qui desservent les villages et les mines de la région. Et partout une boue profonde, épaisse, gluante, envahissante, qui jaillit sous les roues, en éclaboussures explosantes comme une mitraille, une mer de boue se déroulant à l'infini sous la désolation du ciel bas, — toute la boue des automnes et des hivers lorrains, où s'enliza ma morne enfance.

Et puis, soudain, c'est l'oasis boisée de Briey.

A travers le brouillard, je distingue les villages qui avoisinent la route, les vieilles maisons qui nous saluaient au pas-

sage, quand nous allions à la ville pour Noël ou la Saint-Nicolas. Voici la chapelle de Mainville, la chapelle d'Anoux, — et « le château des demoiselles de Bécary » miraculeusement intact au milieu de toutes ces destructions. Et enfin voici Briey, avec les vieux remparts féodaux de sa ville haute, son clocher bizarre, la gloriette de la sous-préfecture toujours dressée sur la grosse tour ronde de l'enceinte médiévale. Nous descendons la côte de Lantefontaine et nous nous arrêtons sur la Place des Tilleuls à l'endroit où les Allemands fusillèrent, au début de la guerre, mon camarade de collège, Léon Winsback : les trous des balles sont toujours visibles dans le mur. Personne sur la place. On dirait que la ville est déserte. Un silence angoissé, une sorte de stupeur accablante semble peser sur elle, la stupeur qui suit les grandes crises et qui annonce la convalescence. On sent que la vie va renaître, mais elle hésite encore : il lui faut le temps de reprendre confiance. La délivrance a été si soudaine, les événements ont marché si vite que nos pauvres gens n'osent pas croire à tant de bonheur. Timidement ils nous saluent. Un pâle sourire, le « souris entrecoupé de larmes, » dont parle Ronsard, éclaire le visage des femmes qui surgissent entre les rideaux des croisées, ou sur le seuil des portes pavoisées de drapeaux tricolores.

Les drapeaux et les guirlandes se multiplient à mesure que nous avançons à travers le pays minier, par la vallée du Wagot et par la vallée de l'Orne. Et pourtant, malgré cet air de fête, les cœurs sont encore brisés. Les yeux qui nous regardent avec un éclair de joie sont noyés de pleurs. On étouffe à la fois d'allégresse et de tristesses contenues. D'ailleurs, devant ce cordon presque ininterrompu de maisons ouvrières qui bordent la route entre Briey et Auboué, beaucoup de visages complètement fermés apparaissent. Ces figures de nuit sont des Allemands, qui évitent le regard, qui ne veulent rien voir de la joie française, qui font le silence et la solitude autour d'eux...

Mais cette impression d'accablement se dissipe dès que nous avons franchi l'ancienne frontière. Nous sommes maintenant dans la véritable « Lorraine annexée. » Nous frôlons l'ancien poteau allemand, barbouillé de rouge, de blanc et de noir, avec son *Deutsches Reich* en exergue sur l'écusson : il penche, à demi déraciné, au bord du fossé de la route. Pourquoi ne l'a-t-on pas complètement abattu ?.. Là-bas, au bout de

la double rangée de peupliers, ces maisons blanches, c'est Sainte-Marie-aux-Chênes, le premier village reconquis. Quand on y a été accueilli pendant quarante ans et plus par les douaniers et les gendarmes de l'envahisseur, quelle fierté, quel soulagement d'y rentrer en maîtres, d'y trouver, à la place des trognes germaniques, les bonnes figures souriantes de nos poilus! Cette fierté, ce soulagement sont ressentis par les gens du village. Ils manifestent beaucoup plus que de l'autre côté de l'ancienne frontière. Dès qu'ils ont reconnu en nous des Français, les hommes agitent leurs casquettes, les enfants courent derrière nous, se forment en bandes en brandissant des drapeaux et en criant : « Vive la France! » Ils ont confiance, ceux-là. D'ailleurs, le village est plein de troupes françaises et américaines. Sous l'œil mauvais des Allemands (car ils sont ici en nombre), on fraternise avec le soldat. Les Allemands filent, ayant l'air de ne rien voir et rasant les murs. En casquettes plates et en grosses bottes ferrées, ils pataugent dans la boue de la route. Nous en rencontrons sans cesse, qui cheminent par groupes, avec de grosses cocardes tricolores sur la poitrine, et qui s'en vont Dieu sait où. Mais nous croisons aussi des attelages de paysans, assis en amazones sur le dos de leurs limoniers, crottés jusqu'aux oreilles, et qui, en nous apercevant, font claquer leurs fouets en manière de salve pour notre bienvenue...

A présent, c'est la plaine de Saint-Privat, « l'éternel champ de bataille, » le pays funèbre, le grand cimetière où, au lendemain de 1870, nous venions en pèlerinage sur les tombes de nos morts. Tels furent nos plaisirs, à nous autres gens de ce pays : prier ou nous recueillir sur des ossuaires. Pendant près d'un demi-siècle, nous n'eûmes point d'autre consolation que de montrer notre blessure à nos visiteurs.

De la route, je repère les monuments devant lesquels je suis venu méditer autrefois avec mon père ou avec mes compagnons de jeunesse, les pierres commémoratives qui ont suscité nos premières émotions et qui ont modelé nos âmes. De ce côté, à droite, c'est le *denkmal* de Vernéville, cette espèce de tour trapue, pareille à celles des jeux d'échecs, avec ses aigles de bronze enroulées autour du soubassement. Et à la vue de ces aigles, je me souviens du mot gouailleur que la légende prête à une vieille bonne femme du village, lorsque, pour la

première fois, on lui fit contempler le trophée impérial :

— Mon Dieu! dit-elle, ce n'est jamais qu'une ouille et trois oussons (1)!...

Un peu plus loin, à gauche, s'érige un autre *denkmal*, celui que les Allemands ont élevé à la mémoire du IIIe régiment de la Garde prussienne; il est surmonté d'un lion symbolique, horrible à voir comme un totem de Peau-Rouge. Les crocs découverts, le mufle rageusement froncé, la mâchoire tendue vers les plaines de France, c'est la brute furibonde qui renifle le carnage. Dans quels bas-fonds d'animalité a-t-il fallu descendre pour en extraire cette ignoble effigie! En ce moment, elle m'apparaît comme l'image même de l'abjecte Allemagne qui s'est révélée au monde épouvanté, au cours de cette dernière guerre. Devant cette bestialité livrée à toute l'ignominie de l'instinct, j'évoque notre Lion de Belfort. A côté de l'autre, c'est un Lion pensant, une Bête héroïque, qui est du pays de Descartes et de Corneille...

*
* *

A travers la boue et le brouillard, le défilé des tombes continue. Elles remontent jusqu'aux lisières d'Amanvillers, jusqu'aux petites combes bocagères des Rappes de Châtel. Mais un incessant tapage guerrier, un tumulte victorieux qui s'abat en ouragan sur la route, fait oublier les silhouettes lugubres des petites croix de bois noir surmontées d'une couronne en verroterie. Les automobiles fringantes de l'État-major, les lourds camions tout cliquetants de chaînes du Ravitaillement sillonnent la chaussée en un perpétuel va et-vient...

Nous sommes à Châtel-Saint-Germain, gros village agricole, qui, pour moi, suscite des visions de vacances, de promenades en voiture au milieu des vignobles, de vergers où l'on cueillait à pleins paniers les cerises et les mirabelles. Au bord de la rue principale, des groupes d'enfants acclament la France, quand nous passons. Mais, derrière les rideaux à demi soulevés, les femmes ont ce sourire couleur du temps, cet air triste et doux, qui m'avait frappé tout à l'heure, en traversant le pays minier. Elles non plus ne peuvent pas croire encore à leur rêve réalisé. Pourtant les durs véhicules des vainqueurs, tout bardés de fer,

(1) En dialecte lorrain : « une oie et trois oisons. »

ébranlent les pavés devant les décrottoirs des maisons. Les drapeaux de la France et de ses alliés flottent à toutes les fenêtres, au portail de la mairie, sur le clocher de l'église. Nos poilus montent la garde devant les casernes de Moulins. C'est bien la France qui revient, qui, fébrilement, nettoie sa maison reconquise et qui se réinstalle. Le ronflement continu des moteurs couvre le vacarme des tramways de banlieue, où s'empilent les uniformes bleus et les uniformes kaki, où les bonnets de police de nos troupiers voisinent avec les casquettes plates des employés allemands toujours en fonctions... Nous voici dans les faubourgs de Metz. En coup de vent, Longeville se déroule des deux côtés de la route, puis Devant-les-Ponts et ses réseaux de voies ferrées, la Moselle, le Rempart Belle Isle, les quais, la masse brumeuse de la cathédrale avec sa flèche en mât de navire...

Et des images qui datent de quarante ans se réveillent dans mon souvenir. Je me rappelle nos entrées à Metz, quand nous venions de Briey sur la diligence du père Laurent ou dans les « citadines » de Frantz, le loueur de voitures. Instinctivement, tandis que nous enfilons le Pont-des-Morts, je cherche sur ma droite la boutique du pharmacien Gueury et le pharmacien lui-même coiffé de sa calotte de velours; à gauche, je reconnais la silhouette trapue de Saint-Vincent, ses balustres et ses pots à feu; et quand nous avançons vers le quai Saint-Louis, je retrouve au premier étage de la maison d'angle, le petit balcon où notre tante Forfer, sous son bonnet à tuyaux, entre deux pots de géranium, se penchait pour saluer notre arrivée. Hélas! les pots de géranium ont disparu, et aussi la vieille dame et son bonnet, mais le balcon et l'antique logis n'ont pas bougé. Ce quai Saint-Louis, c'est un coin de l'ancienne France qui a résisté à toutes les profanations de l'envahisseur.

Nous avons franchi les deux ponts de la Moselle. Nous sommes maintenant au cœur de Metz. La foule militaire est si dense, dans ces rues étroites, que l'on ne peut avancer que très lentement. Au milieu de cette cohue, les capotes bleues de nos soldats dominent. Il y en a beaucoup, beaucoup, de ces soldats de France dans les rues de notre vieux Metz! Ah! comme cela fait du bien de les regarder, comme le cœur se dilate, quelles bonnes larmes on savoure!... Pour comprendre, pour sentir cela pleinement, il faut être de chez nous, il faut avoir, pendant

quarante-huit ans, enduré la présence de l'étranger!... Et toujours ce ronflement des moteurs qui se propage comme une rumeur de victoire, les énormes camions qui martèlent le sol, chargés de grappes humaines, — des escouades entières d'Américains qui scandent de leurs « hourras » juvéniles les sassements des ferrailles et les grondements des roues... Nous frôlons les beaux magasins de la rue du Petit-Paris, puis ceux de la rue Serpenoise. Voici la célèbre maison Prével où nous allions admirer, tout enfants, les splendides étalages de porcelaines et de cristaux. Voici le restaurant et la boutique de Moitrier, où le secret des conserves savoureuses, des cuisines savantes et raffinées s'est conservé jusqu'aux pires moments de l'éclipse française. Et, plus bas, au commencement de la rue de l'Esplanade, je reconnais, sous son travestissement en cinéma, la non moins célèbre brasserie Henry, où, pendant près d'un siècle, des générations de sapeurs et d'artilleurs ont vidé les légères chope, lorraines parfumées de houblon d'Alsace.

Et puis, c'est l'Esplanade elle-même, son château d'eau, son kiosque de musique, ses marronniers et ses tilleuls, — et la statue de Ney, croisant la baïonnette, sur son socle un peu bas comme une bonne sentinelle de France. A gauche, les anciennes casernes du Génie français, leurs trophées de casques, de cuirasses, de canons et de mousquets sculptés en reliefs profonds sur les pylônes quadrangulaires. Un dernier tour de roue, nous nous arrêtons devant la grille de l'ancien quartier général allemand, — en pleine France!...

***

Il est assez imposant et même d'assez bon style, cet édifice militaire construit depuis l'annexion par les Allemands. N'était une certaine surcharge ornementale, il s'apparenterait sans trop de peine aux architectures Louis XV, — un Louis XV sévère et guerrier, — de la place d'Armes et de la place de la Comédie. En tout cas, le voici naturalisé français, peuplé de toute une joyeuse foule française. Du seuil, je déchiffre, sur un écriteau neuf, cette inscription délicieuse à mes yeux : *Avenue du Maréchal-Joffre*, et, deux pas plus loin, sur une autre non moins fraîche : *Avenue Georges-Clemenceau.*

Un grand tohu-bohu emplit les cours, les escaliers, les corridors. Parmi les uniformes galonnés ou constellés qui des

cendent d'automobiles, qui vont et viennent en un défilé ininterrompu, des planions et des gendarmes s'activent. Des équipes de poilus traînent de lourdes caisses, étendent des tapis, clouent des tentures, transportent des meubles; d'autres, armés de balais, poussent au ruisseau des paperasses allemandes, que les services de nettoiement vont enlever tout à l'heure : la France emménage, l'armée française donne le premier coup de torchon au vieux logis retrouvé... Est-ce possible? Comment croire à ce retour si soudain?... Pourtant, là-bas, près du parapet de l'Esplanade, la statue équestre du vieux Guillaume gît, les quatre fers en l'air. Et ce sont des paroles françaises qui emplissent les cornets acoustiques du téléphone continuellement en branle. Les officiers qui entrent, qui se groupent au hasard des rencontres, sont non seulement des Français, mais de vieux Messins. Tout d'un coup, on reprend ses habitudes, on retrouve les intonations d'autrefois, l'accent, les locutions du pays. Le général de Maud'huy, qui vient d'apparaître, très jeune d'allure, très svelte et très élégant dans sa capote bleue serrée à la taille, devine en moi le Messin, à la façon dont je prononce *Metz* :

— Bravo! me dit-il, gardons notre vieille prononciation. Il y a *Mett'z* pour les Allemands, *Mèse* pour les Français, et *Méss* pour les Messins!

Et, avec le colonel Valentin, autre enfant de Metz, nous parlons du maréchal Foch qui est un Messin d'adoption :

— Vous savez? dit quelqu'un : il est allé au collège Saint-Clément revoir sa place, chercher son pupitre d'écolier!...

Des anecdotes se racontent, les souvenirs affluent, — interminables, comme entre gens d'une même famille, qui se réunissent après des années d'absence... Mais subitement, on annonce le maréchal Pétain... Un maréchal de France! A Metz! Et un maréchal victorieux! C'est tout notre long espoir enfin réalisé! Et cette chose, que tant des miens, depuis longtemps refroidis dans la tombe, ont vainement espérée, — moi, je vais la voir!... Si simple sous son grand manteau tout uni qu'on le confondrait avec n'importe lequel de ses officiers d'ordonnance, sans cet air de commandement, ce regard de chef et ce que Flaubert appelle « l'indéfinissable splendeur de ceux qui sont destinés aux grandes entreprises, » il passe, serrant des mains, ayant pour chacun les mots qu'il faut, et, du surplus de sa gloire,

sachant tirer, pour tel simple spectateur qui ne l'oubliera jamais, le présent inestimable d'un éloge.

Le soir, nous le retrouvons présidant, avec la même simplicité tranquille, un dîner militaire, dans l'ancienne résidence du commandant de corps allemand. Il y a là un ministre, des généraux, des officiers, un fils d'ambassadeur. Un peu dépaysés par l'aspect encore étranger et, pour ainsi dire, hostile des lieux, au milieu de ces grandes pièces blanc et or, aux volutes et aux coquilles rococo, nous restons quelque temps silencieux. Et, dans ce silence lourd de pensées et d'émotion, j'évoque la figure ascétique et revêche du vieux maréchal de Hæseler, ce soldat prussien, au visage glabre et ridé de vieille femme, qui fut un des derniers hôtes de ce palais... Or, voici que cet autre maréchal, — le nôtre, — est assis à la table de ce vaincu. Il mange dans sa vaisselle. Il est le maître ici !... Demain, je puis mourir sans regrets : j'ai vu cela !

*
* *

Mais ces impressions extrêmes ne peuvent se soutenir longtemps. Après ces minutes de lyrisme, c'est la rechute inévitable dans la prose.

D'ailleurs, le temps est toujours mélancolique. Une pluie fine ne cesse de tomber. La boue visqueuse, la boue éternelle de ce pays, englue les pavés et les trottoirs. L'humidité de l'air, la frigidité des murs vous pénètrent jusqu'à l'âme. Je dévisage les rues pavoisées de l'antique métropole lorraine. Beaucoup de cocardes tricolores, de dimensions exagérées, abritent des pardessus ou fleurissent des corsages certainement germaniques. A une fenêtre de la rue Mazelle, un couple d'immigrés, qui a flairé en moi le Messin d'origine, me lance des regards sardoniques. Déjà, ce matin, à l'hôtel, un jeune Allemand brun, aux joues rasées d'Anglais, qui fumait un gros cigare et vidait de larges coupes de vin de la Moselle, nous a provoqués d'un œil si chargé d'insolence que nous avons dû le rappeler à l'ordre. Et, à la sortie des classes, j'observe avec étonnement les allures tapageuses et agressives de la marmaille. Les enfants boches sont volontiers méchants et brutaux. Cette méchanceté serait-elle encore surexcitée par les prédications sournoises des instituteurs? Ils ont une façon tout à fait déplaisante de se suspendre aux marchepieds des automobiles, en criant : « *pon-*

chour, ponchour! » et en braillant des quolibets tudesques. Allons-nous assister à un bolchévisme de l'école primaire? Et pourquoi ces bonnets rouges, si semblables à ceux de nos soldats, qu'on aperçoit aux devantures de maints chapeliers?... Il est manifeste que l'Allemand, d'abord atterré au lendemain de l'armistice, commence à relever la tête. Dans certaines maisons illuminées *à giorno*, on affecte de pianoter avec frénésie des musiques triomphales...

Pourtant, il n'y a pas lieu d'être surpris de tout cela, ni de s'en inquiéter outre mesure. Les grandes villes alsaciennes et lorraines, comme les centres industriels, ont été envahies de longue date par les Allemands. Mais, ce que l'on ne sait pas assez en France, ce qu'il faut dire et crier bien haut, c'est que les campagnes, les masses profondes du pays, sont restées absolument françaises. Même les grandes villes comme Metz renferment toujours un noyau compact de vieilles familles indigènes qui groupent autour d'elles toute une population française très nombreuse et très dense.

Par les petites rues tortueuses, des rues à couvents, que pavoisent des étendards de Jeanne d'Arc et du Sacré-Cœur mêlés à nos couleurs nationales, je vais visiter quelques-uns de ces vieux amis, — tâter le pouls de l'opinion messine. Derrière leurs vitres bien closes, je les trouve tout à la joie discrète de la délivrance. Déjà déguisés en hussards ou en cuirassiers de France, les petits garçons se préparent à fêter la Saint-Nicolas, le grand saint de notre Lorraine, qui est chez nous le petit Noël des enfants sages. Les parents combinent des décorations pour les fêtes présidentielles de demain. Sur les machines à coudre, gisent des drapeaux à moitié cousus... Tout de suite, ils me disent leur allégresse. Une grand'mère de quatre-vingt-cinq ans, qui a vu partir les petits conscrits de 1870, s'exclame, avec un doux air d'absence :

— Enfin! Les voilà qui reviennent... les pauv'petits!

Mais c'est tellement beau que, comme dans le pays minier, on n'ose pas encore y croire. Tous me répètent :

— C'est un rêve! C'est un rêve!...

Et, à travers leurs gestes et leurs propos toujours si mesurés, je finis par démêler et par reconnaître l'éternelle tragédie de notre Lorraine, — celle dont j'ai tant souffert moi-même : être condamné à subir la loi étrangère, ne pas pouvoir, ne pas oser

s'exprimer, et quand enfin on est libre, se regarder avec effarement, hésiter à crier son bonheur, sentir toujours sur son cœur le poids de la pierre étouffante !... Ah ! pauvre cher pays crucifié, comme je comprends la pudeur de tes joies et de tes souffrances !

Mais il n'y a rien à craindre : nous sommes entre nous, nous nous entendons, nous nous devinons. Alors, mis en confiance, ils me racontent leur vie pendant la guerre : « On n'a pas trop souffert matériellement. Pourtant, la viande était rare, le pain de si mauvaise qualité que, souvent, on ne pouvait pas le manger. *Ils* le fabriquaient avec des détritus de toute espèce, auxquels *ils* mélangeaient de la farine d'os...

« Aussi, ajoute la maîtresse de maison, il fallait voir comme les chiens et les chats en étaient friands ! On n'osait pas en laisser traîner un morceau sur la table : les bêtes s'y précipitaient...

« Et puis il y a eu des épisodes comiques dont on n'a rien su en France. Ainsi, quand le Kaiser venait ici, il logeait à l'*Hôtel de l'Europe*, considérant le quartier général comme peu sûr... Eh bien ! régulièrement, il était canonné par *nos* avions ! Les Messins l'accusaient d'attirer les bombes... Le kronprinz, lui, préférait Moitrier, à cause de la bonne cuisine. Il y faisait la fête avec ses amis. Or, une nuit qu'il y était couché, une bombe d'aéroplane tomba juste sur la maison voisine. Son Altesse l'avait échappé belle. Au milieu des décombres, on La vit se sauver en pyjama, à la grande jubilation des assistants... Racontez cette histoire à vos amis de Paris. Cela les consolera peut-être d'être descendus quelquefois à la cave... »

Ils me peignent ensuite l'abattement des Allemands lorsque l'armistice fut proclamé. Beaucoup d'officiers pleuraient. Et puis un vent de terreur bolchéviste passa sur la ville. C'était, comme en Russie, le monde renversé. Les soldats désarmaient leurs chefs, s'emparaient de leurs montures et s'y juchaient, obligeant les gradés à marcher à pied. Pendant plusieurs jours, on se terra chez soi. Les autorités elles-mêmes recommandaient aux habitants de ne pas sortir, passé une certaine heure... Enfin, les voilà tous partis, les révolutionnaires comme les autres. Les forces françaises tiennent la ville et tout le pays. Quel soulagement ! On respire plus à l'aise. On dirait qu'on renaît !

Néanmoins une sourde inquiétude persiste chez ces Messins, un souci qu'ils ne peuvent pas me dissimuler : « La présence des Allemands leur pèse. Ah! qui les en débarrassera? Après quelques jours de découragement et de platitude, voilà que les vaincus reprennent leur arrogance. On les retrouve partout, installés aux points vitaux et, pour ainsi dire, stratégiques, de l'organisation provinciale ou municipale, — dans les gares, dans les tramways, à la poste, aux téléphones, dans toutes les administrations. La seule vue de leurs uniformes, de leurs coiffures est odieuse aux Lorrains. Tous ces démobilisés qu'on leur renvoie d'Allemagne, sous prétexte qu'ils sont originaires du pays, leur suggèrent des réflexions chagrines. Que de brebis galeuses parmi les échappés des casernes prussiennes et quelle souffrance de voir la cocarde tricolore sur des casquettes ou des vareuses germaniques!... On sait trop que l'Allemand est capable de tout et qu'il s'évertue à saboter tant qu'il peut la victoire et la conquête françaises... »

Un ami me cite de beaux cas de sabotages teutons : par exemple, ce fonctionnaire municipal qui, chargé de découper des drapeaux français et alliés dans un lot important de vieux drapeaux boches, vous les cisailla si aigrement que ceux-ci devinrent inutilisables. Et cet autre fonctionnaire, à qui l'on demanda de procéder à des sonneries d'essai de la Mutte, la grosse cloche de la cathédrale, en vue de la réception présidentielle. L'Allemand répondit, comme tous ses compatriotes, dans tous les hôtels allemands, à n'importe quelle demande on leur puisse faire, — que « ce n'était pas possible, » que « la charpente menaçait ruine : »

— Très bien! dit notre ami : vous l'avez fait sonner pour Guillaume, vous la ferez sonner pour Poincaré! Et, pour que vous vous rendiez bien compte de l'état de la charpente, vous vous tiendrez sous la cloche pendant la sonnerie!...

Et la cloche sonna le plus naturellement du monde.

Partout, lorsque je prends congé, on me répète jusque sur le seuil :

— Dites bien surtout que nous ne voulons plus des Allemands!...

Les Allemands?... Est-ce que mes hôtes parlent sérieusement? Est-ce qu'il y en a ici?... On a du mal à s'en convaincre, quand on descend la rue Serpenoise illuminée, regorgeant

d'uniformes français, où, jusqu'à une heure avancée de la nuit, les foules militaires circulent sous les guirlantes, les drapeaux en écusson, les grandes oriflammes tricolores frissonnant dans la clarté des lampes électriques... Tout à coup, devant le hall violemment éclairé de Moitrier, je perçois un joyeux vacarme français. On y fête la Sainte-Barbe, aux accents bien connus de *l'Artilleur de Metz*. On chante, on crie, on fait du tapage. Il y a là de vieux généraux à barbiche grise et de petits sous-lieutenants de la classe 18. Tout le monde a vingt ans...

***

Encore un coup, on ne saurait trop y insister : si Metz a été quelque peu contaminé, le flot français submerge et recouvre toutes les campagnes. Dans nos villages désannexés, toute la population est française, chacun a des parents de l'autre côté de l'ancienne frontière. Seuls, le chef de gare et le receveur des postes, quelquefois aussi l'instituteur, sont des immigrés. Ceux qui s'attristent de rencontrer encore trop de figures allemandes dans les rues de Metz, que ceux-là aillent faire un tour dans notre Lorraine agricole : ils verront comme ils y seront reçus. La chaleur de l'accueil leur fera oublier tous les mauvais regards affrontés là-bas.

Et d'abord ces braves gens ne se sentent pas d'aise de pouvoir enfin reparler français. Pendant la guerre, on était passible d'une amende, et même de la prison, pour un mot de français qu'on laissait échapper. Une foule de personnes, qui n'avaient jamais voulu articuler une phrase d'allemand, préféraient rester chez elles et vivaient en recluses. Aujourd'hui, dans l'ivresse de délier sa langue, on se livre à une véritable orgie de français. Tout y passe, le patois, comme le dialecte du pays, — un français local, dont j'ai présenté naguère quelques échantillons aux lecteurs de la *Revue*. Déjà, à Metz, l'autre soir, aux abords de la Gare centrale, j'avais entendu sonner, dès l'arrivée, notre *n'en'me donc?* national (« n'est-ce pas donc? »).

Ailleurs, chez des propriétaires, des cultivateurs, des maires de village, des curés, des instituteurs, je suis accueilli tout de suite, après quelques phrases échangées, par cette aimable proposition :

— A présent, on va *choquer* en l'honneur de la France!

Et le maître du logis rapporte de la cave une bouteille de

bourgogne toute crottée de boue et de gravier, ou bien du vin vieux du pays, vin rosé de la Moselle, vin blanc de Scy ou de Lorry, fiole vénérable qu'on tenait en réserve pour les grandes occasions, qu'on avait enterrée, pendant la guerre, dans quelque coin du jardin ou de l'écurie, et qu'on vient seulement d'extraire de sa cachette. Si l'on écoutait ses hôtes, on « choquerait » toute la journée. Les rasades généreuses de vins lorrains ne suffisent pas. Il faut encore tâter des liqueurs locales, des eaux-de-vie de quetsches et de mirabelles, dont le bouquet laisse un long parfum dans la bouche.

Parmi ces vrais fils de la terre, il en est un, grand fumeur de pipes, grand siffleur de petits verres, grand tarisseur de rouges-bords, qui m'a particulièrement réjoui par la vivacité patriotique de ses propos et qui m'est apparu comme le type complet de notre race mosellane, — un type à peu près disparu dans notre Lorraine restée française après 70.

Il nous raconte son histoire. Avant de faire son service militaire en Allemagne, il l'a d'abord fait en France, à Nancy. Pendant la guerre, les Boches l'ont envoyé sur la frontière russe, en Ukraine et en Silésie. A Posen, à Breslau, nous dit-il, on mourait de faim. Seuls, les soldats trouvaient tant bien que mal à se nourrir dans les cantines militaires. Et puis, en raison de son âge, on a fini par le libérer au printemps dernier. Il est revenu dans son village occupé par les troupes allemandes. Vingt fois, son attitude irréductible et la violence de ses discours ont failli le mener en prison ou le faire fusiller... Enfin, voici l'armistice. Les officiers allemands qui occupent son logis s'apprêtent à déguerpir. Mais, auparavant, il prétend leur faire restituer les objets qu'ils ont volés. Ceux-ci, insolemment, s'y refusent et ne veulent rien entendre. Alors notre Lorrain, pris d'une colère folle, leur montre la porte en vociférant :

— Pas tant d'histoires! Vous allez partir, n'est-ce pas?... Eh bin, nom de Dieu, f... le camp tout de suite et qu'on ne vous revoie plus! J'aime mieux voir vos talons que vot' gueule!...

Et, à la grande stupéfaction du village, les Boches se défilèrent assez penauds. Si l'on songe qu'ils étaient encore les maîtres, on appréciera la crânerie de cette riposte, bien près d'être héroïque dans sa vigoureuse crudité...

Il nous débite cet incident, en faisant de grands gestes exaltés et en caressant sa petite fille qui est assise sur ses genoux. Soudain, il conclut avec un large rire :

— Le plus beau de l'affaire, c'est que voilà le « Guigui » dégommé!

« Le Guigui, » pour nos Lorrains annexés, c'est Guillaume, l'Empereur détrôné.

Notre bonhomme ajoute, d'un air narquois :

— Il paraît que, malgré ça, il a trouvé le moyen de sauver sa caisse!...

Puis, se penchant sur sa fillette qu'il embrasse :

— Ça ne fait rien, va, ma belle! je t'aime mieux que le Guigui avec tous ses sous!

A propos de sous, il nous confie :

— J'ai été à Metz acheter un drapeau français. Il m'a coûté trente-cinq francs! Avec la frange et la hampe, ça me fait plus de cinquante francs! C'est un peu cher la botte!... Mais, que voulez-vous, pour une occasion pareille, je n'allais pas acheter de la frapouille, n'est-ce pas?... Quand je suis revenu avec mon drapeau, j'ai rencontré l'officier prussien qui avait logé chez moi. Il m'a regardé de travers. Alors, je lui ai dit : « Tu peux regarder mon drapeau, va, mon vieux! Si la pointe n'était pas si molle, je te la planterais quelque part! »

Et, sur cette dernière gaillardise, il fallut « choquer » encore une fois à la victoire!

Dans une autre maison, la mère et la fille me disent que, lors de l'entrée de nos troupes, les habitants de la localité se sont disputé nos soldats. C'était à qui aurait le sien. Quant à elles, elles ont l'honneur de loger un lieutenant... Après cela, nous causons de la guerre, des épreuves subies par tout le pays, et, tandis qu'elles gémissent sur les persécutions allemandes, tout à coup, midi tinte au clocher de l'église.

— Ah! mon Dieu! s'exclame la jeune fille: midi! Et le dîner de *not'* lieutenant qui n'est pas prêt!...

Éperdue, elle s'engouffre vers la cuisine.

Même chaleur d'accueil chez des fonctionnaires, pourtant tenus à plus de prudence et d'ailleurs traités avec une faveur marquée par le gouvernement allemand. Un curé nous conte que, le dimanche où il a dû annoncer l'armistice à ses paroissiens, l'émotion l'a suffoqué au beau milieu de son sermon. Il

n'a pu que crier : « Vive la France ! » et il est descendu de la chaire en sanglotant.

Néanmoins la joie ne les aveugle pas. Ils n'ignorent point les traquenards, les dangers qui les guettent encore. L'ennemi est toujours là, embusqué dans la maison voisine. S'ils l'oubliaient, ils n'auraient qu'à sortir de leurs villages : les fils de fer barbelés, les tranchées encore béantes, les abris bétonnés, le sol crevassé par les obus, les toitures éventrées leur rappelleraient la guerre toute proche. Mais ils ne veulent plus y penser. Ils ont confiance. Ils savent que la grande voix du pays lorrain, unanime dans sa foi à la mère patrie, va couvrir les dissonances isolées... Déjà on prépare les toilettes, on mobilise les véhicules pour les fêtes présidentielles du lendemain. De leurs fenêtres ou de leurs seuils, les gens nous crient :

— A demain ! Ça va être superbe !... Vous verrez : toutes les campagnes y seront !

* * *

A leur grand regret, elles ne purent pas venir en aussi grand nombre qu'elles l'auraient voulu. La crise actuelle des transports, les difficultés du ravitaillement en furent la cause. Comment augmenter le nombre des voyageurs sur des lignes déjà trop encombrées par les troupes alliées et par les démobilisés d'Allemagne? Et, dans une ville dont la population militaire vient de s'accroître subitement dans des proportions extrêmes, à quoi bon multiplier encore les bouches à nourrir?... Néanmoins, beaucoup réussirent à triompher des difficultés et des formalités administratives. En masses imposantes, les campagnes lorraines accoururent au rendez-vous. Toutes les petites villes et les villages de la région étaient là, représentés par leurs notables, leurs maires, leurs conseillers municipaux. De vieilles écharpes françaises avaient été sorties, pour la circonstance, des armoires de famille. Des hauts de forme vénérables, de vieux chapeaux à claque, tout jaunis aux coutures, tout craquelés par les plis, prenaient sur les têtes des airs belliqueux de bicornes à panaches. Jamais je n'ai tant vu de claques que ce matin du 8 décembre, dans les rues de Metz.

Pourtant, malgré cet endimanchement plein de bonne volonté et le papillotement des couleurs patriotiques aux fenêtres et aux frontons des édifices, la tonalité du spectacle

est assez sombre. Il fait un peu froid. Beaucoup de collets sont relevés. La bruine a cessé. Mais, bien qu'on sente le soleil derrière l'amas des nuages, le temps reste couvert. Qu'importe!... Et voici la merveille de cette journée : les minutes que nous allons vivre sont tellement solennelles, la joie du triomphe emplit à ce point les cœurs, avec le sentiment grave et profond des sacrifices et des deuils acceptés pour que *cela soit*, — l'heure est si belle, que le reflet de tout cela embrase et magnifie l'horizon. De ces vieux hommes des campagnes en lainages noirs et bourrus, de ces soldats dont les uniformes gris-bleus se confondent avec les arrière-plans du paysage noyé de brumes, de toute cette figuration austère et sans éclat se dégage un frémissement d'allégresse, une lumière d'apothéose, qui l'emportent sur les mouvements les plus lyriques, qui éclipsent les fonds rouge et or les plus rutilants des grandes toiles militaires de David. Par la beauté morale, par la grandeur et l'énormité tragiques de tout ce qui se ramasse en cet instant, cela passe toutes les *Distributions des aigles* et tous les *Couronnements* de l'épopée napoléonienne.

Dès huit heures du matin, les abords de la Gare centrale, les principales artères de la ville regorgent de monde. L'infanterie échelonnée garde les avenues qui conduisent à l'ancienne place Royale, devenue après l'annexion la place Empereur-Guillaume, et, depuis quelques jours à peine, place de la République, — le terre-plein de l'Esplanade, où le président Poincaré va remettre au maréchal Pétain le bâton de commandement et passer en revue les troupes cantonnées à Metz et dans la banlieue. Déjà les estrades officielles sont pleines. Sobrement décorées d'étoffes tricolores et de branchages de sapin, elles font face au grand carré vide de la place de la République et à l'Esplanade proprement dite. Du haut de leurs gradins, on embrasse le plus pur paysage messin, le décor le plus parfait qu'on puisse rêver pour une vieille cité guerrière : au premier plan, par delà les espaces sablonneux du terre-plein, la statue belliqueuse de Ney, puis les charmilles et les massifs des grands arbres de l'Esplanade, d'où émergent le kiosque de musique et le débonnaire château d'eau qui réjouirent nos yeux d'enfants, et, tout au fond, dominant les îles et les prairies de la Moselle, le mont Saint-Quentin couronné de son fort,

à gauche, nos anciennes casernes de l'artillerie et du génie, hautes bâtisses de style militaire ; à droite, la masse imposante et sévère du Palais de Justice : tout un ensemble de force ramassée, d'élégance disciplinée et un peu rigide, qui convient à une ville frontière et qui a laissé sa marque sur le caractère messin...

Malgré l'impatience de la foule qui afflue sans cesse sur les trottoirs, qui assiège les estrades, tout se passe dans un bel ordre. Les troupes massées sur les trois autres côtés de la place sont au port d'armes. Leur tenue est exemplaire. Elles se sentent surveillées par des yeux jaloux. Les Messins qui les considèrent se disent leur admiration. Ce prestige assurément exagéré qui environnait autrefois les troupes allemandes, qui prêtait un lustre singulier à leurs uniformes et qui était si douloureux à voir pour nous autres Lorrains, — cette splendeur victorieuse, elle est sur nos soldats, elle illumine les cimiers des casques, elle redresse la taille du plus petit fantassin et elle met comme un reflet d'azur sur les plus ternes capotes. Ils en sont frappés autant que nous, les rares Allemands qui ont réussi à se faufiler, on ne sait comment, dans cette enceinte officielle. J'ai derrière moi un enfant boche, renfrogné, silencieux et têtu, qui s'est agrippé à un poteau de l'estrade et qui, continuellement, dans son effort enragé pour se maintenir accroché et pour voir la gloire française, de ses pieds et de ses mains bourre les flancs et les dos des spectateurs les plus proches. On a beau le rabrouer, le bousculer, et, comme nous disons ici, le « gûgner » à coups de canne et de parapluie, il reste cramponné à son poteau, inextirpable et muet, tel l'esclave attaché aux pas du triomphateur antique...

Mais le terre-plein s'anime de plus en plus. A tout instant, des estafettes le traversent, des officiers d'État-major viennent se ranger au pied de la tribune. Et puis, ce sont les grands chefs, les illustrations de la guerre, qui font leur entrée : le maréchal Joffre, en culotte rouge et haut képi galonné, le général Mangin, le général Gouraud. Dès qu'on les reconnait, des acclamations s'élèvent, des applaudissements éclatent. Chacun a son ovation Parmi les chapeaux melons et les pardessus bourgeois des députés qui viennent prendre place, la soutane et la coiffure ecclésiastique de l'abbé Lemire font une silhouette inattendue : nos Messins se signalent le populaire

et vaillant député d'Hazebrouck, qui est accueilli par toute une manifestation de sympathie. Soudain, les tambours battent aux champs, on entend mugir *la Marseillaise*, le « garde à vous! » passe comme un souffle brusque sur les troupes immobiles, et, avec les flammes rouges et blanches de leurs fanions, fièrement campés sur leurs étriers, débouchent à une vive allure les cavaliers de l'escorte présidentielle.

« Voici Poincaré! Voici Clemenceau! » On grimpe sur les bancs pour les voir. Tout le monde est debout. Les vivats partent en une immense clameur... Et ce fut une chose très simple, — très émouvante et très belle dans sa simplicité. Les Allemands habitués à l'emphase, à la pompe massive des parades impériales, ont dû être déconcertés par cette grandeur exempte de tout effet théâtral. Tête nue, le chapeau à la main, sans autre ornement que le cordon rouge de la Légion d'honneur, mais soulevé par l'indicible émotion qui pâlissait son visage et qui mettait dans sa voix une ampleur et une puissance extraordinaires, — *os magna sonaturum*, — le Président, en cette minute sans pareille, sut traduire aux yeux de tous la majesté du peuple français. Il eut les mots qu'il fallait, lorsque, tendant au maréchal Pétain le bâton de velours bleu étoilé d'or, il évoqua le souvenir du maréchal Fabert, le glorieux enfant de Metz, à qui le Roi de France conféra cette même dignité suprême de la hiérarchie militaire. Et il eut aussi le plus heureux, le mieux inspiré des mouvements, lorsque, après avoir donné l'accolade au nouveau maréchal, il embrassa, en une éclatante et patriotique attestation de l'union sacrée, le vieil homme d'État qui, au bord de l'abîme, ne désespéra point de la Patrie. Aussi peu Tigre que possible, M. Clemenceau montra aux foules lorraines une figure paternelle et souriante, qui lui gagna instantanément tous les cœurs. Sous ses grosses moustaches blanches et ses sourcils en broussaille, il fut le grand'père, un peu bourru, mais si brave homme! qui apporte à ses petits-enfants le cadeau de la Saint-Nicolas. A côté du Président personnifiant la France forte de son droit et de la vaillance de ses fils, la France victorieuse qui rentre dans sa maison, — ce vieux Gaulois au cœur guerrier ne voulut être que l'aïeul qui vient présider une fête de famille.

Les deux Présidents ont regagné leur place sur l'estrade... Tout à coup, au centre du terre-plein, un grand éclair d'or

et d'argent déchire l'espace. D'un geste rigide et dominateur, d'un seul mouvement, en une explosion farouche, les clairons s'érigent vers les nues, comme pour convoquer à cette fête, des quatre coins de l'horizon, tous les morts héroïques, tous les martyrs obscurs de la grande guerre. Les sonneries françaises emplissent le ciel de la terre reconquise. Une émotion terrassante étreint, en cette minute, toutes les âmes... Les Messins qui sont là évoquent une scène déjà vieille de huit ans et qui fut réellement la préfiguration de celle-ci. C'était pendant l'été de 1910, un beau dimanche ardent et splendide. A la fin d'un après-midi écrasé de chaleur, une rumeur mystérieuse se répand en ville : les gymnastes de Samain, tous enfants de Metz, avec leurs insignes et leurs costumes français, vont défiler en pleine rue. A l'heure dite, chacun se précipite aux portes et aux fenêtres. Sur la place d'Armes, autour de la statue de Fabert, au milieu des policiers allemands qui les surveillent, des officiers qui s'enquièrent de ce qu'il y a, — les Français attendent le passage des audacieux jeunes gens. Un silence lourd pèse sur la multitude, un silence religieux, effrayant, comme à l'approche d'une catastrophe... On les voit venir, ces annonciateurs de la Délivrance; leurs vareuses blanches, leurs képis rouges resplendissent, et, soudain, dans cet air embrasé, chargé des plus extrêmes émotions, les clairons de France éclatent en une sonnerie douloureuse et triomphale. Rien. Pas un cri, pas un applaudissement au milieu de cette foule ivre de la Patrie qui passe. Le visage contracté de fureur, les policiers, les officiers allemands assistent à ce drame muet, et, quand leurs yeux croisent ceux des vaincus, ils peuvent y lire déjà comme une revanche et comme une promesse de victoire...

Cette scène inoubliable, nous l'avons tous présente à nos mémoires, tandis que les clairons sonnent. Ah! quelle joie nous emporte! Cette fois, c'est la joie sans contrainte. C'est l'hosanna clamé à pleine poitrine... Mais les troupes s'ébranlent pour la revue, précédées par la musique américaine, qui joue *la Marseillaise*. Ils défilent pendant près d'une heure. Cette revue fut vraiment unique et merveilleuse par l'intensité du sentiment qui, du plus humble des soldats jusqu'au maréchal de France, tendait à les briser toutes les fibres et faisait fulgurer tous les yeux. Lorsque les officiers passaient, le cou rejeté en arrière, les yeux fixes et en quelque sorte hallucinés, l'épée

frémissante au bout du bras tendu, comme pour une oblation de tout leur sang et de toute leur âme à la Patrie, — en cette minute, la figuration officielle avait disparu : il n'y avait plus alors, planant par-dessus nos têtes, que la France invisible et omni-présente, la France ressuscitée, vers qui montaient les regards extatiques de ces jeunes soldats, la France debout sur ses trophées rajeunis, plus belle d'avoir été sauvée au prix d'un tel amour et de tels sacrifices. Cette beauté éclate avec une si radieuse, une si poignante évidence, qu'elle arrache un cri d'admiration à un des personnages officiels :

— Ah! que c'est beau! que c'est beau!

Celui qui a poussé ce cri, c'est Léon Mirman, mon ancien camarade de l'École normale, le représentant, à Metz, de la République française. Je vois la flamme de ses yeux, le rayonnement de son visage. Et voici qu'un très ancien et très émouvant souvenir remonte pour moi du fond de notre commun passé... Mirman, te souviens-tu de ce soir du 2 décembre 1885, où, dans une salle obscure de la rue d'Ulm, à l'occasion de cet anniversaire historique, avec une sincérité candide et un art déjà très exercé du bien dire, tu nous récitas les vers épiques de *l'Expiation?* Ce soir-là, je me le rappelle, tu avais dans les yeux et sur le visage le même rayonnement et la même flamme. Nous nous connaissions à peine, et, néanmoins, par une sympathie subite et inexplicable, j'allai vers toi. Maintenant je sais pourquoi. Sans aucun doute, j'avais le pressentiment que ce serait toi qui, dans Metz purifié, présiderais à l'expiation de la honteuse iniquité de 1870; qu'un autre jour de décembre, radieux celui-là et illuminé par la victoire, les soldats de notre pays fouleraient de leurs souliers encore boueux de la bataille notre vieille Esplanade messine, que la France rentrerait chez elle, — et que nous serions là, tous les deux, pour voir ce grand jour...

A ce point d'exaltation, les paroles ne peuvent plus traduire les sentiments : il n'y a que les larmes. Je considère ceux qui sont assis sur la tribune, devant qui et pour qui défilent les armées de la République. Les deux Présidents n'essaient pas de dissimuler la violence de leurs émotions. Leurs yeux sont humides. Ils pleurent des larmes silencieuses. Ces larmes des puissants, quel plus beau témoignage de l'humaine faiblesse! Dans cette atmosphère d'enthousiasme, de piété patriotique, qui

s'achève en un élan de mystique abdication, elles sont l'aveu que la part des hommes est petite dans les événements inouïs qui se déroulent. Impuissant à sentir et à exprimer toute sa joie, comme il a été impuissant à comprendre et à diriger le foisonnement formidable, la marche irrésistible des faits, l'homme s'humilie devant la grande Force mystérieuse et providentielle qui s'est jouée de ses combinaisons et qui a dépassé tous ses espoirs. Sans trop bien le savoir, au milieu des doutes, des contradictions, des défaillances passagères, — encore une fois, les Francs, entraînant avec eux le reste du monde, auront accompli le geste de Dieu.

*
* *

C'est fini. L'Esplanade se vide. Par la rue Serpenoise, où la foule s'écrase, où les vivats ne cessent de retentir, le cortège s'achemine vers l'Hôtel de Ville et la Cathédrale.

Cette Cathédrale de Metz, si belle dans sa simplicité toute classique, avec ses hautes voûtes aussi élancées que celles d'Amiens et de Paris, avec ses immenses verrières qui épanouissent leurs couleurs apaisées sur toute la surface du transept, — c'est un endroit à souhait pour méditer. Tandis que, au dehors, sur la place d'Armes, les cuivres des musiques militaires éclatent en accords triomphaux, je songe au lendemain de la fête. Célébrer la victoire est une récompense magnifique. Nous l'avons eue, c'est déjà de l'histoire. Maintenant, il faut garder notre bien. Des devoirs commencent pour nous, qui seront au moins aussi austères et peut-être aussi lourds que les devoirs de la guerre. Ceux qui rêvent de recommencer demain la farandole du plaisir sont des insensés. Il serait honteux de rendre vain le sacrifice de nos morts. Plus que jamais, avec les peuples qui nous ont aidés à vaincre, ils nous adjurent d'être unis et forts, comme il convient à une grande nation.

LOUIS BERTRAND.

UN COIN DE FRANCE PENDANT LA GUERRE

LE PLESSIS-DE-ROYE[1]

II[2]

L'attaque générale et le combat du 30 mars 1918

VII. — LA RUÉE ENNEMIE (21-29 MARS)

Elle arrive à temps, la 77e division, pour tenir le front du Plessis-de-Roye devant Lassigny, et défendre le massif de la Petite Suisse, dernier rempart de l'Ile-de-France, devant les forêts. Car la vague des divisions allemandes ne cesse pas de déferler, cherchant à s'ouvrir un passage qu'elle croira trouver successivement à Noyon, à Lassigny, puis à Montdidier. Paris, la capitale, est-elle leur but, ou Amiens, clé des communications franco-anglaises? Le but est de finir la guerre par un grand coup à l'Occident, puisque l'Orient maintenant s'écroule, se désagrège, fond comme un bloc de glace au soleil.

Sous l'effroyable choc du torrent déchaîné, le barrage anglais de la droite a sauté. Dès le 23 mars au soir, l'ennemi était maître de la ligne de défense naturelle formée en avant de Noyon par le canal Crozat et par le canal de la Somme à Ham. Il précipite ses divisions les unes après les autres, celles de seconde ligne passant en première quand celles de tête sont fatiguées, puis celles-ci, à leur tour, reprenant leur place. Le 22, il en comptait six, rien que de Tergnier à Saint-Simon. Le 23, il en a dix. Et pour leur faire face, le général Pellé ne dis-

(1) *Copyright by* Henry Bordeaux, 1919.
(2) Voyez la *Revue* du 1er janvier.

pose encore que des 9e (Gamelin) et 10e (Valdant) divisions et de la 1re division de cavaliers à pied. Cependant les camions automobiles roulent la nuit et le jour sur les bonnes routes de France, amenant les renforts. La carte de la bataille en mouvement se dresse avec les points de débarquement, les centres de ralliement, les lignes successives, les liaisons. Foch est déjà, de fait, le chef des Alliés. De Champagne, de Lorraine, d'Alsace, des Flandres même, vingt divisions accourent au combat. Comme à Verdun, le général Pétain les assemble aux lieux menacés, chargeant Humbert de contenir le premier choc, pressant Debeney qui doit le prolonger à l'Ouest et au Nord, se remettant à Fayolle du soin de coordonner les efforts de nos IIIe et Ire armées.

Le 24, Noyon est menacé à la fois par l'Est et par le Nord, par la vallée de l'Oise et par la route de Ham à Guiscard : c'est le mouvement débordant sur les ailes qui contourne le massif boisé de la Cave et de Beaugies, selon l'habituelle tactique ennemie qui, depuis Verdun, redoute les attaques frontales. Si cette manœuvre réussit, c'en est fait de Noyon. Après, la même manœuvre s'exécutera par Noyon et par Lassigny pour faire tomber à son tour le massif de la Petite Suisse. Après? Mais c'est le chemin de Compiègne, de Senlis et de Chantilly, c'est le retour aux jours exaltants de ce début de septembre 1914 où l'Allemand se croyait déjà maître de Paris et de la France. Et cette fois il n'y aura plus, n'est-ce pas? à craindre une Marne nouvelle : où les Français prendraient-ils leurs réserves? La Marne n'est-elle pas demeurée inexplicable, incroyable, mystérieuse, miraculeuse? Après l'avoir escamotée dans ses communiqués, l'ennemi l'a supprimée de son souvenir.

Le temps est pour lui : ce brouillard très dense qui favorise ses infiltrations, ses pénétrations savantes, ses surprises, ses mouvements de troupes, et ce clair de lune qui lui facilitera les marches de nuit. Nos troupes, lancées en hâte, sans artillerie, souvent sans autres munitions que la réserve de chaque homme, le contiennent, le ralentissent, ne sont pas encore assez en forces pour le clouer sur place. Nesle au Nord est perdu le 25 vers onze heures et l'armée britannique, appuyant sur Herly, nous découvre fatalement à gauche. Nos 22e et 62e divisions doivent se replier au-dessous du bois de l'Hôpital, et la 10e sur Porquericourt. Déjà Noyon est en flammes, Noyon

que la 9e division a si bien défendu au Nord-Est. Il faut donner l'ordre de l'évacuer. Les derniers éléments du 57e régiment ne le quitteront que le 26 à une heure du matin, à la lueur des incendies, tandis que le 144e régiment gardera le canal en construction le long de la ligne Beaurains-Sermaize et que le 123e tiendra le couloir entre la montagne de Porquericourt et le canal.

Cette magnifique défense de Noyon a permis le repli en bon ordre et le rétablissement au Sud de l'Oise sur la ligne (de l'Ouest à l'Est) : Roye-Avricourt-Candor-Lagny-Germaine-montagne de Porquericourt-Mont Renaud-Pont-l'Évêque-lisières Nord du bois de Carlepont-Pontoise-Varesnes. Et nos troupes, mélangées d'opiniâtres unités anglaises qui, depuis le 21 mars, n'ont pas cessé de combattre, vont recevoir de l'aide. La 77e division débarque, dès le 26 au matin, et s'organise sur le front Ribécourt-Loermont-le-Plémont-Canny-sur-Matz en utilisant d'anciens travaux de défense. La résistance épuisante qu'a rencontrée l'ennemi de ce côté a-t-elle rejeté son effort plus à l'Ouest? Il échoue, le 26, dans son attaque sur le mont Renaud et la montagne de Porquericourt, mais au Nord-Ouest il encercle, il presse Roye qui brûle, et à midi, le 26, il en débouche, bousculant nos 22e et 62e divisions qui se replient, l'une sur Popincourt-Beuvraignes, l'autre sur Fresnières et la ferme de la Malmaison. Divisions surmenées qui ont à défendre un champ trop étendu et ne peuvent que reculer en ordre pour ne pas être coupées. La 62e a reçu le secours d'une brigade de cavalerie britannique, 500 chevaux aux ordres du général Pitman : ces cavaliers superbes attaquent et reprennent le bois des Essarts et la cote 160. Le terrain très vallonné permet les résistances heureuses, mais les manœuvres du nombre les tournent. On se bat sur la hauteur du Moulin Ruiné qui domine Lagny : le 46e régiment s'y maintient jusqu'au soir et son chef, le lieutenant-colonel Peyrotte, un fusil en main, donne l'exemple. Mais le soir, c'est encore le repli, que protègent les cavaliers britanniques, sur Lassigny que le 31e régiment trouve déjà occupé par l'ennemi, sur la Divette et Cuy où le 144e et le 46e arrivent exténués. Mais ces visages harassés se détendent, ces bouches sèches se retiennent de crier de joie, ces yeux brûlés rayonnent, car les fantassins tout dispos de la 77e division les reçoivent : ils tiennent le Plessis-de-Roye et le Plémont, ils tiennent la

Divette. Plus de retraite cette fois : les Boches vont trouver du monde, et du monde à qui parler, et du monde bien campé sur nos anciennes positions ou sur les leurs.

Il était temps et plus que temps. Un jour de retard et l'ennemi, s'avançant par le massif de la Petite Suisse sans défense, marchait sur Ribécourt et Compiègne, faisait tomber notre ligne de l'Oise et du mont Renaud. Mais ce n'est pas seulement la 77e division qui arrive pour seconder, conforter, relever nos premières troupes et les troupes anglaises, épuisées par cinq jours de luttes; voici, par Ribécourt, la 53e, par Estrées-Saint-Denis et Orvillers la célèbre 38e (zouaves, marsouins et tirailleurs), et plus à l'Ouest la 36e, la 70e. Les casques bleus ont poussé comme les bleuets dans les champs. L'ennemi s'en doute, l'ennemi se hâte, il multiplie ses sondages et ses brusques attaques. La barrière mouvante de poitrines qui s'est dressée devant lui prend peu à peu la fixité, la dureté d'un mur. Il va tenter de le contourner encore par l'Ouest, avant de le heurter de front le 30 mars dans un assaut gigantesque pour forcer définitivement l'entrée de l'Ile-de-France par l'Oise, par le Matz, par les plateaux de l'Avre. Il nous tâte, le 27, au mont Renaud, dans la région de Lassigny qu'il a réoccupée, de Conchy-les-Pots, de Boulogne-la-Grasse, où s'est porté un bataillon du 4e zouaves. Il prend Conchy-les-Pots, mais se heurte à nos tirailleurs à Roye-sur-Matz. Partout, il découvre une solide résistance et n'insiste pas. Il flaire le vide plus à l'Ouest, car ses troupes qui ont débouché de Roye ne trouvent rien devant elles sur la route de Montdidier.

Cependant la nuit du 26 au 27 mars avait été calme étonnamment. Ceux qui ont vécu Verdun ou la Somme, aux nuits retentissantes et déchirées par l'éclair des batteries et la lueur des fusées, sont surpris et presque angoissés de cette bataille silencieuse, plus perfide que les précédentes. Les canons ne sont pas encore en nombre : les Allemands ont avancé trop vite et nos transports ont été trop rapides. De ce calme inattendu, le général Humbert a profité pour remettre de l'ordre dans le commandement et les unités et pour achever de construire sa digue humaine. Le soir du 27, il a sa ligne quasi régulière et continue : à sa droite, de l'Oise à Canny-sur-Matz, le corps Pellé avec les 9e, 35e, 1re, 53e et 77e divisions, plus un régiment de la 38e, le régiment colonial du Maroc; au

centre, le corps Robillot, de Canny-sur-Matz au Rollot, avec les 38e (moins un régiment), 62e et 22e, plus la 1re division de cavalerie qui, plus mobile, bouchera les voies d'eau; à sa gauche, du Rollot au Monchel, sous Mondidier, le 35e corps avec les 70e et 36e divisions. Un cœur unique bat dans cet être collectif qu'est une armée commandée. Celle-ci ne manœuvrera plus en retraite, car cette fois, elle est en place. « Il y va, lui a dit son chef, du salut de la France. L'honneur de tous, chefs et soldats, est engagé. »

L'ennemi a donc flairé le vide plus à l'Ouest. Le retrait des Anglais en Santerre, du côté d'Amiens, a laissé un trou entre leur armée et la nôtre. La nôtre, c'est l'armée Debeney qui se constitue, car l'armée Humbert ne peut indéfiniment étirer sa gauche. Le général est arrivé, le premier, de Lorraine, sans troupes. Mais les 56e (Demetz) et 133e (Valentin) divisions ont débarqué le 26. Divisions qui vont s'illustrer à jamais en se jetant au-devant de l'ennemi qui, déjà, est prêt à s'engouffrer dans le passage libre, — un couloir de 15 kilomètres. Le voici qui dépasse Fescamps et Piermes, le voici qui assiège Montdidier. Montdidier est perdu le 27 à sept heures du soir. Mais la 56e, enragée, en défend les abords, tient le Monchel, trouve sa liaison avec la gauche de l'armée Humbert. Le 27 au soir, le cordon est noué, la ligne rétablie.

Et dès le 28 au matin, le général Humbert ordonne d'attaquer : on ne se défend bien qu'en attaquant. A peine a-t-il assuré ses positions, qu'il entend déloger l'ennemi des siennes. Il prescrit cette offensive la gauche à l'avant, le 35e corps pivotant sur Rollot, en direction de Faverolles et le corps Robillot pareillement, la gauche en avant. Il sait que les Anglais, plus au Nord, ont fait un retour offensif dans la zone de Rosières-en-Santerre, couvrant Villers-Bretonneux devant Amiens. Il sait aussi que l'armée Debeney en est encore à rassembler tous ses éléments en marche et qu'il faut retenir, attirer l'ennemi sur la gauche de sa propre armée, maintenant en équilibre, pour détourner l'orage du voisin. Cette offensive nous donne Conchy-les-Pots, Boulogne-la-Grasse, Assonvillers. Au Monchel, sous Montdidier, les troupes d'Humbert trouvent l'héroïque 56e division. Les contre-attaques répétées de l'ennemi nous rejettent de la plus grande partie de Boulogne-la-Grasse, de Conchy-les-Pots et, plus à l'Est, prennent pied dans

Canny-sur-Matz. A Plessis-de-Roye, où le 97e régiment a relevé le 338e, au Plémont où le 159e s'est installé, nous nous organisons.

Offensive plus heureuse encore dans son initiative que dans ses résultats, difficiles à atteindre. Étonné de son audace, de son insolence, l'ennemi va manquer l'occasion unique qu'avec plus de clairvoyance, qu'avec du génie, il n'eût pas laissé échapper. Le grand art de la guerre est de mettre les circonstances à profit : elles s'offrent un jour, quelques heures, puis il est trop tard et le destin a tourné. Sans doute, l'ennemi a pressenti la rupture du front entre l'armée anglaise retirée à l'Est d'Amiens et l'armée française étirée vers Montdidier. Qu'y a-t-il dans ce trou? Il soupçonne l'entrée en ligne de la 1re armée, venue de Lorraine, dont il a surpris un ordre sur le corps du commandant de Banville, tué en reconnaissance à Davenesourt. Il veut la devancer ou la bousculer. Il ramène plus au Sud sept de ses divisions qu'il orientait sur Amiens et, les joignant aux treize qui sont assemblées dans la région de Montdidier, il fonce le 28 dans cette direction, pour s'ouvrir ou s'élargir la voie qui va couper en deux le front de France et séparer les Alliés. Le 28, c'est l'assaut sur les plateaux de l'Avre, la bataille au Sud et à l'Ouest de Montdidier, mais c'est aussi notre assaut inattendu à l'Est de Montdidier. Sur les plateaux de l'Avre, le général Debeney va résister avec la 56e division martyre qui ne s'est pas laissé enfoncer, avec la 133e, avec la 4e division de cavalerie, cependant que la 127e débarque vers Breteuil, et que les 29e, 163e et 127e sont en route pour leur venir en aide. Et du Matz au Monchel, le général Humbert va attaquer. Il reprend même le 29 son offensive sur Conchy-les-Pots et Boulogne-la-Grasse.

Devant des adversaires si résolus, l'ennemi se décide à livrer la bataille sur toute la ligne, de l'Oise à la Somme, au lieu de se rassembler et se précipiter au point faible. La faute à commettre, il la commettra, soit qu'il n'ait pas à sa disposition, devant Montdidier, une concentration de forces suffisante, soit qu'il redoute d'être pris en flanc par l'agressive armée Humbert. Au lieu de s'engouffrer dans le couloir ouvert, entre les forces britanniques et françaises, mal bouché encore par une armée en formation, il cherchera la rupture du front entier, et ce sera la journée terrible et fameuse du 30 mars. Puis il reviendra,

mais trop tard, à la bataille restreinte et massive entre l'Avre et la Noye, et ce sera son échec du 4 avril.

Le 29 mars, il place ses divisions, règle son offensive générale, donne ses ordres. Voilà donc, retracé à grands traits, le commencement de la bataille de France, au cours de cette tragique semaine sainte, avant d'en détacher l'épisode du Plessis-de-Roye, entre la défense du Plémont à droite et le combat d'Orvillers-Boulogne-la-Grasse à gauche. Un épisode qui ne serait pas relié à l'ensemble perdrait tout son sens.

VIII. — LES JOYEUX FELDGRAUEN DEVANT LE PLESSIS-DE-ROYE (29 MARS 1918)

Le 29 mars, dans le secteur de la Divette, face au Plémont et au Plessis-de-Roye, l'ennemi a relevé deux divisions fatiguées : la 36e est remplacée par la 103e (devant le Plémont) et la 1re division bavaroise par la 7e division de réserve (à la lisière du Plessis-de-Roye, devant Lassigny). Cette 7e division de réserve, recrutement de Magdebourg, est composée de bonnes troupes et classée par le commandement parmi les *divisions d'assaut (Sturm-division)*. Quel est le moral des troupes allemandes, et en particulier de cette division, à la veille de l'assaut général du 30 mars? C'est l'heure du fantassin. L'artillerie n'est encore qu'au second plan : on marche, on manœuvre, on attaque par bataillon, par compagnie. L'infanterie, disait Napoléon, c'est la nation. Quel est alors le moral de la nation allemande? Sans doute mal alimentée et déçue par la longueur de la guerre qui est presque un attentat contre la Force, dieu des Germains, la nation allemande croit enfin son heure venue. La Russie est à bas, la Roumanie traite, et les armées de Ludendorff s'avancent triomphalement en France depuis le 21 mars. Ludendorff a préparé son offensive de longue main, avec un art et une science qui n'ont rien négligé. Il faut mesurer tous les témoignages que plus tard nous ont fournis les interrogatoires de prisonniers, les carnets de route, les lettres, pour comprendre ce que fut la bataille de France.

Cette 7e division de réserve avait tenu le secteur de Champagne devant le Moronvilliers pendant l'automne et l'hiver précédents. Vers la mi-janvier, elle est retirée du front et mise à l'instruction à Saulces-Monclin, dans la région de Réthel. On

l'entraîne au service en campagne : avance par vagues, enfoncement de positions, enlèvement de nids de mitrailleuses.

Le 14 mars, la division est acheminée par marche de nuit vers Saint-Quentin. Le jour, elle bivouaque dans les bois ou se terre dans les villages pour se dérober aux vues aériennes. Si des avions français ou britanniques survolent la nuit les colonnes et lancent des fusées, ces colonnes s'arrêtent, se couchent, font halte jusqu'à ce que le danger soit passé.

— Dès que nous eûmes dépassé Saint-Quentin, — se souvient avec satisfaction un soldat du 36e régiment, 8e compagnie, — le pillage commença. On fouilla les maisons abandonnées. Tous les approvisionnements en vivres furent enlevés : pain, pommes de terre, beurre, graisse, confitures, haricots, vins, etc. En maints endroits, des vieillards des deux sexes étaient restés. Ils pleuraient et priaient les soldats de leur laisser quelque chose à manger pour les empêcher de mourir de faim. Les soldats repoussaient ces gens sans pitié et emportaient tout, jusqu'aux couteaux, cuillers, fourchettes, assiettes, effets d'habillement de toute espèce. Ils brisaient et détruisaient ce qu'ils ne pouvaient emporter. Les vêtements étaient arrachés des armoires, jetés à terre et foulés aux pieds. Tables et armoires étaient mises en pièces. Tableaux et glaces étaient arrachés des murs et mis en miettes. Dans les caves, on laissait les robinets des tonneaux ouverts, afin que le vin qu'on ne pouvait boire ou emporter fût perdu. Le commandant du IIe bataillon (capitaine Dettner) donna l'ordre à quelques soldats de se rendre à Noyon avec des voitures, pour piller. Ces hommes revinrent au bout de quelques heures, avec un gros butin. Ils avaient, par exemple, plusieurs milliers de cigarettes, cigares, de la marmelade de pommes, des confitures, du vin, du chocolat, beurre, graisse, haricots, pommes de terre, des cartes, tables, nappes, mouchoirs, linge de corps, savon, et beaucoup d'autres choses. Chaque soldat reçut 20 cigarettes anglaises, de 300 à 400 grammes de savon, 3 à 4 boîtes de marmelade par escouade, ainsi que 3 à 4 boîtes de lait. Les Feldwebel en reçurent beaucoup plus. Les haricots et les pommes de terre furent versés aux cuisines du bataillon pour être apprêtés et distribués aux compagnies. Les officiers gardèrent pour eux les bonnes choses et les objets de valeur. Dans les autres bataillons, les hommes furent autorisés à se rendre isolément à Noyon pour piller à leur aise tant qu'ils voulaient.

Cette déposition, faite avec complaisance, n'émane pas d'un bon soldat. Celui-ci, au Plessis, s'est mal défendu. Mais il se

précipitait en France avec convoitise, avide de recueillir un sérieux butin. Beaucoup de ses camarades étaient pareillement excités. D'autres interrogatoires, officiers, sous-officiers, pionniers, simples fantassins, attestent une confiance aveugle dans le commandement et dans l'issue des opérations avant l'aventure qui les a fait réfléchir. Dans son carnet de route, le lieutenant de réserve W..., adjoint au chef de bataillon commandant le 9e bataillon du 66e régiment, note ses impressions de marche jusqu'au 30 mars. Son bataillon fait partie du groupe Kintzel. Le 22 mars, il arrive à Saint Quentin :

Saint-Quentin, autrefois une ville très animée. Maintenant, à part les colonnes et les troupes qui traversent, une désolation : maisons dévastées, gare en ruines, poutres, pierres, poutrelles de fer pêle-mêle. Au milieu de tout cela, des colonnes arrêtées, de la cavalerie, de l'infanterie en marche, obligées de se faufiler au milieu des démolitions, des voitures, des chevaux. — Des chevaux hennissent, un fracas enragé de voitures. Des prisonniers anglais, des blessés allemands. Au loin, très loin, le bruit du combat d'artillerie, de plus en plus sourd. Avançons-nous si vite ? Et au-dessus de tout cela, nos avions par le clair après-midi ensoleillé...

Le lieutenant W.... fait volontiers des descriptions pittoresques. Dans la suite de son journal, il en abusera même, jusqu'au dernier croquis qu'il a omis de peindre dans le parc du Plessis-de-Roye. Du 22 au 28 mars, la 7e division est en réserve de la XVIIIe armée (von Hutier) : elle suit la progression générale par Itaucourt, Essigny, Grand-Sérancourt, Saint-Simon, Golancourt, Mirancourt, Candor. A partir du 24, elle est assez rapprochée des troupes combattantes pour avoir une vision du champ de bataille : « 24 mars (Rameaux). — Soleil radieux de printemps. Près de notre bivouac, il y a une position de batterie ennemie de quatre canons parfaitement enterrée. Je vais la visiter, je la cherche et ne vois rien — et pourtant je suis sur elle. Quelques douilles gisent éparses, des ceinturons, des fusils, un casque, témoins de la retraite précipitée des Anglais... » Cette retraite n'a pas été sans gloire pourtant, si l'on en croit le même carnet : on y voit un peu plus loin, à Cugny, des cadavres anglais dans le fossé, le visage encore recouvert du masque, et le 5e grenadiers que notre lieutenant interroge, avoue avoir perdu 26 officiers. Quant au village de

Cugny, c'est le même tableau de pillage, linge, marmites, bouteilles. Cependant les bonnes nouvelles affluent : Nesle, Chauny, Guiscard sont occupés.

Le 25 mars, notre homme est à Golancourt, près de Guiscard. Il est chargé du cantonnement. Après avoir dormi, il va en visiter les abords, et voici ce qu'il voit : « Dans le jardin, le capitaine creuse la terre pour voir si l'on n'a pas caché des choses précieuses. Finger avise avec le T. C. et apporte à manger. Dans le jardin, il y a un paysan mort, le lacet au cou, une blessure à la tête, sa pipe à côté de lui. Mystère! A-t-il tiré sur nos troupes? Les Anglais l'ont-ils pendu pour espionnage?... »

Le lieutenant W... est décidément un bon peintre : on voit très bien ce capitaine allemand fouillant le jardin, à l'ombre du pendu, pour y voler un trésor afin de ne pas rentrer de France les mains vides. Et comme la mauvaise foi boche s'étale avec impudeur dans la réflexion qui de l'ignoble meurtre du paysan veut faire un acte de justice, à moins d'en passer aux Anglais la responsabilité! Il faut peu de mots au lieutenant W... pour montrer sa race. Et voici qu'il éclate d'orgueil aux nouvelles victoires, comme la chair d'un fruit craque au soleil :

Le ciel est couvert. Un ballon monte en l'air. Très loin gronde le canon. En avant marchent et se battent glorieusement les divisions de première ligne. Nous sommes en réserve d'armée et suivons. C'est dommage! — On raconte que nos premières lignes sont à six kilomètres au sud de Noyon. Cela va comme le vent. J'ai l'impression que ce ne sont là que des combats d'arrière-garde. Les Français et les Anglais sont chassés par nous. — Hier nous avons vu passer des prisonniers français dans des habits impeccables et dignes d'envie. Ils déclarent qu'ils ont été transportés en camions-autos, de Guiscard sur le champ de bataille. Le matin du 25, ils ont été attaqués par nos troupes et maintenant ils sont pris. De l'autre côté on ne sait où donner de la tête.

Ah! vraiment, de l'autre côté on ne sait où donner de la tête! Le jeune lieutenant W... en recevra bientôt la preuve. Le 27 mars, il se plaint de nos avions qui dérangent ses nuits : « Le clair de lune permet à ces coquins de se diriger. » Le vendredi saint 29, il ne dissimule pas sa satisfaction d'avoir bien dormi et bien mangé, — bien mangé, grâce au sac de Noyon, et même il nous donne son menu : soupe aux tomates avec œufs, bœuf aux pommes de terre. Un bon menu pour un vendredi

saint. Puis le colonel, les officiers-adjoints et les commandants de compagnie sont appelés au quartier général de la division. Les ordres sont remis. La division va attaquer le lendemain 30, à sept heures du matin, sur le Plessis-de-Roye. Le lieutenant W... va enfin connaître la bataille de France.

Après le soldat pillard et l'officier fanfaron, il convient de montrer un autre spécimen de l'armée allemande, de l'âme allemande au printemps de 1918. Le carnet d'un sous-officier du 36e régiment (7e division de réserve), lui aussi désigné pour l'attaque du 30 mars sur le Plessis-de-Roye, nous révèle un compatriote de Werther, sentimental, se guidant aux étoiles et prêt à murmurer en s'orientant sur elles : « O Klopstock! » philosophique et amoureux, s'attendrissant sur la mort d'une grenouille plus que sur les cadavres ennemis, prompt aux considérations générales et vagues, mais n'oubliant point la nourriture et ne tarissant pas de louanges sur les pommes de terre frites et la marmelade, confiant dans une Allemagne messianique et chargée de donner la paix au monde, au demeurant puisant la force de son cœur naturellement pacifique dans sa foi religieuse. Son état civil n'a pu être établi : on devine en lui un élève de l'Université de Bonn ou d'Iéna, il s'élève naturellement aux plus hauts concepts, il est porté à la rêverie et à la musique comme un Allemand de brasserie, mais son style n'est pas sans agrément ni son esprit sans élévation. Donc sa division a été retirée du secteur de Champagne et mise à l'instruction à Saulces-Monclin. Là il est logé aux Tuileries.

Le 13 mars, commence le branle-bas général des armées allemandes : « Puisqu'il nous faut boire l'amer calice jusqu'à la lie, écrit-il sans enthousiasme, mieux vaut aujourd'hui que demain, car ainsi, plus tôt s'achèvera notre tâche... » Ses camarades montrent plus d'exubérance et se mettent à danser sur une musique de foire : « Malgré la longue durée de la guerre, la gaîté, comme je puis m'en rendre compte, reste la fidèle compagne de nos *Feldgrauen*, même dans les jours comme ceux-ci, où presque tous ont la mélancolie au cœur. »

Puis c'est le départ (14 mars), la nuit, pour l'offensive suprême. Perspective exaltante : « Chez nous le moral est plus qu'à l'enthousiasme. Pendant la marche, le soldat chante, mais, cette fois, quelque chose de tout particulier. On ne dirait pas qu'on va à la plus cruelle bataille que le monde ait jamais vue,

mais, — et chacun le sent au fond du cœur, — qu'on va vers la paix. » La 7e division de réserve ne sera engagée qu'en 4e ou 5e échelon. Et déjà les faux bruits circulent : les armées du prince de Bavière auraient percé, près d'Arras, sur un front de 80 kilomètres et une profondeur de 20. Avant qu'on se soit battu, on se croit vainqueur! C'est au cours d'une de ces marches de nuit que notre sentimental sous-officier consulte les étoiles et par le chemin des airs rend visite à sa fiancée : « La nuit était étoilée et une brise fraiche soufflait. Il faisait bon marcher, bien que dans l'ombre on se tordît parfois les pieds sur les chemins défoncés. A la longue, le sac pesait lourd aux épaules. Un peu avant Corny, nous avons fait la pause. Je me suis étalé tout de mon long dans la prairie, à côté de la route, et j'ai cherché à l'horizon la Grande Ourse. En prolongeant sept fois les roues arrière, je trouve l'Étoile Polaire. C'est là le Nord. Maintenant un quart à droite, et c'est l'Est. Je trace une ligne droite entre ces points et me voilà en pensée là-bas, chez nous, auprès de mon aimée. Elle ne songe pas que nous sommes maintenant en route pour la dernière bataille... J'en suis d'ailleurs très heureux. Catherine, tu peux reposer en paix, je veille et je combats pour toi, et aussi pour que, plus tard, nos enfants n'aient pas à vivre les temps pénibles que nous traversons... »

Toutes les marches se font de nuit. Par mesure de précaution, les pattes d'épaules mêmes sont roulées afin que les numéros demeurent cachés. Notre jeune Werther songe plus à sa fiancée qu'à la guerre.

La sombre poésie de la mort, mêlée au charme de la nature printanière et aux souvenirs d'amour, l'environne, le presse, le caresse, pendant ces marches nocturnes ou dans les cantonnements au repos. Un jour, sa compagnie cantonne dans une scierie : « Le murmure de la rivière semble, dit-il, nous chanter de vieux airs du pays. De notre fenêtre, nous avons une vue superbe sur les prés et, par-delà, sur les hauteurs. Entre les pâturages serpente un ruisseau bordé de grands arbres. Le soir, il faisait clair de lune : je suis sorti et j'ai été si bouleversé que j'ai entonné à voix basse notre vieux chant du Weser. A la fin, mon chant remplissait de ses accents mélancoliques le calme de cette soirée. Adieu, temps de félicité! adieu, rêves d'amour!... » Il relit les lettres de sa fiancée, il s'attendrit sur

leur séparation. Et songeant à sa mort possible, il lui recommande le calme et la confiance.

Ainsi, déjà, se détache-t-il de sa propre vie, à mesure qu'il se rapproche du front. Le cœur à vif, il ressent la moindre émotion : une grenouille qu'une bonne femme apprête pour la manger suffit à lui ôter l'appétit. Le 20 mars, l'impatience gagne les troupes qu'un pressentiment collectif avertit de la gravité de l'heure : « Personne ne sait ce qui se passe, mais nous avons l'intuition que demain est le jour décisif, le jour qui décidera de la paix prochaine ou de la continuation de la guerre... » Le lendemain, 21, comme le régiment est mis en marche de très bonne heure sur Saint Quentin, un grondement sourd et continu, venant du front, annonce enfin l'offensive. Le soir :

...le moral de tous est plein de confiance, on n'entend que plaisanteries sur plaisanteries. Nos officiers, eux-mêmes, rient beaucoup. Bientôt, nous nous mettons en mouvement. Nous allons à Hombliéres par Origny. La route est très animée. A Origny, il y a des officiers, des hommes, des habitants sur leurs portes. Tout le monde attend anxieusement des nouvelles du front. On nous fait des signes d'amitié et on nous photographie plusieurs fois. Certains habitants nous regardent d'un air malveillant, d'autres ont les larmes aux yeux. C'est le même spectacle qu'en juin 1915, à Chauny. Sur la route, vont et viennent des camions et des autos de tourisme. Beaucoup de colonnes de munitions et autres attelages. C'est le tumulte des jours de fête. Mais, peu après Origny, arrivent les premiers blessés légers. Cette vue nous rappelle que la guerre est chose très grave, mais ces gens qui, pour la plupart, ne sont pas blessés sérieusement, juste de quoi faire un tour au pays, sont heureux d'avoir échappé à la guerre. Un camarade nous a dit en passant : « C'est fini pour nous ! » A Hombliéres, tout est encore bondé. Nous allons cantonner dans un vieux château, très endommagé. Malgré tout, nous sommes heureux d'avoir au moins un toit sur notre tête. Tout près, il y a une batterie de canons longs de 15 centimètres. A chaque coup, nous sautons car ces pièces-là ont un effroyable souffle.

On nous dit que Reims serait pris et qu'on y aurait fait 30 000 prisonniers. Nous aurions également percé dans les Vosges. Dans l'offensive, en face de nous, on aurait déjà avancé de 15 kilomètres. Tout est à l'espoir, aux plus grands espoirs, car nous pensons que, peut-être dans quatre semaines, ce sera l'armistice.

Tel est, à l'armée de réserve, le bilan du premier jour de

bataille : une énorme espérance et de fausses nouvelles. Saint-Quentin anéanti provoque cette réflexion : « Si c'était Brême! Quel bonheur que nous n'ayons pas la guerre chez nous! Tout de même, quel apaisement pour moi! » Des officiers d'artillerie autrichiens rencontrés montrent moins d'optimisme : l'avance serait faible, et l'on se plaint des ravitaillements. Le 24, départ de Saint-Quentin embouteillé pour Essigny-le-Grand. Sur les routes, des chevaux morts, des équipements anglais, des cadavres. On s'est battu là et l'ennemi a dû être surpris. Le 25, marche sur Jussy par Montescourt : le kronprinz passe en automobile et les troupes l'acclament. Sur le bord de la route, le général de division salue lui-même ses régiments et donne les nouvelles : trente mille prisonniers et 600 canons. « Cela rend la marche facile malgré l'ardeur du soleil. » L'après-midi, à Bronchy, « notre commandant de compagnie vient nous dire que des canons à longue portée ont bombardé Paris et, peu après, il nous lit le communiqué officiel : nous progressons sur tout le front d'attaque, Bapaume et Nesle sont pris, Français et Anglais refluent. Un frisson de joie court parmi les rangs et, clamé comme par une seule bouche, un *Bravo* retentit. C'est peu militaire, mais cela sort du plus profond du cœur. Sur tout le front, sus à l'ennemi! Et maintenant, remercions tous Dieu qui nous a donné la victoire. Il n'y en a plus pour longtemps et ce sera la paix. C'est à peine si on ose creuser cette pensée. On éprouve un indescriptible sentiment de bonheur. »

Mais, deux jours après, ce bel échauffement victorieux se montre un peu refroidi par le manque de nourriture. Notre Werther a beau s'écrier : « L'important, à l'heure actuelle, ce sont les munitions » : il tient un compte rigoureux des insuffisantes denrées qu'il touche, et félicite avec émotion le vice-feldwebel Schutz qui a mis la main sur une bonbonne d'huile d'olive laissée par les habitants, ce qui a permis la composition d'un *plat fin :* une bonne portion de pommes de terre frites bien arrosées, tandis que des camarades moins favorisés se jetaient sur des chevaux morts. La division traverse Guiscard, cantonne à Rimbercourt le 28. Elle ne tardera pas à être engagée. Le 28, qui est le Jeudi Saint, notre sous officier mêle dans un élan lyrique sa fiancée et le gâteau que sa sœur lui envoie :

Nous sommes encore ici (Rimbercourt, au Nord de Noyon), à l'arrière. Il a encore fait très froid. Il gèle pendant la nuit, et nous gelons aussi. Aujourd'hui j'ai reçu, pour la première fois, des lettres de ma Catherine et des miens, joie énorme pour moi. Ils vont très bien. Mais toutes leurs lettres laissent percer une grosse inquiétude. Ah! si je pouvais retrouver ces êtres aimés! J'écris chaque jour alternativement aux miens et à ma Catherine. J'espère que mes lettres arrivent toujours très rapidement. La nourriture devient chaque jour de plus en plus mauvaise. Aujourd'hui, nous ne touchons plus que 300 grammes de pain tout sec. Hier et aujourd'hui, j'ai dû manger beaucoup de pain sec. Et le gâteau que ma sœur aimée m'a envoyé et qui vient de m'arriver n'en a été que plus joyeusement accueilli. J'espère que mes autres paquets me parviendront aussi et bientôt : je les attends avec impatience. Depuis trois jours, notre repas de midi n'arrive plus. Une fois, nous avons eu du singe, et deux fois une soupe claire faite avec des haricots blancs trouvés ici.

Dernières réflexions avant le combat. Le lendemain 29, la division est rapprochée : dans la nuit, elle relève à Lassigny la première division bavaroise fatiguée. Les ordres pour l'attaque sont transmis. Ce sera pour le 30, à sept heures du matin.

Avec ce chœur à trois voix inégales, on croit entendre la 7e division de réserve, et même les divisions voisines, la 5e division de la Garde qui, de Conchy-les-Pots, attaquera sur Biermont et Orvillers, la 103e chargée de prendre le Plémont, et même toute l'armée allemande en marche vers l'Ile-de-France. Le pillard de Noyon, dont les récits se retrouvent dans un grand nombre d'autres interrogatoires, fait le fond de chaque compagnie que la perspective du butin exalte : les convoitises sont allumées, les mains se tendent, les estomacs et les gosiers réclament, la France est le pays qui satisfait tous les appétits. L'orgueilleux lieutenant, plein de superbe et de confiance dans le commandement de Hindenburg et de Ludendorff, est l'image de la plupart des officiers qui croient encore au bon droit allemand, à la mission allemande, au génie allemand et à la victoire allemande, et leur conviction brutale s'est communiquée à leurs sous-officiers et soldats. Quant au sentimental et sympathique étudiant en philosophie, si l'on prend soin de lire avec attention son minutieux et émouvant carnet, on y découvre une lassitude profonde de la guerre à

travers les rêves d'espérance et de triomphe. La foi religieuse le soutient : ceux de ses camarades qu'elle ne réconforte pas à ce degré, chez qui ne se retrouve pas la même élévation intérieure, sont à la merci du premier échec ou d'un jeûne trop persistant; alors ils ne songeront plus qu'à leurs amours, à leur terre natale, à leur misère, et ils s'attendriront sur eux-mêmes avec une délectation qui augmentera leur faiblesse. Lui-même saura bien mourir : on ne discerne pas en lui la volonté de vaincre. Type exceptionnel et intéressant d'une jeunesse cultivée, mais aussi d'une Allemagne toujours prête aux développements poétiques et qui se serait si bien accommodée, tout en se pâmant sur les beautés de la nature et la douceur des foyers, de dévaster nos campagnes et d'emmener nos filles et nos fils en captivité.

« La 7e division de réserve, disent les ordres signés du général comte von Schwerin, attaquera l'ennemi le 30 mars, de part et d'autre de Lassigny et le rejettera au delà du chemin de fer Compiègne-Roye. L'attaque sera poussée si possible au delà de cet objectif. Les 66e et 72e régiments attaqueront en première ligne sous le commandement de la 14e brigade d'infanterie de réserve. » Pousser en avant, sans arrêt, « *durchbrechen so weit es kann* » : telle est la mission donnée. Il s'agit de rompre le front français.

Les trois régiments se sont abrités dans les anciennes tranchées allemandes d'avant le retrait de mars 1917. Ils sont, selon les ordres, ainsi disposés, face au Plessis-de-Roye et aux pentes Nord-Ouest du Plémont : deux régiments en première ligne, le 66e à l'Ouest et le 72e à l'Est, un régiment en soutien, le 36e; dans chaque régiment, deux bataillons en première ligne, un bataillon en réserve. A la droite de la 7e division, doit attaquer la 5e division d'infanterie de la Garde, sur les hauteurs de Biermont et d'Orvillers, son aile gauche s'avançant le long de la route Roye-sur Matz-la-Berlière Ricquebourg. Un certain intervalle séparera donc les deux régiments voisins (le 66e de la 7e division, et le régiment Elisabeth, 3e régiment de grenadiers de la Garde, de la 5e division de la Garde) dans leur marche d'assaut : ils ne se rejoindront qu'à Bayencourt, au delà de Gury. Cet intervalle sera tenu constamment sous le feu de l'artillerie. Le 66e régiment devra donc, au cours de l'attaque, tendre vers la droite pour y chercher et trouver sa

liaison; le point le plus important de son secteur d'assaut sera la cote 143, près de Gury, que doit battre l'artillerie lourde. A la gauche du 72e régiment, attaquera sur le Plémont la 103e division. Tel est le dispositif.

La préparation d'artillerie sur les premières lignes françaises commencera à sept heures du matin et durera jusqu'à sept heures trente. Le barrage roulant consécutif avancera de 200 mètres toutes les quatre minutes et cessera progressivement sur la ligne Moulin détruit-Gury. L'heure fixée est sept heures trente. L'attaque s'effectuera par vagues successives de deux compagnies accolées. Le front d'une compagnie occupera 200 mètres; une distance de 100 mètres séparera les vagues. Le bataillon de réserve suivra à 500 mètres la progression des deux premiers. Les mitrailleuses légères marcheront avec leurs compagnies respectives, les mitrailleuses lourdes derrière le bataillon. Enfin, les liaisons seront assurées uniquement par coureurs et signaux, les téléphonistes ne reliant que les bataillons au régiment.

Pendant la nuit du 29 au 30, les vivres sont distribués. Les hommes, fatigués par les marches antérieures, mal ou peu ravitaillés depuis le matin, les consomment immédiatement. Le ventre plein, ils attendent en meilleur état le moment du grand départ. La division n'a pas encore été engagée depuis le début de l'offensive : les succès proclamés avec fracas, la perspective d'une avance en pays riche, la promesse de la paix prochaine ont exalté son moral. On verra ce qu'elle peut donner à son tour. Le commandement allemand compte sur elle, comme sur ses voisines : il est certain de la victoire. Les Français ne tiendront pas; ils ne résisteront pas à cet assaut général, brutalement et violemment préparé, ordonné et mené selon toutes les règles. Et *l'on ira droit devant soi, tant que l'on pourra...*

IX. — L'ENNEMI DANS LE PARC

L'attaque générale que lance l'ennemi le 30 mars entre l'Oise et la Somme, du Mont-Renaud devant Noyon à Moreuil sur l'Avre, a sur le front de Lassigny une importance exceptionnelle, et c'est pourquoi il y a massé une division d'élite, la 5e division de la Garde et deux divisions fraîches, la 7e de réserve et la 103e. Tandis qu'il heurtera de face le Plémont, bastion avancé

du massif de la petite Suisse qui protège l'Ile-de-France, il poussera ses vagues d'assaut d'une part sur le Plessis-de-Roye en direction de Gury, de l'autre sur Orvillers-Sorel, pour tenir des deux côtés le vallon de la Matz qui lui assure le chemin de Ribécourt et, partant, de Compiègne, en contournant les hauteurs dont la défense, devenue inutile par cette manœuvre, tombera d'elle-même. Les pentes du Plémont sont assez fortes, mais portent des couverts boisés qui permettent l'infiltration. Le village, le château et le parc du Plessis-de-Roye sont en contre-bas et, si le parc se relève en direction du bois de la Réserve, il offre, clos de murs, avec ses taillis et ses futaies un point d'appui redoutable pour repartir, de là, sur Gury et sur Ressons. Enfin, Conchy-les-Pots domine Orvillers-Sorel dont il doit favoriser la conquête.

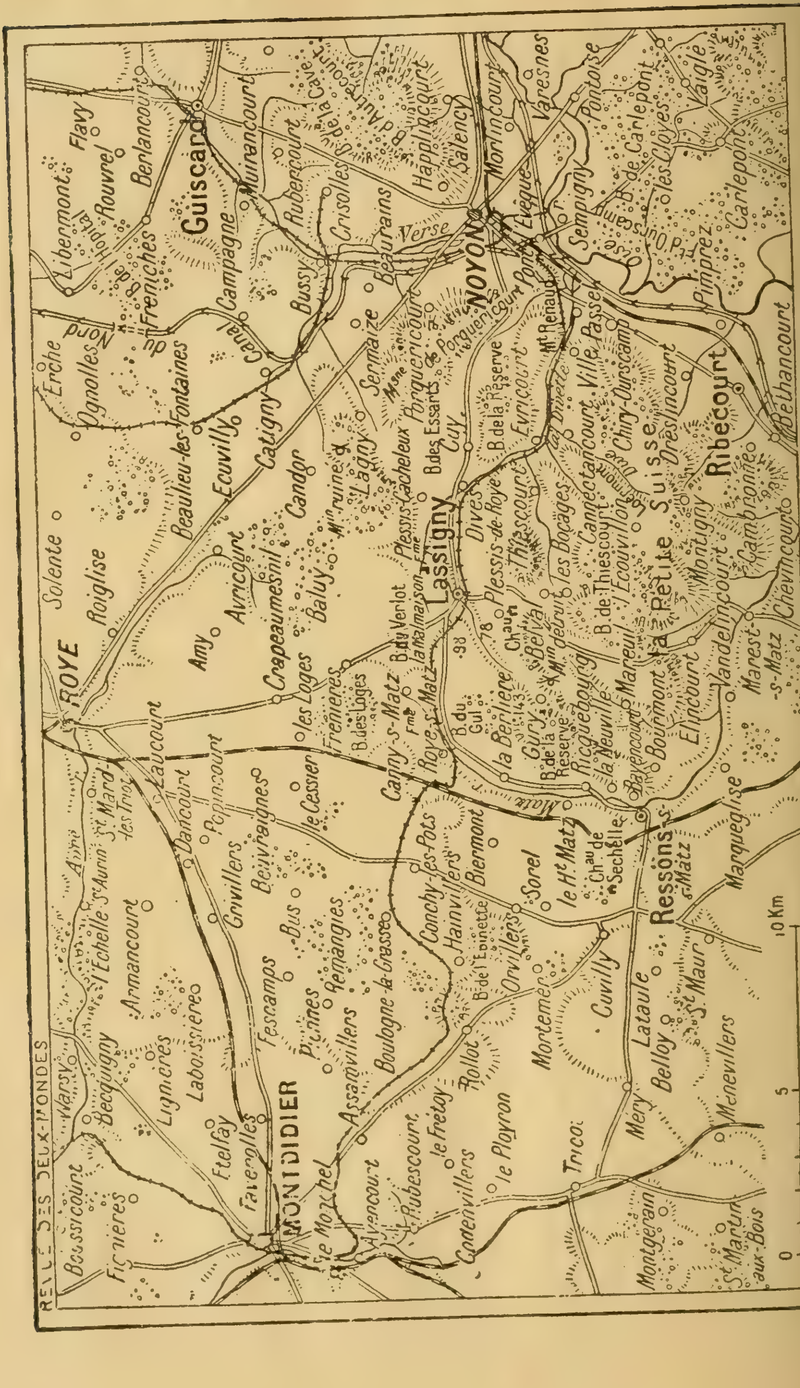
Nos divisions mises en place aussitôt débarquées, le commandement, pour la répartition des unités, a tenu compte du terrain avant toutes choses. Ainsi plusieurs de ces unités ont-elles passé d'une division à l'autre. A droite, le général Guillemin (53e division) dont le poste de commandement est à Chevincourt et qui appuie sa propre droite à la 35e division à qui est confié le Mont-Renaud en face de Noyon, tient le secteur compris entre le Loermont et le Plémont, avec le 159e régiment (colonel Rat) et les 56e, 61e et 60e bataillons de chasseurs (14e groupe, sous le gouvernement provisoire du commandant Sée c^t le 60e b. c. p.), qui font organiquement partie de la 77e division, et le 6e bataillon du 205e régiment (commandant Guichert). Le général d'Ambly (77e division, P. C. à Élincourt-Sainte-Marguerite) a sous ses ordres, du Plémont à Roye-sur-Matz, le 97e qui tient le Plessis-de-Roye, le régiment colonial du Maroc qui occupe l'espace compris entre la cote 98 et Roye-sur-Matz et le 236e en réserve. Le 236e (lieutenant-colonel Geslin) appartient à la division Guillemin et les Marsouins du régiment colonial du Maroc font partie de la fameuse division Guyot-de-Salins (38e). Celle-ci qui a prêté une partie de ses forces aux divisions voisines, est en ligne devant Orvillers-Sorel sous les feux de Conchy-les-Pots dont l'ennemi s'est emparé, mais dont elle occupe les abords. Le 4e zouaves (lieutenant-colonel Besson) et le 8e tirailleurs (lieutenant-colonel Dufoulon), tant de fois illustrés, à Douaumont, à Hurtebise, à la Malmaison, vont célébrer là de sanglantes Pâques. Comme elle a donné ses Mar-

souins au général d'Ambly, la 38e division a donné son 4e régiment mixte (zouaves et tirailleurs), à sa droite, à la 62e division (colonel Serrigny) qui, après une dure retraite, a repris confiance et qui tient le terrain à l'Ouest de Roye-sur-Matz, entre le régiment colonial du Maroc à sa droite et le 4e zouaves à sa gauche.

La 77e division est encore sans équipages : elle a été amenée si vite ! Mais le groupe Givord, section automobile 434 T. M., sous les ordres du maréchal des logis Gassier (conducteurs : Potard, Bigot, Moussy, Turpin, Jaloux, Got, Queuille, Lamure), a été détaché en plein combat pour la ravitailler. Pendant dix-huit heures il roulera sans arrêt, portant ses ravitaillements jusqu'à proximité immédiate de l'ennemi, afin d'exécuter intégralement sa mission. — Chics types ! diront les fantassins. Et chacun sait que le fantassin n'admire pas volontiers les automobilistes. Mais dans cette bataille, il louera jusqu'aux aviateurs. Il est vrai que, riche de ses propres exploits, il pourra se montrer prodigue.

Aux groupes du 6e régiment d'artillerie de campagne dont il dispose, le général d'Ambly a pu ajouter les batteries de la 173e brigade d'artillerie britannique dont le colonel Simpson qui les commande lui a offert les services : « Officier magnifique de sang-froid et d'énergie, dira la citation de celui-ci. A dirigé lui-même le tir de ses batteries sans un instant de répit pendant les durs combats des 27, 28 et 30 mars 1918. Sans cesse à l'affût des objectifs, déclenchait sur eux, avec une rapidité foudroyante, le feu de ses canons dès que l'ennemi lui était signalé. A contribué ainsi pour une large part, à arrêter les nombreuses attaques que les Allemands lançaient sur nos lignes, rendant des services éminents aux troupes d'infanterie de la division française avec laquelle il collaborait. »

Cette artillerie franco-britannique, qui réalise immédiatement sur le terrain le problème politique de l'unité de commandement, fera de bonne besogne sur des objectifs subitement rapprochés. Les meilleurs observatoires sont au Plémont, mais au-dessus du parc, sur les pentes du Bois de la Réserve, et autour de Gury on peut découvrir des champs assez vastes. Tel chêne ou tel fayard, roi des forêts d'alentour, servira de piédestal à nos artilleurs. Du haut de l'un d'eux, le capitaine Pouzin (2e batterie du 6e régiment d'artillerie de campagne)


REVUE DES DEUX MONDES
MONTDIDIER
ROYE
Guiscard
NOYON
Lassigny
Ressons s/Matz
Ribécourt
la Petite Suisse
Flavy
Libermont
Rouvrel
Berlancourt
Frenicbes
Muirancourt
Campagne
Bussy
Beaurains
Crisolles
Rubercourt
Happlincourt
Salency
Morlincourt
Varesnes
Pontoise
Sempigny
Carlepont
les Cloyes
Vaigle
Pimprez
Béthancourt
Ville
Passel
Chiry-Ourscamp
Dreslincourt
Cambronne
Chevincourt
Marest-s-Matz
Vandelincourt
Montigny
Mareuil
Machemont
Elincourt
Bourmont
Ricquebourg
la Neuville
Gury
Belval
Thiescourt
Plessis-de-Roye
Dives
Cuy
Evricourt
Canal du Nord
Verse
Matz
Ognolles
Erche
Beaulieu-les-Fontaines
Ecuvilly
Catigny
Candor
Sermaize
Lagny
Plessis-Cacheleux
Porquericourt
Solente
Roiglise
Amy
Avricourt
Crapeaumesnil
Baluy
les Loges
Fresnières
Canny-s-Matz
Roye-s-Matz
Conchy-les-Pots
Biermont
Hainvillers
Sorel
le Hᵗ Matz
Orvillers
Cuvilly
Lataule
Belloy
Méry
Tricot
Montgerain
Ménevillers
Marqueglise
Laucourt
Dancourt
Popincourt
Grivillers
Beuvraignes
le Cessier
Bus
Remaugies
Boulogne-la-Grasse
Fescamps
Piennes
Assainvillers
Rollot
Mortemer
le Fretoy
le Ployron
Rubescourt
Courcelles
Ayencourt
le Mesnil-St-Firmin
Faverolles
Etelfay
Lignières
Laboissière
Armancourt
l'Echelle-St-Aurin
Becquigny
Warsy
Boussicourt
Fignières
St-Mard-les-Triot
St Maur
St Martin aux-Bois
Cambronne
Compiègne
0
5
10 Km

suivra la bataille avant d'y prendre une part directe. Cependant il a plu dans la nuit du 29 au 30, et le 30 au matin le temps est couvert, peu favorable aux réglages. Il pleuvra dans la journée : une pluie fine et intermittente. Le parc devient marécage, et les anciennes tranchées se remplissent de boue et d'eau. Les compagnies du 4e régiment du génie ont réparé hâtivement nos défenses, avant de se mettre spontanément à la disposition de l'infanterie au moment de l'assaut et de combattre avec elle jusqu'à l'épuisement de leurs munitions et au corps à corps.

A partir de six heures du matin, le tir ennemi, très ralenti au cours de la nuit, commence à prendre plus d'intensité. A sept heures, sa puissance fait pressentir l'attaque. Il vise principalement la hauteur du Plémont, le village, le parc et le château du Plessis-de-Roye, Gury et les arrières, Orvillers-Sorel, les châteaux et les bois de Sorel et de Séchelles. Sous le ciel gris et bas, le château du Plessis à la robuste maçonnerie semble se rassembler, se resserrer pour mieux subir l'avalanche : il en a déjà tant subi et il tient toujours, et, malgré ses blessures mortelles, il garde encore un aspect architectural. Le village s'écroule un peu plus, ajoutant les poutres des baraques aux pierres des maisons. Dans le parc, les obus s'enfoncent avec un bruit mou.

A sept heures et demie enfin, les 66e et 72e régiments de la 7e division allemande de réserve, le 66e à la droite, plus directement sur le Plessis, le 72e à la gauche, en partie face au Plémont, et en liaison avec la 103e division, quittent les vieilles tranchées où ils se sont abrités et s'avancent par le bois des Lavandières, entre la route de Lassigny à Compiègne et la route de Lassigny au Plessis, entre celle-ci et la route de Gury. Le barrage roulant qui les précède n'est pas très dense. Nos observateurs, du bois de la Réserve et du Plémont, distinguent nettement la marche en avant; les appels de notre 97e ont été entendus. Les batteries anglaises et françaises écrasent l'assaillant. Ses vagues successives, par deux compagnies accolées, offrent des buts faciles aux canons et aux mitrailleuses. Prises sous notre feu, les premières de ces vagues ont éprouvé de lourdes pertes dès le début de la progression. Celles-ci se couchent et s'arrêtent. Beaucoup d'officiers sont tombés. Les commandants des 1er et 2e bataillons du 66e ont été blessés : deux sous-lieutenants de

réserve ont pris leur commandement, car les compagnies de tête, toutes à effectifs pleins (150 hommes), ont pour la plupart perdu leurs officiers. Cependant, les bataillons de réserve des deux régiments engagés se rapprochent, serrent les intervalles. Et le 36e régiment qui est derrière se prépare à engager sans retard ses trois bataillons. La progression se poursuit, confuse, puis mieux réglée. « De petites colonnes souples oscillent et se déplacent des zones battues aux zones privées de feux et derrière ces petites colonnes des lignes de section par quatre (1). » Artilleurs et mitrailleurs ont beau se multiplier sur de telles cibles, le champ est trop étendu pour battre tout le terrain. Et la manœuvre allemande se développe avec agilité. « Les fantassins allemands, convaincus de n'avoir devant eux que des troupes désorganisées, poussent de l'avant avec orgueil, avec courage. Des groupes discernent les cheminements mal battus, s'infiltrent par les boyaux à l'Ouest du village, par le vallon marécageux de la Liquette, se rassemblent dans les angles morts, ruissellent à la jonction des deux bataillons (du 97e) dont ils tuent le poste mixte, se répandent par l'Est dans le village (2). » L'insolent ennemi, malgré ses pertes, a passé, et il est soutenu par ses forces en réserve.

C'est notre 97e régiment, mûri, trempé, bronzé par Arras et Verdun, qui tient le secteur du Plessis-de-Roye. Comme en octobre 1914, à Arras, il est jeté devant l'invasion. Les combats de Picardie lui ont valu sa glorieuse citation, si lente à venir, du 25 octobre 1915 :

« *Régiment alpin qui, sous le commandement du lieutenant-colonel de Combarieu, a fait continuellement preuve d'une solidité et d'un dévouement à toute épreuve. S'est dépensé sans compter, soit dans les débuts de la campagne, soit dans les attaques du 9 mai, du 16 juin, du 25 septembre et jours suivants, pour faire brèche dans les lignes ennemies; y a réussi pleinement, en s'emparant de plusieurs tranchées puissamment défendues, et en progressant sur un terrain difficile et minutieusement défendu par l'ennemi.* » Cette fois, il est préposé à la garde de l'Ile-de-France. Un peu à l'Est de la Porte Rouge, sur la route de Lassigny à Compiègne, il se relie au 159e régiment chargé de la défense du Plémont. Sa ligne suit les lisières Nord du village,

(1) Rapport de la 77e division.
(2) *Id.*

puis rejoint à l'Ouest le ruisseau du pré de Vienne et s'accroche ensuite à la route de Canny-sur-Matz, où il trouve, à la cote 98, le régiment colonial du Maroc, chargé de le prolonger. Le colonel Tissier qui le commande, a installé son poste de commandement dans le parc, partie Sud-Ouest, au milieu des taillis qui le gêneront pour suivre une action aussi précipitée.

Il a deux bataillons en ligne : à sa droite, le 2e (commandant Delmas) qui, des pentes du Plémont, va, gardien du Plessis, village et château, jusqu'au ru minuscule de la Liquette, en prolongation du mur qui enclôt le parc; à sa gauche, le 3e (capitaine Ravaux), qui traverse le ruisseau du pré de Vienne et rejoint, sur la route de Canny, le régiment du Maroc, en terrain découvert et montant. Le commandant Delmas a son poste de commandement en bordure du mur Nord-Est du parc entaillé à cet endroit : le parc s'ouvre devant lui en vastes pelouses qui s'étendent jusqu'à la cour d'honneur, devant le château, ce qui lui donne des vues et lui évitera des surprises. Le capitaine Ravaux s'est installé tant bien que mal à la tête du ruisseau de Vienne, en lisière d'un petit bois. Chacun des bataillons a deux compagnies engagées (les 7e et 6e pour le 2e, et les 9e et 10e pour le 3e, de la droite à la gauche) et une compagnie de soutien dans le voisinage des postes de commandement. Le 1er bataillon est en réserve, une compagnie derrière le bataillon Delmas, une derrière le bataillon Ravaux, la 3e à l'Est de Gury. Enfin, le 236e régiment (lieutenant-colonel Geslin) qui est en réserve de division est ainsi disposé : un bataillon (le 4e) dans le bois de la Réserve qui semble continuer, au delà de ses murs, les taillis du parc du Plessis, tout en le dominant de ses pentes; un autre (le 6e) à l'Ouest, dans les anciennes organisations existantes entre la Berlière et Gury; le dernier (le 5e), à la disposition immédiate de son colonel, articulé aux abords de Gury. Le commandement français a deviné que les hauteurs boisées de Gury sont la clé de la position visée par l'ennemi, car elles dominent et protègent le vallon de la Matz dont les cheminements permettaient de tourner tout le massif de la Petite Suisse. Et le parc du Plessis, avec ses couverts et ses murs, est la première halte dans l'assaut qui doit permettre aux assaillants de repartir sur Gury.

L'ennemi a donc pu, malgré nos barrages, s'approcher par

d'anciens boyaux ou des plis de terrain. Sans doute ses unités se confondent, et les bataillons du 36e régiment n'ont pas tardé à rejoindre les bataillons engagés du 66e et à se mêler à eux. Mais c'est une masse résolue et puissante qui bat les défenses du village. A la droite, vers la Porte Rouge, le capitaine des Rieux, à la tête de la 7e compagnie de notre 97e tient jusqu'à l'épuisement de ses munitions. En vain en réclame-t-il au commandant Delmas par coureurs : celui-ci n'a plus rien à lui envoyer. Il est débordé de toutes parts, il tient encore. Avec les quelques hommes qui lui restent, blessés ou épuisés, il est cerné. Ancien sous-officier de cavalerie passé dans l'infanterie sur sa demande, petit, sec, nerveux, « extrêmement énergique, parfaitement brave, un officier, quoi, » dira de lui un de ses camarades. Il a tenu deux heures et demie, et même sans munitions, attendant d'être secouru, repoussant à l'arme blanche un ennemi qui, l'ayant dépassé, revient sur lui. La résistance de la Porte Rouge durera jusqu'à près de dix heures, quand, dès longtemps, ailleurs elle aura cessé. Sa première lettre, venue de captivité, rappellera gravement, stoïquement, l'épisode : « Il n'y a rien à regretter de ce qui est arrivé : la gloire ayant largement couvert le tout. Ceux qui, autour de moi, ont lutté jusqu'au sacrifice absolu, n'ont pas à être pleurés ou pris en pitié... Ce qui d'ailleurs allégera toujours ma captivité sera la grande satisfaction morale et militaire que j'ai éprouvée le 30 mars et que je continuerai d'éprouver par le souvenir... »

Tandis qu'on lui résiste à la Porte Rouge, l'ennemi a progressé au centre et à gauche, sur le village et à l'entrée N.-O. du parc. Les démolitions lui ont permis de se dissimuler, puis de se rassembler. Les douves du château l'ont abrité : escaladant le mur ébréché, il a pénétré dans la cour, il a couru au château, il y a précédé la 6e compagnie du 97e qui, après avoir épuisé elle aussi ses munitions, battait en retraite. Le commandant Ravaux (3e bataillon), dont la droite en liaison avec le 2e bataillon a été submergée, essaie de faire barrage à l'Ouest du parc en y lançant un peloton de la compagnie de réserve, sous les ordres du sous-lieutenant Roux. Celui-ci, utilisant d'anciens boyaux, ralentit par des combats à la grenade la marche de l'ennemi, réussit à le rejeter vers le parc; il est blessé, mais garde son commandement. Les quatre compagnies du 97e qui tenaient un front de deux kilomètres contre

une attaque de plus de deux régiments, ont pu prolonger leur résistance aux ailes, mais le centre est enfoncé. L'assaillant a perdu beaucoup de monde, certes, mais il foisonne dans le parc dont les taillis le protègent contre les mitrailleuses.

Quelle résistance y rencontre-t-il? Le colonel Tissier qui a son poste de commandement dans les bois est dès lors en péril. Il s'est déjà démuni d'une compagnie de réserve, la 1re, qu'il a jetée au combat dès qu'il s'est aperçu d'un fléchissement au centre et qui a fondu comme une cire. Deux sections du génie (de la compagnie 14/63), énergiquement conduites par le lieutenant Lardy et l'adjudant Rousie, déposent en hâte leurs pelles et leurs pioches, et s'élancent fusil en main. Elles s'infiltrent dans les taillis, s'y battent corps à corps, disparaissent. Le colonel Tissier a fait appel à la 2e compagnie en réserve près de Gury : elle arrivera trop tard. Il prescrit une contre-attaque avec la 5e compagnie qui partirait du mur Sud-Est du parc et prendrait l'ennemi en travers. Le commandant Delmas lui rend compte que la contre-attaque se prépare. Le téléphone fonctionne encore, le commandant appelle : l'appareil, brusquement, se tait. Plus rien : le colonel a été tué à son poste. Il est près de dix heures du matin.

Cependant la contre-attaque de la 5e compagnie est partie : elle longe le mur Sud-Est du parc, puis se redresse face au château, mais dès qu'elle apparaît en terrain découvert, la compagnie est prise sous le feu des mitrailleuses ennemies, déjà installées au château et dans le village. Le capitaine Cocusse qui la commandait et qui encourageait ses hommes du geste et de la voix sous une grêle de balles, tombe mortellement frappé. Les deux autres officiers sont l'un tué, l'autre blessé : la petite troupe se disloque. A la même heure, la résistance de la Porte Rouge a cessé : le commandant Delmas n'a plus de bataillon.

« L'ennemi est maître du parc, dit l'émouvant rapport de la 77e division. Mais il est désorganisé, épuisé; il a perdu ses chefs de bataillon, un de ses colonels; il a éprouvé des pertes considérables; les 66e et 72e régiments sont mélangés; le 36e régiment a été engagé à son tour Le 97e leur a bien fait payer leur avance. Pêle-mêle, évitant le terrain libre où ils ont laissé tant de monde et que flanquent les mitrailleuses, les unités allemandes s'amassent dans le couvert du bois. Des groupes

parviennent à la porte Sud-Ouest du parc, sur le chemin de Gury. Le capitaine Pouzin, commandant la 2e batterie du 6e R. A. C., est à une centaine de mètres de là, sur l'arbre qui lui sert d'observatoire. Il aperçoit les guerriers gris. Il prend un fusil mitrailleur et disperse les groupes. Mais une mitrailleuse est mise en batterie à la corne du parc et sur les pentes de la Réserve. Le capitaine Pouzin continue à tirer. Un canon de 37 du 236e est amené à son tour, il ne peut lutter longtemps, à cause de la flamme qui le décèle. Noiton avec ses mitrailleuses, la 17e compagnie du 236e, la 2e compagnie du 97e forment bientôt un barrage solide qui maintient le Boche derrière ces murs. L'ennemi est en cage... »

L'ennemi est en cage dans le parc, c'est bien cela. Mais, le parc, avec ses taillis et ses murs, lui offrait une première étape, d'où il repartirait sur Gury. Déjà il se réorganise et partout tente des sorties, spécialement au Sud dans le bois de la Réserve où il cherche les abris et les travaux de la carrière Madame : de là, s'il y pouvait parvenir, il se rabattrait à l'Ouest sur Gury et, si la division de la Garde s'empare d'Orvillers-Sorel, c'est le vallon de la Matz qui est perdu, c'est la route ouverte en arrière de la Petite Suisse. Mais notre commandement veille à le maintenir en cage. N'ayant pu arrêter en première ligne la progression, il entend la limiter d'abord, puis manœuvrer pour la réduire. Le général d'Ambly et le colonel Fournier qui commande l'infanterie divisionnaire, ont tout de suite aperçu la manœuvre à monter. Avec les réserves du 236e régiment, ils vont garder aux abords du parc les pentes du bois de la Réserve et la carrière Madame. Et le régiment colonial du Maroc, à la gauche du 3e bataillon du 97e qui a pu se maintenir en arrière du carrefour 78 (avec l'aide de la 18e compagnie du 236e) est, sinon intact, — car il s'est battu les deux jours précédents, — tout frémissant d'ardeur.

La bataille se rompt en petits combats indécis. L'attaque allemande, vers midi, semble contenue. Parmi ces héros du 97e qui par leur résistance ont empêché la percée, il faut citer encore le sous-lieutenant Rivoire qui, blessé, réussit par son exemple et son mépris du danger, à rallier ses hommes et les entraîna en avant; les sergents Bonnet et Prestoz, chefs de section de mitrailleuses, qui se défendirent sur leur position jusqu'à la dernière cartouche, et, avant de se retirer devant

un ennemi trop nombreux qui les débordait, mirent hors de service tout leur matériel; le soldat Cottave, fusilier d'élite, qui resta à son poste sous un ouragan de feu, tirant tout seul, sans rompre d'une semelle; le caporal Faure, chef de pièce, qui, ne pouvant plus alimenter sa mitrailleuse, organisa la résistance au mousqueton sur la position envahie; le soldat Peyronnet qui ne se contenta pas de ses périlleuses missions de coureur, mais se porta à découvert au secours d'un camarade blessé, le pansa sous le feu et le ramena dans nos lignes; le sergent Moine qui pendant trois heures maintint en place sa demi-section et se fit tuer plutôt que de reculer; et le soldat Perretti, et Vedoni, et le sergent Laverrière, et tous les morts et tous les vivants dont la gloire anonyme se donne au régiment...

L'ennemi gardera-t-il sa conquête, ce château, ce parc, ce village qui, si longtemps, furent la frontière de l'Ile-de-France, le promontoire contre lequel les vagues ennemies se brisaient? L'ancienne demeure des Condé, à demi fracassée mais toujours debout, va-t-elle connaître la honte de servir de poste à quelque officier allemand? Mais pour contre-attaquer et manœuvrer, pouvons-nous, à l'Est, nous appuyer au Piémont?

HENRY BORDEAUX.

(A suivre.)

NAUSICAA

Le charmant conteur, Émile Moselly, mort, dans toute la force de son savoureux talent, quelques semaines avant l'armistice, avait apporté à la *Revue* ce récit auquel il attachait un prix tout particulier, pour avoir essayé d'y fondre son double culte d'humaniste et de patriote lorrain. La disparition prématurée de l'écrivain, au seuil de la terre promise à son espoir, rend d'autant plus émouvantes ces pages tout imprégnées de l'amour du sol natal.

Ayant pris l'*Odyssée* sur les rayons de sa bibliothèque, le professeur Bourotte l'ouvrit machinalement; pour la millième fois, il lut les paroles suivantes, s'étonnant de leur trouver une jeunesse immortelle :

« Bientôt l'Aurore aux doigts de rose réveille la jeune Nausicaa. Tout émue du songe qu'elle admire, elle descend dans le palais pour parler à son père et à son auguste mère. Elle les y trouve tous deux : sa mère, assise au foyer avec ses femmes, tourne le fuseau chargé de laine pourprée, et, franchissant ses portes, Alcinoos se rend au conseil où l'ont appelé les Phéaciens. »

M. Bourotte laissa tomber le vieux livre et se mit à rêver. Quittant le monde des humbles réalités quotidiennes, sa pensée vagabonda sur les traces du divin chanteur d'Aonie, dans les pays de lumière, près des eaux courantes, où ces filles des rois venaient laver le linge familial.

*
* *

Professeur de seconde au collège municipal de Toul, M. Bourotte était un sage et un homme heureux. Il approchait de la quarantaine et, loin d'en ressentir quelque tristesse, il saluait

plutôt la venue de l'âge, comme celle d'un hôte aimable qui devait lui apporter des trésors de sapience, de calme, de tranquille renoncement. Il savait que toute vie humaine est triste puisqu'elle est en proie à l'inquiétude, à l'ennui, et qu'elle aboutit à la mort. Il savait aussi que les plaisirs offerts à l'homme sont décevants, car ils sont pareils à ces grappes dorées, qui croissent sur la lave des volcans, et qui laissent aux lèvres l'amertume de la cendre.

Il habitait sur la place du Marché, au-dessus de la boutique du quincaillier Husson, un bel appartement de quatre pièces, ornées de boiseries anciennes, aux panneaux luisants, où le regard aimait à se promener. La fenêtre de son cabinet de travail encadrait une des visions les plus splendides que la Lorraine puisse offrir aux visiteurs : les tours de Saint-Gengoult, magnifiquement couronnées de trèfles, et dressant leur architecture dans les brumes d'hiver ou dans les aubes radieuses, et, pressés autour d'elles comme les moutons autour du berger, les toits des logis lorrains, ces bons toits de tuile qui fléchissent doucement sous le poids des années.

Tous les jours, il faisait le tour des remparts, ceinture autrefois redoutable, maintenant surannée, dont Vauban ceignit les flancs glorieux de la ville. Des choses cent fois vues paraissaient nouvelles à ses yeux. Une longue contemplation l'arrêtait devant les eaux dormantes de la douve; des grenouilles sautaient parmi les nénuphars; le peuple des joncs fins frémissait. Ailleurs des canons, haussant le cou au-dessus des créneaux, semblaient des chiens vigilants, prêts à bondir et à mordre. Par endroits, on apercevait les campagnes environnantes, la rivière lumineuse ou trempée de brumes, glissant sur de longues grèves, les coteaux familiers et les villages éparpillés parmi les vignes.

Surtout il avait plaisir à retrouver les peupliers plantés sur les talus. Ils entouraient la ville d'une sorte de forêt frémissante, avide de cueillir tous les souffles de l'air. Comme ils étaient beaux! Une force obscure, née de la terre, disposait harmonieusement leur structure, balançait l'équilibre de leurs rameaux et de leur tronc. Le professeur les admirait longuement, quand ils paraissaient s'endormir dans le soir pourpré, alors que la dernière lueur du couchant caressait leurs têtes fines et qu'ils semblaient pleins de rêveries et de murmures.

Il les admirait davantage, quand ils étendaient dans les brouillards de novembre leurs rameaux fins et dépouillés. Ils avaient l'air de dormir; il n'en était rien : ils méditaient, ils préparaient lentement la résurrection des bourgeons et des nouvelles pousses. Ils avertissaient le sage de croire aux puissances inépuisables de renouvellement qui sommeillent dans la nature. Leur vie était une leçon souveraine d'ordre, d'harmonie, de beauté. Ils donnaient à l'artiste le conseil de préparer une œuvre forte dans le silence et dans le recueillement.

Ayant remué toutes ces pensées, M. Bourotte regagnait son logis. Il y retrouvait ses livres, « ses bons hôtes muets » dont la conversation ne le lassait jamais. Il ne désirait pas la gloire, car il avait reconnu qu'elle était vaine, et qu'elle était achetée ordinairement par toutes sortes de calculs, qui en diminuent le prix. Il prenait en pitié les misérables hommes, qui travaillent sans trêve pour acquérir les honneurs ou l'argent et consument leurs jours périssables en une agitation stérile. Il n'était jamais plus sûr de posséder la sagesse, que lorsqu'il marchait sous les ogives ajourées du cloître de Saint-Gengoult. Des dalles, usées sous les pas des générations, s'efforçaient de commémorer les noms, les titres, les qualités des bourgeois de la petite ville, qui avaient tenté vainement d'arracher leur souvenir à l'oubli. La giroflée sauvage descellait la pierre des tombes. Une mélancolie hautaine emplissait l'âme de M. Bourotte et l'inclinait au renoncement.

Souvent aussi, quand la saison était belle, ayant glissé dans sa poche son *Théocrite*, il traversait les jardins de Saint-Epvre, et, par un sentier qui courait au milieu des vignes, il gravissait la côte Saint-Michel et gagnait un vieux verger. Les cerisiers pleuraient par les cicatrices de leur écorce des gommes qui semblaient des gouttes d'ambre. Les mirabelliers ployaient sous le poids des fruits. Alors il s'asseyait, et, se croyant revenu au temps des Thalysies, il évoquait autour de lui l'automne opulent qui mûrit la grappe sur les monts siciliens, il croyait entendre la tourterelle gémissant dans les peupliers et le murmure des abeilles voltigeant autour des fontaines.

***

Comme il était plongé dans sa rêverie, un bruit le fit tressaillir et le rappela à la réalité.

Sonnant et ferraillant, un lourd chariot, tiré par un cheval pommelé, déboucha de la rue du Murot, et, traversant la place du Marché, où les maraîchères de Saint-Mansuy étaient assises devant les mannes d'osier, pleines de melons, de quetches, de laitues, de gerbes de glaïeuls et de dahlias éclatants, il vint s'arrêter devant la boutique du quincaillier. Le char portait une énorme cuve pleine de raisins noirs. Des filles le suivaient qui, revenant des vendanges, portaient ces couronnes de pampre qu'on suspend aux solives des plafonds et qui conservent leurs grappes ridées jusqu'au cœur de l'hiver.

Tintin Cabasse, le fils du cordonnier dont l'échoppe était au coin de la rue Traversière, accourut. Il avait une tignasse de cheveux roux et son pantalon était serré autour de ses hanches par une ficelle. Grimpant sur le char avec une agilité de jeune chat, il saisit un raisin, et mordant à pleines dents, il parut semblable à un jeune faune, ivre de soleil et de vin doux.

M. Husson le regardait en souriant. Il admirait aussi l'énorme cuve qui contenait la récolte de sa vigne, la plus belle vigne de la côte. Et, tandis que les vignerons déchargeaient les grappes et les portaient au pressoir, on voyait que le gros homme songeait avec attendrissement aux futailles où le vin dormirait son sommeil transparent en attendant de réjouir le cœur des hommes aux jours de fête.

Ayant relevé la tête, le quincaillier aperçut le professeur accoudé à sa fenêtre, et, lui ayant adressé un signe de tête amical, il lui dit :

— Ah ! monsieur Bourotte, croyez-moi, on fera un fameux vin. Celui-là aura du bouquet et de la force. Si je vous disais que mes vendangeuses ont peine à couper les grappes, tellement le bois de la vigne est mûr.

— En vérité, monsieur Husson, répondit le professeur, il est juste que les vignerons soient payés de leurs peines. Et le bon vin est une chose qu'on ne saurait trop estimer.

— J'aime vous entendre parler ainsi Vous n'êtes pas de ceux qui s'enferment dans les livres et n'accordent qu'une attention distraite aux misères de leurs semblables. Vous aimez le bon vin et vous savez que le vigneron doit craindre la gelée, qui brûle les bourgeons, la pluie qui fait couler la fleur, sans compter toutes les maladies du cep que nos pères ne connaissaient pas. Je vous le dis, monsieur Bourotte, le vin de cette

année se placera au rang des plus nobles crus, très près du soixante-cinq, dont les Prussiens ont bu les dernières bouteilles. Mais aussi vous reconnaîtrez que le temps a marché à souhait, et que nous avons eu de la pluie et du soleil, comme si nous les dispensions de nos propres mains. Monsieur Bourotte, je vous invite à goûter ce vin aux Pâques prochaines, quand il aura perdu sa verdeur.

— J'accepte votre invitation. Et si vous y consentez, je vous offrirai un faisan que votre cuisinière mettra à la broche, et que nous mangerons ensemble, tout en l'arrosant de votre vin.

— Entendu, monsieur Bourotte.

Et le quincaillier, ayant salué le professeur, descendit dans son cellier pour y surveiller le travail de ses vignerons.

Retombant à ses pensées, le professeur laissa errer ses regards par-dessus les toits sur le ciel doré et sur les coteaux vermeils. Une tendresse qui émanait de ces choses gonflait son cœur. Et ayant poussé un soupir, il songea qu'il serait doux de quitter la ville, de marcher à la lisière des bois, dans l'herbe humide de rosée, d'entendre au soir le chant des grives et des étourneaux qui s'abattent dans les vignobles.

A ce moment, on frappa à la porte quelques coups timides.

— Entrez, dit M. Bourotte.

Une vieille femme parut, ridée et souriante. C'était Mme Badel, la femme de ménage qui venait chaque jour cuisiner les repas, et faire aux grains de poussière une chasse acharnée.

— Madame Badel, dit le professeur, je sens de la joie dans l'air. Les vignerons sont contents.

Elle regarda en inclinant la tête sur son épaule; et, tordant son tablier de toile écrue dans ses gros doigts, elle dit :

— Seigneur Jésus, nos gens ont pris assez de peine et il est juste que leurs efforts soient récompensés. Mon bon monsieur, la côte Baune a un peu souffert de la grêle, mais pour la côte Saint-Michel, il n'y a pas à dire, la serpette trouve à y couper. Je ne sais pas si vous êtes comme moi : rien ne me plaît comme de respirer la bonne odeur de vin qui sort des celliers et des *bougeries*, quand on pressure le raisin. Le juge Mathias fera plus de trois cents charges. Mais le bonheur de l'un fait le malheur de l'autre. La femme du cordonnier Cabasse se déses-

père parce que son mari va boire tout ce jour et ne voudra plus manier l'alène.

— Madame Badel, quel jour sommes-nous? dit le professeur interrompant ce flot de paroles.

Elle le regarda avec stupeur, n'ayant pu encore prendre son parti de ces distractions.

— Nous sommes au 27 septembre.

M. Bourotte réfléchit. Une semaine seulement le séparait du jour maussade de la rentrée. Il revit sa classe, les bancs tailladés, les nouveaux attendant la dictée de l'emploi du temps. Il revit aussi avec un secret ennui la silhouette moustachue du principal, qui, dirigeant son collège comme un adjudant de cavalerie mène son escadron, l'accablerait de ses gestes impérieux et de sa voix tonitruante. Une longue perspective de jours mornes se déroula devant ses yeux et, comme un prisonnier qui verrait s'ouvrir la geôle, il se sentit soudain un immense désir de liberté, d'espace, de grand air.

Alors, il déclara, d'un ton qui n'admettait pas de réplique :

— Madame Badel, je ne déjeunerai pas ici. Et si je ne rentre pas ce soir, vous ne m'attendrez pas pour dîner.

Il dit, et ayant pris son chapeau panama, il saisit une canne de jonc, et sortit, laissant la vieille servante accablée de stupeur.

*
* *

Le train s'étant mis en marche, M. Bourotte ressentit une joie d'enfant qui fait l'école buissonnière. Penché à la portière, il vit les jardins de la banlieue défiler devant lui. Bientôt le convoi traversa de vastes prairies où des vaches paissaient à l'ombre fraîche des saulaies. On côtoya la rivière. Parmi les vergers éclatants, éclaboussés de vermillon et de pourpre, les eaux lourdes, immobiles, semblaient pénétrées de lumière jusque dans leur profondeur. Quelque chose de doux et de fort, à cette vue, emplit le cœur de M. Bourotte, comme si, après une longue absence, il retrouvait un ami. Puis le train s'engagea dans un long couloir de roches, et déboucha dans une large vallée. Puis, ayant poussé un sifflement, il s'arrêta dans une petite gare.

M. Bourotte était le seul voyageur. Il donna son billet à un vieil employé qui parut le considérer avec une curiosité bien-

veillante. Par un chemin qui longeait des houblonnières, il se dirigea vers le village dont il apercevait les toits à travers la cime des noyers. Il était onze heures du matin. De grands rideaux de brume blonde, pénétrés de soleil, se levaient à la cime des monts, comme soulevés par une main invisible, et découvraient des coins de ciel profond, où montaient en chantant des alouettes.

Il avisa une auberge assise au bord de la route. Une branche de sapins poussiéreuse était pendue au-dessus de la porte et un rosier grimpant enguirlandait la fenêtre de fleurs éclatantes. La grange entr'ouverte laissait voir une cour encombrée de herses et d'un tas de fumier où picoraient des poules nombreuses. Un mâtin dormait le museau sur ses pattes et de grands rais de soleil, traversant la profondeur sombre des greniers, étaient pleins d'un poudroiement lumineux d'atomes.

M. Bourotte entra dans la cuisine. Il y trouva une vieille femme, au visage avenant, encadré d'un bonnet délicatement ruché. Des bassines de cuivre, accrochées au mur, jetaient un éclat ardent dans l'ombre. Affable, elle conduisit le professeur dans une grande salle donnant sur le jardin. Quand elle eut appris de M. Bourotte qu'il avait l'intention de déjeuner, elle commença par se récrier sur la disette des provisions, puis elle lui proposa un repas plantureux, que le professeur refusa, en protestant qu'il aimait les nourritures simples. Bientôt, tout était prêt. L'hôtesse servit l'omelette au jambon, la friture de perches, le plat de champignons récoltés le matin même dans les taillis. Et, pendant que le professeur faisait honneur à ces mets savoureux, familière et bienveillante, ravie de son appétit, qui louait ses mérites de cuisinière, elle vint s'accouder sur un coin de la table et elle lui parla comme si elle l'avait toujours connu.

Elle lui raconta les simples histoires qui forment la vie journalière des villages, les disputes de la boulangère avec la femme du charron, les mariages qui s'y préparaient. Elle blâma aussi la légèreté des jeunes filles qui abandonnaient la campagne pour épouser des commis et porter des chapeaux à la ville. Dans son jeune temps, tout allait mieux. Les paysannes se coiffaient de simples bonnets, chacun restait à sa place, et la livre de mouton se payait cinq sous.

M. Bourotte répondit à ces doléances :

— Vous étiez fraîche comme une pomme d'api à ce moment-là. Ces temps anciens vous paraissent heureux, parce que vous aviez seize ans !

Elle le regarda, décontenancée, puis, ayant sourit, elle murmura :

— C'est vrai tout de même !

Il ajouta :

— Nous sommes ainsi faits ! Notre jeunesse est un astre qui embellit tout de ses rayons. Quand il s'est couché, nous sentons les ténèbres nous envahir et nous tendons des mains suppliantes vers les ombres du passé.

Elle dit :

— Mon bon monsieur, vous n'êtes pas gai.

Il répondit :

— Ce n'est pas moi qui manque de gaieté, c'est la vie.

Elle ne lui tint pas rancune de sa philosophie, mais, s'étant éloignée d'un pas encore alerte, elle reparut bientôt, tenant avec un air de respect une bouteille poussiéreuse. C'était un vin blanc d'Écrouves, dont il lui dirait des nouvelles... Et le professeur, ayant tendu son verre, avala de pleines rasades de ce vin délicatement rosé, clair comme une eau de source et dont la douceur couvrait une traîtrise. Elle voulut aussi lui servir avec le café une eau-de-vie de mirabelles vieille de dix ans. Il se laissa faire. Ayant allumé un cigare, renversé sur le dossier de sa chaise, il sentait sa philosophie morose s'évaporer doucement dans les spirales de fumée bleuâtre. Tout de même il y avait de bons moments dans la vie.

Autour de lui il sentait confusément cette lourde torpeur qui envahit les villages, quand le calme brûlant du soleil descend dans les rues et qu'on n'entend plus que le ruissellement de la fontaine sur la place, qui rafraîchit tout le silence. Dans le jardin, les abeilles, visitant les tournesols et les roses trémières, faisaient entendre une ronde ivre de lumière. Un coq, à la collerette verte, se percha sur la palissade et, ayant battu des ailes, il poussa un cocorico sonore.

M. Bourotte, ayant payé son déjeuner, se remit en route, accompagné des souhaits et des vœux de la vieille femme. Ayant cassé une badine dans la haie, il marcha vers la forêt qui, au sommet du coteau, l'attirait par sa lisière pleine d'ombre.

Autour de lui la vendange battait son plein. A chaque

instant, il rencontrait des vignerons qui pliaient sous le poids des lourds tendelins. Il avait plaisir à échanger avec eux au passage un salut allègre. Des filles, courbées dans l'épaisseur des échalas, coupaient le raisin en chantant des rondes joyeuses. De petits ânes, attachés aux roues des charrettes, poussaient des braiments sonores qui étaient une musique de fête.

Au bout d'un sentier, M. Bourotte avisa un grand gaillard qui dansait dans une cuve en foulant le raisin. Des pulpes écrasées étaient collées à sa peau. La gesticulation du paysan avait la beauté d'une danse antique.

— Hé l'ami! fit le professeur, on a du cœur à l'ouvrage cette fois.

— Vous avez raison. Je ne donnerais pas ma place pour un empire.

Et il reprit sa danse, pareil à ces satyres que M. Bourotte avait vus vendanger les vignes de Lemnos, dans les reproductions de canthares et de vases grecs.

Le professeur se remit en marche. Le soleil tombait d'aplomb sur sa tête. Les fumées du vin blanc lui montèrent au cerveau, si bien qu'en proie à l'enthousiasme il s'écria :

— Simplicité digne de l'âge d'or, jours trois fois heureux où des fontaines de miel coulaient du tronc des yeuses, il me semble que je suis transporté au temps du roi Kronos, au temps où les Athéniens attachaient leurs cheveux avec des cigales d'or. En vain l'homme a cru renouveler le monde et changer la face de la terre, en vain il a découvert les secrets de la matière et commandé aux forces qui régissent l'univers : il n'a pu changer les humbles gestes qui donnent à l'humanité le blé et le vin.

— Il me plaît de contempler ces aspects de la vie rustique, car derrière ces paysans, mon imagination évoque leurs ancêtres, sculptés sur les sarcophages ou peints sur l'atrium des maisons latines. Je revis les jours des grandes Lénéennes, alors que l'ivresse du vin nouveau embrumait les yeux clairs d'Athéna et que des hommes, barbouillés de lie, montés sur des chariots et faisant assaut d'injures, inventaient la comédie. Je revis les vendanges du Latium, alors que le fermier scellait de poix les amphores et les marquait du nom d'un consul.

Tout en prononçant ces paroles, M. Bourotte était arrivé à la lisière du bois. Il s'engagea dans une sente couverte de

hautes graminées. A sa droite, une ombre humide descendait sur le sol; mais le côté exposé au midi était inondé d'une averse de soleil. Un gros bourdon bleu, pénétrant dans une campanule, inclinait la fleur sous son poids. Et le petit homme, à cette vue, soulevé par un accès de poésie et de lyrisme, se prenait à adorer ces manifestations de la vie universelle.

— O grand être, murmura-t-il, quelles paroles pourraient atteindre à ta majesté? Le silence seul est capable de te louer dignement.

Il avançait ainsi sans se rendre compte du chemin parcouru, possédé par le désir de voir tous les aspects de la Haye, profonde comme une mer. Tantôt il s'arrêtait devant un bouquet de bouleaux, frissonnant de toutes leurs feuilles; tantôt il marchait plus vite, les poumons dilatés par le souffle résineux des grands sapins. Il finit par se laisser tomber au pied d'un chêne qui emplissait l'espace d'une rumeur ineffable. Ayant épongé la sueur qui coulait de son front, il respira fortement, pencha sa tête et regada une fleur d'ancolie que le vent balançait dans le sentier.

Soudain, il lui parut que la fleur magique grandissait démesurément, et sous les pétales lilas délicatement fripés apparut une tête futée, aux yeux brillants comme des yeux d'écureuil, qui doucement lui souriait. Ayant mis le doigt sur ses lèvres, la mignonne apparition, sans doute une des fées de la Haye, commanda au professeur de le suivre. Il obéit et s'élança sur ses pas. Mais des obstacles de toute sorte le retardaient : parfois de gros arbres, tombés en travers du chemin, lui imposaient d'audacieuses escalades, et d'autrefois il entrait dans des couloirs de rochers où il ne pouvait avancer qu'en rampant sur le ventre durant des minutes mortelles. Les bêtes de la forêt, perchées sur les branches ou blotties au cœur des fourrés, le suivaient d'un regard moqueur. Un renard s'élança sur lui en glapissant et en découvrant des dents blanches et pointues. L'ombre s'épaissit sur sa tête. Une roche dressa devant lui sa muraille impénétrable. Ayant découvert une fissure, M. Bourotte engagea sa tête, ses épaules, son corps; il poussa vigoureusement, et il eut la joie de déboucher dans un vaste espace libre. C'était une plage de sable, baignée de soleil, rafraîchie par un vent fort qui soufflait de la mer. Ayant tourné la tête,

il aperçut un fleuve aux eaux rapides, bordé de grandes pierres, formant des cuves, où des femmes aux longs voiles foulaient de leurs pieds nus des vêtements de toile. Une d'elles vint à sa rencontre. Il reconnut, à sa voix harmonieuse, Nausicaa, la fille du roi Alcinoos...

M. Bourotte se réveilla. Il se frotta les yeux. Sans doute il dormait depuis longtemps. Le soleil était rouge derrière les arbres. Le moment était venu de songer au retour. S'étant donc dressé sur ses pieds, il tenta de s'orienter. Mais les cimes des arbres lui cachaient le ciel. Il se rappela avoir lu dans un livre que la mousse sur les troncs était plus épaisse du côté du Nord; il tâta avec ses doigts : la mousse était également drue dans toutes les directions. Le conseil ne valait rien. Il se décida à marcher au hasard, se fiant à sa bonne étoile. Il marcha longtemps; il traversa des coupes où les chênes abattus semblaient des géants vaincus et des taillis où le chemin disparaissait sous les herbes. Une inquiétude grandissant en lui l'avertissait qu'il était complètement fourvoyé. Vint un moment où il se trouva au sommet d'une pente escarpée. Il s'y engagea : de grosses pierres roulèrent à ses pieds avec un bruit d'avalanche. Il glissa dans la terre grasse, tenta de se retenir à une branche qui cassa, et dégringolant dans sa chute, il traversa un buisson de coudriers, comme une écuyère crève un cerceau de papier, et vint s'étaler dans une prairie.

Il tâta ses membres pour voir s'il ne s'était rien cassé dans sa chute. Il était indemne. Il tenta de se mettre debout, mais une douleur aiguë dans la cheville lui arracha un cri et il retomba sur l'herbe. Il jeta les yeux autour de lui. La prairie occupait le fond d'un val solitaire, aux pentes couvertes de bois. Pas une maison. Dans le grand ciel vide, une buse dans son vol planant décrivait un grand cercle. Alors une détresse aiguë, affolante, s'empara du pauvre homme. Il craignit de mourir là, sans secours, après avoir souffert épouvantablement de la faim et de la soif, et il eut la vision atroce de son corps, immobile et gisant parmi les herbes. Il se traîna sur l'herbe humide parmi les taupinières, dont la terre molle souillait ses mains.

A ce moment il entendit une voix de femme, qui, derrière un bouquet de saules, chantait cette vieille chanson :

O Trimâzo ! c'est le mai, joli mai,
C'est le joli mois de mai.
En revenant à travers champs,
Nous avons vu les blés si grands,
Les aubépines verdissant,
O Trimâzo !

La voix montait pure et si ample qu'elle paraissait atteindre le ciel balayé par les souffles frais du soir.

M. Bourotte se traîna jusqu'aux saules et il aperçut une jeune fille qui fanait du foin dans la prairie. Elle pouvait avoir dix-sept ans. De son visage dissimulé dans l'ombre d'une coiffe blanche, qu'on appelle au pays lorrain une hâlette, il n'apercevait que deux yeux lumineux, un nez fin, un petit menton volontaire. Elle secouait les herbes odorantes avec une agilité joyeuse. Elle rappelait étrangement à M. Bourotte les bergeronnettes qui sautillent sur les galets de la rivière.

Tout à coup un vieux texte se prit à revivre dans sa mémoire érudite, et il entendit une voix qui murmurait des paroles immortelles : « Or, le héros délibéra s'il implorerait la vierge en embrassant ses genoux, ou si de loin il la supplierait doucement de lui montrer la ville. Ce dernier parti lui sembla préférable. Aussitôt il prononça des paroles artificieuses : « O Reine! je t'implore. Es-tu une déesse ou une mortelle? Si tu es une des divinités qui habitent le vaste Olympe, à ta beauté, à ta taille, je te compare à Diane, la fille du grand Zeus. Si tu es une des mortelles qui habitent la terre, trois fois heureux ton père et ta mère vénérables, trois fois heureux tes frères. Certes leur cœur bondit de joie à cause de toi, quand ils voient un tel rejeton entrer dans le chœur des danses. »

A mesure que M. Bourotte se rappelait les vers du poème antique, il apercevait mieux la ressemblance qui rapprochait sa situation du sort d'Odusseus, jeté par la tempête sur le rivage des Phéaciens; suppliant comme lui, il devait tendre les mains vers la vierge inconnue. Mais le temps n'était plus où les Dieux descendaient sur la terre pour se mêler aux mortels; il convenait d'interpeller la jeune fille avec moins de solennité :

— Hé, mademoiselle, fit-il, mademoiselle!

Elle leva la tête, interdite et l'ayant aperçu, marcha résolument sur lui. Elle enleva sa coiffe : il vit des yeux bleus, étonnamment purs, un front lisse que bordaient des bandeaux

de cheveux châtains, finement ondulés. Elle le regardait en face, attendant qu'il parlât.

Il s'expliqua :

— Je viens de faire une chute en descendant la côte... Je crains d'avoir une entorse... Suis-je loin du village de la Treiche, où je dois prendre le train ?

— Vous en êtes à trois bonnes lieues...

— Je me suis donc perdu dans la forêt ?

— Il faut croire. Ici, c'est le Val Dormant. Le village le plus rapproché se nomme Thuilly-aux-Groseilles, où habite mon père, François Maitrepierre, bien connu dans le pays.

— J'ai soif.

— Donnez-moi la main. Appuyez-vous sur mon épaule... Pouvez-vous marcher ?

Le professeur s'avança clopin-clopant...

— Vous n'avez pas d'entorse, seulement quelques chairs luxées... Un peu d'eau froide et il n'y paraitra plus... Tâchez de marcher jusqu'à ce bouquet de bouleaux et, si vous souffrez trop, reposez-vous autant que la chose sera nécessaire...

Souriante, marchant à son côté, sans plier sous sa main, pareille à quelque Antigone qui aurait guidé les pas d'un Œdipe, affligé de claudication en plus de sa cécité par le courroux des Dieux, elle le conduisit à une source qui dormait au creux d'une roche sur un lit de cailloux qu'on eût dit enchâssés d'argent. Il étancha d'abord sa soif ardente, puis, ayant défait sa chaussure, il plongea son pied dans le ruisselet qui courait parmi les joncs.

— C'est la Deuille, dit la jeune fille, une bonne source, qui ne tarit jamais, même par les années les plus sèches. Les faucheurs y puisent de l'eau et le bétail y vient boire.

— La Deuille, le Val Dormant ! dit le professeur qui vivait une aventure délicieuse.

Assise à son côté, la jeune fille occupait ses doigts à tresser des brins de jonc.

— Vous sentez-vous mieux ? demanda-t-elle.

— Toute douleur a disparu. Vraiment, cette eau est miraculeuse et vous êtes la bonne fée, dont les pâtres croient entrevoir la robe flottant parmi les brumes d'octobre. J'ai peur à chaque moment de vous voir reprendre le chemin des airs, après m'avoir fait une révérence cérémonieuse.

Elle eut un rire clair :

— Vous êtes drôle. Tout à l'heure, on aurait dit que vous alliez rendre l'âme, et maintenant votre langue tourne aussi vite que la roue d'un moulin.

— Je souffrais tout à l'heure et maintenant je suis délivré de ma souffrance. C'est le secret de bien des joies humaines. Mais comment vous appelle-t-on ?

— Marthe Maîtrepierre.

— Et moi, je suis Jean Bourotte, professeur au collège de Toul.

Le visage de la jeune fille prit une expression de vivacité joyeuse.

— Mais nous vous connaissons bien. Vous avez été le maître de mon frère Paul. Il ne vous faisait guère honneur. Il passait son temps au collège à regretter la maison et les bois. Les livres n'étaient pas son fort. Il savait bien mieux tendre des nasses ou des lacets à prendre les grives que feuilleter les pages de son dictionnaire. C'est vous qui lui avez donné le conseil de renoncer aux examens, et mon père vous en garde de la reconnaissance.

— La chose est possible... Paul Maîtrepierre... Je me rappelle bien. Il me faisait pitié comme les pauvres linots qui sommeillent dans une cage et chantent une chanson bien triste, en songeant aux grands arbres.

— C'était cela même. Mon père l'a mis chez mon oncle qui exploite une grande scierie dans les Vosges. Il vit avec les segards, il est heureux. Mais puisque je vous ai rencontré, monsieur le professeur, il faut que je vous ramène à la maison. Mes parents ne me pardonneraient pas de vous avoir ainsi abandonné dans les bois, d'autant que le soir tombe, que votre pied n'est pas solide, et que vous arriverez à la Treiche, quand le dernier train sera passé. Acceptez mon invitation. Vous prendrez place à notre table de famille et vous verrez un joyeux repas de vendange, car la récolte est bonne et nos gens sont satisfaits. Mon père sera heureux de vous connaître.

M. Bourotte lui coupa la parole, et il dit, perdu dans un rêve :

— Et il me donnera un vaisseau et des rameurs pour me reconduire dans ma patrie...

Elle fronça les sourcils ;

— Que voulez-vous dire avec vos rameurs? Il y a des moments où on ne vous comprend pas.

Il sourit malicieusement :

— Je pensais à de vieilles choses.

— Je n'aime pas beaucoup qu'on ne suive pas les conversations. Ma grand'maman Amélie avait l'habitude, quand on lui parlait, de raconter des choses étranges, mais elle avait quatre-vingts ans et sa tête tremblait comme la feuille...

— Pardonnez-moi, mademoiselle. Mais je suis aussi très vieux. Depuis ce matin, il me semble que j'ai au moins trois mille ans.

— Vous moquez-vous? Allons retrouver le garçon de labour qui charge son chariot de sainfoin derrière cette colline. Votre pied ne vous fait plus mal? N'ayez pas peur de vous appuyer sur mon bras...

Un quart d'heure après, assis sur le tas d'herbe fleurie, au trot d'un bon cheval, ils redescendaient vers le village à travers les vignobles, croisant des chariots de vendange, dont l'essieu gémissait. Le soleil s'était couché. Les monts lointains, revêtus d'une teinte violette, reposaient dans une poussière d'or. Au-dessus des toits du village, des fumées montant dans l'air calme se confondaient en un grand lac d'opale. Et M. Bourotte se sentait vaguement attendri par la paix profonde qui émanait de ces choses.

***

La maison de François Maîtrepierre était bâtie à l'extrémité du village. L'ampleur des dépendances, l'étendue des greniers, la grange au cintre arrondi révélaient la richesse du maître. A droite, le visiteur apercevait un grand pré, clos de barrières soigneusement entretenues où des pommiers étendaient leurs branches ployant sous les fruits. A gauche s'ouvrait le potager : les carrés de choux et de salades étaient encadrés de dahlias et de reines marguerites. Des poiriers en quenouille dressaient leurs pyramides vertes tachées d'or. Au fond du jardin, une citrouille géante trônant dans une plate-bande de navets, semblait un légume géant, tombé d'une planète où toutes choses sont plus grandes que sur cette terre.

Sur le seuil de la grange, un pressoir était installé. Deux vignerons le manœuvraient. Un ruisseau de vin trouble coulait

dans la cuve, plus fort chaque fois que les deux hommes s'arc-boutant faisaient faire un tour à la machine. Marthe précéda M. Bourotte dans le couloir retentissant, paré de larges dalles, où flottait cette odeur de moût, qui semble l'âme de ces logis en automne. Ayant pénétré dans une grande cuisine, qui servait aussi de salle à manger, M. Bourotte aperçut une femme d'une cinquantaine d'années aux yeux vifs, au teint clair, qui, assise sur un fauteuil de paille, tricotait une paire de bas. C'était Mme Jeannette Maîtrepierre, la maîtresse de la maison. Elle se leva avec empressement, ayant deviné une personne d'importance à la mise soignée du visiteur.

Mais déjà Marthe prévenait ses questions :

— Maman, monsieur est l'ancien professeur de Paul, M. Bourotte, tu sais bien. Je l'ai trouvé dans le pré du Val-Dormant. Il avait glissé en descendant la côte, et s'était presque démis le pied. Si je n'avais eu pitié de lui, les loups de la Haye l'auraient mangé cette nuit.

Le professeur s'inclina :

— Madame, je vous fais mes compliments. Votre fille a autant d'esprit qu'elle est belle.

La mère sourit, intérieurement flattée.

— Monsieur, dit-elle, nous n'avons rien ménagé pour son éducation. Et les sœurs de la Doctrine où elle a été en pension pendant six ans sont des femmes bien distinguées.

Le professeur s'assit sur la chaise qu'elle lui montra.

— Monsieur, continua-t-elle, nous habitons la campagne et nous ne connaissons pas les manières de la ville. Nous sommes simples et rustiques ; mais nous parlons sans détours et nos cœurs sont incapables de donner asile à l'ombre d'une arrière-pensée. Mettez-nous à l'aise en acceptant sans cérémonie l'hospitalité que nous vous offrons sans façons. J'ai ouï dire que nos mœurs campagnardes ne déplaisaient pas aux citadins, qui ont de l'esprit, et je me rappelle que, dans ma jeunesse, le juge Tranchau, qui venait dîner chez mon père, louait la saveur du pain bis, qui le changeait des brioches boulangées à la ville. Et mon père lui disait : « Prenez-nous comme nous sommes, monsieur le juge : une pâte un peu épaisse, mais de pur froment. »

Elle reprit, après un silence :

— Et puis, je vous dois de la reconnaissance. Une année, à

la fête patronale, j'avais préparé des gâteaux et des tartes, et je me réjouissais à l'idée de revoir mon fils. Mais il n'avait rien fait durant le trimestre, et le principal, homme sévère, ne voulait pas le laisser venir. Paul vous a confié sa peine, vous lui avez donné une sortie de faveur, et ainsi mon fils a pu manger mes friandises. Le soir de cette fête, avant de m'endormir, je vous ai fait une place dans ma prière du soir.

Puis, elle donna l'ordre à une servante d'apporter au visiteur de quoi se rafraîchir et elle sortit, accompagnée de sa fille, pour veiller aux soins qui la réclamaient dans la maison.

Resté seul, M. Bourotte se mit à examiner curieusement l'intérieur lorrain, la grande horloge au balancier de cuivre, les armoires ornées d'arabesques de métal, la maie où l'on pétrit le pain, les assiettes rangées sur le dressoir, ornées de fleurs et d'oiseaux dont les colorations éclatantes vibraient dans la lumière assombrie. Tous les vieux meubles, conservés à force de soins, avaient l'air de raconter des histoires du passé, vénérables et touchantes. Mais il aima surtout la grande cheminée au manteau de pierre, que surmontait un Christ de cuivre. Un grand feu de brindilles l'animait de sa vie crépitante. Les flammes léchaient de leurs langues de feu le ventre arrondi des marmites et des casseroles. Il tendit ses mains à la flamme et songea :

— J'ai fait souvent ce rêve modeste, quand j'aurais atteint ma retraite, d'habiter une vraie maison de paysans, avec un âtre tout pareil à celui-ci. Alors je pourrais m'offrir le luxe insensé, réservé aux seuls barons de la finance et aux magnats de l'industrie, de bercer ma songerie devant de magnifiques flambées par les soirs d'automne nostalgiques. Brûlant les fagots de mon boqueteau et les saules têtards de ma prairie, je pourrais récréer mon imagination par le spectacle magique des palais de flamme, où les Salamandres et les Lutins mènent leur danse infatigable. O plaisirs de la simplicité! Aimables vertus rustiques! Les raffinements de la civilisation nous ont interdit ces joies et nous ne contemplons plus que des flammes malodorantes, emprisonnées dans des grillages de fer et des barrières de mica!

Puis ses idées prirent un tour différent :

— Trésor de vérités contenues dans les poètes anciens! Ceux-ci, ayant connu la nature et l'homme, les ont exprimés

avec une profondeur que n'atteindront jamais les modernes, malgré qu'ils s'évertuent. Une soirée comme celle-ci m'apprend plus de choses sur l'*Odyssée* que les commentaires des philologues! Cette femme qui tricote des bas est bien la même Arété, assise dans le reflet de la flamme et tournant son fuseau chargé de laine pourprée. Cette dalle, qui est devant le feu, est bien la pierre du foyer, sur laquelle repose l'édifice patiemment élevé du bonheur familial. Ces marmites sont glorieuses, car elles contiennent la nourriture qui refera la force des hommes et leur permettra de reprendre demain le travail. Et voici justement le magnanime Alcinoos.

En effet, François Maîtrepierre apparaissait sur le seuil, suivi d'une douzaine de vendangeuses ébouriffées, qui se poussaient du coude en se montrant le citadin.

Il avait un grand nez en bec d'aigle sous un large feutre noir, comme en portent les bûcherons de la Haye. Sa femme lui avait annoncé la venue de l'hôte; aussi il ne manifesta aucun étonnement. Il dit seulement, en lui tendant la main :

— Vous êtes ici comme chez vous, monsieur. Nos gens ont grand'faim. Si vous le permettez, nous ferons connaissance à table.

Et il montra à M. Bourotte la place d'honneur au haut bout.

Toute l'assistance prit place. La servante alluma la lampe de cuivre, et bientôt Marthe parut, portant une soupière ventrue d'où montait une vapeur légère. Elle échangea avec le professeur un sourire, comme pour lui montrer sa joie de le voir assis à la table familiale. Le maître servit la soupe à la ronde. On n'entendit plus que le bruit des cuillers frappant les assiettes.

— Monsieur, dit le fermier, je vous connais de longue date. Une année, à la distribution des prix, — mon fils n'était pas souvent nommé à ces moments-là, — je vous ai entendu parler des travaux des champs et du retour à la terre en des termes qui m'ont été au cœur. Pour honorer la vie du laboureur, la vie du vigneron, qui lutte contre les mauvais vouloirs du ciel, vous avez trouvé des mots qui m'ont fait plaisir. Je me disais : Pour parler ainsi, cet homme doit aimer les champs, il doit les connaître. En tout cas il ne ressemble pas à ces parvenus, à ces fainéants, qui, ayant trouvé un petit emploi à la ville, rougissent de leurs parents, et renient la terre. Vous me croirez si vous voulez, ceux-là sont de vilains oiseaux!

M. Bourotte répondit :

— Mon père était médecin à Pont-à-Mousson, mais mon grand-père labourait la Woëvre dans les environs de Domèvre.

— Touchez là, dit le fermier, vous êtes mon homme. Que deviendraient les gens des villes si nous n'étions pas là pour faire pousser le blé?

— Je crois fermement, dit le professeur, que la force d'un peuple repose sur le travail des champs.

— Monsieur, dit le charretier, qui se taillait dans la miche une large tranche de pain, j'aime vous entendre parler ainsi. Il paraît que vous avez manqué de vous casser la jambe dans la côte du Val-Dormant. Le chemin est rude et nous avons bien du mal d'y charroyer les chênes, quand on exploite les coupes. Mais vous avez bien fait de glisser, car j'aime entendre bien parler. Et mademoiselle Marthe a eu une riche idée, d'aller vous chercher là-bas au milieu des sangliers et des loups.

La jeune fille rougit. Ses paupières battirent et le professeur admira cette ondée de vie, qui réchauffait la coloration mate de son teint.

— Monsieur, dit le fermier, qui remplit les verres de vin rosé, je bois à votre santé.

M. Bourotte s'inclina. Le charretier vida son verre d'un trait et le reposa sur la table, en disant :

— Encore un que les Prussiens n'auront pas!

Tout le monde partit d'un éclat de rire. Mais le professeur, après un silence, prit la parole :

— Vous me permettrez de ne pas partager votre hilarité devant ce propos de table. Je sais qu'il est répandu dans notre province, mais jamais je n'ai pu l'entendre sans éprouver un serrement de cœur. Il vient du passé profond, et, plus que les récits des chroniqueurs et les considérations de l'historien, il fait revivre à mes yeux la détresse de notre terre, toujours en proie aux violences du Germain. Encore un verre que les Prussiens n'auront pas! Dans le lointain de l'histoire, ce lointain rougeoyant de la lueur des incendies, je vois notre ancêtre, le laboureur de la Woëvre, le vigneron de la côte Saint-Michel, serrant son quartaut de vin dans sa cave et cachant son lard derrière les fagots de son bûcher, dans la crainte du soudard, qui vient régulièrement s'abattre sur ce pays. Je vois un reître aux lèvres épaisses, au dur regard bleu, coiffé d'un morion et

les pistolets au poing, qui pousse de son pied la porte de la maison lorraine, et vole tout, avec un gros rire...

— Monsieur, dit le charretier, vous avez bien raison. En 1870, ils sont descendus dans la cave de mon père. Ils se sont soûlés comme des porcs, sauf le respect que je vous dois, et, n'ayant plus soif, ils ont lâché les futailles. Oui, monsieur, ils ronflaient, couchés dans une mare de vin.

— J'ai lu dans mon journal, dit le fermier, qu'on allait s'entendre avec eux. Il n'y aura plus de soldats; on comblera les fossés des forts et on y plantera des pommes de terre. Qu'en pensez-vous?

— Je pense que ce sont des rêveries, de nuageuses utopies, qui reviennent périodiquement déployer dans le ciel des peuples leurs colorations attirantes et trompeuses. Elles trouvent un accueil empressé chez les générations qui n'ont pas connu les larmes et le deuil de l'invasion, car l'homme est ainsi fait qu'il oublie promptement, et l'herbe qui pousse lui cache la terre où dorment les morts. Elles se répandent dans les contrées de la France où la mollesse du climat, les bienfaits inépuisables de la terre, la pratique d'une longue sécurité inclinent l'homme au pacifisme. Mais dans notre terre, tant de fois livrée aux assauts du barbare, je dis que ces théories sont un sacrilège et une profanation. Ici chaque motte de glèbe épie, chaque pli de terrain est aux écoutes, chaque arbre de la forêt est prêt à abriter un tirailleur. Notre province monte la garde... Allez parler de paix aux canons de Toul, d'Épinal, de Verdun, qui sont prêts à donner de la voix, comme une sombre meute, dès que le brigand voudra forcer le seuil !

— Nous aurons donc la guerre? dit le fermier pensif.

— Oui, nous l'aurons! Et elle sera inévitable, tant que notre terre produira le froment et la vigne, tant qu'elle sera une proie tentante pour le corbeau germain, qui croasse dans ses marécages. C'est une fatalité inéluctable, une loi du monde, comme celle qui soulève l'océan et guide les planètes dans leur course.

Tous se turent, sentant passer devant eux la vision épouvantable. Le charretier rompit le silence et frappa la table du poing :

— On fera donc son devoir. S'ils viennent ici, ils trouveront à qui parler, et, si on n'a pas de fusils, on prendra des

faux et les coutres des charrues. En 1870, mon grand-père était en enfance. C'était un vieux bûcheron de la Haye. Les Prussiens arrivaient. On le cherchait partout. On le trouva derrière la maison, occupé à aiguiser sa grande serpe. Il fallut se fâcher pour la lui prendre.

— J'étais encore bien jeune, dit M. Bourotte, mais les souvenirs de cette année néfaste ne s'effaceront jamais de ma mémoire. Notre petite ville de Toul résista vaillamment. Au milieu du flot grisâtre, qui déferlait autour de ses murailles et qui menaçait de submerger la France, elle tint bon, pareille à ces vieux vaisseaux de la Convention, qui, ayant cloué le drapeau à leur grand mât, faisaient feu de leurs sabords et préféraient couler plutôt que de se rendre. Les Allemands avaient dressé leurs batteries sur les collines avoisinantes et la trombe d'acier s'abattait sur notre ville, ouvrant dans la façade de nos édifices des plaies que nous avons mal refermées et qui restent comme de glorieuses cicatrices pour l'édification des races à venir. On avait préparé dans les rues de grandes cuves d'eau pour éteindre les incendies. Je passais mon temps au bastion, où mon oncle, maréchal des logis d'artillerie, commandait la manœuvre d'un grand canon de 7, une pièce de bronze du temps de l'Empire qui sonnait comme une cloche. On était une poignée. Dans le fossé des fortifications, Jean Leloup, le petit tambour de la garde mobile, se démenait et battait sa caisse à tous les échos pour donner à l'ennemi l'illusion d'une troupe nombreuse. Aussi ils se tenaient hors de portée. Grinçant des dents et blêmes de rage, ils devaient marquer le pas, et n'osaient se servir du chemin de fer que barrait le canon de la place. A la fin, quand les nôtres, écrasés sous la pluie de fer, furent contraints de se rendre, l'Allemand serra les poings, furieux de voir s'avancer le troupeau dérisoire qui l'avait tenu en échec. Mais le gouvernement déclara que « la ville de Toul avait bien mérité de la patrie. »

Ils devisèrent ainsi jusqu'au moment où l'on servit une grande tarte aux pommes et la corbeille de noix qui constituent le dessert ordinaire des repas de vendange. Puis les travailleurs allèrent dormir. Le fermier dit à sa fille :

— Tu devrais bien aller donner un coup d'œil au clos. Je crains qu'on n'ait oublié de remplir l'auge pour les vaches qui y pâturent.

Marthe se leva, et s'adressant au professeur :

— Voulez-vous m'accompagner, si toutefois votre pied ne vous fait plus mal?

Il protesta que jamais il n'avait été plus ingambe.

Ils traversèrent le jardin et pénétrèrent dans l'enclos. C'était une de ces nuits transparentes d'automne qui semblent se hâter de répandre sur la terre les dernières séductions de l'été. La lune revêtait les gazons de clartés vaporeuses et de grandes ombres tremblantes, étrangement baignées de lumière, se creusaient dans le feuillage des pommiers.

Soudain on entendit des chants, des bruits de voix, et une galopade éperdue au fond de la nuit. Marthe dit :

— Ce sont les garçons du village : ils s'amusent, ils démontent les charrues pour mettre demain dans l'embarras les vendangeurs.

Puis le silence retomba comme une eau s'étale auprès la chute d'une pierre. Ils arrivèrent au fond de la prairie. Une grande auge moussue s'ouvrait près d'une source dont la nappe, ruisselant d'un tuyau de bois, mêlait son chant limpide aux harmonies innombrables de la nuit. Marthe remplit l'auge. Et soudain, comme à un signal, levant avec effort leurs échines lassées, les vaches arrivèrent du fond de la nuit vaporeuse, et, ayant bu à longs traits, elles tendaient leurs mufles puissants d'où ruisselaient des filets d'eau.

— Elles avaient soif, dit la jeune fille ; puis, regardant autour d'elle, elle ajouta machinalement : La belle nuit!

— La belle nuit en effet! répéta M. Bourotte; on respire dans l'air le parfum des pommes qui pourrissent et je crois encore reconnaître l'âpre senteur des herbes qu'on brûle dans les champs.

Elle dit :

— On allume de grands feux avec les tiges des pommes de terre.

Il reprit :

— La belle nuit! On craint d'élever la voix par peur de rompre le silence. On craint de faire un pas par peur de troubler un mystère. La lune blanche roule harmonieusement dans les vagues de l'éther; l'herbe est diamantée de feux pâles. Jamais je n'ai compris mieux qu'en ce moment combien nous sommes fous de nous enfermer dans les villes, loin de ces splendeurs.

De l'eau, de l'herbe, des arbres, cela suffit à la lune pour composer une féerie immortelle.

Elle lui répondit doucement :

— Si vous aimez tant la campagne, qui vous empêche d'y vivre?

Il ne répondit pas, sentant son cœur battre plus fort.

Une éclaircie s'ouvrit entre les arbres. Au loin le Val-Dormant apparut vêtu jusque dans ses profondeurs de brumes blanches, qui s'étalaient comme un lac immobile de lumière, d'où émergeaient les têtes fines des peupliers.

Soudain la jeune fille frissonna :

— Rentrons, dit-elle.

Ils reprirent le chemin de la maison.

*
* *

Confortablement assis dans un fauteuil, à la fenêtre de la belle chambre du rez-de-chaussée, donnant sur le jardin, M. Bourotte ne se décidait pas à aller dormir. Tous les incidents de la journée tournaient dans sa tête et, tandis que ses regards erraient sur les toits assoupis sous la lune éclatante, il songeait :

— Bourotte, mon ami, c'est le propre du sage de ne pas s'arrêter aux apparences des choses, mais d'en tirer une morale et un enseignement. Fais le compte des jours que tu as passés jusqu'ici. As-tu jamais vécu une journée aussi réconfortante et aussi pleine? Il ne tient qu'à toi de prolonger ces heureux moments. Hé, hé, Bourotte, saisis le cheveu de l'occasion. Ce n'est pas sans la volonté des dieux que tu es venu ici. Remémore-toi ce concours merveilleux de circonstances : ta course errante dans la forêt, ta chute, la rencontre de la jeune fille, et, reconnaissant derrière ces hasards une volonté intelligente, admire les effets de la cause puissante qui régit l'univers. Bourotte, mon ami, cette douce Marthe ferait une femme excellente. Que de raison! que de sagesse avisée et souriante! Sans doute celle-ci n'est pas destinée à épouser un campagnard, quelque fils de fermier vain de ses richesses. Elle est trop fine pour ne pas souffrir parmi ces créatures épaisses. Crois-moi, Bourotte, elle doit rêver un mari qui saura l'aimer et la comprendre.

Ainsi roulant ces pensées, il enchantait son imagination par de brillants mirages. Il se voyait conduisant la jeune fille dans

le vaste appartement de la place du Marché; il jouissait de la déconvenue de Mme Badel, dépossédée du gouvernement de sa maison... Soudain il tressaillit : quelqu'un marchait dans le jardin. S'étant rejeté dans l'ombre, il regarda.

Un adolescent d'une vingtaine d'années se tenait dans l'allée, levé sur la pointe des pieds, prêt à prendre la fuite au moindre bruit. La lune donnait en plein sur son visage. M. Bourotte voyait nettement ses yeux brillants, ses cheveux drus en épis. Il y avait dans sa pose tant de sveltesse et tant de légèreté, que M. Bourotte songea à un chevreuil, suspendu à un rocher et guettant la rumeur des cors et les bruits de la chasse lointaine.

S'étant baissé, il prit une poignée de cailloux et la lança dans la fenêtre.

— Marthe, dit-il, dors-tu ?

M. Bourotte, caché dans l'ombre, toussa légèrement.

— Marthe, reprit l'adolescent, j'ai à t'annoncer une bonne nouvelle. Mon père a décidé de venir trouver tes parents demain matin, pour faire la demande en mariage.

Et il partit aussi légèrement qu'il était venu.

M. Bourotte supporta héroïquement sa déconvenue. Ayant allumé la bougie, il se regarda dans la glace qui surmontait la commode ventrue. Une lucidité impitoyable lui montra ses tempes grisonnantes et les rides qui se creusaient, légères mais si marquées au coin de son nez et de ses yeux. Il serra son foulard autour de sa tête et murmura dans un haussement d'épaules :

— Allons, vieux fou, va dormir.

L'aurore aux doigts de rose répandit sa clarté sur la terre, sur les toits miroitants de la rosée nocturne, sur les peupliers frémissants. Dans le village, les coqs chantèrent et le marteau du forgeron sonna joyeusement sur l'enclume.

M. Bourotte, se sentant l'âme légère, s'habilla et descendit dans la cuisine. Il y trouva la jeune fille qui, vêtue d'un tablier de toile bleue, s'empressa de lui servir une tasse de lait et une assiette où brillait un rayon de miel.

Il prit un air mystérieux pour lui dire :

— Ce jour marquera une date dans votre vie. Je suis un peu sorcier et je comprends le langage des oiseaux. Une pie, qui jacassait sur un poirier du jardin, m'a dit, comme j'ouvrais ma fenêtre, qu'on viendrait vous demander en mariage ce matin.

Elle se mit à trembler si fort qu'il dut lui prendre l'assiette des mains. Mais des pas retentirent dans le couloir. Et le fermier Maîtrepierre parut, accompagné de sa femme. Ils s'effacèrent pour laisser passer un gros homme rougeaud, chaussé de guêtres, vêtu d'une blouse luisante, dont le col et les poignets étaient ornés de dentelle.

Le fermier le présenta :

— Voici mon ami Sorlet, le propriétaire de Sainte-Anne.

— François, dit le nouveau venu cérémonieusement, je te demande la main de ta fille pour mon fils Théophile.

— J'accepte, si elle y consent.

Elle sauta au cou de son père. La mère, du coin de son tablier, s'essuyait les yeux.

— Monsieur, dit la femme, vous trouvez que nous allons bien vite en besogne. Mais les enfants s'aimaient et nous n'étions pas sans avoir causé de la chose. Ils sont jeunes, ils auront du bien. Et, pour vous dire le fin mot, nous ne sommes pas de ces gens avares et tâtillons qui, concluant un mariage, font le compte de chaque motte de terre. Il faudrait, comme on dit chez nous, une balance pour peser Madame et Monsieur. Les noces seront célébrées à la Saint-Martin et nous comptons bien que vous nous ferez le plaisir d'y assister.

M. Bourotte prit la main de la jeune fille et la serra avec ferveur :

— Je viendrai donc à vos noces. Et je sais bien que vous serez heureux, car avec la beauté qui passe, vous avez la sagesse et l'esprit qui vous conserveront aux yeux de votre époux des attraits impérissables. Je cite volontiers les vieux livres, car je vis au milieu d'eux. J'ai lu ceci dans le plus vénérable : « Rien n'est meilleur et plus heureux qu'une famille gouvernée par la concorde de l'homme et de la femme. C'est le désespoir des envieux, et la joie des cœurs bienveillants. Mais eux-mêmes surtout jouissent de leur félicité. »

ÉMILE MOSELLY.

LA RECONSTRUCTION

DE

L'EUROPE ORIENTALE

« Et maintenant il faut recoudre. » Le mot fameux de Catherine de Médicis devrait devenir, après l'éclatante victoire de leurs armes, la maxime directrice de la politique des Alliés.

Aussitôt que la guerre eut brisé les cadres dynastiques, militaires et gouvernementaux des anciens États fondés sur le principe féodal que la personne du souverain est le lien vivant des peuples et qu'à lui seul appartiennent tous les droits, la vertu toute-puissante du principe démocratique que les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes, pourvu qu'ils soient en mesure de constituer un État capable de civilisation et d'ordre, fit éclater les vieilles monarchies et ne laissa plus, à leur place, qu'une poussière de nationalités, petites ou grandes, occupées, dans le fracas des batailles finissantes, à rompre tous les vieux liens pour achever leur émancipation. Chacune d'elles fait diligence pour tracer, aussi loin et aussi profond que possible, le fossé qui la séparera de ses voisines, pour formuler au maximum ses revendications et grouper tous les éléments qui se réclament d'une même nationalité, afin d'en bâtir un État fondé sur le consentement libre et spontané de tous ceux qui seront appelés à y entrer. Il était naturel que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes produisît d'abord un phénomène général de désagrégation, de fragmentation.

Mais, pas plus que l'individu humain, l'individu nation ne vit seulement de liberté. Les nations, si justement attachées

qu'elles soient à l'indépendance, doivent cependant reconnaître qu'il existe entre elles, comme entre les hommes, des interdépendances obligatoires résultant des conditions naturelles dans lesquelles s'exerce leur activité. La vie de relations entre les peuples est asservie à des fatalités d'ordre géographique, climatologique, économique. Les États qui sont en train de naître à l'indépendance ne trouveront pas tous dans les frontières où le temps et l'histoire ont tracé sur la carte les contours de leur domaine national, l'ensemble des conditions indispensables à la satisfaction des besoins essentiels d'un peuple civilisé. Ils sont pour un moment, qui sera court, tout à la joie de l'indépendance enfin conquise; mais, à mesure que se développeront leurs libres énergies, ils s'apercevront qu'ils ont avec leurs voisins des contacts inévitables, des rapports nécessaires qui les amèneront à de mutuelles concessions, à des services réciproques, à moins que ce ne soit à des conflits d'intérêts. Bientôt s'imposera le besoin de certains rapprochements, selon les affinités naturelles, historiques, religieuses, linguistiques, politiques, économiques de chaque peuple; il s'agira d'obtenir l'accès à la mer, à un grand fleuve, à un chemin de fer important, de s'assurer un contingent annuel de telle matière première. Alors, entre les tronçons des anciens empires, disloqués suivant les lignes de fracture ethnographiques, des associations se créeront dans lesquelles chaque partie, gardant sa pleine indépendance, s'accordera avec une ou plusieurs autres pour former soit une union douanière, soit une alliance militaire, soit une fédération politique. Aux phénomènes de fragmentation succéderont des faits de regroupement, de remembrement.

En face de l'Allemagne, plus unifiée sous sa nouvelle façade démocratique qu'elle ne l'était au temps de ses dynasties, autour du bloc germanique compact, dont les éléments hétérogènes vont être séparés, cette nécessité d'unions et de groupements s'impose avec force aux nouveaux États qui ont mis le vin nouveau de l'indépendance dans les vieilles outres imprégnées du venin des rancunes historiques. Il appartient aux Puissances alliées, dont la victoire a émancipé les nations nouvelles, de les orienter dans cette voie, de leur faciliter les premières démarches et les concessions nécessaires; elles ont elles-mêmes le plus grand intérêt à ne pas laisser s'éparpiller tout

autour de l'Allemagne, une série de petites nations, sans liens les unes avec les autres, parmi lesquelles l'esprit de conquête et de domination, qui n'est pas mort dans la race germanique, trouverait un terrain tout préparé pour ses intrigues politiques et ses manœuvres d'impérialisme économique. La politique allemande a toujours été habile à susciter les jalousies, à exciter les rivalités, à exploiter les divisions; les Alliés au contraire ont intérêt à préparer des réconciliations, à promouvoir des ententes, à lier en faisceaux solides les petits États isolés. Cette œuvre de reconstruction de l'Europe en fonction du péril allemand s'impose aux Puissances qui ont combattu et vaincu, dans la plus terrible des guerres, pour le droit des peuples; il leur faut maintenant assurer aux nations libérées par leur sang une sécurité durable et organiser leur collaboration au salut commun par la consolidation de la paix. Si les Alliés, par inertie ou pusillanimité d'esprit, n'osaient pas entreprendre et ne savaient pas mener à bien ce travail d'architecture politique et sociale, ils perdraient le fruit de leurs souffrances et de leurs victoires.

Nous voudrions esquisser ici quelques-unes des grandes lignes de cette reconstruction qui, après les effroyables bouleversements de la guerre, va donner à l'Europe la physionomie nouvelle qu'elle gardera sans doute pendant des siècles. Puissions-nous contribuer à éviter ces erreurs irréparables qui, dans la fondation de l'édifice, en vicient radicalement toute l'économie, en compromettent la solidité et menacent la sécurité des hommes qu'il doit abriter! Nous jetterons, sans entrer dans les détails et en évitant les discussions, un coup d'œil d'ensemble sur l'Europe orientale.

I

L'Europe orientale, de la Vistule à l'Oural, et de l'Océan glacial au Caucase, est une immense plaine, sans relief, sans montagnes et sans pierres, où la séparation des terres et des eaux semble inachevée : pays de marais, de forêts humides, de riches terreaux noirs; pays sans os, invertébré : c'est l'ancien Empire des Tsars. Le paysan aime la terre, mais comme il trouve, dans toute l'étendue de la Russie prolongée par la Sibérie, le même sol, il n'est pas, comme chez nous, attaché

à son coin de terre; il se déplace, il émigre facilement. Entre la plaine russe et la plaine de l'Allemagne du Nord, en passant par la plaine polonaise, pas de frontières naturelles; pas de contraste non plus entre les plaines russes et les plaines ukrainiennes jusqu'aux premières pentes des Carpathes. Des peuples très divers, dont les plus nombreux sont slaves, habitent ces immenses contrées; des dominations multiples s'y sont combattues et s'y sont succédé : Empire mongol, Empire polonais, Empire lithuanien, Empire russe, englobant tout ou partie des grandes plaines sans fin. Tous ces États historiques ont eu un pareil destin : une ère de formation et de croissance, un maximum d'extension, une période de déclin; tous ont correspondu à l'évolution sociale et politique d'un peuple. Aucun de ces peuples n'a disparu; de chacun d'eux il subsiste des groupes ethniques plus ou moins importants, depuis ces petites tribus du Caucase qui ont survécu dans un repli de la montagne comme des échantillons de races disparues, jusqu'à de grandes nations comme les Polonais. Des mélanges se sont produits; les peuples de l'ancienne Russie sont comparables aux essaims d'abeilles constitués par un noyau compact autour duquel voltigent des insectes dont les rangs sont moins serrés à mesure qu'ils s'éloignent du centre. Les frontières ethnographiques sont difficiles à tracer; les revendications nationales s'enchevêtrent et se combattent. Si l'on regarde une série de cartes historiques des territoires de la Russie, on s'aperçoit que ces empires successifs se sont étendus, au moins partiellement, sur les mêmes territoires. Ils présentent schématiquement l'aspect d'une série de cercles qui ont chacun leur centre, mais dont les circonférences se coupent. Quelles que soient les frontières futures, si scrupuleusement que les Alliés cherchent à faire droit à toutes les revendications légitimes, il y aura toujours, dans l'ancien Empire des Tsars, comme dans l'ancien Empire des Habsbourg, dans les Balkans et en Turquie d'Asie, des minorités qui devront accepter la loi des majorités, mais à qui seront assurées des garanties pour leur langue et leur culture particulières.

Les Tsars de Moscovie, peu à peu, à partir du XVIe siècle, rassemblèrent sous leur autorité toutes les terres peuplées de Russes. De tous les membres de la grande famille, seuls les Ukrainiens ou Petits-Russes de Galicie et de Hongrie, que

Vienne appelait Ruthènes, restèrent en dehors de l'immense Empire. En revanche, par conquête ou par héritage, les Tsars rangèrent sous leur sceptre, sur tout le pourtour de leurs États, des peuples qui n'étaient pas Russes et qui souvent même n'étaient pas Slaves. Au Nord-Ouest, le traité de Viborg, en 1812, fit du Tsar un grand-duc de Finlande. A l'Ouest, le long de la Baltique, furent annexés les Esthoniens qui sont un rameau de la grande famille finnoise ; plus au Sud, les Lettons et leurs cousins germains les Lithuaniens, qui appartiennent à une très ancienne race indo-européenne. A l'Ouest encore, la Russie prit sa large part du dépeçage de la Pologne. Au Sud, elle absorba en 1878 la partie roumaine de la Bessarabie par où elle devint riveraine des bouches du Danube. Catherine II acquit en 1784 la Crimée dont la population est en partie tatare. La conquête du Caucase et de la Transcaucasie réunit à l'Empire des populations géorgiennes, arméniennes, tatares, sans compter toutes les tribus de la montagne qui parlent plus de cent langues différentes. Au Sud-Est la domination russe engloba le groupe compact des musulmans du Turkestan, entre la Caspienne, l'Hindou-Kouch et les Pamir. A l'Est enfin, la Russie atteignit le Pacifique, soumettant des populations mongoles, turques, mandchoues, colonisant des terres vierges, y portant la civilisation, créant dans les steppes sibériens et les vallées des grands fleuves une véritable Russie nouvelle. De l'ancienne domination mongole, il subsiste, à l'intérieur même de l'Empire, dans le bassin de la Volga, de nombreux îlots musulmans, débris d'anciennes nations, demeurés là quand la grande marée des invasions turco-mongoles reflua vers l'Asie. Leur centre principal est Kazan. Tatares, Tchérémisses, Tchouvaches, Bachkirs, Mordvines, Kalmouks, etc., atteignent le chiffre de sept millions. Ils se rattachent par la nombreuse confédération des Kirghizes aux masses musulmanes du Caucase, du Turkestan et de l'Asie Centrale.

Ainsi, un énorme noyau central composé des trois grandes fractions du peuple russe : Grands-Russes, Blancs-Russes, Petits-Russes ou Ukrainiens, constituant avec la Sibérie une masse de plus de cent millions d'âmes, dont soixante millions pour les seuls Grands-Russes ; et, tout autour, comme autant de ballonnets formant ceinture à un gros ballon, des peuples d'autres races qui, presque partout, séparent la Russie des États de

l'Europe Centrale et l'éloignent des mers. C'est pour percer ce cercle que Pierre le Grand voulut ouvrir sur la Baltique la fenêtre de Pétrograd. Entre tous ces peuples, un seul lien existait, la personne du Tsar de toutes les Russies, maître et autocrate, souverain commun, clef de voûte de l'édifice. Il gouvernait cette colossale masse d'hommes par un système de monarchie asiatique qui eût, somme toute, assez bien correspondu à l'état social et moral de la très grande majorité de Russes, s'il n'avait été aggravé et faussé par une bureaucratie policière et routinière. Russifier les populations non russes, souvent plus avancées en civilisation que les Russes eux-mêmes, par l'administration, par l'armée, par l'Église, était un dogme pour tout fonctionnaire impérial; le résultat fut, que les divers groupes nationaux, que cette persécution constante n'empêchait pas de percevoir l'écho des idées occidentales, prirent de plus en plus conscience de leur personnalité et aspirèrent avec plus d'ardeur à l'autonomie.

Au maximum de compression répondit, dès que les ressorts de l'autorité furent brisés, un maximum de désordre; au maximum de centralisation un maximum d'émiettement. La décompression brusque affola les cerveaux qui n'étaient pas préparés à la liberté. Il n'existait en Russie que des classes moyennes peu nombreuses qui n'avaient elles-mêmes qu'un état-major de ces théoriciens politiques sans expérience, mais non sans prétention, dont M. Milioukov et M. Kerensky sont deux types également dangereux; un prolétariat intellectuel sans emploi se jeta sur la révolution comme sur son bien et prit la direction d'une masse ouvrière inorganisée et d'une masse paysanne inorganisable. Ainsi, dans cette malheureuse Russie, quand l'or allemand et la faiblesse de l'infortuné Nicolas II eurent précipité la révolution, tout s'écroula en même temps : les sécessions nationales s'ajoutèrent à la révolution sociale et à la jacquerie rurale pour créer un inextricable chaos. La dislocation alla jusqu'aux limites extrêmes; les groupes nationaux non russes se détachèrent, les tronçons de la famille russe se séparèrent et l'application du système communaliste fit de chaque village une communauté autonome qui fit d'abord usage de sa souveraineté de fait pour partager les terres entre ses habitants. Dislocation de l'Empire, émiettement de l'autorité, morcellement du sol, telle est la marche de la révolution russe.

On ne peut s'empêcher de remarquer que la révolution à façade socialiste que les Allemands sont en train de faire, semble devoir aboutir d'abord à la disparition des frontières intérieures, à l'unification par la démocratie; le contraste est saisissant et pourrait avoir, si les Alliés n'y prenaient garde, les répercussions les plus dangereuses pour la sécurité future de l'Europe.

Il est difficile de donner du Bolchevisme une définition adéquate; c'est un phénomène complexe qui a des aspects généraux et des aspects spécifiquement russes. Le Bolchevisme, tel qu'il sévit en Russie, n'était possible que dans un tel pays. Il a fallu d'abord, pour faire éclore cette plante vénéneuse, la guerre, l'invasion, les énormes pertes que les armées ont subies et qui ont fauché l'élite de la jeunesse et presque tous les meilleurs officiers. Il a fallu le caractère de « l'homme russe, » paysan primitif, illettré, prodigieusement naïf, dominé par la convoitise instinctive de la terre, capable d'un enthousiasme mystique pour un paradis humanitaire en même temps que des passions les plus bestiales, des plus généreux dévouements comme de la plus sauvage brutalité, victime prédestinée des prêcheurs d'utopies et des vendeurs de panacées. Il a fallu, enfin, la propagande et les intrigues secrètes des agents allemands.

Les Bolcheviks prétendent appliquer l'Évangile marxiste tel qu'il a été formulé par Marx et Engels dans le fameux « manifeste du parti communiste » (1847). Quand on lit les textes des décrets et décisions du gouvernement des Soviets, on a, en effet, l'impression d'une certaine logique dans l'absurdè. Le Bolchevisme est dangereux parce qu'en théorie du moins, il n'est pas la pure anarchie; il se présente comme un pouvoir fort, qui gouverne au nom et au profit des masses. La réalité est tout autre et sombre dans une atroce et sanglante confusion. La Russie est entièrement ruinée; les ouvriers se sont emparés des usines, ont massacré ou chassé les ingénieurs et le rendement est devenu insignifiant; il n'y a plus de commerce; les paysans se sont emparés des terres des grands propriétaires, mais ils osent à peine les cultiver, soit qu'ils craignent des représailles, soit que, la révolution leur ayant rendu la *vodka*, ils interprètent surtout le nouveau régime comme un droit à la paresse et à l'ivrognerie. L'autorité réelle est

concentrée entre les mains des commissaires du peuple : c'est la dictature de quelques individus parmi lesquels Lénine paraît être l'un des rares qui soit Russe. Il n'y a plus d'élections régulières. Les Soviets d'ouvriers et soldats et les congrès des Soviets ne sont qu'un décor, qu'une occasion de discours à perte d'haleine. Dans les campagnes, le pouvoir appartient aux paysans les plus ignorants, les plus pauvres, c'est-à-dire les moins laborieux : chaque village est en état de défiance, parfois de guerre vis-à-vis de son voisin : des bandes armées d'anciens soldats et de paysans parcourent le pays, paralysent les transports, empêchent le travail. C'est un régime de terreur, sans l'excuse de la défense nationale, sous le seul prétexte de combattre la « contre-révolution, » au profit d'une oligarchie d'ambitieux très habiles et d'éhontés voleurs qui a trahi tous les intérêts du peuple russe au profit de ses pires ennemis. Les droits de l'individu sont complètement abolis. Toutes ces libertés que l'Occident appelle la Liberté et pour qui il sait vaincre et mourir, ont disparu. Les prisons sont plus pleines que sous l'ancien régime, les exécutions beaucoup plus nombreuses et plus féroces, sans qu'il y ait même un simulacre de jugement; tout individu déclaré « bourgeois, » ou socialiste révolutionnaire, c'est-à-dire adversaire des Bolcheviks, est fusillé sur-le-champ. Sous un tel régime la Russie gît inerte, comme hébétée par tant de malheurs, dans un abîme de douleur et d'humiliation; elle ne parvient pas à se ressaisir; elle inspire à ses Alliés, qui ne sauraient oublier ce que ses armées ont fait pour le succès commun, un sentiment de profonde pitié; ils souffrent d'ailleurs eux-mêmes dans leurs intérêts d'une situation si tragique et cherchent par quels moyens ils pourraient lui venir en aide sans s'exposer à la contagion bolchevique.

Après de telles secousses, la reconstruction de la Russie sera difficile et longue. Elle se fera sur des assises nouvelles. La Russie de l'avenir sera vraiment une Russie russe et non plus une mosaïque de peuples hétérogènes. Tout autour d'elle des nations indépendantes se sont constituées en États qui resteront libres, sauf, plus tard, à user de leur liberté pour conclure un pacte d'alliance ou de fédération avec une Russie, qui, cessant d'être un danger pour leur indépendance, pourra, au contraire, devenir une sauvegarde pour leur sécurité et une associée pour leur prospérité. Le double phénomène de dissociation et de

reconstruction, conséquence de la guerre et des principes des Alliés victorieux, ne peut manquer, avec le temps, d'aboutir, en Europe, à la constitution d'une série de fédérations composées d'États de toutes dimensions et de toutes formes constitutionnelles, unis entre eux par des liens plus ou moins étroits, depuis la simple alliance militaire et économique, jusqu'à une union intime, mitigée seulement par l'autonomie administrative.

La Russie de l'avenir nous apparaît sous la forme d'une vaste fédération de cette nature; les diverses parties de la nation russe, y compris l'Ukraine, y trouveront leur place; les petites nations qui entourent la masse russe s'y agrégeront tout en gardant leur indépendance. Mais, pour le moment, la situation se présente sous un aspect tout autre; c'est la Russie qui a surtout besoin d'aide et de secours; elle est en pleine décomposition, tandis que les nations qui l'entourent entrent dans la phase de reconstruction. C'est ce que les « commissaires du peuple » ont compris et ce qui explique les efforts désespérés qu'ils tentent aujourd'hui pour « bolcheviser » et détruire les États en voie de constitution. Nous verrons donc d'abord comment peuvent s'organiser les nations qui se séparent de la Russie et selon quelles affinités elles paraissent devoir se grouper; nous tenterons ensuite d'indiquer quelles méthodes et, pour ainsi dire, quels traitements curatifs, les Alliés pourraient appliquer pour le salut de la Russie.

II

La France, au cours de sa glorieuse histoire, n'a cessé de combattre pour son existence et les libertés de l'Europe contre la masse des peuples germains. Depuis François Ier, les appétits de conquête de cette race envahissante trouvèrent d'abord leur expression dans les rêves de monarchie universelle de la « Maison d'Autriche, » puis dans la formidable machine de guerre dressée par la noblesse prussienne et ses rois Hohenzollern. Dans cette lutte séculaire, dont nous venons de vivre le plus tragique épisode, l'instinct de la conservation a fait rechercher, par les gouvernements qui se sont succédé en France, l'alliance de la Puissance, — quelle qu'elle fût, — qui, située, par rapport à notre pays, de l'autre côté de l'Allemagne, pouvait, en

l'attaquant sur sa face orientale, nous aider à la tenir en respect et à la vaincre. Contre le formidable empire de Charles-Quint, François Ier, roi Très Chrétien, n'hésite pas à lier partie avec Soliman, sultan des Turcs, et concerte ses coups avec les siens. Le cardinal de Richelieu est l'allié de Gustave-Adolphe, roi protestant de Suède. Louis XIV et Louis XV cherchent un appui tantôt chez les Polonais, tantôt chez les Hongrois. Napoléon Ier ébauche, et la troisième République réalise l'alliance avec la Russie. L'événement a justifié cette politique : l'offensive des armées russes a détourné sur elles, dès la fin d'août 1914, des troupes allemandes et autrichiennes dont le poids aurait pu être décisif sur le front Ouest et, jusqu'à la révolution de mars 1917, et même jusqu'au coup de force bolchevique de novembre, la Russie a retenu chez elle et souvent vaincu une partie considérable des armées allemandes et autrichiennes.

Quand la France triomphante se préoccupe de créer en Europe un état de fait qui permette d'assurer aux peuples un long avenir de paix et de stabiliser la victoire du droit, et jette ses regards par delà « les Allemaignes, » ce n'est plus la Russie qu'elle aperçoit au premier plan. Entre la masse russe et la masse germanique, des États nouveaux ou agrandis vont s'interposer; la politique française trouvera désormais en eux « la puissance » située de l'autre côté du monde germanique ; elle ne saurait donc se désintéresser, même si elle n'avait pas d'autres raisons d'être sympathique à ces nouveaux venus, de leur croissance et de leur organisation. Après le traité de Versailles, il n'y aura plus aucun contact territorial entre l'Allemagne et la Russie ; entre elles, la Pologne et la Lithuanie formeront écran. Si l'on veut bien réfléchir aux conséquences de cette modification de la carte politique de l'Europe, on s'apercevra que la résurrection de la grande victime de la politique des partages suffirait à elle seule pour modifier profondément les conditions de la vie, des relations et de l'équilibre des Puissances. La logique des faits et des caractères mettra nécessairement la Pologne, reconstituée avec Posen, Dantzig et la Haute-Silésie, en opposition avec l'Allemagne. La Pologne sera grande ou elle ne sera pas. Une petite Pologne, telle qu'on le concevait à Berlin en 1917, aurait été forcée de demeurer dans la mouvance de l'Allemagne; une grande Pologne ne peut être que l'ennemie du germanisme. On compte

plus de 600 kilomètres de Berlin à Strasbourg, mais seulement 250 de Berlin à Posen ; et, si l'on peut concevoir que l'Allemagne, guérie de l'impérialisme conquérant, désabusée de sa « mission divine » et enfin convaincue que Bismarck a été pour elle un fléau, reconnaisse que ce fut pour son malheur qu'elle arracha en 1871 des cœurs français à la patrie française, il est difficile de croire qu'elle se résigne facilement à la perte de ces provinces polonaises d'où l'aristocratie prussienne tirait sa force sociale et politique et qui s'enchevêtrent si étroitement dans les pays allemands. « La Marche de l'Est, a dit un jour le chancelier Bülow, est plus inquiétante que la ligne des Vosges. »

La Pologne devra donc se tenir sur ses gardes, rester forte et unie, chercher des sûretés du côté des Puissances dont la victoire la libère aujourd'hui. Une grande Pologne est nécessaire à la constitution de l'Europe nouvelle et à la sécurité de la France. Les Alliés y feront entrer tous les pays peuplés de Polonais et s'efforceront d'y rattacher, par un lien fédéral ou une simple alliance, les États voisins qui, librement et sans contrainte, trouveraient leur avantage à associer leur fortune à la sienne. Le jeu de l'Allemagne sera naturellement inverse ; depuis ses défaites de 1914 sur la Marne et l'Yser, son dessein a été de trouver en Russie le bénéfice de la guerre ; elle n'y a pas renoncé ; elle recherchera dans l'avenir l'amitié de cette Russie qu'elle a empoisonnée de bolchevisme, elle travaillera à la conquérir économiquement et moralement et à s'en faire une alliée afin de tenir la Pologne entre deux feux, de l'étouffer entre deux masses. Mais la Pologne, affranchie du joug russe, n'a pas de raisons irréductibles de rester en mauvaise intelligence avec une Russie guérie du bolchevisme et reconstituée en une fédération démocratique de peuples et d'États. Il appartiendra à la politique française de ménager un rapprochement que la Pologne sera naturellement amenée à souhaiter ; l'influence de la civilisation polonaise, plus occidentale et européenne que celle de sa grande voisine, sera nécessaire au développement de la Russie nouvelle ; elle seule, avec l'aide de la France et de ses alliés, peut l'empêcher de devenir une dépendance économique de l'Allemagne et un terrain d'expansion pour la race germanique. L'alliance franco-russe est née d'un besoin impérieux de sécurité : la politique française sacrifia à cette nécessité vitale ses sentiments anciens de sympathie et de pitié pour

la Pologne, car la Russie des Tsars et des *Tchinovniks* n'admettait pas, pour son malheur, qu'il y eût une question polonaise. Mais, dans l'Europe d'après la guerre, il faut bien voir que la Pologne, la Roumanie, la Bohême prennent à nos yeux une part de l'importance qu'avait naguère la Russie. Ce qui est capital aujourd'hui, pour nous comme pour nos alliés, c'est évidemment l'existence d'une Russie forte, mais c'est aussi et surtout la bonne harmonie entre cette Russie et la Pologne. En dépit de souvenirs douloureux, l'accord, entre elles, fondé sur les intérêts, sera moins difficile à réaliser qu'on ne l'imagine.

La grande Pologne qui sortira du traité de paix, conformément aux principes des Alliés et du président Wilson, n'est pas la Pologne historique qui, au temps de sa plus grande splendeur, allait de la Baltique à la Mer-Noire, et s'étendait sur des régions où il ne reste souvent, de sa domination passagère, qu'un souvenir qui n'est pas toujours un bon souvenir. C'est la Pologne nationale où entreront toutes les populations qui ont une conscience polonaise. A l'ancien « royaume du Congrès » viendraient ainsi s'adjoindre plus de quatre millions de Polonais annexés par la Prusse et qui, malgré toutes les mesures d'oppression et de germanisation, ont conservé et même développé leur caractère national et l'ardeur de leur patriotisme. L'union des classes sociales, sous la direction des propriétaires et du clergé, a sauvé le polonisme et rendu inopérante toute la législation prussienne d'éviction et de spoliation montée, comme une machine de guerre, par Bismarck en 1886 et par Bülow en 1908. Oppression des consciences catholiques pendant le Kulturkampf, oppression des consciences enfantines à l'école, expropriation de la terre : tout a été vain. Non seulement la langue polonaise et le catholicisme, qui a été, à travers l'histoire, le cadre et la sauvegarde de la nationalité polonaise, n'ont pas reculé, mais ils ont gagné du terrain. Sans parler des groupes d'ouvriers polonais établis dans les grandes villes industrielles de la Westphalie et des Provinces Rhénanes, sans compter les centaines de mille Polonais qui sont allés chercher aux États-Unis la liberté et qui en reviennent aujourd'hui si nombreux pour s'engager dans l'armée polonaise organisée sur le sol français, ce « peuple de lapins » a conquis toute la haute Silésie et avancé vers l'Ouest sa frontière linguistique et nationale.

Les régions où dominent les Polonais et celles où dominent les Allemands sont faciles à délimiter. Si la loi de 1908 a permis à la Commission prussienne d'expropriation d'établir quelques villages allemands au milieu des terres polonaises, ces îlots artificiellement créés, au mépris de toute justice, ne sauraient entrer en ligne de compte quand il s'agira de déterminer le caractère national d'une région. Les Allemands en seront quittes pour transplanter une seconde fois ces colons officiels sur un autre domaine. Les Polonais occupent en masses compactes, où les majorités nationales atteignent souvent, même d'après les statistiques allemandes, 80 et 90 pour 100, les régions de la Silésie, de la Posnanie, de la Prusse orientale et de la Prusse occidentale qui confinent à l'ancien Grand-Duché de Varsovie. Dans les parties polonaises, la proportion des Allemands n'est importante que dans les villes; mais il faut tenir compte qu'il n'y a pas de Polonais parmi les fonctionnaires et employés du gouvernement, sauf dans les emplois tout à fait subalternes, et que les troupes de garnison étaient pour la plupart allemandes, les recrues polonaises étant systématiquement expédiées dans l'Ouest. Ces éléments n'entreront plus en ligne de compte quand l'État polonais sera constitué; en revanche, une grande partie des 600 000 ouvriers polonais que les lois de spoliation ont obligés à aller chercher du travail dans l'Ouest, reviendront dans leur pays d'origine dès qu'ils seront assurés d'y trouver le pain et la liberté.

Lorsque M. Scheidemann affirmait, dans la *Neue Zurcher Zeitung* du 20 mai 1917, que la Pologne prussienne est tout entière un territoire mixte « où telle commune peut donner 51 voix polonaises contre 49 allemandes, tandis que ce rapport est inverse dans les communes voisines, » et qu'il en concluait qu'il serait absolument impossible de séparer ces territoires de l'État prussien, il se trompait volontairement et lourdement. En Posnanie, d'après les statistiques linguistiques et scolaires prussiennes très favorables aux Allemands, l'élément polonais a la prépondérance absolue dans trente-trois districts sur quarante-deux; dans trois autres il dépasse 40 pour 100; dans les six autres la proportion des Polonais est de 25 à 35 pour 100; les districts les moins polonais sont situés à la pointe Ouest et Nord-Ouest de la Posnanie. Une étude de la population par communes montrera qu'il est facile de tracer une frontière

qui suivra presque exactement les limites ethnographiques.

En Prusse occidentale, quatorze districts sur vingt-neuf ont une forte majorité polonaise, quatre autres ont une très forte minorité qui dépasse 40 pour 100. Dans cette province la masse polonaise forme comme une sorte de colonne dressée du Sud au Nord parallèlement à la Basse-Vistule ; elle se rattache par un large pédoncule à la masse polonaise dans la région de Thorn. Les Allemands qui, dans leur poussée historique vers l'Est, ont toujours cherché à s'assurer la maîtrise des points de passage, ont établi de fortes colonies le long de la Vistule ; ils dominent dans le Delta. Les Polonais s'avancent vers le Nord, surtout sur la rive gauche du fleuve, et vont rejoindre, au Nord-Est de Dantzig, les populations Kachoubes qui, par la langue et la race, sont leurs proches parentes et qui, historiquement, ne font qu'un avec eux. Par là, les Polonais sont riverains de la Baltique sur plus de cent kilomètres ; ils s'étendent jusqu'à la ville de Dantzig qu'ils appellent Gdansk ; mais les côtes qu'ils habitent sont plates, sablonneuses et rectilignes ; aucun port ne s'y dessine. Pour avoir ce « libre et sûr accès à la mer (1) » que leur a promis M. Wilson et qui est indispensable à leur existence, il est nécessaire qu'ils possèdent un port. Ils reconnaissent que Dantzig est une ancienne colonie teutonique où la population urbaine a toujours été en majorité allemande ; mais la nature ne leur offre aucun autre débouché sur la mer. C'est un des points où d'impérieuses nécessités de vie se trouvent en conflit avec le droit des peuples ; en pareil cas, des garanties spéciales pour leur langue et leur culture nationale devront être stipulées en faveur des éléments lésés.

En Prusse orientale, les populations polonaises s'étendent presque sans mélange le long de l'ancienne frontière en une bande large de 70 kilomètres en moyenne et vont se souder, dans la région de Suwalki, aux populations lithuaniennes.

Dans la Haute-Silésie, les Polonais ont la prépondérance absolue dans 18 districts sur 26 : ils forment une masse compacte qui se relie, au Nord, à la Posnanie et qui, au Sud, confine

(1) Point 13 du Message ainsi formulé : « Un Etat polonais indépendant devra être établi. Il devra comprendre les territoires habités par des populations incontestablement polonaises auxquelles on devra assurer un libre et sûr accès à la mer et dont l'indépendance politique et économique ainsi que l'intégrité territoriale devront être garanties par un accord international. »

à la Galicie, à la Silésie autrichienne (peuplée de Polonais dans la plus grande partie de l'ancien duché de Teschen) et à la Moravie tchèque. Dans la province de Breslau (Basse-Silésie), deux districts orientaux ont une population polonaise pour plus de 50 p. 100.

En résumé, plus des trois quarts du territoire de la Pologne prussienne ont résisté, pendant plus d'un siècle, à un implacable système de dénationalisation ; sur certains points, les Polonais, plus prolifiques, ont refoulé les Allemands. Ils forment une masse compacte d'environ 4 400 000 Polonais qui atteindra 5 000 000 par le retour des émigrés établis dans l'Allemagne occidentale ou dans d'autres pays. La réunion de ces provinces polonaises à l'ancienne Pologne russe et autrichienne est indispensable à l'existence d'un État polonais homogène qui soit capable de résister à ses puissants voisins et de tenir la place que les partages du XVIIIe et du XIXe siècle avaient laissée vide pour le malheur de l'Europe. L'absence de frontière naturelle, le contraste violent de la race, de la langue et de la religion, la longue suite d'une histoire dont la trame, depuis les chevaliers teutoniques, n'est faite que des empiétements et des oppressions prussiennes aux dépens des Slaves, font de l'antagonisme entre Germains et Polonais une loi de la vie politique européenne. La poussée allemande vers l'Est, qui commence avec les premiers empereurs pour atteindre son point culminant à l'éphémère traité de Brest-Litovsk, doit être arrêtée pour jamais par le prochain traité de Versailles. L'ère slave commence dans l'Europe centrale et orientale avec la renaissance des grands États tchéco-slovaque, polonais, yougo-slave ; elle se complétera par la régénération de la Russie après l'éclipse bolchevique. Il importe donc que le traité de paix donne aux Polonais aux dépens des Allemands toutes les satisfactions compatibles avec la justice et le droit des peuples, car il s'agit d'une frontière définitive qui séparera deux races adverses.

Du côté russe et lithuanien le problème polonais ne se pose pas dans les mêmes termes. Vers l'Est et le Sud, l'ancien royaume de Pologne, plus anciennement organisé et civilisé que les peuples qui l'entouraient, a fait œuvre de conquête militaire et morale. Il s'est étendu jusqu'à la Mer Noire, englobant un large morceau de l'Ukraine. Quand la désorganisation de l'État amena le reflux de la civilisation polonaise,

il resta, dans les régions échappées à son emprise, des éléments polonais importants par le nombre et la situation sociale. Seul, le fond paysan non polonais resta inentamé, et c'est de cette masse que, depuis cinquante ans, en Ukraine, en Galicie, en Lithuanie, sont sortis des hommes nouveaux qui ont formulé les revendications nationales de leur peuple. Ainsi, sauf du côté où les Polonais sont en contact et en conflit avec les Allemands, la Pologne ethnographique est entourée d'une zone de pays où un élément polonais plus ou moins dense se superpose à une masse qui n'est pas polonaise, mais qui a bénéficié de l'influence de la civilisation polonaise. De là une série de problèmes très épineux que nous ne pouvons analyser ici dans leur complexité.

En Galicie, la situation est très délicate. La Galicie occidentale jusqu'au San est entièrement polonaise ; mais la Galicie orientale est mixte ; les villes, notamment Lwow (Lemberg), sont surtout habitées par des Polonais et des Juifs, les campagnes surtout peuplées de Ruthènes (1). Les Ruthènes sont nombreux sur la rive droite du San, mais, plus à l'Est, la densité polonaise s'accroît même dans les campagnes ; elle est de 25 à 50 pour 100 au Nord du Haut-Dniester, dans la région de Tarnopol, c'est-à-dire dans la partie de la Galicie la plus éloignée de Cracovie. Tout partage de cette région, de même que son attribution à l'une ou à l'autre des deux parties, léserait nécessairement une fraction considérable. La solution la plus juste serait peut-être l'organisation d'une province autonome, bilingue, où les droits des deux nationalités, sans compter ceux des nombreux juifs, seraient sauvegardés. Cette province serait partie intégrante de la Pologne, mais avec un statut particulier dont il appartiendrait aux gouvernements alliés d'indiquer les bases après avoir pris connaissance des vœux de la population. Dans ces questions litigieuses qui divisent de bonne foi les peuples des États nouveaux issus des anciens Empires russe et austro-hongrois, l'accord nécessaire ne peut être établi que par l'arbitrage impartial d'un organisme supérieur, celui de la Société des Alliés, en attendant la Société des Nations. Les Puissances occidentales doivent être très attentives au sort de la région entre Lemberg et la frontière ancienne de la Roumanie. C'est un des points sensibles de la nouvelle Europe : il n'est

(1) Ruthènes est le nom qu'on donne à Rome et à Vienne aux Ukrainiens ou aux Petits-Russiens.

indifférent à aucune Puissance que, là, ce soient la Hongrie et l'Ukraine-Russie qui entrent en contact, ou la République tchécoslovaque et l'Ukraine-Russie, ou la Pologne et la Roumanie. Entre la Russie et le germanisme, la plus solide barrière serait, croyons-nous, constituée par une grande Pologne et une grande Roumanie qui devraient avoir, aux confins de la Galicie et de la Bukovine, une frontière commune.

Il ne faut pas perdre de vue, d'ailleurs, que la question nationale, dans la Galicie orientale, comme dans toutes les régions où les Polonais sont une minorité de grands propriétaires, est primée par une question sociale. Une réforme agraire, sur la base du rachat des *latifundia* et du développement de la moyenne et de la petite propriété, est indispensable dans l'intérêt des nouveaux États, et devra même leur être imposée par le traité de paix ; elle est, en effet, une condition de paix sociale et de stabilité internationale pour l'Europe entière.

Certes, ce sont là des problèmes délicats, comme tous ceux que soulève la construction d'une nouvelle Europe ; mais n'est-ce pas le moment de les aborder, quand la victoire donne aux Alliés la force et le prestige nécessaires pour les résoudre ?

On entend parfois des patriotes polonais intransigeants revendiquer toute « la Pologne historique, » c'est-à-dire tous les pays qui ont été englobés, de gré ou de force, dans l'État polonais ; leur réclamation n'est dangereuse que pour la cause polonaise ; elle n'a rien à voir avec les principes des Alliés qui reconnaissent, comme fondement de toute constitution d'État, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les adversaires du Polonisme comptent aussi parmi eux quelques esprits exaltés dont les exigences ne sont pas plus légitimes. Ils ne doivent pas oublier que, si les Polonais renoncent à toute revendication sur la Podolie et la Volhynie et, en général, sur l'Ukraine à l'Ouest du Dnieper, ils abandonnent ainsi près d'un million et demi de leurs compatriotes, et non les moins riches, les moins cultivés, les moins aptes à servir utilement l'État.

Quand on examine une carte ethnographique de la Pologne et de la Russie, la proportion des éléments polonais et russe à l'Est de la frontière de l'ancien Grand-Duché de Varsovie se traduit par une teinte dégradée où la couleur polonaise va s'effaçant à mesure qu'on s'éloigne vers l'Orient. Au Sud des marais du Pripet, la Pologne serait sage en se contentant de la

frontière du Bug et en demandant seulement que, dans les gouvernements ukrainiens voisins de ses frontières, les droits de la minorité polonaise soient respectés. Il n'en est pas de même au Nord de Brest-Litovsk. Là, les Polonais habitent en masse la région de Bielostock et s'avancent jusqu'au delà de Grodno, Suwalki, Wilno (Vilna). Dans cette dernière ville, la population est répartie en quatre groupes à peu près égaux : Polonais, Lithuaniens, Blancs-Russes, Juifs. Les Blancs-Russes, dans cette région, sont très polonisés, et c'est surtout contre les prétentions lithuaniennes que les Polonais ont à défendre, à Wilno, leurs revendications nationales et historiques.

Le peuple lithuanien n'est ni slave ni germain ; il parle une langue indo-européenne dont la parenté avec le sanscrit fait la joie des philologues. Ses plus proches parents en Europe sont ses voisins du Nord, les Lettons, qui, sans doute, auraient fini par ne former avec lui qu'un seul peuple si les hasards de l'histoire ne les avaient dissociés et éloignés l'un de l'autre. La Lithuanie, catholique, a été associée à la Pologne quand la dynastie lithuanienne des Jagellons monta sur le trône de Pologne. Le « cavalier » du blason lithuanien entra dans les armes polonaises ; l'évolution historique des deux peuples fut commune jusqu'au troisième partage de la Pologne où la Lithuanie fut annexée par les Russes. Les Lettons, au contraire, devenus en majorité luthériens, ont évolué avec les autres États baltiques sous l'influence de la Russie et de la culture allemande apportée par les barons baltes.

Polonais et Lithuaniens ont en commun un grand souvenir historique : en 1410, leurs armées ont écrasé à la bataille de Grünewald les forces des chevaliers teutoniques, champions et pionniers du germanisme ; ce jour-là, ils ont sauvé la civilisation polonaise d'une absorption dans la Grande Allemagne, et arrêté net le *Drang nach Osten*. Entre les deux peuples polonais et lithuanien, il subsiste de profondes affinités psychologiques et historiques ; les dissentiments sont superficiels et factices, et la communauté des intérêts et des périls ne tarderait pas à les atténuer. Les souvenirs de 1863, où l'insurrection contre la Russie fut aussi violente chez les Lithuano-Polonais que dans le Duché de Varsovie, ne sont pas si lointains qu'ils ne puissent être ravivés. Au moment de la catastrophe du Tsarisme et de la dislocation de l'Empire, les Lithuaniens posèrent leurs reven-

dications nationales à la fois contre les Russes et contre les Polonais. Ils ont, en effet, un type, une langue, une civilisation, des mœurs originales ; ils sont fondés à réclamer le droit de se développer selon leurs propres lois et traditions. C'est en vain que leurs cartes de propagande représentent la Lithuanie du temps du roi Vitautas englobant, de la Mer Noire à la Baltique, une grande partie des terres polonaises ou russes ; ils sont obligés de reconnaître qu'ils ne forment qu'un groupe restreint de deux millions et demi d'individus qui peut difficilement constituer un État viable s'il reste isolé. Ils ne vivent en masses compactes qu'à l'Ouest et au Nord d'une ligne qui passerait au Nord de Suwalki, à l'Ouest de Wilno et de Dwinsk (Dunabourg). Leur domaine ethnique n'atteint pas le cours de la Dwina (Düna). Les ports de Riga et de Libau sont du domaine des Lettons. Le plus grand centre purement lithuanien est Kovno sur le Niémen. Dans la région de Wilno et de Grodno, les Lithuaniens sont de 30 à 50 pour 100 de la population ; ils dominent dans les campagnes, mais les villes sont polonisées. En Prusse orientale, les deux rives du bas Niémen et une assez large bande qui vient rejoindre à la hauteur de Suwalki la zone polonaise, sont peuplées de Lithuaniens ; bien qu'ils aient toujours été de loyaux sujets du roi de Prusse et qu'ils soient en majorité protestants, ils ont gardé le souvenir de leur origine et, pendant la guerre, un fort courant national lithuanien s'est développé. Memel appartient au domaine lithuanien dont il est le port naturel. Depuis le traité de Brest-Litovsk, la Lithuanie s'était résignée, sous la pression des troupes allemandes et par crainte du bolchevisme, à une combinaison qui lui aurait donné pour roi le duc d'Urach et qui, la rapprochant des Allemands, l'aurait séparée des Polonais. C'était le résultat que cherchait la politique de Berlin dont le programme a été et sera toujours d'affaiblir autant que possible la Pologne et de diviser les États baltiques. Le long séjour des troupes allemandes dans les pays lithuanien, polonais, letton, esthonien, leurs exactions, leurs brutalités, ont produit l'effet accoutumé, montré le « Boche » sous sa vraie physionomie et jeté des semences de haine, qui, maintenant, se développent sans contrainte. Si les Polonais sont assez pénétrés de l'esprit de justice et de respect mutuels qui doit désormais régir les rapports des peuples entre eux, s'ils consentent sans arrière-pensée à reconnaître l'indé-

pendance de la Lithuanie, il leur deviendra facile, sous l'égide des Alliés vainqueurs, de nouer avec leurs voisins du Nord une alliance militaire et économique qui pourra aller jusqu'à la fédération et qui, laissant aux deux parties le libre développement de leur culture nationale, les rendra plus fortes en face de l'éternelle menace allemande et de l'effroyable danger bolchevique. Il appartient à la diplomatie des Puissances occidentales de dissiper les malentendus et les défiances qui subsistent entre ces deux peuples, de les unir en un faisceau solide et de ménager, pour l'avenir, leur réconciliation avec une Russie refaite, reconstituée sur de nouveaux principes politiques et sur des bases nationales purement russes.

Au Nord des Lithuaniens, les Lettons peuplent la Courlande et la partie Sud de la Livonie, tout autour du golfe de Riga; ils sont en contact, au Nord, avec les Esthoniens. Nous avons dit comment l'histoire les a éloignés des Lithuaniens et rapprochés des Russes et des Esthes. Ils sont au nombre d'environ deux millions. Ils avaient beaucoup souffert du centralisme administratif et pensaient se libérer en abattant le régime tsariste; on vit leurs bataillons prendre une grande part aux révolutions russes; ils sont tombés sous le joug allemand et maintenant la terreur bolchevique les menace. La tendance qui domine chez eux est de garder leur autonomie, tout en s'unissant à une Russie où la liberté et l'ordre seraient rétablis.

Les Esthes qui peuplent le rectangle délimité par la mer Baltique, le golfe de Finlande, le lac Peïpous et une ligne qui partirait d'un point à 40 ou 50 kilomètres de la pointe Sud de ce lac pour rejoindre la mer, sont moins nombreux encore : 1 500 000. C'est un petit peuple intéressant et sympathique qui a su conserver, malgré l'oppression sociale des barons baltes et l'oppression politique et administrative des fonctionnaires russes, l'originalité de sa langue et de sa civilisation finnoise. C'est chez les Esthes que les efforts de germanisation, depuis l'époque des chevaliers teutoniques, ont été le plus constants et le plus intenses; à Dorpat a prospéré, jusque sous Nicolas II, une université allemande où les fils des barons baltes venaient apprendre l'idéal pangermaniste. En Courlande, en Livonie et en Esthonie, les Allemands comptaient établir leur base d'opérations pour exploiter la Russie et encercler la Pologne dans un réseau allemand qu'une Ukraine germanisée aurait com-

plété par le Sud. Aujourd'hui, les Esthes sont attaqués par les « Gardes Rouges » qui ne peuvent supporter à proximité de Pétrograd un pays de « contre-révolution : » ainsi nomment-ils le naturel désir des Esthes, comme aussi des Lettons, de garder les conquêtes de la révolution, c'est-à-dire leur autonomie nationale, leur liberté politique et les terres aux paysans. La République esthonienne, trop faible pour vivre isolée, accepterait volontiers un lien fédéral avec une Russie reconstituée et démocratique et cherche à tendre la main au gouvernement d'Omsk. Pour le moment, les Esthes ne peuvent espérer que des Alliés le secours qui les empêchera de tomber dans la boue sanglante du bolchevisme ; ils se tournent avec angoisse vers la mer où vient d'apparaître la fumée des escadres alliées. Les Puissances victorieuses ne peuvent pas laisser périr ce petit peuple qu'elles ont délivré du germanisme.

Ce que nous venons de dire des autres pays baltiques s'applique à la Finlande. Les Alliés veulent une Finlande indépendante, — la France la première l'a reconnue, — mais une Finlande qui soit finlandaise et non suédoise ou allemande et où les éléments finnois autochtones ne soient pas dominés, sur leur propre sol, par des éléments étrangers. L'indépendance de la Finlande n'est nullement incompatible avec une union fédérale très large avec la Russie : la Finlande et l'Esthonie commandent les issues du golfe au fond duquel sont Cronstadt et Pétrograd, et une Russie forte ne tolérera jamais une Finlande hostile. La Finlande a cherché contre la Russie un appui en Allemagne au temps où l'Allemagne était puissante et la Russie oppressive ; elle cherche aujourd'hui à s'appuyer sur les Alliés vainqueurs pour se préserver d'une invasion du bolchevisme ; mais, dans l'avenir, quand il y aura une Russie, c'est avec elle que, comme l'Esthonie sa sœur, elle devra nécessairement chercher ses liaisons politiques et économiques. Pour le moment, le travail diplomatique des Alliés consiste, là comme ailleurs, à réaliser leur victoire en substituant leur influence libératrice à celle dont les Allemands avaient patiemment établi les bases pour le triomphe du pangermanisme.

Victoire oblige : leur triomphe confère aux Alliés le devoir moral de reconstruire une Europe meilleure, plus juste et plus stable. Les peuples baltiques méritent toute leur attention pour eux-mêmes d'abord, pour leurs civilisations originales, et

ensuite, parce qu'ils forment plusieurs anneaux de la chaîne d'États civilisés que les champions du droit et de la liberté démocratique ne peuvent se dispenser d'établir autour de l'autocratie barbare du bolchevisme. Nous avons, nous Français, alliés de la Russie, le devoir spécial de ménager l'avenir de ce grand pays dont les soldats furent héroïques et qui est aujourd'hui plongé dans un océan de douleurs. La Russie, dès qu'elle reprendra conscience d'elle-même, ne peut pas vivre sans qu'un lien amical d'alliance ou de fédération unisse à elle les pays baltiques et lui donne libre accès à leurs ports. La révolution et l'invasion ont dissocié les divers éléments dont se composait l'Empire russe; il nous appartiendra, dans l'avenir, de les rapprocher sans les souder.

III

Si large qu'on fasse, tout autour de la Russie, la part des peuples naguère soumis à sa bureaucratie centralisatrice, aujourd'hui organisés en États indépendants, il n'en reste pas moins, de la Baltique au Pacifique, et de l'océan Glacial à la Mer-Noire et à la Caspienne, une masse d'au moins cent millions d'âmes qui sont, et qui seront toujours des Russes. La Russie, réduite aux pays russes, est encore un pays immense, une force d'avenir immense, un immense réservoir d'hommes et de richesses naturelles. Il est évident que la Russie de l'avenir trouvera son avantage à une large et libérale décentralisation; les diverses variétés de l' « homme russe » pourront ainsi développer plus à l'aise leurs génies particuliers; mais il est certain aussi que les différentes parties de la Russie ont besoin les unes des autres et se complètent, tant au point de vue économique que sous le rapport du caractère et de la civilisation. Le Nord ne peut se passer des blés, des sucres, du charbon du Sud, des pétroles de Bakou, des fers de Krivoï-Rog et de Kertch; le Sud a besoin des bois, des avoines du Nord, des métaux de l'Oural; les diverses régions de la Russie sont l'une pour l'autre un marché naturel toujours ouvert; elles forment un tout économique, un puissant organisme qui peut se suffire à lui-même, vivre sur ses propres ressources et à qui un avenir de prospérité est promis, s'il parvient seulement à trouver les formes de gouvernement adaptées à ses besoins et à sa nature.

Sous le nom de Grands-Russes, de Petits-Russes ou Ukrainiens, et de Blancs-Russes, il n'y a qu'un peuple russe qui a le sentiment profond de son unité jusque dans les masses ignorantes et qui tend, d'un effort historique continu, à la réaliser. L'unité s'incarnait naguère dans la personne du tsar « rassembleur de la terre russe ; » elle va devenir, sous l'aiguillon des nécessités économiques, un besoin plus conscient qui s'imposera à tous les gouvernements de la Russie.

Les conflits politiques s'apaisent à la longue, les courants sociaux se canalisent, des formes nouvelles sortent des anciens moules brisés; mais l'action des grandes forces naturelles et historiques ne cesse pas d'entraîner les peuples dans le sens de leur développement national. Il convient donc de ne pas s'arrêter outre mesure au spectacle de division et de morcellement à l'infini que la masse russe présente actuellement. Quand l'autorité centrale s'est effondrée, la Russie, comme au temps des faux Dimitri, a vu surgir des gouvernements locaux, les uns nés du besoin d'ordre, les autres issus du désordre triomphant; ils ont été plus ou moins éphémères; d'autres encore naîtront et mourront avant que la stabilité soit rétablie; mais dans aucune région peuplée de Russes, pas même en Ukraine, il n'existe une volonté de sécession définitive et complète. On se sépare parce qu'on ne sait plus où est la Russie, quitte à se rejoindre dès qu'on croira l'entrevoir. Avant tout, on cherche à se préserver du fléau bolchevique qui, de son côté, veut tout envahir pour tout détruire.

C'est le spectacle que nous présente l'Ukraine depuis l'abdication du Tsar (3-16 mars 1917). Depuis longtemps un parti peu nombreux, composé surtout d'intellectuels, encouragé et subventionné par Vienne, travaillait à éveiller un particularisme petit-russien et à ressusciter le vieux nom d'Ukraine, afin de diviser la Russie contre elle-même. Le principal centre de cette propagande était dans la Galicie orientale où une partie importante de la population est petite-russienne. La Wilhelmstrasse et l'État-major de Berlin se sont beaucoup occupés du mouvement ukrainien et n'ont pas ménagé les subsides pour le développer. Il est juste d'ajouter que Pétrograd favorisait en Galicie un mouvement tendant à l'union avec la Russie et à la dislocation de la monarchie austro-hongroise. La propagande du petit groupe ukrainien, que dirigeaient l'histo-

rien Hrouchevski et le romancier Vinnitchenko, s'appuyait sur les souvenirs de l'ancienne Ukraine, jadis indépendante sous ses hetmans, et qui, en demandant la protection de la Moscovie pour échapper à la double menace polonaise et turque, n'a pas abdiqué ses libertés aux mains des Tsars (1). Le sentiment particulariste de l'Ukraine n'est pas une simple invention de la propagande austro-allemande : les Ukrainiens estiment qu'ils sont l'élément le plus purement slave et le plus civilisé de tous les Russes, et ils ont une nuance de mépris pour le « Moskal » demi-asiatique; ils sont attachés aux particularités qui distinguent leur dialecte et leurs coutumes. Mais ces souvenirs d'indépendance, ces tendances régionalistes, n'auraient jamais réussi à faire naître un mouvement sécessionniste, ni même fédéraliste, si la tyrannie bureaucratique et centralisatrice des fonctionnaires de Pétrograd n'avait à la longue exaspéré les populations. Déjà, en 1863, un ministre de l'Intérieur, du fond de son cabinet, fulminait dans une circulaire : « Il n'y a jamais eu de langue ukrainienne; il n'y en a pas, il n'y en aura jamais. » Le dialecte ukrainien, proscrit, devint plus cher à ceux qui le parlaient et qui s'appliquèrent à l'élever au rang de langue littéraire. Dans l'invasion des armées du Tsar en Galicie, en 1914, la bureaucratie trouva une nouvelle occasion de brimer cruellement et stupidement les populations ukrainiennes. C'est à cette époque et surtout après la retraite des troupes russes, qui dévastaient tout le pays, que la propagande allemande se donna carrière et travailla ouvertement à séparer l'Ukraine de la Russie pour en faire une dépendance économique de l'Allemagne où celle-ci trouverait une source de ravitaillement en céréales et de recrutement en hommes. Le terrain était donc bien préparé quand éclata la révolution. Elle eut pour résultat de changer radicalement le caractère du mouvement ukrainien : « Le mouvement de professeurs devint un mouvement de paysans; de national il devint social (2). » En Ukraine, pays de la Terre-Noire, des riches moissons, beaucoup de paysans sont propriétaires et très attachés à leur sol; ils demandent que les grands domaines soient rachetés ou même répartis gratui-

(1) C'est en 1654 que l'hetman Bohdan Chmielnicki demanda, par le traité de Pereiaslaw, la protection d'Alexis Mikhaïlovitch.

(2) Voyez l'excellente brochure de M. Louis Réau : *La République indépendante de l'Ukraine* (Collection de l'Association « France-Russie. » 1918).

tement entre les cultivateurs de chaque village; mais l'idée que les pauvres moujiks de la Moscovie pourraient quitter leur sol ingrat pour venir prendre leur part des plantureux terroirs du Midi, fit instantanément d'eux des séparatistes résolus. Les grands propriétaires, pour échapper à la spoliation et à l'assassinat, favorisèrent naturellement ce mouvement, qui prit d'abord la forme fédéraliste : l'Ukraine s'organise librement sur son propre territoire, mais elle ne renonce pas pour cela à l'unité russe (manifeste du 18 juin 1917).

Après la révolution maximaliste (7 novembre 1917), le mouvement de séparation s'accentue ; les bolcheviks ne contestent pas à l'Ukraine son droit à l'indépendance nationale, mais le conflit est entre les Soviets et la Rada sur le terrain de la lutte des classes. Les bolcheviks font la guerre à la Rada « bourgeoise, » foyer de contre-révolution; ils veulent s'emparer des richesses de l'Ukraine pour nourrir, dans le reste de la Russie, la saturnale démagogique. Le 24 janvier 1918, le gouvernement proclame l'indépendance complète de l'Ukraine ; le 9 février, il signe, le premier, la paix de Brest-Litovsk avec les Allemands et les Autrichiens. Mais la guerre commence entre Ukrainiens et bolcheviks. L'entrée à Kiev des troupes maximalistes est marquée par les pires horreurs : 4 000 personnes sont exécutées. Le chef du gouvernement, M. Hrouchevski, et la Rada, réfugiés à Jitomir, invoquent le secours de l'Autriche ; ils voient arriver les Allemands avec 400 000 hommes qui chassent les bolcheviks, mais c'est pour mettre, à leur profit, le pays en coupe réglée. Qu'à la tyrannie sanglante et dévastatrice des bolcheviks, les Ukrainiens aient préféré l'occupation allemande, avec toutes ses rigueurs et ses exigences, on le comprend sans peine. Le gouvernement de l'hetman Skoropadski est issu de cette situation. Soutenu par les propriétaires et les Allemands, il s'est écroulé, dès que les troupes allemandes eurent évacué le pays, sous l'effort combiné des bolcheviks et de l' « Union nationale des partis ukrainiens, » qui a pour chefs MM. Vinnitchenko et Petlioura, Ukrainiens de Galicie, dont les tendances sont nettement antirusses. La carrière du second ne laisse pas que d'être assez suspecte et ses accointances avec les bolcheviks sont troublantes. Le cabinet favorable à l'Entente formé à Kiev par M. Gerbel n'a pu se maintenir au pouvoir et M. Petlioura a constitué un gouver-

nement nouveau dont les intentions sont encore douteuses. S'ils devenaient maîtres des blés, des sucres, des fers, des charbons, des pétroles de la Russie méridionale, les bolcheviks seraient singulièrement renforcés et l'espoir de venir à bout de leur monstrueuse autocratie s'éloignerait dangereusément. Il n'est que temps pour les Alliés d'intervenir s'ils veulent empêcher la marée bolchevique de submerger et ruiner l'Ukraine. L'anarchie maximaliste une fois vaincue et la question des terres résolue en faveur des paysans, les deux grandes branches de la nation russe se rapprocheront et formeront une union fédérale. Les événements qui s'accomplissent en Ukraine ont donc une importance capitale. Si les éléments d'ordre s'y consolident, l'établissement d'une paix sociale et d'une union fédérale dans toute la Russie paraît assurée. C'est donc là qu'il faut que se fasse sentir sans retard l'action énergique des Alliés.

Il ne nous appartient pas d'indiquer ici les moyens par lesquels peut s'exercer l'influence des Alliés et en particulier celle de la France. Nous dirons seulement que la bonne méthode ne consiste pas à se substituer aux Russes pour agir à leur place, mais à les soutenir moralement, — en leur rendant confiance en eux-mêmes et en leur avenir, en les organisant, — et matériellement, — en leur fournissant des armes, des munitions, etc... L'envoi de forces alliées composées de volontaires éprouvés, vaccinés contre la contagion bolchevique, rentre dans cet ordre de mesures ; ces troupes seraient précédées de techniciens, d'officiers d'état-major, d'instructeurs, dont la mission serait d'organiser et de former les troupes russes ou ukrainiennes, mais c'est à celles-ci surtout qu'appartiendrait l'action offensive. Déjà des forces françaises importantes sont établies à Odessa. Il faut espérer que d'autres vont les suivre, renforcées par des Roumains et des Grecs. Il faut que les Alliés se hâtent, s'ils veulent sauver l'Ukraine.

Le gouvernement de l'hetman Skoropadski s'appuyait sur les troupes allemandes et sur les grands propriétaires, dont il rassurait les intérêts. Les Alliés ne peuvent venir en Ukraine avec un tel programme ; ils ne soutiendront qu'un gouvernement qui rachèterait une partie des grands domaines pour les vendre à bas prix aux paysans, afin de grossir le nombre et l'influence des petits propriétaires. Une proclamation donnant

toutes garanties sur ce sujet capital doit être la préface de toute intervention des Alliés.

Les éléments de désordre ne manquent pas en Ukraine et il s'agit de les refouler ; mais, en revanche, les éléments d'ordre ne manquent pas dans tout le reste de la Russie et il s'agit de les aider. En Sibérie, le gouvernement patriote et démocratique d'Omsk étend son autorité sur toute l'Asie russe, excepté le Turkestan ; il a éprouvé récemment le besoin, pour mieux conduire la lutte, de centraliser les pouvoirs entre les mains de l'amiral Koltchak, qui exerce une sorte de dictature. Il cherche, en ce moment, à organiser une armée russe pour renforcer et remplacer les troupes tchéco-slovaques. Celles-ci sont, on le sait, composées de prisonniers de guerre qui ont donné, en sachant se grouper, s'unir, s'armer et se battre, un exemple admirable de volonté et d'énergie : mais ces soldats sont fatigués et, aujourd'hui que les hostilités sont terminées et leur patrie affranchie, ils éprouvent le légitime désir de revoir leur clocher et leur famille ; mal outillés, mal ravitaillés, ils ont dû, en ces derniers mois, abandonner Samara, où ils surveillaient la navigation de la Volga et le chemin de fer du Turkestan, et reculer sur Oufa et les montagnes de l'Oural. Sur la Mer Blanche et l'Océan glacial, des détachements alliés suffisants occupent, sous les ordres d'un général britannique, les issues septentrionales de la Russie. En Sibérie, il serait à souhaiter que les Japonais qui n'ont pas, jusqu'ici, paru disposés à s'avancer plus loin qu'Irkoutsk, joignissent leurs forces à celles du gouvernement d'Omsk et des Alliés et s'avançassent jusqu'à la Volga où ils pourraient tendre la main aux troupes russes groupées dans la région de la mer d'Azof pour fermer aux bolcheviks les routes du Turkestan, de la Caspienne et du Caucase. Ils rendraient par là un service signalé à la civilisation, à leurs alliés et à eux-mêmes.

Le général Denikine, succédant au général Alexeief récemment décédé, groupe autour d'Iékatérinodar, entre le Caucase et le cours inférieur du Don, des forces russes antibolcheviques qui se montent à une centaine de mille hommes et qui sont en liaison avec celles que l'hetman Krasnof commande dans la région de Novotcherkask (sur le Don, en amont de Rostov). Le Caucase échappe aux bolcheviks. Les Anglais ont réoccupé Bakou et viennent d'arriver à Batoum. La République géor-

gienne, qui avait cru pouvoir fonder son indépendance sur la protection allemande, est revenue de sa funeste illusion; son gouvernement a lancé un mémorandum (28 novembre) où il déclare que « la Géorgie se connaît trois ennemis; le bolchevisme, la contre-révolution et la Turquie, » ce qui signifie qu'elle se rattacherait volontiers à une Russie fédérale, pourvu que ce ne soit ni l'ancienne Russie centralisatrice, ni la nouvelle Russie anarchique.

Ainsi se groupent, dans la région de la Mer-Noire, la plus grande partie des forces nationales russes qui veulent à la fois sauver les résultats de la révolution et maintenir une Russie forte dans son unité fédérale. Tel est aussi le programme des Alliés. L'affranchissement des populations non russes que le tsarisme opprimait, est un bénéfice pour la civilisation, à laquelle ces nouveaux États apporteront le fruit de leur génie original et de leur effort personnel, et il sera finalement un bénéfice pour la Russie elle-même; leur amitié ne lui fera pas défaut quand elle sera redevenue forte et devenue sage; leur alliance sera plus précieuse à la Russie libre que ne l'était leur obéissance à l'ancienne autocratie. La Pologne elle-même, si la paix la fait assez grande pour épanouir sa brillante civilisation, cherchera son appui à l'Est pour faire face à la poussée germanique qui est trop ancienne et trop incorporée aux instincts de la race pour ne pas se renouveler. A l'intérieur même de la Russie, les groupes musulmans pourront, sans inconvénient, recevoir des garanties pour leur religion, leur langue et leurs coutumes; ils deviendront des membres utiles de la fédération russe à laquelle se rattacheront aussi les États du Turkestan et du Caucase.

Mais il faut bien se rendre compte que de tels résultats ne seront pas l'œuvre d'un jour et qu'ils seraient compromis soit par l'abstention des Alliés, soit par une intervention mal préparée et incertaine de ses fins. Ce que les Alliés ont à poursuivre en Russie, c'est leur lutte contre l'Allemagne pour l'établissement d'une paix qui sera durable dans la mesure où elle sera juste. S'ils se désintéressaient du sort de la Russie, s'ils la laissaient en proie à l'effroyable tyrannie des bolcheviks, un jour viendrait où l'Allemand insinuant et plat réussirait, sous un déguisement approprié, à s'introduire en Russie, où il a gardé des accointances, pour y organiser la production, colo-

niser les terres, accaparer les richesses, discipliner les forces économiques, enrégimenter les masses combattantes; il y puiserait une puissance nouvelle pour restaurer en Occident l'édifice effondré de Bismarck.

Cette œuvre d'organisation, dont la Russie aura besoin tôt ou tard, il faut qu'elle soit dirigée par des amis désintéressés, sans arrière-pensée de lucre. Le président Wilson a fort bien dit qu'on jugerait des sentiments des peuples d'après leur attitude envers la Russie. Le bolchevisme est un paroxysme de folie criminelle et sanglante qui ne se stabilisera pas, et il est nécessaire que, plus tard, la Russie associe le nom de la France et des Alliés à l'effort qui l'aura délivrée de cette maladie qui est la négation même de la démocratie et de l'humanité. Les bolcheviks, comprenant que la pacification générale est le prélude de leur perte, travaillent à déchaîner partout la guerre civile et à rallumer la guerre étrangère. Sous le nom de révolution universelle et de bolchevisme intégral, ils cherchent seulement à faire durer leur ignoble et atroce dictature. Mais le bolchevisme n'est pas la Russie. Nous savons mal ce qui se passe dans la masse profonde de ce peuple russe qui reste semblable à lui-même, avec toutes ses contradictions, candide et sauvage tout à la fois, généreux et féroce, évangélique et diabolique. Le génie russe demeure une force latente, une force d'avenir qui a son mot à dire et son rôle à jouer dans l'histoire humaine. La France victorieuse, de concert avec ses Alliés, a devant elle la responsabilité de l'Europe à reconstruire; elle serait moins victorieuse si, oubliant les efforts, les succès, les pertes et les ruines qui ont marqué pour la Russie sa participation à la grande guerre, elle ne faisait pas tout ce qui sera en son pouvoir pour prêter à son alliée aide et assistance dans sa grande détresse. La victoire est une force vivante qui s'épuise si elle ne se réalise pas.

René Pinon.

POÉSIES

ODE A LA NUIT DU 14 JUILLET 1918

Salut! Nuit formidable, où le chœur des Victoires
Sembla, pour étonner les futures Histoires,
D'un clairon d'Archange jaillir,
Nuit qui fis dans leur fosse, au souffle de tes ailes,
Nos morts de l'autre guerre, ardentes sentinelles,
Se redresser et tressaillir!

Salut! ô Gloire en deuil! Notre orgueil est austère :
La fleur de notre vie a trop nourri la terre
Sous l'herbe triste des tombeaux.
Apparais-nous, ô désirée, ô Bien-Aimée,
Sur la colline, en robe noire, ô Vierge armée
Dont les pieds sanglants sont si beaux!

*
* *

Paris, blessé farouche, indomptable et tranquille,
Dormait. Aux douze coups de minuit, sur la ville,
Un dais de flamme se tendit :
Le ciel entier de l'Est flamboya. Les nuées
Saignèrent, et leur pourpre, en de fauves trouées,
Montra l'approche du Maudit,

Ses meutes, ses féaux et ses troupeaux d'esclaves,
Dogues d'acier, bétail de chair, serfs et burgraves,
Aboyant, crachant des poisons,
Hommes couleur de boue, armes couleur de fange,
Forêt mouvante, muscle et métal, et qui change
Jusqu'aux formes des horizons.

Un nuage montant de l'abîme aux étoiles
Couvrait cette innombrable armée en marche, voile
Où transparaissaient par instant
A travers un brouillard crevé par les blasphèmes,
La face de la Bête et ses dix diadèmes,
Forgés aux bagnes de Satan.

C'était là tout l'Enfer, et sa dernière fête.
Car la seconde était venue, où la défaite
Retournerait son sablier,
Le moment dans le temps et le lieu dans l'espace
Où l'Éternel marqua la borne, que ne passe
Le cheval ni le cavalier.

Car nos cloches, sachant les douze heures frappées,
Se turent, délivrant d'invisibles épées,
Et le silence fut témoin
Qu'en cet orage rouge échevelant la nue,
Une voix, prononçant la Sentence obtenue,
Disait : « Tu n'iras pas plus loin ! »

Toi que le Tentateur mena sur la Montagne,
Pour te promettre, au prix de ton âme, Allemagne !
L'Empire du Monde à tes rois,
Et que flotte à jamais, sur la vague ou la glèbe,
L'ombre de tes drapeaux, blasonnés par l'Érèbe,
Avec des ténèbres en croix.

Et tu reculeras pas à pas, faisant tête,
Vers les bauges de tes aïeux, sous la tempête
Noire des malédictions
De l'unanime humanité qui te renie,
O Princesse du Mal, goule de Germanie,
Toi ! l'Antéchrist des Nations ! »

*
* *

Salut ! Nuit vengeresse, où la sainte justice
Rompit le cours de l'astre infernal, au solstice,
Et rendit au Droit ses faisceaux,

Où, pour rayer de nos fastes soixante-et-onze,
Le Lion de juillet mit sa griffe de bronze
Au Livre scellé de sept sceaux.

O Victoires en deuil! Chœur auguste et farouche,
Passez! buccin au flanc, et le doigt sur la bouche,
Essaim au vol silencieux,
Et toi, qui leur donnas l'essor, Nuit triomphale!
Remporte en ton manteau de foudre et de rafale,
Le Dragon, son prêtre et ses dieux.

Et, pour que jamais plus, hors de l'étang de soufre,
Ne puisse le Damné, des puanteurs du gouffre
S'évader, pour tuer encor,
Et vider, pour changer la planète en géhenne,
Son cloaque de peste et ses chaudrons de haine,
Pour que bien morte soit la Mort,

Et, pour que rien de tel jamais plus ne puisse être,
O Fils! souvenez-vous de ce dont les Ancêtres,
Les vaincus, nous nous souvenons,
Vainqueurs! veillez, les yeux sur l'étoile polaire,
Prêts à démuseler encore la colère
Qui dort dans l'âme des canons.

L'AN MAUDIT

Nous ne sommes donc plus des vaincus!—Nous ne sommes
Plus des vaincus! — L'opprobre ancien est lavé,
Et la France conduit, de son glaive levé,
La Justice de Dieu qui revient vers les Hommes.

Les Pères vainement ont permis que faiblît
Le remords importun de la fatale Année,
Et, raillant la candeur de notre âme étonnée,
Que sur tant de douleur descendit tant d'oubli.

Mais les Fils ont rayé sur la page sinistre
Le double chiffre noir de nos deuils surchargé,
Que fêtait l'ennemi, que savait l'étranger,
Et la gloire avec eux parapha le registre.

Ceux-là n'entendront pas chuchoter autour d'eux
Ces mots pour qui la langue, en France, n'est pas faite,
Ce mot laid : « Trahison! », ce mot sombre : « Défaite! »
Dont on ne sait lequel est plus morne ou hideux.

« Armistice » pour eux signifiera : « Victoire, »
« Capitulation, » Paris ou Metz vengé.
Le sens, sinon le mot même, sera changé. —
Mais, s'ils veulent, un jour, lire un peu notre histoire,

Ils sauront de quel son ces syllabes pour nous
Sonnaient!... — Elles disaient le dernier glas du Siège,
La faim mordant la ville au poitrail, sous la neige,
Et l'abattant, sans qu'elle eût ployé les genoux;

Puis, quand tomba l'écho des dernières batailles,
Un géant cuirassé de fer, bardé de croix,
Dictant la paix, liant, sous le toit de nos Rois,
Les hontes de Sedan aux gloires de Versailles:

Nos bastions intacts, hissant le drapeau blanc,
Nos soldats désarmés, en troupeaux, sous nos portes,
Et nos canons, jetés comme des bêtes mortes,
Par milliers, sous les pas du vainqueur insolent.

Peut-être ils comprendront tout ce que nous subîmes,
Qu'en cette heure maudite où l'amour était mort,
Il parut au plus sage, il parut au plus fort
Qu'un vertige de sang s'exhalait des abîmes.

Ils sauront que ce peuple, ayant en vain souffert,
Sa colère impuissante expirait en blasphème,
A voir, suprême affront et tristesse suprême,
Notre sol libéré par l'or, — non par le fer.

LE TALION

Laissez un signet noir à ce feuillet du Livre.
Vous savez maintenant quels jours nous dûmes vivre,
Si vous avez bien lu, si nous avons bien dit,
Vous savez ce que fut cet An, cet An Maudit.

Regardez ! c'est là-bas maintenant que la Chose
Exécrable, et qui n'a pas même un nom, se pose
Sur la Vaincue, et de toute sa pesanteur.

Le Juge a prononcé; place à l'Exécuteur!
Le jour silencieux du Talion se lève.

Le César, héritier des géants Porte-Glaive,
Cet homme qui parlait face à face au Seigneur,
Renié de son peuple, a renié l'honneur,
Et, fuyant son armée, a déserté sa cause.

Il a si peur, il est si vil, qu'à peine on ose
Reconnaître en ce pauvre être un ex-Tout-Puissant.

Sur les dômes de fer de la Cité de sang,
La mort de l'Aigle-Rouge étend sa pourpre oblique,
Et, comme pour bénir la jeune République,
Teint d'écarlate et d'or son bonnet d'affranchi.
Mais la France est en marche, et le Rhin est franchi.

La Victoire, en chantant, comme en Quatre-vingt-douze,
Avec des yeux de vierge et des regards d'épouse,
Attache au fer de lance armant nos trois couleurs
La fleur de ses baisers et le baiser des fleurs,
Et, sur Metz reconquise et sur Strasbourg française,
La Mutte et le Munster sonnent la Marseillaise.
Les ponts tremblent, des pas courbent leurs tabliers...

Allez ! nos Régiments ! Fantassins, Cavaliers !
Chasseurs ! menez vos chiens, Canonniers, vos molosses !
Allez ! foulez ce sol jonché par les colosses
De l'empereur tombé qui n'est plus qu'un bourreau...
— Mais l'arme à la bretelle et le sabre au fourreau !

Ils rendent leurs cités, livrent leurs citadelles,
Avant même que l'ombre en éveil autour d'elles
Entende nos chevaux de grand-garde hennir ;
Mais, l'oreille tendue, ils écoutent venir,
Baignés de la sueur des rouges insomnies,
L'esclave ivre qui traîne aux crocs des gémonies
Son empereur déchu qui n'est plus qu'un rôdeur.

Là-bas, dans le palais qui mêle avec l'odeur
Formidable du fauve acculé dans sa bauge,
Les senteurs de l'orgie et les relents de l'auge,
La Révolte a hissé, sur son pavois mouvant,
De pâles dictateurs qui parlent dans le vent.

Ces plébéiens, jaloux de leur liberté neuve,
Iront-ils relever l'Impériale Veuve,
L'épée étincelante et nue au grand soleil ?
Se rappelleront-ils la France, un jour pareil,
Mais sans soldats, mais sans armes, mais envahie,
Indomptable, exigeant de sa force trahie
Et l'impossible lutte et l'impossible espoir ?

Non ! ils détourneront les yeux, pour ne rien voir.

Non ! et s'il est encor chez eux quelqu'un qui sache
Ce que c'est que l'honneur d'un peuple, et quelle tache
Reste au front du vaincu dont a ployé le cou,
Qui rendit son épée et passa sous le joug,

Pour tant de lâchetés qui suivent tant de crimes,
Ce vaillant sentira, triste jusqu'à mourir,
Que la postérité de Caïn va souffrir
Soixante-dix-sept fois cela que nous souffrîmes.

SÉBASTIEN-CHARLES LECONTE.

FINANCES DE PAIX

I

L'heure est grave. Soyons dignes de nous-mêmes, Nous avons remporté la plus belle et la plus difficile des victoires sur un adversaire redoutable ; sachons rester calmes dans le triomphe et songeons aux devoirs de la paix, après avoir si merveilleusement rempli ceux de la guerre. Or, voici qu'éclate un danger dont il serait puéril de nier la gravité. Notre gouvernement auquel, sous l'empire des plus purs sentiments de patriotisme, ni le Parlement ni le pays n'ont marchandé les milliards nécessaires à la Défense nationale, ne semble pas encore conformer ses actes économiques au nouvel état de choses : un armistice a cependant été signé le 11 novembre 1918, les préliminaires de paix sont sur le point de l'être et des négociations s'ouvriront aussitôt après, en vue de l'élaboration du traité définitif qui consacrera les transformations mondiales nées d'une lutte épique. Il est bien évident qu'il ne saurait être question de licencier nos armées. Nous avons encore des tâches considérables à accomplir, ne fût-ce que celle de l'occupation d'une partie de l'Allemagne, qui doit servir de gage aux réparations qui nous sont dues; mais nous ne sommes plus à l'heure du conflit gigantesque qui, sur tous les fronts, exigeait un effort ininterrompu, une accumulation sans cesse renouvelée d'armes, de munitions, d'avions, de vivres, de transports d'hommes, de chevaux, de matériel. Il convient de regarder en face la situation présente et de nous pénétrer de cette vérité que la tâche d'aujourd'hui n'est pas celle d'hier. Jusqu'à ce que l'ennemi eût mis bas les armes, nous n'avions qu'un seul but; comme le disait éloquemment M. Clemenceau, nous faisions la

guerre. Maintenant, il faut faire la paix, et ce n'est pas moins difficile : l'illustre président du Conseil l'a proclamé à la tribune du Palais Bourbon.

Le premier devoir est de restaurer nos finances, qui ont été mises à une rude épreuve. Alors que toutes les dépenses proposées par le gouvernement étaient votées sans discussion, par une étrange contradiction, les Chambres, qui ouvraient des crédits pour ainsi dire illimités, refusèrent longtemps de créer des ressources, c'est-à-dire de voter des impôts nouveaux ou de relever le taux des taxes existantes. Une majoration générale des droits, dont nous avions dressé ici même le plan dès le printemps de 1915 et que M. Ribot, alors ministre des Finances, avait recommandée à la commission du budget, fut écartée par celle-ci. On attendit trois ans avant d'adopter un programme timide de réformes fiscales, qui marque un pas dans la bonne voie, mais ne saurait être considéré que comme une préface à l'œuvre nécessaire de demain.

Quoi qu'il en soit, l'heure n'est pas aux récriminations. Des arguments ont pu être mis en avant pour justifier la passivité avec laquelle les problèmes financiers ont été traités ou plutôt écartés au cours de la lutte. Mais aucune des raisons qui pouvaient être invoquées au cours des années héroïques pour ne pas limiter les dépenses et pour emprunter à jet continu, n'est plus valable. Le Parlement a le devoir impérieux de passer au crible toutes les demandes de crédit qui lui sont soumises par le pouvoir exécutif; après en avoir établi le montant, il s'occupera des recettes, revisera notre système censitaire et recherchera les moyens de mettre notre budget en équilibre. Il serait inadmissible qu'une nation victorieuse, qui va recevoir de l'ennemi vaincu la juste réparation des dommages subis, continuât à vivre d'emprunts. Les ministres, les députés et les sénateurs, se conformeront à un programme dont personne, pensons-nous, ne contestera la légitimité ni l'opportunité.

Chacun sent que le premier article du nouveau tableau de travail doit être la restriction des dépenses. Il faut fermer les voies par lesquelles s'infiltre d'une façon terrible le poison du gaspillage : contre l'étatisme, qui a envahi le domaine industriel et commercial, il faut réagir sans perdre un instant. Au cours de la guerre, non seulement le Parlement n'a refusé aucun crédit au gouvernement, mais il l'a laissé libre de tout

organiser à sa guise. Les conséquences ont été lourdes pour les finances publiques. D'une part, les commande sont été données à des prix souvent excessifs : l'impôt sur les bénéfices de guerre, qui fera rentrer dans les caisses de l'État une fraction notable de cet excédent, corrige en partie cette erreur. On a aussi fait remarquer que les avantages promis aux industriels ont contribué à hâter le magnifique résultat de leurs efforts, grâce auxquels, sur tous les points du territoire, la production des armes et des munitions s'est improvisée et développée d'une façon merveilleuse.

D'ailleurs, cette source de dépense cesse avec la guerre. Mais il est un autre danger bien plus grand et qui, si l'on n'y prend garde, pourrait survivre à la paix, c'est celui des industries d'État et de l'intervention de celui-ci dans l'organisation commerciale du pays. Proclamons-le bien haut : il n'y a pas d'autre remède que le retour à la liberté. Qu'on permette aux négociants et aux manufacturiers de s'approvisionner, aux compagnies de chemins de fer de rétablir, par leurs propres moyens, leurs réseaux endoloris. L'État a des stocks considérables de certaines matières premières : qu'il se hâte de les mettre à la disposition de ceux qui en ont besoin.

Nous venons de vivre une époque tragique et merveilleuse, au cours de laquelle la France, n'ayant qu'un seul but, une seule pensée, a tendu tous ses muscles et ses nerfs en vue d'un effort ininterrompu de 52 mois. Aujourd'hui la paix n'est pas encore signée : mais le canon s'est tu, et notre mentalité doit changer. Après avoir dépensé sans compter, nous avons désormais le devoir de compter avant de dépenser.

Les crédits ouverts à notre gouvernement depuis le 1er août 1914 jusqu'au 31 mars 1919 atteignent le chiffre invraisemblable de 173 milliards de francs. Nous ne pouvons continuer sur ce pied. Le rapporteur général du budget, M. Louis Marin, disait avec beaucoup de raison en déposant ses conclusions sur le bureau de la Chambre : « Il faut que l'esprit d'économie pénètre désormais dans tous les services publics. Le budget établi par le gouvernement n'est même pas un budget de transition ; la situation nouvelle ne s'y reflète que par quelques réductions qui ne correspondent à aucun plan d'ensemble... La vigilance du Parlement n'en demeurera que plus attentive à obtenir des décisions logiques adaptées au

nouvel état de choses... Il faut supprimer toute dépense superflue, en personnel aussi bien qu'en matériel. Nous entendons exiger qu'on ne soumette à notre approbation que des propositions basées sur un programme conçu de manière à donner le sentiment que nous sommes enfin revenus à la paix. »

C'est sur ces sages paroles d'un des représentants autorisés de la France que nous voudrions nous appuyer.

A la fin de 1918, notre dette s'élève à 170 milliards. Les allocations, prolongées pendant plusieurs mois, imposeront un lourd sacrifice, la conversion des bons communaux émis par les municipalités des régions envahies peut entraîner un débours de 2 500 millions; les achats de blé, que l'État paie 75 francs le quintal et qu'il revend 43 francs au consommateur, ont causé une perte de cinq milliards.

Les charges nouvelles à inscrire au budget du chef de l'emprunt de 1918, des intérêts à payer pour les sommes empruntées par l'État français pour faire des avances aux gouvernements alliés, s'élèvent à 1 200 millions : les intérêts de notre dette extérieure (15 milliards avancés par la Grande-Bretagne et 12 et demi par les États-Unis) représentent une somme à peu près égale, 1 150 millions : d'autre part, il faut envisager la réparation des dommages de guerre, pour laquelle il convient de prévoir un premier montant de 25 milliards. L'intérêt annuel de ce capital porterait les charges nouvelles aux environs de quatre milliards. Les pensions aux mutilés sont évaluées à deux milliards et demi. Les indemnités de vie chère qui ont été inscrites au budget extraordinaire ne disparaîtront pas immédiatement.

Le 24 septembre 1918, le ministre des Finances présentait un projet de loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, formant un total de 9 milliards de francs; l'équilibre semblait obtenu. Malheureusement, il n'était qu'apparent. Les impôts nouveaux votés en décembre 1917 ont donné des mécomptes. Le timbre des effets de commerce, qui a été quadruplé, laisse 60 millions de déficit par rapport aux évaluations pour les onze premiers mois de 1918; la taxe sur les paiements, une insuffisance de 460 millions. On estime le revenu des douanes à 1 560 millions, dont la majeure partie est payée par l'État lui-même, qui fut, au cours de la guerre, le principal importateur. Il y a de ce côté une grosse

diminution à prévoir. Le budget ordinaire de l'année nouvelle se soldera certainement par un déficit important.

D'autre part, le 24 décembre 1918, la commission du budget déposait son rapport sur le projet présenté par le gouvernement le 12 décembre et portant ouverture de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils, applicables au premier trimestre de 1919. La demande s'élevait à huit milliards de francs pour la guerre, un demi-milliard pour la marine, un milliard et demi pour les services civils. Il n'y a d'économie, par rapport au dernier trimestre de 1918, qu'au budget de l'armement, réduit de trois milliards. A cette allure, nous aurions encore pour 1919 un programme de 40 milliards.

Or, dans les estimations les plus audacieuses, personne n'admet que nos budgets futurs puissent atteindre la moitié de ce total, qui dépasse celui du revenu de la France.

A coup sûr, la hâte avec laquelle il a fallu, au lendemain de l'armistice, modifier les chiffres antérieurement établis, excuse bien des erreurs. Mais il n'en faut travailler que plus résolument à l'établissement de prévisions plus exactes. En attendant, il est une partie du problème qui est susceptible d'une solution rapide et sur laquelle nous désirons attirer aujourd'hui plus spécialement l'attention de nos lecteurs.

II

La question de la monnaie a des répercussions profondes sur l'ensemble de la situation économique. On sait quelle large part la Banque de France a prise à la création de ressources destinées à financer la guerre. Elle a porté sa circulation à un chiffre que nous eût paru invraisemblable il y a cinq ans, et qui ne saurait être maintenu après la paix sans nous faire courir les plus graves dangers. Des liens étroits rattachent ce côté de la difficulté à l'ensemble envisagé par nous. Nous sommes ici pleinement d'accord avec le ministre des Finances, qui vient de déclarer à la Chambre que c'est là une de ses principales préoccupations.

C'est dans une très large mesure que, parmi les ressources qui ont été mises à la disposition du gouvernement, ont figuré les avances de la Banque de France. Des conventions succes-

sives ont augmenté le chiffre de ces avances, en même temps que celui de la circulation était parallèlement élevé. Avec des alternatives diverses, à une allure tantôt accélérée, tantôt ralentie, après certains reculs dus aux remboursements opérés par le Trésor à la Banque lors des émissions de rentes consolidées, ce chapitre n'a cessé de s'enfler.

Les billets ont servi à faire des prêts au Trésor français ou à des alliés pour compte de la France. Aux derniers jours de 1918, les avances directes de la Banque à l'État ont augmenté de 750 millions, passant de 16 400 à 17 150 millions de francs. Si l'on ajoute à ce dernier chiffre celui de 3 526 millions qui représente les bons du Trésor français escomptés pour avances de l'État à des gouvernements étrangers, on voit que c'est plus de 20 milliards que la Banque de France a prêtés au budget.

Or, il ne faut plus que cette dette augmente. Il convient au contraire d'en envisager l'extinction. Certes, nous ne demandons pas l'impossible ; nous ne réclamons pas le remboursement immédiat de cette somme. Mais nous voudrions que le ministre des Finances s'interdît dès maintenant d'avoir recours à cette façon trop commode de couvrir les dépenses, qui consiste à faire imprimer des billets. Avant la guerre, nous nous contentions d'une circulation de 6 milliards, qui était déjà proportionnellement beaucoup plus considérable que celle de la Grande-Bretagne, des États-Unis, de l'Italie. Aujourd'hui, le portefeuille commercial de la Banque de France, dont la moitié est moratoriée, s'élève à 2 milliards, ses avances sur titres à 1 milliard. Voilà toute l'activité commerciale d'un établissement, dont le bilan se totalise par 34 milliards, et qui est ainsi presque exclusivement au service du Trésor.

De pareils chiffres nous montrent quelle imprudence il y aurait à demander à la Banque d'enfler encore sa circulation. Et cependant, il ne manque ni de publicistes ni d'hommes politiques toujours prêts à s'adresser à elle pour la faire intervenir chaque fois qu'ils ne savent comment créer des ressources. N'a-t-on pas proposé de lui confier un nouveau service, en la chargeant de reporter les fonds publics qui se négocieraient à la Bourse! Elle créerait quelques milliards de billets supplémentaires qui grossiraient la circulation et seraient ainsi gagés par des rentes françaises. Il ne faut pas s'imaginer que ce grand institut, dont la mission essentielle est de fournir du crédit au

commerce légitime, de surveiller l'état monétaire, de régulariser le marché des changes, puisse impunément multiplier des signes fiduciaires dont la base serait constituée par des éléments de plus en plus difficiles à réaliser.

Pénétrons-nous de cette vérité que le papier n'est rien par lui-même; que, seuls, les biens effectifs, immobiliers et mobiliers, terres cultivées, forêts, marchandises, usines, stocks de denrées et par-dessus tout le capital humain, plus précieux à lui seul que tous les autres réunis, constituent une richesse. C'est à la production de cette richesse que doivent tendre nos efforts. Extirpons de la cervelle des ignorants le sophisme qui leur fait croire qu'imprimer un billet, c'est ajouter quelque chose au patrimoine national. Bien au contraire. Lorsqu'on laisse dans la circulation du papier qui n'a pas de fondement, qui ne représente pas une encaisse métallique ou des promesses de payer encaissables à brève échéance, on diminue la fortune publique, parce qu'on provoque un relèvement artificiel des prix. L'exagération des billets est la principale cause de la vie chère.

Méditons à cet égard les paroles que M. Klotz prononçait à la tribune du Sénat le 19 décembre 1918 : « Avant tout, il importe de sauvegarder, à l'intérieur comme à l'extérieur, le crédit du billet français, de le maintenir au-dessus de toute atteinte, en donnant aux créanciers de la Banque l'assurance que le billet pourra, le plus rapidement possible, être remboursé en espèces. » Il ajoutait : « Sans fixer un terme précis pour le remboursement de la dette de l'État, le Gouvernement a, dès le début de la guerre, donné à la Banque l'assurance que ce remboursement serait fait dans le plus court délai possible. » Le ministre a montré combien il est pénétré de cette nécessité en affectant au compte de remboursement du Trésor la contribution due par la Banque sur les bénéfices résultant de ses opérations exceptionnelles. C'est pourquoi nous voyons figurer, au passif du bilan du 26 décembre dernier, un chapitre nouveau de 436 millions, intitulé compte d'amortissement.

C'est d'un bon augure pour la suite des opérations de cet ordre.

M. Ribot, parlant au Sénat le 17 décembre 1918, défendait les mêmes idées : la Banque de France, disait-il, n'est ni une banque agricole ni une banque d'exportation. Il la qualifiait

de banque de réserve qui, dans les moments de crise, apporte son concours puissant par les billets qu'elle économise à l'époque où il ne faut pas la laisser sortir, et il ajoutait : « Si nous ne réduisons pas la circulation aux époques de paix, nous serons condamnés au régime des nations qui ont deux monnaies, la monnaie d'or et la monnaie de papier. »

III

Nos alliés, États-Unis d'Amérique, Angleterre, Italie, ont été beaucoup moins loin que nous dans la voie de l'inflation. Les États-Unis, qui avaient modifié leur législation bancaire à la veille de leur entrée en guerre, n'ont pas émis de nouveaux billets d'État au cours de la lutte ; et, si la circulation des billets de banque s'y est développée, ce fut dans les limites et les conditions prévues par la loi. La Grande-Bretagne n'a pas touché au statut de la Banque d'Angleterre, dont la circulation effective n'a pas cessé d'être inférieure à son encaisse métallique : c'est au moyen de billets de la Trésorerie que satisfaction a été donnée aux besoins accrus des échanges. L'Italie n'a vu s'augmenter le chiffre des billets d'État et de ses trois instituts d'émission que dans des proportions très inférieures aux nôtres. Le tableau suivant indique la situation de la circulation, à la fin de 1918, chez les quatre grandes nations de l'Entente :

	Milliards de francs.
France (Banque de France)	29
Grande-Bretagne (Trésor et Banque d'Angleterre)	10
États-Unis (gouvernement, Banques fédérales et nationales)	22
Italie (État et banques d'émission)	10

La circulation anglaise se composait de 2 milliards de francs de billets de la Banque d'Angleterre et de 8 milliards de billets de la Trésorerie. La circulation américaine comprenait 1 900 millions de *greenbacks* (billets d'État), 2 500 millions de certificats d'argent, 14 milliards de billets des banques fédérales de réserve, 4 milliards de billets des banques nationales, au total 22 milliards de francs.

En France, les avances de la Banque de France à l'État s'élevaient, vers la fin de 1918, à 20 milliards de francs ; le

Trésor anglais, à la même époque, avait émis 8 milliards de billets ; le gouvernement italien avait émis directement 2 milliards et s'était fait avancer 4 milliards par les banques d'Italie, de Naples et de Sicile. Enfin, les banques fédérales américaines avaient escompté pour 7 milliards de francs d'obligations fédérales. Telle était, pour chacun des quatre pays envisagés, la part directe de responsabilité de l'État dans l'augmentation de la circulation. En rapprochant le chiffre des billets de celui de la population, nous trouvons que, chez nous, il circule 730 francs de billets par tête d'habitant, en Grande-Bretagne 200 francs, en Italie 230 francs, aux États-Unis 220 francs.

Si, dans le tableau ci-dessus, nous retranchons les billets émis pour les besoins des gouvernements, nous voyons que, vers la fin de 1918, la circulation correspondant aux échanges normaux était de 9 milliards de francs pour la France ; 2 milliards de francs pour la Grande-Bretagne ; 15 milliards de francs pour les États-Unis ; 4 milliards de francs pour l'Italie. Ces chiffres démontrent une fois de plus que toute l'inflation est due aux exigences du Trésor et que la condition du retour à la vie normale est la rentrée du fleuve dans son lit, c'est-à-dire la réduction du volume de la circulation de papier. Cette réduction, sans se faire brutalement, doit commencer sans délai. Il est essentiel que les gouvernements prennent conscience de leur devoir à cet égard.

IV

Alors que chez nous éclosent des projets plus ou moins chimériques en ce qui concerne la monnaie, nos alliés anglais, selon leur habitude, nous donnent l'exemple d'une saine conception des réalités financières. Un comité de spécialistes, présidé par lord Cunliffe, ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, s'est prononcé pour le maintien presque intégral du système actuel, qui a donné, au cours de la guerre, de si merveilleuses preuves de son efficacité. Tout au plus recommande-t-il de permettre à la Banque d'Angleterre d'augmenter sa circulation normale, au delà de la limite légale, à des conditions qui assureraient la très prompte rentrée de ces billets émis dans des circonstances et pour des besoins exceptionnels. D'autre part, le Comité demande le retrait des billets d'une livre

et d'une demi-livre sterling émis par l'État et qui devront rapidement disparaître avec les circonstances extraordinaires qui en ont provoqué la création.

Nous sommes loin des fantaisies du *Simplex* et autres panacées que des inventeurs jetaient en pâture à la crédulité publique. Le Comité anglais « de la circulation et des changes étrangers » (tel est son titre exact) recommande que le gouvernement cesse le plus tôt possible d'emprunter ; que la politique d'escompte de la Banque d'Angleterre tendant, par l'élévation opportune du loyer de l'argent, à empêcher des retraits d'or par l'étranger ou une expansion excessive du crédit à l'intérieur du royaume soit continuée.

Tout en considérant que l'obligation de la Banque et du Trésor de rembourser leurs billets en or doit être maintenue, le Comité n'estime pas nécessaire de reverser immédiatement de l'or dans la circulation intérieure. Il conseille de rendre l'importation du métal jaune absolument libre, et d'en permettre l'exportation, à condition que les pièces ou lingots soient fournis par la Banque d'Angleterre, dont le contrôle des changes serait ainsi facilité.

Les idées qui dominent de l'autre côté de la Manche sont claires. Quelle que soit l'énormité des charges qui pèsent sur eux, nos amis anglais ne songent pas à en couvrir la moindre part au moyen du papier monnaie. Ils restent fidèles à ce qui a fait la force de leurs finances, l'étalon d'or. Prenons exemple sur eux.

V

C'est toute une mentalité qu'il faut changer, ou plutôt c'est le retour à la mentalité de paix qu'il faut hâter de toutes nos forces. Nous voudrions voir le Parlement revenir à ce qui est son rôle essentiel, celui de défenseur des contribuables, de gardien vigilant du Trésor public. Il a devant lui une quadruple tâche : arrêter le flot des dépenses, en substituant des crédits de paix à des crédits de guerre; équilibrer le budget en demandant à l'impôt les ressources nécessaires et en ne recourant à l'emprunt que pour se procurer dès maintenant la somme correspondant à la partie des réparations dues par l'Allemagne, et qu'elle ne peut payer que par annuités; suppri-

mer au plus vite les industries et les négoces d'État; enfin assainir la monnaie, c'est-à-dire réduire la circulation fiduciaire. Ce dernier devoir est le plus pressant. Il exige un effort énergique : mais le ministre qui aura le courage de s'y dévouer ne tardera pas à trouver sa récompense dans une amélioration générale de la situation, qui aura son contre-coup dans tous les domaines. La diminution du chiffre des billets de banque sera l'affirmation d'une politique nouvelle, celle du retour aux sains principes financiers. Elle contribuera plus qu'aucune autre mesure, à l'abaissement des prix de toute chose et rendra par là à la communauté le plus grand des services.

Cet abaissement proviendra à la fois d'une recrudescence de la production que l'on s'efforce de provoquer sur tous les points du globe et d'un retour à la notion de la saine monnaie, qui s'est perdue dans plusieurs pays et qui pourrait s'obscurcir dans certains autres, si l'on n'y prenait garde. Le jour où l'équilibre sera rétabli entre les signes fiduciaires et les garanties qui doivent être à leur base, le pas décisif dans la bonne voie aura été fait. Le billet de la Banque de France, qui, avec les bons de la Défense nationale et les emprunts en rentes consolidées, a été l'arme financière de cette guerre, doit conserver toute sa valeur ; pour cela, il faut le ramener à sa fonction normale ; il faut qu'il cesse d'être un billet du Trésor pour redevenir l'instrument par excellence du crédit commercial. Au milieu de tant de devoirs qui s'imposent à nous en ce moment et qui sollicitent de tous côtés les énergies nationales, nous croyons que celui dont nous venons de tracer le programme est le premier qu'il convienne de remplir. La monnaie est à la base de toutes les transactions ; en nous occupant d'elle, nous améliorerons toute notre vie économique.

RAPHAËL-GEORGE LÉVY.

SOUVENIRS DE MUSIQUE

A VERSAILLES

Pour le musicien même, comme pour tout autre artiste, comme pour l'historien, pour le poète, Versailles est un des lieux élus de la terre, de notre terre de France. Nous y avons fait, l'automne dernier, une série de pèlerinages mélodieux. Sur quelles indications et avec quel guide! Avec celui-là qu'on peut véritablement appeler le maître de la maison, de l'illustre maison dont nul trésor, aucun secret, ne lui est étranger. Quant aux leçons des manuscrits et des livres, tout habitué de Versailles connaît bien le « délicieux asile, » comme eût dit et chanté Rameau, où c'est un délice en effet de les aller chercher. La bibliothèque de la ville occupe l'hôtel qui fut, au temps de Louis XV et de Choiseul, le ministère des Affaires étrangères. Je ne sais pas de plus magnifique demeure, de retraite plus favorable à la pensée, à la songerie. Le rez-de-chaussée forme une suite de salles ou de salons blanc et or, que séparent ou plutôt que relient de hautes et larges baies cintrées. Au-dessus de chacune est peinte une vue de la capitale du pays auquel se rapportent les archives et documents conservés dans la pièce. Tout ici respire la grandeur et la gloire, la noblesse et l'élégance du passé. Ainsi le caractère et la beauté de ces chambres d'étude répond et ressemble de quelque manière à celle des âges mêmes que nous y venons étudier.

Sortons maintenant de la bibliothèque, sortons-en chaque jour, avant le déclin du jour. Gagnons le parc et le château. Allons rêver sur les terrasses, le long des parterres, des bassins, et sous les plafonds peints ou dorés. N'oublions ni la chapelle,

ni le théâtre. Partout les récits, les figures du passé vont s'animer et vivre. Les idées se feront images. Après les livres, et mieux encore, voici que les choses, que les lieux parlent, que même ils chantent. On écoute alors autant qu'on regarde. Aux visions, aux reflets, se mêlent des échos, et l'on croit entendre les sons, — il en est d'immortels, — que l'air de Versailles, l'air qu'ici l'on respire, a formés.

Des trois rois de France qui, pendant un peu plus d'un siècle, firent de ce château le siège et comme l'emblème de la royauté, le premier et le plus grand fut seul un roi musicien. On a dit avec raison de Louis XIV qu' « on ne saurait toucher par aucun côté l'histoire de la musique française sous son règne, sans apercevoir la trace de sa volonté souveraine (1). » S'il ne chantait pas comme son père, s'il ne jouait d'aucun instrument, il dansait. Pour lui, selon lui, fut créée notre tragédie lyrique. Sous son influence et comme par son ordre, pour flatter son goût de la magnificence, la musique d'église imita la musique de théâtre et les motets de la chapelle royale ressemblèrent à des morceaux d'opéra. La fortune d'un Lulli témoigne avec assez d'éclat de la prédilection du Roi pour les musiciens. Un du Mont, un Robert, un de La Lande, jouirent également de l'estime et de l'amitié royale. D'après une notice anonyme, il se peut que Louis XIV ait non seulement encouragé, mais dirigé les débuts de La Lande, en examinant « plusieurs fois le jour » les « petites musiques françaises » qu'il lui fit d'abord écrire et « retoucher » jusqu'à parfaite satisfaction.

Les « petites musiques » n'auraient pas été, si l'on en croit La Fontaine, celles que préférait le Grand Roi :

> Grand en tout, il veut mettre en tout de la grandeur;
> La guerre fait sa joie et sa plus forte ardeur ;
> Ses divertissements ressentent tous la guerre ;
> Ses concerts d'instruments ont le bruit du tonnerre,
> Et ses concerts de voix ressemblent aux éclats
> Qu'en un jour de combat font les cris des soldats (2).

Mais il se plaisait également à de moins bruyants et plus paisibles concerts. Parmi les virtuoses étrangers qu'il écoutait

(1) Michel Brenet, *les Concerts en France sous l'ancien régime* (Fischbacher).
(2) Epître a M. de Niert sur l'Opéra.

volontiers, les contemporains citent une certaine cantatrice romaine appelée la Casciata, le violoniste saxon Westhoff, et même un trompette anglais, dont le *Mercure* ne sait écrire le nom, à cause de l'orthographe, qu'il qualifie de « tudesque (1). » Mme de Sévigné nous apprend (lettre du 7 août 1675), que chez « *Quanto* » (Mme de Montespan), « il y a des musiques tous les soirs. » Il en fut ainsi plus tard (en 1704), chez Mme de Maintenon. Ajoutons encore les « musiques de table » (d'un Philidor, d'un La Lande), pendant les soupers du Roi et les concerts des vingt-quatre violons sur le grand escalier. Voilà pour ce qu'on pourrait appeler l'ordinaire de la musique de chambre.

L'opéra même se donnait fréquemment au château. Il était presque de règle, et d'étiquette, que les ouvrages de Lulli parussent d'abord à la cour. Le Roi s'en réservait la primeur. *Alceste*, au mois de novembre 1673, est « répétée » ainsi, chez Mme de Montespan. « L'opéra passera tous les autres, » écrit encore Mme de Sévigné. Peu après, elle y revient : « On répète souvent la symphonie de l'opéra ; c'est une chose qui passe tout ce qu'on a jamais ouï. Le Roi disait l'autre jour que s'il était à Paris, quand on jouera l'opéra, il irait tous les jours. Ce mot vaudra cent mille livres à Baptiste. » Enfin, du 8 janvier 1674, quelques jours avant la représentation publique : « L'opéra est un prodige de beauté ; il y a déjà des endroits de la musique qui ont mérité mes larmes. Je ne suis pas seule à ne les pouvoir soutenir : l'âme de Mme de la Fayette en est alarmée. » *Proserpine* (1680) ne fera que redoubler encore l'admiration de la sensible marquise : « L'opéra est au-dessus de tous les autres... Il y a une scène de Mercure et de Cérès qui n'est pas bien difficile à entendre. Il faut qu'on l'ait approuvée, puisqu'on la chante. » Ladite scène faisait allusion au déclin de l'amour du Roi pour Mme de Montespan. Alors, d'année en année, les ouvrages de Lulli se succèdent à Versailles. *Persée* est représenté (juillet 1682) sur un théâtre dressé dans la cour du château. La pluie étant survenue, on dispose, le soir même, un second théâtre improvisé dans la salle du Manège. « La symphonie parut admirable et le Roi dit à M. de Lully qu'il n'avait point vu de pièce dont la musique fût plus également belle partout. » Le 6 janvier de l'année suivante, c'est le tour de

(1) Michel Brenet, *op. cit.*

Phaéton, exécuté par la troupe, venue de Paris, de l'Académie de musique, et dédié au Roi en ces termes : « Ce n'est pas seulement une musique de ma composition que je vous offre, mais aussi une nombreuse Académie de musiciens que je vous présente. Vous m'avez permis de la former. Je me suis appliqué à l'instruire et, après l'avoir fait exercer devant le peuple de la plus florissante ville du monde, j'ai enfin la satisfaction de voir que le plus grand Roi qui fut jamais ne la juge pas indigne de paraître devant lui. » Au printemps de 1684, des fragments d'*Amadis* sont joués chez la Dauphine, en concert, « sans danse et sans habits. » Dans les premiers jours de janvier 1685, représentation de *Roland*, au manège de la grande écurie. En mars, *Amadis* encore. « Le Roi le trouva fort beau (1). » Enfin, si l'*Armide*, en 1686, est donnée à Paris d'abord, et non point à Versailles, c'est au mauvais état des finances qu'un tel manquement à l'ordre habituel et protocolaire doit être attribué.

Mais voici que le Roi commence à pencher vers la dévotion. Les musiciens aussitôt de suivre l'inclination du maître. C'est le temps des grandes compositions religieuses de Lulli : de son *De Profundis* (1683) et de son *Quare fremuerunt*, exécuté à Ténèbres, le jeudi saint 19 avril 1685. Un recueil, publié en 1684, « rassemble des motets de du Mont, de Robert et de Lulli, » et fut gravé par « exprès commandement du roi, » afin de constituer le répertoire de la chapelle de Versailles (2). » Une autre collection, formée par l'aîné des Philidor quelques années plus tard, (Versailles, 1697), comprend un certain nombre de « motets de MM. de La Lande, Mathan, Marchand l'aîné, Couperin et Dubuisson, qui servent dans les départs de Sa Majesté de Versailles à Fontainebleau et de Fontainebleau à Versailles, avec une petite musique qui reste pour les messes des derniers jours, pendant que toute la musique prend les devants, afin de se trouver tous à la messe du premier jour. » Ainsi la plus grande partie de la chapelle royale précédait le Roi, dans ses déplacements, afin d'assurer l'exécution de la messe solennelle dès l'arrivée de Sa Majesté.

Sur le programme musical de cette messe, sur le service et le personnel de la chapelle du Roi, nous trouvons de nombreux et précieux documents dans le bel ouvrage consacré par

(1) Dangeau.
(2) *Lulli*, par M. Lionel de la Laurencie. 1 vol. Alcan (*Les maîtres de la musique*).

M. Henri Quittard à du Mont, un maître dont Versailles évoque, impose le souvenir, et qui fut supérieur même à Lulli dans l'ordre religieux (1). A l'époque où du Mont prit la direction de la maîtrise royale (en 1663), celle-ci ne comprenait guère plus de vingt-quatre chanteurs, en dehors du chœur des enfants. « A la messe du Roi, » nous apprend encore M. Quittard, « on exécute ordinairement trois motets : l'un assez long, qui dure depuis le commencement jusqu'à l'Élévation, c'est-à-dire environ un quart d'heure ; un autre à l'Élévation, plus simple et plus court, dit par deux ou trois voix choisies, lequel va jusqu'à la Post-Communion ; et, pour finir, un *Domine salvum* avec tout le chœur. Tel est le programme de tous les jours. Quant aux offices plus solennels des fêtes, la disposition en reste à peu près pareille, sauf que les morceaux pourront être de proportions plus amples. Les grands motets en plusieurs parties, écrits sur le texte entier d'un psaume, ont dû trouver là leur emploi. »

Aussi bien, dans le Versailles d'aujourd'hui, les souvenirs musicaux, sacrés ou profanes, du règne du Grand Roi, ne savent plus guère, en quelque sorte, où se fixer. Ils flottent un peu dans l'air et sur les eaux. La chapelle que nous admirons ne fut achevée qu'en 1710. Il ne subsiste rien de celles qu'elle a remplacées. Tout a disparu, de ces théâtres de fortune, splendides et fragiles décors, chefs-d'œuvre de luxe et d'élégance, nés du caprice d'un jour. En 1668, après la campagne de Flandre et de Franche-Comté, le Roi, désireux de plaire encore à La Vallière et déjà peut-être à Montespan, fait élever dans le parc une salle tendue des tapisseries de la Couronne, éclairée par trente-deux lustres de cristal. Trois mille spectateurs y applaudissent « une agréable comédie de Molière » (*George Dandin*), avec symphonie, « la plus surprenante et la plus merveilleuse qui fut jamais, » quelques scènes chantées par les plus belles voix du monde, diverses entrées de ballet, et, pour finir, *le Triomphe de Bacchus*, qui fut le triomphe de Lulli.

Déjà, quatre années auparavant, au mois de mai 1664, en ce même Versailles qui « commençait, » rapporte Molière, « d'être un séjour délicieux, sans approcher de la grandeur dont il fut depuis (2), » *les Plaisirs de l'île enchantée* avaient duré trois

(1) *Un musicien en France au XVIIe siècle. Henry Du Mont* (1610-1684), par M. Henri Quittard. (*Au Mercure de France.*)

(2) Molière, *Relation sur les fêtes de Versailles.*

jours. Le troisième jour, il y eut « trois îles sur un rond d'eau; deux » étaient « couvertes de musiciens. » Un autre jour, une sorte de camp avait été établi pour une course de bagues. La nuit venue, « le camp fut éclairé de lumières et, tous les chevaliers s'étant retirés, on vit entrer l'Orphée de nos jours, — vous entendez bien que je veux dire Lulli, — à la tête d'une grande troupe de concertants, qui, s'étant approchée au petit pas et à la cadence de leurs instruments, se séparèrent en deux bandes à droite et à gauche du haut dais, en bordant les palissades du rond. Les violons jouèrent pendant l'entrée des quatre saisons, dont les montures étaient un cheval d'Espagne pour le printemps, et, pour les autres, un éléphant, un chameau et un ours. » C'est par une telle nuit qu'un vent léger s'éleva, mais n'éteignit point les flambeaux : « un peu de vent, » raconte encore Molière, « qui sembla n'avoir augmenté que pour faire voir que la prévoyance et la puissance du Roi étaient à l'épreuve des plus grandes incommodités. » Voilà peut-être une occasion, voire une raison, et même historique, de corriger ainsi le vers fameux de la *Rose de l'Infante :*

Tout sur terre appartient aux *rois*, *même* le vent.

Louis XV, assure un contemporain, avait la voix la plus fausse de son royaume. Il était cependant sensible à la musique. La Reine témoignait pour l'art musical d'un goût très vif, sinon tout à fait pur. Le Dauphin, Mesdames, la marquise de Pompadour, l'aimaient également. Un peu plus tard, Marie-Antoinette la chérira davantage encore. Ainsi, de siècle en siècle, de règne en règne, Versailles demeure mélodieux.

Le duc de Luynes, en ses *Mémoires*, écrit de Marie Leczinska : « Elle aime la musique. » Il est vrai qu'autre part il ajoute : « mais elle aime encore mieux le cavagnole, quoiqu'elle n'en convienne pas... » Ailleurs : « Elle joue de plusieurs instruments, médiocrement à la vérité, mais assez pour s'amuser. Elle a la voix fort petite, mais fort douce. » Aussi bien, d'après le président Hénault, l'auguste musicienne ne s'en faisait point accroire : « Elle se moquait d'elle-même, quand elle se méprenait, avec cette gaieté, cette douceur, cette simplicité, qui siéent si bien à de si illustres personnages. »

Elle avouait même sa faiblesse pour un genre de musique

assez peu relevé : les imitations. « Le premier de ce mois (août 1727), le sieur Lœillet, musicien de l'électeur de Bavière, qui possède divers instruments et qui sait les allier avec un talent admirable, divertit beaucoup la Reine et toute sa cour. Il commença par le basson, le violon, la flûte allemande, la flûte douce, la flûte à voix (?), en faisant deux parties, et le hautbois. Il passa ensuite derrière un paravent et chanta un motet à quatre parties, accompagné d'un violon et de deux flûtes. Le sieur Lœillet fit entendre encore les deux flûtes et une voix qui chantait la basse, à quoi un grand chœur de musique succéda. Il parut interrompu par une querelle et batterie, où l'on croyait entendre des cris de femmes et d'enfants, le bruit que font des hommes l'épée à la main, et le tumulte que pourraient faire quarante personnes, qu'on entendait crier au secours, au guet, et l'arrivée du guet, à pied et à cheval. La Reine, ne pouvant s'imaginer qu'un homme seul pût faire tant de différentes parties, fit entrer le sieur Lœillet dans sa chambre en présence de tout le monde et Sa Majesté loua beaucoup un talent si extraordinaire (1). »

La Reine pourtant ne laissait pas de prendre plaisir à de plus sérieux concerts. Le duc de Luynes encore parle d'une fête nautique offerte à Sa Majesté par la Duchesse d'Orléans (avril 1736). « Il y eut une musique dans les bateaux, nombreuse et bonne ; mais, le vent étant contraire, on ne l'entendit point du tout du pavillon. » Cette fois, le grand Roi n'était plus, les vents n'avaient point obéi. Les gazettes de l'époque relatent fréquemment des séances musicales données chez la Reine. Destouches en ordonna plus d'une, sur le modèle des concerts spirituels récemment fondés à Paris. Mais les « imitations » reprenaient bientôt l'avantage et l'on rapporte qu'en 1746 encore, la Reine, étant un jour à dîner, se divertit grandement aux exercices que fit, en ce genre, « la demoiselle Marianne, Allemande. »

Le Dauphin paraît avoir été meilleur musicien, et plus sérieux, que sa mère. En quoi ses sœurs, Mesdames, lui ressemblaient. Dans la pièce qui lui servait de cabinet, au rez-de-chaussée du château, à l'angle de la façade principale, du côté de l'Orangerie, le prince avait fait placer un orgue. C'est à

(1) *Le Mercure de France*, cité par Michel Brenet. *Les concerts en France sous l'ancien régime.*

l'occasion de son premier mariage avec l'infante d'Espagne, en 1745, que fut édifié le théâtre provisoire de la Grande Écurie, que nous montre encore, disposé en salle de bal, un admirable dessin de Cochin. Là fut représentée, le 23 février, *la Princesse de Navarre*, comédie-ballet en trois actes, de Voltaire pour les paroles, et, pour les divertissements, de Rameau. Au mois de décembre suivant, l'ouvrage fut repris, à Versailles toujours, sous une autre forme, purement lyrique, et sous ce titre, différent aussi : *Les Fêtes de Ramire*. Voltaire se prêta d'assez mauvaise grâce à la transformation littéraire. Pour les raccords musicaux, récitatifs ou petits airs destinés à relier ensemble les morceaux de la partition primitive, c'est à Rousseau qu'on s'adressa d'abord. Il accepta tout de suite, et de bon cœur. Dans une lettre à Voltaire, il l'assure que « depuis quinze ans il travaille pour se rendre digne de ses regards » et le prie de lui signaler les endroits « où il se serait écarté du beau et du vrai, c'est-à-dire de sa pensée » (à lui, Voltaire). « Quel que soit pour moi le succès de ces faibles essais, ils me seront toujours glorieux s'ils me procurent l'honneur d'être connu de vous. » Voltaire aussitôt de répondre, dans le même style, félicitant Rousseau, poète et musicien, « de réunir deux talents qui ont toujours été séparés jusqu'à présent : deux bonnes raisons pour moi de vous estimer et de chercher à vous aimer. » On sait de reste ce qu'il advint plus tard de cette connaissance, de cette estime et de cette amitié. Quoi qu'il en soit, dès la première répétition des *Fêtes de Ramire*, le travail de Rousseau parut insuffisant et c'est à Rameau que fut remis le soin d'assurer sous une nouvelle forme la représentation de son œuvre primitive, où d'ailleurs plus d'une retouche de Jean-Jacques a subsisté. Déjà, deux mois auparavant, le 27 novembre, sur le même théâtre, un autre ouvrage de Voltaire et Rameau, *le Temple de la Gloire*, avait été donné. C'est de cette année 1745 que date la faveur de Rameau. Nommé compositeur de la Chambre du Roi, « désormais il n'y eut pas, dans la famille royale, une noce ou un baptême où l'on ne voulût entendre un divertissement de sa façon (2). »

(1) Voir l'ouvrage de M. Julien Tiersot : *Jean-Jacques Rousseau* (Alcan, collection des *Maîtres de la Musique*).

(2) *Rameau*, par M. Louis Laloy ; chez Laurens (collection des *Musiciens célèbres*).

La même année qui vit le triomphe de Rameau fut marquée par l'avènement de Mme de Pompadour. La favorite, au dire de Collé, ne goûta jamais beaucoup la musique du maître bourguignon. Mais elle en aima d'autre, et cet amour ne fut pas son plus mauvais moyen de plaire et de régner. Dès sa prime jeunesse, un des nombreux talents de la petite Poisson, l'un des charmes de « Reinette, » comme l'appelaient ses familiers, fut le chant. Elle y avait été formée par le célèbre Jélyotte (1). Déjà le monde, un certain monde du moins, l'invitait à se faire entendre. Un jour, à l'hôtel d'Angervilliers, la jeune fille chanta le grand air de l'*Armide* de Lulli « et charma tellement Mme de Mailly, que celle-ci la voulut embrasser (2). » Mariée et châtelaine, « la divine d'Étioles, » comme l'appelait Voltaire, ne manqua pas d'accorder une place, et non la moindre, à sa chère musique, dans les plaisirs qui retenaient autour d'elle une véritable cour. Au lendemain d'un souper qu'il avait fait à Paris avec elle en 1742, le président Hénault écrit à Mme du Deffand : « Elle sait la musique parfaitement, elle chante avec toute la gaieté et tout le goût possibles, sait cent chansons, joue la comédie à Étioles sur un théâtre aussi beau que celui de l'Opéra, où il y a des machines et des changements (3). »

Trois ans plus tard, Mme d'Étioles est devenue la marquise de Pompadour. Elle n'en restera pas moins fidèle à son art favori. Avec elle et par elle, la musique règne à la cour. C'est l'année du premier mariage du Dauphin, l'année de Fontenoy. *La Princesse de Navarre*, nous l'avons dit, est représentée dans la salle du manège. Dans la grande salle du château, l'on donne un opéra : *Zaïdé;* un autre : *Jupiter vainqueur des Titans*, sur le théâtre de la Grande Écurie. En 1746, les fêtes musicales se succèdent encore : concerts chez la Reine, opéras et ballets, dont la *Zéliska*, de Jélyotte, fait fureur. A sa vie même la plus intime, à ses tête-à-tête avec le Roi, s'il s'ennuie ou se lasse, Mme de Pompadour, pour le distraire ou le retenir, sait mêler la douceur apaisante des sons. Cachée et comme perdue avec lui dans le dédale impénétrable des Petits Appartements, des

(1) Sur Mme de Pompadour et la musique, voir l'ouvrage de M. Pierre de Nolhac : *Louis XV et Mme de Pompadour*. Nous y avons largement puisé.

(2) M. de Nolhac.

(3) Cité par M. de Nolhac.

Petits Cabinets, « quand le front royal se rembrunit, elle se met au clavecin, chante l'opéra en vogue ou l'une de ces simples chansons du temps, fraîches et joyeuses, qui conviennent aux harmonies délicates de sa voix (1). »

Comédienne et musicienne, il lui faut bientôt un théâtre, son théâtre privé, de musique et de comédie. La comédie de salon commençait alors d'être à la mode. Une femme qui prétendait, — comme tant d'autres, — à la faveur royale, « Mme de la Marck, en avait pris l'initiative et jouait l'opéra dans son appartement du château avec une troupe formée de ses amis sans aucun acteur de profession (2). » La marquise eut bientôt résolu de faire de même, et mieux encore. Nous avons le tableau du personnel et les statuts de la compagnie qu'elle forma. Au nombre des « sujets » figuraient les ducs de Nivernais et de Duras, MM. d'Ayen, de Meuse et de Croissy, Mmes de Sassenage et de Pons, la duchesse douairière de Brancas. M. de La Vallière (un troisième duc) était régisseur et l'abbé de la Garde soufflait. Aussi bien, nul n'était admis à l'honneur de monter sur cette scène, qui n'eût déjà paru sur une autre. Et voici quelques articles du règlement, relatifs et favorables aux dames. « Article 7. Les actrices seules jouiront du droit de choisir les ouvrages que la troupe doit représenter. — Article 8. Elles auront pareillement le droit d'indiquer le jour de la représentation, de fixer le nombre des répétitions, et d'en désigner le jour et l'heure. — Article 9. Chaque acteur sera tenu de se trouver à l'heure très précise désignée pour la répétition, sous peine d'une amende que les actrices seules fixeront entre elles. — Article 10. On accorde aux actrices seules la demi-heure de grâce, passé laquelle l'amende qu'elles auront encourue sera décidée par elles seules (3). »

Le répertoire du Théâtre des Petits Cabinets ne fut d'abord que de comédies. On débuta par *Tartuffe*, où Mme de Pompadour joua sans doute le rôle de Dorine. Un orchestre peu nombreux exécutait quelques intermèdes. L'auditoire comptait seulement, y compris le Roi, quatorze personnages, du plus haut rang. Peu à peu la musique et la danse, où la marquise excellait également, alternèrent avec la comédie. Le Dauphin et la Dauphine furent invités. Un soir, le 18 mars 1747, la Reine

(1, 2, 3) *Louis XV et Mme de Pompadour*, par M. de Nolhac.

elle-même ne put refuser de paraître. Le spectacle choisi pour elle commença par *le Préjugé à la mode*, de la Chaussée, que suivit un petit opéra de Mondonville, *Bacchus et Érigone*. « Mme de Pompadour joua tout au mieux : elle n'a pas un grand corps de voix, mais un son fort agréable, de l'étendue même dans la voix; elle sait bien la musique et chante avec beaucoup de goût. Elle fait Érigone. Mme de Brancas, qui fait Antinoé, joue assez bien; elle a une grande voix, mais ne chante pas avec le même goût que Mme de Pompadour... Les danses, qui sont faites par Deshayes, de la Comédie italienne, sont fort jolies; il n'y a de femme qui danse que Mme de Pompadour. M. de Courtenvaux, qui est un grand musicien, danse avec une légèreté, une justesse et une précision admirables. Mme la Dauphine, qui était enrhumée, ne put venir à ce petit spectacle; ainsi il n'y avait que le Roi, la Reine, M. le Dauphin et Mesdames, sans aucune représentation : le Roi et la Reine sur des chaises à dos, M. le Dauphin et Mesdames sur des pliants (1). »

Deux ans plus tard, la favorite se donna le plaisir de paraître sur un autre théâtre. A sa demande et suivant ses indications, le Roi l'avait fait construire dans le grand escalier des ambassadeurs, à la place où les violons de Louis XIV donnaient autrefois leurs concerts. Salle, scène, machinerie, tout l'édifice pouvait se démonter en dix-sept heures et se remonter en vingt-quatre. La dépense fut de soixante-quinze mille livres. D'aucuns, assure-t-on, en murmurèrent. Ce qu'ayant appris, Mme de Pompadour, un matin, à son lever, se plaignit à son tour : « Qu'est-ce qu'on dit? Que le nouveau théâtre coûte deux millions? Je veux bien que l'on sache qu'il ne coûte que vingt mille écus, et je voudrais bien savoir si le Roi ne peut mettre cette somme à son plaisir. Et il en est ainsi des maisons qu'il bâtit pour moi. »

Cochin, à qui l'on doit une vue du théâtre de la Grande Écurie, a peint également, à la gouache, ce théâtre du Grand Escalier pendant une représentation d'*Acis et Galatée*, de Lulli. Acis, c'est le vicomte de Rohan. Mme de Pompadour (Galatée) « porte une grande jupe de taffetas peinte en roseaux et coquillages, un corset rose tendre et une mante de gaze vert et argent, en un mot tout son costume de la soirée du 23 jan-

(1) Cité par M. de Nolhac.

vier 1749. Dans la tribune se reconnaissent, auprès du Roi, vêtu de gris, la Reine et les trois Mesdames, Henriette, Adélaïde et Victoire, toutes tenant à la main le livret de l'opéra. L'étroit balcon à un seul rang où les spectateurs ont le cordon bleu, et le parterre au-dessus des musiciens, réunissent une petite assemblée de choix, habits clairs et perruques poudrées, grands seigneurs, gens de lettres, amis personnels de la marquise (1). »

Les années passent et, dans les cérémonies mondaines et religieuses de la Cour, la musique ne perd pas ses droits. *La Gazette de France* continue d'annoncer ou de relater des messes, vêpres ou saluts solennels, des concerts chez la Reine, chez le Dauphin et chez la Dauphine. C'est en ce temps-là qu'auraient pu se rencontrer et se connaître à Versailles, inégaux par l'âge et le génie, les deux futurs auteurs de l'un des chefs-d'œuvre de la comédie littéraire et de la comédie musicale. On sait que « Beaumarchais, venu pour la première fois à Versailles comme horloger, y reparut en qualité de musicien (2). » Les familiers du château connaissent bien, au premier étage de l'aile droite, une pièce de petites dimensions, qui donne, par une seule fenêtre, un peu en retrait, sur la cour royale. La décoration, de deux ors différents, en est exquise. Au plafond, dans l'une des voussures, une joueuse de lyre, en or jaune, trône sur un nuage d'or vert. C'est ici le salon de musique de l'excellente musicienne, que fut Mme Adélaïde. C'est ici que Beaumarchais, vers sa trentième année, jouait de la harpe et chantait devant « Loque » et ses sœurs, qu'il leur donnait des leçons et dirigeait leurs concerts. Le Roi, la Reine et le Dauphin y assistaient volontiers. On rapporte qu'un jour le Roi daigna céder son fauteuil au virtuose favori de ses filles. Enfin, c'est dans le même salon, — et cet autre souvenir le consacre encore davantage, — que se posèrent sur le clavecin de Mesdames les mains enfantines de Mozart.

Wolfgang arriva pour la première fois à Versailles le 25 décembre 1763. Il était âgé de sept ans. Sa première visite fut pour la chapelle. Son père écrit un mois après : « Nous sommes arrivés le soir de Noël, et nous avons assisté, dans la

(1) M. de Nolhac, *op. cit.*

(2) *Beaumarchais*, par M. André Hallays. (Hachette. *Les grands écrivains français.*)

chapelle, aux trois saintes messes de la nuit. J'ai entendu à Versailles de bonne et de mauvaise musique. Tout ce qui était pour des voix seules et qui devait ressembler à un air, était vide, glacé et misérable, c'est-à-dire français; mais les chœurs sont bons et même excellents. Aussi suis-je allé tous les jours, avec mon petit homme, à la messe du Roi dans la chapelle royale, pour entendre les chœurs dans les motets qui se chantent à tous les offices. La messe du Roi est à une heure, sauf quand il va à la chasse; ces jours-là, sa messe est à dix heures, et la messe de la Reine à midi et demi. » En cette même chapelle, Mozart ne se contenta pas d'écouter : il joua de l'orgue, devant la cour, avec un vif succès.

Mme de Pompadour voulut le voir et l'entendre. Belle encore, au dire du père Mozart, imposante, ayant dans les yeux quelque chose de l'impératrice Marie-Thérèse, la marquise fit placer le petit garçon debout sur une table, devant elle. Mais comme il lui tendait les bras pour l'embrasser, elle le repoussa. L'enfant alors de demander, avec dépit : « Quelle est donc celle-ci, qui ne m'embrasse pas? L'Impératrice m'a pourtant embrassé. »

La famille royale, au contraire, l'accueillit le plus gracieusement du monde. Le jour du nouvel an 1764, Wolfgang, avec son père, sa mère et sa sœur, est admis au grand couvert. La Reine le prend à côté d'elle, lui parle allemand et le bourre de friandises. Au mois de mars, invité par Mesdames, il présente à Madame Victoire, et peut-être il les lui joue, deux sonates de sa composition, dédiées à la princesse. Deux ans après, repassant par Versailles, il s'y fait encore entendre. Ainsi, dans le salon doré, sous les voûtes de la chapelle, parmi tant de figures ou d'ombres illustres qui nous reviennent en mémoire, l'une des plus grandes est celle d'un enfant, ou, comme a dit Gœthe, se rappelant Mozart, d'un « petit bonhomme, avec sa perruque frisée et son épée. »

A Versailles cependant, le goût de la musique ne faisait que s'accroître. Des théâtres de fortune, comme ceux du Manège, de la Grande-Écurie ou du Grand-Escalier, ne pouvaient désormais plus suffire aux représentations. Louis XV décida la construction d'un théâtre définitif, d'un théâtre d'opéra. Ce fut le chef-d'œuvre de Gabriel. On l'admire encore aujourd'hui. Mais, hélas! on ne peut plus l'admirer tout entier. « C'était la plus belle salle de France, et la richesse de l'ornementation

sculpturale, achevée depuis peu pour l'arrivée de la Dauphine (1), l'avait déjà rendue célèbre en Europe. Les boiseries étaient peintes en marbre vert antique, avec tous les reliefs d'or mat, et tendues de velours bleu. Un architecte moderne a modifié à tort, en changeant les tons, le caractère de cette salle, où l'Assemblée nationale devait plus tard trouver un refuge (2). » En y entrant, l'on pourrait s'écrier : « Quel état, et quel état ! » D'un ensemble parfait autrefois, pas un élément, proportions, lignes, couleurs, qui n'ait souffert quelque injure. L'exhaussement du plancher a presque supprimé le pourtour du rez-de-chaussée. Partout des cloisons ont aveuglé les baies qui s'ouvraient de place en place. Enfin, un hideux badigeon rouge brun a remplacé le vert antique et le bleu rehaussé d'or. Heureusement l'ornementation générale n'a pas péri tout entière. Les sphinx et les aigles, en petit nombre, se mêlent aux emblèmes royaux. Les pilastres et les colonnes de l'avant-scène ont gardé leur opulence corinthienne, et celles de la première galerie mirent encore dans les panneaux de glace du fond la grâce de leur silhouette ionique. Sauf la couleur toujours, l'abominable couleur, le foyer reste quelque chose d'exquis. Dans la décoration, les attributs de la musique s'unissent à ceux de l'amour. Deux statues de femme s'appuient contre les parois : l'une joue de la lyre et l'autre, comme l'antique Euterpe, du chalumeau. Enfin, au-dessus de la porte et sur la muraille opposée, deux admirables figures de Pajou se regardent : Apollon et Vénus, que les Amours environnent.

C'est à l'occasion du mariage du Dauphin avec Marie-Antoinette que se fit, le 18 mai 1770, l'inauguration du nouveau théâtre. On représenta le *Persée*, de Quinault et Lulli, revu et corrigé pour la circonstance. Un acte sur cinq fut supprimé. On donna plus de place aux divertissements et aux ballets, aux machines et aux « gloires ; » on en laissa moins aux récitatifs, remplacés par des « doubles croches à l'italienne. » On adjoignit même aux figurants un certain nombre de soldats des Gardes françaises. Et pourtant, rapporte Bachaumont en ses *Mémoires*, « malgré toutes les précautions qn'on a prises pour renforcer la musique, il a paru singulier que, pour début, on assomme Madame la Dauphine, dont l'oreille n'a entendu jus-

(1) Marie-Antoinette.
(2) M. de Nolhac, *la Reine Marie-Antoinette.*

qu'ici que les meilleurs ouvrages des grands maîtres d'Italie, d'un récitatif français que l'on sait être insupportable pour ceux qui n'y sont pas faits. » Même note dans le Journal de l'Intendant des Menus : « Il est vrai que c'est un opéra bien sérieux pour quelqu'un qui ne connaît pas le spectacle et qui n'aime pas la musique. »

Il n'est rien, au contraire, que la Dauphine, puis la reine Marie-Antoinette, ait aimé davantage. On assure qu'un architecte d'alors, cherchant le sujet d'une fontaine monumentale, aurait trouvé celui-ci : « Apollon, dieu de la musique, rend hommage à Sa Majesté des progrès nouveaux de la musique en France. » Gluckiste passionnée, peut-être Marie-Antoinette se montra-t-elle peu sensible au génie de Lulli, s'il est vrai, toujours selon Bachaumont, que l'audition de *Persée* répandit « un ennui général sur toutes les physionomies. » Quelques jours après, *Castor et Pollux*, de Rameau, ne réussit pas davantage. « Le sieur Legros a crié plus que chanté, ce qui a gâté infiniment la beauté de la scène. » Trois ans plus tard, au contraire, l'*Ernelinde*, de Philidor, obtiendra le plus vif succès, mais le devra surtout à la pompe du spectacle, extrêmement imposante. » Il y avait, dans une action, quatre cents grenadiers à cheval sur le théâtre. On sent quel effet a dû produire une telle nouveauté (1). » Cette cavalerie annonçait, de loin, certain épisode, équestre aussi, du ballet de la *Juive* et justifiait d'avance le sobriquet d'opéra-Franconi, que devait recevoir un jour le grand opéra français.

Plus le goût de la musique de théâtre se développait à la cour, et plus la musique religieuse s'efforçait de ressembler à la musique de théâtre. Un plan de la chapelle royale, dressé en 1773 par Metoyen, « ordinaire de la musique du Roi, » nous a conservé l'état du personnel et la disposition des exécutants pendant les offices. Instrumentistes et chanteurs étaient au nombre d'une centaine. Ainsi la musique d'église imitait déjà de son mieux la musique d'opéra. On sait trop que depuis elle n'a guère cessé de poursuivre le même idéal, et d'y atteindre.

Quant à la musique intime, deux petits salons, dans l'immense château, demeurent consacrés par elle et, discrète-

(1) Bachaumont.

ment, gardent son souvenir. Nous avons parlé du salon de Madame Adélaïde. L'autre, également intact, est celui de Marie-Antoinette. Encore plus retiré, presque mystérieux, prenant jour, — et quel jour avare! — sur une pauvre cour intérieure, il avait été naguère la chambre à coucher du duc de Bourgogne. La musique y est évoquée par un des motifs de la décoration nouvelle : des lyres suspendues à de fines et souples guirlandes. Ici, dans cette chambre étroite et triste, parmi les dorures pâlies, de tendres, et mélancoliques, et tragiques échos flottent encore. Ici la Reine se plaisait à jouer du clavecin, à chanter, de sa voix un peu incertaine, mais douce, les mélodies de Mozart, celles de Grétry, celles de Gluck, son favori, qui plus d'une fois eut l'honneur de l'accompagner. Ici la voix chaude du jeune Steibelt faisait tomber en pâmoison « les belles écouteuses. » Ici l'on applaudit Salieri, et le petit harpiste d'Alvimare, un enfant de sept ans, qui devait être un jour le professeur de Joséphine de Beauharnais et l'auteur de vingt romances applaudies par les mélomanes du premier Empire. Nos romances, « nos vieilles romances, » ou du moins plusieurs d'entre elles, ouvrirent ici « leurs ailes d'or vers leur monde enchanté. » Ici fit ses débuts, tout jeune encore, l'un des plus célèbres chanteurs et « romanciers » de l'école française, Garat. Marie-Antoinette, ayant ouï parler de son talent, souhaita de l'entendre. Avec son père, conseiller au parlement de Bordeaux, il fut invité à Versailles. Il y trouva, dans le salon de musique sans doute, la Reine, les frères du Roi et Salieri, assis au clavecin. « Comment, monsieur Garat, fit la Reine, vous amenez à Paris votre fils, un musicien excellent, un chanteur habile, et vous ne me le présentiez pas! — Oh! madame, un écolier seulement, » répondit le père. Et l'adolescent de s'excuser lui-même, assurant qu'il ne sait presque rien en musique, à peine quelques refrains de son pays. « Eh! bien, voyons d'abord vos chansons gasconnes. » Après en avoir traduit les paroles, il les chanta. — « Mais ne connaissez-vous rien des opéras français? — Je n'en ai rien appris, madame, mon père ne m'ayant permis de perdre mon temps qu'à l'étude du droit. — Quoi, rien? — Mon Dieu, madame, je suis allé hier à l'Opéra. J'y ai entendu *Armide* et peut-être en ai-je retenu quelque chose. — Ah! voyons. Monsieur Salieri, voulez-vous prendre le volume et accompagner monsieur Garat. » Sans une défaillance de mémoire, le

jeune Bordelais chante les meilleurs soli de l'opéra. La Reine, émerveillée, donne le signal des applaudissements. « C'est très bien, s'écrie le comte d'Artois, et quand il aura appris la musique... » Alors Salieri, sautant de son tabouret : « Lui! Apprendre la musique! Mais, Monseigneur, il est la musique même! » Garat quitte Versailles, ravi. « Nous nous reverrons, monsieur, » lui avait dit Marie-Antoinette. Elle tint parole. Il revint souvent, toujours le bienvenu, personne, au gré de la Reine, ne chantant Gluck aussi bien que lui (1). »

Gluck et Grétry, voilà les maîtres qui se partagèrent la constante faveur de Marie-Antoinette. Le lendemain de la première représentation de *Zémire et Azor* (c'était à Fontainebleau), la Dauphine, rencontrant Grétry, lui fit son compliment public. Devenue reine, tandis qu'elle posait devant Mme Vigée-Lebrun, elle chantait volontiers avec celle-ci les duos du compositeur. Marraine de la jeune Antoinette, la troisième fille de Grétry, elle aimait tendrement sa filleule. « Il ne se passe pas de mois, » écrit Mme Dugazon, « qu'elle ne la fasse venir à Versailles, où toujours elle la comble de présents. Chaque fois que Sa Majesté vient à notre théâtre, après avoir fait au public ses trois révérences d'étiquette avec une grâce inimitable, elle cherche des yeux sa charmante filleule et, de sa loge, lui envoie un baiser, aux applaudissements de tous les spectateurs. »

Gluck enfin, Gluck surtout, n'eut pas de plus fervente et plus puissante admiratrice. C'est par ordre de Marie-Antoinette que fut assurée, au mois de janvier 1774, la distribution des rôles d'*Iphigénie en Aulide*. « Je suis ici, Mademoiselle, » disait Gluck pendant les répétitions à je ne sais quelle chanteuse indocile, « je suis ici, pour faire exécuter *Iphigénie*. Si vous voulez chanter, rien de mieux. Si vous ne voulez pas, à votre aise. J'irai voir Mme la Dauphine et je lui dirai : Il m'est impossible de faire jouer mon opéra. Puis je monterai dans ma voiture et je reprendrai le chemin de Vienne. » Gluck ne monta pas en voiture, et son opéra, son premier chef-d'œuvre français, fut joué. Les autres suivirent, et triomphèrent, en dépit de l'intrigue et de la cabale. Oui, son premier chef-d'œuvre français. Des Allemands, dès lors, en convenaient eux-

(1) M. de Nolhac, *la Reine Marie-Antoinette*. — Voir un autre récit, un peu différent, de cette audition, dans le *Garat* de M. Paul Lafond, 1 vol. Calmann-Lévy.

mêmes. Un soir, la Reine écoutait *Iphigénie*, en compagnie de son frère, l'Empereur, en visite à Versailles. Elle avait fait asseoir à côté d'elle Sacchini venu d'Italie, et l'interrogeait sur les mérites de la musique de Gluck. Avant le lever du rideau, l'un des assistants, le comte de Falkenheim, demanda au maëstro s'il n'avait jamais vu d'opéra *français*. « Non, » répondit Sacchini. « Eh! bien, vous allez en voir un (1). » Ainsi la gloire de Gluck est née en quelque sorte à Versailles. C'est ici que le maître impérieux entre tous a fondé son empire.

Et son œuvre, ou son génie, lorsque ici l'on y songe, forme avec le « moment » et le « milieu », comme disait Taine, je ne sais quel mystérieux accord. Le musicien par excellence des douleurs antiques et royales apparaît ici comme le prophète d'aussi nobles, aussi tragiques et plus réelles infortunes. Dans ce petit salon doré, l'on croit entendre, plus désolée, plus poignante que sur aucun théâtre, la plainte d'une Alceste ou de l'une ou l'autre Iphigénie. Ailleurs, de nouveaux et semblables échos s'éveillent. N'est-ce point dans une salle du château qu'un jour, assis à table, les gardes suisses entonnèrent, sur le passage de Louis XVI, le chant, populaire encore, mais à la veille d'être proscrit : « *O Richard, ô mon Roi!* » Que de souvenirs de musique en ce Versailles! Et pour tous les musiciens, fût-ce pour les pianistes. « Aujourd'hui, 5 février 1785, le Roi, étant à Versailles, informé que le sieur Erard est parvenu par une méthode nouvelle de son invention, à perfectionnr la construction de l'instrument nommé *forte-piano*, qu'il a même obtenu la préférence sur ceux fabriqués en Angleterre dont il se fait commerce dans la ville de Paris, et voulant Sa Majesté fixer les talents du sieur Erard dans ladite ville et lui donner des témoignages de la protection dont elle honore ceux qui, comme lui, ont, par un travail assidu, contribué aux arts utiles et agréables, lui a permis de fabriquer et de vendre des forte-pianos sans qu'il puisse être troublé et inquiété pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit (2). » Erard! Dans l'histoire de la musique, ce nom français a mérité de vivre. Depuis un siècle et demi, les maîtres du piano l'ont, avec reconnaissance, associé

(1) Mémoires de Bachaumont.

(2) Brevet d'exemption et de fabrication donné à Erard (Sébastien) par Louis XVI. — Voir *le Château de la Muette*, par M. le comte de Franqueville, membre de l'Institut; 1 vol. Hachette, 1915.

à leur propre renommée. Consacré pour la première fois à Versailles, il restera toujours inséparable d'une autre demeure royale, de ce château de la Muette où, si longtemps, par son influence et pour lui faire honneur, la musique, elle aussi, comme à Versailles naguère, a régné. Ce beau nom, ce nom musical, une femme l'a porté la dernière, et dignement. Celle qui, d'abord, avait été la compagne d'un Pierre Erard, devenue sa veuve, sut maintenir au premier rang l'industrie esthétique dont elle avait reçu la garde, avec la gloire. Mais pour l'esprit et le cœur de la noble femme, ce n'était pas encore assez. Durant de longues années, avec autant de simplicité que de magnificence, Mme Erard fit de la musique elle-même la véritable maîtresse de sa propre maison. Les plus grands compositeurs et leurs plus fameux interprètes ne furent nulle part écoutés, compris et fêtés comme en ce salon de la Muette, où notre jeunesse autrefois connut « les enchantements célestes des sons. » Une telle demeure a droit à l'hommage de tous les artistes, et le nom d'Erard et le nom de la Muette sont de ceux, qu'en parlant de Versailles et de musique, on ne saurait sans injustice et sans ingratitude oublier.

A Trianon pas plus qu'à Versailles, Marie-Antoinette ne pouvait se passer de sa chère musique. En un coin perdu des jardins, on voit encore un petit bâtiment, de misérable apparence. L'étroite porte en est ornée d'un génie qui tient une lyre. C'est le théâtre de la Reine. Au dedans, il a conservé quelques traces à peine d'une décoration qui fut, dit-on, ravissante. Le cadre de la scène est couronné d'une draperie bleue nouée en torsade. Au centre, le chiffre royal est soutenu par deux figures de femmes couchées. Le plafond est crevé par endroits, mais Apollon y rayonne encore. Dans la salle, dépouillée de toute parure, l'unique galerie, à mi-hauteur, repose sur des consoles à têtes de lion. Ici fut représenté *le Barbier de Séville*. On avait ajouté, pour la circonstance, à la prose de Beaumarchais quelques morceaux tirés de la partition récente de Paesiello. Ici encore Mercy-Argenteau vit jouer *Rose et Colas*, de Dalayrac, par le comte d'Artois, le duc et la duchesse de Guiche, et autres interprètes de marque. La Reine elle-même parut dans *le Devin de village*. Assez peu favorable en général à ce genre de divertissement, l'ambassadeur de Marie-Thérèse mande pourtant à l'Impératrice que « la Reine possède une voix très agréable et

fort juste; sa manière de jouer est noble et remplie de grâce (1). »

Nous le disions en commençant : à Versailles, les choses ne parlent pas seulement, elles chantent. Autant que le château lui-même, les alentours du château, les terrasses, les jardins, le paysage et jusqu'à l'atmosphère qui le baigne, tout est mélodieux. Une nuit du mois de juin 1779, il y avait fête de nuit dans les bosquets du Petit-Trianon. Soudain la Reine « fut surprise par les sons d'une musique céleste, et suivant les accents d'une mélodie si touchante, elle aperçut, dans une des niches du bosquet, un berger jouant de la flûte : c'était M. le duc de Guines. Plus loin, deux Faunes, Begozzi et Ponte, exécutèrent d'abord un duo de cor et de hautbois, et, réunissant ensuite leurs accords avec ceux de la flûte, formèrent un trio charmant (2). »

« Charmant » n'est pas trop dire, si le hautbois et le cor étaient dignes de la flûte. Au mois de mai 1778, quatre ans après le concert nocturne de Trianon, Mozart, passant de nouveau par Versailles, écrivait à son père : « Je crois que je vous ai déjà dit dans ma dernière lettre que le duc de Guines, dont la fille est mon élève pour la composition, joue de la flûte d'une manière incomparable, et elle joue admirablement de la harpe. » C'est même alors que Mozart composa, pour les deux instruments et pour les deux virtuoses, un concerto joué l'an dernier, et certainement aussi bien qu'il put l'être jadis, aux concerts Pierné-Chevillard, par Mlle Henriette Renié et M. Moyse.

Alors aussi, pendant les soirs d'été, les jardins de Versailles retentissaient du bruit des instruments. Le sévère Mercy ne manque pas de s'en plaindre à sa souveraine : « Il s'est établi un nouveau genre d'amusement peu convenable, mais qui, heureusement, doit cesser avec la belle saison. Cet objet a été, depuis un mois, de faire établir vers dix heures du soir sur la grande terrasse des jardins de Versailles les bandes de musique de la garde française et suisse. Une foule de monde, sans en excepter le peuple de Versailles, se rendait sur cette terrasse et la famille royale se promenait au milieu de cette cohue, sans suite et presque déguisée (3). »

Souvent, « sur la grande terrasse, » silencieuse et déserte,

(1) M. de Nolhac, *la Reine Marie-Antoinette.*
(2) Grimm, cité par M. de Nolhac; *ibid.*
(3) Voyez Michel Brenet, *la Musique militaire;* H. Laurens.

nous avons, avec mélancolie, évoqué ces concerts. Dans le palais, autour du palais, les chants se sont évanouis. Hélas! c'est la misère des formes sonores, entre toutes les formes de beauté, qu'à peine apparues, elles disparaissent. « *Cosa bella mortal passa, ma non d'arte.* » Le mot de Léonard n'est pas toujours vrai. Les belles choses de la musique, en ces lieux, ont passé. Trop peu de signes sensibles demeurent ici, d'un art par lequel, autant que par tous les autres, Versailles, sous trois de nos rois, fut embelli. Quelques indices pourtant nous rappellent encore et son pouvoir et sa faveur. Sur les montants de pierre de la grande porte de la bibliothèque, le soleil royal rayonne au-dessus de la lyre. On dirait qu'il la couronne et la consacre. Dans la décoration extérieure du château, la musique n'a pas été non plus oubliée. Sur la façade centrale, la lyre encore se mêle aux trophées de guerre, aux casques, aux cuirasses, aux étendards. Du côté qui regarde l'Orangerie, parmi les figures de femmes, l'une tient la lyre, une autre le tambourin. Mais surtout, au rez-de-chaussée, à l'angle occidental de la grande terrasse, devant les trois dernières fenêtres, celles de la pièce qui fut le cabinet du Dauphin, fils de Louis XV, on remarque un gracieux balcon de fer forgé, ou plutôt brodé à jour. Il est unique, et tout le long de l'immense façade, aucun autre n'en fait le pendant. C'est pour cela sans doute que certain architecte, ami de la symétrie, en avait proposé l'enlèvement. Par bonheur, il subsiste, et, sur la grille légère, des L entrelacés alternent avec trois lyres d'or. Celles-ci, quand le soir vient, luisent encore dans l'ombre et l'on croirait presque, tant elles ont de finesse, qu'au moindre souffle de la nuit elles chanteront. Discrètes, mais fidèles, elles gardent le souvenir d'un prince ami de la musique et celui de la musique elle-même. Comme les marches de marbre rose, leurs voisines, enchantèrent le rêve d'un poète, elles charmeront toujours la mémoire et l'imagination des musiciens.

CAMILLE BELLAIGUE.

LE PREMIER NOËL
EN ALSACE DÉLIVRÉE

Colmar, dimanche 22 décembre.

Noël... C'est la première fois, depuis quarante-huit années, — presque un demi-siècle d'oppression, d'inquiétude et de deuil, quarante-huit années de souvenirs, douloureusement ravivés par la guerre, et d'espérances magnifiquement justifiées par la victoire, — c'est la première fois que les cloches des églises d'Alsace, annonçant par de joyeux carillons à tous les Alsaciens de la plaine et des montagnes la fête anniversaire de la nativité du Christ, vont sonner à toute volée le réveil des âmes, enfin délivrées des ombres d'un affreux cauchemar et conviées à s'unir fraternellement dans la lumière d'un rêve idéal qui est devenu la plus radieuse des réalités.

Hier, en passant à Strasbourg, j'ai voulu revoir cette cathédrale, dont la haute flèche domine de sa pointe aiguë tout le pays d'alentour et, jalonnant la ligne de nos frontières naturelles, marque un des plus beaux emplacements qu'aient jamais choisis nos vieux « maîtres d'œuvres » pour y faire triompher en floraisons délicates et puissantes l'art ogival des Français. Elle était toute rose, sous un léger voile de brume hivernale. Les figures de son grand portail, les nervures de ses clochetons et de ses colonnettes, les trèfles de ses fenestrages fleuronnés, tous les symboles de cette bible de pierre dont le déchiffrement total serait la plus instructive, la plus divertissante et la plus émouvante des récréations morales, semblaient flotter dans la blancheur diaphane d'une atmosphère immatérielle où s'atténuait

en clartés pâles et suaves le rayonnement d'un jour d'hiver, aussi doux à nos cœurs qu'une aube de printemps. Mais voici qu'une soudaine éclaircie allège les nuages et dissipe le brouillard, qui monte, s'efface, s'évanouit peu à peu, laissant apparaître les innombrables détails de la façade ouvragée, les découpures de la rosace merveilleusement épanouie, les angles des pignons, les arceaux des balustres, les bordures des croisillons, les feuillages sculptés et les guirlandes ciselées qui forment l'entourage des statues taillées en plein air par des imagiers contemporains de saint Bernard. La cathédrale se révèle dans toute sa beauté prodigieusement variée. On dirait qu'elle a quitté son voile, pour nous permettre d'admirer à loisir, de loin et de près, sa splendeur imposante et ses grâces presque familières. La tour du clocher se découvre peu à peu, de façon à laisser paraître au grand jour les dentelures de ses balcons ajourés, le filigrane de ses encorbellements, son pinacle orfévri comme un ostensoir, son lanternon de grès et le faîte, effilé comme une aiguille, où s'arbore, très haut dans le ciel, un drapeau tout rayonnant de bleu, de blanc, de rouge... Un rayon de soleil, glissant à travers un nuage léger, vient toucher l'étoffe teintée d'azur, d'argent, de pourpre, et fait chanter nos trois couleurs au-dessus de la ville où naquit *la Marseillaise*.

Entrons dans la cathédrale. La nef, étoilée de cierges, resplendit de l'éclat multicolore des vitraux, jetant comme un reflet de pierres précieuses sur les larges dalles et sur les robustes piliers, à travers le clair-obscur de la voûte construite en croisées d'ogive. Les travées et l'abside sont peuplées d'un va-et-vient de soldats en bleu horizon. Ils marchent par groupes, à pas lents, avec précaution, sans bruit, nu-tête, tenant à la main leurs casques d'acier bleui. Ces visiteurs, venus de tous les points de la France en guerre, apportant ici, dans l'expression de leurs traits caractéristiques et dans l'accent de leur parler natal, la marque diverse de nos différents terroirs, se sentent, plus que jamais, réunis les uns aux autres, en ce sanctuaire de l'Alsace, par la claire conscience de l'unité française. C'est ici que j'ai assisté, l'autre jour, à la visite du Président de la République et de M. Clemenceau, reçus par le vicaire général du diocèse de Strasbourg. En ce lieu historique, peu de temps avant la fête de Noël, des paroles furent prononcées qui avaient un son nouveau, particulièrement agréable aux oreilles de ceux

qui ont voué tous les efforts de leur bonne volonté à la préparation de la concorde nationale. Est-ce le prélude de la paix religieuse qu'a méritée ce peuple de France qui a tant combattu, tant travaillé, tant souffert afin de conquérir par une juste victoire son indépendance politique et l'intégrité de son domaine trop longtemps mutilé?

Je revois toutes ces images d'hier, en suivant la route de Rouffach, par où l'on entre dans les rues pittoresques de la vieille ville de Colmar, encore toute frémissante de l'émoi dont elle fut saisie, ces jours derniers, en voyant descendre, du haut des Vosges proches, nos soldats libérateurs. Ah! le beau Noël, tout illuminé du sourire de la patrie retrouvée! En Alsace, Noël est la fête de famille par excellence. C'est le moment solennel où, dans la bonne chaleur du foyer, dans la maison bien abritée contre le vent, contre la pluie, contre la neige, autour du sapin étincelant de lumières, la coutume séculaire et patriarcale rassemble les parents et les enfants, les vieux et les jeunes, ceux qui se souviennent et ceux qui espèrent, — tout le passé et tout l'avenir.

Un passant, avec qui je lie conversation, me fait la description du premier régiment français qui, depuis l'armistice, passa par Colmar, venant d'Eguisheim, dont les vieilles tours sont encore debout parmi les vignes, aux premières pentes des Vosges, et alla cantonner à Horbourg, où l'on peut voir encore, au cimetière, près de l'église, les tombes des Colmariens tombés au champ d'honneur, le 14 septembre 1870, en essayant de défendre leur cité contre un ennemi dix fois supérieur en nombre.

— Quand nous avons entendu les clairons, me dit mon interlocuteur, nous sommes tous venus sur la route, au-devant des soldats français. Femmes, enfants, vieillards, tout le monde était sorti. Dans les maisons, il n'y avait plus personne. En un clin d'œil, la ville entière s'était pavoisée comme par enchantement. Les cocardes tricolores fleurissaient aux boutonnières des vieilles redingotes, au revers des vestes neuves, aux rubans flottants des coiffes alsaciennes. En même temps, toutes les autorités allemandes avaient filé, disparu comme par une trappe. L'exemple de la fuite avait été donné par les officiers de la « Kommandantur, » ceux-là mêmes qui s'étaient montrés si arrogants après les affaires de Saverne, si durs pour Hansi,

pour Helmer, pour Wetterlé. Nous étions débarrassés de cette police obsédante. Nous étions désormais entre nous, entre Français... Voici que les clairons et les tambours se rapprochent, faisant un joyeux bruit de victoire. La musique du régiment s'en mêle, et joue *Sambre-et-Meuse*. C'est le 43e d'infanterie, colonel en tête. Ce régiment était à Lille au moment de la mobilisation. Il est composé de jeunes gens du Nord, dont les parents ont connu, comme nous, l'invasion, l'occupation ennemie, les déportations, l'exil. Son chef actuel, le colonel Carrot, un Alsacien, était, à ce moment-là, capitaine au 170e, à Épinal. Ah! quel beau régiment! Comme il défilait bien, sur la route et dans la Grande-Rue! Le scintillement de ses baïonnettes mettait de la lumière, au loin, sous le ciel gris. Quand le drapeau parut, décoré de la Croix de guerre, orné de la fourragère qu'il a gagnée sur l'Yser, à Verdun, aux Éparges, ce fut, dans la foule, un enthousiasme tel que tous en chœur nous nous sommes mis à chanter :

Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine!

A l'appui de ce récit, le narrateur ingénument épique me montre une photographie instantanée, qui a saisi au passage cette minute inoubliable. On y voit tout ce qu'il vient de dire, les innombrables têtes d'une multitude en extase, les enfants hissés à califourchon sur les épaules des pères et ouvrant sur cette prodigieuse aventure leurs yeux émerveillés, la belle allure et le geste chevaleresque des officiers à cheval, devant les compagnies, s'avançant sur cette route où chevaucha Turenne... C'est un décor d'histoire et de légende où se dresse, sur un haut piédestal, sabre au clair, comme pour commander la manœuvre, Jean Rapp, engagé volontaire à l'âge de seize ans, chef d'escadron en Égypte, colonel à Marengo, général à Austerlitz, à Iéna, à Essling, à Wagram, blessé à la Moskova, gouverneur de Thorn et de Dantzig, fils d'un « bourgeois négociant » de Colmar.

Lundi, 23 décembre.

On ne parle, à Colmar, que d'un seul sujet. Les cartes postales en vente aux vitrines des libraires et des marchands de tabac, représentent tous les aspects de l'entrée solennelle du général de Castelnau, du Président de la République, de M. Clemenceau,

Tous les épisodes, les moindres détails de ces heures bénies sont dans toutes les mémoires et n'en sortiront plus.

On me montre, au Café Central, la table où le dessinateur Hansi, aujourd'hui officier dans l'armée française, brûla ostensiblement du sucre, pour purifier l'air, après qu'on eut parlé de l'officier prussien von Forstner, lieutenant au 99e d'infanterie à Saverne, lequel ne se gênait pas, lui, pour déverser sur nos Lorrains et sur nos Alsaciens les plus grossières injures, appelant ceux-ci *Wackes* et ceux-là *Schangels*, ce qui constitue, comme on sait, quelques-unes des plus élégantes aménités du vocabulaire d'outre-Rhin. Ce geste, qui n'était qu'un amusant mouvement de légitime défense, valut à Hansi, aussitôt dénoncé par un mouchard, la peine de trois mois de prison.

— Ce n'était qu'un commencement, me dit l'aimable guide à qui je dois la précision de ces souvenirs des années malheureuses. La recrudescence des persécutions, dans les mois qui précédèrent immédiatement la guerre, ne nous laissait aucune illusion sur les desseins des Allemands, gros ou petits. Ils étaient plus insolents que jamais. Ici, à Colmar, il fallait voir de quel air les rittmestres du 14e régiment de dragons et du 3e régiment de chasseurs à cheval nous toisaient, lorsqu'ils nous rencontraient dans la rue des Deux-Clefs ou sur la place du Marché au Bétail, devant leur caserne de cavalerie !

Les Boches avaient pour consigne d'agir en Alsace comme « en pays ennemi (*in Feindesland*). C'était la conclusion d'une longue circulaire de M. von Jagow, alors préfet de police à Berlin. Les poursuites succédaient aux poursuites, les procès aux procès, les condamnations aux condamnations. Le proviseur allemand du lycée de Colmar, un M. Gneisse, a cru reconnaître son profil dans une caricature insérée par Hansi au *Journal de Colmar* que dirige l'abbé Wetterlé. Cinq cents mark d'amende pour Hansi. Deux mois de prison pour Wetterlé. Ce n'est pas tout. Les jolis dessins en couleurs que Hansi a intitulés *Mon village*, et où la vieille Alsace apparaît avec ses maisons rustiques et ses costumes délicieusement surannés, ont paru séditieux. L'ordre est donné de poursuivre l'audacieux auteur de ces images subversives. Accusé de haute trahison, il est cité à comparaître devant le tribunal d'empire, à Leipzig ! Là, on lui reproche (ce sont les termes mêmes de l'acte d'accusation) d'avoir voulu accréditer en France l'opinion que

l'Alsace veut redevenir française. Parbleu! Bref, on le condamne à un an de prison... C'était au mois de juillet 1914, vingt jours à peine avant l'heure où l'Allemagne, ayant longtemps prémédité, préparé son agression, déclara la guerre à la France...

— Et depuis la déclaration de guerre, que s'est-il passé à Colmar?

— Ah! monsieur, si vous voulez bien comprendre la douceur et le charme de ce premier Noël en Alsace délivrée, l'élan de nos âmes en fête, la sensation de liberté qui succède à l'état de gêne et de contrainte où les Allemands nous avaient réduits, pensez à toutes les mesures vexatoires par lesquelles, en temps de guerre, ils ont aggravé le régime d'oppression qui déjà, depuis près d'un demi-siècle, pesait sur nos épaules. Pensez-y, quand vous verrez à l'hospice, à l'orphelinat, ailleurs encore, nos arbres de Noël et la joie de nos enfants autour des branches du sapin vosgien, alsacien, toujours vert, sans lequel, chez nous, il n'y a pas de bonne fin d'année ni de réjouissances du nouvel an.

A l'orphelinat de Colmar, plusieurs centaines d'orphelins, garçons et filles, sont réunis autour d'un beau sapin de Noël, dont les aiguilles vertes brillent aux feux de l'électricité comme des pointes d'émeraude. Aux branches de l'arbre illuminé sont attachés des jouets enrubannés, des paquets ds friandises, toutes sortes de bonnes et jolies choses, dont l'aspect engageant égaye tous ces visages enfantins, longtemps déshabitués du sourire.

Le général de Castelnau, assis au premier rang des invités, préside paternellement cette fête de famille. Il est en dolman noir, sans autres décorations que la médaille militaire, la Croix de Guerre, la médaille commémorative de l'Année terrible et la plaque de la Légion d'honneur. A côté de lui est assis un jeune commandant, portant sur sa vareuse bleu horizon, avec la palme des braves, l'insigne distinctif des membres du Conseil d'État : c'est M. Henry Poulet, maître des requêtes, commissaire de la République en Haute-Alsace, administrateur sage, avisé, aussi prompt aux décisions nécessaires que disposé aux précautions conciliantes, et qui reprend, à Colmar, comme si la présence de la France n'avait jamais été interrompue dans cette cité française, les traditions inaugurées par ses prédécesseurs, depuis plusieurs siècles, au chef-lieu de la subdélégation

de l'intendance d'Alsace, comprenant les bailliages de Thann, Ensisheim, Ollwiller, Sainte-Croix, Riquewihr, Ribeauvillé, la vallée de Munster, ainsi que les anciennes villes impériales de Turckheim, de Kaysersberg et Neuf-Brisach. Ici, tous les aspects du présent se rattachent à des visions du passé. En voyant, à côté des représentants de l'autorité militaire et civile, le chef de la justice française en Alsace, M. Siben, Alsacien, avocat général près la Cour d'appel de Paris, délégué dans les fonctions de président du Tribunal supérieur d'Alsace et de Lorraine (*Oberlandsgericht*) en attendant la reconstitution de l'ancienne Cour d'appel de Colmar, je songe aux magistrats Français de ce Conseil souverain d'Alsace, qui fut jadis institué par la France, et où siégea le père de Bossuet... Je pourrais préciser tous ces souvenirs français par une conversation avec le savant bibliothécaire de la ville de Colmar, M. André Waltz, le père de Hansi, que j'aperçois justement dans l'assistance, et qui en sait long sur les titres de noblesse de sa cité natale, ayant consacré sa vie à l'étude de toutes les reliques vivantes qui évoquent, du fond des siècles, les innombrables preuves de l'attachement voué à la France par l'Alsace toujours fidèle.

Mais les personnes présentes à cette fête de l'arbre de Noël chez les orphelins de Colmar ont les yeux tournés vers un spectacle qui nous offre une touchante vision d'avenir. Voici que les orphelins, garçonnets et fillettes, sont rangés, en belle ordonnance, sur l'estrade. Un orchestre leur donne le ton. Et tous ces enfants, qui ne savent pas le français, chantent *la Marseillaise*.

Allons, enfants de la patrie,
Le jour de gloire est arrivé!

Toute la salle est debout. Le souffle d'une immense espérance a passé sur toutes les âmes. Une émotion religieuse étreint les cœurs. Le chant de guerre de l'armée du Rhin, composé à Strasbourg par un officier de cette armée, résonne ici comme un cantique. Les petits chanteurs de l'orphelinat de Colmar prononcent les paroles de notre hymne national avec un accent de gravité pieuse. On sent qu'ils accomplissent un acte solennel, en ce jour de fête chrétienne et française qui met fin à une longue période d'asservissement, de deuil et de séparation, en réunissant dans l'allégresse d'une renaissance

depuis longtemps attendue, les frères qui doivent être unis pour toujours par l' « amour sacré de la patrie. » Ces enfants de Colmar se sentent redevenus définitivement Français, puisqu'ils ont le droit de chanter à haute et intelligible voix cette *Marseillaise* que la police allemande traquait avec un zèle hargneux, comme si ces couplets, pareils à des formules d'exorcisme, eussent effrayé nos ennemis par la vertu de quelque mystérieux enchantement, plus fort que leur volonté, plus efficace que leurs règlements et que leurs défenses, capable de déjouer tous les assauts de la force et tous les calculs de la ruse.

On sait que les directeurs de la police allemande en Alsace possédaient dans leurs archives les « listes noires, » c'est-à-dire la liste secrète des Alsaciens qui, en cas de mobilisation, devaient être expulsés, et la liste également secrète de tous ceux qui, dans le même cas, devaient être arrêtés, dirigés sur l'Allemagne, enfermés dans les casemates d'Ehrenbreitstein, de Rastadt et autres lieux de dure captivité. Sur ces listes étaient inscrits, à la place d'honneur, les noms de Paul-Albert Helmer, de Daniel Blumenthal, de l'abbé Wetterlé, du docteur Bucher, de Hansi, de Zislin, plus populaires que jamais à Colmar et dans toute l'Alsace. Mais, à côté de ces noms particulièrement notoires, combien de noms inconnus indiquaient, sur ces listes noires, les pauvres gens, les témoins ignorés, les martyrs obscurs qui, dociles aux préceptes et à l'exemple de Jacques Preiss, député protestataire de Colmar, mort après une lente agonie, assassiné par les Allemands, ont voulu, eux aussi, confesser leur foi en chantant *la Marseillaise!* ·

Un habitant de Colmar, très renseigné sur tous ces faits, qu'il a notés au jour le jour, me dit :

— Il faudrait qu'une sorte de tableau d'honneur fît connaître dans toute la France, nominativement, nos pauvres gens d'Alsace, ces simples artisans, ces ouvriers, ces paysans, ces servantes qui, ne pouvant pas faire la guerre autrement, voulant, tout de même, servir leur pays et contribuer, ne fût-ce que par leur souffrance, à la victoire, se sont exposés volontairement à toutes les rigueurs des Conseils de guerre extraordinaires de Strasbourg, de Colmar, de Mulhouse, en manifestant leur attachement à leur patrie. Au mois d'octobre 1915, la veuve Graff, à Saverne, chante *la Marseillaise* en pleine rue, sachant à quoi elle s'expose. Elle est aussitôt condamnée à

six mois de prison. En prison aussi, Émilie Zimmerlé, cuisinière dans une auberge de Colmar, pour avoir chanté une musique désagréable aux oreilles allemandes. Jeanne Enderlin, servante, comparaît devant le Conseil de guerre extraordinaire de Colmar, pour avoir chanté *la Marseillaise*. En prison, Frédéric Fischer, coupable d'avoir chanté, lui aussi, *la Marseillaise* dans une auberge de Mulhouse. Nous connaissons un jeune ouvrier de dix-neuf ans, Auguste Bugmann, qui osa faire au Conseil de guerre de Colmar, dans l'audience du 5 avril 1916, cette déclaration : « Je tiens mes sentiments français de mon père adoptif, un vieux soldat de Crimée, qui m'a élevé dans un esprit tout à fait français et dans la haine de l'Allemagne. » Un marchand de Strasbourg, Théodore Wagner, originaire de Soultzbach, comparaît devant le Conseil de guerre. Pourquoi? Se trouvant à Wisches, dans la vallée de la Bruche, le 16 août 1914, il aperçut de loin une patrouille française et fit des signes d'amitié à nos soldats en agitant son mouchoir blanc. Pour ce crime, il est condamné à dix ans de travaux forcés et dix ans de perte de ses droits civils. Faites connaître tous ces faits, je vous prie. En les constatant, on comprendra mieux les tenants et les aboutissants de nos manifestations publiques et de nos fêtes populaires. Le mouchoir blanc du pauvre Wagner, de Strasbourg, a précédé de plusieurs années les innombrables mouchoirs blancs que vous avez vus palpiter aux mains de nos femmes et de nos filles, quand fut signalée au loin, sur la route de Rouffach, l'approche des régiments français. Le voilà, notre plébiscite!

Mardi, 24 décembre.

A table, chez un vieil ami, un « ancien » de l'autre guerre, dont les quatre-vingts ans, bien sonnés, sont rajeunis, ragaillardis par la victoire et par la délivrance. Le déjeuner fut cordial, simple, excellent. L'hospitalité alsacienne est réputée pour la variété copieuse de ses attentions. Sans atteindre tout à fait le degré de succulence dont Erckmann-Chatrian nous entretient avec tant de goût et de saveur dans la délicieuse idylle des *Amoureux de Catherine*, la chère fut délicate autant qu'abondante, les vins furent généreux. Ce bon repas de famille s'achève dans la douce chaleur d'une salle chauffée par un poêle qui ronfle. On grignote, pour finir, quelques petits

gâteaux de Noël, qu'on a fait cuire au four, chez le boulanger, à l'ancienne mode. Ce sont de menus chefs-d'œuvre de pâtisserie, ayant des formes amusantes, dessinés en étoiles ou en croissants, disposés en spirales ou en tortillons, amincis et gondolés en craquelins qui font un petit bruit sec sous la dent qui les croque. On s'attarde volontiers à cet amusant dessert, tandis qu'il pleut dehors, à verse. La bise d'hiver est bourrue. La rafale fait rage, autour de la vieille maison solide et bien assise sur ses fondements antiques. L'âme des générations successives qui, pendant plusieurs siècles traversés par des alternatives de joie et de douleur, ont vécu sous ce toit héréditaire, à la clarté de ce foyer respectable et doux, semble animer encore les choses très anciennes qui ont composé d'âge en âge, à loisir et sans hâte, l'intimité pittoresque de ce décor paisible et familier. Le rouet et la quenouille d'une aïeule défunte sont là, tout près de la haute pendule dont le balancier a rythmé des existences déjà lointaines et dont les aiguilles d'acier, sur le cadran de porcelaine, sous la vitre du boîtier de chêne verni, ont marqué des heures tour à tour légères et pesantes. Le timbre joyeux vient de sonner enfin, après une longue attente pleine de souvenirs et d'espoirs, l'heure triomphale de la liberté.

L'hôte vénérable et charmant a levé son verre, où le vin doré de Riquewihr brille, dans l'étincelant cristal à facettes, avec un fauve éclat de topaze brûlée :

— Vous ne pouvez pas savoir, fait-il simplement, et nous ne pouvons pas dire tout ce que contiennent de joie ces trois mots : « Nous sommes Français ! »

Cette ineffable joie, dont j'ai recueilli ainsi l'expression sur les lèvres d'un vieillard, j'en retrouve à présent la manifestation, non moins touchante, dans une assemblée d'enfants, réunis autour d'un arbre de Noël, sous les voûtes ogivales de l'ancien couvent des Catherinettes.

Les Catherinettes ! quel joli nom, et qui semble réveiller, par la gentillesse d'un diminutif affectueux, les échos et les reflets de l'époque où Colmar se donna de tout cœur à l'ancienne France ! Un savant m'explique les origines de ce mot. Il y a beaucoup de savants à Colmar, ville de magistrature où l'on aima, de tout temps, les studieux loisirs et les occupations ingénieuses. J'apprends que le couvent des Catherinettes, autrement dit le monastère de Sainte-Catherine de Col-

mar, fut fondé au XIVe siècle, environ cent ans après le couvent des franciscains ou récollets et le chapitre collégial de Saint-Martin. Les Catherinettes, si populaires à Colmar, étaient moins anciennes toutefois que les dominicaines, installées dès l'an 1250, dans cette maison de Saint-Jean-sous-les-Tilleuls, qui existe encore, et pour laquelle Martin Schongauer, de Colmar, a peint sa célèbre *Vierge au buisson de roses*.

Cinq cents enfants ont été rassemblés dans la salle des Catherinettes, autour d'un bel arbre de Noël. Ce sont les meilleurs écoliers et écolières de Colmar, choisis par leurs maîtres et maîtresses, sur le désir qu'a exprimé le général de Castelnau, désireux de donner, au nom de la France, un témoignage de sollicitude et de satisfaction aux enfants de l'Alsace.

Les enfants de l'Alsace ont bien mérité de la patrie française. On ne saura jamais assez ce qu'ils ont fait, au cours de la guerre, dans toute l'ingénuité de leur âme, pour le réconfort de tous ceux qui, autour d'eux, ont senti la bienfaisante contagion de leur invincible espoir. Ils sont les petits amis de nos soldats, s'étant conduits eux-mêmes, en mainte rencontre, comme des soldats de France. Aussi, quel éclair dans leurs yeux, quelle fierté dans la noblesse instinctive de leur salut militaire, lorsque, sous les voûtes gothiques de cette vaste salle aux échos sonores, la musique du 91e régiment d'infanterie fait entendre une *Marseillaise* triomphale annonçant l'entrée du général commandant en chef du groupe d'armées de l'Est!

Tous les assistants sont debout et acclament le général de Castelnau, l'homme de guerre qui a sauvé Nancy par la défense du Grand-Couronné, celui qui assura, par sa prévoyance et par une décision rapidement prise, le dégagement et le salut de Verdun, le chef qui a prévu aussi et préparé (ce que l'on sait moins) les victoires de notre armée d'Orient, — l'homme excellent, qui vient s'asseoir au milieu de ces enfants, comme un père de famille dont le cœur, ouvert à toutes les tendresses, n'est étranger à aucune douleur. Nous avons le plaisir de saluer, en même temps que lui, l'amiral Schwérer, un Alsacien qui est venu revoir le lieu d'origine de sa famille, apportant ici, par sa présence, la notion vivante des services qu'a rendus, au cours de la grande guerre, notre marine, toujours prête au travail et au combat, digne, elle aussi, par son labeur ininterrompu, par son infatigable vaillance et par ses innombrables

sacrifices, de recevoir, comme une part de gloire méritée, en ces jours de fierté nationale, l'hommage de la reconnaissance que la France réserve à ceux qui l'ont bien servie.

Parmi ces petits Français d'Alsace, qui sont ici réunis autour des hauts représentants de nos armées de terre et de mer, on pourrait trouver déjà des serviteurs du pays, capables de mériter, en même temps que la récompense de leurs travaux scolaires, une citation à l'ordre du jour. Les archives des « Conseils de guerre extraordinaires » que les Allemands ont institués à Strasbourg, à Colmar, à Mulhouse, nous permettront de retrouver et de citer les noms de tous les enfants d'Alsace qui furent traduits devant cette terrible juridiction, pour y répondre de leur incorrigible attachement à la mère patrie. On y retrouvera notamment l'état civil de deux jeunes délinquants, que les gazettes officieuses de l'Empire n'ont pas osé désigner autrement que par leurs initiales, et qui, sur les réquisitions du procureur général impérial, ont comparu, en 1915, devant le Conseil de guerre de Colmar. Ils avaient chanté des chansons françaises. Ils avaient ri tout haut, en passant devant la « Pierre de Bismarck, » sorte de fétiche, que les Allemands avaient dressé près de la gare, et qui a disparu. Ces deux enfants de Colmar, qui furent envoyés dans une colonie pénitentiaire où, sans doute, hélas! ils sont encore enfermés, étaient âgés respectivement de huit et de onze ans...

On m'a conté qu'en 1871, à Versailles, un Anglais, M. William Jones, très sceptique en tout ce qui concernait l'avenir de l'Empire allemand, dit à Bismarck : « Comment ferez-vous, Excellence, pour dénationaliser l'Alsace? » Et Bismarck répondit : « Nous leur prendrons leurs enfants et nous les élèverons dans nos écoles allemandes. » A cette insolente prétention, la conscience des enfants d'Alsace a répondu. C'est en vain que les Conseils de guerre de l'Empire allemand, siégeant en Alsace et appliquant la loi martiale dans toute sa rigueur, ont mis en prison l'élève Jean Ingold, coupable d'avoir peint des drapeaux français sur le mur de la classe avec cette inscription : « Vive la France! », — en prison l'élève Jules Vonfeld qui manqua de respect à l'égard d'un buste d'Hindenburg, — en prison l'élève Eugène Reiss, coupable d'avoir fredonné *la Marseillaise* à l'école, — en prison l'élève Edmond Sporndle, pour avoir dit à un de ses camarades, en 1915 : « Les bulletins offi-

ciels allemands ne contiennent que des mensonges... Les Français reviendront... »

Les Français sont revenus. Les écoliers d'Alsace ont échappé à la poigne des policiers d'outre-Rhin, ainsi qu'à la férule des instituteurs allemands, qui avaient essayé en vain de leur arracher du cœur l'amour de la France. Ils ont répondu par le fameux refrain que tous les Français d'Alsace savent chanter :

On changerait plutôt le cœur de place!

Aussi, quelle joie, pour ces petits, recevoir des mains de nos soldats, leurs amis, aidés par de gracieuses jeunes filles, à qui le costume alsacien sied à ravir, les jouets tout neufs qui leur sont réservés, surtout les livres, dorés sur tranches, où ils trouveront de belles histoires, écrites en français! Un à un, ces enfants défilent devant le général de Castelnau qui, pour chacun, trouve dans sa bonté toute paternelle un geste affable, un mot affectueux dont le bienfait ne s'effacera jamais de leur jeune mémoire. Et personne ne sera oublié. Tandis que les meilleurs élèves des écoles de Colmar sont ainsi récompensés dans la salle des Catherinettes, il y a cinq autres distributions dans les divers quartiers de la ville.

La journée se prolonge très tard. Les volets des pittoresques maisons à pignons pointus et tourelles en surplomb sur le zigzag des rues étroites, laissent filtrer des rais de lumière. On veille, en famille. Aux approches de minuit, toutes les portes s'ouvrent. Et, par groupes compacts, par files ininterrompues, dans l'ombre de cette nuit de décembre, pluvieuse et noire, tous les habitants de Colmar se dirigent vers l'église collégiale de Saint-Martin, brillamment éclairée.

C'est la première fois, depuis cinquante ans, que la messe de minuit est célébrée dans cette vieille église, qui fut bâtie par un architecte français. Aussi la population est accourue en foule, et l'on a bien de la peine à trouver une place dans la nef ou dans les bas côtés, où se presse, longtemps avant l'heure fixée, une multitude de gens silencieux, recueillis, pour faire place aux nouveaux venus, surtout aux soldats dont l'uniforme glorieux mêle à la grisaille des vêtements civils, dans l'étincellement éblouissant des cierges allumés, une magnifique splendeur de bleu horizon. Nos Alsaciens ont remarqué, en maintes circonstances, l'habitude de familiarité respectueuse qui permet,

chez nous, aux simples soldats, à ceux qui n'ont même pas sur la manche un galon de laine, de s'asseoir auprès de leurs officiers. Quelle différence avec les coutumes de l'armée allemande, où le supérieur ne néglige aucune occasion de témoigner à l'inférieur un mépris que celui-ci accepte avec une docilité humiliée !... A cette heure de grande fraternité nationale, il semble que les distances se sont encore rapprochées, resserrées, au point de disparaître dans un élan mutuel de confiance et d'amitié entre les plus illustres chefs et les soldats qu'ils ont conduits à la victoire. Plusieurs stalles du banc d'œuvre, curieusement orné d'amusantes figures par un imagier inconnu, sont occupées par des conscrits des plus récentes classes, jeunes guerriers imberbes, aux yeux candides et purs, enfants de France, jetés au combat presque au sortir de l'école, ayant accompli déjà, sur le champ de bataille, des exploits attestés par leurs brisques, par leurs fourragères, par les palmes et les étoiles qui décorent leurs capotes bleues. Ils ont dans le regard, dans le maintien, dans tous les traits distinctifs de leurs figures une expression de maturité précoce, une gravité volontiers méditative, un ton de noblesse native qui fait qu'étant assis tout près de leurs généraux, non loin du grand chef au visage pensif et calme, ils ne semblent nullement déplacés. Entre tous ces combattants, jeunes ou vieux, célèbres ou ignorés, il y a comme un air de famille qui efface toutes les différences de condition et toutes les inégalités de fortune. Ces hommes font voir à l'Alsace tout ce que notre France a de meilleur, l'élite de la jeunesse, l'aristocratie de l'intelligence et du cœur, la fleur de la nation. Et, pour que rien ne manque aux joies spirituelles de cette assemblée de Français réunis pour la célébration fraternelle de la plus consolante des fêtes, la maîtrise de l'église Saint-Martin de Colmar a eu l'heureuse pensée de joindre à la beauté des chants liturgiques l'émotion de cet hymne dicté par l'inspiration chrétienne au génie d'un grand poète français :

> Vous qui pleurez, venez à ce Dieu, car il pleure ;
> Vous qui souffrez, venez à lui, car il guérit...

Mercredi, 25 décembre.

Je ne veux pas achever cette belle journée de Noël, sans aller voir, au Palais de Justice, cet Alsacien de Zimmerbach,

M. Siben, qui renonce aux avantages d'une situation acquise par les plus beaux titres professionnels, au séjour de Paris, au poste élevé qu'il occupait dans la hiérarchie du parquet de la Cour d'appel, pour réorganiser, en Alsace, les services judiciaires, conformément aux principes et aux règles du droit français, sans négliger aucun des intérêts légitimes que peut mettre en cause cette transition où toutes sortes de litiges peuvent multiplier à chaque instant les difficultés. Il sait, mieux que personne, qu'une des causes qui ont le plus contribué à faire aimer la France en Alsace, ce fut l'effort de justice accompli par la magistrature française, lorsque l'équité de nos codes, la régularité de notre procédure, la probité d'une jurisprudence fondée sur le respect des personnes, sur la sauvegarde des biens, sur l'observance des contrats vinrent se substituer aux bizarres caprices et aux iniquités habituelles des tribunaux de l'Empire germanique. Tandis que nous parlons de ce grand sujet, dans le spacieux cabinet du président du Tribunal supérieur d'Alsace-Lorraine une fanfare soudaine retentit au loin et se rapproche... Nous allons à la fenêtre. C'est un de nos régiments d'artillerie de campagne qui passe, venant de Neuf-Brisach. Les batteries attelées se suivent, bien menées, en bel ordre, par les canonniers conducteurs, officiers en tête, sous-officiers et aspirant en serre-file. Les servants, mousqueton au poing, s'alignent sur les caissons. Nos canons de 75 roulent légèrement sur le sable de la route humide des pluies récentes. En passant devant la maison où flotte le fanion du général de Castelnau, les trompettes ont sonné en fanfare. A voir ce défilé d'uniformes bleu horizon, nous avons, une fois de plus, l'impression de la force calme, organisée, confiante, armée pour le droit, qui donne à la France victorieuse un renouveau d'espérance et de foi dans l'avenir. Mon interlocuteur, — un père cruellement éprouvé par la guerre, et dont le cœur a saigné des plus douloureux sacrifices, — regarde avec une tendresse ardente ces jeunes soldats vainqueurs. Puis il me dit :

— Vous écrirez, n'est-ce pas? que vous avez vu cela des fenêtres du Palais de Justice des Allemands, de leur *Oberlandsgericht !*

Avec joie...

GASTON DESCHAMPS.

REVUE SCIENTIFIQUE

LE CONGRÈS DE LA PAIX ET LE CALENDRIER

Au moment où paraissent ces lignes, les travaux préliminaires de la Conférence de la Paix ont dû commencer déjà. De ces travaux différentes choses doivent sortir qui serviront de bases à l'avenir de l'humanité et à la rénovation de la patrie française. D'abord, — et là-dessus tout le monde est d'accord chez nous, — l'entérinement de ce que nous a donné la victoire et la consolidation, sur une base d'airain, de la liberté reconquise des peuples opprimés. Ensuite, — et ici des désaccords apparaissent déjà, même parmi les hommes de bonne volonté, — la Conférence songera à organiser cette Société des Nations qui doit substituer au respect du gendarme celui de la vertu. C'est une grande entreprise, et sur laquelle je n'ai nulle qualité pour me prononcer, à ne la considérer que sous cet aspect.

Que si pourtant il est permis d'aborder le problème par des accès plus modestes, plus terre à terre, il me semble, — et j'espère le montrer aujourd'hui, — que la science aura son mot à dire là dedans.

Pour mieux expliquer ma pensée, je demande la permission d'emprunter un raisonnement à un spécialiste bien connu et très positif, des questions internationales, au commandant Gaston Moch dont j'analysais dernièrement ici même, dans un tout autre ordre d'idées, les beaux travaux sur les canons en fil d'acier :

Un jour que, pendant la guerre, on était à la recherche de recettes nouvelles pour le Trésor, on s'avisa de relever les tarifs postaux ou télégraphiques. Or donc, aussitôt que les nouveaux tarifs furent publiés, on s'aperçut avec étonnement que, dorénavant, l'envoi d'une carte postale en France, par exemple de Montmartre aux Batignolles, coûterait 15 centimes, alors qu'il suffisait toujours de 10 centimes pour expédier la même carte, au bout du monde, par exemple en

Nouvelle-Zélande ou en Bolivie, à quarante jours de distance. Bien mieux, si votre correspondant a quitté cet endroit difficilement accessible qui s'appelle Sucre pour venir habiter votre propre maison, la carte l'y suivra : après une double manutention et trois mois de voyage, elle l'atteindra sans surtaxe. Mieux encore : Strasbourg délivrée vient de passer pour nous au tarif intérieur de 15 centimes; mais, dès que la paix sera signée, nous pourrons écrire, en face, à Kehl, pour 10 centimes comme par le passé.

Cette anomalie nous fournit la clef de l'organisation de la Société des Nations. Car à cet égard et comme le dit très justement Gaston Moch, et sous une forme qui n'est qu'apparemment paradoxale, la Société des Nations? mais elle existe déjà. Si, en effet, le tarif postal international est demeuré inchangé, c'est qu'il est fixé par une convention qu'aucun État n'a le droit de modifier à sa fantaisie. Le monde entier constitue, depuis 1874, un seul *territoire postal* dont les diverses parties ont conservé leur autonomie locale. Par suite, la France est libre de renchérir, — et par conséquent, hélas! de gêner, de raréfier, — les correspondances à l'intérieur de ses frontières; mais elle s'est interdit d'en faire autant à l'égard des pays étrangers. En adhérant à l'Union postale universelle, elle a, comme dit Moch en un document encore inédit, *aliéné une partie de sa souveraineté*, celle qui constitue les services postaux internationaux.

L'indépendance, la souveraineté absolue des États était jusqu'à cette guerre un article de foi pour les diplomates et plus généralement pour la plupart de ces personnalités qu'on appelle d'un mot impressionnant et solennel les « hommes d'État. » Les professeurs allemands avaient poussé ce principe à l'extrême, c'est-à-dire à l'absurde, par leur théorie de l'État entité métaphysique étant à elle-même sa propre fin, ayant reçu de Dieu la mission de s'accroître indéfiniment aux dépens du voisin, et disposant à cet effet d'une population ravalée à la condition de « matériel humain. »

Bien des gens pourtant avaient compris que la souveraineté de chaque État est légitimement limitée par celle des autres, de même que dans l'État la liberté d'un homme est limitée par celle de ses concitoyens; ou autrement dit, que les États ne sont pas indépendants, mais *interdépendants*.

Il y a en réalité cinquante-deux ans que la Société des Nations est en voie de fondation. C'est, en effet, en 1866 qu'un certain nombre de Puissances formèrent l'*Association géodésique internationale* et lui constituèrent un Bureau permanent, entretenu à frais communs.

Ce jour où des « États Souverains » se sont ainsi librement associés pour assurer collectivement la gestion d'un intérêt commun, par le moyen d'un organe permanent doué d'une vie propre, une conception nouvelle des relations internationales s'est introduite dans le monde.

Je sais bien que l'intérêt commun ici en cause n'était qu'un intérêt scientifique d'une faible importance pratique apparente : l'étude géodésique du globe terrestre et les mensurations scientifiques qui s'y rapportent. Il n'importe. Cette cellule embryonnaire de la Société des Nations, cette cellule primitive née de la science, et qui depuis s'est déjà multipliée quelque peu par karyokinèse, la science peut contribuer beaucoup à en faciliter la fécondation, à en assurer le développement. J'espère du moins le montrer, et si, comme il est à craindre, ces considérations ont échappé aux diplomates qui vont se réunir, il me suffira que leur importance apparaisse au public qui est finalement, tôt ou tard, le juge des juges, l'arbitre des arbitres, le maître des puissants.

A la suite de la création de l'Association géodésique internationale et peu à peu donc, un grand nombre d'organismes plus ou moins analogues se sont formés. En 1911, il n'existait pas moins de 37 Unions internationales concernant chacune un objet déterminé et auquel est consacré un bureau permanent. Parmi elles, un très grand nombre sont destinées à des objets à la fois scientifiques et pratiques, comme le bureau international des poids et mesures, sorte de conservatoire international d'une idée tout entière française, comme je l'ai déjà montré ici même. Même depuis lors, et plus récemment, d'autres institutions analogues se sont créées, notamment le Bureau international de l'Heure dont j'ai entretenu peu avant la guerre les lecteurs de cette *Revue*.

Ces unions qui comprennent des groupements divers d'États selon les intérêts particuliers auxquels elles sont consacrées correspondent à autant de branches d'administration au sujet desquelles ces États ont aliéné volontairement une partie de leur souveraineté. Les bureaux qui les gèrent dans l'intérêt et au nom de ces Sociétés partielles d'États sont, à proprement parler et suivant l'expression de Moch, les pierres d'attente des futurs ministères internationaux, d'un futur gouvernement international.

Parmi les questions qu'il faut souhaiter vivement de voir aborder par le Congrès de la Paix, — car de longtemps il ne se trouvera d'occasion aussi favorable pour l'aborder et la résoudre au mieux des intérêts en présence, — nous devons placer la réforme du calendrier.

J'entends d'ici les diplomates du café du Commerce se récrier, en goguenardant, que le Congrès a bien d'autres chats à fouetter et que les intérêts économiques, politiques, historiques et géographiques en présence ont de quoi absorber suffisamment le zèle et l'attention des congressistes pour qu'ils n'aient point le loisir de s'attarder à de chétives questions d'almanach.

A cela je répondrai respectueusement ceci : d'abord, s'il est vrai que la réforme du calendrier n'est pas d'une importance vitale pour les hommes, c'est une raison tout justement pour la mettre aussitôt en tête de l'ordre du jour. L'histoire montre en effet, et aussi la psychologie, que les grands problèmes, les problèmes de première importance, ceux où les intérêts et les passions sont violemment en présence, sont par cela même les plus difficiles à résoudre. Les petites questions sont en réalité les seules qu'on puisse aborder avec chances de succès et résoudre quelquefois. Un pays ou un homme qui n'aborderait que les grosses, les très grosses questions, seraient sûrs de rester en arrière et de n'en résoudre aucune, et ceci est vrai dans la science, dans la métaphysique comme dans la politique. Mais revenons au calendrier dont ces considérations nous éloignent moins qu'il ne paraît.

La preuve que son importance n'est d'ailleurs pas si minime, c'est que César lui-même, et plus tard un des plus grands Papes, et plus tard encore, la Convention, cet autre César, daignèrent attacher leur intelligence à le perfectionner. La preuve, c'est que, lorsqu'on fit en Angleterre le passage du calendrier julien au grégorien et que la date sauta soudain d'un trimestre, le peuple fit une émeute aux cris mille fois répétés de : « Rendez-nous nos trois mois. » Ce fut une belle et imposante manifestation prolétarienne. Les mauvaises langues supposent d'ailleurs, qu'y prirent part diverses grandes dames de l'aristocratie dont ce vieillissement imposé de 3 mois chiffonnait la coquetterie. La preuve... j'en pourrais donner mille autres ; mais je veux me borner à signaler les principales défectuosités du calendrier actuel, avec l'espoir que ces défectuosités sont suffisamment peu importantes pour que leur redressement ne risque pas de heurter, et de hérisser, de mettre en défense trop d'intérêts et d'habitudes.

Tous les ennuis de l'almanach, toutes les complications, les irrégularités des multiples calendriers usités, périmés ou proposés proviennent d'une part de ce qu'il n'y a pas de commune mesure entre le jour, le mois lunaire et l'année, ou, pour parler plus simplement :

1° de ce qu'il n'y a pas un nombre rond et entier de jours entre deux retours consécutifs d'une même saison ; 2° de ce qu'il n'y a pas un nombre rond et entier de jours entre deux retours consécutifs d'une même phase de la lune ; et 3° de ce qu'il n'y a pas un nombre entier et rond de retours consécutifs d'une même phase lunaire dans l'année. L'année tropique, qui est l'unité principale imposée par la nature à notre subdivision de la mesure du temps, contient en effet un nombre fractionnaire de jours égal à 365 jours, 24 219 879.

Le temps qui s'écoule entre le retour de deux pleines lunes ou de deux nouvelles lunes (et qui est évidemment l'origine du mois) est égal à 29 jours 12^h, 44^m, 2^s,8, et ce nombre n'est pas contenu un nombre entier de fois dans l'année.

Pour ne parler que des principaux calendriers encore en usage parmi les peuples dits civilisés, c'est tantôt le mois, tantôt l'année qui a la prépondérance, et il en résulte des systèmes différents. Dans le calendrier juif et dans le calendrier musulman, c'est le mois, la lunaison qui est la chose importante, et cela s'explique, car dans les pays d'Orient, d'où ces systèmes sont originaires, les saisons sont peu marquées, tandis que les nuits généralement claires et la vie nomade y donnent toute leur importance aux phases lunaires. Le calendrier musulman ne se soucie nullement des saisons ; l'année s'y compose de 12 mois de 29 ou 30 jours, et n'a que tantôt 354, tantôt 355 jours. Le commencement de l'année musulmane retarde donc chaque année d'une dizaine de jours, et son nouvel an y parcourt tout le cycle de la nôtre. L'année musulmane est plus courte que la nôtre, et un musulman qui avoue 36 ans a en réalité 35 de nos années. C'est ce qui fait que nous sommes en l'an 1337 de l'hégire, bien que celui-ci date de l'an 622 après Jésus-Christ et que, par conséquent, il ne se soit écoulé depuis l'hégire que 1 297 ans. Voilà des choses fort curieuses et fort peu connues, parce qu'on ne réfléchit pas assez à tout cela.

Dans le calendrier juif, au contraire, on donne de temps en temps un coup de pouce qui fait que l'année juive, en moyenne, est égale à la nôtre : il consiste à intercaler de temps en temps entre les années habituelles de 12 mois lunaires, une année comptant en plus un 13e mois lunaire.

Le calendrier copte étant mis à part (et il n'est point besoin d'en parler ici car il n'intéresse qu'un très petit nombre de sectateurs), toute la chrétienté emploie au contraire deux calendriers où c'est l'année qui est l'unité essentielle et le mois qui est l'unité secondaire : ce sont les calendriers julien et grégorien.

Ces deux calendriers ne diffèrent entre eux que parce que, dans le premier (employé par les orthodoxes), on ne supprime pas tous les quatre siècles les 3 années bissextiles dont Grégoire XIII a ordonné la suppression pour rétablir une concordance plus exacte avec la durée moyenne vraie de l'année. Il en résulte un retard du calendrier julien (dont l'année est en moyenne trop longue), retard actuellement égal à 13 jours et qui fait que le 1er janvier 1919 coïncide pour les orthodoxes avec notre 14 janvier 1919. Il convient, d'ailleurs, de remarquer que le jour où paraît cet article étant un mercredi (15 janvier 1919), c'est également un mercredi pour les orthodoxes, bien que pour eux ce jour soit le 2 janvier. C'est que le pape Grégoire XIII, lorsqu'il fit sa réforme, n'est pas intervenu dans la continuité de la semaime.

Pour mémoire, je rappelle que l'institution par César du calendrier julien, sur les suggestions de l'astronome Sosigène, avait pour base une durée de l'année considérée comme égale à 365 jours un quart exactement. Pour tenir compte de ce quart de jour, César tous les 4 ans, substituait à l'année ordinaire de 365 jours une année bissextile de 366 jours.

Or, il résulte du chiffre que nous avons donné ci-dessus que la durée vraie de l'année est légèrement inférieure à 365 jours un quart: il s'en faut de onze minutes et quelques secondes. C'est pour tenir compte de cette petite différence que fut instituée le calendrier grégorien. Cette petite différence est telle qu'elle arrive à faire un jour entier au bout de 128 ans, c'est-à-dire un peu plus de 3 jours en 400 ans. L'année julienne moyenne était donc un peu trop longue. C'est pour la rectifier que dans le calendrier institué par Grégoire XIII, et qui est le nôtre, on supprime tous les quatre siècles (dans les années séculaires dont les deux premiers jours sont divisibles par 4) une année bissextile.

Quoi qu'il en soit, les inconvénients suivants, sur lesquels il convient maintenant d'attirer l'attention, sont communs au calendrier julien et au grégorien et c'est pourquoi toute réforme qui y pallierait conviendrait également à l'un et à l'autre :

Le premier inconvénient de ces calendriers, — et il est plutôt extrinsèque, — est qu'ils ne sont pas universels. Je consacrerai une étude spéciale à l'examen des graves inconvénients qu'ont, au point de vue international, au point de vue des correspondances, des échanges commerciaux et financiers, la divergence et la multiplicité des calendriers actuellement employés dans le monde. Il est clair

d'ailleurs que le meilleur moyen de conduire tous les États à se rallier à un seul calendrier serait que celui-ci fût nettement supérieur à ceux auxquels ils doivent renoncer, et c'est pourquoi l'examen des inconvénients intrinsèques des calendriers grégorien et julien est d'abord nécessaire.

Parmi ces inconvénients, l'un des plus sérieux est la variabilité de la date de Pâques et des fêtes mobiles. Pâques, suivant les années, peut tomber entre le 22 mars et le 25 avril, soit donc sur 35 jours différents. Cela résulte de la façon archaïque et compliquée dont Pâques est calculé d'après le comput ecclésiastique. Ce problème touche à des prérogatives ecclésiastiques, à des traditions religieuses infiniment respectables.

A un congrès qui s'est tenu à Liége, au sujet de la réforme du calendrier, quelques semaines avant la guerre, et dont le compte rendu n'a pas jusqu'ici été publié, un échange de vues a eu lieu à ce propos, et il résulte des déclarations faites alors par les personnalités les plus qualifiées, que ni dans les hautes sphères ecclésiastiques catholiques, ni dans les protestantes, on ne voit de raison irréductible qui empêche de changer Pâques en une fête à date fixe. Ainsi disparaîtraient les très graves et nombreux inconvénients que présente pour les affaires, pour les voyages et le tourisme, pour l'enseignement et l'agriculture, la mobilité actuelle de la date de Pâques. Il a en particulier été démontré qu'en certains pays le commerce perd des millions de francs lorsque Pâques tombe en mars. Mais il est évident qu'une pareille question ne pourrait être résolue qu'en accord avec la Papauté.

Autres inconvénients encore : les divisions de l'année (mois, trimestres, semestres) sont de longueurs trop inégales, ce qui est une cause continuelle d'embarras, d'incertitudes, de pertes de temps et d'argent, d'erreurs et d'injustices dans les calculs de salaires, d'intérêts, d'assurances et pensions, de loyers et rentes, de comptes courants. Le premier semestre contient 2 ou 3 jours de moins que le second ; certains mois ont 3 jours de plus que d'autres ; le nombre des jours des trimestres est respectivement de 90, 91, 92 et 92. Un simple fait suffit à montrer pourquoi rien qu'au point de vue bancaire, une réforme chronologique est indispensable : dans la plupart des pays d'Europe, la longueur inégale des mois a amené les établissements financiers à calculer pour les comptes courants et de dépôts l'année sur 12 mois de 30 jours, c'est-à-dire pour 360 jours, alors que pour l'escompte des traites, l'année se compte encore sur son

nombre exact de jours. D'ailleurs, le fait que les mois, trimestres et semestres ne comportent pas un nombre exact de semaines cause une foule d'ennuis dans toutes les branches des affaires et la comptabilité, ennuis qui ne sont ignorés d'aucun commerçant.

Autres inconvénients encore : d'une année à l'autre, les quantièmes des mêmes mois ne tombent pas sur les mêmes jours; les événements périodiques publics ou privés, les anniversaires, les échéances, les foires et marchés, les assemblées diverses, etc., ne tombent jamais sur le même jour de la semaine s'ils sont déterminés par une date et réciproquement. Les premiers, 15 et 30 des mois sont souvent des dimanches, ce qui a des inconvénients bien connus des hommes d'affaires. Les fêtes fixes tombent souvent mal, coïncidant avec des dimanches ou au contraire avec le milieu de la semaine, etc., etc. C'est à cause de tous ces inconvénients que, depuis longtemps, les hommes de science et surtout les hommes d'affaires se sont préoccupés de la réforme, jugée indispensable, de ces calendriers mal équarris et qui coûtent des sommes énormes et causent mille ennuis à tout le monde.

Tout un mouvement s'est manifesté dans ce sens, et, à titre d'exemple, je me bornerai à citer les conclusions et vœux suivants adoptés après des discussions approfondies et sérieuses : En juin 1910, le 4e Congrès international des Chambres de commerce et des associations commerciales et industrielles réunies à Londres, et où 25 gouvernements étaient représentés officiellement ainsi que plus de 200 Chambres et associations de commerce du monde entier a émis à l'unanimité le vœu de soumettre à une conférence diplomatique internationale le problème de la réforme du calendrier, en vue de lui donner une solution internationale et universelle.

Ce vœu a été confirmé par le 5e Congrès international des Chambres de commerce à Boston en 1912, puis, pour la troisième fois, par le 6e Congrès international des Chambres de commerce, tenu à Paris en 1914, peu avant la guerre.

D'autre part, le 17 mai 1913, l'*Association internationale des Académies*, siégeant à Saint-Pétersbourg (c'est ainsi qu'on disait alors) a décidé la création d'une commission internationale du calendrier chargée d'étudier les questions relatives à l'unification et à la simplification des calendriers et à la fixité de la fête de Pâques, après s'être mise en relations, si elle le juge utile, avec les autorités ecclésiastiques intéressées.

Peu après, dans son assemblée générale du 18 juin 1913 à

Bruxelles, le *Congrès mondial des Associations internationales* qui représente une force énorme, a ratifié le vœu suivant, adopté la veille en séance de section : « Le Congrès mondial des associations internationales émet le vœu de voir les gouvernements et les associations internationales s'attacher à l'étude des réformes à introduire éventuellement dans les calendriers aujourd'hui en usage, afin d'employer dans tous les pays une méthode uniforme pour compter le temps et pour fixer l'époque de la célébration de certaines fêtes communes à plusieurs religions. »

Enfin, et à la veille même de la guerre, se réunissait à Liége le *Premier Congrès international pour la réforme du calendrier* qui réunissait des astronomes et spécialistes éminents de divers pays en même temps que des industriels et des commerçants et de hautes personnalités ecclésiastiques, catholiques, protestantes et anglicanes.

Les travaux de cet intéressant Congrès sont restés jusqu'ici inédits. Tels quels, ils constituent une mise au point excellente de la question dont les divers aspects ont été soigneusement débattus par des hommes hautement qualifiés. Ce congrès ne s'est d'ailleurs pas borné à émettre des vœux d'ordre général; il est entré dans les détails des questions, en suggérant des solutions concrètes et étudiées et en ne laissant dans le vague que certains points (d'ailleurs assez importants) qui pourraient être réglés rapidement par des plénipotentiaires assistés de spécialistes choisis.

En l'état, les travaux du Congrès de Liége me paraissent fournir une base excellente permettant au Congrès de la Paix d'aborder de plain-pied, s'il le veut, cette importante question pour laquelle on ne retrouvera pas, de longtemps, des circonstances aussi favorables que celles d'aujourd'hui.

Je considère donc comme un devoir impérieux de faire connaître ici les vœux non encore publiés du Congrès de Liége ; à leur propos et en même temps j'examinerai ou plutôt j'exposerai les meilleurs projets de réformes proposées et entre lesquels, à la lumière des discussions de Liége, il serait facile au Congrès de la Paix de faire en toute connaissance de cause un choix rapide et définitif, si, des hauteurs de la politique, il daigne abaisser ses diplomatiques regards sur cette chétive et pourtant si importante question.

Il ne me restera plus ensuite qu'à montrer comment, devançant les décisions que je souhaite, déjà les événements de guerre de ces derniers mois ont déclenché des solutions nouvelles du problème international du calendrier non seulement en Turquie, en Bulgarie,

en Serbie, comme naguère au Japon, en Chine, mais aussi dans la chaotique Russie des Soviets. Tant il est vrai qu'il est des forces qu'on ne déchaîne pas seulement par circulaire ministérielle et qu'il est des problèmes qui, bon gré mal gré, s'imposent aux diplomates.

Mais n'anticipons pas et indiquons d'abord, et avant de les commenter les décisions et vœux du premier Congrès international pour la réforme du calendrier.

Voici ces vœux :

« Le Congrès international pour la réforme du calendrier réuni à Liége les 27, 28, 29 mai 1914, considérant la multiplicité des calendriers actuellement en usage et les nécessités de la vie moderne, émet le vœu qu'un calendrier nouveau *universel* soit adopté par les pouvoirs civils et les autorités religieuses.

« Le Congrès émet le vœu que le nouveau calendrier soit *perpétuel*, assurant une concordance invariable entre les jours et les dates de l'année.

« Le Congrès, après avoir pris connaissance des avis et des documents qui lui ont été communiqués, constate qu'il n'y a pas d'obstacle absolu au point de vue religieux à la mise hors date d'un jour, les années ordinaires, et de 2 jours, les années bissextiles.

« Le Congrès émet le vœu que l'année soit composée de 364 jours datés (formant 52 semaines entières, plus 1 jour complémentaire les années communes et 2 jours complémentaires les années bissextiles).

« Le Congrès émet le vœu que la division de l'année en 12 mois soit conservée.

« Le Congrès émet le vœu que la fête de Pâques soit fixée à l'un des premiers dimanches d'avril. »

Enfin le Congrès avait décidé d'insister auprès du Conseil fédéral suisse, en lui soumettant les résolutions ci-dessus, afin qu'une prompte suite soit donnée à son intention de convoquer une conférence diplomatique pour l'étude de la question même au cas où toutes les Puissances ne pourraient s'y faire représenter. Cette réforme chronologique dont le gouvernement suisse avait alors songé à prendre l'initiative et que la guerre a fait tomber en quenouille, nous verrons comment le Congrès de la paix peut et doit s'en emparer, si parmi tous ses vastes projets de réformes, il veut qu'il en subsiste un qui soit vraiment utile, facile à réaliser, et nécessairement durable.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

On prévoyait bien que les nouvelles élections donneraient au gouvernement britannique une forte majorité ; mais le résultat a dépassé encore les espérances. Quand nous disons les « nouvelles élections, nous ne voulons pas dire seulement : les élections « dernières ; » « nouvelles, » les élections anglaises l'ont été dans tous les sens et dans la pleine acception du mot. Corps électoral nouveau, procédure nouvelle, programme nouveau. Pour la première fois, la Grande-Bretagne et l'Irlande faisaient l'expérience du suffrage universel; non pas de ce que, depuis 1848, on était convenu d'appeler, par extension et amplification, le suffrage universel, et qui, presque partout, ne comprenait que la partie masculine de la population, au-dessus d'un certain âge et sous certaines conditions, mais d'un suffrage aussi universel que possible, accordé également aux femmes et aux hommes, et n'excluant guère que les mineurs des deux sexes. Par là, le nombre des électeurs s'était trouvé porté d'un coup à près de vingt-deux millions d'inscrits, qui font le corps électoral le plus gigantesque qu'on ait jamais connu.

Lorsque, chez nous, il y a soixante-dix ans, les électeurs passèrent de 240000 environ à environ 8 millions, se multipliant en un jour trente-deux ou trente-trois fois par eux-mêmes, l'État en fut violemment et profondément secoué : son équilibre fut déplacé, sinon détruit ou rompu. Rien de pareil dans les élections anglaises du 14 décembre. On ne se souvient pas d'en avoir vu de plus calmes, de plus correctes, et en quelque manière de plus conservatrices. Il est vrai que, des 22 millions d'électeurs inscrits, la moitié à peine a participé effectivement au scrutin. Sont-ce les voix des soldats retenus sur le continent qui ont manqué ? Sont-ce des électeurs tout frais qui n'ont eu guère de souci du présent royal qu'on leur avait fait? Ou, au contraire, sont-ce d'anciens électeurs blessés de n'avoir plus qu'à exercer un droit au lieu de jouir d'un privilège? Seraient-ce les

femmes qui, même dans le premier feu électoral, n'auraient pas déployé une extrême ardeur, comme on pouvait le supposer en constatant qu'à part la comtesse Markievicz, la « comtesse Verte, » la druidesse du *Sinn-Fein*, en Irlande, aucune d'elles n'a été élue? (Mais il faudrait d'abord prouver que les femmes auraient voté de préférence pour des femmes, et c'est une démonstration que nous laissons à de plus experts en psychologie féminine.) Est-ce enfin un trop grand changement dans les habitudes? Jadis les élections anglaises se faisaient lentement, et comme se diluaient, à différentes dates, en différents lieux, ce qui permettait aux multi-propriétaires d'aller et venir voter successivement dans les divers collèges où ils avaient des intérêts : ils n'étaient pas accoutumés à cette manifestation massive de l'opinion publique, dans tout le royaume, à la même heure. Ou bien, d'autre part, est-ce l'espèce de « respect humain » de gens inhabiles ou peu hardis à faire un geste qu'ils n'avaient pas appris plus jeunes? A quoi s'ajouterait cet effet général de détente, de dépression, d'abandon passif et indifférent, qui succéda naturellement à de trop longues périodes d'un trop dur effort. Quoi qu'il en soit, le fait est que 49 p. 100 seulement des électeurs inscrits se sont présentés aux urnes : ainsi s'est maintenue la tradition qui n'a, en tout pays et en tout temps, reçu que de très rares démentis; à savoir que les Chambres, sauf des exceptions que l'on compterait sur les doigts, ne représentent à l'ordinaire, sous le régime du suffrage universel comme sous celui du suffrage restreint, qu'une minorité, non pas du peuple entier, ce qui va de soi, mais du corps électoral même.

Cette faible moitié, ces 49 pour 100 des électeurs inscrits, envoient à la Chambre des communes, en tout, 707 députés. De ce total de 707 sièges, les partis qui se sont ralliés à l'appel de M. Lloyd George et qui, autour de sa personne, ont noué la coalition, occuperont à peu près les deux tiers, soit 471 : l'opposition en aura 235, mais il est probable qu'ils ne seront pas tous occupés, les 70 *Sinn-Feiners* élus dédaignant de paraître à Westminster. Le noyau de la coalition gouvernementale, d'un volume et d'un poids considérables, est formé par les « unionistes, » c'est-à-dire par des hommes que leurs souvenirs, à défaut de leurs tendances, rattachent à l'ancien parti conservateur; entre eux et leurs voisins de groupement le néo-torysme a fait le pont : sur 471 membres de la coalition ministérielle, ils sont 334, 127 libéraux, la fraction du parti qui avait suivi M. Lloyd George, lorsqu'il s'était séparé de M. Asquith, et 100 travaillistes, de ceux qui n'ont jamais composé avec les nécessités mili-

taires complètent le chiffre. L'opposition se décompose ainsi : 38 libéraux fidèles au *leadership* de M. Asquith ; 48 unionistes indépendants, qui n'ont pas vaincu en eux toute méfiance envers les idées ou les allures, *ante bellum*, de M. Lloyd George, 36 membres du *Labour Party* inclinés aux rêveries pacifistes, 7 nationalistes irlandais, légalitaires, non révolutionnaires.

Le succès de la coalition est absolu ; c'est plus que la victoire, c'est le triomphe. Mais qu'est-ce qui triomphe? Il n'y a pas à s'y méprendre : c'est la politique de guerre de M. Lloyd George. C'est la façon dont il a conçu, conduit et terminé la guerre. Le scrutin du 14 décembre signifie satisfaction pour le passé, confiance pour l'avenir ; mais premièrement, par-dessus tout, pour le passé le plus récent et pour le plus prochain avenir ; en termes concrets et précis : pour la guerre et pour la paix, une guerre heureuse, une bonne paix, une guerre bien faite, une paix qui ne peut manquer de l'être. Parmi ces unionistes qui se sont rangés moins sous la bannière de M. Lloyd George que sous le drapeau national tenu par lui, il en est peut-être qui ont eu d'autant plus de mérite à accomplir cet acte de discipline salutaire qu'ils n'ont pas tout à fait chassé leurs vieilles craintes ou leurs vieilles préventions. Je me rappelle, personnellement, un dîner où mon voisin de table m'entretint toute la soirée des dangers que faisaient courir à l'Angleterre les « fantaisies financières » de M. Lloyd George, alors chancelier de l'Échiquier] : il en était à ce point convaincu qu'il allait commencer, le lendemain, une campagne de meetings pour les dénoncer ; et j'eus quelque peine à décliner l'invitation pressante d'y assister. Rien ne saurait rendre l'accent de sincérité et d'épouvante avec lequel mon interlocuteur s'efforçait de me montrer, au bout de cette course précipitée, au bas de cette pente irrésistible, l'abîme. Il est aujourd'hui ministre, — l'un des plus importants et des plus dévoués, — dans le cabinet de M. Lloyd George. L'amour de la patrie a fait ce miracle. L'adversaire d'hier a comparé les abîmes : il a compris que le premier à franchir était l'abîme de la guerre, et, comme la volonté de M. Lloyd George était la flamme qui marchait devant la colonne, il a suivi. Suivre était le moyen de savoir.

Ce n'est pas à dire que le véritable abîme franchi, tous les fossés seront comblés, que la voie sera droite et lisse, le terrain parfaitement plan. Mais la seconde leçon des élections anglaises est que maintenant, et pour longtemps, le moyen de servir est de s'unir. Le vieux libéralisme en sort écrasé dans son chef et dans ses

membres. M. Asquith lui-même est battu, et ses principaux lieutenants, M. Mac Kenna, M. Runciman, sir John Simon, M. Herbert Samuel, Travelyan, M. Gulland, M. Outhwaite, M. Tennant, partagent son échec. Point de doute ; l'instinct et le sentiment populaires leur ont fait payer, malgré les titres qu'ils s'étaient acquis par ailleurs, leurs hésitations et ce qu'il a semblé y avoir d'un peu vacillant dans leur énergie, durant les deux dernières années : ce qu'il y a eu aussi d'un peu étroit dans leur intelligence de la situation, et d'archaïque dans leur conception du monde. A l'autre extrémité des bancs de l'opposition où les 38 survivants du libéralisme orthodoxe sont relégués, ils ne retrouveront pas non plus, dans le troupéau des 66 séides du *Labour Party*, ni le Prophète, M. Arthur Henderson, ni ses compagnons, M. William Anderson, M. Ramsay Macdonald, M. Philippe Snowden ; ils n'y trouveront ni M. Sidney Webb, en dépit de sa notoriété, ni miss Mary Mac-Arthur, Mrs Anderson en vertu de son mariage ; ils y verront, en revanche, auprès de M. Barnes, membre du cabinet de guerre, M. Ben Tillett, M. Thomas, secrétaire du syndicat des « cheminots » qui ne sont pas hostiles à la coalition. M. Havelock Wilson, qui dressa le syndicat des gens de mer contre toute compromission avec les assassins de femmes et d'enfants y seront comme le témoignage vivant de ce que l'Angleterre a voulu et le vivant reproche de ce qu'elle n'a pas pardonné. Le *Labour Party*, dans son ensemble, avait nourri de grandes illusions. Il présentait, selon la tactique habituelle des socialistes, beaucoup plus de candidats qu'il n'espérait en faire passer, ce qui n'est pas fait pour le succès étant fait pour la propagande. Néanmoins, sur 376 candidatures, il escomptait peut-être 150 ou 200 élections ; les 66 qu'il a obtenues en dehors de la coalition et contre elle autorisent à dire qu'à tout le moins il est contenu. Et, pour lui encore, dans la plupart des cas, le critérium a été l'attitude sur les questions de la guerre et de la paix : il est battu, sinon comme « travailliste, » mais comme pacifiste à contre-temps ou à outrance, ce qui s'interprète « défaitiste, » et comme internationaliste impénitent, ce qui est le crime inexcusable aux yeux d'une nation qui se reprend à vivre après avoir été menacée de mourir. Des deux partis opposés en tout le reste qui gisent à terre, l'un, l'ancien parti libéral, est puni pour avoir pensé et agi comme s'il n'y avait que le point de vue anglais, l'autre, le jeune *Labour Party*, est averti sévèrement pour penser et agir comme s'il n'y avait pas un point de vue anglais.

Au résumé, les élections du 14 décembre marquent la fin du parlementarisme anglais de type classique, qui appartient désormais à l'histoire ; non seulement pour qu'un des deux grands partis entre lesquels alternait le pouvoir fondé sur une majorité homogène, compacte et stable, disparaît presque totalement ; mais parce que les conditions elles-mêmes de ce parlementarisme, — les conditions sociales de ce régime politique, — n'existent plus. Entre les whigs et les tories, il y avait des différences d'opinion, il n'y avait pas de différences de condition et d'éducation, pas de différences de vie : les uns et les autres étaient issus du même milieu, souvent des mêmes familles, avaient été façonnés et polis aux mêmes manières. L'introduction brutale, l'irruption d'une classe nouvelle, d'une nouvelle couche, sous la forme de soixante-dix députés du *Labour Party*, va faire évoquer et éclater ce moule fragile et désuet. A l'instrument nouveau, M. Lloyd George réserve sagement un nouveau travail, et c'est en quoi il est juste de dire de son programme qu'il est nouveau et de sa politique que c'est un renouvellement. Au vrai, il veut continuer dans la paix sa politique de guerre, confirmée et sanctionnée par la victoire ; mettre dans le régime parlementaire nouveau la largeur et l'ampleur qu'y mettent des conditions sociales nouvelles, avec l'ardeur qu'y a mise la guerre, le souffle qu'y met la victoire, la hardiesse généreuse qu'y doit mettre la paix. Il a proposé à la nation britannique, qui l'a acclamé, de faire payer à l'Allemagne ses méfaits, de prendre contre leur retour offensif des précautions radicales, de se donner un gouvernement énergique, de rendre plus intense la production industrielle, de répandre le bien-être ; « programme de réformes, de force et de prospérité. » Programme de paix « fraîche et joyeuse, » programme de paix franche et sérieuse, qui exige de la solidité et de la durée. C'est une vaste, une immense entreprise ; mais cette guerre a tout agrandi à sa propre échelle. Il n'y a plus de petites nations, ni de petits problèmes. Il n'y a plus de place pour une petite politique. M. Lloyd George s'élance vers les solutions de l'avenir avec une vision puissante de la réalité. Souhaitons que l'épine irlandaise, en s'envenimant au talon de l'Angleterre, ne le force point à se retourner et à s'arrêter dès le premier pas.

Nous continuons à savoir assez mal ce qui se passe à Berlin. Il s'y passe trop de choses trop vite, et il y a, pour que nous les voyions bien, trop de rideaux, dont un rideau de fer, interposés. Surtout il y a un voile trop épais de brume révolutionnaire. Le propre d'une révolution, étymologiquement, — *revolvere*, — c'est qu'elle « tourne »

et qu'elle se renverse, et l'on en mesure la violence à la vitesse des tours. A ce compte, la révolution allemande est en pleine fureur. Il est donc impossible de prévoir, huit jours à l'avance, ce qu'elle produira, et prudent de n'en tracer la marche que sous les plus expresses réserves.

A peine avait-il semblé, l'autre quinzaine, que le gouvernement présidé par Ebert, de quelque étiquette qu'il le revêtît, prenait le dessus, que presque aussitôt on l'a cru sur le point d'être jeté à terre. Le mardi 24 décembre, une collision sanglante avait lieu devant le château et jusque dans ses écuries entre les marins venus de Kiel, de Wilhelmshafen, de Hambourg, — les plus bolchevistes des bolchevistes allemands, — et la 3e division de cavalerie, dévouée au Directoire des mandataires du peuple, qui les a attaqués avec du canon. Après un bombardement de quelques heures, les assiégés ont négocié un accord et se sont retirés, ayant perdu une soixantaine des leurs, tués ou blessés. L'autorité qu'il faut bien, par comparaison, qualifier de « régulière, » — en tout cas, la moins irrégulière des autorités de fait qui se sont élevées en Allemagne depuis le 9 novembre, — paraissait l'avoir emporté, et le conflit s'être terminé par la défaite et la capitulation de l'émeute, mais pas du tout, ou pas tout à fait. On n'a pas tardé à apprendre qu'il n'y avait pas eu capitulation, mais retraite sans conditions débattues, et pour ainsi dire avec les honneurs de la guerre, en ce sens que les mutins, avant de se retirer des appartements royaux au préalable visités de très près, avaient imposé la destitution du commandant de la place de Berlin, Wels, coupable de leur avoir refusé le versement immédiat de 80 000 mark. Auparavant, ils avaient fait une sortie en armes, occupé le bâtiment de l'Université, envahi la Chancellerie même, décrété d'arrestation non seulement Wels, qu'ils avaient, à la sueur froide de tout son corps, criblé de plaisanteries macabres, mais Ebert, Landsberg et Barth en personne, comme ils eussent fait Scheidemann, Haase et Dittmann, avec eux, sans distinction de majoritaires et d'indépendants, s'ils les avaient rencontrés. Le commandant de place s'était vu substituer dans ses fonctions un jeune lieutenant, le camarade Fischer, de sa profession civile « théologien catholique. » Mais la fausse prison des directeurs n'avait duré que de courts moments; un revirement de plus les avait rétablis dans leurs fauteuils qui sont comme la monnaie d'un trône, et les marins, contraints de céder, ou leurs amis, ne se faisaient pas prier pour le constater : « Le boucher Wels a dû s'en aller, écrivait le

journal de Liebknecht, la *Rothe Fahne* (*le Drapeau rouge*), mais Ebert et la clique révolutionnaire (lire plutôt, ce qui est bien plus dans le ton de la feuille et dans la pensée de l'auteur, « réactionnaire ») restent par malheur au gouvernement. »

De l'échauffourée des 23-24 décembre et des jours suivants, le Directoire se tirait en apparence rassis et raffermi, comme il s'était tiré de la Conférence générale des comités d'ouvriers et de soldats. Ses partisans avaient pu craindre que devant cette Conférence, séance tenante, la scission ne se fît entre les majoritaires et les indépendants, trois contre trois, et que le gouvernement ne se cassât par moitié. Au grand étonnement de plusieurs, il en était sorti complet. Le nouvel organisme d'État paraissait même en être sorti mieux lié en ses diverses parties. La « Conférence des comités d'ouvriers et de soldats, » — tel était son titre officiel, — avait élu, avant de se dissoudre, un « Comité central de la République socialiste allemande, » auquel l'ancien Comité exécutif des comités d'ouvriers et de soldats de Berlin avait transmis ses pouvoirs. Composé comme l'est son bureau, présidé par le majoritaire Leinert (de Hanovre) qu'assistaient trois autres bons majoritaires, Cohen (de Reuss), Hermann Müller et Schaefer (de Cologne), avec adjonction, pour figurer l'élément militaire, d'un délégué du front oriental, nommé Wagner, soit quatre majoritaires et peut-être cinq sur cinq, le Comité central semblait destiné logiquement à renforcer et non à contrarier ou gêner « le gouvernement d'Empire. » Comme, d'autre part, le Directoire l'avait emporté dans tous les scrutins de la Conférence générale, comme il avait réussi à faire adopter par elle, outre le principe de la convocation d'une Assemblée nationale, l'élection de cette Assemblée à la date la plus rapprochée, si le gouvernement n'était pas inébranlable, s'il ne cessait pas d'être attaqué, il semblait, à tout prendre, qu'il s'enracinât. Mais justement à l'heure où l'on pensait que le péril de scission était écarté, les trois indépendants abandonnaient le Directoire. Crise qui eût pu être plus grave, si l'on n'avait trouvé d'autres indépendants pour les remplacer. On en a trouvé au moins deux : Noske, réputé pour sa décision, Wiessel, dont on ne dit rien ; un troisième, Lœbe, de Breslau, s'est excusé, et l'on cherche dans les affaires de Silésie une explication de son refus. A considérer les faits sous cet angle quasi constitutionnel ou parlementaire, et, si tout se passait en arrangements, en combinaisons, en conciliabules, la position du gouvernement d'Empire demeurerait aujourd'hui ce qu'elle était hier, et le moins qu'on en pourrait

dire serait qu'on n'aperçoit pas de raisons de la croire affaiblie.

Mais l'article de la *Rothe Fahne*, dans les lignes qui font suite à celles que nous avons citées, pose la question comme elle doit être posée, comme elle se pose réellement : « Il nous faut, ajoute-t-il, poursuivre l'œuvre commencée. Les soixante-dix victimes de la contre-révolution ne doivent pas être tombées en vain. Il faut armer le peuple : la formation d'une garde rouge est une nécessité urgente. » Cela n'est pas vrai uniquement de Liebknecht et du groupe Spartacus. Cela est vrai aussi, au même degré, à un degré plus haut encore, du Directoire d'Ebert et de Scheidemann, du gouvernement, puisque les voilà face à face, Spartacus et lui, et qu'ils se disputent non seulement la Chancellerie d'Empire, non seulement la salle du Landtag prussien, mais la rue. Les minoritaires, les indépendants, qui errent d'un camp à l'autre, transfuges de l'un, repoussés par l'autre, ne forment, dans l'intervalle, qu'un tampon. Pour parler à l'allemande, la question est devenue entre eux, un *Machtfrage*, une question de force. Au lendemain du jour où légalement, parlementairement, le Directoire était consolidé, il provoquait une manifestation du peuple de la capitale, à laquelle, naturellement, Liebknecht ripostait par une contre-manifestation, à moins que ce ne fût le cortège majoritaire qui répondît, en contre-manifestation, à la manifestation de Liebknecht. Les deux cortèges ne se rencontrèrent pas ou ne se heurtèrent que par leurs avant-gardes et leurs serre-files. Il n'y eut que peu de mal. Mais c'est jouer avec le feu. Dès qu'on se met à jouer ce jeu-là, il faut être prêt à le jouer à fond.

Visiblement, ostensiblement, les deux partis font leurs préparatifs. Liebknecht et Spartacus appuyés sur les marins, sur les soldats débandés, sur des chômeurs ou des grévistes, toute sorte d'éléments troubles, avec les conseils et le concours de bolchevistes russes, Radek et autres, dont la présence à Berlin est connue et tolérée, dont l'action n'est entravée que mollement. De leur côté, Ebert, Scheidemann, le Directoire, appellent ou rappellent dans la ville et dans ses faubourgs les troupes les plus sûres, les régiments où la discipline, l'esprit de corps, sont le moins atteints, notamment la cavalerie de l'ancienne garde. Hindenburg leur aurait ainsi fourni une centaine de mille hommes. Ils rentrent sous les applaudissements, le casque d'acier couronné de feuilles de chêne, les fusils fleuris, mitrailleuses enguirlandées.

Les bourgeois qui les saluent de leurs « hoch ! » gutturaux n'exhalent pas simplement le soupir de l'orgueil allemand irrité, mais

expriment avec ingénuité le besoin, le vœu et l'espoir de l'ordre. A toucher de leurs mains cet appareil encore belliqueux, ils s'estiment sauvés. Ils peuvent l'être, si l'appareil résiste aux influences délétères du milieu, et si l'on ose s'en servir. Mais presque fatalement on sera amené à s'en servir. Le moindre contact peut mettre les armées aux prises. Ce qui est certain, c'est qu'on ne gouverne ni dans la rue ni par la rue. Tant qu'il y a la rue, il n'y a pas de gouvernement. Ou la rue opprime le gouvernement et la Révolution s'exaspère en anarchie ; ou le gouvernement supprime la rue, et la Révolution s'achève en organisation. Une troisième hypothèse à envisager, ou du moins qu'on ne saurait exclure absolument, serait que l'armée de l'ordre intervînt, soit d'un mouvement spontané, soit sous une impulsion secrète, à la fois pour mater la rue et pour rendre à l'Allemagne pangermaniste, à la Prusse des généraux, des *junkers* et des professeurs, un gouvernement qui leur ressemble plus et où ils se reconnaissent mieux.

Ainsi que l'enfantement de la nouvelle Allemagne, s'il doit et s'il peut y avoir en vérité une Allemagne nouvelle, celui de la nouvelle Europe est partout ou douloureux ou difficile. Une à une les nations slaves sortent des limbes. Quelques-unes d'entre elles nous avaient valu d'assister à ce spectacle paradoxal d'un gouvernement existant avant l'État à gouverner ; et souvent, dans le passé, on avait pu voir des États sans gouvernement, mais ce qu'on n'avait pas encore vu, c'étaient des gouvernements sans États, des États sans frontières fixées et sans territoire défini. Nous vivons dans le temps des anticipations, et, loin de nous en plaindre, nous en sommes heureux. Le Conseil national yougo-slave a proclamé l'union avec la Serbie des pays slovène, croate et dalmate de l'ancienne monarchie austro-hongroise ; au nom de son père, le roi Pierre, le prince Alexandre devient régent de cet État qui déborde de beaucoup les cadres de la plus grande Serbie, et qui réunit sous le même sceptre des nationalités sœurs, cousines ou voisines, mais distinctes. Comme conséquence de l'union, un ministère unique a été formé, et sous la présidence d'un ministre serbe, M. Protisch, avec deux vice-présidents, Mgr Korosec, Croate, le docteur Trumbitch, Dalmate. M. Nicolas Patchitch présidera la délégation yougo-slave à la Conférence.

Des discours et des manifestes échangés en cette occasion, nous ne noterons qu'une tendance. Tout ce qui, dans ces documents, est effusion de fraternité, joie de se jeter dans les bras l'un de l'autre, fierté de se sentir vivre, est touchant, admirable, et de grand cœur

nous y applaudissons. Mais il s'y mêle des récriminations, dont le fond et le ton ne sont pas sans nous inquiéter un peu. Les relations de l'État naissant avec un autre État qui est également notre allié pourraient en souffrir, dès le commencement, au détriment de la commune victoire et pour le dommage de la cause commune. Le Conseil national yougo-slave déplore que l'Italie occupe des pays ou portions de pays non désignés dans la convention d'armistice du général Diaz et du feld-maréchal von Arz; il fait remarquer que ces occupations coïncident généralement, en les dépassant même çà et là, avec les stipulations du traité de Londres du 26 avril 1915, traité secret, mais par la suite divulgué et connu de tous, où ni la Serbie, ni, à plus forte raison, une Slovénie, une Croatie, une Dalmatie qui n'existaient pas alors comme État, n'ont été parties ; mais que tous ensemble, ce pacte et les actes qui en découlent, lèsent cruellement ses droits et ses intérêts, ferment ses voies, bornent son avenir, rognent ses destinées. Des écorchures ou des égratignures que des paroles officielles accusent aussi vivement, les polémiques de presse auraient vite fait de les changer en blessures.

L'affaire s'engage mal : il vaut mieux le dire pendant qu'il est temps d'y remédier. Par bonheur, la conciliation n'est pas impossible, pour peu qu'on la veuille. Il se trouve que la déclaration du Conseil national yougo-slave suit presque ligne par ligne la thèse mazzinienne, à laquelle un nombre croissant d'Italiens avait adhéré depuis quelques mois. Mais il faut surveiller chacun chez soi les imprudences de langage et refréner les prétentions démesurées. Nous devinons bien ou nous soupçonnons bien la tactique qu'on suit de part et d'autre en enflant ainsi les demandes : peut-être pense-t-on à se munir d'une monnaie d'échange qu'on jetterait au bon moment sur la table de la Conférence, et moyennant laquelle on se ferait payer ses abandons ou ses concessions, comme si c'étaient des sacrifices. Mais ce jeu ne serait ni sans risques, ni sans périls. C'est le problème de l'Adriatique qui se pose : et il est délicat, il est ardu ; il n'est pourtant pas insoluble; pour le comprendre, il suffit de le réduire à ses données vraies; pour le résoudre, il n'y a qu'à être raisonnable. Il est vrai que cé n'est pas toujours facile.

A l'autre bout du monde slave, ou du moins des pays slaves qu'englobait la monarchie austro-hongroise, l'État tchéco-slovaque se débrouille et s'installe. Il a son gouvernement, une forme positive de gouvernement : une République, avec son président, le professeur Masaryk. Il est en train de se faire son armée, et de lui donner un

chef. Il a sa représentation à l'étranger, et, à tout le moins, un embryon de corps diplomatique. Sans doute son aire territoriale était, sauf les lisières allemandes de la Bohême et les enclaves slovaques dans le royaume de Hongrie, moins malaisée à circonscrire que le domaine de l'État yougo-slave. Et puis les Tchèques avaient vécu depuis des années d'une vie nationale intense, qui leur fournit maintenant tout à point les cadres de leur vie d'État. Il est regrettable qu'on n'en puisse dire autant de la Pologne. Elle n'a pas un gouvernement, mais deux ou trois, et perd son temps à débattre, sans le décider, lequel est le bon. Au lieu de s'unir dans sa résurrection, et pour sa résurrection durable, ses habitants se déchirent mutuellement de race à race : Polonais contre Lithuaniens, contre Oukraniens, contre Juifs. Même sur ce que la Pologne reconstituée devrait être matériellement, les partis ont une peine infinie et, au prix de cette peine, n'arrivent pas à s'entendre : les partis de droite étalent des ambitions immenses ; les partis de gauche ne peuvent se concerter ; jusqu'aux comités de propagande, qui se réfutent et se démentent les uns les autres. La Pologne a besoin de faire un grand effort pour vaincre cette fois la fatalité historique qui l'a autrefois perdue, guérir le vice qui, à lui seul, dans le passé, a rendu inutiles toutes ses vertus, les qualités les plus éclatantes, les plus héroïques, modifier en un mot sa diathèse naturelle qui a toujours contenu un grain d'anarchie. Elle en trouvera le secret dans l'action, si elle consent enfin à l'ordonner et à la diriger, comme elle a l'air de l'entreprendre en Posnanie.

Toutes les contrées du Nord, la Finlande, les provinces baltiques, n'ont pas cessé d'être agitées. Il s'y fait et s'y défait sans relâche des États précaires, des gouvernements éphémères, qui passent et tombent. La Russie est un grand, effroyable et peut-être formidable mystère.

Bien plus encore que ce qui se passe à Berlin, nous ignorons ce qui arrive à Pétrograd et à Moscou. Où en est le bolchevisme, en son œuvre de boue et de sang ? Est-il, comme on l'a dit, haletant, sur ses fins, ou, tout à l'opposé, a-t-il gardé et repris de la vigueur ? De quelles ressources dispose-t-il ? Puise-t-il dans les richesses publiques et privées, qu'il n'est point venu à bout de dilapider, avec des mains d'autant plus indiscrètes qu'il ne se soucie nullement de ne laisser derrière lui que des ruines ? Qu'est-ce que cette « armée rouge » qui serait en train de se constituer, et à propos de laquelle des officines cachées mettent en circulation des rumeurs fantastiques, des bruits

dont, jusqu'à plus ample informé, il convient de tenir quelques-uns pour absurdes? Ce qu'on voit suffit, et ce qu'on voit, c'est que le bolchevisme russe se montre agressif au Nord-Ouest et à l'Ouest, qu'il tente de ce côté un gros effort de propagation et de contamination. Il est urgent de couper les fils. Ni l'Europe, ni le monde même, ne connaîtraient plus de repos si la conjonction s'opérait de l'Allemagne restée, quelque républicaine qu'elle se dise, militariste dans les moelles, et de la Russie bolcheviste, si l'on jetait sous cette machine énorme, qui serait vite remontée, cette masse colossale de matière première. Pour empêcher que la fabrique de poisons ne fonctionne, décidons-nous à éteindre le foyer. Sans entamer une expédition, dont les conséquences seraient malaisées à limiter, on peut le circonscrire, et l'étouffer en l'isolant, par une pression concentrique.

Cette pression mesurée, mais persévérante et croissante, il y a plusieurs mois que nous l'avons recommandée ici, d'après la carte elle-même, et en relevant à la périphérie de l'immense Empire, les points d'où nous étions à portée d'agir. Mais pour l'action convergente qu'il faudrait, peut-être y a-t-il entre les Alliés trop d'intentions, nous ne voulons pas dire divergentes, mais médiocrement coordonnées. Depuis trois ans, et parmi les premiers, nous avons réclamé à cette place, outre l'unité de commandement, l'unité de gouvernement. L'une n'était pas plus nécessaire que ne l'est l'autre. L'unité de commandement nous a fait gagner la guerre; seule, l'unité de gouvernement pourra nous faire gagner la paix. Certes, il ne faut pas se payer de mots, et « l'unité de gouvernement, » qu'est-ce à dire? Nous n'accepterions pas, il n'est pas possible d'accepter, et pas une nation n'accepterait, qu'un gouvernement autre que le nôtre, une sorte de sur-gouvernement, parlât et traitât pour nous. Mais personne n'y songe. Il y aurait unité de gouvernement suffisante, au profit commun de l'Entente comme au profit particulier de chacun des associés, dès qu'il y aurait unité de volonté. Et il y aura l'unité de volonté nécessaire, si, dans toute l'Entente et chez chacun de ses membres, nous savons maintenir et raviver l'état d'âme de la victoire. Ne nous faisons pas peur de notre joie et ne faiblissons pas devant notre fortune.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

LES NOUVEAUX OBERLÉ[1]

PREMIÈRE PARTIE

I. — LES DEUX ROUTES

Jamais la paix de la campagne d'Alsace n'avait été si grande qu'en cette fin de jour, ni dans cette vallée; jamais les cœurs ne s'étaient ainsi refusés à la recevoir; jamais non plus, depuis qu'il commandait au Baerenhof, c'est-à-dire depuis huit années que son père était mort, on n'avait vu le maître des plus beaux blés de la vallée, qui en produit peu, Victor Reinhardt, laisser les travailleurs, ses voisins, ses amis, achever seuls de couper la moisson.

Le matin, une petite fille venait de naître, dans cette ferme aux longs toits, encapuchonnée contre la neige et le vent, et qui est bâtie sur un plateau de terres de labour, au Sud de la ville de Massevaux. Elle naissait pour être éprouvée, comme les autres créatures, par la peine et le travail, mais aussi pour louer Dieu. Et c'est pourquoi le monde, autour d'elle, sans bien savoir quelle merveille il célébrait, envoyait les femmes faire leur compliment à la jeune mère, Anne-Marie, que plusieurs appelaient, en dialecte alsacien : Amarei. Elles montaient les trois degrés de terre, limités et contenus par des troncs de sapins : elles entraient, rôdaient un moment autour de cette nouveauté, tâchaient de voir ces yeux de moins d'un jour, qui n'avaient point été touchés par l'ombre, parlaient bas, toutes de la même manière, puis elles sortaient, contentes, parce que

(1) *Copyright by* René Bazin, 1919.

cette naissance les avait émues dans leur maternité, et que Anne-Marie, pâle dans son lit, près du berceau, leur avait fait, à toutes, un salut de la tête. Dehors, la lumière dorée les enveloppait, et aussi la chaleur du soleil de toutes parts amassée, reflétée, foulée comme au pressoir entre les montagnes. Dans le ciel, des nuages blancs, très haut, voyageaient. Rien à craindre du temps. Mais des hommes! oh! quelle inquiétude! Elles jetaient un coup d'œil sur les moissonneurs et les moissonneuses qui ne s'arrêtaient point de travailler, car le maître, ce solide Victor Reinhardt, jetant sa faux, avait dit : « Hâtez-vous, pendant que je vais aux nouvelles; nul ne peut savoir si nous aurons encore des hommes demain. » Elles regardaient ce champ d'épis qui commençait à leurs pieds, à toucher la maison, et s'étendait en arrière, vers la montagne du Südel, puis elles descendaient le raidillon du plateau, longeaient les murs de la fabrique Ehrsam, retrouvaient la route en face du cimetière, et rentraient dans Massevaux.

Vers cinq heures et demie, une femme grande, bien faite, très simplement mise, quittait la maison familiale bâtie dans l'enclos de la fabrique, et, passant devant la porterie, montait à son tour, pour aller visiter l'accouchée, sa plus proche voisine. Elle était coiffée d'un chapeau de deuil, attaché par deux brides autour d'un visage presque jeune, dont on pouvait dire que le nez était un peu court, les lèvres un peu pleines, le menton un peu fort, mais qu'il avait l'autre beauté : celle d'un regard intelligent, celle d'un sourire de bonté, de confiance même, que le chagrin ni l'ennui de la vie n'avaient encore usé. Elle portait à la main un sac de cuir verni, que gonflait un paquet. N'étant point de la campagne songeuse, toujours occupée, comme tant de mères, du présent et de l'avenir des enfants, assez peu sensible aux choses du dehors, elle ne vit point les travailleurs, ni les montagnes faisant la ronde autour de Massevaux, boisées depuis leurs cimes jusqu'aux prairies et jusqu'aux vergers en pente, ni la ville aux toits de tuiles, qu'on commence à découvrir en arrivant au seuil du Baerenhof; mais, parvenue au bord du plateau, devant la ferme, elle poussa la porte, traversa la cuisine où il y avait des commères assemblées, et, pénétrant dans la chambre au fond, s'approcha du large lit de cerisier massif, où reposait, les yeux mi-clos, Anne-Marie Reinhardt.

— Oh! Madame Ehrsam! Je vous attendais!

— Tu vois, Marie, je suis venue.

La voix, plus faible, répondit :

— Aux autres, je ne dis pas ma peine : elle est grande.

— Tu as une jolie pouponne, pourtant! Elle te ressemble. Elle sera blonde comme toi, comme mon Joseph à moi.

— Connaîtra-t-elle son père?

— Et pourquoi non?

— Vous ne savez donc rien?

— Non, je suis demeurée chez moi, comme à l'ordinaire. Mes fils sont dans les ateliers.

— Vous croyez qu'ils y sont?

— Où seraient-ils?

— Moi qui comptais que vous me diriez ce qu'il faut croire! Écoutez!

Mme Ehrsam se pencha; Marie, lentement, tourna la tête vers elle :

— Ils disent que la guerre va être déclarée.

— Quand cela?

— Demain, ce soir, tout à l'heure. Cela court partout. Victor est parti, voilà deux heures, et il n'est pas rentré : mauvais signe. Vos fils, Madame Ehrsam, ils sont comme mon mari, de la jeunesse qui va se battre... oh! je suis malheureuse!

Lasse, la fermière du Baerenhof détourna le visage, et ferma les yeux. Deux larmes coulaient de ses paupières. Un pas glissant s'approcha de la porte. Une femme passa la tête, curieuse, dans l'ouverture.

— Tu n'as besoin de rien, Marie?

— De la paix.

Mme Ehrsam tira de son sac un paquet laineux, bouffant, d'où s'échappaient, çà et là, des bouts de faveurs bleues.

— J'ai tricoté, pour ta fille, une brassière, des bonnets et des chaussons, et je te défends bien de défaire le paquet; ce sera l'affaire de tes commères, quand je serai partie... Je voudrais te dire : repose-toi! Mais tu es de ce pays qui n'a point eu de repos depuis plus de cent années, ma pauvre fille, et, sans doute, depuis plus longtemps. Je te souhaite courage. C'est notre devise, à nous, comme aux hommes d'ici... Dis-moi : si la guerre est déclarée, que fera ton Victor? Le sais-tu?

— Il ne m'a rien dit.

— Tu le sais quand même?

— Il fera ce que feront vos fils.

— Crois-tu?

— Tous les mêmes! Et les jeunes, qui n'ont pas connu le temps français, plus enragés que les vieux!

Les deux femmes restèrent en silence une minute, elles se regardaient l'une l'autre, le cœur battant.

— Surtout, ne parlez à personne, madame Ehrsam! Si les Schwobes se doutaient!...

La visiteuse ne répondit point. A quoi bon, entre Alsaciennes? Elle avait bien l'habitude de ne point parler tout haut des choses graves, c'est-à-dire, en Alsace, des moindres choses de la vie, et de se confier à peu de gens.

— Demeure en paix jusqu'à ce que tu saches, Anne-Marie! Il faut que je rentre. A présent, je vais chercher mes fils. Peut-être vont-ils me dire que ce sont là des nouvelles fausses, comme il en a tant couru : rappelle-toi?

— Non, madame, non : je sens mon cœur trop lourd; la place du malheur y est déjà toute faite.

— Je reviendrai.

— Adieu!

Mme Ehrsam reprit le chemin de la fabrique; elle passa rapidement devant la loge du concierge, elle qui avait coutume de parler, ne fût-ce qu'un moment, par charité, à la mère impotente d'Antoine Kuhn. Elle releva sa robe pour franchir un petit canal d'eau courante, de quarante centimètres de largeur, qui traversait les terrains de l'usine, d'une extrémité à l'autre, et entra dans sa maison, bâtie dans la partie la plus haute de l'enclos, à peu de distance du mur d'enceinte, et qui n'était, à vrai dire, que la première de toute une série de constructions, ateliers, magasins, bureaux, bâtiments des machines à vapeur, alignées le long de la pente, séparées l'une de l'autre par un espace de quelques mètres seulement, et qui descendaient jusqu'à l'endroit où la route de Rougemont prend le nom de Porte Saint-Martin. La maison, comme plusieurs des autres bâtiments, datait de la fin du XVIIIe siècle. Elle n'avait d'autre beauté que ses larges et hautes fenêtres, encadrées de pierres rouges de Rouffach, et qui tendaient encore à la lumière des vitres verdâtres de l'ancien temps. Un lierre pauvre et poussiéreux, exposé au Nord, grimpait aux deux

angles. Il y avait, au-dessus de la porte, une niche, vide de son saint. La porte elle-même, épaisse comme une cloison, et faite en cœur de chêne, se plaignait de travailler encore après un siècle et demi : elle ne cédait qu'avec un bruit de canonnade, que suivait un frémissement grave de tout le bois et de toute la ferrure. Mme Ehrsam l'ouvrit, et appela :

— Anna?

Une domestique répondit, du palier du premier étage :

— Madame?

— Est-ce que mes fils sont rentrés?

— Madame, j'ai vu sortir M. Pierre vers quatre heures, mais je pense que M. Joseph est dans la fabrique.

La mère monta l'escalier, et, au-dessus de la porte d'entrée, pénétra dans le cabinet de travail de son fils aîné, Pierre, qui était le chef visible de la maison d'industrie, le maître des relations extérieures, l'acheteur principal du coton; peu habile pour commander les réparations à faire aux machines, ou pour combiner les articles d'un règlement, il s'entendait à aplanir les difficultés d'application; il parlementait avec les employés et ouvriers de la fabrique; il représentait la firme dans les réunions que tenaient les industriels, filateurs ou tisseurs de coton, soit à Massevaux, soit à Mulhouse, soit ailleurs. Le frère cadet s'occupait plus particulièrement de la vie intérieure de la fabrique, des comptes, de l'achat et de l'entretien des machines.

La pièce, meublée de meubles modernes, en chêne bruni, — une table à tiroirs, deux chaises, deux fauteuils garnis de reps vert, — n'avait d'autre décoration que la photographie du père des deux jeunes gens, de cet intelligent et patriote Louis-Pierre Ehrsam, que toute la vallée de la Doller avait connu et aimé, vétéran de la guerre de 1870, qui n'avait changé, sous la domination allemande, ni la coupe de sa barbe, — une solide impériale allongeait le menton, — ni l'habitude de parler français chez lui, et dehors, comme faisaient beaucoup d'Alsaciens de cette vallée, moins tyranniquement gouvernés que les habitants des petites villes de la plaine. En toute occasion, il s'empressait d'exprimer pour la France une sorte de tendresse intransigeante et rude, qui ne se démentit jamais. La preuve en est encore fameuse dans toute l'Alsace. On la raconte autour du poêle, dans les soirs de veillée. Le souci de conserver la filature de coton, transmise de père en fils, depuis trois générations,

n'avait pas permis à Louis-Pierre Ehrsam, après la guerre, d'opter pour la France. On ne pouvait quitter ce bien de famille, ces ouvriers, cette vallée. Peut-être aussi l'industriel avait-il songé qu'il rendrait à la France un grand service en demeurant Français dans l'Alsace annexée. Quoi qu'il en soit, il n'était pas parti pour la France; il avait pu faire ce que d'autres, moins maîtres d'eux-mêmes, eussent été incapables d'accepter : vivre quarante ans sous le régime prussien. Classé dès le début parmi les ennemis de l'Allemagne, soupçonné plus d'une fois, on n'avait cependant jamais pu l'impliquer dans une de ces affaires qui rappelèrent souvent, jusqu'au début de la guerre, que l'Alsace conquise n'était point résignée.

Quand il était mort, en 1910, on avait trouvé, dans le tiroir de sa table de travail, — de ce même bureau de chêne qu'en ce moment touchait de la main Mme Ehrsam, — une enveloppe portant cette suscription : « Testament à ouvrir par ma chère femme. » L'enveloppe avait été ouverte, et, sur une feuille de papier pliée en deux, on avait pu lire ces simples mots : « Ceci est mon testament et toute ma volonté dernière. Je demande qu'on mette sous ma tête, dans mon cercueil, un oreiller rempli de terre de France. » Aucune autre disposition. On avait été chercher un peu de terre, en cachette, sur le territoire de Rougemont, et l'Alsacien, au cimetière de Massevaux, dormait, la tête appuyée sur une motte du sol français qui n'avait jamais subi la domination allemande.

La photographie, pendue près de la fenêtre, à gauche du bureau, représentait un homme d'une quarantaine d'années, — l'âge qu'il avait quand il épousait, en secondes noces, Sophie Riffel, — large de visage et d'épaules, qui avait le nez épais et bossué, des lèvres fermes, des yeux très clairs, et dont les paupières ne devaient pas fréquemment ciller. Physionomie où la volonté dominait, et l'honnêteté. Quelque chose du grand-père, maître tisserand, qui avait fondé l'usine, revivait dans cette image du père de Pierre et de Joseph.

La famille était fort ancienne. Les registres de Massevaux attestent que les Ehrsam figuraient parmi les principaux de la corporation, aux siècles où la ville était ceinte de remparts, ville très riche et très libre, où la primauté appartint, selon les temps, aux bourgeois élus ou au chapitre des chanoinesses nobles de Saint-Léger, que le vieux duc Maso avait doté en 728,

et qui entreprit tant de procédures dans les siècles suivants. Lointaines époques, où s'affirmait déjà l'esprit particulariste, tenace et discuteur de l'Alsacien; où chaque corporation avait sa maison commune, son sceau, sa bannière, sa fortune en florins et en terres, sa justice. On voit des Ehrsam inscrits, par acte de dernière volonté, sur les « livres d'âmes » de la paroisse de Saint-Martin, en raison des fondations pieuses qu'ils avaient faites. Ils donnaient pour qu'à perpétuité un des dix prêtres desservant la paroisse célébrât des messes; ils donnaient aussi à l'hôpital et à la maladrerie. C'étaient de vieux bourgeois, souvent contents d'eux-mêmes et rarement d'autrui, batailleurs en affaires, tendres dans la famille. Ils avaient fait souche et grossi leur fortune. Aucun n'avait déchu. Le nom, dans la tranquille vallée, avait gardé son prestige ancien.

D'une autre manière encore, les Ehrsam se rattachaient au passé de la cité. Car leur fabrique et leur maison, bâties près du cimetière, au Sud et un peu en dehors de la ville, occupaient la place même où s'étaient groupés les premiers Gaulois, fondateurs de Massevaux, ceux qui virent un jour venir à eux des missionnaires chrétiens partis de Lyon.

Combien de tragédies en pays d'Alsace, depuis ces temps reculés! Dans chacune, un ou plusieurs Ehrsam avaient eu un rôle, presque toujours celui de la souffrance et des recommencements.

Et voici que la famille était menacée encore, la fabrique menacée. Madame Ehrsam regardait la photographie; elle était debout; elle demandait conseil, comme si son mari eût été vivant, comme le jour où l'on avait décidé, tous deux, mari et femme, de quelle manière les fils seraient élevés. Ce jour-là, dans ce même cabinet de travail, elle avait dit : « Notre aîné est à l'âge où il faut choisir un collège. Mon cœur me pousse à te dire, mon ami, que je voudrais le faire élever en France, ce Pierre, si intelligent, et après lui, notre Joseph. Il y a de bons collèges, à Nancy; mais, tu sais mieux que moi ces choses... » Pendant quelques moments, dont elle se souvenait, elle était demeurée angoissée, les yeux fixés sur le visage du mari qui venait de rentrer après la journée faite, et qui, chassant toutes les autres préoccupations, se tenait assis, la tête et les yeux baissés, calculant le pour et le contre, pesant les souvenirs et les chances, et ne prononçant pas une parole.

Enfin, il s'était redressé, il l'avait regardée; il avait dit, de cet air qui ne permettait pas de réplique : « Colmar. » Puis, comme il la voyait très émue et qu'elle ne répliquait point, il avait embrassé sa femme. Ainsi l'avenir était engagé. A présent, s'il était là, lui, le mari qui mettait du temps à se résoudre, mais qui ne se repentait jamais de ses résolutions, qu'ordonnerait-il?

Elle se pencha, entendant du bruit dans l'enclos, et vit que les ouvriers et les ouvrières sortaient par la porte ouverte à deux battants. Ils marchaient comme à l'ordinaire, pas plus bruyants, pas moins; les jeunes allaient en troupes, les anciens deux par deux, ou tout seuls dans la foule. Puis, les vantaux se refermaient; elle n'eut plus devant elle que les lignes parallèles, descendantes, des bâtiments de la fabrique, et la bande de terrain, à droite, que les fils après le père avaient réservée pour les constructions à venir, rectangle long, pelé, sablé de noir par les détritus des fourneaux, divisé en deux parties inégales par le ruisseau d'eau bouillonnante, contenu entre des briques, et qui allait se perdre, au delà des murs, dans un affluent de la Doller, la petite rivière d'Odile, l'Odilienbächle.

Quelques instants encore, et un pas rapide se fit entendre dans l'escalier. Une voix appela :

— Maman?

La porte s'ouvrit. Mme Ehrsam vit devant elle son fils aîné, Pierre, qui la considéra avant de l'embrasser, se demandant : « Que sait-elle? » Elle ne savait rien, ou si peu de chose; elle craignait seulement. Il ouvrit ses grands bras, baisa ce front maternel, soucieux à cause de lui, s'écarta, se mit à rire d'un bon rire jeune, et dit :

— Eh! Maman, qu'avez-vous donc ce soir? Vous n'avez pas encore quitté votre chapeau! Mais, c'est l'heure du dîner!

— Et Joseph?

— Rentré avec moi.

— Où étiez-vous?

— Nous étions en ville, maman. Il fallait avoir des nouvelles! Je vous raconterai cela en dînant.

Elle, prime-sautière, prompte à l'angoisse comme à la joie, lui prit la main, la tint entre les siennes.

— Oh! mes enfants, est-ce que c'est vrai? Qu'allons-nous devenir tous, tous?

Il se détourna pour ne pas répondre, s'effaça le long de la porte :

— Passez, dit-il, venez dîner.

Elle descendit, et trouva, au bas de l'escalier, Joseph qui l'attendait, silencieux, sanglé dans sa jaquette brune et toujours boutonnée, sa tranquille figure offerte au baiser maternel.

La salle à manger, au rez-de-chaussée de la maison Ehrsam, était tapissée d'un papier rouge ponceau, imitant le feutre, que des baguettes noires partageaient en panneaux. Au-dessus du poêle, haut et large, en faïence décorée de Strasbourg, le vieux père avait disposé le massacre d'un cerf tué à l'affût, dans la forêt de la Hardt, il y avait bien longtemps, un héron empaillé, deux éperviers, un coq de bruyère, un chat sauvage, trophées dont il savait la date et racontait volontiers l'histoire détaillée.

Les trois couverts étaient disposés autour d'une table carrée. Pierre se trouvait placé en face de sa mère, qui avait le dos au feu, selon l'usage. Chacun dit le bénédicité, s'assit, et commença de manger en silence. Mme Ehrsam avait conservé cette habitude de défunt son mari, qui ne parlait jamais avant d'avoir achevé le potage : ce que peut expliquer l'appétit d'un homme laborieux et passant au travail plus de douze heures par jour. Puis Anna était là, robuste blonde d'Alsace, à la double tresse roulée en chignon, aux bandeaux d'un or si clair qu'involontairement le regard allait vers eux, comme au reflet d'un miroir, Anna qui écoutait, et qu'on entendait ensuite rire dans l'office.

La domestique partie, Mme Ehrsam demanda :

— Mes pauvres petits enfants, vous allez bien me raconter votre journée? Je ne vis pas ce soir!

Elle les regardait, l'un après l'autre. C'étaient deux rud hommes, très dissemblables, exemplaires de ces deux typ d'Alsaciens qu'on rencontre si souvent dans la même famille.

L'aîné, Pierre, grand, élancé, le visage régulier et avenant les yeux pleins de vie, — des yeux très bruns, — sa jeune moustache frisant un peu, les dents vite découvertes par des lèvres mobiles, assouplies à suivre les nuances de la parole, était un vrai Latin. Pendant la période d'études au collège de Colmar, l'année même ou Pierre avait passé l'*Abitur*, le baccalauréat allemand, son maître de mathématiques, Prussien renforcé, lui avait dit : « Ehrsam, vous êtes le plus latin des

hommes que j'aie rencontrés; et ce n'est pas un compliment que je vous fais, croyez-le! » Pierre rappelait, par les qualités de son corps et de son esprit, les aïeux du peuple alsacien qui vinrent au Moyen Age, de la province de Franche-Comté, où le sang d'Espagne et celui de France étaient si bien mêlés. Des pays du Midi, il avait jusqu'à ce coup d'œil aigu, rapide, défiant, qu'il jetait sur ses interlocuteurs, pour s'assurer qu'on l'écoutait, puisqu'on était convaincu, tout au moins ébranlé, qu'on ne se moquait pas de lui, qu'on reconnaissait sa supériorité. Souple, remuant, tout en passion, parlant bien, vite emporté, vite pardonnant, clair dans les explications qu'il donnait, prompt à comprendre celles des autres, doué d'une mémoire assez courte, incapable de rancune, imaginatif à l'excès, généreux sans effort et sans réflexion, il était comme l'opposé de son frère Joseph, jeune homme blond, aux yeux bleus, à la barbe en pointe, aux épaules rondes, au corps tassé et solide, plus lent d'esprit, sans nuances, très peu parleur, mais d'une sincérité qui allait jusqu'à la brutalité; d'une sensibilité extrême et pudique; d'une incroyable susceptibilité; obsédé lui-même par l'abondance d'une mémoire qui n'oubliait rien; assez gauche, devant une femme : au demeurant, l'homme du monde le plus sûr qu'on pût imaginer. Les yeux de ce cadet n'avaient point de flamme, sinon quand il se mettait en colère; alors, en vérité, ils étaient flambants et fous. Et cette flamme durait, assombrie seulement, pendant des jours et des semaines.

Pierre et Joseph s'étaient succédé, à deux ans d'intervalle, sur les bancs du collège de Colmar. Sorti du collège à la fin de 1905, l'aîné, qui se destinait alors au barreau, avait fait deux années de droit à l'Université de Strasbourg, puis l'année de volontariat, à Mülheim, sur la rive droite du Rhin. Il continuait ses études juridiques, en 1909 et 1910, à Dresde, où il retrouva Joseph, entré, l'année précédente, à l'École centrale, la *Technische Hochschule*. Pierre venait de passer le *referendar*, lorsque, à la fin de 1910, M. Louis-Pierre Ehrsam mourut subitement. Pour sauver la fabrique, Pierre renonça au barreau. Sans hésiter, donnant rendez-vous à Joseph qui, plus tard, viendrait l'aider et apporterait, dans la direction de l'industrie, des aptitudes plus certaines et la science acquise dans une des meilleures écoles industrielles de l'Allemagne, il revint à Massevaux. Là, depuis dix-huit mois, les deux frères se

trouvaient réunis et associés. L'aîné avait près de vingt-sept ans; le second vingt-cinq. La même ambition les animait : continuer de vivre dans la vallée, développer la fabrique. Entre eux, l'entente industrielle était parfaite. Chacun avait son domaine, sa compétence, son autorité particulière. Sur le reste, c'est-à-dire à propos des questions les plus graves, et notamment de l'attitude politique, très absorbés par le travail, ils avaient eu peu d'occasions de s'expliquer. Il n'y avait eu, de l'un à l'autre, que des escarmouches. Ils savaient qu'ils n'étaient pas entièrement du même avis, bien que chacun d'eux fût opiniâtrément et résolument opposé à la domination allemande.

En ce moment, dans le silence du commencement du repas, Pierre songeait à Joseph, et Joseph songeait à Pierre, parce que l'heure allait venir, et qu'elle était venue, où leurs deux natures s'affronteraient, où ils se révéleraient l'un et l'autre, l'un à l'autre, par les mots qu'il fallait dire enfin, par les décisions qu'il fallait prendre.

Les différences entre eux, si profondes, ils les avaient pressenties lorsque, par exemple, après la mort du père, on avait pensé à acheter des machines nouvelles. L'aîné voulait renouveler tout le matériel de l'usine; le cadet, ménager, entendait ne pas jouer si gros jeu; le premier disant: « Invention merveilleuse! » et le second : « Peut-être aventure! » De même, ils n'acceptaient point, avec la même philosophie, les relations nécessaires avec les Allemands immigrés ou de passage en Alsace, et dont Joseph seul, lorsqu'il était hors de Massevaux, accueillait les invitations à dîner. Au fond, celui-ci, pas plus que l'autre, n'avait de goût pour l'Allemagne. Ils l'avaient, croyaient-ils, jugée et mesurée. Ils étaient de trop bonne souche alsacienne pour ne pas sentir leur propre supériorité et ce qu'il y avait d'essentiel dans l'animosité réciproque des deux races; mais les faits, sur l'esprit du plus jeune des frères Ehrsam, avaient une puissance à laquelle l'aîné, autant qu'il le pouvait, publiquement et dans le privé, refusait de se soumettre.

La mère, quand elle eut achevé de manger le potage, voulut voir les yeux toujours parleurs, et incapables de mensonge, de son fils Pierre, que lui cachait la lampe placée au milieu de la table ; elle se pencha, et, dans le cône de lumière qui tombait de l'abat-jour, son visage apparut, tendre et troublé.

— Alors, vous étiez en ville. Mais où donc ?

— Au café, maman.

— Toi, Pierre ? Encore, à Joseph, cela pourrait arriver, mais toi !...

— A l'auberge de l'Ange, au coin de la rue de la Mairie et de la rue de la Porte-Neuve. Vous vous souvenez ?

— Mais oui.

— Et nous n'étions pas seuls, croyez-m'en, à regarder qui entrait dans la rue et qui en sortait ; nous nous étions mis tout près de la fenêtre ; quand l'appariteur municipal s'est avancé au milieu de la rue, nous nous sommes levés, nous l'avons suivi.

— Quelle heure ?

— Cinq heures. Il avait son uniforme des grands jours, à deux rangs de boutons d'or, son sabre, sa casquette bleue à bordure noire, et, naturellement, son petit tambour plat, dont il battait.

— Et qu'a-t-il annoncé ?

— Mobilisation de précaution.

— Menterie, Pierre, menterie, Joseph ! Ce peuple ment tout le temps. Ils mobilisent pour la guerre !

Les deux frères dirent, en même temps :

— C'est sûr, parbleu ! C'est la guerre !

— Contre la France ?

Ils répétèrent ensemble :

— Oui, contre la France !

Le grand nom qui divisait déjà le monde en deux camps avait été prononcé. Toute l'histoire d'Alsace en était évoquée. Elle emplissait les âmes de ces bourgeois de petite ville, causant autour d'une table. Elle les conseillait, elle les dressait, elle faisait, de ces simples gens, des principes armés, des combattants.

— Alors, mes enfants ? Alors ?

Mme Ehrsam attendit, toujours penchée, regardant les lèvres de son fils aîné comme celles d'un juge.

Pierre répondit :

— Nous sommes tous deux sous-officiers dans l'armée allemande... Maman, vous savez cela depuis bien longtemps : nous devons rejoindre le régiment.

Elle devint très pâle.

— Il y a un délai ?

— Demain au plus tard. Songez donc : armée active et sous-officiers ! Nous devons nous rendre à Mülheim, rive droite du Rhin, XIVe corps. Voilà !

Mme Ehrsam se redressa. Elle posa ses deux belles mains sur la table et baissa à moitié les paupières, pour mieux garder la possession de soi-même, et pour reprendre courage.

— La seconde guerre que j'aurai vue ! murmura-t-elle.

Puis, élevant la voix, décidée à savoir, devenue audacieuse :

— Ce que tu viens de dire, c'est l'ordre allemand, c'est la consigne militaire. Mais qu'est-ce que vous ferez, vous autres? Toi, Pierre, d'abord?

Elle commençait par lui, parce qu'elle était moins sûre de l'autre.

— Maman, ce qu'aurait fait mon père.

— Ah ! pardon ! dit Joseph violemment : mon père, après la guerre de 1870, n'a pas réclamé la qualité de Français. Il est devenu...

— Tais-toi ! Ne dis pas le mot qu'on n'aime pas ici... Tu n'ignores pas pour quelle cause ton père, mon mari, n'a pas quitté l'Alsace !

Il se tut, mais le coin de sa bouche était secoué d'un mouvement nerveux. Ses yeux, dont l'expression tranquille n'avait pas changé, étaient fixés sur sa mère. Il écoutait, semblait-il, comme il eût écouté une conversation d'affaires.

— Et tu sais bien aussi, Joseph, que ce qui est fait de force n'a point de valeur ; que le cœur ne se donne point parce que le nom est inscrit sur des registres, et qu'ici, tout ce qui est honorable, dans la vallée, se considère comme Français... Tu disais donc, Pierre, que tu ne rejoindrais pas?

La réponse ne vint pas. La servante ouvrait la porte. Elle remarqua le silence et la gêne entre les fils et la mère. En se retirant, quand elle eut déposé sur la table une pièce de bœuf entourée de pommes de terre, elle regarda ses maîtres : Pierre, qui avait l'air de rêver, les yeux au-dessus de la lampe ; Joseph, courbé sur l'assiette vide et tortillant sa jeune moustache jaune ; Mme Ehrsam, appuyée au dossier de la chaise, les mains jointes sur sa robe, et oubliant de prendre, comme elle faisait tout de suite, d'ordinaire, le grand couteau et la fourchette à découper. Dans la cuisine, un moment après, Anna confiait à la cuisinière :

— Je vous dis, moi, que c'est la vraie guerre. Si vous pouviez voir la figure des maîtres!

La pauvre fille n'avait pas tout compris, en voyant le visage des maîtres. La famille de Louis-Pierre Ehrsam, si unie, jusqu'à cette heure que l'aîné des fils venait d'indiquer, si heureuse et enviée, était menacée du plus grand malheur qui pût l'atteindre : les deux frères allaient peut-être se ranger dans deux camps ennemis. A cette mère alsacienne, la guerre n'apportait pas seulement l'épreuve de la séparation, les inquiétudes, les attentes redoutées : elle armerait Pierre contre Joseph et Joseph contre Pierre. Et même si la mort épargnait les enfants, ils demeureraient irréconciliables, les souvenirs, l'orgueil, l'intérêt, l'ambition, devant continuer, après que les hommes se seraient battus, à plaider les causes opposées, à nourrir les haines et à souffler l'injure qui ne se pardonne point : « Renégat! » Cependant, rien d'irrévocable n'avait encore été dit. La phrase de Joseph, inquiétante, n'exprimait point une résolution. Il ne fallait pas brusquer cette nature obstinée, que la contradiction fermait à tout raisonnement du dehors. La mère connaissait bien ce dur et silencieux garçon qui, provoqué, avait l'air d'une citadelle d'autrefois, pleine de colère intérieure, mais muette en attendant l'attaque décidée de l'adversaire, impénétrable au regard, sans communication, sans route, sans fenêtre, hérissée, insolente. Elle avait déjà, avec son rapide esprit et ce don d'imagination qui faisait d'elle la plus française des Massopolitaines, aperçu, en ce qui concernait sa maison, les conséquences possibles de l'ordre de mobilisation, et du choix que ses fils pourraient faire entre Allemagne et France. Elle se croyait sûre de Pierre; l'autre? Eh bien! l'autre, elle ne devait point le contredire ouvertement : il se serait tenu, par point d'honneur, à l'opinion une fois exprimée. Jusqu'à présent, rien de net, heureusement. Mais, dans ces heures si courtes qui restaient, en ce moment même, elle avait le devoir, elle, la mère, la veuve, de défendre la mémoire du père, et d'empêcher qu'un de ses enfants ne s'égarât, trompé par des faits anciens, qu'elle seule pouvait juger.

— Je me souviens, mon Joseph, que votre père m'a raconté, non pas une fois, mais cent fois, la peine qu'il avait eue de ne pas suivre tant d'amis, de parents, qui optaient pour la France. En 1871, il avait vingt-deux ans; il s'était battu à Wissem-

bourg, à Reichshoffen, puis avec l'armée de la Loire. Pendant des mois, il avait vécu avec des Français d'autres provinces que l'Alsace. Les récits qu'il en faisait, surtout aux premiers temps de notre mariage, quand la revanche, mon Dieu, paraissait être une pensée grande et sincère chez les Français de la politique, c'était comme le pain, et comme le vin, et comme le sel, et comme les histoires de notre fabrique : une chose de la vie quotidienne. Je suis sûre qu'il n'a jamais regretté d'avoir lutté contre les Allemands. Je dois dire cela, comme si Dieu devait me juger dans l'instant!

Elle avait, en disant ces choses, un grand air d'autorité et de dignité. Elle parlait ainsi par conscience, pour que la vérité fût maintenue : ses fils ne le verraient-ils pas?

— J'étais la seule à qui votre père confiât sa secrète pensée. Quoiqu'il y eût, entre nous, une grande différence d'âge, il me confiait tout; il n'a point varié, jusqu'au bout.

Joseph fit un signe d'assentiment. Mme Ehrsam coupa une tranche de rôti, et, obéissant à une inspiration maternelle, elle fit signe qu'elle voulait comme autrefois, ce soir, le dernier soir, servir elle-même ses enfants.

— Mange, mon Joseph; vous avez couru la ville, et beaucoup parlé : vous devez avoir faim.

Elle servit de même son fils aîné, qui, avec passion, suivait le plaidoyer de sa mère. Par-dessus la table, il avançait le bras, et, dans sa main, comme dans celle d'un enfant, l'assiette tremblait. Incapable de se taire plus longtemps, il essaya de prendre, lui aussi, le ton détaché de ceux qui racontent une histoire de jeunesse, mais la voix demeurait rude, frémissante, accordée avec la douleur d'un cœur jeune et indigné.

— Joseph, peut-être, n'a pas cela aussi présent que moi dans l'esprit. Mais, deux fois au moins, quand j'avais huit et dix ans, nous sommes allés en partie de plaisir, avec mon père, au delà de la frontière. Il voulait nous faire voir la source de la Moselle. La première fois, je me rappelle, quand nous fûmes là, il dit : « Enlevez vos casquettes, mes petits, et buvez de l'eau de la rivière de France. »

— Je me souviens très bien, répondit Joseph, et tu vas le voir. Comme j'étais le plus petit, mon père, alors, m'a pris sur son épaule pour que je pusse découvrir, par-dessus les buissons, un peu plus de la terre qui descendait. Est-ce vrai?

— Oui, je n'ai pas oublié non plus.

— Et les autres mots qu'il disait, les voici : « Comme on est bien en France ! Je respire mieux ! Même si un Schwob m'entendait, je répéterais encore : on est bien ici ! » Il était très ému. D'ordinaire, sa voix n'était pas chantante.

— Oh ! non, dit Mme Ehrsam, en essayant de rire...

— Eh bien ! ce jour-là, elle chantait.

— Il avait, reprit l'aîné, cueilli des coquelicots, des bleuets, des marguerites, et il passa, au retour, devant le poste de douaniers, avec une cocarde tricolore à son chapeau.

La mère, d'un signe de ses yeux prompts, montra à Pierre ce cadet qui mangeait avidement, et qui n'avait point renié les exemples du père. Pierre sourit un peu. Dans leur cœur, ils songeaient : « Joseph vient à nous ! ce qu'il a dit d'abord n'était qu'une boutade, et le premier grognement par où s'exprime l'ennui de ce blond d'Alsace, troublé tout à coup dans sa quiétude. » Ils rappelèrent plusieurs autres souvenirs, que l'ingénieur associé écouta sans répondre. Mais, quand il eut avalé la dernière bouchée de rôti, repoussant l'assiette et croisant les bras, rassasié maintenant et plus sûr de sa force, il se tourna vers son aîné, et dit :

— Nous perdons notre temps, et je n'en ai plus beaucoup, Pierre.

— Autant que moi.

— Moins. Tu t'en vas à l'aventure, et cela commence quand on le veut. Moi, j'obéis à la loi de ce qui est mon pays légal...

— Moi, à celle de ma conscience.

— Quand nous appellerions nos volontés de tous les noms, beaux ou pénibles à entendre, ce sont deux volontés, la mienne, la tienne : je rejoins à Mülheim, et tu désertes.

— Je rejoins la France, et toi l'Allemagne.

A peine ces mots-là étaient dits, que Pierre, Joseph et leur mère se trouvèrent debout.

— Ah ! mes fils, si vous devez vous séparer, ne vous injuriez pas !

Elle s'était rapprochée de Joseph, elle avait mis les deux mains sur l'épaule de celui qui était le plus violent de ses fils, de celui qui, pour la fougue et l'éclat de la colère, était semblable au père.

— Ne réponds plus... Retiens les mots qui blessent... Moi,

je crois te comprendre, je devine tes raisons, mon enfant : tu veux te sacrifier pour moi...

Il secouait la tête, et regardait maintenant le parquet.

— Mais si, je devine !... tu ne pourras pas me faire croire que tu n'es pas un généreux, un dévoué !... tu l'as trop montré !... Je t'en prie, si tu veux seulement sauver la fabrique, et notre fortune, en rejoignant l'armée allemande, ne considère pas mon avenir, auquel tu penses, j'en suis sûre ! Il ne sera pas long, quoi qu'il arrive ; ne considère que le tien : vois si tu dois aller d'un côté, quand ton frère va de l'autre... Même si la fabrique était confisquée par les Allemands, j'aurais de quoi vivre, à Massevaux, dans une chambre, à côté d'une de mes ouvrières... Tout me sera léger, pourvu que mes fils ne se haïssent point... Écoutez-moi tous deux : épargnez-moi les souvenirs qui me tueraient dans ma solitude, demain. Que je vous voie partir sans colère l'un contre l'autre, même si vous ne comprenez pas de même votre devoir...

Joseph ne répondit rien, et ne releva pas les yeux.

Alors Pierre, passant de l'autre côté de la table, s'approcha vivement de sa mère.

— Laissez-nous causer, mon frère et moi ! Je vous promets, maman, que vous n'entendrez même pas de votre chambre un mot plus haut que l'autre. Montons, veux-tu, Joseph ?

En silence, Mme Ehrsam, puis l'aîné, puis Joseph sortirent de la salle à manger, et, comme ils faisaient chaque soir, montèrent au premier, par le grand escalier carré, en chêne des forêts de Kirchberg. Avant de quitter la pièce où ils venaient de dîner, Joseph se pencha au-dessus de la table, baissa la mèche de la lampe, et la mit en veilleuse.

Il rejoignit son frère dans le cabinet de travail, où ils fumaient d'habitude, l'un des cigarettes, l'autre une pipe. Mais, ce soir-là, ils oublièrent de fumer. Les deux jeunes hommes s'assirent, le long de la table à tiroirs, tournés l'un vers l'autre, et ils parlèrent à voix basse. Une bougie, posée sur un guéridon, derrière Pierre, éclairait un peu le visage de Joseph, qui, maintenant, seul avec son égal, regardait droit et durement. Ils s'aimaient depuis vingt-cinq ans, et la colère n'était que dans leur esprit ; mais elle y était forte.

— Pourquoi veux-tu faire autrement que moi, Joseph ?

— Tu ne te souviens donc pas ? Avez-vous assez répété, tous

et toutes, que nous devions rester Alsaciens en Alsace, ne pas quitter, garder la terre, l'usine, l'influence, empêcher l'Allemand de vivre ici, en ne lui cédant pas la place, le gêner sans lui désobéir? Je ne change pas de direction, moi, quand j'ai pris une route.

— C'était la politique du temps de paix!

— La crois-tu tout à fait inutile en temps de guerre?

— Évidemment! Tu vas faire nombre!

— Cela ne veut pas dire force.

— Mais si! Tu seras une force de plus dans l'armée allemande, contre l'armée française.

— Soit, j'aurai l'air d'en être une. Tu entends : j'aurai l'air. C'est une chose qui m'est imposée par ma fidélité à notre Alsace...

— Que dis-tu là?

— Par son malheur, par sa faiblesse que je n'augmenterai pas : mais je ne serai pas le même ennemi que l'Allemand.

— Refuseras-tu de te battre?

— Non, je ne peux pas.

— D'avancer?

— Non plus.

— De reculer?

— Sûrement non.

— Alors, je ne comprends pas ce que tu penses, Joseph...

Le jeune homme réfléchit un moment, le regard perdu, l'âme absente, comme il faisait souvent, au milieu d'une conversation d'affaires.

— Peu importe ce que je pense; j'ai réfléchi à tout, parce que, d'ordinaire, je ne parle de rien.

Pierre sourit de l'allusion, et dit, enveloppant son frère d'un regard de tendresse :

— Il y a dans tes mots, et dans ce que tu me caches, de l'amour pour la France, mon Joseph, et je ne sais quoi qui est la marque de la race...

— Ne t'y trompe pas : la France, je ne l'aime pas autant que tu l'aimes.

— Ce serait déjà quelque chose de l'aimer moins.

— Si elle n'était pas attaquée, en ce moment...

— Ah! que tu me plais, en disant cela!

— ... Je te parlerais d'elle sévèrement...

— Injustement, j'en suis sûr!

— Que sais-tu d'elle, mon pauvre Pierre, homme d'imagination, et qu'a-t-elle fait pour toi?

— Mon père et ma mère, qui sont les tiens.

— Et, dans la suite, qu'a-t-elle fait pour eux?... Non, ne réponds pas... Tu me répondrais des mots en l'air, et je ne te croirais pas. La France, pas plus que moi, tu ne l'as habitée Tu as lu ses livres, feuilleté ses images, rêvassé d'elle...

— Écouté mon sang!

— J'écoute aussi le mien, qui ne parle pas de même. Raisonnons comme des hommes et sur ce que nous savons. Or, tu sais aussi bien que moi qu'elle est une nation faible.

— Qui a le bon droit pour elle!

— ... Faible, tu entends, et que voici aux prises avec un monstre puissant.

— Formidable.

— Préparé depuis longtemps, et qui a tout prévu. Eh bien! dans la guerre qui va passer sur l'Alsace, moi j'ai un devoir que je veux remplir : je sauve ta fortune, ta famille de plus tard et la mienne.

— Nous y voilà!

— Suppose que la France ne réussisse pas dans cette guerre nouvelle!

— J'en étais sûr : tu crois qu'elle sera battue?

— Assurément.

— Elle triomphera.

— Suppose que non! Que ferez-vous, le lendemain de la défaite, et que deviendra l'Alsace que vous aurez abandonnée? Elle sera germaine, entièrement, à jamais. Je ne veux pas que cela soit : je la garde.

— Elle redeviendra française, et tu auras servi dans les rangs de ses ennemis vaincus.

— Je garde aussi, quelle que soit la fortune des armes, la fabrique que le grand-père a fondée; je me préoccupe du sort des deux cents ouvriers dont nous avons charge. Toi, tu oublies tout.

— Je sacrifie, ce n'est pas la même chose...

— Toi, c'est bien, peut-être, mais les autres?

— Ah! mon cher, dans tous les grands moments, quoi qu'il semble, l'homme qui fait son devoir peut faire souffrir d'autres hommes, ses enfants, sa femme, ses parents. Je compromets nos

biens, ma part tout au moins, et la sécurité de ma mère : mais, sacrebleu, je crois relever l'honneur!

— Et les ouvriers?

— Ils auraient toujours du travail dans la vallée, même si notre maison fermait. Tu la maintiendras, soit. Dès lors, le préjudice n'existe pas pour eux, et je leur aurai donné un exemple...

— D'irréflexion, laisse-moi te le dire. Mais, pour la deuxième fois, je te le déclare : nous sommes des têtes carrées, toi, moi; il y a autre chose à faire, maintenant, que d'essayer d'ébranler, par surprise ou par force, ce que j'ai résolu, non pas d'aujourd'hui, mais il y a longtemps. Vous ne gagnerez rien, ni maman, ni toi, ni d'autres.

— Alors, c'est fini?

— Pas encore... Nous pouvons redevenir, pour une heure, des industriels.

— En effet.

— Des associés, qui vont entreprendre, chacun de son côté, un voyage un peu long et périlleux. A qui confier la direction, pendant l'absence? J'avais pensé à Eugène Denner.

Pierre, par un effort de volonté que Joseph n'avait pas eu besoin de faire, écarta les arguments qui affluaient dans son esprit. Il considéra un instant la photographie de son père, au-dessus du bureau, et répondit :

— Comme tu voudras. Denner a été formé par mon père; c'est un homme un peu âgé, encore capable de résolution, et bien au courant de nos affaires. Si tu pars demain matin, il faudrait examiner la situation à ce jour.

— Je l'ai déjà fait établir.

— Donner des ordres aux banques; tâcher de prévoir quelques hypothèses;... rédiger aussi une procuration, pour Denner, et pour notre mère surtout, qui sera la gardienne la meilleure...

— Tu as raison, Pierre, je n'avais pas pensé à elle. Tu vois que les collaborations servent. Descendons! Prends la clé du bureau des écritures.

Le frère aîné saisit, accrochée à un clou, la clé qu'un employé, chaque matin, venait demander, et rapportait chaque soir. Puis, éclairés par la lumière d'une lampe portative électrique, que Joseph avait tirée de sa poche, les deux frères

descendirent avec précaution. Ils passèrent près de la porte de la chambre de leur mère. Un instant même, sans s'être concertés, ils s'arrêtèrent pour écouter. Aucune parole ne fut dite pour les rappeler. Et cependant la mère dut les entendre. Elle veillait. Une lame de lumière passait au-dessous de la porte. A travers les cours, les deux hommes se dirigèrent vers le bâtiment central, plus vieux que les autres, au toit plus long, et que perçait, à l'extrémité, vers l'Est, une cheminée. C'était un magasin pour les balles de coton, au bout duquel on avait réservé et aménagé, en 1911, une salle claire où se tenaient le caissier et les employés chargés de la correspondance et de la comptabilité.

Joseph ouvrit un coffre-fort, prit plusieurs livres, des liasses de papiers, et, s'asseyant près de Pierre, devant l'une des tables de chêne blanc verni, — luxueux mobilier commandé par l'aîné, — il se mit au travail. Pendant plus de trois heures, il établit des comptes, demanda des renseignements à son frère, nota les principales instructions qu'il fallait laisser à Eugène Denner, écrivit quelques lettres importantes, rédigea la procuration par laquelle les deux frères confiaient à leur mère et à leur employé principal la direction provisoire de la fabrique Ehrsam frères. Quand ils eurent signé tous deux, onze heures sonnaient à l'horloge, vieille d'un demi-siècle, encagée dans le grenier au-dessus d'eux, et qui réglait la vie de l'usine.

Joseph dit :

— Tu tâcheras de faire passer, par maman, une partie de tes fonds en France. D'ailleurs, si le gouvernement, — il parlait de l'Allemagne, — confisque tes biens, je suis sûr, tu entends? sûr de trouver ce qu'il faudra, par emprunt, et de continuer à faire marcher la fabrique. J'ai des amitiés, que tu n'as pas su ménager.

— Que je n'ai même pas cherché à acquérir.

— C'est le tort que tu as eu.

— Ou la loyauté, cela dépend!

— En effet; mais tout cela est passé maintenant, n'est-ce pas?

— Irrévocable.

La voix profonde de Joseph Ehrsam répéta lentement :

— Irrévocable.

Les deux frères se levèrent. Ils s'approchèrent, sans s'être

donné le mot, de la fenêtre en face de laquelle ils travaillaient, et qui ouvrait au Nord-Ouest. Ce fut Pierre qui tourna l'espagnolette, et il le fit en pensant que cette vieille ferraille avait été commandée, payée, regardée, puis bien des fois touchée par le père et le grand-père. Les vantaux s'écartèrent. Les vitres vieilles tintèrent, mal assujetties par le mastic usé, puis silencieusement, Pierre et Joseph se tinrent debout dans l'air frais, les mains posées sur l'appui de la fenêtre.

La nuit continuait la douceur du jour. Au delà des derniers bâtiments de la fabrique, on apercevait, entre les arbres devenus indécis de contour et gris comme des fumées, les toits de Massevaux, très pâles sous la lune, et la tour de Saint-Martin, puis les grands plis des montagnes, les uns revêtus d'une ombre légère, encore parente de la lumière, et les autres d'une teinte d'argent mat, nappe tombante des prés, où brillait çà et là le flot droit d'une cascade. Le recueillement était immense, total, et chacun des deux frères songeait : « Que de pauvres gens, cependant, torturés comme nous par l'ordre qui s'est abattu, ce soir, sur la vallée! Combien qui ne dorment pas! Et demain, tous ces départs! Cette terre heureuse dont c'est le dernier moment, et qui sait que ce moment est venu! »

Ils restèrent plus d'un quart d'heure ainsi, ne disant rien, goûtant la certitude et la suprême joie d'une pensée commune. Puis Joseph, qui avait toujours posé pour l'homme que rien n'émeut, se prit à rire d'un gros rire de brasserie, qui sonna singulièrement, parmi ces hangars vides et cette campagne seule.

— Dis donc, il faudra tâcher, tout de même, de ne pas tirer l'un sur l'autre!

Pierre leva les yeux au ciel; il avait pensé à cela, lui aussi, mais il ne répondit point, n'ayant rien, hélas! à répondre.

Il dit seulement :

— Que de choses nous avons dites, ce soir, Joseph, dont jamais nous n'avions causé! Tu avais des idées si différentes des miennes : à peine si je m'en doutais!

— Que veux-tu? Je suis de ceux qui ne parlent que les jours de catastrophe... Tu ne m'y reprendras plus, j'espère. D'ailleurs, à quoi bon?

Pierre serra la main de son frère, tendrement, le cœur tout brisé, ne voulant pas montrer ce qu'il souffrait, et, ayant fermé

la fenêtre, il sortit du bureau dont Joseph prit la clé en disant :

— Tu peux monter dans ta chambre. Je vais accrocher la clé à la place habituelle, puis je verrai maman.

L'aîné monta, en effet, il passa devant la chambre de sa mère, et continua jusqu'au bout du couloir. Il avait oublié de prendre le bougeoir qui, chaque soir, était posé pour lui sur une console, dans le vestibule du rez-de-chaussée. Quand il eut passé, il tourna la tête. A ce moment, une petite lumière brilla à l'autre extrémité du corridor. C'était le frère cadet, Joseph, qui tenait d'une main la lumière, et de l'autre la clé du bureau de l'usine. Pierre, dans l'ombre, attendit. C'était la dernière vision qu'il aurait peut-être de ce frère que la guerre allait emmener si loin. Il vit ce lourd garçon, tranquille en apparence, comme d'habitude, se diriger vers le cabinet de travail, et ouvrir la porte ; il entendit le petit choc de la clé qui retrouvait sa place habituelle, pendue au clou ; il revit ce sous-officier de demain dans l'armée allemande, qui sortait, traversait le couloir, frappait deux coups à la porte de la chambre de Mme Ehrsam. La réponse vint à lui, comme elle vint à Joseph, immédiate :

— Entre, mon petit.

La dernière chose qu'il aperçut, au moment où Joseph pénétrait dans la chambre, ce fut l'éclair furtif de la barbe blonde en pointe, tendue en avant, et des yeux au-dessus, tout fixes.

La mère ne s'était pas couchée ; elle avait dû prier ; son prie-Dieu était un peu écarté du mur ; le lit, contrairement à l'ordinaire, était encore recouvert d'une étoffe brune qui, d'aucun côté, ne faisait de plis.

Mme Ehrsam, assise dans son fauteuil, au pied du lit, et tournée vers la porte, regarda Joseph pour voir si quelque chose avait changé ; si la conversation, si longue entre les deux frères, les avait déterminés à partir ensemble, du même côté. Toutes les suppositions, depuis plusieurs heures, elle les avait faites, et, de chacune d'elles, elle avait éprouvé la douleur. Tout de suite, elle lut sur ce visage immobile, dans ce regard anxieux, nullement rajeuni par la joie d'un projet nouveau, que Pierre n'avait rien obtenu. Elle n'interrogea pas son fils. Joseph dit, simplement, posant le bougeoir sur la table de nuit :

— Voilà, maman : tout est arrangé, je viens de remettre la clé à sa place. Désormais, c'est vous qui la prendrez, maman,

car nous vous avons donné tout pouvoir, ainsi qu'à Denner, de gérer la fabrique. Les comptes sont en ordre. Je crois bien que tout a été prévu.

— Tout, mon Joseph?

Ils se considérèrent l'un l'autre avec une grande tendresse et une grande tristesse. La mère reprit, n'ayant point eu d'autre réponse :

— Tu as une conscience. Dans toutes ces terribles choses, il faudra la suivre, n'est-ce pas?

Ces mots, si lourds de sens, brisèrent, un moment, deux courages. Des larmes, brusquement, coulèrent des yeux du jeune homme. Il ouvrit les bras, et il serra sur son cœur, passionnément, sa mère qui s'était levée, qui pleurait aussi; plusieurs fois, il l'embrassa, puis il se recula un peu; ils demeurèrent l'un devant l'autre, désespérés de sentir que la séparation était accomplie déjà, immobiles, incapables encore d'agrandir ce petit intervalle et de se quitter tout à fait. Ce fut la mère qui prononça les derniers mots :

— Comme tu dois partir de grand matin, Joseph, la cuisinière ne sera pas levée. J'ai préparé moi-même quelque chose que tu emporteras pour manger. C'est sur la table de la cuisine, enveloppé. N'oublie pas!

Il fit signe avec les yeux qu'il remerciait, mais il ne pouvait plus résister à l'émotion; sa poitrine se soulevait; il devenait lui-même aussi pâle que sa mère. D'un geste rapide il prit le bougeoir, ouvrit la porte, et, suivant le corridor à droite, se dirigea vers sa chambre.

Au petit jour, Pierre alla frapper à la porte de son frère. Joseph était parti. Pierre passa la matinée comme il l'avait promis, en conversation avec Denner, et fit, pour le service de la fabrique, plusieurs courses dans Massevaux. La petite ville avait sa physionomie ordinaire. Les ménagères allaient aux provisions vers la place du Marché et le long de la Grand'Rue qui passe devant l'église; quelques charrettes étroites, à quatre roues, conduites par des paysans, croisaient, dans les rues, les automobiles militaires ou civiles, un peu plus nombreuses que de coutume.

Les visages des Alsaciens, pour qui connaissait bien cette race, s'éclairaient d'une petite flamme intérieure lorsque, dans les boutiques ou sur la chaussée, les hommes, les femmes

s'abordaient les uns les autres. Même par signes, on ne parlait qu'aux amis dont on était sûr. Tous les fonctionnaires allemands, et tant d'écouteurs bénévoles étaient demeurés dans la ville! On commentait en phrases rapides la grande nouvelle de la veille, et déjà il y avait des gens bien informés pour dire ce qui arriverait bientôt. On citait le nom de plusieurs jeunes hommes qui, dans la nuit même, avaient essayé de franchir la frontière de France. Avaient-ils réussi? Nul ne le pouvait dire. Mais, de tant d'oreilles aux écoutes, dans la campagne et dans la ville, de tant de mères, de frères, de sœurs qui n'avaient pas dormi, il ne s'en trouvait pas qui eussent entendu plus de trois ou quatre coups de fusil tirés dans les bois du côté de l'Ouest.

Pierre fut accosté par le tailleur, par deux ouvriers du tissage de M. André, par un contremaître de la fabrique de M. Lauth, qui est près de Thann; il apprit que son tout proche voisin, Victor Reinhardt, le mari de la jeune femme accouchée de la veille, était parti dès minuit, le premier de tous, laissant la pauvre petite si dolente qu'on ne savait si tant de chagrin ne tournerait point en maladie. Une ou deux fois, ses interlocuteurs le questionnèrent, à la manière d'Alsace, indirecte et goguenarde :

— Eh bien! monsieur Pierre, je pense que vous allez faire un petit voyage, vous aussi?

Les yeux, glissant entre les paupières, indiquaient toujours le côté de l'Ouest.

Le jeune homme, habitué à cette mimique prudente des pays opprimés, y répondait gravement, comme s'il traitait une question de commerce :

— J'ai l'intention d'aller voir quelques vieux amis de mon père.

Alors une main se tendait vers lui.

— Bonne chance, monsieur Pierre! Au revoir, monsieur Pierre!

Et, s'éloignant l'un de l'autre, il y avait là, dans la Grand'-Rue, ou dans la rue de l'Hôpital, ou dans la ruelle du Lièvre, deux Alsaciens qui songeaient à la France, et n'en disaient pas le nom.

Au début de l'après-midi, Pierre se rendit à la fabrique, avec sa mère. On vit Mme Ehrsam et son fils au milieu des employés, dans les hangars, dans la machinerie, dans les

salles où le coton est peigné, étiré, filé. Les ouvriers, porteurs de ballots de marchandises, pousseurs de wagonnets, huileurs de rouages, toutes les ouvrières rattacheuses de fils, qui surveillent les broches en mouvement, tournaient la tête et observaient cette mère et ce fils qu'on n'avait point vus ensemble dans les ateliers, depuis la mort de M. Louis-Pierre Ehrsam. Que serait le lendemain? Qu'allait faire celui-ci, dont la mine était plus soucieuse que d'habitude? Et que ferait celle-là, qui avait la force de sourire, bonnement, et qui se rappelait tous les noms: Honner, Lutz, Diringer, Kuntz, Richter, Comis, Roos, et les autres?

Vers deux heures et demie, le jeune patron rendit visite à un ami plus âgé, et non atteint par la conscription, qui habitait dans la partie neuve de Massevaux, vers l'Est, une villa depuis six semaines seulement terminée. Il revint avec lui et passa sur la place des Blés. Ce n'était pas sans raison. Là, se trouve l'hôtel de l'Aigle d'Or, et, en face, la bâtisse, en style nurembergeois, de la perception allemande. Les officiers allemands aimaient la bière de l'Aigle d'Or, et cette maison voisine leur plaisait, comme une image patriotique, une laideur allemande dans une ville trop alsacienne à leur goût. Pierre était assuré de rencontrer là quelques « autorités, » et, en effet, un gendarme et un sous-officier causaient, surveillant les passants, à côté de la porte de la perception. Les deux amis se promenèrent de long en large au fond de la place, et, chaque fois qu'ils s'approchaient des deux Allemands, Pierre avait soin de parler plus haut en langue allemande, comme un homme qui ne cache point ses projets :

—Voici, disait-il, je rejoins demain mon régiment; il a fallu mettre ordre à mes affaires; mais on peut être à Mülheim de bonne heure, tu sais. Mon frère est parti avant moi. Moi non plus, je ne manquerai point à mes obligations.

L'autre répondait des mots vagues, et les deux fonctionnaires prussiens écoutaient, et notaient administrativement.

Le soir, après le dîner, la mère et le fils veillèrent un peu de temps dans la salle à manger. Ils causèrent bas, la main dans la main, près de la fenêtre, tandis que l'ombre descendait pour la seconde fois, depuis que l'appariteur de la municipalité de Massevaux avait, au son du tambour, annoncé la « mobilisation de précaution. » Les journaux de France n'arrivaient plus.

Mme Ehrsam avait lu et médité les brèves nouvelles de la *Thanner Zeitung*. Deux numéros du journal étaient encore sur ses genoux.

— Pourtant, mon Pierre, tu vois bien, la *Gazette de Thann* le dit expressément : ce n'est pas la guerre ; tiens, ici, dans le n° 205, du mardi 28 juillet, il est dit que l'Angleterre essaye d'arranger le conflit entre l'Autriche et la Serbie ; dans le numéro du 31, que j'ai reçu ce matin, tu peux lire une dépêche de Berlin, rassurante. C'est au bas de la page... Je sais le texte par cœur : « L'information d'après laquelle l'Empereur aurait ordonné la mobilisation de l'armée et de la flotte est inexacte. » De même, regarde, un peu plus loin : la Chambre de Commerce de Strasbourg recommande le sang-froid ; elle proteste contre le retrait des dépôts des caisses d'épargne, contre l'accaparement des vivres et de la monnaie... Eh bien ? Si, après huit ou dix jours, la tension entre les deux pays diminue, si tout s'arrange, tu auras fait une équipée dangereuse.

— Sans aucun doute.

— Ne crois-tu pas que si tu attendais un peu, si tu te cachais...

L'ardent et brun visage de son fils s'éclaira d'un sourire :

— Oh ! maman, maman ! Comment pouvez-vous, vous qui êtes de l'Alsace qu'on ne trompe point, avoir encore des illusions sur l'Allemagne ? N'en doutez pas : nous sommes en guerre, et moi, je n'ai plus que des minutes à rester ici.

— Alors, mon bien-aimé, va-t'en !

Le regard qu'ils échangèrent fut celui de la plus parfaite communion d'intelligence et de cœur. Regard de Français, regard de Française, comprenant de même l'honneur, souffrant de même, s'estimant l'un l'autre pour ce qu'ils sentaient en eux de supérieur à toute douleur.

A ce moment, Anna entra, et dit :

— Monsieur, il y a un ouvrier qui vous demande. Il dit que l'ordre de mobilisation a été affiché, dans toute la ville, à cinq heures.

Pierre se leva, sortit, et rentra quelques instants après.

— C'est ce bon Brogne, qui venait me prévenir, et, naturellement, me conseiller... Encore un cœur d'Alsacien, celui-là !

— Tu n'as rien dit, j'espère ?

— Evidemment. Mais désormais la guerre est déclarée,

officiellement. Demain, dimanche, 2 août, est le premier jour de la mobilisation.

Rappelée à la réalité dont elle n'avait jamais été bien loin, Mme Ehrsam demanda :

— Peux-tu me dire par où tu vas passer? Nous sommes seuls ici ; je voudrais te suivre, par la pensée, aussi loin que je pourrai ; ce n'est pas beaucoup : j'ai si peu voyagé !

Penché vers elle, et parfois l'embrassant, Pierre confia à sa mère son projet. Il semblait que ce fût un condamné, et qu'il fît ses dernières recommandations :

— Quand je ne serai plus là, vous aurez soin de ne pas raconter ce que je viens de dire ;... je vous remets en garde les papiers qui sont dans ma chambre, mes dessins, mes lettres... Vous pourrez répondre peut-être à quelques lettres qui viendront pour moi ; je penserai à vous à toute heure.

Le dernier mot qu'ils échangèrent, très bas, vers dix heures du soir, fut celui-ci :

— Maman, je tiens beaucoup à savoir, vous comprenez, où se trouvera mon frère Joseph. Tâchez de faire porter des lettres en France...

La mère n'eut pas la force de répondre. Elle avait entr'ouvert, sans bruit, la porte de la maison ; Pierre avait passé ; il était sur la seconde marche du perron ; entre eux, il y avait un peu de nuit ; des nuages couraient sur la lune. La mère vit la grande et svelte silhouette de son fils se perdre dans l'ombre du côté du portail ; elle n'entendit même pas le bruit du portillon qui se refermait. Pierre était déjà sur le chemin, l'immense aventure commençait.

II. — L'ACCUEIL

Il avait pris un costume de chasse brun, et un chapeau mou ; dans l'une de ses poches était un revolver, et dans sa main droite un bâton ferré.

Avant de sortir de l'ombre du mur, il regarda du côté où le chemin s'abaisse vers la ville. Il vit seulement une forme indécise, une femme peut-être, qui traversait en bas la route, et entrait dans la rue du Chariot. Il attendit qu'elle eût disparu, et remonta, sans bruit, à pas rapides, le long du cimetière, par la route de Rougemont, la route de France. L'extrême

silence l'étonnait. Comment se faisait-il que, l'ordre de mobilisation ayant été lancé, il n'y eût point de mouvement de troupes dans cette direction? Cependant, il avait beau regarder, entre les platanes, tantôt vers les prairies qui descendent, à gauche de la route, tantôt vers les collines cultivées, qui se lèvent à droite, il n'apercevait aucun groupe de soldats. Derrière lui, devant lui, aucun convoi en marche ou garé. Partout la nuit tranquille aux images familières. Sur le plateau, les bâtiments du Baerenhof ressemblaient à une grosse meule de paille; dans le champ à côté, les javelles debout, en tas, se dressaient en files régulières, comme les tentes d'un camp endormi. Des perdrix seules y dormaient, et des alouettes. Il entendit un cri d'oiseau dans la nuit. Un peu plus loin, quand il fut arrivé dans la région des vergers hauts, où sont tant de pommiers, de pruniers et de cerisiers, il se détourna, et essaya, une dernière fois, de reconnaître la ville en arrière; mais la lune s'était voilée: Massevaux, dans le creux des terres, n'était plus qu'un peu d'ombre, et, dans tout le cercle des montagnes, il n'y avait plus qu'une seule petite lumière, grosse à peine comme une étoile de dixième grandeur, et qui veillait, entre ses sapins, on ne sait où. Pierre se sentit séparé de tout ce qu'il aimait. Encore un peu de marche, et il approcha de la lisière de la forêt qui est toute en haute futaie, et qui couvre inégalement les deux côtés de la route, simple dentelure à gauche, et vastes étendues de l'autre bord.

Prends garde, jeune homme! la Prusse, depuis quarante-quatre ans, a compté les déserteurs alsaciens. Elle sait que la liste n'est pas close. Elle a dû donner des ordres pour que la frontière fût bien gardée, dans cette nuit où se fait la séparation du monde, comme au jugement dernier! Prends garde! La frontière passe au milieu des bois : tu as beau te souvenir des sentiers, connaître les ravins, les clairières, les cantons du chêne et ceux du hêtre, chasseur de bécasses et de lièvres, tu as bien du monde contre toi! Les douaniers et les forestiers sont d'habiles gens pour guetter et surprendre un contrebandier. Et, cette nuit, tu fais la plus grosse contrebande qui soit : tu voles, à l'âpre puissance guerrière, les insignes du commandement qu'elle t'avait donné, et ton esprit, et le regard clair de tes yeux qui visent bien, et ton jeune sang. Elle est là, n'en doute pas, pour veiller sur son bien!

Pierre songeant ainsi, un peu avant la lisière de la forêt, quitta la route, et, traversant la cornière d'un champ labouré, commença par longer la ligne des arbres, qu'un bandeau d'herbe séparait des vergers et des champs. Il avait armé son revolver, et le tenait dans son poing gauche, le long de sa cuisse. S'il y avait une patrouille dans le bois, il l'entendrait marcher. La terre sonne mieux, la nuit. Quant à suivre la route, si près de la frontière, il ne pouvait le faire plus longtemps. Il écouta, deux fois, trois fois, retenant son souffle. Le vent, qui poussait les nuées accumulées, ne descendait pas jusqu'aux pointes des hêtres, même sur ces hauts contreforts. Rien ne luttait, ni racine, ni branche, ni feuille; toute la vie épanouie s'abreuvait aux sources du sol et de l'air; toutes les cellules ouvraient leurs lèvres invisibles, et le parfum des bois, chef-d'œuvre de la vie et de la mort associées, s'échappait de la forêt par toutes les ogives.

Une automobile militaire gronda un moment derrière Pierre Ehrsam, souleva, en descendant la rampe, une poussière qui dessina, dans la nuit, comme une voie lactée, inégale d'éclat, bientôt dissipée. N'entendant plus rien, Pierre, entre deux buissons de saules, pénétra sous bois. Il attendit que ses yeux fussent habitués à l'ombre. Promptement, il découvrit le paysage que formaient devant lui les troncs espacés de baliveaux de chênes, mêlés de quelques ormes, colonnades légères plantées sur un terrain montant, uni, feutré de feuilles mortes. Il se tenait immobile, prêt à se jeter sur le douanier ou le gendarme qu'il aurait aperçu derrière un des troncs d'arbres, le cœur battant, et, pour la première fois de sa vie, en guerre. Seuls, les buissons de houx, à gauche, du côté de la route, pouvaient cacher une embuscade. Le jeune homme commença de monter vers la droite, et, parvenu aux deux tiers de la hauteur boisée, suivit une piste horizontale, qui s'enfonçait, avec la colline, dans les profondeurs vertes. Toutes les minutes, il s'arrêtait pour écouter, puis il reprenait la marche en avant. Quand il eut fait environ un kilomètre, il entendit un coup de sifflet, puis des voix d'hommes, criant en allemand : « Tirez! » Deux coups de feu partirent, du milieu des futaies et du sommet de la pente, à environ cent mètres de lui.

En même temps, son pied glissait dans un trou rempli d'eau, et Pierre tombait sur le côté droit. Il se redressa aussitôt,

et se tint debout, contre un aune, du haut en bas feuillu, qui poussait dans cette vasière. Des hommes couraient, probablement trois ou quatre. Leurs pas faisaient trembler et sonner la terre conductrice et légère sous la mousse et les feuilles. Pierre crut voir une ombre passer, un trait noir et vertical, comme si un arbre s'était rapproché d'un autre. Il prit son revolver dans la main droite, et dirigea l'arme du côté où la futaie montait. Mais rien ne bougea plus, le bruit cessa. Une hulotte appela trois fois, dans les combes. Pierre regarda cette masse boueuse où il était tombé; elle descendait la pente, devenait fontaine, puis ruisseiet que devaient, plus bas, grossir les eaux des sources et des fossés. Il se souvint du nom de ce ruisseau, le Hahnenbächle, et connut ainsi que la frontière était toute proche. Prudemment, passant d'un arbre à l'autre, il continua d'avancer. Encore cinq minutes, et il pensa : « Je suis en terre française! » Cinq autres minutes, et, descendant la pente jusqu'au bord de la route, il passa la tête entre les buissons. Chose stupéfiante : cette route d'accès en Alsace était aussi déserte qu'un chemin de Bretagne ou des Landes. « Oh! pourquoi les Français n'ont-ils pas envoyé ici un bataillon de chasseurs? un peloton de cavaliers? Que ce serait aisé de prendre cette nuit Massevaux! »

De l'autre côté de la route, ce n'était déjà plus la forêt. Un vaste plateau s'étendait, dont on pouvait deviner les lisières; à peu de distance, Pierre apercevait une masse noire, assez haute et mince, en plein champ. Il se reconnut. C'était le monument élevé aux morts de 1870, sur le territoire de la commune de Rougemont-le-Château, près de la ferme Gœtz.

L'Alsacien sauta sur la route, et fit le salut militaire, à la française, puis, à grandes enjambées, s'achemina vers le village. Bientôt il entra dans la rue qui tourne et qui, vers le milieu de Rougemont, descend vers l'église. Là, en haut de la côte, il fut enfin arrêté par l'autorité française.

— Qui vive?

— Ami!

L'homme qui criait « Qui vive? » était un douanier. Il sortait, un caban sur le dos, sa carabine à la bretelle, d'une auberge où il devait être attablé l'instant d'avant. Il s'avança jusqu'au milieu de la route, saisit son arme à deux mains, et la tint horizontalement à la hauteur de la poitrine. Il

reprit, d'autant moins endurant qu'on ne lui résistait point :

— On vient de l'autre bord, à ce que je vois?

— Oui, pour m'engager.

— S'engager, s'engager, c'est toujours facile à prétendre!... Avance à l'ordre, toi, le particulier!

La porte de l'auberge était maintenant ouverte. La flamme du foyer se reflétait sur les vitres et coulait dans la rue. Des ombres s'y mêlaient. Il y avait des buveurs, sans doute les douaniers du poste, dans la grande salle.

Quatre hommes des douanes étaient, en effet, assis à l'extrémité d'une table de cuisine, les coudes écartés et posés sur le bois, les visages rapprochés, quatre vieux pleins de vin rouge, civils par le bavardage, mais équipés en guerre. On le voyait du reste : les carabines, les ceinturons, les cartouchières reposaient pêle-mêle sur la partie libre de la table. Et de ce côté, tout au bout, près du feu qu'il avait allumé pour sécher ses vêtements, — car il avait roulé dans un fossé, — un sous-officier des douanes causait avec l'hôtesse, animée, suante, qui riait, dans l'ombre de sa main tendue en écran. La flamme montait, pointait, se tordait aux courants d'air venus de partout.

— Adjudant, voici un particulier que j'ai cueilli sur la route. Il se dit Alsacien.

L'autre, qui avait la trogne rouge, l'œil égrillard, la barbe en fer à cheval et une certaine assurance de général de frontière, se détourna, toisa Ehrsam, et se mit à l'interroger en dialecte.

— Il n'y a pas de doute, conclut-il, après un court dialogue : vous êtes du pays de là-bas. Seulement, moi, je ne peux pas savoir pour quelle raison vous venez en France, n'est-ce pas? Les raisons, ça regarde les chefs.

— Où sont-ils?

Les deux sourcils de l'adjudant se rapprochèrent violemment; il cessa de présenter et de tendre à la flamme le pantalon d'ordonnance qui fumait sur ses tibias, ses fémurs et son ventre, se tourna carrément, et, sans se lever, les bras croisés :

— Croyez-vous que je vais vous le dire?

Les quatre buveurs, auxquels s'était joint le héros de l'arrestation, se mirent à rire; et approuvèrent le chef, bruyamment :

— Il ne faudrait plus que ça! Dire où sont les chefs? Eh bien! adjudant, il en a un aplomb, le prisonnier!

— Prisonnier? demanda Pierre, en les regardant l'un après l'autre.

Ils se turent, tous les cinq. Le plus timide acheva de vider son verre, pour se donner contenance et expliquer pourquoi il ne répondait pas. Tous, ils avaient d'honnêtes figures de cultivateurs : semeurs de petits oignons et de laitues, qu'une promenade en armes tenait chaque jour en santé et préparait aux douceurs de la retraite. L'énergique physionomie de l'Alsacien, l'indignation de ce déserteur pour la France, qu'on traitait de prisonnier, les intimidait. Ils n'avaient que l'habitude du règlement et la religion de la circulaire.

— Dame! répondit le plus brave, on ne vous laissera pas tout de même aller!

— Y aurait un rapport contre nous, pour sûr, dit un autre. Ça irait jusqu'au ministère des Finances.

— Peut-être bien plus haut, fit le doyen de l'escouade, avec solennité.

Pierre, voyant que, des huit personnes présentes, il était seul debout, prit une chaise, et, tournant le dos aux buveurs, s'assit devant le feu, entre l'hôtesse et l'adjudant.

— Je resterai ce qu'il faudra de temps avec vous. Mais je m'étonne que vous n'ayez pas autre chose à faire. L'ordre de mobilisation a été affiché à Massevaux, hier soir, à cinq heures.

— Ici, de même! répliqua l'homme.

— Le premier jour de la mobilisation est le jour qui a commencé depuis une couple d'heures, puisque j'entends sonner deux heures à l'église. Vous ne paraissez pas beaucoup vous remuer, pour des soldats en guerre!

— On veille! dit le douanier en regardant du côté de la porte. Et la preuve, c'est que vous voilà pris. Et il y en a d'autres dehors, des douaniers! Seulement, ils ne vous ont pas rencontré. Mais on veille, allez!

— Les Allemands aussi. A la distance où vous êtes de la frontière, ils vous prendraient en quelques minutes, tous, et moi en sus, qui serais fusillé.

— Pas si bêtes! On filerait! On a l'ordre de filer!

— De se replier, dit l'adjudant, vexé, en reculant sa chaise. Charmoy, laissez-le parler; il a peut-être des choses intéres-

santes à dire. C'est dans les circulaires, ça, qu'on doit interroger les prisonniers... Avez-vous rencontré des troupes en marche?

— Pas une compagnie! C'est même une chose extraordinaire, et sûrement voulue. Ils ne négligent pas de se garder, eux, à moins que l'apparente négligence ne soit un piège. J'ai entendu une patrouille en marche, et deux coups de fusil...

— Nous aussi! Un déserteur sans doute, comme vous.

— C'est tout. A Massevaux, pas de garnison.

Les hommes attablés, en arrière, clignèrent les yeux comme des gens auxquels on n'en conte pas.

— A Saint-Amarin, à Thann, des détachements sans importance. Je l'ai entendu affirmer, hier, par un ami qui revenait des vallées. Comment n'avez-vous pas essayé déjà d'entrer en Alsace? Tant de cœurs qui vous espèrent!

— Il parle bien! murmura le douanier qui avait arrêté Pierre.

Et les autres approuvèrent. La graine de France était en eux, secrètement.

— Oui, pourquoi n'entrez-vous pas? Enfin, je sais, cela ne me regarde pas encore... Mais j'aimerais raconter ces choses-là, et d'autres, à un officier de troupes, infanterie ou cavalerie, peu importe. Menez-moi devant l'un d'eux. Vous en avez sûrement un à Rougemont? Au débouché d'une route!

— Pas un! dit le chef.

— Comment, pas un?

— Vous ignorez donc, — ça n'est un secret pour personne en France, — que toutes les troupes ont été retirées de dix kilomètres, pour qu'on ne dise pas...

— Quelle est la dinde?...

Il y eut des rires discrets, au bout de la cuisine, et l'hôtesse, gênée qu'on parlât mal de « quelqu'un de gros, » qu'elle ne connaissait pas, d'ailleurs, se leva en bâillant.

— Mon homme est monté se coucher. Je vas fermer l'auberge. Vous n'avez besoin de rien, messieurs?

— Deux fillettes de rouge, madame, pour boire à la santé de l'armée!

Elle traversa la pièce, et ouvrit la porte du cellier, après avoir fermé celle qui donnait sur la route.

Le sous-officier de douanes considérait son « prisonnier, » et, devinant, à beaucoup de signes, qu'il avait affaire à un homme qui en savait plus long que lui, prenait le parti d'en référer à

l'autorité supérieure. Il boutonna sa vareuse, qu'il avait ouverte pour mieux faire sécher le haut du pantalon, brossa, de la paume de la main, l'étoffe encore mouillée et collant sur les jambes, puis se couvrit et se leva.

— Vous, les hommes, dit-il, allez m'attendre en haut du bourg, à l'entrée du chemin du cimetière. A deux heures et demie, nous commençons notre ronde. Qu'on ne s'écarte pas! Je vais conduire ce particulier au lieutenant, qui n'aime pas qu'on le dérange, mais enfin, depuis quarante-quatre ans, ce n'était pas la guerre, et à présent, c'est la guerre.

Pierre fut stupéfait de voir que les douaniers étaient demeurés assis pendant que le chef leur parlait, et aussi qu'ils lui répondaient, non par un oui, qui eût été la réponse correcte, mais chacun par une petite phrase, plaisante ou bougonne, selon l'humeur « eh bien! oui, on y va;... ne nous fais pas trimer, on a tous envie de dormir;... promets qu'on rentrera quand ta culotte sera sèche?... » comme s'ils avaient été de simples tâcherons, même à présent, loués pour une besogne civile et de peu d'importance. Il suivit l'adjudant. Celui-ci descendit la pente, passa devant l'église, et, un peu plus loin, frappa deux fois, du manche de son couteau, le volet d'une fenêtre basse, qui s'ouvrit aussitôt.

— Qu'y a-t-il? Ah! c'est vous, Guth? Dépêchez, je suis en train de téléphoner. Qu'est-ce que c'est que celui-là?

— Un Alsacien, mon lieutenant, dit Pierre, qui demande à s'engager...

L'officier de douanes, gros homme alerte, qui avait un œil presque fermé et l'autre ardent comme une chandelle, examina un instant Pierre Ehrsam, et fit la moue.

— Est-ce que ça me regarde, les engagements? F...-moi la paix!

— Je ne peux pas, mon lieutenant. A qui envoyer l'Alsacien? Vous êtes commandant de place, ici!... C'est que j'sommes en guerre, officiellement...

Le lieutenant ferma brutalement les volets. Mais quelques secondes ne s'étaient pas écoulées, qu'il ouvrait la porte, un peu plus bas, et rappelait Guth.

— Gardez-le à vue jusqu'au jour. Il y aura bien un automobile de service pour Felon. C'est là que se trouve le général Rouquerol. Il saura comment faire...

Pendant deux heures, Pierre, confié à la garde du douanier Charmoy, dut attendre, sous un hangar, de trois côtés abrité par des planches, et où un fermier de Rougemont remisait ses charrettes et ses instruments agricoles. Assis en face l'un de l'autre, chacun sur un brancard d'un vieux tilbury, ils fumèrent de longues pipes, et Pierre put se convaincre de l'incroyable difficulté qu'on éprouve à faire parler un paysan français dont la défiance est éveillée. Aucun mot ne fut prononcé, par ce Vosgien, qui eût un intérêt, une couleur, un sens de sympathie personnelle ou d'hostilité. A tout ce que Pierre racontait, Charmoy répondait : « Ça se peut bien, » et à tout ce qu'il demandait : « On ne sait rien en tout dans not'coin. » L'ardent amour de l'Alsace pour la France, que Pierre exprimait, n'amenait qu'un sourire sur la figure du douanier, et ce sourire n'allongeait qu'un côté de la bouche.

Au jour, des automobiles traversèrent Rougemont. D'autres s'y arrêtèrent. A chaque fois, le douanier se levait de dessus le brancard, ôtait sa pipe de sa bouche, et, faisant un signe au chauffeur : « Dites donc? allez-vous à Felon ? » La plupart des conducteurs, qui ignoraient Felon comme Pampelune, sans répondre, mettaient en marche la voiture. Cependant il y en eut un, préposé au commandement d'un camion vide, et qui dit enfin :

— Je ne vais pas bien loin du patelin que tu nommes, que te faut il ?

— Emmener le compagnon que voilà. Ça vient d'Alsace, tu comprends? Il faut le conduire au général. T'auras bien une occasion ?

— Oui.

— Mais faut pas le lâcher, tu as compris?

En montant sur le siège, à côté du chauffeur militaire, Pierre, las et mécontent, dit à son gardien de la nuit, en signe d'adieu :

— Il n'est pas tendre, l'accueil que fait la France aux enfants d'Alsace !

— Ça se peut bien, répondit Charmoy, qui se hâtait déjà de remonter la rue tournante du bourg, et de rejoindre ses camarades.

Le chauffeur, tout jeune soldat, avait conduit l'automobile d'un homme du monde, propriétaire d'un hôtel et de deux

châteaux : Paris, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne. Il était rose, avait une bouche en arc relevé, une moustache large comme un crayon, et tenait, collé au bout de sa langue, un tronçon de cigarette qui ne l'empêchait ni de parler ni de rire. En peu de minutes, il eut déridé le prisonnier, raconté trois ou quatre histoires, dont la sienne propre, et pris avec lui le ton de la plus entière camaraderie. Il ignorait tout de l'Alsace, sauf les principales marques de pâtés de Strasbourg et les rubans noirs des femmes. « Chic, dites donc, les femmes de chez vous, avec leurs papillons! J'en ai vu une petite, au théâtre Montparnasse : non, vraiment!... » La revanche lui semblait assurée.

— L'Allemagne l'aura voulue! disait-il. Chez nous, la mobilisation est commencée aussi. Gare aux Boches! Si vous voyiez nos troupes!... Tenez,... regardez, en haut de la seconde colline, là-bas, vous ne voyez pas? entre les peupliers? Nous serons, dans deux minutes, en face des pioupious de France!... Vous n'avez pas peur, au moins?...

Il disait cela d'un air demi-défiant, parce qu'il venait de voir, au nom des soldats de France, l'Alsacien se rejeter en arrière et devenir tout pâle. Pierre éprouvait une émotion que l'autre ne pouvait comprendre. On n'apercevait plus les képis ni les pantalons rouges, cachés par la levée des terres que gravissait à présent la voiture. Il allait, pour la première fois, rencontrer des soldats français, non pas en parade, mais commençant la guerre, tout près d'entrer dans son Alsace, dans sa vallée peut-être; ces soldats fameux dans les légendes; ceux qu'il aurait demain pour compagnons; ceux que son père avait quarante ans attendus...

Il lui sembla que l'automobile ne finirait jamais de grimper la pente. Et quand elle fut au sommet, la voiture s'arrêta. Un bataillon d'infanterie arrivait, d'un pas rapide. Les rangs flottaient un peu; les hommes cueillaient des mûres ou des brins de saules dans les haies; quelques notes de chansons volaient au-dessus des compagnies en marche. Tout était neuf; on avait dû passer la veille une revue de détail; pas un bouton ne manquait; la boue qui tachait les godillots était fraîche du matin; il y avait quelques visages levés vers l'horizon, des yeux cherchant les lignes, maintenant proches, où passait la frontière : mais la joie mâle ouvrait les lèvres, le défi plissait les sourcils, la grande fierté d'être la troupe d'élite, première

à l'aventure, tendait au vent les poitrines, et donnait de l'élan aux jambes les moins jeunes. De vieux sous-officiers, magnifiques et loufoques, terribles comme s'ils avaient fait dix campagnes, s'apprêtaient à montrer aux bleus comment il faut courir, charger, pointer, poursuivre; les officiers, à leur place réglementaire, serrés dans leur tunique, vivaient l'heure des fiançailles, l'heure qui n'a point d'heure semblable; les plus jeunes riaient, entre eux ou avec les soldats; les capitaines, se dressant sur leurs étriers, observaient par-dessus les haies, et s'étonnaient déjà que « ce ne fût pas commencé. » Le soleil, victorieux, avait tout le ciel pour lui, et tenait à distance quelques vapeurs légères, descendues des montagnes et glissant sur les bois.

Pierre s'était levé. Sans savoir pourquoi, par habitude, il avait mis ses gants, et, sachant bien pourquoi, il saluait. Un capitaine, — celui de la 3e compagnie, — appuya son cheval vers la gauche, et l'amena le long du camion arrêté.

— Vous venez de Rougemont-le-Château?

— Oui, mon capitaine.

— Pas d'éclaireurs ennemis dans le voisinage?

— Rien de visible. M. le baron disait, chez nous, que la bête n'a pas été vue par corps. Des coups de feu, seulement, cette nuit, en forêt.

— Beaucoup?

— Trois ou quatre vers minuit, deux plus tard.

— Et ce civil, qu'est-ce que c'est?

— Un qui veut s'engager, mon capitaine.

— Alsacien?

Pierre expliqua ce qu'il avait fait la nuit précédente. L'officier, tout à la rigueur des règlements, encore intacts, ou distrait par d'autres pensées, ne témoigna aucun sentiment, et dit seulement :

— C'est bien.

Puis, comme s'il était pris de soupçon :

— Où allez-vous, pour vous engager?

— A Felon, mon capitaine.

Il eut plaisir à dire : « mon capitaine, » et le mot, en passant, lui releva les moustaches.

— C'est une erreur : allez à Belfort.

— Alors, faut que je le débarque! dit le chauffeur. Au pro-

chain village, je le remets à la gendarmerie, qui se débrouillera.

Et c'est ainsi que Pierre Ehrsam, entrant dans sa patrie nouvelle, commença de souffrir à cause d'elle et de la trouver mal ordonnée. Avant d'atteindre le plus proche village, il partagea la tranche de pain et le morceau de lard salé, que le chauffeur tira de la poche de cuir où il enfermait une partie de sa trousse.

— Vous m'avez l'air peu commandés, dit-il, en serrant la main du chauffeur, qui reprenait la route, après avoir confié son passager à la gendarmerie de X...

— Pas assez, vous trouvez? Assez pour le plaisir !

— Oui, mais le point est de savoir si vous l'êtes assez pour vivre, pour lutter contre ce monstre allemand, qui est bien dressé, je vous assure.

On lui promit de le faire monter dans la première voiture qui se dirigerait sur Belfort. Et, de nouveau, il attendit.

III. — MASSEVAUX ATTEND LA FRANCE

Pendant ce temps, Mme Ehrsam, seule dans la grande maison, et rentrant de la fabrique où elle avait passé une partie de la matinée, se demandait : « Pourquoi mes deux fils sont-ils si dissemblables ? Ai-je donc manqué de parler de la France à Joseph ? Que le père souffrirait, en voyant qu'il n'a pas deux Welches !... J'ai cependant écarté de chez moi tous ces Allemands, qui cherchaient de toutes manières, la brutale, l'habile et la cauteleuse, à pénétrer dans les maisons de vieille Alsace... Il m'a manqué, peut-être, de mieux connaître les Français? Je n'ai fait d'autre voyage chez eux que mon voyage de noces, par la Schlucht, aux lacs de Gérardmer, de Retournemer et de Longemer, à Nancy, à Dijon. C'est tout, et une seule fois. Pour nous, qui avions le cœur si bien disposé, c'était assez ! Mon mari la connaissait, la France. Mais les enfants ! La race est bonne, pourtant, j'en réponds, chez Joseph comme chez Pierre. Mais, par ma faute un peu, je l'avoue, ils n'avaient de français que l'imagination. On rêvait de France, on parlait de France, en famille. C'était loin, dans le temps, et dans l'espace. Et les Français non plus, ne venaient pas. Ils nous laissaient; nous étions, Alsace et France, comme des époux séparés qui ne se voient plus, qui ne s'écrivent plus, et, malgré tout,

commencent à trouver lourd l'engagement qu'ils ne renient point... Où est Pierre à cette heure? où est Joseph? Ils n'ont plus de liberté; ils sont pris et roulés, comme deux pauvres grains de sable, dans les flots immenses qui vont se heurter; malgré eux, ils iront, ils vont déjà; il ne leur reste que la pointe de leur volonté, qui échappe à tout, la haute flamme tremblante qui est morte en beaucoup, mais qu'ils ont gardée. Par là, ils peuvent encore être eux-mêmes, choisir autre chose que ce qu'ils font, vivre parmi d'autres compagnons que ceux qu'ils coudoient, près de moi, près de Dieu. Il faut que je les aide, que je leur écrive. Le second surtout en a besoin. Ah! que dirait le père, s'il était là, quand je vais mettre l'adresse : Joseph Ehrsam, Mülheim;... Mülheim, lorsque la guerre est ouverte entre l'Allemagne et la patrie secrète! »

Elle commença tout de suite d'écrire, sur la table où ses fils, l'avant-veille, s'étaient accoudés, pour causer une dernière fois, sous le portrait de Louis-Pierre Ehrsam. Ce fut d'abord une longue lettre à Joseph, tendre, demandant des détails, ne se plaignant pas, ne reprochant rien. Le nom même de l'aîné n'était pas prononcé. La mère terminait ainsi : « Je ne sais rien, depuis hier soir, de celui que nous aimons tant. » Lorsqu'elle voulut, ensuite, écrire à Pierre, — elle se reprochait déjà le plaisir plus vif qu'elle y prendrait, — la pensée lui vint : « où écrire? » Elle écrivit quand même, et laissa l'adresse en blanc.

Autour d'elle, les métiers travaillaient. Des femmes avaient été engagées pour remplacer une partie des ouvriers, que l'appel de l'empereur enlevait à la fabrique. Dans le cercle de ses montagnes vertes, dans la chaleur des journées d'août, Massevaux reposait, comme de coutume, et les fruits grossissaient aux arbres des vergers. Mme Ehrsam, absorbée par le travail de direction qu'elle avait accepté, et qui lui plaisait, ne sortit presque pas de l'enceinte du « Grand Clos, » comme disaient les gens. Le canon ne tonnait pas. Les troupes allemandes ne se montraient nulle part. La frontière française était fermée. La *Thanner Zeitung* annonçait les plus graves nouvelles, que personne, dans Massevaux, ne pouvait démentir ou confirmer : le 3 août, la déclaration de guerre à la France, par l'Allemagne, et l'envahissement de la Belgique; le 4, la déclaration de guerre à l'Allemagne, par l'Angleterre; le 6, la déclaration de guerre,

par l'Autriche, à la Russie, contre laquelle l'Allemagne, depuis cinq jours déjà, poussait ses armées toutes prêtes.

Cette journée du 6 août fut une journée d'inquiétude et d'attente pour toute la vallée. On avait appris, au petit jour, que, dans la nuit, une rencontre de patrouilles avait eu lieu à Lauw, tout près, là où la Doller entre dans la grande plaine et coule vers Mulhouse. Une patrouille de cavaliers français avait tiré sur un poste, tué deux douaniers, un officier prussien, blessé un chasseur à cheval, puis s'était retirée. Ils s'étaient retirés, les premiers cavaliers français, mais pour revenir, sûrement! On les voyait déjà partout. Des pentes du Ballon d'Alsace à Dolleren, à Oberbruck, à Kirchberg, à Niederbruck, puis à Massevaux; des maisons et des granges perchées aux flancs du Baerenkopf et du Sudel, la même rumeur descendait, criée ou murmurée, enflée, ornée par ceux qui la transmettaient, émouvante pour tous, espérée, redoutée, semant la joie ou l'épouvante : « Les soldats français ont été vus sur les sommets! La frontière est franchie! Ils viennent! » Oh! qu'il y avait de gens, et de pauvres gens qui redoutaient que la rumeur ne fût fausse!

Le lendemain, plus de deux cents réservistes étaient convoqués, pour s'embarquer, à la gare de Massevaux, et rejoindre, en Allemagne, les régiments. Depuis la veille, plusieurs de ces jeunes hommes, postés en sentinelles dans les greniers, ou sur les premières pentes des monts, regardaient, avec une angoisse grandissante, vers les hauteurs du Sud et du Sud Ouest.

Les camarades avaient dit : « Si les Français descendent, nous nous joindrons à eux, personne ne partira pour l'Allemagne! » Tout le jour les guetteurs epérèrent. Mais ils eurent beau regarder, aucune ombre ne sortait des forêts, si ce n'est celle des sapins, des pointes de hêtres et de mélèzes, qui tournait et s'allongeait sur les prairies, à mesure que déclinait le soleil. Un peu avant la nuit, plus de dix d'entre eux, comme le bruit de l'arrivée des Français continuait de se répandre et de grossir, se trouvèrent groupés, sans s'être donné rendez-vous, sur la route montante de Huppach, d'où la vue est libre et belle sur la grande coupe des montagnes. Ils disaient : « Qu'ils viennent donc enfin ceux que nous attendons, qu'ils se dépêchent! » Plusieurs fois, ils crurent voir remuer les rochers ou les brumes. Comme ils auraient couru! Comme ils auraient

salué! A la nuit déjà tombée, ils disaient, descendant vers la place des Blés, avant de s'attabler à l'auberge de l'Ange :

— Encore une nuit! Encore les heures du matin! Peut-être seront ils ici !

Mme Ehrsam, ce jeudi 6 août, fête de la Transfiguration, avait assisté à la messe. Elle sortit de l'église de Saint-Martin, et descendait l'escalier de pierre qui est devant la façade, lorsque, se détournant de la rue où il passait, et montant vite les degrés, un fabricant, un ancien ami de son mari, la salua, et dit avec vivacité, lui qui d'habitude parlait lentement :

— Est-ce que vous croyez, madame, que les Français seront ici, ce soir ?

— Les Français? Oh! alors, mon Pierre sera peut-être avec eux? Mais qui annonce cela ?

— Tout le monde. On les a vus là-haut.

— Cette nuit, oui, à Lauw, une poignée d'hommes !

— Non, madame, là-haut, et en nombre.

Ils regardaient tous deux vers les cimes, où la brume du matin commençait de se rompre et de s'élever en flocons.

— Vous y croyez, monsieur?

— J'en suis sûr. Ce soir ou demain, ils seront ici. Je vous le dis parce que vous aurez peut être des mesures à prendre, pour la fabrique.

— Probablement! Monsieur, si les choses sont comme vous dites, eh bien!... eh bien!... je donne un jour de congé!...

Mme Ehrsam fit en même temps une chose extraordinaire : elle tendit la main à son interlocuteur, et dit tout haut :

— Quelle joie, quelle joie, monsieur!

L'homme reprit, d'un air grave, et plus bas :

— Attendez, et ne répétez pas ce que je vais vous confier. Il est inutile de diminuer la joie commune, surtout en guerre, mais vous qui avez charge d'âmes, c'est autre chose. Voici ce qu'on ne sait pas, ce que vous ferez bien de méditer. Le 4 août, nous avons été convoqués par le président de la Chambre de commerce de Mulhouse. J'ai eu du mal à faire le voyage dans mon automobile, je vous en réponds! Il a fallu, à chaque barrage de route, des coups de téléphone officiel! Là-bas, il y avait réunion des principaux industriels des vallées, avec le président de la Chambre de commerce, le maire, le Kreisdirector. C'est celui-ci qui a fait la déclaration principale,

vous le pensez bien. Écoutez ses paroles : « Je suis autorisé à vous dire officieusement que les Français vont entrer dans cette partie de l'Alsace ; nous les laisserons venir : puis, ils seront pressés et écrasés, comme un citron. » Là-dessus, nous délibérâmes. On nous demandait si les guichets des banques devaient demeurer ouverts. Nous fûmes d'avis de ne pas fermer les banques. Ainsi, messieurs les fonctionnaires avaient reçu des ordres. Ils nous prévenaient qu'on tendait un piège aux Français.

— Eh bien! nous les préviendrons, les Français! Moi, je le ferai!

— Que vous êtes Française, Madame Ehrsam!

Elle rougit, et répondit tristement :

— Je croyais l'être encore davantage.

Elle songeait à Joseph. Le fabricant ne comprit point; il jugea que cette femme si sage était un peu énervée par la nouvelle, comme d'autres, salua profondément, et continua de monter la rue.

Revenue chez elle, Mme Ehrsam ne put se tenir de raconter, à ses deux domestiques, la rencontre qu'elle avait faite, et comment les Français ne tarderaient point. Aussitôt, la cuisinière, sous prétexte d'aller aux provisions, sortit, et, dans la ville, rencontra toutes ses amies, car il y avait plus de personnes dehors, ce matin-là, que les jours de marché. Anna se mit à rire, et dit :

— Je n'en connais pas, mais j'en connaîtrai, des Français : il paraît qu'ils sont si gentils!

Dix minutes plus tard, elle avait son corsage des dimanches. A la fabrique, dans les salles de travail, les contremaîtres ne parvenaient point à ramener la paix. Ouvriers, ouvrières, par-dessus les métiers en marche, s'interpellaient : « On ne peut rester ici pendant qu'ils entreront! » Personne ne surveillait plus les broches ; toutes les filles couraient aux fenêtres dès qu'une ombre passait dehors. L'ouvrier, un ancien, chargé de renouveler les gros rouleaux de coton brut que les premières machines dévident et cardent lentement, laissait les cylindres tourner à vide et levait les bras comme un fou.

— Je voudrais voir la tête des gendarmes et celle des douaniers! Oui, la tête de tous ces Schwobes qui nous commandaient si durement! criait-il.

Dans l'après-midi de ce jeudi, les Mascopolitains virent une

scène qui leur donna beaucoup à penser. Sans doute, ils n'apercevaient aucune avant-gardes française. Mais voici que les voisins de l'hôtel des Postes, et les passants, bientôt arrêtés et devenus une petite foule, aperçurent une équipe de postiers enroulant un gros fil de cuivre sur un axe que supportaient deux roues en bois. Le fil, un de ceux qui passent au-dessus des maisons, groupés et tendus comme des cordes de piano, avait dû être coupé assez loin, dans la campagne. Tiré par les travailleurs, il cédait et, jetant ses lueurs de cuivre rouge, au soleil d'août, se pelotonnait autour de la tige. Un factionnaire, — un seul, — devant la poste, protégeait le travail; mais il pouvait jeter sur les curieux un regard menaçant, les gens de Massevaux ne « circulaient pas, » et continuaient d'observer les postiers qui tournaient la grosse bobine, et le fil toujours venant qui s'étageait dessus. Qu'était-ce donc? Pourquoi les ouvriers enlevaient-ils celui-là, de préférence à d'autres?

Un bûcheron, gros homme encore jeune, barbu comme un sapin, la joue fleurie, les yeux malois, murmura, sous l'aile de son chapeau de paille, à l'oreille de son voisin :

— J'ai travaillé à construire la ligne; je vas te dire : ils enlèvent le téléphone du pylône!

— Le pylône du Sudel?

— Mais oui, celui qu'ils ont élevé dans la forêt, là-haut. Quand on est sur la dernière plate-forme, on peut voir jusque dans la place de Belfort! Je le sais bien, j'y suis monté!

— Ils pensent que ça ne leur servira plus.

— Sans doute.

— Alors, c'est une équipe de déménagement?

Des rires légers coururent dans la foule. Les Alsaciens connaissaient tous l'histoire de ce pylône, à quatre étages, fait de troncs d'arbres superposés, le long desquels des échelles étaient appliquées, belvédère où des officiers montaient fréquemment, que des mains inconnues avaient scié, à la base, en 1913, et que les Allemands avaient rebâti en hâte, ayant soin de reconstruire en fer tout le rez-de-chaussée de la machine. Car le pays d'Empire jouait vraiment de mauvais tours à ses maîtres. On entendait, parmi les curieux, voler des phrases amusées, que le vent d'été portait peut-être jusqu'au factionnaire et aux postiers. Mais les Allemands avaient l'air pressé de finir l'ouvrage!

— Ils doivent savoir, eux aussi, qu'il y a des Français là-haut!

— Si je leur demandais la communication?

— Qu'est-ce que tu dirais?

— Je dirais : « Monsieur le Capitaine?... »

— Ça doit être plus qu'un capitaine!

— Je dirais : « Monsieur le Général, descendez vite, ils plient bagage! »

Le rouleau devenait lourd à manier; le temps s'écoulait; le chef de l'équipe, d'un coup de cisaille, coupa le fil, dont l'extrémité égratigna la poussière de la route, et s'en vint se coller, frémissante, aux murs de la maison d'en face. En même temps, une voiture s'approcha, au grand trot de deux chevaux. Elle avait été réquisitionnée par le maire de carrière. La foule s'ouvrit. Les ouvriers, le factionnaire, s'entassèrent dans le vieux landau; le fil du téléphone fut chargé sur le siège, et les chevaux, fouettés vigoureusement, malgré l'âge, et la fatigue, et la charge, galopèrent vers le Nord. Une clameur sourde poursuivit la voiture. Une voix de stentor cria :

— L'Allemagne f... le camp, vive la France!

C'était le bûcheron. Il regarda autour de lui, pour voir qui viendrait l'arrêter. Mais personne ne vint. Il rencontra seulement, parmi les curieux assemblés, et qui se dispersaient, quelques mauvais visages, d'immigrés ou de ralliés, qui blémissaient de colère.

Dès lors, Massevaux ne douta plus que la France ne dût bientôt descendre.

La nuit fut moins claire que celle de la veille. Ceux qui se levèrent, et, par la fenêtre ouverte, essayèrent de connaître le secret des campagnes muettes, virent que rien ne luisait, ni eau, ni pierre, ni frondaison, dans toute la conque énorme où reposait la ville. Le temps était à l'orage, une lueur faible tombait entre les franges des nuages qui, tourmentés par des forces contraires, poussés, attirés et tournant, formaient des remous sous la lune. La terre était en paix, et ne sentait pas même le souffle du vent haut.

Ils venaient cependant, les soldats de France.

Très au Sud de Massevaux, une compagnie du 171e d'infanterie, partie de Novillard, remonte, en territoire français, le cours du ruisseau de la Loutre; elle traverse le village de

Rappe, dont les plus vieilles maisons, comme celles des villages voisins, tant de fois ont entendu le pas des hommes en guerre. La nuit est toujours douce, et l'aube encore lointaine. Quelques contrevents s'ouvrent, prudemment, d'autres demeurent clos, mais la lumière glisse par les fentes. « Combien sont-ils, Madelon? Où vont-ils? » Ils passent, et les voici, au sortir du bourg, qui tournent à droite, et entrent dans le bois communal, au delà duquel il y a la frontière et l'Alsace. « Alors, ils vont à l'ennemi? Ferme le volet, Madelon; mets-toi à genoux sur ton lit chaud : c'est bien l'heure de faire une prière. »

Le bois est fait comme une poire. Tout étroit d'abord, il s'élargit vite. Que l'ombre est noire! Les hommes, qui causaient librement jusque-là, se sont mis d'eux-mêmes à parler bas. Ils ont le fusil à la main et le doigt sur la gâchette. Il y a tant de caches dans les fourrés! Tous les yeux fouillent cette ombre, où rien ne remue, et d'où peut partir un feu de salve qui coucherait à terre les premiers rangs. Cent mètres de forêts, deux cents, trois cents : aucun coup de fusil, le bois paraît vide. Le bruit de lime et de marteau, que font les pieds sur la route, se lève entre les arbres et, avec la poussière, s'en va tomber au loin. Tout à coup, le détachement qui marche en avant s'arrête. On ne peut plus avancer en troupe. Une barricade, de troncs d'arbres et de branches, a été construite par les soldats du génie, voilà quelques jours, au coude de la route forestière qui, maintenant, se redresse vers le Nord. Le capitaine rejoint l'avant-garde, et dit au lieutenant Malaurie :

— Prenez avec vous une demi-section, et allez reconnaître les débouchés du bois.

Les officiers se serrent la main, les trente hommes escaladent la barricade, et s'égaillent dans le bois, en fourrageurs. Tous les cœurs battent. Entre les cimes des arbres, très haut, des nuages en dérive rencontrent un premier rayon, et rosissent en dessous. Dix minutes se passent. On entend le moindre bruit, dans l'air frais et vibrant du matin : l'éclatement d'une tige morte, un juron, le broussement d'un corps à travers les gaulis. Le lieutenant Malaurie marche à découvert, au milieu du chemin. C'est un agrégé d'histoire, un lettré, un poète; le souvenir de l'Alsace chante en lui. Entrer le premier dans la terre promise! Être celui qui va commencer de délivrer la

vallée, celui que les anciens attendent depuis quarante-quatre ans, sans connaître son nom, et que les enfants de l'Alsace appellent, quand ils disent en chantant : « Cigogne, cigogne, apporte-nous dans ton bec un petit pioupiou! » On approche des lisières. Un peu de jour, embrumé, luit au bout de la route. Trois soldats sortent des fourrés, deux à droite, un à gauche. Le lieutenant interroge tout bas : « Qu'avez-vous vu? — Rien. — Moi, dit le troisième, j'ai vu galoper un cheval démonté. — D'où venait-il? — De là. » Là, c'est la direction de Bréchaumont. Il y a donc, en avant, des cavaliers allemands. On continue, dans l'ombre mouillée du bois, que l'aube enveloppe et ne pénètre point. L'officier consulte sa carte, serrée dans sa main gauche : oui, la frontière est à quelques pas, au delà de ces touffes de noisetiers qui font, tout le long de la lisière, un gros bourrelet de feuilles, tendu par la forêt vers la lumière et le vent. Il ne faut pas crier. Mais le cœur commande de parler. D'un geste, Malaurie appelle les hommes qui ont les yeux sur lui, et qui accourent au rassemblement. « Venez! Pas de bruit! » On avance encore. Voici que la route débouche sur la campagne : on découvre des terres de labour et des prés qui descendent, puis des plateaux qui se relèvent et portent dans le matin des maisons toutes blanches. Les trente hommes se mettent sur deux rangs, adossés aux noisetiers de la lisière.

— Mes enfants, dit le chef à demi-voix, nous sommes en terre d'Alsace!... Le village devant nous, c'est Bréchaumont... Alors, vous comprenez... Garde à vous! Présentez armes!

Et le soleil, qui se levait, vit la troupe française saluer toute l'histoire et toute la légende.

On se remet tout de suite au pas, au guet; par les champs, au plus court, on se dirige vers le village. Comme tout est tranquille! Les maisons ne sont pas toutes éveillées. Il y a des pots de géranium-lierre, et de verveine, et d'œillets aux fenêtres. Où donc est l'ennemi? Deux femmes sortent de l'église, et filent en montant la rue. Le curé, entendant le pas des Français sonner sur la chaussée, vient, au contraire, à l'officier qui commande l'avant-garde, et dit :

— Monsieur le lieutenant, il y a, dans mon église, ici, un dragon allemand qui va mourir; il a le ventre traversé d'une balle; pouvez-vous le secourir?

Le lieutenant envoie prévenir le major à l'arrière, et la troupe passe. Elle s'arrête à l'extrémité de Bréchaumont; les premiers Alsaciens s'assemblent autour des faisceaux; ils apportent des fruits, du pain, du beurre, du vin. Des jeunes filles versent le vin du pays aux soldats qu'on n'avait vus que dans les images d'Épinal. Elles parlent français comme elles peuvent; leurs yeux parlent plus clairement : elles rient. Aucune embuscade allemande; pas une patrouille; pas un coup de fusil. On n'est pourtant que trente hommes, qui vont en pointe et continuent. Au second village, à Traubach-le-Haut, sur la place, les paysans d'Alsace lèvent leur chapeau et les femmes battent des mains. Un vieux à barbiche blanche se porte, avec son fils, au-devant du lieutenant, fait le salut militaire, prolongé, correct, le coude à la hauteur du sourcil, et crie : « Fife la Vrance! » Mais une vieille femme se signe au passage de ceux qu'elle aime, et dit vivement, montrant la direction de l'Est : « Prenez garde à ceux de là-bas : ils sont si méchants! »

Déjà le village voisin a dû être prévenu. Par qui? Des gamins grimpés sur les arbres, des coureurs à bicyclette, une voiture? Qui sait? On attend « les pantalons rouges; » on vient au-devant de la France, on la salue de loin, on plaisante parce qu'on est d'un pays qui sait rire, même au danger. La promenade triomphale n'est interrompue qu'à Burnhaupt-le-Haut. Là il faut prendre d'assaut la première tranchée défendue par des dragons allemands. C'est l'affaire d'un moment; quelques coups de fusil; puis les Allemands sont en fuite; les Français passent et se reforment; il fait chaud et clair; les hommes disent : « Nous sommes toujours chez nous! »

René Bazin

(La deuxième partie au prochain numéro.)

L'ERREUR ALLEMANDE

SUR

LES ÉTATS-UNIS

M. Farrand, l'éminent professeur de l'Université de Yale, a écrit une courte, mais complète histoire des États-Unis. On en donne aujourd'hui la traduction au public français. Cette œuvre excellente permet de suivre dans le détail le développement d'une nation qui, en un siècle, s'est répandue sur un continent presque entier et a ouvert un monde nouveau à l'activité des hommes. Quand nous parlons de l'Amérique, nous l'appelons volontiers la République sœur. Ce n'est là qu'une assimilation verbale : en effet, la démocratie américaine ne ressemble pas à la démocratie française; ses mœurs ne diffèrent pas moins des nôtres que ses institutions. Il est donc à propos, dans un temps où l'Amérique a fait irruption dans le vieux monde avec la force que l'on sait, de l'étudier davantage, et peut-être trouvera-t-on dans les traditions d'un Washington, d'un Hamilton ou d'un Lincoln, des exemples à suivre et des leçons à méditer.

La guerre qui finit aura eu ce résultat heureux, parmi tant d'autres, de découvrir enfin l'âme de l'Amérique à l'Europe. L'Allemagne surtout s'y était trompée : sa présomption n'avait eu d'égale que son ignorance. L'erreur qu'elle a commise en considérant le peuple des États-Unis comme étranger à toute préoccupation désintéressée a été certainement pour beaucoup dans les fautes de conduite et dans les provocations auxquelles, avec une rare inconscience morale, son gouvernement s'est laissé entraîner à l'égard de l'Amérique.

Aussi lorsque, lassés de tant d'insolence, les États-Unis se placèrent enfin aux côtés des Puissances démocratiques dans la lutte que la France et l'Angleterre soutenaient contre l'Allemagne; lorsque M. Wilson, définissant le caractère de leur intervention, proclama les vues d'avenir qui étaient les siennes, celles-ci apparurent si éloignées des réalités immédiates qui sollicitent d'ordinaire l'attention des hommes politiques, qu'on fut comme désorienté à Berlin et qu'on ne mesura pas du premier coup la force du coup qui était porté à l'Allemagne. Cependant l'effort américain se développait et, de concert avec celui des Alliés, submergeait toutes les résistances.

L'Allemagne avait commis quelques erreurs fondamentales sur les États-Unis. La première était de croire qu'il n'existait pas chez eux de véritable esprit national. Une démocratie composée d'éléments venus de tous les coins du monde, sans traditions communes, ne pouvait, aux yeux de cette nation hiérarchisée, constituer un tout homogène. L'illusion germanique reposait aussi sur les manifestations d'amour que les Américains de race allemande prodiguaient à leur pays d'origine. Pour les maintenir dans une sorte d'allégeance à l'égard de leur mère patrie, la loi Delbruck avait autorisé les Allemands à acquérir une double nationalité et à se faire naturaliser Américains sans rompre les liens qui les rattachaient à la mère patrie. Enfin, le frère de l'Empereur lui-même, le prince Henri de Prusse, avait traversé l'Atlantique pour passer en quelque sorte en revue les sociétés allemandes qui pullulaient sur le sol de l'Union. Et sans doute, il se trouvait un certain nombre d'Américains d'origine allemande restés attachés à leur ancienne patrie, mais le nombre en était petit relativement à la masse de la population, et d'ailleurs le sentiment public n'eût pas toléré chez des citoyens américains l'aveu d'une fidélité au passé qui eût été considérée comme un acte de déloyauté à l'égard de l'Amérique.

Il suffisait, du reste, de pénétrer un peu les couches profondes de la nation pour sentir l'extraordinaire puissance d'assimilation de l'idée américaine et éprouver la solidité du lien moral que crée entre les hommes la pratique de la liberté

L'expérience la plus contemporaine apportait ainsi la preuve que ni l'unité de race ni l'unité de langage ne sont les éléments nécessaires à la formation de cette âme commune qui constitue la nationalité.

On le savait déjà; dans le Brandebourg, le fond de la population est d'origine slave et non pas allemande, et, en Suisse, on parle trois langues; mais jamais l'évidence de cette vérité n'était apparue aussi frappante qu'en Amérique.

On trouvait même aux États-Unis un avantage singulier à la diversité des éléments ethniques de la population. J'ai entendu Théodore Roosevelt, comparant son pays à l'Australie, soutenir cette thèse, qui n'est pas toute paradoxale, que, dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique, il n'est pas bon de s'unir entre soi et que la diversité d'origine du peuple américain lui donne sur le peuple australien cet avantage que, grâce à elle, il possède un esprit national original et dégagé des liens d'une antique et unique tradition.

L'Allemagne ne s'était pas moins trompée sur les principes de la politique extérieure du gouvernement des États-Unis. Pendant longtemps, cette politique a reposé sur le message d'adieux de Washington, message dans lequel cet homme illustre conseillait à ses compatriotes de se tenir soigneusement en dehors de toute union avec les puissances européennes. Pour juger historiquement de la portée de ce grand document, il faut se reporter au temps où il fut écrit : la guerre de l'Indépendance venait de se terminer; la Révolution française ébranlait le monde; l'Angleterre et la France étaient de nouveau aux prises, et Washington, frappé des courants d'opinions que ces événements faisaient naître dans son pays, voulait que ses concitoyens ne fussent ni Anglais, ni Français, mais simplement Américains. L'objet qu'il avait en vue, c'était de gagner du temps afin de donner au caractère national le moyen de se former. — Washington ne cherchait pas à soustraire son pays à toute éventualité de guerre, mais il voulait qu'il pût arriver à ce degré de force qui le rendrait maître de ses destinées : c'est ainsi qu'il écrivait à Gouverneur Morris en 1792 : « Si notre pays peut rester en paix encore une vingtaine d'années, il pourra, si la cause est juste, défier alors n'importe quelle puissance, » et il disait dans son message d'adieux : « Le jour n'est pas éloigné où nous pourrons choisir entre la paix et la guerre, le parti que nous conseilleront nos intérêts éclairés par la justice. »

La durée de la politique d'isolement préconisée par Washington a été plus longue qu'il ne le croyait nécessaire : elle s'est prolongée pendant près d'un siècle. Elle avait du reste

sa contre-partie dans la doctrine de Monroe. Si les États-Unis entendaient n'être pas mêlés aux querelles de l'Europe, ils n'acceptaient pas que les puissances européennes développassent leurs intérêts sur le continent américain, et cela suffisait pour caractériser la politique du gouvernement fédéral et l'esprit de jalouse indépendance dont elle s'inspirait.

Enfin, le profond idéalisme de la jeune âme américaine semblait avoir également échappé à l'observation allemande ; celle-ci n'était frappée que du développement économique du pays ; elle ne croyait pas à la sincérité de sentiments généreux chez ces républicains, dont cependant les seules traditions sont des traditions religieuses. — L'Amérique du Nord a été colonisée au XVIIe et au XVIIIe siècle, par l'Angleterre et par la France; or, la nouvelle Angleterre est tout imprégnée de l'esprit des Puritains et les vallées du Saint-Laurent et du Mississipi gardent toujours le souvenir des missionnaires qui accompagnaient Champlain ou Cadillac. — L'âme américaine est encore marquée de l'empreinte qu'a gravée en elle la foi des premiers pionniers.

La religion, toute séparée qu'elle soit de l'État en Amérique, y est mêlée à tous les actes de la vie publique, et je n'ai jamais assisté aux États-Unis à une cérémonie qui ne fût précédée et suivie d'une prière. — Cet usage est significatif : il ne se maintiendrait pas s'il n'était pas conforme au sentiment intime de la Nation dont la conduite doit, suivant les paroles de Washington, être inspirée par la religion, la morale et le sens de la justice. — On saisit l'impression qu'ont pu produire dans un pareil milieu, des faits comme la mort de Miss Cavell ou le torpillage du *Lusitania*. — Dans les débats qui, en 1850, au Sénat de Washington, préludèrent de loin à la guerre de Sécession, le sénateur William H. Seward, reproduisant une parole de Channing, proclamait qu'il y avait une loi plus haute que la Constitution elle-même. C'est cette plus haute loi que l'Allemagne a cru ignorée de l'Amérique : sans doute, elle ne la connaissait pas elle-même.

Mais il était naturel que la politique d'isolement préconisée par Washington, jusqu'au jour où la conscience nationale se serait formée, subît l'influence des mouvements des partis et des vicissitudes de la politique intérieure. — Feu M. Reed, qui fut pendant longtemps le Président de la Chambre des repré-

sentants, me disait un jour qne toute l'histoire politique de son pays avait été le développement des premiers dissentiments qui s'étaient élevés entre Hamilton et Jefferson, c'est-à-dire entre les partisans de l'extension des pouvoirs fédéraux et les défenseurs des droits souverains des États confédérés. Ces querelles donnèrent d'amers soucis à Washington qui s'efforçait de maintenir ce qu'on appellerait aujourd'hui l'union sacrée. — Au fond, ce conflit n'était pas seulement un conflit entre les personnes ; il mettait en opposition deux doctrines qui, toutes deux, étaient relativement fondées en raison : il a duré pendant les deux premiers tiers du XIXe siècle : il devait aboutir à la guerre de Sécession.

L'abolition de l'esclavage apparaît aujourd'hui comme l'objet principal de ce grand conflit, et cependant à l'origine de la guerre, ceux là étaient rares qui osaient l'envisager comme prochaine. La question qui avait amené les états du Sud à se séparer de l'Union à la suite de la Caroline du Sud, et à former une nouvelle Confédération, était celle de savoir si l'institution de l'Esclavage, dont tout le monde aux États Unis reconnaissait la constitutionnalité, pourrait s'étendre hors du territoire des États esclavagistes, et le conflit armé surgit du fait que les États du Nord ne reconnurent pas que les droits propres des États pussent aller jusqu'à leur permettre de dénoncer le pacte fédéral. — C'est seulement deux ans après l'ouverture du conflit, en 1862, que Lincoln, donnant aux États rebelles un délai pour se soumettre en acceptant l'inévitable, lança la proclamation d'où est sortie l'émancipation des esclaves ; il rallia à la cause du Nord tout ce qu'il y avait de généreux dans le monde. Il faut remarquer comme Lincoln hésita à prendre cette grande mesure, combien il retarda sa décision, de quelles précautions il l'entoura. C'est ainsi qu'avant lui, Washington se défendait d'avoir eu, au début de la guerre de l'Indépendance, l'idée de la séparation d'avec la mère Patrie. Quels scrupules chez ces grands hommes à porter la main sur les institutions établies dont ils ont ensuite énergiquement poursuivi la chute et dont la ruine fut leur gloire !

Il est dans l'histoire peu de figures aussi pures et aussi originales que celle de Lincoln. On pourrait imaginer un Washington, si les États-Unis n'avaient pas existé : c'est un gentleman, un fils de la vieille Angleterre, dont les idées et les

actes représentent excellemment ce qu'il y a à la fois de libre et de traditionnel, de résolu et de temporisateur dans l'esprit anglais : la façon même dont il défend les droits des colonies a quelque chose qui rappelle Hampden. — Au contraire, rien ne rattache Lincoln au vieux monde. — C'est un bûcheron qui s'est formé lui-même par l'étude des lois : son parti l'a porté à la Présidence : son élection a été le signal du conflit qui met en péril l'existence de son pays. Il se montre supérieur à toutes les difficultés. Son âme s'élève avec elles : elle dépasse les hommes et les circonstances. Sa cause n'est plus celle de son parti : Lincoln touche le cœur de l'Humanité toute entière. Il y a en lui quelque chose du saint ; il meurt assassiné, et on ne peut approcher la grande mémoire de cet homme si tendre et si fort, sans une sorte de piété.

La guerre terminée, la reconstitution de l'Union s'imposait. Par la victoire du Nord, l'œuvre de Washington était achevée suivant les idées de Hamilton. L'unité fédérale triomphait, et avec elle, le parti républicain ; mais le chef d'œuvre de la politique américaine fut, malgré l'intolérance de certains politiciens, de ne pas se laisser entraîner par la victoire et de maintenir dans l'unité fédérale, les droits particuliers des États.

Il fallut du temps pour effacer les derniers vestiges de la guerre civile ; trente ans après qu'elle fut finie, — il semblait que l'heure prévue par Washington, était enfin venue où les États-Unis pourraient choisir entre la paix et la guerre, suivant leurs intérêts et suivant la justice, et c'est ainsi que, poussés par le sentiment national, ils s'engagèrent à propos de la question de Cuba dans un conflit avec l'Espagne.

Cette décision semblait au premier abord si contraire aux traditions du gouvernement des États-Unis qu'elle surprit beaucoup de monde en Europe.

Je me souviens qu'étant à cette époque ambassadeur à Washington, j'allais voir M. Scherman, alors secrétaire d'État, le jour même où était porté au Sénat le message d'où sortit la déclaration de guerre. Comme je l'entretenais des éventualités qui menaçaient la paix, M. Sherman, qui était de la génération de Lincoln, me lut des dernières pages de ses mémoires. C'était un exposé de l'ancienne doctrine qui donnait les frontières des États-Unis comme bornes à leur action politique.

A l'heure même où j'écoutais M. Sherman, la politique dont

il ne s'était pas encore détaché, n'était déjà plus qu'une chose du passé.

Peu de temps après, les États-Unis victorieux acquéraient de l'Espagne des possessions lointaines : plus tard ils annexaient Hawaï, et portaient la main sur le canal de Panama.

Depuis 1898, leur puissance a débordé hors du continent Américain. Ils sont désormais, qu'ils le veuillent ou non, exposés à se heurter à des rivalités, soit dans le Pacifique, soit dans l'Atlantique. Dès lors, on ne peut plus les considérer comme indifférents aux révolutions du vieux monde.

A Berlin, en 1916, on n'avait sans doute pas mesuré tout ce qu'il y avait en germe dans la dernière guerre des États-Unis contre l'Espagne.

Le passé ne revit jamais, et ce n'est pas à l'heure où chaque jour les peuples semblent plus proches les uns des autres, où la science et l'industrie humaine mettent entre leurs mains de nouveaux instruments de concurrence, que les États-Unis pourraient revenir à une politique d'isolement.

L'ingéniosité des hommes d'État et des jurisconsultes cherchera des procédés pour maintenir la paix du monde, mais ces procédés, quels qu'ils soient, reposeront toujours sur un certain équilibre politique et économique entre les nations : désormais, dans cette balance, le poids de l'Amérique ne pourra plus être négligé.

La France a eu sa part, la plus grande part, dans la naissance de la grande démocratie américaine. Jefferson qui rédigea la déclaration d'indépendance était imbu des idées de nos philosophes du XVIIIe siècle, et nos idées comme nos soldats ont combattu pour la jeune Amérique.

Certains critiques ont disputé sur les motifs qui avaient poussé nos pères à soutenir les *insurgents;* on a attribué ce noble mouvement à l'intérêt, à la rancune, au désir d'obtenir une revanche contre l'Angleterre. Je ne sais pas de pire cause d'erreur que de vouloir juger les actes des hommes par la recherche de leurs intentions. L'élan de notre Nation ne pouvait pas abolir, chez les hommes d'État qui la dirigeaient, le légitime souci de leurs devoirs envers elle, mais pourquoi contester au cœur la générosité avec laquelle il se livre si, quand il se donne, il est d'accord avec la raison ? M. de Vergennes était ambassadeur à Constantinople en 1763, quand le Canada nous fut

enlevé, et comme il savait que la lutte qui mettait aux prises la France et l'Angleterre en Amérique, était surtout la guerre entre les colons de la nouvelle Angleterre et ceux de la nouvelle France, la rivalité de Boston et de Québec, il écrivit que n'ayant plus désormais besoin d'être soutenus par la mère Patrie contre leurs rivaux, les États rompraient un jour le lien qui les rattachait à la couronne d'Angleterre.

Faut-il faire grief à cet homme d'État clairvoyant d'avoir eu tant d'avenir dans l'esprit, et à l'heure où ses prévisions se réalisaient, d'avoir, avec l'appui de Louis XVI, aidé à leur succès? On a coutume du reste, quand on parle de la guerre de l'Indépendance, de ne considérer que l'effort fait par la France sur le sol même de l'Amérique; c'est une vue bien étroite. Les victoires du Bailli de Suffren dans la mer des Indes ont certainement autant contribué à la défaite finale de l'Angleterre que celle de M. de Grasse dans la baie de la Chasapeake. Il faut voir les choses comme elles sont : rien sans doute dans l'histoire ne fut pareil à l'élan sentimental qui emportait la France dans les années qui précédèrent la Révolution. Notre jeune noblesse, qui avec La Fayette, s'empressait autour de Washington, obéissait à l'impulsion de son cœur : elle aimait la liberté, elle voulait combattre avec ceux qui luttaient pour Elle. L'Amérique a connu des enthousiasmes pareils lorsque, à son tour, elle a traversé l'Atlantique pour défendre le Droit sur notre sol.

En 1914, après la déclaration de guerre, je fus contraint de revenir en France par le Danemark et la Norvège. A la fin du mois d'août, je débarquais à Leith en Écosse : j'y fus reçu par le Lord Provost d'Edimbourg. Comme je lui demandais des nouvelles de la guerre, il me répondit qu'elles n'étaient pas bonnes, « mais, dit-il, la victoire n'en est pas moins certaine : l'humanité ne reculera pas, cette guerre est le dernier combat de la démocratie contre ce qui reste de la féodalité dans le monde. »

Ce sentiment, que l'Allemagne n'a pas soupçonné, a entraîné tous les peuples libres. Les enfants de l'Amérique l'ont exprimé, quand débarquant en France, ils accoururent à la tombe de La Fayette pour attester leur fidélité à la cause qu'il avait défendue, et lui crier : « nous voilà ».

JULES CAMBON.

DANS LILLE OCCUPÉE

L'éminent recteur de l'Académie de Lille, M. Georges Lyon, resté à son poste pendant toute l'occupation allemande, veut bien détacher pour nous quelques feuillets de son « journal. » Sa haute situation lui a permis de rendre de grands services à la population lilloise et particulièrement aux jeunes gens. Et elle l'a rendu témoin de quelques-uns des plus odieux parmi les crimes allemands. Dans l'été de 1915, il était au nombre des personnalités considérées comme otages et astreintes à un régime special par l'autorité allemande.

LES OTAGES A LA CITADELLE

Du clavier de vexations qui compose la situation d'otage, nous ne connaissions encore que des notes assourdies et, en tout cas, fort brèves. Il restait à nous en révéler de moins fugitives et de plus aiguës. L'été de 1915 nous réservait ce complément d'initiation. Une première aggravation de pénalité nous fut infligée au début de juillet. Les Allemands n'imaginèrent rien de mieux que d'astreindre chacune de nos séries à passer tour à tour trois jours et trois nuits de suite dans notre salle de détention.

Trois jours d'inaction forcée semblent interminables et ma satisfaction fut grande quand ce premier *triduum* eut pris fin. Dix huit jours nous séparaient du second (1), trop vite écoulés à mon goût. Le 27 juillet était la date où mon tour allait revenir. Or, la veille même de ce jour, vers quatre heures du soir, au moment où je me disposais à sortir, un pli urgent me venait de la Mairie. J'y lisais que, par ordre du gouverneur,

(1) Les otages étaient répartis, par cinq, en six sections.

tous les otages devraient avant sept heures (six heures, pour nous Français) s'être rendus à la citadelle, où ils séjourneraient jusqu'à nouvel ordre.

Six heures allaient sonner quand j'entrai dans la citadelle. Comme je franchissais la grande porte, un sous officier, d'un ton sévere, m'informe qu'il nous est interdit de nous parler. *Nicht sprechen* Il nous est interdit de sortir, même pour passer dans le vestibule. Il nous est interdit de jouer aux cartes. En dehors de se coucher et lire, tout est interdit Et, pour mieux accentuer cette kyrielle de prohibitions, l'aimable militaire ajoute que toute infraction à ses ordres serait punie par la mise en cellule.

Nous étions consternés. Nous allions et venions, sans nous dire un mot, sans nous voir, comme de muettes et aveugles ombres. La nuit fut des plus dures. Aux deux extrémités, au centre du hall, étaient postées des sentinelles, baïonnette au fusil. Leurs lourdes bottes résonnaient sur le plancher sonore et mettaient le sommeil en fuite. Toutes les deux heures les petites escouades se relevaient. La consigne était de ne laisser jamais seul aucun de nous. Qui sait si nous n'étions pas les plus dangereux des conspirateurs?

Le lendemain matin, nous n'y pouvions plus tenir : ce système de persécution mesquine et sotte, sans cause intelligible, sans utilité concevable, nous avait exaspérés. D'un même élan nous nous dirigeâmes vers le sous-officier qui dirigeait la surveillance et nous demandâmes de pouvoir nous rendre à deux ou trois auprès du commandant de la citadelle pour lui porter une réclamation. Que si un seul était admis à remplir cette ambassade, mes compagnons insistèrent auprès de moi pour que je voulusse être leur porte-paroles. Quelques instants après, le commandant en personne arrivait, escorté d'un interprète. Ce fut seulement après de longues discussions qu'il nous fut accordé de nous promener dehors et de nous asseoir au grand air, à la condition de ne pas dépasser la double rangée d'arbres en bordure de la chapelle, où les otages étaient enfermés.

« L'union sacrée, » qui, pour le salut du pays, a régné par delà le front, n'a jamais été mieux réalisée que dans la réunion plénière des otages à la citadelle. Toutes les nuances de la pensée politique et religieuse ou antireligieuse comptaient des adhérents dans ce cénacle. Elles s'effaçaient, confondues en

l'alliance des trois couleurs du drapeau français. La commune foi patriotique nous faisait une même âme pénétrée de cette vertu, la fraternité. J'en veux citer un des traits les plus touchants. La veille de notre premier vendredi, nous entendîmes le député socialiste et anticlérical Delory s'inquiéter des moyens de faire en sorte que les repas du lendemain fussent maigres, pour éviter que nos deux compagnons ecclésiastiques, le vicaire général Lecomte et le curé de Thumesnil, fussent placés dans l'alternative d'être privés de nourriture ou de désobéir aux lois de l'Église. Même préoccupation à l'approche du dimanche. Les deux prêtres seraient-ils mis en situation de dire leurs messes respectives? Pour le curé de Thumesnil, les choses s'arrangèrent, grâce au zèle de ses paroissiens qui, n'ayant auprès d'eux nul vicaire, réclamèrent leur pasteur à cor et à cri. Ils eurent, pour ce jour-là, gain de cause. Il n'en fut pas de même pour le chanoine Lecomte. La permission de sortir, ne fût-ce que pour quelques heures, lui fut impitoyablement refusée. Restait la ressource d'officier, devant un autel de fortune, dans une salle de la citadelle. Et tels d'entre nous, qui n'étaient pas des pratiquants, se promettaient d'assister, ne fût-ce que pour lui faire honneur, au Saint Sacrifice célébré par lui. Après avoir longuement parlementé, il ne put obtenir que de dire la messe, dans la citadelle, sans aucun assistant.

Une des conditions les plus pénibles où se puisse trouver un prisonnier, est l'état d'incertitude sur la durée de sa détention. Combien de temps se prolongerait la nôtre? Mystère. Peut-être à la Kommandantur n'en savait-on guère plus. Nous resterions là tant qu'il plairait à notre despote de nous y maintenir et nous sortirions le jour où le vent de sa fantaisie aurait tourné. Le 2 août, ce revirement se produisit pour dix de nous seulement. C'était un lundi, de très bonne heure. Nous commencions de nous éveiller. Notre interprète arrive en coup de vent; il tenait une feuille à la main. C'était une liste d'appel. Il nomme à haute voix dix élus; l'expression n'est que juste, puisque ces noms étaient ceux des conseillers municipaux prisonniers. Ils étaient rendus à la liberté, sous la condition que chacun d'eux se rendrait en un bureau, pour y présider à l'inscription des hommes de quinze à cinquante-cinq ans, opération ordonnée par l'autorité allemande et qui exige-

rait un travail de plusieurs semaines. Quant à nous autres, les inutiles, rien n'était modifié pour nous.

Cet événement, éclairé par les commentaires de notre interprète, acheva de nous édifier sur les causes, d'abord si obscures, de notre détention. Déjà quelques furtifs propos, jetés à la dérobée par les serveurs qui venaient du dehors apporter nos repas, nous les avaient fait entrevoir. Il est temps que je les note, bien que ce n'ait été qu'à notre retour dans nos foyers que nous les ayons connues dans tout leur développement.

Nous sûmes donc que, dans la première quinzaine de juillet, une arrestation sensationnelle avait eu lieu, qui avait mis la police allemande sur la piste d'un gibier humain dont elle était extrêmement friande : des soldats cachés. Des territoriaux désarmés qui, lors de la reddition de Lille, avaient préféré se cacher comme ils pourraient, plutôt que de subir l'internement dans des camps de concentration, avaient trouvé dans bien des recoins sympathie et assistance. A leur intention une organisation discrète s'était formée, qui recueillait argent, vivres et vêtements. Plus encore, des facilités étaient recherchées en vue de les aider à passer la ligne. Combien d'entre eux y réussirent? Je l'ignore. Le plus grand nombre, sans tenter cette périlleuse aventure, s'estimaient trop heureux d'échapper, dans nos murs, à la capture allemande. Ces messieurs de la Kommandantur se doutaient bien que plus d'un était encore à Lille de ceux qui leur avaient en octobre 1914 brûlé la politesse. Mais ils s'imaginaient que ce n'était guère qu'une poignée, tant les hommes de la *polizei* avaient fait bonne chasse. Et voilà que cette police, dont la perspicacité avait obtenu tant d'éloges, se trouvait avoir été jouée avec une audace sans pareille! Des perquisitions faites chez M. Jacquet, chef de l'organisation de secours aux soldats cachés, il résultait que c'était par centaines qu'il convenait de les compter. M. Jacquet avait des complices directs, dont trois avaient été mis, en même temps que lui, sous les verrous et qui étaient comme lui soumis à une instruction. Mais il y avait ses complices indirects, ses complices occasionnels, sans la coopération de qui une telle multitude de défaillants n'aurait pu se soustraire aux recherches policières. Ces complices-là étaient légion et pour un peu la ville entière y eût été comprise.

C'était donc toute la ville qu'il fallait frapper, et le gouver-

neur y mit d'autant plus d'acharnement qu'une circonstance encore venait accroître son exaspération. L'instruction de l'affaire Jacquet avait établi que l'un des deux aviateurs anglais obligés le 11 mars d'atterrir dans le Faubourg des Postes, après avoir détruit une installation téléphonique allemande, avait pu trouver chez divers habitants un refuge et, finalement, franchir incognito les lignes pour se remettre à la disposition de ses chefs. Vainement une affiche tonitruante avait-elle, le 16 mars, brandi la peine de mort sur quiconque « cacherait lesdits Anglais ou les aiderait à s'éloigner. » Ces menaces avaient été en pure perte et, grâce à d'actives sympathies lilloises, les deux pilotes avaient pu, déjouant toutes les surveillances, prendre la clé des champs! Nul châtiment ne serait assez exemplaire pour punir le forfait de toute une cité. Ne pouvant l'emprisonner tout entière, on s'était dédommagé sur les otages. L'affiche du 27 juillet qui publiait cette mesure ajoutait que les laissez-passer pour se rendre à d'autres communes ou en venir seraient supprimés et que le couvre-feu pour les habitants sonnerait à 6 heures du soir (à 5 heures françaises). L'obligation de rentrer chez soi à 5 heures, au fort de l'été, l'interdiction de se promener durant ces longues soirées des quelques mois de lumière étaient une cruauté exercée surtout contre la population pauvre, privée de jardins, souvent même de cours. Les bandes de tout petits seraient condamnées à se morfondre et s'étioler dans les chambres resserrées, sans soleil et sans air, des demeures lilloises! A ces conditions seulement la vengeance allemande serait assouvie.

Cependant la première semaine d'août touchait à son terme. A divers signes, la conviction se formait en nous que nous ne serions plus embastillés longtemps. L'inscription de tous les hommes sur les feuilles de recensement était un filet tendu à travers les mailles duquel l'autorité occupante se persuadait que pas un réfractaire ne saurait passer. En effet, le vendredi 6 août nous étions informés que, par égard pour les instantes démarches du maire, nous devenions « libres de l'internement. »

L'AFFAIRE DES SOLDATS CACHÉS

Notre villégiature d'été à la citadelle de Lille avait été le prélude du drame dont il me reste, poignant souvenir, à rapporter le dénouement.

Qu'étaient devenus Jacquet et ses trois coaccusés? Nous savions qu'il avait été conduit à Anvers, où il se trouvait détenu dans l'ombre et le mystère, puisqu'il portait, durant les promenades réglementaires, une cagoule. Les semaines succédaient aux semaines. En ville, depuis le 15 août, jour où avait été levée l'interdiction d'être dehors après cinq heures, la vie était redevenue à peu près normale. Voici septembre. Quinze jours s'écoulent. On se remet à parler du procès criminel intenté à nos quatre compatriotes. Ils sont enfermés à la citadelle, où siège le Conseil de guerre. Des nouvelles sinistres circulent. Le bruit, hélas! trop vraisemblable, se répand qu'une quadruple condamnation à mort est sur le point d'être prononcée, si elle ne l'est déjà.

Le mardi 21 septembre, il était dix heures du matin, quand on m'annonce la visite de Mme Jacquet. Je vois entrer une dame en toilette sombre, les yeux rouges d'avoir beaucoup pleuré. Elle m'était présentée par notre cher ancien doyen des Sciences, le professeur Demartres. C'était un peu aussi sur le conseil de son mari qu'elle venait vers moi. Elle éprouverait quelque douceur à s'ouvrir de ses craintes auprès d'une amitié qu'elle se savait acquise; et puis, qui sait? peut-être mon intervention aurait-elle chance d'être accueillie. Hélas! la pauvre femme se faisait illusion. Le peu qu'il me serait permis, je le tenterais toutefois, mais sans m'abuser sur les résultats.

Je connaissais M. Jacquet, pour m'être rencontré trois ou quatre fois avec lui au café Dautigny, établissement fréquenté par les bons patriotes et où la présence d'Allemands était rare. C'était un homme d'âge mûr, robuste et fort, les yeux masqués par des lunettes, d'apparence énergique. Depuis le début de la guerre, il s'était donné tout entier à des missions patriotiques, dont la principale était l'organisation des secours aux soldats cachés. Ne s'était-il pas assigné d'autres tâches, plus périlleuses même que celle-là, qui l'était suffisamment? Il le donnait volontiers à entendre. D'ailleurs, il se riait du danger, défiait « les Boches » les plus subtils de rien relever contre lui. « Oh! me dit-il, ce n'est pas l'envie qui leur manque de prendre la pie au nid. Déjà, ils sont venus perquisitionner chez moi. Je leur ai facilité leurs recherches : « Faites, mes bons messieurs, fouillez partout; tenez, ouvrez donc ces tiroirs. Qui sait si vous n'y découvrirez pas Joffre? » Naturellement ils n'ont rien trouvé.

— Tout cela, madame, était d'une jolie crânerie française, mais combien imprudent!

— C'est vrai, monsieur. Mon mari a le défaut d'être trop franc. Et cette franchise lui aura coûté bien cher.

Mme Jacquet me raconta alors ce qui suit :

« Un matin, Mlle Maquet, professeur à l'École Jean-Macé, conduit chez M. Jacquet un certain R..., qui se donnait pour un soldat français évadé des prisons allemandes. Le maître de maison était absent; sa fille reçut le réfugié. R... revint et, cette fois, trouva M. Jacquet. Il se dit Breton, fils d'un capitaine; à Mme Dejelder, habitant à Lille, 20, rue Alexandre-Leleu, il avait donné l'adresse de sa mère. Fait prisonnier à Laon, il avait réussi à s'échapper, et à atteindre Saint-Amand, où il s'était terré pendant six mois. De là il avait pu passer à Lille et trouver un domicile, chez Mme Dejelder. Vu son âge, il n'avait qu'un désir : rejoindre les rangs de l'armée française. C'était pour obtenir à cette fin les facilités nécessaires qu'il s'adressait à M. Jacquet... Comment, après un tel récit, concevoir même une ombre de méfiance? C'est pourtant ce R... qui, inféodé à la police allemande, a guidé les espions et présidé à l'arrestation de mon mari.

« Quoi qu'il en soit, R... ou le prétendu R..., faute du document révélateur qui devait accabler mon mari, en aurait été pour sa courte honte, sans un concours de fatalités vraiment inconcevable. Ainsi qu'il vous l'avait dit, antérieurement déjà mon mari avait été l'objet d'une perquisition infructueuse. La liste des soldats cachés que son comité assistait et qui renfermait 200 noms n'était plus en sa possession. Elle était passée aux mains de son associé le sergent Deconninck, qui l'avait dissimulée au plus profond d'un fauteuil. Ce papier, nos policiers l'ignoraient, mais ils en devinaient l'existence et ils s'étaient juré de le découvrir. Voici ce qu'ils imaginèrent : deux d'entre eux entrent dans un estaminet, se donnent pour des soldats belges, s'informent chez qui aller pour joindre le Comité organisateur des secours. On leur indique M. Jacquet. Ils se rendent chez celui-ci, naturellement ne trouvent rien. Ils le questionnent sur son ami Deconninck, demandent son adresse. Mon mari feint de ne pas comprendre et donne l'adresse d'un autre Deconninck. Se doutant de la supercherie, ils retournent à l'estaminet et cette fois ils sont exactement

renseignés. Ils se dirigent vers la demeure du sous-officier. Mais ces allées et venues avaient pris du temps. Le véritable Deconninck, mis au courant de ces démarches, s'était ému et plus encore que lui, l'épicière dont l'habitation est contiguë à la sienne et avec laquelle il était en relations d'amitié. Celle-ci se persuade que le mystérieux fauteuil n'est pas en sûreté chez lui, qu'il sera bien mieux abrité chez elle, et elle a la funeste inspiration de l'y faire transporter. Or, deux autres policiers postés en face veillaient. Un fauteuil qui passe, en pleine rue, d'une porte à l'autre, cela n'est pas naturel. Nos hommes se précipitent à l'épicerie, se saisissent du meuble, le tournent, le retournent, le secouent une heure durant, et enfin à force de sondages, la liste fatale leur apparaît. Dès lors, on tient les preuves tant désirées. On peut, sans ombre de scrupules, arrêter son auteur. L'opération ne tarde guère, et c'est R..., le sourire aux lèvres, qui la dirige.

« Mon mari fut emmené à Anvers, où il fut, cinq semaines durant, maintenu au secret et soumis au traitement le plus rigoureux. De là on le reconduisit à Lille. Cinq nouvelles semaines de détention à la citadelle. Enfin, le 16 septembre a lieu la mise en jugement des quatre accusés. L'audience commencée à sept heures et demie du matin s'est prolongée jusqu'à neuf heures du soir. »

Nous touchions au point critique du douloureux récit. Mme Jacquet, surmontant son angoisse, l'achève avec une stoïque fermeté. D'après elle, le défenseur de son mari, l'officier Meyer, aurait mis tout son cœur dans sa plaidoirie. Et, quand, en dépit de tout, le verdict de mort eut été rendu, c'est en larmes qu'il vint l'annoncer à la malheureuse femme, promettant de ne rien épargner pour obtenir que l'Empereur fît grâce. Je voudrais pouvoir m'associer sans réserve au témoignage de Mme Jacquet, si honorable pour l'avocat militaire Meyer. Mais il est un mot de lui qui me ferait rabattre de cet éloge. Au cours d'une conversation, il lui échappa de dire : « M. Jacquet aurait dû se rendre à la Kommandantur et déclarer simplement qu'il abritait chez lui un aviateur anglais; celui-ci en aurait été quitte pour devenir prisonnier de guerre ! » Et la noble femme de répondre : « Mais vous-même, dans votre pays, auriez-vous commis cette action, indigne d'un patriote? » L'officier Meyer avait gardé le silence.

LES DERNIERS MOMENTS DE M. JACQUET

L'attitude de M. Jacquet fut, d'un bout à l'autre de la séance, digne du grand Français qu'il était. Un instant, il s'écria, regardant le tribunal bien en face : « Qu'on me fusille! Mais prenez garde! Vous vous attirerez de terribles représailles. On fusillera un de vos généraux, un de vos gouverneurs... Si l'on m'exécute, j'irai à la mort sans sourciller. » La fermeté de Deconninck ne le céda en rien à la sienne. La netteté de leurs réponses fit l'admiration des juges. Un de ceux-ci se leva un instant et dit : « Il y a ici deux hommes d'une absolue franchise, Jacquet et Deconninck. »

Venons à la sentence. Quatre chefs d'accusation avaient été relevés contre Jacquet : 1° avoir caché des soldats; 2° avoir aidé des soldats à franchir des lignes; 3° avoir recueilli et fait échapper un aviateur anglais (en effet, cet aviateur avait séjourné dix jours chez M. Jacquet, quitté Lille le 27 mars et traversé les lignes six semaines après); 4° avoir fait œuvre d'espionnage. Ce dernier chef, notons-le, avait été abandonné. C'était, militairement, le plus grave, le seul qui justifiât la suprême pénalité. Les trois autres se rapportaient à des actes où l'humanité avait au moins autant de part que le patriotisme. Ils furent retenus et M. Jacquet condamné trois fois à mort et, par surcroît, à dix ans de travaux forcés. Contre ses trois coaccusés la sentence de mort était également prononcée. Il n'y avait plus d'espoir que dans le recours en grâce. Nous étions le 21 septembre. Cinq jours s'étaient écoulés depuis le procès. Ce délai ne pouvait-il être interprété comme un symptôme favorable? C'est sur ce faible indice, suprême lueur d'espérance, que ma tragique visiteuse prit congé de moi. Elle se rendait directement à la citadelle où il lui était accordé de voir chaque jour son mari.

De bonne heure, dans l'après-midi, je me dirigeai vers l'hôtel de ville. Le maire ni les adjoints n'avaient rien appris; ils ignoraient même que la condamnation eût eu lieu. A quelle porte frapper? Le gouverneur ne reçoit personne; un sous-ordre se récuserait. Je me résignai donc à faire une tentative dans les bureaux de l'administration judiciaire, établis en l'hôtel du journal *la Dépêche*. Je fus reçu par un jeune officier qui

semblait, à ce poste, investi de la principale autorité. Tout d'abord je lui demandai l'autorisation d'aller rendre visite à notre ancien étudiant Piquet, fils du professeur de littérature allemande à la Faculté des Lettres. Ce jeune homme s'était laissé surprendre au moment où il s'apprêtait à franchir les lignes, sur la frontière hollandaise. Impossible, avant que fût close l'instruction : jusque-là, la mise au secret est de rigueur.

J'en vins alors à l'objet essentiel de ma démarche : la condamnation de M. Jacquet devait-elle être tenue pour irrévocable, une résolution définitive avait elle été prise? « Oui; mais il m'est interdit de la révéler. » Puis, interrogeant à son tour : « Comment connaissez-vous M. Jacquet? — Comme je connais tout le monde à Lille; mais j'ai (ici je forçais les choses) de bonnes relations avec sa famille. D'ailleurs, le sort de M. Jacquet tient toute la ville haletante. » L'officier laisse tomber l'entretien. Je prends congé de lui, non sans lui poser cette question dernière : « Est-il permis du moins de garder encore quelque espoir? » Pas de réponse. Ce silence obstiné aurait dû m'éclairer sur l'inutilité de ma visite. Mais l'esprit humain est un infatigable sophiste quand il s'agit pour lui d'espérer contre toute apparence. Je raisonnai ou déraisonnai si bien avec moi-même que j'interprétai ce mutisme dans un sens conforme à mon désir. Mon illusion fut de courte durée.

Au même moment où je quittais l'hôtel de *la Dépêche*, Mme Jacquet recevait de l'autorité allemande l'information que son mari serait fusillé le lendemain matin et qu'elle était autorisée à lui rendre une suprême visite. Combien fut déchirante l'entrevue! on le conjecture sans peine. Je n'en ai su que bien peu de chose, n'ayant pas revu la vaillante veuve, rentrée en France quelques semaines après. Ce martyr du patriotisme n'eut pas une seconde de défaillance, pas plus qu'il n'eut une lueur de regret. Il quittait une épouse bien-aimée et quatre enfants chéris; mais la pensée qu'il donnait sa vie pour la France lui faisait accepter le sacrifice avec allégresse et fierté.

Sa nuit, sa dernière nuit, il la passa à écrire lettre sur lettre à sa femme. De la troisième qu'il data ainsi : « Citadelle de Lille, 22 septembre, une heure du matin, » j'extrais les deux passages suivants : « Voici la troisième et dernière... J'ai d'abord changé de linge. Comme je te l'ai dit, je vais me livrer en pantalon, caleçon, gilet de flanelle, une belle che-

mise de nuit et mes chaussons. C'est suffisant. J'y vais tête nue. Nous serons *debout, les mains libres, les yeux non bandés.* Voici les conditions. Nous crierons : Vive la République ! Vive la France ! et nous nous dispenserons de rien dire aux exécuteurs qui paraissent consternés. Nous avons vu des soldats pleurer. » « Depuis le jour où nous avons été séparés des autres et mis dans cette cellule, il n'y avait plus de doute et on pouvait nous raconter des histoires, mais les allées et venues, la surveillance dont nous étions entourés depuis quelques jours, indiquaient bien le verdict et le résultat. Nous avons été condamnés avant d'être jugés... » Puis les dernières lignes : « Voici l'heure fatale. Nous allons mourir en braves... Au revoir, mes chéries. Je vous donne une dernière fois à chacune et à mon cher Léon [soldat, au front] un gros, aimant et amoureux baiser. Adieu ! » Ces feuilles, ces pathétiques feuilles, je les ai vues de mes yeux. Toute la lettre est au crayon bleu ; l'écriture en est allongée, nette et ferme, sans une rature. La main qui a tracé ces lignes, pas une seconde, n'a tremblé.

Enfin, touchante et sainte relique, au verso d'une belle et récente photographie où figurait la famille au complet, la famille en plein bonheur, le père, avant d'aller à la mort, avait, en la couvrant de baisers, écrit ces mots dont je m'efforce de reproduire l'exacte disposition :

Citadelle de Lille, 22 septembre 1915.

Ma très chère femme,
Ma très chère enfant,

Au moment de partir pour le poteau d'exécution, j'embrasse tendrement une dernière et suprême fois votre image adorée. Mon dernier baiser déposé du fond de mon cœur ici pour vous. Adieu !

Ici mon baiser.

Vive la France ! JACQUET.

A cette heure même, par une féroce prévoyance, ordre était donné à l'imprimerie officielle allemande de composer l'affiche, sur papier rouge, qui annoncerait, dès l'aube, aux habitants la quadruple exécution. On la publiait, avant même qu'elle fût consommée. C'est avec un frisson d'horreur, que les Lillois virent, au lever, placardée sur les murs, la sanguinaire information. Elle était ainsi rédigée :

AVIS

Les personnes mentionnées ci-dessous, condamnées par le tribunal de guerre à la peine de mort, ont été fusillées ce jour à la citadelle :

1° LE MARCHAND DE VIN EN GROS, CAMILLE JACQUET,

2° LE SOUS-LIEUTENANT ERNEST DECONNINCK,

3° LE COMMERÇANT GEORGES MAERTENS,

4° L'OUVRIER SILVÈRE VERHULST.

Ils ont été condamnés :

a) Pour avoir caché l'aviateur anglais descendu près de Lille le 11 mars 1915 et l'avoir aidé ensuite à s'éloigner de Lille, de façon qu'il a pu rejoindre l'armée ennemie ;

b) Pour avoir donné aide et assistance aux soldats français qui, après avoir abandonné leur uniforme, ont séjourné dans Lille et les environs. Les coupables ont également favorisé la fuite à l'etranger de ces soldats qui, d'après la proclamation du général commandant d'armée du 7, 1, 15 doivent être considérés comme espions.

Le présent jugement sera porté à la connaissance du public pour qu'il lui serve d'avertissement.

Lille, le 22 septembre 1915.

LE GOUVERNEUR.

Le gouverneur, m'a-t-on assuré, avait pris sur lui de donner ordre à la justice militaire de suivre son cours. Il se serait refusé à transmettre au Kaiser le recours en grâce.

Épilogue. Une circonstance accidentelle m'a mis en situation de connaître dans les moindres détails comment se passèrent les derniers moments des condamnés. Un sous-officier allemand, M...., faisant fonction d'interprète à la citadelle, était demeuré près d'eux jusqu'au bout. Je tiens de lui qu'ils furent emmenés à six heures du matin et conduits aux poteaux, ainsi qu'il leur avait été promis, les yeux non bandés. Jacquet déclara qu'il avait à parler. Le colonel donna ordre qu'on le laissât dire ce qu'il voudrait. Alors Jacquet déclara que ses compagnons et lui ne regrettaient rien de ce qu'ils avaient fait. Ils avaient agi pour la France ! Le peloton comptait quarante hommes ; il y avait un piquet de dix pour chaque condamné. Tous quatre crièrent : « Vive la France ! Vive la République !... » Le témoin de cette scène ne pouvait conte-

nir son admiration. Il osa me dire: « Ils furent d'une crânerie magnifique. Ils sont morts en héros! (1) »

UNE CONVERSATION AVEC LE KAISER

Ce même été de 1915, comme j'étais allé à Saint-Quentin où je pus tenir une session de baccalauréat, je recueillis un fait des plus curieux et, à certains égards, des plus instructifs que je rapporterai en matière d'épisode. J'en dois au maire, ou plus exactement à l'adjoint faisant fonctions de maire, M. Gibert, l'intéressant détail. La multitude d'Allemands qui ont succombé dans les quelque dix-sept hôpitaux de la ville est si grande que l'Empereur allemand avait résolu de construire, aux frais de son Trésor, un monument en leur honneur ainsi qu'à la mémoire des Français, morts pour leur patrie. Le monument fut promptement élevé : à la porte, deux statues de guerriers antiques en gardent l'entrée. Le 18 octobre dernier, avait lieu en grande solennité la remise de l'édifice funèbre, par le général von Nieber, inspecteur général de l'armée, à la ville de Saint-Quentin. Au moment où le maire et ses collègues arrivent près du cimetière Saint-Martin, retentissent les hourras des troupes de la garnison, rangées derrière le général. L'Empereur, son fils Eitel et son gendre, le duc de Brunswick, pénétraient dans le cimetière et se dirigeaient vers le monument.

Successivement, un pasteur protestant, l'archiprêtre, le général von Nieber et le maire prirent la parole. La cérémonie officielle était terminée.

Alors l'Empereur s'approcha seul, et sans qu'aucune personne de son escorte pût l'entendre, du maire et des délégués municipaux. Il eut avec M. Gibert un entretien particulier qui dura dix minutes. Il est trop piquant pour que je ne veuille pas le reproduire à la lettre :

— J'ai fait, dit Guillaume II, ce monument en pierre dure pour qu'il puisse perpétuer le nom de ces braves.

(1) Le *Journal officiel* du 8 décembre 1918 publie la nomination dans la Légion d'honneur de M. Jacquet Camille, commerçant à Lille, fusillé par les Allemands le 22 septembre 1915, «condamné à la peine capitale par les Allemands et exécuté à la citadelle de Lille le 22 septembre 1915 pour avoir « entretenu, caché, donné aide et assistance à des militaires français et anglais et favorisé leur évasion. » Est mort en héros, les mains libres, en criant : « Vive la France! Vive la République! »

— Vous avez eu raison, répondit M. Gibert, de le faire en matériaux indestructibles... Il a été élevé très rapidement...

— Oui, je n'aime pas les choses qui traînent, interrompit vivement l'Empereur.

— Je vous assure, continua M. Gibert, que ce monument sera respecté par mes citoyens qui ont le culte des morts. C'est ainsi que chaque dimanche il vient ici plus de deux mille personnes.

— Ah! vraiment, tant que cela! repartit l'Empereur. J'avais eu tout d'abord l'intention de mettre des soldats, l'un Français, l'autre Allemand, à la place des guerriers antiques, mais j'y ai renoncé, craignant que la population en fût choquée.

— Vous avez bien fait, dit M. Gibert, car cette conception n'aurait pas été comprise.

— Comme descendant de Coligny, repartit l'Empereur, je suis heureux d'offrir ce monument à la ville de Saint-Quentin. C'est par une circonstance vraiment extraordinaire que je suis amené à le faire précisément dans la ville où mon aïeul a joué un rôle si illustre.

Après un temps, il ajouta :

... Vous savez que le gouvernement français a voté quarante millions pour le ravitaillement de la population du Nord.

M. Gibert répondit :

— Nous en sommes très heureux, le ravitaillement américain fonctionne d'ailleurs régulièrement ici, mais il y a un point qui m'inquiète : c'est l'alimentation de la ville en pommes de terre

— Cependant la récolte a été très bonne cette année, dit l'Empereur. Il est vrai que nous sommes dans un pays fort riche, mais dont le sol ne convient pas bien à la culture de la pomme de terre, qui n'aime pas les terrains sablonneux. En Allemagne nous avons trouvé le moyen de conserver la pomme de terre : nous la coupons en flocons que nous desséchons, nous évitons ainsi la pourriture. En France on devrait suivre cet exemple, et les pays sablonneux pourraient aussi en fournir aux régions qui n'en fournissent pas.

Après quelques instants de silence, il reprit d'un air affecté :

— Vous savez qu'il se livre actuellement en Champagne des combats extrêmement meurtriers... Mais le gouvernement français commence à se rendre compte de la situation, car il vient de flanquer Delcassé à la porte (*sic*). Vous verrez que les Anglais conserveront Calais et en feront une province...

— Sire, réplique vivement M. Gibert, vous leur prêtez assurément des sentiments qu'ils n'ont pas.

— Si, si, affirme l'Empereur, ils font d'ailleurs la même chose en Grèce. Il faudra les flanquer dehors. Du reste, si vous le voulez nous vous y aiderons (*sic*).

Sur ces mots, l'Empereur prit congé du maire de Saint-Quentin, salua les personnes qui se trouvaient aux côtés de celui-ci, adressa des félicitations à un groupe d'ambulancières allemandes, décora d'un de ses ordres le sculpteur du monument, puis reprit place dans son automobile qui s'éloigna immédiatement de Saint-Quentin.

UNE SEMAINE DE TORTURE. — LES ÉVACUATIONS FORCÉES. AVRIL 1916

L'hiver avait pris fin sans que la main de l'occupant se fût trop lourdement appesantie sur la ville, — quand parut sur nos murs une affiche d'allure bénigne, dont nous ne nous doutions pas qu'elle préludait à une terrible reprise des persécutions. Nous y lisions cet avis : « Les ouvriers en chômage des deux sexes, de la ville, peuvent être installés avec leurs familles à la campagne, dans le département du Nord, où ils trouveront l'occasion de *mieux pourvoir à leur subsistance* par des travaux d'agriculture et autres occupations (25 mars 1916). » N'était-ce pas touchant? Émue de cette pénurie d'aliments, surtout ressentie par les classes pauvres, l'autorité allemande conseillait, facilitait aux plus déshérités de nos concitoyens l'installation aux champs, le vivifiant labeur agricole loin de l'air empesté des villes... Toutefois, l'expérience nous avait rendus méfiants, et, sans nous laisser duper par cet étalage d'humanitarisme, nous demandions à voir la suite. »

Cette suite ne se fit pas attendre. Moins d'une quinzaine de jours s'étaient écoulés, quand nous apprenions qu'à Roubaix, — ce pauvre Roubaix qui a toujours la primeur des innovations torturantes, — des razzias d'hommes et même de jeunes filles s'opéraient. A quelles fins? Personne ne le soupçonnait. L'information acquit bientôt une précision terrible. C'était le 13 avril. Le sous-préfet, M. Anjubault, avait convoqué de nombreuses personnes à une réunion où serait examinée la question de savoir s'il ne convenait pas, à la veille du 1er mai, d'avancer d'une heure tous les services, publics et privés. M. Dron, maire de Tourcoing, prit alors la parole, et nous

informa qu'un affreux événement était sur le point de porter dans les trois villes une nouvelle désolation. Les Allemands annonçaient leur résolution de contraindre une partie considérable des habitants à abandonner leurs demeures pour se rendre dans telles ou telles localités plus ou moins lointaines.

Le lendemain 14 au soir, je me trouvais dans le cabinet du maire de Lille, avec une nombreuse assistance formée de conseillers et de familiers de la municipalité. Là j'appris que M. Labbé, l'actif secrétaire général du Comité d'alimentation, venait d'être avisé par un officier allemand que 50 000 personnes, dont 30 000 femmes, seraient prélevées dans les trois villes et conduites dans les Ardennes, où les bras manquaient pour les travaux des champs. M. Labbé avait bondi à cette nouvelle et, faisait allusion au vaste service auquel participaient, sous sa direction, des nuées de collaborateurs : « Mais vous allez tout désorganiser! » s'était-il écrié. « Au contraire, répondit l'officier, nous organisons tout. » Comme eût dit Tacite, « là où ils font la solitude, ils l'appellent de l'organisation. »

Au maire rien n'a encore été officiellement signifié. Cependant un chef de service a reçu l'ordre de dresser, pour la remettre à l'autorité militaire, la liste des fonctionnaires indispensables à la marche des affaires municipales; ce prodrome ne permet plus le doute. Aussi M. Delesalle nous donne-t-il lecture d'une protestation anticipée qu'il compte faire remettre dans la soirée même au gouverneur. Différer jusqu'à ce que la « proclamation » ait paru, serait attendre de se trouver devant un fait accompli et réduire à zéro la chance que la mesure soit rapportée. L'évêque et le sous-préfet font de même : Chacun d'eux rédige une protestation, en se plaçant à un point de vue distinct. Le maire, en des termes touchants, rappelait tout ce que ses malheureux concitoyens avaient enduré, et il s'appuyait sur la déclaration faite, en septembre 1914, par le premier gouverneur de Lille, que les populations civiles seraient respectées. L'évêque invoqua les hautes raisons d'ordre religieux, valables pour toutes les confessions, qui s'opposaient à une décision inique. M. Anjubault se réserva le terrain juridique. Son argumentation, tout objective, était d'une solidité à toute épreuve. « Si, depuis plusieurs siècles, disait-il, la liberté individuelle des combattants n'a jamais fait l'objet de stipula-

tions spéciales dans les accords internationaux, c'est parce qu'elle est hors de cause. Toutefois, l'article 46 de la Convention de la Haye prescrit le respect des droits de la famille, qui va se trouver désorganisée par la séparation violente de ses membres. Ce même article protège aussi la propriété privée, c'est-à-dire la propriété des choses; *a fortiori* la propriété de la personne du non-combattant, c'est-à-dire sa liberté individuelle, ne saurait être violée. »

Quelle serait l'efficacité de ce triple appel à l'humanité et au droit? Leurs auteurs eurent un moment d'espoir. Plusieurs jours, en effet, passèrent, durant lesquels il ne fut question de rien. Quoi qu'il en pût advenir, j'estimai prudent de prendre des précautions pour mon nombreux personnel, sans perdre un moment : je fis donc établir pour tous ceux, maîtres et élèves, qui relevaient de mon autorité, des certificats revêtus de ma griffe, attestant le titre universitaire de leurs possesseurs. Je savais qu'au vu de cartes semblables des lycéens de Tourcoing, d'abord arrêtés, avaient été immédiatement relâchés. Grand bien m'a pris de cette hâte, car les événements allaient se précipiter.

Le 20 avril, à la fin de l'après-midi, des attroupements se formaient devant certains points de la grand'place et commentaient avec animation les affiches posées de frais. Enfin se dressait menaçante, en dépit de ses hypocrites formules, la proclamation redoutée : « L'attitude de l'Angleterre, — tel était son début, — rend de plus en plus difficile le ravitaillement de la population. Pour atténuer la misère, l'autorité allemande a demandé récemment des volontaires pour aller travailler à la campagne. Les évacués seront envoyés à l'intérieur du territoire occupé de la France, loin derrière le front, où ils seront occupés dans l'agriculture et nullement à des travaux militaires Par cette mesure, l'occasion leur sera donnée de mieux pourvoir à leur subsistance. » Toutes assurances qui, dans l'exécution, devaient être outrageusement violées.

Dans la nuit, une circulaire du préfet était remise aux chefs des divers services publics pour les inviter à préparer dans quelques heures le tableau de leur personnel. A l'exemplaire que je reçus était jointe une lettre particulière me faisant savoir que, pour l'Université, ces listes n'étaient pas en ce moment réclamées; que je ferais bien cependant de les tenir

prêtes pour le cas où elles seraient à leur tour exigées. Le lendemain 21, séance orageuse à la Kommandantur. Le maire, le sous-préfet, l'évêque, avaient été convoqués. Tous trois s'élevèrent de toutes leurs forces contre la violence qui allait être faite à de paisibles habitants. Le général von Gravenitz déclara que les ordres transmis par lui étaient formels et définitifs. L'affiche apposée la veille était la réponse aux protestations de ces messieurs (affirmation des plus hasardées, puisqu'une affiche identique se pouvait lire à Roubaix et à Tourcoing et n'était donc pas spéciale à Lille). Et comme l'évêque prenait la parole, le gouverneur lui enjoignit brusquement d'avoir à se taire, ajoutant qu'il n'ignorait pas les visées particulières de Mgr Charost. Quelles visées? Bref, il fut manifeste que la mesure persécutrice serait impitoyablement exécutée.

Cette exécution elle-même, comment aurait-elle lieu? Quelles en seraient les modalités? L'incertitude ne fut pas de longue durée. Comme je me rendais à la Préfecture pour examiner l'attitude à prendre en vue de préserver le personnel placé sous mes ordres, je rencontrai mon compagnon de citadelle, le jeune et nouveau directeur du *Progrès du Nord*, M. Martin-Mamy. Il venait d'apprendre que des petits papiers étaient, par endroits, distribués aux familles lilloises, les informant qu'en chaque maison un officier paraîtrait, dans la nuit ou la matinée, qu'il indiquerait les personnes à prélever; que chacun aurait dû, à l'avance, préparer son paquet d'affaires indispensables en y joignant de quoi se nourrir pendant une journée. Quiconque aurait été désigné devrait se tenir à sa porte et là attendre que l'on vînt le joindre au peloton des évacués. Ces effroyables précisions, bien vite propagées en ville, jetèrent la consternation dans toutes les demeures.

De mon entretien avec M. Anjubault il ressortait nettement pour moi que les membres du corps enseignant seraient exceptés de cette rafle monstre. Cependant, pouvais je demeurer immobile et muet, moi le chef de la grande collectivité enseignante, à l'heure où se préparait contre l'humanité elle-même un aussi audacieux forfait? Pas un instant je ne l'ai pensé. Et voici qu'arrive à moi tout vibrant, superbe d'indignation et de colère, mon ami le docteur Lambret, professeur de chirurgie à la Faculté de Médecine. « Quoi! Monsieur le recteur, devant cet attentat aux droits les plus sacrés, l'Université ne fera-t-elle

pas un geste, n'aura-t-elle pas une parole de blâme et de flétrissure ? Au nom de la culture, de cette culture si souvent invoquée, n'élèverons-nous pas notre protestation ? » Cette vive apostrophe m'alla droit au cœur : elle s'harmonisait si bien avec mes sentiments, mes intimes désirs !

Quelques heures après, le Conseil était assemblé chez moi. J'avais, par avance, rédigé une lettre que j'enverrais au nom de notre Université. Et, passant par-dessus la tête du gouverneur, je l'adressais, sous forme de pétition, au Chancelier de l'Empire allemand. Je m'y plaçais au point de vue de l'éducateur et du moraliste, mes arguments devant offrir un caractère distinct de ceux qu'avaient pu faire valoir un magistrat élu, un représentant de l'État français, un dignitaire ecclésiastique : la lettre fut unanimement approuvée. Le 22 avril, de bonne heure, elle était remise à la Kommandantur, avec prière au Gouverneur de la faire parvenir à son adresse. Qu'elle n'ait pas été retenue à Lille, j'en ai eu la preuve. M. Guérin, revenant de sa mission en France, a fait une halte à Charleville et là, dans les bureaux de l'État-major général, parmi le dossier de l'évacuation, mon appel lui a été montré.

Quand cette protestation avait été écrite, nous ne connaissions encore que l'annonce du fait général de l'évacuation. Qu'eût-ce été, si nous avions prévu les formes abominables que l'attentat revêtirait ? Les soldats de la garnison n'inspirant pas assez confiance pour cette odieuse besogne, un régiment prussien, le 64e, fut spécialement affecté à son exécution.

C'est dans la nuit du vendredi au samedi saint que commença la glorieuse manœuvre. Le dispositif suivant avait été adopté. Les rues du quartier choisi sont tout d'abord bloquées par des sentinelles postées à tous les croisements. Comme on est en pleines ténèbres, l'interdiction faite aux habitants de sortir garantit que personne ne quittera son chez soi. Quand, avec le jour, arrivera le moment où tombe l'interdiction coutumière, elle sera exceptionnellement reprise pour la durée de l'opération. Jusqu'à ce que soient relevées les sentinelles, il n'y aura au dehors, les soldats exceptés, pas âme qui vive. Un officier, plus souvent encore un sous-officier, accompagné d'un simple soldat, passe de maison en maison. Il sonne ou frappe au seuil et gare aux lambins ! La porte serait vite enfoncée. Le chef de famille, ou la femme, qui en tient lieu, est

invité à présenter le tableau qui, aux termes d'une récente proclamation, doit énumérer les diverses personnes résidant en chaque demeure. La liste est remise. « Fort bien ! Où sont ces personnes ? — Les voici. » L'Allemand les passe en revue, les examine, et, sans perdre de temps, il prononce, à son gré, au petit bonheur. Et s'adressant ou à l'homme ou à la femme, — parfois personne d'âge (on m'en cite qui ont franchi la cinquantaine), mais plus souvent au jeune homme, plus souvent encore à la jeune fille, il ordonne : « Préparez vos paquets, et tenez-vous tout prêt, sur le pas de la porte. Dans un quart d'heure, on passera pour vous emmener... — Où ? — Vous le saurez plus tard. » Les cris, les sanglots éclatent. C'est comme une chaîne de lamentations.

Cet inconnu qui, d'un mot, va décider du sort de toute une famille, il se laisse quelquefois toucher par certaines réclamations particulièrement justes, et consent à échanger telle jeune fille d'abord retenue contre tel jeune homme. Mais le plus souvent les prières sont vaines. D'abord la consigne veut que la razzia atteigne tel nombre d'unités : 1 500 par exemple. De plus, cette même consigne exige que la majorité des évacués soit formée de femmes et de jeunes filles. Il en est beaucoup de ces dernières que le soldat devra littéralement arracher des bras maternels. Passe encore pour les garçons, bien que l'on en arrête de si jeunes ! oui, des garçons qui n'ont pas quinze ans. Mais, dans des temps comme ceux-ci, les caractères mûrissent vite et l'énergie se manifeste, précoce, chez ces adolescents prêts à marcher sur les traces de leurs aînés. Et puis, eux peuvent endurer bien des choses, se cuirasser contre bien des propos, tolérer bien des voisinages, se résigner à bien des contacts. Mais la jeune fille, cet être de délicatesse et d'élection, préservée avec la plus vigilante sollicitude de tous les mauvais souffles ! La jeune fille, brutalement enlevée au foyer familial, abandonnant par force l'aïeule ou la mère qu'elle assistait pieusement dans tous les soins du ménage, va être, — d'abord en quelque dépôt d'attente, puis à la gare de Saint-Sauveur, puis dans le wagon à bestiaux qui transportera d'un pas de tortue les multitudes des bannis, enfin, à l'arrivée, dans quelque grange ou tout autre abri improvisé où les déportés s'entasseront par centaines, — mêlée aux filles tout court, subira leurs propos grossiers, leurs apostrophes ordurières, leurs

gestes obscènes. Le cœur se lève devant une telle ignominie!

Rien n'aura été épargné pour terroriser les habitants. Sur divers points sont braquées des mitrailleuses, les gueules tournées vers la ville, pour lui signifier les répressions imminentes à la moindre velléité de résistance. De toutes parts, affluent les détails poignants. C'est le quartier le plus excentrique de Lille, celui de Fives, qui s'étend par delà l'enceinte, quartier rempli par une population ouvrière, qui a été le théâtre de la première « journée. » On ne compte pas les scènes sinistres. Un mari, veuf depuis la veille, n'obtient même pas d'être laissé quelques jours à sa douleur, au milieu de ses souvenirs. Des malades produisent en vain un certificat de médecin. « Bah! leur est-il répondu. Si on les écoutait, ils seraient tous mourants. Seuls ont de la valeur les certificats de médecins allemands. » Parfois, en chemin ou à la gare, un partant tombe sans connaissance, un autre défaille et il faut bien se rendre à l'évidence. Mais je ne puis m'empêcher de revenir au trait le plus odieux : l'acharnement déployé par ordre à ramasser de préférence femmes et jeunes filles. Au chevet d'une agonisante que le prêtre vient d'administrer, sont posées les jeunes et tendres mains qui, dans quelques minutes, lui fermeront les yeux. Rien n'arrête le bourreau qui a déjà noté sa victime : la pieuse consolatrice est impitoyablement arrachée. Le fait atroce, dont on ne rencontrerait pas d'exemples aux temps de la plus lointaine barbarie, est hélas! indiscutable. Que d'autres, le cédant à peine en horreur, pourraient être cités! Parfois les exécuteurs de l'atroce consigne seraient disposés à se laisser fléchir. Mais le mot d'ordre est formel, et précis le chiffre auquel devra s'élever le bétail humain qu'ils sont tenus de ramener. D'autres, qui ont toute honte bue, se plaisent à assaisonner d'une raillerie pesante leur révoltante action. Tel celui qui, à une mère désespérée de se voir enlever un fils chéri, présente cette consolation : « De quoi vous plaignez-vous, madame? Je vous laisse les deux autres. » L'un a 7 ans, le second 12!

La nouvelle de ces atrocités eut, dans la matinée du samedi saint, bien vite fait le tour de la ville. Sur-le-champ, le maire, le sous-préfet et l'évêque rédigent un télégramme destiné au grand État-major, et réclamant l'ordre de mettre fin au scandale. Cette requête télégraphique, nous en avons eu depuis la

certitude, parvint bien à Charleville : M. Guérin, de passage en cette ville, en eut connaissance, ainsi que de la pétition du recteur de Lille. Quant au résultat, veut-on le connaître? La nuit suivante et les nuits d'après, les mêmes scènes se reproduisirent. La nuit du 22 au 23, cette nuit qui préludait à la plus grande des solennités chrétiennes, ne fut pas même l'occasion d'une sorte de trêve de Dieu. Les quartiers de Vazemmes et de Vauban furent fouillés par les sinistres patrouilles et plus d'un millier de proscrits célébrèrent la fête de Pâques dans la gare-prison de Saint-Sauveur et dans les innombrables wagons d'exil.

Après Pâques, chaque nuit et chaque matinée virent se renouveler, dans des proportions semblables, les persécutions du samedi et du dimanche. Évacués et évacuées ont été ramassés au petit bonheur. On a pris indistinctement filles du peuple et filles de la bourgeoisie, oisifs et personnes occupées, qui dans le commerce, qui dans la petite industrie. Ç'a été une pêche à l'aventure, où l'hameçon a été lancé indifféremment dans tous les milieux. Quant à se demander si tels et tels que l'on retenait étaient bien aptes au travail des champs, personne n'en a cure. Un mot de l'autorité allemande accomplit toutes les métamorphoses. Vous, mademoiselle, vous êtes une jeune studieuse, préparant un diplôme; vous, vous êtes modiste, et vous, lingère; et vous, fleuriste; et vous, femme de chambre. Toutes, désormais, nous vous faisons ouvrières agricoles.

Au reste, dans ces exécutions, je vois reparaître le même caractère qui se laisse constamment apercevoir en cette administration allemande tant vantée : l'incohérence. Vérité en deçà de cette rue, erreur au delà. Je n'en veux donner qu'un exemple, dans l'ordre que je connais le mieux, je veux dire l'enseignement. Dans la grande généralité des cas, il a suffi aux étudiants des Facultés, comme aux élèves des lycées et collèges, d'exhiber leurs certificats signés de mon nom pour échapper au coup de filet. Il n'empêche qu'une dizaine d'étudiants et une trentaine au moins d'élèves ont été évacués, en dépit de toutes les protestations. A l'heure présente, nul d'entre eux n'est encore reparu. Ils se trouvent dans des conditions strictement identiques à celles de leurs camarades exonérés. Peu importe ceux qui restent, eux sont partis (1).

(1) Écrit le 26 mai 1916.

Je dois ajouter que plusieurs se sont volontairement sacrifiés, et ce trait leur fait le plus grand honneur. J'en sais deux, l'un et l'autre appartenant au lycée Faidherbe, qui ont omis à dessein de présenter le certificat libérateur, afin que leur capture permît à leur sœur d'être épargnée et de rester à la maison. On m'a cité plusieurs de ces exemples d'abnégation qui apportent parmi cette horreur une impression de beauté morale et de fraîcheur juvénile. Dans deux familles dont je sais les noms, même acte de dévouement de la part d'une domestique. Ici, la bonne accompagne bon gré mal gré la jeune fille enlevée et finalement part à sa place ; là, une bonne également qui a élevé sa jeune maîtresse obtient non sans peine de se substituer à cette dernière. Mieux encore : une femme du meilleur monde, voyant que l'on ne veut absolument pas lui laisser sa servante à laquelle elle est profondément attachée, exige qu'on l'emmène également (1).

C'est le samedi seulement de la semaine de Pâques, le 29 avril, que prit fin ce supplice de toute une ville. La nouvelle en fut l'après-midi officiellement donnée au maire. D'ailleurs, en cette dernière journée, la rafle n'avait pas été moins fructueuse que les jours précédents.

D'où vient ce brusque arrêt de la décision persécutrice? Les quartiers de Lille n'avaient pas eu tous la visite des fouilleurs de maisons. Il ne faudrait pas croire, d'ailleurs, que le nombre

(1) Un exemple plus manifeste encore de cette perfidie dans l'incohérence nous est fourni par ce qui s'est passé à Roubaix. Dans cette ville existe un établissement d'instruction des plus florissants qui relève de deux ministère, l'Instruction publique et le Commerce. Il a nom : l'Institut Turgot. Son très dévoué directeur avait, en toute bonne foi, remis à la Kommandantur la liste de ses élèves, dans la conviction que l'autorité allemande, qui s'annonçait comme la protectrice des études, délivrerait à chacun d'eux un certificat signé par elle, de façon à le préserver de toute arrestation. Les certificats furent délivrés. Or, la veille de Pâques, ordre était donné par ladite autorité d'avoir à réunir le lundi suivant, dans une usine désignée, la totalité des élèves. Toutes les apparences n'autorisent-elles pas à penser que le but de la convocation est un contrôle des certificats, d'où résultera pour ces enfants une garantie de plus ? Le lundi, tous sont présents. Le gouverneur, commandant Hoffman, est là, aimable, familier avec les élèves, causant paternellement avec quelques-uns d'eux. Son aide de camp, le capitaine Baur, l'assiste. Les écoliers, et il en est qui ont quinze ans, sont rangés sur deux files. Un sous-officier passe devant les rangs et, sans tenir compte d'autre chose que de la taille et de la carrure, fait une sélection. Il en prélève ainsi 152, finalement réduits à 137. Les pauvres enfants sont conduits à la gare et, sans même avoir pu dire adieu à leurs parents, mis dans le train. On les a expédiés à Rovin, dans les Ardennes. Dans quelles conditions ? Je l'ignore. Un d'eux cependant a pu, dans les premiers jours, donner de ses nouvelles à

des exportés, tel que le commandement se l'était fixé, eût été obtenu. Il devait s'élever, pour Lille seule, à 25000. Or, il atteignit, à quelques unités près, le chiffre de 9300. Avons-nous le droit de supposer que nos diverses protestations, en révélant combien profondément l'attentat commis contre les lois de la justice éternelle avait révolté les consciences, portèrent quelque fruit? Ce n'est pas impossible. Peut-être ne s'attendait-on pas en haut lieu à un pareil élan de l'indignation générale.

Mais un mystère bien autrement épais est celui qui entoure les origines et les motifs de cette persécution. Pas une explication n'a été alléguée ou même essayée qui supporte l'examen. On a parlé de représailles. Contre qui et au sujet de quoi? Les motifs allégués dans l'affiche allemande furent contredits par les faits. Une hypothèse nullement insoutenable a été proposée à M. l'inspecteur général Labbé par des officiers allemands en quête eux-mêmes d'une solution qui eût le sens commun. « Voilà, ont-ils déclaré. L'Allemagne désire la paix. La France ne la désire pas. Et pourquoi ce contraste? C'est que la France n'a pas assez souffert. Imposons-lui donc une majoration de souffrance et cela en faisant retomber de plus en plus lourdement le poids de la guerre sur celles de ses provinces qui se trouvent en notre pouvoir. La douleur d'un ou plusieurs membres deviendra enfin intolérable au corps entier. » Théorie

son père, ajoutant qu'il n'avait pour nourriture que du riz, du pain allemand et de l'eau.

Dès que je connus ce guet-apens, je me joignis à M. le sous-préfet Anjubault et à M. l'inspecteur général Labbé pour protester de toutes nos forces auprès du haut commandement. Notre lettre très ferme, pourtant correcte dans sa forme, n'eut pas l'heur de plaire. Dans une note adressée à chacun de nous, il fut déclaré que la lettre était inconvenante de ton et que nous devrions nous en prendre à ce ton si la démarche n'était pas couronnée de succès. La sinistre plaisanterie! Parmi les jeunes évacués, pas un étudiant, pas un collégien, pas un élève des Écoles supérieures de Tourcoing et de Lille, n'a été admis à rentrer.

Un mot encore. Le lundi de la Quasimodo, en ce même Roubaix, les fonctionnaires des diverses administrations, y compris ceux de l'enseignement, avaient été invités à se réunir, le matin, dans une caserne déterminée. Toute une foule, brutalement contenue par des cavaliers, est ainsi rassemblée. Vient un officier qui commence par congédier femmes et jeunes filles. Puis, passant devant chaque catégorie de fonctionnaires, il annonce qu'il en retiendra un sur dix. Notamment, soixante quatorze instituteurs étaient là. Il déclare qu'il lui en faut huit. Les plus jeunes se désignent et s'avancent d'eux-mêmes. Le secrétaire, des adjoints, des employés de la mairie étaient également capturés. Chacun de se tenir prêt au départ. Le soir, contre-ordre. Tout le monde est relâché. Comprenne qui pourra.

qui nous est une vieille connaissance. Elle n'a qu'un défaut : les moyens qu'elle préconise vont à l'encontre des fins visées. Ces raffinements de cruauté ne font que surexciter le patriotisme, loin de le décourager.

Tel fut bien l'unique résultat obtenu, en ce qui nous concerne, nous Lillois : une exaspération, que vinrent augmenter, si possible, les renseignements bientôt reçus sur les modalités de l'exécution. Je ne les connais point par ouï-dire ; je les tiens directement de quelques-unes parmi les rares privilégiées qui, au bout de vingt jours, obtinrent de revenir au foyer (1). Les wagons à bestiaux qui emportaient les troupeaux humains, mirent des 24 et 26 heures à accomplir le trajet. Les portes demeuraient fermées, même durant les arrêts. Nulle possibilité de descendre pour satisfaire les besoins naturels. La nuit, pas un lumignon pour éclairer la prison roulante. Et femmes, hommes, jeunes filles, — quels hommes parfois et quelles femmes! — étaient là empilés durant de longues heures. Le lendemain soir, on arrive, harassé, mourant de fatigue. Avant la répartition de cette masse humaine par groupes inégaux, selon les localités, des centaines de personnes, sont empilées le plus souvent dans une salle de ferme, dans une grange où chacun se débrouille comme il peut. Plus d'une jeune fille a préféré s'étendre sur la paille tout habillée, plutôt que de se donner en spectacle, dévêtue, aux femmes de mauvaise vie qui les entourent. Ce n'est pas tout. Il restait à boire la lie du calice. Les autorités allemandes n'avaient-elles pas imaginé, sous prétexte que, dans les embarquements, avait été compris un ramassis de prostituées, de faire passer par les majors à toutes les emmenées indistinctement la visite! Oui, une visite intime, complète, sans égard pour les pudeurs les plus sacrées, tel est le suprême supplice que les tourmenteurs infligèrent à des jeunes filles, tandis qu'à leurs yeux leurs mères subissaient le même traitement. Les limites concevables de l'infamie avaient été dépassées.

Des officiers mis au courant en ont eu, en maints endroits,

(1) Exactement 44. Elles furent ramenées le 14 mai. Dans ce nombre se trouvaient une dizaine de jeunes filles, en faveur desquelles Mme Georges Lyon s'était adressée au général de Grävenitz, qui lui avait fait répondre que les démarches étaient en bonne voie. Cette réparation partielle, — si petite! — sera-t-elle renouvelée? Nous touchons à la fin de mai et nous ne voyons rien venir (28 mai 1916).

m'assure-t-on, la nausée. Le maire me contait que, revenant devant le capitaine X..., sur ces répugnants détails, il lui avait déclaré que rien, dans cette région, n'en effacerait le souvenir. « Il est vrai, répondit le capitaine. Et moi qui me proposais, après la paix conclue, de revenir passer quelques jours à Lille! Je m'aperçois que j'y devrai renoncer. » La même idée reparaît, avec plus d'énergie encore, dans l'éloquente et courageuse lettre qu'après avoir mené personnellement son enquête sur ces monstruosités, M. Guérin adressa au général Zollern, du Grand Quartier général. « Ce serait, disait-il, une tache ineffaçable dont serait terni l'honneur allemand. La guerre ne durera pas toujours. Or, après la guerre, il ne serait pas possible à un Allemand, quel qu'il fût, de reparaître en ce pays. »

M. Guérin a dit vrai. Le Français passe pour oublieux. Il se peut que le Français du Nord n'échappe pas à ce reproche. Mais, à supposer qu'avec le temps, il laissât tant de cruelles images s'évanouir de sa mémoire, — ses richesses mises au pillage, ses édifices renversés par le bombardement, ses maisons détruites par l'incendie, ses concitoyens molestés, soumis aux insupportables violences ou aux irritantes taquineries, — il est un forfait sur lequel, après des siècles, l'ombre de l'oubli ne s'étendra pas : celui qui, chez nous, se perpétra froidement, continûment, pendant la semaine de Pâques 1916. Les générations se transmettront les unes aux autres le récit de ces nuits et de ces matinées de terreur, le tableau des hontes qui suivirent. Nos descendants garderont à jamais présente l'affreuse vision, ne fût-ce que pour se mettre, plus prévoyants que nous, en garde contre un retour offensif du militarisme germanique.

UN DOUBLE ASSASSINAT

Novembre 1916 avait bien tristement débuté. Le mois, en se déroulant, amènerait-il des jours moins amers? Nous nous prîmes à l'espérer. La nouvelle, commençait à se répandre que les évacués d'avril, affranchis de la servitude rurale qui leur avait été imposée, allaient regagner chacun sa petite patrie. La presse allemande en publiait la promesse, prenant soin d'ajouter que cette décision était due, pour une grande part, à l'initiative humanitaire du roi d'Espagne. Ce n'était pas un on-dit mensonger. Les rentrées se succéderont pendant tout le mois;

elles se continueront jusqu'à la fin de décembre et l'on assure qu'au premier de l'an 1917 ne résideront loin du pays que ceux qui n'auront pas voulu y revenir. Pourquoi faut-il que, lorsqu'une trêve semble interrompre le cours de nos maux, une vexation inédite, une violence inouïe vienne aussitôt nous rappeler à la réalité? Il y a là comme une loi, à laquelle nous n'aurons guère connu d'exceptions. Dans la nuit du 5 au 6 novembre elle devait se vérifier une fois de plus.

C'est à Tourcoing que le tragique incident se produisit. Une troupe de jeunes gens revenus de leur villégiature forcée, se trouvaient internés dans une salle de l'usine Jelipo, rue Winoc-Chocquel. Ils attendaient là qu'une décision, — la libération sans doute? — fût prise à leur égard. Pour l'un d'eux du moins la mise en liberté ne semblait pas devoir faire question. Je veux parler du jeune Vanneuverswyn, élève de mathématiques au lycée Faidherbe et fils du distingué docteur de Fives. Sa mère, impatiente de l'embrasser, était venue le voir dans l'après-midi du 5 novembre, croyant ne devancer que de quelques heures le définitif retour au foyer...

La malheureuse mère ne devait revoir son fils qu'étendu mort sur un lit d'hôpital.

Eugène Vanneuverswyn avait dix-neuf ans. Le front haut, l'œil doux et clair, toute sa personne respirait la franchise et la droiture, annonçait la distinction. La carrière qu'il s'était choisie était celle d'officier de marine. Bien élevé, instruit, tout pénétré de nobles sentiments, il ne pouvait manquer d'exercer sur ses compagnons d'exil un certain ascendant. Ces compagnons, pour la plupart, appartenaient à la classe inférieure de la population de Fives ; leur niveau intellectuel était médiocre. Ils le reconnurent bien vite pour un guide, un conseiller. Les appels qu'il fit à leur patriotisme furent entendus. Ainsi, quand ils reçurent l'ordre de tresser des branches d'osier et de préparer des fascines à l'usage des tranchées et qu'il leur eut représenté qu'un travail de ce genre constituerait une aide militaire prêtée à l'ennemi, plus un seul ne consentit à accomplir l'infâme besogne. L'autorité occupante eut-elle vent de cette propagande? Le docteur Vanneuverswyn m'a dit n'en point douter. Il est convaincu que le jeune patriote était de longue date noté comme « forte tête. » Si des rigueurs attendaient la troupe indocile, il était à prévoir qu'il serait le premier atteint.

Je m'en voudrais d'omettre un détail bien touchant qui atteste la délicatesse de cette âme d'élite. Lors de la visite de sa mère à Tourcoing, Eugène remit à cette dernière une lettre antérieurement écrite, qu'il n'avait pu lui faire parvenir. Il s'y trouvait cette ligne, grosse de sous-entendus : « Nous nous sommes tirés à notre honneur et à notre avantage de bien des difficultés... » Qu'était-ce à dire, sinon que son discret apostolat avait été couronné de succès, qu'obéissant à sa parole, ces catéchumènes de la foi patriotique avaient repoussé toute tâche qui ne se pouvait accepter sans trahison? Il considérait son sort comme étroitement lié au leur. De là vient que, quand sa mère l'eut informé de sa libération imminente, n'étant pas assuré que l'heureuse décision s'étendrait à tous, redoutant peut-être que cette faveur lui fût réservée à lui seul (en quoi sans doute il se trompait), des scrupules lui vinrent. Ses compagnons n'interpréteraient-ils pas son privilège comme un abandon? Le sage conseiller qui leur avait si bien tracé le devoir, ne paraîtrait-il pas avoir évité de le mettre lui-même en pratique? Cette pensée lui était intolérable.

La nuit vint. Selon la règle, à un moment donné eut lieu l'extinction des feux. Tous étaient couchés, mais tous ne dormaient pas, et à qui ne dort pas l'obscurité est insupportable. Plusieurs des jeunes gens avaient sur eux de petites lampes électriques : ils s'avisèrent de presser le ressort et soudain des lumières brillèrent. Il était entre neuf et dix heures. Sur l'ordre des soldats, les lampes s'éteignirent Mais voici qu'au bout d'un instant, une lampe en un coin se rallume.

Cette récidive met un des gardes hors de lui. Il se dirige du côté où l'acte s'était produit ; de là, il distribue à tour de bras des coups de la crosse de son fusil. Ceux qui sont frappés protestent ; Eugène tout le premier, avec d'autant plus d'énergie qu'il était parfaitement étranger à ce qui venait de se passer. Car, on ne saurait trop y insister, s'il avait dans sa poche une de ces lampes, il l'y avait laissée, sans en faire usage. L'Allemand, furieux de sa protestation, assène un coup plus rageur, qui fait vomir le sang au jeune homme. Ce n'était pas assez : la brute, de plus en plus déchaînée, transperce de sa baïonnette Eugène Vanneuverswyn, qui s'affaisse dans un bain de sang. Il expire bientôt après : l'arme avait traversé le cœur. Quand

les parents, prévenus, arrivèrent à l'hôpital, ils n'eurent devant eux qu'un cadavre.

Dès que l'abominable fait se fut ébruité, il y eut dans toute notre ville un frémissement d'indignation. Le docteur et Mme Vanneuverswyn durent en silence dévorer leur douleur. Ils avaient, en effet, tout lieu de craindre que le corps de leur enfant ne pût être ramené à Fives et là, dans la ville natale, recevoir les derniers honneurs. Ce surcroît d'affliction leur fut épargné. L'enfant assassiné reparut dans la maison de famille. Et le 9 novembre, de pathétiques obsèques, auxquelles assista une foule recueillie, que précédaient toutes les notabilités de la ville, honoraient les restes du noble petit Lillois.

Une semaine plus tard, l'horrible scène de Tourcoing avait, dans Lille hors les murs, au quartier qui a nom : le faubourg du Sud, son funèbre pendant. Cette fois, ce n'était plus sur un jeune homme que la soldatesque germanique dirigeait sa férocité : c'était sur une jeune fille. Les circonstances de l'événement sont encore, à l'heure où j'écris, assez obscures. Les autorités allemandes ont fait, autant qu'il était en elles, le mystère. Les décisions qu'elles ont prises ont eu pour objet, nous le verrons, d'intervertir les responsabilités. Toutes les communications entre ce quartier de Lille et le gros de la ville étant interdites, la difficulté demeure très grande de démasquer l'imposture. Voici, en gros, ce que l'on nous a appris. C'était sans doute le 13 novembre. Un jeune homme, coutumier paraît-il de la cueillette des pommes de terre, sévèrement réprimée par ordre des Kommandanturs, avait plusieurs fois été pris en flagrant délit et mené en prison; mais il s'était toujours échappé de sa geôle avec une remarquable habileté. Une fois de plus, il venait de s'échapper; une fois de plus, un policier militaire lui avait mis la main au collet et le ramenait en prison. Il se nomme D...; ses parents sont de pauvres ouvriers. Comme on le reconduisait, sa sœur qui avait assisté à l'arrestation, se précipite vers lui et jette sur ses épaules un manteau pour le garantir du froid. Le stupide policier se croit-il menacé par ce geste? S'imagine-t-il que cette jeune fille sans armes allait lui ravir son prisonnier? Tant il y a que le misérable ajuste son revolver et fait feu. La pauvre enfant, frappée au sein, tombe raide morte.

Cette fois encore, comme pour l'assassinat du pauvre petit

Vanneuverswyn, l'action abominable reste impunie. Que dis-je? Quelqu'un sera châtié. Mais sait-on qui? La population du faubourg. Voici, en effet, l'avis que, dès le lendemain, l'on put lire placardé sur les murs. Il faut le transcrire intégralement; il mérite d'échapper à l'oubli :

« Au faubourg des Postes des coups de feux ont été tirés sur des soldats allemands.

« J'ordonne, sous réserve d'autres mesures ultérieures, que tous les habitants des faubourg des Postes et faubourg d'Arras doivent rester chez eux, — jusqu'à nouvel ordre, — de 5 heures du soir à 7 heures du matin. »

Signé :

LE GOUVERNEUR DE LA PLACE.

Jamais n'a été déployé tant d'audace dans le mensonge. On aurait tiré sur des soldats! Et qui donc? Il n'y a plus une arme ni à Lille ni en ses environs; la possession d'un fusil entraînerait pour le détenteur la condamnation à mort. Oui, on a tiré un coup de feu, un seul. Et ce « on » n'est autre qu'un policier allemand. Il a tiré sur une inoffensive jeune fille, pour la punir du plus pacifique, du plus pieux des élans. Et maintenant, par la plus grossière imposture, ce coup de feu scélérat, dû à la fureur d'un Allemand, est transmué en une fusillade provocatrice, commise par des Lillois. Et, pour mieux appuyer l'invention, on me rapporte qu'au service funèbre de la victime, service que suivit en masse la population des faubourgs, une véritable armée de policiers, était présente, pour étouffer toute renaissance de la révolte, qu'elle savait inexistante et qu'elle avait de toutes pièces fabriquée.

GEORGES LYON.

CE QUE
J'APPELLERAIS LE CIEL...

La petite ville d'Évian, en Savoie, au bord du lac Léman, est pour moi le lieu de tous les souvenirs. C'est là que j'ai, dans mon enfance, tout possédé, et dans l'adolescence tout espéré. Si le parfum est le plus prompt véhicule que l'âme puisse emprunter au monde pour rejoindre le passé, l'infini, les cieux, je suis ici dans ce royaume de la mémoire.

Je reconnais les vives odeurs du lac, légères et mouvementées, où l'on discerne un parfum de marine et d'ablettes, de goudron éventé, de barques peintes et clapotantes, qui font rêver des grands ports et des voyages. A cette jubilante émanation du rivage il faut joindre l'arome matinal de la rosée des nuits, partout encore en suspens et que l'azur s'assimile; des effluves d'herbes et de pollens qui contaminent suavement l'intacte pureté de l'air, et de fines senteurs animales : plumages volants et pépiants, roitelets, chardonnerets, merles charmants et maladroits, fardeau de la délicate pelouse.

Le lac, en été, est un satin tendu, plus soyeux que l'éther, moins que lui cristallin. Le silence, dans cette atmosphère de turquoise crémeuse, formerait un bloc de compact azur, s'il n'était disjoint de moment en moment par le bourdonnement saccadé des bateaux à vapeur, qui semblent transporter d'une rive à l'autre l'impatience aventureuse, et l'exaucement des désirs.

Là j'ai vraiment connu la joie, visiteuse forcenée, archange tumultueux qui pénétrait en moi avec toutes ses ailes pour

m'entraîner, trébuchante de radieux vertige, vers les régions illimitées de l'espérance.

— Continuité des choses, jeunesse des éléments, vous que j'ai contemplées avec les yeux éblouis de l'enfance, plus brillants que le vert thuya grêlé de soleil, vous étincelez toujours, et moi je passe, bientôt j'aurai passé... Quand mon esprit est sans cesse transformé par les pesantes arabesques des événements, semblables à la course des nuages, je retrouve toujours pareille, active, satisfaite, honnête, la petite ville rêveuse de mon enfance. Je suis au milieu de ma vie qu'encore le couvent des Clarisses, bien qu'abandonné à présent, garde dans un matin de mai sa juvénile beauté.

Mêlant mes souvenirs à la pure matinée, je vais essayer de dépeindre sa joie rustique, sa blancheur de tubéreuse, ses lignes bien tendues, qui, contenant l'azur, le silence, la musique, de frémissantes prières et le sol vivace d'un jardin ordonné, me dispensait tour à tour le calme captivant et l'allégresse dionysiaque.

Tôt le dimanche matin, sous le soleil de juillet et d'août, nous nous hâtions vers la chapelle du couvent. La route à parcourir était assez longue, moelleuse de poussière blonde, bordée d'un côté par les ronciers et les mûriers, où les volubilis, si fragiles, naissaient, disparaissaient, comme un regard et un soupir de fleur. De l'autre côté de la route, les collines s'appuyaient amicalement à l'espace, s'incurvaient pour laisser courir la ligne argentée où s'élançaient les trains, et précipitaient dans la plaine de petites sources torrentielles, qui s'abattaient en bouillonnant, en chuchotant, comme pour porter aux prairies, parmi les verts osiers, je ne sais quelle heureuse nouvelle des sommets.

J'ai, pendant mon enfance et mon adolescence, parcouru cette route avec un plaisir si fort qu'il me semble avoir failli mourir de la joie de vivre. Cette joie m'était lancée de tous les points de l'étendue, et, me frappant comme de mille balles argentines, me faisait réellement chanceler de nostalgie céleste et d'ineffable convoitise.

A mesure que nous approchions du couvent, la cloche aux sons distincts répandait à travers les clématites qui tapissaient les murailles du monastère son bruit vibrant, alerte, peiné

aussi, comme émané d'un cœur fendu, trop sensible, mais brave, et qui distrait sa détresse, la rejette à mesure, et bannit de soi toute langueur. Nous arrivions. En face du couvent, la villa des Quatre Saisons disparaissait sous la vigne vierge et les pétunias. J'éprouvais là, en regardant cette maison dans laquelle je n'étais jamais entrée, la prédilection de l'enfance pour ce qui ne lui appartient pas, et mon imagination situait en cette romanesque demeure des plaisirs sans blâme et un contentement sans défaut. Mais l'on m'arrachait à cette méditation pour me guider vers le religieux enclos.

Il suffisait de pousser une porte de bois plein, à ressorts, dont je sens encore sous la main la résistance et la pression contrariée, pour pénétrer dans cet asile souriant, qui, chaque fois, installait brusquement dans mes yeux une image d'humble paradis, parfaitement radieux.

Dirai-je qu'en me rendant à quatorze ans, les dimanches de juillet, dans un poudroiement de soleil et de poussière, chez les religieuses Clarisses, j'étais une enfant dévote que le service de Dieu uniquement attirait? Non point. Certes, le dimanche matin me semblait marqué pour la joie, et pour une joie religieuse, mais j'étendais à tous les sentiments cette gravité et cette liesse.

— Jeunesse, ambition, amour, bonté, munificence, paysages infinis, je vous ai possédés au son d'une cloche de couvent, dont les vibrations glauques et liquides chantaient tous les départs, toutes les constances, et sanctifiaient la sublime générosité des désirs!

Si jamais j'ai été fière d'un beau visage enfantin, triomphante d'un gai chapeau, occupée de l'ombre régulière que mes cheveux devaient former sur mon front, — enfin, si jamais j'ai ressenti la gratitude de posséder cette part individuelle du ciel qu'est l'adolescente beauté, c'est bien le dimanche matin en me rendant chez les Clarisses.

Aussi, je n'oublierai pas le jour où, distraite, émerveillée, prêtant l'oreille aux cymbales d'argent d'un exultant azur, — et bien contente de moi, — je trébuchai, dans mes souliers d'antilope blancs, sur la pente rapide et caillouteuse où l'on s'engageait sitôt la porte du couvent ouverte, et qui, en quelques pas, menait à la chapelle. Sur cette abrupte allée, je tombai donc. Jamais, en aucune occasion où j'étais en défaut, on

n'eût pu me faire croire que le monde entier ne me voyait pas; mon cœur, bondissant et ne connaissant pas de limites, communiquait avec l'univers, et je croyais à la réversibilité de ce prodigieux mirage. Ce matin-là, les fidèles vêtus avec recherche arrivaient en rangs pressés et ma faiblesse était évidente, leurs regards s'en assuraient, je pouvais à peine me relever. Le pied endolori, je marchais avec difficulté vers l'église.

L'orgueil, si nécessaire à l'amour et au plaisir, et qui, dès l'enfance, mène au fond des êtres sa tragédie éternelle, m'avait abandonnée. Dans la chapelle, gorgée pour moi de promesses, je me sentis frustrée de cette fierté paisible, immense, audacieuse, avec laquelle, à l'ordinaire, et tandis que se déroulait la messe, je rêvais à toutes les suavités, à toutes les possessions de la terre!

— Indicibles rêveries brûlantes, qui, comme autant d'équateurs traversant en tous sens le globe, me transperciez de mille flèches torrides, vous par qui j'ai régné sur le monde en suffoquant d'extase solitaire, par qui j'ai été comme un jeune tyran qui veut gouverner les peuples pour les combler de bienfaits et pleurer ensuite aux pieds de ses propres esclaves du regret de n'avoir pu leur donner plus encore, — ô rêveries, c'est à vous que je dois de m'être destinée au langage de la poésie, lorsque je compris, dès ma septième année, que les éléments, l'espace, la contemplation, les sanglots explosifs et muets de l'âme ne sont pas l'échange intelligible dévolu aux vivants...

L'église aux murs d'un blanc bleuâtre retenait dans son frais abri cette paix absolue, cette majesté simple déférée aux lieux consacrés, qui ne sont saturés que d'un seul parfum, d'une seule et obstinée et rayonnante pensée. Qu'il m'était doux de pénétrer dans cette atmosphère éthérée, de porter le joug léger et ennoblissant de la subtile présence divine, de me sentir contrainte, soudain, en tous mes gestes, en tous mes éclats de voix, et appelée à comparaître, ainsi modifiée, devant le Roi des Rois, qui me reconnaissait, me commandait des devoirs difficiles et nouveaux transmis par mon livre de prières, et ne me jugeait pas indigne de les accomplir!

L'église est aujourd'hui fermée, mais je n'ai rien oublié de l'ameublement naïf et ingénieux de ce vaisseau des rêves. Avant la messe, tandis que nous prenions place dans les bancs

à qui le frais encaustique communiquait une odeur de miel et d'abricot séché, les religieuses erraient à pas de chevreuil dans leur neigeuse église. Leur vêtement de bure, comme leur silencieuse démarche, les apparentait à ces timides animaux des forêts. Elles disposaient les chaises, les lourds chandeliers, les pots de fleurs et les bréviaires dans un ordre rituel et mystérieux, avec une adresse étouffée, immanquable et tendre, mais elles paraissaient néanmoins hésitantes et comme saisies de la crainte de troubler un sommeil auguste, et de faire, par un geste trop accusé, s'écrouler sur elles le poids mystique de l'édifice qu'elles aménageaient en tremblant.

Il est des fleurs qui ne croissent que pour les couvents : fleurs prédestinées qui ont la vocation de l'autel et renoncent aux abeilles pour écouter le léger bourdonnement que fait la voix de l'enfant de chœur. Je n'ai vu ni dans les campagnes, ni dans les jardins observés par moi avec tant d'amour, mais seulement chez les religieuses Clarisses, ces hautes quenouilles de pétales bleus, cierges d'azur vivant qui s'élançaient au pied des statues de sainte Colette et de sainte Claire. Ah! que ces statues innocentes, violentes, m'étaient chères! Nobles excès des visages religieux, ascension de l'âme, transports des regards, combien déjà vous me plaisiez! Si, comme dit Gœthe, le meilleur de l'homme est l'émotion, le tremblement, avec quel respect ne devons-nous point considérer ces créatures frappées de la foudre, saisies et maintenues dans un état de commotion sacrée, et que revêt le déploiement dramatique des plus précieuses facultés de l'être?

Ainsi, autour d'une humble église de petite ville, située au bord d'un rivage, la vie humaine se déroule. C'est, selon les saisons, l'odeur des foins, des vendanges, du bois scié, du laitage, du fumier même. Les pauvres travaux assidus des paysans, ou bien les amusements frivoles des voyageurs qui assaillent pendant les mois étincelants une petite cité aux belles fontaines, recouvrent de leur tristesse ou de leur légèreté les rues gracieuses et les campagnes. Mais qu'on approche de l'église, qu'on pousse la porte, et voici qu'éclate, immobile et dans le silence, la noble tragédie de l'amour indompté! Un autel, un crucifix, du sang, des larmes, un Dieu qui meurt, des visages peints, frappés de la foudre, des yeux élancés, des cœurs qui se rompent sous des mains qui les compriment, c'est une

immense fuite de la vie, arrêtée et fixée dans le moment de son sublime départ! « Nul n'a un plus grand amour, dit l'Écriture, que de donner sa vie pour son ami. » Ici l'on aimait et l'on mourait. Cet attrait palpitant de l'adolescence pour la douleur — sommet où le plaisir a son achèvement et se fait porter par l'indicible ivresse au-dessus du trépas, — qui plus que moi l'aura jamais connu? — Donc, petite fille, pendant le service divin, je regardais longuement, à travers les fusées de fleurs bleues, les statues de sainte Colette et de sainte Claire; je me tourmentais du désir de savoir laquelle de ces deux saintes en leur sombre peinture marron, le pur visage rose levé vers la nef, le cœur visible et transverbéré, laquelle des deux était la première, la plus estimée, la plus méritante, la plus aimée de Dieu. Je voulais le savoir pour plaindre l'autre, pour compatir à l'infortune de son rôle secondaire, pour la dédommager, par ma tendresse et ma confiance, de cette situation diminuée, que je jugeais, dans ma fierté, difficilement acceptable. Un oratoire était consacré à saint François de Sales, mais cette statue-là était d'un paisible aspect; l'archevêque de Genève ne me plaisait pas; son visage à barbe carrée, son regard d'un bleu sec, son surplis de broderie, — tel enfin que le représentait l'imagier, ne retenait pas mon cœur; cette fois-ci, le peintre nous séparait.

A la fin de la messe, au moment où, peut-être, ma turbulence contenue d'enfant eût pu commencer à se lasser du divin climat de l'église, éclatait le chant charmant et psalmodié des religieuses agenouillées dans un banc à nos côtés, auquel répondaient, de derrière un noir grillage lustré qui faisait le fond de la chapelle, les religieuses invisibles, vierges cloîtrées que nul ne peut approcher, et dont le mélodieux murmure m'emplissait d'une surprise, d'une lueur, d'une révélation sacrées.

Ils ne connaîtront point cet émoi, ceux qui, sollicités comme je l'étais par les phares aux mille feux de la vie avenante, n'entendront pas soudain, pendant quelques instants, le souffle mystérieux des recluses : remous de voix enfermées, flots retirés de l'Océan et de tous les rivages, et qui consentaient à rester arrêtés dans l'extase, au fond de la vasque perdue qu'est un petit cloître de province, pour refléter uniquement le ciel! — Chères voix sans orgueil, sans volonté, sans projets, sym-

bole du détachement humain, soyez bénies pour m'avoir prouvé l'amour absolu et son abandon ineffable!

C'est avec hâte, et un matinal appétit de bavardage dont nous venions d'être privés, que nous quittions la chapelle pour nous retrouver dans le jardin du petit monastère. Le soleil y tombait avec une passion directe, et comme les pigeons s'abattent sur les écuelles de maïs. L'éther pétillait d'allégresse, et distribuait un contentement immédiat, qui semblait devoir être éternel. Les guêpes et les abeilles, fileuses de l'air et du soleil, élançaient le courant chaud de leur vol, faiblement bourdonnant. Tout était bonheur, envolement, confiance, plénitude! Nous restions là, un peu intimidés par cette demeure secrète de bois clair et verni, où les corps se faisaient furtifs, impondérables. Bientôt, les humbles sœurs, quittant à leur tour la chapelle, nous rejoignaient. Quelle grâce sur le plus rude, sur le plus ingrat visage! De même qu'ils ont des fleurs uniques, les couvents possèdent les regards incomparables, — non point beaux et séduisants, mais pareils à la musique, à la charité, à l'humilité, à l'espérance, et qui brûlent de plaisir.

Petits yeux pointus et champêtres d'une religieuse au visage plus mal établi que ne seraient une chaise ou une table inutilisables, bien petits yeux qui rayonniez au-dessus d'un large sourire campagnard aux dents abîmées, vous étiez plus accueillants et plus rassurants par vos baies étroites où s'entassait comme une récolte serrée la puissance miraculeuse des cœurs dévoués, que les splendides maisons des villes, à l'heure nocturne où toutes leurs fenêtres répandent une clarté qui défie le jour! — Bonnes religieuses, heureuses à force de vertu, et, qui, bien qu'épaisses et sans grâce, étinceliez dans votre couvent autant que la pâquerette ravie sur sa touffe d'herbe matinale, vous ne connaissiez qu'un moment bien pénible, c'est quand nous vous tendions, en prenant congé de vous, notre poignée de main d'enfants respectueux. Votre embarras épouvanté, qui nous troublait fort, avait des raisons profondes; vous étant données à Dieu un jour et pour toujours, et dans un ouragan d'anéantissement, vous ne saviez plus au juste ce dont vous pouviez disposer encore, et certes vos mains, vos robustes et timides mains dissimulées dans vos larges manches en sombre lainage franciscain, vous semblaient réservées à ce seul maître, et ne pas devoir être un lien de complicité avec le monde. Et puis,

chères et saintes filles, nous étions à vos yeux des enfants de riches, et, — je vous en demande pardon, — vous nous considériez avec déférence. Votre spontanée et ferme humilité se réjouissait de tous les obstacles, de toutes les distances; vous contempliez ces distances avec béatitude, vous choisissiez de vous maintenir à la dernière place, ô vous à qui je n'apportais rien qui vous fût profitable, et qui, en échange, m'avez donné un long rayon de poésie...

Tandis que nous causions avec l'une des religieuses, le jardin du cloître s'animait. Un vieillard mendiant arrivait sur ses béquilles, sans fausse honte, se sachant attendu et apprécié chez les sœurs. Il s'asseyait sur un banc de bois, parmi les fleurs, dans une portion de monastère bocager où se fût complu l'ange de l'Annonciation, et qu'embaumait la molle odeur vanillée des pétunias. Il prenait des mains d'une des religieuses le bol de soupe quotidien; un autre mendiant venait faire panser une plaie, et si pure était la joviale netteté de ces lieux, que la corruption de la chair n'en altérait pas la juvénile et salubre candeur.

Un vieil ami de notre famille, dont la véhémente nature enchanta notre enfance, s'était fait notre guide religieux, tenace et emporté; il avait vécu dans l'impénitence jusqu'à l'approche de la vieillesse et puis s'était jeté dans une dévotion violente, raisonneuse, pittoresque, inique, imperturbable. Nul n'aimait la musique plus que ce vieil ami, il vénérait Mozart à l'égal de saint Thomas, et eût renoncé peut-être à ses chances de paradis qu'il organisait avec âpreté, s'il eût pensé que Dieu n'était pas harmonie au moins autant que charité.

C'est ainsi qu'il contraignit un jour les Clarisses à établir dans leur monastère le plain-chant de Guy d'Arezzo. Ce nom nous émerveillait : Messager d'Italie que du haut du ciel saint François envoyait aux filles de Sainte Claire! Rien n'était plus touchant que de voir ces douces femmes empressées autour de notre ami, l'écoutant, le craignant, renonçant avec peine à leurs modestes cantiques romanesques accompagnés par le souffle court de leur petit orgue, mais fières d'être instruites et gourmandées par un monsieur des villes, et se résignant à entonner cette musique unie, qui privait leur cœur innocent de sa secrète sensualité. La plus vieille de ces femmes était si transparente que je ne puis la comparer qu'aux pétales macérés

que j'ai vus dans de l'eau de fleurs de lis; la plus jeune, au contraire, avait la teinte excessive de la rouge calcéolaire; sa timidité lui faisait à jamais un masque écarlate; dans le paradis même elle eût choisi d'être la servante de Marthe, qui fut la servante de Marie. Je me risquais un jour à demander à la moins affinée, à la plus sociable d'entre elles, comment elle supportait les monotones travaux de sa vie.

— Eh bien! — me répondit-elle avec un grand rire modeste, — on pense au ciel!

Donc ces humbles femmes, groupées sur un divin rivage dont elles ne recevaient que la bleuâtre buée et la rumeur amortie, pensaient au ciel. Hier, en visitant leur couvent désormais abandonné, je me suis répété ces mots: Là, des cœurs appliqués, simples, éblouis, pensaient au ciel!

Ni les astronomes, dont le regard déchiffre l'arithmétique étourdissante des nuits et dont l'âme écoute ce chant des sphères dont parle Pythagore; ni les poètes, qui, dans leur solitude anxieuse ou sereine, ont fait de l'étendue leur compagne divine, n'ont connu un tel exclusif amour du ciel.

Je suis restée à rêver dans ce désordre des fleurs et des bâtiments. L'aimable allée brusque que le mendiant infirme parcourait dignement, l'allée où, jeune fille, je suis tombée avec une confusion que l'amour-propre rendit extrême, est envahie à présent par les branches des aubépines, des cytises, des lilas, des épais magnolias au feuillage vernissé, qui n'ont plus leur faste oriental, mais, faute de soins, retournent à la barbarie. Les fleurs pourpres des marronniers jonchent le sol, parure inutile, grains de grenade moelleux qui pourrissent à terre. Le petit cloître qui borde le jardin est fermé; des enfants pauvres, aux pas encore mal assurés, essaient tout seuls, avec la morne gravité si poignante des petits indigents, leurs premiers jeux, dans ce silence qui regrette et pleure des âmes. Les cloîtres fermés sont des tombeaux sans morts, autour de qui voltigent de légers reproches, semblables au vol désemparé et aux longs cris d'adieux des hirondelles.

Je pense à vous, innocentes congrégations rêveuses, pour qui le mot ciel avait une signification précise, impossible pour nous, mais toujours désirée!

Je m'approche de la chapelle; mon cœur se serre. L'escalier de granit, la porte close sont encombrés de vils objets. Parmi

ce désordre je vois les débris d'un berceau d'osier, petit lit de paysan qui se dénatte, usé par le soleil et les pluies. Les splendides glycines, tout imbues d'elles-mêmes, semblent repliées sur leur propre parfum et rêvent à l'écart du monde. Mes mains voudraient déblayer d'abord, et puis forcer la porte barrée de la chapelle pour me permettre de goûter une fois encore à l'eau aérienne de ce puits de songe et d'amour. Mais personne n'entre plus dans l'église désaffectée.

Quoi! je suis séparée ainsi de ma jeunesse, séparée de la jeune fille que j'étais et que j'allais revoir, là, sur le prie-Dieu de bois et de rouge velours où, tantôt distraite, tantôt absorbée, elle posséda la seule part de sa destinée qui ne fut point déchirante. Ce n'est que du dehors que je puis contempler les vitraux bleuâtres et violacés, ce mensonge béni qui colorait l'air intérieur de la chapelle de la teinte des golfes, et me plongeait vivante dans le même azur sombre qu'habitent les récifs de corail, les perles orgueilleuses et la méduse rose, fleur écumeuse et spasmodique des mers...

Et elles, où sont-elles allées, ces recluses et demi-recluses qui pensaient au ciel? L'idée fixe céleste semblait être piquée sous leur front comme les lucioles dans la prairie du soir. Humbles lampes naturelles, elles prenaient leur place parmi ce qui brille et médite, entre les phalènes et les astres.

Hormis la candide beauté du monde, que tout est soudain triste ici! Je me retire, je m'assieds sur le coin d'un banc demeuré là. Je rêve à ce que fut la vie. J'ai voulu toute chose ici-bas et, si je songe, je m'aperçois que je n'ai rien voulu qui ne fût le ciel. Et lequel d'entre nous, parmi les humains enflammés d'une digne et douloureuse ambition, a cherché quelque chose d'absolu, de profond, de constant, de durable qui ne soit pas le ciel? Le ciel, non point comme l'entendaient ces simples femmes en prière, ni comme l'entendent les croyants et les prêtres, mais ce ciel qui est l'espace et l'infini, qui a pénétré la terre et les hommes, qui les sollicite par l'orgueil, la passion, le courage, la pitié, le besoin d'éternité et le spectacle de la mort; ce ciel qui ne nous laisse plus de repos en ce qui concerne la possession des choses de la terre! Je me reporte sans cesse au puissant soupir de Septime Sévère, assis sur une des collines de Rome, et de là regardant mélancoliquement du côté d'Albe la Longue : « J'ai été tout, mur-

murait-il, et tout n'est rien. » Pourrons-nous nous résigner à ce néant, à cet immense désert ?

Et quand Bonaparte en Italie, épuisé de gloire et d'inquiétude amoureuse, distrait de ses sublimes victoires par son amour pour sa compagne, écrivait de Tortone, un soir, une lettre qui tomba à Milan dans une salle du palais Serbelloni, ou à Paris, rue Chantereine, sur les genoux nonchalants de Joséphine, — lettre dont j'ai retenu ces deux mots haletants, harassés : « Mourir ensemble !... » — le vainqueur du monde pensait au ciel.

Il pensait au ciel, Beethoven, dont les grandes houles gémissantes, pareilles aux Océans tourmentés par leurs chaînes profondes, se soulevaient vers les astres ; Rousseau, qui fuyait les villes pour s'élever, le cœur contracté d'amertume, vers les campagnes neigeuses où fleurissent la gentiane bleue et le frais arnica ; ils pensaient au ciel, tous ceux qui, exaltés ou déçus, nous ont laissé le témoignage de leur terrestre exil.

Et quand, entre deux êtres qui se sont aimés, tout est passé, brisé, quand les époux, les amants ont vu s'évanouir les sublimes illusions qu'ils avaient promis de rendre éternelles, il reste encore entre eux un lien indéfinissable, qu'aucune combinaison humaine ne pourrait plus renouer ni satisfaire, mais dont l'âme a bien la connaissance ; lien puissant, saturé de mélancolie, d'espérance sans but et sans moyen, mais qui ne se lasse pas, et que j'appellerais le ciel...

Comtesse DE NOAILLES.

D'ISCHIA AU PIZZO

LES
DERNIERS JOURS DE MURAT

19 mai - 13 octobre 1815[1]

II

Le 17 septembre, dans la matinée, le Roi, accompagné par le général Franceschetti, le colonel Natali qu'il venait de nommer maréchal de camp, le commissaire Galvani et le commandant Poli, gendre de la nourrice de Napoléon, quitte le Vescovato, sous une escorte de quelque cent hommes armés. Il devait suivre la côte jusqu'à Vizzavona, et piquer ensuite, par Bocognano, sur Ajaccio, où il pensait trouver des bateaux et de l'argent. Les frères Antoine et Toussaint Gregori, négociants à Bastia, n'ayant pu lui fournir alors les 260 000 francs pour lesquels il leur avait remis des lettres de change sur Barillon, un de ses banquiers à Paris, il avait écrit à Barillon qu'il annulait l'opération, mais, pour plus de sûreté, présumant que Barillon, s'il n'avait pas été touché à temps par l'avis, aurait émis des effets sur un nommé Constantini, il prévenait celui-ci de suspendre l'acquit. « Il est essentiel à mes intérêts, écrivait-il, que je mette des oppositions. »

Au passage de Murat, ses anciens soldats accouraient des villages éloignés, certains à cheval avec tout leur clan. Le curé

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier.

Moracciuole, qu'il rencontra au pont de Vecchio, lui présenta ses hommages, et lui offrit un beau cheval bai sur lequel il devait faire son entrée à Ajaccio. La plupart des couchées étaient chez des curés, avec lesquels l'ancien séminariste de Toulouse se plaisait à parler théologie, et dont il payait l'hospitalité en les nommant chevaliers de son ordre des Deux-Siciles. Partout il avait à sa porte une garde d'honneur prise dans les compagnies qu'il soldait. A Bocognano, où il comptait loger chez l'aîné des Bonelli, colonel de gendarmerie à son service, il ne trouva que le cadet, ci-devant commandant dans son armée, qui « fit grandement les honneurs de la maison. »

Il s'arrêta à Bocognano, et y prit poste jusqu'à ce que Franceschetti eût avisé aux questions d'argent et de bateaux, et eût négocié avec les membres de la famille de l'Empereur qui se trouvaient à Ajaccio. Ils avaient fait dire au Roi que « les approches de la maison paternelle de son épouse lui étaient interdites et que ses jours seraient menacés, s'il osait s'y présenter. » Assurément, sans aller jusqu'à un crime, les parents et les alliés de la Famille qui résidaient à Ajaccio, à commencer par le duc de Padoue, que Napoléon avait nommé gouverneur de la Corse et qui n'était pas encore relevé de son commandement, n'étaient point empressés à accueillir Murat, dont ils connaissaient la conduite à l'égard de l'Empereur, et dont l'arrivée ne pouvait que leur apporter des désagréments ou des périls. Ils ne se sentaient liés à lui par aucune affinité; ils ne lui devaient rien; aucun d'eux n'avait été employé à sa cour, ni dans son armée. Caroline même, partie de Corse quand elle avait onze ans, n'avait jamais, comme ses frères et certaines de ses sœurs, cherché à rétablir des liens qui lui étaient plutôt importuns. Il fallait au général Franceschetti qui, de Bocognano, vint en découverte pour préparer le logement du Roi, y noliser des bateaux, et surtout y chercher de l'argent, d'étranges illusions, s'il pensait sérieusement que la Famille allait se compromettre pour Murat.

Arrivé à Ajaccio le 21, il fut aussitôt appelé chez le duc de Padoue, chez lequel il trouva une vingtaine de personnes dont plusieurs parents des Bonaparte. Le duc lui demanda ce qu'il venait faire à Ajaccio, et, sur sa réponse, l'engagea à persuader au Roi de ne pas se présenter en ville. Franceschetti répondit « que le Roi voulait s'embarquer et abandonner la

Corse ; qu'il était sans argent, qu'il avait besoin d'une somme de vingt-cinq à trente mille francs pour son voyage ; que, si l'on consentait à lui confier cette somme et que l'on fît sortir du port un bâtiment prêt à mettre à la voile, le Roi s'embarquerait sans mettre le pied dans le pays natal de son épouse ; que, dans le cas contraire, il était décidé à se présenter aux braves habitants d'Ajaccio pour trouver de l'argent et des bâtiments, et continuer sa route. »

Il y avait là une forme de chantage assez impudente pour exaspérer des hommes mal disposés déjà et dont la générosité n'eût point été la vertu cardinale : on ne s'arrêta point d'ailleurs à cette question et on n'envisagea même pas une solution qui eût sauvé la vie de Murat, et une part au moins de sa fortune. On aborda tout de suite les griefs historiques : la défection de Murat, son agression contre l'armée française, et le reste. On avait beau jeu, et Franceschetti répondit par des assertions plus ou moins erronées, car rien n'était alors moins connu que cette histoire encore controversée après un siècle. De là, Franceschetti passa à des reproches qui tournaient à l'injure, sur l'ingratitude des gens que le Roi avait comblés de bienfaits, ce qu'il prouva en confondant ce que Napoléon avait fait pour ses parents avec ce que Murat n'avait point fait pour ceux de Caroline. Puis, il se retira avec dignité, sans qu'on fît rien pour le retenir.

Il écrivit aussitôt au Roi une lettre « par laquelle il priait instamment Sa Majesté de se rendre à Ajaccio où l'enthousiasme du peuple était tel que chacun désirait voir de près sa royale personne ; il lui faisait observer que sa présence dans cette ville était nécessaire pour surmonter les obstacles que les fonctionnaires publics opposaient aux préparatifs de son expédition. »

Par retour du messager, Murat fit savoir qu'il se mettait en route à la tête de ses compagnies que grossit sur la route la population des villages. Le 23, à quatre heures du soir, Murat fit son entrée à Ajaccio sur le cheval que lui avait offert l'abbé Moracciuole. Les Ajacciens étaient ivres de joie ; vivats, chansons, cloches, feux de joie, illuminations, tout était spontané et populaire. Sans moyens de s'y opposer, et pour ne pas se compromettre, les autorités civiles et judiciaires disparurent. De même, Arrighi, Ramolino et les autres alliés de Murat. Seule, la

demoiselle Paravicini (1) s'honora en venant embrasser son oncle et lui offrit sa maison. Le Roi, pour des raisons d'étiquette, refusa les appartements qui lui étaient proposés, et se logea dans une auberge agréable et commode. Le commandant provisoire de la citadelle, le commandant Cauro, ci-devant chef d'escadron au service de Naples, soit par inclination, et comme par crainte d'éveiller la guerre intestine, ne fit aucun mouvement, tint renfermés avec lui, les quelques soldats qu'il avait à ses ordres, et attendit les événements.

A quelle résolution Murat allait-il s'arrêter?

Allait-il, comme il semblait à quelque moment s'y être résigné, se rendre à bord de la frégate anglaise où il se croyait certain d'être accueilli? Consentirait-il à rejoindre à Trieste la Reine et ses enfants? Suivrait-il, après son voyage triomphal en Corse, le dessein qui sembla quelque moment avoir traversé son esprit, et auquel il eût trouvé des facilités, de s'établir en Corse et de s'y former une sorte d'État indépendant? Un bon juge, le général Simon, écrit à ce moment même : « On a grand soin de répandre le bruit que, quoique couvert de haillons, le roi Joachim apportait beaucoup d'argent. Il n'en faut pas davantage en Corse. Ajaccio ne peut pas être considéré comme entièrement soumis, puisque la citadelle seule a arboré le drapeau blanc, et que le peuple porte la cocarde tricolore dans la ville ainsi que dans tout le ci-devant département du Liamone. Il y a, en Corse, un grand nombre de militaires de tous grades qui reviennent sans solde ni pension du service de Naples, et qui n'attendent qu'un appel pour courir encore à leur ancien chef; il y en a un plus grand nombre encore qui sortent du service d'Italie, ou de France, et qui n'ont pas de traitement, ou qui ne sont pas payés depuis longtemps de celui qui leur avait été accordé; le peu de troupes qui sont dans les places sont corses. *Elles ne sont pas payées;* elles vont se trouver sans officiers, et elles sont peu disposées à obéir à ceux qu'on leur donnera, et surtout aux ordres d'un homme tel que M. Galloni, actuellement chef d'État-major de la division. Les

(1) Renucci écrit : Paravissini. Il s'agit de Maria-Antonia (Lætitia) Paravicini née à Ajaccio le 19 novembre 1801, morte à Ajaccio le 18 avril 1890, mariée le 9 octobre 1817 à Jean-Marie-Tiburce Sébastiani, alors colonel, plus tard maréchal de camp (1823), vicomte (30 juin 1830), lieutenant-général et pair de France. Dans son testament, l'Empereur l'avait destinée au général Drouot.

places sont dépourvues de vivres; l'argent manque pour tous les services et il y a un grand nombre de mécontents. En outre, beaucoup de gens, comptant sur les embarras actuels du gouvernement français, parlent ouvertement d'indépendance. Si réellement le roi Joachim a de l'argent, il peut, dans huit jours, être maître de toutes les places fortes et par conséquent de toute la Corse. »

L'un de ceux qui avaient accompagné Joachim a dit que, « voyant la Corse presque en proie à l'anarchie, et les magistrats nommés par l'Empereur, menacés de destitution aussitôt que le gouvernement des Bourbons aurait été définitivement établi, le roi Joachim crut qu'il ne serait pas difficile d'établir en Corse un gouvernement provisoire qui, sous les apparences de gouverner au nom de Louis XVIII, lui faciliterait les moyens de s'embarquer, et d'emmener avec lui une force d'hommes assez considérable pour mieux assurer le succès de son entreprise. Il se flattait alors qu'après avoir reconquis le royaume de Naples, le gouvernement provisoire de la Corse aurait déclaré l'île en état d'indépendance, et l'aurait incorporée au royaume des Deux-Siciles... On tint pour cela, afin de complaire au Roi, deux séances auxquelles assistèrent plusieurs personnes, entre autres le général Gentile. »

Il est remarquable que, même en cette occasion où il eût rencontré des facilités au moins momentanées qu'il n'eût trouvées nulle part, il a toujours placé la Corse au second plan. Elle était un point de départ, au même titre qu'eût été l'île d'Elbe; Naples et le royaume ne cessaient jamais d'être l'objectif.

Dès les premiers jours de son arrivée en Corse, le 29 août, Murat avait expédié à l'île d'Elbe deux agents : l'un, un nommé Lanfranchi, ancien officier de cavalerie, devait porter à Florence, au grand-duc, une lettre renfermant un billet pour la reine Caroline. Cette première négociation, uniquement familiale, échoua devant le refus formel du ci-devant grand-duc de Wurtzbourg de recevoir et de transmettre la moindre commission. N'en avait-il pas fait autant pour Napoléon et Marie-Louise? L'autre envoyé était le sieur Simon Lambruschini, de Bastia, que Murat avait trouvé moyen de munir d'un passeport français pour Florence. Arrivé à Porto-Ferrajo, où il devait faire quarantaine, Lambruschini se mit en rapport avec un habitant de la ville, originaire de Bastia, qui se chargea de

porter une lettre du Roi au général Dalesme, commandant encore pour la France sous le pavillon tricolore. Murat avait projeté de se réfugier à l'île d'Elbe et d'y tenir : « Général, avait-il écrit à Dalesme, vous me connaissez, je ne suis pas emporté par une vaine préoccupation. Si nous sommes les maîtres de l'île d'Elbe, nous pourrons conserver une grande influence en Italie, et disposer de nouveau de toutes les ressources du royaume de Naples. » Cette lettre fut aussitôt remise au général, qui répondit verbalement. « Il regrettait infiniment que les projets de Sa Majesté ne lui eussent pas été communiqués quelques jours auparavant, lorsqu'il était encore libre. Cependant, ajoutait Lambruschini, je sais que ce général fit tout son possible pour rompre la capitulation qui avait déjà été établie, en demandant au commandant des troupes toscanes, stationnées à Longone, une plus forte quantité de pièces de canon pour la France; mais la demande fut aussitôt accordée. »

Tout espoir était donc perdu de ce côté, mais l'île d'Elbe n'était, on le voit, dans les projets de Murat, qu'un point de départ pour recouvrer son royaume et rétablir sa domination en Italie. Débarqué en Corse presque nu, sans argent, sans amis, sans moyens, il persistait dans son rêve et saisissait la première occasion d'en tenter la réalisation.

Lambruschini, s'il échouait à l'île d'Elbe, devait poursuivre sa mission en Italie, et particulièrement à Naples. Le 5 septembre, il s'embarqua donc pour Livourne. Il devait s'y informer des divers Napolitains qui étaient en Toscane, se rendre par Sienne à Rome, y visiter Madame et le cardinal, au cas qu'ils y fussent, et pousser sur Naples. A Naples, où il arriva le 28 septembre, il ne vit que deux personnes, et d'abord le général Filangieri, près duquel il était accrédité; il devait lui demander « sur qui et sur quoi l'on pourrait compter si jamais on se déterminait à se jeter dans le royaume. » « Filangieri me fit connaître, écrit-il, la difficulté de réaliser dans cette circonstance les projets du Roi. Il me détailla la force de la situation du royaume, les sentiments des Napolitains, les préparatifs qu'on faisait pour mettre le royaume à l'abri de toute invasion, et les changements survenus dans les intendances et dans les ministères, surtout dans celui de la police... Il me pria de quitter Naples le plus tôt possible, puisque mes jours étaient en danger. »

L'autre personne qu'avait à voir Lambruschini était le banquier Falconet, auquel il devait réclamer cent mille francs que le Roi croyait avoir en compte. Il y avait seulement 65 790 livres tournois, faisant 14 952 ducats; mais, par prudence, M. Agar, comte de Mosbourg, l'homme de confiance de Murat, les avait fait transférer à son nom, et, quant à une rente de 5 à 6 000 ducats (222 ou 266 000 francs), en une inscription mise sous le nom du Roi, sur l'État napolitain, elle venait d'être séquestrée par le ministre Medici.

Lambruschini avait donc échoué des deux côtés, mais il était justement pressé de rapporter au Roi ce résultat, qui pouvait prévenir un désastre. Il fit diligence, partit de Naples le 3 octobre, arriva le 5 à Rome, le 8 à Florence, le 9 à Livourne, le 12 à Bastia. Le Roi avait quitté la Corse, il était en route pour la mort.

En effet, d'autres individus avaient fourni des renseignements diamétralement opposés à ceux qu'eût apportés Lambruschini, et qui eussent peut-être modifié les intentions de Murat. Ainsi, le comte Borgia, de Rome, adjudant général au service de Naples et chambellan du Roi, avait, de Porto-Longone, adressé un rapport long et circonstancié, « où il disait entre autres choses, toutes de nature à encourager Murat dans son entreprise, que Ferdinand, loin de jouir de la considération de ses sujets, en était hautement méprisé, et que l'armée lui avait voué une haine éternelle. Il ajoutait qu'à Naples tout homme, sans aucune exception, adressait au ciel les vœux les plus ardents pour la conservation et le retour du bien-aimé Joachim. »

Faut-il penser que ce Borgia fût de bonne foi, ou qu'il se fût affidé au ministre de la Police de Naples? Celui-ci passe pour avoir organisé le guet-apens où Murat trouva la mort, et on l'a accusé d'avoir employé pour l'y attirer nombre d'agents provocateurs. A la vérité, on ne voit pas qu'il en eût besoin; et c'eût été seulement à régler des détails qu'ils se fussent attachés, car, dès son débarquement en France, et depuis lors presque constamment, Murat avait entretenu le projet d'une restauration. Il était prêt à accueillir toutes les combinaisons, à prendre au sérieux les renseignements les plus controuvés dès qu'ils flattaient sa manie; l'opinion qu'il s'était faite de son génie militaire, de son prestige personnel et de sa

popularité royale le désignait comme une proie si facile, qu'il n'y aurait guère eu de mérite à en faire une victime. Resterait à prouver pourtant que ces provocations aient été mises en jeu à son égard; mais on a pu légitimement en chercher les traces, car l'émoi avait été porté à son comble à Naples.

Si nuls que fussent les moyens dont Murat disposait, les terreurs que Ferdinand IV et ses ministres éprouvaient à la simple nouvelle qu'il était en Corse et qu'il préparait une expédition contre quelque point des États de terre ferme, démontraient que le gouvernement à la française de Joseph et de Joachim avait laissé des traces plus profondes qu'on ne l'eût pensé à entendre les acclamations qui avaient salué sa chute, et la réaction, si différente qu'elle fût de celle de 1799, n'en avait pas moins lésé tant d'intérêts et dérangé tant d'habitudes, qu'elle avait provoqué des inimitiés profondes. Des mesures militaires furent donc prises pour prévenir cette invasion, ou la repousser; mais faut-il croire que, moins que sur les mesures militaires, les ministres comptaient sur des menées policières, que certains historiens ont exposées peut-être avec plus d'imagination que de clairvoyance?

On aurait eu à convaincre Murat, — et quelle tâche facile, étant donné son état d'esprit! — que ses fidèles sujets des Calabres l'attendaient avec impatience et que, si Naples était occupé par une forte garnison autrichienne, cela n'avait aucune importance. A ce dessein, Medici, ministre des Affaires étrangères et de la Police, aurait employé quantité de gens qui, sciemment ou non, auraient coopéré à son plan. Le baron Petroni, intendant de Monteleone, ancien serviteur de Murat, aurait accepté un des rôles principaux : moyennant vingt mille ducats, il aurait écrit au Roi que ses fidèles Calabrais comptaient sur sa prochaine venue; il aurait inspiré des lettres et des adresses à des muratistes sincères et les aurait transmises à des agents que Medici aurait envoyés en Corse pour confirmer oralement ce qu'on aurait écrit d'autre part.

Certains muratistes de marque, des généraux, un surtout, que le roi Joachim avait comblés de ses faveurs, auraient été soupçonnés, sinon convaincus, d'avoir participé au complot. Ainsi, le général Colletta aurait fait savoir qu'il obtiendrait l'envoi à Monteleone d'un des anciens régiments de la Garde royale devant lequel Murat n'aurait qu'à paraître pour

l'entraîner. Mais était-il besoin de Colletta? Murat lui-même aurait recruté des agents pour le roi Ferdinand. Ce fut lui qui appela de Porto-Longone au Vescovato, Barbara, ancien corsaire maltais, qu'il avait fait capitaine de frégate et baron du royaume. Il le chargea du nolis des bateaux et de leur commandement général. Or, Medici n'aurait pas manqué de pratiquer aussitôt cet individu et d'entrer en compte avec lui. Barbara serait devenu la cheville ouvrière de la combinaison : il devait trouver les bateaux, les affréter, les commander, et, par des routes soigneusement éclairées, les conduire au point choisi pour le débarquement.

Telle est la version qui semble prévaloir, et elle flatte assurément le goût qu'a le public pour les romans policiers. Il reste à prouver qu'elle est authentique. Les ministres de Ferdinand ont à coup sûr cherché à défendre le royaume contre une descente de Murat : ce pourquoi ils ont envoyé à Bastia une division de chaloupes canonnières, mais d'agents qu'ils aient expédiés en Corse, on n'en trouve positivement qu'un seul, un des anciens serviteurs de Murat, nommé Carabelli, chargé de le détourner de l'expédition dont on lui attribuait le projet et de lui représenter les périls qu'il courrait. Les ministres ont peut-être augmenté les forces de police sur certains points des côtes; mais l'on n'a apporté aucune preuve des autres allégations que certains faits acquis démentent formellement.

Murat n'avait aucun besoin d'être incité au coup de folie qu'il allait commettre, mais il eût pu en être détourné par des contraintes extérieures ; ainsi l'embargo mis à Bastia sur les bateaux qu'il avait achetés; ainsi l'impossibilité de trouver d'autres bateaux à Ajaccio, ou l'entrée dans le golfe de la frégate anglaise et de la division sicilienne ; ainsi le manque d'argent.

Rien n'était venu de Naples par Lambruschini (1), Murat

(1) Dans une lettre que le comte de Mosbourg adresse à la Reine le 18 avril 1826, il dit : « J'ai été étonné de trouver mon nom inexactement cité dans le livre de Franceschetti, qui, m'ayant vu vingt fois avant de le faire imprimer, aurait bien pu me demander des éclaircissements. Selon le rapport d'une personne envoyée à Naples, en septembre 1815, M. Falconet aurait dit « que le comte de Mosbourg aurait tiré sur lui des lettres de change et qu'il aimait à croire que cette operation de la part de ce ministre était l'effet de son zèle pour sauver les fonds de son maître. » M. Falconet n'a jamais pu faire une pareille déclaration, car, depuis mon départ de Naples, je n'ai tiré aucune lettre de change sur lui, à quelque époque que ce soit, et je ne pouvais pas avoir à sauver les fonds du Roi chez lui, car je n'ai jamais eu connaissance que le Roi en eût dans les mains de ce

n'avait sur lui en arrivant chez M. Ceccaldi que 10 400 francs en or, et une valeur d'environ 200 000 en diamants. Il possédait à Paris, en dépôt chez une dame Michel, une somme de quatre cent mille francs, sur lesquels deux cent mille francs avaient été versés au banquier Barillon. Pareille somme restait aux mains de Mme Michel (1), mais elle refusait d'en tenir compte.

A la veille de son départ, le Roi reçut de son valet de chambre, Armand, des diamants et des bijoux qu'il lui avait confiés, mais l'on ne voit pas qu'il en ait reçu ni argent comptant, ni valeurs. Pourtant, il est partout question (2) d'une reconnaissance tantôt de 2 500 000 francs, tantôt de 500 030 ducats, ou « d'une lettre de crédit de 60 000 francs de revenu » sur une maison de banque de Naples : ces trois assertions produisent des chiffres fort différents : 2 500 000 francs, 2 000 126 francs, ou 1 200 000 francs. Mais ces sommes ne pouvaient être réalisées, et, ce qu'il convient de rechercher, ce sont les fonds que Murat eut entre les mains. Ils consistèrent en argent fourni par le négociant de Bastia, Gregori, auquel Franceschetti s'était adressé pour négocier les lettres de change de 200 000 francs tirées sur Barillon, du Vescovato, le 2 septembre. Barillon, sur ces 200 000 francs, en paya 171 740 francs à Gregori, lequel versa seulement 80 435 francs à Franceschetti et autres pour le compte de Murat (3).

Gregori était comptable encore, un an après, de 91 305 francs que confisqua le gouvernement de Louis XVIII, et que dépensa à sa guise le marquis de Rivière. Telle était la situation que,

banquier. » On est parti de là pour contester la déclaration de Lambruschini : je dois dire que l'original est entre mes mains, et que l'authenticité n'en paraît pas douteuse.

(1) « Les enfants du Roi l'ont fait réclamer, mais l'extrême irritabilité des nerfs de cette dame lui fait éprouver des convulsions toutes les fois qu'on vient lui parler de cet homme-là, et l'on n'en peut rien obtenir de plus. » (Lettre de Macdonald à Franceschetti.)

(2) *Franceschetti*, 59; *Galvani*, 125.

(3) Si médiocres que soient ces ressources, Franceschetti, dans son mémoire, s'efforce à les diminuer. Il prétend que le Roi disposait d'une somme de 4 000 francs appartenant à lui, Franceschetti; de 1 000 francs que le chef de bataillon Poli lui remit, pour le compte du Roi et de 6 400 francs d'or que le Roi avait sur lui au Vescovato. Il avait, en outre, une contre-épaulette en brillants, estimée 50 000 francs, « dont, dit Franceschetti, il avait fait présent à ma famille, et que l'on a eu soin de coudre dans sa ceinture avant son départ. » Quant aux lettres de change de Gregori, il prétend n'en avoir touché que 6 000 francs.

le 27 septembre, Murat, pour se procurer l'argent nécessaire au nolis des gondoles destinées au transport des hommes qui devaient l'accompagner, consigna aux mains du commandant Poli vingt et un brillants recoupés, pesant environ quatre carats chacun, une étoile composée d'un gros brillant recoupé, pesant environ douze carats, et de trente brillants formant les angles, et un lot de neuf petits brillants. Le Roi attribuait à ces diamants une valeur de plus de cent mille francs, et ce fut en les prenant en nantissement que le commandant Poli put offrir au Roi un prêt de 90 000 francs. Y eut-il d'autres ressources dont on puisse faire état, et avec lesquelles celles-ci ne fassent pas double emploi? Il ne le semble pas.

A la vérité, le général Natali dans une lettre qu'il adresse à la reine Caroline, le 28 mars 1817, pour la renseigner sur l'emploi des fonds que le Roi avait apportés en Corse, s'exprime ainsi : « La rapacité de ceux à qui ils furent confiés, l'avidité révoltante et scandaleuse qu'ils ont manifestée, les indignes ressorts qu'ils ont mis en jeu pour se les approprier, m'ont forcé de rompre le silence et d'informer Votre Majesté. » Et il porte le chiffre des traites à 290 000 francs, des diamants à 200 000 francs et des espèces à 10 400 francs. Supposant qu'il additionne les traites Poli aux traites Barillon, ce sont les mêmes chiffres, et l'on est fondé à croire que c'est avec un tel trésor que Murat entreprit de conquérir son royaume.

Franceschetti, chargé de toute la dépense, avait, avec Barbara, fait diligence pour l'organisation de la flottille. Aussitôt les fonds faits par Poli, cinq gondoles furent nolisées à Ajaccio à 6 000 francs l'une, plus une gondole de Bastia, appartenant à un M. Cecconi, qui le fut à 2 000 francs; vingt matelots furent engagés à 500 francs l'un; à l'imprimerie du département de la Corse, mise en réquisition, furent imprimées, moyennant 1 995 francs, d'abord une réponse au colonel Verrier que signa l'imaginaire Serra Longa, secrétaire du Roi; puis divers documents, signés Colonna Ceccaldi et Franceschetti, concernant le séjour du Roi au Vescovato; enfin une proclamation du Roi aux Napolitains, et un projet de constitution. Le Roi se fit faire par le tailleur Tourajon un habit de 230 francs. Sa table coûta 950 francs; il y eut pour 4 416 francs d'habillements militaires, de fusils et de munitions pour les trois cents hommes qui devaient participer à l'expédition, et pour 18 000 francs de

vivres pour l'*armée* et la *flotte*. A la vérité, certaines dépenses sur bons du général Franceschetti n'étaient point justifiées, mais le Roi avait accrédité le général comme son intendant général, en même temps que son ministre des Finances, de la Guerre et de la Marine. Seul, des trois ou quatre hommes un peu qualifiés qui entouraient le Roi, Franceschetti poussait à l'expédition, soit qu'il s'enivrât du rôle qu'il jouait, et que la vanité lui tournât la tête, soit qu'il attendît des bénéfices honorifiques ou pécuniaires, soit qu'il eût d'autres motifs. Tout était donc disposé pour la suprême folie, lorsque Macirone qui s'était annoncé de Calvi, et que le Roi avait attendu, arriva à Ajaccio.

*
* *

Le 22 août, avant de quitter la France, Murat avait écrit à Fouché une lettre qu'il avait datée « de sa ténébreuse retraite. » Il y disait que le bâtiment sur lequel il avait eu l'intention de s'embarquer pour le Havre, avait pris la mer sans lui, emportant ses gens, son argent et ses effets, et qu'il était resté à terre sans avoir même de quoi changer de linge; il se plaignait de n'avoir pas reçu de réponse à ses lettres, accusait la duplicité de Talleyrand; déplorait l'arrestation de Coussy et de Macirone, informait le duc d'Otrante des persécutions et des dangers auxquels il était exposé, lui annonçait que, pour échapper aux assassins qui étaient nuit et jour à sa poursuite, il se déterminait à passer en Corse, sur une barque non pontée : enfin, il priait Fouché d'user de toute son influence auprès des Alliés pour obtenir qu'on lui envoyât, sans perdre de temps, une personne autorisée à recevoir son adhésion à la décision qu'ils auraient prise à son égard : décision qu'il allait attendre en Corse.

Fouché n'avait pas besoin que le Roi excitât son zèle, et il n'avait pas même hésité à se compromettre pour lui. Gruchet, Coussy, et Macirone étaient au secret depuis 15 jours, par ordre de M. Decazes, préfet de police, lorsque le 6 août, le ministre de la Police avait appris à la fois leur arrestation et l'incarcération de Macirone par ce billet que lui avait écrit Sir Charles Stuart : « Monsieur le duc, quoique je ne désire aucunement intervenir dans une affaire qui me paraît absolument du ressort de l'autorité du pays, j'ose prier Votre Excellence de me

faire savoir si elle a connaissance de l'arrestation d'un individu nommé Macirone. » Sur l'heure, Fouché demanda un rapport à Decazes, ordonna la mise en liberté de Macirone, et en informa Sir Charles Stuart. Dans le rapport sommaire que le préfet de police remit le même jour, il avoua, sans détails, l'arrestation de Coussy et celle de Gruchet. Le 8, sur de nouvelles injonctions du ministre, il entra dans quelques explications, résuma les interrogatoires et les pièces saisies. Elles prouvaient simplement l'intention où était Murat de demander asile en Angleterre, mais, par certains documents, tels que l'arrêté de la Commission provisoire, les lettres de Coussy, et même celles de Murat, Fouché pouvait être compromis, et Decazes ne manqua point d'y insister. Il conclut à ce que les « sieurs Macirone et de Coussy, » contre lesquels de suffisantes preuves en matière de délit n'avaient pu être obtenues pour les traduire en cour de justice réglée, fussent détenus jusqu'au moment où Murat aurait quitté le royaume. En marge de ce rapport, le duc d'Otrante écrivit de sa main : « Le roi de Naples est embarqué depuis vingt jours, » et il ordonna la mise en liberté de Macirone, de Coussy et Gruchet. Decazes « obtint que les deux derniers seraient placés sous surveillance hors Paris (1). »

Dans la lutte qu'il soutient contre Decazes et contre Vitrolles, Fouché est trahi par la plupart de ses anciens agents qui ont passé à ses adversaires; il est désobéi par ses subordonnés, ouvertement combattu par ses collègues et par le Roi qu'il vient de rétablir sur le trône. Il s'est donné pour but d'accomplir cette révolution qu'il estime inévitable, sans effusion de sang, sans proscription générale, sans mesures de réaction violentes. Il s'est employé jusqu'à s'y compromettre, à assurer le départ de Napoléon, de Joseph, de Jérôme et de tous ceux qu'il a placés lui-même sur la liste imposée par les ministres étrangers, et il a été en toute occasion traversé par les ministres du Roi, et surtout par son préfet de police. Il a engagé avec

(1) Parmi les rapports sur l'affaire Macirone, il s'en trouve un que Decazes, devenu ministre secrétaire d'État au département de la Police générale, se fit adresser par un nommé Ménard, et qui relate tout l'historique de l'affaire. C'est là qu'on trouve ces détails : « Le portefeuille de ce ministère n'était pas encore dans vos mains. Monseigneur, écrit ce Ménard, et vous fûtes alors, en qualité de conseiller d'État, préfet de police de cette grande cité, appelé par votre prédécesseur, à faire un rapport sur cette première affaire dont les détails se reportent à la fois à votre souvenir. Ce rapport à la fois ferme et lumineux, et plein d'un véritable zèle pour l'intérêt et la sûreté de l'État... »

celui-ci, à propos de Murat, un duel où il ne peut manquer de succomber, car il a contre lui toute la Cour et tous les adorateurs du soleil levant, mais où il déploie pour le salut d'un ancien ami, toutes ses ressources et tous ses moyens.

C'est sous l'inspiration de Fouché qu'agit Joliclerc; c'est Fouché qui ordonne la mise en liberté de Bonafous; c'est Fouché qui, sur le bruit que Murat s'est réfugié dans les environs de Nantua, écrit au préfet, l'invitant « à employer des moyens sûrs et discrets pour découvrir si réellement ce prince fugitif a choisi ce lieu pour sa retraite » et qui ajoute de sa main : « Si l'ex-roi de Naples est dans votre département, vous lui donnerez un passeport pour l'Autriche. » C'est lui enfin qui prépare, et qui offre à Murat les moyens d'assurer son salut. Dès qu'il a reçu, le 26 août, la lettre que Murat lui a écrite vers le 10, juste après l'échec de la tentative d'embarquement, il lui écrit : « Je m'empresse de vous envoyer les fonds nécessaires et un passeport du prince Metternich pour que vous puissiez vous rendre en Autriche où votre famille est déjà établie. Je vous invite à quitter promptement la France, et à prendre la route de Trieste. Je ne puis vous donner d'autres conseils aujourd'hui que celui d'une résignation complète à votre position. Le malheur a souvent des résultats heureux. Vous trouverez dans une vie privée le repos dont vous ne pouviez jouir sur le trône... Croyez-en celui qui connaît les illusions humaines, et qui ne cessera de prendre intérêt à vous, quels que soient votre destinée et votre éloignement. »

Si Fouché n'a point influé sur la mise à l'ordre du jour de la Conférence à Quatre, — la conférence des ambassadeurs des quatre cours qui décide souverainement des choses en France, — du moins a-t-il dû applaudir aux mesures prises le 27, pour régler le sort de Murat : « A l'égard de Murat et de sa famille, le gouvernement autrichien a fait connaître qu'il leur donnerait asile sons la condition convenue. » Par suite, lorsque Macirone, sur l'arrivée de San Giuliano apportant la nouvelle, — d'ailleurs fausse, — de l'embarquement de Murat pour le Havre, tenta de nouveau d'obtenir pour le Roi un asile en Angleterre, ses démarches ne pouvaient produire aucun effet. L'arrêt était rendu : la Sainte-Alliance avait prononcé. C'était l'internement en Autriche, ou la mise au ban de l'Europe. Il ne s'agissait plus pour Fouché, comme pour Macirone, et pour

Metternich, que de déterminer Murat à quitter volontairement la Corse pour venir jouir en Autriche du repos dont le duc d'Otrante lui vantait les agréments, sans savoir qu'il serait appelé prochainement à en apprécier les bienfaits.

A cette tâche, qui consiste à sauver Murat malgré lui-même, tout le monde s'emploie. Le 29, Macirone résume les démarches qu'il a faites dans cette lettre au prince de Metternich : « D'après la conversation que j'ai eu l'honneur d'avoir avec Votre Altesse, je me suis concerté avec M. le duc d'Otrante pour ce qui concerne le maréchal Murat, et ce ministre est d'avis, ainsi que moi-même, qu'il serait nécessaire que Votre Altesse eût la complaisance de me fournir une lettre officielle pour le maréchal Murat, par laquelle Votre Altesse le rassurera sur sa liberté personnelle et sur la conduite généreuse et libérale que Sa Majesté Impériale et Royale se propose de tenir à son égard. Aussitôt que j'aurai pu rejoindre le maréchal Murat, j'en instruirai M. le duc d'Otrante, qui, de suite, donnera les renseignements nécessaires à l'officier autrichien qui sera chargé de l'accompagner dans les États de Sa Majesté Impériale et Royale. »

Le 1er septembre, Macirone reçoit du prince une déclaration qui a la forme et l'aspect d'un traité : « M. Macirone est autorisé par les présentes à prévenir le roi Joachim que S. M. l'Empereur d'Autriche lui accordera un asile dans ses États sous les conditions suivantes :

« I. — Le Roi prendra un nom de particulier, la Reine ayant pris celui de comtesse de Lipona, on le propose également au Roi.

« II. — Il sera libre au Roi de choisir une ville de la Bohême, de la Moravie ou de la Haute Autriche pour y fixer son séjour. S'il voulait se fixer à la campagne, cela ne souffrirait pas de difficulté dans ces mêmes provinces.

« III. — Le Roi engagera sa parole vis-à-vis de Sa Majesté Impériale et Royale qu'il ne quittera pas les États Autrichiens sans le consentement exprès de Sadite Majesté, et qu'il vivra dans l'attitude d'un particulier de marque, mais soumis aux lois en vigueur dans les États Autrichiens.

« En foi de quoi, et pour qu'il en soit fait l'usage convenable, le soussigné a eu l'ordre de l'Empereur de signer la présente déclaration.

« Donné à Paris, le 1er septembre 1815.

« *Signé :* METTERNICH. »

Assurément, l'orgueil de Murat aurait peine à accepter de telles conditions. Et pourtant, nulle part l'Autriche ne parlait d'abdication : elle lui reconnaissait son titre royal, à la condition qu'il le voilât, et sous quel anagramme transparent : car Lipona, c'est Napoli. La liberté qui lui était accordée était bien un internement, mais dans des conditions singulièrement préférables à celles imposées aux autres Napoléonides, et, à l'user, les ménagements ne manqueraient point. Sans doute... mais Murat avait été, il s'était cru roi, et comment recevrait-il l'émissaire de Fouché et de Metternich?...

En tout cas, il fallait se hâter; chaque jour pouvait amener de la part de Murat, abandonné à lui-même au milieu de l'enthousiasme corse, sans un ami, sans un conseiller, sans un mentor, des résolutions désespérées, et des entreprises folles. Le premier venu pouvait trouver une prise étrange sur lui, pourvu qu'il sût lui plaire. Et, dans la conduite de ses affaires privées, comme dans sa carrière politique ou dans ses actions militaires, il avait eu constamment besoin d'un directeur de conscience; que ce fût Caroline, ou Mosbourg, La Vauguyon ou Belliard, il ne distinguait pas trop bien quel valait quelque chose et quel ne valait rien. Certain avait influé sur ses résolutions jusqu'à assurer sa gloire militaire, d'autres jusqu'à le déshonorer : cette fois, sa vie dépendait de celui qui viendrait.

Ainsi qu'il l'avait écrit au prince de Metternich le 29 août, Macirone avait reçu pour instructions du duc d'Otrante, de partir le surlendemain. Il allègue qu'ayant appris par le Roi qu'il était dépourvu d'effets et de domestiques, il crut de son devoir de lui procurer les uns et les autres. Il acheta une grande malle avec des vêtements, du linge, des accessoires de toilette qu'il fit payer par M. de Coussy; il engagea à l'accompagner pour retrouver leur maître en Corse, les deux valets de chambre de Murat arrivés tout juste, avec San Giuliano, du Havre à Paris (1). Tout cela n'eût pas pris dix jours, non plus que la

(1) On lit à ce propos dans le rapport fait plus tard au ministre Decazes, où Fouché est inculpé, plus que Macirone : « Macirone lui cède (à Murat) deux de ses domestiques qui se trouvent précisément les mêmes qui lui ont été remis par le duc d'Otrante qui devinrent un des motifs de la prolongation de son séjour, et dont les noms sont postérieurement indiqués. » Plus loin, le même agent ajoute : « On a supposé avec raison que Murat en acceptant *deux valets cédés* par Macirone qui, voyageant sans faste, ne devait pas en avoir à *céder*, acceptait effectivement 200000 francs dont on a la preuve certaine que la remise fut faite par

délivrance des divers papiers, mais Macirone, racontant une rencontre qu'il avait faite du duc de Wellington sur la place Louis XV, ajoute avec une fatuité qui donne la clef de ses dix jours de retard : « Il y avait alors une très jolie dame avec moi, à ce moment. »

Parti le 10 septembre, avec un passeport de Fouché à son nom, des lettres de Metternich pour le comte de Stahremberg, commandant l'armée autrichienne du Midi de la France, des passeports pour Trieste au nom du comte de Lipona, signés par Metternich, Schwarzenberg et Ch. Stuart, — mais non par Wellington qui avait déclaré cette formalité superflue, attendu qu'il n'y avait de troupes anglaises, ni dans le Midi de la France, ni en Corse, — Macirone arriva le 14 à Toulon. Il y vit M. Bonafous qui lui apprit le départ du Roi pour la Corse; il écrivit au comte de Stahremberg qu'il n'aurait pas besoin de l'officier autrichien que le prince Metternich l'avait autorisé à requérir; et il resta quatre jours en ville, attendant une occasion. Le 18, il écrivit au duc d'Otrante qu'il allait s'embarquer et il partit en effet le 20, sur un petit bâtiment qui le conduisit à Calvi, où il apprit que le Roi était à Ajaccio. De Calvi, il expédia à Murat un homme sûr que le maire lui avait procuré; mais les informations qu'il avait prises à Calvi lui semblant médiocrement certaines, il se rendit d'abord à Bastia pour se mettre en communication avec les autorités de « la capitale effective de la Corse, » et obtenir des renseignements officiels sur la retraite du Roi. Il arriva le 25 à Bastia, où il trouva la frégate anglaise *Meander*, commandant Bastard, avec la division de cinq chaloupes canonnières siciliennes.

Le colonel Verrier parut à Macirone un émigré fanatique, car il refusait d'admettre qu'on donnât à Joachim un titre royal, et il lui concédait tout juste la qualification de Maréchal. « Il lui apprit que, quelques jours auparavant, le *Meander* était arrivé de Livourne, ayant à bord un officier anglais, se disant

l'entremise d'un agent qu'on ne trouve nulle part, si ce n'est dans Macirone : on a observé avec justesse que ces deux valets qui ne se retrouvent nulle part que sous la main du duc d'Otrante, s'ils indiquent leur origine, ne font pas connaître aussi positivement leurs qualités, noms et prénoms. » Il est bizarre que l'agent n'ait point su que les valets de chambre de Murat avaient été ramenés par San Giuliano du Havre à Paris, et que c'étaient eux que Fouché avait renvoyés à leur maître. Mais le désir d'inculper Fouché n'avait point permis à l'agent de pousser ses investigations de ce côté.

aide de camp du Commandant anglais à Gênes, et apportant à M. Murat une sommation de se livrer aux mains de cet officier, sous peine d'un traitement rigoureux : que cet officier avait été reçu civilement par le roi Joachim, qui lui fit des questions sur l'autorité de ceux qui l'avaient envoyé, sur ses instructions, sur la manière dont il serait traité, et sur les garanties qui lui étaient offertes; qu'à toutes ces questions, la seule réponse qu'il pût faire, fut qu'il avait l'ordre de sommer M. Murat, au nom des Souverains Alliés, de se livrer à Son Excellence le Commandant de Gênes. » Cette démarche aurait été réitérée le 23 par le colonel Verrier et le commandant Bastard, lesquels auraient rédigé une sommation au nom des Souverains Alliés, et de Son Excellence Lord Burghersh pour que M. Murat eût à se rendre à Bastia ou à bord de la frégate pour y attendre ce qui serait décidé sur son sort (1). » Bastard était au moment d'expédier devant Ajaccio ses chaloupes canonnières napolitaines pour enlever les gondoles que Murat avait affrétées, et avec lesquelles on craignait qu'il ne fît une descente sur les côtes des Deux-Siciles. Sur les instances de Macirone, convaincu que le Roi ne manquerait pas de se rendre à ses arguments et de recevoir avec gratitude les passeports de Metternich, Bastard consentit à ajourner le départ des chaloupes. Leur intervention eût sauvé Murat.

Au moment où Macirone hâtait les préparatifs de son voyage, il reçut la visite de deux Corses, venus de Livourne à bord du *Meander*. Ils se nommaient Carabelli : l'un, capitaine à demi-solde, avait servi plusieurs années dans les *Royal Corsican Rangers*, le régiment à solde anglaise que commanda Hudson Lowe; l'autre avait occupé sous Murat une fonction civile assez importante dans le royaume de Naples Macirone, auquel ils avaient été présentés par le commandant Bastard, les invita à dîner à son hôtel; puis, retournant à la frégate,

(1) Il paraît ici bien des contradictions. La première démarche faite par un officier anglais près de Murat, serait celle faite au Vescovato. La sommation dont parlerait le colonel Verrier, en lui donnant la date du 24 septembre, serait la proclamation du 15. Je n'en trouve pas d'autre : et pourtant le colonel Verrier écrit le 2 octobre au ministre de la Guerre : « Nous nous décidâmes, M. Bastard, capitaine commandant la frégate de S. M. B. le *Meander*, mouillée en rade de Bastia, de sommer M. Murat de se rendre ou à bord de la frégate, pour y attendre les passeports qu'il avait demandés, ou jusqu'à ce qu'il fût statué sur son sort par la France et les Puissances Alliées. »

passa la soirée avec eux. Là, après une longue conversation, ils lui montrèrent un document signé Medici, ministre de la Police et des Affaires étrangères du roi Ferdinand, par lequel « ils étaient chargés d'affaiblir et d'entraver par tous les moyens l'expédition du roi Joachim, particulièrement en diminuant le nombre de ses partisans, et en leur faisant sentir qu'ils couraient à une catastrophe certaine, s'ils mettaient le pied dans les États des Deux-Siciles. »

Accompagné ainsi des deux Carabelli, et des deux valets de chambre du Roi, Macirone, qui se vante d'avoir fait diligence, arriva à Ajaccio le 18 septembre après midi. Il n'eut point de peine à trouver la maison où le Roi était descendu, car le drapeau amarante était hissé sur le faîte, et une garde d'honneur tenait la porte. Les Carabelli l'accompagnèrent; leurs accointances avec la police napolitaine avaient été signalées à Franceschetti par le chef d'escadron Cristiani arrivé la veille, mais le Roi ne répugna point à les voir. L'entretien fut bref. Après quelques paroles insignifiantes : « Savez-vous, dit Murat, que je suis décidé à rentrer dans mon royaume? — Je l'ai entendu dire, Sire, répondit Carabelli, mais Votre Majesté aurait tort, elle serait perdue. » Et très respectueusement, il rétorqua les allégations de Murat sur l'amour que lui portaient ses sujets, et sur les serments qui lui avaient été prêtés. Enfin, aux propositions de places inespérées, il répondit : « Non, Sire, je vous remercie, je ne veux pas aller me faire tuer à Naples. »

Si Carabelli, agent de Ferdinand, était chargé par la police napolitaine de détourner Murat de son expédition, il gagna proprement son argent, car on ne saurait trouver dans les dires que rapporte Galvani, aucune provocation. Restait à recevoir Macirone. Celui-ci arrivait mal : les préparatifs qu'avait faits Murat constituaient déjà un commencement d'exécution, et la proclamation qu'il avait fait imprimer révélait un état d'esprit que seule eût pu modifier une catastrophe d'un autre genre : telle que l'arrivée des chaloupes siciliennes, la destruction ou la capture de ses gondoles.

Joachim Napoléon disait à ses « braves Napolitains : Votre Roi vous est rendu. Il se trouve au milieu de vous... Il renouvelle à ses fidèles sujets le serment qu'il les fit de les rendre heureux. » Oubli du passé, amnistie, etc « Je vivais solitaire

dans un de ces modestes asiles que l'on est toujours sûr de trouver chez les pauvres vertueux. Là, je méprisais le poignard des assassins, de ces cannibales qui, à toutes les époques de la Révolution française, se sont baignés dans le sang de leurs concitoyens. J'étais déterminé à attendre dans ma retraite la fin de cette fièvre contre-révolutionnaire qui dévore la France, pour tenter la conquête de mes États, et pour venir chercher dans vos cœurs, un asile contre mes disgrâces et contre la persécution la plus inouïe et la plus injuste, quand je fus forcé de m'éloigner... Je me jetai dans une simple barque de pêcheurs, et je débarquai en Corse, où je trouvai l'hospitalité et les offres de service de tous les braves qui avaient fait partie de l'armée napolitaine. »

Ce qui l'a décidé à tenter la fortune pour reconquérir immédiatement son royaume, ç'a été, dit-il, la lettre que Ferdinand a écrite au feld-maréchal autrichien Bianchi, le vainqueur de l'armée napolitaine, pour lui offrir la grand-croix de ses ordres, avec le domaine de Casa-Lanza érigé en duché. « Oui, s'écrie-t-il, oui, braves et chers Napolitains, nous sommes offensés, et si l'offense est générale pour tous, vous devez tous vous réunir à votre Roi pour éloigner de votre territoire un prince qui a aussi souvent oublié le serment qu'il a prononcé tant de fois, et qui s'est constamment montré animé du désir de se venger. Que le palais de Casa-Lanza, que ce monument que Ferdinand voudrait ériger au déshonneur national soit détruit jusque dans ses fondements, et que, sur ses ruines, on élève une colonne qui annoncera à la génération présente et à la postérité la plus reculée, que, dans ce même endroit, l'armée nationale, après avoir remporté des victoires signalées, ne pouvant résister au nombre de ses ennemis, fut contrainte à souscrire une paix honorable et que Ferdinand, pour avoir érigé ce bien en fief du royaume, comme un monument du déshonneur national, et pour avoir qualifié de bandes ennemies, l'armée nationale, a été déclaré par la nation napolitaine indigne de gouverner et a perdu pour toujours le trône! Oui, la nation est offensée! Quel est le Napolitain qui voudrait à l'avenir se qualifier de tel, et qui oserait se montrer en public? Aux armes! Aux armes! Que la nation se lève en masse, que tous les vrais Napolitains qui conservent des sentiments d'honneur, accourent en foule dans le camp! Que les

légions provinciales se réunissent! Que l'armée se réorganise! Que la brave et fidèle garde de sûreté de ma bonne ville de Naples sauve une autre fois ma capitale... »

Et durant des pages, il continue, invoquant, l'une après l'autre, chacune des provinces, annonçant qu'il est l'allié de l'Autriche, l'allié de l'Angleterre, exposant longuement ses négociations et sa dernière campagne. Finalement, il annonce la paix au dehors, la régularité au dedans; il rétablit dans leurs emplois, leurs donations, leurs fonctions, tous ceux qui en ont été privés. « En un mot, dit-il en terminant, que tout rentre dans l'état tel qu'il était quand j'ai quitté mon royaume. »

Cette proclamation est révélatrice des idées qui obsédaient Murat, général et roi : le paladin ne pouvait supporter une injure qui, sans doute, laissait parfaitement calmes aussi bien « les braves et fidèles Calabrais » que « les généreux Sammites. » Le madré Cadurcien niait qu'il eût attaqué l'Autriche; il se raccrochait à l'Angleterre qui, trompée peut-être au début par la manœuvre de M. de Blacas, avait ensuite consciemment achevé sa ruine; il se perdait en déclamations, il racontait des histoires qui n'intéressaient que lui-même. Pas un mot qui portât, pas un qui pût émouvoir, intéresser, passionner. Et le décret qui accompagnait la proclamation était aussi mou et aussi vide : sauf qu'il annonçait, pour le 1er janvier 1816, la mise en vigueur de la Constitution octroyée le 20 juin 1808, par Joseph, comme un présent d'adieux à ses anciens sujets et à son successeur; sauf qu'il tirait de l'ombre où il la gardait jalousement depuis huit années, cette enfant dont il avait vu sans joie la naissance, il restaurait purement et simplement son autorité, telle qu'elle était six mois auparavant. Il ajoutait pourtant dans un article 19 : « Tous nos sujets, tous ceux qui sont vrais Napolitains, les vrais amis du Roi, sont autorisés à se décorer de la médaille d'honneur (1), la couleur amarante étant déclarée couleur nationale. Les dames napolitaines et celles

(1) Il s'agit d'une médaille d'honneur instituée par décret du 1er novembre 1814 « destinée particulièrement à récompenser les services distingués rendus par le garde de Sécurité intérieure, dans diverses circonstances extraordinaires, où se trouvait le royaume. » Cette décoration consistait en une medaille portant d'un côté le portrait du Roi, de l'autre, la devise : *Onore e Fedelta*, posée sur deux drapeaux croisés, entourée d'une couronne de lauriers, et surmontée de la couronne royale. Voir Ruo, *Saggio Storico degli ordini cavallereschi istituiti nel regno delle Due Sicilie*. Napoli 1832, in-8, pl. 15.

du Royaume, sont invitées à se décorer de cette couleur. »

Ce dernier article achève l'idée qu'il faut prendre de Murat. Il invite les dames à prendre ses couleurs : assurément c'était, à l'inverse, d'ordinaire, les dames qui donnaient leurs couleurs aux chevaliers; mais point pour Murat. En 1806, quand il fut investi de son grand-duché, au-dessus des armoiries de Berg et Clèves, accommodées de l'Aigle d'Empire, de la double ancre de grand-amiral, des bâtons de maréchal, du collier de la Légion d'honneur, posées sur le manteau ducal, et sommées du bonnet d'électeur, il fit voler sur une banderole ce cri de guerre : *Dieu, la Gloire et les Dames*, et tel il reste jusqu'à son dernier jour se plaisant ainsi à ce suprême hommage aux « Dames Napolitaines. »

Après ce salut de l'épée qui ne manque pas d'une grâce romantique, après la confection du drapeau napolitain, qu'il comptait emporter dans son expédition (1), comment eût-il reculé? Il ne pouvait point se résigner à mener en Autriche, entre sa femme et ses enfants une existence bourgeoise. Il voulait vivre ou mourir roi. « La guerre par lui faite à l'Autriche et à l'Angleterre qui l'avait forcé de se réfugier en Corse, ne l'avait pas dépouillé de son titre de roi, reconnu par toute l'Europe; les rois qui font la guerre pour un territoire, ne mettent pas en question leurs titres respectifs aux couronnes qu'ils ont portées, et ne cessent pas de se considérer comme sacrés; quand il arrive que, par le sort de la guerre, un roi est chassé de sa capitale, il a le droit d'y retourner, s'il en a les moyens; enfin il n'avait pas abdiqué. »

Et c'est la même illusion qui a perdu Napoléon, comme elle perdra Murat, de croire que, parce qu'ils ont porté le titre d'empereur ou de roi, ils ont été admis dans la ligne des souve-

(1) Murat emporta d'Ajaccio un drapeau d'étoffe de soie, dite foulard, sans emblèmes, sans armoiries et qui, plutôt qu'à un drapeau, pouvait être assimilé à un mouchoir de grandes dimensions, mesurant approximativement 2 mètres sur 1 m. 50. Le fond était d'une couleur céleste (azur), légèrement lavée, avec à l'entour une bordure faite de carreaux alternés de couleur rouge et azur. Ce drapeau fut solennellement suspendu dans la chapelle royale du Pizzo, le 3 octobre 1816, et disparut en 1860, où on l'avait enlevé à l'approche des Garibaldiens. Cf. *Murat al Pizzo*, p. 196. Voir aussi *Gioacchino Murat in Italia*. Doc XXIII et Doc. XXXI Par le livre intitulé *Trophées* (1812-1813-1814) publié à Saint-Pétersbourg en 1909, on voit que l'armée de Joachim Napoléon avait des drapeaux d'au moins deux couleurs. Les uns, amarante avec bordure quadrillée blanc et rouge; les autres, azur, avec la même bordure. Je n'en ai point vu avec le quadrillé bleu et blanc.

rains. Malgré sa triple élection par le peuple, son sacre par le Souverain Pontife, son mariage avec une archiduchesse, Napoléon n'a jamais été considéré par les souverains comme un des leurs, et combien moins Murat qui ne fut ni élu, ni sacré, ni marié à une princesse! Mais il suffit qu'il croie fermement à sa légitimité pour qu'il prétende reconquérir son trône, et qu'il ne considère ni la disproportion des forces, ni la présence des Autrichiens, ni l'absence de préparation, ni le vide de sa caisse... Et puis, il y eut Napoléon et le retour de l'Ile d'Elbe. Où Napoléon a réussi, Murat doit réussir.

A la lettre que Macirone lui a écrite, et qu'il lui remet en personne, le Roi répond par deux lettres. Dans l'une, ostensible et écrite pour dépister les espions qu'on lui a signalés, il accepte le passeport autrichien et déclare qu'il compte s'en servir pour se rendre à la destination qui lui est fixée se réservant, à l'époque où il sera réuni à sa famille, de traiter des conditions que S. M. I. et R. impose à l'offre d'un asile en Autriche; il décline en même temps l'offre que lui a faite le commandant Bastard de le recevoir à son bord, « vu la sommation peu mesurée qui lui a été adressée par ce capitaine de frégate, » et il annonce vouloir se rendre à sa destination par ses propres moyens.

L'autre lettre, qui demeurera secrète jusqu'à ce qu'il ait gagné la haute mer, est un manifeste politique adressé à « M. Macirone, envoyé des Puissances alliées auprès du roi Joachim. » Il y résume ses malheurs; il y accuse, — injustement, — le marquis de Rivière. Il repousse les propositions des Alliés. « Je n'accepte point, dit-il, les conditions que vous êtes chargé de m'offrir. Je n'y vois qu'une abdication pure et simple, sous la seule condition qu'on me permettra de vivre, mais dans une éternelle captivité, soumis à l'action arbitraire des lois sous un gouvernement despotique. Où est ici la modération? la justice? Y voit-on les égards dus à un monarque malheureux qui a été formellement reconnu par toute l'Europe, et qui, dans un moment bien critique, a décidé la campagne de 1814 en faveur de ces mêmes puissances qui, maintenant contre leurs propres intérêts, l'accablent du poids exclusif de leurs persécutions! »

Et il reprend, à sa façon, l'histoire de la campagne de 1815, il expose les causes de la défaite de « sa belle armée; » « il

n'existe point à cette heure, dit-il, un individu de cette armée qui n'ait reconnu son erreur, je pars pour les rejoindre, ils brûlent du désir de me voir à leur tête. Ils m'ont conservé toute leur affection, de même que chaque classe de mes bien-aimés sujets. Je n'ai point abdiqué, j'ai le droit de reprendre mon royaume, si Dieu m'en donne la force et les moyens. »

Et il termine par ces paroles qu'il adresse à Macirone : « Vous ne sauriez mettre aucun obstacle à mon départ, quand même vous en auriez envie. Lorsqu'on vous remettra cette lettre, j'aurai déjà fait bon chemin vers ma destination. Ou je réussirai, ou je terminerai mes malheurs avec ma vie. J'ai bravé mille et mille fois la mort en combattant pour ma patrie, ne me serait-il pas permis de la braver une fois de plus pour moi-même (1) ! »

Nul n'a, en réalité, l'intention de le retenir. Macirone a eu soin de lui faire souscrire à son profit une lettre de change de quarante mille francs, qu'il a pris la peine de libeller de sa main, pour être assuré de n'omettre aucune formalité (2). Nul ne s'inquiète des deux cents hommes qui passent par les rues muettes. Le commandant de la citadelle Cauro, qui a endossé les effets souscrits par le Roi au nom du commandant Poli, souhaite fort que le Roi évacue la ville, et il se garderait bien

(1) Macirone raconte : « Il (Murat) me dit qu'il n'avait que peu d'or sur lui, mais qu'il me ferait un billet. En effet, il me remit une traite de quarante mille francs, payable chez M. Barillon, banquier à Paris. Il écrivit une lettre d'avis et signa le tout en ma présence. » (*Faits intéressants*, p. 81, et *Mémoires*, II, 309.) Nulle part, je ne trouve d'indications relatives à trois lettres de change de vingt mille francs chacune, émises à Londres, le 2 juin 1817, à huit mois de date, sur *Mme la comtesse de Lipona, Frohsdorf, en Autriche, suivant l'avis de son très humble et très dévoué serviteur, François Macirone*, acceptées par la Reine (sur chacune, « *acceptée pour la somme de vingt mille francs, comtesse de Lipona* et dûment acquittées Ces trois lettres forment, avec celle de quarante mille francs, une somme globale de cent mille francs, qu'on retrouve dans le compte de tutelle des enfants Murat. Au cas où la lecture des *Faits intéressants* laisserait des doutes sur la valeur morale de Macirone, celle des *Mémoires* les dissiperait entièrement, car elle révèle un chevalier d'industrie cosmopolite, un faiseur d'affaires dont il est fâcheux que les *Souvenirs* n'aient pas été traduits en français et davantage répandus.

(2) Ajaccio, 28 septembre 1815. FCS. 40 000.

A dix jours de vue, payé cette première de change, la seconde et la troisième ne l'étant pas, à l'ordre de M. François Macirone, la somme de quarant *(sic)* mille francs, monnaie de France, valeur reçue selon l'avis de

Bon pour quarante mille francs,

J. NAPOLÉON.

A Monsieur Barillon, à Paris.

que le Roi évacue la ville, et il se garderait bien de tirer autrement qu'à la poudre sur la flottille qui va mettre à la voile cette nuit même.

Cette flottille, composée de cinq bâtiments légers qu'on appelait en Corse gondoles (1) et d'une felouque, portait deux cent quatre-vingt-dix-huit hommes; la felouque, destinée en cas de malheur « à donner le change à l'ennemi, » n'embarquait que son équipage de vingt-deux hommes, commandées par le patron Cecconi; sur un des bateaux, le Roi, vingt-quatre militaires, quatre domestiques, cinq hommes d'équipage sous le baron Barbara, commandant la flottille; sur chacun des quatre autres, cinq marins, une quarantaine de soldats, cinq à six officiers. Une des barques était commandée par le chef de bataillon Courraud, les autres par le capitaine Ettore, le capitaine Mattei, le capitaine Semidei; l'état-major se composait uniquement du général Franceschetti, du maréchal de camp Natali et du commissaire des guerres Galvani. On avait compté sur le général Ottavi; mais, après un entretien avec Ignace Carabelli, il disparut. Beaucoup d'autres, comme le commandant Poli, comme Blancard, Anglade et Donnadieu, compagnons de la première heure, avaient refusé de suivre Murat, et s'étaient efforcés de le détourner d'une entreprise dont ils avaient jugé la folie. Parmi ceux qui l'accompagnaient, il n'en était guère auquel il eût inspiré confiance, et Natali, qui semble un brave homme, n'avait pas même emporté d'uniforme.

***

On mit à la voile le 28, entre onze heures et minuit, et la citadelle salua le départ de la flottille d'un coup de canon inoffensif. Au jour, la flottille était devant l'Asinara, à l'entrée du canal, et, le vent étant devenu subitement contraire, on débarqua dans l'île. Barbara proposa de s'emparer d'un navire espagnol, qui semblait vouloir se mettre à l'abri de la côte, mais qui, à la vue des barques, vira de bord, et se dirigea vers la Madalena. Le vent étant devenu meilleur, on reprit route, en convenant de l'îlot de Tavolara comme point de ralliement. Le gros temps obligea de se réfugier dans une anse de la Sardaigne, en face de la Madalena, et d'y passer la nuit.

(1) C'étaient des barques pontées de 15 à 20 tonneaux de jauge, munies d'un seul mât et d'une voile latine.

Au jour, on passa devant la Madalena dont la tour tira quelques coups à boulets sur les barques suspectes. A deux heures, on était à la Tavolara; tout le monde débarqua : le Roi passa en revue sa troupe et distribua quarante uniformes achetés à Ajaccio.

Le 1er octobre, on fit voile pour la destination assez incertaine que Murat avait choisie. Serait-ce Granatello, les environs de Pozzuoli ou Cetraro où régnait, disait le Roi, « le meilleur esprit de tout le royaume? » En attendant, le 5 au matin, on reconnut Naples et le Vésuve; on avait fait fausse route, et il fallait redescendre. Le 6, on était en vue de Paola, en Calabre Citérieure, et l'on se préparait à mouiller dans la petite baie de San Lucidio, lorsqu'un coup de vent éloigna de la côte les barques qu'il dispersa Au matin, la felouque et la gondole royale se trouvèrent seules au même point, en face de San Lucidio. Murat envoya par deux fois un canot aux renseignements, car il pensait débarquer à cet endroit même; mais il ne gagna que d'y laisser prisonniers le commandant Ottaviani et un marin. Après des colères impuissantes, il se résolut de gagner Amantea, plus bas sur la côte. Barbara disait qu'on y serait bien accueilli. Au moment où on allait partir, on reconnut la gondole du capitaine Courraud, qui rejoignait; mais, lorsque, à la nuit, on appareilla, le capitaine Pernice et le lieutenant Multedo, subordonnés de Courraud, passèrent sur la barque royale et prévinrent le Roi que leur chef paraissait suspect et qu'il décourageait les hommes. Le Roi fit venir Courraud, le sermonna et fit prendre sa barque à la remorque. Dans la nuit, on fut obligé de larguer l'amarre, et, au matin, lorsqu'on arriva à Amantea, Courraud avait disparu. Il rencontra en mer le capitaine Ettore et il lui annonça que le Roi avait renoncé à son expédition et se dirigeait sur Trieste. Il n'y avait plus qu'à regagner la Corse (1). Ettore se laissa persuader.

Les deux autres gondoles avaient aussi disparu; elles étaient quelque part, du côté du golfe de Policastro, cherchant à rallier la gondole royale. Il restait à Murat la poignée d'hommes montés sur son bateau : qu'allait-il faire? Une seule solution était raisonnable : gagner Trieste, grâce au passeport autrichien.

(1) Galvani a soin de dire que Courraud était un continental, le fils d'un pharmacien établi à Ajaccio. Cela pour expliquer qu'il eût abandonné l'entreprise.

Le Roi parut s'y résigner : il donna l'ordre qu'on jetât à la mer le sac renfermant les exemplaires de la proclamation imprimée à Ajaccio. Les Corses qui avaient accompagné le Roi et que l'honneur obligeait à le suivre accueillirent cette décision avec joie, « car, écrit l'un d'eux, outre qu'elle nous promettait la fin prochaine de nos souffrances, elle nous donnait l'assurance que la vie du Roi était sauve, et qu'il ne serait plus exposé au hasard des événements. »

Les provisions étaient épuisées; la felouque, comme la gondole, ne pouvait affronter, au delà du phare de Messine, les habituels coups de vent et la mer qui y est rude. Il paraissait expédient que l'on débarquât quelqu'un de compétent pour acheter des provisions et pour noliser un bateau plus marin. Barbara fut désigné pour faire ces commissions au Pizzo, le port le plus proche, où il disait avoir des amis, et être certain de trouver des ressources. Il reçut du valet de chambre du Roi la liste des objets nécessaires pour une traversée de cette durée, et il allait s'embarquer sur la barque *N° 6*, lorsqu'il s'avisa de prier le Roi de lui confier le passeport autrichien. La demande semblait raisonnable, car comment Barbara eût-il débarqué et comment se fût-il présenté aux autorités bourboniennes, comment eût-il acheté un navire, sans justifier de sa qualité et de celle de celui qui l'envoyait? D'autre part, si le Roi se défiait de Barbara, sa prétention devait inspirer des soupçons, car si, en son absence, la gondole était visitée par une coursière napolitaine, quel serait le sort de Murat et de ses compagnons? En tout cas, la demande de Barbara déplut, et comme il insistait, disant qu'il ne pouvait débarquer s'il n'avait les papiers, Murat s'écria : « Eh bien! monsieur, je débarquerai moi-même. »

C'était là une de ces poussées de violence dont il était coutumier, et qui déconcertaient les plans qu'il avait le plus longuement combinés. Depuis six mois, il n'avait pu reprendre son équilibre, et il tournait à tout vent N'ayant pu réaliser son voyage en Angleterre, il s'était accroché à ce *Retour de l'île d'Elbe*. Cet espoir suprême s'effondrait, et il retombait à une forme d'existence qui lui faisait horreur et pitié. Tout naturellement, à la première résistance il se cabra ; il se décida à jouer le tout pour le tout, et il se jeta dans la mêlée.

Peut-être, s'il avait rencontré une opposition décidée, eût-il pu encore être sauvé, mais, si quelques-uns de ses compagnons

lui parlèrent raison, tous ne firent pas de même. « Le 7 octobre, raconte le valet de chambre Charles, qui avait accompagné son maître partout, même à la guerre, le Roi se leva à la pointe du jour. Ses officiers l'entourèrent. Il leur dit en regardant tristement la Calabre : « Messieurs, je suis on ne peut plus sensible au dévouement que vous avez pour moi, mais je ne crois pas qu'il soit prudent de descendre à terre d'où je n'ai aucune nouvelle, avec si peu de monde. Ce serait peut-être sacrifier la vie des braves gens qui m'ont suivi. Retournez, messieurs, dans votre patrie, sur la petite felouque qui me reste. Quant à moi, je vais m'abandonner à la mer, sans savoir où le sort me jettera : tel coin de terre que j'habite, je me rappellerai de vous et de la noble hospitalité que les Corses m'ont donnée. Ils trouveront toujours en moi un père et un ami. Je vous prie d'accepter ce sac de mille francs, c'est tout ce que je puis vous offrir pour vous aider à regagner votre pays. »

« Le Roi, pendant ce discours, était très ému : il laissait couler quelques larmes, et il était facile de juger combien il éprouvait de sentiments divers. Le général Franceschetti répondit qu'après avoir surmonté tant d'obstacles, bravé tant de dangers pour arriver sur les côtes de la Calabre, il ne concevait pas qui pourrait empêcher Sa Majesté d'entrer dans son royaume où tous les cœurs étaient pour lui, où tous les bras allaient s'armer pour sa défense. Avec les sentiments que Votre Majesté inspire, qu'est-il besoin d'armes et d'armées? Votre présence seule, Sire, est la terreur de vos ennnemis et l'espoir de vos fidèles sujets. Qui osera vous résister? Votre descente sera la plus brillante époque de votre histoire! qu'il est beau, Sire, d'exécuter de grandes choses avec de petits moyens. Cela n'est réservé qu'aux héros. A terre! à terre! s'écria le général, et vive Joachim (1)! »

Murat n'avait pas besoin de telles excitations. Dès qu'on lui proposait un exploit extraordinaire, il se tenait forcé de l'accomplir; ce fut donc un coup de tête qui le jeta sur la plage du Pizzo. Aucune intelligence n'avait été pratiquée avec les

(1) Il se peut que Charles se soit trompé de date, mais cet homme qui ne quittait jamais le Roi, même à la guerre, n'avait aucun intérêt à faire, en 1815, une fausse narration à la Reine, et si son récit contredit entièrement celui de Franceschetti, n'est-ce pas que celui-ci avait tout intérêt à prouver qu'il n'avait en rien influé sur la décision du Roi ?

habitants, et Barbara n'eut aucune influence sur sa décision. Murat avait successivement envisagé comme point de débarquement : Granatello, Pozzuoli, Cedraro, Paola ; il était arrivé aux environs du Pizzo que nul n'avait recherché ; il avait constaté la défection de Courraud : et, d'une résolution salutaire, il avait tourné brusquement à la plus hasardeuse, parce qu'elle lui avait semblé héroïque, parce qu'on n'avait pas obéi instantanément à ses ordres, parce qu'il agissait en enfant. Comment eût-on dressé un guet-apens ; comment eût-on tendu un piège à cet endroit même que nul n'eût pu désigner la veille ? Personne n'a accusé Courraud d'avoir été vendu. Il a déserté une tâche qu'il a jugée trop lourde ; de même Ettore qui s'est laissé convaincre par Courraud, mais le départ de Courraud ne pouvait avoir aucune influence sur la décision qu'a prise le Roi, au contraire. Si quelqu'un y a contribué, c'est Franceschetti : mais encore ? En réalité, il n'y avait autour de Murat que des inférieurs, incapables de lui résister, et trop peu habitués avec lui, pour qu'il comptât leur avis. Le seul qui témoigna une opposition décidée fut le valet de chambre Charles : « Ne débarquez pas, Sire, dit-il, si vous débarquez, vous êtes perdu. » Il ajouta : « Vous n'avez jamais voulu écouter vos fidèles serviteurs. » Mais pour empêcher un tel acte de démence, c'était trop peu qu'un vieux domestique, si familier fût-il.

Murat ordonna que l'on prît l'uniforme ; il trouva mauvais que Natali gardât des vêtements bourgeois, n'en ayant point de militaires. Lui-même revêtit un habit bleu avec épaulettes d'or de colonel, passa sur ses bottes un pantalon de nankin, se coiffa d'un chapeau à trois cornes à glands de soie noire que décorait une cocarde de vingt-deux gros brillants, et s'arma d'un sabre et de deux pistolets. Il ordonna à Charles de faire les préparatifs nécessaires pour le suivre avec les bagages à Monteleone, et il enjoignit à Barbara de se tenir pendant une heure à portée de fusil du rivage, puis de se diriger vers une madrague à proximité du point de débarquement pour y attendre les événements.

Le vent poussait vers la plage. Le Roi voulut prendre pied le premier sur la terre napolitaine. Il fut suivi par sa troupe : trente hommes. Savoir : neuf officiers, neuf sous-officiers, neuf soldats, trois domestiques. On avait vainement cherché un

tambour à Ajaccio. On y suppléa par des cris, quand, de la marine par un chemin d'environ trois cents pas, on déboucha, le Roi à la tête, sur la place, que délimitaient quelques églises, des maisons lépreuses, et, à l'angle de la falaise, un méchant petit château à deux tours rondes. C'était un dimanche. Il y avait foule sur la place où se tenait le marché. A l'arrivée de cette troupe, bizarrement composée, aux cris que poussaient ces hommes, aux gestes qu'ils faisaient, la foule, épeurée, se dispersa. Vainement le Roi tenta de parler à quelques bourgeois, ils s'esquivèrent. Succès à peu près pareil avec les quinze canonniers gardes-côtes qui tenaient un corps de garde à l'extrémité de la place : « Reconnaissez-vous votre roi ? » leur disait Murat, parodiant l'Empereur : on assure que deux le suivirent; les autres s'en furent. La place s'était vidée; bourgeois, paysans, soldats s'étaient retirés, laissant la petite troupe dans une solitude menaçante. Deux jeunes gens s'approchèrent, engagèrent le Roi à gagner Monteleone, où, disaient-ils, la population était disposée en sa faveur, et où il trouverait des soldats de sa garde.

Cela pouvait dire quelque chose au Roi, si l'avis donné par Coletta lui était parvenu. En tout cas, on ne pouvait rester là. Le Roi prit le pas de course avec sa troupe pour gagner la route de Monteleone. Essoufflé, il s'arrêta un moment et fut rejoint alors par deux gardes-côtes. Il leur demanda si leurs camarades suivaient. Pour s'en assurer, il gravit une hauteur d'où il aperçut une foule de paysans armés qui couraient sur sa trace. A la tête, le capitaine de gendarmerie Trentacapilli, dont les trois frères avaient été pendus par ordre du général Manhès. Entre le Roi et Trentacapilli, il y eut un échange de propos. Peut-être alors Murat allégua-t-il qu'il n'avait nulle intention agressive, que, n'ayant plus de vivres, il avait relâché au Pizzo pour en acheter et noliser un bateau plus solide à Monteleone. Le gendarme l'invita à revenir au Pizzo; Murat, en réponse, lui ordonna de suivre son roi à Monteleone; l'autre répondit qu'il n'y avait de roi que Ferdinand. Murat s'en offensa, mit la main sur la garde de son épée : mais c'était en parlementaire que Trentacapilli était venu. Il le laissa se retirer, et le gendarme, quand il eut rejoint ses hommes, fit commencer le feu. Murat ordonna alors que sa troupe se repliât sur la marine, mais lorsqu'elle y arriva, Barbara, conformé-

ment aux ordres qu'il avait reçus, s'était éloigné d'une portée de fusil (1). Les plus agiles essayèrent de mettre à flot une lourde barque qui se trouva tellement ensablée qu'il fut impossible de la pousser au large. De tous côtés, les habitants accouraient en armes, et ils entretenaient un feu continuel. Trois des Corses étaient tués, d'autres blessés. Les survivants n'avaient plus qu'à se rendre; ils furent alors injuriés, menacés, quelques-uns blessés. Le Roi seul fut épargné. « Il paraissait inspirer encore assez de crainte pour empêcher ces forcenés de se porter à des excès contre lui. » Cependant on lui arracha ses épaulettes qui étaient en or.

Au milieu des cris, des vociférations et des injures, les prisonniers arrivèrent au château, où ils furent tous enfermés dans un corps de garde. Le gouverneur des biens du duc de l'Infantado, M. Alsala, vint s'informer de leurs besoins, et s'efforça d'y satisfaire. Quant à Trentacapilli, il ne pensait qu'à son aubaine. Il se fit remettre les papiers du Roi, — parmi lesquels la reconnaissance de 500 033 ducats, la proclamation et les décrets, et la cocarde faite de diamants, dont il garda quelques-uns pour sa bonne main. Quelques heures après, il revint faire subir aux détenus un interrogatoire d'identité.

Ensuite, apparut le général Nunziante, commandant la division des Calabres, qui, ayant appris à Tropea l'arrestation de Murat, était accouru avec un détachement d'infanterie. Nunziante n'avait jamais servi que les Bourbons. Il n'avait jamais eu aucun contact avec les rois napoléoniens. Il fut correct et courtois, mais il n'eut garde de traiter Murat en tête couronnée, ce qui eût été trahir son souverain. Il l'appela : Général. Murat esquissa vis-à-vis de lui la même justification que ci-devant. Il venait de Corse, avec les passeports des Puissances alliées, pour se rendre à Trieste. La tempête avait mis ses deux petits bâtiments hors d'état de continuer le voyage : manquant de vivres, il s'était décidé à relâcher au Pizzo, pour, de là, gagner Monteleone, y obtenir les autorisations nécessaires,

(1) On lui a reproché de n'être point venu tirer son petit canon sur les agresseurs de Murat, d'avoir fait voile quand il avait aperçu que le Roi et ses compagnons étaient prisonniers. On a dit qu'il avait emporté une valeur considérable en pierres précieuses, et que c'était là, la raison de sa fuite. « Or, il s'en vint à Ajaccio où il dut subir une quarantaine pour avoir communiqué avec des bateaux barbaresques : on a dit qu'il avait été de complicité avec eux... Tout cela sans preuve.

et acheter à Cotrone deux bâtiments sur lesquels il se rendrait à Trieste; mais il avait été assailli de tous côtés, maltraité et dépouillé. Le commandant de ses deux petites barques s'était enfui, emportant ses effets et ses bijoux : « Je demande, disait-il, à être mis en liberté, et qu'on me rende tout ce qu'on m'a pris. » Nunziante l'écouta et ne lui donna aucun démenti.

Aux questions précises qu'on lui posa, il opposa des dénégations obstinées. Il ne semble pas que ses compagnons aient alors été interrogés. D'ailleurs, c'était le flagrant délit.

Le 9, les soldats furent séparés des officiers: Galvani, blessé grièvement, fut transporté en ville pour être soigné. Le 10 seulement, le Roi eut la disposition d'une chambre plus propre où il fut enfermé avec Franceschetti et Natali. Il déjeuna avec les officiers siciliens dans une pièce voisine. Puis il écrivit des lettres à sa femme, au roi Ferdinand, au général commandant l'armée autrichienne, et au ministre d'Angleterre à Naples. Ces lettres partirent par l'officier qui portait les rapports de Nunziante et du procureur général de la Calabre ultérieure, ainsi que le drapeau de Murat. Nunziante se plaignit de ne pouvoir y joindre les papiers et les diamants que Trentacapalli s'était hâté d'envoyer, — toutefois, après sa part faite.

A Naples, il n'y eut ni hésitation, ni discussion. Ordre de traduire le général Murat devant une commission militaire. Le 11, par télégraphe Chappe, l'ordre fut transmis. Dans la nuit, du 12 au 13, l'expédition authentique fut apportée par une estafette royale : constatation d'identité, et exécution immédiate. Murat se refusa à reconnaître des juges dans les sept officiers qui formaient le tribunal. Il se refusa à répondre aux interrogatoires. Les témoins unanimes affirmaient la rébellion à main armée contre le souverain légitime. Un décret que Murat lui-même avait rendu la punissait de mort. Avec un beau sang-froid, il se prépara à mourir. Il écrivit à la reine Caroline : « Ma dernière heure est arrivée, dans quelques instants, j'aurai cessé de vivre, dans quelques instants, tu n'auras plus d'époux. Ne m'oublie jamais. Ma vie ne fut entachée d'aucune injustice. Adieu, mon Achille; adieu, ma Lætitia; adieu, mon Lucien; adieu, ma Louise; montrez-vous au monde dignes de moi. Je vous laisse sans royaume et sans bien au milieu de mes nombreux ennemis; montrez-vous supérieurs à

l'infortune. Pensez à ce que vous êtes et ce que vous avez été, et Dieu vous bénira. Je déclare que ma plus grande peine dans les derniers moments de ma vie, est de mourir loin de mes enfants.

« Recevez ma bénédiction paternelle; recevez mes embrassements et mes larmes... Ayez toujours présent à votre mémoire votre malheureux père. »

Il vit le doyen du chapitre du Pizzo, lui fit sa confession, reçut de lui l'absolution ; puis, d'un pas ferme, il marcha vers l'esplanade où douze soldats l'attendaient. Il refusa de s'asseoir sur un fauteuil préparé, de se laisser bander les yeux; il se plaça debout face au peloton d'exécution, si proche que les fusils touchaient presque sa poitrine. Il commanda le feu, et tomba foudroyé.

On plaça le corps dans un cercueil de bois blanc, aux planches mal jointes, que les soldats portèrent à l'église paroissiale et qu'on jeta ensuite dans la fosse commune (1).

A onze ans d'intervalle, le drame du Pizzo faisait pendant au drame de Vincennes. Murat, Gouverneur de Paris, avait donné l'ordre de mise en jugement du duc d'Enghien; ce fut une loi pareille qu'il subit.

Lorsque quatre mois plus tard, le 7 février 1816, Napoléon apprit comment était mort son beau-frère, il dit à ceux qui reprochaient à Ferdinand de l'avoir fait tuer : « Voilà comme vous êtes, jeunes gens. Mais on ne badine pas avec un trône. Pouvait-on le considérer comme général français? Il ne l'était plus; comme roi? mais on ne l'a jamais reconnu. Il l'a fait fusiller comme il a fait pendre tant de gens. »

Plus tard, examinant de nouveau le cas de Murat, et parlant à cœur ouvert, Napoléon disait : « C'est une pauvre tête qui se forge des chimères et se croit un grand homme. Il

(1) Seul Murat a passé en jugement : tous ceux qui l'avaient accompagné furent transportés, le 27 octobre, dans l'île de Ventotene, et embarqués le 17 janvier 1816 pour la Corse. Les chefs furent jugés par la Cour prévôtale du Var, qui se déclara incompétente et ils furent mis en liberté le 16 janvier 1817. Franceschetti, reconnu par le Gouvernement de Louis XVIII dans le grade de colonel avec la demi-solde de ce grade, — faveur presque unique pour un officier ayant fait sa carrière entière au service étranger, — se crut en droit d'intenter à la reine Caroline un procès pour réclamer des sommes considérables qu'il disait lui être dues pour les quinze jours de l'hospitalité que son beau-père Ceccaldi avait offerte à Murat au Vescovato et que celui-ci avait largement reconnue. Il perdit son procès en 1827, sur des considérants peu flatteurs.

insurge les Italiens et n'a pas de fusils à leur donner. Il refuse comme un sot l'asile que lui offre Metternich, et où, comme comte de Lipona, il aurait pu vivre très heureux. — Sire, lui objecta quelqu'un, on dit qu'il a voulu mourir en soldat. — Bah! reprit-il, il aurait mieux fait de vivre avec sa femme et ses enfants, et puis qui sait ce qui peut arriver? Il a, au lieu de cela, fait la plus grande folie que l'on puisse commettre. Il a compromis deux cents Corses, braves gens, j'en suis sûr, et presque tous mes parents. Il a voulu, avec deux cents hommes, reprendre un royaume qu'il avait perdu à la tête de quatre-vingt mille. Il avait voulu débarquer à Salerne, eh bien! il aurait été fusillé à Salerne. Il y avait huit mille Autrichiens à Naples. S'il y avait eu vingt mille Anglais à Paris lorsque je quittai l'île d'Elbe, je n'aurais pas réussi. Soyez sûr qu'il n'a pas osé continuer sur Monteleone, et qu'il voulait s'en retourner quand il a été attaqué. »

Et ce n'étaient pas deux cents hommes, mais vingt-sept que Murat avait à sa suite. Aussi n'était-ce pas ici une expédition militaire, mais un suicide. Et peut-être, à trouver ainsi une mort qui serait la délivrance, en tentant l'exploit d'un paladin légendaire, ce soldat sans peur avait-il placé son espoir suprême d'héroïsme?

FRÉDÉRIC MASSON.

UN COIN DE FRANCE PENDANT LA GUERRE

LE PLESSIS-DE-ROYE[1]

III[2]

X. — LA DÉFENSE DU PLÉMONT

La division Guillemin (53e) est chargée de la défense de ces hauteurs qui, du Plémont au Loermont, forment le massif de Thiescourt, cette Petite Suisse vallonnée, boisée, escarpée, aux retraites charmantes, aux collines tourmentées, à la fois gracieuse et sauvage, qui est maintenant une forteresse à l'entrée de l'Ile-de-France. En bas de leurs pentes, coule, de Lassigny vers l'Oise, la Divette que rejoint la Dive courant du Sud au Nord. Sur la rive Nord de la Divette, commence le massif de Porquericourt dont l'ennemi s'est emparé et qui lui donne la clé de Noyon. La route de Lassigny à Compiègne suit une vallée qui tourne le Plémont et longe le bois de Thiescourt. De ce côté (Est), les pentes du Plémont sont plus molles. Celles qui descendent sur la Divette sont assez escarpées et très boisées. La vue du sommet domine Lassigny, embrasse la plaine de Roye, s'oppose aux vues de Porquericourt. A mi-côte est la ferme de la Papotière; au bas, le chemin de Lassigny au village de Thiescourt qui traverse le hameau de Plémont. En deçà et au delà une série de bois et de boqueteaux qu'un ornithologue amoureux a dû baptiser : de l'Est à l'Ouest bois des Pigeons, bois du Pinson, bois du Perroquet, plus loin bois de

(1) *Copyright by* M. Henry Bordeaux, 1919.
(2) Voyez la *Revue* des 1er et 15 janvier.

la Pie, du Paon, du Pivert, du Loriot, de la Linotte. Le Plémont, c'est le bastion principal, la tour maîtresse du château fort naturel qui protège le cœur de la France.

Sur le vaste front qu'il doit couvrir, le général Guillemin a disposé à sa droite, devant Thiescourt, un bataillon du 205e régiment, ayant en soutien le 60e bataillon de chasseurs, en arrière et en réserve le 56e bataillon de chasseurs ; à sa gauche, les 2e et 3e bataillons du 159e régiment, ayant en réserve le 1er. C'est le 2e bataillon qui a la charge du Plémont. Le Plémont est en bonnes mains. Car le 159e régiment est l'ancien régiment de Barbot : il a gardé sa tradition et la tenace, âpre et résistante volonté des montagnards dauphinois et savoyards qui le composaient exclusivement au début et qui ont tant laissé des leurs devant Arras et devant le fort de Vaux. « *Régiment alpin*, dit sa citation du 18 janvier 1916, *qui a fait preuve des plus solides qualités tant au début de la campagne qu'au cours des combats livrés autour d'Arras en octobre 1914 et pendant les mois de mai et juin suivants. S'est de nouveau distingué sous les ordres du lieutenant-colonel Roussel, le 14 juillet 1915, où, malgré le mauvais temps et de réelles difficultés, il a repris une ligne de tranchées précédemment perdue et le 25 septembre et jours suivants où il s'est emparé d'un point d'appui puissamment défendu au delà duquel il a continué sa progression avec une ténacité remarquable.* » Enfin le 2e bataillon est commandé par le commandant de Surian.

Quand on a beaucoup roulé dans les armées depuis le 2 août 1914, quand on a vécu dix mois le drame de Verdun où tant de divisions tinrent la scène, les unités et les noms, peu à peu, vous deviennent familiers. On sait bien que le 159e régiment qui était en avril (1916) au bois de Vaux-Chapitre n'est pas un régiment quelconque, et ces deux syllabes : Surian, vous disent quelque chose. Surian, attendez donc : eh ! parbleu, l'homme du Mort-Homme, le jeune capitaine de cavalerie, passé sur sa demande dans l'infanterie, qui commandait le 8e bataillon de chasseurs à pied le 9 avril (1916) lorsque l'ennemi déclencha sur les deux rives de la Meuse l'une des plus formidables attaques que Verdun ait subies, celle qui inspira à Pétain le fameux ordre du jour : *Courage, on les aura!* Le 8e bataillon de chasseurs est glorieux entre tous, puisqu'il est le bataillon de Sidi-Brahim, celui qui, le 22 septembre 1845, réduit à

450 hommes et commandé par le colonel Montagnac, attiré dans un guet-apens et entouré par 5 000 Arabes, refusa de se rendre et préféra mourir. Mourir : un régiment, un bataillon ne meurent pas. Leur drapeau, leur âme, demeure pour animer leur nouveau corps à mille têtes. Il y a même dans l'histoire des renouvellements qui semblent stylisés pour devenir des motifs décoratifs : le 8e bataillon de chasseurs, dans la grande guerre, recommence, et deux fois, l'exploit de Sidi-Brahim, mais avec plus de chance. Dans l'Argonne, le 30 juin 1915, il est cité à l'ordre du jour : « Entouré, presque encerclé, dit la citation, il a montré que ses officiers et ses chasseurs étaient toujours dignes du bataillon de Sidi-Brahim. » A Verdun, le 9 avril 1916, l'attaque allemande déborde le bataillon sur les deux ailes et s'infiltre dans les tranchées. Dans cet extrême péril, menacé d'être tourné et le sol qu'il défend déjà imbibé d'ennemis comme une éponge qui prend l'eau, le capitaine de Surian ne veut rien céder du terrain qu'il occupe. Je me trouvais au Bois Bourru ce jour-là et j'ai pu noter à la Division le rapport qu'il rédigea le soir dans la tempête, et qu'il envoya par un courrier : « On a fait son possible pour tenir, écrit-il. Le moral des hommes qui sentent pourtant toute la gravité de la situation, reste bon. Ils sont résolus à tenir jusqu'à la mort. » L'écriture était ferme, tranquille, presque appliquée, ne portait aucune trace de hâte ni de fièvre. Et voulant laisser un témoignage, un testament, pour le cas où il ne reviendrait pas, le chef ajoutait : « Je puis assurer que tout le monde a fait entièrement son devoir. » La nuit vint sans que le bataillon eût reculé. Il put être ravitaillé en munitions. Le lendemain matin, le capitaine de Surian, pour se dégager et se donner de l'air, ordonna d'attaquer et fit reculer l'ennemi. Il eut l'honneur de maintenir sa ligne intacte : blessé gravement, à quelques mètres de l'ennemi, ses hommes l'emportèrent sous le feu pour le mettre en sûreté. Tel est le *revenant* qui, le 30 mars, est le gouverneur du Piémont.

Il s'y est installé dès le 26 mars au soir, en débarquant des camions automobiles. Ce soir-là et le lendemain, il a vu refluer des éléments du 46e et du 31e régiment qui sortaient tout meurtris de la bataille et qui allaient se reformer en arrière, lui laissant la montagne en toute propriété. « Cette propriété, constate son rapport, constituait une lourde charge. La défense

du front, déjà très étendu, qui m'était confié était rendue plus difficile encore par les ravins nombreux qui descendent de la cime du massif vers le Nord-Est et l'Est, par les nombreux boyaux venant de l'ennemi et qu'il fallait surveiller, et par toutes les pointes boisées poussées vers la plaine, pointes qui rendraient les flanquements très difficiles à réaliser. Trois cent cinquante hommes pour défendre ce massif, si désirable à l'ennemi, c'est peu. Aussi tout le monde, pendant les trois jours et les quatre nuits de répit que nous laissèrent les Allemands, comprenant l'importance de la position, et décidé à exécuter l'ordre de la tenir jusqu'au dernier, se mit-il résolument à la besogne. On creusa, on plaça le peu de réseau Brun qu'on pût réunir, on étudia dans le plus petit détail chaque flanquement. » Pour rendre la défense plus dense, le commandant se décide à mettre en ligne ses trois compagnies et à pousser cette ligne jusqu'au bas des pentes, afin d'engager le combat aussi loin que possible des observatoires que le commandement voulait à tout prix conserver. Des deux observatoires, l'un, face à Lassigny, donnait des vues très étendues ; l'autre, au champ plus restreint, regardait le massif de Porquericourt. « Mais sur ce vaste champ de bataille (près de 1 800 mètres de front) confus et tourmenté, continue, dans son exposé, le commandant de Surian, mes groupes de combat et sections de mitrailleuses étaient de véritables enfants perdus. Et une autre chose m'inquiétait, c'est qu'une attaque par vagues nombreuses parvînt à s'infiltrer entre les éléments de la défense et à les prendre à revers. C'est pour parer à ce danger, dans la mesure du possible, que je maintenais à mes mitrailleuses l'ordre d'être toutes en première ligne. Mais que d'inquiétudes, que de soucis jusqu'au matin du 30 mars ! que de fatigues aussi pour tous, car il n'était pas question du sommeil ! Je puis dire néanmoins que le vendredi soir, 29 mars, j'avais à peu près réalisé la première ébauche de mon installation sur le Plémont. Mes trois compagnies étaient en ligne, ayant chacune deux sections en 1re ligne, une section en soutien près du P. C. du commandant de compagnie et une section en réserve, à ma disposition près de mon P. C., sauf celle de la 6e compagnie que j'avais placée immédiatement derrière le P. C. de cette compagnie à cause de son éloignement. Tout le monde connaissait ses emplacements de combat. Les sections de réserve avaient reconnu leurs iti-

néraires pour tous les modes d'emploi qui pouvaient se présenter : attaque à gauche, attaque au centre, attaque à droite, attaque générale. Nous avions constitué un stock de cartouches insuffisant, mais qui permettait néanmoins de se battre quelques heures. Nous avions quelques grenades, pas beaucoup. Les flanquements de mitrailleuses étaient dictés par une étude approfondie de trois jours et semblaient excellents. Ils l'étaient moins que le moral des hommes qui, comprenant l'importance de la position et la nécessité de ne pas la perdre, étaient résolus à recevoir les Boches de main de maître... »

Rien n'est plus indispensable que d'insister sur ces détails de la préparation. La bataille ne fait que réaliser les dispositions prises à l'avance : il faut un prodigieux hasard pour que ses résultats échappent à la simple logique. Or, la préparation est plus difficile dans la défense où l'initiative est laissée à l'adversaire, où se doivent multiplier les prévisions. Le 30 mars au matin, le 2e bataillon du 159e se relie donc à sa gauche à la 6e compagnie du 97e qui tient la Porte Rouge, et à sa droite, vers le chemin creux du bois du Pinson, au 3e bataillon du 159e qui s'étend jusqu'à Thiescourt où il trouve le 205e. Les trois compagnies sont, de la gauche à la droite, dans cet ordre : 5e, 7e et 6e. Le poste de commandement du commandant est presque au sommet de la montagne, vers le coude du chemin creux de Belval. Quand l'attaque se produisit à 7 h. 30, « il n'y eut pas d'ordres à donner : » depuis trois jours, on l'attendait.

Les observateurs signalent les vagues sortant de Lassigny, marchant sur le Plessis-de-Roye, puis d'autres vagues sortant des lisières Sud-Est de Lassigny pour se diriger sur la face Nord du Plémont. Les fusées de barrage sont aussitôt lancées, mais les liaisons avec l'artillerie sont encore mal assurées et ne fonctionneront bien que plus tard dans la matinée. Le commandant de Surian voit très nettement que le danger sera à sa gauche, et il met immédiatement à la disposition du capitaine Thuveny qui commande la 5e compagnie, en liaison avec la 7e du 97e, sa section de réserve. De ce côté, en effet, trois vagues ennemies se succèdent, suivies de nombreuses colonnes d'escouades par un et de lignes de colonnes par quatre : le commandant y envoie encore la section de réserve de la 7e compagnie qui est près de son P. C. Car il vient d'être

renseigné par ses coureurs sur ce qui se passe plus à droite : il est huit heures du matin. Le lieutenant Richoux qui commande au centre la 7e compagnie assaillie, elle aussi, par des forces considérables cheminant par les ravins de la Lisette et de la Perche, a porté sa section de soutien dans une tranchée de verrou creusée par précaution les jours précédents au rebord du plateau, à cheval sur le chemin creux de la Papotière qu'elle coupe à angle droit : l'affaire est chaude, mais on tient. A droite, le lieutenant Abel, qui commande la 6e compagnie, rend compte que devant son front la progression semble arrêtée, les groupes ennemis désorganisés par ses feux n'ayant pas, face à lui, dépassé le hameau du Plémont et la lisière de la corne Est des bois du Plémont. Tranquillisé sur sa droite, le commandant fait appuyer la section de réserve de la 6e compagnie, seule force dont il dispose encore, vers la compagnie Richoux, pour étayer sa gauche. Il est 8 h. 15, et déjà toutes ses faibles disponibilités sont engagées.

... A 8 h. 30, disent ses notes qui sont le plus vivant des récits et qui vont nous montrer l'extraordinaire revirement opéré d'un coup d'œil et en un clin d'œil, l'observatoire de gauche nous signale qu'il est débordé, que les Allemands ont atteint le rebord du plateau et ont déjà dépassé l'observatoire. Il n'y a plus rien pour les arrêter. Je donne l'ordre au sergent observateur de se préparer à détruire les appareils et de se défendre dans son P. C. jusqu'à la mort. Je lui promets du secours.

Un homme, à ce moment, arrive en courant et me signale que de très fortes fractions ennemies ont progressé le long des pentes Ouest du Plémont, en contournant le massif, et atteignent presque le bas du chemin creux où est mon P. C.

Je ne puis les apercevoir, mais je n'ai qu'à mettre le nez dehors pour voir ceux qui ont débordé l'observatoire couronner la crête. Les balles sifflent de tous côtés. Les mitrailleuses crépitent. Il n'y a plus une seconde à perdre, les Boches sont à 100 mètres du P. C. Je donne l'ordre d'évacuer en hâte le P. C. On met le feu aux papiers importants et nous sortons.

Nous marchons droit au Sud une trentaine de mètres. Puis j'arrête tout le monde. Je fais rapidement le compte de ce qu'il y a autour de moi. Une vingtaine d'hommes : agents de liaison, pionniers, signaleurs et quelques hommes de la 5e compagnie qui ont reflué. Je commande : « Demi-tour. En tirailleurs, et en avant : Direction : l'observatoire. » Il y a 150 mètres à parcourir. C'est vite

fait. On pousse, quelques hommes tombent. On arrive en haut. Le Boche fait demi-tour, on le tire dans le dos.

J'aperçois à ce moment le capitaine Thuveny dont le P. C. est à 100 mètres à droite de l'observatoire. Lui aussi fait le coup de feu, face au Boche, avec sa liaison, — tout ce qui lui reste de disponible.

Je le joins. Je lui dis : « Il faut à tout prix tenir le rebord du plateau, sinon le Plémont est perdu. Prenez à droite de l'observatoire. Je reste à gauche. » Nous poussons. Nous occupons la tranchée qui est en avant de l'observatoire, juste au rebord du plateau. Un homme accourt : « Le capitaine Thuveny est tué. »

Une mitrailleuse se trouve là, de la section de gauche de la ligne qui s'est repliée. Les hommes ont quelques caisses de cartouches. Je l'installe sur l'observatoire, battant les pentes Nord-Ouest du Plémont. J'organise le commandement : à droite de l'observatoire, tous les éléments qui occupent la petite tranchée, sous les ordres de l'adjudant de bataillon Chatagnier; à gauche, en poussant le plus loin possible, au pied des pentes, tous les éléments sous les ordres du maréchal des logis adjoint Mouchet. — Mission : tenir à tout prix là où l'on est. Il ne faut pas qu'un Boche mette le pied sur le plateau.

Cela a l'air de tenir. Je rentre à mon P. C. Il faut que je sache ce qui se passe au centre et à droite.

Je trouve en rentrant le corps du sous-lieutenant Duflos, tué d'une balle à la tête, devant l'observatoire; je l'avais pris, cinq jours avant, comme officier adjoint.

On rapporte le capitaine Thuveny, grièvement blessé. Je l'embrasse. Il me reconnaît. « C'est vous, mon commandant? Je suis content, je ne regrette rien. Il faut que l'on nous aide, il faut que nous soyons victorieux. Vive la France! » On l'emporte. Il répète : « C'est pour la France... »

Parmi ces morts et ces mourants, le commandant garde son calme et sa confiance. Il demande pour la seconde fois par coureurs au colonel Rat munitions et renforts. Les nouvelles qui lui viennent de sa droite (6e compagnie) sont rassurantes, mais la compagnie du centre (7e) a subi sur la gauche le contre-coup de l'avance allemande. La ferme de la Papotière prise à revers a dû être abandonnée par la section du sous-lieutenant Arbola qui se retire en combattant. « Combats homériques, car il faut dégager les mitrailleuses serrées de près. Le caporal Renon, entouré de trois ou quatre hommes, s'élance au-devant des assaillants et se bat deux minutes à la grenade pour

permettre aux mitrailleurs d'enlever leurs pièces restées en position jusqu'au dernier moment. La section Arbola, repliée en gardant le contact à coups de grenades, vient occuper à la gauche de la section de droite, qui n'a pas bougé, une tranchée qui surplombe le chemin creux de la Papotière. » Pour combler le vide qui se creuse à sa gauche, le lieutenant Richoux fait avancer sa section de soutien (lieutenant Arnaud). C'est par là que l'ennemi menace. Il n'a pas atteint le plateau, mais le combat est dur. La dernière section de réserve entre à son tour dans la mêlée. L'attaque est brisée. Le Plémont ne sera pas pris. Et l'artillerie commence à arroser sérieusement, au bas des pentes, le bois du Pivert et le bois de la Pie, d'où l'on voit sortir des fuyards éperdus. « L'ennemi a fait une poche de 250 à 300 mètres de profondeur sur les pentes Nord du Plémont, entre le chemin creux de la Papotière et le saillant Nord-Ouest du massif. Mais nous sommes solidement accrochés à une tranchée qui précède le plateau et sur tout son parcours Est en avant du changement de pente. Nous avons d'excellentes vues. Le Boche n'en a aucune. Nous sommes au-dessus de lui. Il a vraiment le dessous... » Il est onze heures du matin.

Certes, le bataillon de Surian a fait merveille. L'éclair de génie qui sauve une situation compromise, qui change la fortune dans le plus petit combat comme dans la plus grande bataille, c'est ce regard du commandant qui évalue la force de sa liaison quand il quitte son P. C. et qui ordonne : demi tour. Mais pour qu'il ne fût pas submergé sur sa gauche, pour que l'ennemi ne réussît pas à s'engouffrer dans le chemin de Lassigny à Belval, qui forme couloir entre le parc du Plessis et les pentes plus douces du Plémont, après que le Plémont était tourné, il a fallu toute une série de résistances heureuses et d'initiatives clairvoyantes. Il a fallu que le capitaine des Rieux, qui commandait la 7e compagnie du 97e, s'obstinât à défendre la Porte Rouge, même sans munitions, pendant deux heures et demie. Il a fallu qu'une section de mitrailleuses du 2e bataillon du 97e, en position vers le milieu du mur Sud-Est du parc, fît barrage par ses tirs efficaces. Il a fallu enfin que le capitaine Quesnel, commandant la 1re compagnie du 159e, en réserve à Belval, emmenant ses hommes au travail ce matin-là, pressentît l'attaque et spontanément disposât ses sections pour garder le passage. Dès huit heures trente, des groupes ennemis

débouchaient sur le chemin de Belval et aux alentours. Ainsi le Plémont fut-il sauvé de l'encerclement et la liaison maintenue entre le 97e et le 159e.

Pour aider le bataillon qui tient toujours le plateau, le colonel Rat n'a qu'à prolonger le mouvement en avant, entrepris par le capitaine Quesnel, qu'il met à la disposition du commandant de Surian. Le petit poste qui défend l'observatoire voit venir, vers onze heures et quart, avec quel soulagement, la section Poli qui précède le reste de la compagnie. A midi, le capitaine Quesnel y conduit, en personne, ses autres sections. Et parce qu'un bonheur n'arrive jamais seul, voici que le tir de l'artillerie (2e groupe du 41e R. A. C. : capitaine Maréchal) précise si bien ses barrages que les soldats du 159e, enthousiasmés, en oublient le danger et la chaleur de l'action, pour un peu applaudiraient, comme au spectacle, la justesse des coups tombant dans les groupes ennemis qui sautent comme des grenouilles. Voici enfin que les munitions affluent, apportées par tous les moyens de fortune : tracteurs d'artillerie, automobiles de la 53e division, véhicules inattendus et traînés à bras. Les territoriaux du 25e régiment territorial apportent des grenades avec une rapidité de jeunes gens. De l'arrière à l'avant, c'est une même volonté, un même cœur. Chacun donne sa part dans le « coup de chien. » Comme au Mort-Homme, le commandant de Surian songe, avec de tels hommes, à contre-attaquer. Des échelons plus hauts, les ordres vont venir, qui ne laisseront pas échapper l'occasion. Le Plémont a été gardé : il s'agit de le dégager.

XI. — LA CONTRE-ATTAQUE SE PRÉPARE

Certes, l'attaque allemande est enrayée. Elle devait être poussée *droit devant soi, tant qu'on pourra*, en direction de Gury, dont la prise devait assurer la domination du vallon de la Matz. Le Plémont a résisté comme un îlot battu des vagues dont la hauteur a tout de même failli le submerger. Mais le Plessis-de-Roye, village, parc, château, est perdu, et c'est pour l'ennemi un point d'appui redoutable. En exécution des ordres généraux de l'armée, le général d'Ambly prescrit : « La position occupée est la position principale de l'armée : la division a pour mission d'en assurer l'intégrité absolue. Tout

élément de terrain qui viendrait à être perdu devra être immédiatement contre-attaqué. » Dès midi, le lieutenant-colonel Fournier qui commande l'infanterie divisionnaire prépare cette contre-attaque.

Le lieutenant-colonel Fournier commandait hier encore le groupe de chasseurs de la division. Il a remplacé à l'infanterie divisionnaire, le colonel Serrigny appelé au commandement de la 62e division en pleine bataille. Petit, blond, maigre, calme, un air appliqué de chef de bureau d'état-major, il a le diable au corps à la tête d'une troupe, et son esprit agile a bientôt trouvé la solution. Il lui faut des troupes, une préparation d'artillerie, un accord avec la division Guillemin qui tient le Plémont. Car la manœuvre, il l'a conçue. Elle est, ma foi, très hardie, mais il est des heures où il faut savoir oser. L'art de la guerre est, d'ailleurs, tout en décisions simples. L'exécution seule peut être compliquée. Au lieu d'aborder de front le parc où l'ennemi pullule et déjà s'organise, à l'abri des murs, dans les taillis propices aux embuscades, il enveloppera, par un large mouvement d'ailes, toutes les positions perdues, le parc, le château, le village, et se rabattra ensuite pour prendre l'ennemi à revers. Mais celui-ci ne déjouera-t-il pas sa manœuvre? A l'Ouest du parc, il est lui-même installé jusqu'au carrefour de la cote 78 d'où il atteint le ruisseau du pré de Vienne. A l'Est, il s'est avancé sur la route de Belval et bat les pentes Ouest du Plémont. Eh bien! mais le mouvement enveloppant sera d'envergure, et que faites-vous de la surprise? Quand on s'est battu plusieurs heures contre un adversaire qui vous fait face avec l'énergie déployée par le 97e, on ne va pas tout à coup le chercher sur sa droite, ou bien, lorsqu'on l'aperçoit, il est trop tard. — Mais ne suffirait-il pas de quelques mitrailleuses pour arrêter la progression? — Qui ne risque rien n'a rien. Et la faute que l'ennemi a commise et qui fournit l'occasion de le tourner, c'est la discontinuité de son attaque. Il a laissé un vide entre la 7e division de réserve et la 5e division de la Garde qui attaque de Conchy-les-Pots sur Orvillers, entre son 66e régiment arrêté à la cote 78 et le régiment Élisabeth. Ce vide, nous allons le combler nous-mêmes...

Avant toutes choses, il importe de garder l'ennemi en cage, de lui interdire les sorties du parc, de l'empêcher de s'y fortifier. C'est le rôle de l'artillerie. Jusqu'à cinq heures du soir,

qui sera l'heure fixée pour la contre-attaque, elle livrera sa bataille, gênée tout d'abord par le manque de munitions, — elle est venue si vite, — et un peu plus tard convenablement ravitaillée.

Cette contre-attaque se monte, par le téléphone, comme un scénario. Du général Guillemin, le général d'Ambly obtient la collaboration du 56e bataillon de chasseurs (commandant Herment) qui était en réserve dans les bois de Thiescourt et qui, d'ailleurs, fait organiquement partie de la 77e division. Le lieutenant-colonel Modat, qui commande le régiment colonial du Maroc, s'entend directement avec le lieutenant-colonel Fournier. Les troupes dont celui-ci a besoin pour sa manœuvre seront des troupes d'élite : marsouins et chasseurs.

Le 56e bataillon de chasseurs à pied a dans son passé un épisode douloureux et magnifique. Un jour de défaite il a cueilli une gloire immortelle. Avec le 59e bataillon il formait ce groupe Driant qui défendit le bois des Caures les 21 et 22 février 1916, lors de la grande ruée allemande contre Verdun. « La violence du feu avait été telle, a écrit d'un camp de prisonniers un de ses commandants de compagnie qui fut blessé, qu'en sortant de nos abris, nous ne reconnaissions plus le paysage auquel nous étions habitués depuis quatre mois. Il n'y avait presque plus d'arbres debout; la circulation était très difficile à cause des trous d'obus qui avaient bouleversé le sol... Les boyaux de communication n'existaient plus. Les tranchées, par contre, avaient été fort touchées, mais étaient encore utilisables : elles furent aussitôt garnies... » Dans ce chaos où l'ennemi, s'avançant le soir du 21 février, croyait ne plus rencontrer personne, il se heurte aux chasseurs du lieutenant-colonel Driant et ne peut leur arracher ce jour-là que la lisière Nord du bois des Caures. La nuit et le lendemain, le bombardement recommence. Vers midi, l'infanterie allemande assiège le bois de front et de flanc, car la prise du bois d'Haumont à l'Ouest et le passage du ravin découvrent notre gauche. Le bois est cerné. Des mitrailleuses, des canons-revolvers sont amenés pour réduire les défenseurs. Driant tient conseil avec ses commandants de bataillon, le commandant Renouard et le capitaine Vincent. Il se décide à ordonner le repli sur Beaumont. Il faut passer entre les feux croisés des mitrailleuses. Néanmoins le repli s'exécute à la tombée de la nuit et les sauclettes de

sections qui purent franchir cette zone se rallièrent à Beaumont sur la première ligne de notre deuxième position. Le lieutenant-colonel Driant et le commandant Renouard, restés les derniers, avaient été tués dans le bois.

Le général Pétain, qui commandait alors l'armée de Verdun, voulut rappeler cet épisode à sa façon qui enveloppérait d'honneur les morts et exalterait les vaincus d'un jour. Il cita à l'ordre de l'armée « les 56e et 59e bataillons de chasseurs à pied qui, sous le commandant de chefs tels que le colonel Driant, le commandant Renouard et le capitaine Vincent, ont fait pendant les combats de fin février 1916 l'admiration de tous par l'énergie indomptable avec laquelle ils ont lutté pour conserver le terrain dont la défense leur avait été confiée. Ne formant qu'une seule âme, unis dans une même foi, ils ont montré une fois de plus ce qu'on peut attendre de ces soldats d'élite et ont ajouté une grande et belle page à leur histoire. »

Mais à ces chasseurs du 56e bataillon, groupés derrière Belval vers les bois de Thiescourt, et depuis quelques mois exercés en Alsace, dressés à l'offensive, il faut une gloire plus tangible que celle d'une retraite héroïque. C'est un beau spectacle que celui des talons de l'ennemi qu'on poursuit : ce spectacle ne leur sera-t-il pas donné? Le commandant Herment a reçu, vers dix heures du matin, l'ordre de se rapprocher de Belval avec deux compagnies (les 7e et 8e) pour se mettre à la disposition du lieutenant-colonel Rat (59e), en raison de l'inquiétude qui règne autour du Plémont. Il est parvenu vers onze heures et demie aux anciennes organisations situées à l'Ouest de la route les Bocages-Belval. Mais on est alors plus inquiet de la progression du Plessis que de l'attaque du Plémont. L'ennemi a-t-il dépassé le parc? A-t-il pénétré dans le bois de la Réserve? Est-il parvenu, comme le bruit en court, aux Carrières-Madame et tient-il la route d'Élincourt-Sainte-Marguerite? Alors, ce serait l'enveloppement du Plémont. Le colonel Rat prescrit au commandant Herment d'envoyer une compagnie (la 8e) en reconnaissance dans la direction du bois de la Réserve. Celle-ci trouve aux Carrières-Madame une compagnie du 236e solidement établie et rejoint le bataillon à Belval. C'est alors, vers quatre heures du soir que le commandant Herment est avisé de son rôle dans la contre-attaque : le 56e bataillon, opérant à l'Est du Plessis, aura pour mission d'enlever la Porte Rouge et

devra opérer sa jonction avec le régiment colonial du Maroc dans le village. Aussitôt il réunit son monde : la 7e compagnie a prêté une section au commandant de Surian ; la 8e, envoyée aux Carrières-Madame, n'a pas encore rejoint; la 9e est en marche de l'Écouvillon. Ce rassemblement prendra du temps : les itinéraires sont jalonnés, les cheminements reconnus, les ordres donnés. Les compagnies arrivent enfin, se portent d'emblée sur leur base de départ, au Sud de la petite crête qui jalonne la route de Lassigny à Élincourt. Mais il est plus de six heures, et l'attaque ne pourra se déclencher qu'à six heures et demie. Elle aura été devancée d'une heure par celle des marsouins.

Les marsouins! Le régiment colonial du Maroc est l'un des plus beaux régiments de l'armée, le rival du 4e zouaves. Tous deux, ce 30 mars, sont prêts à gagner la fourragère rouge pour laquelle il ne leur manque qu'une citation. La Légion étrangère les a devancés d'un point; mais ils vont cueillir une palme nouvelle, l'un au Plessis, l'autre devant Orvillers. Du Maroc où ils s'étaient déjà illustrés (le fanion du bataillon Croll avait reçu la croix de guerre, épinglée par le général Lyautey en personne, pour la défense de Khénifra en octobre 1914), les marsouins, transportés en France, ont connu tous les champs de bataille. Mais c'est encore Verdun qui les a couverts de sa gloire éternelle. Le 7 juin (1916), quand le fort de Vaux succombe, ils tentent de le délivrer. Le 18 août, ils reprennent Fleury-devant-Douaumont, ou du moins ce qui fut un jour Fleury-devant-Douaumont : le village, pareil à un fruit écrasé, n'est plus qu'une tache blanche au col de la colline, et comme le commandement, les croyant épuisés, les veut relever, ils refusent de quitter ces pierres encore disputées avant d'avoir achevé leur conquête. Après le lieutenant-colonel Larroque, c'est le lieutenant-colonel Régnier qui les conduit. Il les a conduits à Fleury, il les conduira à Douaumont. Car ils ont repris le fort de Douaumont le 24 octobre 1916, et l'on se souvient de l'allégresse que dans tout le pays répandit la nouvelle de cette victoire, dont le fort était le point central et le nom retentissant (1). Pour ce fait d'armes, le régiment reçut la croix de la Légion d'honneur. Distinction qui rompait, ou

(1) Voyez *Les Captifs délivrés* (*Revue des Deux Mondes* des 15 mai, 1er et 15 juin 1917).

plutôt élargissait une tradition. La tradition voulait, en effet, que la Légion d'honneur ne fût attribuée à un régiment qu'en récompense de la prise d'un drapeau ennemi. Mais, dans son rapport au Président de la République, l'amiral Lacaze, alors ministre de la Guerre par intérim, disait : « J'estime, avec le général Joffre, que la prise du fort de Douaumont peut être interprétée comme équivalente à la prise de haute lutte d'un drapeau ennemi. » Ce jugement fut ratifié, et la première croix décernée pour fait de guerre fut épinglée au drapeau du régiment : Douaumont symbolique n'était-il pas le drapeau arraché à l'ennemi et dressé au-dessus de la citadelle de Verdun inviolée?

Cependant, la victoire de Douaumont-Vaux, si elle a restitué à Verdun la ceinture de ses forts, ne l'a pas suffisamment dégagée de la menace ennemie, et ce sera l'œuvre d'une seconde victoire, celle de Louvemont-Hardaumont (15 décembre 1916). Le régiment colonial du Maroc y cueille sa quatrième citation qui lui vaut la fourragère aux couleurs de la médaille militaire : « Le 15 décembre 1916, sous l'énergique commandement du lieutenant-colonel Régnier qui, blessé la veille, avait refusé de se laisser évacuer, a, d'un seul et irrésistible élan, enfoncé les lignes ennemies sur une profondeur de deux kilomètres, enlevant successivement plusieurs tranchées, deux ouvrages et un village fortifié, capturant 815 prisonniers, dont 20 officiers, et prenant ou détruisant 16 canons, 10 canons de tranchée, 23 mitrailleuses et un nombreux matériel de guerre. » Enfin, le 23 octobre 1917, tandis que le 4e zouaves prend le fort de la Malmaison, comme il a pris lui-même Douaumont juste un an presque jour pour jour auparavant, il s'empare des Carrières de Bohéry, enfonce au Chemin des Dames la garde prussienne, porte notre ligne jusqu'à l'Ailette. Le lieutenant-colonel Debailleul a remplacé le colonel Régnier, appelé au commandement de la brigade. L'histoire de ces régiments d'élite, c'est presque l'histoire de toute la guerre. Elle se lit sur le visage de ces hommes graves et gais ensemble, si accoutumés aux pires traverses que rien ne les étonne plus, mais préférant tout de même les belles attaques brèves, les *coups de chien*, aux patientes et longues épreuves dans la boue, l'immobilité et la passive horreur des bombardements.

Blessé à l'attaque de Douaumont le 24 octobre 1916, le chef

de bataillon Modat, qui commandait un bataillon du régiment colonial du Maroc, a eu la joie d'être promu lieutenant-colonel sans changer de corps. Il commande son cher régiment lorsque celui-ci est brusquement transporté de la région d'Ay où il travaillait aux défenses, — si utiles plus tard, — de la montagne de Reims, à Ressons-sur-Matz. Ses trois bataillons (1er, capitaine Dorey; 2e, commandant Fillaudeau; 3e, commandant Reboul) ont été immédiatement mis en place, car le péril est pressant, entre le village de Canny-sur-Matz et la cote 98 qui est à mi chemin entre Canny et le Plessis-de-Roye. Le régiment a débarqué le 27 mars. Or, le 28 au matin, la perte de la ferme de Canny, éperon qui domine la tête du vallon où s'étage Canny-sur-Matz, a entraîné la perte du village. Le bataillon Fillaudeau est intervenu pour limiter la progression ennemie aux lisières Sud, et notre nouvelle ligne se fortifie de Roye-sur-Matz à la ferme Laroque (carrefour des routes de Canny à Gury et de Roye à Lassigny), et de là à la cote 98 (sur la route de Canny au Plessis), où le régiment colonial du Maroc se relie au 97e. Le bataillon Dorey occupe Roye-sur-Matz, le bataillon Fillaudeau tient la ferme Laroque, le bataillon Reboul se déploie jusqu'à la cote 98, ce qui fait un large front pour le régiment. Le colonel Modat installe son P. C. à la corne Ouest du bois du Gui, en arrière de son centre. Si les jours ont été agités, les nuits ont été calmes et ont permis quelques travaux de défense.

Le 30 mars, les marsouins assistent à l'attaque allemande comme à une tempête qui déferle autour d'eux sans les atteindre. En montagne, au-dessus du confluent de deux vallées, on a souvent le spectacle d'un double orage qui suit les creux et vous épargne. La 7e division de réserve sort de Lassigny pour s'élancer dans la direction du Plessis-de-Roye, et, de là, gagner les pentes de Gury, tandis que la 5e division de la Garde, venant du bois Verlot, appuie à sa droite pour éviter Roye-sur-Matz et se précipiter en direction de Biermont-Orvillers. Les coloniaux sont au cœur de la bataille, sans en recevoir le choc. C'est la fausse manœuvre qui perdra les Allemands. Cependant le bataillon Reboul est bien près d'être pris dans la bagarre, car le 3e bataillon du 97e qui l'avoisine a dû, sous l'assaut donné au parc, se cramponner à la cote 78, entre la route de Gury à Lassigny et celle du Plessis à Canny. Village,

parc et château du Plessis sont donc perdus. Il s'agit de sauver Gury, mais, ce n'est pas assez, et la contre-attaque en forme de pince pour reprendre tout le terrain se prépare.

Le colonel Fournier qui la monte a tout de suite pensé aux marsouins pour l'exécuter sur la gauche, tandis que le 56e bataillon de chasseurs opérera à droite sur la Porte Rouge, et que, descendant les pentes du bois de la Réserve, quatre compagnies du 236e aborderont le parc de face pour en entreprendre le nettoyage. Il s'entend sur place avec le lieutenant-colonel Modat qui confiera le commandement du petit corps expéditionnaire au commandant Reboul, celui-ci laissant son bataillon au capitaine adjudant-major. Ce petit corps expéditionnaire comprendra la compagnie Mestre, deux sections de mitrailleuses du bataillon Dorey (capitaine Beaufrère), un peloton du bataillon Fillaudeau (capitaine Dessendie), un autre du 3e bataillon (sous-lieutenant Grisez) : ainsi tout le régiment sera représenté et aura part à l'action ; plus un peloton du 97e (lieutenant Guillet), la 21e compagnie du 236e (lieutenant Gossard) et deux sections de mitrailleuses de ce régiment. C'est l'effectif d'un fort bataillon. La mission est donc la reprise de toute la position perdue. La difficulté de la manœuvre sera de passer d'une marche de front à une marche de flanc, formant mouvement d'enveloppement autour du village dépassé. Mais le terrain est favorable, car l'attaque suivra au départ le ruisseau du pré de Vienne qui coule dans un petit vallon propice au cheminement, caché par la crête que couronne le chemin de Gury à Lassigny. Cette crête, heureusement, a été gardée par le 3e bataillon du 97e. Ainsi la petite troupe pourra-t-elle atteindre la route du Plessis à Canny : c'est alors que se rabattant brusquement vers l'Est, elle marchera sur le village du Plessis où elle opérera sa jonction avec les chasseurs à pied venus par la Porte Rouge. Le peloton Guillet du 97e a pour ordre particulier de sauter sur le saillant Ouest du mur du parc au signal convenu pour commencer le nettoyage du parc. Enfin l'heure, fixée d'abord à quatre heures de l'après-midi, est retardée : on convient de cinq et demie. L'attaque des marsouins précédera d'une heure encore celle des chasseurs.

A cinq heures vingt, le bataillon de contre-attaque, formé à travers bois, hors des vues, est prêt à s'ébranler dans un dispositif échelonné : la compagnie du centre (compagnie Dessendie)

en avant, formée en trapèze à cheval sur le ruisseau du pré de Vienne; chaque section en lignes d'escouades par un est précédée à faible distance par une patrouille de combat. Un peloton de la compagnie de gauche forme soutien derrière le centre. La compagnie de droite (236e), arrivée la dernière sur la base de départ et disposée en colonne de pelotons, a juste le temps d'être orientée par l'adjudant-major. Les mitrailleuses sont disposées sur les flancs : deux sections à droite, deux à gauche. Sur l'ordre du lieutenant-colonel Modat, la troupe a été allégée et les sacs déposés. Elle a pu être ravitaillée en munitions et dispose d'un approvisionnement individuel à peu près complet. Chaque pièce de mitrailleuse dispose de 2100 cartouches en bandes.

Nos batteries, depuis trois quarts d'heure, encagent le parc. Au moment de l'attaque, le groupe Schneider allongera son tir jusqu'aux lisières de Lassigny, les autres groupes encadreront le village ou précéderont l'infanterie de leur barrage roulant.

XII. — LE PLESSIS-DE-ROYE DÉLIVRÉ

A cinq heures et demie, très exactement, sous la protection de ce barrage roulant, la petite expédition se met en marche, la compagnie Dessendie au centre et en tête, la compagnie Mestre à gauche, à droite la compagnie Gossard (236e). Le lieutenant-colonel Modat a voulu les voir partir : un départ est toujours exaltant, et celui-ci lui rappelle la journée de Douaumont où il fut blessé, et la journée de la Malmaison. Il sourit, tant les troupes ont belle allure; il a confiance dans le succès; tout de même, il aimerait vieillir subitement d'une heure ou deux.

Favorisées par le terrain et par le temps qui s'est mis au beau pour la fin de la journée, les compagnies Dessendie et Mestre qui suivent, dans le fond du vallon, le ruisseau du Pré de Vienne, cheminent à l'abri des vues du parc. Des réseaux de fils de fer ralentissent la marche qui, sans cet obstacle, serait une promenade. On atteint la route, bien en ordre, sans pertes. La route traverse le ruisseau sur un petit pont qui est gardé par des sentinelles ennemies. Les patrouilles de combat, d'un bond, les saisissent et les égorgent. Immédiatement les sections de tête ont barré le chemin et ouvrent le feu sur les

fantassins allemands qui occupaient le terrain entre le village et Canny, et qui sont complètement surpris. Mitrailleuses et fusils-mitrailleurs démoralisent et dispersent les postes et les groupes qui, çà et là, tentent de résister, ailleurs cherchent à se garer des feux en gagnant d'anciennes tranchées devant Lassigny, ou lèvent les bras en criant.

L'aspirant Leniand qui commande une section de la compagnie Mestre relate ainsi la première phase du combat : « Quelques obus, des balles sifflent, à gauche une mitrailleuse crépite et nous arrose copieusement. Heureusement, voici la route du Plessis, ma section en tirailleurs le long du talus exécute un feu; à gauche, la section Grisez fait taire les mitrailleuses. Quelques Boches fuient : mes hommes bondissent en avant, et c'est la poursuite. Les tranchées ennemies sont à trois cents mètres de nous, des Boches épouvantés en sortent et courent vers la crête en tiraillant. Je fais alors arrêter ma section derrière une levée de terre et exécuter un feu : les cibles sont nombreuses et fort belles; elles tombent toutes. Les fusils-mitrailleurs ont fait là un excellent travail. En avant! nous avançons rapidement, les hommes enthousiasmés tirent en marchant sur les nombreux Allemands épars dans la plaine et manifestent bruyamment leur joie. Ce jour-là, chaque homme de ma section a abattu sa paire de Boches. Nous arrivons aux tranchées ennemies : elles sont remplies de morts et de mourants. Quelques mitrailleuses, des fusils-mitrailleurs, du matériel de toutes sortes jonchent le sol, des groupes d'Allemands se rendent, nous leur indiquons la direction à prendre, et ils partent lestement. — Brusquement, à 50 mètres de moi, j'aperçois un mouchoir blanc qui se déploie au niveau de la tranchée : je m'approche, c'est un Boche qui veut se rendre, mais qui n'ose montrer la moindre parcelle de son individu. A l'aspect de mon revolver, il pousse un cri guttural : « Kamerad, » et lève désespérément ses longs bras. Je l'envoie rejoindre les autres. Jusqu'à la crête, le terrain est parsemé de corps. Ils sont là dans toutes les poses : l'un renversé sur le dos, la gorge ouverte, est hideux à voir; l'autre, recroquevillé sur lui-même, les poings crispés serrant l'arme, le casque ouvert sur le côté laisse voir une entaille sanglante; là-bas, un autre, blessé à mort, se roule convulsivement dans la boue : il est couvert de sang et sa bouche est remplie de vase. Elle est amère, cette terre de

France! — La section avance toujours avec un entrain endiablé. J'ai l'impression que nous allons trop vite. A ma gauche, la section Grisez fait de même. Des obus éclatent nombreux, à 150 mètres derrière nous. Je m'aperçois que nous avons dépassé notre tir de barrage. Heureusement, un artilleur est là : il lance une fusée et le tir s'allonge. Nous avons maintenant le Plessis en arrière et à droite, Lassigny à quelques centaines de mètres devant nous. Il est vraiment dommage que ce dernier village ne soit pas notre objectif, car nous en sommes très près et nous le prendrions sans coup férir. Les Boches ont dû l'évacuer, car aucune balle n'est tirée sur nous... »

Nos hommes auraient couru jusqu'à Lassigny. Cependant les tranchées en avant et à l'Ouest du village étaient garnies, et la section du sergent-major Delavaud, à la gauche de la section de ce jeune aspirant Leniand qui conte aussi bien qu'il se bat, dut réduire quelques nids de mitrailleuses et perdit trois blessés. Le tireur Pinson, de la patrouille de combat, se porta bravement de leur côté avec son fusil-mitrailleur et par son tir en marchant fit terrer les servants, qui bientôt se rendirent. Trois mitrailleuses restèrent ainsi entre nos mains. Une fois le terrain conquis et nettoyé aux abords de la route, restait à opérer cette hardie conversion à droite qui devait envelopper le village, le château et le parc.

Mais la compagnie Gossard du 236e n'a pu remplir aussi brillamment sa mission. Chacun, au combat, court sa chance, et ce ne sont pas toujours les triomphateurs qui ont déployé le plus de courage et d'endurance. La fortune favorise les audacieux, mais ses faveurs sont fort inégales. La compagnie Gossard est donc partie avec l'entrain communicatif des marsouins. Elle n'accomplira pas un aussi long trajet. Après avoir suivi le vallon du Pré de Vienne où elle est abritée, la voici qui atteint la route. Comme elle est à la droite du dispositif, l'ennemi, retranché dans le parc, et qui en surveille les abords, l'aperçoit qui dépasse la crête. Elle est clouée sur place par le feu des mitrailleuses tirant du mur Nord-Ouest du parc et, faisant face à l'Est, devra se borner à ouvrir le feu à son tour contre les défenseurs du Plessis, couvrant ainsi à droite le petit corps expéditionnaire qui, réduit à deux compagnies, continue sa marche foudroyante.

Un quart d'heure après le départ, le corps Reboul a donc la

compagnie Dessendie maîtresse du pont et de la route, prolongée à gauche par la compagnie Mestre qui a trouvé sa liaison à sa propre gauche avec les éléments du 97e (3e bataillon), tenant la cote 98, et protégée à droite contre les défenseurs du parc par la compagnie du 236e dont le chef, le lieutenant Gossard, a été tué. Il s'agit maintenant d'atteindre le second objectif, l'objectif véritable : le village, le château et le parc qui sont dépassés et tout à fait sur la droite. Le commandant Reboul laisse souffler ses hommes quelques minutes. Une de ses compagnies est immobilisée devant le parc, il ne sait rien du mouvement des chasseurs ; il dispose d'un bien petit effectif pour une opération de la plus grave importance et qui risque de le faire prendre entre les feux du Plessis et ceux de Lassigny. N'importe : le départ a été si beau et le premier acte a été si bien exécuté que la suite ne peut pas mal tourner. Tous les pressentiments sont heureux. Et le voici qui lance le signal convenu : fusée blanche encadrée de deux fusées rouges, qui doit modifier l'encagement, et la troupe aussitôt fait son à droite et se dirige droit sur le Plessis-de Roye. L'effet de surprise est tel qu'il stupéfie l'ennemi et brise son esprit de résistance. « En réalité, dit le journal de marche du régiment colonial du Maroc, il n'y a plus de combat. C'est la poursuite de l'adversaire qui s'enfuit de toutes parts, ou se rend, ou se réfugie dans les sapes où il est poursuivi par nos grenadiers. Avec un mordant extraordinaire, nos sections foncent devant elles. Nos fusils-mitrailleurs exécutent le tir en marchant, causant des ravages dans les groupes de fuyards. Les résistances locales sont réduites avant d'avoir pu agir efficacement. C'est par dizaines que l'on compte les mitrailleuses abandonnées par l'ennemi ; c'est par centaines que les prisonniers refluent vers l'arrière. »

Entraînées par leur ardeur, des fractions de nos coloniaux traversent encore notre propre barrage. A l'extrême-gauche, le peloton de mitrailleuses Bastien, gêné par les mitrailleuses du Bois des Noirs à l'Est de Lassigny, se dirige droit sur l'objectif et parvient, après trois mises en batterie et avec l'aide des grenades Vivian-Bessière d'une patrouille de combat emmenée au passage, à atteindre le nid de résistance qui est immédiatement détruit. L'adjudant Potard tue les derniers défenseurs à coups de revolver. Quatre mitrailleuses sont ainsi conquises. Ce bois

des Noirs offre une bonne position de tir pour atteindre Lassigny, mais il est trop en flèche, et le commandant Reboul rallie non sans peine ses hommes trop entreprenants.

« Nous tournons à angle droit, raconte encore l'aspirant Leniand, et nous marchons sur le Plessis. Nous trouvons encore de nombreux Allemands dans les trous d'obus et dans les éléments de tranchées : ils se rendent tous sans hésiter, quelques-uns fuient; mais ils ne vont pas loin, car une balle les cueille rapidement. » Et le sergent-major Delavaud : « La marche sur le Plessis fut une marche triomphale pour tous; car, grisés par le succès, voyant les Boches fuir de tous côtés, le terrain jonché de cadavres, et les prisonniers se rendant en masses, les hommes tiraient sans arrêt dans les groupes de fuyards. La section abordait la lisière du Plessis, sans avoir subi d'autres pertes que trois blessés. Le succès était complet : des éléments avaient pénétré dans le village... »

A la compagnie Dessendie était réservé l'honneur de cette conquête. Le capitaine envoya la section Fabre à la lisière Est du village, du côté de la Porte Rouge, et plaça à la lisière Ouest ses deux autres sections qu'il garda directement sous ses ordres. Puis il expédia des patrouilles pour contourner le village par le Nord. Le sergent Fabre se dirigea vers l'Église avec sa section. « Avant d'y arriver, dit-il, nous faisons heureusement un prisonnier qui nous sert de guide. J'opère d'après ses renseignements que par la suite j'ai reconnus exacts. Sachant par lui que les Boches qui tiraient sur nous n'avaient pas de commandement, je tentai et réussis un mouvement enveloppant par la rue qui va de l'Église au parc du château. Se voyant tournés, les Boches se rendent ou s'enfuient : il m'en reste une vingtaine que j'envoie immédiatement à l'arrière avec un de mes hommes. Puis je m'installe au croisement de routes devant l'Église, surveillant toutes les directions, car je ne voyais aucune troupe venir ni à droite ni à gauche... Un moment après, par petits groupes, les Boches débouchent par la porte du parc du château, se dirigeant vers l'Église. Sans nous laisser voir, je les laisse approcher. Soudain, je les somme de se rendre : surpris et ignorant ce qu'ils avaient devant eux, ils se rendent. C'étaient trois petits groupes composés de quinze hommes parmi lesquels se trouvait un officier. Par l'officier allemand je les fais rassembler et conduire à

l'arrière avec un seul des nôtres... » Il cueillera d'autres prisonniers encore, bientôt aidé par un peloton de la compagnie Mestre.

Le petit corps expéditionnaire a beau être vainqueur, il se trouve dans une position très aventurée. Il a mis la main sur le village, il y fait des prisonniers qu'il envoie à l'arrière par le chemin qu'il a lui-même parcouru à l'aller et qui est sous le feu jusqu'au vallon du Pré de Vienne. Mais le parc et le château sont encore occupés, et fortement. Un retour offensif de l'ennemi est possible, et celui-ci n'a-t-il plus aucune réserve à Lassigny? La fortune est femme : elle ne se donne guère à moitié. La victoire est bientôt complète. Le peloton Guillet du 97e s'est très audacieusement jeté sur la corne Nord-Ouest du parc et a fait tomber les résistances qui immobilisaient la 21e compagnie du 236e devant le mur Ouest. D'autres compagnies du 236e et du 97e descendant les pentes du bois de la Réserve, profitent du désarroi de l'adversaire qui a fait face à droite, franchissent le mur Sud et repoussent en une joyeuse battue les bataillons ennemis disséminés dans le parc, qui essaient vainement de se rassembler, qui tourbillonnent dans les taillis et débouchent sur les pelouses, dans la cour d'honneur, vers le château dont un peloton de la compagnie Mestre s'est déjà emparé. C'est une chasse ardente et c'est une fuite éperdue. Le gibier gris est coupé de Lassigny, coupé du bois des Noirs. Les joyeux Feldgrauen de la veille jettent leurs sacs, leurs fusils, leurs équipements pour mieux courir. Tirés au vol, ils s'arrêtent comme des cerfs forcés. Immobiles, épouvantés, ils attendent, puis ils lèvent les mains, ils poussent des cris rauques et suppliants. Et nos hommes, en riant, les rangent et les comptent. Il y en a 800, appartenant aux trois régiments de la 7e division de réserve, 66e, 36e et 72e régiments, et parmi eux 30 officiers.

L'un de ceux-ci, dans le meilleur français, tâche d'expliquer la défaite : — Le parc était un enfer dont vous étiez les diables... Marsouins et fantassins ne sont pas au bout des surprises. Dans les caves du château, ils délivrent quatre-vingt-treize prisonniers du 97e qui leur serrent les mains, les embrassent, étonnés d'une si rapide délivrance après la formidable invasion qu'ils ont tenté, le matin, de barrer. Le corps du colonel Tissier est retrouvé dans un taillis : il sera enseveli avec les honneurs militaires. Il faudra des jours et des jours pour enterrer tous

les Allemands tombés devant et dans le parc, plus de quatre cents cadavres, comme il faudra du temps pour dénombrer tout le matériel abandonné sur le terrain, soixante mitrailleuses, plus de mille fusils, et des sacs, et des munitions, et des vivres de réserve pour l'avance prévue ! Et nos pertes n'atteignent pas une centaine de tués et blessés,

Cependant, le 56e bataillon de chasseurs a eu sa part, quoique tardive, du succès. Par suite de la dispersion de ses compagnies, il n'a pu exécuter son mouvement qu'à six heures et demie du soir, une heure après le départ des marsouins. Ce retard est encore une chance, car le débouché eût été difficile et coûteux entre le mur Est du parc et la corne Ouest du Plémont, tous deux occupés. Les habitants du parc ne sont déjà plus à redouter, mais les mitrailleuses allemandes des pentes Nord du Plémont tirent sur tout ce qui se montre. « Aucun officier, aucun homme de troupe des compagnies d'attaque n'a jamais vu ces lieux. Mais l'objectif est précis : les dernières maisons du Plessis, la ruine même de la Porte Rouge sont visibles au soleil déclinant. Droit devant eux, les chasseurs, en hâte, pleins d'entrain, progressent (1). » La marche est retardée par l'état du terrain : anciennes tranchées, vieux boyaux bouleversés, réseaux de fils de fer mal rompus. Vers sept heures et demie, les deux compagnies d'attaque (8e et 9e) ont atteint la Porte Rouge. De la Porte Rouge au village, il n'y a pas 300 mètres à franchir. Les chasseurs les franchissent, et telle est la singulière fluctuation du combat que ni à la Porte Rouge, ni dans cette partie du village, ils ne rencontrent âme qui vive, sauf deux ou trois Allemands égarés qui viennent se cogner contre eux, comme des papillons à la lumière. Ce village ruiné, qu'envahit la nuit, n'est-il donc tenu par personne ?

Les troupes du commandant Reboul y sont entrées à six heures du soir. Mais, une heure plus tard, celui-ci, ne trouvant pas la liaison annoncée avec les chasseurs de la division voisine et jugeant sa position très en l'air, a reporté sa ligne un peu en arrière, ne laissant que des patrouilles dans la partie Ouest du Plessis. Les chasseurs, y pénétrant à leur tour, cherchent à leur tour les marsouins. Ils récoltent sept ou huit prisonniers, et ce n'est que vers onze heures et demie, dans la

(1) Rapport de la 77e division.

nuit qu'une lune voilée de nuages éclaire mal, qu'une reconnaissance de deux chefs de section, l'adjudant Dusaut et le sergent Mouthon, opère sa jonction avec les coloniaux. Un peu plus tard, le commandant Reboul fait réoccuper le village.

A la Porte Rouge, les chasseurs trouvent pareillement le vide à leur droite. Le commandant de Surian, malgré une hardie contre-attaque du soir, n'a pu reprendre les pentes Nord du Plémont jusqu'en bas. Il a perdu le lieutenant Poli, tué d'une balle au cœur sur le rebord de la tranchée où il était monté pour donner à ses hommes le signal du départ. Le lieutenant Mandavit, de la 1re compagnie du 159e, a pu atteindre le bas de la montagne, faisant trente-quatre prisonniers, prenant trois mitrailleuses, mais, faute de grenades, il n'a pu se maintenir et il a dû remonter. La section de Lamarzelle, du 56e bataillon de chasseurs, maintenue en réserve, est poussée à la droite de la Porte Rouge et opère sa liaison avec le 2e bataillon du 159e à la lisière Ouest du Plémont.

La nuit est assez agitée. Des isolés boches errent encore çà et là. En vain l'artillerie ennemie veut-elle nous empêcher de nous organiser en avant du village. Au matin de Pâques, le Plessis-de-Roye, repris et fortifié, est prêt, comme autrefois, à défendre l'Ile-de-France.

XIII. — LES PAQUES DE 1918

Et tous les Français, ce matin de Pâques, purent lire :

« La bataille engagée sur le front Moreuil-Lassigny a continué tout le jour avec une violence grandissante et s'est encore élargie. Sur une étendue de 60 kilomètres, les forces allemandes, malgré les ravages énormes causés dans leurs rangs par nos feux, ont multiplié leurs assauts contre nos lignes. Nos troupes héroïques, se jetant à corps perdu dans la bataille, ont, par leurs contre-attaques incessantes, arrêté partout la furieuse poussée de l'ennemi. La région d'Orvillers-le Plémont-le Plessis-de-Roye a été le théâtre de combats acharnés. Ces villages ont changé plusieurs fois de mains. Deux divisions allemandes qui avaient réussi à prendre pied dans le Plémont et dans le parc du Plessis-de-Roye ont été balayées par une magnifique contre-attaque de nos troupes qui ont rétabli leurs lignes. Sur certains points les masses assaillantes, prises sous le feu

terrible de notre artillerie ont dû brusquement s'arrêter et refluer en désordre, laissant le terrain couvert de cadavres. Les pertes subies par l'ennemi sur tout le front de la zone de bataille dépassent encore celles des jours précédents. »

Le communiqué du soir mentionnait même sans la désigner davantage la *division d'élite* qui avait repris le Plessis-de-Roye, y faisait sept ou huit cents prisonniers et l'avait gardé contre tous les assauts, et le lieutenant-colonel Modat eut soin de faire lire ce communiqué à ses marsouins dans le village même du Plessis. Le 97e et le 236e le lurent au château et dans le parc, le 159e au Plémont, le 56e bataillon de chasseurs à la Porte Rouge. Rien n'exalte une troupe comme de connaître l'importance de sa victoire. Et ce communiqué, lu au Plessis-de-Roye encore encombré de morts et de matériel, était à la même heure lu par tous les habitants du Plessis dispersés. Mme du Pontavice en a pleuré de joie. Le château des Condé qu'elle avait laissé tout percé et blessé, pouvait crouler : sa ruine, chargée d'histoire, braverait le temps; elle enseignerait les générations nouvelles, ses quatre enfants qui avaient tant joué dans la cour d'honneur ou dans le parc devenu un cimetière allemand, et avec eux tous les enfants de France. Dans les villages où ils se sont retirés, — provisoirement, — d'où ils écoutent le bruit des armes, attendant de savoir si leurs terres demeureront libres, Louis Lefèvre, l'ancien maire, et le vieil Hénot, et Alépée, le secrétaire de mairie, ont lu l'affiche, et ils ont eux aussi essuyé une larme. Et pareillement les Garin, les Carpentier, les Dubois, les Lepère, les Lobert, et tous les autres du Plessis. Ils ont dit : « C'est chez nous. » Et ils ont pensé : « Nous allons rentrer chez nous. »

*
* *

Au Plessis nos soldats passeront tranquillement ce jour de Pâques : en face d'eux, la VIIe division de réserve, quasi détruite, a dû être relevée en hâte, dans la nuit, par la IIIe division bavaroise qui ne se montre nullement agressive, n'ayant point envie de subir même sort. Un officier du XVIIe régiment, sous-lieutenant de réserve, fait prisonnier par une patrouille de nos chasseurs, au Sud de Lassigny, s'exprime sur ses hommes avec la dernière violence :

— Autrefois j'étais heureux de mener au combat des

hommes braves et bien dressés, mais, à l'heure présente, il n'y a plus rien à entreprendre avec une pareille bande de cochons... » (*Es macht mir Spass mit den gut ausgebildeten tapferen Leuten im Gefecht zu gehen, aber mit einer derartigen Saubande ist nichts mehr anzufangen.*)

En revanche, ses camarades de captivité de la VIIe division ne dissimulent pas leur étonnement d'avoir rencontré des troupes comme les nôtres, car ils escomptaient la dislocation de nos forces, le désordre, la résistance fragmentaire, l'affaissement du moral.

— J'envie, dit l'un d'eux, les officiers français qui commandent de tels hommes.

Et le sous-lieutenant W. de conclure naïvement :

— Ces *chiens de Français* (Frankenhunde) retombent toujours sur leurs pattes...

***

Les Pâques, au Plémont, sont moins calmes. L'ennemi est encore à mi-pente sur la face Nord. Après son attaque de la veille au soir, le commandant de Surian a prescrit à ses hommes : « Le Boche ne nous a pas enlevé le Plémont, grâce à votre valeur. Je vous en félicite. Il faut compléter notre succès en reprenant notre ancienne position. » Cinq nouvelles attaques sont lancées le dimanche 31 mars, puis arrêtées, faute de grenades. Les deux compagnies du 56e bataillon de chasseurs (8e et 9e), relevées à la Porte Rouge, sont alors chargées de l'opération finale le 1er avril, à six heures du soir. L'une descendra sur la Papotière, puis se rabattra sur la gauche pour rejoindre l'autre qui chargera directement. Et, après une courte, mais efficace préparation d'artillerie, les chasseurs qui veulent égaler les marsouins dévalent les pentes, arrivent à la course sur l'ennemi encore tapi dans le chemin creux de la Papotière, dans les trous, dans les abris. Le sous-lieutenant Biot, le caporal Hermet sautent sur les mitrailleuses en action. Le Plémont est de nouveau à nous intégralement, avec 61 prisonniers dont 2 officiers, 3 mitrailleuses lourdes et 9 mitrailleuses légères.

***

Sur toute la ligne, les Pâques sanglantes de 1918 ont été célébrées à la gloire de nos armes. A l'Ouest du Plessis-de-Roye,

la 62e division qui a tenu Biermont et la 38e qui a tenu Orvillers le 30 mars contre les assauts de la 5e division de la Garde et de la 242e division, ont passé à l'offensive et avancé nos lignes. Quoi qu'en ait dit le communiqué, Orvillers n'a jamais été perdu par le 4e zouaves. Celui-ci, le 30, a dû se retirer aux lisières du village, mais, le 31, il les a dépassées et il a repris le bois de l'Épinette. Le 4e zouaves (lieutenant-colonel Besson) a dans son passé la retraite de Charleroi, Monceau-les-Provins, la Marne, l'Yser, trois fois Verdun avec la Haie Renard, Douaumont et Louvemont, la Malmaison enfin qui fut sa conquête. Comme le régiment colonial du Maroc le 30 mars, il a gagné le 31 la fourragère rouge.

Un mort ou l'esprit d'un mort ne fut pas étranger au succès de son attaque le jour de Pâques. Jamais attaque ne fut plus furieuse, ni gain de terrain plus volontaire. La veille, devant le village d'Orvillers, à quelques pas de la ligne sur laquelle il avait dû se replier, le 4e zouaves avait perdu l'adjoint de son chef, le commandant de Clermont-Tonnerre. Or, le commandant de Clermont-Tonnerre était l'âme du 4e zouaves. Aucun chef n'a exercé plus d'influence sur ses hommes parce qu'aucun, peut-être, ne les a davantage aimés. Disciple d'Albert de Mun, ancien officier de cavalerie, démissionnaire pour s'adonner aux œuvres sociales, il était venu, à la guerre, reprendre sa place dans l'armée, et de l'état-major il avait demandé à passer aux zouaves. Son autorité n'était comparable à aucune autre. Elle s'exerçait par la courtoisie des manières, la politesse du ton, et une sorte de rayonnement venu du dedans. Un mot de lui forçait l'obéissance, et la voix le prononçait du ton le plus calme. Il traitait chacun en égal, et chacun le sentait supérieur. A l'attaque de Douaumont, il conduisit sa compagnie la canne à la main, comme un père mène ses enfants en promenade. A Hurtebise, où son bataillon, à peine relevé, dut revenir attaquer, il obtint cet effort extrême par son seul ascendant et son sourire délicat dans la tempête. A la Malmaison où je l'avais accompagné, j'ai vu le charme opérer, et c'est un souvenir inoubliable. Un jour, il le faut espérer, un de ceux qui l'ont connu écrira sur lui ce qui doit survivre de lui.

Quand on sut, le Samedi Saint, au 4e zouaves, qu'il n'était pas revenu, ce fut une douleur collective qui, du jeune colonel

Besson pleurant un ami s'en allait dans les escouades, réunissant dans le même deuil le régiment tout entier. Le lendemain, l'ordre d'attaquer trouva tout le monde préparé. Ce fut prompt et superbe. Orvillers dégagé, l'ennemi fut délogé du bois de l'Épinette. Le zouave Bevé reconnut au passage le corps du commandant, mais il fallait marcher : il passa. Et le commandant fut vengé. Puis on revint à lui. Il était étendu face à l'ennemi qui ne l'avait point touché, auprès de trois autres morts. L'élan des troupes était une dernière fois son œuvre. Sans paroles il les avait commandées. N'était-ce point sa manière, et ne suffisait-il pas de son visage intact?

Le soir de ce jour de Pâques, le colonel Derigoin, commandant la brigade et le secteur, et le lieutenant-colonel Besson, commandant le 4e zouaves, étaient réunis au château de Sorel, proche Orvillers, un château de briques rouges, massif, atteint par les obus, comme un vaisseau qui fait eau de toutes parts, adossé aux bois. Un zouave entra dans le poste et présenta au lieutenant-colonel Besson un petit sac de terre, de ceux qui servent à élever les parapets des tranchées :

— J'ai mis là dedans, dit-il, les reliques du commandant.

Le mot : *reliques*, lui était venu spontanément aux lèvres. Un témoin qui fut le confident et l'ami du commandant, m'a raconté la scène le lendemain ou le surlendemain. Celle qui suivit ne fut pas d'un caractère différent. Une voiture d'ambulance stoppait devant la porte. Le corps du commandant y était déposé sur un brancard. Les deux colonels sortirent pour voir une dernière fois le compagnon de leurs travaux, de leurs espérances, de leurs épreuves et de leurs victoires. La nuit était venue et la bataille ne cessait pas. C'était, alentour, un grondement incessant d'artillerie. Des fusées rayaient le ciel noir. Les éclairs des batteries étaient comme la respiration haletante de l'horizon. Cependant la vue de ce grand mort, à la lueur des petites lampes électriques, laissait une impression de douceur et de paix. Il rappelait dans son immobilité ces chevaliers sculptés dans la pierre au portail des cathédrales. Son visage poli n'avait aucune des contractions que laisse la souffrance. Une sérénité infinie le recouvrait, non pas insensible déjà, mais comme vivante encore. Frappé surtout aux jambes, dont l'une était entièrement broyée, la main gauche mutilée pendant le long de la hanche, il esquissait de la droite

un signe qui lui était habituel au danger, — celui de la Croix, — car, disait-il, il voulait mourir en chrétien. La mort l'avait figé dans le geste qui prie.

— Besson, dit à voix basse le colonel Derigoin, qui est un dur guerrier, embrassons-le.

Les deux chefs touchèrent de leurs lèvres le front de leur camarade et la voiture d'ambulance s'enfonça dans les ténèbres.

*
* *

Plus à l'Est, au Rollot, à Grivesnes, à Moreuil, la grande offensive allemande du 30 mars a été contenue ou brisée. L'armée Humbert et l'armée Debeney ont barré les routes de Paris et d'Amiens. Et la prophétie du général Fayolle, le jour du Vendredi Saint, s'est réalisée : la France a pu chanter l'Alléluia le jour de Pâques.

XIV. — LE CHAMP DE BATAILLE

Envoyé en mission à la 77e division les premiers jours d'avril, j'ai rendu visite au Plessis-de-Roye et au Plémont encore tout chauds et tout retentissants de la bataille. Le matériel épars, les cadavres jonchés eussent permis à eux seuls de jalonner l'opération et d'en rétablir les phases. Mais les acteurs étaient là, ou dans le voisinage, selon les relèves. C'est une belle vision que celle d'une troupe victorieuse. Au premier abord elle semble indifférente et sa propre gloire ne la touche pas. Parlez-lui du Boche : les visages s'illuminent d'un sourire. Parlez-lui de la terre : la fierté d'en avoir gardé une parcelle de choix donne à ces visages une expression grave et réfléchie, de noblesse tendre.

D'Élincourt-Sainte-Marguerite où est le quartier général de la division, nous prenons la route du Plessis. Le capitaine Humbert, un ancien du 97e, nous servira de guide. Nous quittons la route pour entrer dans le parc par une brèche. Il fait un temps favorable : le vent est aigre encore, les jeux de nuages cachent souvent le soleil. Mais ces jeux mêmes s'harmonisent aux paysages délicats de l'Ile-de-France et les vues sont bonnes. Dans le parc, les taillis s'égouttent. Le sol boueux est par endroits pareil à un marécage. Voici que les bois s'ouvrent devant les pelouses qui conduisent au château.

Pauvre château des Condé dont les pierres coulent comme du sang et qui pourtant dresse encore sa masse solide et bien ordonnée! Des pans de toits gisent à terre comme des morceaux de chair. Des ouvertures béantes laissent voir des intérieurs dévastés. Cependant l'aile qui fut ajoutée au temps de Louis XIV a gardé sa façade intacte avec son beau fronton Renaissance, qui semble une anomalie parmi ces ruines, comme un vêtement de fête sur un mort.

— Ne restez pas trop, nous avertit une voix sourde, mais bienveillante, venue des caves.

En effet, le château est resté le but favori des batteries allemandes qui sont en arrière de Lassigny. C'est miracle qu'il résiste et conserve son grand air sous les coups. L'honneur en doit revenir aux architectes et aux maçons du temps jadis. A peine l'avons-nous quitté qu'il fume à nouveau sous les obus. Va-t-il s'écrouler cette fois? La fumée se dissipe, et les nouvelles blessures se sont perdues dans les anciennes.

Le capitaine Humbert reconstitue pour nous le combat. Nous avons pu voir l'emplacement des mitrailleuses du 2e bataillon (commandant Delmas), qui firent sous leurs feux refluer le flot ennemi vers la partie Ouest du parc, et l'endroit où le colonel Tissier fut tué, dans les taillis, à son poste de commandement. Qu'est devenu son officier adjoint, ce charmant commandant Dunoyer, que j'avais rencontré à Verdun tout bouillant de jeunesse et plein de confiance? Son corps n'a pas été retrouvé. Reste la chance qu'il soit blessé et vivant (1).

Nous franchissons à la corne Ouest du parc le fossé qui défend le château, à côté du petit corps de garde qui flanque la grille d'entrée, et nous refaisons le chemin parcouru par le bataillon Reboul, marsouins et fantassins. Devant le mur, c'est un amas de casques, souliers, sacs, ceintures, crosses de fusils brisés, douilles de cartouches. Depuis cinq jours on ramasse, on entasse, on classe et l'on enterre. Et cependant les restes de la lutte marquent encore le terrain. On enterre, et au delà du carrefour marqué par la cote 78, le long du ruisseau du gué de Vienne, sur le sol ou dans les tranchées, les cadavres allemands se succèdent, qu'on n'a pas encore eu le temps d'ensevelir. Ils sont trop, et les corvées sont surmenées. Figures crispées,

(1) Le commandant Dunoyer, blessé le 30 mars, fut emmené en captivité.

bouches ouvertes, yeux d'épouvante, nez serrés, et presque rien que de jeunes visages qui feraient pitié, si l'on ne songeait à notre jeunesse décimée, à notre pays ravagé et qui fut menacé d'anéantissement. Bouches ouvertes, et pleines de terre : comme le dit l'aspirant Leniand, « elle est amère, cette terre de France ! »

Un des derniers cadavres retrouvés du côté de Lassigny est celui de ce sous-officier du 36e régiment dont le carnet de route révélait le cœur sentimental et l'esprit philosophique. Blessé entre les lignes, il agonisa cinq jours sans être entendu ni secouru. Ce Werther mourant trouva dans la foi religieuse la force de supporter sa longue agonie. De tant de carnets allemands que j'ai eus sous les yeux, celui-ci est l'un des seuls où j'aie rencontré une sincérité émouvante. En voici le dernier feuillet. Puisque j'en ai cité d'autres pages, il serait injuste, — et partant peu français, — de ne pas donner celle-ci :

CHAMP DE BATAILLE DE LASSIGNY

4 avril.

C'est aujourd'hui que j'ai vingt-quatre ans. Là-bas, chez nous, vous avez sans doute orné de fleurs mes photographies, sans vous douter que je suis étendu ici, sous le grand ciel, blessé, depuis cinq jours déjà. Et pas un être n'est venu pour me sauver. Depuis hier soir, ma blessure me brûle terriblement. Elle me donne la fièvre. Je souffre par moments si violemment que je n'ai pas su, dans mon désespoir, ce que je faisais, et j'ai essayé de m'ouvrir les veines... Malheureusement, je n'ai pas réussi. La nuit dernière et presque tout aujourd'hui, il a plu de telle sorte que... je n'ai plus rien de sec. J'espérais fermement que je serais sauvé pour le jour de mon anniversaire, mais il n'en est plus question, il n'y faut plus penser. Je suis mort désormais pour le monde, et je me réjouis de retourner vers mon Père céleste, auprès de qui je reverrai tous ceux que j'ai aimés et chéris dans ce monde. J'aurai alors fini de souffrir, mais, o misérable que je suis, il m'aura fallu auparavant boire pourtant l'amer calice de fiel jusqu'à la lie.

Celui-ci est mort pieusement, noblement. Les brancardiers de sa division ne doivent pas être très hardis pour ne pas l'avoir découvert quand il s'était traîné à un kilomètre en arrière. Comment s'est comporté le lieutenant de réserve W., adjoint au chef de bataillon commandant le 66e régiment, qui se

montre dans son carnet si arrogant et pour nous si méprisant? Et le pillard de Noyon qui appartenait à la 3e compagnie du 36e régiment? Le pillard de Noyon a beaucoup parlé :

— Lorsque nous fûmes engagés, a-t-il dit, nos officiers sont partis en avant tête baissée et nous les avons suivis, ce qui explique les grosses pertes parmi les officiers. Mais il s'est passé bien d'autres choses que je n'aurais pas crues possibles. Des officiers gisaient blessés dans le parc. Ils disaient aux hommes qui passaient : « Camarades, au secours! Emportez-nous. » Les hommes répondaient : « Maintenant vous nous appelez camarades et quand nous étions au repos vous ne faisiez même pas attention à nous. Vous nous traitiez plus bas que terre, et pire que du bétail. Cherchez de l'aide où vous voudrez, n'en attendez pas de nous! » Et les hommes passèrent sans s'occuper des officiers. A six heures du soir (le 30 mars), quand nous apprîmes dans le parc que nous étions entourés, quelques officiers essayèrent de nous persuader que nous devrions tenter une sortie, que ce serait une bagatelle, pour un si grand nombre d'hommes, de briser l'anneau qui nous encerclait. Mais il leur fut répondu : « Nous ne tirerons plus un seul coup de fusil, nous sommes contents que la guerre soit finie pour nous. »

Ainsi auraient répondu ces hommes qui la veille se promettaient de dévaster et piller la France. Quant au lieutenant W., c'est lui qui proclama avec une fureur d'admiration :

— Ces chiens de Français retombent toujours sur leurs pattes.

Après la visite du village que reconstruiront une fois encore, non plus en planches, mais en pierre, et pour des siècles, les Lobert et les Lepère, les Dubois, les Carpentier, les Garin et l'ancien maire Louis Lefèvre, et le vieil Hénot lui-même confiant dans l'avenir, nous rentrons dans le parc. Dans un coin, des arbres mutilés abritent quelques tombes. Ce sont des nôtres, du 97e. Des vers d'un poète de chez nous, dont les fils sont au combat, me reviennent à la mémoire :

Chers Savoyards, couchés sous cette vieille terre
Reconquise par vous à notre vieux drapeau,
Héros que j'ai connus, sur l'Alpe solitaire,
Pacifiques gardiens de paisibles troupeaux...
Que les monts orgueilleux d'où jaillissent nos Dranses,

Que leurs nobles sommets, que leurs rochers jaloux
Deviennent à nos cœurs, remplis de vos souffrances,
L'éternel monument qui nous parle de vous !
Et quand nous gravirons les pentes familières
Où se devine encor la trace de vos pas ;
Quand nous aurons atteint l'ineffable lumière
Que sur les blancs névés vous ne reverrez pas ;
Quand nous respirerons cet air qu'en vos poitrines
Pour combattre en héros vous aviez enfermé ;
Quand nous contemplerons, au soleil qui décline,
Ces prés, ces champs, ces bois que vous avez aimés...
Alors, interrogeant dans la splendeur des cimes
Vos mânes glorieux, attentifs et présents,
Ah ! puissions-nous sentir, morts obscurs et sublimes,
Revivre et battre en nous vos cœurs de paysans !... (1)

Nous retraversons le parc pour monter au Plémont. Le plateau est tapissé de fleurs, violettes, pensées sauvages, anémones. Le commandant de Surian en est toujours le gouverneur, avec son fameux 2e bataillon du 159e régiment. Ce terrible homme semble sortir d'un salon qu'il aurait tenu sous le charme : grand, blond, élégant, rasé de frais, il est plein de gaieté, de jeunesse, de grâce; quand on l'a vu, on donne tout son prix à cette phrase de son rapport qu'il a dû se divertir fort à écrire en pleine bataille après avoir réoccupé le plateau et replongé l'ennemi sur les pentes : « Nous avons d'excellentes vues. Le Boche n'en a aucune. Nous sommes au-dessus de lui. Il a vraiment le dessous. » Il fait visiter son domaine en passionné propriétaire terrien. Le tour n'est point de tout repos, car on est guetté par les observatoires allemands de Porquericourt et de temps à autre arrosé, mais les aventures qu'il conte ne permettent de s'en rendre compte que plus tard.

— Donner des noms, conclut-il après tant de faits miraculeux, c'est impossible. Il y en a trop Je citerai cependant la fin héroïque du petit soldat Moret de la 5e compagnie. Nous l'avons retrouvé dans la tranchée qu'il a défendue jusqu'à la mort. Devant lui deux tombes boches montraient qu'il avait âprement combattu. Et ses camarades l'ont vu entouré, et alors que les Allemands lui criaient : « Rends-toi ! » leur répondre à coups

(1) Louis-Joseph Grandperret.

de grenades. Nous l'avons retrouvé dans sa belle position de combattant, avec, à ses pieds, ses adversaires.

— Je dirai, reprend-il après une pause, le courage de ces quelques hommes qui, avec le caporal Renon, ont bondi au-devant des assaillants et les ont contenus à la grenade, sans permettre aux mitrailleurs de dégager leurs pièces. Je dirai l'héroïsme du capitaine Thuveny se battant comme un preux et acceptant avec une magnifique sérénité d'âme le sacrifice, qu'il voyait proche, de sa vie.

Sa litanie n'oublierait qu'un nom. Et comme on l'interroge sur le moral de ses hommes :

— Vous pouvez le deviner. Tous sentent qu'ils ont accompli de belle besogne. En dehors de ce qu'ont pu raconter les prisonniers, nous avons vu, sur le terrain, les maudites vagues grises couchées. Nous avons retrouvé, dans la partie du bois perdu pendant quarante-huit heures, des tombes et des tombes. Et il y a encore des cadavres devant nos lignes. Quand on a su les effectifs de l'attaque, on est encore plus fier d'avoir tenu.

Puis il ajoute :

— On fera mieux la fois prochaine...

Et je lis, à peine rédigé, l'ordre qu'il adresse ce jour-là, 4 avril, à son bataillon :

4 avril 1918. Ordre du chef de bataillon.

Mes amis, je veux vous remercier tous au nom de la France, pour le magnifique effort que vous avez fourni.

Pendant huit jours, vous avez veillé, vous avez travaillé; vous vous êtes préparés à recevoir l'ennemi sur la position qui nous avait été confiée et sur laquelle reposait, en grande partie, le sort de la bataille qui se joue actuellement.

Attaqués par trois régiments allemands, vous leur avez opposé votre vaillance, et, ni le nombre, ni les efforts n'ont pu avoir raison de votre bravoure. Vous avez bien mérité de la Patrie. Par ma bouche, elle vous remercie.

Les souffrances partagées, les heures pénibles vécues en commun cimentent véritablement l'affection qui nous unissait déjà. Maintenant que nous avons combattu ensemble, je vous connais mieux. Plus qu'avant, je sais qu'à l'avenir je puis compter sur vous, vous savez que vous pouvez compter sur moi.

Enfin, vous avez ajouté à la splendide histoire du 159e une superbe page. Elle restera votre éternelle gloire. La résistance du 2e bataillon,

attaqué sur la hauteur du Plémont par trois régiments allemands aura peut-être sauvé la Patrie. Il est juste que vous en soyez fiers !

Moi, je ressens un grand orgueil d'avoir été à votre tête, et de commander à des hommes tels que vous. C'est une des plus grandes satisfactions que puisse éprouver le cœur d'un chef.

Ayez une pensée pour ceux de nos camarades qui ont généreusement donné leur vie afin d'assurer notre mission.

Demain, la France aura encore besoin de vous. Je sais maintenant que tous vous répondrez : « Présent » à son appel. Je sais que devant vous, le Boche maudit ne pèsera pas lourd, puisque vous avez su le battre, à un contre vingt.

Ayez au cœur la joie du Devoir magnifiquement accompli, et, si demain on nous appelle, fiers du passé et confiants en Dieu qui nous a si largement aidés, nous montrerons aux Boches que notre valeur est encore supérieure à celle qu'ils ont éprouvée samedi

Vive la France !

*
* *

Je n'ai pu joindre ce jour-là le régiment colonial du Maroc ni le 56e bataillon de chasseurs à pied qui ne tenaient plus le secteur. Mais les chasseurs et les marsouins brillent dans notre histoire militaire d'un éclat incomparable. J'ai dit ailleurs (1) la geste des coloniaux à Verdun. Du moins ai-je vu sur place, à l'endroit même de leur victoire, deux régiments recrutés à même le sol natal, et qui donnent de notre armée une image fidèle, comme l'histoire de ce coin de l'Ile-de-France, le Plessis-de-Roye, présente en raccourci notre histoire douloureuse et glorieuse au cours de la guerre.

Comment le Plessis-de-Roye a été reperdu dans une journée (9 juin) qui ne fut pas sans honneur, comment il a été repris par toute une série d'âpres combats sous la chaleur d'août, c'est la suite de cette histoire. Les habitants vont revenir : ils rebâtiront leurs maisons et ensemenceront leurs terres délivrées. Et la ruine épique du château des Condé sera, comme Vaux et Douaumont, l'un des sanctuaires où la jeunesse à venir viendra s'agenouiller pour mieux connaître nos destinées immortelles et pour s'en inspirer.

HENRY BORDEAUX.

(A suivre.)

(1) *Les Captifs délivrés.*

ALEXANDRE DUMAS PÈRE[1]

I

LA CONQUÊTE ET LE RÈGNE

Au temps de la Restauration, la voiture des *Messageries de l'Éclair* partait tous les jours de Laon à quatre heures de l'après-midi et déposait ses voyageurs le lendemain, à cinq heures du matin, dans la cour de l'hôtel des Fermes, rue du Bouloi, n° 24.

Un dimanche de mai 1823 descendait de cette diligence un jeune homme de vingt et un ans, muni d'un léger portemanteau, et d'allure très provinciale; — il y avait encore des provinciaux à cette époque reculée. Le nouveau débarqué arrivait de Villers-Cotterets que traversait *l'Éclair* à neuf heures du soir; afin de ne point faire les frais d'un fiacre, et aussi parce que, ne connaissant point Paris, il n'avait d'autre préférence que celle d'une auberge à petits prix, il alla prendre gîte à quelques pas du débarcadère, dans un hôtel de la rue des Vieux-Augustins, — (aujourd'hui rue Hérold); — il dormit quatre heures pour se refaire d'une nuit de cahots, déjeuna sobrement quoiqu'il eût gros appétit, et sortit sans plus tarder pour se mettre en quête. Il venait à Paris afin d'y chercher un gagne-pain et n'avait pas, en effet, de temps à perdre, car son avoir consistait en cinquante-cinq francs qu'il s'était procurés en vendant son chien; sa vieille maman, restée à Villers-Cotterets

[1] Cette étude paraîtra en tête de l'édition des Œuvres choisies d'Alexandre Dumas père que prépare l'éditeur Louis Conard, pour la joie des amateurs de beaux livres, et qui fera un précieux pendant à la grande édition des Œuvres de Maupassant, si justement appréciée des bibliophiles.

et dont il avait, la veille, compté la bourse avant le départ, possédait, pour toute ressource, une somme à très peu près équivalente. Quoiqu'elle eût été la très légitime épouse d'un fougueux général de la République, la pauvre femme avait vu, depuis son veuvage, la malchance s'acharner contre elle; avec cette insouciance de l'avenir et ce dédain de l'argent qui caractérisaient beaucoup de Français du vieux temps, Mme Alexandre Dumas n'était même point parvenue, faute d'insistance et de savoir-faire, à obtenir la pension qui lui était due et, tout en maintenant dignement son rang dans la société de sa petite ville, elle s'était peu à peu résignée à vivre du revenu d'un bureau de tabac, maigre viatique à une époque où les fumeurs étaient rares et où les priseurs, plus nombreux, râpaient eux-mêmes, à l'ancienne mode, les carottes en rouleau qu'ils recevaient directement « des Iles, » ou dont ils faisaient provision chez Robillard, à leur voyage annuel dans la capitale.

Quant à son fils, le jeune Argonaute que venait de jeter *l'Éclair* sur le pavé de la rue du Bouloi, je pense que, de tous ceux, innombrables, qui, comme lui, se sont lancés dans la grande ville avec l'espoir de dénicher la Toison d'or, il était assurément le moins armé pour la conquête. Il n'avait ni amis, ni relations; il n'était doué d'aucune aptitude, pourvu d'aucune connaissance spéciale; quoique, grâce à la patience d'un charitable abbé, il fût parvenu à scander passablement les vers latins, son instruction n'avait pas été poussée au delà de cet amusement prosodique et il se reconnaissait, loyalement, incapable de mener jusqu'au dénouement la moindre opération d'arithmétique; il n'avait rien vu, rien lu, rien étudié; les trois notaires de sa bourgade ou des environs qui s'étaient évertués à l'initier aux mystères de la procédure et au style des contrats, avaient, après quelques jours d'essai, congédié avec hâte cet apprenti clerc fantaisiste, et prophétisaient unanimement qu'on ne ferait jamais rien de lui. Il ignorait tout du monde et de ses chausse-trapes, ne supportait pas la contradiction, s'emportait à propos d'un mot, prenait feu pour un rien; il était d'une franchise qu'il poussait jusqu'à la maladresse, d'une susceptibilité d'hidalgo, et d'une fierté telle qu'Artaban, le fameux capitaine des gardes de Xerxès, d'orgueilleuse mémoire, eût paru modeste par comparaison. En surcroît de malheur, il était, ou croyait être, républicain, et ne s'en cachait pas, périlleuse imprudence

à l'époque du roi désiré; d'ailleurs son intelligence et son activité ne s'étaient encore exercées qu'au détriment du gibier des grands bois au sein desquels est blottie sa ville natale; il excellait à tendre des lacets et à piper les oiseaux; véritable perce-forêt, il sautait d'un bond les plus larges fossés, savait construire des huttes de branchages appropriées aux affûts de nuit et demeurait des heures dans la vase jusqu'au menton pour le plaisir de tuer un canard sauvage, tous talents qui n'ont point cours et dont il est difficile de tirer profit entre la Madeleine et le Gymnase. Si bien que le moins clairvoyant des devins, en le voyant, ce dimanche du printemps de 1823, se hasarder dans Paris pour y chercher fortune, eût prédit, à coup sûr, que cet aventureux, dépourvu de toute chance de réussite, était fatalement prédestiné au rôle lamentable d'épave dans le tumultueux remous parisien, et que le monstre impitoyable qu'ont affronté tant d'autres naïfs imbus des mêmes illusions, n'allait faire qu'une bouchée de cet innocent, de ses témérités, de ses folles espérances et de ses cinquante-cinq francs.

Moins de cinq ans plus tard, il était célèbre! Du premier élan il avait atteint les plus hauts sommets de la plus retentissante, de la plus enviée, de la plus enivrante de toutes les renommées, celle que donne le théâtre : totalement inconnu la veille, il se trouvait, en trois heures de temps, promu chef d'école : il tutoyait les actrices fameuses et soupait chez les grandes coquettes; tous les journaux imprimaient son nom et, soit pour l'applaudir, soit pour le décrier, proclamaient son œuvre; on parlait de lui chez le roi; le ministre le priait d'accepter ses entrées dans tous les théâtres, Devéria traçait son portrait, David d'Angers modelait son profil, et les princesses du sang s'informaient avec empressement de la santé de sa mère...

Un revirement si subit et si merveilleux constitue, semble-t-il, un fait unique dans l'histoire de notre littérature : pour tous les autres, même pour les plus grands, l'ascension est plus ou moins rapide, mais elle est progressive; d'ordinaire, le tonnerre n'éclate pas sans quelques grondements précurseurs. Emporté, dès cette soirée triomphale, dans un tourbillon qui, de quarante ans, ne s'apaisera point, Alexandre Dumas, tant lui manqua le calme propice aux retours sur soi-même, ne sembla point avoir aperçu que, parmi toutes les belles histoires par lui imaginées, celle de sa propre existence demeure la plus extraordinaire et

la moins vraisemblable : il n'y a point, pour ainsi dire, de transition entre ses vagabondages dans la forêt de Villers-Cotterets ou les heures grises passées à grossoyer dans les études de son chef-lieu de canton, et l'apothéose décernée le 11 février 1829 à son drame de *Henri III*, en cette salle du Théâtre-Français, toute brillante de toilettes, radieuse de lumières, de parures et de diamants, et dont, ce soir-là, le premier rang du balcon était occupé par une Cour d'altesses, de princes, de maréchaux, de diplomates et de ministres, applaudissant debout et découverts le pauvre garçon descendu tout à l'heure de sa mansarde et qui, le matin de ce triomphe, avait été surpris à découper un col de chemise en papier dont il allait faire le complément de sa toilette. Il y a de ces surprises dans les contes de fées : je n'en vois point de similaires dans notre légende littéraire.

Comment la chose advint, nul ne se risquerait à le relater après lui ; les pages où il conte les préliminaires de cet éclatant début et dont il donna, en 1833, la primeur à la *Revue des Deux Mondes*, sont parmi les plus charmantes qu'il ait écrites. Elles ont pris place, depuis lors, aux IIIe et IVe volumes des *Mémoires*. Quelle bonne humeur, quel entrain, que d'esprit à ce rappel de son temps de misère ! Avec quelle finesse il nous peint cette vie de bureau qui fut la sienne, alors que, sur la recommandation du général Foy, ancien camarade du général Dumas, il entra comme expéditionnaire dans l'administration de la Maison d'Orléans. Il y a, dans cet alerte récit, des tableaux achevés, animés de silhouettes surprenantes de vie et de vérité : M. le chevalier de Broval, directeur général ; Oudard, le chef de bureau ; Lassagne, le sous-chef ; Ernest, le commis d'ordre ; le petit père Bichet, qui a connu Piron ; et jusqu'à Féresse, le méchant gardien de bureau. Parmi ces fonctionnaires hautains, indifférents ou hostiles, l'humble expéditionnaire vécut, durant quatre années, copiant sans relâche des rapports qu'il ne lisait point, taillant des enveloppes et apposant des cachets, un peu bafoué par ses collègues, lesquels, professant le culte de la hiérarchie et ne caressant d'autre rêve que celui de « l'avancement, » prenaient en pitié ce pauvre hère, tout frais sorti de son village qui compromettait son avenir à rimer des vers de tragédie et dissimulait mal son mépris pour la monotone besogne du bureau. De tout temps, en toute administration,

l'employé « fantaisiste, » — reproche vivant pour ses camarades dont les aspirations sont pleinement satisfaites par la somnolente routine et les mesquines intrigues de corridors, — est vite déconsidéré, traité d'*amateur*, — verdict sans appel, — suspect à ses chefs et tacitement condamné à quitter la place.

Dumas en fit l'expérience : bien que scribe modèle, il fut bientôt mis à l'écart. Le bruit s'était répandu dans les bureaux que « le nouveau » se vantait d'éclipser un jour Casimir Delavigne, dont le prestige rayonnait sur toute la maison, le poète des *Messéniennes* étant le bibliothécaire de Monseigneur. Ce fut, du contentieux aux archives et du matériel au bureau des secours, un éclat de rire. L'insupportable employé, cause de ce scandale, se vit privé de gratifications; les directeurs se le repassaient de service en service comme un subordonné encombrant. Dix ans plus tard, en relatant ces tracasseries, il le fera sans acrimonie, en bon garçon que tout amuse et qui ne connaît pas la rancune; au vrai, il en avait beaucoup souffert : à cet indompté, à peine échappé à la vie libre de sa forêt, l'apprivoisement paraissait rude : il lui fallait accepter la cage pour ne point perdre ses appointements : quinze cents francs. — Quinze cents francs pour deux ménages!

Dès son arrivée à Paris, Dumas avait loué, moyennant dix francs par mois, une petite chambre, tapissée d'un papier jaune, au quatrième étage de la maison n° 1 du Carré des Italiens, en face de l'Opéra-Comique : la concierge de l'immeuble se chargeait des soins du ménage. Quelque temps après son installation, Dumas s'avisa que, sur le même palier, vivait une jeune ouvrière, aussi pauvre que lui; elle se nommait Catherine L... et arrivait de Rouen, espérant trouver à Paris, mieux qu'en province, à vivre de ses travaux d'aiguille. Catherine n'était point jolie, mais très fine, très blonde et très blanche. Une camaraderie s'établit entre Alexandre et sa voisine; on se communiqua ses peines, on s'encouragea mutuellement, on s'aima bientôt. — Le 27 juillet 1824, Catherine mit au monde un enfant dont Dumas se déclara le père et auquel il donna son nom. Vers la même époque, sa mère se décidait à quitter Villers-Cotterets et venait à Paris retrouver son fils. Son bureau de tabac liquidé, ses meilleurs meubles et sa maison vendus, il restait à la veuve du général deux mille francs qu'elle se

promettait bien de ne pas entamer. Alexandre loua un second logement, au n° 53 du faubourg Saint-Denis, tout à côté de l'hôtel du *Lion d'argent*, et c'est là qu'il se fixa avec sa mère, sans abandonner cependant la compagne et l'enfant demeurés au Carré des Italiens. Quatre personnes à nourrir, — et il gagne 4 fr. 25 par jour!

Il faut, d'ailleurs, que sa tenue soit irréprochable : M. le chevalier de Broval ne supporterait pas qu'un de ses commis eût l'air d'un pauvre : on peut être appelé à l'improviste chez Monseigneur pour quelque rapport à copier et cette aubaine aléatoire exige une correction de bon goût. C'est alors que le malheureux surnuméraire connaît les angoisses des tragiques fins de mois, les remords pour quelques sous dépensés à l'achat d'un bouquin, les désespoirs pour une lampe qui charbonne faute d'huile, avant la fin d'une lecture absorbante, et aussi l'art des poses d'apparent abandon dissimulant la reprise d'un habit ou le bâillement d'une botte éculée. Il ne dîne pas tous les jours « à sa faim, » malgré les miracles d'économique ingéniosité de sa vieille maman; et, quand il sort du Palais-Royal où il a passé neuf heures à transcrire les élucubrations bureaucratiques de M. le chevalier de Broval ou de quelque autre, au lieu de se nettoyer l'esprit en étudiant l'œuvre des grands écrivains dont la fréquentation assidue lui jalonnerait la voie et l'acheminerait vers le but libérateur, il copie encore, la nuit, pour le compte d'une agence dramatique. Entre temps il collabore, sous un pseudonyme, à un vaudeville en un acte, *la Chasse et l'Amour* qui, joué à l'Ambigu, lui rapporte 300 francs, vite consacrés à l'impression d'un volume de *Nouvelles contemporaines* dont l'éditeur vend quatre exemplaires; et telle est la première spéculation littéraire d'Alexandre Dumas. Un autre lever de rideau, *la Noce et l'Enterrement*, reçu à la Porte-Saint-Martin, produit huit francs de droits par soirée durant près d'un mois et ce piètre subside aide les deux ménages à passer l'hiver de 1827. Mais ce qu'il gagne au théâtre, le bureau le lui reprend, et au delà, car ses gratifications d'abord, puis ses appointements, sont supprimés. Mgr le duc d'Orléans n'admet pas qu'un employé à ses gages « s'occupe de littérature. » Et, du coup, Dumas comprend que l'heure est venue « de triompher ou de tendre la gorge. »

Triompher? Où? Comment? Quelle vraisemblance que, harcelé par tant de soucis, obsédé par la hantise du pain quotidien, cet aventureux parvienne à produire une œuvre assez marquante pour être lucrative? La produirait-il, par qui, dans quel théâtre la faire jouer? Trouverait-il seulement quelqu'un qui la lise? En supposant, d'ailleurs, ces obstacles surmontés, le bénéfice d'une si difficile entreprise est des plus minimes. Le public, même celui du Théâtre-Français, est saoul de tragédies : les pontifes du genre, les Arnault, les Lemercier, les Viennet, les Jouy, les Andrieux, fournisseurs habituels et illustres de la maison, ne récoltent que des recettes de famine. Les spectateurs réclament autre chose que les sempiternelles et lointaines imitations de *Mérope* et de *Cinna;* mais quoi? — Ils ne le savent pas, ni personne : et ce n'est certes pas ce petit employé de bureau, sans expérience littéraire, qui découvrira la nouvelle formule d'art que le XIXe siècle attend.

Si! Ce sera lui. Il a vu au Salon un petit bas-relief, exposé par Mlle Fauveau et représentant un homme, en costume du XVIIe siècle, expirant aux pieds d'une femme. *Assassinat de Monaldeschi*, indique le livret. Dumas est si peu instruit de notre histoire qu'il ignore absolument cet épisode fameux; jamais il n'a même entendu le nom de la reine Christine. La curiosité le prend d'ouvrir un dictionnaire biographique, d'y chercher les notices consacrées à ces deux personnages; il les copie, les met en poche et le voilà, entre deux expéditions, ou, la nuit, après son travail, rimant cinq actes sur ce dramatique sujet. En deux mois *Christine* est achevée, reçue à la Comédie-Française, grâce à une combinaison de divins hasards trop admirablement contée dans les *Mémoires*, pour qu'on ose ici la rapporter. Les pensionnaires ordinaires du Roi ne jouèrent pas ce drame parce que l'auteur, bien imprudent mais chevaleresque, céda son tour à une autre *Christine*, œuvre d'un poète classique très vieux et très bien en Cour qui, patientant depuis longtemps, souhaitait voir, avant de trépasser, sa tragédie représentée. Il n'eut pas ce bonheur et disparut avant sa pièce qui, elle, mourut jeune et sans gloire. Quant à Dumas, il s'était remis au travail : un nouveau drame, en prose celui-ci, était né dans son esprit de quelques lignes d'Anquetil lues par aventure : c'était *Henri III et sa Cour*. Du 11 février 1829, jour mémorable de la première représentation, date l'ère révo-

lutionnaire de notre littérature romantique. La victoire fut si décisive que les vieux classiques, épouvantés, s'avouèrent eux-mêmes vaincus par ce jeune inconnu surgi de l'ombre comme l'un de ces puissants génies des légendes qui, d'un geste autoritaire, chassent au lever de l'aurore les esprits des ténèbres effarouchés de sa splendeur.

On se fait difficilement aujourd'hui une idée de l'importance que prenait alors un événement de ce genre : nous ne connaissons plus de tels enthousiasmes ni de tels déchaînements de haine. Au lendemain de *Henri III, le Corsaire* proclamait que l'ouvrage était « une monstruosité » et l'auteur « un jésuite pensionné sur les fonds secrets; » la *Gazette de France* dénonçait la pièce comme « une conspiration flagrante contre le trône et l'autel; » et le *Constitutionnel* assurait que, après le baisser du rideau, la jeunesse romantique, ivre du succès, s'était ruée, dans le foyer et les couloirs du noble théâtre, en une sarabande infernale, au cri sacrilège de : *Enfoncé Racine!* Les éloges étaient en proportion des invectives et, de cette brusque commotion, Dumas se réveilla demi-dieu.

Tout de suite commence cette existence extraordinaire qui va étonner le monde durant près d'un demi-siècle. Les quelques mille francs que lui procure son triomphe semblent, à ce pauvre garçon qui n'a jamais disposé d'un louis, une fortune de nabab et, de ce jour, il ne connaîtra plus la valeur de l'argent. Son premier soin est d'installer sa mère, à demi morte des émotions de la bataille, dans un confortable appartement agrémenté d'un jardin; il se loge dans le quartier aristocratique : ne faut-il pas recevoir décemment les thuriféraires de sa jeune gloire? De celle-ci il n'est ni surpris ni grisé : il l'attendait comme chose due et juge encore qu'elle a bien tardé. Du premier jour il la traite en vieille connaissance; il la porte avec une aisance joyeuse; il n'est lui-même que depuis qu'il est célèbre et heureux, tant il se sent fait pour le bonheur. Il témoigne subitement d'une si naturelle exubérance de vie, d'un si communicatif entrain, d'un si insatiable appétit de jouissances, d'aventures et d'imprévu, que, dirait-on, l'autre Dumas, celui d'avant *Henri III*, le maigre commis des bureaux d'Orléans, se divertissait à dissimuler sa véritable taille pour mystifier ses contemporains, comme ce géant des contes arabes qui, afin de faire montre de son pouvoir magique, se diminue,

se replie, se contracte et s'enferme dans une bouteille. Maintenant, délivré de la gêne, et comme s'il n'avait eu qu'à commander pour en sortir, il se carre, il s'étale, il satisfait toutes ses fantaisies; sûr de sa force, il sait qu'il recommencera, quand et comme il voudra, le miracle qui l'a tiré de peine, et son prestige, sa vogue sont si réels que tous ses caprices plaisent, que nul ne songe à critiquer.

Il n'a besoin de personne et ne veut obéir qu'à sa fantaisie : un matin de juillet, il va partir pour Alger; ses malles sont prêtes, sa chaise de poste est commandée; mais la fusillade éclate. — Qu'est-ce? — La révolution. Il ne part plus et le voilà insurgé, faisant le coup de feu contre la garde royale, élevant des barricades et marchant à l'assaut du Louvre avec une troupe de pauvres diables armés des hallebardes historiques et des pertuisanes vénérables du Musée d'artillerie. En trois jours, la vieille monarchie est à bas; c'est bien court, et Dumas prolonge le plaisir en allant prendre, lui tout seul, Soissons, place forte de première classe. Le duc d'Orléans, son ex-patron, est devenu roi : il fait des avances à l'ancien expéditionnaire dont l'importance maintenant est grande. Tout autre profiterait de l'aubaine ou chercherait à se pousser : c'est le moment que choisit Dumas pour tourner le dos au soleil levant. Qu'a-t-il besoin de protecteurs? N'est-il pas investi lui-même d'une sorte de royauté, moins éphémère et mieux assise que celle de l'hôte des Tuileries?

On le voit le jour où Louis-Philippe ayant donné un bal, l'auteur de *Henri III* imagine de faire concurrence au pouvoir nouveau et d'offrir, lui aussi, une fête costumée à ses courtisans : Paris pourra constater que, lorsqu'un artiste daigne recevoir, il fait les choses mieux qu'un souverain. Ah! cette fête légendaire! Depuis l'hiver de 1832, elle n'est pas oubliée et excite encore la curiosité des chroniqueurs, malgré quatre-vingt-sept ans écoulés. Dumas habite alors une maison neuve du square d'Orléans, rue Saint Lazare; en plus de son appartement, il dispose d'un autre local, vacant, dont la porte ouvre sur son palier. Comment orner ces pièces inhabitées? Un mot, et les peintres de bonne volonté accourent : ce sont Eugène Delacroix, Louis et Clément Boulanger, Alfred et Tony Johannot, Decamps, Granville, Jadin, Nanteuil, Barye, Ziegler et Ciceri. Quel Louvre, sur l'ordre de quel monarque, a jamais réuni pareille équipe

de décorateurs? Il faut songer au souper : un mot encore, et l'Administration des domaines met à la disposition du magicien une forêt royale : un jour de chasse, et le voilà rapportant trois lièvres et neuf chevreuils, dont deux tués d'un même coup de fusil. Chevet, appelé à comparaître, se présente sans tarder; on procède avec lui par voie d'échange : il fournira un saumon de cinquante livres, un esturgeon d'égal poids, une galantine monstre; les trois lièvres seront mis en pâté et deux des chevreuils apparaîtront rôtis tout entiers, dressés sur un plat d'argent emprunté au dressoir de Gargantua. Au buffet trois cents bouteilles de vin de Bordeaux, trois cents bouteilles de vin de Bourgogne et cinq cents bouteilles de vin de Champagne.

Au jour dit, les salons sont prêts à s'ouvrir; les murs sont couverts, des plinthes aux corniches, de fresques romantiques : un *Cinq-Mars* de Johannot, une *Lucrèce Borgia* de Boulanger, une *Esmeralda* de Ziegler, un *Roi Rodrigue* de Delacroix... Ciceri, auréolé de la gloire du cloître de *Robert le Diable*, le plus beau des décors qu'aient équipés les machinistes de l'Opéra, Ciceri a peint les plafonds. Les invités peuvent venir : ils viennent en foule et jamais nulle cour ne se composa d'une assistance pareille : toute la Comédie Française dans les costumes de *Henri III;* les plus jolies, les plus célèbres artistes : Mars, Levert, George, Noblet, Léontine Fay, Falcon, Déjazet; les plus fameux comédiens : Firmin, Michelot, Nourrit, Monrose, Frédérick-Lemaitre; les plus illustres écrivains et les plus grands artistes : Alfred de Musset, en paillasse; Eugène Sue, en domino pistache; Roqueplan, en officier mexicain; Étex, Adam, Considérant, Buloz, Véron, Odilon Barrot; Rossini s'est déguisé en Barbier de Séville; le vieux général La Fayette, le héros des deux mondes, a adopté le costume d'un seigneur vénitien... A neuf heures du matin on danse encore; on sort dans la rue, orchestre en tête; et la fête se termine par un dernier galop qui ne se disperse qu'au boulevard. — Louis-Philippe, on le pense, n'essaya même pas de rivaliser. Comment lutter, dans son auberge des Tuileries, avec son humble cour de ministres, de députés et de fonctionnaires, contre cette joyeuse bousculade de jeunes renommées et de grands talents, entassée par plaisir dans le taudis d'un poète?

Une telle réussite suffirait à satisfaire la gloriole de tout

autre : pour Dumas, simple amusement. La porte fermée sur son dernier invité, il est au travail; en quelques jours il échafaude un scénario; en douze heures il écrit un acte; en deux semaines il achève une pièce : c'est ainsi qu'il a composé *Antony*, *Richard Darlington*, *la Tour de Nesle*, terribles coups assenés, en se jouant, par cet Hercule souriant, aux classiques éperdus. La foule s'écrase aux théâtres où l'on joue ses pièces, et cherche à découvrir dans quelque loge sa silhouette déjà populaire... Il est à Berne, au Simplon, à Constance, d'où il rapportera une nouvelle œuvre : *Impressions de voyage en Suisse*, — sujet bien usé : les éditeurs, à l'énoncé du titre, ont fait la grimace; c'est qu'ils ne connaissent pas encore les étonnantes volte-face de l'esprit de Dumas et le sortilège de son imagination. Rien qu'à narrer ses rencontres d'auberge, il enchante; et là où tant de touristes sont passés sans voir autre chose que ce qu'indiquent les Guides, il découvre des forêts de légendes et cueille un roman à tous les tournants du chemin. Ce trésor de verve qu'il porte en lui, comment les autres en auraient ils eu idée, puisqu'il en ignorait lui-même l'existence? Il a peu pris la peine de s'étudier et il croit ne posséder que le don de faire frémir, le goût du sombre et du terrible. D'ailleurs, à cette époque de ferveur romantique, la seule gaieté permise était la satanique, celle de Méphistophélès ou de Manfred : « Gœthe et Byron, dira Dumas, étaient les deux grands rieurs du siècle! » Et il avait mis, comme tous ses contemporains, un masque à son inspiration. Ce masque tombe à la première publication des *Impressions de voyage*, et c'est dans le public un ravissement.

Dumas fait, vers la même époque, une autre découverte : celle de l'histoire de France dont il ne connaît que l'épisode de *Henri III*. Le hasard d'une heure d'oisiveté lui a permis de feuilleter l'*Histoire des Ducs de Bourgogne* : il tombe sur le chapitre où sont contés des démêlés d'Isabelle de Bavière avec Jean Sans Peur, ne trouve pas cela ennuyeux, et le voilà occupé à découper en scènes et à dialoguer, par exercice de dramaturge, le récit de Barante. La *Revue des Deux Mondes*, récemment née, publie la chose avec grand succès, et Dumas a pris tant de plaisir à vivre dans ce passé pittoresque, qu'il décide d'entreprendre une suite de romans comprenant toutes nos Annales, depuis les temps druidiques jusqu'au roi-citoyen. Seulement un

détail l'inquiète : il enseignera bien l'histoire à ses lecteurs tout en l'apprenant lui-même; encore faut-il l'apprendre : comment se documenter? Que lire? Où s'adresser pour être renseigné? L'histoire de France, qui connaît ça? Heureusement il se souvient que, étant enfant, son abbé de Villers-Cotterets lui a mis entre les mains une *Histoire de France* en vers, par demandes et par réponses, qu'il s'est bien gardé d'étudier, certes, mais dont il se rappelle le nom de l'auteur : c'est l'œuvre d'un certain abbé Gauthier « revue et corrigée par M. de Moyencourt. » Il se procure le précieux volume et s'y plonge avec émerveillement, travaillant sans désemparer et prenant le plus sérieusement du monde des notes savantes, comme le doivent faire les paléographes aux prises avec les chartes authentiques. Il lui est révélé ainsi que

> Pharamond fut, dit-on, le premier de ces rois
> Que les Francs, dans la Gaule, ont mis sur le pavois,

et aussi que

> Clodion prend Cambrai; puis règne Mérovée;
> De la fureur des Huns Lutèce est préservée...

Cela se poursuit jusqu'à la révolution de 1830, époque où

> Philippe d'Orléans, tiré de son palais,
> Succède à Charles dix par le vœu des Français.

Déjà la fougueuse et téméraire imagination de l'écolier-historien entrevoit tout le parti qu'il tirera de cette documentation : et il ne faudrait point jurer qu'elle n'eût été pour lui suffisante; mais un ami, mieux averti, le surprend dans ce labeur enfantin, s'étonne, lui conseille d'avoir, de préférence, recours aux sources, de consulter Jornandès, Sidoine Apollinaire, Grégoire de Tours, puis, pour les époques postérieures, Eginhard, l'archevêque Turpin, Guillaume de Nangis, Pierre d'Orgemont, Juvénal des Ursins, Joinville, l'Estoile, Brantôme, Tallemant des Réaux... Dumas, que rien n'épouvante, adopte ce sage avis : un monde insoupçonné se dresse devant lui : il s'y jette à corps perdu, extasié de ce qu'il aperçoit, rayonnant de ce qu'il découvre, sans plan, sans but défini, sans méthode, rien que pour le bonheur de vivre avec des fantômes et de ressusciter des morts... Bénissons le bon institu-

teur de Villers-Cotterets qui, jadis, respecta pieusement l'ignorance de son élève : parce que celui-ci parvint à l'âge d'homme sans avoir pâli sur des manuels fastidieux, nomenclatures de noms et de dates, qui l'eussent, dès l'enfance, comme tant et tant d'autres, à tout jamais rebuté, son esprit vierge discerna pleinement la grandeur et la beauté des merveilleuses mêlées qu'il entrevoyait, et en garda, pour notre grande joie, la passion et l'éblouissement.

Mais Dumas ne se contente pas de lire, il veut voir, il veut vivre ces scènes héroïques dont les récits l'ont enchanté ; aussitôt il se met en route : il va parcourir, en touriste, le Midi de la France, l'Italie, la Sicile et *découvrir*, après l'histoire, la Méditerranée. Plus tard il passe en Espagne où il est convié au mariage de l'Infante, puis en Algérie que le ministre l'invite à visiter, « afin de faire connaître ce pays à la France ; » l'État a mis une corvette à son service. Entre temps, il publie quarante romans, disperse un nombre inconnu de chroniques, fait représenter vingt pièces de théâtre. Il est partout à la fois : on le croit à Naples, on le rencontre au foyer du Vaudeville ; on reçoit de lui une lettre datée d'Alger, et, le lendemain, on l'entend plaider un procès devant la première chambre du tribunal civil. En province, on se groupe à l'arrivée de la malle-poste de Paris et on se bat à la distribution des journaux apportant la suite d'un de ces feuilletons qui tiennent en suspens, durant des mois, l'émotion haletante des lecteurs. Nulle renommée populaire n'égale celle de l'écrivain qui a créé *les Mousquetaires* et *Monte-Cristo* dont le monde entier a suivi les péripéties. Villemessant raconte, dans ses *Souvenirs*, que, de 1840 à 1865, tout organisateur de fête de bienfaisance, soucieux d'une belle recette, doit avant toute autre vedette, s'assurer de la présence d'Alexandre Dumas. Le programme importe peu, Dumas sera là : le salle se remplit. On l'annonce et voilà l'assistance entière debout sur les banquettes, tous les regards tournés vers la porte, les cous tendus, les bouches béantes. Il apparaît, souriant, bon enfant, disant bonsoir, serrant les mains, s'amusant de tout, indulgent pour tous, content d'être adulé, mais le laissant voir, franchise rare qui n'implique ni morgue ni suffisance. Et l'on s'en va ravi, colportant un mot qu'il a dit, un de ces mots dont Paris rira durant huit jours. Il porte, partout où il va, une atmosphère d'entrain et de mou-

vement devenue proverbiale : en mai 1847, il se fixe à Saint-Germain, et cette jolie ville forestière qui, depuis le temps de la Fronde, ressemblait à la Belle au bois dormant, s'éveille tout à coup de sa torpeur et subit la contagion vivifiante : Dumas a acheté le théâtre municipal, et les artistes de Paris y viennent jouer le répertoire des grandes scènes : la poste n'a plus assez de chevaux, les hôtels n'ont plus assez de chambres, les trains refusent des voyageurs; on chasse à courre dans la forêt, on tire des feux d'artifice sur la terrasse. Quant à Dumas, le chef d'orchestre qui mène cette sarabande, il donnerait des leçons d'hospitalité à un montagnard écossais; sa villa est ouverte à tous, au mendiant comme au prince. Octave Feuillet, très jeune et parfaitement inconnu alors, y vient échouer une fois, malade et cherchant asile : on l'y reçoit comme le plus vieil ami de la maison; pour l'assister, l'auteur d'*Antony* se transforme en sœur de charité. Du fond de son lit, Feuillet, par les fenêtres ouvertes, assiste au spectacle du dîner sur la pelouse : il en gardera un souvenir encore éblouissant trente ans plus tard; convives : Hugo, Delacroix, Rachel, Duprez... bien d'autres; entre qui ose, s'assoit qui trouve place; « des amphores antiques, pleines de glace, sont répandues sur le gazon, de grands vases d'or aux formes orientales servent aux ablutions des convives; » on se croit transporté devant une toile de Véronèse ou sous les pampres du Décaméron, et cette fantasmagorie s'efface, peu à peu, dans les ombres élyséennes d'une nuit d'été, tandis que le maître du logis enchante de ses récits ses hôtes, comme un conteur arabe « prolongeant la veillée sous le ciel étoilé du désert. »

— Qu'a donc Saint-Germain à se trémousser ainsi? disait le roi Louis-Philippe à M. de Montalivet, ministre de la liste civile. Versailles, pour qui j'ai tant fait, reste mort et se refuse à ressusciter.

— Sire, répondit Montalivet, voulez-vous que Versailles, au lieu d'être funèbre comme une nécropole, devienne gai jusqu'à la folie? Dumas a quinze jours de prison à purger pour manquement à son service de garde national; ordonnez qu'il fasse ces quinze jours de prison à Versailles...

Louis-Philippe tourna le dos et bouda son ministre durant un mois. Peut-être supportait-il malaisément la royauté rivale; peut-être aussi n'aimait-il point se rappeler que, naguère, sur

l'état d'émargement de ses employés, il avait tracé de sa main cette note, en regard du nom du futur auteur de *la Tour de Nesle* : « supprimer les gratifications de M. Dumas *qui s'occupe de littérature.* »

Mais déjà Saint-Germain est retombé dans sa somnolence : Dumas l'a quitté; il bâtit sur les coteaux de Marly un château dont on parle comme du palais d'Aladin; il construit sur le boulevard un grand théâtre qu'il dirigera et alimentera de ses pièces. La révolution de 1848 aidant, il s'y ruine, — simple incident; — le voici, après le coup d'État de 1851, fixé à Bruxelles, où, suivant le mot d'un proscrit, « il garde à l'heure ce char de la fortune » qui l'a porté durant quarante ans et qui l'a quelquefois versé. Quand il rentre à Paris, après trois ans d'exil volontaire, il se loge à la Maison Dorée, y crée un journal dont il est l'âme, quand il n'en est pas le seul rédacteur. Sur un mot, en quelques moments, il se décide à partir pour Saint-Pétersbourg, afin d'assister aux noces d'un spirite; il reviendra par Moscou, Kazan, le Caucase, Odessa, Galatz et Trébizonde. Partout où il passe, il est chez lui, on le connaît, on l'aime, on lui fait fête. Il n'y a point de contrée du globe où il puisse passer ignoré : « S'il existe quelque part un autre Robinson Crusoë dans une île déserte, disait Méry, croyez bien que ce solitaire est occupé en ce moment à lire *les Trois Mousquetaires* à l'ombre de son parasol fait en plumes de perroquet. » Son nom seul est une monnaie qui a cours en tout pays, témoin ce jeune Circassien qui le sert à Poti, sur la Mer-Noire, et qui, n'ayant pu s'embarquer avec lui, entreprend le voyage de Paris ne possédant pour tout passeport qu'une simple lettre du maître, grâce à ce talisman, et fait deux mille lieues en dépensant 61 francs et deux sous!

« Vous êtes l'une des forces de la Nature, » écrit à Dumas Michelet. « Vous nous rendez Voltaire, » écrit Victor Hugo. « Vous êtes surhumain; mon avis sur vous est un point d'exclamation! » écrit Lamartine; et pour juger ces appréciations, il faut se reporter à l'époque où celui qui en était l'objet trouvait le moyen d'étonner tous les jours Paris. Son œuvre immense est, après bientôt cinquante ans, toute chaude encore de vie, de fougue, de turbulence : qu'était-ce quand on approchait l'homme même? Un de ceux qui ont vécu auprès de lui gardait de ce contact l'impression d'avoir coudoyé un Taint:

« Un demi-siècle durant, disait-il, l'Europe n'a juré que par lui ; les deux Amériques envoyaient querir ses romans par flottilles de paquebots; on a joué ses drames en Égypte pour charmer la vieillesse de Mehemed-Ali, le grand pacha; on a lu ses écrits à Chandernagor et à Tobolsk... Il a laissé bien loin derrière lui la famosité du patriarche de Ferney; de sa main il a noirci des montagnes de papier; il a fait représenter cent pièces de théâtre et publié mille volumes... Il s'est fait soldat afin de prendre part à la guerre des rues; il a commandé une légion, tenu tête à vingt duels, soutenu autant de procès, frété des navires, distribué des pensions sur sa cassette; il a dansé, chassé, aimé, pêché, magnétisé, fait la cuisine, gagné dix millions, dépensé bien davantage... » Et telle fut, à grands traits esquissée, la vie de celui dont, à vingt ans, les plus hautes ambitions n'allaient pas jusqu'à désirer une place de commis chez un buraliste de son chef-lieu de canton et qui devint, par le seul essor de son esprit et de sa prodigue vitalité, « l'une des plus grandes curiosités de son temps. »

* * *

Écrire la biographie de Dumas sera toujours besogne aussi décevante que celle qui consisterait à dépeindre les phases miroitantes d'un kaléidoscope en mouvement. Pourtant il y a dans cette existence quelques épisodes auxquels on aimerait à s'attarder parce qu'ils sont particulièrement caractéristiques et qu'ils ont pris, dans la chronique littéraire du XIXe siècle, une apparence de légende. Tel, par exemple, le séjour au château de Monte-Cristo.

Le récit des aventures du *Comte de Monte-Cristo*, — dix-huit volumes d'après Quérard, — avait été publié en 1844-1845 chez l'éditeur Pétion. Jamais œuvre d'imagination ne suscita curiosité aussi violente, jamais pages ne furent tournées par des milliers et des milliers de mains frémissantes avec plus de fièvre et d'émotion. L'histoire d'Edmond Dantès et l'art captivant avec lequel elle est contée, justifiaient cette admiration ; elle touche, par endroits, à l'épopée et atteint quelquefois au grandiose : ce pauvre marin amoureux et jalousé, séparé de sa fiancée par un impitoyable hasard, mêlé, sans qu'il s'en doute, à un ténébreux complot politique et astreint, par la doucereuse

méfiance d'un magistrat ambitieux, à une détention perpétuelle dont il ignore la cause et la raison, est un héros de roman dont la pathétique figure dépasse les proportions ordinaires des personnages imaginaires. Évadé par miracle après de longues années de cachot, devenu, par la plus merveilleuse des péripéties, possesseur d'un trésor fabuleux, il se transforme en un être quasi mythique, méconnaissable à tous, pénètre le mystère de l'obscure intrigue à laquelle il a été sacrifié, se cuirasse contre toute faiblesse et emploie son invraisemblable fortune à se faire son propre justicier, jusqu'au jour où, l'un de ses coups ayant frappé à faux, il s'avise qu'à Dieu seul appartient de doser la récompense et le châtiment, et qu'un homme, si puissant et invulnérable soit-il, ne peut, sans faillir, s'arroger les droits réservés à la Providence.

Serait-ce d'avoir jonglé durant trois cent cinquante feuilletons avec les millions du comte de Monte-Cristo, ou que la vente du livre eût été follement lucrative, ou encore, ce qui n'est point contestable, que Dumas fût doué d'aptitudes naturelles au rôle de nabab? il semble avoir perdu, dès cette époque, le peu de notions qu'il possédait de la valeur de l'argent. Il résolut de créer, sur les coteaux de Marly, non loin de Saint-Germain galvanisé, en un pays où la nature semble conserver l'empreinte de l'ostentation de Louis XIV et des galantes cachotteries de Louis XV, une résidence digne de sa renommée et de sa fortune. La construction s'éleva, d'après ses plans, à mi-colline; elle étonnait les passants par sa coquetterie naissante et aussi par sa singularité; elle étonnait bien davantage encore par ce qu'on en rapportait, — des merveilles! — Parisiens de passage, boulevardiers en quête de villégiatures, indigènes nourris du célèbre feuilleton, la nommèrent d'un commun accord *le Château de Monte-Cristo*. Le manoir et son propriétaire furent bientôt les plus grandes attractions du pays. Léon Gozlan qui le traversait, certain jour d'été, se rendant à Louveciennes pour y voir le pavillon de Mme du Barry, a conté dans *l'Almanach comique* de 1848 le hasard auquel il dut de visiter Monte-Cristo encore inachevé et « dont on parlait alors en Europe et en Amérique comme on parlait de Versailles au XVIIe siècle ou de Sainte-Hélène en 1820. »

Il avait pris place à Saint-Germain sous la capote de la diligence, rêvant à la favorite de Louis XV dont il allait explorer

le domaine, quand, tout à coup, le conducteur, en proie à une agitation extrême, se mit à crier : « Le voilà! le voilà! » Le fouet claquait, les chevaux piaffaient; tous les voyageurs, ceux de l'impériale, ceux du coupé, ceux de la rotonde et ceux de l'intérieur se poussèrent avec tant de précipitation et un si périlleux enthousiasme sur le côté gauche de la voiture, que la diligence en perdit son équilibre : tous, insoucieux du danger, répétaient avec extase : « Le voilà! le voilà! » — « Pour cette fois, se dit Gozlan, tout à ses pensées, c'est bien Louis XV en personne, car c'est quelque chose comme de peuple à roi ce qui se passe devant moi! » Il se précipita, lui aussi, quitte à ce que son poids compromît le peu qui restait du centre de gravité de l'énorme véhicule... Ce n'était pas Louis XV; c'était Alexandre Dumas, comme un simple mortel, « ou plutôt comme personne, car il faisait très chaud sur la route et la poussière était étouffante... Il avait une veste en velours, un bonnet de même, une chemise en dentelle de trois cents francs, et il n'était pas rasé. »

— Tiens, Gozlan!

En deux enjambées, le châtelain était monté jusqu'aux plus hautes banquettes de la voiture qui n'avait pas cessé de rouler et s'était assis auprès de son confrère et de quelques bouchers de Poissy enthousiasmés de ce voisinage illustre. Déjà Dumas donnait l'ordre au conducteur :

— Arrête ici, mon ami, monsieur ne va pas plus loin.

Quelques instants plus tard, ayant mis pied à terre, Gozlan se trouvait devant le château. — « Je n'ai rien à comparer à ce précieux bijou, écrit-il, si ce n'est le rendez-vous de la reine Blanche dans la forêt de Chantilly ou la maison de Jean Goujon, à Paris. Il est à pans coupés avec balcons extérieurs, vitraux, tourelles et girouettes, ce qui indique assez qu'il n'appartient à aucune époque précise... Il a pourtant un parfum Renaissance qui lui prête un charme particulier... c'est la manifestation d'un grand esprit, d'un goût d'artiste supérieur : c'est le moule adorable d'une âme rêveuse et passionnée... c'est un monument en vers de dix pieds et à rimes croisées... Un romancier distingué oublia, — et c'est exact, — l'escalier de la maison de campagne qu'il avait fait construire : Dumas n'a rien oublié, ni l'escalier, ni les caves qui sont fort belles, ni le salon qui sera admirable, ni la devise des girouettes : dans la

banderole de l'une, on lit : *Au vent la flamme!* et dans l'autre : *Au seigneur l'âme!* En guirlande, formant frise, sont alignés les bustes des écrivains dramatiques de tous les temps, et les statues de la façade sont signées Moine, Préault et Pradier. Le jardin est petit mais pittoresque : un ruisselet y forme des cascades et encercle une île, — l'île symbolique de Monte-Cristo ; — là est le pavillon de travail, sorte de chalet à haute toiture, dont chaque pierre porte gravé le titre de l'une des œuvres du seigneur du lieu. »

Au vrai, Monte-Cristo, qui existe encore, n'est pas un palais ; mais une jolie villa portant bien sa date ; sa silhouette maniérée évoque le souvenir de ces frontispices du style troubadour que dessinait Tony Johannot pour les publications romantiques.

Alexandre Dumas dut s'installer là en l'automne de 1847 : le jardin n'était pas bien ombreux et les ouvriers travaillaient encore à l'achèvement de la maison. Mais, avant d'être terminée, elle est pleine ; les visiteurs y affluent. Nous disons les *visiteurs*, et non les *invités*, car tout passant est le bienvenu : pour peu qu'il reste une place à table, point besoin de compter parmi les innombrables intimes du propriétaire pour dîner ; et si une chambre est libre, on couche ; telle est l'étiquette de l'endroit : un peu bohème, mais très gai.

Les domestiques sont nombreux ; par suite, les attributions de chacun d'eux demeurent à ce point limitées que, si l'on excepte Mme Lamarque, la cuisinière, ces heureux serviteurs vivent dans l'inaction.

Sur ce bataillon de fainéants règne *le pauvre petit monsieur Rusconi*, ainsi que s'intitule lui-même le maître d'hôtel, ou, pour mieux dire, le majordome. C'est un Italien, né à Mantoue, comme Virgile ; il fut successivement architecte, officier, commissaire de police à l'île d'Elbe au temps de l'Empereur, secrétaire du général Dermoncourt, à Nantes, à l'époque de l'arrestation de la Duchesse de Berry, et a occupé bien d'autres emplois encore. En sous-ordre, voici Michel, un paysan illettré des environs de Saint-Germain, médiocre jardinier, mais braconnier émérite ; il plaît par là au maître qui lui accorde toute sa confiance et l'élève aux fonctions délicates de valet de chambre. Il y a en outre un nègre, Alexis, oublié là un jour par Mme Dorval ; il y a aussi un Turc qui passe son temps à

percer, au moyen d'un clou et d'un marteau, d'innombrables petits trous dans les murs et dans le plafond du salon ; de la savante disposition de ces trous vus sous un certain angle, résulte un surprenant effet décoratif assez semblable à celui de quelque moire fantastique. Dumas a trouvé à Tunis ce Turc occupé à orner d'une décoration de ce genre le tombeau du souverain régnant : il a demandé au Bey de lui céder pour quelques années cet artiste patient, faisant valoir que, plus le tombeau tarderait à être parachevé, plus Sa Hautesse pourrait, sans scrupule, continuer à faire le bonheur de ses sujets. Frappé de cet argument, le Bey a livré son homme qui poursuit depuis lors son œuvre à Monte-Cristo, silencieux et bien nourri. Il y a un valet pour la volière, un autre pour le chenil, un troisième pour les singes ; car les bêtes abondent à Monte-Cristo : c'est, d'abord, le chat *Mysouff*, un enfant perdu recueilli par Mme Lamarque et qui ne quitte pas les divans du salon : on l'a nommé ainsi en souvenir d'un autre *Mysouff* qui fut, au temps de misère, dans le galetas du faubourg Saint-Denis, le fidèle compagnon de Mme Dumas ; — c'est *Pritchard*, un chien de génie que Dumas a reçu du prince Louis, un jour qu'il était allé rendre visite dans sa prison au futur Napoléon III alors interné au château de Ham ; — ce sont deux perroquets, *Duval* et *Papa Évrard ;* — c'est un coq, *César ;* — un faisan doré, *Lucullus ;* — un vautour, enfin, *Jugurtha*, rapporté d'Algérie et qui trône sur un perchoir d'ébène auquel l'attache une chaîne d'argent.

Dès l'aube, le châtelain de ce Ferney pour rire est dans son île; il travaille, alors que toute la maisonnée, bêtes et gens, repose encore : il travaillera ainsi tout le jour, laissant à Rusconi et à Michel le soin de recevoir les gens qui viennent, — et il en vient ! — à l'exception des seuls huissiers, impitoyablement éconduits. Le soir seulement, le maître sort de son pavillon vers l'heure du dîner : il passe la revue de ses convives de hasard et quoiqu'il ne puisse « mettre un nom sur toutes les figures, » il accueille ces parasites comme de vieilles connaissances. Pour être venus là sans être priés, ne faut-il pas qu'ils aient envie ou besoin d'un bon repas? Il s'informe du menu : Mme Lamarque est au désespoir : il n'y a rien : elle comptait sur une carpe que le pêcheur n'a pas apportée, sur un quartier de viande que *Pritchard* a englouti, et les

étiques poulets qu'elle vient d'égorger ne seront pas présentables. Vite, qu'on attelle! On ira en poste chercher le dîner à Saint-Germain, au *Pavillon Henri IV*, où Dumas a crédit ouvert; lui-même, pour inspirer la patience à ses convives, descend à la cuisine, ouvre les buffets, s'amuse à fricoter un macaroni d'après une recette rapportée de Naples; fait pêcher un cent d'écrevisses dans le ruisseau du jardin, et prépare un gâteau monstre composé de tout ce qu'il trouve de riz et de confitures dans les réserves. Sur ce, la carpe arrive, le dîner de Saint-Germain aussi, potage, deux entrées, deux rôtis, quatre entremets, glace, dessert, fruits et friandises. Dumas est ravi, on dîne royalement et, tard dans la nuit, tandis que les voitures reconduisent à l'embarcadère les convives solidement repus, l'office en goguette s'en donne à cœur joie des reliefs du festin... Ça recommencera le lendemain.

Il serait facile de multiplier les traits de ce genre, d'après nombre de chroniqueurs, témoins de ce gaspillage effréné; mais comment choisir parmi tant d'anecdotes trop souvent contées et devenues quasi légendaires? Celle du bottier, que rapporte Gabriel Ferry, est particulièrement édifiante : cet honnête fournisseur, à qui Dumas devait 250 francs, entreprit, un dimanche, le voyage de Monte-Cristo, afin d'obtenir le règlement de sa facture :

— Ah! mon bon ami, tu arrives à merveille, fait, en l'apercevant, le grand homme; j'ai justement besoin d'escarpins vernis, de brodequins de chasse, d'une paire...

— Monsieur Dumas, je vous apportais ma petite note...

— Tu as bien fait! Nous verrons ça après dîner... car tu dînes avec moi... Si, si, tu dînes, sans façon... En attendant, va donc voir mon Turc qui perce des trous dans le mur, ça te distraira...

Le bottier admire le Turc, s'émerveille du dîner, sort de table tout réjoui, aborde enfin l'amphitryon; mais celui-ci l'arrête au premier mot :

— Ce n'est pas le moment de causer affaires; on attelle le cabriolet qui te mènera bon train à la station; reviens dimanche... Mais je ne veux pas que tu perdes rien : voilà pour ton chemin de fer.

Et il lui met une pièce de vingt francs dans la main. Le bottier reparut le dimanche suivant, et aussi le dimanche

d'après; mis en goût, on le revit tous les autres dimanches de la saison : chaque fois il dînait, on le promenait en voiture, et il recevait un louis « pour son chemin de fer. » A la fin de l'automne, il avait encaissé 600 francs... et Dumas lui devait toujours les 250 francs du compte arriéré.

Michel lui-même s'effrayait, par crises, de ce désordre; mais le moyen d'enrayer ce train fou? On conte que, certain matin, le scrupuleux garçon envoya à son maître qui s'attardait à Paris et n'avait pas reparu depuis quelques jours à Monte-Cristo, un exprès porteur d'un avis ainsi rédigé par Mme Lamarque : « Je dois dire à Monsieur que le vin d'office est épuisé; les gens de Monsieur n'ont plus rien à boire; il ne reste en cave que le Champagne et le Johannisberg envoyé à Monsieur par le prince de Metternich. » Le soir, l'exprès rentrait avec cette réponse : « Buvez le Champagne et le Johannisberg; ça vous changera! »

Si l'on ajoute que Pritchard, — dont le nom devra l'immortalité à l'*Histoire de mes bêtes*, — grisé par le spectacle de cette magnificence, allait par la campagne recruter tous les chiens errants et affamés du pays, leur vantait l'hospitalité de la maison et les y attirait par l'appât d'homériques lippées; que bientôt Dumas se trouva de la sorte possesseur d'une « meute » composée de deux caniches, d'un king-charles, d'un basset, d'un terrier, d'un boule-dogue, de deux barbets et de cinq levrettes, en tout treize bêtes formant la cour de Pritchard et dont un valet, empressé à cuisiner tout le jour, ne suffisait pas à satisfaire la voracité, on comprendra, sans qu'il soit utile de pousser le tableau, que la féerie devait avoir un dénouement rapide et que le mot de la fin était réservé aux recors.

Il fallut cependant qu'une révolution s'en mêlât, tant était bien assis, malgré de si folles dissipations, le crédit du roi des romanciers. Après 1848 et la débâcle du Théâtre historique que Dumas avait construit de son argent et où jouaient ses pièces, dans de somptueux décors, des artistes engagés à des conditions ruineuses, Monte-Cristo fut mis en vente. Les huissiers, pour qui la porte, naguère, ne s'ouvrait jamais, y pénétrèrent en maîtres. Celui qui instrumentait pour le compte du Pavillon Henri IV d'où étaient venues en poste tant de dindes et tant de langoustes et tant de truffes, ne trouva là que *le pauvre petit monsieur Rusconi* resté seul dans le château abandonné. Il

n'y avait déjà plus rien à saisir. Seul *Jugurtha*, le vautour, demeurait renfrogné sur son perchoir; une cordelette remplaçait la chaîne d'argent.

« Pourquoi ne le prendrais-je pas? » dit l'officier ministériel.

Il tira son écritoire, traça ce reçu authentique : *Versé en compte par M. Alexandre Dumas un vautour estimé 15 francs*, et emporta l'oiseau, lequel vivait encore, il y a peu d'années, — il vit peut-être toujours, — dans une cour de l'hôtel, à Saint-Germain, sombre, concentré, farouche, déplumé, dédaigneux des mesquineries ambiantes comparées aux splendeurs passées dont il semblait rêver sans cesse. Dumas se consola plus vite que *Jugurtha :* peu de temps après le désastre, il recevait à déjeuner Fiorentino et, au dessert, il lui présenta une assiette au fond de laquelle roulaient deux petites prunes ratatinées et à peine mûres.

« Prends une de ces prunes et mange-la. »

Fiorentino s'exécuta, malgré l'aspect peu engageant du fruit : Dumas le regardait en souriant. Après un instant, il reprit :

— C'est cent mille francs que tu viens de manger là.

— Cent mille francs!

— Ces deux petites prunes étaient tout ce qui me restait de Monte-Cristo, — et Monte-Cristo m'a coûté deux cent mille francs.

***

L'autre épisode auquel il convient de s'arrêter quelque peu est la création du journal *Le Mousquetaire*. Ici nous avons pour guides Aurélien Scholl, Charles Monselet, Villemessant, la comtesse Dash, et surtout Philibert Audebrand qui a consacré à Dumas journaliste un volume d'attachants souvenirs.

On a vu que, après le coup d'État de 1851, Dumas se fixa en Belgique : ce n'était point la politique qui l'exilait, encore qu'il fraternisât volontiers avec les proscrits; il fuyait simplement ses créanciers, s'en remettant à son homme de confiance, Hirschler, de leur partager les dépouilles du Théâtre historique et de Monte-Cristo. Ayant obtenu un concordat fort honorable, il rentrait à Paris après deux ans d'absence, délivré du souci de la fortune et ne possédant plus qu'un peu de linge

dans une valise et une vingtaine de louis dans son gousset.

Il descend dans un hôtel de la place Louvois et, comme Figaro sortant des geôles de Madrid, il taille sa plume et demande à chacun de quoi il est question. Il va créer un grand journal quotidien dont il s'engage à être sinon l'unique, du moins le principal rédacteur. *Le Mousquetaire :* ce titre magique, l'alléchante promesse de la collaboration quotidienne d'Alexandre Dumas, doivent assurer le succès de la nouvelle feuille et, de fait, un millier d'exemplaires du numéro spécimen est à peine sorti des presses, le 12 novembre 1853, que déjà cinq cents souscripteurs font queue dans la cour de la Maison Dorée pour y prendre un abonnement.

C'est, en effet, à l'angle du boulevard et de la rue Laffitte que s'est installée la rédaction dans un local sans somptuosité : les bureaux du *Mousquetaire* se composent d'une antichambre, d'un corridor et d'une cuisine : l'antichambre a vue sur la cour, le corridor est éclairé par l'antichambre et la cuisine par le corridor. Au troisième étage de l'immeuble, Dumas s'est réservé une sorte de mansarde, meublée de trois chaises cannées et d'une table de sapin recouverte d'un tapis rouge. C'est là qu'il travaille du matin au soir, chemise ouverte, bras nus, « courbé sur ses feuillets comme un bœuf sur son sillon, » à l'abri des bousculades et du vacarme qui emplissent les pièces du rez-de-chaussée, consacrées à la Rédaction et à l'Administration du journal.

Ah! cette rédaction! Quelle sabbat! En dépit de l'écriteau apposé sur la porte : *le public n'entre pas ici*, tout Paris qui passe, s'entasse dans cette salle exiguë et sonore comme un tambour. Le grand nom du rédacteur en chef est un appât violent : comédiennes, peintres, bohèmes, poètes à longue chevelure, sculpteurs, romanciers, polygraphes, acteurs, critiques, musiciens, ou simples oisifs; c'est le globe en raccourci; toutes les races sont représentées : « la race latine, la race slave, la race noire, la race cuivrée; toutes les religions s'y coudoient, l'hébreu du Sinaï, le catholique mystique, le calviniste, le musulman; on y voit un renégat, un idolâtre et un anabaptiste; tous les idiomes s'y confondent, toutes les professions sociales s'y donnent la main... » Ainsi décrit un des habitués; mais ce dont il renonce à donner un aperçu, même lointain, c'est le tintamarre de cris, de colloques, de querelles,

de chants, de discussions, de rires, de ripostes, de rixes même qui emplit, de deux à six, cet antre tumultueux. Le bruit monte, à peine assourdi, jusqu'au troisième étage, et Dumas, s'interrompant un instant de son labeur, sort sur le palier, penche sur la rampe son énorme tête crépue, et crie : « Qu'est-ce qu'ils font? Est-ce qu'ils s'égorgent? »

Ce tohu-bohu ne lui déplaît pas, d'ailleurs : il aime les prodiges et il sait bien que *le Mousquetaire* en est un. Tous les soirs, ce journal-phénomène paraît à l'heure exacte, sur beau papier : douze colonnes : 70.000 lettres : ni ouvrier, ni employé, ni rédacteur ne reçoit un traitement fixe ni régulier : et les ouvriers travaillent, et les employés sont ponctuels, et la copie abonde, très souvent excellente. Quant à l'ADMINISTRATION !...

Elle est dirigée par Martinet, ancien coupeur de faits divers au *Siècle*, un ahuri « ayant toujours l'air d'un homme tombé de cheval. » Sa *tenue de livres* est sur feuilles volantes, liées entre elles par une ficelle ou réunies par des épingles. Pas de caisse, pas de coffre-fort, pas un tiroir! Quand arrive une facture du papetier ou de l'imprimeur, M. l'administrateur, éperdu, escalade à grandes enjambées les trois étages et soumet le cas au patron.

— Monsieur Dumas, je n'ai pas d'argent.

— Mais l'abonnement? Mais la vente ?

— Cher maître, il y a dix minutes, vous avez pris trois cents francs pour vos besoins personnels...

— Trois cents francs! Qu'est-ce que ça? Puisque j'ai fourni en deux jours pour mille francs de copie...

Et le pauvre grand homme se dépite : ces mesquines préoccupations l'exaspèrent : ce comptable importun est un trouble-fête. Au bout de deux mois, Martinet se voit congédié. Par qui le remplacera-t-on ?

— Eh! mais! J'ai mon affaire sous la main, dit Dumas ; Michel ne sait ni lire, ni écrire, ni compter, je vais en faire le caissier du *Mousquetaire !*

C'est ainsi qu'au ci-devant jardinier de Monte-Cristo est confiée la mission de boucher les trous du plus énorme et du moins réparable de tous les paniers percés de la terre. Sa gestion fut épique : plus d'hypocrisie bureaucratique, plus de petits bouts de papier enfilés ou épinglés, plus rien du tout qui témoigne qu'on doit ou qu'on dépense... le rêve ! Pour la pre-

mière fois depuis que le monde existe, le chaos est organisé et Michel, qui préside à cette anarchie, se contente de bougonner contre cette nuée de rédacteurs tonitruants « qui, dit-il, ne *ré lactent* rien, tandis que Monsieur *s'échigne* là-haut! » Il se réconforte le moral en fumant d'innombrables pipes. *Le pauvre petit monsieur Rusconi*, le fondé de pouvoirs du journal et Hirschler, le gérant, l'homme d'affaires, complètent l'équipage de ce navire sans voiles et sans gouvernail.

Il y eut plus extraordinaire encore : *le Mousquetaire* prospérait! Dès les premiers numéros, il avait atteint la vente de dix mille exemplaires. Le nombre des abonnés augmentait tous les jours : seulement, il s'accroissait de dix ou de douze, ce qui est très honorable, et Dumas s'était imaginé qu'il les compterait par millions. En connut-il jamais le nombre exact? C'est bien peu probable. Gustave Claudin, un vieux boulevardier, racontait que, se trouvant, un jour, avec Dumas, dans la mansarde de la Maison Dorée, il s'avisa de fureter, pour y glaner des autographes, parmi les papiers jetés dans la corbeille et dont on se servait pour allumer le feu. Il y trouva plusieurs lettres non décachetées contenant des mandats sur la poste adressés par des lecteurs réclamant un abonnement!...

Dans toutes les revues jouées sur les petits théâtres figurait invariablement un personnage à large feutre et à longue rapière, dont le couplet chantait : « *Je suis le Mousquetaire...* » Et la salle acclamait en lui le représentant de l'auteur tant aimé.

Aux *Folies-Dramatiques* Alexandre Dumas paraissait sur la scène, figuré par un géant costumé en Aramis : quand il sortait du fourreau son épée dont la lame était une plume d'aigle, les spectateurs applaudissaient longuement.

L'homme prodigieux avait conquis Paris pour la seconde fois : un peu d'ordre et de patience auraient assuré le succès de sa téméraire entreprise : quel journal, d'ailleurs, compta parmi ses collaborateurs plus de talents? — Méry, Gérard de Nerval, Alexandre Dumas fils, Octave Feuillet, Roger de Beauvoir, Paul Bocage, Aurélien Scholl, Desbarolles, Théodore de Banville, Privat d'Anglemont, Alexandre Weil, Henri Rochefort sous le pseudonyme de *Henri de Lucay*, Maurice Sand, la comtesse Dash...

Tous ont ramé à la fantastique galère battue des orages.

Mais on se lasse de tout, même de travailler sans salaire. Seule, Mme Dash, chargée des chroniques mondaines et parisiennes, recevait chaque jour, sur l'ordre du grand patron, un louis d'or : il la savait pauvre et comtesse authentique : cette galanterie dura un mois, au bout duquel la noble et charmante femme dut se résigner à être payée en même monnaie que ses confrères, c'est-à-dire en bonnes paroles, en chaudes poignées de main, en promesses de gloire et de fortune.

Le jour fatal où, faute de subsides, la rédaction en masse envoya sa démission, Dumas, d'abord, pleura de vraies larmes en se voyant abandonné par « ses enfants; » puis il se révolta de « leur ingratitude! » Il s'était cru aimé et sa déception était douloureuse.

Son imprévoyant esprit demeurait si ingénument fermé à tout calcul que le découragement justifié de ces jeunes écrivains le déconcertait à l'égal d'une forfaiture. Le journal « faisait de l'argent, » soit! Mais Hirschler arrêtait cet argent au passage afin de parer aux besoins urgents, et Dumas, pas plus que les autres, ne voyait jamais un écu. Du moins s'en plaignait-il; car il comptait pour rien les quelques pièces d'or toujours déposées dans une coupe en cristal sur son bureau et distribuées magnifiquement aux quémandeurs qui parvenaient à pénétrer jusqu'à sa cellule, certains de n'en point sortir sans une aumône. On frappe. — « Entre! » — Un inconnu se présente : il est pâle; des larmes coulent sur ses joues creuses :

— Monsieur Dumas, je n'ai pas de quoi payer mon loyer.

— Ni moi non plus!

— Monsieur Dumas on me met à la porte ce soir!

— Qu'est-ce que tu veux que j'y fasse?

— Monsieur Dumas, si vous ne venez à mon aide, je serai forcé de me jeter dans la Seine cette nuit.

A cet argument Dumas ne résiste jamais : il vide sa coupe, — cinquante francs, — dans la main tremblante du pauvre homme. Arrive l'heure du déjeuner : il n'y a plus un sou dans la maison; Rusconi s'en va chez la fruitière voisine, prend à crédit des œufs, du persil et du beurre, et le père de Monte-Cristo se cuisine une omelette sur la braise de sa cheminée. « Son cœur, » disait Hirschler, qui essayait parfois d'explorer les profondeurs de ce gouffre, et qui, assuraient les malveillants, s'enrichit personnellement à ce sondage, « son cœur

est un bureau de bienfaisance dont la porte est ouverte à deux battants. »

Bien vite, en effet, *le Mousquetaire* devient le Moniteur de la philanthropie : pas de semaine où il ne contienne un appel à la bienfaisance au profit de quelque œuvre de charité. Dumas se fait mendiant pour les orphelins, pour les jeunes artistes que réclame la conscription, pour des veuves de pêcheurs naufragés. Un jour, il est allé visiter l'asile que l'abbé Moret, assisté de quatre religieuses, a fondé dans un faubourg pour des fillettes infirmes : le téméraire ecclésiastique n'a compté que sur l'aumône et les ressources font souvent défaut. En sortant de l'hospice, Dumas pleure d'admiration et de pitié : il maudit sa prodigalité et son étourderie qui lui interdisent aujourd'hui de remplir d'or la caisse vide du pauvre abbé. Il va, de là, dîner avec Clésinger, au *Moulin Rouge*, — un cabaret d'artistes situé dans l'avenue de la Grande-Armée; — mais avant de se mettre à table, il parcourt la salle du restaurant, la main tendue, et, transformé en frère quêteur : « Pour les filles incurables, s'il vous plaît! » récolte quatre-vingt-dix francs. Il se trouva, bien entendu, des railleurs pour traiter ce geste de « parade, » et on continua à ricaner quand *le Mousquetaire* ouvrit, dès le lendemain, une souscription au profit de l'œuvre des *Sept-Douleurs;* — c'est sous ce vocable que la charitable institution s'abritait. — Dumas laissa les facétieux s'amuser; les offrandes affluaient; il se frottait les mains, plus joyeux et plus fier que le soir de la première de *Henri III;* il riait, comme les autres, mais d'un bon rire, disant : « Voilà du pain pour mes pauvres filles! »

Amour de l'étalage, ostentation, besoin de faire parler de soi, d'entretenir sa popularité par une publicité à fracas, insinuaient quelques-uns, — de ceux, comme il en existe en tous les temps, qui ne parviennent pas à comprendre qu'un homme dont la grandeur les offusque et les humilie soit exempt de leurs petitesses. On ne peut nier que l'énorme personnalité de l'auteur des *Trois Mousquetaires* ne dût paraître à beaucoup singulièrement gênante; ne pouvant l'égaler, on le jalousait; on dénigrait sournoisement l'homme encombrant qui, rien qu'en contant ses voyages, ou, — moins encore, — en prenant le public pour confident de sa vie quotidienne, de ses affaires, de ses parties de chasse ou de ses charités, accaparait l'attention et ravissait

les lecteurs. Le moyen de lutter contre cet enchanteur qui monopolisait tous les genres littéraires : drame, roman, chronique, autobiographie, comédie, histoire, journalisme? De là une animosité envieuse qui se manifesta en de nombreux pamphlets, plaquettes éphémères bien oubliées, devenues, pour la plupart, presques introuvables et dont l'acide éventé ne corrode plus que le nom obscur et la falote réputation de leurs auteurs. Ce qu'ils réprouvent chez l'auteur d'*Antony*, c'est sa vanité formidable : ils lui reprochent une outrecuidance, des rodomontades et des vanteries à faire esclaffer de rire les deux hémisphères. « Orgueilleux comme Satan, » écrit l'un. Or, est-il un écrivain qui fût, en réalité, plus foncièrement dépourvu de prétention? Rappelant le récit de la chasse au lion qui se trouve au début de son *Charles VII*, il dira : « Dans cette scène sont *quelques-uns des rares bons vers que j'aie faits...* » Ailleurs, il parle « *de sa prose ignorante et incorrecte.* » Le grand succès de son drame *Térésa* lui paraît « *suffisant comme amour-propre, insuffisant comme art...* » Sans doute, étant connu le nombre de ses admirateurs, pouvait-il s'offrir le luxe de se juger soi-même avec une insouciante franchise ; mais en citera-t-on un autre qui professât plus sincèrement le respect et l'estime du talent d'autrui ? Alors qu'il était pris d'inquiétude sur la durée de son œuvre et sur le jugement de la postérité, il conservait intact ce don d'admirer qui, — a-t-on remarqué justement, — créa la splendeur et la force du groupe romantique. Vingt-cinq ans après la lecture de *Marion Delorme*, le drame de Victor Hugo, l'enthousiasme de Dumas n'avait pas vieilli : « J'étais écrasé, contait-il, sous la magnificence de ce style, *moi à qui le style manquait surtout.* Je donnerais celui de mes drames que l'on voudrait prendre au choix pour avoir écrit le quatrième acte de *Marion Delorme!* » et comme il achevait, à cette époque, *Charles VII*, il se disposait, ayant honte de sa poésie après avoir entendu celle d'Hugo, à remettre en prose son drame qu'il venait d'écrire en vers.

Même admiration pour Balzac, avec lequel pourtant Dumas n'avait jamais été lié et qui ne cachait pas son dédain pour cet « amuseur. » On cite certains mots, un peu trop durs, décochés par l'auteur du *Cousin Pons* à l'adresse du père des *Mousquetaires;* la riposte ne manqua point, comme bien on pense; mais cette vieille rivalité n'empêcha pas que, en 1854, apprenant

que la tombe de son grand confrère « rongée par la pluie, par la mousse, par l'ortie et par les termites, s'effondrait, menaçant de laisser le cercueil à découvert, » Dumas s'indigna et ouvrit une souscription dont le produit était destiné à la restauration du monument. Partageant peut-être les rancunes de son mari contre le grand conteur envahissant, la veuve de Balzac protesta, jugeant cette immixtion indiscrète et l'affaire alla jusqu'aux tribunaux dont la sentence écarta la plainte de la dame et rendit hommage au geste pieux d'Alexandre Dumas.

Ses contemporains se sont amusés du plaisir évident qu'il prenait à constater sa popularité, de la satisfaction avec laquelle il arborait parfois les innombrables croix à lui décernées par les souverains étrangers; ce sont là des puérilités bien excusables qui complètent sa bonne figure et ne l'amoindrissent pas. Au surplus, il ne les exhibait pas tous les jours, ses « ordres » : il savait en faire meilleur usage, comme ce jour de 1849 où, averti que Mme Dorval, l'Adèle de son *Antony*, était morte sans laisser de quoi subvenir à son inhumation, il mit en gage, — car il manquait d'argent comme il en manqua toujours, — sa plus brillante décoration, celle du Nicham, afin d'acheter au cimetière un terrain où pût reposer le corps de sa vieille amie.

Son histoire intime abonde en traits de ce genre; simples anecdotes, précieuses pourtant, en ce qu'elles nous font mieux connaître l'homme et permettent d'apprécier plus justement son œuvre où il a mis tant de sa bonté, de sa rondeur, de sa prodigalité et de son désintéressement.

G. Lenotre.

A suivre.

LA MAINMISE DE L'ÉTAT

SUR

LA FLOTTE MARCHANDE

Nul ne saurait contester à un État belligérant la faculté de réquisitionner, dans l'intérêt de la Défense nationale, les biens de ses sujets. Le droit de réquisition est de tous les temps et de tous les pays; il est vrai seulement qu'autrefois, il ne dépassait pas la portée d'un mousquet : il était en quelque sorte l'apanage de l'armée en campagne. Comme il était juste, la notion du recensement de toutes les richesses de la patrie, en vue de leur exploitation méthodique, pendant la guerre s'est fait jour dans nos lois. Parmi ces richesses, la flotte marchande, prolongement de nos chemins de fer, est une des plus précieuses. Les navires sont donc au nombre des choses dont peut s'emparer la puissance publique.

Le droit de réquisition est entouré de garanties qui précisent le caractère de cette mesure exceptionnelle. La loi du 3 juillet 1877 spécifie que la réquisition n'est exercée qu'en cas de mobilisation, et pour les besoins de l'armée ou de la marine, afin, dit l'article premier, « de suppléer à l'insuffisance des moyens ordinaires d'approvisionnement. » Les prestations effectuées donnent droit à des indemnités représentatives de leur valeur. L'article 5 de la loi, qui parle de la réquisition des navires, indique que le ministère de la Marine peut en tous temps et en tous lieux réquisitionner les navires de commerce et embarcations de toute nature. Il résulte de ce texte que la réquisition, prévue par la loi de 1877, ne vise que les prestations nécessitées par un intérêt militaire. Dans l'esprit du législateur, elle a même pour but de suppléer à la pénurie de ressources ordinaires, de l'Intendance; elle est donc forcément

limitée à des objets dont l'usage ou la consommation sont imposés par les circonstances.

On le voit donc, la réquisition générale de la flotte marchande, sous le régime de laquelle nous vivons actuellement, n'a rien de commun avec les opérations administratives prévues dans la loi de 1877. Cette réquisition générale s'applique à l'ensemble d'une industrie. Elle est motivée, non par un intérêt militaire, mais par des considérations économiques touchant au ravitaillement de la nation. Ce qui le prouve, c'est qu'elle a été opérée non par le ministre de la Marine, seule autorité requérante prévue, avec le ministre de la Guerre, par la loi de 1877, mais bien par le ministre du Commerce.

Comment l'État français en est-il arrivé à cette conception de la réquisition générale de la flotte? Voici quelles ont été les étapes principales. Dès le début de la guerre, les autorités responsables se sont préoccupées d'obtenir de la flotte marchande française la meilleure utilisation possible. Elles ont tout d'abord porté leur attention sur l'utilité des voyages effectués, et, par décret du 4 avril 1916, elles se sont réservé le droit d'interdire ceux qui ne présenteraient pas un caractère d'intérêt pour le ravitaillement du pays. Plus tard, lorsque la crise des transports maritimes fut devenue plus aiguë, à mesure que se prolongeait la guerre sous-marine, le gouvernement voulut suivre de plus près la question, il fit appel aux spécialistes, c'est-à-dire aux armateurs, pour l'assister. — En juillet 1917 fut nommé un comité dont le rôle était de prêter son concours au sous-secrétaire d'État, pour le règlement de toutes les questions se rapportant directement ou indirectement aux transports par mer. En même temps, un décret conférait au sous-secrétaire d'État le droit de contrôle sur les taux de fret et l'utilisation de la flotte. Il prescrivait aussi qu'aucun navire français ne pouvait entreprendre un voyage sans être muni d'une licence. Les pouvoirs du sous-secrétaire d'État pouvaient, en vertu de cette décision, aller jusqu'à la réquisition immédiate du navire, s'il en jugeait l'utilisation insuffisante. — Le contrôle sur les taux de fret s'étendit ensuite aux chargements. En septembre, on institua au sous-secrétariat d'État de la Marine marchande, un service dont le rôle était de centraliser les besoins de tonnage des services publics et du commerce libre, en les comparant avec les possibilités de transport et en déterminant l'ordre de leur

urgence. Le 29 septembre 1917, le gouvernement, par un nouveau décret, renforçait celui du 18 juillet, et se réservait de déterminer l'itinéraire et le chargement, non seulement des navires français, mais de tous les navires alliés ou neutres mis au service de la France. Le 8 octobre, en vue d'assurer l'application des décrets du 17 juillet et du 29 septembre, le sous-secrétaire d'État nommait un comité composé par moitié de fonctionnaires et d'armateurs chargé de l'assister pour toutes les décisions ayant trait aux conditions générales de l'utilisation de la flotte, notamment en ce qui concernait l'octroi des licences. Enfin, l'action du Service des « priorités » n'étant pas jugée assez étendue, un Comité exécutif des importations fut institué par décret du 13 décembre, pour examiner les besoins que le même décret demandait aux divers départements ministériels d'établir.

C'est ainsi que le contrôle de l'État s'est fait de plus en plus étroit, jusqu'au moment où le décret du 22 décembre plaça définitivement sous les ordres directs de l'État toute la flotte française et les navires alliés ou neutres mis à la disposition de la France. Un comité fut chargé d'examiner les demandes de licence et d'établir des ordres de chargement comportant la fixation de l'itinéraire du navire, la composition du chargement, et les taux de fret à appliquer. Le contrôle de l'utilisation du tonnage étant passé complètement aux mains du sous-secrétaire d'État, M. Lemery, celui-ci crée, par arrêté du 17 janvier, un contrôle spécial qui devait s'exercer auprès des divers services de la Marine marchande, dans les ports auprès des représentants des armateurs et à bord des navires. A cet effet, M. Lemery nomme un contrôleur qui agit comme son délégué direct, mais sans qu'il puisse prendre lui-même des mesures d'exécution. Enfin, l'importance que prennent toutes les questions relatives au régime de la Marine marchande, nécessite une nouvelle répartition d'attributions au ministère du Commerce, dont dépendent les Transports Maritimes et la Marine marchande. Ces derniers services sont alors confiés en entier, le 29 janvier, à un Commissaire qui, en outre, a la délégation du Président du Conseil, des ministres de la Marine, des Travaux publics et du Ravitaillement. Ce Commissaire aux Transports, M. Bouisson, député de Marseille, arrivait avec un programme de réquisition intégrale de la flotte marchande qu'il

réalisa séance tenante. Une loi était nécessaire pour étendre aux besoins généraux du ravitaillement la faculté de réquisition prévue par la loi de 1877 pour les seuls besoins militaires. Cette loi fut votée le 10 février 1918. L'article Ier spécifiait qu'il pourrait « être procédé par décret à la réquisition de la totalité de la flotte marchande. » Le décret en question fut rendu le 15 février 1918.

De ce fait, toute la flotte marchande et son personnel passaient à la disposition du Commissaire aux Transports. L'État ne devenait pas propriétaire des navires, mais il en était désormais l'usufruitier. Les armateurs se trouvaient dépouillés de leurs droits. Ils cessaient d'être les maîtres de leurs bâtiments. Pour leur permettre d'éviter une dépossession complète, le gouvernement leur offrait de signer une charte-partie, arrêtée le 15 mai 1918, et selon laquelle ils restaient, sous les ordres et pour le compte de l'État, gérants de leurs propres navires. La plupart des armateurs signèrent cette charte-partie, dont ils avaient, il est vrai, débattu les clauses, mais qui ne leur en était pas moins imposée « le couteau sur la gorge. »

Tout ce que vote le législateur dans des conditions constitutionnelles est légal. La légalité de la réquisition générale de la flotte marchande ne fait donc pas de doute. Mais elle est en contradiction avec le respect du droit de propriété, et avec nos principes de liberté commerciale. Si encore elle eût été nécessaire au salut du pays, ou même seulement utile aux intérêts de la défense nationale ! Mais, à notre avis, il n'était point indispensable d'y recourir pour les desseins qu'on se proposait. Un système moins absolu eût abouti au même but sans entraîner les inconvénients et les risques de la charte-partie. Celle-ci a été l'objet d'assez vives attaques au Parlement. La commission de la marine marchande a critiqué l'esprit dans lequel elle avait été appliquée. Mais aucune lumière n'a jailli des débats confus qui se sont déroulés dans l'enceinte du Palais-Bourbon les 21 et 26 novembre,

LA RÉQUISITION

Qu'il fût impossible de conserver intact, durant les hostilités, le principe de la liberté de navigation, cela n'est pas en question. En temps de paix, le tonnage flottant était proportionné

aux besoins des transports. Pendant la guerre, ces besoins ont augmenté d'une façon gigantesque, tandis qu'au contraire, le tonnage diminuait sensiblement. On estime à 12 800 000 tonnes, soit le tiers du shipping neutre et allié, les pertes dues à l'action des sous-marins. En outre, certaines nations ont cessé de construire, comme la France. Quant à l'Angleterre, sa production a été très inférieure de 1914 à 1917 à ce qu'elle était autrefois. Le devoir du gouvernement était de remédier à cette crise. Celle-ci risquait d'entraîner de graves inconvénients. En premier lieu, on pouvait craindre qu'en laissant agir la loi de la concurrence, les bâtiments ne transportassent des marchandises de luxe au détriment de celles qui étaient indispensables au pays, puisque les premières payent un fret plus élevé que les secondes. Ces mêmes bâtiments risquaient d'accomplir des voyages d'une urgence moins absolue que d'autres. Enfin, comme il y avait une rupture d'équilibre complète entre l'offre et la demande, les taux d'affrètement devaient fatalement augmenter dans des proportions préjudiciables au public. L'État devait donc se tracer le programme suivant : accélérer la rotation des navires, imposer au besoin l'itinéraire du voyage, dicter un ordre de priorité pour les chargements, taxer le fret.

Examinons tous ces points et demandons-nous si la réquisition générale y a apporté les améliorations souhaitées.

Et d'abord en ce qui concerne la « rotation des navires. »

La bonne utilisation du tonnage d'un navire dépend de plusieurs circonstances. Avant tout, il ne doit pas prolonger son indisponibilité pour réparation, désarmement, etc., il doit charger ses soutes à plein rendement, enfin, accélérer ce qu'on a appelé sa rotation, c'est-à-dire son parcours en mer, et ses opérations d'amarrage, chargement, débarquement et appareillage dans le port. On a prétendu que les armateurs avaient eu dans certains cas intérêt à ne pas faire naviguer leurs navires pour les soustraire aux dangers de la guerre sous-marine. Si ce faux calcul a pu germer dans le cerveau de quelques armateurs, le fait est tellement exceptionnel qu'il ne mérite pas qu'on le prenne en sérieuse considération. En réalité, les compagnies de navigation avaient le plus grand désir de faire naviguer intensivement leurs bateaux, et même d'accroître leur shipping, ainsi qu'ils n'ont point manqué de le faire, chaque fois qu'ils en ont eu l'occasion. S'il s'est

trouvé au fond des ports quelques coques inutilisées, il s'agissait de cas tout à fait particuliers. L'immobilisation du navire était due à des circonstances très spéciales. Contre de pareils agissements, le gouvernement était armé et pouvait sévir avec la dernière rigueur. Cela lui était facile avec la loi du 19 février 1918, qui prescrivait des sanctions sévères, et l'organisation d'un contrôle du tonnage indépendant, qui eût renseigné le ministre sur l'application des dispositions législatives. — Si l'on en croit M. Bergeon, rapporteur du projet de loi sur la réquisition générale, il ne semble pas que celle-ci ait apporté une amélioration dans l'utilisation des navires. Le rapporteur cite notamment le cas de nombreux navires qui ont été retenus d'une façon prolongée dans le port.

Quant aux désarmements dus à des grosses réparations, la réquisition n'a rien changé à la situation, si elle ne l'a pas aggravée. Il existait quatre-vingt-trois navires formant une jauge brute de 275 544 tonnes au mois de septembre 1918, tant en Atlantique qu'en Méditerranée. Il est absolument inexact de prétendre que les compagnies étaient désireuses de prolonger la réparation de ces bâtiments. Pourquoi ces réparations ont-elles été effectuées parfois avec une lenteur désespérante? Tout simplement parce que les moyens d'action mis à la disposition des chantiers privés ou des arsenaux étaient manifestement insuffisants. Une commission interministérielle s'est préoccupée d'améliorer les travaux de disponibilité des navires. Son rôle eût été encore plus efficace si elle s'était trouvée en présence des propriétaires réels des bâtiments et non de l'État. Dans la majorité des cas, pour ne pas dire dans tous les cas, elle eût été secondée par l'action des armateurs pour lesquels tout temps perdu est de l'argent gaspillé. S'il se fût révélé des récalcitrants parmi eux, il eût été facile de briser les résistances individuelles, en effectuant d'office les réparations nécessaires. Mais tout le monde conviendra que l'État est beaucoup plus accessible qu'une compagnie aux raisons que chacun ne manque pas de faire valoir, quand il s'agit de justifier la prolongation d'un séjour dans le port ou dans un bassin de radoub.

Il nous reste à parler maintenant de la durée des voyages et des chargements de navires. Le meilleur moyen d'intensifier les mouvements est d'y intéresser ceux de qui ils dépendent. On l'avait si bien compris dans le commerce libre que sous le

nom de *chapeau*, les capitaines percevaient, depuis un temps immémorial, une prime sur le fret. Le bénéfice de cette bonification, dont la répartition variait un peu selon les armateurs, avait été étendu au mécanicien et à plusieurs membres de l'équipage. La charte-partie élaborée par M. Bouisson n'eut garde d'oublier ce principe. Elle institua des primes à la rotation ; mais celles-ci furent réglementées d'une façon inopérante ; en effet, elles constituèrent une augmentation de salaire et perdirent leur caractère de récompense acquise d'après l'accélération des traversées, et l'importance des chargements. C'est le contrat-type de gérance du 15 mars 1918 qui a créé et défini la prime à la rotation. Celle-ci est calculée à raison de 0,05 par tonne-jour ou par mètre cube-jour de navigation au profit de l'armateur gérant et de l'équipage. Étudions-la. Et d'abord l'assiette en est fort mal établie. Il eût été logique qu'elle fût fondée sur le tonnage effectivement transporté et sur le nombre de milles parcourus, — acquise, en d'autres termes, par tonne-distance et non par tonne-jour de navigation. Il y a en effet intérêt, non à prolonger, mais à réduire la durée de navigation en mer (1). Le mode de distribution de la prime d'équipage prête également à la critique. Au lieu que ces allocations fussent attribuées à ceux qui les avaient effectivement acquises, elles ont été réparties, — dans une bonne intention d'ailleurs, — sur une base égalitaire par journée de navigation, sans égard pour la nature des services rendus par le marin. Le caboteur de Marseille perçoit autant qu'un long-courrier. Un garçon de service de cuisine acquiert la même indemnité qu'un chauffeur. Voici notre navire dans le port ; personne n'est réellement intéressé à ce que ses opérations de chargement ou de débarquement s'effectuent avec rapidité. Celles-ci sont confiées à des entrepreneurs dont les contrats prévoient des bonifications sur les prix de base fixés au marché pour la tonne manutentionnée lorsque l'entrepreneur dépasse le chiffre minimum qui lui a été imposé pour le chargement et le déchargement des navires ; mais dans bien des circonstances, et étant donnée la cherté de la main-d'œuvre, les titulaires des marchés ne cherchent point à activer les déchargements. A quoi bon se donner une peine

(1) Cette erreur a été depuis reconnue ; les primes commerciales ont été instituées avec effet rétroactif, perdant ainsi leur caractère d'encouragement par suite du retard apporté à leur application.

inutile? Les difficultés rencontrées par l'administration, notamment à Bordeaux avec les entrepreneurs de transports, prouvent combien nous avons perdu à substituer aux compagnies de navigation qui se concurrençaient entre elles l'action centralisatrice des services de transit. Je rends bien volontiers hommage aux officiers qui les dirigent. Certains d'entre eux, comme le capitaine de frégate Battelet, à Marseille, ont fait preuve d'une rare compétence et d'une remarquable activité. Mais ils se sont heurtés, du fait même de leur fonction, à des obstacles insurmontables. Quant aux fonctionnaires auxquels ont été confiées les directions centrales, nous ne contestons pas davantage que ce soient des hommes de grande valeur; mais certains d'entre eux étaient mal préparés à exercer le métier d'armateurs, le plus complexe peut-être qui soit.

LES RÉSULTATS

« Notre tonnage transporté a-t-il été augmenté ? » Telle est la question que l'honorable M. Bergeon, rapporteur devant la Chambre du projet de loi sanctionnant la réquisition générale, se pose pour juger si le système de la réquisition générale nous a été avantageux. Le Député de Marseille, pour mettre en lumière les méfaits du régime étatiste, apporte des chiffres et cite des exemples impressionnants. Certains de ces chiffres et certains de ces exemples ont été contestés par le Commissaire aux Transports. Mais il en reste de bien éloquents, et sur lesquels aucune contestation n'est possible. Ce qu'il eût fallu, c'est établir une comparaison entre le rendement-jour du tonnage avant et pendant la réquisition, en suivant le travail des navires pris individuellement sous les deux régimes. Et telle est bien l'étude qu'eût souhaité faire M. Bergeon : mais on ne lui en a pas donné les moyens. Je gage que le résultat ne serait pas à l'avantage de la Réquisition et c'est dans le discours même du Commissaire aux Transports que l'on en découvre la preuve. « J'ai fait de mon mieux, a-t-il affirmé, je ne dis pas qu'il n'y a pas eu d'erreurs dans mon exploitation. Quand on a à diriger 1 200 à 1 500 navires, nul ne peut se vanter qu'une erreur ne sera pas commise. »

La voilà bien, l'erreur fondamentale! c'est de diriger 1 200 à 1 500 navires. Nul ne doute que M. Bouisson n'ait « fait de son

mieux. » Mais c'est une entreprise au-dessus des forces du ministre le plus compétent et le plus laborieux, que d'improviser la direction de toute une flotte marchande avec des moyens d'action notoirement insuffisants. « En quelques jours, dit le rapporteur, M. Bergeon, avec une hâte excessive, la réquisition a été improvisée, sans méthode et sans programme déterminé. » La réquisition a surpris tout le monde, et ses promoteurs les plus convaincus ne savaient même pas par quel bout la prendre. On a cité l'exemple des Anglais qui avaient à contrôler une flotte autrement importante. Mais nous aurons l'occasion de dire que la réquisition anglaise ne ressemble nullement à la nôtre : de plus, en Angleterre, cette réquisition s'est faite progressivement et avec un personnel autrement important que celui de la rue Saint-Honoré. « Dans les grandes compagnies de navigation, croyez-vous, a dit M. Bouisson, qu'il n'y a pas des moments où l'on a fait des fausses manœuvres et dérouté des bateaux? » C'est exact, mais les fausses manœuvres ont été moins fréquentes parce que l'attention des chefs était fixée, non sur 1 500 navires, mais sur un nombre beaucoup moindre. Puis, dans l'industrie, les fautes se paient; le bilan est là pour les enregistrer. Dans les ministères, elles s'oublient... à moins que leurs auteurs n'en soient récompensés.

Ainsi, sous le rapport des rotations de navires, nous n'avons rien gagné à la réquisition ; et c'est la conséquence logique d'une mesure qui aveugle l'œil du maître. La mesure était-elle du moins commandée par la nécessité de composer les chargements conformément aux besoins des armées et de la nation? pas davantage. Le plan des chargements, la composition des cargaisons, l'itinéraire même du navire pouvaient facilement être fixés par l'État, sans que celui-ci eût besoin de s'attribuer la flotte. Je reconnais que lorsque M. Bouisson reçut l'investiture de Commissariat des Transports, la question de ce contrôle de la flotte marchande n'était pas au point. Mais son prédécesseur, M. Lemery, avait entrevu la vérité et il s'apprêtait à réaliser le programme qui convenait à la situation. Les navires étaient placés sous les ordres de l'État; un contrôle du tonnage venait d'être institué, il restait à faire voter le projet de loi réalisant les sanctions contre les armateurs contrevenants pour que le régime des licences produisît le résultat qu'on devait en attendre, étant donné que les licences devaient dicter l'itinéraire, imposer

la composition du chargement, et, enfin, taxer le fret. Pourquoi donc l'État s'est-il chargé de cette lourde responsabilité d'exploiter pour son propre compte une flotte qu'il pouvait se contenter de contrôler? A cela, aucun motif, sinon une raison politique, car c'en est une qui a provoqué la réquisition générale de la flotte.

Ce fut un tort de ne pas prendre assez à temps les mesures radicales de contrôle que les éventualités de la guerre nécessitaient. On a ainsi donné quelque poids aux critiques du parti socialiste, qui reprochait au gouvernement son absentéisme. Au moment où la réquisition générale fut adoptée, les armateurs reconnaissaient la nécessité de renforcer l'action gouvernementale. Leur faute fut de ne pas avoir proposé eux-mêmes un programme qui eût été accepté par le Parlement, et fait mettre un des leurs à la tête du secrétariat de la Marine marchande, ainsi qu'on le fit en Angleterre. Ils ont conservé une attitude passive, laissant ainsi le champ libre à la thèse de l'intervention de l'État.

Le principal argument des interventionnistes reposait sur l'enrichissement des compagnies de navigation. Si les armateurs se sont enrichis, nous avons eu du moins la consolation de penser que leurs gains ont diminué d'autant notre dette vis-à-vis de l'étranger. Il y a lieu également de considérer qu'une grande partie de la flotte marchande a été réquisitionnée pour les besoins de la marine militaire. Ce n'est même pas avec ce qui leur restait de navires que nos Compagnies de navigation ont réalisé des bénéfices d'ailleurs bien moins élevés que ceux des sociétés maritimes étrangères. L'armement français, encouragé par le ministre de la Marine, s'est rendu acquéreur au début de la guerre d'un tonnage important. Plus tard, quand le transfert de pavillon fut partout interdit, nos armateurs affrétèrent des bâtiments étrangers qui naviguèrent à leur compte, tout en conservant leur nationalité. Ces locations constituèrent leur meilleure source de profits. Que dire, sinon que de telles opérations sont non seulement légitimes mais fructueuses au point de vue national? La loi sur les bénéfices de guerre prévoit que toutes les entreprises privées, y compris les Compagnies de navigation, doivent verser au fisc 80 pour 100 de ces bénéfices. Une telle participation du Trésor aux profits de l'armement nous prémunissait contre les conséquences d'un

esprit de spéculation excessif; mais l'État a fait un bien décevant calcul, s'il s'est imaginé se lancer dans une bonne opération financière en exploitant le tonnage à la place des compagnies. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il s'est immédiatement privé des 80 p. 100 qu'il prélevait sur les bénéfices de l'armement, et je crains bien que, comme le savetier de la fable, il n'ait tué « la poule aux œufs d'or. »

La réquisition générale de la flotte « devait amener une baisse dans le prix de la vie. » Ce serait aujourd'hui une ironie que de le soutenir. Bien plus : avant le 18 février 1918, nous avions du chocolat, du café, du tabac. Actuellement, tout nous manque. On nous a rebattu les oreilles en nous disant qu'il fallait avant tout transporter des munitions, ce qui était inconciliable avec l'importation d'autres articles. D'abord, cette affirmation est inexacte. Le chargement de l'acier au fond des soutes laissait libre un espace pour y loger des balles de tabac ou des caisses de cacao. Puis enfin, l'armistice est signé depuis le 11 novembre et nous manquons toujours d'une foule d'articles qui s'entassent sur les quais des pays de production.

Si encore le compte spécial de la réquisition devait se solder par un profit appréciable! Dans l'océan de nos dépenses de guerre, ce serait un adoucissement à nos peines que de le penser. Mais gardons-nous de cette illusion. Ce compte, a-t-on dit, ne présente nullement les garanties de sincérité d'un bilan. D'abord, il n'enregistrera pas toutes les répercussions des erreurs ou des fautes de la direction ; ensuite, il ne peut prévoir des réserves pour éventualités, notamment pour la liquidation des contestations judiciaires sans nombre qui vont naître infailliblement de la réquisition. Ne serait-ce que pour le règlement des manquants et avaries de matériel constatés en cours de transport : nous ne sommes pas près de voir la fin de ce règlement. Nous nous trouvons, en effet, en présence d'un redoutable inconnu. J'attendrai pour me prononcer sur les résultats financiers de la réquisition, la liquidation du compte spécial, mais je crains d'attendre longtemps. L'État, qui avait dû assumer durant la guerre des charges financières fort lourdes, pouvait se dispenser de supporter celle-là. La réquisition générale de la flotte apparaît donc simplement comme un essai d'étatisme tenté à la faveur de la guerre.

DANS LES PAYS ÉTRANGERS

L'exemple des autres nations sur lesquelles on a paru se fonder est contraire à la politique de mainmise du gouvernement français sur les navires telle que celui-ci l'a pratiquée.

Rien en effet dans la législation étrangère ne ressemble à la réquisition française. L'Italie n'a réquisitionné que la faculté de transport, l'Amérique s'est bornée à l'affrètement obligatoire. Quant à l'Angleterre qu'on nous a citée comme modèle, elle n'a réquisitionné qu'une partie de sa flotte (40 pour 100 environ d'après M. Bergeon), étendant son contrôle des bénéfices sur 50 pour 100 et laissant en navigation libre 10 pour 100 de cette même flotte. Tous ces régimes ont permis de maintenir à la vie commerciale son courant d'affaires avec ou sans prélèvement de bénéfices au profit du fisc. En France au contraire, la mainmise de l'État sur la flotte est intégrale et absolue. Or, ce système est celui du moindre rendement : « C'est une vérité reconnue des deux côtés de la Manche, a dit M. Bergeon, que les navires dirigés par l'État ont un rendement déplorable. Bornons-nous à dire que d'une étude faite au Comité des transports maritimes, il résultait que les charbonniers réquisitionnés avaient un rendement inférieur de 40 à 50 pour 100 à celui des navires dirigés par les importateurs de charbons. »

Une dernière remarque : chez toutes les nations alliées, l'intervention de l'État dans les affaires de l'armement s'est faite par voie d'entente cordiale avec les propriétaires des navires. En France, on constate que la flotte a été prise par le Commissariat des Transports sous une forme comminatoire. On a tenu aux armateurs un langage qu'il ne convenait point d'employer avec ceux dont on demandait la collaboration et auquel le regretté M. J.-Ch. Roux a fait une réponse des plus dignes.

Cette façon d'exciter le pays contre les armateurs et de troubler leurs relations avec les équipages dont on opposait le patriotisme désintéressé à l'esprit d'enchérissement des patrons est nouvelle dans les annales de la guerre. Tous les hommages qu'on a pu adresser aux inscrits maritimes sont au-dessous de ce qu'ils méritent. Chaque fois que j'en ai eu l'occasion, je me suis fait le modeste avocat de leur courage et de leur abnégation. Mais était-il bien nécessaire, pour les glori-

fier, d'humilier leurs armateurs qui, dans l'ensemble, ont rendu au pays des services considérables? Pouvons-nous ignorer que la grandeur de la Marine marchande dépend de la communauté des efforts des uns et des autres? Dans une lettre qu'il adressait au ministre de la Marine, M. Georges Leygues, le 16 décembre 1918 pour le remercier « du labeur silencieux de ses collaborateurs qui ont assuré à la Marine marchande une protection des plus efficaces, » le syndicat des Capitaines au long cours de Marseille, sous la signature de MM. Rat et Mas, témoignait de « l'ardent désir de faire aimer et respecter en commun sur toutes les mers du globe le glorieux pavillon de la France. » Nos marins qui viennent durant la guerre de donner des témoignages éclatants de leur héroïsme sont impatients de promener notre gloire à travers le monde. Il faut que tous, inscrits, capitaines, armateurs, s'unissent dans ce sentiment de concorde nationale pour régénérer notre flotte qui a cruellement souffert de la guerre. Le rôle du gouvernement est de rapprocher et non de diviser les patrons et les employés.

RETOUR A LA LIBERTÉ

Quelle sera la meilleure formule d'exploitation de cette flotte? Je n'hésite pas à le dire, celle de la liberté. Certes, l'État doit continuer à soutenir l'armement et à le contrôler, tant que la nécessité s'en fera sentir. Il doit intervenir justement pour aplanir les conflits qui pourraient naître du fait du contrat de travail à bord ; mais notre Marine marchande a besoin d'un régime qui l'éloigne sans tarder de la réquisition. Nous souffrons moins, en ce moment, d'une disette de denrées que d'une crise de transport. Il existe sur la surface du globe de quoi satisfaire aux besoins de tous les peuples, mais la difficulté est de mettre ces ressources à la portée des consommateurs. Or, les échanges entre les nations s'accomplissent surtout par la voie maritime. Nous nous trouvons dans l'obligation d'effectuer d'énormes mouvements de troupes et de matériel, tandis que le tonnage mondial a sensiblement diminué par suite de la guerre sous-marine. Nos ennemis souffrent plus que nous-mêmes de cette situation, qu'ils ont créée en coulant 12 800 000 tonnes de navires.

Quoi qu'il en soit, il faut que nous sachions nous contenter

du tonnage que nous possédons et notre premier devoir est de le bien exploiter. Il s'agit d'un problème complexe à résoudre. Il ne faut pas seulement améliorer la rotation des bâtiments en mer ou dans les ports, assurer leur chargement rapide, utiliser au maximum le poids et la capacité disponible des soutes. Il importe en outre de sélectionner la matière à transporter, c'est-à-dire de diriger les navires sur les points où le fret est abondant et de choisir sur les quais telle marchandise de préférence à telle autre en appréciant l'urgence de son évacuation, que celle-ci soit requise par l'état périssable de la denrée ou qu'elle le soit du fait de l'urgence des déficits à combler.

Jusqu'ici les nécessités militaires primaient toutes les autres et la priorité des transports était facile à établir. Il suffisait de suivre les plans de commande du Ministère de la Guerre, qui étaient dictés eux-mêmes par les états de besoin des armées. L'application de cette règle impérative a bouleversé tout notre équilibre économique, fondé autrefois sur la loi de l'offre et de la demande. Maintenant, tout le système sur lequel reposaient nos transports demande à être modifié : ce ne sont point les armées combattantes qui doivent en dicter les modalités. Quel est donc le meilleur moyen de connaître les besoins de nos populations, sinon de les laisser s'affirmer eux-mêmes, c'est-à-dire de permettre à la vieille loi de l'offre et de la demande de reprendre tous ses droits? La judicieuse répartition des produits consommables là où il est opportun de les diriger, est déterminée par mille demandes impondérables des consommateurs. Un ordre de choses conforme à la situation réelle surgit de cette contradiction d'intérêts; la liberté commerciale est la suprême régulatrice du marché. Il faut y revenir le plus tôt possible.

Un inconvénient grave, en effet, de l'exploitation de la flotte marchande par l'État, c'est de confier à des papiers officiels le soin de proclamer l'ordre d'urgence des transports, c'est de donner à des bureaux la faculté d'apprécier les besoins des consommateurs, quand ces besoins se passent d'intermédiaires. Nos plans de chargement ne doivent pas être le résultat d'un compromis entre les états dressés par divers Ministères, mais être imposés par la demande des commerçants et des industriels. Si nous ne voulons pas manquer de certains articles indispensables, quand nous aurons pléthore des autres,

revenons sans tarder au régime de la liberté de navigation.

Cette éventualité, M. le Commissaire aux Transports maritimes l'a lui-même envisagée pour les lignes de navires postaux qui appareillent encore avec une irrégularité désespérante. Il y aurait intérêt à poursuivre cette opération de façon à revenir au régime normal et à étendre la déréquisition à la totalité de la flotte marchande, y compris les cargos, selon l'exemple que viennent de nous donner les États-Unis d'Amérique. Car il importe de laisser se renouer sans délai les relations entre nos compagnies et leur clientèle, faute de quoi celles-ci trouveront les places prises quand elles recouvreront leur liberté. Si l'État a pu exploiter la flotte dans des conditions peu économiques quand la concurrence n'existait pas, il lui sera certainement impossible, le jour où celle-ci devient plus âpre que jamais, de se substituer à l'initiative privée dans la recherche du fret et des passagers. Toutes ces opérations commerciales demandent une souplesse et une indépendance qu'une administration d'État ne possède point. En laissant plus longtemps entre ses mains l'avenir de nos importations, nous risquons de déterminer un désordre dans la distribution des produits qui amènerait la disette de certaines denrées et, par contre-coup, la fermeture de certaines industries.

C'est le devoir du Gouvernement d'empêcher que des articles de luxe ne prennent le pas sur d'autres qui sont nécessaires à la vie de la population et de s'opposer à l'exagération du taux des frets, mais ne confondons pas le contrôle de l'État, qui est utile en pareille matière, avec une intervention dont nous avons démontré les dangers et dont les ménagères qui font actuellement la queue à la porte des boutiques saisiront toute l'étendue. Il ne faut pas se le dissimuler : la France souffre d'une grave crise d'étatisme. Libérons-la de cette occlusion qui risque de congestionner tous ses organes. La déréquisition de la flotte marchande est un des premiers remèdes à lui administrer.

René La Bruyère.

ÉTIENNE LAMY

Ce triste jour de décembre où nous avons dit au cher poète Edmond Rostand un dernier adieu, fut deux fois un jour néfaste. Nous nous étions d'abord étonnés de ne pas voir Étienne Lamy parmi nous; et, sachant son assiduité à remplir ses devoirs académiques, dont le premier, hélas! est d'assister aux obsèques des membres de la Compagnie, nous fûmes tout de suite inquiets. Seule, la maladie pouvait l'avoir empêché d'apporter ce suprême hommage à l'écrivain que, comme nous tous, il admirait et il aimait. Jusque-là, rien ne nous avait avertis qu'il dût bientôt nous quitter. Son activité était toujours la même; et quand nous entendions dans les couloirs de l'Institut son pas rapide, ou que nous voyions venir à nous, de son air pressé, ce petit homme alerte, nous oubliions les soixante-douze ans qu'il portait si allégrement.

Dès le début de la guerre, il avait repris du service, échangeant le vert académique contre le bleu horizon. « Je sais bien, disait-il, qu'à mon âge je n'irai pas au front. Du moins, le poste que j'occuperai à l'arrière, j'empêcherai qu'un plus jeune que moi ne s'y embusque. » De tout temps, lui, le plus pacifique des hommes, il avait eu le culte de l'armée, comprenant bien, comme nous venons d'en avoir la preuve éclatante, que des jours viennent dans l'histoire d'une nation et y reviennent immanquablement, où elle ne vit que par son armée. Il se souvenait de l'Année terrible, où il avait vaillamment porté les armes. En 1870-1871, il avait commandé les mobiles du Jura : sa belle conduite fut une des raisons qui le désignèrent au choix de ses compatriotes, lors des élections législatives. Depuis lors, il accomplissait avec régularité ses périodes d'officier de réserve : ce fut une des joies de sa vie qu'une promotion

dans la Légion d'honneur lui ait été accordée à titre militaire. Et s'il est mort trop tôt pour l'affection de ses amis et l'intérêt des lettres, c'est notre consolation qu'il ait pu être témoin de la victoire et en connaître la fierté.

Il s'était prodigué, et sans doute au delà de ses forces. Partout où il pouvait rendre un service à la cause des Alliés, il accourait. L'été dernier, lorsque eut lieu l'imposante manifestation pour la reconstruction de l'Université de Louvain, il accepta d'être l'orateur qui allait, devant le monde témoin, flétrir l'Allemagne pour le crime commis contre la pensée. L'effet produit par sa conférence, prononcée devant l'armée belge, fut considérable. Lui-même avait rapporté une impression profonde de ce contact avec les combattants, comme une gratitude émue pour l'accueil qui lui avait été fait par les nobles souverains de Belgique. Après avoir, pendant toute la guerre, gardé la même confiance inébranlable et partagé la belle crânerie de ce Paris qu'il n'avait jamais quitté, il abordait maintenant avec une impétuosité juvénile les problèmes qui se posent à notre avenir. La mort l'a surpris, comme il édifiait maints projets. Le même fléau qui s'est déchaîné au lendemain de la guerre et qui devait être à peine moins meurtrier qu'elle, celui qui venait de nous enlever Edmond Rostand, frappait ce jour-là Étienne Lamy.

*
* *

Ce Franc-Comtois devenu Parisien, était quand même resté fidèle à son Jura natal. Chaque année, en dépit de ses multiples occupations, et quoiqu'une humeur aventureuse qui était en lui l'ait entraîné à de fréquents voyages en Orient, en Tunisie, en Amérique, au Canada, il ne manquait jamais de revenir passer quelques jours dans cette demeure de Vannoz, datant de Henri IV, où il aimait à se retrouver parmi les souvenirs du passé. L'âpre terroir avait mis sur lui son empreinte. Du montagnard il avait une sorte de rudesse que voilait à merveille la grâce de ses manières, une franchise que la courtoisie adoucissait sans l'entamer, le goût d'une simplicité presque rustique qui faisait un contraste piquant avec l'élégance d'allures du parfait homme du monde. Mais chez lui la marque d'origine était surtout cet esprit d'indépendance contre quoi rien ne pouvait prévaloir, et qui l'empêcha d'être jamais le prisonnier

d'un parti, d'une doctrine, d'une opinion, fût-ce de la sienne.

Il avait été élevé à Sorrèze. Il y puisa, comme dans les enseignements de la famille, cette foi catholique qui fut l'inspiratrice de toute sa conduite, la source de toute son action et vraiment le fond de l'homme. Le catholicisme, à la manière libérale des Lacordaire et des Montalembert, explique chacun de ses actes, comme il anime chacun de ses écrits. C'est dans une histoire de la pensée et de l'action catholiques pendant ces cinquante dernières années, qu'il faudra faire à son œuvre et à son influence une belle et large place. Il fut avant tout un grand chrétien.

Il s'était tourné d'abord vers la politique, où ses brillants débuts ont laissé dans la mémoire des contemporains un souvenir ineffaçable. Il fut le plus jeune représentant à l'Assemblée nationale. On sait l'éclat, la hauteur de vues, l'atmosphère généreuse, la profusion de talents qui font à cette première de nos modernes assemblées parlementaires une physionomie si exceptionnelle. Ce n'est pas un mince honneur pour Étienne Lamy d'y avoir conquis, en dépit de son extrême jeunesse, une grande situation. Il montra tout de suite une merveilleuse faculté d'assimilation. Son Rapport sur la marine est resté célèbre pour la lucidité et la belle ordonnance. Il avait quelques-uns des dons les plus précieux de l'orateur, et d'abord le charme d'une parole persuasive. Tout semblait lui prédire un avenir d'homme d'État. Or, cette carrière, commencée sous de si heureux auspices, allait être promptement brisée. Conservateur épris de nouveautés, d'ailleurs persuadé qu'un irrésistible courant emporte les sociétés vers la forme démocratique, et qu'au surplus une affinité d'origine unit christianisme et démocratie, Étienne Lamy s'était prononcé pour la République. Il fut l'un des trois cent soixante-trois. Il lui arriva ce qui arrive souvent à ceux qui ont tenté d'unir deux idées dont la conciliation leur paraissait devoir être bienfaisante. Ses amis de la veille ne lui pardonnèrent pas ce qu'ils considéraient comme une défection : ses nouveaux amis ne le tinrent jamais tout à fait pour l'un des leurs : des deux côtés de la barricade, on tira sur lui.

Alors son activité connut une période de transition et d'adaptation, pénible comme elles le sont toutes. Pendant d'assez longues années, il ne devait pas retrouver le juste emploi de son beau talent. Il ne s'en plaignit pas ; il en souffrit peut-être : nous

en souffrions pour lui. Ç'a été le tort de ce régime, de laisser trop souvent inutilisées des forces qui eussent travaillé utilement pour le pays. Un Étienne Lamy aurait dû avoir une large part aux affaires de l'État. Le suffrage universel le lui interdit. Ce fut une de ses erreurs : elle se remarque entre tant d'autres qu'il a commises. De par son verdict, cette vive intelligence, les facultés si diverses de cette riche nature furent perdues pour la vie publique.

Sachons gré à la grande Revue catholique, le *Correspondant*, de l'avoir appelé à elle, en dépit de certaines divergences d'opinion auxquelles elle sut ne pas s'arrêter. Il y succédait à Léon Lavedan, qui fut un admirable directeur, resté célèbre et quasiment légendaire pour son activité débordante et impérieuse, sa passion de l'actualité, et l'exubérance de vie qu'il imprimait à son recueil. Je le dis, pour avoir vu à l'œuvre ce maître journaliste. Étienne Lamy eut sa manière, très personnelle, plus discrète, non moins féconde. Toutefois, il ne s'attarda pas dans cet absorbant labeur, se rendant compte que, pour le mener à bonne fin, il faut s'y consacrer entièrement. Sollicité par des questions qu'il jugeait vitales pour la patrie, il voulait continuer à les étudier et à en écrire. Il donna sa mesure, exerça l'essentiel de son action, puis, en toute confiance, remit le gouvernail entre les mains expertes et sûres de M. Édouard Trogan.

Peu de temps après, il fut nommé au secrétariat perpétuel de l'Académie française. Fonctions délicates, qui demandent surtout de la souplesse et du tact, et où chacun de ceux qui s'y succèdent apporte des qualités différentes : on sait que la Compagnie a du goût pour les contrastes dont le piquant la réjouit. Je n'ai pas connu Camille Doucet, mais j'ai retrouvé son souvenir très présent parmi les plus anciens de nos confrères : il gouvernait par la diplomatie, où sa finesse et sa pénétration spirituelle faisaient merveille. En revanche, j'ai beaucoup pratiqué Gaston Boissier, qui fut mon maître à l'École normale. Sa grande force était dans sa belle humeur. Nulle difficulté ne résistait à sa verve et à son emportement cordial. Et il fallait le voir aux séances solennelles : sa joie de vivre, et d'être là, et précisément à cette place, éclatait sur son visage épanoui qui faisait centre et lumière dans la salle. Puis ce fut la haute figure de Thureau-Dangin, sa grande manière empreinte de

tant de noblesse, cette sorte d'austérité courtoise qui faisait son charme grave. Il semblait un homme d'un autre temps qui ramenait dans cette Compagnie, fille du XVIIe siècle un air d'autrefois. Étienne Lamy s'était acquis toutes les sympathies par son aménité, par sa douceur et par son incomparable bonne grâce.

*
* *

Cet orateur, dont la voix a été trop tôt étouffée, était très vite devenu un remarquable écrivain. Là non plus, il ne s'enferma pas dans un genre. Sa curiosité l'attirait en divers sens et comme son but, en écrivant, était de se rendre utile et de servir le pays, dès qu'il en apercevait une occasion, il s'empressait de la saisir. C'est ainsi qu'on l'a vu tour à tour aborder l'histoire, la biographie, la relation de voyages, les sciences politiques, les études morales et sociales.

L'historien du *Gouvernement de la Défense nationale*, l'auteur de la *France du Levant*, le biographe d'*Aimée de Coigny*, le théoricien de la *Femme de demain* était surtout un essayiste. Cette forme ramassée de l'Essai, qui est au livre ce que la nouvelle est au roman, convenait à son esprit amoureux de brièveté saisissante. Les lecteurs de cette *Revue* connaissent ce style si original, qui attestait la familiarité de l'écrivain avec certains maîtres classiques, un Tacite, un Sénèque, un Saint-Simon. Il aimait le mot qui fait image, la formule qui résume, le trait qui grave comme au burin. Il visait à la concision lapidaire. Rien n'était, à ce point de vue, plus curieux que de suivre le travail auquel il soumettait sa phrase. D'une épreuve à l'autre, — et ses épreuves étaient célèbres parmi les typographes qu'elles désespéraient ! — il raturait, corrigeait, surchargeait, et, de ratures en corrections, il condensait, condensait, condensait. De là ces pages d'un style parfois tendu et d'une forme un peu brillantée, mais si pleines et si fortes, et dont quelques-unes resteront comme des pages de maître.

*
* *

Ce qu'était l'homme, il suffisait d'approcher Étienne Lamy pour le deviner : tout de suite, on était gagné à la séduction qui émanait de sa personne. On allait lui rendre visite dans son appartement hospitalier de la place d'Iéna, où on était sûr de le

rencontrer aux dernières heures du jour. On le trouvait en train de lire ou d'écrire à sa table de travail, dans l'encadrement de la fenêtre d'où la vue, par les pentes verdoyantes du Trocadéro, descendait jusqu'à la Seine ; ou parfois, l'hiver, frileusement pelotonné dans la cheminée où mourait un feu de bûches à demi consumées. L'accueil était toujours prêt, la main tendue, et le visage s'éclairait du plus gracieux des sourires. Il causait volontiers et il causait à ravir. Il aimait le jeu des idées, et cela l'amusait d'attraper soudain, dans la conversation, de ces bonheurs d'expression et de ces traits ingénieux qu'il affectionnait dans ses écrits.

Pour quelques intimes il avait des trésors d'affection délicate et de dévouement. J'en puis témoigner, pour avoir connu, dans ses plus touchants détails, l'amitié qui l'unissait à mon frère. Tant de fois leurs âmes généreuses communièrent dans un même idéal de justice et de charité! Quand je dus apprendre à Étienne Lamy que son cher Max avait été tué à l'ennemi, je n'eus besoin de rien dire : sa tendresse avait deviné tout ce que mes lèvres n'avaient pas pu prononcer. Il avait été de ces fils qui ne se résignent jamais à quitter une mère adorée : ce fut sa récompense de ne lui survivre que quelques années. Depuis lors, une seule pensée l'occupa : faire du bien qui demeurât après lui. Fortement convaincu que la question d'où dépend tout l'avenir de la France est celle de la natalité, il ne se borna pas à la traiter dans des articles, dont aussi bien nos lecteurs n'ont pas oublié la pressante éloquence : il fit à l'Académie française cette donation magnifique destinée à récompenser chaque année une famille nombreuse. Il voulait compléter cette fondation par celle d'un orphelinat agricole : il en traçait les plans, aux approches de la mort.

Parmi ceux qui conduisaient le deuil se trouvait la vieille servante que nous connaissions tous, une de ces servantes d'autrefois qui consacraient à une même famille un demi-siècle de dévouement : en la saluant, parmi ses larmes, nous honorions en elle ces pauvres et ces humbles dont son maître avait voulu être le bienfaiteur.

René Doumic.

REVUE LITTÉRAIRE

L'AFFAIRE SHAKSPEARE (1)

Les érudits sont, le plus souvent, des gens discrets, secrets, et qui trouvent de jolies choses, peu importantes. Ils s'amusent beaucoup, dans une solitude et un silence agréable. On leur reproche de ne pas appeler grand monde à leurs plaisirs. C'est un reproche que ne mérite pas du tout M. Abel Lefranc. Dès qu'il eut découvert que le théâtre de Shakspeare n'était pas de Shakspeare, mais de William Stanley, sixième comte de Derby, on l'a su : tambours et trompettes l'ont annoncé. Puis il a publié ses deux volumes, qui sont extrêmement pétulants et criards, les deux volumes de sa découverte.

M. Lefranc s'est figuré que la suppression de Shakspeare et son vif remplacement par le sixième comte de Derby, travail énergique de M. Lefranc, consacrait la victoire de nos alliés anglais et la nôtre. « J'écris cette dernière page, — dit-il en son avant-propos, — le jour même où s'affirme la Victoire du Droit et de l'éternelle Justice qui va commencer une ère nouvelle pour l'humanité, victoire dont notre patrie bien-aimée et ses admirables Alliés recueilleront une gloire impérissable. Le sang de nos héroïques enfants n'aura pas coulé en vain... » Il croit, et ne le cache pas, que ses « pages pourront servir à attester, — par les résultats qu'elles apportent, — la fraternité d'âmes de deux grands peuples, — unis à jamais, — pour leurs glorieuses et communes destinées, » etc. Pourquoi? C'est qu'avant d'écrire le théâtre de Shakspeare William Stanley a voyagé dans notre pays ; en

(1) *Sous le masque de « William Shakspeare, » William Stanley, VIe comte de Derby*, 2 volumes (librairie Payot). Cf. *Shakspeare, sa vie et son œuvre*, par Sir Sidney Lee, édition français par Firmin Roz (même librairie).

outre, un de ses descendants est ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris. Les personnes qui se réjouissaient de la victoire et applaudissaient à l'amitié franco-anglaise, tout en croyant que Shakspeare était l'auteur de son théâtre, seraient un peu étonnées de l'ardeur et de l'exubérance que montre le savant professeur : elles sont averties maintenant. Du reste, M. Lefranc les méprise, ou les mépriserait, si elles continuaient de fermer les yeux à la lumière d'une vérité qui l'éblouit. Et l'on remarquera que l'éblouissement n'est pas une excellente condition pour voir et clair et juste. Ébloui, l'inventeur de William Stanley ne distingue, entre les partisans de William Shakspeare, que des ignorants ou des fols, tout dépourvus de bonne foi ou de bon sens. Mais il s'adresse, avec une assurance gaie, à tous lecteurs « dont le jugement n'est pas obscurci par une foi qui ne connaît ni les nuances ni le raisonnement. » Il résume l'opinion d'autrui ; et il ajoute : « Il me semble impossible que quiconque professe les régles élémentaires du raisonnement puisse admettre de pareilles assertions. » Ou encore : « C'est une simple absurdité. » Il s'abandonne, d'une façon naïve et attrayante, à la satisfaction de soutenir une opinion d'avant-garde ; et il flétrit la « science patentée. » Cependant, il affiche sur la couverture de son ouvrage sa patente de professeur au Collège de France ; et, après avoir dit que Molière avait une belle écriture, il met en note : « Il est peut-être utile de faire remarquer que nous avons étudié Molière pendant quatre années au Collège de France. » Fort d'une telle recommandation, tout ce qu'il écrit et qui n'est pas toujours évident, il l'affirme, il le jure. On lui voudrait un peu d'incertitude, quelquefois. Il n'en a aucune ; et il ne tolère pas la vôtre. Il vous malmène et il vous tarabuste. Pourtant le doute est scientifique, à certains égards.

Il y a bien du peut-être, dans son discours. Il dit que William Stanley « put » voisiner avec le poète Spenser, et fréquenta « probablement » la cour d'assez bonne heure, et qu'il eut « peut-être » un secret dans sa vie, et que sa curiosité d'esprit « dut » se déployer de tous côtés, et qu'il « put » se trouver en relations avec tel personnage qui eut un rôle considérable dans la littérature dramatique de l'époque, etc. : autant de faits qui servent à la démonstration. Mais toutes ces possibilités aboutissent à une conclusion catégorique. Bref, le peut-être est dans les faits : on le voudrait dans la conclusion. Les faits auraient, sans nul inconvénient, plus de rigueur.

Voici l'argumentation, les thèses de M. Lefranc. D'abord, les œuvres qu'on attribue à Shakspeare « ne peuvent en aucune ma-

nière » être de lui. Ensuite, l'auteur de ces œuvres était « selon toute évidence » un membre de l'aristocratie anglaise, lequel a voulu rester caché. Enfin, ce membre de l'aristocratie anglaise s'appelait William Stanley, sixième comte de Derby, né en 1561, mort en 1642.

Pourquoi Shakspeare ne peut-il pas avoir écrit les œuvres dites de Shakspeare? Mais parce que c'était, ce Shakspeare, un ignorant, un homme grossier, fils d'un boucher, boucher lui-même et puis valet d'acteurs. On répondrait à M. Lefranc : non, ce Shakespeare n'était pas un ignorant, et si grossier, puisqu'il a composé ce théâtre fameux et beau. Pareillement, certains critiques autrefois démontraient que le vieil Homère n'avait pas écrit l'*Iliade* et l'*Odyssée*, pour la raison qu'à son époque l'écriture n'existait pas. On leur répondit : mais si, l'écriture existait, puisque Homère a écrit l'*Iliade* et l'*Odyssée*. Et c'est la vérité, l'indiscutable vérité.

Pour nier si gaillardement que Shakspeare ait pu écrire son théâtre, il faudrait connaître à merveille cet homme, sa vie et son personnage. On ne connaît pas à merveille, et même on ne connaît que très peu, cet homme, sa vie et son personnage. M. Lefranc, tout comme un autre, est bien forcé de l'avouer. Il écrit : « ... Shakspeare, dont la vie morale et intellectuelle nous échappe totalement. Depuis les années de son enfance et de sa jeunesse jusqu'à son énigmatique retraite à Stratford, cet aspect de son existence... » autant dire, son existence... « ne présente en effet qu'un mystère absolu. Nous ne connaissons, de sa carrière, que certains faits matériels, tous vulgaires et souvent peu favorables... » Eh ! bien, alors, ne dites pas, si vous ne le connaissez pas, qu'il était incapable d'écrire son théâtre. Les renseignements que vous avez ne suffiraient pas à lui faire attribuer son théâtre, si l'on ne savait pas que son théâtre fût de lui, comme on le sait par le témoignage de ses contemporains ; mais ils ne suffisent pas à démontrer que son théâtre n'est pas de lui, quand il a signé son théâtre, sans que nul de ses contemporains l'ait accusé d'imposture. Les renseignements sont nuls, vous le dites vous-même.

Car vous le dites, et vous le répétez. Sur la jeunesse et l'éducation de Shakspeare, « il n'existe pas un mot, pas le plus petit texte... Aucun renseignement avant celui que fournit Rowe, qui est postérieur de près de cent ans à la mort du poète... Sur toute la formation de Shakspeare, pas un seul indice, pas la plus mince conjecture plausible. » Mais alors, qu'est-ce que vous nous racontez?... L'ignorance où l'on est, touchant la vie et le personnage de Shakspeare, M. Lefranc l'utilise pour se railler des critiques de l'autre bord, cré-

lules à Shakspeare et qui, avec si peu de documents, vous composent des vies de Shakspeare et l'étude de sa pensée : notons qu'attribuant à ce poète l'œuvre que M. Lefranc lui refuse, ils trouvent dans cette œuvre ce dont ils ont besoin. Supprimant l'œuvre, lui, M. Lefranc, n'a plus que ces pauvres petits documents qui font pitié. Et le voilà bien dépourvu? Pas du tout! Voyez-le. Nous ne savons quasi rien de Shakspeare : conséquemment, toutes les hypothèses sont permises. Par exemple, M. Lefranc souhaite d'affirmer que la famille de Derby « fut mêlée, et de près, aux productions sorties de la plume de Shakspeare, » ou attribuées à « l'homme de Stratford. » Prouvez-le donc : « C'est là une affirmation absolument légitime et qui, pour n'avoir jamais été formulée, n'en a pas moins pour elle toutes les vraisemblances, surtout en présence de ce fait que nous ne possédons pas le plus petit indice sur les circonstances dans lesquelles Shakspeare commença à écrire. » On dit que Shakspeare a mené la vie d'un acteur ambulant : « S'il a mené la vie d'acteur ambulant, mouvementée et continue qu'on nous représente, avec ses déplacements perpétuels, il n'a pu composer le théâtre si vaste qui lui est attribué. » N'est-ce pas? Et M. Lefranc vient d'écrire : « Sa vie de comédien nous demeure à peu près entièrement inconnue. » Alors ne cherchez pas un argument, ne cherchez rien, dans ce qui vous est à peu près entièrement inconnu : vous n'y trouverez rien; vous n'y trouverez que votre affirmation, mais une fois que vous l'y aurez mise. Quelquefois, M. Lefranc ne se rappelle pas que l'on ignore la vie et le personnage du « Stratfordien ; » et, après avoir dit tout ce que l'œuvre de Shakspeare lui révèle, il ajoute : « Rien de tout cela ne concorde avec la personnalité, ni avec le caractère de Shakspeare, tels que les données biographiques permettent de les concevoir. » Il y a, dans l'œuvre dite de Shakspeare, une série de drames historiques. Or, si l'on emprunte à l'histoire des sujets dramatiques, c'est que l'on aime le passé, remarque M. Lefranc. Shakspeare, aimer le passé; Shakspeare? Vous n'y songez pas! « Rien ne nous fait apercevoir chez lui, ni ses antécédents, ni son éducation, ni ses relations, ni ses occupations, une curiosité de ce genre; rien ne la fait entrevoir... » Mais si : son théâtre? Son théâtre n'est pas de lui!... « La plus simple réflexion psychologique nous incite, au contraire, à discerner un contraste profond entre tous les faits connus de sa vie et cette contemplation passionnée et clairvoyante du passé de l'Angleterre. » Eh! vous le connaissez donc, l' « homme de Stratford? »

M. Lefranc le connaît assez pour le dénigrer. Ce Shakspeare, c'est un garçon qui avait un camarade nommé Burbage. Et ce Burbage était un acteur de la même troupe, et qui jouait Richard III. Une bourgeoise vint à raffoler de Burbage et, avant de rentrer chez elle, invita Burbage à la rejoindre sous le nom de Richard III. Shakspeare, ayant surpris ce manège, devança son ami ; et il goûtait la compagnie de la bourgeoise, quand un laquais annonça que Richard III était à la porte et priait qu'on voulût bien le recevoir. Shakspeare fit répondre « que « William le conquérant passait avant Richard III. » Cela prouve que Shakspeare était au fait de la chronologie. Mais cela fâche M. Lefranc : « Voilà, dit-il ou s'écrie-t-il, tout ce que nous apprenons du caractère de Shakespeare : un tour digne de Falstaff ou de Panurge, joué à un camarade et vieux compagnon ! Assurément, nous ne souhaitons pas remplir ici l'office de censeur des mœurs ; mais quel art, dans cette double tromperie ! Quelle conception peu élevée de la dignité personnelle ! Après cela, relisons *Hamlet*, et *Mesure pour mesure*, et *la Tempête*, etc. : nous croirons rêver. Et, si l'on songe à tant de passages émouvants de ces pièces comme aussi d'autres œuvres encore, ce n'est ni le nom de Falstaff ni celui de Panurge qui paraîtront convenir dans la circonstance, mais plutôt celui de Tartufe. » Pauvre Shakspeare, le voilà bien arrangé ! Burbage, par bonheur, ne lui en voulut pas : c'est M. Lefranc qui se met en colère... Il y a une lettre de Mme de Sévigné, où l'on voit Racine occupé à des « diableries » d'amour et de cabaret : là-dessus, concluons que les chœurs d'*Esther* ne sont pas de lui !...

Il paraît que le « Stratfordien » ne badinait pas sur le recouvrement de ses créances. Il poursuivait ses débiteurs ; il a poursuivi John Addenbrocke, pour une dette de six livres : John Addenbrocke, son compatriote ! Et Thomas Horneby, son voisin, son vieux camarade, il le fit emprisonner. Cela fâche M. Lefranc : « Oh ! l'admirable teneur de livres ; quelle vigilance méticuleuse et inexorable !... » Ce que Shakspeare a fait à ces infortunés Addenbrocke et Horneby, M. Lefranc le pardonnerait à « un homme d'affaires endurci et sans entrailles, » à un « usurier de profession : » mais il n'admet pas que ce méchant soit l'auteur d'*Othello* ou d'*Hamlet*. Et, Shakspeare, qu'il vous traitait de Falstaff, de Panurge et de Tartufe, il vous le traite de Shylock : ce méchant n'a-t-il pas « frappé son voisin dans sa chair, » — le voisin de Shakespeare, dans la chair du voisin, — « en le faisant incarcérer, sans lui permettre de se libérer par le travail ? » Jamais M. Lefranc ne se laissera dire qu'un pareil homme ait écrit le mono-

logue de Portia, dans *le Marchand de Venise*, où la clémence est comparée à la douce pluie tombant sur la plaine, deux fois bénie et qui bénit celui qui la donne et celui qui la reçoit... Il y a un livre d'Edmond Biré, où l'on voit un Victor Hugo très attentif à ses petits comptes ; mais Edmond Biré consent que Victor Hugo ait écrit : « Donnez, riches ! l'aumône est sœur de la prière... »

On a des portraits de Shakspeare. L'un d'eux, M. Lefranc l'a vu ; mais il préfère n'en rien dire. Il en rit encore : et, quand on pense que ce fut là l'auteur d'*Hamlet !*... Un autre, M. Lefranc le donne, dans son livre, et l'appelle une « face de bois, véritable masque d'acteur, sans vie ni sentiment, d'une banalité et d'une platitude désespérantes. » Il nous invite à regarder « la forme du front bombé, les cheveux et la manière dont ils sont plantés, la bouche, la moustache, les joues d'une courbe si banale, etc... cette figure inexpressive et d'une régularité si médiocre : » oh ! le vilain !... Mais on peut aussi facilement le trouver très beau, avec ce front monumental, avec ces yeux extraordinaires, etc. Le mieux est de constater que ce portrait, qui date de 1623 et qui est de sept années postérieur à la mort de Shakspeare, n'a pas du tout la valeur d'un document. M. Lefranc soupçonne, ou paraît soupçonner, que ce n'est là qu'un « masque d'acteur, » un visage de convention. Mais alors, autant vaudrait n'en pas faire état? Néanmoins, M. Lefranc compare ce vilain Shakspeare au superbe William Stanley, dont la physionomie « donne l'impression de la force, de l'équilibre et d'une rare intelligence, » dont le regard est « empreint de pénétration. » N'insistons pas !

Et Shakspeare avait une mauvaise écriture. Stendhal aussi : mais on n'a pas en dessein de prétendre qu'avec une si mauvaise écriture Stendhal n'a pu composer *la Chartreuse de Parme*. Tandis que William Stanley, sixième comte de Derby, avait « l'une des plus belles et des plus élégantes écritures qui se puissent rencontrer. » Il y a une Société de Graphologie de France. M. Lefranc communiqua au président de cette Société la graphie de William Stanley. Le président fut dans l'admiration. Le président disait, — et M. Lefranc notait passionnément l'oracle : — « Superbe type d'écriture. Assimilation. Caractère accentué. Grande valeur intellectuelle. Personnalité très élevée... » etc. Cela dure toute une page. Et, si le président n'a pas dit que ce fût là certainement l'écriture d'un homme qui faisait du théâtre sous le nom de Shakspeare, c'est au moins ce que M. Lefranc nous prie de croire. M. Lefranc n'a pas montré, semble-t-il, au président l'écriture de Shakspeare, ou ce qui reste de son écriture, un

petit nombre de signatures, « six pauvres signatures. » C'est dommage! Mais enfin ces pauvres signatures révèlent à M. Lefranc « une main si médiocre et si inexperte » que « le procès sera vite jugé, » comme il l'avoue. « Manque d'habileté et d'élégance, gaucherie, incertitude du trait, variation constante de la forme des lettres, sans parler des changements d'orthographe et d'abréviation qui se présentent à un jour d'intervalle : » et ce maladroit serait l'auteur d'*Othello* et d'*Hamlet?* Vous voyez bien que l'auteur d'*Othello* et d'*Hamlet*, c'est William, non pas Shakspeare, mais Stanley, si beau et qui avait une si belle main!

Bref, un ancien garçon boucher, qui savait tout juste écrire son nom, qui l'écrivait mal, qui était fort laid probablement, qui recouvrait avec avidité ses créances, qui chapardait à son ami Burbage une bourgeoise obligeante : voilà Shakspeare ; il n'a donc pu écrire le sublime théâtre que lui attribue la tradition, l'absurde et rabâcheuse tradition...

Ce qui étonne, c'est que les contemporains s'y soient trompés. Ce qui étonne, c'est que les camarades de Shakspeare, ses rivaux, ses ennemis, et qui avaient Shakspeare sous les yeux, n'aient aucunement aperçu la médiocrité de Shakspeare et l'ignorance et la grossièreté qui le rendaient incapable d'être l'auteur de son œuvre. Car ils n'en ont pas soufflé mot. Quel aveuglement, ou quelle discrétion!

Cependant, il y a un texte de Robert Greene, un vieux poète mécontent et qui détestait le succès du jeune Shakspeare. Sur le point de mourir, et il est mort le 3 septembre 1592, Robert Greene s'adresse à trois de ses compagnons, victimes avec lui de l'auteur à la mode, et les conjure de se méfier, de se venger : « Il y a, leur dit-il, un parvenu, corbeau paré de nos plumes, qui, avec son cœur de tigre sous une peau d'acteur, se croit aussi habile à gonfler un vers blanc que le meilleur d'entre vous. Il est devenu une sorte de Johannes factotum et, dans son opinion, il est l'unique Shake-scene (secoue-scène) du pays. » Qu'est-ce que cela veut dire? Demandons-le à M. Lefranc, qui nous le dira tout de go : « A prendre ce témoignage tel qu'il s'offre à nous, il est avéré que l'un des bons écrivains du temps, s'adressant à trois de ses confrères, de non moindre valeur, accuse formellement William Shakspeare de n'être qu'un parvenu cynique, un acteur au cœur de tigre, plagiaire éhonté, factotum sans scrupule, à la solde de qui veut l'employer, bref une manière de laquais. » Doucement! Un « parvenu cynique? » un parvenu, et cynique, si vous voulez. Un « acteur au cœur de tigre : » ce n'est pas

notre affaire. « Plagiaire éhonté : » plagiaire de qui ? de Robert Greene et de ses amis. Est-ce vrai ? dites-le-nous. Mais vous ne nous le direz pas : car il vous faudrait alors accuser de plagiat votre cher William Stanley. « Factotum sans scrupule... » C'est amusant de voir M. Lefranc qui, aux injures de Robert Greene, ajoute encore : et « sans scrupule, » et « à la solde de qui veut l'employer, » et « une manière de laquais ; » Robert Greene se tenait mieux. Quant à ce mot de *factotum*, Greene l'emploie pour désigner un agité, auteur, acteur, et qui fait tout et qui se croit capable de tout faire. M. Lefranc ne perdra point ce mot. Bientôt, il nous montrera Shakspeare « habile factotum,... intermédiaire entre les acteurs, les théâtres, le public » et le sixième comte de Derby; lequel se servait de Shakspeare « comme d'un factotum, d'un intermédiaire, ou simplement d'un prête-nom. » Mais Robert Greene n'a rien dit de ce genre ; et, ce qu'a dit Robert Greene, un jour de mauvaise humeur, on ne saurait sans abus le tourner ainsi. Relisez Robert Greene : il ne doute pas un instant que Shakspeare soit l'auteur de ce nouveau théâtre, si gênant pour les vieux auteurs ; s'il en doutait, il le dirait ! Que reste-t-il de ce très rude témoignage ? Que Robert Greene exécrait Shakspeare : tant pis ! Que Robert Greene croyait Shakspeare l'auteur du théâtre Shakspearien : c'est un fait. « Il n'est pas possible, s'écrie M. Lefranc, que le futur auteur d'*Hamlet*, d'*Othello* et du *Marchand de Venise* ait été présenté de la sorte à ses contemporains. » Mais pourquoi donc? Votre ingénieuse candeur ignore les phénomènes de l'envie.

En 1598, Francis Meres, théologien d'Oxford, publia une *Dissertation sur nos poètes anglais comparés avec les poètes grecs, latins et italiens*, où il louait ainsi Shakspeare : « Les muses parleraient le beau style affilé de Shakspeare, si elles pouvaient parler anglais. » La même année, Richard Barnfield, un poète, écrivait : « Toi, Shakspeare, toi dont l'inspiration coule comme le miel et, en charmant l'univers, attire vers toi les louanges,... tu vivras toujours ; le corps peut mourir, mais la renommée ne meurt pas... » Ben Jonson a connu Shakspeare ; et M. Lefranc déclare « énigmatiques » leurs relations amicales : mais fin Ben Jonson a connu Shakspeare. Et il l'a célébré.

En somme, les contemporains de Shakspeare, qui ont pu le voir et qui l'ont vu, n'ont pas vu cet ignorant, ce grossier personnage, si laid, sachant à peine écrire : ils ne l'ont par dit incapable d'avoir écrit son théâtre. Et M. Lefranc, qui ne cesse de constater que les documents relatifs à Shakspeare sont nuls ou à peu près nuls, aftirme et

jure, — et, si vous n'êtes pas de son avis, il craint que vous n'ayez perdu la tête! — que l'œuvre dite de Shakspeare « ne peut en aucune manière avoir été composée par ce personnage! » Il y a là beaucoup d'entrain, peu de critique, une intrépidité singulière et dangereuse.

Shakspeare serait le prête-nom de William Stanley. Le sixième comte de Derby, un grand seigneur, aimait le théâtre. Mais il n'avait pas envie de passer pour un auteur. Il a dissimulé son génie, avec tant de soin que, parmi ses contemporains, aucun n'a découvert la noble fraude. Il avait bien choisi son prête-nom!... Or, voyez l'imprudence incroyable, s'il a choisi pour prête-nom, pour titulaire de son génie, un homme de rien, sans éducation, sans lettres, un grossier garçon boucher, valet d'acteurs et qui savait tout juste recouvrer ses créances, voler à ses amis leurs bonnes fortunes et griffonner « Shaksper, Shakp ou Shakspere » au bas d'un acte. Si le nommé William Shaksper, de Stratford-sur-Avon, n'eût pas été vraisemblablement capable d'écrire ce théâtre shakspearien, William Stanley n'aurait pas eu la folie de s'adresser à lui. De sorte que votre portrait de Shakspeare n'est pas vrai: et toute votre thèse dépend de ce portrait; et toute votre thèse dégringole, n'étant appuyée sur rien, que sur la plus extravagante conjecture.

D'ailleurs, M. Lefranc ne paraît pas avoir bien résolument décidé si le sixième comte de Derby était si jaloux de cacher son grand génie. Quelquefois, c'est un tel secret que seuls de très malins conspirateurs l'ont un peu découvert. Une autre fois, l'inventeur de William Stanley se demande si le noble comte n'a pas jugé à propos « de prendre comme prête-nom quelqu'un qui ne fût pas susceptible d'avoir composé l'œuvre : » ainsi la vergogneuse, mais demeurée coquette, voile son visage d'une étoffe transparente ou le couvre de ses doigts écartés. M. Lefranc, lorsque l'évidence le touche, veut qu'elle ait touché tout le monde. Il imagine qu'au temps de Shakespare le public et les gens de lettres avaient deviné, en ce valet d'acteurs, le courtier, le prête-nom. Puis Shakspeare n'a pas eu beaucoup d'ennuis avec la censure. Les Sonnets, qui offrent de si « brûlantes et voluptueuses » descriptions, l'évêque de Cantorbéry ne les a pas condamnés : pourquoi? et la réponse : « Ce que l'évêque de Cantorbéry ne pouvait guère accorder à un simple acteur d'une troupe de comédiens publics devenait beaucoup plus aisé quand il s'agissait d'un *scholar* appartenant à l'une des plus grandes familles d'Angleterre. » On dirait que M. Lefranc plaisante : il ne plaisante pas. Et puis, dans *la Tempête*, il y a de la magie et de la sorcellerie.

Précisément, le roi d'Angleterre était ennemi de la sorcellerie et de la magie. Donc, jamais Shakspeare n'aurait pu faire jouer *la Tempête :* « Sa situation ne lui eût pas permis de heurter de front les convictions qui dominaient alors dans les milieux officiels et que les préjugés généraux aussi bien que l'autorité du roi rendaient toutes-puissantes. » Mais, avec le sixième comte de Derby, tout s'arrange : « Appartenant aux milieux dirigeants, chef d'une des plus grandes familles d'Angleterre, ami personnel du roi, il était loisible au comte de Derby d'imposer cette œuvre et de briser les résistances et les critiques qu'elle devait fatalement susciter. » M. Lefranc ne plaisante pas. Et puis, dans *Hamlet*, le Danemark est insulté : « Il y a, dit-on, quelque chose de pourri dans le royaume de Danemark ! » Femme de Jacques Ier, la reine Anne était une princesse d'origine danoise. Et vous croyez qu'un simple acteur nommé Shakspeare eût aisément traité ainsi la patrie de la reine? Mais le sixième comte de Derby, ami personnel du roi, vous déclarait, sans difficulté, pourrie cette même patrie de la reine : M. Lefranc ne plaisante pas. Et puis, la *Lucrèce* de Shakspeare est dédiée au comte de Southampton : dédicace très familière. Et vous croyez qu'un simple acteur nommé Shakspeare se fût adressé familièrement à ce comte de Southampton? Mais non ! la dédicace et le poème sont de William Stanley : et la familiarité du sixième comte de Derby n'est pas surprenante.

Ce qui est surprenant, c'est que, pour écrire en vieil ami au comte de Southampton, le comte de Derby prenne le nom d'un vil acteur; et que, pour avoir le droit d'insulter la patrie de la reine, il s'autorise du nom d'un vil acteur; et que la censure, si obligeante au grand seigneur, accepte que ledit grand seigneur ne signe pas de son noble nom qui arrange tout; et que l'opinion publique tolère un éloge de la magie et de la sorcellerie, parce que cet éloge est l'œuvre d'un grand seigneur, et sans même le savoir !

Dans *Les Joyeuses Commères de Windsor*, il y a « des allusions au chapitre de la Jarretière et aux cérémonies de la réception des nouveaux chevaliers. » En d'autres termes, — et tout différents — la comédie des *Joyeuses Commères de Windsor* est « le remerciement d'un chevalier nouveau promu. » Or, le sixième comte de Derby reçut la jarretière en 1601 : c'est justemont l'année où l'on crut jadis que fut donnée la comédie des *Joyeuses Commères*. On ne le croit plus : M. Lefranc le croit encore, afin de placer à la même année le cadeau et le remerciement. Et, son remerciement, le nouveau chevalier de la Jarretière le signe du nom d'un rustre !... Dans

le *Songe d'une nuit d'été*, il y a un « hommage rendu à Élisabeth, » qui, « venant d'un acteur tel que Shakspeare, eût été d'une audace absolument invraisemblable, sous la forme où nous le rencontrons. » Venant du comte de Derby, c'est à merveille : mais, si le comte de Derby signe « Shakspeare, » l'hommage reste invraisemblablement audacieux.

Ou bien il faut admettre que « Shakspeare » était, pour le noble comte, un « pseudonyme, » — ainsi que M. Lefranc le dit une fois, — et un pseudonyme auquel personne, à la cour et dans le public, ne se trompait. Et alors, vous qui ne concevez pas qu'on ait si peu de renseignements relatifs à William Shakspeare, auteur d'un si prodigieux théâtre, et qui partez de là pour refuser à William Shakspeare son théâtre, comment imaginez-vous que William Stanley soit resté dans l'ombre? Tout le monde le savait l'auteur de ce théâtre : et personne ne l'a dit ! On n'a pas dit grand'chose de Shakspeare ; mais on a dit au moins qu'il était l'auteur de son théâtre : de William Stanley, rien.

Rien? réplique M. Lefranc. « D'une lettre qui fait partie des papiers d'État de la reine Élisabeth, nous apprenons que le comte de Derby était, en juin 1599, uniquement occupé à écrire des pièces pour des comédiens professionnels. » Le 30 juin 1599, un certain George Fenner écrivait à peu près la même chose à deux amis. George Fenner était un agent politique ; les catholiques anglais fomentaient un complot, cherchaient soigneusement des affidés, comptaient un peu sur le sixième comte de Derby : impossible, car le sixième comte de Derby ne s'occupe que de théâtre. Voilà ce qu'a trouvé M. Lefranc pour démontrer que William Stanley est l'auteur du théâtre shakspearien. Ce n'est pas rien du tout : c'est, en quelque manière, un témoignage. Mais, en faveur de Shakspeare, les témoignages sont meilleurs : ils lui attribuent les pièces dites de Shakspeare. Quant au comte de Derby, l'on nous apprend que, l'année 1599, pendant l'été, il écrit des pièces pour des comédiens professionnels : c'est tout ce qu'on nous apprend. Quelles pièces? Nous ne le savons pas. Et quels comédiens? Nous ne le savons pas davantage. Si seulement George Fenner avait eu l'obligeance d'écrire à ses deux amis : « Pour William Shakspeare et ses compagnons, » tout irait bien. Mais il n'a pas eu d'obligeance. Or, la troupe de comédiens à laquelle appartenait William Shakspeare a eu pour patron quelque temps Ferdinando Stanley, cinquième comte de Derby, le frère aîné de William Stanley. Le 16 avril 1594, Ferdinando Stanley meurt,

probablement empoisonné. Voire, le bruit courut que l'empoisonneur était William Stanley : et, parce que Shakspeare a peut-être chapardé une bourgeoise complaisante à son ami Burbage, vous lui refusez son théâtre ; mais, si William Stanley a peut-être empoisonné son frère, vous lui donnez le théâtre de Shakspeare?... Toujours est-il qu'après la mort de Ferdinando, la troupe à laquelle appartenait Shakspeare passa sous le patronage de la veuve. Et puis elle passa sous le patronage de Henry Carey, lord Hunsdon. Et rien, absolument rien, ne nous invite à supposer que William Stanley ait conservé aucunes relations avec les comédiens que protégeait son frère. Tout au contraire, nous le voyons, dès le 15 septembre 1594, accorder son patronage à une autre compagnie de comédiens. Bref, les comédiens du comte de Derby, c'est une troupe à laquelle n'appartenait pas Shakspeare. Alors, quelle raison pouvons-nous avoir de supposer que les comédiens pour lesquels William Stanley se divertissait à écrire des pièces, au mois de juin 1599, c'étaient précisément Shakspeare et ses compagnons? Quelle raison de supposer que, ces pièces de William Stanley, c'était le théâtre de Shakspeare?

De William Stanley, que savons-nous? Très peu de chose. Il avait voyagé. M. Lefranc veut qu'il ait séjourné à la cour de Navarre; et M. Lefranc l'affirme et ne le prouve pas : mais il faut avoir séjourné à la cour de Navarre, en sa jeunesse, pour écrire *Peines d'amour perdues*. William Stanley aimait la musique : et même il a composé une pavane ; et il y a, dans le théâtre de Shakspeare, de belles choses sur la musique, etc.

L'on serait content d'imaginer que M. Lefranc, professeur au Collège de France et l'auteur de bons travaux relatifs à notre histoire littéraire, ne fût pour rien dans les deux volumes qui viennent de paraître sous le nom de M. Lefranc, comme le théâtre de William Stanley, sixième comte de Derby, parut sous le nom de Shakspeare. La même aventure, si désagréable pour William Shakspeare, serait avantageuse à M. Lefranc. Mais renonçons pareillement à l'une et l'autre hypothèses : les deux signatures, l'une qui étonne M. Lefranc, l'autre qui nous chagrine, ont tous les caractères de l'authenticité.

André Beaunier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Une deuxième prolongation de l'armistice conclu avec l'Allemagne le 11 novembre 1918 a été signée à Trèves le 16 janvier. Par elle, l'expiration en est reportée de nouveau à un mois, soit au 17 février, et il est encore stipulé d'ailleurs que cette deuxième prolongation elle-même pourra être étendue jusqu'à la conclusion des préliminaires de paix, toujours « sous la réserve d'approbation des gouvernements alliés. » Pendant la prolongation de l'armistice, l'exécution des clauses de la convention du 11 novembre, incomplètement réalisées, devra être poursuivie et exécutée. Les clauses « incomplètement réalisées » sont avant tout, comme dans la première période, celles relatives à la remise du matériel de chemins de fer. Les 5 000 locomotives, les 150 000 wagons qu'elle a dû promettre, voilà ce que l'Allemagne a le plus de peine à livrer; et l'explication que M. Erzberger en donne est probablement plus impudente qu'ingénue. « Le peuple allemand, déclare-t-il, a rempli les conditions d'armistice dans la limite du possible. Là où ces conditions n'ont pas été remplies, nos adversaires en sont presque seuls responsables; ainsi, notamment, dans la question de la remise du matériel de transport. Au 5 janvier, les Alliés ont pris livraison de 1 821 locomotives et de 63 304 wagons, alors que 4 907 locomotives et 105 523 wagons leur avaient été offerts. »

Il faut s'entendre : parce que « le peuple allemand » a été dressé à prendre des vessies pour des lanternes, ce n'est pas une raison pour qu'il ait la prétention de nous faire prendre aujourd'hui de la ferraille pour des wagons et des locomotives. La vérité perce, comme malgré elle, dans un autre passage de la protestation de M. Erzberger : « L'exécution des livraisons est tombée avec la démobilisation de l'armée dans l'Ouest, c'est-à-dire au moment où la révolution avait le plus besoin des chemins de fer. » Mais c est

le moment aussi où nous en avions le plus grand besoin, et il conviendrait de ne point oublier que la plus grande partie de ce matériel allemand est exigible, sans débat et sans délai, en substitution ou en restitution du matériel français et belge qui nous avait été volé. Évidemment, il y a une chose à laquelle l'Allemagne n'était pas habituée, mais à laquelle il faudra bien qu'elle se plie : c'est à être traitée en vaincue. Pour qu'elle s'y fasse, il suffira que nous acquérions, nous, et que nous ne perdions plus l'habitude de traiter en vainqueurs. L'Allemagne a vécu quarante-huit années de ses victoires de 1864, de 1866 et de 1870 : loin de nous toute pensée d'imiter son arrogance, sa dureté, sa mauvaise foi; mais ce n'est plus sur les positions de 1870 que le monde va se reconstruire et vivre ; c'est sur celles de 1918. Entre ces deux dates, qui marqueront à jamais dans l'histoire, il y a eu la guerre, et l'Allemagne serait mal fondée à s'en plaindre, puisqu'elle l'a cherchée, l'a voulue, l'a rendue inévitable. Qu'elle subisse donc la loi qu'elle-même a faite et la destinée qu'elle-même s'est faite.

Mais n'a-t-on pas senti, dans le langage de M. Mathias Erzberger, un changement de ton? Il ne le prenait pas si haut le 11 novembre, ni même le 17 décembre! Non seulement il proteste maintenant, mais il attaque, il accuse : « Le peuple allemand veut la paix. Les gouvernements alliés ont voulu autre chose. » Il ose affirmer que « les Français ont violé systématiquement la convention. » Leur attitude en Alsace-Lorraine a « rempli d'indignation » les bons Allemands, scrupuleux observateurs des formes et des procédures juridiques. Protestation contre le régime des communications d'une rive à l'autre du Rhin, protestation contre la dictature financière et économique de l'Entente. Au lieu de répondre aux questions qu'on lui a posées, M. Erzberger en pose à son tour, ou, plus exactement, avant son tour. Il en pose trois. « Quand lèverez-vous le blocus? — Quand allez-vous nous rendre nos prisonniers? — Quand serons-nous en état de signer les préliminaires de paix? Plus de six fois, e gouvernement allemand a demandé à faire une déclaration au sujet de la conclusion de la paix préliminaire, il n'a reçu aucune réponse. » Comme on le voit, c'est assez aigre. Et cela continue par de grandes phrases, pour s'achever presque par de gros mots. « Le peuple allemand, prononce M. Erzberger, est en droit de considérer que cette manière d'agir rend impossible une réconciliation entre les peuples, et que, pour une pareille attitude, il n'y a ni oubli ni pardon. »

Cet ancien magister mérite un coup de baguette sur les doigts. Réconciliation? Oubli? Pardon? Ici encore, les rôles sont étrangement intervertis. L'Allemagne n'a ni à oublier, ni à pardonner; mais, au contraire, à faire oublier, à se faire pardonner. Quant à une réconciliation, pour en parler, même comme d'une possibilité, il est un siècle ou un demi-siècle trop tôt, dans les hypothèses les plus favorables. Il s'agit, pour l'instant, de faire la paix, une paix juste, une paix durable, mais qui ne sera juste et durable que si c'est une paix forte. C'est encore la nature de l'Allemagne, du peuple allemand, de l'homme allemand, qui nous y oblige. Il ne conçoit, ne connaît et ne comprend la justice que par la force. Les bornes que nous devons et que nous saurons y mettre sont en nous, elles ne sont pas en lui. Nous aimons donc à croire que si M. le maréchal Foch a consenti à supprimer la pénalité qu'il avait décidé d'infliger à l'Allemagne pour la non-exécution de ses engagements concernant la livraison du matériel de chemins de fer; si, à la place de ces wagons et de ces locomotives en supplément, il a préféré réclamer des machines et instruments agricoles, il l'a fait pour donner satisfaction à des nécessités plus urgentes, du point de vue français, et pas plus ému des rodomontades de M. Erzberger qu'il n'avait été touché de ses jérémiades. Les autres clauses ajoutées le 16 janvier se rapportent à la situation des prisonniers russes encore retenus en Allemagne, que tous les récits dépeignent comme très misérable; à la remise complète et immédiate de tous les sous-marins qui peuvent prendre la mer, » à la destruction ou au démontage de tous ceux « qui ne peuvent pas être livrés (et l'activité au moins singulière des arsenaux allemands prouve que la précaution n'est pas superflue); » à la « restitution du matériel enlevé dans les territoires belges et français; » à la « mise de la flotte de commerce allemande sous le contrôle et sous le pavillon des puissances alliées et des États-Unis pendant la durée de l'armistice, » — « pour assurer le ravitaillement en vivres de l'Allemagne et du reste de l'Europe; » — et le coup porté à l'orgueil germanique par cette dernière condition en peut être un peu amorti; mais il est stipulé que « cet accord ne préjuge en rien la disposition finale de ces navires, » et l'Allemagne, dont la piraterie a tant de crimes à racheter, doit se dire que la phrase est à double tranchant. Enfin, la prolongation de l'armistice comporte une clause nouvelle d'occupation territoriale. « Le haut commandement allié se réserve dès à présent d'occuper, quand il le jugera convenable, à titre de nouvelles garanties, le secteur de la place

de Strasbourg constitué par les forts de la rive droite du Rhin, avec une bande de terrain de 5 à 10 kilomètres en avant de ces forts. » De la sorte, par la convention du 16 janvier après celle du 13 décembre, la ligne d'occupation se trouve renforcée sur le Rhin à ses deux extrémités : au Nord, près de la frontière hollandaise, au Sud, vers Strasbourg,—avec, dans l'intervalle, Cologne, Coblence, et Mayence, au coude rentrant du fleuve, — se sont abattus et s'appliquent, pour ainsi parler, les deux poings qui maintiennent l'Allemagne. Le sentiment populaire, qui s'exprime symboliquement, eût souhaité, à cause des usines Krupp, l'occupation d'Essen. L'autorité militaire ne l'a point estimée utile ; et, en effet, le cas échéant, tout se passerait comme si Essen était occupé, la cité infernale étant sous le feu de nos canons et presque à la pointe de nos baïonnettes : l'atteindre serait l'affaire d'un pas et d'un geste. Mais ce qu'il est intéressant de retenir de ce désir obscur, c'est le profond instinct des puissances de trahison que renferme l'âme allemande : c'est la vision de sa duplicité, de sa fausseté, de sa perfidie. Jamais, avec elle, le moment ne vient de lâcher la main ; moins que jamais il n'est venu, à présent qu'il s'agit de dicter à l'Allemagne une paix qui repose sur des sanctions pour le passé, sur des garanties pour l'avenir.

La Conférence, qui va tout de suite en jeter les fondements, et avec du temps, en construire l'édifice, a tenu le samedi 18 janvier, au ministère des Affaires étrangères, à Paris, sa première séance. Cette séance a été solennellement ouverte par M. le Président de la République ; il y a trouvé l'occasion de prononcer un discours excellent, digne en tout point de compter parmi les meilleurs de l'heureuse série où brillent d'un pur éclat ses harangues mémorables de Metz et de Strasbourg. Un tel discours vaut non seulement par sa forme, ce qui serait peu, mais par son fond, par la vigueur de la pensée, par l'ampleur et la netteté des vues politiques. Il est admirablement français pour toute sorte de raisons, et premièrement pour celle-ci, qu'il est admirablement clair, modéré, raisonnable, équilibré, précis. M. Poincaré a commencé, dès le remerciement de l'exorde, à mettre en leur valeur, dans le règlement universel des comptes, les titres particuliers de la France. Si, d'un consentement unanime, Paris a été choisi comme siège des travaux de la Conférence, c'est que Paris, a dit M. le Président de la République, est « la ville que, pendant plus de quatre années, l'ennemi a prise pour son principal objectif militaire et que la vaillance des armées alliées a victorieuse-

ment défendue contre des offensives sans cesse renouvelées. » M. Raymond Poincaré se plaît à voir dans cette décision « un hommage de toutes les nations représentées à un pays qui a, plus encore que d'autres, connu les souffrances de la guerre, dont des provinces entières, transformées en vastes champs de bataille, ont été systématiquement ravagées par l'envahisseur, et qui a payé à la mort le tribut le plus lourd. » Le Président ne manque pas de le rappeler : « Ces énormes sacrifices, la France les a subis sans avoir la moindre responsabilité dans l'épouvantable cataclysme qui a bouleversé l'univers. » Le sang versé à flots (ce n'est pas, hélas ! une image) ne saurait retomber sur elle. Aucun des alliés n'est davantage ni coupable ni responsable. A chacun d'eux, M. Poincaré rend, en termes appropriés, ce témoignage, qui est, en substance, le même pour tous : dans la guerre, ils n'ont voulu, comme ils ne veulent, dans la paix, que la justice. « Mais, fait observer avec force M. le Président de la République, la justice n'est pas inerte ; elle ne prend pas son parti de l'injustice ; ce qu'elle réclame d'abord, lorsqu'elle a été violée, ce sont des restitutions et des réparations, pour les peuples et les individus qui ont été dépouillés ou maltraités. En formulant cette revendication légitime, elle n'obéit ni à la haine, ni à un désir instinctif et irréfléchi de représailles : elle poursuit un double objet, rendre à chacun son dû et ne pas encourager le recommencement du crime par l'impunité. Ce que la justice réclame encore, sous l'influence des mêmes sentiments, ce sont des sanctions contre les coupables et des garanties efficaces contre un retour offensif de l'esprit qui les a pervertis. Et elle est logique en demandant que ces garanties soient données, avant tout, aux nations qui ont été et qui peuvent être encore le plus exposées à des agressions ou à des menaces, à celles qui ont maintes fois risqué d'être submergées sous le flot périodique des mêmes invasions. » Ainsi M. le Président de la République a évoqué, avant qu'elle s'ouvrît, « l'esprit » de la Conférence de la paix, qu'un mot suffit à définir : ce doit être l'esprit de la victoire. « Cette victoire est totale, puisque l'ennemi n'a demandé l'armistice que pour éviter un irrémédiable désastre militaire ; et, de cette victoire totale, il vous appartient de tirer aujourd'hui, dans l'intérêt de la justice et de la paix, les conséquences totales. » A la Conférence de la paix forte, seule paix juste et durable, il ne peut y avoir de place ni de jour pour des compromis, pour des combinaisons d'idées confuses et de volontés flasques. Il faut avoir sans cesse l'idéal devant les yeux, mais ne pas oublier que nécessairement on a derrière soi,

sous soi, sur soi, et devant soi encore, tout autour de soi, des réalités.

A cet égard, le discours prononcé par M. Antonin Dubost, au déjeuner que le Sénat a offert à M. le Président Wilson, vaut également d'être cité : l'accent en est à la fois discret et énergique : ce sont bien les paroles qui convenaient ; répétons-le, c'est bien là, dans le moment où nous sommes, la parole française : « Nulle part, a dit le Président du Sénat au Président de la Confédération américaine, nulle part votre magnifique ambition de substituer à l'équilibre périodiquement rompu des forces matérielles l'arbitrage définitif des forces morales ne pouvait rencontrer plus d'enthousiasme qu'en France. Mais croyez aussi que nulle part dans le monde n'est un pays qui plus que la France soit soumis à une fatalité aussi redoutable, celle de subir directement la poussée séculaire d'une race de proie, race qui semble elle-même poussée par quelque obscur, quelque ancestral besoin de migration. » Même lorsque l'ordre nouveau aura été construit selon les nobles formules du Président Wilson, même alors, cet ordre nouveau devra toujours s'appuyer sur une force quelconque dont la France sera, en définitive, la sentinelle la plus avancée et la plus exposée : « Nous croyons fermement avec vous, Monsieur le Président, a repris M. Antonin Dubost, qu'un nouvel ordre mondial, et peut-être une harmonie mondiale, sont possibles, où la patrie française sera enfin libérée du cauchemar de l'invasion, la patrie française pour laquelle près de quatorze cent mille hommes viennent encore de donner leur vie. »

Ces réalités cruelles, ces fatalités, la réponse de M. Wilson montre assez que son idéalisme, si haut et si large qu'il soit, ne l'entraîne pas à les méconnaître : il se défend de les ignorer : « Nous savons, assure-t-il, les longs périls au travers desquels la France a passé. La France a pu penser quelquefois que, pour nous, ces périls étaient lointains et que nous n'en comprenions pas toute la gravité. Nous les avons toujours connus, nous les avons suivis. Il est vrai qu'il nous était impossible de comprendre à certains moments combien ces périls étaient terriblement proches. Pendant ces années d'angoisse, angoisse que nous avons tous partagée, il n'est pas douteux que l'anxiété de la France a été suprême. C'était elle qui se tenait debout comme une sentinelle à la frontière de la liberté. » De cette constatation, le Président des États-Unis, dans sa droiture, tire une conséquence qui paraît être sa conclusion : « Si le danger qui a menacé la France dans le passé pouvait être perma-

nent, la France resterait la première exposée au péril. Mais beaucoup d'éléments nouveaux doivent l'aider à se rassurer. Nous voyons devant nous naître un monde nouveau. Ce monde s'est éveillé à la communauté de ses intérêts. Il sait que son avenir même en dépend, l'avenir des institutions libres et celui de la civilisation. Il sait que, si le péril dans lequel la France a vécu devait se continuer, la menace serait pour le monde entier. Contre elle, ce n'est pas seulement la France, c'est le monde entier qui doit s'organiser. » Et aussitôt la conclusion de M. Wilson se dessine, se resserre : « Dans l'hospitalité que je reçois, dans les paroles qui m'accueillent, je ne vois pas seulement votre aimable bienveillance et votre cordialité fraternelle. J'y vois aussi un dessein, j'y vois une pensée dirigeante. Cette pensée, c'est que nous devons nous tenir fortement les uns les autres, c'est que nous devons nous aider les uns les autres. Ceux qui ont combattu pour la liberté, ceux qui l'ont défendue et sauvée, sont liés par un serment de ne jamais se séparer. » Traduite en langage politique concret, dans un texte et dans un acte, si cette affirmation signifie, comme il est évident que c'est ce qu'elle veut dire, que la France ne sera plus seule désormais à monter la garde sur le Rhin, que toutes les nations alliées ou associées et la Ligue qu'elles se proposent de former, coopéreront à cette surveillance de haute police; qu'elles ne seront jamais plus absentes ou trop éloignées de cette ligne où de tout temps a chancelé et trébuché la paix du monde; si, sur ce point, il faut entendre que, provisoirement du moins et jusqu'à ce que se soit constituée une nouvelle Allemagne, non réfractaire, non étrangère à l'Europe nouvelle, au monde nouveau, la rive gauche du Rhin sera tenue sous une occupation militaire internationale; et si, contre le péril permanent, la défense aussi devient permanente, si contre la menace allemande se dresse, sans limite dans la durée, dans l'espace et dans l'effort, la grande alliance ou association occidentale; si tout cela est voulu, convenu, écrit signé et fait, l'idéal et la réalité se rejoignent : nous pouvons aspirer au ciel, sans craindre que la terre ne s'entr'ouvre sous nos pieds; nous pouvons essayer de nous élever à la politique des anges, sans oublier, pour notre perte, à quelle espèce d'hommes nous avons affaire, en la personne, jusqu'ici incorrigible, immuable, imperfectible, du peuple allemand.

L'objet ou les objets de la Conférence étant expressément déterminés par les voix les plus autorisées, elle a fixé sa méthode : « Pour mener à bien cette tâche immense, lui a dit M. Poincaré, vous n'avez

voulu admettre, tout d'abord, à ces grandes assises, que les nations alliées ou associées, et, pour autant que leurs intérêts seront engagés dans les débats, les nations demeurées neutres. Vous avez pensé que les conditions de la paix devaient être arrêtées entre nous avant d'être communiquées à ceux contre qui nous avons ensemble combattu le bon combat. » Parmi les nations alliées ou associées elles-mêmes, une distinction a été faite, qui s'est marquée pratiquement par le nombre des délégués admis à les représenter. Les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et le Japon se sont réservé à chacun cinq sièges : les autres pays en ont obtenu chacun trois ou chacun deux. Le critérium semblait devoir être la part prise effectivement à la guerre ; en dernier ressort, la mesure de l'intérêt que chacun peut faire valoir dans les arrangements qui s'élaborent est la considération qui a prévalu. Il eût été pourtant inique et imprudent de ne pas tenir compte de certains titres. La Belgique et la Serbie, à qui l'on n'avait accordé que deux représentants, ont réussi, sur leurs réclamations pressantes, à en avoir trois. Mais l'exception a confirmé la règle ; et, en posant cette règle, la Conférence a divisé le monde en « Puissances à intérêts généraux » et « puissances à intérêts particuliers. » Comment, en effet, aurait-on continué à dire, à l'ancienne mode, les « grandes » et les « petites » Puissances, après avoir si souvent proclamé, avec le Président Wilson, l'égalité en droit de toutes les Puissances grandes et petites. On a donc pris une autre manière d'exprimer une situation de fait qui n'a pas changé. Les cinq Puissances à intérêts généraux, États-Unis, Grande-Bretagne, France, Italie, Japon, se sont trouvées naturellement constituées en directrices de la Conférence, chacune d'elles y ayant au reste, malgré leur égalité théorique, des délégations numériquement inégales. La Grande-Bretagne, tirant argument du rôle glorieusement actif joué dans la guerre par ses *Dominions*, a fait composer à ses propres délégués, aux cinq plénipotentiaires qui représentent spécialement le Royaume-Uni, une escorte formée de dix autres membres, deux par Dominion, auxquels pourraient encore s'adjoindre l'émir Faïçal et son second, pour le jeune royaume arabe du Hedjaz : au total, dix-sept représentants. Les délégués des deux Amériques du Centre et du Sud gravitent moralement dans l'orbite des États-Unis de l'Amérique du Nord. On n'aperçoit pas le motif qui a empêché la France d'être, par analogie, accompagnée au moins de ses protectorats, Tunisie et Maroc. Il n'importe guère, dira-t-on, car, quel que soit le nombre des délégués, chaque Puissance, au vote, n'aura qu'une voix, et les décisions

mêmes ne seront pas prises à la majorité. La Conférence n'est point une assemblée parlémentaire; il n'y aura de résolution que sur les points où l'unanimité aura été acquise; et cela nous promet des jours et des lendemains. Mais, s'il n'importe guère pour la décision, il importe beaucoup pour la discussion. Heureusement, le règlement adopté prévoit des commissaires ou conseillers techniques, que la Conférence pourra entendre pour s'éclairer.

La première question inscrite à l'ordre du jour a été celle qui concerne la responsabilité des auteurs de la guerre : « Je n'ai pas besoin de vous en exposer la raison, a dit M. Clemenceau : si nous voulons établir le droit dans le monde, nous pouvons dès aujourd'hui, puisque nous avons la victoire, appliquer les sanctions du droit. Nous vous les demanderons contre les auteurs des crimes abominables commis pendant la guerre. » La seconde question abordée est celle de la Société des Nations. M. Léon Bourgeois, qui est chargé de l'élucider, a déjà conféré ou s'apprête à conférer à ce sujet avec M. le Président Wilson, lord Bryce, lord Robert Cecil, et d'autres. Plusieurs rencontres ultérieures sont prévues. De Rome va venir un secour précieux, M. Scialoja, juriste de sens latin, à l'esprit ferme et pénsé trant. A Dieu ne plaise que nous médisions de la future société ou ligue des nations: moins encore des sanctions à poursuivre contre les auteurs de la guerre. Nous avons toujours pensé et écrit ici, avant que la victoire et la paix fussent en vue, qu'un immense progrès serait réalisé si l'on arrivait à établir, pour des crimes comme celui de l'empereur Guillaume, de l'état-major allemand et de la nation allemande, des sanctions pénales de droit international. Mais enfin le public a l'impression, — et peut-être n'est-ce pas pure irrévérence, vieille habitude de fronde, peut-être ne se trompe-t-il pas tout à fait, — que la Conférence s'engage sur l'accessoire et évite, esquive ou écarte le principal. S'il ne s'agissait d'une réunion aussi majestueuse, on dirait familièrement qu'elle « tourne autour du pot. » Sans doute, c'est l'urne du Destin, sur laquelle nul ne doit porter une main téméraire. Néanmoins, il faudra bien en soulever le couvercle et en répandre le contenu. Sanctions pénales, Société ou Ligue des Nations, soit, qu'elles soient, *adveniant!* Mais les questions territoriales? Ne sont-elles pas les questions préliminaires? Ne sont-elles pas, à parler très exactement, en architecte ou en maçon, les questions fondamentales? Sinon, si elle ne les a pas traitées et résolues au préalable, la Conférence ressemblera à un homme qui veut bâtir, et à qui il ne manque que le terrain.

Ce n'est même peut être pas directement sous leur aspect territorial que la Conférence ou plutôt les gouvernements des cinq grandes Puissances et leurs experts militaires ont commencé à étudier le problème polonais et le problème russe. On sait à quoi leur méditation a abouti. Pour la Pologne, une Commission de huit membres va être expédiée, afin de se renseigner sur place. Pour la Russie, les Puissances associées invitent, sur la proposition de M. Wilson, « tout groupe organisé qui exerce actuellement ou qui tente d'exercer une autorité politique ou un contrôle militaire, où que ce soit, en Sibérie ou dans l'intérieur des frontières de la Russie d'Europe, telles qu'elles étaient avant la guerre qui vient de s'achever (*excepté en Finlande et en Pologne*) à envoyer des représentants dont le nombre ne dépasse pas trois pour chaque groupe à l'Ile des Princes (mer de Marmara), » afin de s'expliquer et de se mettre d'accord. Ne critiquons pas, ne récriminons pas ; taisons, dissimulons que cette motion a le grave inconvénient de reconnaître implicitement comme un groupe organisé, avec qui l'on peut avoir des relations, le prétendu gouvernement, le soi-disant parti, au vrai la bande des *bolcheviki*. Si l'accord s'établit entre tous ces porte-paroles, si seulement ils sortent tous vivants de leur colloque, qu'on ne cherche plus l'emplacement du biblique Eden : le paradis terrestre était dans l'île de Prinkipo. Mais quoi ! On en est là ! On n'en est que là ! A se renseigner ? A recueillir des avis ? A faire des enquêtes ? Mieux vaut le dire, à l'honneur des Puissances alliées ou associées : elles ne se sont pas à ce point laissé surprendre par la paix. Toutes l'ont plus ou moins préparée et fait préparer. Des travaux qu'on dit remarquables, émanant de personnes compétentes, existent : il n'y a qu'à les utiliser.

La paix, comme la guerre, a ses pessimistes. Il n'est pas, dès maintenant, rare de rencontrer des gens qui hochent la tête, haussent les épaules et vous glissent à l'oreille : « La Conférence part mal. » Tout ce qu'il est permis et équitable de dire, c'est qu'elle ne part pas vite, et qu'elle ne part pas droit. Or, nous n'ignorons pas qu'il y a deux écoles, mais nous sommes de celle qui professe qu'il faut faire vite. Ne nous pressons pas, conseille l'autre. La force des choses travaille, et, d'elles-mêmes, les solutions mûrissent. Se hâter, brusquer ? Ou « donner du temps au temps ? » Vieille querelle ; mais à cette heure où l'on se flatte de créer un monde nouveau, rien n'est aussi neuf qu'on le croit. Il n'y a toujours pas une nouvelle terre ni une nouvelle humanité sous le soleil. En dépit de la publicité de quelques-unes de ses séances, il serait piquant de constater combien

les débuts de la Conférence de Paris, même dans les détails du style, rappellent les débuts du Congrès de Vienne : on y parla, ainsi que nous en parlons, de Puissances à intérêts généraux et de Puissances à intérêts particuliers. Il n'est pas jusqu'à la Société ou la Ligue des Nations, dont s'enorgueillit tant la naïveté de ses néophytes, qui n'ait été amorcée et ne soit en germe ou en promesse dans les traités de Westphalie.

Ceux-là ne s'en étonneront pas qui savent que la politique a ses lois à peu près constantes, comme sont à peu près constantes les passions, les aspirations, constants les intérêts, les besoins de l'homme, constant, sous la mobilité de leur surface, le fond des sociétés humaines, et que, par exemple, on retrouve presque littéralement dans le Maha-Bharata les plus fameuses formules de ce qu'on nomme le machiavélisme. Elles ont été pré-machiavéliques, elles seront post-wilsoniennes. Ancienne diplomatie, nouvelle diplomatie, l'essentiel et l'indispensable est d'avoir une politique conforme aux lois éternelles de la politique. Nous n'avons pas le loisir d'attendre que le hasard, les conjonctures, ou, si l'on le veut, les astres, notre étoile, nous en fassent une. En face de nous, à deux pas de nous, de l'autre côté du fleuve, l'Allemagne est battue, mais non abattue. Le résultat des élections auxquelles elle vient de procéder pour se donner une Constituante, qui lui donnera un régime dont l'œuvre capitale apparaît comme devant être de sauvegarder, et, si c'est possible, de renforcer son unité, ce résultat est encore trop incertain pour que nous en tirions des déductions sûres. Le « bolchevisme » n'a pas été tué à Berlin avec Liebknecht et Rosa Luxemburg. Mais l'Allemagne fait visiblement un effort pour se relever, elle en fait un secrètement pour ne pas se relever sans armes; et il semble que déjà elle regarde, accoudée sur un bras, la Conférence qui délibère.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

LES NOUVEAUX OBERLÉ[1]

DEUXIÈME PARTIE [2]

IV. — MASSEVAUX REÇOIT LA FRANCE

D'AUTRES colonnes étaient entrées en Alsace, par d'autres points de la frontière.

Dans la matinée du vendredi 7 août 1914, à Massevaux, on savait, à n'en plus douter, que les Français allaient descendre. Mme Ehrsam, pensant qu'ils ne manqueraient pas de défiler sur la place du Marché, s'était invitée à passer la matinée chez une jeune femme de ses amies et de sa parenté lointaine, qui logeait dans un de ces hôtels à larges fenêtres, bâtis au XVIIIe siècle, pour les dames du chapitre noble de Massevaux. Le futur général Kléber, alors inspecteur des bâtiments publics à Belfort, avait disposé ces maisons en éventail, autour d'une cour ouverte, par quoi est agrandie, au Sud, la place du Marché. Elles sont toujours debout, intactes, élégantes et sévères. Des bourgeois tranquilles les habitent. Un peu avant dix heures, Mme Ehrsam sonna donc à la porte de l'hôtel, pénétra dans le vestibule, orné de panoplies d'armes anciennes, au milieu desquelles pendait, accrochée à la muraille, une trompe de chasse. Il fut convenu que les deux dames attendraient, dans le salon, l'arrivée des troupes. Anna devait donner des nouvelles. Anna, Française de cœur, bien entendu, mais surtout curieuse de toute nouveauté, avait en effet suivi sa maîtresse, et grimpé, avec la femme de chambre de l'hôtel, dans les combles, d'où

(1) *Copyright by* René Bazin, 1919.
(2) Voyez la *Revue* du 1er février.

l'on pouvait découvrir les pentes du Südel. Deux fois, elle cria par la cage de l'escalier :

— Madame, on ne voit rien encore!...

Mais, comme dix heures sonnaient, l'Alsacienne cria :

— Madame, c'est les Français! Madame, venez vite!

Mme Ehrsam et la jeune femme montèrent dans la pièce de débarras; les domestiques leur firent place et se retirèrent de la fenêtre, mais pas beaucoup, et il y eut, en réalité, quatre têtes d'Alsaciennes, encadrées dans la même lucarne, et tendues vers la montagne.

— Où sont-ils donc, Anna?

— Comment, madame ne les voit pas? Le point rouge, là-haut; cet autre; ils sont dix, vingt, trente....

— Mais oui, chère amie, reprit la jeune femme : dans le pré, à la lisière, là où les sapins font une grande courbe.

Il n'y avait point de doute : sur la pente verte, les soldats de chez nous descendaient en courant. Ils s'approchaient des vergers, d'autres commençaient seulement à sortir de l'abri des bois, et se mettaient à courir.

— Dites, comme ils se dépêchent!

— Ce n'est pas étonnant : ils reviennent chez eux.

— On dirait des cerises qui roulent sur l'herbe.

— Que ne sont-ils venus vingt ans plus tôt?

— Mais ils viennent, ma chère; le passé est mort; ils seront ici dans un quart d'heure, au train dont ils vont! J'embrasse le premier que je rencontre!

— Moi aussi! dit Anna.

— Tiens, ils lèvent les bras, est-ce qu'ils nous saluent?

— Non, ils ne peuvent pas nous voir: ils cueillent des prunes dans les branches.

— Ils peuvent grappiller! Ils croquent en courant; ils ne savent pas s'il n'y a pas d'Allemands cachés dans les maisons, près de l'Odilienbächle, dans les petites maisons vieilles de la rue des Gants, de la rue des Tisserands...; ils ont confiance... Ils sont trop vite en confiance, les Français, vous ne trouvez pas?

— Mais non, pas ici; il n'y a pas d'Allemands dans Massevaux, du moins qui soient armés; tous les fonctionnaires ont décampé... Les soldats de la France sont les victorieux, les victorieux, les attendus!

Mme Ehrsam, les larmes aux yeux, se retira de la fenêtre, et dit :

— Combien d'autres auraient voulu voir cela !

— Dans cinq minutes, ils seront ici, répondit son amie. Anna, Marie, allez dans le jardin, cueillez toutes les fleurs!

Les quatre femmes descendirent ; on entr'ouvrit la porte qui donne sur la grande place. Partout, les gens couraient. Sous les tilleuls et les ormes de la place du Marché, des gamins interrompaient leurs jeux, se mettaient en ligne, et guettaient, prêts à crier.

Ils ne vinrent pas tout de suite, les Français, sur la place du Marché. Ayant franchi la Doller au pont de l'Hôpital, ils passèrent devant l'église de Saint-Martin, et, par la Grand'Rue, se dirigèrent vers la gare, rapidement. Sans doute, on leur avait dit que des réservistes alsaciens devaient partir, ce matin-là, pour l'Allemagne. Les soldats marchaient sur les trottoirs, le long des maisons, sur deux files, et, malgré les recommandations qu'on leur avait faites, ils avaient l'arme à la bretelle. Est-ce que le pays n'était pas ami ? Ils avaient chaud d'avoir tant couru ; ils riaient ; ils regardaient les fenêtres, les portes, les enseignes ; quelques-uns mangeaient encore des prunes cueillies dans la montagne ; ils disaient à toute rencontre, pour apprivoiser les gens : « N'ayez pas peur, mes amis, on vient pour vous délivrer. » En tête, au milieu de la chaussée, bien assis sur son cheval, un gros adjudant de dragons servait d'éclaireur. Dans sa main droite, il tenait son revolver levé. Quand un magasin, demi fermé, lui paraissait louche, il éperonnait son cheval, il allait voir, se penchait, et reprenait la route.

Quand ils furent arrivés à la gare, les Français apprirent que le train pour Mulhouse était parti depuis près de deux heures.

Alors, les compagnies se séparèrent, pour occuper différents points de la ville, et pour s'y montrer. L'une d'elles, par la rue de la Mairie, déboucha sur la place du Marché, près des ormes et des tilleuls plantés en quinconce, près des enfants qui, moitié craintifs et moitié rassurés, disaient à haute voix, pour toutes les fenêtres en éveil :

— Voilà le capitaine !

— Il a un pistolet, mais il ne tire pas avec !

— Regarde l'écusson : 42e d'infanterie.

— Le régiment de Giromagny, papa l'a dit! Bonjour, messieurs!

— Tiens, le drapeau à présent!

— Mais non : ils n'en ont pas!

— Regarde, au bout de la place!

En effet, à la fenêtre d'une maison, au fond de la place, un drapeau tricolore, le vieux drapeau de la compagnie des pompiers, du temps de Napoléon III, emblème depuis quarante-quatre ans proscrit et caché, apparut et flotta. Une femme attachait la hampe au fer forgé d'un balcon.

Les premières acclamations retentirent. Des têtes se montrèrent aux fenêtres. Les rues commencèrent à verser les curieux sur la place. A ce moment, la porte de l'hôtel s'ouvrit tout à fait, et la jeune femme, qui était en noir, et qui marchait bien, et qui portait au bout de son bras toutes les fleurs de son jardin, s'avança vers le capitaine. Elle ne se trompa point; elle laissa passer le cavalier; elle alla droit à l'officier qui était à pied. Elle ne savait trop que dire, elle n'avait pas réfléchi, elle était effarouchée et glorieuse. Elle hésita, tendit d'abord les fleurs, puis elle dit, bien haut :

— Tenez, monsieur : c'est Massevaux qui vous le donne!

Et tout le peuple applaudit. Les soldats étaient au repos. Déjà, on s'approchait d'eux, on leur demandait : « Où allez-vous loger? Venez chez nous? » L'officier, entouré maintenant, interrogé lui aussi, s'entretenait avec plusieurs anciens, notables de la ville ou simples camarades de l'armée d'autrefois, qui se présentaient à lui, et lui serraient la main, personne ne voulant être oublié. Des cyclistes allaient et venaient, portant des ordres. Les spectateurs disaient :

— Voilà une belle force chez nous : mais ce soir, mais demain, il en viendra bien d'autres!

Comme pour leur donner raison, et leur faire prendre patience, voici que vingt dragons, en patrouille depuis l'aube et courant la vallée, arrivèrent sur la place. Ils croisèrent la compagnie d'infanterie, qui allait prendre possession des cantonnements et préparer la soupe. La tête haute, la latte battant la selle, contents d'avoir fait l'étape et de commencer la guerre en faciles vainqueurs, ils mirent pied à terre. Plusieurs attachèrent leurs chevaux à la fontaine qui est au milieu de

la place. Et, regardant autour d'eux, ils cherchaient aventure.

L'un d'eux s'était tourné du côté de l'hôtel dont le jardin n'avait plus une fleur. La porte était encore ouverte. Il avait chaud. Anna et sa compagne lui firent signe : « Venez boire un coup? » Il eut un rire bon enfant, et, traînant ses bottes, il monta le perron, embrassa Anna, puis l'autre. La salle à manger était tout près. Pour faire honneur au Français, elles l'y firent entrer, certaines que madame trouverait cela fort bien. Sur la table, à côté du verre qu'elles remplissaient jusqu'au bord de vin de Ribeauvillé, il y avait encore des tiges et des feuilles coupées, émondage du bouquet. Mais comme le cavalier allait sortir, essuyant sa jeune moustache du revers de sa main, il aperçut, pendu au mur du vestibule, la trompe de chasse.

— Mes belles, dit-il, ça me connaît : je suis piqueur chez M. le baron de Raiville! Donnez-moi ça?

Anna, qui ne savait que le dialecte alsacien, riait, avant même que sa compagne lui eût expliqué la phrase. Le soldat décrocha la trompe, s'avança sur le perron, et se mit à sonner une fanfare. Ah! comme il sonnait bien, les joues creusées par l'effort, la poitrine tendue, les yeux aux nuages! Il y eut des cris et des battements de mains. Un flot de peuple arriva. Des fenêtres se rouvrirent. Il arriva aussi un sous-lieutenant du 42e qui, voyant ce cavalier célébrer à sa manière l'entrée des Français dans Massevaux, s'approcha, et dit, en riant :

— Qu'est-ce que vous faites là?

— Mon lieutenant, c'est mon instrument : je suis piqueur. Je parie que vous n'avez jamais entendu sonner ce que je vas sonner?

Et, mettant de nouveau ses lèvres sur l'embouchure, les joues de nouveau formant le museau, le coude levé, la tête au soleil et hardie, il lança de belles notes galopantes, un salut sonore, que le lieutenant ne reconnut pas :

— En effet. Qu'est-ce que c'est que cet air-là?

Le cavalier, renversant et secouant la trompe de cuivre, répondit :

— Mon lieutenant, ça ne se joue pas souvent : c'est le changement de royaume.

Fier, regardé, admiré, applaudi, il alla raccrocher, au mur du vestibule, le vieux cor qui jamais plus ne sonnera le changement de royaume.

Avant la nuit, les dragons étaient repartis; le bataillon du 42e s'était confortablement installé dans Massevaux; les derniers agents officiels de l'Allemagne avaient fui; des voitures, des bancs, des échelles, formaient, à la sortie de la ville, du côté de l'Est, des barricades derrière lesquelles, armés du lebel que les gamins se montraient du doigt, les fantassins attendaient la charge toujours possible des patrouilles de uhlans.

Avant que la nuit fût toute close également, comme la mère de Pierre et de Joseph rentrait chez elle, ne pensant plus qu'à ce grand événement qu'elle allait raconter à Joseph, — car, l'autre, où était-il, où lui écrire? — elle recevait la visite d'un ingénieur de la vallée de Thann, bien ému, lui aussi.

— Ah! Madame, quel changement! toutes nos vallées sont en mouvement et en joie! J'ai quitté Thann il y a deux heures, et voici ce que j'ai vu : les Français descendaient de la montagne!

— Comme ici.

— Vous connaissez la route : tantôt une fabrique, tantôt une maison, un cabaret, une boutique, eh bien! tout le monde était aux portes.

— Tout comme à Massevaux.

— Et le plus beau, ce fut à la grille du grand parc de M. Lauth. Il était là avec toute sa famille, le vieux chef d'industrie qui avait bien connu le temps français. Il avait fait dresser une table toute chargée de verres et de pichets pleins de vin, et, à mesure que les soldats passaient, il les servait lui-même, madame, lui-même; et les hommes venaient, et tous buvaient à la santé de l'Alsace, à la santé de la France. Le canon de leur fusil, à tous, était fleuri. Les balles n'auraient pas pu passer. En vérité, madame, dans la vallée de Thann, ce soir, il n'y a plus de fleurs dans les jardins...

— Chez mon amie non plus!

Quelques jours après, Mulhouse était prise. Hélas! quelques jours encore, Mulhouse était perdue, et les troupes de France, rappelées pour couvrir Paris, déjà menacé de loin, se repliaient. Mais Thann restait français, et de même Massevaux, et de même Dannemarie, les trois vallées sacrées, qui furent préservées, et, sans combat et sans deuil, redevinrent françaises.

Un peu avant la fin du mois d'août, Mme Ehrsam recevait la première lettre de Pierre. Il était à Besançon; sa mère lui écrivit : « Je suis Française aussi. »

V. — LE MAS DE L'ABADIÉ

Bien loin, bien loin de l'Alsace, en terre de France, il y avait, vers le même temps, une famille elle aussi diminuée par le départ du fils. Le soleil était couché depuis une heure à peine. On pouvait lire encore le journal, aux reflets qui jouaient dans le ciel très pur. La servante, nièce des fermiers du mas de l'Abadié, avait fait sa randonnée autour du « château » et dans le « château. » Elle avait fermé, parce que « c'était la guerre, » la grille rouillée qui défendait le domaine du côté de la route, mais qu'il eût été si facile de tourner; elle avait détaché l'épagneul, chien d'arrêt de « M. le baron, » serré les paillons, posés sur le mur du jardin, et où séchaient des graines potagères, dit au coq : « Laisse-nous dormir, Le Doré, tais-toi; tu as assez gratté pourtant, comme moi! » Elle s'était assurée que les chats ne s'étaient pas cachés dans la cuisine, et elle sortait de son chantier, comme elle disait, précédée de son chandelier, lorsqu'elle rencontra, dans le vestibule, la demoiselle de l'Abadié.

— Marine, tout est bien clos?

— Oui, mademoiselle.

— La chatière est fermée?

— Pardine!

— Et Dido?

— Déjà montée dans sa chambre. Qui travaille peu doit se reposer beaucoup!

Dido, — qui est Marguerite, — désignait la seconde domestique, une Arlésienne, mais de la ville, et qui, depuis deux ans, servant Marine plutôt que ses maîtres, sous le titre de femme de chambre au mas de l'Abadié, n'avait pas avancé dans les grâces de la première autorité de la maison.

Marie, connaissant le refrain, répondit :

— Alors, ma bonne Marine, monte auprès du petit Maurice, qui dormait mal, tout à l'heure. Je vais veiller avec mon père, oh! pas longtemps, comme d'habitude...

Un rire jeune monta dans la cage de l'escalier, nue, sèche et sonore comme la caisse d'un violon. La servante portait, dans la main droite, un chandelier d'étain. La lumière, rapprochée du corps, éclairait le visage d'une femme d'environ quarante-

cinq ans, qui avait encore des traits réguliers et fins, et deux bandeaux épais, soufflés, ondulés, de sombres cheveux, haut relevés, formant la tour, serrés dans un ruban de velours noir, dont les deux bouts retombaient et flottaient sur la nuque, selon la coutume arlésienne. Le corsage plein, la taille serrée, le négligé du vêtement et la justesse de l'attitude eussent indiqué la race du Midi, si l'accent, si les yeux ardents, passionnés même au repos, n'avaient trahi déjà la parenté de la femme et de la terre toujours vibrante. Marine servait depuis sa dix-huitième année dans le mas de l'Abadié. Ses maîtres avaient pris l'habitude de la tutoyer, comme un officier, par amitié, tutoie un soldat. Les étrangers l'appelaient « la tante, » appellation d'honneur qui désigne, dans toute la Provence, la gouvernante du logis rural, l'intendante de la cuisine et des greniers. Elle avait beaucoup d'ordre, une manière libre de parler, le goût de la maison et de l'honneur de la maison. N'était-elle pas chez elle, à l'Abadié? On ne la commandait pas, ou si peu! M. le baron se servait souvent lui-même. Elle n'avait affaire qu'à une jeune fille de vingt-deux ans, d'une courtoisie méridionale, c'est à dire très achevée, à cette longue, mince et royale Marie, qui se tenait debout, en ce moment, sur la dernière marche de pierre, une main sur la rampe de fer forgé. La servante changea de physionomie, tout à coup, et sa figure devint tragique.

— Écoutez!

Toutes deux, elles tendirent l'oreille, du côté des grandes baies qui éclairaient la cage de l'escalier, et que battait, pendant cinq mois de l'année, l'aile des papillons, des guêpes et des mouches prisonnières.

— Vous entendez comme ça roule, mademoiselle! Des trains encore; ils ne cessent ni jour ni nuit, depuis près d'un mois.

— La nuit autrefois paisible... On ne peut imaginer tout ce qu'ils transportent, ma pauvre Marine : des hommes, des chevaux, des munitions, des approvisionnements...

— Moi, j'imagine bien : ils roulent la mort... Quand auront-ils fini? Quand ramèneront-ils M. Hubert?

Le même rire empêcha la plainte de continuer.

— Tu ne voudrais pas le revoir à présent : nous ne sommes en guerre que depuis vingt-huit jours; pour la victoire, Marine,

il faudra des mois, peut-être même plus! Va dormir! Bonne nuit!

La jeune fille descendit la dernière marche de l'escalier, et ouvrit, à sa gauche, la porte qui faisait communiquer le vestibule avec une pièce carrelée, où son père, quand il pleuvait, ou que soufflait le mistral, recevait les fermiers et les passants. Guidée par le rayon de lumière qui glissait sous la porte, à l'extrémité de cette pièce, elle entra dans le grand salon, qui était aussi le cabinet de travail de M. de Clairépée. Aucun luxe ne le déparait. Quelques meubles, des torchères de cuivre Louis XIV, et de même quelques portraits pendus aux murs, y rappelaient le passé. En regardant d'un peu près, on aurait découvert, çà et là, une déchirure, dans la belle soie violette semée de renoncules d'eau, toutes blanches, qui couvrait les fauteuils et qui descendait en panneaux, depuis le plafond aux poutres apparentes, jusqu'à la plinthe, ornée d'un bourrelet ouvragé.

Dès qu'elle eut franchi le seuil, la jeune fille s'appliqua à marcher lentement, choisissant, pour y poser le pied, les lames du parquet qui ne criaient pas et qu'elle connaissait, une à une. Elle regardait son père, assis à l'autre extrémité du salon, devant une table fort chargée de livres et de dossiers, les coudes écartés, posés à plat et contraints entre deux in-folio, qui formaient une niche. Il continuait, le front plissé par l'effort intellectuel, qu'il avait commencé un peu tard, une « Histoire des barons de Cadaren de Clairépée. » Marie s'approchait, et il ne la voyait pas, ou plutôt voulait ne pas la voir. Elle connaissait les heures, les coutumes, et respectait le travail du soir, le livre commencé depuis dix ans, et que douze cahiers de notes et de documents relevés dans les bibliothèques et les archives du Midi, surtout dans le fond Méjanes, d'Aix-en-Provence, n'avaient pu, paraît-il, qu'ébaucher. Arrivée près de la table taillée dans un vieux noyer de Provence, meuble de famille, partout luisant d'un sombre feu, lustré, fleuri, mieux ocellé que la queue d'un paon, elle se baissa, prit, dans une travailleuse, une pelote de laine que traversaient deux aiguilles de bois, et, s'asseyant sur un fauteuil, commença, elle aussi, un travail, mais d'ordre modeste, et qui ne demanderait pas de longs délais avant d'être achevé : un manteau de premier âge pour le futur enfant de la femme

de Maximin Fustier, commissionnaire en huiles, au village de Graveson, et locataire de M. de Clairépée.

Celui-ci compulsait et écrivait, sa fille tordait la laine. Ces deux êtres, qui vivaient l'un pour l'autre, passaient ainsi chaque soirée, depuis bien des années, dans l'intimité muette. Ils la goûtaient fort.

Albéric Dieudonné de Cadaren de Clairépée avait cinquante-cinq ans. Physiquement, il était de cette espèce qui porte une tête un peu trop développée sur un corps assez frêle. Observez-le, qui travaille sous la lampe. Il n'a point de lunettes ou de lorgnon, et c'est à peine si, pour mieux lire un passage difficile, il incline la page d'une manière qui n'aurait point servi des yeux jeunes. Sa barbe, châtain clair, mêlée de poils blancs, courte et taillée en pointe, où ne se fondent point les moustaches, qui sont fermes et relevées, ses cheveux, rares au milieu du crâne, abondants sur tous les murs d'enceinte, frisés et demi-longs, encadrent un large front, un nez solide et clair aussi, droit d'arête, et tombant à pic et non point en plages, sur des joues qui sont pleines et sans graisse. M. de Clairépée a des yeux gris, dont le regard est rapide et doux. Des yeux de femme, lui disait-on dans sa jeunesse. Des yeux de tourterelle, prétendaient les voisins et rivaux, aujourd'hui disparus, les Costé de Veillargues. Mais il importe peu : ce sont les fenêtres d'une âme droite, qui n'a point à se cacher et qui paraît dès qu'on l'appelle, prompte à l'émoi, tendre en paroles, volontiers souriante malgré les grands malheurs dont elle se souvient, beaucoup plus ferme en son fond que ne le fait supposer son premier désir d'être aimable. La science de l'écrivain n'est pas profonde, et ce gros ouvrage d'histoire familiale ne s'accomplit qu'avec peine, dans la crainte justifiée de mal connaître les temps où vécurent les aïeux. « Nos neveux, est-il dit dans la préface, jugeront qu'il est plein de fautes, et vaut seulement par la curiosité, si toutefois nos neveux s'occupent de l'histoire des barons de Clairépée. Ils auront tant d'autres choses à faire! »

Si M. de Clairépée n'a point eu la préparation d'un historien, on se tromperait en le prenant pour un ignorant. Sans doute, il n'a guère que des idées de journal sur tout ce qui n'est pas sa race, sa religion, sa Provence, et la manière de faire la charité quand on est pauvre. Mais ce qui lui reste là, ce

champ de son savoir, qui peut dire que ce soit peu de chose? Voir le monde où l'on vit comme il doit être vu; faire bonne mine à une médiocrité de fortune qui dure; être sûr de Dieu, comme d'un ami de la famille, et le montrer en refusant d'être triste; le montrer aussi dans l'intelligence de tout l'ouvrage divin, depuis le brin d'herbe jusqu'à la conduite de l'Église, ce n'est point le fait d'un esprit secondaire, et la renommée n'importe guère : l'homme ne manque jamais de grandeur qui sait ces choses-là. M. de Clairépée, qui avait eu un cheval de sang et un tilbury, au temps de ses noces, s'était déshabitué fort vite de cette facilité de la vie et de plusieurs autres. A présent il faisait route à pied, songeant, regardant, étêtant les chardons et les ronces du bout de sa canne, disant bonjour à tous les gens qui passaient, même inconnus, pourvu que ce ne fût point en automobile, et qu'il se trouvât à moins de trois lieues de l'Abadié. Encore comptait-il parfois quatre lieues pour trois. « Expliquez-nous, lui disait-on, cette manie que vous avez de saluer à droite, à gauche, de la main, de la tête, de la voix, les gens, souvent bien étonnés, que vous croisez sur les routes, et qui ne vous rendent pas tous votre courtoisie? — Eh! répondait-il, en deçà de trois lieues, je suis chez moi, c'est notre coin, et j'ai droit de politesse, je pense! Il importe au bon ordre des empires, comme disait Bossuet, que les voisins se donnent le bonjour et s'entre-souffrent... Vous ne comptez pas les réponses que je récolte, les amitiés que ma façon m'a values. Mon prochain s'informe à la longue; il apprend que c'est le baron de Clairépée qui a le chapeau facile. Ça répare plus d'une mauvaise phrase des livres et des journaux. Et puis, les riches qui vont à pied font plaisir aux pauvres qui vont en voiture. On me sait gré d'être un seigneur médiocre. Enfin, mon cher, si vous me demandez ce que je gagne à fatiguer ainsi mon chapeau et mon bras, moi qui ne vise point à la députation, et ne prétends pas même au Conseil général, je vous avouerai mes desseins : en saluant beaucoup de monde, j'espère récolter quelques souvenirs, et un bout de prière pour le lendemain de ma mort. »

Il saluait donc à tout venant, jusqu'à trois lieues du mas : à Châteaurenard, comme à Graveson; à Eyragues, comme à Maillane où il avait connu le grand Mistral; à Saint-Rémy comme au Masblanc et même à l'orient, dans les bourgs de la

plaine de Cavaillon qui sont au delà de la petite Crau. On venait à lui, de plus loin encore, pour doléance et pour conseil. Comme il donnait presque aussi volontiers qu'il saluait, l'affluence ne s'en trouvait pas diminuée. M. de Clairépée savait plaindre : c'est un grand art, et qui ne s'apprend point. Il consultait en homme qui a de l'esprit et des relations, et bien souvent l'avis se trouvait bon : l'aumône embarrassait davantage celui qui la faisait, surtout aux fins de trimestre. Ce riche avait exactement 11 275 francs de rente, dans les bonnes années. Mais les mauvaises n'étaient point rares.

Il aimait cette campagne au visage antique, au cœur chantant. Elle avait adopté sa race. Il ne refusait point de partager ses travaux. Dans les jours de fenaison, quand la besogne était pressante, on l'avait vu faucher son héminée, ou charger, à la pointe de la fourche, une charrette de foin nouveau. Il connaissait les coutumes, les légendes, le parler, le mot qui sonne le mieux, le geste qui convient. Sans ambition et pour le seul passe-temps, il faisait partie de plusieurs cercles politiques, comme on en trouve dans les moindres villages du pays; il appartenait à diverses associations de bienfaisance, de dévotion ou de plaisir, et se rendait volontiers aux convocations. Citoyen de deux municipes, et possédant du bien sur le territoire de Châteaurenard, la commune richissime, d'où partent, chaque jour, à destination de Paris ou de l'étranger, des trains chargés de primeurs, il comptait, par exemple, sur les rôles des joyeux confrères de Saint-Éloi. Deux fois l'an, une charrette décorée de fruits et de feuillages, d'épis de blé en juillet, de pampres et de raisins en automne, est amenée devant l'église qui est haut dans le village, et, pour dire au juste les choses, à mi-hauteur de ce rocher gris qui porte les tours éventrées du château, les tours depuis tant d'années chauffées par le soleil, que leurs pierres ont gardé la couleur du couchant. Là, le curé bénit les fruits de la terre, et les bêtes de trait, et la grande foule qui s'agite autour. Mais, si vous pensez qu'il n'y a qu'un cheval attelé à la « carreto » de Saint-Éloi, ou même quatre, ou même dix, ou même vingt, vous connaissez mal la Provence. Chaque confrère doit être représenté par son cheval ou son mulet, et par son fouet à la fête. Il conduit la bête au rendez-vous, au mas du « baile » de l'année, et c'est au moins cinquante, parfois soixante ou quatre-vingts chevaux, qui

montent en procession, ornés de superbes bridons, de couvertures, de caparaçons où étincellent les broderies, les paillettes, les miroirs, où sonnent et rient ensemble les grelots de cuivre et d'argent. Les charretiers accompagnent leur bête. Les uns se tiennent à côté d'elle, les autres sont en selle, quelques-uns, les plus lestes, se tiennent debout sur la croupe, et tous, avec la mèche du fouet bien manœuvré, font une pétarade; claquant au Nord, au Sud, à l'Est, à l'Ouest, « ils font les quatre fouets. » L'adresse du toucheur de chevaux, la richesse de l'équipage, les rubans qui flottent, les tambourins qui battent, la marche du cortège, d'abord lente et réglée quand il commence à descendre, mais que le bruit accélère et désordonne, ravissent les maraîchers de Châteaurenard et toute la multitude méridionale, exultant et dansant de plaisir, aux fêtes déguisées de Cérès et de Bacchus. Or, une année, dont on se souvenait, M. de Clairépée, alors jeune et frais marié, était venu à la Saint-Éloi, amenant lui-même le meilleur cheval de l'Abadié, et, conduisant le cortège, il avait si bien fait claquer son fouet, que la renommée en survivait et qu'on disait encore, le premier dimanche de juillet : « Un tel, pour les quatre fouets, il est fort, mais pas tant, péchaire! que le baron de l'Abadié ! »

On ne saurait croire combien cette maîtrise, dans un art secondaire, avait servi la réputation de M. de Clairépée, auquel, avec leur sens très sûr des choses de la race, les paysans de la plaine de la Durance reprochaient de tirer origine des montagnes cévenoles, et de n'être, en somme, Provençal que depuis deux siècles, lorsque plus d'un bouvier et d'un teneur de charrue ont encore le visage, le geste et l'esprit délié des Grecs, leurs aïeux. Utile et de bonne humeur, il s'était fait aimer autant qu'il est possible, c'est-à-dire un peu. Il n'y avait guère de voisin, dans la plaine, auquel il n'eût fourni, une fois ou deux, et souvent plus, des plants de vigne, une mère de ruche pour une ruchée en deuil de sa reine, des greffes d'arbres fruitiers dont il avait à revendre dans son verger. Mais ces menus services, il ne les vendait point. Comme le disait, mi-sérieux, mi-amusé, maître Francès Bouisset, fermier de l'Abadié, « c'est à cause de votre antiquité, notre monsieur, que vous devez donner ce que les autres font payer. »

M. de Clairépée en tombait d'accord. Il avait pour Bouisset,

— un ami, celui-là, — de plus coûteuses attentions. Car, instruit par l'exemple de son père et de son grand-père, qui travaillaient le fer avec adresse, il avait appris le métier de menuisier, un peu celui de charron, et beaucoup de petites réparations, soit pour la ferme, soit pour son propre ménage, étaient faites de sa main, avec les pièces de bois abattues sur sa terre, et les barres de fer qu'il achetait à un entrepreneur de Châteaurenard. Une partie du jour, on l'entendait raboter des planches, enfoncer des clous, battre le fer, dans un atelier bâti en arrière de la maison, à l'entrée du jardin. Souvent aussi, il devait visiter ses terres, et celles des voisins avec lesquels il était en marché, car il avait des réserves d'huile, de vin, d'amandes, qu'il vendait directement; il avait des projets d'échanges qu'il faut préparer longuement, et des futailles à remettre à neuf, et des caniveaux à remplacer, et des arbres morts à faire abattre : platanes, mûriers, chênes verts dont il tirerait la provision de bois pour la cuisine et pour les soirées d'hiver. Cela l'entraînait souvent hors de chez lui, à distance de promenade. Il montait dans quelque « jardinière » rencontrée sur la route, quand la course était un peu forte ou la journée trop chaude.

Ayant ainsi occupé ses journées, selon son état, il jugeait qu'il avait le droit, le soir, de penser à ce qu'il aimait, et de faire revivre ceux qui, avant lui, avaient, au mas de l'Abadié ou au pied des Cévennes, mené la même vie.

« Marie, disait-il quelquefois, tout cela m'est dicté par ma devise, car si nous lisons, au bas de mes armes : « Essayons! » nous aurions mauvaise grâce à n'y point obéir. » Le mot hardi et bien français qui avait commandé sa race, conservait son pouvoir sur l'héritier du sang. « Les États-Unis, écrivait celui-ci à la première page du manuscrit de son Histoire, ont pris à ma maison sa devise. C'est un emprunt que nous avons consenti, faute de savoir comment nous y refuser. Les premiers élèves sortis chaque année de leur école militaire de West Point ont le droit de porter ce mot de l'audace non fanfaronne sur les boutons de leur tunique. Ils le portent écrit en notre langue, avec le sens que les hommes de notre pays ont attaché à ce verbe, qui convient si bien à la condition humaine. Nous ne sommes point, en effet, tenus de réussir, mais nous le sommes d'essayer, et le mérite est égal devant le juge de

l'action. L'honneur d'oser n'est point absent de cette devise. Il y paraît, au contraire, on l'y entend sonner, s'agiter, s'armer, entreprendre : « Essayons!... » J'aime, entre tous, ce ton de mise en train, cet esprit d'invention souvent, mais toujours de riposte et de regimbette, qui nous fait tout semblables, sous les coups du sort, à un cheval piqué par le taon, et que la piqûre relève et fait courir plus vite et même au delà des forces. Mais la nature n'est point là contredite. Nous essayons : à Dieu de faire la réussite. La plus accomplie de nos œuvres est-elle, d'ailleurs, autre chose qu'un essai? L'esprit positif, réaliste et chrétien, qui fut, depuis le XIe siècle, celui de nos ancêtres, me semble avoir fait ses preuves et convenir à nos temps comme il convint aux leurs. J'aime donc la devise des Clairépée : « Essayons! »

Tel était l'homme : un paysan plus lettré que les autres. Son domaine de l'Abadié, quatre-vingts hectares de plaine, une dizaine dans la Garrigue, une cinquantaine là-bas dans la Montagnette, au delà de Graveson, où tous les mas ont leur pâturage semi-alpestre, bien pauvre d'herbe aux jours d'été, mais sauvegarde des brebis contre les brouillards de la Durance, constituaient le meilleur de son bien. Pour désigner l'habitation, comme pour désigner la ferme qui en dépendait, on disait toujours « le mas de l'Abadié. » Dans l'esprit des gens du pays, terriens uniquement, la maison du chef et celle du fermier, et les étables, et les bergeries, et les granges, et le poulailler où cent poules vivaient, tout cela n'était qu'un domaine et n'avait qu'un seul nom. Et ce nom venait des premiers possesseurs, les religieux de Montmajour, qui avaient égrené, sur les terres de Provence, leurs maisons monastiques, autour desquelles, le plus souvent, les paysans se rassemblaient et formaient un village nouveau. Fondation secondaire, évidemment, dans cette région de Châteaurenard, abbaye transformée en hôpital, au commencement du XVIIIe siècle, et qui domine encore de sa masse, de ses murs dorés, de son verger, les rues du bourg de Saint-Baudile. Le mas de l'Abadié, lui aussi, était construit en fin de pente, dans la partie basse de cet éperon, détaché des Alpilles, et qui s'avance vers le Nord, jusqu'à Châteaurenard, entaillant la vallée de la Durance, non point montagne, ni colline, si ce n'est tout au bout, où se lève le roc qui porte les deux tours, mais dos de sillon, bandeau de pierre,

de sable, de garrigues, d'arbustes rabougris, et aussi de fleurs odorantes et chères aux abeilles, entre les étendues plates de la plaine provençale. Le mas n'était nommé château que par les commis des magasins de Paris, de Marseille ou de Salon, qui, ne connaissant pas les choses et ignorant la beauté des mots qui sonnent juste, ne pouvaient s'imaginer qu'un baron habitât une maison toute pareille, aux yeux du vent, de la pluie et du passant, à celle d'un maître laboureur. Rien cependant n'était plus vrai. La maison longue, à deux étages, — le second surbaissé, — couverte en tuiles que le soleil avait bien fanées, était séparée de la route de Châteaurenard à Saint-Baudile par une grille toujours ouverte, et par une cour plantée, livrée aux semailles du hasard. Un figuier, un platane y enflaient leurs ramures, plus puissamment, d'année en année, car la racine avait pénétré, à travers la pierraille, jusqu'aux profondeurs que mouille l'eau souterraine; ils prenaient l'accroissement dont est capable leur espèce, aussi rapidement que ces lignes d'arbres dont la campagne, en avant, de l'autre côté de la route, était coupée, lignes de platanes au bord des vignes et des prés, lignes de cyprès toujours orientées de l'Est à l'Ouest, rempart des mas et de leurs jardins contre le mistral, tandis qu'en arrière, à peu de distance de l'Abadié, la végétation languissait, ne rencontrant pas, dans le sol, la réserve de sève qu'il faut pour subir l'été, la chaleur, la poussière, le vent du Rhône qui souffle neuf jours durant. « A peine un amandier, disait M. de Clairépée, trouve à vivre dans la garrigue, ou un brin de vigne, dont la grappe est rare et sent la pierre à fusil. »

Au fond, il sentait qu'il eût pu être un autre homme qu'il n'était, d'un plus large service, au profit des mêmes idées et du même pays. Trop vieux pour changer sa condition, il s'était promis d'élever plus fermement, c'est-à-dire plus tendrement qu'on n'avait fait pour lui, son fils et sa fille.

Il avait deviné, encouragé la vocation militaire de son fils. Il avait accepté d'être longtemps séparé de sa fille, pour qu'elle reçût les leçons les meilleures, en Arles, puis à Aix. Mais, de toute manière, il avait veillé, par lettres et par visites, par le choix des relations et par celui des amusements de vacances, pour que cette fille instruite ne devînt pas orgueilleuse. Il avait réussi. Depuis son retour à l'Abadié, Marie s'était remise aux travaux de la maison, avec un cœur tout à fait libre de reproches

et amoureux de la joie d'autrui. Elle était gaie, sans tumulte jamais. Elle allait, venait, parlait toujours à propos ; elle s'intéressait à tout dans la campagne, comme celles qui veulent y vivre; on ne la voyait point en quête d'un fiancé ; elle donnait, à qui l'observait, l'idée d'une vie confiée à plus grand que soi, et partant, intrépide. A cette Marie, toujours en marche, ou en songerie pour la gaieté de « son enfant » Maurice, pour le bien du mas, ou celui des pauvres tout à fait pauvres, à Marie, chaque matin fidèle à la messe du curé de Saint-Baudile, M. de Clairépée disait, en manière de plaisanterie : « Tu embêteras le bon Dieu, avec tant de prières ! » C'était, au fond, une formule d'admiration. Ils s'aimaient, vivaient l'un pour l'autre, elle respectueuse, active et silencieuse, être de droiture et de raison, n'ayant de méridional que le teint pâle de son père, et lui enthousiaste, prometteur et faiseur de projets, tenant aux illusions et aux fables, sans y croire, comme à des ailes qu'on sait trop faibles, mais qui soulèvent, un petit moment, et qui aident, tout au moins, à bien marcher.

Tandis qu'elle travaillait là, devant lui, de l'autre côté de la table, Marie, selon sa coutume, bâtissait la journée du lendemain, l'édifice fragile des prévisions et des résolutions, semblable en cela, — elle n'y songeait guère, — aux aïeules attentives, de stricte économie et de cœur résolu, sauvegarde des barons de Clairépée, dont l'étroit patrimoine, depuis des siècles, n'avait duré que par l'effort quotidien et la vertu des intendantes.

De temps à autre, entre deux points de crochet, elle regardait son père, de cette manière maternelle qu'elles ont, toutes jeunes, lorsqu'elles sont de France et bien gardées. Marie était comme lui, de visage régulier et harmonieux de lignes. Mais elle avait surtout une physionomie intéressante, d'un calme trompeur, où se pouvaient lire, à des signes légers et sûrs, les mouvements d'un esprit et d'un cœur pleins de nuances. Ses lèvres, par exemple, ses lèvres plates et longues, à peine animées de rose, étaient le plus expressif de ses traits. Elle était belle à voir parler et à voir sourire. Sa tête, petite et bien posée, portait une gloire de cheveux, d'un blond cendré, d'une extrême finesse, ondés largement, et qu'elle coiffait à la grecque, en deux bandeaux qui se nouaient au-dessus de la nuque et y formaient une grappe serrée. « Mlle de Sparte, » disait le père quelquefois. On

assure qu'il avait épousé la mère, une Dieuze, — race de déesses, dit la légende, — à cause de ses cheveux blonds. Nous avons ainsi quelques Grecques errantes, dans nos midis. Celle-là était bien faite; ses mouvements avaient une grâce naturelle; les étoffes, sur elle, tombaient en plis heureux. Comme Marie n'avait point encore été demandée en mariage, des voix murmuraient, autour de l'Abadié : « On la verra nonne un jour, c'est sûr! » Le baron de Clairépée, auquel ces propos avaient été rapportés, s'était écrié : « Par Dieuze et Clairépée, vous êtes des imbéciles! Vous allez lui en donner l'idée! »

Marie n'avait jamais parlé d'entrer en religion. Elle attendait, ayant la force de ne point laisser son esprit vagabonder, différente en cela de la plupart des natures faibles. Elle donnait à son voisinage ce cœur que d'autres répandent dangereusement en rêveries. On la regardait, mais elle savait passer au milieu des regards. Ame ardente, que le monde jugeait froide parce qu'elle ne se dépensait pas pour lui, Marie disait : « Les fleurs se fanent vite à mon corsage. » Elle en soupirait quelquefois. Mais elle passait vite à d'autres sujets, résolue à ne pas perdre la jeune force utile à beaucoup, et d'abord à son père.

La plume de l'historien grinçait sur le papier grumeleux, l'épais papier à la cuve dont les pages devaient composer « le manuscrit. » Penché, les paupières se soulevant sur le texte imprimé d'un volume ouvert devant lui, et s'abaissant ensuite pour suivre la transcription d'un passage qui l'avait séduit, M. de Clairépée savourait ce qu'il appelait la joie de la composition. Neuf heures sonnèrent à la pendule Louis XIV. Il acheva la ligne d'écriture commencée, essuya la plume, ferma son volume de notes et de rédaction, dont il pinça, entre le pouce et l'index, la partie déjà couverte d'écriture, et dit, relevant son front :

— Rude journée! Bon travail! J'ai achevé l'histoire d'Albéric Ier, 1213-1267...

— Et vous allez vous mettre au lit, avec la bénédiction de l'ancêtre.

— Non, je vais aux nouvelles.

— Où irez-vous, cette nuit?

— A Châteaurenard donc! Ne fronce pas le sourcil, impératrice, ne me gronde pas : ce serait inutile. Je ne puis vivre ainsi.

— Qu'espérez-vous apprendre?

— Tu oublies que c'est aujourd'hui vendredi !

— En effet, vendredi, le grand marché de la nuit.

La physionomie de la jeune fille n'était plus la même. Le passage fut prompt du tragique au sourire. Toutes les nuances intermédiaires se peignirent, l'une après l'autre, sur les lèvres de Marie, dans ses yeux, sur son front et ses joues, et l'expression de son visage, suivant l'âme en mouvement et changeant avec elle, ressembla à une vague menaçante, obscure, qui s'arrondit, s'écroule et déferle en lumière.

— Je n'ai plus peur que d'une chose, à présent : des nouvelles bonnes ou mauvaises que vous apprendront les marchands d'artichauts, de melons et de haricots. Les sources d'information ne me paraissent pas sûres.

Mais lui, sérieusement, reprit :

— Quand on a un très grand amour, Marie, il est dur de ne pas entendre parler de la femme qu'on aime. Il faut que son nom soit prononcé, qu'il nous enveloppe, loué, habilement ou de travers, insulté même : nous allons vers ceux qui prononcent les deux, les trois ou quatre syllabes. Tu comprendras cela un jour. Moi, je vais à Châteaurenard pour que les maraîchères me disent du bien ou du mal de la France. A demain, ma petite! Donne-moi mon bâton!

Comment n'avait-elle pas pensé, tout de suite, à ce marché? Sans doute parce que son père, n'ayant point de primeurs à vendre, ne s'y rendait jamais. Elle savait très bien que, cette nuit-là, du vendredi au samedi, de dix heures du soir à trois ou quatre heures du matin, les maraîchers, sous la lumière des becs de gaz et des lampes électriques, vendent aux courtiers les légumes des innombrables jardins qui entourent la petite ville. Ils remplissent de leurs mannequins, et du bruit de leurs paroles, le cours en demi-cercle qu'ombragent les platanes. Elle se souvenait même, à présent, d'avoir vu, dans sa jeunesse, ces corbeilles de tomates, d'oignons, de choux, de carottes, si fortement éclairées, que ses yeux d'enfant lasse se fermaient à l'éclat des couleurs.

Marie, serrant l'ouvrage commencé, prit la lampe, accompagna dans l'antichambre son père qui ouvrit le « placard aux accessoires de chasse », et boucla sur ses mollets une paire de guêtres dont les agrafes de cuivre rappelaient l'époque ancienne où l'on n'épargnait point le métal.

Marie lui donna le bâton de houx, à crosse guillochée, qu'il préférait, et M. de Clairépée partit.

Encore surprise, contente au fond de cette résolution qui montrait chez son père un beau reste de jeunesse, Marie monta les marches de l'escalier, et, quand elle sortit de cette cage vitrée dont la chaleur du jour avait fait une étuve, quand elle s'approcha, ayant éteint la lampe, de la fenêtre de sa chambre, ouverte sur la campagne, elle respira, avec une joie de tout son être, l'air de la nuit, l'air qui passait par lentes vagues irrégulières, les unes encore brûlantes, et d'autres presque fraîches, venues peut-être de la mer. Le parfum différait : tous les souffles en avaient un. Plusieurs portaient l'odeur poivrée, qui court les champs en cette fin d'août : sur les Alpilles, toutes les cueilleuses de lavande devaient être au travail. La nuit n'avait point de lune; il restait un peu de jour dans les hauteurs du ciel, et même encore sur les sommets de la terre.

La fenêtre ouvrait du côté de la plaine, qu'elle dominait de la hauteur d'un bel arbre. C'en était assez pour que la vue fût immense. Magnifique de couleur sous la lumière du soleil, elle demeurait belle, de ligne et de repos, à la lueur des étoiles. Ce paysage de brume et de fusain clair était comme sans limite. A peu de distance, vers le Sud, le bourg de Saint-Baudile descendait la pente stérile, et plongeait ses derniers toits dans les vignes et les vergers de la vallée. Au delà, bien loin, les Alpilles, comme si elles eussent été des montagnes sérieuses, levaient leurs pointes au-dessous desquelles, çà et là, inondé de reflets, quelque plan dénudé prenait la transparence et l'aspect d'un glacier minuscule. En avant, au contraire, c'étaient les terres plates, irriguées par les canaux, les fossés, les rigoles où galope l'eau de la Durance ; c'étaient « les jardins de Saint-Rémy, » où les fleurs ne sont point cueillies, mais gardées pour la graine ; des vignobles, quelques prairies et champs de blé, et de même, vers la droite, c'étaient d'autres jardins et d'autres champs en nappes, et toujours ces lignes de cyprès, reconnaissables dans la nuit, gardiens des choses précieuses, prêts à rompre le vent à la porte des mas. Ce soir, le vent du Nord-Ouest ne souffle pas, les bons guetteurs sommeillent, bien droits sur leur pied couleur de poussière. Marie laisse errer son âme dans cette campagne. Elle ne la rappelle point. Elle l'abandonne, un long moment, à la paix et au silence

des grands espaces familiers. Puis elle se reprend. Elle cherche à imaginer l'entrée de son père dans la petite ville marchande et les dialogues, devant les corbeilles, sous la lampe électrique. Elle songe à l'Abadié, aux nombreux offices de ménage et de charité qu'elle remplit, depuis des années, mais surtout depuis le départ de son frère. Elle se demande : « Et demain? Quelles courses à faire? Quels projets? Quels devoirs? » Elle regarde les toits et les murs du village, qui n'est plus qu'un ruban estompé de lueurs et d'ombres molles où éclate, çà et là, comme un sequin, une vitre éclairée. Dans son cœur, elle nomme quelques-uns de ceux et de celles dont elle s'est occupée dans la journée, et elle pense : « Voilà que, pour le présent, et jusqu'à ce que Dieu en décide autrement, tu appartiens à ce village. Applique ton esprit au petit bien que tu peux faire, toi seule; écartes-en les rêves qui veulent trop durer et qui prennent le temps de l'action; qu'il soit sans partage à la fille scrofuleuse et demi-paralysée, ta voisine, à qui tu as promis une visite; qu'il passe dans ton sourire lorsque tu salues la charcutière; dans tes mains qui ont commencé à soigner des plaies à l'hôpital; dans le bonjour que tu rends aux enfants; dans la brève méditation des mots qu'il faut dire et de ceux qu'il ne faut pas dire, afin que Jésus-Christ soit mieux reçu en Provence, et non réduit trop souvent à la solitude où tu vas le trouver, toi, furtivement, à la fin du jour. Les montagnes ont encore une dernière lueur à leur sommet. Bonsoir, lumière. »

Elle ferma la fenêtre, entr'ouvrit la porte pour être sûrement avertie quand son père rentrerait; elle se déshabilla, mais ne se coucha pas.

A minuit, le bruit des verrous poussés sans précaution par M. de Clairépée, le pas pesant d'un homme fatigué lui apprirent la fin de l'expédition. Elle ferma doucement sa porte, de manière qu'on ne crût pas qu'elle avait veillé, et s'endormit.

Levée de bon matin, elle passa les premières heures à l'hôpital, où les dames de la Croix-Rouge, celles qui, depuis quatre semaines, avaient quitté Arles, Avignon ou Marseille, pour habiter l'hôpital de Saint-Baudile, se partageaient inégalement, mais non sans courtoisie, les besognes souvent confiées aux auxiliaires : lavaient, nettoyaient, fourbissaient et maintenaient tout en ordre, dans la vaste maison qui recevait autrefois des

malades de la plaine de la Durance, et que l'administration militaire, le lendemain de la mobilisation, avait élevée tout à coup au rang d'ambulance de guerre. Plusieurs choses manquaient encore, pour que la médecine et la chirurgie fussent là chez elles, et bien servies.

A onze heures, par une chaleur qui changeait en braise la poussière des routes, elle rentra à l'Abadié. Le soleil était roux, sa morsure cuisante; l'air brûlait les poumons. Comme elle allait franchir la grille rouillée qui limitait la cour, devant le mas, la jeune fille jeta un regard, au loin, sur les maisons du village, éclatantes parmi des verdures fanées, comme des abricots sur l'espalier. Elle se dirigea aussitôt vers la salle à manger, bâtie à gauche du vestibule, en face du salon. M. de Clairépée, fort exact dans ses habitudes, était déjà à table; il se préparait à déjeuner d'un potage aux choux et d'une perdrix hasardée, dont le fumet emplissait la salle.

— C'est que, ma chère, je l'ai tuée mercredi, un peu avant l'ouverture; elle ne pouvait plus attendre, même une heure. Que diable as-tu fait ce matin, si longtemps?

Marie allait commencer le compte rendu de la matinée.

— Mais je ne t'ai pas dit : il y a une lettre d'Hubert.

— Ah! quelle joie! où est-il?

M. de Clairépée acheva de manger l'aile de perdreau qu'il s'était servie, se versa une rasade de vin blanc de son clos de Haute-Garrigue, puis, fouillant dans sa poche et regardant Marie d'un air de dire : « Tu vas voir, tu vas voir, » il retira de l'enveloppe une lettre écrite hâtivement, mais signée de cette signature montante, énergique, que soulignait une forte barre : Hubert. Il lut en pesant sur les mots :

« Mon cher père, ma chère sœur, nous sommes en Belgique; je n'ai point de nouvelles du reste de l'armée; nous allons toujours en avant, nous serons donc bientôt aux prises avec l'ennemi qu'on dit s'avancer de tous côtés. Mais, jusqu'à présent, rien, que des traversées triomphales de villages. Les pauvres! ils croyaient qu'ils seraient écrasés; mais la bonne cavalerie française fait sa pointe, droit à l'ennemi. A peine si nous dormons. Nos chevaux n'en peuvent plus déjà. Nous, le cœur nous soutient. Au passage, on nous offre à boire; nous buvons sans quitter l'étrier. « Vivent les Français! Prenez bien garde aux Allemands! On les dit à droite, à gauche; mais

maintenant que vous voici, on est tout rassurés; buvez encore. » Le colonel lui-même, devant moi, a accepté un verre de bière qu'une belle fille flamande, encore plus blonde que toi, Marie, mais d'un blond où il y a plus de soleil, — n'est-ce pas curieux? — lui offrait en riant. Il fait frais. Il y a bien, dans le ciel, un astre pâle d'où tombe la lumière; mais ce n'est pas celui de chez nous. Les hommes du pays se plaignent du chaud. S'ils connaissaient nos garrigues à l'heure de midi! Et il faut continuer. J'entends le canon : je vous dirai bientôt que j'ai reçu le baptême du feu. J'ai vu passer des blessés dans de grandes automobiles. Hier nous étions à Bouillon, aujourd'hui nous sommes à Neufchâteau. Au revoir, mon cher père, je ne sais à quand. Je vous embrasse, ainsi que la grave Marie. HUBERT. — *P.-S.* Embrassez mon petit Maurice pour son père. »

— C'est tout lui, dit Marie, dont les paupières cillaient plus vite que d'habitude, et qui ne mangeait pas : beaucoup d'allant, pas de plaintes, une provision d'espoir qu'aucun malheur n'épuisera.

— Nous sommes ainsi, nous autres, Marie, depuis huit siècles.

— Ce n'est pas nous seulement, c'est le pays. J'ai été frappée des mots, de la tournure, de l'expression qu'avaient ici quelques-uns des jeunes hommes, bien pauvres et bien inconnus, quand il a fallu partir.

— Il est vrai, dit le père. Nous devons l'exemple, mais nous ne sommes pas les seuls à le donner. Ce qui conserve la France, c'est qu'elle a beaucoup de grands cœurs, dans les fermes et dans les pauvres maisons, là où il y a une mère sainte et un honnête homme. Elle a de beaux fils partout. Sa principale force est dans ses moyennes gens, ses familles gênées, croyantes et unies.

Ils causèrent de l'absent pendant le reste du déjeuner. Le sujet était de ceux dont on pouvait parler indéfiniment avec Marie. Ils se souvinrent à deux, — les souvenirs, autrement, sont-ils complets? — du grand chagrin qu'avait éprouvé Hubert, en quittant l'armée, un an après son mariage. La femme d'Hubert, élégante, riche, capricieuse, et qu'il aimait passionnément, lui avait demandé ce sacrifice, sans prendre garde, étant fort jeune aussi, de quelles obligations, comme

infinies, elle se chargeait elle-même, en privant son mari d'un métier pour lequel il était fait, d'une ambition qui le protégeait. Trop fine, cependant, pour ne point entendre la leçon de la vie, elle avait commencé de voir, bientôt, que l'amour, même tendre et dévoué, que les ressources d'esprit d'une femme, même intelligente, ne remplacent pas tout ce qu'elle avait détruit. Puis la mort était venue, peu après la naissance de Maurice. La « jeune dame, » comme on disait à Saint-Baudile, avait laissé, dans le cœur de son mari, de quelques proches, et de plusieurs qui l'avaient seulement vue passer, un regret tel qu'une longue vie n'en assure point toujours. Joie éclatante du passé, on l'appelait encore, en famille, au conseil du présent. Que de fois on l'avait nommée! Elle le fut de nouveau, ce matin-là, dans la salle de l'Abadié. On répéta :

— Pauvre petite! Elle eût été fière aujourd'hui de son mari, et, malgré l'inquiétude, heureuse de le savoir à l'armée, parmi les camarades d'autrefois, défendant le pays, rattrapant ses galons en retard.

— Je ne doute pas qu'il ne revienne au moins capitaine, Marie, mais surtout, car c'est là ce qui importe, qu'il ne fasse bien son devoir.

— Modestement, c'est sa manière.

— Ardemment, ce fut toujours la nôtre.

— Ce sont deux choses qui vont ensemble. Quel joli cavalier il doit être, ses yeux gris de fer cherchant l'ennemi!

— Les yeux de Clairépée.

— Si bons quand ils nous regardent! Ses hommes doivent l'aimer.

— Comme nous, comme tous. Dis-moi, quand il reviendra, voici ce que nous ferons...

Un rai de soleil, passant entre les battants des volets, frappait en plein corps le baron de Clairépée, qui ne sentait même pas la brûlure à cause de ces grands mots : France, armée, ennemi, sonnant autour de lui.

Au moment où elle apportait le dessert, Marine dit :

— Monsieur, c'est Verdier, le jardinier, qui demande à parler à monsieur.

Marie se leva pour retourner à la ville, et le garde entra, son chapeau de paille à la main. C'était un homme entre deux âges, tanné, noir de cheveux et crépu, renardin de visage,

et dont les yeux n'étaient pas sûrs. Ils ne se posaient guère. Dans le pays, Verdier passait pour un bâtard de ces bohémiens qui viennent, depuis deux mille ans bientôt, sur la plage des Saintes-Maries. On l'appelait souvent, à cause de cela, le Caraque. Il était garde aussi, autant que ce métier peut se comprendre, en un pays ouvert et dont les habitants, depuis Rome sans doute, considèrent comme un droit de municipe la liberté de parcourir la terre, un fusil à la main, de se baisser pour cueillir une grappe, de lever le bras pour détacher de l'arbre une pêche mûre à point : *Cosa di niente.* Il faisait cependant quelques promenades, au temps de l'ouverture, et s'amusait à faire du bruit, en tirant les émouchets et les pies.

— Buvez donc un verre, mon cher Verdier, j'ai là justement une bouteille de mon clos de la Garrigue.

Le garde alla chercher un verre dans l'office, but une gorgée et fit claquer sa langue.

— J'ai une lettre d'Hubert, mon cher, et une bonne. Il est en Belgique. Ah! cela fait plaisir de voir cette jeunesse si ardente, si dévouée.

— Ça se peut, monsieur!

— Qui sacrifie si volontiers son repos, sa famille.

— Que voulez-vous? c'est son goût. Et puis, M. Hubert a bien le moyen.

— Comment, le moyen? mais il a le cœur; c'est tout. Le moyen, comme vous dites, n'y fait rien.

L'homme serra les lèvres, et secoua la tête, comme ceux qui refusent de recevoir certaines paroles, et reprit :

— Je voulais seulement dire, monsieur, que moi, je n'ai plus le moyen de vivre comme je vis. Tout commence à renchérir. Ce n'est pas avec les 800 francs que vous me donnez, que je pourrai continuer d'élever ma famille.

— Deux enfants, Verdier!

— Ils mangent comme cinq, comme six peut-être! Et je n'ai pas du dessert à leur donner tous les jours, comme vous!

— Bah! mon cher, en faisant vos tournées, vous ne vous privez guère, — et je vous le pardonne, — de ramasser sous l'arbre une poignée d'amandes, une couple d'abricots, quelques poires ou pommes qui sont à moi ou à mes fermiers.

— Choses de rien!

— D'accord.

Ils se regardèrent l'un l'autre, le temps d'un éclair, et leurs yeux disaient nettement que c'était là un vieux sujet de querelle.

M. de Clairépée habitait depuis trop longtemps la campagne pour hasarder une proposition. Il savait qu'aux champs les concessions ne se retirent point, et voulait se donner quelques secondes de réflexion. Il bourra donc sa pipe avec lenteur, l'alluma, alla fermer le contrevent, car la lame de lumière le gênait à présent, puis, se rasseyant :

— Verdier, je puis faire quelque chose pour vous, mon ami, et améliorer votre condition. A partir d'aujourd'hui, je relève de 50 centimes vos droits sur les bêtes puantes et sur les rapaces abattus.

Les lèvres minces du garde s'allongèrent d'un brusque mouvement, puis le visage redevint sérieux et fermé.

— Des bêtes puantes, des rapaces, j'en tue bien une douzaine par an, monsieur! A 10 sous pièce, c'est 6 francs d'augmentation que vous me proposez. Vrai, je ne peux pas.

M. de Clairépée fronça le sourcil, et resta une demi-minute sans répondre, troublé par la nécessité de prendre une décision, et par les conséquences probables que cette décision amènerait.

Sa nature aimable, son habitude conciliante, un peu de rouerie méridionale, le firent rapprocher sa chaise de celle que le garde occupait.

— Voyons, Verdier! il faut être raisonnable...

Mais celui-ci se reculait d'autant, faisant glisser sa chaise sur le parquet. Il devenait évident qu'avant même d'entrer, il avait pris son parti.

— Voyons, Verdier, vous êtes depuis douze ans à l'Abadié.

— Douze ans de misère : je les ai comptés.

— Je ne suis pas riche, la guerre va diminuer mes rentes, et de plus d'une façon. Malgré tout, pourrai-je ajouter 50 francs.

— Ah! que non! que voulez-vous que je fasse de 50 francs?

— Mais, Verdier, ce que vous feriez de 100 francs si je vous les donnais. Est-ce convenu?

L'homme se leva, dur, plein de mépris pour celui qui aurait dû être riche, et qui ne l'était pas.

— Monsieur le baron, vous ferez faire votre jardin et garder vos terres par qui vous voudrez, mais pas par moi.

M. de Clairépée le regarda, qui se détournait déjà, et qui prenait la porte.

— Il n'y a pas de pauvres que parmi les gardes-chasse, dit-il, avec un petit tremblement dans la voix. Bonne chance ailleurs! Quand réglerons-nous nos comptes?

— Après-demain, dit l'homme en fermant la porte.

M. de Clairépée se sentit atteint par cette démission, qu'il pouvait appeler un acte d'ingratitude, car il avait toujours gouverné sa maison avec cordialité, et il comprenait difficilement qu'une raison d'intérêt pût séparer de lui ceux dont il avait besoin. Il lui semblait aussi, vaguement, que c'était là un commencement, et que la guerre changerait le train de sa vie. Aussi, dit-il à demi-voix, élargissant cette conclusion : « Le monde va être bouleversé : personne ne tient plus en place. »

Il passa dans le grand salon, qu'il trouva désert. Un bouquet d'œillets sauvages, posé sur sa table, dans un cornet de cristal, lui rappela l'absence de Marie. La photographie sous verre, appuyée contre une pile de livres, d'un jeune officier de dragons, au front clair, aux yeux ardents, aux longues moustaches aussi légères que l'étaient les cheveux de Marie, augmenta sa peine. Il se demanda si, contrairement à son habitude, qui était de ne pas écrire dans la journée, il ne serait pas bon d'ouvrir le manuscrit, et de se perdre, pendant une heure ou deux, dans l'histoire des aïeux, pour oublier la sienne propre, qui s'assombrissait. Mais il n'eut pas ce courage. Il attira donc, comme il faisait chaque jour d'été, à l'heure chaude, les contrevents, et, ayant ainsi muré le peu de fraîcheur que gardait son Abadié chauffé par le grand midi, il monta dans sa chambre, s'étendit sur son lit, fenêtres closes, et fit la sieste « pour se donner du cœur. »

Dans l'hôpital de Saint-Baudile, Marie, pendant ce temps-là, travaillait. Aidée par deux grands garçons de Provence, qui montaient et descendaient les étages avec vitesse et enchantement, sur leurs espadrilles silencieuses, elle accrochait, aux tringles de fer qu'ils avaient clouées aux murs, des rideaux de percale, afin que la lumière et la chaleur ne fussent pas trop incommodes aux futurs blessés, à ceux que le Service de Santé avait « promis. » Dans l'hôpital, il n'y avait encore, comme le disait la directrice, que les « accidentés, » c'est-à-dire des soldats de l'arrière qui s'étaient foulé le pied, ou entaillé la main, ou

froissé l'épaule en travaillant dans la région. Marie portait déjà, bien entendu, le costume de la Croix-Rouge ; c'est à peine si quelques mèches blondes, qu'elle disait rebelles, passaient sous le bandeau et révélaient la couleur de sa chevelure. Comme elle descendait de l'échelle où elle était, depuis une heure, perchée, elle entendit, derrière elle, le pas solide, mais souple encore, de la directrice, et elle se retourna.

— Ah! ma très chère, quelle chaleur! dit la voix la plus chantante du Midi, un contralto puissant et exercé.

Et Mme Deguiller de la Move tendit à sa jeune amie ses deux mains moites.

— Nous avançons, reprit-elle. Mais quelle chaleur! J'ai cru que je mourrais d'insolation en traversant la cour. Heureusement, nous n'avons pas encore nos blessés.

Elle s'assit, et fit asseoir Marie à côté d'elle, sur un lit aux couvertures bien tirées, bien bordées, et, la regardant avec une admiration protectrice :

— J'ai reçu de Paris la réponse.

Une émotion puissante aviva tout à coup la couleur du visage de Marie.

— Eh bien, madame?

— La demande est ajournée

— Je ne pars pas pour les hôpitaux du front? on me refuse?

Elle était devenue toute blanche en disant cela.

— Mais non, petite; nous ne sommes qu'au début de la guerre : votre offre très généreuse sera sans doute acceptée plus tard. Pour le moment, Dieu merci, vous restez avec nous. Comme vous voici émue!

— C'est vrai. Quand on a un frère si brave, n'être que raisonnable!

— Dites autrement dévouée, dans un autre service, mais dur aussi, croyez-moi, à la longue. Allons, venez plier du linge avec votre infirmière-major, cela reposera votre âme.

Elles suivirent, côte à côte, l'une un peu forte, l'autre plus grande et fine, toutes deux de jolie allure, le couloir entre les deux rangées de lits, traversèrent une autre salle voisine, puis, tournant dans l'aile droite de la vieille abbaye, s'enfermèrent dans un appartement voûté, meublé seulement de tables rangées autour des murs, et sur lesquelles se trouvaient amoncelés des ballots de linge encore serrés dans des toiles d'emballage.

Mme Deguiller de la Move, d'une bonne noblesse bourgeoise, depuis quarante ans au moins établie, était la femme riche, sans enfants, prime-sautière et bonne, d'un ancien magistrat, de vingt ans plus âgé qu'elle, qui avait eu, jadis, un certain nombre d'idées générales, de celles qu'on trouve en lisant les œuvres des autres, et qui avait écrit, et qui avait pris part aux concours de diverses Académies. Ayant été couronné une première fois, M. de la Move, tout comme d'autres, avait fait imprimer, sur ses cartes de visite, ces mots : « Lauréat de l'Institut. » Le même bonheur lui étant de nouveau arrivé, quelqu'un lui dit : « Mais, mon ami, vous êtes bilauréat. » L'honnête magistrat vieillissait; il fit imprimer un cent de cartes avec la mention « bilauréat de l'Institut. » Il avait gardé le surnom. Depuis quelques années, il était sujet à des courbatures d'intelligence. Pendant des semaines, selon ses propres expressions, il vivait sans penser. Sa femme ne faisait peut-être pas un très dur sacrifice en quittant sa maison, pour habiter, jour et nuit, l'hôpital de Saint-Baudile. Mais c'était une dévouée, une tendre, une amie ingénieuse, que la misère de son foyer, dont elle ne parlait jamais, inclinait en secret vers la peine d'autrui. Tout en pliant les draps, avec Marie, et les mettant en piles, sur la table, elle sut, pour consoler cette peine jeune, retrouver une vivacité d'argumentation, des mots justes, des intonations et jusqu'à des jeux de physionomie, qui la rendaient plus proche et compagne de Marie. Elle lui fit comprendre que la durée possible du service augmenterait le mérite de ce que « la petite » jugeait facile, et que l'acceptation du devoir d'hôpital, simple et prolongé, demande autant de courage que le métier des armes. « Ah! ma petite amie, disait-elle, l'ennui qui ne change pas fait bien des saints inconnus. »

Le soir, quand elle revint à l'Abadié, Marie se garda de rien dire à son père. Il eût été si troublé à la pensée qu'il avait failli perdre Marie, après Hubert! Peut-être, d'ailleurs, ne quitterait-elle jamais cet hôpital d'arrière pour les ambulances du front. Si, plus tard, on l'appelait, elle préviendrait M. de Clairépée quelques jours d'avance, pas beaucoup de jours. Elle y était de longtemps résolue, elle avait dit elle-même à sa vieille amie, qui l'approuvait : « Il faut toujours un peu de surprise à notre courage, vous ne trouvez pas? »

Du palier du premier étage, où ils venaient de se rencontrer, ils descendirent ensemble, le père et l'enfant, dans le vestibule, et, de là, sortirent sur une terrasse d'une quinzaine de pas de largeur, où poussaient, parmi le sable usé, surtout le long des clôtures, des pourpiers jaunes et rouges. Il fallait monter trois marches pour pénétrer, au delà, dans le jardin proprement dit, aménagé dans une dépression de ce plateau de roches et de terres caillouteuses, qui barre la plaine à l'Est du village. On y voyait, bien haute, sur la gauche, la haie tutélaire des cyprès. Depuis quatre-vingts ans déjà, ils défendaient le domaine. Malgré un temps si long, leur poil n'avait pas jauni, leur hampe n'avait pas plié; seule, la pointe s'inclinait vers le Sud, flexible perchoir où l'oiseau de passage se pose un moment, dressé, les cuisses hors de la plume. De l'autre côté du jardin, poussaient des grenadiers, les mieux feuillus du monde : entre les deux, les plates-bandes étaient négligées. Des pêchers de plein vent dressaient leur branchage grêle au-dessus de quelques légumes et de beaucoup d'herbe folle, devenue magnifique dans les vieux terreaux tassés et encore riches. Au bout de cet enclos, le mur était rompu, sur plus de dix mètres, ruine ancienne qui n'avait jamais été relevée. Par-dessus les pierres éboulées, M. de Clairépée et sa fille, inclinant à droite et suivant la dépression du plateau, gagnèrent la grande garrigue, large d'au moins cinq cents mètres et que les anciens avaient connue toute rayée par les vignes. Il n'y avait plus maintenant, du vignoble d'autrefois, qu'une bande plus étroite et par endroits hésitant à vivre, qui s'en allait finir en pointe vers le Sud-Est. Le reste était cailloux, racines, ronces, fleurs, arbustes sauvages, ce que la Provence nomme d'un mot antique, « ermas, » l'inculte, le désert. Et, au bout de la vigne, commençaient les oliviers, maigres aussi, et dont le feuillage, en corbeilles très ajourées, n'empêchait point, comme on le devine, d'apercevoir le gris des roches ni la couleur fauve du terroir. En arrière, et comme on dominait Saint-Baudile, la vue était belle, surtout pour ceux qui, depuis leur enfance, l'avaient pour horizon. Marie et son père, par les pistes, s'avancèrent assez loin, et bientôt, l'un près de l'autre, ils s'assirent, tournés vers le village, d'où venait par moment un bruit de voix, ou de porte fermée avec violence et heurtant ses arrêts. Car il faisait grand vent, et des nuages couraient.

— Marie, dit M. de Clairépée, je dois te dire que les choses ne vont pas bien pour la France.

— Je le sais par les premiers blessés qui sont arrivés ce matin. Mais nous avons eu trop à faire, et je n'ai pu lire les journaux.

— Je t'ai amenée ici, pour te raconter ce que j'ai appris. Nous sommes en solitude. Vois-tu, quand je parle de la France, et que je la plains, j'ai toujours peur qu'il n'y ait quelqu'un pour écouter, et pour s'imaginer ensuite que je doute d'elle.

— Ah! douter, jamais! Nous pouvons avoir des insuccès, mais tout cela sera vengé.

— Je le crois. Cependant, il faut que je te dise : les Allemands se sont emparés de Liége.

— C'est déjà vieux.

— Vieux, parce que la guerre va au galop : il y a treize jours, le 17 août.

— Oui, mais le jour même, les troupes anglaises débarquaient en France!

— Le 20, les Allemands entraient encore à Bruxelles. Le 20 aussi, nous étions battus à Sarrebourg, dans la chère Lorraine, et nos troupes se repliaient sur le Grand-Couronné de Nancy. Enfin, le même jour où tombait Bruxelles, il y avait une grande bataille à Charleroi, et nous la perdions. Le 25, ils détruisaient Louvain.

— Ah! ne m'en dites pas tant! Est-ce qu'il y aurait encore autre chose?

— Hélas! la forteresse de Longwy est tombée, il y a trois jours. Maubeuge a été investie, il y a deux jours; et à présent, d'après ce que racontent les officiers, — j'ai causé avec deux d'entre eux, ce matin, à la gare, — nos armées sont en pleine retraite. Où s'arrêteront-elles?

La jeune fille se retourna vivement vers lui.

— Et Hubert? Sa lettre était si joyeuse! Que sera la prochaine?

— Il est dans le flot qui recule, à moins, — je ne veux pas penser à cela... — Et puis, vois-tu, quand il y a un grand malheur, ce n'est pas à ses fils qu'il faut penser, c'est à la Mère souveraine. Ma grande douleur, c'est elle.

Marie, les mains jointes sur ses genoux, regarda un peu de temps l'horizon de la plaine, et cette lumière qui s'éteignait

dans le calme. Puis elle tendit la main à son père, et dit :

— Je souffre de ne pas être un homme et de ne pouvoir les rejoindre là-haut.

Ils restèrent silencieux un assez long temps, pensant aux mêmes choses, et tâchant de dominer chacun sa douleur, afin de ne pas augmenter celle de l'autre. Ce fut le père qui reprit le premier la pleine possession de soi-même.

— Marie, dit-il, ces grands malheurs publics doivent nous faire aimer mieux, et mieux accomplir le petit devoir quotidien. Je suis content que tu te donnes, comme tu le fais, à ton travail d'infirmière. Quand les blessés vous arriveront...

— Cinq sont arrivés vers onze heures... je croyais l'avoir dit...

— Ils viennent?

— Du Nord, je crois. C'est Mme de la Move qui s'est occupée d'eux; j'ai dû faire, jusqu'au soir, des courses : beaucoup de choses nous manquaient pour eux. J'ai appris seulement qu'ils avaient bon moral.

— Nous sommes des blessés, nous aussi : faisons comme eux. Une pensée m'est venue...

— Laquelle?

— C'est un peu pour te la confier que je t'ai amenée ici. A partir de demain, je serai brancardier à ton hôpital. C'est un modeste emploi, mais il faut qu'il soit tenu.

— Ah! que c'est bien!

— Non, c'est médiocre : mais je ne peux faire mieux.

Marie, de ses deux bras, attira vers elle la tête de son père et l'embrassa. Il y eut, vers le Sud, un appel de sirène.

— Tu entends?

Marie répondit :

— J'avais oublié de vous le dire : la fabrique d'obus a ouvert ses portes aujourd'hui, au delà de Saint-Baudile, près du Réal. C'est Clarens qui a transformé son moulin à huile. Je ne sais qui lui a prêté des fonds, sans doute le gouvernement. Les ouvriers sont venus : hommes, femmes, tout entre là.

— Un des mauvais gars de la région, ce Clarens, un homme de l'autre Midi, d'ailleurs. Je lui pardonnerai s'il fait de bons obus. La guerre, c'est une si bonne occasion de pardonner! Tout le monde souffre.

Marie hocha la tête, et dit très bas :

— Croyez-vous ?

Ils demeurèrent encore une petite demi-heure dans la garrigue, essayant de causer comme aux temps heureux, mais ils faisaient effort pour paraître, l'un à l'autre, libres d'esprit ; ils cherchaient ce qu'ils pourraient se dire qui ne fût pas triste, et ils finissaient par avoir peur des silences.

Le soleil se couchait ; l'odeur pénétrante de la terre moissonnée et des pierres longtemps chauffées commençait de voyager dans la brise du soir. M. de Clairépée et Marie rentrèrent, presque sans mot dire, à l'Abadié. Marie retrouva son sourire de bravoure quand, sur le seuil de la vieille maison, elle dit à son père, comme s'il n'avait point été question entre eux d'autre chose :

— Vous ne sauriez croire le plaisir que vous m'avez fait, en me promettant de servir avec moi nos soldats.

Maurice, de toute la vitesse de ses petites jambes de quatre ans, accourait vers elle. Il venait de la cour, près de la route, et avait traversé la maison.

— Tante Marie, jouez avec moi!

Il levait les bras, il suppliait, également prêt à rire ou à pleurer. Une constante passion l'animait. C'était un enfant nerveux, volontaire et tendre. Marie, qui le plaignait d'être seul, et pour lui donner l'illusion qu'il avait une grande sœur, lui obéissait très souvent.

Elle retourna donc au jardin, joua au loup, chanta, dansa, se mit en nage comme une pensionnaire, puis, la cloche ayant sonné pour le dîner, elle enleva dans ses bras, elle emporta, blotti contre elle-même, ce petit qui avait trouvé son nid entre l'épaule et le cou incliné de sa tante, et qui demandait :

— Tante Marie, il faut le promettre?

— Quoi encore?

— De toujours jouer avec moi?

— C'est promis.

— Même quand vous serez vieille?

— Mais oui.

— Quand vous aurez...

— Combien?

— Quand vous aurez trente ans?

Marie répondit une dernière fois, le visage incliné vers la joue de l'enfant :

— Oui, mon Maurice, je te promets, même quand je serai vieille, de rester ta grande amie.

Et lui, pour la remercier, dans sa joie d'être compris, il l'embrassait ardemment.

VI. — LA CHANSON DU VIN ROUGE

A Massevaux, on était triste aussi. La nouvelle de la retraite de nos armées s'était répandue là comme en France : mais quel trouble plus grand encore, chez ceux qui étaient l'enjeu de la guerre, qui attendaient de la victoire le droit d'être Français, et à jamais!

Mme Ehrsam était de ceux-là que le premier succès de la France en Alsace avait portés à des espoirs indéfinis. Exacte, discrète, laborieuse, elle avait travaillé chaque jour à la fabrique, uniquement occupée, semblait-il, des choses de l'industrie. A personne elle n'avait exprimé son espérance, ni, peu après, ses déceptions. Déjà il lui avait été dur d'apprendre que les Français, maîtres de Mulhouse, en avaient été chassés une première fois, puis une seconde, après un retour offensif et une occupation de quelques jours. A présent sans doute, les trois vallées rachetées de l'Alsace, Dannemarie, Massevaux, Thann, recommençaient à vivre à la française. Nul ne se gênait plus, — de ceux qui avaient le cœur vraiment français, — pour souhaiter la défaite et la punition des Allemands, pour raconter le passé de vexations, de délations, de répressions brutales contre « les faux Allemands, » les « têtes de Français, » les « traîtres, » les Alsaciens enfin, « chez qui un véritable Allemand se sent en pays ennemi. » Et voici que la nation si longtemps pleurée, attendue, cédait sur les champs de bataille, reculait devant l'Allemagne. Elle pouvait être chassée même des trois vallées. On n'osait penser aux vengeances dont serait alors accablé le peuple de Massevaux, de Thann, de Dannemarie, des autres villes et villages de la montagne, le peuple qui avait eu confiance et donné son cœur. Comment se faisait-il que cette France si brave ne pût maintenir ses premiers gains?

Les femmes se le demandaient; les hommes, les anciens surtout, s'étonnaient moins. Même les plus Français de tradition laissaient entendre que de tels revers, ils les avaient prévus. L'un d'eux, fabricant, étant venu, pour raison d'affaires,

dans le bureau où travaillait Mme Ehrsam, lui avait dit ces simples mots, faisant allusion aux événements de Belgique et du Nord de la France : « Ces chers Français ont bien des qualités, mais ils ne connaissent pas l'Allemagne. » Mme Ehrsam se renfermait donc chez elle, ne parlait jamais de la guerre à ses domestiques, et se contentait d'aller, plus souvent qu'autrefois, à l'église Saint-Martin, de l'autre côté de la Doller.

Au début de septembre, une lettre arriva de France : Pierre écrivait de Besançon, d'où il avait seulement envoyé une carte postale, quelques jours plus tôt. Cette lettre fut apportée, le soir du 3 septembre, dans la maison où toute la lignée des Ehrsam avait vécu, fidèle, et magnifiquement usé du droit de se souvenir.

« Ma chère mère, je vous ai écrit qu'après plus de trois semaines, je suis enfin arrivé, et, pour un temps, fixé à Besançon. Je suis simple soldat, je fais l'exercice, et je ne prévois pas que, d'ici longtemps, je puisse être envoyé au front. Mes camarades sont plus jeunes que moi. C'est déjà une cause de solitude parmi eux. Je ne dis pas que tous me tiennent rigueur de ce que je ne suis point né en France, mais, à certains mots, comme à certains silences, j'ai trop souvent compris qu'on ne m'a point encore adopté.

« Je la connais, la ville du Doubs, bâtie dans sa boucle, prise au lacet par lui, tout humide de sa brume quand le vent ne souffle pas du mont Rognon ou du mont Rapon. Je connais le chemin de ronde de la citadelle, la promenade Chamars, devant la Préfecture, où je me suis plus d'une fois ennuyé, et la forêt en pente de Chaudanne, la forêt de l'autre côté de la rivière, pareille aux nôtres, et où je vais penser à l'Alsace. Les débuts sont rudes en tout apprentissage : l'apprentissage de la France ne fait pas exception. Je suis surveillé! Oui! maman, moi, surveillé! Ne vous récriez pas : je le sais, je le sens, on se défie de l'Alsacien. Vous comprenez si cela m'est cruel, à moi, votre fils, le fils de Pierre-Louis Ehrsam qui fut toute sa vie, depuis 1870, suspect aux Allemands! Qui donc aura confiance en nous? Espionnés par les Allemands, soupçonnés par les Français, quel rôle que le nôtre! Quelle récompense aussi!

« Je ne dis rien que je ne puisse prouver. J'ai gros de colère dans le cœur. Avez-vous reçu ma première lettre, écrite sur mes genoux, entre Belfort et Besançon? Je vous disais

qu'à peine j'avais traversé la frontière, je fus arrêté par un poste de douaniers, et aussitôt enfermé dans une grange, sous la garde de l'un d'eux. Un jeune homme qui vient d'Alsace, n'est-ce pas, pour s'engager dans l'armée française! On le fait prisonnier! Ils en ont pourtant vu d'autres! Après plusieurs heures de détention, on veut me mener à Felon, près d'un général qui ne s'en est jamais douté. Un officier que je rencontre déclare que je dois aller à la place de Belfort. Que pensez-vous de ce contre-ordre, et comment ne savait-on pas exactement ce qu'il fallait faire dans mon cas? Les Allemands n'auraient pas hésité. A Belfort, j'attends d'abord au poste, à l'entrée de la ville, pendant qu'on téléphone à mon sujet, puis, accompagné d'un soldat en armes, — je dois dire qu'il était bon vivant et confiant dans la guerre, mais il me regardait parfois de ses yeux méfiants de paysan, — je monte dans un bureau où plusieurs officiers et des secrétaires travaillaient, et où je ne vis point cette exacte discipline que je suis, depuis mon enfance, habitué à voir. Le chef écrivait. Il ne leva point la tête.

— Qu'est-ce que c'est?

— Un déserteur alsacien, mon commandant, qui dit qu'il veut s'engager.

— C'est bien, qu'il attende.

« Je ne fus pas même regardé. Après dix minutes, l'officier fit enfin attention à moi. Il savait l'allemand, et me demanda mon nom, et pourquoi j'avais passé d'Alsace en France. Je lui répondis en français. Il fut étonné, comme s'il était rare, en vérité, que les gens de Massevaux, et de notre condition, connussent le français! Lorsque l'interrogatoire fut terminé :

— Ehrsam, dit le commandant, c'est par erreur qu'on vous a indiqué Belfort comme la place où vous pouvez signer votre engagement; vous prendrez le premier train pour Besançon.

« Je suppose qu'il y a eu plusieurs trains, entre ce moment et celui de mon départ, car je ne partis que le vingtième jour de la mobilisation. J'ai appris depuis que ce n'est qu'à cette date que nos engagements pouvaient être reçus. A Besançon, qui était bien le lieu de l'engagement, je fus mis en présence d'un de nos compatriotes, interprète civil, avec lequel je n'eus pas de peine à découvrir plusieurs relations communes. Il me

demanda, pour être sûr de mon dialecte alsacien, si j'avais chassé en Alsace, comment nous obtenions des permis, où nous nous arrêtions pour dîner, après la chasse. Je remplis ensuite une formule, où je figurais sous deux noms, mon nom d'Ehrsam et un autre que je porte, à présent, du moins officiellement : votre fils, ma mère, s'appelle aujourd'hui Pierre Lancier. Après un examen médical, je signai enfin, à l'Hôtel de ville, mon engagement au titre de la légion étrangère, pour la durée de la guerre. La pièce, que j'ai signée alors avec décision, se termine par ces formules : « Demande sa réintégration dans la nationalité française, à laquelle il a droit par le présent engagement. Déclare avoir été prévenu de toutes les conséquences qui pourraient résulter pour lui de cet engagement, contracté au titre d'Alsacien-Lorrain non naturalisé. » Du coup, je suis devenu citoyen français, et aussitôt, comme j'en avais le droit, j'ai déclaré qu'au lieu d'aller rejoindre la légion en Afrique, j'entendais choisir un corps de troupes en France, et j'ai choisi le 5e bataillon de chasseurs à pied, dont le dépôt est à Besançon. C'est une arme d'élite : il me faudra conquérir les grades et plus lentement qu'ailleurs. Je ne puis pas vous dire, surtout je ne veux pas vous dire que je regrette ce que j'ai fait : mais je n'ai pas été reçu comme j'espérais l'être. De plus, je trouve que ces Français sont des hommes d'illusion : ils croient que tout s'improvise; ils ignorent leur ennemi, faute d'étude, faute de sérieux, et, si vous me disiez que c'est par générosité de caractère, je vous répondrais que c'est d'abord par légèreté. Ils sont impardonnables, ayant été quarante-quatre ans en face d'un danger grandissant, de ne pas avoir étudié les moyens de l'écarter ou de n'en être pas broyés.

« Je veux vous dire encore que ce peuple est désuni ; sans doute, superficiellement, provisoirement, il montre une certaine union qu'on appelle nationale ou sacrée, mais l'amour-propre est partout, l'envie aussi. On la cultive, comme un légume. Je n'ai pas tout observé, je ne connais pas encore bien ces gens qui sont maintenant ma famille, mais j'ai peur de ce que je devine en eux. Contre un empire dont les chefs ont le cœur en ciment armé, c'est vrai, mais qui ne souffre point l'insolence des partis, qui se sert de chacun tour à tour, et les trouve complaisants, terrifiés, achetables, au fond plus allemands que chrétiens et qu'humains, que feront-ils ? Combien

n'ont-ils pas d'écervelés, d'indisciplinés? Ils en fabriquent! Vous voyez le commencement. Est-il sûr que l'Alsace libérée, comme ils disent, ne retourne point à la captivité d il y a cinq semaines, et combien aggravée? Que deviendrez-vous? J'y songe, et ne puis dire à personne avec quelle angoisse : on me croirait un traître. C'est assez de n'être pas considéré comme un Français de première qualité. Et pourquoi ne le suis-je pas? Parce que nous avons lutté toute notre vie pour la France, qui avait cessé de se défendre elle-même, qui s'amusait à se tuer, comme les morphinomanes, et qui soignait si peu ses amitiés hors frontières, qu'elle s'étonne, et ne sait plus bien qui nous sommes, ni ce que nous voulons, quand nous nous présentons dans ses bureaux de recrutement, pour demander notre droit d'Alsaciens-Lorrains et un fusil contre l'Allemand.

« En écrivant cette lettre, à la hâte, je me dis que, peut-être, vous ne me comprendrez pas, mais c'est que vous n'êtes venue en France que pour votre voyage de noces, et une fois ou deux pour la revue du 14 juillet. Moi, j'ai commencé d'y vivre, je souffre, et, quoi que vous en puissiez penser, je vous le dis. »

Mme Ehrsam était allée, ce jour-là, dans la montagne, du côté de Huppach, où se trouve la chapelle de la Vierge, pèlerinage célèbre depuis des siècles. Elle n'allait point là pour pèleriner, cette fois, mais pour examiner un semis de sapins, que ses fils avaient fait faire, en bordure d'un grand bois qui leur appartenait. Ayant tout vu, et causé avec des bûcherons et des gens des fermes hautes, elle revenait, le cœur tout plein de ces histoires qu'on ne raconte qu'aux amis, en tout pays rural, mais plus encore en pays alsacien. C'étaient des souvenirs de captifs libérés, et qui redoutent toujours que l'impitoyable maître ne revienne. On avait dit du mal, à cœur joie, des Prussiens, des anciens gendarmes de Massevaux, surtout de ce garde général des Forêts, dont la luxueuse habitation était tout en haut de la Grand'Rue, et qui avait disparu, le premier de tous les fonctionnaires, dès qu'on avait annoncé l'approche des Français. Elle descendait, repassant dans son esprit toute sa vie disputée entre France et Allemagne, et ce qu'elle savait, par tradition, des Ehrsam et des Riffel qui, sans une erreur, en toute occasion, depuis Louis XIV, avaient choisi et servi la France. Elle se disait : « L'un de mes deux fils sert notre ennemi, contre

son gré, je le sais bien ; du moins, l'autre, celui qui nous ressemble le plus, au père et à moi, ne s'est pas trompé de route. » Ce fut en arrivant, à la nuit tombante, qu'elle trouva, sur la table de la salle à manger, à droite de son couvert, à la place habituelle, la lettre arrivée par le second courrier. Elle la lut, pendant que la femme de chambre était présente, et rien, dans son visage, ne put révéler ce qu'elle pensait. La servante demanda, en alsacien :

— Monsieur Pierre va bien, madame ? Il est content ?

La mère répondit, d'un ton indifférent :

— Mais oui, Anna, très content. Apportez-moi l'encrier et mon buvard.

Jamais peut-être la maîtresse de la vieille fabrique massopolitaine n'avait hésité avant de tracer ces mots : « Mon cher Pierre, » ou « mon cher Joseph. » La plume, sans arrêt, d'une écriture nette et régulière, suivait toujours la dictée d'un esprit ordonné, d'une mémoire exacte, d'un cœur qui trouvait infailliblement le mot qu'il fallait. Cette fois, Mme Ehrsam songea : « Je ne l'appellerai pas « cher ; » il ne mérite pas cela, non ! » Puis elle traça vivement ces lignes :

« Ton frère est toujours à Mülheim, avec son régiment. Il espère ne pas être envoyé sur le front français.

« Je reçois ta lettre. Je la brûlerai tout à l'heure, quand Anna aura fini son ouvrage. C'est la première fois qu'un Ehrsam aura blasphémé la France. Je la connais mal, c'est vrai, toi de même. Mais je suis sûre, n'o', qu'elle est autre que tu ne dis, je le sens à la peine que tu me fais. Ta mère : Sophie Ehrsam, née Riffel. »

Ce soir-là, pendant que les canons tonnaient, sur la chaîne des montagnes qui bordent la plaine majeure, dorée, vignée, où coule le Rhin, la mère des deux fils aux deux patries songea longtemps. Elle ne pleura point, bien qu'elle fût seule dans sa chambre ; elle avait ouvert la fenêtre ; le grondement des pièces françaises lui remettait en mémoire les années si longues où les Allemands insultaient, frappaient, emprisonnaient sans réponse, les années de la haine muette. Elle éprouvait une sorte de joie, à entendre enfin le concert des gueules d'acier tonnant contre les bourreaux de l'Alsace ; elle disait tout bas : « Voilà pour vos cruautés ; voilà pour vos hypocrisies, vos mensonges, vos mépris de goujats, vos rires d'imbéciles et de bourreaux :

ce sont les morts qui se vengent. Vous serez chassés! Tirez, les Français! Bien! Bien! Ne vous découragez pas! Chassez-les! » Elle dit encore : « Je voudrais que Pierre fût parmi ceux qui se battent! Je suis moins sûre de son esprit que de son cœur. Dans la bataille, c'est le cœur du soldat qui parle... »

Quand elle eut pensé cela, le vœu qu'elle avait formé lui parut affreux, et elle tâcha de ne plus penser à ses fils.

Non loin d'elle, la ferme de Bacrenhof semblait dormir, sur le tertre dominant la route de Rougemont. Aucune lumière ne luisait aux fentes des volets. Cependant, deux êtres veillaient près du berceau de l'enfant premier-né d'Anne-Marie Reinhardt. Celle-ci, dans la grande pièce où elle avait transporté le berceau pour endormir la petite, avait jeté un peu de bois sur les braises qui mouraient. Car, bien qu'on fût seulement au début de septembre, il y a de ces coups de vent, dans la montagne, qui amènent de très loin le froid d'un orage. Un de ces courants glacés passait sur Massevaux, et, au-dessus des canons, cachés dans les forêts, les nuages arrivaient en grandes armées, cachant la lune qui était pleine. L'horloge, dans sa gaine de bois, comptait la fuite des secondes. Il n'y avait plus, dans le foyer, que des brins de fagot, rouges d'un bout, comme des cigares, tombés en dehors de la barre des chenets, et qui clignaient au vent qui pénétrait, puis secouait leur cendre. Louise chantait, à demi-voix, une chanson autrefois défendue, — elle avait la voix grave et prenante :

Quand ce temps-là sera venu,
Je ne sais si les sapins auront de la neige,
Ou si la framboise sera mûre;
Mais dans ma maison je rentrerai,
Et, avec mes amis, mes bons amis,
Je boirai du vin rouge.

Dans l'angle de la cheminée, il y avait une forme ployée en deux. Alors, elle bougea lentement, et, du côté du berceau et de la mère, le buste court et vigoureux d'Antoine Reinhardt, son tout jeune beau-frère, se tourna, et, dans la pauvre lumière, Marie put voir ce visage plein, sérieux, dont les yeux bruns luisaient parce qu'elle avait chanté une chanson contre

l'Allemand, qu'elle avait parlé du vin rouge, le vin français. Elle reprit :

Dis, ma petite maman,
Pour ce jour-là, tu peux préparer déjà
Une tarte aux oignons;
Mets bien la farine de côté :
Nous serons beaucoup pour la manger,
Et on aura le cœur si content!

— Vous pouvez chanter ça à présent, ma sœur; mais il y a seulement six semaines, il y aurait eu un Schwob en haut de la cheminée, pour vous écouter et vous dénoncer.

Le sourire d'Anne-Marie fut comme une petite lumière de plus qui s'allume et s'éteint.

Dans les forêts de l'Alsace chérie,
Et dans la plaine, voici venir
De nouveaux chasseurs qui ne venaient plus.
Ils ne venaient plus, et tout le monde les appelait :
Entrez chez nous, mes petits chasseurs,
Les cœurs pareils font les amis.

Le jeune gars se leva; il était déjà haut de taille, à cause de ses grandes jambes de cavalier, et, bien que les traits du visage ne fussent point encore tout formés chez ce garçon de quinze ans, on reconnaissait en lui la race entreprenante, l'Alsace militaire, silencieuse et fidèle.

Le nourrisson s'était endormi. L'heure paraissait venue d'accomplir un projet qu'Antoine avait dû méditer depuis plusieurs jours. Il mit la main sur l'épaule de sa belle-sœur; et, vraiment, il était le protecteur de cette jeune femme, dont le mari avait passé en France dès la première nuit de la guerre.

— Je ne peux pas vous laisser sans nouvelles de votre père et de vos frères de Heimsbrunn; la nuit est bonne pour voyager.

— Vous iriez?

— Ma bicyclette est prête, je l'ai huilée avant le souper; je sais, par des camarades, qu'on peut encore passer dans la campagne de ce côté-là, qui n'est ni aux Allemands, ni aux Français, et aller dans les villages. Il n'y a pas de tranchées. Je connais les chemins, ce qui est facile, et, je crois bien, tous les

arbres. Que voulez-vous qu'on me dise? Je n'ai pas l'âge d'être soldat.

Elle réfléchit, un peu courbée, regardant sa fille endormie comme si elle lui demandait conseil. Sans doute, il était dur de n'avoir aucune nouvelle du père, de la mère, de Charles, d'Edmond, d'Eugénie, de Valentine, d'autant plus que les Français, par deux fois, avaient occupé Heimsbrunn, et qu'on avait pu commettre, hélas! bien des imprudences chez les Jüdlin. L'Allemand ne pardonne pas à ceux qui font accueil à des Français. Qu'était devenue la ferme? Avait-on rentré les foins, commencé de battre le froment?... Mais cet adolescent, ce petit au cœur héroïque, n'était-ce pas trop l'exposer?

Anne-Marie porta sa fille endormie dans le berceau ; on l'entendit, pendant plusieurs minutes, dans la chambre à côté, qui déplaçait une chaise, tirait un rideau, disposait toutes choses selon l'ordre établi par les mères de tous les temps, de tous les pays. Puis elle revint vers Antoine, l'embrassa tendrement, et dit :

— Qu'ils ne se fassent pas de chagrin de moi : nous sommes ici très heureux avec les Français. Pour Victor, j'ai déjà deux lettres de lui. Il est content aussi. Il m'a même dit, dans sa dernière, que la guerre ne serait pas longue.

De la poche de son tablier, elle tira une photographie.

— C'est le portrait de ma fille, cela fera plaisir à la grand'-mère, et aussi à Valentine, qui devait être marraine. Mais à présent, il faudra attendre, au moins un petit peu, le temps, pour nos Français, de gagner.

Le jeune homme mit la photographie dans la poche de sa veste, alla chercher sa casquette près du foyer, traversa la cuisine, et se trouva dehors, sur le tertre où le vent courait. Il n'avait aucune peur : l'habitude de ruser avec l'Allemand, il l'avait prise depuis l'enfance ; l'idée du danger possible l'excitait; il ressemblait déjà à ces volontaires que le capitaine demande pour une mission dangereuse, et qui disent, avec un frémissement de bravoure dans chaque goutte de sang : « Moi, mon capitaine. »

Le voyage fut plus long et plus dur qu'il n'avait pensé. Antoine descendit le long de la ligne du chemin de fer, entre les fabriques, les carrières de pierre, les maisons d'ouvriers, jusqu'à l'endroit où la vallée de Massevaux prend naissance, et

semble être, vue de la grande plaine, un simple fossé entre deux contreforts des Vosges. Plusieurs fois il avait suivi le chemin qui, passant par Lauw, Sentheim, Guewenheim, Pont d'Aspach, traverse d'abord un plateau découvert, entre des prairies et des cultures plantées d'arbres fruitiers, puis coupe des terres basses, des marais, des taillis, domaine des affluents du Rhin. La lune demeurait voilée. Tant qu'il n'eut pas dépassé Guewenheim, Antoine Reinhardt ne prit aucune précaution et ne songea qu'à « faire de la vitesse » et à éviter les ornières et les pierres. Mais au delà de ce dernier village, les sept kilomètres de route qui restaient à parcourir pouvaient appartenir aux Allemands aussi bien qu'aux Français. On voyait chaque jour, ici ou là, des patrouilles de soldats qui se cherchaient l'une l'autre, n'engageaient que des escarmouches, et se retiraient. Droit sur sa bicyclette, la tête haute, l'œil aux aguets, tâchant de pénétrer l'ombre aux valeurs diverses coulant autour de lui, le jeune homme ralentit l'allure quand il vit, en avant, comme une falaise, le grand bois que borde, vers la gauche, la masse monumentale du moulin Schuler. Il lui sembla qu'une lumière vive, — allumette? éclair d'une lampe électrique? — avait brillé à une centaine de mètres, dans le taillis.

Il avança encore un peu, mit pied à terre avec précaution, et se cacha dans un bouquet de noisetiers et de jeunes saules qui, du côté du moulin, s'arrondissait à la lisière et, pour si peu de lumière tombée du ciel, semblait fleuri. Bientôt, le bruit d'une troupe montée, les pieds des chevaux martelant la chaussée, lui apprit que la précaution était bonne. Une trentaine de uhlans, sans doute venus par les sentiers du bois, apparurent, sur deux rangs, et, au commandement du chef, s'arrêtèrent. Les hommes descendirent de cheval. Quelques-uns se dirigèrent vers le moulin, bâti dans les terres, à une centaine de mètres de la route, parmi les premières touffes d'arbres. Pendant une heure on entendit leurs voix dans les salles et les magasins, là-bas, et il y eut des lumières qui, tout à coup, à l'un des étages ou à l'autre, entre les feuilles, luisaient un instant. Visite domiciliaire? réquisition? poursuite? Quelques cavaliers rejoignirent les premiers, puis tous revinrent, parlant haut, jusqu'à la route. Enfin la troupe tourna bride.

Antoine attendit longtemps, avant de quitter l'abri des noisetiers. Quand il traversa le bois, on eût dit que la paix était

revenue dans le monde. Un peu de vent dans les cimes, le coassement des grenouilles qui finissent de saluer l'été dans les nuits tièdes de septembre : c'était tout le murmure de l'ombre. Plus loin, la petite gare et les deux auberges de Pont d'Aspach dormaient. En longeant le mur, encore plus loin, du Moulin des Trappistes, Antoine leva les yeux vers la niche où la statue de la Vierge, peinte en bleu et en rouge, regarde les passants : il avait peur d'être arrêté, tout à coup, par le « Halt! » d'un de ces cavaliers qui pouvaient n'avoir quitté un bois que pour fouiller le bois prochain. Et, en effet, ayant de nouveau écouté, l'oreille près du sol, avant de s'engager dans la région forestière qui recommence non loin de là, il se décida à attendre encore, puis à s'engager à droite, dans les sentiers, malgré les obstacles de toute nature, et poussant à la main sa machine. Dans une hutte abandonnée, il dormit, et, seulement lorsque le jour fut tout levé, il enfourcha de nouveau sa bicyclette. Loin, en arrière, du côté de Burnhaupt le Haut, trois coups de feu retentirent. Mais la lumière était partout. Avec elle l'audace plus grande était revenue. Le messager d'Anne-Marie appuya plus résolument sur les pédales. Il allait à fond de train. Barrant l'horizon de sa ligne de maisons anciennes et largement assises, il aperçut bientôt Heimsbrunn, l'un des plus riches villages de cette partie de l'Alsace. Un chariot attelé de deux bœufs, conduit par un bouvier tranquille, portait du fumier vers les champs d'en bas. Antoine monta le raidillon le long du cimetière qui enveloppe l'église, puis, au milieu du bourg, tourna à droite. Il s'arrêta devant une barrière brune, entr'ouverte, qui défendait une cour de ferme, et essuya son visage en sueur. Au fond de la cour se trouvaient les granges et les étables. A gauche, la vieille et ample habitation des Jüdlin s'élevait, ses poutres apparentes formant des X et des jambages sur les murs blanchis à la chaux. Tous les volets, peints en jaune clair, étaient ouverts; les cinq marches de pierre, en demi-cercle, qui formaient le perron, avaient déjà été balayées. Tout danger, à présent, était écarté. Personne, d'ailleurs, n'avait fait attention, dans le village, à ce bicycliste, trop blond pour être un Français, trop jeune pour être un soldat, et qui ne demandait point sa route. Le gendarme même, rencontré au bas de la côte, n'avait jeté sur le promeneur qu'un coup d'œil indifférent.

Antoine ouvrit le vantail droit de la barrière, mais il eut soin, quand il fut entré, de pousser, dans la fente du loquet, à l'intérieur, la cheville de bois, étant déjà un homme de précaution, et qui savait qu'en Alsace la prudence n'est jamais trop grande. La cour était déserte. Une charrette de foin, rangée le long du hangar, au fond de la cour, le sommet de sa charge, débordante et molle, atteignant le plancher du grenier, disait qu'on avait, la veille au soir, amené à Heimsbrunn toute l'herbe des prairies basses. Antoine entra dans la première salle à droite, et aussitôt des exclamations s'élevèrent : « Lui! comment est-il là? ah! quel bonheur! Tu as pu passer? Racontez-nous. Et Anne-Marie? »

Les voix qui avaient d'abord sonné s'assourdirent bien vite, parce que le père et la mère ensemble, qui étaient aux deux bouts de la table, firent signe : « Taisez-vous, les petits, on ne parle pas ici comme vous le faites! » Autour de la grande table, où la famille prenait le déjeuner du matin, il y avait le chef de la ferme, Jüdlin, un gros homme à la figure rasée, aux cheveux gris et demi-longs, et qui parlait fort peu, si ce n'est du regard, qui toujours surveillait les choses, les bêtes et les gens; à l'autre extrémité, la mère, fine, menue, pâle, et qui eût ressemblé à une dame, si elle avait eu un autre corsage que son corsage de toile, et moins de brins de foin sur ses cheveux encore très noirs; puis, entre le père et la mère, Edmond, Eugénie, Valentine, tous déjà grands, une fille de ferme, et un valet très vieux, qui avait dû faire la guerre de 1870, car il avait le type légendaire et l'expression des soldats de ce temps-là : la petite impériale blanche, les profondes rides dans un visage étroit, les yeux enfoncés et pas commodes.

— Va mettre à chauffer du café pour tout le monde, Eugénie. Ce garçon a fait une longue route, il faut qu'il mange autre chose que la soupe : tu apporteras aussi la bouteille de vieille eau-de-vie.

— De l'eau-de-vie de framboises, monsieur Jüdlin? demanda Antoine.

— Faite à la ferme, mon garçon. Eh bien! dites un peu comment ils vont, ceux de Massevaux?

Pendant qu'ils disaient ces choses, le canon recommençait à tonner sur les pentes des Vosges. Les vitres tremblaient, mais, sauf la mère, dont les paupières se fermaient à demi quand

les détonations étaient plus fortes ou précipitées, aucun des Jüdlin ne prêtait attention à ce bruit devenu familier.

Antoine, regardé par tous, se sentait un personnage. On lui avait apporté une assiette de soupe, et, entre deux cuillerées, il répondait aux questions. Il disait ce qui s'était passé à Massevaux depuis le mois d'août, et, plus d'une fois, les mêmes mots l'interrompirent :

— Elle est heureuse, Anne-Marie, plus heureuse que nous!

Quand il eut fini de dire ce qu'il savait, à son tour il interrogea. Alors les parents, les enfants, la fille de ferme, l'un après l'autre, souvent plusieurs ensemble, racontèrent qu'à Heimsbrunn, par deux fois, les Français, allant à Mulhouse, étaient passés, et, la première fois surtout, c'avait été une belle réception ; tout le passé d'avant 1870 ressuscitait, et le bonjour des vieux pères se retrouvait sur les lèvres des jeunes : « Bonjour les Français, vive la France ! Nous les avons nourris pendant quarante-quatre ans : qu'ils s'en aillent à présent!... Mon cœur a toujours été pour vous ! » Mais quand les Français eurent été contraints, pour la seconde fois, de se retirer, tous les habitants qui leur avaient montré de l'amitié furent dénoncés, poursuivis, jugés, punis. Les souvenirs s'éveillant l'un l'autre, c'était la plainte même de l'Alsace que se renvoyaient, par-dessus la table, les parents, les enfants, les serviteurs de cette famille paysanne et patricienne. Le père disait gravement :

— Ce qu'ils ont crié, ce qu'ils se sont plaints, quand ils ont vu qu'on les détestait ! Et Dieu sait que c'est leur faute ! Nantis de toutes les places, ils gémissent comme des opprimés !

— Oui, reprenait la mère, sévère de mots et de gestes, quand elle parlait de ce sujet-là ; oui, on croyait sa dernière heure arrivée, tant ils avaient de colère amassée contre nous. Tout de suite, des défenses de toutes sortes : défense de s'arrêter dans les rues, de circuler après huit heures, d'avoir les volets fermés, d'allumer de la lumière, de parler français. Plusieurs de chez nous montraient du doigt, dans les magasins, les marchandises qu'elles désiraient. Si elles ouvraient la bouche, la prison !

Le vieux valet grommelait, jugeant son tour de parole arrivé :

— Il y a eu des trahisons, vois-tu, Antoine Reinhardt,

même parmi les nôtres, car, sans cela, les misères auraient été moindres. Tu diras à ton frère, quand tu le reverras, lui qui se bat où je me suis battu, que je lui raconterai des choses et que je lui dirai des noms...

Les enfants, auxquels était familier tout le cycle des histoires alsaciennes, comme aux enfants du moyen âge les aventures d'Ysengrin ou celles des mauvais génies, épiaient le moment où les grandes personnes se tairaient et laisseraient aux petits le droit de se moquer de l'Allemand. Car le rire, chez eux, c'était le commencement du mépris, la forme jeune de l'animosité de la race. L'œil luisant, la dernière des Jüdlin, penchée sur la table, et riant déjà à la pensée qu'elle allait faire rire Antoine, après que la mère et le valet eurent parlé, leva son nez rose, montra ses dents larges, et dit :

— Antoine, tu ne sais pas l'histoire du menuisier?

— Eh! non, puisque je n'étais pas là!

— Mais tu le connais bien, lui, puisqu'il est notre voisin : au bout de la rue, un homme qui a une petite fille de mon âge, une très mignonne, qui est mon amie?

— Va toujours!

— Grillinger n'aime guère les Schwobes, et ils le savent bien. Sa maison, c'est comme la nôtre : on y chante des chansons défendues; une fois, il a été devant le juge, pour avoir appris à son sansonnet à siffler *la Marseillaise*. Il s'en est tiré avec une amende, parce qu'il a dit : « Monsieur le juge, j'ai d'abord essayé de lui apprendre le *Wacht am Rhein*, mais il n'a jamais voulu le répéter. » Oui, c'était drôle, je vois bien que ça t'amuse... Mais, il y a quinze jours, sur le mur de sa maison, voilà qu'on a trouvé un papier collé, justement avec de la colle de menuisier, et on avait écrit dessus un très joli compliment. Je le sais par cœur. « A mon honoré peuple d'imbéciles! L'Alsace sera enlevée à l'Allemagne. L'Allemagne est un ramassis d'escrocs; c'est la plus grande bande de canailles du monde. » Ah! le brave garçon! Quand il sortira de prison, je lui porterai un bouquet.

— Bravo, Valentine!

A ce moment, on entendit secouer la barrière de la cour; tous les convives se turent, et, instinctivement, les visages se tournèrent du côté de la fenêtre. La petite s'approcha des vitres, et se recula aussitôt :

— Le gendarme! dit-elle.

Après quelques secondes, les coups redoublèrent, cette fois accompagnés d'imprécations en allemand :

— Ouvrez donc, bourriques! ont-ils la tête dure!

Le père et la mère se consultèrent du regard, et ce fut le père qui se leva tranquillement.

— Je croyais, dit-il à demi-voix, que la porte était ouverte.

— C'est moi qui ai mis la chevillette, dit Antoine.

— Montez vite dans le grenier à foin, au fond de la cour. Passez par le couloir : il est meilleur qu'on ne vous voie pas.

Jüdlin ouvrit la porte de la salle, et, pendant qu'Antoine montait par l'échelle intérieure dans le grenier :

— Ne tapez pas si fort, on va vous ouvrir!

Lentement, faisant sonner ses pas sur les marches du perron, il se dirigea vers le portail, et l'ouvrit. L'un des gendarmes d'Heimsbrunn, le plus gros, serré dans son uniforme, les yeux tout pleins d'injures, baissa le ton cependant, quand il se vit en présence du fermier. Il entra, soufflant, et haussant les épaules.

— Ah çà, dit-il, se dirigeant vers la salle, vous n'avez donc pas entendu l'ordre qui a été donné?

— Lequel?

— On pavoise, pour la victoire allemande! Nos héros ont battu les Français, si souvent que je ne sais déjà plus tous les noms de leurs victoires!

Il s'avança dans la salle, et la première chose qu'il vit, ce fut un journal allemand, dont, heureusement, il ne vérifia pas la date : un vieux numéro de la *Strassburger Post*, datant de dix-huit mois, et qui avait servi à envelopper une paire de chaussures. On le mettait toujours sur la table, en cas d'alerte.

— C'est bien de lire le journal, mais ce serait mieux de pavoiser. Faites vite!

Désignant Edmond :

— Voilà un garçon qui aura l'honneur, bientôt, de servir dans notre victorieuse armée. Allez chercher le drapeau!

La mère aussitôt se proposa :

— Oh! il ne sait pas! dit-elle. C'est moi qui connais la cache.

Dans l'arrière-cuisine, au-dessus de l'évier, elle alla chercher un paquet enveloppé de papier, et les deux couleurs de l'Alsace apparurent : rouge et blanc. Elle sortit à son tour, pendant

que l'homme de police, regardant chacun de ceux qui étaient restés, disait :

— C'est pour la victoire de Charleroi, c'est pour la bataille de Tannenberg contre les Russes, c'est pour la prise de Longwy, c'est pour la prise de Cambrai, c'est pour la grande victoire de la Somme, car nous sommes à présent devant Paris, et, dans huit jours au plus, notre Kaiser dînera dans les Champs-Élysées. Hoch! pour notre Kaiser, n'est-ce pas?

Le père, la mère, le fils, les filles, les yeux baissés, le visage sans expression, ne répondirent pas un mot.

— Vous avez pourtant votre fils aîné dans nos victorieuses armées, dit le gendarme, vous devriez marquer plus de contentement.

Ce n'était point la première fois qu'il rencontrait cet accueil dans les familles de Heimsbrunn. Il jura, leva les épaules, et prit la porte. Un quart d'heure plus tard, le père et Edmond, montés sur la charrette pleine, levaient à bout de bras les fourchées de foin qu'ils jetaient dans le grenier, et que recevait, là-haut, le vieux domestique de ferme aidé par Antoine Reinhardt.

Quand les travailleurs, au pied de la charrette vide, se rassemblèrent enfin, rouges et couverts de poussière, ils échangèrent quelques mots d'adieu.

— Est-il possible, dit le père, que les Français aient été ainsi battus? Je n'y puis croire.

— Non, dit la mère qui sortait de la maison, et venait se joindre à eux, je n'y puis croire non plus. Ils annoncent toujours des victoires, des victoires, ces Schwobes, mais, à la fin, c'est la France qui les chassera!

Elle reprit :

— Dire que notre fils aîné, notre Charles, est parmi eux!

Antoine, les yeux brillants, répondit :

— Sans doute, mais au moins, le mari de votre fille, mon frère, a tout de suite passé en France! Il a écrit : il est accoutumé.

Bonheur, malheur, guerre, victoires, condamnations, voilà de quoi était plein le cœur de tous ces pauvres gens. Le soleil, entre des nuages rapides, chauffait la cour et les murs. Le chef de la ferme leva les yeux, et dit :

— Le temps se gâte. Il vaut mieux partir, Antoine, parce

qu'il n'y a point de sûreté pour vous dans les auberges, ni dans les bois. Dieu vous assiste! Embrassez pour nous notre fille et la petite-fille.

Il ouvrit la barrière. A la fenêtre qui donnait sur la route, le drapeau flottait. Le canon tonnait vers Thann. Il n'y avait que deux femmes sur la route. Antoine reprit sa bicyclette, et descendit en hâte, du côté où l'Alsace et la France s'étaient enfin retrouvées. Cette fois encore, il usa de précautions, se cacha, attendit, repartit. Comme il sortait d'un bois, avant Pont d'Aspach, un coup de fusil fut tiré. La balle siffla au-dessus d'Antoine. Le jeune gars avait été pris sans doute pour un déserteur. Il tourna la tête, et ne vit personne. Mais quand il se trouva en plaine découverte, à peu de distance de là, il mit pied à terre. Puis, comme le cœur lui battait à rompre, il respira trois bonnes fois avant de pouvoir chanter. Et il chanta de toutes ses forces :

Quand ce temps-là sera venu,
Je ne sais pas si les sapins auront de la neige
Ou si la frambroise sera mûre,
Mais dans ma maison je rentrerai,
Et avec mes amis, mes bons amis,
Je boirai du vin rouge!

Saluant l'invisible ennemi qui ne tira pas de nouveau, sautant sur sa machine, l'enfant continua sa route, le cœur bondissant et content. Des nuages aux formes puissantes, commencement d'orage, passaient dans le ciel.

Ainsi, parmi les paysans d'Alsace, les femmes, les enfants, vivait l'amour de la très douce France. Ils la plaignaient. Ils avaient souffert pour elle depuis qu'ils étaient nés. Aucun d'eux cependant ne la connaissait.

René Bazin.

(La troisième partie au prochain numéro.)

LA FRANCE ET LA SYRIE

NOTRE ŒUVRE DANS LE LEVANT ET SON AVENIR

Il y a deux régions où la France, au cours des siècles, a poursuivi son expansion avec le plus de persévérance, le pays du Rhin et le Levant. Sur le Rhin, elle a travaillé à regagner pas à pas les frontières que lui assignaient la nature et l'histoire et dont le fatal arrangement de famille de 843 l'avait frustrée. Dans le Levant, où elle n'avait pas à se tracer de frontière, elle a poursuivi une œuvre idéale, une œuvre de civilisation générale, avec un désintéressement qui n'a pas laissé de lui valoir de précieuses récompenses. La diplomatie française n'a jamais perdu de vue impunément ces deux lignes directrices. Après le devoir de reconstituer notre patrimoine territorial et de le fermer aux entreprises germaniques, en avons-nous un plus grand aujourd'hui que de soutenir en Orient, sauf à l'accommoder à des temps nouveaux, ce patrimoine moral, cette propagande de civilisation qui, depuis tant de siècles, y a rendu glorieux et cher le nom français?

Car il est un pays au monde où, de temps immémorial, la France est aimée d'une affection reconnaissante, où la prédilection générale dont elle y est l'objet atteint, dans certains centres, la ferveur d'un culte. C'est le pays où, dès sa jeunesse héroïque et naïve, elle a été conduite par un élan religieux, entraînant avec elle la chrétienté dont elle a si bien pris la tête que le nom de France en est resté aux Européens, le nom de religion franque à la religion des Européens. Ce pays est un

des plus beaux de la terre. Les noms de ses montagnes et de ses fleuves, consacrés par les souvenirs les plus lointains de l'humanité, chantent dans nos âmes depuis l'enfance avec un charme inexprimable. Et le Français qui de nos jours y aborde, soit qu'après Chateaubriand et Lamartine il se laisse mener par ce tout-puissant enchantement, soit que, diplomate, marin ou soldat, missionnaire ou archéologue, médecin ou ingénieur, industriel ou négociant, il aille, pour sa modeste part, travailler là-bas à l'œuvre séculaire de la France, ce Français-là, si averti qu'il ait pu être, se trouve faire à son tour une découverte, toujours la même : celle de populations intelligentes, ardentes, hospitalières, dans le cœur et la pensée desquelles la France occupe une place qui ne peut se comparer à aucune autre.

Puisque aussi bien les témoignages les plus directs ont le plus de pouvoir, qu'il soit permis à l'un de ceux qui ont été ainsi les hôtes de la Syrie pour le service de la France, qu'il lui soit permis de descendre dans ses souvenirs pour y retrouver la révélation qui s'est faite à lui de la Syrie libanaise quand, il y a bien des années, il y arriva comme consul général de France. Ce que ces souvenirs ont de personnel trouvera peut-être une valable excuse dans le désir de rendre plus sensible aux cœurs la situation morale sans analogue qui est celle de la France au Liban, en Syrie, et, à des degrés divers, dans tout le Levant. C'est l'heure ou jamais de s'en rendre compte, alors que la grande guerre qui, durant quatre années, vient de secouer si durement le monde, a là comme ailleurs, en condamnant sans retour des dominations malfaisantes, posé des questions qui réclament des solutions prochaines.

I. — SOUVENIRS DU LIBAN

Le paquebot qui amenait d'Égypte un nouveau consul général de France en Syrie venait à peine de mouiller devant Beyrouth, au pied de la chaîne du Liban toute blanche des premières neiges, que la rade s'animait d'un mouvement de bienvenue. Une barque s'y distinguait qui, sous pavillon tricolore, amenait au paquebot le personnel du consulat général. Le nouvel arrivant voyait là, parmi de vives physionomies françaises d'autres figures plus rêveuses sous le tarbouch oriental,

drogmans auxiliaires du consulat, chargés d'y représenter les principales confessions chrétiennes de Syrie, un Maronite, un Grec-catholique, un Grec-orthodoxe, chacune de ces églises, qui se qualifient de nations, tenant à ce qu'un des siens soit auprès du consul de France comme son témoin, son interprète et son avocat permanent. Premier signe du soin que mettent d'humbles populations, assujetties au plus inquiétant des maîtres, à s'attacher par un lien direct au représentant de la grande nation idéaliste, leur bienfaitrice depuis des siècles, leur libératrice un jour à venir.

Le consul, descendu à terre, y recevait aussitôt, avec les compliments de la colonie française, ceux de toutes les autorités locales, politiques, administratives, religieuses. Et d'abord, les représentants de la conquête, les agents du maître lointain qu'isole dans son palais de Constantinople la terreur qu'il inspire et qu'il ressent. Le vali musulman de Beyrouth, le moutessarif chrétien du Liban ont chargé chacun le premier de leurs fonctionnaires d'aller saluer de leur part le nouveau représentant français. Sous l'excès des protestations d'amitié s'est laissé sentir dès l'abord la conscience trouble de mauvais bergers réduits à vivre dans le mensonge sous les yeux d'un témoin gênant. — Le délégué apostolique est venu en personne. Évêque des Latins, il était accompagné d'un capucin, curé de la paroisse latine. L'évêque et le curé en ce temps-là étaient tous les deux des Italiens. Leur patrie n'était pas la nôtre : et, n'en doutons pas, leur sentiment personnel suivait leur patrie. Respectueux d'un privilège exclusif et indiscuté, ils n'en ont pas moins invité le consul général de France à venir assister au *Te Deum* solennel qui serait chanté dans l'église latine à l'occasion de son arrivée.

Le cabinet du consul a vu ensuite se succéder tout ce que Beyrouth et la montagne comptaient de notables syriens. Les chefs du chœur ont été les prélats des églises de rite oriental, vicaires du patriarche maronite envoyés par lui du haut Liban ; archevêques et évêques de chacune des quatre églises unies représentées à Beyrouth et dans la région, église maronite, église grecque-melchite, église syrienne, église arménienne. Chacun a eu pour la France de chaleureuses paroles de gratitude ; chacun aussi s'est fait promettre que le consul viendrait visiter tel orphelinat, qu'il assisterait solennellement à telle cérémonie

religieuse, qu'il présiderait la distribution des prix de tel collège de la ville ou de la montagne auquel l'évêque portait un intérêt particulier.

Hé quoi! tant de cérémonies seront-elles obligatoires? Vaudront-elles le temps qu'il y faudra passer? Comme ses prédécesseurs, le consul l'a cru. Sous le régime turc, en cet Orient tout imprégné de théocratie, où la moindre église ayant son rite et sa hiérarchie groupe autour d'elle un petit peuple jaloux de sa personnalité, chacun de ces évêques est encore, pour ce petit peuple qui est son peuple, un chef national en même temps que religieux. Viennent certaines fêtes solennelles, certains dimanches du temps pascal, dans l'église maronite de Beyrouth et dans l'église grecque-melchite, c'est vraiment le cœur d'une petite nation que l'on sent battre.

Qui pourrait demander pourquoi le consul de France est là? Il y est parce que cette petite nation, asservie et toujours menacée, trouve dans la sollicitude visible de la France une garantie et une joie. Les honneurs dont il y est entouré sont un remerciement qu'elle fait à la France, un engagement mutuel qu'elle renouvelle avec la France. Dans la grande salle de la demeure épiscopale, devant les notables de la nation, la cérémonie se prolonge par des discours. L'évêque ne manque pas d'évoquer la vénérable figure du roi Saint Louis, voire celle de Charlemagne et se plaît à placer dans un lointain prestigieux les origines d'une protection française qui, depuis François Ier et Louis XIV, n'a plus guère connu d'interruption. Sans souci de quelques témoins peu sûrs qui se seront glissés dans l'assistance, une fois de plus ont été manifestés à tous les yeux, proclamés à toutes les oreilles les liens immémoriaux qui lient à la France les « Français du Levant. »

La plus nombreuse de ces petites nations, les Maronites, est aussi la mieux groupée, dans une même région du Liban, autour de son chef, son patriarche. Ce dernier doit à cette circonstance, comme au voisinage de Beyrouth où réside le consul général de France, une somme plus grande de liberté. Il tient à honneur de ne pas solliciter de la Porte, à la différence des autres patriarches, un *bérat* reconnaissant son titre patriarcal. Et, s'il a pour le gouverneur du Liban les égards nécessaires, il n'est jamais descendu de sa montagne pour le visiter.

Le consul français, selon l'usage, lui a fait bientôt sa visite

d'arrivée. Au pont du Nahr-el-Kelb, limite du Kesrouan, il a trouvé, bannières déployées, tout un peuple venu à sa rencontre. Par la route qui longe la mer, par les sentiers rocailleux qui montent à Bkerké, un long cortège l'a accompagné avec des manifestations de joie exubérantes. Des chants populaires arabes, rudement scandés au rythme de la marche, ont affirmé en termes hyperboliques que le Liban aime la France et lui est reconnaissant de ses bienfaits. « S'il n'y avait plus d'hommes pour l'attester, dit le refrain, les pierres du Liban le crieraient encore ! »

Au seuil d'une vaste demeure, entouré de ses familiers, un grand vieillard, blanc de barbe et de cheveux, attend le représentant français. Il lui ouvre ses bras, l'y étreint, puis l'entraîne d'un pas rapide vers un divan spacieux et presque nu, largement ouvert à la lumière. Après la présentation des notables, après une agape solennisée par des discours, un long entretien particulier réunit là le patriarche et le consul.

Le vieillard exprime les doléances du Liban. C'est presque en vain qu'après l'expédition française de secours motivée, en 1860, par les massacres de la montagne et de Damas, les Puissances ont imposé à la Porte, pour le Liban, des institutions particulières. Les commissaires de l'Europe ont sans doute, le moins mal qu'ils ont pu, adapté ces institutions aux besoins propres de cette singulière montagne de refuge où vivent côte à côte, étroitement enchevêtrées sans se mélanger jamais, une demi-douzaine de petites nations de langue arabe, toutes en défaveur auprès du conquérant turc. Faute d'avoir été soumis à un contrôle organisé, le régime libéral ainsi élaboré n'a pas prévalu contre l'arbitraire des gouverneurs. Il n'a pas préservé le Liban de la corruption, ni administrative, ni judiciaire. Le Liban souffre. Ses enfants émigrent. Il met tout son espoir dans la France. Elle a commencé l'œuvre de protection. La laissera-t-elle si imparfaite ?

Une même plainte générale se dégageait des requêtes que, chaque matin, apportait au consulat général une clientèle nombreuse et passionnée. Maronites et Druses, Grecs-melchites et Grecs-orthodoxes, Musulmans et Metoualis, Algériens fixés à Damas, Juifs de Saffet et de Tibériade, il n'était pas de jour où des notables de ces communautés ne vinssent demander l'appui de l'agent français, dans telle question particulière, pour une

cause qui, étant la leur, leur paraissait être la bonne. Il s'agissait d'un procès à gagner, d'un emploi à obtenir, d'une intrigue à déjouer. Trop souvent, le consul avait lieu de s'attrister et de sourire à la fois de l'idée un peu déconcertante que l'on paraissait se faire de cette « justice » que l'on invoquait. Trop souvent, dans sa naïveté, le plaidoyer se ramenait à ceci : « Je suis à vous, vous le savez! faites triompher ma cause! » Même alors, ces défaillances du sens de la justice ne condamnent-elles pas d'abord le régime traditionnel d'arbitraire qui a ravalé ainsi les mœurs publiques? Mais le plus souvent, la doléance apportée par le visiteur était la protestation d'une conscience restée saine contre une exaction plus ou moins éhontée, contre un méfait plus ou moins odieux du syndicat de fâcheuse mémoire qui, en ce temps-là, gouvernait le Liban. Et s'il arrivait qu'une de nos divisions navales, faisant sa tournée dans le Levant, jetât l'ancre devant Beyrouth, les cœurs, au Liban, s'émouvaient joyeusement à la vue des « frégates françaises. » Quelques-uns, sûrs de l'avenir, déjà s'enhardissaient à dire : « Monsieur le consul, est-ce pour cette fois? »

La deuxième année de sa mission, le consul de France fut amené à visiter, dans sa résidence d'été, à Beit-Eddin, un nouveau gouverneur du Liban, Naoum Pacha. Les scandales de l'administration du gouverneur précédent, mort depuis peu, avaient permis aux ambassadeurs de France et d'Angleterre à Constantinople de se montrer sévères quant au choix de son successeur. La fonction était ainsi échue à un dignitaire chrétien de la Porte, Naoum Pacha, que Paris a vu mourir, il y a peu d'années, ambassadeur du Sultan et qui, là-bas comme ici, s'est toujours montré honnête homme. L'excursion, dont l'objet officiel était de répondre à une invitation du gouverneur, présentait pour l'agent français un intérêt d'un autre ordre. A faible distance du palais arabe de Beit-Eddin, où l'attendait l'hospitalité de Naoum, il allait avoir à traverser une petite ville dont le nom, Deïr-el-Kamar, évoque un des souvenirs les plus tragiques sur lesquels soit fondée l'amitié franco-syrienne. Ce nom, et plusieurs autres, tant de Libanais les lui avaient répétés, depuis son arrivée, avec une expression d'horreur mêlée de gratitude! Si souvent, hommes mûrs et vieillards lui avaient redit les jours sinistres de 1860, les rumeurs de sang s'élevant de Hasbeya, de Racheya, de Zahlé, s'approchant peu

à peu de Deïr-el-Kamar; la population de la petite ville maronite se réfugiant naïvement sous la sauvegarde de l'autorité turque, dans la grande cour du sérail; le massacre répondant à cette confiance; les cadavres entassés par centaines dans l'asile devenu guet-apens; puis, après plusieurs mois, car la France est loin, l'arrivée d'une colonne française. Et nos soldats avaient si bien fait pour ramener, dans la petite ville cruellement meurtrie, la vie et la sécurité que leur départ, l'année suivante, avait été senti comme une calamité.

Le consul de France ruminait ces souvenirs en suivant à cheval la route alors récente qui, à travers les premières hauteurs du Liban, toutes verdoyantes de bois de pins, menait de Beyrouth à Deïr-el-Kamar. A sa gauche, à proximité de cette route, filait dans la même direction une chaussée abandonnée. Son cavas lui confirma que c'était bien celle que nos soldats avaient construite, après le massacre, pour ravitailler Deïr-el-Kamar. Entre les hautes collines boisées, couronnées de vieux couvents indigènes aux profils de forteresses, elle allait, la petite chaussée en ruine, montant, descendant, se glissant comme pour conduire plus vite au but les secours de la France. Avec quelle puissance d'émotion elle évoquait, dans cette grave solitude, les ombres de ceux qui l'avaient bâtie, qui étaient venus réprésenter là l'âme généreuse de leur pays lointain !

Depuis une heure peut-être aucun vivant n'avait paru, quand un homme accourut de très loin vers la route. Vêtu de la culotte bouffante et de la petite veste syrienne, il se hâtait de toute sa vitesse entre les blocs de grès qui jonchaient la montée. Arrivé tout haletant auprès du consul, un éclair de joie exaltée dans ses yeux largement ouverts, il ne fit que saluer, les deux mains sur sa poitrine, celui que la France avait envoyé. Ce fut comme si l'esprit du lieu s'était donné un corps pour s'exprimer par ce geste muet de reconnaissance.

Au pont du Nahr el Kadi, une petite escorte de cavaliers libanais, sous un uniforme assez semblable à celui de nos spahis, attendait le consul de France. A l'approche de Deïr-el-Kamar, point de foule en mouvement, point de cavalcade, point de coups de fusil, point de stridents *you-you* féminins lancés éperdument du haut des terrasses. Ni un passé qui pesait sur les cœurs, ni le voisinage du gouverneur ottoman, dont l'agent français était l'hôte, ne se prêtaient à des expansions

aussi vives. Seulement, à l'entrée même de la ville, le caïmacam et le moudir, entourés de quelques notables, ont prié le consul de mettre pied à terre et de s'arrêter au sérail. Entrant avec eux dans la vaste cour intérieure sur laquelle plane le monstrueux souvenir, il y a trouvé assemblée, dans une pensée de pieuse gratitude envers la France, toute la population masculine de Deïr-el-Kamar.

On n'échangea là que peu de mots, et dits à voix basse. Un speech que le consul essaya de prononcer s'arrêta dans sa gorge. Le silence manifesta mieux que toute parole, combien les cœurs étaient pleins. Mais quand le visiteur quitta le sérail, le moudir et de nombreux notables voulurent l'accompagner au petit cimetière où reposent quelques soldats français morts à Deïr-el-Kamar pendant notre occupation. Un remerciement pour les soins donnés à leurs tombes provoqua l'éternelle réponse qu'on entend partout au Liban : « La France est notre bienfaitrice... la France est notre mère. Il n'y a de sûreté pour nous que dans son amour et sa justice. »

Pourquoi ce souvenir en éveille-t-il un autre qui nous transporte à l'autre extrémité de la Méditerranée? Douze ans après cette visite à Deïr-el-Kamar, comme je me rendais en mission à Fez auprès du sultan Abd-el-Aziz, je trouvai un matin devant ma tente, debout dans ses raides draperies blanchâtres, une femme indigène de la tribu des Beni-Ammar qui venait de sacrifier un mouton devant ma demeure d'une nuit. On sait que ce cérémonial sanglant était là-bas la forme solennelle de la requête, l'adjuration humble et impérieuse à la fois signifiant à celui qui passait : « Je viens à toi en suppliant; tu ne refuseras pas de m'écouter! » Assisté du drogman de la légation, j'écoutai la femme qui, dans sa détresse, avait pris ce parti d'aller saisir à son réveil le ministre de France en voyage et de lui exposer sa doléance. La femme parla avec véhémence, d'une voix pressante, passionnée. Elle raconta une longue histoire d'où il ressortait que son fils, en butte à d'injustes poursuites de la part des gens du makhzen, avait été par eux jeté dans un cachot. Il s'agissait de sa liberté, peut-être de sa vie. J'allais à Fez, j'y parlerais de la part de la France au sultan, à celui qui peut tout sur les caïds et leurs Mokhaznis. Et, dardant sur moi ses regards de flamme, la mère marocaine m'adjurait d'obtenir justice pour son fils.

Elle conclut avec un grand élan : « Vous n'êtes pas de notre religion, vous autres. Mais il n'y a de justice qu'en vous! »

Ce cri d'appel d'une pauvre femme barbare du *bled* maghrebin, à combien de cris semblables faisait-il écho, entendus jadis en Syrie, à l'autre bout du monde islamique!

*
* *

La première évidence qui, de longue date, s'impose en Syrie à l'esprit du nouveau venu, c'est que le conquérant turc, maître trop hautain pour daigner être juste, trop indolent pour se donner la peine d'administrer, trop dur de cœur pour hésiter à supprimer par le massacre ceux qu'il a réduits au désespoir, n'a su gagner, après des siècles de domination, ni les chrétiens ni les musulmans de langue arabe. Dédaigné de ceux-ci pour le rang inférieur qu'il occupe dans la culture islamique, il est détesté de ceux-là pour son incurie inguérissable, entrecoupée d'accès meurtriers. Les uns et les autres le réprouvent dans la mesure où ils ont à souffrir de ses vices, dans la mesure où ils sentent le prix de tout ce qui lui a manqué pour se faire enfin accepter : justice, bonté, savoir, travail méthodique et fécond, disons mieux, d'un mot qui exprime tout, quand on le prend dans son sens large et plein : civilisation. Et cette civilisation, haute ambition des Syriens, c'est à la France plus qu'à toute autre nation qu'ils demandent de les y conduire.

II. — L'ŒUVRE DE LA FRANCE DANS LE LEVANT

C'est que la France, plus que toute autre nation, leur en a frayé les chemins. Dans l'histoire de l'action huit fois séculaire qu'elle poursuit en Orient, un premier trait frappe la vue : dès l'époque lointaine où les idées régnantes semblaient autoriser l'intolérance religieuse la plus extrême, la France s'est montrée libérale, prompte à respecter les croyances et les coutumes des peuples qu'elle rencontrait sous ces nouveaux cieux.

Dans sa belle étude sur la Syrie franque, M. Madelin a montré ici même (1), en s'aidant de textes probants, l'évolution qu'a bientôt subie chez nos croisés, au contact du monde

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars 1917.

oriental, la passion religieuse et guerrière qui les avait lancés à la conquête du Saint-Sépulcre. Passées les premières fureurs des batailles, satisfaite la première ferveur de leur exaltation mystique, on sait qu'ils ne restèrent insensibles à aucun des prestiges de cette terre de séduction. On peut croire que l'un des plus puissants sur leurs âmes fut celui du guerrier musulman, de l'Émir magnanime et courtois en qui ils reconnaissaient avec surprise les élégances morales d'une chevalerie qu'ils avaient crue toute chrétienne. Grand événement pour ces simples de se voir ainsi amenés à honorer dans leur cœur, à respecter comme des émules des hommes qui repoussaient leur foi!

« S'il était chrétien, ce serait un vrai baron! » s'écrie, en décrivant un preux Sarrasin, le poète de la *Chanson de Roland*. Ce généreux étonnement devant une vertu dont ils ne voyaient pas les sources dut se produire chez beaucoup des nôtres. Leur méditation y trouva-t-elle une réponse dans un texte familier à leur piété sur « la vraie lumière qui éclaire tout homme venant en ce monde? » Certainement ils entrevirent dès lors une vérité qui ouvrait un avenir immense, vérité à laquelle l'Islam eut le malheur de rester fermé, c'est que le croyant doit savoir partager avec des hommes d'une autre croyance les bienfaits d'une société politique juste pour tous, bienveillante pour tous.

Ainsi doit s'expliquer le fait, en lui-même indéniable, que le régime politique institué en Syrie par nos Français aux XIIe et XIIIe siècles et qui s'est prolongé, en Chypre et à Rhodes, jusqu'au seuil des temps modernes, a laissé en ces pays un tout autre souvenir que celui d'une domination fanatique. Les églises qui s'élevèrent ne firent point fermer les écoles coraniques. Les *Assises de Jérusalem* définirent les droits de chacun. Les marchands de toutes religions frayèrent ensemble sur les mêmes marchés et s'enrichirent mutuellement par un négoce qui mêlait l'Occident à l'Orient.

Par une de ces contradictions qui se rencontrent en toute grande œuvre humaine, le vrai succès moral et politique de nos croisés, partis de leurs châteaux de Champagne et de Normandie, de Languedoc et de Poitou pour aller exterminer l'infidèle, fut d'inspirer à l'infidèle l'aveu qu'il était bon de vivre sous les lois des Francs. Recueillons ce texte décisif cité,

entre autres, par M. Madelin : « Entre Tebnin et Tyr, écrit le musulman Ibn Djobaïr, nous vîmes de nombreux villages habités par les musulmans qui vivent dans un grand bien-être sous les Francs... » Un autre parle des musulmans qui viennent librement s'établir sous l'autorité du royaume franc de Jérusalem, parce que, « ayant à se plaindre de leur gouvernement et de ses injustices, ils n'ont qu'à se louer de la conduite des Francs, en la justice de qui on peut se fier. » Quand le chroniqueur musulman formule un pareil témoignage, le chroniqueur franc est en droit d'écrire avec une joyeuse fierté : « Terre des Francs est terre de franchise. » Jeu de mots gros d'un bel avenir, profession de libéralisme que la France du xxe siècle aime à retrouver dans ses parchemins.

*
* *

C'est en 1489 que les Francs perdent Chypre, en 1522 qu'ils perdent Rhodes ; et c'est en 1536 que François Ier conclut avec le Sultan de Constantinople les premières capitulations. Entre le régime franc issu des croisades et la forme nouvelle qu'allait revêtir pour une nouvelle série de siècles l'action de la France en Orient, c'est à peine s'il y a solution de continuité.

Que le Roi très chrétien, même pour faire échec à l'ambition menaçante de la maison d'Autriche, devînt l'allié du Grand-Turc, ce n'était pas pour la chrétienté un médiocre scandale. La royauté française eut sans doute à cœur de se le faire pardonner par l'évidence et la grandeur des bienfaits qu'elle saurait, de cette alliance paradoxale, tirer pour l'ensemble du monde chrétien. Il était dans notre destinée de servir en Orient la cause de la civilisation générale par une action continue dont nous saurions varier les formes selon les exigences des temps.

Rappelons ici le fait essentiel qui entraîne de si profondes différences entre le monde oriental et celui où nous vivons. La connaissance théorique que nous avons de ce fait générateur a eu beau devenir banale, nos esprits d'occidentaux ont peine à se le représenter dans la réalité vivante de ses conséquences. L'Islam est une théocratie. Ce n'est pas dans son sein qu'a été prononcée la parole qui, prescrivant de rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu, a distingué pour jamais le domaine de la société civile et celui de la religion. Pour l'Islam il n'y a qu'un domaine. La religion y constitue seule

le lien social. Qui est hors de la religion est hors de la société.

Quand l'Islam, soit arabe, soit turc, eut conquis l'Orient chrétien, de larges groupements de populations chrétiennes restèrent ainsi exclus de la société que formaient entre eux les musulmans vainqueurs. Quel serait le sort de ces populations? d'être réduites en esclavage? contraintes de choisir entre l'apostasie ou la mort? Les plus favorisés devinrent les *raïas*, le troupeau dédaigné à qui l'on permit de se grouper selon sa foi et ses coutumes, sous la conduite de son chef religieux, — tranquille parfois pour un temps, parfois même relativement libre grâce à l'indolence de ses maîtres, si c'était une liberté que de vivre sans garantie, sans recours contre l'arbitraire et les exactions de gouverneurs avides, sans défense contre les accès de folie meurtrière qui jettent un jour sur les « chiens de chrétiens » une foule armée de poignards et de gourdins.

La conception rigoureusement théocratique qui dictait toute la conduite des conquérants musulmans à l'égard des chrétiens subjugués créait ainsi ou renforçait chez ces derniers une conception toute semblable. La question ne se posait même pas pour les vaincus de vivre à l'état de société avec des vainqueurs qui, pour cause de religion, les confinaient à l'écart dans une situation inférieure, toujours précaire, — et sans issue. A moins d'apostasier, que pouvaient-ils, sinon s'attacher avec un redoublement d'ardeur aux seuls principes d'association qui leur fussent laissés, à l'église particulière où ils étaient nés, au rite, symbole de leur foi, au clergé qui les avait instruits, au patriarche, chef suprême de leur communauté tout entière? A l'intérieur de cette communauté, ils cessaient d'être des *raïas;* ils y reprenaient leur dignité d'hommes; ils y retrouvaient des frères, des conseils, des appuis; c'est en elle seulement qu'ils prenaient femme; c'est dans ses limites qu'ils poursuivaient l'amélioration de leur sort. Que la communauté fût nombreuse ou restreinte, groupée sur un territoire continu ou disséminée en îlots sporadiques, en elle seule se formaient les liens de confiance mutuelle par où des hommes deviennent solidaires. La théocratie parachevant son œuvre, chaque rite de chaque religion donna ainsi naissance à une nation, à une nation assujettie.

Aujourd'hui encore, malgré les vains essais entrepris sans beaucoup de conviction par la Turquie moderne pour former

une nationalité ottomane, les vieilles cloisons subsistent jusque entre les moindres églises de la chrétienté orientale; et ce grand nom de nation est celui que se donnent couramment Maronites, Grecs-orthodoxes et Grecs-melchites, Arméniens-grégoriens et Arméniens-unis, Syriens-jacobites et Syriens-unis.

*
* *

C'est avec le souverain absolu d'un empire ainsi fondé sur la plus absolue des religions que le Roi très chrétien contractait alliance. Du même coup, en la personne de la France, la chrétienté indépendante rentrait en contact avec la chrétienté sujette, celle-ci en grand besoin d'être assistée, celle-là heureuse d'exercer une assistance où elle trouvait, avec la satisfaction d'un sentiment profond, l'apaisement d'un scrupule. A la faveur d'une alliance toute politique entre empires que la religion avait faits ennemis, notre protection d'autrefois allait se faire sentir encore aux chrétiens en Orient, mais dans des conditions toutes nouvelles.

Et d'abord, le Grand-Seigneur ne prenait pas autant d'ombrage qu'on eût pu le croire de notre immixtion dans les affaires de ses sujets chrétiens. Ses principes mêmes, en limitant la société civile à la société religieuse, le portaient à n'administrer ces populations qu'indirectement comme étrangères à l'Islam; il pouvait dès lors trouver acceptable que le Roi de France, devenu son ami, ne restât pas, en pays musulman, indifférent à leur sort. Tout serait d'ailleurs question de mesure, question de temps et de lieu. — En ce qui concerne les étrangers, pèlerins ou marchands, voyageurs ou résidents, sujets des autres puissances chrétiennes, la France, en obtenant la charge et l'honneur de les protéger à l'égal des siens propres, ne rencontrait pas encore la compétition de ces puissances, moins portées alors à jalouser son privilège qu'à profiter du bienfait qui en résultait pour leurs nationaux. — La France avait aussi, cela va de soi, le concours moral de Rome, intéressée à ce que la protection dont elle avait besoin pour ses missionnaires et ses pèlerins aux Lieux-Saints eût la stabilité d'une institution fondamentale.

Enfin et surtout, la France avait conscience d'une belle tâche à remplir : user de la suprématie pacifique que lui assurait dans le Levant le traité de 1536 pour y assumer le plus

largement possible la protection des chrétiens opprimés ; travailler à les relever d'une condition misérable ; semer au moins des germes de pensée civilisatrice sur un sol que la culture chrétienne avait préparé à les recevoir. Confiante en cet idéal et en ses jeunes forces, il semble qu'elle se soit inspirée par avance de cette parole de son Pascal : « Le propre de la puissance est de protéger. »

Le texte des traités ne contient à cet égard qu'une part singulièrement limitée de la vérité historique. Ni dans les capitulations de 1536, ni dans celles qui suivirent à sept reprises, durant deux siècles, il n'est rien stipulé qu'en faveur des Français, et des étrangers « amis de la France. » Ce sont eux seuls que le traité soustrait à l'administration et à la justice ottomanes pour être désormais administrés et jugés par les consuls de France. Ce sont eux seuls que concernent les autres privilèges inscrits dans ces actes, liberté de commerce avec la Turquie « sous la bannière de France, » liberté de pratiquer leur religion et d'accéder aux Lieux-Saints. Des sujets du sultan il n'est pas question. Mais si, en ces traités solennels, le négociateur ottoman n'a pas jugé possible de restreindre les droits du Grand-Seigneur sur une large catégorie de ses propres sujets, tout prouve que le sultan nous a laissé en fait, bien qu'avec une bonne volonté variable, une faculté d'immixtion qu'il ne lui convenait pas de nous accorder expressément, même quand il en éprouvait, lui aussi, le bénéfice. De notre côté, dès le début, notre diplomatie, attentive aux possibilités, sut toujours, sans manquer au pacte d'amitié, déborder les droits qui nous étaient officiellement reconnus pour exercer une action protectrice plus ou moins accentuée sur les diverses communautés chrétiennes.

La correspondance de nos ministres des Affaires étrangères et de nos ambassadeurs à Constantinople témoigne d'une remarquable persévérance dans cette idée directrice. On lit dans les instructions données en 1639 « au sieur de La Haye Ventelaye s'en allant ambassadeur en Levant » : « Le premier soin donc, qu'aura ledit sieur ambassadeur, pendant qu'il sera par delà, sera de protéger et assister les chrétiens et les catholiques du Levant, autant qu'il lui sera possible, interposant le nom et l'autorité de Sa Majesté partout où il jugera le pouvoir faire utilement pour leur bien et soulagement... »

Dix ans plus tard, sous la signature de Louis XIV encore

mineur et le contreseing de Loménie, nouvelles instructions qui visent en particulier les Maronites : « Nous prenons et mettons, écrit le Roi, en notre protection et sauvegarde spéciale, le Révérendissime Patriarche et tous les Prélats, ecclésiastiques et séculiers chrétiens maronites qui habitent particulièrement dans le Mont Liban. Nous voulons qu'ils en ressentent l'effet en toute occurrence... » En 1737, Louis XV renouvelle les mêmes instructions à la prière du patriarche d'Antioche et des chrétiens maronites qui ont fait valoir que « depuis un temps infini leur nation est dessous la protection des Empereurs et Roys de France... » La Révolution tient le même langage; elle recommande qu'en protégeant les latins on n'oublie pas les chrétiens orientaux. Notre représentant, le général Aubert du Bayet, dit à nos consuls dans une circulaire : « La constitution sous laquelle nous avons le bonheur de vivre, laissant d'ailleurs à chaque individu la liberté d'exercer... le culte qu'il a choisi, nous sommes d'autant plus tenus à défendre la religion des sujets ottomans qui professent le christianisme qu'elle est tolérée par la Porte elle-même. » Et le ministre des Relations extérieures du Directoire, saisi de cette circulaire, écrit, le 15 ventôse an V, à Aubert du Bayet : « Le zèle que vous apportez à protéger la religion ne peut que vous mériter la considération même auprès des musulmans... Étendez à cet égard notre protectorat le plus que vous pourrez... » Le même ministre, Delacroix, écrit d'autre part à notre représentant en Espagne pour lui expliquer que nous ne pouvions renoncer en faveur d'aucune Puissance à notre mission traditionnelle : « Un gouvernement libre est jaloux de tous ses droits, mais il l'est surtout de celui de secourir et de protéger. Les établissements religieux en Levant trouveront dans la République française et dans l'amitié qui l'unit à la Porte ottomane des moyens d'existence et une garantie pour leur tranquillité qu'un nouvel ordre de choses ne leur procurerait pas. »

Arrêtons ici ces extraits qu'il nous serait facile de multiplier; le peu que nous avons donné montre assez quelle a été, sous les différences de ton amenées par l'évolution des idées, la continuité de ce ministère de tolérance étendu, par notre effort persévérant, à toutes les régions de l'Empire turc où souffraient des communautés chrétiennes.

Dans notre protection, trois degrés se distinguent. Nous sommes les protecteurs officiels des Lieux-Saints de l'église latine, de ses établissements, de son culte, de son clergé, en vertu d'engagements formels pris à Rome et à Constantinople. Ici nos obligations et nos droits sont absolus. — Nous exerçons un patronage officieux sur les Maronites et les *nations* qui se sont formées autour d'églises de rite oriental unies à l'église catholique : Grecs-melchites, Arméniens-unis, Syriens-unis. — Et enfin, dans la mesure où nous l'avons pu sans danger pour la cause même que nous avions à cœur de servir, nous avons étendu cette protection bénévole sur tous les autres chrétiens, disons mieux, sur tous les autres opprimés d'Orient.

Sur les points de cet ensemble où notre action protectrice n'a pas eu pour base un engagement diplomatique positif, l'attitude de la Porte a singulièrement varié. Pour nous, accommodant à ces variations mêmes le service de notre constant idéal, nous avons indéfiniment prescrit à notre ambassadeur à Constantinople sous des formes renouvelées, ce que prescrivaient en 1639, au Sieur de La Haye Ventelaye, des instructions pleines de l'esprit de Richelieu : de protéger et d'assister les chrétiens du Levant partout où il jugerait le pouvoir faire utilement *pour leur bien et soulagement.*

*
* *

Leur bien et soulagement, l'histoire impartiale devra nous rendre ce témoignage que la France, des siècles durant, y a travaillé d'un cœur sincère. Pour aucune communauté du Levant, notre protection n'est jamais devenue une chaîne; pour aucun État, une menace. Quand se furent modifiées les circonstances qui, aux XVIe et XVIIe siècles, avaient si bien favorisé les débuts de notre régime de protection ; que des Puissances plus tard venues dans le Levant y devinrent nos émules et y cherchèrent des clients; que la Russie, à partir de 1720, commença de revendiquer la protection des Grecs-orthodoxes ; que la Turquie elle-même, introduite dans les conseils du monde occidental, apprit à nous en opposer les principes sans pour cela s'en inspirer, on nous vit, soucieux avant tout de la paix religieuse et de la concorde internationale, devenir plus réservés notamment dans notre assistance aux commu-

nautés schismatiques; on nous vit aussi nous prêter à ce que des questions devinssent internationales que la tradition avait faites françaises. Si honorables que fussent les causes de ce mouvement de recul, notre situation en eût souffert, si un magnifique élan de bienfaisance désintéressée, venu du cœur même de la nation, n'eût suppléé aux insuffisances de notre politique et porté dans tout le Levant la situation morale de la France à un niveau où la diplomatie la plus habile eût été impuissante à l'élever.

***

Tout voyageur qui a parcouru l'Orient, la Turquie d'Asie ou d'Europe, s'est étonné du développement extraordinaire qu'y ont pris, depuis le milieu du dernier siècle, nos établissements de bienfaisance et d'instruction, hôpitaux, orphelinats, dispensaires, voisinant avec des écoles de tout degré, depuis des Facultés actives et prospères de médecine, de droit, d'archéologie, jusqu'à d'humbles écoles de village.

J'ai vu moi-même, il y a quelque vingt-cinq ans, en Égypte et en Syrie, l'épanouissement de ces œuvres qui font tant d'honneur à la générosité du génie français. Pour toute la région syrienne, j'ai eu, durant plusieurs années, à témoigner auprès de notre ambassade et de notre ministère des Affaires étrangères de leurs efforts, de leurs besoins et de leur succès. Je suis heureux d'être amené à renouveler ici, à cette heure, le témoignage que je leur rendais alors. Il peut se résumer en peu de mots. Avec des ressources financières très inférieures à celles de leurs émules d'autres nations, nos religieux, nos religieuses avaient obtenu beaucoup plus. Ils avaient gagné à l'enseignement de la France l'âme impressionnable de la Syrie, non certes en flattant ses faiblesses, mais en l'initiant au contraire aux exigences d'un idéal moral plus élevé. Ils avaient répandu l'usage de la langue française, et par suite l'esprit français, dans toute l'élite du pays. C'était bien leur œuvre et leur œuvre récente : beaucoup de vieillards, en ce temps-là, parlaient d'autres langues latines; toute la jeunesse parlait français, pensait français. Surtout, ces maîtres ont su graver dans les cœurs l'image maternelle de la France. Quand, pour grossir de son mieux les faibles allocations de notre gouvernement, le consul de France organisait quelque fête de charité, le Liban

donnait à mains pleines. Et beaucoup répondaient aux remerciements : « N'est-ce pas à nous que nous donnons ? »

Un comité formé peu d'années avant la guerre pour la « défense des intérêts français en Orient, » et qui réunissait les noms de MM. Ribot, Léon Bourgeois, Paul Deschanel, Lavisse, Denys Cochin, chargea un écrivain distingué, M. Maurice Pernot, « de présenter sur la situation des établissements laïques ou religieux protégés par la France dans le Levant, un rapport impartial et complet. » Après un voyage d'étude qui dura sept mois, en 1912, M. Pernot rédigea un remarquable rapport où je trouve, avec la confirmation de mes souvenirs syriens, un riche ensemble de renseignements détaillés sur l'état des œuvres françaises d'assistance et d'enseignement à Constantinople, en Asie Mineure, en Mésopotamie, en Égypte et en Syrie. Précieux par l'abondance des informations qu'il contient sur des écoles que plus de cent mille élèves fréquentaient à la veille de la guerre, sur des hôpitaux, dispensaires et asiles qui assistèrent, en cette même année 1912, plusieurs centaines de milliers de malades ou d'infirmes, ce document n'est pas moins intéressant par le sentiment général qui s'y exprime.

Une fois de plus, un Français de haute culture, qui n'avait pas encore eu l'occasion de se faire une idée nette de notre œuvre morale et notre situation morale en Orient, a été, sur les lieux mêmes, frappé d'admiration devant la réalité de cette situation et de cette œuvre. Ce n'est pas dans une région particulière, c'est dans tout l'Islam du Levant, dans les campagnes comme dans les villes, de Constantinople au Caire, à Jérusalem, à Caïffa, au Liban, à Damas, à Bagdad, à Mossoul, à Smyrne, qu'il a trouvé, sous l'œil du consul de France, la maison française d'assistance et la maison française d'enseignement en activité l'une auprès de l'autre, récompensées toutes deux de leur généreux labeur par les sentiments dont la France est l'objet grâce à elles.

Il importe de comprendre ce succès, ne serait-ce que pour savoir en maintenir les conditions. Aux yeux de ceux qui ont vécu en Orient, nul doute que le dispensaire n'ait ouvert les voies à l'école et ne l'ait en quelque sorte accréditée. Dans un monde singulièrement dur, la charité s'est trouvée être la première des forces, — le rayon de soleil de la fable qui oblige doucement le voyageur à se décharger de l'épais manteau que

les vents n'avaient pu lui arracher. Ainsi, le religieux français, sans qu'il soit question de salaire, soigne les plaies, a des remèdes pour tous les maux! Au malheureux qui se présente, il ne demande pas quelle est sa religion! Et Dieu, qui ne dit pas ses raisons, lui a révélé les secrets qui guérissent! A cette évidence, comment rester insensible, si l'on souffre? Elle atteint dans ce que chacun a de si personnel, — le désir d'être délivré de ses souffrances, — ceux, comme les musulmans, que notre protection politique n'atteignait pas et ceux, comme les chrétiens indigènes, qu'elle atteignait indirectement et de loin.

Le musulman n'a pas d'objection capitale à envoyer là ses enfants. Un enseignement musulman leur restera sans doute nécessaire; mais l'école musulmane ne suffit plus aux musulmans qui prennent contact avec le monde occidental, puisque cette école, où tout l'enseignement est dicté par la religion même, n'est pas libre de s'adapter à notre conception scientifique des choses. Sans doute aussi ces maîtres français sont des prêtres chrétiens; mais on sait qu'ils s'interdisent tout prosélytisme; aussi bien, la foi du musulman se sent à l'abri de toute semblable entreprise; et puis, aux yeux du musulman, n'y a-t-il pas une certaine convenance entre le caractère du prêtre, — même chrétien, — et la fonction d'enseigner?

Les musulmans n'ont pas attendu la fondation récente encore d'écoles laïques dans les grandes villes pour venir à l'école française. Ils y ont rencontré les latins, les maronites, les chrétiens de toutes les églises orientales, soit schismatiques, soit unies; ils y ont rencontré les juifs. Des tableaux statistiques, joints au rapport de M. Pernot, nous disent l'effectif scolaire de trois cent soixante-dix écoles soutenues par la France et comment il se répartit entre les divers cultes. Un fait significatif se dégage de ces tableaux. Les écoles créées dans le sein d'une communauté orientale, si méritantes qu'elles soient souvent, n'attirent guère les enfants d'une autre communauté. Elles rayonnent peu au dehors. Tout au contraire, l'école française, qu'elle soit religieuse ou laïque (1). Là seulement, depuis la

(1) Durant près de quatre ans que j'ai passés en Syrie, je crois bien n'y avoir jamais entendu les mots de cléricalisme et d'anticléricalisme. Les Français, de toute religion, — ou étrangers à toute religion, — soutenaient tous patriotiquement les œuvres religieuses françaises parce que c'étaient les œuvres françaises et qu'elles servaient bien la France. On m'assure que le même esprit a continué

Faculté de médecine de Beyrouth jusqu'à l'école primaire des frères de Cadi-Keui et à telle école de la mission laïque, là se montre au grand complet la carte d'échantillons religieuse des populations orientales. C'est d'abord dans les hôpitaux et dispensaires français, puis dans les écoles françaises qu'à la voix des missionnaires français sont tombées les cloisons étanches qui, partout ailleurs, parquent encore les Orientaux des divers cultes en des communautés plus ou moins défiantes les unes des autres. Par une nouveauté de grande conséquence, musulmans et juifs, chrétiens orientaux de tous les rites, sont venus se mêler là, sur les mêmes bancs, pour se soumettre à une même discipline et recevoir un même enseignement.

Si le langage du maître leur convient à tous, c'est qu'il est avant tout, comme toute son attitude, scrupuleusement respectueux de la conscience religieuse de chacun. Le premier enseignement de l'école française est ainsi le respect de chacun pour soi et pour les autres.

C'est le sentiment où M. Taine, dans ses *Origines de la France contemporaine*, a signalé la condition vitale de nos sociétés modernes, la consigne dont l'application les rend « capables d'un développement indéfini. » — Et le langage du maître convient encore à tous parce que, — l'instruction religieuse mise à part, — il est celui du bon sens universel appliqué à la constatation de faits que tous les yeux peuvent voir, toutes les mains toucher; un enseignement que tous les esprits, de quelque point de l'horizon religieux qu'ils viennent, peuvent accepter sans défiance, enseignement modeste, certes, et tout tourné vers les applications prochaines, mais qui n'en établit pas moins sur les esprits l'autorité de la science en leur fournissant des vérités toujours susceptibles d'être comprises et vérifiées. Ajoutons que, dans un pays où une oppression immémoriale semblait avoir aboli l'idée même du bien public, l'enseignement français s'est fait honneur de l'éveiller dans les esprits où il pénétrait. Quand je suis arrivé à Beyrouth, en novembre 1891, le choléra venait d'éprouver divers points de la côte, particulièrement Tripoli. La Faculté française de médecine fit un

de régner là bas. Les écoles laïques qui se sont fondées dans plusieurs grandes villes ont leur clientèle; les écoles religieuses ont la leur. Les unes et les autres se complètent plutôt qu'elles ne se font concurrence. Et elles ne se combattent pas

devoir à ses élèves les plus anciens d'aller seconder les médecins qui combattaient l'épidémie. Ils y allèrent ; et une médaille française récompensa leur bonne volonté. Mais, je le tiens de l'un d'eux, ce dont ils furent le plus fiers fut d'avoir acquis de leur devoir professionnel une notion plus haute et d'y avoir satisfait.

L'ensemble des écoles françaises constitue donc, en résumé, la force active qui travaille avec le plus de succès à créer entre les hommes d'Orient un autre lien que celui de la religion, celui d'une éducation commune dont ils recueillent ensemble les bienfaits. En propageant notre langue dans les conditions que j'ai rappelées, c'est notre génie libéral qu'elles propagent. Elles ont rompu ainsi l'enchantement fatal par lequel le génie théocratique du vieil Orient paralysait les énergies d'une terre qui aspire à revivre. Sans soupçonner le plus souvent, dans leur modestie, toute la portée sociale de leur effort, elles ont créé dans l'esprit de leurs élèves les premières conditions d'une société civile, libérale, également attentive aux droits et aux intérêts de tous ses membres.

Respect mutuel des consciences, esprit scientifique, sentiment naissant du bien public, ce ne sont encore que les lueurs d'une aube; mais elles marquent la direction; la voie commence à s'ouvrir; on sait par l'exemple du monde occidental quelles perspectives de progrès elle développe devant l'effort des hommes de bonne volonté. Progrès moraux, progrès matériels, ceux-ci, en Orient comme ailleurs, naissent de ceux-là et ne doivent pas l'oublier. Le missionnaire prépare inconsciemment le terrain au négociant, à l'industriel, à l'ingénieur, au constructeur de ports, de chemins de fer et de routes. Dans ce domaine de la création matérielle comme dans celui de la création morale, la France, au Levant, a marqué sa place. Mais l'œuvre la plus originale de son génie en Orient, comme la plus belle et la plus riche d'avenir, est certes celle qui vient d'être rappelée : la part prépondérante qu'elle a prise à l'éducation du monde oriental par la bienfaisance et l'enseignement. D'autres nations, dans le même ordre, ont fait beaucoup : elles ont donné à leurs œuvres beaucoup d'or, beaucoup de soins intelligents, beaucoup de méthode. Mais, — elles n'en disconviennent pas, — l'humble éducateur français s'est donné lui-même. C'est à ce prix qu'il a pu déposer dans les cœurs le ferment d'une civilisation meilleure.

III. — LA QUESTION DE SYRIE

On sait si nous étions loin de souhaiter la dislocation de l'Empire turc. C'est par une politique d'amitié, entremêlée de bons offices et des sévérités nécessaires, que nous nous étions appliqués à prendre sur lui de l'influence et à en faire profiter les peuples soumis à son pouvoir. Nous tâchions de lui faire comprendre qu'en les dotant de quelque autonomie, tout au moins d'une administration plus juste et plus honnête, il se consoliderait lui-même. Nous nous flattions de travailler ainsi et au maintien de la paix générale et au bien propre de ces peuples; car, de les pousser en d'autres voies eût été peu sage Si tous avaient besoin de garanties sérieuses, plusieurs, ne s'étant jamais gouvernés eux-mêmes, avaient encore à prouver qu'ils en eussent la volonté et les moyens. Ce n'est donc pas en vue de sa mort que nous avions conçu et organisé toute notre action chez « l'homme malade; » c'est en vue de sa vie indéfiniment prolongée et devenue enfin inoffensive. Cette action, notre histoire et notre génie lui avaient donné partout mêmes formes et même esprit: protection étendue sur les minorités religieuses, assistance publique, enseignement pratique, initiation à des mœurs plus libérales. Le caractère de cette sorte de ministère moral et sa diffusion dans tout l'empire mettaient en pleine évidence le désintéressement de nos vues.

Notre politique d'amitié avait pénétré si avant dans nos habitudes d'esprit qu'à la veille même de l'entrée de la Turquie dans la grande guerre, notre diplomatie ne pouvait pas y croire. L'invraisemblable folie fut pourtant commise. L'impérialisme turc, séduit par l'impérialisme allemand, qui, lui, n'avait rien trouvé à redire à des opérations de police où périssaient des populations entières, se lança dans la guerre contre les puissances de l'Entente. Il se lançait du même coup dans des persécutions nouvelles contre des peuples conquis dont il n'avait su être que le fléau.

Or, s'il n'est que vrai de dire que, sous toutes ses formes, notre action nationale s'était généralisée dans l'Empire ottoman, il est vrai aussi qu'une longue série d'événements, anciens et récents, lui avaient donné en Syrie une intensité particulière. Mission de la France aux Lieux-Saints, souvenirs

prestigieux de la Syrie franque, patronage officieux, mais consacré par les siècles, de la France sur le peuple maronite, voilà pour les origines lointaines. De nos jours, les événements bien connus de 1860, les massacres du Liban et de Damas, provoqués sous main par l'autorité turque, le mouvement d'indignation qui, d'Occident, y avait répondu, l'envoi à Beyrouth et au Liban d'un corps expéditionnaire français avaient soulevé l'âme française d'un tel élan de sympathie qu'une multiplication sans exemple de nos œuvres d'assistance et d'enseignement s'en était suivie en Syrie. Puis, sur les traces de nos sœurs hospitalières, de nos éducateurs, de nos médecins, nos ingénieurs étaient venus, et nos industriels et nos agronomes. Malgré les conditions défavorables créées par les vices d'un gouvernement incapable de toute vue d'ensemble, les premiers avaient, en dotant Beyrouth de son port, en reliant par chemin de fer Beyrouth à Damas, à Homs, Hama et Alep, Homs à Tripoli, Jérusalem à Jaffa, construit l'essentiel du réseau qui fait communiquer les principales villes de Syrie entre elles et avec la mer. Les autres avaient créé usines à gaz, sociétés électriques, sociétés des eaux, filatures de soie, domaines agricoles... — La Syrie en était à cette période de fécondation par les initiatives les plus variées de l'énergie française quand la guerre fit tomber sur elle un voile de silence. A mesure qu'il se dissipe, une page abominable vient s'ajouter à l'histoire des plus grands forfaits que jamais gouvernement ait commis contre des peuples dont il avait assumé la conduite.

Des Français notables, chassés de Syrie par la guerre, exposent que, dès 1914, un Conseil de guerre réuni à Beyrouth sous la présidence d'un général allemand eut à statuer sur le sort du Liban. Il considéra que la population libanaise dans son ensemble était infidèle à la cause de l'Empire ottoman ; et elle l'était sans doute, comme la bergerie à la cause du loup. Mais la montagne était haute et abondait en retraites peu accessibles ; le travail du massacre y présentait bien des difficultés! Il parut plus facile et peut-être plus efficace d'entourer le Liban d'un cordon de troupes qui l'empêchât de se ravitailler en grains dans la plaine de la Beka, comme il en a le besoin et la coutume. Ainsi fut fait. L'armée ottomane monta la garde à tous les débouchés de la montagne sur la plaine pour empêcher trois cent mille « sujets ottomans » de se nourrir. Les mêmes

Français, en mesure d'être renseignés, assurent que l'opération a réussi. La mort par la faim a largement sévi sur la montagne. Ils déclarent encore que nombre de Syriens furent individuellement condamnés à mort et exécutés pour le seul crime d'avoir eu, avant la guerre, un lien quelconque avec la France. La liste en est longue, depuis l'émir Omar, fils d'Abd-el-Kader, qui avait toujours refusé de renoncer à la protection française, jusqu'à cet humble curé maronite de la banlieue de Beyrouth chez qui la police turque avait trouvé la carte de visite d'un homme politique français, réponse à une lettre d'hommage.

Nous cependant qui, menacés au cœur par le fer de l'ennemi, soutenions alors, des Vosges à l'Yser, le poids le plus lourd de sa poussée, nous devinions de loin sans le voir encore le martyre de ces petits peuples libanais condamnés, par jugement de conseil de guerre, à périr d'inanition. Nous étions déjà engagés envers eux par nos bienfaits même où ils étaient fondés à voir la promesse d'une assistance indéfiniment élargie ; nous l'étions par la reconnaissance dont ils nous prodiguaient les témoignages, par la confiance obstinée qu'ils mettaient dans la fortune de la France et dans la vertu toute-puissante de son amitié. Combien ne le sommes-nous pas plus encore par ce qu'ils viennent de souffrir à cause de nous! A cet égard, un mot dit tout : c'est bien leur attachement à la France qui, la guerre décidée, les a marqués pour la longue torture d'où ils sortent réduits de moitié. Vainqueurs, quel n'est pas notre devoir envers eux! Et notre devoir, — qui ne le sentirait? — fonde notre droit.

Notre devoir et notre droit, c'est avant tout d'affranchir la Syrie du joug sous lequel elle a tant souffert. C'est de panser ses plaies comme les nôtres propres. C'est aussi, — tâche délicate! — de l'aider à poser les fondements de la vie politique indépendante à laquelle elle aspire par ses éléments les plus cultivés.

Soit du Liban, soit des villes d'Amérique où ils se comptent par centaines de milliers et d'où ils ont coutume de revenir en Syrie plus riches d'argent et d'initiative, les Syriens libanais, groupés en comités locaux, ont élevé la voix pour exprimer le vœu que nous prêtions à leur pays cette assistance. Le conseil administratif du Liban, seul corps électif de la montagne, a

donné l'exemple. Ces Syriens sentent mieux que personne les difficultés particulières que rencontrera dans leur pays la formation d'une société libérale. Ils ne peuvent se dissimuler qu'abandonnés prématurément à eux-mêmes sans avoir presque jamais connu d'autre régime que la domination de conquérants étrangers, ils seraient voués sans remède aux tristes jeux du despotisme et de l'anarchie. C'est pourquoi ils se tournent vers nous que leur naïve prédilection fait les dépositaires de toute sagesse. Tout essai de direction politique et de contrôle administratif entrepris par nous sur des populations où nous ne verrions pas avant tout des frères cadets à respecter et à aimer comme tels se heurterait en France à une résistance de plus en plus déterminée.

L'élévation progressive de nos idées en matière coloniale, les conditions spéciales de la Syrie et ses aspirations, l'idéal d'une politique universelle fondée sur le respect mutuel des peuples, idéal qui au feu de la guerre s'est développé dans l'âme de notre Entente et que le Président Wilson a codifié, tout nous commande d'apporter l'esprit le plus largement libéral dans l'œuvre d'assistance politique à entreprendre. — En ce qui concerne l'ensemble des territoires ottomans libérés, cet esprit a récemment revêtu, dans une déclaration franco-anglaise, le caractère d'un engagement solennel. « *Le but qu'envisagent*, dit-elle, *la France et la Grande-Bretagne en poursuivant en Orient la guerre déchaînée par l'ambition allemande, c'est l'affranchissement complet et définitif des peuples si longtemps opprimés par les Turcs et l'établissement de gouvernements et administrations nationaux puisant leur autorité dans l'initiative et le libre choix des populations indigènes... La France et la Grande-Bretagne sont d'accord pour aider à l'établissement de gouvernements et d'administrations indigènes en Syrie et Mésopotamie... Assurer une justice impartiale et égale pour tous, faciliter le développement économique du pays en suscitant et en encourageant les initiatives locales, favoriser la diffusion de l'instruction, mettre fin aux divisions trop longtemps exploitées par la politique turque, tel est le rôle que les deux gouvernements alliés revendiquent dans les territoires libérés.* » — Si le succès répond à la générosité du programme, ce que le Protectorat a été à la Colonie, demain le sera au Protectorat une sorte de tutelle initiatrice ou de patronat qui pourra, l'expérience aidant, trouver en Syrie sa formule et son nom.

*
* *

Ici, une question se pose : y a-t-il bien une Syrie? Une Syrie dont on doive dire qu'elle est un peuple et non pas une expression géographique? Chez les populations établies de Beyrouth à Mersine et à Gaza, de Damas à Orfa et à Jérusalem, trouve-t-on au moins les éléments d'une conscience nationale commune?

Certes, l'histoire a travaillé ici au rebours de ce qu'elle a fait dans notre Occident : elle y a constamment contrarié l'éclosion de nationalités dont la nature avait pourtant fourni le cadre.

Le pays compris entre le Sinaï et le Taurus, entre la Méditerranée et le désert, semblait désigné pour être le berceau d'une même société politique. L'esprit théocratique, ce mauvais génie de l'Orient, trop bien représenté par les Turcs, n'a pas laissé cette société se former. Il a tout ramené à la religion, comme au seul lien qui unît les hommes. Il a mis à part les uns des autres les musulmans, les juifs, les chrétiens, et dans la chrétienté même les Maronites, les Grecs-orthodoxes, les Grecs-unis. Il a réparti les trois millions d'habitants de la Syrie en huit ou dix communautés fermées. Il a, peu s'en faut, rendu étrangers l'un à l'autre deux villages voisins, si l'un est de rite grec, l'autre de rite maronite. Les réformes solennellement proclamées depuis quatre-vingts ans et périodiquement renouvelées par les sultans sous la pression de l'Europe n'ont guère changé le fond des choses. A la veille de la guerre encore, la Syrie était moins une patrie que l'habitacle des communautés qui s'y juxtaposaient; et il ne semblait guère que ces personnalités distinctes et rivales fussent préparées à s'unir dans la personnalité plus large d'un État national ou d'une Fédération.

La persécution turque aura fait ce miracle. Impossible de n'être pas frappé de la netteté avec laquelle le conseil administratif du Liban et les nombreux comités syriens, qui élèvent la voix au seuil de la Conférence de la paix, demandent que la Syrie soit admise à organiser son indépendance sous l'égide de la France. C'est bien pour la Syrie, sol et populations, que parlent ces Syriens, ce n'est pas pour leurs communautés respectives. Initiés, soit par l'action des Français en Syrie, soit

par l'expérience de l'émigration, à cette pensée fondamentale de l'Occident, la laïcisation de la société civile, ils paraissent avoir admirablement compris que si, au temps de l'oppression, chaque communauté a été tant bien que mal l'abri d'une minorité religieuse, le régime de liberté qui s'annonce invite à en sortir pour aller librement par la Cité. Ils semblent découvrir la valeur des liens créés malgré tout entre les Syriens de tout culte, dans un même pays, par une même langue, par les mêmes conditions de vie, et que vient de resserrer entre eux le crime de la Turquie.

La démarche officielle dont le Conseil administratif du Liban a résolu de saisir la Conférence de la paix est à cet égard significative. On sait que ce Conseil, institué en 1861 à la suite de notre expédition, contient en nombre déterminé des représentants des diverses populations de la montagne, maronites, druzes, grecques, musulmanes, metonalies. Ce sont ces conseillers qui s'accordent à demander l'institution, dans un Mont-Liban aux frontières élargies, d'une Chambre représentant non plus les communautés, mais « le peuple. »

Voilà donc les représentants autorisés de ces populations libanaises que jusqu'ici tout divisait, puisque la religion était tout, voilà ces voisins ombrageux qui décident solennellement de se présenter « devant le plus grand tribunal de justice que l'humanité ait jamais institué » pour y manifester la volonté de vivre unis sous les mêmes lois, de former une même société.

Ce n'est encore qu'un acte de volonté. Mais cette volonté de vivre ensemble, de mettre en commun tous les éléments de la société civile n'est-elle pas l'âme même d'un édifice social quand elle peut s'alimenter de sentiments assez généraux pour la rendre unanime, assez puissants pour la rendre durable? « Une nation, dit M. Renan, est une âme, un principe spirituel. » Pour des Libanais de toute confession, quels sentiments plus propres à les unir que l'horreur de leurs communes épreuves? et que l'amour de cette montagne natale qui, par la hauteur de ses sommets, par la profondeur de ses gorges, par sa proximité de la mer semble avoir été créée tout exprès pour offrir à des populations persécutées l'abri suprême où sauver d'un désastre leur vie et tout ce qui est plus précieux que la vie? En réalité, c'est bien là le bienfait incomparable dont les habitants du Liban lui sont redevables pour leurs plus loin-

tains ancêtres et pour eux-mêmes. Il est pour ainsi dire inscrit sur la carte religieuse de la montagne par la multiplicité des communautés, les unes chrétiennes, les autres dissidentes de l'Islam, Druzes, Ansariès, Metoualis, qui sont venues, devant les menaces de la plaine, se grouper sur les hauteurs du Liban comme des races animales plus ou moins hostiles, fuyant une inondation, se groupent sur des lieux hauts, réconciliées par le danger commun. Le même rôle bienfaisant, en dépit du blocus turc, le Liban s'en est acquitté au cours de la guerre. Jusque dans les tourments de la famine, ses habitants lui ont dû quelque indépendance : on sait que le patriarche maronite, convoqué par les Turcs à Damas, s'est refusé impunément à cette comparution d'où il n'aurait pu revenir, si jamais il en était revenu, que moralement réduit à rien. Montagne véritablement sacrée, de quel cœur doivent-ils l'aimer, tous les opprimés de la région syrienne, s'ils se rappellent que, tant de fois, elle les a aidés à sauver le respect de leurs autels et de leurs foyers, le droit de porter haut la tête !

Quant aux musulmans de Syrie, formant la majorité religieuse, ce n'est pas de persécutions religieuses que la déroute des Turcs les a délivrés. Mais c'est d'un mal auquel n'étaient insensibles ni leurs intérêts ni leur fierté : l'administration détestable qui, par la paresse et la concussion, tarissait toutes les sources de richesse; surtout, la domination d'une race lourde d'esprit, étrangère à toute fine culture, incapable d'inspirer un autre sentiment que le dédain à ces musulmans syriens, héritiers lointains de la brillante civilisation du califat de Damas. Nul doute qu'eux aussi n'entendent bien être affranchis à jamais du dominateur ottoman. Les musulmans n'ont guère coutume d'aller au-devant de la destinée, prenne-t-elle une forme aussi imposante que la Conférence de la paix. La liberté de disposer d'eux-mêmes s'offre à ceux de Syrie. Qu'en voudront-ils faire ? C'est le secret d'un avenir prochain. Mais tout conduit à prévoir que les conseils de la France seront acceptés par eux avec une déférence empressée. A Damas, à Alep, à Jérusalem, à Beyrouth, ce nom de France évoque d'abord chez les musulmans l'idée du dispensaire actif et modeste où, avant la guerre, quiconque souffrait était soigné; l'idée du collège ou de la petite école où leurs enfants apprenaient un savoir utile. Le même nom leur rappelle leurs co-

religionnaires d'Algérie que la puissante protection du consul français soustrayait efficacement à l'arbitraire des autorités turques. Et les plus instruits, à Damas, se rappelleront cet émir Abd-el-Kader qui, grand musulman et Français loyal, en sauvant quelques milliers de chrétiens du massacre de 1860, semble avoir annoncé à la Syrie l'approche de temps nouveaux

***

Dans les vœux des comités libanais, outre le principe de l'indépendance de la Syrie sous l'égide de la France, deux mots reviennent avec persistance : Syrie fédérative, Syrie intégrale.

Syrie fédérative, l'idée paraît répondre à un sentiment juste des difficultés si particulières que présente le problème syrien. Entre les populations de la région libanaise, d'Alep, de Damas, de Jérusalem, la religion et l'histoire ont créé des conditions de vie trop différentes pour qu'on puisse tenter avec sagesse de fondre ces populations en un état unitaire. La géographie d'autre part, la nature a établi entre elles certains liens d'un intérêt trop vital pour que l'organisation politique à instituer n'en tienne pas compte et ne tende pas à les consolider. Si, aidée par la France, une Syrie indépendante a des chances de se constituer et de vivre, il semble bien que ce doive être, comme on le pense au Liban, sous la forme d'une confédération.

Syrie intégrale, le mot manifeste une inquiétude. Elle est née, chez les amis de la Syrie, de la publication faite par les Bolcheviks d'une note qui serait un résumé d'un accord conclu en 1916 entre la France et l'Angleterre et agréé par la Russie. La bande littorale de la Syrie, y compris le vilayet d'Adana, serait attribuée à l'action de la France, sauf la partie méridionale, comprenant Caïffa et Saint-Jean d'Acre, qui le serait à l'action de l'Angleterre. Entre cette Syrie littorale française, et la Mésopotamie méridionale, devenue anglaise avec Bagdad, la zone intérieure de la Syrie, celle de Damas, d'Alep et d'Orfa, reconnue d'ailleurs comme zone d'influence française, appartiendrait à une confédération des États d'Arabie ou à un État d'Arabie, l'Arabie du Hedjaz. La Palestine et les Lieux-Saints seraient soumis à un régime spécial dont on conviendrait ultérieurement.

En somme, l'intégrité de la Syrie subirait une double

atteinte. — D'une part, les provinces de l'intérieur, où les musulmans sont en majorité, appartiendraient à un État ou Confédération d'États dont la capitale serait au Hedjaz; Damas et Alep relèveraient de La Mecque par un lien non pas religieux seulement, mais politique. Il est permis de voir dans ce projet une conception plus spécieuse que sage. S'il est un don que le ciel ait refusé à ce monde de l'Arabie, si digne à tant d'égards d'admiration et de sympathie, c'est bien celui de l'organisation politique. Toute son histoire en témoigne. Le musulman de Damas ou d'Alep a d'ailleurs avec la côte syrienne des liens étroits d'intérêt qu'il n'a point avec le Hedjaz. Convient-il, contrairement au sentiment syrien, de sacrifier l'unité syrienne, qui est au moins une réalité géographique, à la chimère de l'unité arabe?

D'autre part, la Syrie perdrait Caïffa au profit de l'empire des Indes. Défions-nous des principes absolus. Il y a, certes, un impérialisme bienfaisant. Au moment où la loyauté des dominions et leur large participation à la guerre pour la liberté des peuples ont justifié avec tant d'éclat devant l'humanité l'œuvre coloniale de l'Angleterre, on répugnerait à venir chicaner l'empire des Indes, au nom de l'unité syrienne, sur le besoin qu'il éprouve de s'ouvrir un accès supplémentaire à la Méditerranée. C'est toutefois entreprendre sous de fâcheux auspices l'initiation d'un peuple à la vie nationale que de rompre d'abord son unité territoriale en mettant la main sur un de ses ports principaux. Et l'on veut voir dans la générosité des principes sur lesquels la France et l'Angleterre se sont mises d'accord l'assurance qu'elles auront à cœur de trouver une solution conciliant les intérêts en présence.

***

C'est aussi dans la haute loyauté du gouvernement britannique qu'on voit la meilleure garantie contre les dangers d'un état de fait amené en Syrie par la répartition des forces alliées. En principe, aucune question ne saurait se poser ici pour aucun esprit dirigeant. Dans une guerre soutenue pour la défense de tous les droits contre toutes les oppressions, la répartition des forces alliées entre les théâtres de la guerre n'a été, n'a pu être qu'une question militaire sans portée politique. La formule de l'unité de front n'aurait pas de sens si elle ne signifiait pas

chacun pour tous, tous pour chacun. Quand nous n'aurions pas eu un bataillon dans l'armée de Syrie, la France n'en eût pas été absente

Si notre drapeau n'y a été porté, parmi les corps d'une puissante armée britannique, que par un contingent de quelques milliers d'hommes, — qui n'a pas laissé, à Naplouse et ailleurs, d'écrire de belles pages militaires, — c'est que l'intérêt de la victoire commune nous commandait d'être le plus possible en forces sur la ligne de feu de France, où l'ennemi principal concentrait son effort principal, parce que le cœur même de l'Alliance battait là. Cette vérité qui doit avoir pour effet de nous réserver notre place intacte en Syrie, le Gouvernement britannique la sent comme peut la sentir le nôtre même. Il l'a dit avec sa loyauté coutumière. Et M. Clemenceau, saisi des inquiétudes du comité central syrien, a pu affirmer le « caractère absolument transitoire » de « l'état de choses imposé par les circonstances. » Transitoire, oui, « absolument, » dans la pensée et l'intention des deux gouvernements alliés. Mais une armée a besoin d'organiser le pays qu'elle occupe, quand elle le trouve à l'état inorganique ; et qui dit organisation, dit travail fait en vue de la durée. Ainsi naissent, loin des gouvernements, des situations de fait qui en viennent à démentir leurs déclarations les plus sincères. Consacrer de telles situations est moralement impossible. Les corriger est rendu bientôt difficile par l'ardeur des passions coloniales. Difficultés trop aisées à prévoir et qu'il importe de prévenir pendant qu'il en est temps !

Sous la réserve des droits du Congrès, — devant lequel M. Clemenceau a annoncé que la question de Syrie serait « traitée dans toute son ampleur, » — souhaitons donc que les deux gouvernements se préparent activement à procéder à l'opération de relève, — militaire et civile, — qui nous permettra de remplir envers la Syrie des devoirs qui nous incombent. Souhaitons, pour ce qui nous concerne, que notre gouvernement ne fasse pas attendre à son représentant en Syrie les ressources de tout ordre dont ce dernier lui aura signalé le besoin. Il ne s'agit, répétons-le, que d'une relève qui ne préjuge point les décisions du Congrès. Et l'on sent combien il serait déplorable que la prolongation de l'état de choses déclaré absolument transitoire fût imputable à nos propres retards.

L'opinion, dans les deux pays, doit se pénétrer d'une vérité

qui est l'évidence même pour quiconque a parcouru l'Orient. Comme notre effort, dans tout le Levant, depuis des siècles, a tendu essentiellement à soulager, par l'exercice pacifique de notre protection, les maux créés par l'oppression turque, la situation morale éminente qui en est résultée pour nous dans la généralité de l'Empire venant à perdre en grande partie sa raison d'être sous des régimes nouveaux, ne survivra que peu à la domination turque dont elle était le correctif.

Perdue par notre succès même, par la victoire libératrice des armées de notre Entente, elle ne se maintiendra et ne durera que sur le territoire limité de cette Syrie où nous pouvons, dans une union fraternelle avec des populations qui invoquent notre nom, leur apporter ce haut bienfait : l'initiation à la vie d'une nation libre. Manquer à cette œuvre serait manquer à nous-mêmes en même temps qu'à la Syrie. Et ce serait, ne nous le dissimulons pas, disparaître de l'Orient. Or, plus l'œuvre de la France en Syrie est pénétrée d'idéal, plus la France y est attachée par ses fibres profondes. On l'a bien vu en ce récent Congrès où, à l'appel de la Chambre de commerce de Marseille, tant d'hommes de la compétence la plus variée, historiens, négociants, industriels, ingénieurs, professeurs religieux et laïques, sont venus mettre en commun les idées, les vœux que leur inspiraient leur expérience syrienne et leur attachement à notre œuvre orientale. Supposé même que l'attention de la France, attirée ailleurs par la grandeur d'autres événements, se laissât détourner pour un temps de la Syrie, nul doute que son réveil ne fût amer, le jour où elle devrait se rendre compte qu'elle aurait perdu, à l'heure même de la recevoir, cette part essentielle de son héritage moral. Comment croire que pourraient s'effacer de la conscience d'une grande nation les sentiments qu'y a développés son œuvre extérieure la plus ancienne, la plus persévérante et la plus désintéressée?

*
* *

Si, dans l'ensemble de la Syrie, la question est d'aider les peuples indigènes à organiser leur vie politique, un problème d'un autre ordre est posé aux Lieux-Saints. Ici, ce qui est en cause, c'est la liberté religieuse due aux pèlerins de toutes les religions ; c'est le libre usage des sanctuaires de la Terre Sainte

pour tous les cultes dont les fidèles y sont amenés par la ferveur de leur piété. C'est en somme la paix religieuse en un point du monde où elle est particulièrement sensible, où il importe particulièrement qu'elle soit préservée.

Là où les croisés de l'idée chrétienne ont conquis et perdu le tombeau du Christ et sa crèche natale, les croisés du droit des peuples, au cours de leur guerre d'affranchissement, viennent de rencontrer ces mêmes sanctuaires et d'en chasser les Turcs. Comment en organiseront-ils la garde? A qui la confieront-ils?

Ils ont eu pour alliés dans leur juste guerre ceux-là mêmes que leur attachement passionné à ces lieux y a si longtemps dressés en ennemis et contre eux et les uns contre les autres Le musulman du Hedjaz les a puissamment aidés à conquérir Jérusalem où il a pu, en pèlerin, aller prier dans la mosquée d'Omar; le juif de leurs pays respectifs, enrôlé dans les rangs de leurs armées, a rejoint dans cette même Jérusalem ses co-religionnaires en prière devant le Mur des Lamentations. Et dans la chrétienté même, l'orthodoxe de Russie, de Serbie, de Roumanie, de Grèce, n'a-t-il pas versé son sang pour la cause commune avec le protestant et le catholique d'Angleterre, d'Amérique, de France, d'Italie, de Belgique?

L'alliance les a tous fait participer, de près ou de loin, à la libération définitive du coin de terre où le Christianisme, le Judaïsme et l'Islam s'exaltent par leur rencontre autour des Lieux-Saints.

Qu'envisager, dès lors, sinon une solution d'universelle concorde par l'universelle garantie de tous les droits?

Sur le but aucun doute n'est possible. Rien n'indique qu'on soit très avancé dans l'étude et la discussion des moyens.

Une des idées mises en avant, celle du sionisme, paraît bien aventureuse. Donner un corps à l'injuste et dangereuse utopie de l'État juif, serait préparer à la nouvelle Europe bien des difficultés de surcroît qui devraient lui être épargnées.

Quel que soit le sort réservé à la province palestinienne, que la géographie attribue à la Syrie, et où l'histoire semble appeler la France, il paraît être dans la logique de la situation que le Congrès de la paix en vienne à établir pour l'ensemble des Lieux-Saints de la Judée, un statut international propre à assurer la paix religieuse en confirmant et

coordonnant tous les droits. Si un organisme international, une commission où seraient représentés tous les intérêts religieux en cause, était chargée de veiller à l'application de ce statut, la France ne saurait se refuser à en exercer la présidence. Instituée dès le temps de Charlemagne gardienne et protectrice des Lieux-Saints pour la chrétienté, alors unie, elle s'est acquittée, au cours des temps, de cette mission à travers des difficultés obscures et souvent ingrates, mais avec une continuité, une suite qui ont singulièrement contribué à fonder son autorité morale en Orient. — Ne nous y trompons pas : c'est bien là la pierre angulaire sur laquelle nous avons bâti. — Son mandat tant de fois séculaire, la France s'en acquitte aujourd'hui encore; et il répond si bien à des besoins profonds que même un accident tel que la rupture des relations diplomatiques entre elle et le Vatican n'a pu en interrompre le cours. Le Décanat dont elle serait investie donnerait une consécration nouvelle à son rôle historique que faciliterait singulièrement désormais la codification des droits de chacun.

***

Parlant à la Chambre, le 11 novembre dernier, dans une heure d'émotion suprême, M. Clemenceau a trouvé dans son cœur ce beau cri de fierté nationale : « La France, autrefois soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'humanité, soldat de l'idéal toujours ! »

Alors que les représentants des Puissances s'apprêtent, en posant pour l'univers politique les fondements d'un ordre nouveau, à donner d'un consentement unanime à l'œuvre légitime de chaque nation, de chaque âme de peuple, une auguste consécration, on aime à recueillir cette grande parole où s'unissent les échos, proches et lointains, de nos gloires les plus pures. On y voit la promesse que, dans cet Orient où elle avait gagné ce titre de « soldat de Dieu, » la France, « soldat de l'idéal toujours, » ne se verra pas frustrée, à l'heure du destin, de la part la plus idéale de son héritage. Ayons confiance qu'un digne couronnement va être donné en Syrie à l'effort le plus généreux peut-être et le plus constant dont s'honore sa magnifique histoire.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

LES MERVEILLEUSES HEURES

D'ALSACE ET DE LORRAINE

I

L'AURORE APRÈS LA NUIT

Ceux qui sèment dans les larmes moissonneront avec des chants de triomphe.
Psaume 126.

Et quel temps fut jamais si fertile en miracles?
RACINE, *Athalie.*

« Vos frères d'Alsace et de Lorraine, séparés en ce moment de la famille commune, conserveront à la France absente de leurs foyers une affection filiale jusqu'au jour où elle viendra y reprendre sa place. »
(Protestation de Bordeaux.)

Le 4 août 1870, les Allemands du prince royal ayant, à Wissembourg, surpris et écrasé la division Abel Douay, l'Alsace se trouva soudain ouverte; la brèche s'agrandissait, le 6, après les combats de Frœschwiller, de Morsbronn et de Reichshoffen, et, Mac-Mahon se retirant sur Saverne, la plaine alsacienne était livrée. Le même jour, Frossard, attaqué par Steinmetz à Forbach, était, par suite de l'inaction de Bazaine dans Saint-Avold, battu à son tour et la Lorraine envahie.

Tandis que notre fortune, irréparablement compromise à Sedan, se disputait en vain entre l'Aisne et la Loire, l'Alsace et la Lorraine, inondées par les armées allemandes, tombaient entre les mains de l'envahisseur. Strasbourg, après avoir reçu

193 000 obus et subi un siège en règle, devait, l'honneur étant sauf, capituler le 28 septembre, et Metz était, on sait dans quelles circonstances douloureuses, livrée le 27 octobre par Bazaine. Phalsbourg n'ouvrit ses portes que le 12 décembre. Seule, Bitche ne se rendit pas, seul îlot sur lequel, dans les premiers mois de 1871, flottât, au milieu de cette inondation, le drapeau aux trois couleurs.

Dès les derniers mois de 1870, la « carte au liséré vert » était déjà prête entre les mains du chancelier, comte de Bismarck, le cruel liséré vert qui, au profit de l'Allemagne, retranchait du pays de France l'Alsace et une partie de la Lorraine. Par les préliminaires de paix signés le 26 février 1871, l'amputation était par Thiers, — le couteau sur la gorge, — consentie, et l'acte porté à l'Assemblée nationale pour qu'il en fût débattu. Malgré la poignante déclaration lue à la tribune, au nom des élus de l'Alsace et de la Lorraine, par Émile Keller, l'Assemblée, la mort dans l'âme, ratifiait par 546 voix contre 107 et 23 abstentions les préliminaires. C'est alors que Grosjean, se levant à son tour, porta à la tribune, avec la démission des représentants d'Alsace et de Lorraine, leur solennelle protestation.

Le traité de Francfort du 10 mai 1871 enfin consommait l'acte, — abominable non seulement aux yeux des Alsaciens et Lorrains, arrachés contre leur gré à la mère patrie, et des Français contraints par la force à accepter cette déchéance, mais encore au regard du droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes.

L'Europe ne comprit point que cette blessure ouverte au flanc de la France l'était en réalité à celui de l'Humanité entière, que tel attentat éclatant et, en apparence, triomphant, contre la justice, frayait la voie à la pire des politiques et que la boîte de Pandore était ouverte d'où s'échapperaient promptement des maux qui sans cesse s'aggraveraient.

Après avoir, en plein Reichstag, au milieu des risées et des injures, protesté par la bouche de Teutsch, parlant au nom des députés récemment élus par les deux provinces, celles-ci, courbées sous un joug tous les jours alourdi, allaient en dévorant leurs larmes vivre une existence odieuse,— pendant près d'un demi-siècle.

Le 17 novembre 1918, le général Hirschauer, commandant la 2e armée française, entrait, le premier de tous, à Mulhouse

au milieu d'un enthousiasme littéralement indicible, sous les fleurs et les baisers, tandis que, par les cols des Vosges, bataillons, escadrons et batteries de la plus magnifique « Grande Armée » que la France eût connue, descendaient vers les petites villes d'Alsace, éperdues de joie à leur vue. Le 19 novembre, lorsque déjà trente communes lorraines accueillaient depuis deux jours dans les larmes, parfois silencieuses et d'autant plus poignantes, les troupes de la 10e armée, — général Mangin, — le général en chef Pétain, nommé, la veille au soir, maréchal de France, faisait à Metz une entrée que l'attitude extatique de la population transformait, suivant une expression juste, en une sorte de « sacrement. » Le 22 novembre, alors que, de tous les côtés, les soldats de France étaient, de la Seille à la Sarre et des Vosges au Rhin, reçus dans les transports d'une adoration, — là religieuse et presque mystique, ici joyeuse jusqu'à la frénésie et grondante comme un ouragan, — le général Gouraud, commandant la 4e armée, pénétrait par la porte de Schirmeck à Strasbourg au milieu d'un délire dont, vécût-il cent ans, aucun des témoins du drame ne perdra la mémoire. Le 25 novembre, le maréchal Pétain, à son tour, venait prendre au nom de l'armée française tout entière, victorieuse et libératrice, possession de la vieille ville républicaine qu'il trouvait enivrée d'amour et folle de joie, tandis que, de Forbach à Wissembourg, de Wissembourg à Huningue, l'armée de France venait, terminant cette réoccupation, border l'ancienne frontière et fermer ainsi la blessure qui jamais ne s'était laissé cicatriser. Alors Foch parut, — grands entre les plus grands, — qui, vainqueur de l'Allemagne tous les jours depuis tant de semaines, vint saluer Fabert à Metz et Kléber à Strasbourg et clore la série de ces fêtes du cœur et des armes.

Ce qui, en ces heures historiques, émerveilla les témoins et les héros mêmes de ces fêtes, ce fut moins le spectacle prodigieux que, durant ces quinze jours, offrit ce pays en quelques heures arraché à un si long cauchemar, moins les manifestations incomparables, tout à la fois poignantes, parce qu'elles jaillissaient des profondeurs de l'âme, et exquises, parce qu'elles se revêtaient d'une rare délicatesse, et moins encore l'éclat étonnant que leur donnaient mille et mille détails pittoresques, qu'un phénomène qui probablement est et restera sans précédent dans l'histoire de l'Humanité : je veux dire la rapi-

dité stupéfiante avec laquelle un membre arraché, un demi-siècle, au corps d'une nation, s'y ressouda et derechef s'y incorpora. Cerveau, cœur, nerfs, sang, fibres de tout l'être, — et toutes les parcelles de l'âme, — se trouvèrent soudain refondus. Et, lorsque les 8, 9 et 10 décembre, le président de la République, entouré des représentants les plus autorisés du gouvernement, de la nation et de l'esprit français vint, à Metz, Strasbourg, Colmar et Mulhouse, apporter son pieux baiser à la ci-devant Alsace-Lorraine, il se trouva en face d'une fille déjà assise à l'aise sur les genoux de sa mère. Pour aucun de ceux qui assistèrent, tremblants d'émotion, à ce dernier acte, comme naguère pour ceux qui, frémissants de joie, avaient contemplé les « entrées » des semaines précédentes, les scènes qui se déroulaient alors entre l'Esplanade de Metz et la place Rapp de Colmar, entre la nouvelle place de la République de Strasbourg et la Bourse de Mulhouse, ne représentèrent pas un instant de délicieux *spectacles :* tout s'effaçait devant la manifestation, — à la fois variée et toute pareille, — de la même âme et l'insolite grandeur du phénomène humain qu'elle trahissait.

Aussi nous paraît-il que ce serait rabaisser de telles journées historiques que d'en faire une simple suite de scènes pittoresques, de les faire tenir, ainsi que je l'avais un instant pensé, en un journal quotidien. Un grand poète trouverait assurément moyen de faire vibrer l'âme des hommes à la seule évocation des visions qui ont bouleversé nos cœurs et arraché aux plus froids d'entre nous des larmes de bonheur. Mais je ne saurais avoir la prétention d'assumer un pareil rôle. Je veux m'efforcer de dire quelle fut, du 17 novembre au 10 décembre, la réapparition de la France en Alsace-Lorraine et chercher, autant qu'il est possible, dans les faits dont je fus témoin, avant comme après la grande crise, l'explication même d'un phénomène qui étonnera les historiens jusqu'à leur paraître, — tant il fut merveilleux, — mystérieux et presque indéchiffrable. Il n'est indéchiffrable que pour ceux qui n'ont pas suivi avant 1914 les péripéties du drame d'Alsace-Lorraine.

LES JOURS SOMBRES

Pendant l'hiver de 1910, je franchis, étant alors à Saint-Dié, le col de Sainte-Marie, pour aller faire à Colmar une confé-

rence. Ces séances qu'organisaient à Metz, Strasbourg, Colmar, Mulhouse, Sainte-Marie aux Mines, des groupes de patriotes, n'étaient en apparence que des causeries d'ordre scientifique ou littéraire; elles étaient, en réalité, dans l'expression étymologique du mot, des *conférences :* je veux dire que, unis par une communion, discrète, des esprits et des cœurs, l'auditoire et le conférencier s'instruisaient réciproquement et mon impression était qu'à regarder simplement ses auditeurs dans le blanc des yeux, qu'à surveiller le sourire fugitif des bouches ou l'éclair soudain des regards, le conférencier s'y instruisait en vérité plus que ceux qui le venaient entendre. Lorsque je revenais de là-bas, des amis de France me disaient : « Qu'est-ce qui vous permet d'être si affirmatif sur la fidélité de l'Alsace? Quelles déclarations vous a-t-on faites à ce sujet? — Aucune, et je n'en demandais pas, répondais-je régulièrement; mais j'ai trouvé comme toujours, des salons à la salle des conférences, l'esprit français qu'un mot révèle, le cœur français que trahit un regard; je préfère telles choses à des déclarations pathétiques et éloquentes qui, dans certaines bouches, pourraient, si l'on est porté à la méfiance, passer pour outrées ou bien exceptionnellement personnelles. Je suis *sûr*, sûr une fois de plus, qu'ils restent Français, parce que je me *sens* là-bas en France. Nous jouons à l'unisson. »

J'ai été, toute mon enfance, entretenu dans ce que j'appelle : l'esprit des *Marches de l'Est*. Je veux dire que, dans une ville lorraine et à un foyer lorrain, je n'ai jamais eu le sentiment que l'abominable traité de Francfort fût autre chose qu'un épisode passager dans la lutte vingt fois séculaire entre la Gaule et la Germanie : la guerre n'était à mes yeux nullement close, non seulement parce qu'on parlait autour de moi aussi couramment de la *Revanche* que du retour du printemps après l'hiver, mais aussi parce que j'appris de bonne heure que la lutte continuait, plus obscure, mais aussi âpre, peut-être plus tragique, entre les Vosges et le Rhin, entre la Seille et la Sarre, où tout, des mairies aux écoles et des salons aux cabarets, était champ de bataille remettant en présence le Gaulois et le Suève, — le *Welche* et le *Schwob*. Mon père me mena jeune à Strasbourg pour que, connaissant avec l'admirable province l'admirable cité, je comprisse mieux ce que nous avions perdu et devions regagner. J'y retournai souvent. Plus tard, ayant entendu élever

ma maison de famille à quelques pas de la détestable frontière de 1871, je pus plus facilement encore, — fût-ce par de rapides fugues, — aller tâter le pouls à l'Alsace, dans ces petites villes exquises qui s'encoignent dans les vallées vosgiennes opposées à la mienne. Lorsque, le 29 juillet 1914, un capitaine du 21e bataillon de chasseurs m'arrivant avec sa compagnie, me dit : « Nous venons, monsieur, faire de votre maison un poste d'observation et d'écoute, » je pus lui répondre : « Elle est cela depuis que j'en ai fait poser la première pierre. » Et lorsque, le 18 août suivant, mon colonel me dit, au fort de Douaumont qui fait front à Metz : « Nous recevons l'ordre de prendre *le dispositif face à l'Est*, » je pensai que ma vie avait, depuis le premier jour, adopté ce dispositif-là.

Mais, en 1910, il y avait quelque temps que je n'avais abordé une des grandes villes d'Alsace-Lorraine, et je n'étais pas sans inquiétude. Cinq ans auparavant, j'étais allé conférencier à Metz. Ayant rencontré dans l'auditoire de l'*Hôtel du Nord* cette communion des regards que j'appréciais tant, j'avais cependant rapporté de cette journée de Metz autant de trouble que de gratitude. J'avais vu l'inondation allemande cerner un groupe de vaillants Messins; si le souvenir était entretenu, on sait avec quelle pieuse fidélité, par ces « dames de Metz » dont l'auteur de *Colette Baudoche* a parlé avec une si noble émotion, il me paraissait que, en partie vidée par l'émigration en France, la vieille cité française s'allait fatalement germaniser, puisque, pour un Lorrain partant, deux Allemands arrivaient. Tout en estimant d'autant plus le petit groupe messin qui m'avait appelé, je restais consterné à la perspective qui semblait s'imposer à mon esprit et mettait mon âme en détresse. J'allai au tombeau de Mgr Dupont des Loges. « Il nous reste l'espérance, » avait soupiré le grand évêque protestataire. Je me demandais, — pour la première fois, — si l'espérance même nous restait. En Alsace, comme en Lorraine, régnait ce que, en plein Reichstag, le 30 janvier 1895, le vaillant Colmarien Jacques Preiss avait appelé « la paix du cimetière. » Les chefs de la résistance pourchassés ne pouvaient se sauver de l'arrêt d'expulsion que par de prudents subter- fuges ; on parlait d'« autonomie » pour ne point tomber dans la lèse-majesté, et certains Français, interprétant un mot qui là-bas ne trompait personne, en tiraient de fausses conclusions. Ce qu'il y avait de

vrai, c'est que, depuis 1890 à peu près, l'Alsace-Lorraine traversait une crise, que trahissaient certains ralliements ou demi-ralliements. Quant à la masse profonde de la population, elle semblait comme toute masse profonde assez insondable, et parce qu'elle vivait sa vie, fort naturellement, en conformité avec les lois et règlements en vigueur, certains Français revenaient, disant : « Ils s'accommodent très bien d'être Allemands. »

A la vérité, je n'étais pas de ces Français, et leur jugement, — fort prompt, — provoquait entre eux et moi des scènes que je finissais par éviter, tant elles devenaient d'ordinaire énervantes. Mais devant la « paix du cimetière » qu'en 1905 j'avais constatée, je me demandais, si, après cinq ans d'une insolite interruption dans mes visites, je n'allais pas trouver pis : le tombeau en train de se sceller sur le corps de l'Alsace et de la Lorraine françaises. « La vieille génération, me disais-je, commence à s'éteindre. Ces Français excellents, retranchés de la communauté française, ont protesté avec une énergie dont aucun opprimé peut-être n'a jamais donné pareil exemple; mais voici que les Dupont des Loges, les Winterer, les Guerber, les Simonis, les Kablé, les Teutsch, les Antoine et leurs émules sont morts ou partis. Une nouvelle génération s'est élevée qui, ayant dix ans et moins en 1871, n'a pas connu cette horrible chose : l'arrachement à la mère patrie. Sans doute un Jacques Preiss, un abbé Wetterlé, un chanoine Collin entre un Anselme Laugel un peu plus âgé, un docteur Bucher un peu moins, m'encouragent-ils à penser que la lutte se perpétue, mais dans combien d'âmes et pour combien de temps? Cette génération d'hommes mûrs a encore été instruite par les parents dans l'esprit de France, et on m'affirme cependant que, si peu se rallient, beaucoup s'accommodent. Que doit être alors la génération qui arrive seulement, en cette année 1910, à l'âge d'homme? Que pensent, sentent, veulent ces jeunes gens de vingt à vingt-cinq ans, nés sous la domination allemande et certains sous le règne même de Guillaume II, élevés dans les gymnases alle- mands par des maîtres allemands, cultivés dans les universités allemandes par des savants allemands, quelques-uns ayant déjà passé par la caserne allemande, enveloppés par l'atmosphère allemande et sans doute par elle pénétrés? »

C'étaient là réflexions qui m'assaillaient, tandis que la voiture roulait à travers la forêt givrée vers l'Alsace par les Vosges,

le 25 février 1910. « Comme j'ai eu tort de passer quatre ans sans retourner là-bas! me disais-je encore. Mon inquiétude même, — qui est bien le résultat de mes impressions de 1905, — n'est-elle point criminelle? En tout cas, elle me fait mal. Je suis reconnaissant à M Spittler de m'avoir appelé à Colmar. »

Quelques jours après, je repassais les Vosges, cette fois entre Schirmeck et ma vallée de Lorraine, dans un trouble peut-être aussi grand, mais d'une nature si différente! Une joie sourde, et à laquelle en vain j'essayais de mettre quelque frein, m'envahissait. Et sachant rester dans le cadre de cette étude, je n'hésite pas à en donner la justification.

De la conférence à Colmar je ne dirai rien que je n'aie déjà dit : même atmosphère que devant l'échange des regards, — et comme des âmes, — avec un public à qui tout ce qui venait de France semblait message d'une mère à la fille exilée. Mais de retrouver cette atmosphère était, après mes doutes, chose délicieuse. Il y avait plus : dans les salons qui s'étaient ouverts, c'était encore la même impression jadis ressentie : une société française, à la causerie nuancée et un peu ironique, — très ironique, dès qu'il s'agissait des quotidiennes balourdises allemandes, — et, à dire vrai, une ville qui ne m'apparaissait pas conquise, mais en quelque sorte *occupée*. Seulement, c'était Colmar, qui, de toutes les villes d'Alsace-Lorraine, était la moins pénétrée de germanisme. Le maire Blumenthal y résistait, le député Jacques Preiss y protestait, Hansi y menait guerre de franc-tireur, et l'abbé Wetterlé était, — exactement la veille, — sorti de prison au milieu des acclamations; arrivant vingt-quatre heures plus tôt, j'eusse assisté à la scène. Peut-être, après tout, valait-il mieux que je n'eusse point été témoin d'une manifestation qui peut-être m'eût incité à une émotion démesurée. Mon émotion venait réellement de ma conversation avec un très jeune homme qui, élève de l'Université de Strasbourg et à la veille de coiffer le casque à pointe, s'était, à la vérité, gardé de toute déclamation et même de toute confidence intime, et qui cependant, presque sans s'en douter, m'avait, tant elle débordait, livré l'âme de sa génération. J'avais, trois jours durant en Alsace, poursuivi et approfondi mon enquête, et voici ce que je voyais.

Il s'élevait en Alsace, — et, me disait-on, en Lorraine, — une génération, dix fois plus hostile à l'Allemagne, et, pour

celle-ci dix fois plus dangereuse que la précédente. Grandie, comme le Jean Oberlé de M. René Bazin, dans le milieu allemand, elle était affranchie de ce qu'elle eût appelé les *préjugés* des grands-parents; loyalement, elle avait voulu, sans idées préconçues, sonder l'âme allemande, demander à l'autre race le secret de sa culture et le fond de son esprit, prête, si on le pouvait, à s'en accommoder. Plus courageuse, — il faut dire le mot, — plus conséquente que Jean Oberlé, elle avait déjà en grande partie subi sans broncher dans les casernes la rude épreuve du « *Service de l'Allemagne.* » Tout comme l'Ehrmann de M. Maurice Barrès, elle avait vu là, voyait là le « devoir alsacien, » car déserter la caserne, c'était, partant, déserter l'Alsace, et son esprit froid, au service d'un cœur ardent, lui permettait de peser les conséquences : l'Alsace et la Lorraine se vidant de ses enfants au profit de l'immigration germanique et la riche terre perdue pour la race des Celtes.

Cette génération, née entre 1885 et 1895, — et mon observation se trouva par la suite confirmée, — participait exactement, chose extrêmement émouvante, à la mentalité que nous commencions à percevoir chez nos tout jeunes gens de France, leurs contemporains. Aussi éloignés du réalisme brutal qui rejette l'*idée* que de l'idéologie qui s'en aveugle, ces jeunes gens de l'un et de l'autre côté de la frontière étaient des idéalistes pratiques; aucun idéal ne leur paraissait méprisable, à condition qu'il fût contrôlé par les faits, et un certain *pragmatisme* les incitait à chercher à travers les expériences la politique des résultats. C'est dans cet esprit que nos jeunes Alsaciens et Lorrains avaient tâté le *Schwob*. Ils l'avaient, en toute vérité, trouvé absolument indigeste. Tout dans la culture germanique les froissait décidément au plus intime de leur esprit; tout dans la *façon d'être germanique* hérissait leur cœur et le meurtrissait. Et précisément parce qu'ils avaient pris avec le dominateur un contact plus étroit, ils l'avaient, le connaissant mieux, jugé plus sévèrement même que les ardents grands-parents de la protestation. La race allemande, en dépit de monstrueuses prétentions et d'une outrecuidance inouïe, leur était apparue si inférieure à la leur que, sans examiner la question même du droit, ils concluaient que l'Alsace ne pouvait être, ne serait jamais allemande, et qu'il fallait bien qu'une solution intervînt. Voyaient-ils que la seule désirable,

la seule possible fût le rattachement à la France? Ils ne le disaient pas. Ils entendaient lutter contre l'invasion en fortifiant chez eux l'esprit alsacien ou lorrain, et c'eût été la pire façon de le faire que de s'exposer à être rejeté hors d'Alsace et de Lorraine. C'est, au contraire, en restant dans la légalité qu'ils entendaient faire triompher le droit, celant au fond de leur cœur la tendresse atavique que, par ailleurs, ils gardaient à la vieille mère française. Cette attitude prudente leur coûtait; car elle les exposait aux interprétations outrageantes de certains Français; elle faisait aussi parfois illusion aux Allemands, et ce double résultat explique la double stupéfaction que nous devions, dans les inoubliables journées de novembre 1918, et en pleine Alsace-Lorraine, observer chez beaucoup de Français et chez la plupart des Allemands.

A dire le vrai, ceux-ci ne se leurraient qu'à moitié. Ils tenaient pour acquis qu'après quarante ans de domination, — je me place toujours à la date de 1910, — les Alsaciens-Lorrains, unis à la France par une vieille sympathie, lui étaient à peu près tous devenus étrangers par l'esprit, sinon par le cœur, et peu désireux de se retrouver membres d'une nation presque lointaine. Les manifestations mêmes auxquelles avait donné lieu l'inauguration des monuments de Noisseville et de Wissembourg à l'automne de 1909, la sortie des oriflammes tricolores en plein *Reichsland* et les acclamations attendries qui les avaient accueillies, ils voulaient y voir l'effet d'un « coup monté » par une « petite faction nationaliste » et peut-être par des agents français; ils en seraient quittes pour surveiller étroitement les promoteurs des deux cérémonies, Spinner à Wissembourg, Jean à Metz, et, pour les forcer à la première occasion, de gré ou de force à quitter la « terre d'Empire. » Mais une sourde inquiétude les travaillait néanmoins que, pendant les quinze années précédentes, ils n'avaient point connue. S'ils estimaient les nouvelles générations séparées de la France, ils n'étaient pas assez aveuglés pour ne pas apercevoir dans cette même génération les dispositions que je venais de si nettement percevoir, — si délibérément et résolument hostiles à la germanisation. Ils ne comprenaient qu'à moitié la portée d'incidents tels que la fondation du Musée Alsacien, de la *Revue alsacienne*, du Théâtre alsacien, dans lesquels un Anselme Laugel, — un des Français les plus français de l'Alsace-Lorraine, — un docteur Bucher, —

redoutable adversaire de la race allemande, — mettaient de grands espoirs. Mais ils ne pouvaient se dissimuler que les campagnes du *Journal d'Alsace-Lorraine*, s'il s'agissait de la grande presse, du *Dur's Elsass*, s'il s'agissait de la presse satirique, obtenaient un succès alarmant; que du groupe de Colmar au groupe de Metz, des Preiss, des Wetterlé, des Hansi, des Zislin, des Helmer, aux amis du chanoine Collin, en Lorraine, les leaders alsaciens et lorrains rencontraient dans le pays un appui qui, quelques années auparavant, avait paru leur manquer. Les statthalters et leurs secrétaires d'État restaient perplexes; l'Alsacien-Lorrain leur paraissait décidément ingouvernable; les avances qui, sans cesse compromises d'ailleurs par une certaine grossièreté de procédés, avaient semblé cependant obtenir quelques résultats près de certains Alsaciens-Lorrains de la deuxième génération, se heurtaient maintenant à une froideur presque outrageante, parfois même à ce rire alsacien, — fils du rire français, — plus outrageant encore.

L'Allemand se décida à employer la manière forte. Les procès se multiplièrent; les plus célèbres furent ceux de l'indomptable Wetterlé, de l'âpre rédacteur de *Dur's Elsass*, Zislin, et de l'impitoyable Hansi. Ces procès obtenaient l'effet diamétralement opposé à celui qu'en attendait l'Allemand. L'Alsace ne paraissait point se laisser intimider, — il s'en fallait : — les audiences des tribunaux nourrissaient, loin de les étouffer, ces campagnes d'ironie où l'Allemand jouait le rôle de mystifié, insupportable lorsqu'à l'ironie cinglante, on ne peut opposer que des arguments de pédant. Le rire alsacien! la causticité lorraine! on peut dire que ce furent contre les Allemands des armes terribles. Armes de faibles, pensait-on à Berlin, qu'on briserait par la force. Berlin commençait à voir rouge : seule, la perspective d'une guerre contre la France que l'on préparait activement, faisait ajourner les mesures extrêmes. Telle était la situation que je constatais à l'hiver de 1910, et l'on comprend que j'en restasse tout à la fois réjoui au fond de l'âme et inquiet cependant jusqu'à l'extrême angoisse. Car enfin, à quel terrible conflit aboutiraient ces combats sourds, qu'à peine l'Europe soupçonnait, et où était l'issue?

*
* *

Je m'étais promis de revenir tous les ans en Alsace-Lorraine.

Je n'y manquai point. C'est ainsi que je vis grandir et s'enfler la campagne dont, dès 1910, j'avais aperçu l'intérêt passionnant et que, tacitement, encourageait l'attitude, même lorsqu'elle était d'aspect impassible, des jeunes gens de là-bas : le groupe de Colmar continuait son impitoyable entreprise contre le germanisme, et elle devenait si éclatante que la renommée en franchissait enfin la frontière. La France que les œuvres des Regamey, des Delahache, des Acker, des Lichtenberger et pardessus tout, les *Oberlé* de M. René Bazin et les derniers ouvrages de M. Maurice Barrès, de l'*Appel au Soldat* à *Colette Baudoche*, avaient préparée à comprendre enfin, se décidait à prêter l'oreille à ce qui se passait en ces Marches de l'Est, où l'effervescence, de l'un et de l'autre côté de la frontière, commençait à gronder. Des revues, des journaux, — fruits d'initiatives personnelles auxquelles il faudra rendre un jour l'hommage éclatant qui convient, — se fondaient, les *Marches de l'Est* de mon ami Georges Ducrocq, l'*Alsacien-Lorrain de Paris*, œuvre du vaillant Florent-Matter; des conférences s'organisaient; le cercle des Étudiants Alsaciens-Lorrains de Paris se fondait; de tout jeunes gens créaient la *Ligue des jeunes amis de l'Alsace-Lorraine*. L'idée de l'Alsace-Lorraine, irréductible champion de notre race et de notre esprit, se répandait derechef, — en dépit du scepticisme de certains milieux.

La jeunesse de France après ces quinze années, je ne dirai point certes d'oubli, — l'oubli n'a jamais existé, — mais d'apparente et partielle indifférence, se sentait de nouveau solidaire de la jeunesse d'Alsace-Lorraine. C'était cette belle génération que, dès 1911 et 1912, nous voyions s'élever chez nous, si différente de celles qui l'avaient précédée, cette génération dont tout à l'heure je disais le caractère, car, toute pareille à celle qui grandissait depuis quelques années en Alsace-Lorraine, elle était prête à se battre pour tout idéal contrôlé. C'est l'un des phénomènes qu'étudieront un jour les historiens, cette poussée parallèle de deux générations françaises, de l'un et de l'autre côté des Vosges, et il fallait ici s'y arrêter parce que ce phénomène-là explique celui qui n'étonna, — dans les heures de 1918 dont je vais parler, — que ceux qui n'avaient point étudié l'un ni l'autre de ces deux groupes français, les deux jeunesses qui, après ces quarante ans, mues par des aspirations toutes pareilles et une semblable men-

talité, allaient l'une vers l'autre, d'instinct, et qui ainsi étaient prêtes dès que les barrières seraient tombées, à s'enlacer et à se fondre. Le phénomène n'apparut clairement qu'en 1913. Dans un moment de lucidité, Jean Jaurès le perçut ; il y avait chez le leader internationaliste de ces lueurs qui soudain éclairaient son cerveau parfois obnubilé ; on se rappelle ce qu'il écrivait du « mur » que l'Allemagne avait cru élever entre deux parties de la « forêt française : » les arbres dont les racines sous le mur s'enchevêtraient, maintenant le dépassaient, mariant leurs frondaisons ; image saisissante de vérité, surtout lorsque récemment elle se rappelait à notre mémoire dans les rues de Metz, de Strasbourg et de Colmar en ces heures où, le mur écroulé, la France et l'Alsace-Lorraine, se retrouvant, se confondaient. Un jour, Jaurès, secouant l'emprise germanique, avait vu clair.

C'est qu'en 1913, un dernier incident avait arraché les derniers voiles : c'était l'affaire de Saverne.

Lorsque, le 21 novembre dernier, j'arrivais à Saverne, si ornée de guirlandes, de drapeaux, de banderoles et d'arcs de triomphe, que nulle ville d'Alsace-Lorraine ne me devait donner pareil spectacle, je m'arrêtai spécialement à un arc de triomphe ; il portait cette inscription : « *Aux héros de la liberté ceux qui ont souffert pour elle. — Affaire de Saverne, novembre 1913. — Entrée des Français à Saverne, novembre 1918.* » Plus que tout ce que je voyais en cette ville en fête, ces mots me frappaient comme un cri de triomphe sonnant juste. Saverne revendiquait avec une légitime fierté l'événement qui, dès 1913, avait posé derechef devant le monde entier cette question d'Alsace-Lorraine que, même en France et même en 1913, nous étions trop peu de gens encore à déclarer rouverte. La grande guerre, en dépit des apparences, est sortie de Saverne plus que de Serajevo et les dernières révélations le confirment : l'Allemagne se servit de l'Autriche pour déclencher une guerre, nécessaire à ses yeux pour établir par le fer une domination que, jusque dans une province réunie à l'Empire depuis quarante-trois ans, elle se jugeait décidément incapable de faire accepter aux cerveaux comme aux cœurs.

On connaît l'incident et comment le mot outrageant qu'un petit lieutenant crachait à la face d'un soldat alsacien déchaînait l'orage. Le « *Wacke* » (voyou) d'Alsace faillit devenir aussi célèbre que le « Gueux » de Hollande ; Saverne que, je ne sais

pourquoi, on tenait, dans les milieux allemands, pour ville particulièrement soumise, prit feu, puis la province, et, le civil allemand lui-même ayant estimé le militaire au moins importun, l'affaire risquait de déchaîner une crise d'Empire. Un instant, le mot me fut dit par un Allemand quelques mois après, on put croire que l'Alsace-Lorraine allait être entre les pays fédérés, entre les classes et entre les partis de l'Empire, un ferment de guerre civile. Soudain silence fut imposé aux partis, aux classes, aux pays d'Allemagne. La bande qui avait enchaîné ce pays sentit qu'elle ne pouvait, sous peine des plus grands dangers, se rompre et se désolidariser; les protestations se turent comme par enchantement, — sauf celles de l'Alsace-Lorraine qui, brusquement abandonnée, devait évidemment payer cher l'alerte donnée au pangermanisme militariste. Son sort était réglé. L'hypocrite « constitution » octroyée par l'Empereur, en 1911, qui n'allégeait pas la chaîne, mais la camouflait, — avait fait long feu; l'opinion s'en était gaussée; la Chambre qui, élue alors, avait un instant paru devoir seconder le statthalter, s'était révélée, en 1912, sinon opposante, du moins fort méfiante et, après Saverne, presque hostile. Dès le printemps de 1913, on avait examiné en Allemagne plus ou moins secrètement le projet de briser, en découpant le malheureux pays, la résistance du *Reichsland;* des pangermanistes suggéraient que des dépossessions, — telle que celle qui, en 1911, avait eu pour objet l'usine de Graffenstaden, — au besoin des déportations de groupes militants, feraient en Alsace-Lorraine place pour les nouveaux possédants allemands; cette magnifique province, d'une civilisation si avancée, était vouée à devenir colonie : un Togoland.

Mais l'affaire de Saverne avait été pour l'Allemagne un coup de tonnerre; le *Wacke* d'Alsace s'était redressé avec une si âpre fierté, que tout serait à craindre de son désespoir si, auparavant, la France n'était matée, humiliée derechef et décidément écrasée. Le moment était proche. Lorsque, au printemps de 1914, appelé à Mulhouse, j'y vins conférencier, je trouvai plus d'un visage sombre. En quittant la ville, j'eus l'impression que je venais pour la dernière fois de prendre la parole devant les Alsaciens captifs. Ou je les retrouverais libérés, ce dont je me flattais, ou, les fers s'étant alourdis, il ne me serait plus permis de revoir nos frères. A cette heure, on préparait la

guerre à Berlin pour l'été de 1914 et, dans les bureaux de police du statthalter, *les listes noires* de la proscription.

LES HEURES NOIRES

Si, pendant la première année de guerre, vous lisiez la presse allemande, — de la *Gazette de la Croix* au *Vorwærts*, — vous pouviez croire que l'Alsace-Lorraine, soudain illuminée par le vieux dieu allemand, s'était sentie frappée du coup de foudre et, devant la menace suspendue par la fameuse « agression » de l'Entente, s'était jetée, avec un amour décuplé par l'indignation, dans les bras de la maternelle Germanie. On eût pu penser vraiment que, de Mulhouse à Wissembourg, de Metz à Forbach, une soudaine tendresse était née pour le grand Empire, le grand Empereur. Quiconque eût pu, de notre côté, s'en laisser accroire, se fût dès lors mal expliqué les désertions qui précipitaient, dès les premiers mois, les Alsaciens et Lorrains par milliers dans nos rangs : de « mauvais sujets, » des *Wackes*, probablement, reniés par leurs infortunés parents.

Un jour, à Dugny, c'était au début de la bataille de Verdun, j'entre par hasard dans la salle où nos officiers du 2e bureau interrogeaient un prisonnier. C'était une assez belle brute allemande ; celui-là, paysan du Brandebourg, ne savait rien de rien et ignorait certainement qu'il y eût une Alsace-Lorraine. Et soudain une question, d'ailleurs banale, amena une réponse qui m'enchanta : « Par où, disait l'interprète, êtes-vous entré en France ? — Par Forbach, répondit l'autre avec assurance. — Comment, par Forbach ? Mais Forbach n'est plus en France. Je vous dis : Par où êtes-vous entré *en France?* — Par Forbach en venant de Sarrebrück. — Comment avez-vous pensé que vous entriez « en France ? » — Oh ! nous voyions bien : avant, on voyait des drapeaux, on nous acclamait, on nous donnait des bonbons, des *delikatessen*. Mais là à Forbach et partout après, les fenêtres étaient fermées, personne sur les trottoirs, on ne nous donnait plus rien. *Alors on voyait bien que nous étions entrés en France.* » Nos lecteurs savent que Forbach est, du côté de la vallée de la Sarre, le premier bourg de la Lorraine annexée. L'autre jour en allant de Forbach, au contraire pavoisé et éclatant de joie, à Sarrebrück enveloppé de silence et de tristesse, je songeais à cet homme. Oui, il avait raison : Forbach

était, — restait, — le premier village de France pendant comme avant cette guerre; et le mot valait pour les quarante-six années écoulées et pour les mille communes d'Alsace-Lorraine.

Ce pays vivait en ces jours tragiques ses pires heures. Dès les premiers moments de la mobilisation, un rideau de fer avait été tiré entre lui et la France. Derrière ce rideau se jouait un drame affreux. Un peuple entier dont les sympathies, les amitiés, et, nous pouvons aujourd'hui écrire le mot sans crainte d'outrance, les tendresses allaient à l'un des adversaires, devait livrer ses fils pour que, contre l'ami, ils vinssent grossir les rangs de l'ennemi. Sans doute nombre de jeunes Alsaciens et Lorrains avaient pu, dès le 30 juillet, « sauter le pas » : ce jour-là, il m'en souvient, j'en croisai qui descendaient du Donon, venant de Schirmeck. Mais si quelques centaines de jeunes gens avaient ainsi, des villages des Vosges et de ceux de la Seille, gagné ce que l'un d'eux appela devant moi « le bon côté, » que de milliers d'autres, qui peut-être en formaient le projet, ne purent l'exécuter, — tant furent promptes, étant de longtemps préparées, les mesures prises là contre! Contre leur gré, contre leur cœur, les Alsaciens-Lorrains étaient enrôlés dans les rangs détestés; il fallait attendre l'occasion propice qui, à la vérité, se présenta vite pour beaucoup, car dès 1914, mon seul régiment, qui tenait le front de Verdun face à Metz, recevait, en certains jours, en Woëvre, jusqu'à cinq et six déserteurs, tous Alsaciens ou Lorrains. Cependant la presse allemande ne cessait d'affirmer, imperturbablement, que l'Empire n'avait point de soldats plus fidèles que les fils du *Reichsland*.

Il n'en va pas moins que la majorité des soldats d'Alsace-Lorraine restait encore, en 1918, enrôlée dans les rangs de l'armée allemande et si beaucoup avaient trouvé moyen (pour eux seuls l'amour de la vraie patrie conseillait « l'embuscade ») de peupler les bureaux, beaucoup aussi, hélas! — et sans possibilité de désertion, — combattaient du côté allemand en cette France dont ils contemplaient avec horreur le sol dévasté et suivaient, avec des alternatives de joie et de douleur secrètes, les succès ou les revers.

L'Alsace-Lorraine, cependant, vivait sous un régime de terreur qu'avant l'automne de 1918, le monde ne pouvait que soupçonner.

Nulle part l'état de siège n'avait pris, on le devine faci-

lement, un plus âpre caractère. Dès les premières heures, les *listes noires*, dressées depuis des années, avaient passé des arcanes de la haute police aux mains des exécuteurs : râlle était faite de tout ce qui, de la vallée de la Moselle à la Haute-Alsace, faisait figure non point seulement d'opposant avéré, mais d'opposant probable, mais d'opposant possible. Beaucoup de chefs nationalistes, avertis à temps, avaient pu passer la frontière et se mettre en sûreté; certains ne l'avaient pu; l'un des plus marquants, Jacques Preiss, avait été arrêté, enlevé, jeté dans cette prison où il devait mourir, martyr de l'Alsace-Lorraine qui n'évoquera désormais sa mémoire et n'invoquera son nom qu'avec un frémissement de douleur et d'admiration.

De la Seille à la Sarre et des Vosges au Rhin, la proscription s'étendait singulièrement plus loin : tous ceux qui dans une petite ou grande ville étaient en situation d'exercer quelque influence, maires, notaires, médecins, pharmaciens, pasteurs, curés et vicaires surtout, avaient été, tout comme s'ils eussent fait acte d'hostilité, enlevés et déportés. J'ai entendu de la bouche même de certaines victimes le récit de leur calvaire; les procédés aggravèrent singulièrement la mesure; pour les victimes, il fut vite avéré qu'on « voulait leur peau; » des vieillards cardiaques ou asthmatiques furent, intentionnellement, — pour ne citer qu'un trait, — mis au pas gymnastique par leur escorte sur un ordre formel, avec cet autre ordre formel aux soldats de « traverser de leur baïonnette » quiconque s'arrêterait. Enfermés, après une lamentable odyssée dans les forteresses, ou confondus parfois avec des criminels de droit commun dans certaines prisons, ce furent des martyrs dont plus d'un succomba. Tout cela sera raconté dans le détail et certes rien n'étonnera de la part des misérables dont la France du Nord-Est a connu les exploits. Je me contenterai de dire que, les chiffres étant encore mal connus, on peut déjà, m'a-t-on assuré, estimer à 3000 ou 4000 le nombre des Alsaciens enlevés, internés, emprisonnés ou dispersés dans de lointaines villes allemandes; je présume que le nombre des Lorrains ne doit pas être très inférieur, puisque dans un seul chef-lieu de canton, plus de 30 arrestations (dont 5 de prêtres) se firent dans les journées des 28 et 30 juillet 1914. La liste ne fut d'ailleurs jamais close : en 1916 encore, Édouard Spittler, échappé par miracle à la proscription, était arrêté à Colmar et exilé à Minden pour avoir protesté contre l'enlè-

vement du monument aux morts de Bartholdi. La proscription encourageant comme toujours la délation, celle-ci ne cessa pas de sévir ; ce fut abominable : chaque petite cité eut son bureau de délation ; pas un Allemand d'ailleurs qui ne crût ainsi remplir un devoir. La terreur régnait : comment n'eût-elle pas éprouvé les malheureux quand tous étaient frappés, quand un des prêtres les plus vénérés des environs de Colmar, l'abbé E..., curé de H..., était, au moment où les Français menaçaient Munster, lié à un caisson et traîné sous notre feu, quand la supérieure générale des sœurs de Ribeauvillé, Mère M... A..., était traduite en conseil de guerre, sur la dénonciation d'une religieuse allemande défroquée, et inculpée d'avoir fait prier ses sœurs pour le succès de la France, quand on voyait jeter au cachot un vieillard de quatre-vingts ans, le Dr Sieffermann, vouer à l'exil des jeunes filles de dix-sept ans, condamner à la prison des écoliers de douze et treize ans?

La persécution qui s'exerçait sur les personnes, sans égard à l'âge, au sexe, au caractère sacré des « suspects, » devait s'acharner sur la langue française. Elle avait été la grande ennemie; c'était contre elle que, depuis quarante-quatre ans, on menait, des administrations aux écoles, la lutte tantôt sourdement et tantôt ouvertement. En 1914, prohibition officielle et absolue : défense de dire un mot de français; 500 marks d'amende, des mois de prison à qui avait été entendu prononçant dans la rue un « Bonjour, madame; » défense de laisser subsister la plus petite enseigne française; défense de laisser au prénom même d'un négociant une allure française. J'ai vu encore, en arrivant le 17 novembre 1918 à Mulhouse, ou le 20 à Dieuze, les vestiges de ce singulier régime; des *Eugène* parce qu'ils devaient s'appeler *Eugen*, avaient dû recouvrir de blanc l'accent grave du deuxième *e* et effacer le troisième, et par ordre, des *Philippe* s'appeler *Philipp* et des *Georges : Georg;* en Lorraine, un *Louis* Martin devait se nommer *Ludwig* Martin, un *Jean* Collin *Johann* Collin. Amendes, prison, exil, déportation : les tribunaux ne chômaient pas. Naturellement les derniers noms français de commune disparaissaient : Scy près de Metz apprenait un beau matin qu'elle s'appelait Sijach, Plappeville Pappolsheim, Remilly Remelach et Noveant Neubourg. Ainsi, le pédant venant à la rescousse du gendarme, espérait-on enterrer la France en Alsace-Lorraine.

La soutane ne pouvait échapper à la proscription et surtout le rabat gallican; soutane, rabat, c'étaient encore des drapeaux français; l'habit ecclésiastique conservé depuis 1871 fut interdit. Il suffisait, pour qu'il le fût, que l'abbé Wetterlé, l'abbé Delsor, après les Winterer et les Simonis, l'eussent, comme une protestation, porté au Reichstag. L'évêque de Strasbourg, Mgr Fritzen, tout en soupirant, dit-on, laissait faire ; plus courageux, Mgr Benzler, évêque de Metz, vrai pasteur qui, quoique Allemand, avait pris, dès 1914, très noblement parti pour ses diocésains opprimés, défendit victorieusement la soutane. En Alsace seulement elle demeura proscrite.

Qui n'était proscrit? « Ils nous privaient de notre langue et de notre âme même, me disait un Alsacien, car toutes nos paroles, même en allemand, étaient suspectes, épiées par les policiers qui se glissaient partout. Nos prêtres, nos pasteurs, ne pouvaient prononcer un sermon qui ne fût soumis à un sévère examen. Si le texte de l'Évangile adopté paraissait tendancieux, on poursuivait. Ils eussent proscrit le Christ, s'il était apparu sous les couleurs « factieuses, » ainsi qu'ils disaient. Dans nos propres demeures, nos domestiques nous espionnaient. A peine si nous osions y échanger des paroles banales. » Il y avait des espions partout, derrière toutes les portes, au pied de sous toutes les chaires, au coin de toutes les rues.

Par ailleurs, les Allemands ne dissimulaient point des projets qui ne visaient à rien moins qu'à l'écrasement du pays à brève échéance. Si, dès 1913, on avait osé les formuler, qu'était-ce aux heures où l'on se croyait vainqueur? « *Ils* nous traitaient plus mal que des esclaves, ai-je lu dans une lettre, et nous disaient au début de la guerre que nous serions obligés de leur baiser les pieds. » En haut lieu, on examinait les plans de dépècement; on pourrait annexer purement et simplement la Lorraine à la Prusse, l'Alsace étant donnée à la Bavière ou partagée entre celle-ci et le grand-duché de Bade. Si le pays restait *Reichsland*, on le viderait d'une partie de ses habitants : les hauts fonctionnaires ne celaient nullement que les notables, exilés dans l'intérieur de l'Allemagne, ne reverraient plus jamais l'Alsace-Lorraine; mais, par surcroît, on « nettoierait » les usines et domaines ruraux de leurs propriétaires au profit des bons Allemands; on exproprierait en masse et, en attendant, on réservait à des sociétés allemandes le droit d'acheter

les biens mis d'abord sous séquestre et ensuite en vente. Chaque Allemand s'ingéniait à trouver un coin à « nettoyer. » Un officier visitant le musée de Colmar, rempli de souvenirs de la Révolution et de l'Empire, s'exaspérait en face des étiquettes rédigées en français : « Tout cela va disparaître, hurlait-il; nous ne sommes plus au temps des Wetterlé, des Preiss, des Blumenthal. » Celui-là s'en prenait aux choses; d'autres allaient plus loin; un fonctionnaire déclarait en pleine brasserie de Nexirue à Metz, qu'on pendrait cent Lorrains aux tilleuls de l'Esplanade et qu'on ferait devant leurs cadavres défiler la population. Des bureaux où s'étudiait le dépècement de la province, aux brasseries où se hurlaient des vœux de proscription, on combinait la disparition d'un peuple : ce membre arraché en 1871 au corps français, on le sentait encore si prêt à s'y recoller qu'on voulait lui rompre l'os ou le vider de son sang.

Quatre ans s'écoulèrent dans cette « terreur. » Comme le reste de l'Empire, l'Alsace-Lorraine souffrait, cependant, des privations qu'entraînait la guerre, avec cette aggravation que cette province riche entre les riches et qui, du sous-sol au sol, des vignes et des houblonnières aux champs de blé et de seigle, produit plus qu'elle ne consomme, voyait s'écouler vers l'Allemagne par la vallée de la Sarre le plus clair de ses produits. On avait faim devant l'abondance. Un soldat arrivant parmi les premiers dans un bourg d'Alsace, écrit : « Il n'y a pas de doute, les Boches les *crevaient* totalement et nous serons obligés de pourvoir à leur ravitaillement. » Un Alsacien, de son côté, écrit : « Il faut vous imaginer ce que contenaient pour nous de vie monotone et stupide, tournant autour d'un seul point (les moyens de se procurer une nourriture quelque peu suffisante), ces quatre années. Et dans cette monotonie, comme seul changement, la peur constante d'une arrestation et des accroissements de haine et de colère impuissante. Il fallait si peu pour être mis en prison et ensuite expédié en Allemagne! Les dénonciations d'une bonne ou un mot de français parlé dans la rue étaient des causes largement suffisantes. »

Si on eût pu souffrir dans le silence! Mais à chaque victoire ou pseudo-victoire, les rues retentissaient, éclataient de la joie bruyante des vainqueurs. « Ici, au début, parmi les Allemands, écrit une Messine, c'était un enthousiasme effréné, des chants, des discours en pleine rue, des bulletins de victoire enivrants.

C'était la noce, le gâchis, il n'y avait pas à se gêner. Nous n'osions plus sortir que le soir dans les rues calmes. » A chaque succès en Orient ou en Occident de « l'incomparable armée, » pavoisement général : ordre à tout habitant de pavoiser; en soupirant, les Alsaciens attachaient à un balcon un drapeau rouge et blanc d'Alsace, seul moyen d'esquiver les couleurs de l'Empire. « Je n'en ai jamais mis un, me disait un Strasbourgeois, sans penser : Voyons, ne mettrons-nous jamais l'autre, le vrai, le beau tricolore? »

Les victoires « incomparables » succédaient aux victoires « incomparables. » Charleroi, Maubeuge, réels succès, puis de moins réels ou de tout à fait mensongers : on marchait sur Paris, Verdun était pris, Paris était pris. Notre victoire de la Marne passa, — si invraisemblable que cela nous paraisse, — absolument inaperçue. Les journaux français pénétraient bien dans l'Empire par la Suisse, mais ils ne pouvaient, venant d'Allemagne ou de Suisse, franchir le Rhin ni la banlieue badoise de Bâle. L'Alsace était entre deux murs et ne savait l'histoire que par Wolff. En 1916, soudain, le canon furieux de Verdun s'entendit de Thionville à Saverne et l'écho en retentit, de proche en proche, jusqu'à la Sarre et jusqu'au Rhin, dans tous les cœurs qui battaient à se rompre. Cette fois, ricanaient les Allemands, la France est perdue; on éleva à Metz, déjà accablé sous les bronzes des Hohenzollern, une arrogante statue de fonte au *Feldgrau* vainqueur, face à la France, et ce furent autour de ce fétiche des scènes de convulsionnaires. Toutes les semaines, on annonçait la chute de Verdun; le cœur en détresse, la bouche sèche, les Alsaciens-Lorrains lisaient les communiqués. « Est-ce pour aujourd'hui la ruine de notre vieille patrie? » Lorsque, en août, il fallut leur avouer que l'assaut sur Verdun était arrêté, en octobre et décembre, que les Français avaient repris les positions, un sourd murmure de joie courut les cités de la province. La délivrance allait-elle venir en 1917? L'Allemand montrait moins d'assurance. Mais la révolution russe, le demi-échec des Français sur les collines de l'Aisne transformé par la presse en une irréparable défaite, l'écrasement de la Roumanie exagéré par la même presse, la défection de la Russie chantée par mille voix, faisaient renaître tous les espoirs, livraient le gouvernement aux pangermanistes et, surexcitant les passions, les haines, les

ivresses, ramenèrent, de Metz à Mulhouse, le règne de la terreur, encore aggravé : l'Allemand avait eu peur; il fut hideux dans la réaction. Nouvelle râfle de notables ou même de petites gens dénoncés pour avoir préparé la venue des Français. Parce que des prisonniers français avaient été secourus, amendes et jours de prison; parce que le vénérable pasteur Gerold avait tendu à l'un d'eux un bol de bouillon, condamnation à la prison ; parce qu'une jeune Colmarienne en avait embrassé un, condamnation à la prison.

L'Alsace-Lorraine sentait se river ses fers. On ne se gênait plus pour étaler les projets de spoliation, de dépècement ; déjà ils étaient prêts à sortir transformés en mesures législatives. Si, en 1918, la France, ainsi que le proclamait dans chacun de ses numéros la *Strassburger Post*, était écrasée, on n'attendrait pas sa capitulation définitive pour réduire à la soumission les populations factieuses d'Alsace-Lorraine. Dans tous les bureaux allemands chacun forgeait des menottes, des carcans et des garrots. Dans une sombre angoisse, la province attendait.

Or, du 24 mars au 30 juin 1918, on n'entendit parler que des « magnifiques victoires » de l' « incomparable armée. »

Un grand vent de douleur passa à travers l'Alsace-Lorraine. La France semblait battue, cette fois, irréparablement; cette affaire du Chemin des Dames, n'était-ce pas l'indice qu'elle était à bout? Mais alors où était Dieu?

Oui, dans leur désespoir, les Alsaciens-Lorrains, — en immense majorité si religieux, — doutèrent un instant de Dieu, puisque la France semblait succomber, et je ne connais rien de plus beau pour nous que cette désespérance qui, assimilant la défaite de la France à la victoire de l'Enfer, faisait crier : « Dieu est vaincu et, s'Il est vaincu, est-Il Dieu? » Devant moi, une Lorraine, le 16 novembre, à un général qui l'interrogeait : « Eh bien! vous êtes contente? Nous voici revenus! » répondait avec une sincérité d'accent qui faisait la saveur de la réponse : « Mon Dieu donc, mon général, si vous n'étiez point revenus cette fois, on n'aurait plus été à la messe! » J'ai entendu un prêtre alsacien dire : « Je crois que je me serais fait mahométan. » A Strasbourg, des protestantes, — exaspérées, — cessèrent d'aller au prêche. Un prisonnier français, qui, à Allschweiler, dans le grand-duché de Bade, recevait des nouvelles d'Alsace, écrivait en septembre : « Les Alsa-

ciens disaient que, si les Boches gagnaient, c'est qu'au ciel le Bon Dieu serait un Boche et personne ne croirait plus en lui. » Mais de foi plus solide, nombre de prêtres et de fidèles, partant du même principe, aboutissaient à la conclusion opposée. « Dieu ne peut être Boche. La France gagnera. » A Colmar, on se passait de bouche en bouche le mot que Mlle Preiss avait crié devant la tombe de son père, tué à petit feu : « Des soldats français viendront qui vengeront mon père. » Je connais une famille qui, enragée de confiance, prépara ses drapeaux tricolores dans le moment même où tout semblait perdu. Elle risquait la prison et la déportation, mais elle savait que le Ciel souffre violence et espérait à force de foi. Il n'en va pas moins que lorsque, dans les premiers jours de juillet, le bruit venu, malgré toutes les précautions, des armées allemandes de France qu'un coup suprême se préparait, l'Alsace-Lorraine, dans le secret des foyers, au pied des autels, dans les églises, les temples, les synagogues, exhalait un suprême appel au Ciel, dans cette langue que nul tyran ne pouvait atteindre : « Du fond de l'abîme j'ai crié vers toi, Seigneur. *De profundis clamavi ad te, Domine.* Seigneur, exauce ma prière. *Domine, exaudi vocem meam...* Aie pitié de moi, Seigneur, aie pitié de moi. *Miserere mei, Domine. Miserere mei.* »

A cette heure, le général Gouraud, averti que l'attaque s'allait produire sur son front, s'apprêtait, les instructions du Haut Commandement en main, à la recevoir en chevalier qui fut toujours sans peur et sans reproche.

*
* *

Le 14 juillet 1918, l'Alsace frémissante déjà prêtait l'oreille : vivant dans l'atmosphère délétère que créait l'Allemagne autour des terres qu'elle occupait, elle n'espérait que contre toute espérance. Les drapeaux tricolores encore découpés ou enfouis dans les armoires frémissaient dans leurs cachettes.

A Paris ils sortirent en cette journée de fête nationale que la suite des événements devait rendre pour tous les témoins inoubliable, tant la confiance s'y fit éclatante. A minuit, le ciel, vers l'Est, s'éclaira de mille lueurs. Un grondement continu s'entendait que seul le battement de nos cœurs eût pu nous empêcher, à certaines minutes, de percevoir. A mon retour au Grand Quartier général, j'appris que la victoire s'annonçait

Gouraud, averti, avait su, à la perfection, appliquer, à l'heure précise, le plan du général en chef Pétain : son artillerie prévenant l'attaque, tout d'abord, l'avait en partie déconcertée et la manœuvre, qui restera célèbre sous le nom de manœuvre du 15 juillet, avait créé devant l'ennemi ce formidable piège où la Bête se précipita pour y sombrer. A neuf heures du matin, le 15, vingt divisions allemandes, écrasées, semaient de leurs débris les monts et la plaine, et la victoire en chantant nous ouvrait la carrière.

A Metz, à Strasbourg, on ne sut rien. Le mensonge allemand se surpassait lui-même : c'était la « manœuvre morale, » la stratégique ayant échoué. On proclama que tout dans l'événement était victoire pour l'Allemagne.

L'Alsacien est trop fin et le Lorrain trop entraîné au bon sens pour que de si audacieuses fantasmagories, cette fois, lui fissent illusion. On eut, en Alsace-Lorraine, le sentiment très net que l'Allemand venait de subir une défaite peut-être irrémédiable et que Dieu faisait décidément sentir son bras. Mieux que nous peut-être, plus tôt que nous, ceux qui surent (et par de mystérieux courants, la vérité pénétrait), mesurèrent les conséquences. Un jeune Alsacien, soldat de cette même armée qui, le 15, était écrasée par Gouraud, me disait d'une voix qui frémissait encore de joie rétrospective, avec quelle secrète allégresse il avait vus refluer vers les batteries qu'il servait les derniers restes des divisions écrasées. « Un de mes camarades allemands qui me savait Alsacien me dit : « Cette fois, X..., tu vas redevenir Français. » Si l'on ne voyait pas si clair à l'arrière, le canon de Debeney et celui de Rawlinson en août acheva d'édifier. L'Alsace-Lorraine attendait maintenant dans une fièvre où l'espoir l'emportait sur le doute.

« Nous vous attendions depuis quarante-huit ans, me disait avec un rire heureux un brave homme de curé alsacien, mais nous ne vous attendions plus qu'au printemps prochain ! » Depuis tant d'années, l'Alsace-Lorraine contemplait avec terreur la colossale puissance militaire de l'Empire, qu'elle ne pouvait s'imaginer que celle-ci croulât en si peu de semaines. Sur l'issue finale aucun doute ne subsistait ; les Allemands ne se ressaisiraient pas; mais il faudrait encore que les Alliés fissent rude et longue campagne, sur la Meuse, sur la Moselle,

sur la Sarre, sur le Rhin, et que deviendrait, — la bataille portée sur le territoire d'Alsace-Lorraine, — la malheureuse province? Devrait-elle payer de sa ruine le retour à la Mère Patrie? Légitimement, plus d'un Alsacien en frémissait d'inquiétude, d'effroi. La réunion à la France allait-elle être précédée de cette épouvantable épreuve; ces terres allaient-elles retrouver dans le sang et le feu leur rôle éternel de *marches*, provinces destinées à être trois fois par siècle foulées, meurtries, bouleversées? Le formidable assaut donné par le monde civilisé, enfin victorieux, à l'Empire infernal, n'était-ce pas le « glacis d'Empire » dont Bismarck avait parlé qui, fatalement, en supporterait le choc? Déjà les Allemands, satisfaits de faire payer à des Alsaciens, à des Lorrains, d'avance, la *peine* de la défaite en France, affectant d'ailleurs l'humanité sans pouvoir dissimuler un rictus de joie mauvaise, prescrivaient l'évacuation subite et au besoin brutale des communes messines, des villages de la Seille, d'une part, et, d'autre part, de Mulhouse, de Colmar, de toute la Haute-Alsace. L'évacuation commençait en Lorraine; elle était imminente en Alsace. Ainsi, avant même que le feu les vînt ruiner, les demeures d'Alsace-Lorraine allaient être livrées, vides de leurs habitants, à la soldatesque impériale, tandis que le lamentable exode s'organiserait de toute une population vers l'Allemagne.

Des patriotes déjà, le cœur ferme et l'âme pleine de feu, disaient que ce ne serait jamais payer de trop de maux la victoire qui les referait Français; mais devant l'épreuve menaçante, — celle qui, suivant le mot atroce de Guillaume II, ne rendrait à la France l'Alsace-Lorraine que « chauve, » — le pays dans l'angoisse demandait au ciel un nouveau miracle.

Et voici que le miracle se faisait. « Or, Jéricho était, dit l'Écriture, fermée et fortifiée dans la crainte des enfants d'Israël et nul n'osait sortir ou entrer... Et lorsque, au septième jour, les prêtres sonnaient de la trompette, Josué dit à tout Israël : Poussez de grands cris, car le Seigneur vous a livré la ville... Tout le peuple donc poussant de grands cris et les trompettes sonnant, quand la voix et le son eurent retenti aux oreilles de la multitude, les murs soudain s'écroulèrent, chacun monta par le lieu qui était vis-à-vis de lui et ils prirent la ville. » (Josué, ch. VI.)

Sept fois Foch avait fait au loin retentir ses trompettes.

Le septième jour, les murs de Jéricho s'écroulaient et « chacun montait par le lieu qui était vis-à-vis de lui. » Le 11 novembre, l'Allemagne, vaincue en France sur vingt champs de bataille en quatre mois, voyant son armée sur le point d'être encerclée par l'attaque attendue du général Mangin en Lorraine, minée d'ailleurs par la révolution que, dix-huit mois avant, elle avait traîtreusement déchaînée sur la Russie, et vraiment marquée pour sa perte par le doigt de Dieu, signait, sans plus combattre, la honteuse capitulation qui, sanctionnant non seulement nos dernières victoires, mais quatre ans et quatre mois d'un admirable effort, consentait, entre autres choses, à l'occupation par la France, à bref délai, de l'Alsace-Lorraine miraculeusement épargnée.

LA GRANDE AURORE

L'armistice avait été signé le 11, à six heures. La nouvelle s'en répandit comme une traînée de poudre et avant que midi sonnât, le monde presque tout entier en était averti. Une longue acclamation s'élevait de la terre vers le ciel.

L'Alsace-Lorraine était si soigneusement murée depuis des années du côté de la France et, s'il s'agissait des dépêches d'Europe, du côté de l'Allemagne, que nul pays n'était moins préparé à recevoir de sang-froid cette étonnante nouvelle. « Les habitants, écrira un soldat le 19 novembre, disent qu'ils ne savaient rien du recul des Boches, et même il y a un mois, on leur avait dit ainsi qu'à la troupe qu'on avait assassiné Poincaré et Clemenceau, et que nous avions refusé de marcher. *Ils* ont même fait sonner les cloches. »

J'ai dit ce qu'il en était. Sauf quelques privilégiés, qui en dépit de toutes les précautions de la police, étaient arrivés depuis deux mois à se procurer les feuilles de France, le pays était dans une ignorance presque totale des événements qui se déroulaient depuis juillet. A travers les mensonges allemands, on devinait bien que les affaires du Boche n'allaient pas bien; à lire son *communiqué* même sur la carte, on constatait que partout il reculait; enfin, les pressantes requêtes du nouveau gouvernement « impérial et démocratique » adressées au Président Wilson depuis quatre semaines faisaient soupçonner que la machine se détraquait. Mais qu'on dût voir les Français

apparaître en Alsace et en Lorraine avant Noël ou même avant Pâques, bien peu le pensaient. Et soudain on apprenait qu'ils seraient là, sans qu'aucun coup de fusil fût désormais tiré, avant une semaine!

Il y eut un mouvement de stupeur folle comme devant un miracle prodigieux, — une de ces visions de Dieu que connurent des saints et auxquelles d'abord ils refusaient de croire. Et puis un grondement sourd de joie, quelque chose d'indescriptible : des âmes tenues courbées sous un joug de fer et qui soudain non seulement se redressent, mais s'envolent.

Telle était cependant l'ankylose infligée par le carcan aux esprits et aux cœurs que, dans son bonheur, l'Alsace-Lorraine tourbillonna d'abord comme éperdue. Devant elle se déroulaient, en attendant les grands spectacles, d'étranges scènes, plus imprévues peut-être que le retour des Français même, dans tous les temps espéré : l'armée allemande, cette armée allemande qu'ils avaient vue depuis quarante-huit ans compacte comme une masse d'acier bien trempé, cette armée allemande redoutable en tous les temps par sa discipline de fer et la pratique du respect hiérarchique, se dissolvait dans la sédition. On peut dire que pendant sept jours, — assez exactement du 6 au 13 novembre, — un vent de folie passa à travers l'Empire ; dans la hâte que venaient de mettre à signer une capitulation si complète les plénipotentiaires de Berlin, il y avait le sentiment très net que tout s'écroulait derrière eux et qu'ils n'avaient pas un instant à perdre. L'Alsace-Lorraine assistait, stupéfaite, à cet écroulement. Dans les rues, aux portes des casernes, des soldats abordaient brusquement des officiers, leur arrachaient les insignes du commandement sans que les victimes de ces agressions inouïes, la veille encore si férus de leur autorité et l'exerçant avec une si grande arrogance, opposassent la moindre résistance. Alors les soldats se répandaient dans les cités en criant : « Vive la liberté! Vive la révolution! » et, entraînant quelques ouvriers allemands, formaient avec eux un *Conseil d'ouvriers et de soldats (Arbeiter und Soldatenrath)* qui, avec plus de timidité, à la vérité, que les *Soviets* russes, déclarait se saisir de toute autorité militaire et civile, s'installait ici à la mairie en dépossédant le Conseil municipal, là à quelque palais gouvernemental, — siège d'un général ou d'un préfet, — où il tentait de s'ériger en gouver-

nement local. Le drapeau impérial abattu, ces gens érigeaient sur les monuments usurpés le drapeau rouge de la révolution. D'ailleurs révolutionnaires à la mode germanique, qui est aux antipodes de la slave, ils prenaient aussitôt des arrêtés destinés à créer l'ordre là même où ils incarnaient le désordre et déjà faisaient défense, — l'éternel *Verboten*, — à quiconque, sauf à eux, de piller. Reconnaissant en ces singuliers révolutionnaires des frères bâtards, mais des frères quand même et élevés par la même mère, les hauts fonctionnaires prussiens, comme les officiers, s'inclinaient devant cette situation qui paraissait plus monstrueuse à la population qu'à eux-mêmes; et, s'accommodant par de secrets concordats avec les rouges, les hommes de l'aigle noir restaient en place, — tout en se faisant petits.

Telles furent les scènes dont Metz, Château-Salins, Haguenau, Strasbourg, Colmar, Mulhouse et autres cités, furent le théâtre. Les habitants se demandaient avec une nouvelle terreur où l'on allait : le joug du despotisme prussien ne se brisait-il que pour qu'ils fussent livrés à des bandes qui, le précédent russe remplissant les esprits, pouvaient soudain plonger le pays dans une anarchie peut-être sanglante? Et, le 11, on apprenait que l'armistice, par son article 2, prescrivait l'occupation à bref délai de l'Alsace-Lorraine par l'armée française. Les circonstances étaient telles que cette armée allait être deux fois libératrice : ayant brisé le joug de l'Empire, elle allait étouffer par sa seule venue les ferments de la Révolution et apporter ainsi (jamais la formule ne fut plus exacte) l'Ordre avec la Liberté : jamais, dans l'histoire du monde et par le seul fait des combinaisons du Destin, nos soldats n'étaient apparus avec un caractère plus accusé d'insignes bienfaiteurs.

Ils allaient paraître.

C'était le mot qui courait. Quand? Dès le 12, on croyait les voir arriver. Déjà les troupes allemandes du front prochain refluaient, en retraite et, en dépit du calme qu'eût put leur rendre l'armistice, presque en déroute. Du bassin de Briey, de la Woëvre, des lignes de Lorraine, elles refluaient sur le pays messin et la région des étangs, en marche vers la Sarre ; des cols des Vosges, elles descendaient sur Saverne, sur Schirmeck, sur Sainte-Marie-aux-Mines ; de Munster, où quatre ans avant les Français les avaient déjà rejetées, elles gagnaient Colmar et, des limites du Sundgau, depuis 1914 reconquis, Mulhouse

en route pour le Rhin. Ce n'était plus cette belle armée allemande que, même dans la retraite, on ne s'imaginait pas, depuis un demi-siècle, capable de débandade. Après cette longue et dure guerre terminée par une éclatante défaite, le physique et le moral étaient, — momentanément, — au plus bas. Depuis l'effroyable déroute qui avait suivi Iéna et Auerstædt, à aucun moment, soldats prussiens n'avaient paru si pitoyables. Je m'en rapporte, pour plus de sûreté, à un Allemand qui les allait voir arriver à Mayence quelques jours après. « Hélas! écrit ce témoin, ils reviennent fatigués, misérables, fourbus. La belle armée d'Hindenburg, qu'est-elle devenue? Foch l'a mise en pièces en moins de trois mois! » Mais là où un Mayençais s'apitoie, l'Alsacien, le Lorrain, tremblants de joie, se gaussent. Cette armée en désordre, qui sème de ses munitions les routes parcourues, c'est la preuve enfin éclatante de la défaite allemande, de la victoire française. Comme elle était « belle » en effet, — dans l'acception qu'un Allemand peut donner au mot, — cette armée allemande! On se rappelle à Metz, à Strasbourg, les grandes parades d'antan, quand l'empereur Guillaume, le casque à aigle d'or sur la tête, le bâton de maréchal en main, passait sur un front impeccable. Et depuis, en a-t-on vu passer, en route pour le front de France, de ces splendides bataillons, formidables et implacables, que nul ne semblait devoir rompre! Qu'ils devaient être forts, ces Français qui les avaient rompus!

Comme les soldats des garnisons quelques jours auparavant, ils montraient une indiscipline, à la vérité triste et hargneuse, accusaient leurs officiers, acclamaient la paix, — cependant honteuse, — que Foch leur imposait et la liberté qu'ils n'apercevaient point, comme l'Alsace-Lorraine, souriante et sereine, mais pleine de trouble et génératrice de discorde. « Une cohue! me dit un Alsacien. Les hommes assaillaient des camions, des fourgons. L'évacuation se faisait sans aucun ordre. Ils se précipitaient vers le Rhin comme s'ils eussent voulu le mettre un quart d'heure plus tôt entre eux et les Français qui, disaient-ils, étaient « sur leurs talons. »

On pense dans quel état d'esprit et d'âme étaient les habitants! Avant que de savourer les joies de l'amour, la Providence leur permettait de goûter celles de la vengeance et la satisfaction de leurs plus légitimes rancunes. L'événement comblait leurs

vœux au delà des espérances les plus audacieuses d'antan.

Déjà et sans attendre que les armées allemandes, qui défilèrent ainsi jusqu'au 16, eussent évacué le territoire, l'Alsace-Lorraine étalait sa joie. Il régnait dans la province une fièvre intense. Intense, elle devait l'être, car tout se réunissait à cette heure pour la surexciter. Avec l'armée allemande repassant en déroute dans ces rues foulées depuis quarante-huit ans par elle avec tant d'orgueil, ils voyaient s'écrouler l'odieuse administration prussienne. Dès le 11, la deuxième chambre du Landtag d'Alsace-Lorraine s'était érigée en *Assemblée nationale* et avait élu une sorte de comité exécutif où tous les groupes étaient représentés : le libéral avec M. Burger, le catholique avec M. Heinrich, le socialiste avec MM. Imbs et Peirotes, le lorrain avec M. Jung, tandis qu'un instant M. Ricklin cumulait la présidence de l'Assemblée avec des fonctions quasi ministérielles; ce comité, proclamait l'Assemblée en une déclaration de style quelque peu incertain (le statthalter était encore dans le palais voisin), avait comme unique tâche de maintenir l'ordre public et d'expédier les affaires « jusqu'à ce que notre situation soit définitivement éclaircie. »

Mais, ainsi qu'il arrive dans ces périodes de révolution, la population débordant ses timides représentants, estimait, elle, que la situation était parfaitement « éclaircie : » on allait redevenir Français. Elle laissait, sans paraître le moins du monde s'en soucier, l'Assemblée réclamer le 13 au « chancelier de l'Empire » (mais qui donc était chancelier?) l'élargissement de tous les Alsaciens-Lorrains détenus. L'Alsace-Lorraine, elle, ne demandait rien aux Allemands, — que de vider les lieux. En vain ceux-ci, essayant de jouer leur dernière carte, faisaient-ils campagne, appuyés par quelques Alsaciens nettement compromis, en faveur d'une *autonomie* qui ferait de l'Alsace-Lorraine une petite Belgique; en vain, pour entraver l'élan déjà sensible du peuple vers la France, représentait-on aux catholiques comme aux protestants que celle-ci allait apporter, avec la séparation de l'Église et de l'État, la suppression du budget des cultes, « l'école sans Dieu, la déchristianisation et la corruption des mœurs, » aux ouvriers que leurs retraites seraient compromises, peut-être perdues, et les lois ouvrières réduites à néant, aux industriels que leurs affaires, toutes orientées vers l'Allemagne, étaient guettées par la ruine. Des curés répondaient

par de beaux haussements d'épaules à ces suggestions, ouvriers et industriels y paraissaient insensibles. On aspirait à la liberté française, — sans chercher ce qu'il en serait, — et surtout on ricanait devant les appels à cet *autonomisme*, que, quelques semaines auparavant, les Allemands condamnaient au silence sous menace de déportation et que maintenant ils prônaient dans un langage qui puait, comme tout ce qui émanait d'eux, l'imposture et l'hyprocrisie. Quant au plébiscite, — la « dernière position, » — des Alsaciens disaient tout haut : « Ils vont l'avoir, le plébiscite ! »

Strasbourg n'avait pas attendu l'armistice pour entrer en ébullition. Si près de Kehl, la grande ville avait été plus et mieux instruite que le reste du pays de la déconfiture allemande qui, dès les premières heures de novembre, s'affirmait. Dès le 7, l'agitation y avait été grande : les cocardes tricolores commencèrent à paraître à certaines boutonnières, dès le 8, sous l'œil consterné des policiers qui, mieux informés encore que qui que ce fût, renonçaient à sévir, sachant ce qu'un prochain avenir leur pouvait réserver. Les étudiants alsaciens avaient aussitôt couru s'assembler aux pieds de Kléber. Devant le monument où, sous la statue de bronze, repose le corps du héros d'Héliopolis, pendant quarante-quatre ans, des générations d'étudiants étaient venues, muette mais imposante manifestation, une fois par an défiler sans un cri ; mais depuis quatre ans, ce pèlerinage silencieux même leur était interdit. La jeunesse, le 8, se rua vers la statue : elle fut escaladée, parée des couleurs tricolores et d'une couronne de laurier; des tribuns improvisés haranguèrent les camarades; un cortège se forma qui, drapeaux tricolores en tête et, — en ce Strasbourg où la veille encore défense était faite, sous peine de prison, de parler français, — aux cris de « Vive la France ! » la jeunesse alla casser les vitres de la maison où résidait encore le prince Joachim de Hohenzollern, dernier fils de l'Empereur. C'était l'heure où, prêt à signer la capitulation, Erzberger arrivait avec sa troupe devant Foch. On pense si l'agitation n'ayant pas cessé du 9 au 11, elle augmenta le 12, le 13 Le *Conseil des ouvriers et soldats* faisait en vain promener le drapeau rouge; ce n'était pas ce drapeau-là qui, pour les Strasbourgeois, devait remplacer l'autre, c'était « le Tricolore, » et il sortait de tous les trous, malgré les avertissements de prudentes personnes

qui estimaient que la jeunesse allait un peu vite en besogne.

Cependant, ce frisson précurseur qui, à Strasbourg, avait jeté la jeunesse aux pieds de Kléber, agitait Metz aussi. Strasbourg est une ville ardente et violente ; on comprend que l'*Hymne à l'armée du Rhin*, — devenu *la Marseillaise*, — en ait jailli, brûlant, un soir, comme la lave tout naturellement jaillit du volcan. Metz, que les observateurs superficiels tiennent seuls pour froide, est une ville religieuse et grave, chez laquelle le sentiment est profond et l'émotion d'autant plus contenue qu'on la sent plus intense. Dans les journées qui précédèrent et suivirent les conclusions de l'armistice, il y eut, de l'Esplanade, où Ney attendait, à la place d'armes, où Fabert semblait frémir, un long mouvement sans un cri : les gens se rencontraient qui se serraient silencieusement la main et parfois s'embrassaient. Le Conseil municipal avait envoyé à Strasbourg le premier adjoint, M. Jung, député à la deuxième Chambre, et l'on attendait le retour de ce patriote. Mais on allait au tombeau de Dupont des Loges, au cimetière de Chambrière pour dire aux morts : « Ils vont arriver ! » Cependant, le Conseil des ouvriers et soldats qui s'était emparé du palais du Gouvernement, promenait, là aussi, ses drapeaux rouges au milieu d'une indifférence teintée d'un peu d'inquiétude. On aspirait à voir arriver les troupes : des émissaires partirent pour le quartier général du général Mangin établi à Champigneulle, et pour Nancy où l'on se voulait informer. Lorsque j'arrivai moi-même à Champigneulle, le général recevait cette première mission de Metz toutes portes closes, — ce qui n'allait pas sans causer une sorte d'émotion sacrée.

L'intérêt prodigieux de ce moment historique s'avivait de tout ce que le mystère développe d'émotion : car, au fait, si l'Alsace-Lorraine se *demandait* quand, où, comment, nos troupes entreraient, de Nancy à Remiremont, — si près des frères qui nous tendaient les bras, on en était encore à ignorer, sinon dans quels sentiments ils vivaient, du moins quel en était l'exact degré. Songeons qu'en ces journées des 12, 13, 14, le double mur qui depuis quatre ans nous séparait de la région du Rhin, à peine s'écroulait : les armées allemandes abandonnaient leurs lignes; mais, outre qu'elles laissaient entre la France et l'Alsace-Lorraine de terribles coupures, il était formellement interdit de les franchir de part ni d'autre ; notre

ligne à nous restait bien gardée, et c'était miracle que quelques Alsaciens ou Lorrains audacieux fussent, malgré tout, parvenus à la passer. Mais ils étaient trop impatients d'embrasser des Français, de mêler leur joie à la nôtre, — et subsidiairement, me confia l'un d'eux, de rapporter là-bas des stocks de drapeaux, — pour que, de Metz comme de Strasbourg, quelques-uns, en ce *temps de miracle*, n'eussent réalisé ce tour de force.

Dès le 15, certains apparurent, interrogeant et interrogés avec la même avidité et dans un état d'exaltation communicatif. Quels bruits de bocks dans les brasseries de Nancy où nous les rencontrâmes! Quels propos pleins d'ivresse! Ils révélaient le calvaire de leur pays en ces quatre années, la débandade des Boches en retraite, la joie intense des habitants, la fièvre avec laquelle ils se préparaient à nous recevoir; ils demandaient aussi qu'on se hâtât parce que, les reîtres partis, les rouges menaçaient de s'emparer des cités. Ces propos déjà couraient notre province lorraine et y surexcitaient l'émotion. Je garde de mes quatre traversées de Nancy du 14 au 18 l'impression que, sous les drapeaux frissonnant aux fenêtres, les pavés de la capitale lorraine et jusqu'à ceux de la paisible place Stanislas frémissaient. Dès le 11, une retraite aux flambeaux monstre avait crié la joie de la grande ville de l'Est et de l'armée Mangin, et, depuis cette soirée historique, les sentiments ne cessaient de s'exalter. Quel forum agité que tel restaurant de Nancy, de 7 à 9 heures du soir, en ces moments sans précédents!

De Metz à Mulhouse, l'agitation, cependant, grandissait. On peut dire que la journée du 16 fut en Alsace-Lorraine une *vigile* étonnante : les nerfs étaient tendus à craquer. L'armistice autorisait nos troupes à franchir « le 17 à 0 heure » les lignes allemandes entre Nancy et Metz, entre Lunéville et Château-Salins, les sommets des Vosges, du col de Saverne au col du Bonhomme et, de la région de Munster à celle de Dannemarie, la ligne qui couvrait Colmar et Mulhouse. « On les attend avec des battements de cœur, — à faire mal. Et c'est si bon! » écrit un Colmarien.

On en avait fini avec les Boches!

Les derniers avaient, — tout au moins dans la première zone que les Français allaient occuper, — vidé les lieux le 15 au soir. Mais dès ce jour-là, tandis que les soldats d'Allemagne s'éloi-

gnaient et que ceux de France approchaient, soudain on vit apparaître venant des ponts du Rhin, nouvel aliment à la surexcitation, une pitoyable, une tragique armée ; c'était celle des prisonniers de guerre brusquement congédiés par les Allemands « en exécution de l'armistice, » en réalité jetés hors des lignes allemandes avec une brutalité persistante, gens déjà épuisés par des années d'une douloureuse captivité, mais qui, par surcroît, deux jours auparavant, renvoyés sans nourriture, affluaient en bandes énormes dans le plus lamentable état. Ils étaient des milliers, appartenant à cinq ou six nations de l'Entente, mais en énorme majorité Français. Le cortège de ces malheureux eût tenté notre Callot, car dans leurs vêtements de fortune, faits de bric et de broc, depuis la tenue (qui déjà nous paraissait étrangement archaïque) des soldats de Charleroi et de Morhang , pantalon et képi rouges, capotes de drap bleu sombre, jusqu'au *bleu horizon* lavé par les pluies, en passant par l'étrange « uniforme » de 1915, les *complets* de velours multicolores, dans leurs accoutrements souvent composites et beaucoup en haillons, ils semblaient bien des « gueux. » Ce qui dominait (on sait ce que nous coûtèrent en prisonniers les premiers mois de guerre), c'était le *pantalon rouge*, et rien ne pouvait plus que cette circonstance, — le pantalon rouge étant pour eux manière de drapeau national, — achever de surexciter la tendresse apitoyée des Alsaciens et des Lorrains. Ils attendaient, pour le 17, et à l'Ouest, les soldats de France, et voici que, de l'Est, leur en arrivaient, dès le 15, des légions, soldats misérables et guenilleux, mais d'ailleurs pas geignards et qui déjà, en vrais Celtes, plaisantaient leurs misères et raillaient leurs haillons. Ce fut une première levée des cœurs, magnifique. « J'ai vu, me disait un Strasbourgeois, une colonne de trois mille prisonniers entrer dans les faubourgs, du côté de Kehl où ils avaient passé le Rhin. Après cinq cents pas, ils n'étaient déjà plus la moitié; après mille, il n'y en avait pour ainsi dire plus : à peine s'ils arrivèrent cent sur la place Kléber; chaque Alsacien en avait un, deux ou trois; les pauvres, comme les riches, les avaient emmenés chez eux pour partager avec ces pauvres braves gens la maigre pitance de la table et leur donner un lit. » Et pendant des jours, l'exode des prisonniers continuant, partout à Huningue, à Mulhouse, à Neuf-Brisach, à Colmar, à Erstein, à Strasbourg, à Haguenau, à

Wissembourg, ils furent ainsi hébergés; nos troupes, arrivant après le 16, allaient, — je vis cette rencontre pathétique, — croiser bien des jours encore les camarades en colonnes ou plus généralement les trouver installés chez l'habitant bénévole et attendri. L'Alsace avait fait cet autre miracle, de fêter, de choyer, de bercer de son amour des Français avant que « les Français » ne fussent entrés.

Mais tout de même cette joie attendue, — si déjà elle éclatait, — restait en général au fond des cœurs et parfois ne se dépensait que dans le secret des foyers. Elle était universelle, profonde, mais on ne se déshabitue point en six jours de quarante-huit ans de contrainte, de quatre ans d'atroce compression. Chacun cependant en son particulier préparait « l'entrée; » le père, un soir, montait au grenier, en descendait solennellement un morceau d'étoffe bleue; le morceau rouge était tiré d'un placard par la mère : une serviette fournirait le blanc. Sans qu'on se fût donné le mot, dans une seule petite ville de mille feux, mille ménagères cousaient à la même heure les pièces d'un drapeau tricolore. Parfois c'était inutile. « Le mien était prêt depuis juillet, » me dit fièrement un brave homme, et un autre : « Depuis Verdun ! » — ce qui est caractéristique. Parfois même, le très vieux drapeau, échappé, Dieu sait au prix de quelles transes, aux perquisitions, était tiré de sa cachette, déterré parfois de son trou, dévoilé devant la famille au milieu d'une émotion qui mettait le sang au visage ou les larmes aux yeux. « Voici le tricolore. Le grand-père l'avait caché. Il l'avait dit au père avant de mourir. Le voici ! » et chacun de pleurer et de crier : « Vive la France ! » Ce récit-là, je l'ai entendu, — et lu, — cent fois. On avait d'ailleurs les drapeaux alsaciens, le rouge et blanc : « Chaque fois qu'on le mettait, — pour *le* Guillaume ou, depuis cette guerre, pour *leurs* victoires, en gémissant, — on se disait : « Quand est-ce qu'on y ajoutera le bleu? » Mais où trouver de l'étamine bleue en ces temps de pénurie? On se mit à teindre, chacun chez soi, les serviettes de table et de toilette, des morceaux des draps de lit. Il se trouva que dans certaines villes, encore occupées par le soldat boche, le ruisseau fut, au matin, tout bleu. « Et le Boche aussi, » ajoutait en riant un Mulhousien devant moi. Mais se contentera-t-on d'un seul drapeau? il en faut dix, vingt à chaque logis, et des guirlandes et des banderoles tricolores; on teignit en rouge,

en bleu ce qui restait de linge de table ou de literie; on découpa; on tressa; on cousit; c'était « une fièvre de tricolore; » on se grisait à assembler ces morceaux de drapeaux; on eût dit que c'étaient les cœurs d'Alsace et de Lorraine que, avec les pièces du drapeau, on rattachait du même geste aux cœurs de la France.

C'était encore manière de drapeau que ces costumes alsaciens et lorrains, arborés dans les cérémonies. Beaucoup de jupons verts, ponceau, bleus, roses ou bruns, de tabliers à fleurs, de fichus à ramages, de bonnets de linon à cocarde, — s'il s'agissait de la Lorraine, — de nœuds noirs, rouges ou chamarrés, — s'il s'agissait de l'Alsace, — attendaient depuis bien des années le grand jour. Mais maintenant que ce grand jour approchait, chaque jeune fille, chaque jeune femme voulait le sien. Il fallait que l'Alsace-Lorraine apparût aux Français vainqueurs et libérateurs dans l'*uniforme* où ceux-ci s'attendaient à la voir, — ce costume, légendaire pour la plupart de ceux qui allaient entrer, connus d'eux par les seuls dessins, photographies ou chromos, ou aperçu un jour sur le dos d'une Alsacienne, plus ou moins authentique, au cours d'une cérémonie patriotique. Oui, il fallait que la France retrouvât, même par ses atours, l'Alsace qu'elle attendait. Mais on n'avait que trois jours, quarante-huit heures. « Ces petites furent impitoyables pour nos tentures, nos rideaux, nos édredons, me disait en souriant une mère; on éventrait les édredons rouges; on taillait des nœuds dans toutes les robes de soie noire des grand'mères. C'était une folie. » Et, le 16, les costumes étaient prêts, l'Alsace sous les armes. Cependant, le brave curé ouvrait lui aussi son placard et, rejetant la redingote étriquée du *Geistlich*, reprenait la grosse soutane de drap noir, la *douillette* ouatée, le *rabat* qu'en manière de revanche, il eût voulu plus large, ample comme un drapeau reconquis. Des vétérans prenaient d'une main tremblante dans la cassette une pièce de ruban vert et noir, s'y taillaient une décoration énorme et, dans le désir de s'en parer plus encore, s'en confectionnaient une cravate criarde, mais touchante.

Des maires, des adjoints, allaient rechercher dans une armoire les écharpes de maille de soie tricolore au blanc jauni, au bleu passé, au rouge atténué qui avaient été « celles du grand-père, » maire « d'avant 1870, » et parfois bien plus

anciennement sous le « bon roi Louis Philippe, » sous « l'Empereur Premier. » Les pompiers jetaient avec mépris la coiffure allemande pour reprendre le vieux casque de cuivre du temps de Napoléon III et les étudiants la casquette des universités allemandes pour arborer un béret de velours « à la mode de Nancy. » On peut dire que soudain toute la France ressortait des placards, des caches, des trous. Les enfants se groupaient, encore en secret, car cela commença dès le 11, autour d'un « vieux à barbiche » qui leur apprenait *la Marseillaise*, paroles et musique, quand les parents n'y suffisaient point. Le « comité des fêtes du retour » de Schillick, faubourg de Strasbourg, se réunissait ainsi déjà depuis des semaines pour combiner des projets d'ornementation et y rapprendre, en sourdine, le chant national..Et tant d'autres!

Dans les petits bourgs, on ne savait si les soldats de France entreraient, s'ils ne laisseraient pas de côté, suivant la grande route, le modeste village. Mais on se satisfaisait personnellement en préparant pavois et costumes. C'était le cher pays de France qu'on faisait déjà renaître en Alsace, et si les Français n'entraient pas le 17, le 18, dans chaque petit bourg, toute la France allait entrer qui partout devait rencontrer sa fille retrouvée sous les couleurs françaises.

Et on l'attendait le cœur battant d'amour et avec un sourire où des larmes étaient en suspens.

LOUIS MADELIN.

A suivre.

LE
POÈME DE LA DÉLIVRANCE

I

DÉTRESSE DE LA TERRE

En ce temps-là, le sang ruisselait sur la terre,
Les cris des naufragés flottaient au ras des eaux,
Et, le ciel même étant un secteur militaire,
Les guerriers dans leur vol surpassaient les oiseaux.

Dans un brouillard de flamme et de morceaux de cuivre,
Si dense qu'on eût cru que rien n'y pouvait vivre,
Un ruban sinistre ondulait,
Passant par des bois morts et d'anciens villages.
Et l'homme de corvée, et l'âne, et le mulet,
Les camions, les attelages
Haletaient et sifflaient par route et par sentiers.
De tous côtés, les trains, sur voie étroite ou large,
Cornaient, sifflaient, tiraient leur charge.
Un mécanisme immense et des peuples entiers,
Obéissant partout à la même consigne,
Tous colorés d'un gris terreux,
S'épuisaient jour et nuit dans un effort fiévreux
Pour alimenter cette ligne.

*
* *

Derrière, par delà ce terrain convulsé,
Au bas de ce rideau d'orages,
Des moutons vaguaient dans des pâturages,
En paix, pouvait-on croire, ainsi qu'au temps passé.

D'un côté les brusques fumées
Et les secousses violentes
Dont s'enveloppent les armées,
De l'autre, les vapeurs silencieuses, lentes,
Qui s'élèvent le soir de l'habitacle humain.

Mais, à l'aube du lendemain,
La flamme mordait la verdure.
Le village en bordure
De l'effroyable ourlet
A son tour s'écroulait.

Et plus loin en arrière,
Les villes, l'âme émue à ces sourds craquements,
A la hâte envoyaient vers la grande barrière
D'autres canons encore et d'autres régiments.

***

Les hommes les plus beaux que la bataille appelle
Montaient dans les wagons en se donnant les mains,
Tandis que, raidissant leurs doigs gourds sur leur pelle,
Les plus vieux réparaient l'usure des chemins.

Dans l'espace aucun refuge,
Dans le temps aucune trêve,
Des haltes sous un déluge
Et des marches dans un rêve.

Et toujours le bruit du quart
Qui tinte contre la crosse,
Et, précieux, tiède, atroce,
Du rouge sur un brancard.

***

Les enfants quittaient le collège
Pour coiffer le casque et s'asseoir
Sur des bancs de boue et de neige,
Et l'abri ressemblait à l'étude du soir.

Et le cliquetis des armes,
Et l'éclair des coups de feu
Alternaient avec les larmes
Et les cris jetés vers Dieu
Comme les répons d'un psaume.
Qu'importait au mauvais temps
Qui dispersait les royaumes
Le sort des fils de vingt ans?
Qu'importait à la tempête
L'espoir placé sur la tête
D'un jeune héros rieur?

Cible pour les artilleurs,
Feuille pour les balayeurs!

***

Le mal profond poussait dans la croûte terrestre
Ses fibres toujours plus avant.
De la plaine il gagnait la solitude alpestre,
Mais les villes surtout comme un immense orchestre
Gémissaient dans le vent.

La mort à tour de bras y battait la mesure.

Les journaux annonçaient à quel degré d'usure
Chaque peuple était parvenu.
Les diamants brillaient derrière les vitrines,
Mais l'âtre était sans feu, la houille et les farines
Atteignaient un prix inconnu.

Les uns s'enrichissaient des misères publiques,
Les autres sanglotaient sur de pauvres reliques.

Les femmes avaient pris la blouse ou le sarrau.
Une haleine puissante ébranlait le carreau :
L'obus tombait par intervalles.

Et la guerre avait deux rivales
Qui marchaient d'un pas plus caché :

L'épidémie et la débauche,
Car qu'importe la main qui fauche,
Pourvu que le pré soit fauché !

*
* *

La foule, dans la débâcle
De ces temps vertigineux,
Se consolait au spectacle,
Et, sur l'écran lumineux,
Dans une atmosphère ardente,
Défilait devant ses yeux
La vision trépidante
D'un monde silencieux.

Mais, soudain, semant la panique,
Grandissait dans l'espace obscur
Un bourdonnement mécanique,
Et le plafond, le mur,
Tout semblait dérisoire,
Tout rentrait sous la loi qui borne au provisoire
Un univers peu sûr.

*
* *

L'étrangleur craint les yeux de celui qu'il étrangle,
Mais ce rapide triangle
Dans les nuages, là-haut,
Ignore le soubresaut
Du corps frappé sur sa couche,
Et le flot qui de la bouche
Jaillit sur le traversin,
Et la clameur qui monte : « Assassin ! assassin ! »

Peut-être était-il sans haine.
Ce qu'il voit
C'est à peine
Le biseau luisant d'un toit,
Puis comme un flocon de laine...

Et les plaintes des sirènes,
Et les lointains feux roulants
Annonçaient aux nuits sereines
L'approche des hommes volants.

*
* *

La mer roulait sa houle ainsi qu'aux anciens jours,
Quand Noé vit venir la colombe vers l'Arche...

Cependant les bateaux dissimulaient leur marche
Et changeaient leur parcours.
La torpille éclatait, le nageur sur la vague
Demeurait sans secours.
Dans la brume émergeait la longue forme vague
D'un monstre ruisselant.
Des hommes quelquefois ricanaient sur sa croupe,
Et, lorsque l'éperon renversait la chaloupe,
Le seul témoin du crime était le goéland.

*
* *

Et depuis quatre années
La charrue et la herse,
Par les champs, sous l'averse,
Gisent, abandonnées.

La terre jadis brune
Est pareille au talus,
L'antique soc n'a plus
La couleur de la lune.

Mais ferraille et broussaille,
Nuages pluvieux,
Tout est même grisaille.

Le corbeau qui vit vieux
Vole d'une aile lasse,
Et, sans cesse, à ce deuil
De ce qui fut orgueil
Jette une injure basse.

***

Combien de tonnes de fer,
Combien de barils de poudre
Dépensés par heure à moudre,
A martyriser la chair!

Et des mains s'empressaient de vite la recoudre,
Pour qu'aussitôt cousue elle recommençât
De souffrir avec gloire
Des maux comme jamais n'en souffrit un forçat
Dans son infâme purgatoire.

***

Cependant, sous le poids du sac,
Les nations courbaient de plus en plus l'épaule.
La tristesse des camps, de bivac en bivac,
Remontait jusqu'au pôle.

Comme des fourmis qu'un danger commun
Dispose en colonne, un par un,
Des convoyeurs, dans les nuits blanches,
Actifs, prudents, posaient des planches
Sous les sabots de leurs chevaux.

Les pionniers creusaient l'abreuvoir dans la glace.

Sous tous les cieux la guerre augmentait ses travaux
Et n'était jamais lasse.

Dans les grands ports de l'Inde ardents et populeux,
De jaunes fronts huileux
Dégouttaient de sueur pour elle.
A la file, les turbans
Franchissaient la passerelle.
Des voix criaient dans les haubans,
La vague écumait sous l'hélice...

Et, pour le même exil et le même supplice
Râflant l'Arabe avec le noir,
D'innombrables vaisseaux venaient chaque semaine
Dire au sol africain qu'aucune race humaine
N'est à l'abri du désespoir.

II

LES DEUX CAMPS

Des deux côtés, on lutte, on souffre,
Dans les deux camps la guerre a les mêmes couleurs :
Même bâche grise où le vent s'engouffre,
Et même croix rouge et mêmes pâleurs.

Nos petits canons ressemblent aux leurs :
Même tablier, même étroit calibre.
Mais l'acier d'un canon peut être noble et pur,
Il peut avoir une âme libre
Ou n'être qu'un métal impitoyable et dur.

Derrière les deux fronts, des poings chaussés de moufles
Se raidissent sur des volants.
Mêmes fracas la nuit, mêmes feux, mêmes souffles
D'énormes poids roulants.

Mais le long des pistes de boue
La giration d'une roue,
Le glissement d'un pas
N'ont point un sens pareil ici comme là-bas.

Les empreintes des clous dans l'argile et la glaise
Sont les marques là-bas d'une fureur mauvaise,
Tandis qu'ici, par les chemins,
Traces de lourds souliers et profondes ornières,
Tout proclame l'effort que font sous nos bannières
Les grands rêves humains.
Les soldats chez nous ont le cœur tranquille,
Et les fanges d'hiver, le cambouis et l'huile
Consacrent leurs pieds et leurs mains.

Des deux côtés, le corps s'effondre,
Plus d'un jeune visage est soudain profané ;
Et cependant peut-on confondre
Les maux du martyr et ceux du damné ?

Peut-on prier pour eux avec les mêmes larmes ?
Peut-on, oubliant leurs desseins,
Dire que les pervers qui meurent sous les armes
Sont les égaux des saints ?

Non, non, dans la bataille un effroyable masque
A beau cacher les traits de ceux que nous aimons,
Une vague lueur brille autour de leur casque
Et les distingue des démons.

*
* *

France, te revoici, naïve, ardente, exacte,
Toujours prompte à remplir le pacte
Que dans les temps anciens tu conclus avec Dieu,
Incrédule, dit-on, mais présente en tout lieu
Où l'âme est en péril et la foi menacée.
Te revoici, fidèle à ta splendeur passée,
A tes morts glorieux, à ton illustre nom,
Empoignant ton cheval aux crins, sautant en selle,
Ou, calme, le front haut, serrant sous ton aisselle
La gueule noire d'un canon.

Te revoici, poussant tes fortes lignes bleues
Au combat éternel des bons et des méchants,
Guerrière, dont le cœur pendant de longues lieues
Se berce avec de simples chants.

Te revoici, poudreuse aux carrefours des routes,
Montant au milieu des convois
Vers les grands bastions et les grandes redoutes,
Perdant ta vie à flots, suant à grosses gouttes,
Criant justice encore avec toutes tes voix.

Justice pour le toit crevé par la mitraille,
Pour le mur qui n'est plus que plâtras et pierraille,
Pour la huche et la table et le coffre et le lit,
Pour tout ce que le Mal détruit, insulte et raille,
Et tout ce qu'il salit.

Justice pour la nef, l'abside et la rosace,
Pour les vitraux couvrant de leurs débris la place,
Pareils à des champs de bluets,
Pour tous les volets clos des villages d'Alsace
Étrangement muets.

Justice pour le Belge et pour le peuple serbe
Qui n'a plus pour foyer que les cailloux noircis
Autour desquels, soufflant sur un âcre feu d'herbe,
Quelques soldats se sont assis.

Justice pour l'otage accroupi dans la geôle,
Qui sent que la folie au jour tombant le frôle,
Et pour les prisonniers qu'on attache aux poteaux,
Ou qui, rêvant, les yeux aux trous des palissades,
Regardent s'assombrir dans les brumes maussades
Le cercle horrible des coteaux.

Justice pour les arts et les travaux paisibles,
Pour les humbles métiers diligents et joyeux,
Et justice surtout pour les biens invisibles
Que nous tenons de nos aïeux.

Justice pour l'Esprit, pour qu'un soir de défaite,
Dans la confusion dont parle le prophète,
Ne s'éclipse pas tout à coup
Le peu qui fait que l'homme est différent du loup.

Pour que la dernière minute
Qui succède à quatre ans de lutte
Ne rende pas notre effort vain.
Pour que, sous le choc de la brute,
Nous n'allions pas dans notre chute
Renverser le flambeau divin.

Pour qu'au sortir de la tourmente,
Sur la terre encore fumante,
Après le dernier défilé,
Par notre victoire tardive
L'espoir reverdisse et revive
Dans la couleur du nouveau blé.

*
* *

Hélas! la nuit est longue, et rien n'annonce encore
Dans les cieux étouffants l'approche de l'aurore.
La Bête a fait un nouveau bond.
Il semble que jamais elle ne fût si forte.
Pour la seconde fois Paris sent sous sa porte
Passer un souffle furibond.

Pour la seconde fois, rasant la piste chaude,
De tristes vents flaireurs tournent au pied des murs :
C'est la honte qui cherche une entrée et qui rôde
Avec ses chiens obscurs.

Amérique, Amérique, en cette nuit pressante,
Par-dessus le fracas du flot contre l'écueil,
Entends la faible voix qui sur l'âme est puissante,
Le cri que jette au ciel dans ses voiles de deuil
La victime innocente.

Hâte-toi d'accourir ! les peuples anciens
Ont uni toutes leurs armées.
Nous avons nos héros, l'Angleterre a les siens,
Et sa flotte est présente autour des eaux fermées.
Les soldats d'Italie ont sur les pics neigeux
Dressé contre Wotan Vénus humaine et claire.
Oui, tous se sont comptés dans un jour de colère
Et tous ont fait leurs jeux.

A ton tour à présent lève-toi, Nouveau-Monde,
Cadet aventureux qui si vite as grandi!
Entre Toul et Verdun prends place dans la ronde.
Tu verras Douaumont qui toujours fume et gronde
Et Vaux dont le volcan ne s'est pas refroidi.

Souviens-toi, souviens-toi quand nous mêlions nos voiles,
Quand, sur les mêmes eaux, sous les mêmes climats,
Nos fleurs-de-lis et tes étoiles
Claquaient ensemble au haut des mâts!

Par la faute du Russe un poids affreux retombe
De l'Orient sur l'Occident.
Soissons est dépassé, Château-Thierry succombe.
De Dunkerque à Belfort le sol n'est qu'une tombe
Et le ciel un dôme strident.

Viens, ne perds pas un jour, l'Europe se déchire,
Mais tu n'es pas si loin, notre sort est pareil :
Tu n'es qu'à l'autre bout de ce pauvre navire
Qui fait route autour du soleil.

*
* *

L'Amérique embarque et les câbles
Grincent autour des cabestans.
Les vaisseaux anglais impeccables
Escortent les convois flottants.

L'ennemi bombarde Compiègne,
Et la nymphe qui sommeillait
Sous l'écorce de l'arbre, saigne.
Nous sommes à la mi-juillet.

Tous les poids sont dans la balance :
Or et charbon, pétrole et fer,
Soldats, bétail et blés d'hiver.
Minuit sonne dans le silence.

III

DERNIERS MOIS

L'eau sous les ponts coulait
Comme affaiblie et lasse,
Car c'était la saison où la rivière est basse.
Un rayon par endroits filtrait sous un volet.

L'air était orageux et les toits dans la brume
Ressemblaient aux rochers que recouvre l'écume.
Les antennes vibraient au sommet de la Tour.

Une lueur parut qui n'était point le jour,
Rose d'un rose horrible.
De nuage en nuage elle montait dans l'air,
Ayant du sang clair
La hâte terrible.

On entendait les coups lointains
Frappés par les canons aux portes des vallées.
Les aiguilles tournaient sur des cadrans éteints,
Et les lampes étaient voilées.

Et les coups redoublaient, plus sourds au fond des bois,
Plus larges dans la plaine.
Les femmes dans leur lit retenaient leur haleine,
Mais les câbles, les fils parlaient tous à la fois,
Tous les appareils Morse
Déroulaient leur fin ruban bleu :
L'Allemagne attaquait en force,
La ligne de Châlons est déjà sous son feu.

*
* *

L'obus indifférent couvre sa trajectoire,
Et ceux qui vont mourir poussent leurs derniers cris.
Un homme est sûr de la victoire,
Il s'avance au milieu de quelques manteaux gris.
Reims, où l'âme survit dans la pierre trouée,
Semble un phare qui danse au haut d'une bouée.
L'homme est content de ce qu'il voit.
Il déploie une carte et l'ongle de son doigt
Sous un rayon tremblant erre de ville en ville.
L'aide de camp sourit d'un sourire servile,
Et la voiture attend au bas de la forêt...

Le jour point, la Marne est franchie,
Mais notre ligne au Nord s'est à peine infléchie :
L'ennemi marque un temps d'arrêt.

*
* *

O pays pouilleux, pays de broussailles,
Entre Argonne et Reims comme tu tressailles!
Quel immense espoir dans la nuit venu
Te fait frissonner, vaste horizon nu?
Parlez, coteaux blancs, carrières de craie,
Mont-Haut, Saint-Soupplet, Saint-Martin-l'heureux,
Ils ont échoué, la nouvelle est vraie?
Des milliers des leurs gisent dans les creux.

Notre cœur vous bénit en cette matinée,
O terrains indigents, misérables talus,
Humbles fourrés que l'aube a brusquement élus.

Car le grand renouveau de notre destinée
Est parti du plus pauvre sol.
C'est d'une touffe de bruyère,
D'une fleur couleur de poussière
Que l'alouette a repris son vol!

*
* *

C'est l'instant. La Bête essoufflée
Gratte l'herbe pelée,
Et roule un œil sanglant.
L'Archer bande son arc, il vise au flanc...
Il tire!

Ah! la flèche est lourde à vrai dire!
Des centaines de chars d'assaut!
Réunis en secret sous l'obscure feuillée,
Tous, de leur marche ensommeillée,
Avancent à l'endroit qu'il faut.

A votre tour soyez bénis, couverts des branches,
Remises des chevreuils, asiles des pervenches,
Puisque, nous dérobant aux regards des guetteurs
Qui croisent dans les airs à de grandes hauteurs,
Et pendant plusieurs jours étouffant sur les mousses
Le bruit montant de nos essieux,
Vous nous avez prêté l'appui des ombres douces
Et des sous-bois silencieux.

*
* *

La France passe à la riposte.
Elle offre encore un holocauste
Aux dieux qu'elle a toujours servis.
Peuple au cœur fort, aux lèvres gaies,
Qui vas te déchirant aux haies
Par les sentiers que tu gravis,
Peuple saignant par tant de plaies
Qu'on ne sait plus comment tu vis,
Peuple éternel et sans mesure,
Après quatre ans d'horrible usure
Toujours debout sur les remparts,
Voilà pourtant, peuple prodigue
Semant tes fils aux vents épars,
Lorsqu'on te croit mort de fatigue,
Voilà de quel pied tu repars !

Loué soit notre capitaine !
Nous reprenons Château-Thierry
Et ces jardins où La Fontaine
Comme un arbre rare a fleuri.

*
* *

A vous, Anglais, dont les mâchoires
N'ont pas desserré leur étau,
Depuis quatre ans qu'un seul marteau
Dans le même brasier forge nos deux histoires !

Compagnons des nuits sans sommeil,
Appuyez notre gauche encore !
Car Roye est toujours sombre à l'Orient vermeil,
Et Bapaume est toujours sonore.

Voilà longtemps déjà qu'il n'est plus rien d'humain,
Que tout est cendre et miette entre la Lys et l'Avre.
Il n'est point de repos sur ce triste chemin,
Même pour le cadavre.

Et pourtant, ces hameaux pareils à des remblais,
A des tas d'ossements blanchis, délivrez-les!
La montée est abrupte et la distance est grande,
Mais vit-on jamais un Anglais
Recevoir des coups qu'il ne rende?

Allez, messieurs, allez, Dieu garde votre Roi!
Son astre ancien ne peut descendre,
Puisque, tous libres sous sa loi,
Ses vassaux ont passé les mers pour le défendre.

Allez, messieurs, en France on sait ce qu'on vous doit,
On sait que grâce à vous Boulogne un peu respire,
Mais que Brest et Cherbourg n'auraient plus un seul toit,
Si le lord-amiral, un jour, sur son navire,
N'eût pas levé le doigt.

La torpille en tournant ronronne
Et le soleil est déjà haut,
Et la Somme passe à Péronne...
Allez, messieurs, le temps est chaud.

*
* *

Le mois d'août s'achève et septembre
Apparaît dans un tourbillon.
Saint-Quentin s'arc-boute et Chauny se cambre,
Et Lens au bord du ciel se peint en vermillon.

L'Américain apprend à taper sur l'enclume,
L'Italien s'en mêle et Foch tient le soufflet.
Dès qu'un foyer languit un autre se rallume.
Et c'est l'automne, il pleut, et là-bas, dans la brume,
La ligne Hindenburg étend son bourrelet.

Voici ce que le Mal dans sa puissance triste
Organisa de plus savant.
Tout y fut calculé par le vieil algébriste.
Rien devant ce regard ne doit rester vivant,
Et nous sommes devant...

Qui n'a fait sa prière au moment où l'orgie
A commencé sous ce rideau ?
Quelle que soit sa liturgie,
Qui n'a fait son *Credo?*

Qui, s'éveillant la nuit et songeant au massacre,
Ne s'est voilé les yeux dans un frisson d'horreur?
Mais plus grave et plus fier qu'un roi le jour du sacre,
Plus appliqué, plus doux, plus lent qu'un laboureur,
Le fantassin, placide au plus fort des mêlées,
Marchait innocemment sur les pierres brûlées.

Et le pli du vallon et le flanc du coteau,
Comme pour rejeter un odieux fardeau,
Se secouaient ensemble et tremblaient. Ah! Justice,
Il est temps que ton pas sur le sol retentisse.
Tu n'es donc plus un grand mot creux,
Ou le mot que murmure un esclave peureux
Sous le poing d'un maître implacable?
Tu t'es dressée enfin, Justice irrévocable!
Que ta voix dans ce jour a des échos nombreux!
Comme tes serviteurs sont puissants sur la terre!
Et comme, à leur approche, en ses nids de béton,
Le Mal, jouant son sort sur un dernier jeton,
Se sent tout à coup solitaire!

Justice, montre-toi dans toute ta fureur!
Laon rebelle au marteau a cédé sous la lime.
Frappe le faux savant sur les lieux de l'erreur,
Frappe le criminel dans la maison du crime!

Français du Nord, captifs que foule un dur talon,
Pays flamand, pays wallon,
Quel affolant bonheur vous a pris aux entrailles!
Entendez, entendez! encore un dur moellon
Que le pic arrache aux murailles!

Lille tombe en nos mains, et le Belge à son tour
Après quatre ans d'attente a vu venir son jour.
C'est le grand équinoxe et la mer démontée
Dans un raz formidable emporte la jetée.

La vague se déploie et, chacun, à son rang,
Nous montons. Ludendorff a dû quitter sa chambre.
Nous montons. L'ennemi par centaines se rend.
Nous semblons des pêcheurs qui pêchent le hareng
Sans arrêt, par gros temps, sous le ciel de novembre.
Nous débordons Vervins, nous rentrons dans Rethel.
Sedan, qui se souvient de son passé tragique,
Nous accueille en criant : « Vive la République ! »
Le prêtre nous bénit du haut du maître-autel.
On nous jette des fleurs, on embrasse nos armes,
On rit en même temps que l'on verse des larmes,
Et le soldat boueux, ruisselant, cramoisi,
Retrouvant tout à coup au fond de sa mémoire
Le grand geste oublié de l'antique Victoire,
Brandit dans l'air son casque au bout de son fusil !

IV

ET LE JOUR REPARUT

Ils ont lancé dans les nuages
Trois, quatre appels, d'un cœur tremblant,
Puis attendu, dévots et sages,
Ces bons maîtres du faux-semblant !
Mais le ciel bas des jours d'automne
Ne leur montrant qu'un œil atone,
Ils ont hissé le drapeau blanc.

Dernier soupir, aveu suprême
Dans le silence des clairons,
Frissonne au vent, étoffe blême,
Moins blême encore que leurs fronts.
La même averse qui te trempe
Et colle tes plis sur ta hampe
Nous lave des anciens affronts.

Ils sont venus par la grand'route
Après le coucher du soleil.
La pluie et l'herbe qui s'égoutte

Les ont vus en humble appareil.
Cependant Foch près d'une gare
Trouvait que son petit cigare
N'avait jamais eu goût pareil.

Cinq heures du matin. La brume
Est toujours opaque au dehors.
Ces messieurs se passent la plume...
Dressez-vous, millions de morts,
Regardez sur la page blanche,
Regardez l'encre étinceler.
L'un a signé, l'autre se penche,
L'autre attend son tour sans parler.

* *

Le fleuve Rhin là-bas bouillonne entre les roches.
Vibrez jusqu'à lui, son des cloches,
Roulements des tambours,
Sors des ateliers les mains dans les poches,
Peuple des faubourgs.

Submerge en un instant la place et l'avenue,
Laisse ton âme contenue
Exhaler sa clameur,
Enfle dans Paris la vague ingénue
De ta bonne humeur.

O joie, en ce matin, cours visiter la terre,
Bats à Sydney dans chaque artère,
Hurle à San-Francisco.
Frappe à la mairie, au vieux presbytère,
Formidable écho.

Crachez le feu, pétards, au pavé du village,
Perce l'air, petit cri sauvage
De l'enfant en sabots.
Sifflez tout à coup, croiseurs en voyage,
Charbonniers, cargos.

O lumière du jour qu'ils ont humiliée,
Reviens, ta chaîne est déliée,
Le monde est plein de chants,
Reviens te poser, douceur oubliée,
Sur l'herbe des champs.

Oiseaux, ne fuyez plus les bois ou l'homme passe,
Il ne monte plus dans l'espace
Qu'une calme vapeur.
Nous avons détruit la bête rapace
Qui vous faisait peur.

Grands arbres ignorants du mal et du mensonge,
Végétaux dont la force plonge
Sous les gazons épais,
Laissez qu'à vos pieds votre ombre s'allonge,
Méditez en paix.

Réveille-toi, charrue, auprès de la faucille,
Promets à sa corne qui brille
Une riche moisson,
Unissez vos vœux, délicate aiguille,
Bât lourd du maçon.

Cloches, encore un branle, et vous, avant de clore
Votre sombre gueule sonore,
Tonnez pour le plaisir,
Canons, saluez cette fois l'aurore
Sans autre désir.

Soldat, mets sac à terre, approche, le vin mousse,
Essuie avec ton large pouce
Le bord du quart d'étain,
Et, buvant, dis-toi que la vie est douce,
Vainqueur du destin.

Joie, allégresse énorme, effarante, imprévue,
Chasse les hommes dans la rue,
Défends-leur de s'asseoir,
Improvise un bal et, sans cesse accrue,
Tourne jusqu'au soir.

Tourne plus ivre encore à la clarté des lampes,
La corniche allume ses rampes,
La façade reluit.
Emporte les cœurs, enfièvre les tempes,
Tourne dans la nuit.

* *

Tout s'est tu. Lentement la poussière retombe,
Et le sommeil enfin s'empare des vivants.
Morts, millions de morts, sortez de votre tombe,
Rassemblez-vous, glissez sur les chemins des vents.
Un souffle obscur gémit à l'entour des trophées
Et secoue en passant les lampions éteints.
Appelez-vous dans l'air de vos voix étouffées,
Morts encore sanglants et morts des jours lointains.
La nouvelle a couru dans le monde où vous êtes,
Apportée à midi par les derniers tombés.
Venez, indifférents aux rumeurs de nos fêtes,
Morts chéris, jeunes fronts que la gloire a courbés.
Remontez cette nuit en colonnes profondes
Des forêts et des champs, de la terre et des ondes.
Camarades, amis, disparus à nos yeux,
Mais présents, les égaux de nos plus grands aïeux,
Vous dont un toucher brusque a pendant la bataille
Haussé dans un éclair la figure et la taille,
Avant tous, avant ceux qui reviendront demain,
Graves, heureux, suivis d'une foule en délire,
Vous, les noms effacés qu'on peut à peine lire
Sur les croix de bois noir qui bordent le chemin,
Vous dont aucun tambour ne rythme plus la marche,
Vous, les premiers, passez sous l'Arche !

François Porché.

ALEXANDRE DUMAS PÈRE

II[1]

MOUSQUETAIRES ET AUTRES FANTÔMES

Par ses proportions autant que par sa diversité, l'œuvre de Dumas père échappe à l'examen et se soustrait à l'analyse. L'une de ses parties a été l'objet de si nombreuses controverses qu'il paraît cependant indispensable de s'y arrêter quelque peu : c'est le roman historique, genre créé par Dumas ou, pour dire plus exactement, si complètement renouvelé par lui que ses prédécesseurs en cette voie séduisante, éclipsés par sa maîtrise, ont, pour l'immense majorité, disparu dans les ténèbres de l'oubli.

Bon nombre de gens « dont l'érudition en serait restée sans lui, comme disait Scholl, à l'histoire de Joseph vendu par ses frères, » affectent un dédain superbe pour le roman historique et sourient d'un air de supériorité lorsqu'ils parlent, non sans ironie, de l'*histoire à la Dumas*. Il est bien certain que, si grande que soit sa sympathie pour l'auteur de la *Reine Margot*, nul ne poussera le paradoxe jusqu'à prétendre qu'il compte au nombre de nos historiens : lui-même ne réclama jamais ce titre. Ce sont des romans qu'il prétendit écrire et non de l'histoire ; par la façon dont il l'avait apprise, on a pu constater que la méthode lui faisait défaut, et l'on sait de reste qu'il n'était pas homme à rapprocher, à comparer, à critiquer des textes et n'eut jamais l'envie ni le loisir de contrôler par les documents authentiques les racontages de nos chroniqueurs ou de nos mémorialistes... heureusement ! Ce qu'il cherchait dans

1 Voyez la *Revue* du 1er février.

leurs récits, c'était un tremplin à l'élan de son agile imagination, rien d'autre : il serait malséant d'insinuer qu'il fut en cela merveilleusement servi par son ignorance ; mais on peut affirmer en toute certitude que son trop de savoir ne l'embarrassa jamais. Là où un chartiste prudent eût été ankylosé par le scrupule, il donnait, sur un mot, libre cours à sa fougue créatrice et n'hésitait pas à résoudre, sans l'aide incommodante des documents, les questions les plus discutées.

Et, — respect de la science historique mis à part, — c'est par cela, peut-être, que le romancier mérite d'être prisé davantage : sa clarté de vision et sa puissance de discernement étaient telles qu'il créait, en quelque sorte, de la vérité. C'est, a-t-on dit, le don de divination qui constitue le poète et l'artiste véritables : or, on citerait tel chapitre du *Comte de Monte-Cristo* où sont mis en scène, gravitant autour de Louis XVIII, certains personnages d'invention, — bonapartistes complotant le retour du prisonnier de l'Ile d'Elbe, — et où sont dépeintes l'attente anxieuse du grand événement et les dramatiques intrigues qui le préparèrent, — chapitres dont le ton de réalité ne serait pas surpassé si Dumas s'était, pour les composer, doctement inspiré des *Mémoires* de Pons, de Saint-Chamans, de Pasquier, de Fleury de Chaboulon et de tant d'autres publiés bien postérieurement à son roman. Il accommode les faits aux exigences de sa fable ; mais ce qu'on appelait de son temps « la couleur locale, » ce que nous nommons aujourd'hui « l'atmosphère, » est reconstitué avec une vigueur de pénétration singulièrement surprenante par cet évocateur qui, Sisyphe roulant sans cesse son rocher, n'avait le temps ni de lire ni même de s'informer. Un écrivain qui, pourtant, ne témoigne aucune tendresse au directeur du *Mousquetaire* dont il fut l'un des rédacteurs, proclamait que « la description de la prise de la Bastille dans *Ange Pitou* est bien supérieure à celle de Michelet, » et les cent premières pages du *Chevalier de Maison-Rouge* produisent une impression si saisissante de la vie de Paris durant la Terreur qu'aucun historien n'a atteint ce degré d'intensité.

Comment donc Dumas procédait-il ? Bien superficiellement. Pour ce même *Chevalier de Maison-Rouge*, un de ses chefs-d'œuvre, nous sommes, sur ses manières de préparation, à peu près renseignés. D'après les indications, forcément très sommaires, de l'un de ces érudits qui lui « soufflaient » des

sujets de romans et dont nous dirons les noms en parlant bientôt de ses collaborateurs, il s'était épris de la figure, alors quasi légendaire, — la captivité de Marie-Antoinette à la Conciergerie n'ayant été historiquement étudiée que beaucoup plus tard par M. Campardon, — il s'était épris de la figure de ce gentilhomme qu'on disait être respectueusement amoureux de la Reine et qui risqua sa vie pour pénétrer chez la prisonnière afin de l'aviser d'un projet de délivrance. Ce thème succinct, appuyé de quelques lignes d'une brochure publiée en 1817 par l'ex-municipal Lepître, suffisait à Dumas et le journal *La Démocratie pacifique* dans lequel il se proposait de publier son feuilleton, annonça la nouvelle œuvre à la date du 26 janvier 1845 et sous ce titre : *Geneviève épisodes de 1793.*

L'avis se répète, dans les mêmes termes, jusqu'au 23 février, date où le futur roman s'intitule le *Chevalier de Rougeville, épisode de 1793*, modification d'où l'on peut conclure que l'œuvre n'était pas commencée et que l'auteur hésitait encore, sinon sur le sujet, du moins sur le choix du personnage principal. Il reçoit, dans la semaine qui suivit cette dernière annonce, une lettre, écrite par le fils du chevalier de Rougeville, quelque peu inquiet de voir le nom de son père affiché dans un journal dont les tendances passaient alors pour « avancées. » Dumas répond que, pour calmer ces filiales alarmes, il change le titre de son récit : en effet, *la Démocratie pacifique* insère, à la date du 1er mars, ce nouvel avis au lecteur : « Nous avons à notre disposition les deux tiers du roman de M. Alexandre Dumas qui ne fera pas moins de trois volumes et qui aura pour titre *le Chevalier de Maison-Rouge.* »

Dumas a conté que, peu de jours plus tard, — les aventures plaisantes ou tragiques naissaient sous chacun de ses pas, — lui parvenait une nouvelle lettre du même personnage, lettre ainsi conçue :

« Monsieur,

« Appelez votre roman comme vous voudrez ; je suis le dernier de la famille et je me brûle le cervelle dans une heure.

« De Rougeville,
« *Petite rue Madame, n° 3.* »

La chose est si romanesque, si bien dans « la note » de Dumas, qu'il serait permis de croire à quelque enjolivement de

sa part et qu'on pourrait, sans trop de méfiance, le soupçonner de l'avoir dramatisée. Eh bien, non ! Tout est vrai : sur les registres paroissiaux de Saint-Sulpice, on relève, en effet, à la date du 18 mars 1845 la mention des obsèques de « M. Charles-Alexandre, marquis de Rougeville, âgé de 34 ans, décédé le 16 ; » et, le 26, les journaux annonçaient que ledit marquis « étant, quoique marié, épris d'une jeune femme qui refusait obstinément de le suivre en Italie, s'était tiré un coup de pistolet dans la tête ; la balle dévia et les médecins promettaient la prompte guérison quand, trompant la surveillance de ses gardiens, le blessé avait arraché son pansement et était mort presque aussitôt. Les exécuteurs testamentaires étaient Jules Sandeau et Auguste Bussières, collaborateurs de *la Revue de Paris* et de la *Revue des Deux Mondes.* »

Dumas, on le constate, n'a rien imaginé ni travesti des circonstances de cet étrange épisode : ce qui surprend plus encore, c'est que, sur le point d'écrire les aventures d'un personnage historique très peu étudié jusqu'alors, et se trouvant, par suite d'une péripétie presque invraisemblable, en mesure d'être complètement renseigné sur le héros de son roman, il n'eut même pas la curiosité de profiter de cette rencontre inespérée pour s'informer de ce qu'avait été ce chevalier mystérieux dont il entreprenait l'histoire. Deux de ses confrères disposent des papiers laissés par le conspirateur : Dumas n'a qu'à en témoigner le désir pour en obtenir communication, et il n'en fait rien ! Du moins semble-t-il avoir totalement négligé cette source précieuse ; on m'a assuré, cependant, au temps où je menais cette petite enquête, que les exécuteurs testamentaires du fils de Rougeville confièrent à Alexandre Dumas une forte liasse de documents révolutionnaires trouvés chez le suicidé de 1845, et que cette liasse, accueillie avec de grandes protestations de joie et de reconnaissance,... ne fut jamais déficelée par le romancier, peu soucieux de savoir ce qu'il pouvait bien y avoir de vrai dans l'aventure qu'il était en train de composer. Ces précieux papiers seraient même restés longtemps déposés sur le parquet, avec et sous bien d'autres, dans un coin de son cabinet de travail, et jetés au rebut lors d'un déménagement. C'est possible, et c'est, à la fois, désolant et superbe. Le grand conteur savait d'instinct qu'aucune réalité n'approchait de ses propres conceptions : le document n'aurait pu qu'entraver

l'essor de son imagination et il s'en garait comme d'un embarras.

Si cet essai de « recoupement » présente quelque intérêt, c'est précisément en ce qu'il permet de mieux évaluer ce que Dumas empruntait à l'histoire, — presque rien : une situation, un nom, un cadre ; et ce qu'il en laissait, — c'est-à-dire à peu près tout : et c'est merveille de constater comment, avec des procédés aussi sommaires et artificiels, son singulier génie parvenait à reconstituer des figures d'apparence si réelle que, plus on étudie le modèle, plus on admire le pastiche. La véritable histoire du chevalier de Rougeville est une désillusion navrante pour qui a lu *le Chevalier de Maison-Rouge*.

Une déception du même genre est réservée aux curieux qui, dans l'espoir de prendre Dumas en flagrant délit de plagiat, essaieraient de lire les *Mémoires de M. d'Artagnan, capitaine-lieutenant de la première compagnie des Mousquetaires du Roy, contenant quantité de choses particulières et secrettes qui se sont passées sous le règne de Louis-le-Grand. A Cologne, chez Pierre Marteau 1701*. L'ouvrage comporte trois volumes et peut être considéré, d'ailleurs, comme parfaitement apocryphe, car il eut pour auteur, non point d'Artagnan, mais l'un de ses amis, Gatien de Courtilz, seigneur de Sandras. Ceux qui, pour faire montre d'érudition, insinuent que Dumas n'a eu d'autre peine que de copier là dedans les aventures de son héros, établissent par cette seule assertion qu'ils n'ont jamais ouvert ce vénérable bouquin. Sans doute, dans la préface du roman, Dumas lui-même expose qu'il en emprunte tous les éléments aux *Mémoires de M. d'Artagnan ;* mais c'est là un artifice si souvent employé qu'il ne trompe plus personne et auquel l'auteur, tout le premier, serait désolé qu'on se laissât prendre. Dans cette même préface il fait allusion à d'autres Mémoires « à lui signalés par son illustre et savant ami Paulin Paris; » ce sont les *Souvenirs de M. le comte de la Fère*, dont le manuscrit in-folio est coté, dans les collections de la Bibliothèque royale, sous le n° 4772 ou 4773!... Or, ces *Souvenirs du comte de la Fère*, et ce personnage lui-même, n'ont jamais existé que dans l'imagination de Dumas. Peut-être, ayant indiqué comme l'une de ses prétendues sources les *Mémoires de M. d'Artagnan*, et se figurant qu'il se rencontrerait des badauds assez simples pour collationner son texte avec la version originale, se précaution-

nait-il conte ces naïfs inquisiteurs, en déroutant leur perspicacité qu'il lançait sur la piste d'un document introuvable? Peut-être voulait-il donner à croire que tout ce qui, dans son livre, ne provenait pas du premier de ces ouvrages, était tiré du second? Peu importe. Ce genre de supercherie était fréquent en ce temps des Lamothe-Langon et des Courchamp et l'on aurait mauvaise grâce à le reprocher à Dumas. Ses fantaisies historiques portaient si bien la marque de son esprit et de sa verve infatigable que personne, je pense, n'y fut jamais trompé.

Qu'a-t-il donc pris aux *Mémoires de M. d'Artagnan*? Les noms d'abord : celui du héros le séduisit par sa crâne allure et sa résonance gasconne : ceux d'Aramis, d'Athos et de Porthos, recueillis également dans l'œuvre de Courtilz de Sandras, le frappèrent par leur étrangeté : il imagina même, dit-il, « que c'étaient là des pseudonymes à l'aide desquels l'auteur avait déguisé des noms peut-être illustres. » Ces noms étaient parfaitement authentiques. Aramis qui, dans le roman de Dumas, devient chevalier d'Herblay, puis évêque de Vannes, puis général des Jésuites, et enfin duc d'Almeréda, était, dans l'histoire, Henry d'Aramitz, écuyer abbé laïque d'Aramitz en la vallée de Bareton, sénéchaussée d'Oloron : entré aux Mousquetaires en 1640, il épousa, deux ans plus tard, Jeanne de Béarn-Bonasse, dont il eut quatre enfants. — Le noble Athos était, en réalité, messire Armand de Sillègue, seigneur d'Athos, tout petit village situé aux portes de Sauveterre-de-Béarn, sur la rive droite du gave d'Oloron : mousquetaire de la garde du roi, il trépassa à Paris le 21 décembre 1643 et, d'après un acte découvert par Jal dans les registres mortuaires de l'église Saint-Sulpice, il semble bien qu'il succomba dans quelque duel, son corps ayant été trouvé « proche la halle du Pré-aux-Clercs. » Dumas ayant besoin de lui le fait vivre beaucoup plus longtemps et le transforme en ce comte de La Fère, auteur présumé de ces *Mémoires* imaginaires que nul n'a lus et ne lira jamais. — Quant à Porthos, il s'appelait de son vrai nom Isaac de Portau et, d'abord garde du roi, n'obtint la casaque de mousquetaire qu'au début de 1643. On ignore quelle fut sa carrière militaire et la date de sa mort ; mais des descendants directs de son frère aîné, Jean de Portau, vivaient encore il y a peu d'années et la famille existe probablement toujours. Félicitons-nous de ce que Dumas n'ait point poussé ses recherches jusqu'à se pro-

curer un contrôle des Mousquetaires, car il y aurait constaté qu'Athos était mort avant l'entrée de d'Artagnan dans ce corps d'élite et qu'Aramis et Porthos ne durent pas l'y connaître bien longtemps. Singulière destinée que celle de ces quatre gentilshommes béarnais : malgré leur noblesse, leurs bons services, leur bravoure, leurs exploits belliqueux ou galants, et toute la peine qu'ils se donnèrent pour faire leur chemin dans le monde, ils seraient à tout jamais ignorés si, deux siècles plus tard, n'était passé un artiste que leurs noms amusent : il invente une fable où tous quatre jouent un rôle, et les voilà pour toujours fameux, non pour les prouesses qu'ils ont accomplies, mais pour celles que leur prête sa fantaisie. Et chacun d'eux sera connu de la postérité, non pas encore sous sa physionomie véritable, mais tel qu'il aura plu à l'écrivain de le façonner : l'un symbolisera la jeunesse, l'entrain, la vaillance ; l'autre, l'astuce et la finesse; le troisième, la loyauté ; le dernier, la force... Admirable pouvoir du génie qui, d'éphémères existences humaines, crée par amusement de l'indestructible.

Dumas, d'ailleurs, n'emprunte pas que leurs noms à l'ouvrage de Courtilz de Sandras : il s'en inspire également pour certains épisodes : celui, entre autres, du voyage de d'Artagnan arrivant de sa province à Paris, si pauvre que « ses parents n'ont pu lui donner qu'un bidet de vingt-deux francs avec dix écus pour sa route, mais, en revanche, quantité de bons avis, lui remontrant de prendre bien garde à ne jamais faire de lâchetés, parce que si cela lui arrivait une fois, il n'en reviendrait de sa vie. » On lui vole en chemin son bidet, sa bourse et son mince bagage, ainsi que la seule lettre de recommandation dont il est porteur. C'est sur ce point de départ que Dumas se prit pour son héros d'une sorte d'affection attendrie : on sait quel parti il allait tirer de ce maigre texte, quelle frondaison touffue allait germer et sortir de cette pauvre graine jetée en son esprit fécondant. Il y a aussi, dans les *Mémoires de M. d'Artagnan*, beaucoup de duels ; des missions en Angleterre ; une certaine femme de cabaretier en laquelle on reconnaît Mme Bonacieux ; une intrigue avec Milady X... Mais ce n'est point sur ces ressemblances qu'il est possible de fonder une accusation de plagiat : l'œuvre de Dumas diffère totalement du récit de Courtilz, tant par la conduite et l'enchaînement des aventures que par le mouvement, la variété, l'entrain de la

narration, l'allure et le ton des personnages, et surtout, — qui le croirait? — par l'exactitude de la couleur locale. Eh! oui : voilà le prodige : des deux écrivains, c'est le contemporain, bien renseigné des événements, qui semble n'avoir pas su « voir; » et c'est l'autre, l'ignorant, venu deux cents ans plus tard, qui va nous restituer « l'ambiance » de ses héros avec une vérité de convention si puissante qu'elle s'impose, entraîne et persuade. Il paraît bien que Dumas s'était pénétré de Tallemant des Réaux, car on reconnaît çà et là dans son œuvre des traits manifestement empruntés aux *Historiettes*. Ou bien ne puisait-il pas, moins savamment encore, sa fragile documentation dans un ouvrage publié de son temps, en 1832, chez Gosselin, et qui a pour titre : *Intrigues politiques et galantes de la Cour de France sous Charles IX, Louis XIII, Louis XIV, le Régent et Louis XV mises en comédies par Ant.-Marie Rœderer, ancien préfet?* Cette rapsodie historico-théâtrale était bien faite pour satisfaire très largement la rapide et superficielle curiosité du bon Dumas; et ce qui donnerait à penser qu'il l'utilisa, c'est que, en une des comédies de l'ancien préfet Rœderer, les *Aiguillettes d'Anne d'Autriche*, on voit Buckingham s'emparant par surprise des ferrets de diamants de la Reine, qu'il restitue par crainte du scandale. Ceci ressemble beaucoup, tout au moins par le thème, à certain épisode des *Trois Mousquetaires*...

Mais à quel labeur illusoire est-ce s'astreindre? Étudier Dumas *historien* et rechercher quels ont pu être *ses sources* et ses procédés de mise en œuvre, serait un amusement puéril dénué de tout intérêt, s'il ne conduisait à apprécier davantage la plantureuse opulence de son imagination et l'étonnante divination qui lui tient lieu de savoir. S'imposait-il une règle? Suivait-il une méthode? Allons donc! Il allait au hasard de son humeur et de sa prédilection du moment. Dans l'un de ses romans historiques, et non l'un des meilleurs, *Ange Pitou*, après certains chapitres manifestement très caressés, il se lasse et, tout à coup, l'intrigue à peine nouée, pressé d'en finir, il se débarrasse en quelques lignes de tous ses personnages. Avant d'écrire *le Collier de la Reine*, il ne prendra même pas le temps d'aller jusqu'à Versailles visiter les galeries et les appartements, théâtres des principales scènes de son récit, abstention qui l'expose à commettre des méprises singulières. En revanche, sur le simple projet de placer l'événement de Varennes dans

un de ses futurs romans, il est pris de scrupule subit, étudie pas à pas, depuis Châlons jusqu'à la petite ville d'Argonne, la route qu'ont suivie les souverains fugitifs : il annote Louis Blanc, corrige Thiers, reprend Lamartine, discute l'abbé Georgel, se munit, au passage, de toutes les monographies locales propres à lui servir de guides, trace des plans, compulse des dossiers d'archives et interroge les témoins survivants. De ce travail résulte une relation où, parmi des aventures d'auberge, des dialogues de pure invention, des détails anecdotiques parfois à ce point fantaisistes qu'on pourrait y relever mainte inexactitude et mainte confusion, passe la berline royale contenant la famille de Louis XVI poussée par le destin dans sa course à l'abîme ; relation si haletante, si dramatique que, dans nul autre livre traitant du même sujet, on ne frôle de plus près la fuite angoissée de ce roi et de cette reine qu'a saisis la fatalité. Dumas excelle à croire ce qu'il raconte, à vivre de la vie de ses héros : ce romantique obéit aveuglément au précepte posé par le classique Boileau. Un ami entrant chez lui et le trouvant en sanglots devant sa table de travail, s'informe : « Ah! mon garçon! répond Dumas d'une voix assourdie par les larmes, je viens de tuer Porthos... Tu ne sais pas comme je l'aimais, cet animal-là! »

En réalité, l'auteur de *la Dame de Monsoreau*, pas plus que celui de *Quatre-vingt-treize* et des *Misérables*, n'a jamais su, — par bonheur, — en quoi consiste le travail de l'historien. Il s'en souciait peu, du reste, et la preuve en est dans son mot fameux : « Il est permis de violer l'histoire à la condition de lui faire un enfant. » Or, il l'a rendue mère bien des fois : les rejetons dont il l'a dotée ont si bonne tournure qu'elle ne conteste qu'à regret leur légitimité. Le cabinet des Estampes de la Bibliothèque nationale ne garde-t-il point dans ses portefeuilles une gravure représentant le château d'If « *du côté où Edmond Dantès a été jeté à la mer?* » Et ne lit-on pas dans le *Guide Joanne* de la Provence, à l'article de ce même château d'If : « *Le gardien fait voir dans le donjon les cachots légendaires de l'abbé Faria et d'Edmond Dantès, héros du roman de Dumas auquel la vieille forteresse doit une grande part de sa renommée?* » Il faut qu'une œuvre d'imagination soit prodigieusement puissante pour s'imposer à l'unanime crédulité, au point d'obliger le concierge d'une bastille d'État, sous peine

de paraître ignorant, à montrer la cellule de prisonniers qui n'ont jamais existé. Dumas rivalise ici avec Shakspeare dont l'*Hamlet* est si universellement connu et admiré qu'on a dû élever à l'amant d'Ophélie un tombeau dans les environs d'Elseneur, afin de ne point mécontenter les touristes que son souvenir attire en Danemark.

*
* *

Tant de succès, tant d'esprit, tant d'habileté, tant de bonheur!... Nombre d'envieux estiment que cela mérite châtiment : il fallait donc tenter d'abattre le colosse; et, d'abord, on procéda par insinuations sournoises. Chez les directeurs de journaux et chez les éditeurs qui, sollicités par leurs abonnés et leur clientèle, imploraient d'Alexandre Dumas la faveur de publier une de ses œuvres, de quelque genre qu'elle fût, se répandit, d'abord discrètement, le soupçon que, pour satisfaire à de si nombreuses commandes, le grand homme s'entourait d'ouvriers obscurs; « qu'il achetait les pages au mètre et les lignes au boisseau. » Disons, à l'honneur de la corporation, que, parmi les Zoïles qui semaient perfidement ces calomnies, ne se trouva point un seul écrivain de talent : celui qui creusait la mine était un certain Jacquot, pauvre hère de lettres, paré du pseudonyme d'Eugène de Mirecourt. Jugeant son propre mérite bien supérieur à sa renommée, il accusait de ses mécomptes la vogue obstruante d'Alexandre Dumas. La sape terminée, il chargea lui-même la bombe qui fit explosion le 28 décembre 1844, sous forme d'une protestation adressée à la Société des gens de lettres. Mirecourt n'osait pas attaquer le géant de face : son factum ne nommait pas Dumas et se bornait à stigmatiser « l'homme qui, descendu du trône du génie pour mettre le pied dans la boue de l'agiotage, » changeait « l'autel en comptoir, » « coiffait sa muse du bonnet de l'usure et faisait une banque de la pensée. « — La protestation était rédigée tout entière sur ce ton d'indignation aussi factice que déclamatoire : le bout de l'oreille perçait en maint passage. Par exemple : « Eh! quoi! Il ne serait grand que pour être une ombre immense entre nous et l'horizon, pour obstruer toutes les routes, pour se dresser en Hercule au seuil de toutes les portes, et nous forcer, comme prix du passage, à lui jeter notre nom, cette chose sans laquelle nous ne sommes plus?...

Ce dieu que nous avons nourri d'encens ne serait plus qu'un lazarone effronté qui se chaufferait à notre soleil?... » Jacquot terminait en émettant le vœu que « le Comité de la Société déclarât qu'elle ne croit pas, qu'elle ne veut pas croire aux bruits qui circulent et qu'il est de sa dignité comme de son honneur de les taxer de calomnies. » Basile n'eût pas mieux fait.

La Société des gens de lettres montra fort peu d'entrain à s'engager dans la voix tortueuse qui lui était indiquée : elle se contenta, le lendemain, de voter l'urgence d'une réglementation de la collaboration littéraire. Mirecourt, perdu s'il reculait, joua d'audace, et, se croyant tacitement soutenu par le président de la Société, le vieux Viennet, un de ces classiques attardés qu'avait, seize ans auparavant, assommés le coup de massue de *Henri III*, publia sous ce titre : *Fabrique de romans : Maison Alexandre Dumas et compagnie*, un pamphlet auquel son nom devra une indésirable notoriété. Son thème est catégorique : il se résume en ceci : « Dumas n'a pas d'imagination; tout ce qu'il produit est audacieusement pillé, acheté ou volé à des confrères de grand talent, mais faméliques, réduits par le besoin à passer sous le joug du tyran et à subir ses conditions. » Et il énumère : *Henri III* est de Pierre de l'Estoile; *Téréza* est d'Anicet-Bourgeois; *Mademoiselle de Belle-Isle* est de Brunswick; *les Trois Mousquetaires* est de Maquet; *Monte-Cristo* est de Fiorentino; *Georges* est de Mallefille; *une Fille du Régent* est de Couailhac; *Amaury* est de Paul Meurice; *la Tour de Nesle* est de Gaillardet; *Antony* est d'Émile Souvestre... ainsi du reste. Dumas achète les manuscrits à 250 francs le volume et les revend dix mille francs. Voilà le fait. Il livre la marchandise à l'imprimeur sans même se donner la peine d'en prendre connaissance et de vérifier si son fournisseur l'a bien servi. Du moins, c'est à ce trafic imprudent qu'il s'est livré durant des années; mais, « à partir du jour où l'on soupçonna l'établissement de sa fabrique, notre homme recourut à son ancien talent d'expéditionnaire, afin de rassurer les journaux et les éditeurs qui commençaient à jeter ce cri d'alarme. Il recopia tout avec une dextérité merveilleuse. Aujourd'hui sa besogne est beaucoup moins fatigante, attendu que, par un étrange et nouveau caprice du hasard, M. Dumas fils possède une écriture absolument identique à celle de son père... »

Et le pamphlétaire se complaît à nous montrer les deux Dumas, — les deux Dumas! — *copiant* avec acharnement pour s'en faire des rentes les œuvres géniales des Durieu, des Goubaux, des Beudin, des Gaillardet, des Bourgeois, des Laverdan et de bien d'autres dont les noms seraient allés aux nues sans la gloutonnerie du Minotaure auquel, trop modestes, ces auteurs s'immolaient. On aurait pu s'étonner qu'aucun d'eux n'eût joué à Dumas le tour de se révolter et de produire personnellement un livre égal à *Joseph Balsamo* ou une comédie aussi pimpante que *les Demoiselles de Saint-Cyr :* mais l'attention de la galerie s'attacha surtout à deux lettres précédemment écrites par Mirecourt à Dumas, auquel il proposait « une affaire importante : » il s'agissait de lui vendre un roman ! Dumas n'avait pas daigné répondre, d'où la rage de Jacquot : il essaya de s'en tirer en alléguant que cette proposition, très louche, était un piège par lui tendu à l'Ogre qui, mis en garde, avait, cette fois, refusé le chef-d'œuvre : l'incident se termina devant la justice : le pamphlétaire fut condamné à six mois de prison. Après d'autres tentatives aussi risquées et quelques aventures moins retentissantes, il disparut, et le bruit courut qu'il s'était enfoui à la Trappe !

Pour lourde et maladroite qu'elle fût, la calomnie avait fait son chemin : il y a par le monde tant de sots oisifs, qui, soucieux de paraître très avertis des dessous de la vie parisienne, accueillent avec frénésie les commérages que l'envie répand sur le compte des célébrités contemporaines ! A cette époque où la province était plus loin du boulevard qu'elle ne l'est aujourd'hui, on y était convaincu que Mme Sand se promenait à cheval, habillée en homme, à travers Paris, en compagnie de M. de Lamennais habillé en femme, et que tout le talent de Meissonier se bornait à colorier des daguerréotypes... Octave Feuillet, vivant à Saint-Lô, y connaissait un de ces jobards, haineux de tout ce qui s'élève; cet odieux bourgeois assurait savoir « de bonne source » qu'Alexandre Dumas tenait ses caves remplies de jeunes manœuvres occupés à composer des romans, tandis qu'il sablait le champagne avec des actrices aux étages supérieurs. C'était là l'écho, déformé, du pamphlet Mirecourt. Certains même, mieux renseignés encore, affirmaient qu'Alexandre Dumas *n'existait pas :* ce nom illustre était une « raison sociale, » une spéculation de librairie, imaginée par

un syndicat d'éditeurs ayant trouvé ce moyen de duper le public et d'écouler leur fonds de magasin. A quoi Feuillet, signalant cet état d'esprit au rédacteur en chef du *Mousquetaire*, ajoutait : « Par quel prodige d'activité et de fécondité pouvez-vous résoudre cet effrayant problème de préparer chaque soir un feu d'artifice à dix mille pièces et de le tirer chaque matin avec un succès égal?... Je n'y comprends rien et je croirais volontiers, comme la plupart des imbéciles, que vous n'écrivez pas vos œuvres vous-même, si je connaissais quelqu'un qui fût capable de les écrire. »

L'argument est sans réplique. Est-ce à dire que Dumas n'eut jamais de collaborateurs? Non pas. Il en eut, et beaucoup; mais presque toute son œuvre porte sa marque, et l'on en doit conclure que ces associés étaient seulement des « préparateurs. » Leur participation fut rarement publique, — par suite de conventions acceptées de part et d'autre, — mais elle n'était point du tout mystérieuse ; encore moins fut-elle désavantageuse pour ceux dont il acceptait le concours. « Dumas avait une générosité naturelle qui ne comptait jamais, » disait Maxime Du Camp, parfaitement informé; on le voit mal rançonnant les jeunes écrivains et trafiquant de leur labeur. Qui donc, en définitive, fut spolié en cette affaire, et pour qui fut-elle pécuniairement désavantageuse ?

Je crois, d'ailleurs, que si Alexandre Dumas avait poussé plus avant ses *Mémoires*, on serait très complètement fixé sur ces questions délicates, car, jusqu'en 1834, date à laquelle s'arrête son récit, il se raconte à cœur ouvert. Il ne fait nulle difficulté de reconnaître que l'idée première de *Richard Darlington* appartient à Beudin et à Goubaux; qu'Anicet-Bourgeois écrivit le plan de *Téréza* et fournit une partie du sujet d'*Angèle*, et il expose l'imbroglio auquel *la Tour de Nesle* dut sa naissance avec une si grande sincérité qu'il ne peut rester aucun doute : Harel, le directeur de la Porte-Saint-Martin, fut le seul coupable : il « sentait » une bonne affaire dans la pièce ébauchée que Gaillardet avait extraite d'une nouvelle de Roger de Beauvoir, et il présageait l'immense succès si Dumas, alors dans tout l'éclat de sa jeune gloire, consentait à la rebâtir et à la dialoguer. Utilisant l'inexpérience du provincial Gaillardet, l'insouciance de Dumas, laissant croire à chacun d'eux que l'autre ne comptait pas, il parvint à ses fins, non sans esclandre,

ce qui mit le comble à sa joie : polémique, procès, duel, rien ne manqua à la publicité. Et, dans un village des environs de Montmorency subsiste encore aujourd'hui un vestige de ce retentissant démêlé : on lit, sur le pignon du principal estaminet de l'endroit, ces mots en manière d'enseigne : *à la Tour de Nesle*, et, sur la fontaine voisine, quatre vers apprennent au passant que Gaillardet fut le châtelain du lieu. Très galant homme, d'ailleurs, et vite retiré de la mêlée littéraire, il exigeait lui-même, trente ans après la tumultueuse représentation du drame, que le nom de Dumas figurât désormais à côté du sien sur l'affiche, « tenant à prouver, écrivait-il, que j'ai oublié nos vieilles querelles pour me souvenir uniquement de la grande part que son incomparable talent eut dans le succès de *la Tour de Nesle*. »

Ce cas très spécial excepté, on peut, je pense, affirmer que le rôle des autres collaborateurs de Dumas se bornait à celui de simples indicateurs. De l'un d'eux on possède les confidences : c'est le savant Paul Lacroix, connu comme bénédictin de lettres sous le pseudonyme du *bibliophile Jacob*. Et voici ce qu'il contait, certain jour, à M. Octave Uzanne : « Je suis un excellent « carcassier ; » il semble que je sois né pour faire des scénarios et bâtir des charpentes romantiques. Lors de mes rapports avec Dumas, non seulement je lui établissais le sujet de la plupart de ses romans d'aventures, mais encore j'habillais ses personnages, je les promenais à travers le vieux Paris ou dans les provinces françaises à différentes époques. Dumas était à chaque instant gêné pour donner un semblant d'exactitude à ses descriptions archéologiques ; aussi m'envoyait-il ses secrétaires en toute hâte, tantôt me demandant l'aspect minutieusement détaillé du Louvre et de ses approches en 1600 ou 1630, tantôt m'implorant pour une esquisse du Palais-Royal en l'an VIII. J'ajoutais des *béquets* à ses manuscrits, je revisais ses épreuves, j'apportais partout un peu de lumière historique, j'écrivais des chapitres entiers... » Le *bibliophile*, au reste, aimait et admirait profondément Dumas : il ne se plaignit jamais d'avoir été « exploité. » L'architecte Charles Robelin, le restaurateur des basiliques de Reims et de Saint-Denis, avait assisté de même Victor Hugo en lui fournissant toute la documentation architectonographique et « moyenâgeuse » de *Notre-Dame de Paris*, collaboration importante et manifeste dont

Hugo, si je ne me trompe, n'a jamais témoigné publiquement sa reconnaissance.

Pour en revenir à Dumas, s'il avait tenu en servage tant de confrères besoigneux, peut-on supposer qu'il ne s'en serait trouvé aucun, dans le nombre, pour se rebeller de cette vassalité humiliante? On vit bien, en 1855, MM. Michel Lévy frères, soutenant devant le tribunal de la Seine que Lockroy, ayant collaboré au drame *la Conscience* représenté sous le nom de Dumas, à l'Odéon, l'année précédente, a droit à une part des redevances d'auteur : ils sont déboutés de leur demande par jugement de la première chambre civile. En 1856 et en 1858, les juges ont à décider de la participation d'Auguste Maquet à dix-huit des plus célèbres romans de Dumas : le tribunal reconnaît que le demandeur n'est pas, en effet, étranger à la confection de ces ouvrages, mais il ne l'admet point à en partager les bénéfices au titre de collaborateur, les débats ayant, sans nul doute, établi que Maquet n'a été, comme il est dit plus haut, qu'un préparateur. Ne doit-on point, en effet, distinguer, — sans comparaison de bêtes à gens, ainsi que disaient nos pères, — entre le chien qui dépiste le gibier et le chasseur qui l'abat? Est-ce être de moitié dans *Monte-Cristo* que d'avoir découvert dans le fatras de Peuchet, amplifié par Lamothe-Langon, les quelques pages où, sous le titre *le diamant et la vengeance*, se trouve rapportée une anecdote qui fut l'embryon de l'admirable roman?

La question, à la vérité, reste confuse au point de paraître insoluble; mais il convient d'ajouter que jamais Dumas ne fit mystère des concours dont il s'aidait. Bon jusqu'à la naïveté, « clément et généreux envers ses frères ennemis, » ainsi que l'a dit Edmond About, on le voit, en mainte occasion, en dépit des conventions qui l'autorisaient à signer seul, associer au succès d'une de ses œuvres tel ou tel de ses collaborateurs. Lorsqu'il adresse au baron Taylor le *Capitaine Paul*, il y joint cette dédicace : « Je vous offre cet exemplaire de deux volumes que j'ai faits. *Danzats invenit; A. Dumas sc.* » Quand, en 1845, est représenté à l'Ambigu son drame des *Mousquetaires*, il ménage à Maquet la surprise de partager le triomphe, et, sur son ordre, Mélingue annonce au public les deux noms accouplés : Maquet se précipite de sa loge sur la scène et embrasse Dumas en pleurant... On citerait vingt faits de ce

genre et dussé-je paraître paradoxal, j'avouerai ne pas démêler si, en toutes ces associations, ce n'est pas Dumas qui fut « l'exploité. » Il se montra toujours si pitoyable calculateur, si peu intéressé, si facile à duper, si porté à s'attendrir ; il s'efforçait si bien, a dit quelqu'un qui l'a beaucoup connu, « à faire valoir ceux-là même qui riaient de lui, » qu'il peut bien avoir exagéré la part due à ses auxiliaires et ne point s'être aperçu que ceux-ci faisaient monnaie de sa gloire et de son grand nom. Je sais bien que Quérard demeure et que son verdict fait loi : à l'en croire, il n'y aurait presque rien de personnel dans l'œuvre d'Alexandre Dumas. Les bibliographes sont inflexibles. Ils ont pour habitude de rendre des jugements sans considérants. Lorsqu'ils ont noté exactement le titre d'un livre, sa date, son format, le nombre de ses éditions, ainsi que les bavardages imprimés auxquels la publication a donné l'essor, leur besogne est terminée : ils n'ont pas le temps et n'éprouvent point la curiosité d'ouvrir le volume qu'ils se bornent à décrire, et de prendre connaissance de son contenu où ils trouveraient cependant certaines lumières. Il est aisé d'affirmer, comme l'a fait Quérard, que « la première partie de *Monte-Cristo* a été composée par Fiorentino et la seconde par Auguste Maquet, » mais il serait moins commode d'expliquer comment ces deux auteurs, — dont il n'est pas question de mettre en doute les mérites personnels, — se sont trouvés subitement, par le seul fait d'accomplir sur commande cette besogne mercenaire, en possession de dons précieux, tels que la verve, la sincérité, le naturel du dialogue, la rapidité du récit, l'art puissant de la mise en scène, la science de capter et de retenir l'attention, toutes qualités particulières à Dumas pour lequel ils travaillaient et dont ils se trouvaient, en grande partie, dépourvus lorsqu'ils écrivaient pour leur propre compte.

* *

Car, comme tout bon produit, le Dumas, il faut y insister, porte *sa marque :* l'œuvre est si semblable à l'homme qu'il est impossible de les dissocier. On retrouve en tous ses récits cette impétuosité dont il était doué et « qui avait, dit Du Camp, des éruptions de volcan. » Sa lave pouvait couler toujours. On y reconnaît aussi, et à chaque page, cette bonne humeur qui lui tient lieu de philosophie, cet enthousiasme d'adolescent qu'il

conserva toute sa vie, cette sorte de fascination qu'il exerçait sur tous ceux qui l'approchaient. A vrai dire, son esthétique se résume en ceci, « faire amusant ; » il haïssait d'instinct le pédantisme, appréhendait, à l'égal d'une maladie, le genre « sérieux. » En vain essaya-t-on de lui représenter qu'un tel programme est un peu vague : *l'amusant* aurait besoin d'être limité et défini : ce qui amuse un ouvrier du port de Marseille ennuie profondément un homme tel que M. Guizot, et une modiste parisienne ne se plaît pas aux mêmes lectures qu'un professeur au Collège de France. De tels arguments touchaient peu Dumas : *l'amusant*, c'était ce qui l'amusait, lui. Sir Richard Wallace se présente chez lui : « Monsieur Dumas est-il là ? demande-t-il au domestique. — Il est dans son cabinet, monsieur peut entrer. » Au même instant le bruit d'un grand éclat de rire parvient de l'intérieur de l'appartement, ce qui fait dire à l'Anglais : « Je préfère attendre que M. Dumas soit seul. — Monsieur n'a personne, reprit le domestique en souriant, monsieur rit souvent ainsi en travaillant. » C'était vrai : Dumas était seul, ou plutôt en tête-à-tête avec un de ses héros dont les saillies le faisaient éclater de rire.

En bon Français de chez nous, il avait l'horreur de l'ennui et, de tout son pouvoir, il réagissait contre le progressif envahissement du fléau antinational. Il eût trépigné d'aise au « couplet » du sous-préfet dans la célèbre comédie de Pailleron. Vous rappelez-vous ? « Ce peuple, gai au fond, se méprise de l'être ; il a perdu sa foi dans le bon sens de son vieux rire ; ce peuple, sceptique et bavard, croit aux silencieux ; ce peuple, expansif et aimable, s'en laisse imposer par la morgue pédante et la nullité prétentieuse des pontifes de la cravate blanche. Il les raille, il les fuit comme peste ; mais ils ont seuls son admiration secrète et sa confiance absolue. » Le mal avait commencé ses ravages avant 1830 et Dumas fut, durant quarante ans, de ses adversaires résolus. Un soir, au Café de Paris, un professeur d'une université de province est amené par Roger de Beauvoir. — C'est encore aux *Souvenirs* de Sir Wallace que nous empruntons ce trait, *Souvenirs* qu'il faut lire pour pénétrer certains replis de l'attachante nature d'Alexandre Dumas. — Ce professeur portait en épingle de cravate un magnifique camée qui excita l'admiration de tous les dîneurs et particulièrement celle de Dumas ; celui-ci reconnut aussitôt la pierre pour un « Jules

César. » « Êtes-vous archéologue? lui demande le professeur. — Moi! Je ne suis absolument rien : je connais César comme tout le monde... un peu mieux peut-être. — A quel titre? — Au titre d'historien de César. » Il avait publié, en effet, dans sa série des *Grands Hommes en robe de chambre*, un *César* en sept volumes édité par Cadot, en 1858. « Vous avez écrit une histoire de César? demande le pédagogue un peu surpris. — Oui, pourquoi pas? — Vous ne m'en voudrez pas de ma franchise; mais je ne l'ai jamais entendu citer dans le monde des savants. — Le monde des savants ne me cite jamais. — Cependant... une histoire de César aurait dû faire quelque sensation. — La mienne n'en a fait aucune : les gens la lisent, et c'est tout. Ce sont les livres impossibles à lire qui font sensation : ils sont comme les dîners qu'on ne peut pas digérer : ceux qu'on digère sont oubliés le lendemain matin... »

Comme il haïssait la solennité, on l'accusait de manquer de tenue; comme il avait infiniment d'esprit, on l'accusait d'être léger; comme il produisait avec une facilité miraculeuse, on l'accusait de gâcher la besogne. On fut injuste envers ce grand amuseur, « fougueux, puissant, irrésistible comme un torrent débordé; » et aujourd'hui encore il se rencontre des délicats qui se montrent assez dédaigneux de son œuvre, lui reprochant son défaut de profondeur et son style peu châtié. Eh! sans doute! Dumas ne recherchait point la forme irréprochable ambitionnée par les prosateurs d'à présent : il ignorait le mot rare et « l'écriture artiste. » Si le vieux précepte disait vrai : — « le style est l'ordre et le mouvement qu'on met dans sa pensée, » — Dumas serait un grand écrivain, car il possède au plus haut point ces deux qualités; mais « bien écrire » exige d'autres conditions : la concision et la précision des termes, et celles-ci, Dumas les ignore. Il se laisse emporter par son récit avec une aisance, un laisser-aller féconds en chocs d'idées, en heureuses rencontres de mots, et ne prend pas la peine de se relire. Osera-t-on dire que cet abandon n'est pas sans charmes? Flaubert, qui s'y connaissait, l'appréciait grandement : il s'était pris de passion pour *Antony* qu'il admirait sans réserve et ne se tenait pas d'aise en écoutant Marie Dorval débiter cette prose brutale et rugueuse.

Certes, il serait téméraire de prétendre qu'Alexandre Dumas demeure l'un des maîtres de notre langue : lui-même, on l'a

vu, reconnaissait son imperfection. Il n'avait pas le temps de s'en corriger; d'ailleurs, le don lui faisait défaut. Consolons-nous en évaluant tout ce que plus de raffinement nous aurait fait perdre peut-être de traits charmants, d'anecdotes plaisantes, de confidences d'autant plus savoureuses qu'elles ont été tracées au courant de la plume, qu'elles évoquent dans son naturel et sa bonhomie le prestigieux narrateur, jamais plus séduisant que lorsqu'il se montre en négligé. Il n'est point possible de ne pas aimer Dumas dès qu'il se laisse voir dans son œuvre, « grand fou qui loge dans son étourdissante gaieté plus de bon sens et de véritable sagesse que nous n'en possédons entre nous tous; irrégulier qui a donné tort à la règle; homme de plaisir qui pourrait servir de modèle pour les hommes de travail; coureur d'aventures galantes, politiques et guerrières qui a plus étudié à lui seul que trois couvents de bénédictins, prodigue qui après avoir jeté des millions a laissé sans le savoir un héritage de roi. » Ainsi parlait Edmond About, le 4 novembre 1883, à l'inauguration de cette statue de Dumas « qui pourrait être d'or massif, si tous les lecteurs des *Mousquetaires* et de *Monte-Cristo* s'étaient cotisés d'un centime... » Et pourtant, il était écrit que la fortune se vengerait des mépris de ce favori, et qu'il mourrait pauvre.

A soixante ans, il demeurait intact : sa haute taille, sa carrure et sa force, son visage toujours souriant, sa large tête couronnée de cheveux crépus et grisonnants, son empressement à plaire, sa poitrine profonde et sa ferme démarche lui donnaient l'apparence d'un Hercule. Aussi jeune d'esprit et de santé qu'à l'époque de son *Henri III*, il s'embarquait, au printemps de 1860, sur une petite goélette frétée à Marseille : il allait explorer la Méditerranée et se proposait de pousser jusqu'en Palestine. Qu'on n'imagine pas que l'*Emma*, — c'était le nom du frêle navire, — fût un de ces bricks luxueux où le voyageur retrouve le confortable du chez soi : c'était une simple barque pontée dont l'unique chambre était si basse que Dumas s'y tenait courbé et heurtait sa tête au plafond. Il emmenait avec lui Paul Parfait, Édouard Lockroy et une jeune femme que les passagers surnommaient l'*Amiral*. Deux matelots et un mousse composaient l'équipage.

Comme Dumas ne voguait qu'au gré de son caprice, dès la première escale il modifia son itinéraire et mit le cap sur la

Sicile, afin de s'y rencontrer avec Garibaldi. Il s'enthousiasme pour la cause de l'Unité Italienne, dépense en achats d'armes et de munitions les cinquante mille francs dont il s'est muni pour le voyage, va de Turin à Gênes, stimule les enrôlements, est reçu à Salerne au son des cloches, devient l'ambassadeur de Garibaldi qui, maître de Naples, le nomme directeur des Beaux Arts, — fonction que Dumas accepte à condition qu'elle sera gratuite, — et le loge au palais de Chiatamone. Comme l'auteur de *Joseph Balsamo* est venu là pour se reposer, il ne publie, durant son séjour à Naples, que vingt-sept volumes; il est vrai qu'il fonde et dirige un journal, l'*Indépendente*, et que le meilleur de son temps est pris par les fouilles de Pompéi, œuvre qui l'exalte et qu'il entreprend de conduire méthodiquement.

Mais c'est compter sans l'ingratitude des lazzaroni qui s'insurgent contre lui. Dégoûté de la politique, il rentre à Paris en avril 1864, ramenant une cantatrice napolitaine, la signora Fanny G... Et quoique, lorsqu'on parle de Dumas, on doive impitoyablement sarcler les anecdotes sous peine d'être envahi par leur foisonnement, en voici une qui mérite peut-être d'être conservée parce qu'elle nous révèle quelles étaient, — alors qu'il dépassait la soixantaine, — la vigueur et la puissance d'action du père de Porthos. Il venait d'accomplir, d'une traite, le voyage de Naples à Paris : il arrivait à dix heures du soir; son fils l'attendait à la gare et s'apprêtait à le conduire chez lui pour qu'il y pût prendre du repos. Du repos! A dix heures du soir! « Non, fait Dumas, j'ai envie de voir Gautier... » Le voilà, entraînant son fils, en route pour Neuilly où habite Théophile Gautier; tout dort dans la maison : au bruit de la sonnette on se lève, on se met à la fenêtre, on s'explique : « C'est Dumas père et Dumas fils!... — Mais nous sommes tous couchés! — En voilà des paresseux! Est-ce que je me couche! Allons, ouste! tout le monde debout! » Gautier passe son pantalon de velours, endosse sa vareuse pourpre, descend, en savates, ouvre sa porte, et les deux Dumas sont reçus au salon mal éclairé par des lumignons de fortune. Il est entendu que la visite ne durera que quelques minutes : Dumas n'a pas eu la patience d'attendre jusqu'au lendemain pour embrasser son vieux camarade; mais bientôt l'auteur de *Maupin* et celui des *Mousquetaires* se laissent aller à leurs souvenirs; leur gaieté

aidant, il arrive que, sur les quatre heures du matin seulement, fatigué d'avoir trop ri, Gautier se décide à mettre ses hôtes à la porte. Ceux-ci remontent à pied l'avenue de Neuilly, descendent celle des Champs-Élysées, et quand il est enfin arrivé chez son fils : « Alex, mon bon ami, fait Dumas, veux-tu me dire où il y a une lampe dans cette maison? — Pourquoi faire, une lampe? — Pour l'allumer. Je vais me mettre au travail. » Et il s'attela tranquillement à sa besogne, tandis qu'Alexandre, — solide, pourtant, mais tombant de fatigue, — allait dormir.

Car l'enfant, né le 27 juillet 1824 dans la mansarde du Carré des Italiens, avait grandi de toutes les manières : élevé par sa mère, une femme digne de vénération qui, dès qu'il fut au monde, n'eut plus de pensée que pour lui, d'ambition que pour son avenir, il comptait déjà, en 1864, « au nombre des plus illustres et des meilleurs que la France ait jamais applaudis. » Ce père et ce fils professaient l'un pour l'autre une admiration émouvante : un chroniqueur, récemment disparu, qui assista à la première représentation des *Idées de Madame Aubray*, se rappelait que, ce soir-là, le « grand Dumas » occupait la loge du milieu, au balcon du Gymnase : il avait arboré pour la circonstance une redingote noire et un gilet de piqué blanc : son ventre d'homme plus gros et plus grand que nature en semblait plus volumineux, et, sur le bord de la loge, était posé un énorme bouquet de fleurs entouré de papier blanc. Tout le long de la pièce le grand Dumas applaudissait l'œuvre de son fils, riait, poussait des exclamations, rappelait les acteurs, criait bravo au milieu des tirades, faisait une vie de tous les diables. Quand, aux acclamations de toute la salle, on vint annoncer le nom de l'auteur, le père Dumas, prenant son bouquet dans la main, se leva, se pencha légèrement en avant, et de droite, de gauche, de partout, il se mit à saluer l'assistance, faisant le geste d'envoyer des baisers aux dames. Il avait l'air de proclamer : « Vous savez; c'est mon garçon qui a fait cette pièce-là. Est-elle assez admirable, dites? » Et personne ne pensa à sourire, tant c'était touchant.

Admiration d'autant plus touchante, en effet, quoique paternelle, qu'elle est rare d'auteur dramatique à confrère, et que le grand Dumas traversait alors des heures attristantes. Les libraires et les théâtres hésitaient à publier ou à jouer ses œuvres nouvelles : il faisait maintenant antichambre chez ces

mêmes impresarii qu'il avait vus naguère et si longtemps à ses genoux; on n'acceptait plus sa prose qu'avec méfiance dans les journaux; on ne la lui payait pas toujours! Il fut le dernier à constater cette évidence. Quand il s'en aperçut, elle lui fut cruelle; elle lui arracha le seul mot d'amertume qui soit dans toute son œuvre : c'est la courte préface, dialoguée en trois répliques, placée au frontispice de *Madame de Chamblay*, sa dernière comédie. Il travaillait encore pourtant, et sans relâche. Il fallait vivre. Son fils l'aurait avec bonheur recueilli ; mais le père Dumas entendait garder son indépendance, et il en abusait : on en a comme indice certaine photographie bien connue des collectionneurs, et qui le représente, à cette époque, tenant sur ses genoux une écuyère fameuse par son intrépidité et ses charmes dont elle n'était pas cachottière.

Dumas habitait alors la villa Catinat, à Enghien, et, quoique la coupe de cristal qui lui servait de coffre fort fût encore plus souvent vide qu'au temps du *Mousquetaire*, les convives étaient nombreux à la table du roi des romanciers; plus nombreux que ne l'étaient, à l'office, les domestiques : ceux-ci, peu ou point payés, désertaient la maison. Plus souvent encore qu'à Monte-Cristo, et maintenant par nécessité, Dumas était obligé de cuisiner lui-même le repas de ses hôtes. Une prouesse de ce genre fut l'occasion d'une de ses dernières joies. C'était au temps où il venait de donner au *Grand Théâtre parisien* son drame des *Gardes forestiers*.

Ce *Grand Théâtre parisien* était la salle de spectacle la plus singulière du monde : destiné au public populaire du faubourg Saint-Antoine, il était aménagé dans l'encastrement des arcades qui supportent le chemin de fer de Vincennes; le jeu des acteurs avait comme sourdine le roulement des trains et les coups de sifflet des locomotives passant continuellement sur le plafond de la salle ébranlée du parterre au paradis jusque dans ses fondations. Est-ce à ces causes, ou à d'autres que *les Gardes forestiers* durent un insuccès? La troupe, après quelques soirées peu fructueuses, se trouva sans argent. Dumas réunit ses acteurs, leur conseilla d'aller jouer la pièce dans les villes voisines de Paris, promettant de se rendre à leur appel chaque fois que sa présence pourrait aviver la curiosité du public.

C'est ainsi qu'il fit en quelque sorte partie d'une tournée. Partout il était acclamé; mais dans le département de l'Aisne,

dont il était originaire, l'accueil fut enthousiaste. A Laon, la loge de la Préfecture lui avait été réservée et, comme l'horaire du train qui l'amenait de Paris ne lui permit de paraître au théâtre qu'au milieu de la soirée, toute l'assistance, debout à son entrée, obligea les comédiens à rejouer les actes déjà entendus. Si le chef-lieu le reçut en roi, les habitants de Villers-Cotterets, sa ville natale, le traitèrent en demi-dieu, — et en vieux camarade ; deux représentations ne satisfirent point l'exaltation de ses compatriotes qui, après le spectacle, se massèrent en foule devant l'*Hôtel du Dauphin* où il était descendu. L'ovation redoubla quand on le vit, de la rue, ceint d'un tablier blanc, coiffé d'un bonnet de cuisinier, remuant les casseroles, secouant les poêles, tournant les sauces, arrosant les rôtis, préparer de sa main le dîner de ses interprètes.

Dès cette époque, attristé de la lassitude goguenarde que lui témoignait Paris, il le délaissait volontiers ; la postérité commençait pour lui aux fortifications, et il retrouvait, en province et à l'étranger, une popularité justifiée par quarante ans de succès, période qui excède de beaucoup la résistance d'attention du boulevard. On le trouve faisant des conférences au Havre, à Dieppe, à Rouen, à Caen ; puis il retourne à Florence, où il séjourne jusqu'à l'été de 1866. César Canti rapporte dans ses *Réminiscences* que, ayant rencontré, le 19 juin de cette année-là, le président du Conseil Ricasoli, celui-ci lui confia la décision prise à l'instant par le Roi et les ministres : l'Italie déclarait la guerre à l'Autriche. Le patriote, exultant de joie, courut chez Dumas, qu'il trouva absorbé par la délicate besogne d'assaisonner un « risotto ; » il lui apprit la grande nouvelle ; Dumas se jeta à son cou, l'embrassa en pleurant d'émotion ; pris d'un transport enfantin, il brandit sa casserole et, sans cesser d'en remuer le contenu, se mit à danser en poussant des *Vivat!* par toute la chambre.

Qu'il fût foncièrement Latin, cela ne peut être mis en doute. Sir Wallace écrit : « Dumas est resté pour moi le type du Français avec toutes ses bonnes qualités et bien peu de ses défauts. » Aussi son œuvre est-elle l'instinctive apologie de notre race : ses héros sont tous des nôtres ; ils ont la crânerie, la bravoure, l'insouciance, la franchise, la générosité, voire la naïveté, qui ont toujours distingué les Gaulois des Germains. Le père des *Trois Mousquetaires* était irréductiblement convaincu

que la France est le premier pays du monde et que son histoire est la plus noble de toutes; nulle concession à toute thèse, si éloquente ou si savante fût-elle, qui contrariât cette farouche religion de la patrie. Et ce qui est singulier, c'est que cet amuseur, réputé si superficiel, vit plus juste et plus loin que les plus avisés diplomates. Bien avant la guerre des duchés, il disait : « Géographiquement la Prusse a la forme d'un serpent et, comme lui, elle semble engourdie, tandis qu'elle concentre ses forces pour tout engloutir autour d'elle, — le Danemark, la Hollande, la Belgique; quand elle aura englouti tout cela, vous verrez que l'Autriche sera dévorée à son tour, et peut-être aussi, hélas! la France! » En ce même été de 1866, il part pour l'Allemagne, visite le champ de bataille de Sadowa, s'arrête à Berlin, à Gotha, à Francfort, et rapporte de ce voyage un livre : la *Terreur prussienne*, dont le titre, déjà, était un avertissement salutaire. En bien des pages de ce roman d'histoire contemporaine, sa perspicacité se révèle : « On ne peut se faire une idée de la haine que les Prussiens professent à notre égard. C'est une espèce de monomanie... Cette haine contre la France, profonde, invétérée, indestructible, est inhérente au sol; on la sent flotter dans l'air. D'où vient-elle? Nous l'ignorons; peut-être du temps où une légion gauloise, faisant l'avant garde des armées romaines, entra en Germanie... » Sa pénétration se montre ailleurs encore plus saisissante : « D'où vient cet abaissement du sens moral en Prusse? De la pression intellectuelle que la maison de Hohenzollern a exercée depuis le jour d'où date sa suprématie sur l'Allemagne... » Le livre parut et nul ne prêta attention à ces prophéties. Dumas! Encore Dumas! Quel « blagueur! » Ainsi parlaient les gens sérieux. Et de quoi se mêlait ce vieux hâbleur, qui écrivait « pour ses créanciers? » La jeune génération d'alors était irrévérencieuse pour ce bon grand homme qu'elle punissait d'avoir été trop admiré; un critique le comparait sans respect à « un vieux sultan usant sa dernière douzaine de mouchoirs. » Pour lui avait commencé une période de gêne, presque de détresse; il cachait à son fils cette situation. Une tentative de résurrection du *Mousquetaire* ne fut pas heureuse; il essaya du *D'Artagnan*, paraissant trois fois par semaine : encore sans succès. Et pourtant il n'avait rien perdu de sa verve et de sa gaieté : son dernier livre, l'*Histoire de mes Bêtes*, est l'un des plus amusants. Presque septu-

génaire, Alexandre Dumas n'était pas fatigué; mais le public se montrait las.

Il demeura tout l'été de 1869 sur la plage de Roscoff, revint passer l'hiver à Paris où il vécut tristement; puis il partit pour le Midi au printemps de 1870. La déclaration de guerre le surprit à Marseille : il rallia Paris en hâte. L'annonce de nos premières défaites eut seule raison de ce colosse. Pour échapper au cauchemar de la *Terreur Prussienne* qu'il avait prédite, il se réfugia près de Dieppe, à Puy où son fils possédait une villa. « Mon garçon, dit-il simplement, dès son arrivée, je viens mourir chez toi. » C'était le retour du Père Prodigue : on l'installa dans la plus belle chambre, au rez-de-chaussée, meublée et lambrissée de pitchpin verni. Il se coucha dès l'arrivée et s'endormit. « Ce sont là les haltes forcées de ces forçats volontaires, » écrivait à un ami Alexandre Dumas fils voulant s'illusionner encore; « ils se croient invulnérables, et la nature qui leur a permis quelques exceptions surhumaines, les rappelle cependant à la règle de temps en temps. »

Parfois l'auteur de *Monte-Cristo* sortait de sa léthargie, et ceux qui l'entouraient de soins et d'affection le retrouvaient alors jeune d'esprit, rieur et bon, comme il l'avait toujours été. « Veux-tu te remettre à travailler? lui demandait son fils. — Pas de danger qu'on m'y reprenne; je suis trop bien comme ça! » Il se reposait pour la première fois de sa vie. Parfois aussi, attristé, il s'inquiétait de la pérennité de son œuvre. Il avait rêvé, certaine nuit, que, debout au sommet d'une montagne de pierres dont chaque bloc était un de ses livres, ce socle d'ouvrages s'écroulait sous ses pieds et s'effondrait comme une montagne de sable. « Va! lui disait son fils : dors tranquille sur ton bloc de granit : il est haut à donner le vertige; mais il est solide, bien solide, durable comme notre langue et immortel comme la Patrie. » Et le géant rassuré se mettait à jouer aux dominos avec ses deux petites-filles, Colette et Jeannine qu'il adorait. Un jour encore, — ce trait a été bien souvent conté, mais il est si caractéristique qu'on ne peut l'omettre, — plongeant machinalement la main dans le gousset de son gilet, il y trouva deux louis d'or. Il les prit entre ses doigts, les considéra un instant, puis : « Alexandre, fit-il, tout le monde a dit que j'étais dépensier : toi-même tu as fait une pièce là-dessus : eh bien..., tu vois comme on se trompe!

Quand j'ai débarqué à Paris j'avais deux louis dans ma poche. Regarde : je les ai encore !... »

Pieusement on lui avait caché la marche envahissante des armées ennemies. Mais elles approchaient de Dieppe : serait-il possible de dissimuler plus longtemps nos revers au père de d'*Artagnan?* Il avait formellement recommandé à son entourage qu'on ne le laissât point surprendre par la mort et qu'on appelât un prêtre pour l'assister dans ses derniers moments. A l'heure où l'abbé Andrieu, curé de Saint-Jacques, lui administrait les sacrements, un détachement prussien prenait possession de Dieppe, et Dumas mourut ce même jour : c'était le 5 décembre 1870. Il fut provisoirement inhumé, le 8, dans le petit cimetière de Neuville où son corps reposa durant dix-huit mois.

*
* *

Le 16 avril 1872, par un jour clair de printemps, la dépouille d'Alexandre Dumas était transportée à Villers-Cotterets et déposée à côté de celles du père et de la mère du romancier. D'énormes sapins ombragent de leurs rameaux sombres les trois pierres plates recouvrant les trois tombes, lieu de pèlerinage pour tous les touristes qui viennent visiter l'aimable petite ville et les splendeurs de sa forêt. A quelques pas du cimetière, le long de la voie du chemin de fer, s'érige, depuis 1885, à l'entrée du bourg, la statue de Dumas, œuvre de son compatriote Carrier-Belleuse.

Deux ans auparavant avait été élevé à Paris le magnifique monument conçu par Gustave Doré. L'apothéose, on le voit, ne s'est pas fait attendre. Il est à remarquer, en effet, que la renommée d'Alexandre Dumas n'a pas subi le temps d'arrêt auquel sont astreintes tant de célébrités, et des plus éclatantes. Sans doute, sa vogue s'éclipsa dans les dernières années de sa vie ; mais on ne cessa pas de le lire et, aujourd'hui encore, après un demi-siècle écoulé, malgré l'inconstance proverbiale de nos préférences et de nos engouements, il n'est, pour ainsi dire, pas un Français, de quelque rang intellectuel soit-il, qui ne connaisse au moins les plus réputés de ses romans. Plusieurs de ses pièces n'ont jamais quitté les affiches de la Comédie-Française et du théâtre de l'Odéon. Il semble que, à toutes les époques de sa vie tourmentée, la France éprouve le besoin de se réconforter à l'œuvre de celui qu'on a surnommé « le Conso-

lateur. » Quand sévit le naturalisme, c'est autour de son nom que se groupaient, comme autour d'un drapeau, les récalcitrants, et le public des *Variétés*, en manière de protestation contre l'école en faveur, acclamait et bissait un rondeau de revue chanté par Cooper :

. . . . . .

Reine Margot, adorable amoureuse,
Dont les tourments faisaient couler nos pleurs,
Reine Margot, tu deviens blanchisseuse,
Et ton amant a des accroche cœurs.
Votre Antony vit, aux dépens d'Adèle,
Vos d'Artagnan... des piliers de comptoir,
Vos Buridan partent pour la Nouvelle,
Votre Bussy fréquente l'Assommoir.
Des cabarets vous scrutez les mystères,
Tout vous attire et tout est révélé,
Charny se soûle et les Trois Mousquetaires
Ont nom Bibi, Mes Bottes, Bec salé...

Dans la salle, des loges au poulailler, pas un spectateur qui ne comprît l'allusion, qui ne sût quels étaient cette reine Margot, ce Charny, ce Buridan, ce Bussy, cet Antony, personnages familiers et aimés, plus connus que nombre de héros authentiques. Ainsi l'œuvre de Dumas n'a pas eu besoin, comme celle de tant d'illustres, du recul des ans : elle est restée présente à toutes les mémoires et ne s'est jamais « démodée. » Phénomène presque unique et qui, assurément, avait été jusqu'alors le privilège de quelques rares chefs-d'œuvre. Dénués de la forme irréprochable qui, seule, croyait-on, assure la durée des écrits littéraires, il faut que de ces récits émane quelque chose de sa prodigieuse vitalité, quelque chose aussi de ce que les Français aimeront toujours : la glorification de l'honneur, de la fidélité aux nobles causes, du courage, de tous les sentiments chevaleresques. C'est là l'explication de leur immortalité, et l'excuse aussi de ces pages où l'on a surtout tenté de fixer la surprenante et sympathique figure du conteur dont la vie de travail acharné et facile comprend bien des extravagances, bien des puérilités, d'extraordinaires aventures, des prodigalités folles, et pas une vilenie.

G. Lenotre.

DE LA

NEUTRALITÉ A LA CROISADE

L'ÉVOLUTION GUERRIÈRE DES ÉTATS-UNIS

Quelques mois ont suffi pour amener aux États-Unis une des transformations psychologiques les plus rapides que l'histoire ait enregistrées. L'acceptation résignée d'une participation à la lutte, qui sembla à beaucoup une douloureuse nécessité imposée, devient une volonté unanime de sacrifice et d'action. Le pacifisme cède à un ardent esprit de guerre : l'esprit de guerre s'exalte jusqu'à devenir bientôt un véritable esprit de croisade.

Pour faire mesurer tout le chemin parcouru en ce court espace de temps, il convient tout d'abord d'exposer exactement la situation intérieure des États-Unis et les préoccupations des esprits à la veille de la déclaration de guerre.

Parmi les forces qui ont combattu autrefois toute intervention, et se transforment ensuite en action souterraine permanente, il faut compter surtout la propagande allemande, qui a disposé d'un fonds de 250 000 000 de francs, et les sentiments pacifistes qu'elle exploite. On n'a pas suffisamment reconnu ni surtout efficacement combattu les formes insidieuses de cette propagande qui n'a jamais cessé, non seulement dans les pays neutres, mais en Angleterre, en France, en Italie, où ses effets à Caporetto ont été ce que l'on sait. Inconsciemment bien des naïfs et des convaincus s'en font les instruments; ils croient obéir à leurs convictions quand ils ne font que subir des suggestions, d'autant plus spécieuses qu'elles correspondent parfois

à des réalités. Entre ces réalités et l'interprétation tendancieuse qu'on en tire il faut soigneusement distinguer dans tout le cours de cet exposé.

LES ARGUMENTS FINANCIERS ET ÉCONOMIQUES DE LA PROPAGANDE GERMANIQUE

Il est impossible de suivre toutes les insinuations dans la masse américaine de cette propagande. Je m'en tiens aux plus importantes; et tout d'abord à l'affirmation, si troublante pour la masse socialiste et tout le sentiment démocratique américain, que cette guerre est la guerre de Wall Street, des financiers et des capitalistes coalisés du monde entier, un impérialisme déguisé aussi immoral que l'impérialisme prussien, et dont le peuple américain dupé fait les frais. Cette propagande, la plus dangereuse de toutes, dure encore. Il faut exposer avec quelque détail les faits, d'ailleurs exacts, qu'elle allègue à l'appui de sa thèse tendancieuse.

Pourquoi les États-Unis ont-ils rompu la neutralité? C'est surtout, disent ces propagandistes, parce qu'elle ne *paie* plus, et que les barons de l'industrie, les financiers de Wall Street ne gagnent plus d'argent. Ce sont eux, leurs instruments ou leurs dupes, qui, seuls, précipitent le pays dans la guerre. A une prospérité inouïe qui, jusqu'au milieu de 1916, n'a cessé d'augmenter, succède une crise grandissante. Seule la paix, qu'ils imposeront par les armes, s'il le faut, peut la conjurer.

Les causes de cette crise sont multiples.

Et d'abord, l'équilibre financier est rompu aux États-Unis. C'est en leur rendant les titres américains que détiennent les peuples alliés que l'on a garanti les emprunts et couvert les achats. Plus de sept milliards de titres ont été ainsi jetés sur le marché intérieur. Il en est résulté qu'au bout d'un certain temps les États-Unis ont cessé d'être débiteurs de l'Europe, et qu'il y a eu pléthore de titres et excès d'or. Par un phénomène invariable qui suit l'augmentation de la quantité d'or dans un pays, sa puissance d'achat diminue, et le prix de la vie augmente proportionnellement. Or, les États-Unis, dès 1916, détiennent plus d'un tiers de tout l'or du monde. Une grave erreur initiale de la politique financière de l'Entente a préparé la crise. La guerre a surpris les États-Unis à un moment de

grandes difficultés financières. Les affaires ne marchaient pas. On était à la veille d'une de ces dépressions périodiques si fréquentes aux États-Unis. Or, ils devaient alors 500 millions en or aux Alliés; et les financiers américains éprouvaient les plus vives inquiétudes à la pensée que cet or pouvait brusquement leur être réclamé. L'Angleterre a commis la faute capitale de déclarer par la bouche de son représentant financier aux États-Unis qu'on n'en exigerait pas le versement; bien plus, que les Alliés seraient bientôt obligés d'envoyer en or des sommes bien plus considérables encore aux États-Unis. Il aurait fallu, au contraire, nettement déclarer que l'on serait dans l'obligation de retirer cet or, si la finance américaine ne nous ouvrait pas en échange un crédit de 2 milliards 500 millions, que l'on aurait obtenu aisément. Toutes nos relations financières avec les États-Unis se sont ressenties de cette lourde faute. Ce n'est qu'en échange de garanties et de promesses onéreuses que les États-Unis, maîtres de la situation, nous ont consenti des crédits.

Ce ne sont pas les seuls profits que l'Amérique a retirés d'abord de la guerre, ni les seules perturbations que les Alliés ont jetées dans la vie du pays. Ils ont fait aux États-Unis des commandes de plus en plus considérables : acier, cuivre, munitions, fournitures diverses, alimentaires et autres. Au lieu de mettre d'abord la main sur les matières premières indispensables aux fabrications, ils ont commandé les produits manufacturés. Les fabricants ont donc dû se livrer à des surenchères les uns contre les autres pour se procurer les matières premières. Et lorsque enfin les puissances de l'Entente ont essayé d'en constituer des stocks, elles n'ont pas su coordonner leurs activités et les soumettre à une direction unique et compétente. Chaque puissance a acheté séparément et en concurrence avec chaque autre, et les acheteurs n'étaient pas des spécialistes, mais de vagues représentants diplomatiques ignorants. C'était l'anarchie. Il en est résulté une hausse telle dans les prix des matières premières, une telle concentration de ces matières dans un petit nombre de mains, qu'elles se sont raréfiées sur le marché intérieur. Celui-ci ne trouvait plus, même à des prix excessifs, de quoi subvenir au développement normal et nécessaire de l'outillage du pays : installations électriques, rails, locomotives, machines; armatures métal-

liques pour la construction de hangars, de gares, de magasins, de maisons, de machines agricoles, etc., etc.

C'est sur le régime des transports que cette pénurie et ce renchérissement des matières premières ont surtout eu des répercussions graves. Le prix de construction d'un wagon de chemin de fer a doublé, triplé ; et, partant, malgré l'accroissement des besoins et l'usure rapide du matériel surmené, les compagnies de chemins de fer refusent d'en commander. Et cette crise dans les moyens de transport intérieurs s'aggrave encore d'une crise dans les transports maritimes. Diverses circonstances, — la guerre sous-marine n'en est que la principale, — ont rendu le tonnage disponible à ce point insuffisant que les wagons s'accumulent dans les ports embouteillés sans pouvoir être déchargés : partout les gares, les voies de garage sont encombrées. Six cent mille tonnes d'acier, payées par les Alliés, et dont ils ont le plus pressant besoin, se rouillent sur les quais sans trouver de bateaux. — D'autre part, les États-Unis, pays d'écoulement rapide et d'échanges intensifs, manquent en tout temps de magasins de dépôts, de gares de triage, de quais d'embarquement; et l'on ne peut maintenant en construire pour les exigences nouvelles qui ne cessent d'augmenter. D'où immobilisation dans l'Est, pour les besoins des Alliés, d'un nombre énorme de wagons indispensables à la vie économique des États du Sud, du Middle-West, de l'Ouest, du Nord : les fermiers du Middle-West surtout ne peuvent écouler leurs produits, qui pourrissent sur place pendant qu'ailleurs la disette sévit. Le développement de l'outillage américain est entravé, s'arrête ; le trouble économique s'aggrave de jour en jour. La crise grandit, atteint les œuvres vives du pays, et chaque citoyen.

Car, à l'élévation du prix de la vie et aux troubles amenés par l'excès d'or, par la pénurie et le renchérissement croissant des matières premières, par les difficultés de transport, s'ajoutaient d'autres causes de perturbation dont la plus importante a été l'énorme élévation des salaires et la raréfaction de la main-d'œuvre. Elles ont une répercussion particulièrement grave sur l'accomplissement de certains travaux indispensables, — établissement ou réfection des routes si insuffisantes aux États-Unis, des chemins de fer; les constructions, les travaux agricoles; toutes les besognes pénibles, inférieures et mal payées que l'Américain de naissance habitué aux gros salaires refuse

d'entreprendre, et qu'accomplit en temps ordinaire la basse main-d'œuvre d'immigrants. Ceux-ci affluent normalement à raison d'un million par an. La guerre a tari subitement cette source de main-d'œuvre absolument indispensable. L'Europe cesse d'envoyer ces Italiens, ces Ruthènes, ces Slovaques, etc., qui à peu près seuls assuraient l'exécution de ces travaux. Bien plus, elle rappelle pour les mobiliser d'énormes contingents de ses citoyens; et l'armée des travailleurs manuels est encore diminuée par ces rappels. D'autre part, les gros salaires offerts par les usines de guerre qui travaillent pour les Alliés absorbent une main-d'œuvre qui, en temps de paix, aurait été consacrée à d'autres fins. On ne trouve plus, à aucun prix, d'ouvriers pour les travaux manuels les plus indispensables. Tout le développement du pays est paralysé.

Et d'autre part, parmi tous ces ouvriers qui brusquement sont arrivés à une prospérité inaccoutumée, le « standard of living » a changé du tout au tout. La consommation des vivres a augmenté dans des proportions inquiétantes. Et pendant que cette consommation s'accroît, la production diminue dans un rapport encore plus fort. L'insuffisance de la main-d'œuvre agricole n'en est pas la seule cause. On manque d'engrais par suite de la perturbation dans les transports; de semences; de machines agricoles; de moyens d'écoulement pour les produits.

De plus, les conditions climatériques ont été défavorables dans les deux hémisphères; la récolte, en 1916, a été déficitaire sur toute la terre; les États-Unis, notamment, qui, en 1915, avaient produit 257 millions de quintaux de blé, en 1916 n'en ont récolté que 110 millions. Le prix du boisseau de blé, qui, en 1914, variait de 1 dollar à 1 dollar 10 cents, atteint 2 dollars 14 cents. Et la hausse continue. Le pain se paie à New-York plus de deux fois plus cher qu'à Paris. Et cependant les exportations de vivres augmentent toujours; elles étaient de 22,2 pour 100 en 1915; en 1916, elles atteignent 29,6 pour 100. L'insuffisance de toutes les denrées est proportionnelle, et la situation devient de jour en jour plus grave. L'élévation formidable des salaires ne peut remédier à l'élévation encore plus rapide du coût de la vie. Et puis, une folie de dépense et de jouissance s'est abattue sur tous. Les objets, les denrées de luxe sont accaparés par la classe ouvrière. Les cinémas, les théâtres regorgent. Aux portes des usines d'innombrables files

d'automobiles attendent la sortie des ouvriers, leurs propriétaires. Et cette prospérité soudaine et excessive est localisée dans certaines régions et certaines classes; d'autres souffrent et s'impatientent; tout l'équilibre intérieur des États-Unis est rompu; on court à l'abîme; une fièvre grandissante mine le corps social. Les économistes, les moralistes s'alarment. Cette prospérité momentanée ne peut se maintenir, et les habitudes qu'elle a créées lui survivront. Comment passer de cet état morbide et fiévreux à une situation et à des salaires normaux, inévitablement ramenés par la paix? Et les changements ne sont pas matériels seulement; ils sont d'ordre moral : toutes les habitudes des classes laborieuses ont été modifiées de fond en comble. Comment espérer qu'elles consentiront jamais à reprendre la vie étriquée du passé? C'est une révolution morale en même temps qu'économique que la guerre a opérée aux États-Unis. Moralement ils perdent plus qu'ils ne gagnent matériellement.

Et donc la prolongation de la guerre aggrave toujours davantage le déséquilibre qu'elle a introduit dans les conditions de vie des États-Unis et, après le présent, menace l'avenir. L'Amérique souffre de sa prospérité même. Elle a beau se dire que, pendant ces deux années de guerre, la différence entre les exportations et les importations l'emporte de plus de 15 milliards de francs sur les deux années les plus favorisées dans le passé; en 1916, les exportations atteignent même 5 milliards et demi de dollars. L'intérêt de tous est d'arrêter cette marche à l'abîme. Il n'y a que deux moyens d'y parvenir : par la guerre, qui ramènera la paix; et c'est la solution inique de Wall Street, disent les propagandistes; par la médiation, disent les pacifistes; et rien n'est plus facile que de l'imposer.

LES CAMPAGNES PACIFISTES

C'est alors que l'on a vu paraître avec une insistance croissante et générale les campagnes en faveur de la paix, même dans les journaux pro-alliés, alarmés par l'exposé tendancieux de cette situation. Les articles de *Cosmos* paraissent dans le *New York Times* sous le titre significatif : « Tous désirent la paix; pourquoi ne pas la faire maintenant? » d'autres, d'inspiration semblable dans la presse qui nous est favorable, et

jusque dans la *Tribune*, notre principal allié aux États-Unis, qui, par la bouche du plus grand des critiques militaires américains, Frank Simonds, déclare qu'aucune décision par les armes n'est plus possible. L'intérêt de l'Europe comme des États Unis est donc de mettre fin à l'interminable tuerie vaine. Elle ne peut que conduire à la ruine totale tous les peuples de l'Europe et affaiblir indéfiniment leur capacité d'achat. La propagande exploite ces aveux. Stimulées par elle, les agitations ou les mesures pour atténuer la crise se succèdent plus pressées. Sous l'influence de Paul Warburg, Germano-Américain affilié aux financiers allemands, le *Federal Reserve Board* écarte du marché américain le placement des valeurs de guerre alliées; et c'est l'embargo sur le crédit. On fait valoir que l'Angleterre a déjà emprunté aux États Unis 1 100 000 000 de dollars, dont la moitié sans garanties. Elle n'a plus de valeurs américaines; elle n'a plus guère d'or. Elle essaie maintenant de placer pour 5 milliards de bons du Trésor anglais, non garantis, sujets aux hasards de la défaite, de la banqueroute ou de la répudiation de la Dette nationale, si une révolution éclate. La France voudrait faire de même, et n'offre pas plus de garanties. Or, le gouvernement anglais a déjà plus de dettes que n'en pourrait racheter tout l'or produit depuis le début de l'ère chrétienne. Ses bons ne sont que du papier. — En même temps, des membres influents du Congrès réclament impérieusement l'embargo sur les vivres, indispensable, disent-ils, pour faire baisser le prix de la vie. L'agitation se répand, attisée par la presse germanophile et pacifiste et la presse Hearst; elle vient s'ajouter à l'ancienne agitation contre l'exportation des munitions, qui continue toujours plus vive. D'autres députés refusent aux bateaux marchands le droit de s'armer pour se protéger contre les sous-marins. Et, d'autre part, dans le message du Président du 16 décembre 1916, beaucoup voient une note comminatoire, inspirée par la note allemande et dirigée impartialement contre tous les belligérants, l'ordre d'avoir à mettre immédiatement fin au conflit meurtrier qui épuise l'Europe et trouble si profondément la vie de l'Amérique; et la presse germano-américaine et pacifiste exulte. Le *New York American*, le *Philadelphia Record*, d'autres journaux affirment que tel est le sens de la note; et Bernstorff le déclare ouvertement (*Philadelphia Record* du 30 décembre 1916).

Tout semble donc converger pour imposer par des moyens de pression pacifique la paix à l'Europe. — Et c'est ce moment que Wall Street et l'Est choisissent pour pousser à la guerre ! — Il y a là, dit la propagande allemande, une véritable trahison des intérêts du pays.

En réalité, entre la note du Président et la note allemande il n'y a pas de liaison. Elle a été rédigée longtemps avant l'envoi des conditions de paix allemandes, mais on l'ignore encore. Et, d'autre part, il est de plus en plus évident qu'il n'espère plus pouvoir imposer pacifiquement la paix, qu'il achemine graduellement les États-Unis à une participation dans la lutte, non, comme on le prétend, pour obéir à Wall Street, mais parce qu'il l'estime inévitable et nécessaire. La presse qui nous est hostile ne peut longtemps nourrir l'équivoque. La rupture des relations diplomatiques, le 3 février 1917, fut pour elle un coup terrible ; la probabilité grandissante de la déclaration de guerre acheva son désarroi. Mais elle se reprend vite. Elle attaque le Président avec la dernière violence. Elle l'accuse d'affoler systématiquement l'opinion publique. Dans les principaux journaux d'énormes annonces qui s'étalent sur toute la page, — et nous savons ce que coûtent aux États-Unis pareilles publications, — supplient le peuple américain de comprendre que la guerre n'est pas le seul moyen d'obtenir la paix.

Il a fallu le coup de tonnerre du message présidentiel du 2 avril pour faire rentrer sous terre les meneurs de ces campagnes. Ils n'osent plus déployer ouvertement une activité qui, à partir de ce moment, devient une trahison. Les La Follette, les Hillquit, Berger, Lee, les socialistes qui ont continué à faire de l'obstruction et à déclarer que la guerre est une guerre de capitalistes, sont désavoués par un grand nombre de leurs partisans mêmes. La conviction grandit que ce n'est pas pour des intérêts particuliers et égoïstes, mais pour l'Amérique et la démocratie que l'on se battra. Rien n'est plus significatif que le revirement qui se produit dans les principales organisations socialistes. Il est d'autant plus remarquable que socialisme et germanisme sont étroitement associés aux États-Unis ; par ses origines, dans son développement, le socialisme américain s'inspire des théories allemandes, et l'influence des idées germaniques y est prépondérante. Cependant, non seulement Samuel Gompers, chef du parti socialiste conservateur, Prési-

dent de la Fédération Générale du Travail, mais le grand écrivain socialiste John Spargo, marquent avec force à quel point un véritable Américain doit, précisément à cause de cette saturation germanique, repousser, une fois pour toutes, toute compromission avec le germanisme. Ces compromissions n'ont été que trop fréquentes dans le passé. Le parti a appuyé en 1915 la proposition d'interdire aux citoyens américains de s'embarquer sur des navires à destination des ports alliés ; il a soutenu avec ardeur le principe de l'embargo · il a gardé le silence sur la violation de la Belgique : il s'est fait l'apologiste du socialisme allemand en favorisant ses intrigues et en poussant à la guerre des classes aux États-Unis : il s'est désintéressé des nationalités opprimées : il a paru en tout indifférent aux revendications démocratiques des Alliés. L'appel de Gompers, de Spargo, de Russell, est entendu : de larges sections du parti désabusé se rangent derrière le Président. L'action de Gompers surtout a été décisive, et a dépassé les limites des États-Unis.

LES TENTATIVES D'OBSTRUCTION DU PROGERMANISME

Battue sur ce premier champ de bataille, la propagande se retourne d'un autre côté. Puisque la guerre est inévitable, elle s'efforce par tous les moyens d'en retarder l'organisation. Et d'abord, au Congrès, elle trouve des appuis même parmi les Républicains partisans de l'Entente. Elle attise la méfiance des politiciens qui s'insurgent contre la dictature du Président, et collabore à lui faire refuser les pouvoirs qu'il demande : loi touchant le service militaire ; loi donnant au Président le contrôle sur les chemins de fer en temps de crise; loi lui permettant de faire passer au service de l'État tous les chantiers maritimes, les ressources en pétrole ; loi contre l'espionnage ; loi sur la censure de la presse. Une à une, non sans luttes vives, toutes ces oppositions s'écroulent devant la volonté de plus en plus nette du pays d'accorder à son chef des pouvoirs de dictateur. L'indignation grandit contre cette obstruction systématique inspirée : dès le 10 février 1917, la *New Republic*, si longtemps peu favorable aux Alliés, écrit du 64e Congrès : « Qu'attendre d'une réunion d'hommes où règnent, sans contrepoids, le bavardage, l'incohérence, la frivolité et la sottise ? Si nous avions été dans un danger aussi pressant que celui où sont l'Angleterre et

la France, le peuple américain eût fait litière de ce corps en décomposition. » Contre le Président de la Commission Sénatoriale des Affaires étrangères, Stone, qui fait le jeu de l'Allemagne, les protestations s'élèvent de plus en plus violentes : on rappelle qu'il vient de Saint-Louis, forteresse du germanisme ; contre le chef des démocrates à la Chambre des Représentants aussi, Claude Kitchin; et contre Mann, chef des républicains, germanophile notoire qui vient de l'Illinois où l'on compte 1 014 408 Allemands.

Mais, par un coup de maître, le Président les confond. Déjà il a dévoilé, par la publication des papiers Boy-Ed, Dumba et Von Papen, les intrigues allemandes aux États-Unis; et maintenant il jette en pâture à l'opinion américaine la note Zimmermann au Mexique qui propose une alliance avec le Japon pour attaquer les États-Unis et leur enlever trois de leurs États les plus vastes. Ce fut, dit le *Boston Transcript* du 1er mars, comme un éclat de tonnerre dans un ciel lourd et trouble. M. Bryan, le grand-prêtre du pacifisme, en fut si bouleversé qu'il quitta précipitamment Washington où il était venu encourager ses fidèles. Un frisson d'indignation parcourt tout le pays : le Sud et l'Ouest réagissent sous la menace soudain révélée, avec autant de violence que l'Est. L'*Outlook* du 14 mars écrit que « la leçon de perfidie diplomatique a pénétré sous la peau des plus denses parmi les nombreux méridionaux que la guerre n'avait guère touchés jusque-là. Même dans les clans pacifistes on estime maintenant que le Président eût dû rompre dès la nouvelle de l'invasion de la Belgique. » Quelques heures, et cette seule révélation, avaient suffi pour produire un revirement d'opinion que des années et toutes les horreurs de la guerre avaient été impuissantes à amener. A lui seul le choc de cette note Zimmermann a déterminé la cristallisation instantanée : l'Ouest menacé monte au diapason de l'Est. — Pas tout de suite cependant. Le pacifisme est encore si profondément ancré dans les esprits que, huit jours après la foudroyante révélation, le *San Francisco Chronicle* s'irrite contre « les gens remuants qui veulent à tout prix rendre la guerre inévitable, » et demande « qu'on accorde au Président pacifiste tout pouvoir nécessaire, persuadé qu'entre ses mains la paix sera beaucoup mieux assurée que livrée aux fantaisies d'un Congrès brouillon. » On accuse « M. Wilson d'être un théoricien. Il n'y a pas de plus beau

compliment. Il est patient ; il a horreur des armées permanentes. Au fond, si quelques vies américaines sont perdues, cela ne vaut-il pas mieux qu'une guerre qui en coûterait des milliers? » (7 mars.) Et le très chauvin *Los Angeles Times* s'écrie cependant : « Sans doute, c'est la faute de l'Allemagne. Sans doute... Mais au nom de l'humanité, au nom du sang versé, le *Times* a toujours soutenu qu'il fallait mettre un embargo sur les munitions. Il le crie une fois de plus aujourd'hui. » Mais devant l'indignation croissante, ces journaux et d'autres sont forcés de changer de ton. Même la presse germano-américaine, qui a relevé d'abord la tête et déclaré que la note Zimmermann est une évidente fabrication, se tait, confondue par l'aveu de la Wilhelmstrasse. L'opposition au vote sur l'armement des navires du sénateur La Follette et des onze autres « flibustiers, » Kirby, O'Gorman, Stone, etc., soulève une telle tempête de réprobation que le Sénat, intimidé, accorde pleins pouvoirs à M. Wilson, et modifie la loi constitutionnelle : à l'avenir, au lieu de la majorité totale, une majorité des deux tiers suffira à faire passer une loi.

Toute opposition devient de la trahison. L'Amérique est mûre pour la déclaration de guerre. Les derniers sophismes de la propagande germanophile et pacifiste sont d'ailleurs ruinés par un événement capital qui, définitivement, vient miner la thèse de ceux qui prétendent que les États-Unis s'associent à une guerre de capitalistes et d'impérialistes déguisés. La Révolution russe éclate le 18 mars. La compromettante alliance de l'Entente et du tsarisme sombre. Dans le camp des Alliés il n'y a plus que des gouvernements démocratiques ; ils deviennent ainsi les vrais champions de la démocratie dans le monde.

LES FACTEURS DÉCISIFS DE L'INTERVENTION AMÉRICAINE

Il est impossible d'exagérer l'importance de ce nouveau fait. Du jour au lendemain toute l'attitude des États-Unis se modifie. Du coup, des germanophiles notoires se rallient à la cause des Alliés. Le professeur pro-allemand William Sloane, de Columbia University, où les sentiments pacifistes se sont manifestés, et continueront à se manifester avec une imprudente ardeur, affirme (*New York Times*, 19 mars 1917) que les neuf dixièmes des Américains qui avaient semblé être partisans de l'Allemagne étaient en réalité anti-Russes, et que la Révolution

russe est de nature à modifier radicalement leur attitude. On sait ce que pensaient de la Russie et de ses Alliés les Juifs américains qui ne peuvent oublier les pogroms : par la bouche de leur chef, M. Oscar Strauss, qui jusqu'alors avait défendu la cause de l'Allemagne, ils se déclarent pro-Alliés « sans hésitation ni réticence » (*New York Times*, 2 avril) ; et les manifestations semblables se multiplient. Toutes les sympathies sont acquises à la nouvelle Russie. A sa suite, dit-on, les autres pays vont voir raffermir chez eux les principes vraiment démocratiques. — Un autre nuage, la question irlandaise, assombrit aussi l'horizon : l'hostilité contre l'Angleterre continue à se manifester toujours sous forme de protestations contre le blocus. Mais là encore, dit-on, le libéralisme finira par prévaloir.

Les conditions de la participation de l'Amérique à la guerre s'affirment et se précisent : ce sont les principes de l'américanisme pur qu'on appliquera. On ne laisse passer aucune occasion de protester que les Américains ne peuvent souscrire à tous les buts de guerre des Alliés. Le 4 avril, M. Hitchcock le dit formellement au Sénat. Et la *New Republic* du 31 mars écrit : « On ne pourrait permettre qu'une armée américaine envoyée en Europe partageât la responsabilité des buts obscurs de l'impérialisme italien ou du gâchis grec, ou du démembrement de la Turquie, ou *même de la restitution à la France de la totalité de l'Alsace-Lorraine.* » Malgré toutes ces restrictions, l'immense majorité des Américains est bien d'avis que la cause des Alliés est, dans l'ensemble, celle du droit et de la démocratie. « Les nations chez lesquelles l'opinion publique compte, dit la *New Republic* du 7 avril, sont toutes dans le même camp. » Même le *New York American* de Hearst du 4 avril reconnaît que, « maintenant que la Russie est une démocratie, le conflit est vraiment devenu une bataille mondiale de la démocratie contre la monarchie. » Et aucune adhésion à notre cause n'est plus significative que celle de cette presse obstinément germanophile.

Sans doute les résistances ne sont pas toutes vaincues encore. Mais les appels des extrémistes ne trouvent plus d'échos dans la masse de la nation. En vain les Quakers déclarent que *toute* guerre est un crime : en vain l'Emergency Peace Federation, par la bouche de son président, David Starr Jordan, affirme qu'aucun acte, si brutal qu'il soit, « ne justifie à faire la guerre une République dont le rapport essentiel avec les

problèmes internationaux se résume dans les mots : conciliation, arbitrage, et démocratie. » En vain Debs et les socialistes qui l'écoutent parlent de grève générale : menaces et objurgations restent sans effet. Même ceux qui estiment, — et ils sont nombreux, — que l'entrée des États-Unis dans la guerre n'aura d'autre effet que de la prolonger indéfiniment, que la vraie solution est une offre de médiation, ne sont plus écoutés. (Résolution présentée à la Chambre par Meyer London, 5 avril.) Par 82 voix contre 6, le Sénat vote la guerre ; par 373 contre 50, la Chambre fait de même. Dans l'État de Wisconsin seul les opposants furent plus nombreux que ceux qui soutinrent le Président (9 contre 2). Les preuves de patriotisme viennent de partout. Des chefs socialistes lancent une proclamation qui dit : « Quiconque refuse de résister aux crimes internationaux est indigne du nom de socialiste. » On renonce à distinguer entre les ouvriers syndiqués et les jaunes. Les industriels mettent leurs usines à la disposition du gouvernement. Les producteurs de cuivre offrent d'en fournir 45 510 000 livres à l'État au prix de 85 centimes la livre, au lieu du prix marchand de 1 fr. 85. Les producteurs d'acier font une offre analogue. Les fabricants travaillant pour la guerre s'engagent à ne pas prendre un bénéfice supérieur à 10 pour 100. Les sociétés de préparation militaire se multiplient. Même le service obilgatoire et universel, repoussé naguère avec horreur, rallie des partisans de plus en plus nombreux. Les Germano-Américains eux-mêmes n'osent plus guère se tenir à l'écart du mouvement, et protestent de leur loyalisme. Une onde d'enthousiasme patriotique traverse le pays. La présence de la mission française surexcite tous les sentiments d'affection, de reconnaissance, d'admiration, que l'on éprouve pour la France.

La faillite de la propagande allemande et pacifiste, la révolution russe, l'amour de la France que grandissait toujours sa magnifique résistance, n'expliquent pas seuls la véhémence de ce mouvement. Il avait des sources plus profondes encore dans des sentiments nouveaux qui libéraient tout le vieil idéalisme américain. En donnant à l'intervention américaine un but absolument désintéressé, en affirmant que les États-Unis ne cherchent aucun bénéfice particulier et se battent pour un idéal, le président Wilson a plus fait pour rendre la

guerre populaire que s'il avait insisté sur la menace que constituaient pour les États-Unis les ambitions et la force de l'Allemagne. Il s'est montré le véritable chef de son peuple, le digne continuateur de Lincoln et de Washington, le porte-parole des plus nobles instincts du pays : et la réponse a été instantanée. Du coup, il rattachait la guerre à la plus haute, la plus émouvante, la plus profonde des traditions nationales, à l'idéal de liberté et de justice égale pour tous, affirmé dans la constitution et réalisé dans la vie de chaque citoyen; elle y puisait une force et une vitalité que nuls intérêts matériels, nul raisonnement abstrait n'auraient pu lui donner. — Nous touchons ici au centre vital de toute la participation américaine à la guerre. C'est la conscience grandissante d'un grand rôle idéal à remplir, la croissante conviction que les États-Unis combattent pour l'humanité entière et pour faire prévaloir enfin les principes de sa vie qui, graduellement, avec une netteté et une force de jour en jour plus grandes, et accrues par toutes les révélations que leur participation directe amène, transforment l'opinion publique, et peu à peu lui font voir dans cette guerre une croisade.

La révélation totale ne s'est pas faite en un jour. Mais l'histoire de l'évolution des États-Unis à partir de ce 6 avril est celle d'une conquête de plus en plus rapide de l'âme populaire par cette conception de jour en jour plus claire de leur rôle. Les hésitations, les arrêts, les oublis apparents du but idéal, ne sont plus que des obscurcissements momentanés de ce sentiment : d'autres influences d'espèce moins haute ont pu par moments intervenir pour exaspérer l'esprit de guerre : elles ne font en définitive qu'agir toutes dans le même sens ; et sans cet idéalisme foncier qui est le principe vivant et directeur de l'action américaine, elles seraient restées sans effet durable. L'histoire n'offre pas de spectacle plus beau, ni même rien qui puisse lui être comparé. Pour la première fois, une nation entière se dévoue à une cause entièrement désintéressée. Elle le fait, non par obscure impulsion irraisonnée, mais après longue et mûre réflexion, en pleine clarté. Ses fils acceptent de mourir, non pour défendre leur indépendance, mais de lointaines libertés menacées ; non pour libérer leur pays, mais un monde qui leur est étranger; non pour eux-mêmes et ceux qui leur sont plus chers que la vie, mais pour tous. Aucun motif inférieur ne se mêle à cette libre acceptation du sacrifice

suprême. Ils ne réagissent sous aucune menace personnelle immédiate ; aucune haine aveugle ne les soulève, aucun intérêt égoïste, aucun espoir de profit, ni même de gloire vaine, aucune hérédité guerrière ni tradition de revanche. Simplement, ils ont compris la menace que cette monstrueuse Allemagne suspend sur toute liberté, toute douceur, toute civilisation vraie. Ils ne veulent rien pour eux-mêmes que leur part au sacrifice commun, aux communes souffrances infinies qui sont le prix de la victoire du Droit et de la Justice. Leur conscience outragée seule, et seuls les commandements de leur cœur ému leur inspirent une résolution égale à celle qui enflamme l'âme de ceux qui défendent leur patrie et luttent pour la vie. A la tâche sacrée d'abattre pour toujours ces forces antihumaines, ils vouent toutes leurs ressources, tout ce qu'ils possèdent et tout ce qu'ils sont, librement, sans contrainte, sans conditions, sans restriction, sans limite. Ce sont des croisés.

— En vérité, cela est beau. Une immense espérance nous vient à tous : les promesses exaltantes d'une ère nouvelle où le monde ne sera plus livré aux aveugles forces d'égoïsme, de déraison, de haine, de brutalité qui, dans le passé, en ont été trop souvent les implacables souveraines. Sur l'immense tragédie se lève enfin mieux qu'une certitude de victoire par les armes, le rayon d'une victoire morale, l'aube d'une religion nouvelle, celle de l'entr'aide désintéressée entre tous les hommes, de la solidarité et de la fraternité vraie sur toute la terre, enfin devenue une. Ce pays nous donne l'émotion sublime d'une vision nouvelle. Il agrandit notre idée de la générosité humaine. Il transporte dans le domaine des égoïsmes nationaux les loyautés, les piétés, les justices, les oublis de soi qui prévalent entre des frères. En vérité, cela est beau.

Mais cette vision ne s'impose pas encore à tous ni tout de suite, et j'anticipe sur les événements. Tous les foyers d'opposition ne s'éteignent pas en un jour. Tout le pays n'est pas encore gagné. Ce n'est que peu à peu que toute la félonie allemande se dévoile ; et c'est à force de révélations successives habilement distillées que le Président empêche la mémoire des trahisons anciennes de s'effacer, et entretient la flamme d'indignation que de subtils sophismes tentent d'affaiblir. Et, d'autre part, à partir du 6 avril, l'effort guerrier même des États-Unis exalte l'esprit de guerre : puisque l'on se bat, la démocratie

prouvera qu'elle sait organiser la guerre aussi efficacement que l'autocratie; l'amour-propre national s'en mêle; on se pique au jeu; on donnera à l'Allemagne et au monde étonnés le spectacle de la plus parfaite organisation que la terre ait vue, aux Alliés l'assurance que, par la rapidité et l'intensité des efforts, on saura racheter le passé et réparer le temps perdu. Et bientôt les angoisses d'une lutte qui est devenue nationale pénétreront tous les cœurs quand l'offensive du 21 mars viendra menacer pareillement l'Amérique et les Alliés. Le péril est imminent, intolérable; l'on ne veut admettre qu'à la dernière heure la victoire échappe. Nul effort n'est trop grand pour écarter pareil désastre. Et la réponse de l'Amérique est foudroyante : c'est le miracle du transport de ces troupes qui, brusquement, montent de quelques milliers par mois à 300 000. Et lorsque les premières pertes américaines sont annoncées, un immense frisson de colère parcourt le pays qui, tout entier, se raidit et jure de venger ses morts. Tous les sentiments à la fois convergent pour faire de cette guerre l'affaire personnelle de l'Amérique : elle s'en charge, elle la réglera de manière telle que l'Allemagne sera à jamais mise dans l'impossibilité de recommencer. La décision est inexorable. Les inquiétudes des Alliés tombent. Leurs buts de guerre essentiels deviennent ceux de l'Amérique. Justice sera faite, et jusqu'au bout.

LES PRÉPARATIFS MILITAIRES ET FINANCIERS DES ÉTATS-UNIS

Dans ces premiers jours qui ont suivi la déclaration de guerre, bien des symptômes de l'ancienne indifférence subsistaient cependant encore. L'opposition au service militaire universel était encore très puissante. Le volontariat qu'on espérait lui substituer ne rendait pas. Plus royaliste que le roi, la presse germanophile et pacifiste poussait à la conscription immédiate et permanente, seule vraiment démocratique, disait-elle. Elle espérait ainsi alarmer les esprits et faire plus efficacement échouer la mesure, car l'horreur de la conscription et des armées permanentes est un dogme aux États Unis. Elle soulignait que l'Est, en apparence si ardent pour la guerre, était tiède en réalité, puisqu'il ne répondait pas à l'appel. New-York et le Massachusetts n'ont encore donné que 14, 6 p. 100, et 11 p. 100 des contingents demandés; le Vermont n'a donné

que 18 hommes sur les 720 qu'il devait fournir ; pendant les dix premiers jours d'avril, on compte 4 355 engagements volontaires, et c'est 500 000 qu'il faut immédiatement. Et, chose plus triste encore, prévoyant l'appel aux armes des seuls célibataires, les jeunes gens partout se mettent à l'abri en se mariant : à Chicago, 1126 se marient en un seul jour, battant tous les records : à New-York, on est obligé d'élever à 300 le nombre des secrétaires de l'état civil pour faire face aux innombrables demandes : Billy Sunday, le prédicateur populaire, dénonce âprement « les lâches qui se cachent derrière des jupes de femmes. » Et lorsque, le 19 avril, le ministre de la Guerre déclare que les jeunes gens mariés depuis le début des hostilités seraient soumis aux mêmes obligations militaires que les célibataires, ils ne sentent plus aucune vocation pour le mariage. — Chose étrange, c'est le Middle-West pacifiste qui fait honte à l'Est. A Chicago, en un seul jour 158 hommes se sont engagés dans l'armée, 91 dans la marine, 62 dans les fusiliers, tandis qu'à New-York le même jour l'armée ne recrutait que 70 hommes, la marine 29 et les fusiliers 40 : à Kansas City, il y a eu 660 engagements depuis le 6 avril : mille étudiants de l'Université de Minnesota sont entrés d'un bloc dans les fusiliers marins.

Puisque le volontariat ne rend pas, la conscription s'impose. Elle fut votée, après avoir été d'abord rejetée, le 18 avril, par la Commission de l'armée. Ce n'était que la conscription mitigée par des exemptions et le tirage au sort, le « *selective draft.* » Elle ne donnait que 500 000 hommes dont l'instruction devait commencer immédiatement, 500 000 autres qui seraient appelés et instruits quand le Président le jugerait nécessaire. C'était un commencement. Ce n'était qu'un commencement, et bientôt on fut obligé d'aller plus loin.

Ce fut alors surtout que l'action de la mission française se fit sentir. Contre les hésitants, contre les lenteurs gouvernementales, l'enthousiasme qu'elle déchaîne soulève toutes les impatiences. Le 15 mai, la *Tribune* écrit : « A l'heure actuelle, le peuple des États-Unis est profondément intrigué par ce qui se passe à Washington ; mais, si intrigué qu'il soit, il se rend de plus en plus compte que l'on ne fait pas de progrès réels et que la guerre n'est conduite ni avec efficacité ni avec rapidité. » Elle déclare qu'en dehors du vote de l'emprunt de sept milliards

de dollars, rien de positif n'a été fait : les pédants bornés de l'État-major général refusent d'écouter les avis du maréchal Joffre ; on ne peut rien attendre de « l'incurable sottise des Américains (!). » L'énorme accroissement en avril et mai des torpillages exaspère encore cette nervosité et aggrave l'injustice des critiques. On réclame avec violence l'établissement d'un plan général et complet de coopération avec les Alliés. On combat la campagne qui se déclenche dans la presse germanophile et pacifiste. Celle-ci exalte la modération de l'Allemagne, prête à soumettre des conditions de paix acceptables, et qu'il ne faut pas irriter. Le moment est venu de proposer la médiation. Le *Sun*, le *Cleveland Plain Dealer*, d'autres journaux réagissent contre cette campagne et « l'optimisme illogique et dangereux » trop général, et qui fait croire que l'effort des États-Unis peut se borner à prêter de l'argent, planter des pommes de terre et fabriquer des munitions. — Non. Il faut sans tarder envoyer des troupes régulières en France, construire par milliers des aéroplanes, des bateaux pour remplacer le tonnage coulé, intensifier la production pour ravitailler les Alliés, combattre l'effroyable gaspillage qui est le vice des États-Unis, restreindre toutes les consommations, augmenter l'armée, venir en aide à la Russie, reformer le front d'Orient. — Pour l'armée, dès le 18 mai, c'est chose faite : elle est portée à 5 000 000 d'hommes : pour les aéroplanes, disent ces journaux, on perd encore un temps précieux en interminables tâtonnements qui ne donnent rien : pour la marine marchande, la situation est encore plus grave : la construction des bateaux devient un terrain de combat entre les intérêts de l'acier et les intérêts du bois ; et des mois s'écoulent en vains débats sur la supériorité de l'un ou de l'autre. M. Denman, chef du Shipping Board, préconise le bois parce que la construction sera plus rapide, que les chantiers, inutilisés, existent, et que cette main-d'œuvre inoccupée participera au commun effort ; le général Gœthals, le grand ingénieur du canal de Panama, son associé, veut l'acier, et se moque publiquement de lui ; dans un discours, il affirme que les oiseaux chantent encore dans les arbres qu'on destine à la construction de la flotte. Seul l'acier, dit-il, fournira des bateaux assez rapides pour échapper aux sous-marins, assez grands, assez solides. La matière ne fera pas défaut : on produit trente millions de tonnes d'acier par an. Ce n'est

qu'au bout de plusieurs mois d'inaction désastreuse que le Président intervient, les renvoie dos à dos, et confie à M. Hurley la tâche de concilier les deux thèses, en construisant sans retard à la fois des bateaux en bois et en acier. On vote le 4 juin 750 millions de dollars pour l'œuvre des chantiers fédéraux : on commande 100 navires en bois : deux millions de tonnes d'acier sont en construction dans les chantiers privés.

Mais c'est l'effort financier des États-Unis qui reste la source de tous les autres efforts, et que l'on pousse et que l'on attaque avec le plus d'énergie. La presse et les meneurs pacifistes germanophiles et socialistes travaillent sourdement à ruiner les projets en les rendant impopulaires. Ils exigent pour cette guerre « démocratique » des finances « démocratiques. » Les dépenses de la guerre doivent être couvertes par la génération qui la fait, les financiers qui la veulent. Le peuple donne son sang ; que les riches donnent leur or ; c'est la « conscription » des richesses qui doit répondre à la conscription militaire. Tous les revenus au-dessus de 10 000 dollars doivent être confisqués. C'est un excellent moyen de punir Wall Street responsable de la guerre. « Les financiers ont fait de cette guerre leur guerre. Ils l'ont cherchée, provoquée, accomplie. Qu'ils la paient ! » (*New-Yorker Staats Zeitung* du 23 avril). L'annuaire germano-américain va jusqu'à affirmer que le Président n'a déclaré la guerre que pour sauver l'argent des capitalistes et des fabricants de munitions. Et des journaux qui ne sont ni germanophiles ni socialistes, tel le *Cleveland Plain Dealer*, soutiennent aussi la thèse qu'il faut surtout demander aux impôts présents les ressources nécessaires. C'est aussi l'avis de la majorité du Congrès. Le ministre des Finances est obligé de céder en partie au mouvement. Aux impôts, on demandera plus de dix milliards de francs, la moitié des dépenses de guerre de la première année ; et à l'emprunt 8 milliards 200 millions : on élèvera à 40 pour 100 la surtaxe sur les revenus qui dépassent un million de dollards. L'impôt sur les profits de guerre atteindra finalement de 12 à 60 pour 100. Malgré ces concessions, on est lent à souscrire à l'emprunt : le *New-York Times*, du 15 mai, s'alarme de l'insuffisance des souscriptions, et en conclut que le pays n'a pas encore l'esprit de guerre : la *Tribune* du 17 mai déclare que le gouvernement s'en inquiète.

Ces inquiétudes sont vaines. Sans doute, le taux de l'intérêt

trop bas, 3 1/2 pour 100, établi pour ne pas jeter le désarro dans les valeurs de chemins de fer qui rapportent 4 pour 100, ralentit la réponse ; sans doute, le peuple américain, qui ignore les emprunts d'État, s'en méfie d'abord. Mais, à la dernière minute, il se décide, et l'emprunt est couvert. Et d'emprunt en emprunt on voit affluer plus généreusement et plus rapidement l'or du peuple : chaque emprunt réussit mieux que le précédent, et un plus grand nombre de souscripteurs populaires s'y associent ; à cette progression on peut mesurer le croissant enthousiasme des États-Unis pour la guerre. Très vite d'ailleurs on se rend compte de l'énormité des crédits qu'il faudra ouvrir. Dès le mois de juillet, on estime que la première année de guerre coûtera 15 milliards de dollars ; le sénateur Smoot déclare, le 24 juillet, que déjà la note de guerre s'élève à 9 milliards 226 millions de dollars. Mais ces chiffres n'alarment pas la riche nation qui s'en énorgueillit. Après tout, ces 15 milliards ne sont qu'un tiers des revenus nationaux. Les sacrifices de l'Angleterre qui atteignent 30 pour 100 de la fortune nationale sont autrement vastes, et plus vastes encore proportionnellement les sacrifices de la France. On ne lésinera pas. On prêtera aux Alliés toutes les sommes dont ils auront besoin. Les avances qu'ils ont reçues montent déjà, le 27 août, à plus de 2 milliards de dollars, environ 12 milliards de francs en tout (1). Et M. Mac Adoo propose en août d'émettre pour 11 milliards et demi de dollars d'obligations nouvelles ; le 6 septembre, l'émission est votée à *l'una imité*. On est fier de ces chiffres et de cette unanimité. Le *World* du 29 août fait remarquer que les États-Unis au bout de deux ans huit mois de guerre auront dépensé 26 milliards de dollars, deux fois ce que l'Angleterre a dépensé dans le même temps. Aucun chiffre n'effraie plus. A la fin de septembre, devant les 3 000 délégués réunis à Atlantic City pour la convention de l'Association des Banquiers, Mr. Mac Adoo dit : « Les ressources des banques nationales et des banques d'État sont de 37 milliards de dollars. Au début de la guerre de Sécession, lorsqu'elles étaient de 1 milliard et demi de dollars, le gouvernement a emprunté 3 milliards de dollars, soit le double. En observant la même

1 1 milliard 5 millions de dollars à l'Angleterre : 530 millions à la France ; 200 millions à l'Italie ; 275 millions à la Russie ; 33 400 000 à la Belgique ; 3 millions à la Serbie (*Commercial Chronicle*, 25 août 1917).

progression, nous pourrions emprunter 74 milliards de dollars. » Les Alliés peuvent se rassurer. Aucun crédit ne sera refusé pour conduire la guerre avec le maximum d'efficacité.

LE RAVITAILLEMENT DES ALLIÉS ET LES RESTRICTIONS

L'autre aide capitale, le ravitaillement des Alliés, sera accordée avec une égale générosité. Dès la déclaration de guerre le Président a montré à tous le devoir d'éviter le gaspillage, la nécessité des restrictions, et de l'intensification générale de toutes les productions. Mr. Hoover, dont la popularité aux États-Unis est énorme, sera nommé dictateur des vivres, maître suprême du ravitaillement de tous les Alliés. La situation est d'ailleurs grave. Au début d'avril, le ministère de l'Agriculture publie le bulletin agricole le plus alarmiste qui ait jamais paru (*Chicago Tribune* du 8 avril). Le blé d'hiver donnera moins des deux tiers de la récolte habituelle. Le blé de printemps a souffert des gelées. Partout les surfaces ensemencées ont diminué. La moitié des neuf millions d'acres de blé du Kansas ne sont pas cultivés. Les plus grands États producteurs du Middle West sont dans le même cas. Le Sud a planté en coton d'énormes espaces autrefois livrés au maïs. Le cheptel a baissé de 40 pour 100 dans l'Illinois, de 30 pour 100 dans l'Iowa. L'avenir n'est pas moins sombre dans d'autres États. Une crise terrible sévit au Texas. Or, le ravitaillement des Alliés exige l'envoi de 100 millions d'hectolitres de blé, et de formidables quantités d'autres matières alimentaires. La presse reconnaît l'extrême gravité de la situation. « La Démocratie défendue par l'épée sera sauvée par la charrue, » dit le *Cleveland Plain Dealer* du 12 avril ; et la *Chicago Tribune* : « Les Alliés ne vaincront pas, s'ils meurent de faim ! Nous devons les nourrir. C'est la question primordiale, celle de la défaite ou de la victoire, celle de la vie ou de la mort. » Le 15 avril, le Président lance une proclamation où il déclare que « le sort de la guerre et de la nation est entre les mains des fermiers. » La *Chicago Tribune* pose à chaque gouverneur d'État par télégramme l'impérieuse question : « Que fait votre État pour augmenter la production des céréales ? » et publie d'énormes manchettes : « Mangez moins et maigrissez ! » On dénonce tous ceux qui laissent leurs terres sans culture : le

rapport 90 de la direction de l'Agriculture de l'État de New-York donne une liste de fermes à louer ou à vendre dans ce seul État, qui s'étend sur 189 pages. Les villes instituent des jardins communaux. On s'attaque au problème le plus grave de tous, celui de la main-d'œuvre. Il faut lever « la grande armée de la charrue. » Le ministre de l'Intérieur, Lane, propose d'organiser dans chaque région un « régiment agricole. » Le Sénat vote un crédit de dix millions de dollars pour l'achat d'engrais chimiques. On demande que nulle matière alimentaire ne puisse plus être employée à la fabrication des boissons fermentées. On augmentera les moyens de transports, surtout en allongeant la distance moyenne parcourue par chaque locomotive. On diminuera les envois aux neutres, car on vient de découvrir que par eux on continue à ravitailler l'Allemagne; rien que pour les céréales les exportations aux neutres avaient passé de 6 millions d'hectolitres en 1911 à 25 millions en 1916. La loi Lever, votée en juin, grâce à l'intervention personnelle du Président, donne à Mr. Hoover pleins pouvoirs. La presse germanophile a beau crier à la dictature, à l'inquisition, à la tyrannie présidentielle, et soulever le Congrès contre toutes les mesures prises, surtout celles qui concernent la prohibition des boissons alcooliques. Elle a beau dire que c'est un régime prussien ou socialiste qu'on tente d'introduire, et que l'on étendra peu à peu à l'acier, au cuivre, au coton, à tout; si bien que toutes les libertés économiques sont menacées, et qu'il faut à tout prix les défendre. Rien n'y fait; et peu à peu les mesures les plus radicales sont adoptées.

Je ne connais rien de plus touchant, point de preuve meilleure de la volonté de guerre réelle des États-Unis que leur magnifique acceptation de toutes ces restrictions, et de celles que, librement, ils s'imposent.

Contre cette volonté unanime, les oppositions politiciennes ne peuvent rien. On repousse les tentatives du Congrès de mettre le contrôle des vivres entre les mains d'un triumvirat, et, « après les plus longues et les plus violentes controverses qu'on eût jamais vues dans les Chambres américaines, » la loi sur le contrôle de l'alimentation est votée le 8 août par le Sénat. Mr. Hoover sera seul « directeur » de l'Alimentation, et ses pouvoirs sont ceux d'un dictateur. Cette loi « était la plus révolutionnaire qui eût jamais été proposée à un Congrès

américain » : elle était du pur socialisme d'État, combattu, ô paradoxe ! par les socialistes pacifistes, comme par les conservateurs pro-Alliés alarmés. Les journaux socialistes affirment qu'on est moins libre aux États-Unis que dans l'empire des Tsars; le *New York American* du 24 août déclare que le Président est à peine plus responsable devant le peuple que le chancelier ou le Kaiser; qu'il faut avant tout défendre la démocratie américaine contre ses ennemis du dedans. Le sénateur La Follette dit que la loi sur le contrôle des vivres ouvre la porte toute grande à tous les scandales : l'impérialisme et la tyrannie des États-Unis sont flagrants : « Osez être neutres, et vous mourrez de faim : » tel est le titre d'un de ses articles; et les journaux socialistes dénoncent au nom de la démocratie le servage imposé par ces lois et le service obligatoire, qu'inspire un militarisme brutal et outrancier (24 août).

Mais la presse en général réagit avec force contre cette campagne d'opposition : l'exemple du bolchevisme russe lui fournit des arguments. Une fois de plus, la propagande se terre, et change ses batteries de front.

L'ACTION POLITIQUE SUR L'OPINION AMÉRICAINE

Par deux manifestations également habiles et topiques, le Président, d'ailleurs, lui porte un coup terrible. Sa réponse à la note du Vatican (28 août) conciliait les partis démocratiques et pacifistes de tous les pays; elle réunissait presque tous les suffrages. A Washington on déclarait que M. Wilson venait, avec une habileté consommée, de remporter une victoire politique et diplomatique; c'était la charte de l'indépendance du monde et non plus seulement des États-Unis qu'il proclamait : elle contenait, disait le représentant Goodwin, « tout l'essentiel des aspirations du monde, condensées en un discours dont chaque mot débordait de logique et de vérité. » — « Une fois de plus, » s'écriait le *World* du 30 août, « la démocratie mondiale est redevable à M. Wilson d'une déclaration qui représente ses aspirations les plus hautes et son idéal le plus noble. » Le *Springfield Republican* du 31 août déclare que « la note du Président a accompli ce miracle de rapprocher des Américains qui ont éprouvé depuis trois ans des émotions radicalement opposées. » Il cristallisait l'opinion qui peu à peu

s'élaborait dans les masses américaines qu'aucune paix durable n'était possible avec « les parjures et les menteurs qui gouvernaient l'Allemagne. Ils étaient hors la loi morale : leurs paroles étaient des mensonges, leurs promesses sans valeur, leurs garanties des pièges pour les imprudents. » (*World*, 30 août.) Les journaux pacifistes mêmes déclaraient « qu'un échange de vues avec le Kaiser ne serait qu'un répit accordé à un militarisme impénitent. » Quant aux socialistes, ils approuvent le Président d'avoir conseillé la révolte au peuple allemand et préparé ainsi « le grand jour du socialisme universel! » (*New York Call*, 30 août.) La répudiation de tout démembrement, et de toute ligue économique égoïste et exclusive, contenue dans la note, rallie l'opinion germano-américaine tout entière. Le *Cincinnati Volksblatt*, la *Freie Press*, l'*Illinois Staats Zeitung*, la *New Jersey Freie Presse*, le *Pittsburgh Freiheitsfreund*, etc., etc..., expriment au Président « leur profonde admiration et gratitude » pour ses « paroles d'or, » « son message sans égal dans l'histoire. » Le *New York Staats Zeitung* trouve que « le message n'aurait pu être mieux rédigé par un Allemand même, échappé à l'atmosphère locale et devenu citoyen du monde! » Toute la presse germano-américaine déclare que le Président a merveilleusement répondu à la question tant de fois posée en vain : « Pourquoi nous battons-nous? » Seules quelques organisations, notamment le « Conseil du peuple d'Amérique pour la démocratie et la paix, » osaient encore protester. Elles étaient d'ailleurs encouragées par quelques patriotes indignés contre « l'apathie, » « la somnolence » de leurs États : le sénateur Young, de l'Iowa, le gouverneur du Wyoming, des journalistes du Missouri, du Kansas, du North Dakota, le président de la Ligue de Louisiane, qui s'alarmaient de l'indifférence que les populations rurales manifestaient pour la guerre. Mais, à ce propos, le *World* faisait remarquer (1er septembre) « qu'il ne fallait pas s'en étonner, car le jour n'était pas si éloigné où le peuple américain tout entier, fidèle à ses grandes traditions de haine de la guerre, d'humanitarisme, d'idéalisme chrétien, repoussait la guerre comme une inspiration satanique. » D'ailleurs, la guerre n'était encore ni profondément, ni universellement populaire, avait affirmé le sénateur Harding en plein Sénat le 31 août. Mais la réaction contre les activités de ce Conseil du peuple fut instan-

tanée et violente. Il eut beau déclarer qu'il tiendrait un grand concile sur les marches mêmes du Capitole pour protester contre le « tsar Wilson » : le mouvement croule sous le mépris et l'hostilité de l'immense majorité de la nation. Le *Call* a beau gémir : « Jusqu'où va la prussianisation des États-Unis? » Les *Industrial Workers of the World* ont beau se mobiliser; rien de grave ne sort de toutes ces agitations. — D'autres événements sensationnels viennent renforcer les sentiments patriotiques. Dans sa réponse au Pape, le Président avait déclaré que les États-Unis ne pouvaient pas « accepter la parole des maîtres de l'Allemagne comme une garantie de quoi que ce soit de durable. » Et presque immédiatement, comme pour justifier sa sévérité, il fait publier par le département d'État de nouvelles preuves de la mauvaise foi et de la félonie allemandes. Elles jettent la consternation dans le camp des germanophiles. Ils n'attaquent plus. Ils se contentent de les infirmer du mieux qu'ils peuvent.

La première de ces communications fut les dépêches envoyées de Buenos-Ayres à Berlin par von Luxbourg, le représentant de l'Allemagne auprès de la République Argentine. Des bateaux argentins avaient été coulés par des sous-marins allemands : aux protestations argentines, Berlin répondit en promettant que pareils faits ne se renouvelleraient pas. Or, ces dépêches, transmises par le représentant de la Suède, conseillaient à Berlin de continuer à faire couler ces bateaux, *mais sans laisser de traces*. C'était l'assassinat dans les ténèbres. Le 11 septembre M. Lansing déclare officiellement que le gouvernement américain ne veut tirer vis-à-vis de la Suède aucune conséquence de l'incident : il a voulu simplement « ouvrir les yeux du monde sur les méthodes de l'Allemagne. » Et pour achever d'éclairer la religion des États-Unis, M. Lansing fait publier coup sur coup une série de dépêches de von Bernstorff à son gouvernement pendant la neutralité des États-Unis, et qui la violaient. On a surpris le chiffre allemand : on lit à livre ouvert dans les intrigues de l'ambassadeur.

Le lendemain de cette publication (23 septembre 1917) on livre aux journaux des documents saisis chez Wolff von Igel, chargé après le départ de von Papen de poursuivre son œuvre. Ces documents révèlent une organisation complète de corruption, d'espionnage et d'attentats tendant à paralyser la produc-

tion des usines de guerre aux États-Unis, d'achat de journalistes et de conférenciers, de propagande contre la Grande-Bretagne et pour brouiller le Mexique avec les États-Unis. On découvre avec stupeur les ramifications de cette abominable campagne jusque dans l'organisme le plus haut et le plus respecté des États-Unis : un juge de la Cour Suprême, Daniel F. Cohalan, Irlando-Américain, organise un débarquement allemand en Irlande, et pousse à l'intensification des raids aériens sur l'Angleterre. D'autres personnalités en vue sont compromises : John Devoy, directeur du *Gaelic American;* George S. Viereck, directeur de la revue *Viereck's*, qui centralise bombes et explosifs; Marcus Braun, directeur du *Fair Play;* Miss Beveridge qui a reçu 3 000 dollars pour faire une tournée de conférences en faveur de l'Allemagne. Presque en même temps le *New York Herald* commence ses sensationnelles publications de la correspondance échangée entre Nicolas II et Guillaume II.

L'effet de ces révélations fut énorme... La pacifiste *Evening Post* elle-même finit par dire que si les dépêches Bernstorff avaient été connues en 1916, il aurait fallu alors déclarer la guerre à l'Allemagne.

L'OPINION AMÉRICAINE ACCEPTE LA GUERRE TOTALE

Sous le coup de ces révélations successives, peu à peu tous les esprits abandonnent la distinction jusqu'alors si populaire entre le gouvernement et le peuple allemands. De plus en plus on se rend compte qu'ils sont solidaires, et que seule la victoire totale peut assurer une paix durable. Le torpillage de l'*Antilles*, la sauvagerie des sous-marins qui bombardent les canots de sauvetage, viennent exaspérer encore l'indignation populaire. Même *Viereck's* (24 octobre) avoue qu'il est de plus en plus difficile de garder vis-à-vis de l'Allemagne une attitude d'impartialité. Et bientôt le désastre de Caporetto, en révélant le danger de la propagande pacifiste et la force de l'Allemagne, augmente encore la conviction qu'il faut à tout prix combattre les grèves, le défaitisme et la sédition sous toutes ses formes, et exalter l'esprit de guerre. Il faut réagir, ne point tolérer les encouragements aux grèves, l'activité des meneurs, inspirée par les germanophiles. Contre la croissante « terreur intellectuelle, » comme l'appelle la *New Republic*, qui pèse sur la presse

pacifiste, on a beau protester, le Gouvernement, sans égard pour ces protestations qui viennent même de ses amis, se montre de plus en plus rigoureux : il interdit l'*Illinois Staats Zeitung*, la *New Jersey Freie Zeitung :* en pleine période électorale il supprime deux journaux de New York, entame des procès contre le *Milwaukee Leader*, le *New York Call :* la poste refuse de transmettre nombre de journaux hostiles à la poursuite de la guerre. Des Universités révoquent des professeurs pacifistes, notamment Columbia MM. Cattell et Dana, et l'Université de Minnesota un autre. C'est la liberté de la parole après la liberté de la presse qui subit des atteintes jusqu'alors inconnues aux États-Unis. Et cependant l'immense majorité de la presse approuve.

Même Morris Hillquit, chef des socialistes pacifistes, et Meyer London, nient qu'ils songent à amener une paix séparée favorable à l'Allemagne. On évolue de plus en plus vers la conception qu'il faut faire la guerre non seulement à l'Allemagne, mais à tous ses Alliés, et se rapprocher davantage de l'Entente. De plus en plus on tend à admettre les revendications françaises sur l'Alsace-Lorraine, si longtemps contestées. Graduellement la lumière totale se fait. On voit de mieux en mieux que l'on ne peut restreindre la participation américaine aux fins étroites où l'on voulait d'abord l'enfermer : elle doit être complète et poussée jusqu'au bout, en tous sens.

Le message si net du Président, du 4 décembre, affirme avec une énergie nouvelle « qu'il faut écraser, ou du moins si elle n'est pas entièrement détruite, exclure du commerce d'amitié des nations, cette chose intolérable dont les maîtres de l'Allemagne nous ont fait voir la face hideuse, cette menace de l'intrigue combinée avec la force... Notre tâche présente et immédiate est de vaincre; et rien ne nous en détournera avant qu'elle ne soit accomplie. »

A la fin de 1917, l'opposition germanophile et pacifiste devient donc presque négligeable. La situation russe, la frauduleuse paix de Brest-Litowsk, où l'Allemagne dévoile sa perfidie et son impérialisme, et met la main sur les immenses ressources de la Russie, achèvent la déroute de la presse germanophile. Un nouveau message du Président le 8 janvier clarifie encore la situation. Il y pose avec une grande netteté les conditions de la paix future; et les quatorze points de ce message rallient l'unanimité des suffrages, même ceux des socialistes

et des pacifistes ; même Morris Hillquit, même Meyer London, même la *Milwaukee Free Press* l'approuvent, et déclarent que, mieux que les déclarations de Lloyd George, ils les satisfont. L'abominable torpillage du *Tuscania* vient à point exaspérer jusqu'à la frénésie la haine de l'Allemagne et l'esprit de guerre. Le *New York Times* déclare (11 février 1918) que toutes les hésitations sont définitivement dissipées : l'Amérique entre corps et âme dans la guerre. Et en effet, à partir de ce moment, l'unanimité est absolue. Nulle protestation n'ose plus se produire. De jour en jour augmente la résolution implacable ; elle se transforme bientôt en ardeur brûlante, en un véritable mysticisme belliqueux.

LA PARTICIPATION DE L'AMÉRIQUE A LA GUERRE

C'est l'offensive du 21 mars et ses conséquences qui surtout allument dans tous les cœurs la flamme inextinguible. Devant la foudroyante avance l'anxiété croît de jour en jour ; bientôt elle devient de l'angoisse, et toute l'Amérique vit suspendue aux terribles nouvelles qui viennent du front. C'était depuis l'entrée en guerre des États-Unis la première fois que l'on se sentait directement atteint : dans le drame on n'était plus spectateur, et ce drame vaut Verdun, les moments culminants de la guerre. A l'unanimité, la presse réclame l'accélération des envois de troupes, des fabrications de munitions, d'aéroplanes ; toutes les grèves cessent comme par enchantement ; et ce pays si orgueilleux, si désireux de ne pas voir confondre son armée avec les troupes alliées, accepte avec joie la nouvelle de l'amalgame consenti par Pershing et approuvé par Wilson. Les États-Unis sont directement menacés : jamais, dans toute leur histoire, dit-on, ils n'ont eu à affronter péril pareil (*Public Ledger*, 16 et 21 avril). Il n'y a qu'un remède : l'envoi immédiat de masses énormes de troupes américaines, leur entrée immédiate dans la bataille. Il faut augmenter le tonnage consacré au transport des troupes, faire appel à l'Angleterre. Et, en effet, dans l'espace d'un mois le tonnage disponible est triplé : de 80 000, les envois montent à 280 000 et se maintiendront régulièrement à 250 000, — 300 000 hommes par mois Déjà le 8 mai, M. Baker annonce qu'il y a en Europe 500 000 Américains, et M. Daniels qu'avant la fin de l'année il

y en aura 1 500 000 ; le sénateur Kahn fait même espérer le chiffre de 2 000 000 d'hommes.

La nouvelle de la participation directe des troupes américaines à la lutte, à Cantigny, à Château-Thierry, provoque une joie indescriptible : les grosses pertes annoncées, une immense émotion. On se rend compte de l'énormité de l'effort et des sacrifices que la guerre impose. Il n'y a plus aux États-Unis une bourgade, un village qui ne se sentent engagés à fond dans la lutte. Et contre les Allemands la haine, le mépris grandissent, atteignent bientôt une violence extraordinaire sous l'excitation des récits que publient les journaux. Des lettres de soldats parviennent de jour en jour plus nombreuses, se répandent, s'impriment : toutes dénoncent l'abominable félonie des troupes allemandes : elles font semblant de se rendre, et tirent ensuite sur les hommes qui les ont épargnées et dépassées. A de tels adversaires, aucune pitié ne doit être accordée : ils ne méritent que l'extermination. Toute l'attitude des hommes est instantanément changée par le contact avec l'Allemand : ils reviennent du front exaspérés contre lui : dans les hôpitaux, les « rest-camps, » il n'y en a pas un qui ne soit pour la guerre à outrance, le châtiment impitoyable, le massacre même ; et les Germano-Américains, j'ai pu le constater par moi-même, sont les plus violents. De douces vieilles dames dans les Y. M. C. A. m'ont dit avec tranquillité : « Il faut effacer l'Allemagne de la carte du monde à coups de bombes. » Pour qui connaît la douceur, l'humanité de ces idéalistes qui, si longtemps, furent des pacifistes, — je le sais pour telle d'entre elles, — rien n'est significatif comme pareille transformation. Pour tous et pour toutes la guerre à outrance devient un devoir sacré : c'est la lutte contre le mal même ; c'est une croisade. Les Allemands sont les ennemis nés de toute l'humanité. Aucun châtiment n'est trop fort pour de tels forbans. Les horreurs qu'ils ont infligées, ils doivent les connaître à leur tour, jusqu'au bout. La vieille loi du talion : œil pour œil, dent pour dent, est la seule loi à leur appliquer. Et du front et des hôpitaux, par les lettres, les récits circonstanciés, les rapatriés, ce sentiment se répand dans de paisibles villages des États-Unis, dans les profondeurs de ce peuple, si doux, si récemment féru d'idées pacifistes et humanitaires. Ces récits disent les dévastations allemandes vues, constatées par des témoins oculaires qui donnent

les détails pittoresques, émouvants, concrets, décrivent les atrocités, content d'innombrables anecdotes recueillies parmi les paysans, les citadins délivrés par les « boys » américains, — un fils, un frère, un mari, — et toutes disent l'infamie allemande, l'abjection d'une race qui bombarde les hôpitaux, torpille les bateaux-hôpitaux, prodigue les gaz asphyxiants, les jets de flamme, tous les moyens lâches et barbares que le monde ignorait jusqu'à leur venue, déporte les femmes et les enfants, souille les jeunes filles et les martyrise, scie les arbres fruitiers, détruit jusqu'à la fécondité de la terre, semble vouloir dessécher jusqu'aux racines de la vie des pays qu'elle occupe.

Une indignation sans bornes se répand. Toutes ces abominations auxquelles on ne voulait pas croire sont donc vraies? L'abjection de l'Allemagne n'a donc pas été exagérée? Et voilà quatre ans que cela dure! — Et peu à peu, toute l'atrocité de cette guerre, toute la barbarie de cette race immonde, se révèlent aux plus incrédules. Avec pareille race, aucune compromission n'est possible. L'écrasement seul peut la réduire. Et on l'écrasera comme une bête enragée.

Nulle part, pas même en Serbie, pas même en France, en Belgique, dans les terres qui ont tout subi, la volonté d'en finir pour toujours avec cette Allemagne abhorrée n'est plus forte.

Les hésitations, les incertitudes, les doutes d'autrefois semblent quelque rêve auquel on ne peut plus croire. L'unanimité est complète. L'ardeur guerrière grandit littéralement de jour en jour. Elle est encore stimulée par les « drives » de la Croix-Rouge, de l'Y. M. C. A., des Knights of Columbus, de toutes les organisations charitables que la guerre a fait naître : toutes collaborent à la même fin avec la propagande intensive en faveur des emprunts. L'action s'infiltre partout, dans le moindre village, le moindre atelier, les bureaux, les magasins, les théâtres : nul ne lui échappe. Il n'y a pas une cellule de l'organisme américain qu'elle n'atteigne et ne pénètre et n'associe au commun effort, n'enflamme d'une même ardeur. L'innombrable sollicitation permanente et urgente assaille sans trêve les cerveaux : c'est la présence réelle de la guerre qu'elle y installe : l'obsession grandit et cherche issue, les images, les excitations, les activités de guerre multipliées entretiennent la fièvre, le grandissant fanatisme qui se transmet comme une

contagion ; et comme tout sentiment collectif et contagieux, toute obsession de masses, ce mouvement prend un caractère mystique et une ferveur religieuse. Profondément, ces démocrates croient au droit sacré de tout homme à la liberté, à la dignité et à la fierté humaines, qui sont l'héritage de chaque homme dans leur libre pays ; et c'est pour cette religion qu'ils combattent. Cette lutte est leur lutte, cette guerre est leur affaire, puisque l'Allemagne a porté une main sacrilège sur leur arche sainte. Ils reconnaissent aujourd'hui qu'entre deux principes qui s'excluent, le débat est ouvert : l'un des deux doit périr ; ils savent bien lequel : ils s'en portent garants. Et leur volonté est plus forte de sa longue gestation, des résistances qu'elle a vaincues et qui l'ont aguerrie et exaspérée. Elle a épuisé toutes les possibilités de solutions autres : une seule subsiste, elle s'impose.

La participation du peuple aux emprunts successifs montre à elle seule les progrès de l'Idée : au premier, cinq millions de citoyens ont souscrit ; au deuxième, dix ; au troisième, dix-sept ; au quatrième, vingt et un : il n'y a plus aux États-Unis une seule famille qui n'y ait participé. L'émulation est telle dans les usines que sur cent ouvriers, il y a cent souscripteurs ; chacun veut dépasser l'autre ; d'énormes panneaux portent chaque jour de paie l'étiage des souscriptions nouvelles, atelier par atelier, et le niveau monte, monte, monte toujours. De même pour la Croix-Rouge : chaque ville, chaque région selon sa richesse fut prévenue qu'on en attendait tant de dollars, et chacune mettait tout son orgueil à dépasser l'énorme somme fixée, et la dépassait. D'État en État, comme une flamme, se propageait l'ardente émulation : la Croix-Rouge demandait cent millions de dollars, elle en obtint cent quatre-vingts, plus d'un milliard de francs. Par millions, les affiches ingénieuses, émouvantes, belles, multipliaient les appels : voici une infirmière qui, parmi l'éclatement des obus, soulève un bout de brancard et vous dit : « Prenez donc votre bout ! » — Ailleurs, trois médaillons contiennent les portraits des trois premiers soldats américains tués à la guerre : Hay, Enright, Gresham ; au-dessous : « Donnez jusqu'à la victoire. N'ont-ils pas donné jusqu'à la mort ? » — Dans les usines, un soldat sort de sa tranchée : « Il risque sa vie pour vous ; ne voulez-vous pas donner un jour de travail pour l'aider ? » — Ailleurs : « Si vous saviez que

le salaire d'un jour peut sauver une vie, ne donneriez-vous pas le salaire d'un jour par mois? » — Ailleurs encore : « Pensez à ce que vous pouvez donner, puis doublez-le. Une vie peut en dépendre. Oseriez-vous ne pas le faire? » Et l'on donne, l'on donne toujours. Et chacun devient un associé dans l'entreprise commune, y a un gage. Tout le prodigieux génie de réclame américain trouve enfin une issue noble à son incomparable activité, et ne semble plus avoir d'autre obsession que la guerre. Avec le succès, les efforts, l'action permanente et grandissante, la contagion se répand toujours plus intense. L'Amérique n'a plus d'autre pensée que de donner, de se dévouer, de vaincre. C'est la ruée de tout un peuple vers une lumière éblouissante qui l'aveugle à tout ce qui n'est pas la guerre : c'est une ferveur mystique, un sublime soulèvement de passions généreuses, le besoin de mourir pour une cause. Autrefois, pour libérer un tombeau vide et un sol sacré, des millions d'hommes sont partis à travers l'immensité des espaces dangereux, d'un même cœur, d'un même amour, à la mort bienheureuse. Aujourd'hui, sur des mers plus périlleuses encore, à travers des espaces plus vastes, l'Amérique envoie ses enfants vers un but idéal encore moins tangible que ce tombeau, pour une foi qui ouvre les portes non du ciel, mais d'un avenir humain de jours meilleurs. Sur cette terre de France sanctifiée par le martyre, ils vont, eux aussi, combattre des païens, les infidèles qui, aujourd'hui, nient, non la religion d'un groupe, mais la commune religion de toute l'humanité, toutes les piétés, toutes les saintes traditions de douceur, de bonté, de loyauté dont l'homme vit.

— N'a-t-on pas raison de dire que cette guerre est devenue une croisade, et que les Américains sont des croisés?

ÉMILE HOVELACQUE.

REVUE MUSICALE

Théâtre de l'Opéra-Comique : *Pénélope*, de MM. René Fauchois et Gabriel Fauré. — A propos de *Marouf* et de la *Fille de Roland*, de M. Henri Rabaud. — Chants populaires d'Italie.

L'année qui précéda la guerre, l'Opéra-Comique donna le *Marouf* de M. Henri Rabaud. La guerre achevée, l'Opéra-Comique reprend, à côté de *Marouf*, la *Pénélope* de M. Gabriel Fauré. Et c'est fort bien ainsi. *Pénélope*, un soir, et, le lendemain, *Marouf*, nous offrent deux aspects et comme deux visages, l'un rieur, l'autre noble et pur, du génie musical de notre patrie.

Pénélope est une des œuvres, très françaises et trop rares aujourd'hui, que définirait assez bien cette formule : « Beaucoup de musique en peu de sons. » Après tant de musiciens esclaves de leur métier, mornes tâcherons d'une tâche aussi lourde qu'inutile, voici donc un maître de son art, de l'art le plus sobre, mais le plus efficace, de celui-là qu'on peut appeler divin, s'il est vrai, — les anciens l'assuraient, — que ce qui est divin a les pieds légers. Cet art épargne à la fois le temps et les moyens. Cette œuvre dure peu, sans pour cela paraître courte, sans qu'un détail y soit omis ou négligé seulement. En elle, rien ne traîne ou ne tarde. Rien surtout ne pèse, n'embarrasse et n'obscurcit. L'orchestre, ou la symphonie, avec la voix ; la parole, ou la déclamation, avec le chant, y entretient un rapport constamment harmonieux. Dans tous les ordres, à tous les plans, à tous les degrés de la musique, jamais de surcharge ni d'excès. L'auditeur de *Pénélope* ne se trouve point devant un entassement de formes vagues et vaines, mais devant un groupe d'éléments choisis et de signes éloquents. Chacun a sa raison et sa

valeur. Trois ou quatre notes parfois, pleines de sens et de sentiment, veulent dire beaucoup. Deux même, en certain cas, peuvent suffire. Et ce cas n'est rien moins que celui d'Ulysse. Oui, deux notes voisines, dont la plus basse frappe vivement contre l'autre, voilà tout le thème d'Ulysse. Un thème ? A peine. Encore moins une mélodie. Plutôt un mouvement, un accent sonore. Toujours le même par l'élan ou l'*ictus* rythmique, l'instrumentation, la tonalité, le modifie et le renouvelle. Identique et divers, il marque ainsi de traits changeants le personnage qu'il figure : fier, éclatant, s'il désigne le héros, l'époux, en personne et présent; tendre et comme un peu lointain, lumineux toujours, mais voilé, s'il nous le rappelle seulement au travers du souvenir de l'épouse, et de son attente, et de sa rêverie.

En tout et partout l'art sobre et discret de M. Fauré pourvoit à notre plaisir, à notre émotion même, avec une sûreté, voire une plénitude, où la prodigalité d'un art contraire atteint rarement aujourd'hui. M. Fauré connaît tous les secrets, — qui sont parmi les plus cachés, — de la déclamation lyrique, du « parler musical, » ainsi que l'ont défini (*favellar in musica*) les Florentins du XVIIe siècle, qui l'ont créé. Gardien en cela de la tradition latine, la nôtre, l'auteur de *Pénélope* comptera parmi les bons serviteurs du verbe, de notre verbe français. Il est sensible à la beauté de la parole pure, de la parole nue, ou voilée à peine. Il a pour elle un respect, une tendresse pieuse. On dirait parfois qu'il craint d'y mêler non pas même toutes les voix de l'orchestre, mais une seule de ces voix. D'elle uniquement il attend tout et sait tout obtenir. Avec quel tact et quelle réserve il la note! Avec quelle intelligence, avec quel amour! Il excelle à conduire, dans une espèce de solitude sonore, une longue période mélodique et vocale, que n'accompagne et ne soutient d'abord aucune symphonie. Ainsi commence (acte second, scène deuxième) la nocturne cantilène de Pénélope attachant des guirlandes de roses à la haute colonne de marbre qui domine les flots, et qu'Ulysse, revenant, apercevrait d'abord. Bientôt une autre note, isolée, puis d'autres, toujours peu nombreuses, mais choisies toujours, ajoutent au chant primitif un contre-chant et des accords délicats. Alors, comme a dit le poète de *Falstaff* :

Allor la nota che non è più sola,
Vibra di gioja in un accordo arcano.

Ailleurs, presque à toutes les pages du premier acte, un nouvel

exemple révélerait ou plutôt rappellerait la vertu singulière et profonde, la puissance d'exprimer et d'émouvoir, que peut conférer à la phrase, au mot le plus simple, l'intonation, la modulation la plus simple aussi de la voix. La plus simple, en apparence; mais inspirée par la sensibilité la plus fine, mais fixée par le goût le plus pur. Au premier acte toujours, la moindre réplique de Pénélope est un détail infiniment précieux. Et dans ses dialogues avec Ulysse, chaque parole, chaque note de l'un et de l'autre interlocuteur a plus de prix encore.

Ainsi le verbe est peut-être le centre de cet art. A moins pourtant que ce ne soit l'harmonie. En cet autre domaine, ou, sur ce domaine, on sait que le musicien de Pénélope règne en maître; en maître, comme l'époux de son héroïne, ingénieux et subtil. D'un bout à l'autre de la partition, c'est un délice d'en suivre l'enchaînement harmonique et tonal. Bien plus, une page, une phrase, une mesure isolée, nous donne le même plaisir. A côté de la parole chantante, au-dessous, autour d'elle, il suffit de quelques notes pour la fortifier ou l'attendrir, pour l'aviver ou l'éteindre, et renouveler en nous à la fois l'ordre de l'esprit et celui de la sensibilité. Quand Pénélope, aux premiers accents du mendiant qui passe et demande asile, s'écrie : « *Ah! j'ai cru que c'était celui que j'appelais!* » son exclamation, par les notes successives et montantes qui la composent, forme un accord véritable. Harmonique et mélodique à la fois, elle est ainsi doublement expressive. Ailleurs : « *J'ai tissé de mes mains pour le père d'Ulysse ce linceul.* » C'est la fameuse et trompeuse broderie faite chaque jour et chaque soir défaite. Et jamais la mélancolique ouvrière ne parle de son ouvrage ou ne s'y applique, sans qu'une « harmonie » encore, purement instrumentale, celle-là, faite de notes égrenées une par une et légères, éveille en nous l'idée et presque la sensation d'un tissu léger également et mystérieux.

Oui, le royaume, ou le règne harmonique est bien celui dans lequel M. Fauré découvrit le plus de choses, et souvent des choses exquises. *Pénélope* abonde en trouvailles de cette nature, en suites d'accords, de modulations et, comme disent les peintres, en « passages » délicats et délicieux. Je l'aime, cette musique, pour la façon dont, en effet, elle passe, dont elle ne fait que passer. Aux auditeurs, aux lecteurs de la partition, je recommande une page entre autres, entre beaucoup d'autres : le discours d'Eurymaque, un des prétendants, reprochant à la reine l'étrange lenteur de l'ou-

vrage dont l'achèvement, différé toujours, doit la décider à choisir un époux.

> Depuis qu'en ce travail ta piété s'absorbe,
> Bien des fois le soleil a parcouru son orbe,
> Et les doigts de l'aurore ont éveillé souvent
> La forêt endormie, auprès du mont rêvant.

Il n'est pas mauvais, quelquefois, de lire, de relire les paroles sans la musique, même des paroles comme celles-ci, qui ne sont point méprisables, pour comprendre, sentir le peu qu'elles sont, qu'elles disent, et tout ce que la musique y ajoute, l'émotion qu'elle en dégage, la poésie dont elle les enveloppe et les baigne. La musique ici, la seule musique a tout créé, le paysage et l'état d'âme : l'un, vaporeux ; l'autre, flottant et rêveur, comme si, par je ne sais quelle secrète influence, dans l'âme, tout à l'heure encore irritée, du prétendant farouche, quelque chose avait passé de l'âme de la triste prétendue. Cette émotion et cette poésie, l'harmonie, autant que la mélodie, la suite des accords non moins que celle des notes, en est la source. Les accords se succèdent, se déduisent les uns des autres, se fondent les uns dans les autres, sans chromatisme, par une dégradation diatonique, et tout de même infiniment nuancée. A chaque instant, fût-ce deux fois par mesure, la tonalité se dérobe et nous échappe. Mais, pareille à la nymphe antique et comme elle fugitive, c'est pour se laisser non pas seulement voir, mais surprendre et saisir. A la fin de la période musicale, elle revient, et l'ayant retrouvée on peut douter si l'on a pris plus de plaisir à sa fuite ou à son retour.

Gounod répétait volontiers : « Jamais de bornes, mais toujours des bases. » L'art d'un Fauré peut bien reculer les premières ; il n'abandonne pas les autres. Errante et même un peu vagabonde, la pastorale du vieil Eumée, au début du second acte, flotte au-dessus d'un rythme constant, qui la suit, la retient et finit par la ramener. Nous parlions en commençant d'un thème, fait de deux notes. Mais il s'en faut que la musique de *Pénélope* s'enferme toujours en des formules aussi brèves. Autant qu'à de tels raccourcis elle se plaît à des effusions généreuses. Son épargne n'a rien de l'avarice, ni de la sécheresse, encore moins de la stérilité. Maintes fois, au premier acte surtout, elle se donne carrière : témoin certaine mélodie, instrumentale d'abord et seulement dansée, où bientôt la voix de Pénélope ajoute et pour ainsi dire insinue un chant délicieux.

Elle vient, cette sinueuse et fluide mélodie, elle vient de l'un des plus célèbres *lieder* de M. Fauré : *Clair de lune*, sur une poésie de Verlaine. Pareillement rêveuse, et nostalgique, et furtive, avec autant de grâce et de mélancolie, elle trace à peu près la même ligne, ou mieux les deux mêmes, car, cette fois encore, le dessin de la voix et celui de l'orchestre (autrefois du piano), tantôt s'effleurent l'un l'autre et tantôt s'entrelacent. Semblable enfin est le mode, et cette couleur antique, et ce charme étrange, fait de rayons et d'ombres, qu'une note altérée, une autre évitée, répand sur le cours égal et changeant de la longue mélodie. Longue, mais de cette longueur de grâce dont Chateaubriand a parlé. Longue sans monotonie, et, de période en période, évoluant au lieu de se répéter. Il y a, dans l'œuvre nouvelle de M. Fauré, des parties de chef-d'œuvre et nous y voilà. Cette scène, celles qui suivent, jusqu'à la fin du premier acte sont d'une pure et profonde beauté. Parlant un jour de la vieille musique française, Henri Heine y trouvait « même de la poésie. Oui, cette dernière n'est pas absente, mais c'est une poésie sans le frisson de l'infini, sans charme mystérieux... sans *morbidezza*, je dirais presque une poésie jouissant d'une bonne santé. » A la moderne, très moderne musique d'un Fauré, la *morbidezza* même est loin de manquer. Entendons-nous seulement sur le mot italien. *Morbidezza* ne signifie ou n'implique rien de maladif, de malsain moins encore, mais quelque chose de moelleux, et de souple, quelque chose qui prête et qui ploie. Quant à la poésie, quant au mystère, *Pénélope* en est tout imprégnée. Un tel art exprime et signifie beaucoup. Il suggère encore davantage. Nulle part il n'insiste et n'appuie. Il ne nous dit pas tout. Il garde plus d'un secret et par certains côtés il reste le dieu inconnu. Écoutez, puis lisez et relisez les dialogues de Pénélope et d'Ulysse. Quelle réserve ! Que de réticences ! Il y a là des mélodies et des accords, des accents, contenus ou retenus, dont vous ressentirez obscurément le vague sortilège. Il vous semblera que la musique vient à vous de très loin et qu'en vous elle va plus loin encore. Elle donne beaucoup à penser, à sentir, et plus encore à rêver peut-être. Mystérieuse, c'est l'un des mots où, quand on parle d'elle, on ne saurait trop revenir. Le mode, le ton, la mélodie et même l'orchestre, tout est étrange en certaine leçon, j'allais dire homélie, de Pénélope aux prétendants, sur les devoirs de l'hospitalité et sur l'éminente, — peut-être divine, — dignité des pauvres, des vagabonds, dont les dehors misérables peuvent cacher la personne des dieux. Plus loin, mystère encore, toujours, la

vertu d'une modulation, d'une note unique même, qui transforme soudain l'ordre musical et l'ordre sentimental ensemble. « *Viens, Euryclée,* » dit la reine à la vieille nourrice, et rien qu'à cet appel voici que pour exprimer les invariables sentiments de Pénélope, espérance fidèle, mélancolique attente, les formes, toutes les formes de la musique vont se renouveler :

Ainsi que chaque soir montons sur la colline
D'où l'on peut voir briller toute la mer divine;
Et le sort pitoyable enfin nous fera voir
Peut-être et reconnaître,
— Jamais mon cœur n'eut un désir plus cher, — |
La nef d'Ulysse sur la mer,

Vers libres, libre musique aussi ; qui, s'étant retenue, repliée en maint passage, à présent se déploie. Ceci, comme bien l'on pense, n'est point un air; plutôt un *lied,* mieux encore : une strophe, et du lyrisme le plus émouvant. Le progrès en est continu jusqu'à la cime, où s'allume une flamme. Et la métrique sonore en est parfaite. Il n'est pas jusqu'à la parenthèse (*Jamais mon cœur n'eut un désir plus cher*), que la musique, imitatrice de la parole, ne relègue à l'arrière-plan. Ainsi la logique, voire la syntaxe, est observée par les sons. Mais c'est à l'âme, encore plus qu'à l'esprit, qu'ils se montrent dociles. Ils en traduisent, ils en accusent les moindres mouvements. Paisibles d'abord, dès le second vers ils s'animent, se troublent. Autant que d'un mot, mis en sa place, qui dira le pouvoir d'une note, d'une note sur un mot, de ce peu de notes sur ce peu de mots, qu'elles font vibrer, frémir d'angoisse et d'amour : « *toute la mer divine.* » Maintenant tout se calme. Puis de nouveau tout s'exalte. Le nom d'Ulysse provoque l'éclat suprême, qui lentement s'éteint et meurt, et dans le demi-silence de la symphonie apaisée, l'épouse n'entend plus chanter tout bas, que le souvenir et le signe sonore de l'époux.

Demi-silences, ou plutôt silences de l'orchestre et des voix tour à tour, voilà, dans *Pénélope,* encore un dernier élément de mystère et de poésie. Élément d'équilibre aussi. La musique elle-même peut, doit avoir des beautés presque taciturnes. Pour elle, comme pour l'architecture, l'alternance des pleins et des vides est une loi.

Un autre partage, une autre proportion n'était pas ici moins nécessaire. Elle s'y rencontre. » *Mieux vaut douceur* et *violence,* » dit le proverbe, revu et corrigé naguère par un homme d'esprit. Avec M. Fauré, nous étions bien sûr de la première. Nous avons eu la

seconde aussi. Les « endroits forts, » dans *Pénélope*, ne le cèdent point aux passages contraires. Ils y sont moins nombreux, voilà tout. Aussi bien et par la nature même du sujet, ils devaient l'être. On en compte exactement quatre, qui suffisent. C'est d'abord, au premier acte, un monologue d'Ulysse, brusque et brève échappée d'allégresse et d'amour, où la voix du héros sonne en fanfare, tandis que dans la symphonie éclatent, fous de joie, et se précipitent l'une vers l'autre, les deux thèmes de l'époux et de l'épouse.

Plus admirable encore est la reconnaissance d'Ulysse et des bergers (fin du second acte). Ici la secousse est si forte, que le jour de la répétition générale, nous en fûmes tous ébranlés. L'appel du maître à son vieux serviteur. « *Eumée! Eumée!* » est jeté sur deux notes inattendues et qui percent la nuit. Il se développe en fulgurante apostrophe et quand y répond la tumultueuse acclamation des pâtres, la terre, le ciel et la mer, tout s'illumine, tout retentit. Cela, comme le reste, est rapide; cela dure quelques instants à peine, mais qu'on ne souhaite pas d'arrêter, car ils n'en sauraient être plus beaux.

La force, avec la brièveté, fait la beauté d'un autre instant encore. C'est, au début du dernier acte, l'entrée d'Ulysse, et l'on dirait aussi bien d'Hercule, la musique se montrant ici, par l'adresse et par la vigueur, également digne de l'un et de l'autre héros. Une fois de plus c'est un musicien ingénieux qui se plaît à laisser fuir et comme filer au loin la tonalité primitive. Mais pour la ressaisir, non plus avec des doigts légers, mais avec une main de fer; pour fonder, pour bâtir sur un tel rythme, sur de telles harmonies une telle page; enfin, et plus généralement, pour conférer par endroits une grandeur tragique à la tendre et triste élégie qui fait le sujet de *Pénélope;* pour l'entrecouper, en quelque sorte, et de coups aussi retentissants, il faut un grand musicien.

« *Et ego...* » Dans toute musique de M. Fauré, nous croyons entendre « l'oiseau de nos jeunes années. » Oiseau-prophète, comme celui de Schumann, et qui ne s'est pas trompé. Au printemps de 1871, à l'âge où l'on est écolier, nous habitions, sur les bords de la mer normande, une maison amie et presque paternelle. Avec nous, un musicien d'une trentaine d'années, à la chevelure sombre, aux yeux profonds, en était l'hôte. Il en était aussi l'âme sonore. Une voix de femme chantait ses premières mélodies. Et tant d'autres, qui les ont suivies, même les plus belles, ne les ont point effacées de notre souvenir d'enfant. C'était : les *Matelots*, la *Sérénade toscane*, *Ici-bas*, *Au bord de l'eau*, celle-ci devenue classique; enfin et surtout, plus clas-

sique encore, *Après un rêve*, sur des paroles italiennes, et du style même, du plus grand style italien. « *Levati, sol.* » Elle se levait sur les flots, l'éclatante et cependant morne cantilène, pareille à certain rayon de soleil, « *come un raggio di sol*, » mortellement triste aussi, que le vieux Caldara, sur la mer de Venise, a fait monter autrefois.

Ainsi, pour nous, en nous, les premiers essais de cette jeunesse prédestinée se rattachent à des jours lointains, hélas! et douloureux. Une guerre, et laquelle! venait seulement de finir. Aujourd'hui voici qu'une autre, oui, grâce au ciel, tout autre, à peine achevée, on reprend la dernière œuvre du maître. Mais bien plutôt elle nous reprend. Et le triomphe de nos armes lui donne sur nous une prise nouvelle, une puissance non encore éprouvée, qui la fait plus nôtre encore, et nous encore plus siens. L'autre soir, aux esprits comme aux âmes le symbolisme national de *Pénélope*, à tout moment, éclata. Pareille à l'héroïne antique, objet, comme elle, des convoitises, des menaces et des outrages des méchants, notre patrie ne s'est lassée ni d'attendre ni d'espérer le salut. Elle a souffert toutes les douleurs, toutes les angoisses, une seule, celle du doute, exceptée. Ici, que de mélodies, que d'accents, de soupirs, sont pour nous rappeler, autant que nos malheurs, notre ferme, notre invincible patience. Il n'est pas jusqu'au dernier monologue du héros, cachant encore sous ses haillons ses armes ressaisies et bientôt vengeresses, où tel de nos grands chefs de guerre, sensible à la musique, ne retrouverait peut-être cette joie, cet enthousiasme, dont la certitude de vaincre, la veille de la victoire, dut enflammer son cœur. Dans l'ordre symbolique même, la fin, ou le finale de l'œuvre la couronne. *Pénélope* s'achève par une courte, mais radieuse apothéose sonore. Désormais, tout est accompli, tout est sauvé. En cet épilogue musical, il y a quelque chose qui rappelle un peu l'action de grâces dernière d'un *Fidelio*, d'un *Freischütz*, d'un *Guillaume Tell*, ces opéras qu'on a parfois nommés, à cause de leur conclusion généreuse et vraiment libératrice, les « opéras de la délivrance. » Dans une acception particulière, actuelle, qui nous émeut et qui l'honore, donnons ce titre à *Pénélope*. Qu'elle le reçoive et le garde comme notre hommage suprême. Elle en paraîtra plus belle et plus française encore.

MM. Gabriel Fauré et René Fauchois, dans une lettre de remerciements à MM. les directeurs de l'Opéra-Comique, ont cité les premiers, — comme il convenait, — « les noms, éloquents par eux-mêmes, de Rousselière et de Germaine Lubin. » Souscrivons à cet éloge en imitant cette réserve. Nommons avant tous les autres les deux princi-

paux interprètes de *Pénélope*, et contentons-nous de les nommer Pour M. Vieuille, dans le rôle d'Eumée, sa belle voix et sa diction parfaite nous a paru plus éloquente encore que son nom. Les chœurs et l'orchestre n'ont mérité que des louanges. Enfin les décors ont formé, selon les traditions de l'Opéra-Comique, un spectacle « à souhait pour le plaisir des yeux. »

L'Académie des Beaux-Arts vient d'élire, dans sa section de musique, le musicien de *la Fille de Roland* et de *Marouf*. L'Académie des Beaux-Arts a bien fait. *Marouf* nous paraît être la plus brillante comédie lyrique de notre époque en notre pays. Jamais nous ne la réentendons sans y reprendre un plaisir extrême. L'œuvre de M. Rabaud a fort peu de chose, et pourtant quelque chose de commun avec celle de M. Fauré, quand ce ne serait que sa façon, toute musicale, de finir. Encore une fois, nous aimons ce genre d'épilogues. La tragédie, ou la comédie lyrique achevée, s'il ne reste rien à faire et rien à dire, il peut rester, et beaucoup à chanter. C'est l'heure, ou tout au moins le moment, pour le musicien, de s'abandonner à la musique pure, à la libre musique; musique non pas étrangère, ou seulement indifférente au sujet, aux sentiments tout à l'heure exprimés par elle, mais qui, dans une certaine mesure, leur échappe et, tout en les rappelant, les surpasse. M. Rabaud a jugé bon de conclure ainsi, par un robuste chœur fugué, tout débordant de vie et de joie. Nous avons dit naguère, et plus que jamais il nous plaît de redire aux auditeurs de *Marouf :* « Ne vous levez pas trop tôt. Modérez votre hâte accoutumée de quitter vos places, de reprendre votre « vestiaire » et de trouver une voiture. Les pages finales de la partition méritent de vous retenir. Vous en emporterez, après tant d'impressions vives et légères, une assurance de force, de grandeur et de solidité. »

Ce n'est pas tout. En écoutant *Marouf*, une fois de plus, la sensibilité de cette musique, autant que son esprit, nous charmait. *Marouf, savetier du Caire*, est le titre complet de l'ouvrage. « *Marouf, pauvre homme !* » répètent volontiers les voisins et les amis. Et la musique, avant de célébrer l'heureuse aventure du gentil faiseur de babouches, s'intéresse à l'humilité de son état et compatit à son infortune. La complainte initiale et qui circule à travers le premier acte: « *Dans la ville du Caire;* » chaque phrase, tantôt de Marouf, tantôt de l'orchestre qui l'accompagne ou lui répond, tantôt du bon pâtissier qui le console; ses gémissements de mari querellé par sa

« calamiteuse, » puis roué de coups par autorité de justice, tout ici respire la pitié non moins que la souffrance ; tout y décèle un art non pas ironique, mais cordial, un art en quelque sorte à base de tendresse et de sympathie.

Dans le genre plus que tendre, amoureux, une scène unique de *Marouf*, unique à dessein, est bien jolie. Le soir des noces, la belle princesse et son mystérieux époux sont demeurés seuls : lui surpris, ému, jusqu'à défaillir, de son incroyable bonheur; elle, un peu intriguée et vaguement craintive, mais désireuse d'aimer en différant de craindre. Ici le duo banal était à redouter. Il n'y a qu'un dialogue, et plus original, plus délicieux qu'on ne l'aurait pu rêver. Encore une fois, au cours de la comédie constamment plaisante et brillante, une telle péripétie est unique. Pour en exprimer le caractère et le sentiment nouveau, la musique s'est renouvelée. Ses rythmes, ses mélodies et jusqu'à ses accords, elle a tout relâché, tout alangui. Elle a lié les notes qu'elle se plaisait à pointer, à piquer jusqu'ici. Loin de s'éparpiller en gouttes sonores, c'est largement, par grandes ondes, qu'elle s'est épanchée. Rien d'aimable, rien d'heureux comme cette surprise. Elle nous détend et nous délasse. Sur le front et les lèvres du jeune homme évanoui, avec le baiser de la jeune femme, celui de la musique elle-même est descendu. « Poésie sans frisson, sans *morbidezza.* » Henri Heine, décidément, n'a pas su comprendre ou prévoir tout entier le génie de la musique française.

Bien avant de s'appeler comme aujourd'hui, l'auteur de *Marouf*, M. Rabaud aurait mérité qu'on le nommât l'auteur de *la Fille de Roland*. Inférieure à sa comédie, sa tragédie musicale n'était pourtant pas sans beauté. Solide, sévère, un peu froide souvent, elle s'animait, en certain passage, d'une héroïque et patriotique ferveur. Charlemagne, en ce passage-là, faisait vraiment une grande, une superbe figure. Témoin de la victoire de Gérald sur le Sarrasin, il entonnait d'abord, sous forme d'apostrophe ou d'invocation à la France immortelle, un libre, très libre récitatif, auquel cette liberté même donnait une allure d'éloquente et chaleureuse improvisation. Puis, avec l'entrée et l'hommage du jeune vainqueur : « *Sire, voici Joyeuse et voici Durandal*, » le style de la musique changeait, et la beauté s'en augmentait encore. De la forme récitative, un peu sommaire, jaillissait tout à coup non plus une forme unique, mais tout un groupe de formes nouvelles et de forces redoublées : un chant du vieil empereur, et, s'unissant à celui-là pour le soutenir et l'accroître, pour en multiplier l'expression et l'émotion, tous les contre-chants de l'or-

chestre, ou plutôt de la symphonie. Il y avait là quelques-uns des plus beaux moments que la musique de France, en un sujet français, nous ait jamais fait passer. On ne saurait aujourd'hui les oublier sans injustice, ni les rappeler sans orgueil.

Le nom de chanteuse est trop vulgaire, et celui de cantatrice un peu trop solennel pour l'originale et séduisante artiste que nous eûmes récemment le plaisir d'écouter. C'est d'Italie que nous est venue la *signorina* Geni Sadero. Elle ne souhaitait rien moins, — et même elle en était officiellement chargée, — que de « révéler par le chant l'âme italienne à l'âme française. » Mais sa patrie, qui nous l'envoyait, n'avait pas assez préparé et, comme on dit, d'un mot affreux, « organisé » sa mission populaire et fraternelle. Alors il est arrivé ceci, que la mélodieuse messagère a chanté moins souvent pour des ouvriers, pour des soldats, pour le peuple enfin, que « dans le monde. » Mais le monde lui-même l'a comprise. Elle a su le charmer et l'émouvoir.

L'artiste a choisi comme devise une cigale, avec ces mots : « *Canto la luce*, je chante la lumière. » Et ses chansons et sa manière de les chanter justifient son emblème. Que dis-je? sa manière. Elle en a plus d'une, de la plus spirituelle et légère à la plus pathétique. Et même, aussi bien que la lumière, elle chante la nuit. Il nous souvient d'une phrase de M. Maurice Barrès, dans *la Colline Inspirée :* « Une saga du Nord raconte qu'une devineresse chantait à midi l'air de la nuit. Et si loin que son chant portait, les ténèbres s'établissaient. » Une *canzone* au moins de la jeune Italienne eut sur nous ce pouvoir. Mais ici, dire « les ténèbres, » serait trop dire : plutôt l'ombre seulement, les nuits de là-bas étant lumineuses à demi. Par une telle nuit, le charretier sicilien chemine. Sur la route blanche de lune, il voit marcher à son côté son ombre, dont il a peur. Pour se rassurer, il chante : « *Amour, tu m'as troublé le cerveau. Tu m'as fait oublier mon Pater noster et mon Ave Maria.* » Dès le début, une *appoggiatura* un peu rude, mordant sur une note haute, puis le mode incertain, les mélismes à l'orientale, tout enfin trahit l'origine arabe de la traînante et poignante mélopée. De temps en temps, elle s'arrête. L'homme ne chante plus : il parle. Il parle tout bas, à son petit cheval, son compagnon, son ami. Comme il le caresserait de la main, il le flatte et l'encourage de la voix, d'un mot affectueux, moins que d'un mot, d'un son, à peine un léger claquement de langue, à peine un vague soupir.

Le chef-d'œuvre, dans le genre tragique, et sur un mode oriental aussi, de ce répertoire populaire, est une complainte de la Vierge, on pourrait dire une *Pietà*. En Sicile encore, dans le sauvage pays qui s'étend de Girgenti à Caltanisetta, les femmes se rendent à l'office du Vendredi Saint en chantant à peu près ceci : « Montre-toi, Marie, et regarde. Voici ton fils, exténué, sanglant, le corps labouré de coups et le front couronné d'épines. » — Et Marie de répondre : « Hélas ! allez me querir Jean, afin qu'il vienne et qu'il pleure avec moi son maître et mon enfant. » Il paraît que là-bas, avant de commencer, les chanteuses ont coutume de dire au passant : « Vous donnerez un sou pour la chanson ; mais, si elle vous fait pleurer, vous en donnerez deux. » L'autre jour, plus d'un auditeur, ses yeux en témoignaient assez, eût donné bien davantage.

Avec le don des larmes, cette musique a celui du sourire. Elle abonde en tableaux de mœurs, ou de genre, querelles de ménage, espiègles propos de coquetterie et d'amour. Les paysages non plus n'y sont point rares : chansons de la montagne et de la mer, celles-ci changeantes avec la forme et les dimensions du filet, selon l'effort des bras qui le jettent ou le relèvent. Elles ont leur chanson, les porteuses d'eau de la Pouille aride et les vendangeuses de Sicile. Singulière et belle entre toutes, avec ses tons posés hardiment, à plat, à côté l'un de l'autre, ils ont la leur, les pâtres de Sardaigne, et c'est en l'entonnant, à la manière d'un hymne, qu'ils saluent le lever du jour.

De tant de chants divers, l'interprète se fait diverse elle-même. Après les avoir, presque tous au moins, découverts et recueillis, elle les a complétés par les harmonies, subtiles ou fortes, que non seulement comportaient, mais exigeaient les singulières mélodies. Il y a plus : avant de les chanter, elle les parle, elle les raconte, et le récit qui les prépare et les commente, n'a pas moins de poésie, ou d'esprit, que le chant. Ainsi l'artiste crée un double *ambiente*, musical et pittoresque, dont l'œuvre d'art est par elle enveloppée. Et cet ensemble, ou cette *combinazione*, est quelque chose de rare et de délicieux.

CAMILLE BELLAIGUE.

REVUE SCIENTIFIQUE

POUR UNE RÉFORME CHRONOLOGIQUE

Dans ma dernière chronique où j'exposais les nombreux inconvénients pratiques (les théoriques ont moins d'importance) des calendriers en usage, j'émettais finalement le vœu que le Congrès de la Paix fût saisi de ce problème, étant donné que les circonstances présentes fournissent une occasion unique de le résoudre sainement.

Depuis, — et je n'ai pas l'outrecuidance de voir là une relation de cause à effet, — ce vœu est entré dans la voie de la réalisation : l'Académie des Sciences a été saisie de la question par un de ses membres les plus qualifiés, M. Deslandres, directeur de l'observatoire de Meudon, et le souhait a été émis par lui que l'Académie prît cette réforme sous son haut patronage et la soumît à bref délai à l'Assemblée internationale de la Conférence de la paix. Que décidera sur ce point l'Académie ? On n'en saurait rien préjuger encore. Mais il suffit qu'elle soit saisie de ce problème pour que, sortant enfin des limbes velléitaires, il soit entré définitivement dans la voie qui aboutira à une solution.

Dans sa communication à l'Académie, M. Deslandres a déclaré que « la question est bien mûre et prête pour une décision définitive. » On peut discuter cette affirmation ; mais du moins, parmi les éléments du problème, il en est qui sont parfaitement au point et dont la solution est d'un commun accord immédiatement facile ; il en est d'autres sur lesquels on peut disputer, et sur lesquels on disputera... on en dispute déjà ; et sur ceux-ci l'accord sera peut-être plus malaisé. « Sérions donc les questions, » comme disait un homme politique célèbre dont j'ai oublié le nom.

Il est clair que l'inconvénient primordial des calendriers actuels est qu'il y a *des* calendriers. Rien qu'en Europe les peuples ont en usage trois nomenclatures chronologiques différentes, si bien que le jour où paraît ce numéro de *Revue* qui est pour nous le 15 février 1919, s'appelle le 2 février pour les Slaves, donc pour presque une moitié de l'Europe, et le 14 Djoumada II°, de l'an 1337 pour les musulmans (je ne cite que pour mémoire, car elle n'a nulle part de caractère officiel, la date correspondante du calendrier israélite qui est le 15 Adar de l'an 5679).

Au point de vue des relations internationales, politiques, commerciales, financières, postales, etc., cette situation a les inconvénients les plus graves qui sautent aux yeux. Ils sont analogues à ceux qu'il y avait en France lorsque chaque ville avait son heure locale, lorsque les unités de mesure différaient d'une province à l'autre.

On a unifié l'heure en France à un moment donné, de façon que, au même instant physique, à la même *époque*, comme disent les astronomes pour qui les mots ont parfois un sens professionnel un peu particulier, toutes les pendules françaises marquassent la même heure... supposé qu'elles fussent bien réglées.

Le plus important n'était pas que toutes les villes de France eussent une heure parfaite, mais qu'elles eussent une heure unique. La meilleure preuve que la perfection, l'exactitude scientifique de l'heure officielle n'était que d'une importance secondaire, dans ce domaine où il y a beaucoup de conventionnel, c'est qu'on a changé récemment à diverses reprises l'heure officielle sans grand inconvénient. Avant tout, il importait que l'heure fût unique.

Pour le calendrier qui n'est qu'une sorte de classification, de langage, il en est de même : il faut avant tout que tous les hommes parlent la même langue, mêmesi celle-ci n'est pas parfaite.

C'est ce qu'ont eu le tort d'oublier certaines personnes qui, dans le passé et surtout en Russie, se sont opposées à l'unification des calendriers, en prétendant que le julien n'était après tout pas beaucoup plus mauvais que l'autre et que les Slaves n'adopteraient un nouveau calendrier que s'il supprimait tous les inconvénients du grégorien lui-même. C'était là en vérité de la surenchère, c'est-à-dire cette sorte d'utopisme ultra-révolutionnaire qui, sous prétexte de ne vouloir que des résultats idéaux, n'en obtient jamais aucun. « Tout ou rien » est une très mauvaise devise, même en matière chronologique, car avec elle, comme évidemment dans les choses humaines, on n'a jamais tout, il faudrait se résigner à n'avoir toujours rien. Mieux vaut

un seul calendrier même médiocre, que deux qui seraient bons et *a fortiori* que deux qui sont médiocres : c'est comme à la guerre où un chef unique vaudra toujours mieux que plusieurs, même excellents.

Et c'est pourquoi j'estime que le Congrès de la Paix doit, avant d'aller plus avant à cet égard, inscrire dans les conditions internationales qu'il prépare, l'unification des calendriers employés par toutes les nations, unification réalisée par l'adoption commune d'un des calendriers existants, ce qui se fera avec le minimum de trouble. Il est clair d'ailleurs que cette unification ne peut et ne doit se faire que par l'adoption du calendrier grégorien. Cela résulte d'un grand nombre de raisons, les unes théoriques, les autres pratiques, comme nous allons voir.

La question de l'unification des calendriers grégorien et julien a été traitée d'une façon très approfondie, notamment par le professeur Stanoïewitch, recteur de l'Université de Belgrade et directeur de l'Observatoire de cette ville. Dès 1892 ce savant a soulevé cette question en fournissant au métropolite de Belgrade des propositions fortement documentées qui furent transmises par lui au Saint-Synode grec à Constantinople et au Très-Saint-Synode russe à Pétrograd, mais n'eurent malheureusement pas de suite.

M. Stanoïewitch a fait notamment une critique très fine du calendrier grégorien et a le premier attiré l'attention sur certaines imperfections de la réforme grégorienne. En voici une. La durée moyenne de l'année est de 11 minutes et 15 secondes plus courte que l'année julienne (365 jours et 6 heures). Cette différence de 11,25 minutes atteint la valeur d'un jour exactement en 128 ans, c'est-à-dire qu'on perd un jour dans le calendrier julien exactement au bout de 128 années révolues. Or, non seulement on obtient ainsi un nombre entier d'années pour la perte d'un jour, mais encore ce chiffre 128 et tous ses multiples sont divisibles par quatre et présentent par conséquent des années bissextiles. Il s'ensuit qu'en supprimant, comme le fait le calendrier grégorien, 3 jours en 400 ans, on supprime un jour tous les 133, 3 ans au lieu de tous les 128. Cette petite erreur grégorienne n'est pas très considérable puisqu'elle n'atteint que 3 heures tous les 4 siècles et par conséquent un jour au bout de 8 fois 400 ans.

Elle méritait pourtant d'être signalée, car il ne faut jamais marchander avec la rigueur scientifique. Pour rectifier cette petite erreur et éviter à ses effets de s'accumuler, M. Stanoïewitch a formulé la règle suivante qui compléterait et rectifierait heureusement le calendrier grégorien et pourrait être adoptée sans inconvénient par

le Congrès de la Paix : les années divisibles par 4 seront bissextiles, sauf lorsqu'elles sont divisibles par 128. — Prenons, pour citer un exemple, l'année prochaine, l'année 1920 : cette année est divisible par 128 et donne le quotient 15. Cela veut dire que, depuis l'ère chrétienne, on a perdu, d'après le calendrier julien, 15 jours. — Or, la différence entre le calendrier grégorien et le julien n'est que de 13 jours, et ceci nous amène à une autre défectuosité de la réforme grégorienne que signale très justement M. Stanoïewitch : lorsque le Pape Grégoire XIII en 1582 a proclamé sa réforme, on ne l'a appliquée qu'à dater de l'époque du concile de Nicée (325), alors qu'il eût été logique de l'appliquer à dater de la première année de l'ère chrétienne. Or, l'erreur du calendrier julien, pendant ces 325 ans où elle subsiste aussi dans le grégorien, est précisément de 2 jours, et M. Stanoïewitch remarque justement qu'en toute logique, il faudrait faire là une petite rectification qui ramènerait l'équinoxe de printemps à la date où il était au début de l'ère chrétienne.

Tout cela est bel et bien, mais il résulte d'une conversation que j'ai eue tout récemment avec le savant astronome serbe qu'il ne considère pas ces détails, non négligeables en toute rigueur scientifique, comme devant constituer des pierres d'achoppement de l'unification des deux calendriers. Finalement, M. Stanoïewitch est tombé d'accord avec moi que, si on voulait aboutir, il convenait de laisser provisoirement ces raffinements scientifiques de côté, et je suis heureux de pouvoir dire qu'il s'est entièrement rallié à mon idée qu'il fallait d'abord demander l'unification des calendriers par l'adoption généralisée du calendrier grégorien, adoption que le Congrès de la Paix pourrait imposer.

Non seulement, et en dépit de ces petites défectuosités, le calendrier grégorien est scientifiquement très supérieur au julien qui n'est qu'une approximation beaucoup plus éloignée de la réalité, mais d'impérieuses raisons pratiques militent, — à côté de cette raison pure, — en faveur de l'adoption générale du premier.

C'est d'abord que le grégorien est actuellement employé par un beaucoup plus grand nombre d'hommes et de nations que le julien. C'est ensuite que le centre de gravité de la civilisation se trouve sans conteste aujourd'hui parmi les nations utilisant le calendrier grégorien. C'est enfin et surtout la marche même des événements qui entraîne irrésistiblement, comme nous allons voir, les nations encore dissidentes vers l'adoption de ce calendrier, et de celui-là seulement.

Sans parler de la Chine et du Japon qui ont adopté officiellement

naguère le calendrier grégorien, c'est-à-dire le nôtre, la Bulgarie orthodoxe a fait de même depuis la guerre, exactement dès 1915 et à la suite de la pompeuse visite que Guillaume II fit alors à Sofia. Les raisons de cette mesure sont curieuses. Depuis 1914, les Bulgares déclaraient *urbi et orbi* qu'ils n'étaient pas des Slaves, voulant par cela expliquer leur trahison envers leurs libérateurs, les Russes... qui depuis. Et c'est précisément pour rompre un lien qui les rattachait à la Russie, qu'après la visite du Seigneur de la Guerre qui suivit l'écrasement de la Serbie, les Boulgres adoptèrent solennellement et définitivement le calendrier grégorien. A quelque chose malheur est bon.

Ainsi les sujets de Ferdinand croyaient donner une marque démonstrative de leur rupture intellectuelle avec leurs ennemis ; mais ils oubliaient qu'ils se rattachaient ainsi par l'almanach, non seulement à l'Allemagne, mais à la France, à l'Angleterre, à l'Italie, aux États-Unis, à toutes les grandes nations qui comptaient le temps grégoriennement.

Or, et c'est là le point intéressant, cette réforme s'est accomplie en Bulgarie de la façon la plus simple sans apporter aucune perturbation. Aucune émeute, aucune protestation n'accompagna ce vieillissement officiel de 13 jours qui soudain sévit sur tout un peuple (1).

Ce qui s'est fait sans heurt chez les Bulgares peut et doit se faire de même ailleurs.

Déjà en Serbie, un mouvement très net se dessine dans le même sens, notamment sous l'impulsion du professeur Stanoïewitch. C'est ainsi que le pacte de Corfou du 7/20 juillet 1917, qui a fondé le « royaume des Serbes, Croates et Slovènes, » (les Serbes sont orthodoxes, les Croates et Slovènes, catholiques), porte dans son article 8 que le calendrier sera unifié le plus tôt possible, évidemment, par le choix du calendrier grégorien. Une dépêche de l'agence Havas, parue il y a quelques jours dans la presse quotidienne, et dont je n'ai pu contrôler l'exactitude d'ailleurs très probable, vient même de nous annoncer que le calendrier grégorien a dû être introduit le 28 janvier dans toute la Yougo-Slavie.

(1) A propos de l'histoire, que j'ai narrée dans ma dernière chronique, des émeutes que fit le peuple londonien lorsqu'on adopta en Angleterre la réforme grégorienne, un lecteur me demande comment les émeutiers pouvaient crier : « Rendez-nous nos trois mois ! » puisque l'écart des deux calendriers n'est, même aujourd'hui, que de 13 jours. C'est qu'on fit coïncider en Angleterre cette réforme avec le changement de l'origine de l'année qui, alors le 25 mars, fut (c'était, je crois, en 1752) reportée au 1er janvier.

Nul doute que la Roumanie, si on l'y invite, ne fasse de même Le gouvernement roumain avait déjà présenté à son parlement un projet d'adoption du calendrier grégorien. Mais à ma connaissance, il n'est pas encore venu en discussion. Les descendants du sage Ulysse, sous la haute direction de M. Venizelos, ne manqueront pas non plus de se rendre avec empressement à l'invitation que les Alliés pourront leur faire à ce sujet.

La Bastille du Calendrier julien, son bastion le plus puissant est d'ailleurs entrée déjà dans cette voie. On nous dit, en effet, que depuis un an environ le gouvernement bolchevik a officiellement adopté le calendrier grégorien. Ce qui prouve que toute médaille a son avers.

Restent les Turcs : ils feront d'autant plus gentiment ce que le concert des nations imposera à ce sujet que la religion n'a décidément rien à voir dans toutes ces questions d'almanach, puisque la Chine et le Japon, qui ne sont nullement catholiques, ont adopté officiellement la chronologie grégorienne.

Les objections que certaines personnalités slaves avaient autrefois soulevées en pensant à des résistances, — je parle de résistances justifiées, — de la part du clergé orthodoxe, ne paraissent décidément pas fondées, comme il résulte ce qui précède.

D'ailleurs, — et ceci est un fait très peu connu chez nous, — chez les orthodoxes pratiquant la chronologie julienne, l'Église n'emploie nullement la même manière de me surer le temps que le calendrier julien qui est adopté officiellement par les gouvernements orthodoxes. L'année religieuse orthodoxe commence au mois de septembre, et non le 1er janvier, date officielle; les années ne sont pas comptées depuis la naissance du Christ, de sorte que l'année 1919 est l'année 7427 de l'Église orthodoxe.

Même les chiffres dont se sert cette Église ne sont ni des chiffres arabes, ni des chiffres latins connus; elle a ses propres chiffres tirés de l'alphabet vieux-slave. Et c'est ainsi que, quand les autorités publiques ont adopté le calendrier julien, l'Église est restée fidèle à ses règles chronologiques particulières.

Le calendrier et la religion peuvent donc bien être considérés, comme disent les mathématiciens, comme des variables indépendantes, et c'est pourquoi l'adoption officielle de la chronologie grégorienne par les Turcs et les orthodoxes ne peut avoir à cet égard aucun inconvénient.

En résumé, l'adoption générale du calendrier grégorien peut et

doit être inscrite parmi les conditions imposées au monde par le Congrès de la Paix.

Subordonner cette mesure facile à la réforme intime de tout le mécanisme du calendrier, dont il me reste à parler maintenant, ce serait mettre la charrue avant les bœufs, et risquer de n'aboutir à rien : qui trop embrasse mal étreint.

***

Que si maintenant, après avoir réglé ce premier point d'une si grande importance pratique, il sied au Congrès de la Paix, lorsqu'il sera découragé dans ses tentatives si louables pour fonder un Éden terrestre, d'aborder plus profondément la réforme chronologique, il pourra alors encore faire œuvre utile, car, hélas! bien des choses sont à améliorer dans le calendrier grégorien, qui, à ce point de la discussion, sera devenu l'unique calendrier des peuples civilisés.

Mais ici il y a un certain nombre de matières à dissidences, comme nous allons voir, et il faudrait que ces dissidences fussent conciliées d'abord par l'organisme compétent, — Académie des Sciences ou autre, — qui les examinera. Le plus sûr moyen d'obtenir un résultat du Congrès de la Paix est de lui présenter quelque chose qui soit techniquement au point.

Depuis la réforme grégorienne il n'y a eu dans le monde civilisé qu'un seul projet de calendrier réformé qui ait eu la sanction de la pratique, — sanction tout éphémère comme on sait : — ce fut le calendrier républicain.

Un coup d'œil rétrospectif sur ses qualités et surtout ses défauts nous permettra de juger plus sainement les écueils que doivent éviter pour aboutir les systèmes aujourd'hui en présence et qui vont être confrontés à la barre de l'Académie des Sciences.

Je crois, — sans vouloir médire de la Convention, — que si la numération grégorienne parut en 1793 bonne à mettre au panier, ce fut moins par désir d'un perfectionnement scientifique et pratique qu'à cause de la naïveté qui portait alors à supprimer pour le principe la plupart des vestiges du passé. Instauré par Jules César, mis au point par Grégoire XIII, le calendrier usuel avait l'irrémédiable tare d'être, pour le citoyen Homais, doublement *romain*. Le conventionnel Romme en fut le plus décidé détracteur. Il n'eut point de cesse qu'il ne l'eût, par ses discours et sa propagande enflammée, fait condamner à mort. Romme voulait briser ce que Rome avait fait.

Ce qu'on mit à la place avait, quoi qu'on en ait dit, plus d'une qualité. Douze mois, tous de trente jours, avec, suivant les années et pour faire le compte, cinq ou six jours supplémentaires. Chaque mois divisé, à l'imitation des Romains, en trois décades, dont les noms des jours (*primidi, duodi,* etc.) avaient l'avantage de toujours correspondre aux mêmes quantièmes du mois, le début des saisons coïncidant avec celui des mois (puisque l'année commençait à l'équinoxe d'automne), tout cela faisait du calendrier de la Convention un des plus logiques et des moins... conventionnels qui aient été imaginés. Mais il avait des défauts très graves : d'abord d'avoir jeté par-dessus bord la semaine qui, dans le monde moderne, est une division du temps tellement incontestée que, pour de nombreuses raisons économiques et sociales, il paraît impossible d'y renoncer; ensuite, de prétendre à la logique. C'est précisément les entorses qu'il donnait à la logique qui finalement le jetèrent bas. Les noms si pittoresques et si charmants donnés aux mois par Fabre d'Églantine ne pouvaient rien être que des contresens sous d'autres latitudes, et même parfois en France (que peut signifier vendémiaire, là où il n'y a point de vigne?) Le remplacement des saints patronymiques par des noms empruntés à l'agriculture (au risque de rendre jaloux le commerce et l'industrie) avait le même défaut. Je ne parle que pour mémoire du nom grotesque de « sans-culottides » donné aux jours épagomènes. Le calendrier de la Convention périt par l'excès de sa qualité dominante, le pittoresque : ce qui est pittoresque et précis ne peut être que local, et ne devient pas facilement universel sous une planète où il y a aussi peu d'uniformité.

Il faut donc que les calendriers réformés qu'on nous propose prennent garde aux noms qu'ils proposent (ici le nom fait beaucoup à l'affaire), qu'ils conservent autant que possible ceux dont on a l'habitude, et qu'ils n'aient point trop de prétention à la parfaite logique.

Voyons maintenant les principaux systèmes aujourd'hui en présence. Je ne saurai les décrire tous, mais seulement les catégories où on peut les ranger. De plus, comme il n'entre pas dans mon rôle de rechercher et d'indiquer aujourd'hui les priorités des divers auteurs, je me bornerai à citer incidemment sans les classer, les noms de certains d'entre eux.

La plupart de ces systèmes ont été mis sur pied ou du moins précisés à la suite d'un ingénieux concours que fit en 1887 la Société Astronomique de France et qui fut organisé par M. Flammarion et

excellemment rapporté par M. Fouché. 50 mémoires avaient été déposés. Le prix fut décerné à M. Armelin qui proposait :

De former l'année de 4 trimestres égaux de 91 jours chacun (2 mois de 30 jours et un de 31), ce qui fait 364 jours auxquels on ajoute 1 ou 2 jours supplémentaires, selon que l'année n'est pas ou est bissextile. Ces jours supplémentaires sont placés hors date ; de la sorte, chaque trimestre comprend 13 semaines entières, et dans le trimestre les mêmes dates correspondent toujours aux mêmes jours d'une semaine donnée du trimestre.

Un grand nombre d'auteurs ont proposé des projets analogues à celui-ci dont ils sont des variantes et qui en diffèrent plus ou moins d'une part par la manière dont sont placés respectivement les mois de 30 et de 31 jours (il y a plusieurs combinaisons possibles) ; d'autre part, par le jour de la semaine qui correspond au 1er jour de chaque trimestre et de l'année ; troisièmement par la place que l'on donne au ou aux jours intercalaires et qui peuvent être séparés ou juxtaposés et situés à la fin de tel ou tel trimestre. Je n'entre pas dans le détail de ces diverses combinaisons auxquelles sont attachés les noms de MM. Flammarion, Grosclaude, Philip, Armand Baar, Hénin, etc.

Il est clair d'ailleurs que chacun de ces points a son importance et qu'il ne sera pas indifférent que le premier jour de tous les trimestres soit ou non un lundi, que le 15 ou le 30 soit ou non un dimanche, que le mois de 31 jours soit le premier, deuxième ou le dernier du trimestre, que les jours hors date qui seront des jours fériés soient au début ou au milieu ou à la fin de l'année, et se placent après un dimanche ou dans la semaine, etc.

Mais toutes ces discussions nous entraîneraient trop loin, et ce sont là en somme des points secondaires sur lesquels on pourra facilement après examen se mettre d'accord.

Ce qu'il reste, c'est que dans ce système, ou plutôt dans ces systèmes, l'inégalité actuelle des trimestres et des semestres est supprimée, que le nombre des semaines de chaque trimestre est entier et constant que les quantièmes dans chaque trimestre, c'est-à-dire dans chaque mois (à 3 mois de distance) correspondent toujours aux mêmes jours de la semaine. Pour le surplus, la plupart des particularités habituelle du calendrier en usage sont conservées avec la suppression d'un grand nombre des inconvénients que j'ai signalés.

Un autre groupe de calendriers réformés a été proposé. Le type le plus connu en est le calendrier Delaporte. Dans ce système, l'année est également composée de 364 jours datés, plus un ou deux jours sans

date. Mais tandis que dans le système précédent, c'est le trimestre qui était la base, c'est ici la semaine : l'année est composée de 13 mois de 28 jours chacun ($13 \times 28 = 364$), et chaque mois comprend exactement quatre semaines de 7 jours.

Dans ce système extrêmement logique et simple, le même quantième de tous les mois correspond au même jour de la semaine, et les mois ont une longueur identique. Il est clair d'ailleurs que ce système comporte, lui aussi, de nombreuses variantes provenant du jour de la semaine qui sera le premier du mois et de la place des jours supplémentaires. Ce système est encore plus logiquement rigoureux que le précédent, mais en revanche, et par une conséquence naturelle, il heurte davantage les habitudes séculaires. Le public admettrait-il une année de 13 mois ? Et je ne parle pas de la superstition du nombre 13, mais plutôt de la gêne, de la désorientation qui pourrait résulter pour les habitudes commerciales, de ces subdivisions, si commodes et si importantes, que sont le trimestre et le semestre.

Tel semble avoir été l'avis des membres du congrès de Liége pour la réforme du calendrier, puisque parmi les vœux qu'il a émis, je rappelle qu'il y a celui-ci : « que la division de l'année en 12 mois soit conservée. »

En somme, si l'on relit les vœux de cet intéressant congrès de Liége, on constate qu'ils tendent plutôt à l'adoption d'un système plus ou moins analogue au système Armelin. Je constate le fait sans vouloir me prononcer aucunement à ce sujet. *Adhuc sub judice lis est.*

Il ne faut point se dissimuler d'ailleurs que de nombreuses questions subsidiaires peuvent être soulevées à propos de ces projets, et notamment celle des fêtes mobiles. Mais, comme il a été constaté à Liége, il semble qu'il ne se rencontre pas là d'obstacle insurmontable.

Le principal reproche qu'on adresse de certains côtés aux systèmes par ailleurs si séduisants qui viennent d'être exposés est l'existence des jours hors date qui romprait, dit-on, la continuité de la semaine.

Cet inconvénient est-il aussi grand qu'on le dit ? Du fait que le dimanche a toujours été suivi d'un lundi jusqu'ici dans l'histoire de la chrétienté (et sauf en France sous la Révolution) s'ensuit-il qu'il y aurait un inconvénient réel, tangible à ce que le samedi fût parfois séparé du dimanche par un jour férié non daté ? On peut en douter, étant mis à part le respect légitime qui s'attache toujours aux vieilles traditions. Mais les progrès, ou du moins les réformes... qui ne sont

certes pas toujours des progrès... consistent précisément dans le changement de certaines choses en usage.

Quoi qu'il en soit, on a proposé divers systèmes intermédiaires entre les systèmes décrits ci-dessus et le calendrier actuel. En particulier, M. Bigourdan, l'éminent astronome de l'Académie des Sciences, justement préoccupé d'éviter cette rupture dans la continuité traditionnelle de la semaine, a, dans un intéressant projet présenté, il y a quelques jours, à ses confrères, préconisé le système suivant qui supprime les jours hors date :

Chaque trimestre serait formé d'un premier mois de 31 jours suivi de deux mois de 30 jours; toutefois, dans le quatrième trimestre, le dernier mois aurait toujours 31 jours, et l'avant-dernier en aurait aussi 31 les années bissextiles.

Ce système ingénieux supprime quelques-unes des défectuosités du calendrier actuel; en revanche, il supprime aussi quelques-uns des avantages les plus nets des jours hors date, dont je ne vois pas pour ma part que l'adoption présente un inconvénient sérieux, en dehors d'une petite entorse à nos habitudes. La rupture de la continuité de la semaine ne me paraît pas plus difficile à accepter que la rupture de la continuité de la journée qui fut faite, lorsqu'on réalisa l'heure d'été pour la première fois ou lorsqu'on a adopté chez nous le méridien initial de Greenwich.

Pourtant M. Bigourdan a remarqué avec beaucoup de raison et une profonde connaissance de ces questions que la rupture de la continuité de la semaine, subdivision qui est liée aux traditions religieuses universelles, pourrait soulever de ce côté quelques difficultés.

Quoi qu'il en soit, l'exposé précédent aura suffi pour montrer qu'un accord, si souhaitable qu'il soit, n'est point encore établi dans ces questions, et c'est pourquoi il faut souhaiter, avec M. Deslandres, de voir l'Académie des Sciences en fasse une mise en point rapide qui permette de les soumettre avec chances de succès au Congrès de la Paix.

Parmi les réformes subsidiaires qui se rattachent à l'amélioration du calendrier, M. Deslandres voudrait voir déplacer l'origine de l'année et qu'on la plaçât au solstice d'hiver de manière à mettre les quatre trimestres en meilleur accord avec les saisons astronomiques. L'importance de cette considération me paraît, l'avouerai-je? pouvoir être discutée. Outre que la longueur des saisons est très inégale et que par conséquent la concordance en question ne sera jamais que très grossière-

ment exacte, on ne voit pas pourquoi alors l'année ne commencerait pas aussi bien à l'équinoxe d'automne ou à celui de printemps. Il y a d'excellentes raisons en faveur de l'une ou de l'autre solution.

D'ailleurs, le changement d'origine de l'année soulèverait, au point de vue des affaires, des difficultés nombreuses, ne fût-ce qu'en obligeant les gouvernements à modifier l'année financière.

Ne cherchons pas une trop grande rigueur scientifique dans la réforme du calendrier. Cette réforme est avant tout imposée par des raisons pratiques comme l'ont compris les Congrès des Chambres de Commerce qui la réclament. Et c'est pourquoi cette réforme, il faut l'aborder pratiquement et commencer par le commencement, par l'échelon le plus facile à franchir : l'unification des calendriers dans le moule grégorien. *Chi va piano va sano.*

S'il est permis de faire un peu la philosophie de ces choses, on voit finalement que toutes les difficultés, toutes les imperfections des calendriers proviennent de ce que le mois et la semaine ne sont pas simplement commensurables dans le cadre de l'année, autrement dit de ce que la révolution synodique de la lune et celle de la Terre autour du soleil n'ont point de commune mesure simple.

L'une des erreurs les plus importantes de ce divin rêveur que fut Platon fut de penser qu'il n'y avait dans les choses naturelles que des rapports simples et parfaits, et c'est ainsi qu'il pensait avoir prouvé qu'il ne peut y avoir que cinq mondes parfaits, parce qu'il n'y a que cinq corps réguliers en géométrie.

La vérité est, hélas! tout autre; les harmonies réelles et profondes du monde ne sont pas soumises aux normes mesquines de notre logique, et comme l'a dit Fresnel : « La nature ne se soucie pas des difficultés analytiques. »

CHARLES NORDMANN.

RÉCEPTION DE M. BARTHOU

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Le 6 février, M. Louis Barthou a pris place à l'Académie; il y succède à M. Roujon, qui avait lui-même remplacé M. Barboux. Le public était, comme toujours, fort nombreux. Peu d'uniformes. La paix approche. Seules les femmes, coiffées de métal, gardaient encore un aspect guerrier. Des étoffes d'argent luisaient au milieu des zibelines. L'ensemble était sérieux et sévère.

A une heure, comme à l'ordinaire, on a entendu les tambours. M. Donnay est entré le premier et a pris place au fauteuil du directeur. M. Boutroux s'est assis à sa droite, M. Frédéric Masson à sa gauche. M. Boutroux porte l'habit fermé jusqu'au col. Sa figure, sculptée par la pensée, est achevée par une brosse de cheveux hagards. M. Masson porte l'habit déboutonné ; la chemise redondante se gonfle hors du gilet ouvert ; et la lumière qui tombe de la coupole éclaire le mouvement de sa moustache circonflexe.

M. Barthou prend place entre M. Poincaré et M. Pierre Loti. Il est de taille moyenne, mince, brun. On voit un grand front bombé sur lequel les cheveux déjà moins nombreux descendent en deux petits bandeaux accolés, en colonne double de compagnie. Les sourcils sont froncés, et toute la figure paraît se concentrer derrière le lorgnon. Le nez, qui se relève, participe à cet esprit d'attention qui est sur tout le visage ; une petite barbe achève la physionomie. Ayant reçu la parole, M. Barthou remonte son épaule gauche qui le gêne, et il commence à lire, d'une voix bien timbrée. Il coupe les phrases, comme s'il expliquait une vérité difficile. Il affirme les finales et enfonce les trois dernières syllabes, qui impriment dans sa main trois secousses aux feuilles de son discours. Par une habitude d'homme

politique. il se tourne tantôt à droite, tantôt à gauche, pour ne laisser aucun adversaire qui n'ait été touché de ses arguments; et jusque derrière lui, il s'en va chercher l'opposition sur la tête immobile de M. Poincaré.

Il a fait d'ailleurs un excellent discours, d'un bon style, sobre et plein, exact et bien composé. Il avait à louer un fonctionnaire exact et consciencieux, un écrivain qui a été surtout un chroniqueur, enfin un homme d'un commerce charmant, d'une conversation spirituelle, dont la vie a été unie et bien faite. Il a rappelé le mot de Montaigne : « Les plus belles vies sont, à mon gré, celles qui se rangent au modèle commun et humain, avec ordre, mais sans miracle, sans extravagance. » Ce manque d'extravagance, louable chez un directeur des Beaux-Arts, rendait la matière difficile. Car enfin, ce qui fait le piquant d'un éloge, ce sont les défauts de celui qu'on loue, ou du moins ses singularités. On fait un discours sur un hurluberlu ; mais on reconnaît un honnête homme à ce qu'il suffit d'une ligne d'épitaphe pour le peindre. Cette ligne, M. Barthou l'a écrite : « Ce fut, dit-il de son prédécesseur, un administrateur ordonné, méthodique et d'une conscience scrupuleuse, dont la volonté réussit à faire aboutir des réformes que depuis M. de Chennevières on avait vainement tentées. » Il a dit encore : « M. Henry Roujon sut parfaitement organiser sa vie qu'il partagea entre ses fonctions de secrétaire perpétuel de l'Académie des Beaux-Arts, ses occupations littéraires, et sa famille. »

Ayant ainsi épuisé le fond de son sujet, il restait à M. Barthou à orner son éloge de quelques-uns de ces agréments que ce genre autorise, et que le public attend surtout : une digression, une réflexion, une dissertation, un récit. D'un pas glissant et d'un mouvement insensible, on quitte le mort quelques instants; on s'en va causer philosophie à l'ombre de ses lauriers; on lui revient plus léger, après cette distraction. M. Barthou a illustré son discours de quatre de ces épisodes divertissants. Il a fait d'abord un joli tableau où l'aïeul et le père de Roujon étaient peints, et où lui-même paraissait enfant. Un vivant semble un peu ridicule quand, tout chenu qu'il est, on l'évoque petit garçon; mais le mort reconquiert le droit de revivre tous les âges de sa vie. La plupart des discours académiques commencent par quelque touchant tableau de famille, et les grâces de l'enfance parent ces solennités de l'âge mûr. Au surplus, en évoquant l'adolescence de Roujon, M. Barthou a fait une réflexion dont l'ironie sans méchanceté a fait sourire. Roujon, à la fin de sa vie, a peint ses années de collège comme le temps d'une affreuse

prison : mais un de ses camarades raconte qu'il riait sans cesse, en découvrant des dents de jeune loup. Ainsi les souvenirs se déforment dans l'esprit. Les historiens le savent dès longtemps et n'ajoutent que peu de foi aux Mémoires. Quelle mélancolie pourtant et quel trouble de penser que des années où l'on n'a fait que rire, peuvent, une fois plongées dans le passé, reparaître, sans qu'on sache par quelle métamorphose, sous une figure douloureuse! Ainsi nous sommes exposés à calomnier de bonne foi la mémoire de nos jours heureux, qui est notre plus précieux trésor, et à les changer nous-mêmes en jours tristes, dont le souvenir illusoire nous attriste réellement. La vérité est que nos souvenirs vieillissent avec nous, et qu'ils ont eux-mêmes leur caducité. Notre jeunesse est comme cet écu que Phébus donne à Esméralda : elle se change en feuille sèche dans le coin de notre cœur où nous l'avons enfermée.

Le second tableau que M. Barthou a fait est celui de Roujon, en 1875, secrétaire de rédaction de la revue fondée par Catulle Mendès, *la République des lettres*. Il portait le pseudonyme de Henry Laujol : il eut à recevoir d'assez méchants vers, brutaux et négligés, d'un certain Guy de Valmont, lequel chantait les tragiques amours d'un courtier et d'une blanchisseuse. Laujol eût volontiers refusé ce poème offensant, mais l'auteur était protégé par Flaubert, et il fallut passer outre. Guy de Valmont, c'était Maupassant. Tel fut, sous le masque, le début d'une amitié solide entre les deux hommes.

Les deux derniers épisodes du discours de M. Barthou ont un caractère plus général et relèvent plus proprement encore du genre académique. L'un est un éloge des humanités : c'est un beau paragraphe que l'auditoire entier, jusqu'aux femmes, a accueilli d'une approbation unanime. Enfin M. Barthou a terminé par un éloge des femmes de France, et il a recueilli le plus juste applaudissement.

M. Donnay, tourné vers M. Barthou, le visage aimable et le sourire nonchalant, lui a renvoyé la balle. Il a composé son discours sur les mêmes principes, avec des ressources subtiles et une muse ingénieuse. Il a fait d'abord un parallèle entre M. Roujon et M. Barthou. Puis, quittant le sujet par un détour plein d'élégance, il a fait la peinture d'un autre Béarnais qui aurait pu entrer à l'Académie, si le Roi ne s'y était opposé; et il s'est trouvé que ce Béarnais était le comte de Troisville, le fils du capitaine des mousquetaires immortalisé par Alexandre Dumas, personnage pittoresque dont M. Donnay a peint les aventures, les conversions, les retours au siècle. Mais il était l'ami des jansénistes : il était, comme dit M. Donnay, plus port-royaliste que le Roi.

Le Roi refusa, en 1704, de sanctionner son élection. Revenant alors à M. Barthou : « Votre élection, monsieur, a continué le directeur de l'Académie, a eu l'agrément de M. le président de la République. » A ces mots, M. Poincaré a souri, M. Barthou a ri, et l'auditoire a applaudi. Par la mésaventure de M. de Troisville, M. Barthou se trouve le premier Béarnais qui ait été reçu dans la compagnie. M. Donnay l'a montré premier en toutes choses, lauréat à tous les concours, le plus jeune conseiller municipal, le plus jeune député et neuf fois ministre. Il a fait de cette carrière brillante un tableau brillant, et il a décrit ce succès continu avec une amitié émerveillée.

Il a montré ensuite M. Barthou bibliophile, et il en est venu au point où tout le monde l'attendait, c'est-à-dire à ces études qui ont fait tant de bruit, sur l'intimité de Victor Hugo. Dans ce débat, où l'on a tant parlé, il a dit une chose neuve et vraie, parce qu'il a parlé en moraliste, et qui connaît le cœur. M. Barthou avait montré comme il faut peu se fier aux Mémoires; M. Donnay a montré comme il faut peu se fier aux lettres. Deux amants peuvent échanger les correspondances les plus audacieuses, et n'avoir d'autre audace. Toute leur passion est pour s'écrire; et ils deviennent retenus quand ils se voient. D'autres, qui ne s'écrivent qu'avec la dernière correction, prennent, une fois les portes fermées, des libertés que leurs lettres ne font pas soupçonner. Et voilà comment les hommes de théâtre donnent parfois des leçons aux historiens.

Revenant alors aux travaux politiques de M. Barthou, M. Donnay a loué son *Mirabeau*, son *Lamartine;* et il a enfin salué l'orateur de cette loi de trois ans, qui restera un des plus beaux titres du nouvel académicien. Ainsi le discours est revenu à cette guerre, où il faut bien que tout aboutisse. M. Donnay a peint avec force cette Allemagne qui la préparait, tandis que son empereur faisait aux yeux des naïfs figure de Lohengrin. Ce n'était pas Lohengrin, c'était Ysengrin, le loup du roman. Il y a des à peu près qui sont de l'histoire. Ce tableau d'histoire nous ramenait aux graves pensées, aux souvenirs douloureux, à ce fils, engagé volontaire, tombé à dix-huit ans en Alsace, et dont la gloire a été associée à la gloire paternelle. En Lamartine même, M. Donnay, par un artifice vraisemblable, a voulu concilier l'auteur de *la Marseillaise de la paix* avec le patriote. Il a assuré qu'en 1914, Lamartine eût été l'orateur de la loi de trois ans : c'était faire le plus bel éloge de M. Barthou.

HENRY BIDOU.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

S'il faut tenir pour tout à fait exacts les derniers renseignements publiés par les journaux, les élections du 19 janvier pour la nomination d'une Assemblée nationale auraient donné : aux socialistes majoritaires, 163 sièges ; aux socialistes indépendants, 22 ; au parti chrétien populaire (ancien centre), 88 ; au parti populaire allemand (aile droite des nationaux-libéraux), 21 ; au parti démocratique (aile gauche des nationaux libéraux et progressistes), 75 ; au parti national allemand (conservateurs et conservateurs libres), 42. Les petits groupements divers ou des candidats non classés auraient le reste, et ainsi se parferait le total des 421 sièges. Les nationalités non allemandes, non seulement les Alsaciens-Lorrains, — cela va de soi, — mais les Polonais et les Danois, n'auraient pris cette fois aucune part aux élections. Il ressort du rapprochement avec les résultats des élections de 1912 que le centre catholique a maintenu à peu près intégralement ses positions : les autres partis que, chez nous, on appellerait « de droite » ont vu réduire les leurs ; le gain est allé à la gauche et surtout à l'extrême-gauche ; ce qui n'a rien que de très naturel en période de révolution, sous un gouvernement qui se décore de l'étiquette socialiste. Pourtant, malgré cette avance, les socialistes, même s'ils s'unifiaient ou si, plus simplement, ils s'unissaient, n'auraient pas dans l'Assemblée la majorité par leurs propres forces ; et l'on n'aperçoit, d'autre part, nulle combinaison possible de partis irréconciliables qui puisse l'avoir contre eux ; tout dépend donc de l'attitude qu'adopteront les démocrates. Les 163 socialistes majoritaires, même renforcés par les 22 indépendants, ne pourront former et faire vivre un gouvernement que s'ils font alliance, soit avec les 75 démocrates, soit avec les 88 membres du parti chrétien populaire, qui, à leur tour, serviraient au besoin de trait d'union avec les partis de

droite. Mais ils paraissent y avoir réussi, et, comme il leur est accoutumé, ils ont la tête pleine de projets.

Plan de refonte des institutions, refonte nécessaire depuis l'abdication de l'Empereur, et d'abord plan de reconstitution de l'Allemagne sur de nouvelles bases territoriales. Le secrétaire d'État, professeur Preuss, qui en est l'ingénieur ou l'architecte diplômé, est parti de cette idée : « Les petits États doivent être groupés de telle sorte qu'il n'y en ait point dont la population soit inférieure à 2 ou 3 millions et qu'aucun grand État ne dépasse 7 à 8 millions d'habitants. Aucune prédominance d'un État sur un autre ne serait ainsi à redouter. » Cette vue d'ensemble a conduit le ministre aux propositions suivantes : « La Prusse est morcelée. A la tête des Républiques confédérées se trouverait la République de Berlin avec environ 10 millions d'habitants, comprenant la ville et les districts ruraux de Gross Berlin. Viennent ensuite : la République de Prusse, comprenant les provinces de la Prusse orientale et de la Prusse occidentale, avec le district de Bromberg; la République de Silésie qui comprendrait également la province de Posen, les Sudètes et la Bohême orientale; la République de Brandebourg comprendrait la province de Brandebourg moins les parties qui reviennent à Gross-Berlin, ainsi que la province de Poméranie, la Vieille Marche et les deux Mecklembourg; la République de la Basse-Saxe comprendrait le Hanovre, le Sleswig-Holstein, l'Oldenbourg et le Brunswick; la République de Westphalie comprendrait la province de Westphalie, le district de Schaumbourg, les deux provinces de Lippe et de Pyrmont: la République de Hesse comprendrait la Hesse Nassau et le grand-duché de Hesse; la République du Rhin comprendrait la province du Rhin, le Palatinat bavarois et la principauté de Birkenfeld. Le district de gouvernement d'Erfurt doit revenir au grand-duché de Thuringe. Vienne doit, comme Berlin... (ici, un heureux accident; la transmission télégraphique est déclarée incompréhensible, mais il n'est pas interdit d'y suppléer, avec un peu d'esprit critique, et de rétablir : former une République particulière). Certaines autres parties de l'Autriche allemande doivent revenir ou à la Silésie ou à l'État confédéré de la Haute-Saxe ou à la Bavière. En outre, il sera formé un État confédéré de l'Autriche allemande. »

Au vrai, la détermination de l'aire territoriale de l'État forme l'article premier de toute bonne Constitution de coupe classique. M. le docteur Preuss est trop du métier pour n'en avoir pas respecté les règles. Mais, par le fait même qu'il est du métier, il ne saurait

être de ceux qui, ayant le terrain, ne s'empressent pas de construire. voici l'édifice où il rêve de loger la nouvelle Allemagne, laquelle ne Et serait guère, comme on le verra, qu'une Allemagne renouvelée. Ce palais est, à la mode du jour, — un jour qui date d'une centaine d'années et plus, — précédé d'un portique de style solennel. Plutôt qu'une déclaration des droits, on nous présente un exposé de doctrine : le professeur Preuss fait *urbi et orbi* sa grande leçon d'ouverture. « Le peuple allemand, enseigne-t-il, reçoit pour son développement la Constitution la plus libérale du monde ; » la constatation ne peut manquer de plaire à Londres et à Washington ! Le ministre, déjà content de ce début, se frotte les mains et continue, en prononçant tout de suite les mots consacrés : « La démocratie parlementaire, dans laquelle tout pouvoir politique émane de la volonté populaire, doit être la forme gouvernementale de l'Empire allemand. » En vertu de cette maxime sur la source, démocratiquement légitime, du pouvoir, le chef de l'État central et général, du *Reich*, de « l'empire, » au sens où l'écrivaient nos auteurs français du XVIIe siècle, sera « un président élu. » Élu, comment? « Le président d'empire est indépendant du Parlement pour son élection et sa réélection. » Plus loin, le paragraphe 58 précise qu'il est élu par tout le peuple allemand ; le paragraphe 67, qu'il est élu pour sept ans et qu'il est rééligible. Indépendant du Parlement par son origine, il l'est aussi « pour toutes ses fonctions gouvernementales, » mais il n'en est pas moins strictement constitutionnel. Il ne peut exercer les fonctions qui lui appartiennent qu'avec la collaboration de ministres qu'il nomme, mais qu'il dépend du Parlement de renverser. Paragraphe 68 : « Le gouvernement d'empire est composé d'un chancelier d'empire et de ministres d'empire en nombre nécessaire. » Paragraphe 69 : « Le chancelier et les ministres proposés par lui sont nommés par le président d'empire. » Paragraphe 70 : « Le chancelier d'empire et les ministres d'empire doivent posséder la confiance de la Chambre du peuple. Chacun d'eux doit se retirer si la Chambre du peuple lui retire sa confiance. » En tout cela, le point important, pour ceux qui auront affaire à l'Allemagne, maîtresse de s'arranger à l'intérieur comme elle l'entend, est de savoir quels seront les « pouvoirs d'empire » et, en conséquence, quelles seront les fonctions du président d'empire. L'esprit de la Constitution entière, évoqué au paragraphe 5, est que « le droit impérial prévaut sur le droit des États. » Dans cet esprit, le paragraphe 3 définit les « pouvoirs d'empire » qui sont : « les relations avec l'étranger, la défense de l'empire, le commerce... » et

c'est alors le moment de se reporter au paragraphe 58, qui, parallèlement, définit les fonctions du président d'empire : « Le président d'empire représente l'empire au point de vue international; il signe au nom de l'empire les alliances et les autres traités avec les Puissances étrangères; il accrédite les ambassadeurs, les reçoit, déclare la guerre, signe les traités de paix suivant les lois d'empire. » Pour gage de ses excellentes dispositions, le professeur Preuss souscrit ce billet : « Aussitôt que la Ligue des nations sera conclue avec exclusion de tout traité secret, tous les traités conclus avec les États faisant partie de la Ligue des nations devront être approuvés par le Reichstag. » Mais le projet de Constitution en contient un autre, un autre engagement à terme, une autre traite sur l'avenir, dont on se flatte que l'échéance sera sans doute moins éloignée. La « grande idée » allemande, l'idée de la plus grande Allemagne, domine tout dès le paragraphe premier : « L'empire allemand se compose des États qu'il a compris jusqu'à maintenant et des territoires dont la population demande à entrer dans l'Empire sur la base du droit de libre disposition des peuples, demande qui est agréée par la loi impériale. »

Inutile d'aller plus avant : l'Empire est refait; jamais il n'a été défait. L'unique différence est que l'Empereur sera qualifié désormais « président d'Empire; » mais souvenons-nous qu'en 1871, pour introduire l'Empire et l'Empereur, il n'y eut même pas à corriger, dans la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, le titre du chapitre IV, qui continua à être : « Présidence de la Confédération. » Empereur, Président d'Empire, les qualifications sont interchangeables : le personnage ou le rôle est identique; et le changement qu'on ne fit pas dans un sens, il y a quarante-huit ans, — n'était une espèce d'hypocrisie démocratique, — il n'y aurait pas à le faire aujourd'hui en sens inverse. Nous savons bien tout ce qu'on peut alléguer : que la monarchie est déchue, que la République est proclamée; que le *Reich* n'est plus un empire avec empereur, mais un empire sans empereur; que les Hohenzollern sont chassés; qu'à leur place, il y aura un président élu, et que, parmi les pouvoirs qu'il héritera d'eux, il ne trouvera pas l'arbitraire et monstrueux pouvoir de déclarer, à sa seule volonté, la guerre dont l'Empereur se vantait d'être, en droit et en fait, le suprême seigneur. Mais déjà la Constitution de l'Empire avec empereur avait pris une précaution. « Pour déclarer la guerre au nom de l'Empire, stipulait-elle, le consentement du Conseil fédéral est nécessaire, à moins qu'une

attaque soit dirigée contre le territoire ou les côtes de la Confédération. » Il a suffi d'imaginer la fausse attaque des avions français sur Nuremberg, pour que cette précaution ne fût nullement une garantie.

Contre les penchants et les entraînements d'un peuple pour qui la guerre a été, des siècles durant, une industrie nationale, qui, du naufrage où il est menacé de se perdre, songe d'abord à sauver son armée, il n'est point de précaution constitutionnelle qui vaille. Fragile rempart, chiffon de papier! Changez les titres, les lois elles-mêmes, vous n'aurez pas changé les âmes. Que vient-on nous conter d'une révolution qui ferait des miracles? Il n'y aurait de vraie révolution qu'une révolution psychologique. L'expérience et la prévoyance s'accordent pour nous conseiller de la croire impossible, et, en tout cas, de faire comme si elle l'était.

Plus on l'observe, plus la révolution allemande se réduit à des mouvements de surface : le dessous bouge peu. Et tout ce qui se passe ou se prépare, à notre vue, suit le fil que ni une guerre qui a été désastreuse, ni une révolution qui eût dû l'être, n'ont coupé. Ce fil n'a pas cessé d'être tendu d'une diversité presque infinie vers l'unité par une diversité de moins en moins grande ; des Allemagnes de jadis à l'Allemagne de 1815, de 1867, de 1871 ; des centaines de petits États féodaux, ecclésiastiques, municipaux, aux vingt-cinq États de l'Empire bismarckien, et de là aux huit républiques de M. Preuss, avec leurs accessoires. Dans le projet de Constitution du Dr Preuss, ce qui avait survécu, ce qui avait été conservé, par la Constitution de 1871, des libertés et des prérogatives, disons, — non sans quelque exagération, — de la souveraineté des États, disparaît. Conformément au traité du 23 novembre 1870, relatif à l'entrée de la Bavière dans l'Empire allemand, l'armée bavaroise formait en temps de paix une armée distincte de l'armée impériale. La Bavière gardait sa représentation diplomatique propre, le droit de légation actif et passif. Elle avait, au Bundesrath, au Conseil fédéral, la présidence du Comité ou de la Commission des Affaires étrangères, où devaient toujours figurer, avec son délégué, un délégué de la Saxe et un du Würtemberg. Elle occupait en permanence un siège dans la Commission de l'armée. Qu'il y eût dans le Conseil fédéral vingt-cinq États représentés : 4 royaumes, 6 grands-duchés, 5 duchés, 7 principautés et 3 villes libres, c'étaient vingt-cinq types différents, vingt-cinq chances de variété d'intérêts et de divergence d'intentions, si ce n'est d'opposition de volontés. La combinaison du Dr Preuss, qui ramène à huit

républiques d'un même modèle le nombre des États particuliers, nous ôte dix-sept de ces chances; et, quelque faibles qu'elles fussent, quelque peu de fonds qu'il y eût à faire sur elles, quoique, pratiquement, on ne se fût jamais aperçu qu'elles pussent jouer, c'est néanmoins autant de perdu. La désagrégation n'est qu'apparente, d'une apparence qui n'est qu'un leurre; en réalité, l'Allemagne resserre sa structure intérieure, tandis qu'elle cherche à étendre son aire territoriale : par deux opérations contraires, elle augmente à la fois sa densité et son volume. Organisation concentrée, population accrue; demain, si elle y réussit, si le projet de M. Preuss, ou tout autre projet analogue, est adopté, nous n'aurons pas devant nous moins de force allemande, nous en aurons très probablement davantage.

C'est justement pour doter l'Allemagne d'une Constitution de ce genre que l'Assemblée nationale vient de se réunir à Weimar. Le choix symbolique de cette ville saxonne, en une occasion aussi solennelle, n'a pas été sans soulever les protestations de la capitale doublement découronnée. Tous les témoins sont unanimes à rapporter qu'un peu partout, retentit le fameux cri : « *Los von Berlin!* Séparons-nous de Berlin! » Mais prenons garde que cela ne veut pas dire : « Séparons-nous de l'Allemagne! » bien moins encore : « brisons et divisons l'Allemagne! » Ebert et Scheidemann l'ont expliqué : le gouvernement ne s'éloigne de Berlin que pour y revenir, « espérant qu'ainsi Berlin retrouvera rapidement la place à laquelle il a droit dans l'Empire. » Maintenir l'unité de l'Empire, et porter l'unité allemande au delà des frontières de 1914, est une espèce d'obsession, d'hallucination universelle. Le chef du gouvernement bavarois lui-même, Kurt Eisner, n'y résiste pas; et, hier, le socialiste majoritaire, le socialiste impérialiste David, affirmait, avec une énergique franchise : « L'unité de l'Allemagne doit être inscrite en tête de tous les programmes. Quand je dis : l'Allemagne, j'entends non seulement tous les États fédéraux qui la composaient avant la guerre, mais encore les pays allemands de l'ancienne Autriche. Ainsi notre patrie sortira de cette guerre non pas diminuée, mais plus grande et plus forte, et c'est ce qui doit être. »

Le dessein est avoué, le but est découvert. Ce que dit le camarade David, le camarade Ebert le fait. Dans une réunion préparatoire qui s'est tenue le 4 février à la « Maison du Peuple » de Weimar et qu'il présidait, il a annoncé sans ambages que, « immédiatement après le 16, dès que les élections populaires en Autriche allemande seront terminées, une délégation de la fraction majoritaire autrichienne

prendra part aux délibérations du parti. » Mais les délégations autrichiennes ne se borneront pas à concourir aux délibérations « du parti. » Elles seront associées à celles de l'Assemblée nationale elle-même et collaboreront aux travaux de la Constituante, où leur banc est formellement réservé. Dans la contrefaçon républicaine du Bundesrath impérial, qui s'appellerait la Commission des États confédérés, leur accession est désirée et prévue : « Si l'Autriche allemande se réunit à l'Allemagne, dit le projet de loi sur les pouvoirs provisoires de l'empire, elle aura le droit de siéger dans le Conseil des États avec un nombre de voix à fixer par une loi. »

Eh ! bien, nous le demandons : les Puissances de l'Entente, alliées ou associées, peuvent-elles permettre que ce soit là la première application du principe que « les peuples ont désormais la libre disposition de leur sort ? » Souffriront-elles que les vaincus commencent par se servir ? Sera-t-il vrai, comme David le souhaite, que l'Allemagne « sortira de cette guerre plus grande et plus forte ? » Oui ou non, car il n'y a que l'alternative, il n'y a pas d'échappatoire ; ni périphrases, ni phrases. Si c'est oui, la Conférence peut se dissoudre : elle est finie. Nous aurons perdu par la « diplomatie » la guerre que nous avions gagnée par les armes.

Mais ce ne peut pas être : oui. La question que les plénipotentiaires dirigeants, — ceux qu'on nomme le Conseil des Dix, — paraissent hésiter à poser, l'Allemagne la pose catégoriquement, inéluctablement. C'est la question principale, cardinale, le gond sur lequel tournent toutes les autres questions. Celle-là résolue, toutes les autres deviennent faciles ou plus faciles à résoudre : leurs solutions sont bonnes ou mauvaises en fonction de celle-là. Selon qu'elle aura été bien ou mal résolue, la porte sera ouverte ou fermée, la porte du temple de la guerre et de la paix. Le monde a été dévasté par la guerre, parce que l'Allemagne l'a voulue : le monde va-t-il mettre l'Allemagne hors d'état de la vouloir à nouveau dans quelques années ? Le monde a forcé l'Allemagne à accepter la paix ; le monde va-t-il contraindre l'Allemagne à subir une paix telle qu'elle soit assurée pour plus de quelques années ? Une Allemagne « plus grande et plus forte » ne pourrait être, république ou empire, qu'une Allemagne plus enragée à grandir encore sa grandeur et à abuser de sa force. Une Allemagne « non diminuée » ne serait qu'une Allemagne non muselée. C'est pourquoi il n'y a pas de détours à faire, il n'y a pas de biais à prendre : la question à trancher primordialement, préalablement, est la question de la

grandeur et de la force allemandes; c'est-à-dire, pour parler net, la question des frontières de l'Allemagne.

Jusqu'à présent, la Conférence s'est occupée de tout, excepté de cela. Elle s'est occupée de l'attribution des colonies allemandes pour décider, semble-t-il, qu'elles seront remises en dépôt à la Ligue ou Société des nations, qui en confiera l'administration, la « gestion, » à telle ou telle Puissance possédant en propre une colonie voisine. Elle a mis à l'étude les responsabilités, les réparations, la législation internationale du travail. Elle a constitué une Commission financière interalliée. Elle s'est engagée dans une enquête sur la Pologne, ce qui est peut-être le plus sûr moyen de ne plus se tirer de la question polonaise, et convoqué une sous-conférence sur la Russie dans l'île de Prinkipo, ce qui est peut-être le plus sûr moyen d'éterniser la tragédie russe. En liant avec les bolcheviks, si indirectement que ce fût, cette étrange conversation, elle a compromis son autorité, elle leur a rendu de l'audace : ils l'en remercient par des sarcasmes, et raillent comme une faiblesse sa condescendance. Elle a entendu successivement l'exposé des revendications tchéco-slovaques, roumaines, serbes, helléniques, arabes, et elle n'en est qu'au départ. Elle doit savoir où elle va, mais elle seule le sait. Elle marche en spirale. Sa méthode, au dehors, a l'allure d'une absence de méthode. Elle fait ce qu'on n'attend pas, ne fait pas ce qu'on attend, attend pour faire ce qu'on désirerait qu'elle fît sans attendre. On a l'impression qu'elle bâtit sur des hypothèses, et néglige le terrain solide. Autour d'elle, on s'étonne, on s'inquiète presque, et c'est lui marquer de la déférence que de ne pas le lui cacher.

La Chambre des députés s'est fait honneur de recevoir, en une séance si extraordinaire qu'on n'en avait pas vu de pareille depuis la Convention, le Président des États-Unis. Nous ne ferons pas à M. Paul Deschanel le compliment banal de dire que cette visite lui a procuré l'occasion de prononcer un beau discours. Il a derrière lui une carrière trop pleine des plus éclatantes satisfactions oratoires pour ne pas savoir que nous sommes à une heure où il faut dédaigner l'art qui ne serait que de l'art et ne mettre dans sa voix que la simplicité et la vérité des choses. Louons-le, comme il le mérite, d'avoir dit parfaitement ce que, dans la circonstance, il y avait à dire, sur un ton dont son auditoire a apprécié la justesse et goûté les nuances : « A vos yeux comme aux nôtres, a-t-il rappelé à M. Wilson, la condition première, le fondement même de l'organisation nouvelle

du monde, c'est une France mise définitivement à l'abri des provocations et des attaques. Nous qui, pendant quarante-quatre ans avions fait silencieusement au maintien de la paix les plus douloureux sacrifices, nous savons par une expérience plusieurs fois séculaire que le monde ne sera pas tranquille tant que les Allemands pourront accumuler à nos portes les moyens d'agression. Nous avons été trop souvent envahis pour ne pas veiller toujours... Ce serait un crime contre vos idées que de fermer les yeux aux orages qui les peuvent assaillir. L'oubli n'est pas seulement une insulte au passé, c'est une menace pour l'avenir, c'est une immoralité et une dépravation. »

Dans sa réponse, M. le Président Wilson a montré que cet aspect de la situation ne surprenait pas en lui un homme non averti : « La France, a-t-il reconnu, se tient toujours debout sur la frontière. La France reste encore en présence de ces problèmes menaçants et non résolus. Elle reste dans l'attente de la solution de questions qui la touchent directement, intimement et incessamment. Et si elle reste seule, que doit-elle faire? Elle doit rester constamment armée, elle doit laisser peser sur son peuple, sans arrêt, le fardeau de l'impôt. Elle doit faire un sacrifice qui peut devenir intolérable. » Ce qui a conduit l'orateur à conclure : « Les dirigeants du monde savent maintenant que le seul moyen d'arriver à donner aux hommes la sécurité de leurs foyers, est de rendre inévitable que le même fait qui s'est produit aujourd'hui (le concours de toutes les nations à la défense de la cause commune) se reproduise toujours, et qu'il n'y ait là-dessus ni doute, ni attente, ni remise, mais que, chaque fois que la France ou tout autre peuple libre se trouve menacé, l'univers entier se dresse pour défendre sa liberté. » — « C'est pour cette raison, je pense, a ajouté M. Wilson, que je rencontre en France pour la Société des Nations un enthousiasme intelligent et chaleureux. »

Qu'il nous soit permis, à ce propos, de faire ici une confession, qui sera celle de beaucoup de Français. Il fut un temps, encore proche, où nous eussions traité pour le moins de chimérique la Société des Nations, où peut-être même nous lui aurions appliqué une épithète plus sévère. L'état dans lequel cette guerre laisse le monde nous oblige à convenir que c'est dorénavant une nécessité, que le salut peut venir d'elle et, dans certaines conjonctures, ne pourrait venir que d'elle. Nourris comme nous l'étions du précepte qu'il vaut mieux fonder sa sécurité sur ce qui dépend de soi-même que sur ce qui dépend d'autrui, nous ne nous résignons pas sans

regret à reconnaître que nul, dans le monde que la guerre nous a fait, n'est dorénavant en mesure de fonder sa sécurité sur soi seul. Soit donc : fondons-la tout ensemble sur nous-mêmes et sur ceux qui doivent penser, sentir, vouloir et agir comme nous. Mais alors, vite, que le législateur descende du Sinaï; que la Société des Nations se dessine en un contour précis; qu'elle sorte des nuages où Shakspeare prétend que l'on aperçoit indifféremment la forme d'une belette ou la forme d'un chameau; qu'elle s'appuie et s'établisse sur des bases fixes et fermes; qu'elle devienne une institution concrète et positive. Les ébauches ne manquent point, mais aucune, à notre connaissance, ne dépasse les précédents essais : l'arbitrage obligatoire, le tribunal international, du vieux neuf. Ce n'est pas assez. M. Wilson l'a déclaré : il faut rendre inévitable qu'il n'y ait, en cas d'agression, « ni doute, ni attente, ni remise. » Pour que ce soit inévitable, il faut qu'il y ait, derrière le tribunal, une gendarmerie internationale. Pour qu'il n'y ait pas de doute, il faut une armée qui soit suffisante; pour qu'il n'y ait pas d'attente, une armée qui soit prête; pour qu'il n'y ait pas de remise, une armée qui soit à portée. Pesant de tout son poids sur la France seule, « le sacrifice serait intolerable. » Dans quelle proportion, en hommes et en argent, chacune des Puissances également intéressées à la paix du monde est-elle disposée à fournir cette armée et à l'entretenir? Que donneront les États-Unis? Que donneront la Grande-Bretagne, et l'Italie? Que nous restera-t-il à donner? Nous prions respectueusement M. le Président Wilson de traduire ses formules en propositions d'effectifs et de crédits. Définir la justice est de la philosophie; la politique est de l'imposer.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXIXe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

QUARANTE-NEUVIÈME VOLUME

JANVIER — FÉVRIER

Livraison du 1er Janvier.

Pages.

LE JUSTICIER, par M. PAUL BOURGET, de l'Académie française. 5

UN COIN DE FRANCE PENDANT LA GUERRE : *LE PLESSIS-DE-ROYE*. — I, par M. HENRY BORDEAUX 57

L'OPINION ALLEMANDE. — IV. *LA SUPRÊME DÉSILLUSION*. — *LE DÉSESPOIR*, par M. ANDRÉ HALLAYS. 91

M. LLOYD GEORGE, par M. GASTON RAGEOT. 118

LE PROBLÈME DE LA MAIN-D'ŒUVRE, par M. LOUIS DE LAUNAY, de l'Académie des Sciences. 145

LES JOYEUSES ENTRÉES EN BELGIQUE, par M. LOUIS GILLET. 175

LES OTAGES CIVILS DANS LES CAMPS DE REPRÉSAILLES, par Mme HENRIETTE CELARIÉ 200

REVUE LITTÉRAIRE. — *COMMENT L'ALSACE S'EST DONNÉE A LA FRANCE AU XVIIe SIÈCLE*, par M. ANDRÉ BEAUNIER. 213

LE MARÉCHAL JOFFRE A L'ACADÉMIE FRANÇAISE, par M. HENRY BIDOU. 221

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 229

Livraison du 15 Janvier.

UN MENSONGE ALLEMAND. — L' « *UTILISATION MILITAIRE* » *DE LA CATHÉDRALE DE REIMS*, par Mgr LANDRIEUX, Évêque de Dijon. 241

LES DERNIERS JOURS DE MURAT *(19 MAI-13 OCTOBRE 1815)*. — I, par M. FRÉDÉRIC MASSON, de l'Académie française 270

LE RETOUR EN LORRAINE, par M. LOUIS BERTRAND. 304

UN COIN DE FRANCE PENDANT LA GUERRE : *LE PLESSIS-DE-ROYE*. — II, par M. HENRY BORDEAUX 325

NAUSICAA, par ÉMILE MOSELLY. 352

Pages.

La Reconstruction de l'Europe orientale, par M. René PINON. 377
Poésies, par M. Sébastien-Ch. LECONTE. 406
Finances de paix, par M. Raphael-Georges LÉVY, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 412
Souvenirs de musique a Versailles, par M. Camille BELLAIGUE 423
Le Premier Noël en Alsace-Lorraine, par M. Gaston DESCHAMPS. . . . 444
Revue scientifique. — *Le Congrès de la Paix et le calendrier*, par M. Charles NORDMANN. 459
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. Charles BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 469

Livraison du 1er Février.

Les Nouveaux Oberlé, première partie, par M. René BAZIN, de l'Académie française. 481
L'Erreur allemande sur les États-Unis, par M. Jules CAMBON, de l'Académie française. 529
Dans Lille occupée, par M. Georges LYON 537
Ce que j'appellerais le ciel..., par Mme la Comtesse DE NOAILLES. . . . 567
Les Derniers Jours de Murat *(19 MAI-13 OCTOBRE 1815)*. — II, par M. Frédéric MASSON, de l'Académie française. 578
Un Coin de France pendant la guerre : *Le Plessis-de-Roye*. — III, par M. Henry BORDEAUX. 612
Alexandre Dumas père. — I. *La Conquête et le Règne*, par M. G. LENOTRE. 647
La Mainmise de l'État sur la flotte marchande, par M. René LA BRUYÈRE. 677
Etienne LAMY, par M. René DOUMIC, de l'Académie française. 692
Revue littéraire. — *L'Affaire Shakspeare*, par M. André BEAUNIER. . 698
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. Charles BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 710

Livraison du 15 Février.

Les Nouveaux Oberlé, deuxième partie, par M. René BAZIN, de l'Académie française. 721
La France et la Syrie. — *Notre œuvre dans le Levant et son avenir*, par M. Saint-René TAILLANDIER 771
Les Merveilleuses Heures d'Alsace et de Lorraine. — I. *L'Aurore après la nuit*, par M. Louis MADELIN. 805
Le Poème de la Délivrance, par M. François PORCHÉ 842
Alexandre Dumas père. — II. *Mousquetaires et autres fantômes*, par par M. G. LENOTRE. 862
De la neutralité a la croisade. — *L'Évolution guerrière des États-Unis*, par M. Émile HOVELAQUE 889
Revue musicale. — *Pénélope*, à l'Opéra-Comique, par M. Camille BELLAIGUE. 921
Revue scientifique. — *Pour une réforme chronologique*, par M. Charles NORDMANN. 933
M. Louis Barthou a l'Académie française, par M. Henry BIDOU. 945
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. Charles BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 949

Paris. - Typographie Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 54.89.

1419

3 9090 007 539 345